

Pierre Broué

Révolution en Allemagne
1917-1923



K. Liebknecht représenté sur une affiche du Parti Communiste allemand

1971

Table des matières

Présentation.....	
I. Le champ de bataille.....	
II. La social-démocratie avant 1914.....	
III. Les gauches dans la social-démocratie allemande.....	
I° partie : De la guerre à la révolution - Victoire et défaite du gauchisme.....	
IV. La guerre et la crise de la social-démocratie.....	
V. La fondation du Parti Social-Démocrate Indépendant.....	
VI. Montée révolutionnaire.....	
VII. Problèmes de la révolution mondiale.....	
VIII. La révolution de novembre.....	
IX. Dualité de pouvoir.....	
X. La crise du mouvement socialiste.....	
XI. La fondation du K.P.D.(S).....	
XII. Le soulèvement de janvier.....	
II° partie : Essai de définition du rôle d'un parti communiste.....	
XIII. L'ère de Noske.....	
XIV. Stabilisation en Allemagne et révolution mondiale.....	
XV. Le Parti Communiste après janvier 1919.....	
XVI. L'opposition gauchiste et la scission.....	
XVII. Le problème du centrisme.....	
XVIII. Le putsch de Kapp.....	
XIX. Le K.P.D. (S) au carrefour.....	
XX. Moscou et les révolutionnaires allemands.....	
XXI. Les grandes espérances de 1920.....	
XXII. Une conception allemande du communisme : Paul Levi.....	
XXIII. Les débuts du parti unifié.....	
XXIV. La scission du parti italien.....	
XXV. L'action de mars.....	
XXVI. Lendemain de défaite.....	
XXVII.....	Le compromis de Moscou
III° partie : De la conquête des masses à la défaite sans combat.....	
XXVIII.....	L'unité difficilement préservée

XXIX. Nouveau départ.....	
XXX. Le tournant de Rapallo.....	
XXXI. Pour le Front Unique contre la misère et la réaction.....	
XXXII.....	Le « Parti Communiste de masse »
XXXIII.....	Le gouvernement ouvrier
XXXIV.....	Mise au point de la tactique
XXXV.....	L'occupation de la Ruhr
XXXVI.....	Crise dans le K.P.D.
XXXVII.....	Une situation pré-révolutionnaire sans précédent
XXXVIII.....	Le renversement du gouvernement Cuno
XXXIX.....	La préparation de l'insurrection
XL. La révolution allemande vue de Moscou.....	
XLI. L'octobre allemand.....	
XLII. Nouveaux lendemains de défaite.....	
IV^e partie : Une entreprise condamnée par l'Histoire ?.....	
XLIII. Histoire et politique.....	
XLIV. La greffe du bolchevisme sur le corps allemand.....	
XLV. Paul Levi ou l'occasion manquée ?.....	
XLVI. Karl Radek ou la confusion des genres.....	
XLVII. Bilan d'un échec.....	

Présentation

En 1970, dans le grand amphithéâtre du Musée polytechnique de Moscou, une des principales villes des États-Unis socialistes d'Europe, a lieu un cours d'histoire sur la révolution russe qui a ouvert la route de la victoire du socialisme en Europe. Le professeur-ajusteur vient de rappeler les conditions difficiles de la lutte au cours des premières années de l'État soviétique, les obstacles créés par le caractère rural et l'arriération du pays, son isolement initial. Il explique :

« Si la révolution en Occident s'était trop fait attendre, cette situation eût pu entraîner la Russie dans une guerre socialiste d'agression contre l'Occident avec le soutien du prolétariat européen. Cette éventualité ne se produisit pas, du fait qu'à cette époque la révolution prolétarienne, selon les lois de son propre développement interne, frappait déjà à la porte. »¹

Après une longue période de dualité de pouvoirs, particulièrement en Allemagne, la prise du pouvoir par les conseils ouvriers dans plusieurs centres industriels donne le signal d'une guerre civile acharnée dont les ouvriers allemands sortent vainqueurs. Mais cette victoire déclenche une attaque des gouvernements capitalistes de France et de Pologne. L'armée rouge de l'Union soviétique riposte, tandis que les régiments impérialistes, minés de l'intérieur par la propagande révolutionnaire, fondent au brasier de la révolution allemande. Les ouvriers français et polonais se soulèvent à leur tour. La révolution européenne triomphe, et les États-Unis Socialistes d'Europe sont constitués. Le conférencier conclut :

« La nouvelle Europe soviétique a ouvert un nouveau chapitre dans l'évolution économique. La technique industrielle de l'Allemagne s'associait à l'agriculture russe ; sur l'étendue de l'Europe, un système économique nouveau commençait à se développer rapidement et à s'affermir, révélant d'énormes possibilités et donnant un élan puissant au développement des forces productives. La Russie soviétique, qui avait auparavant dépassé l'Europe dans le domaine politique, tenait désormais la place modeste d'un pays économiquement arriéré par rapport aux pays industriels d'avant-garde de la dictature prolétarienne. »²

C'est ainsi qu'en 1922 le jeune dirigeant communiste Préobrajensky imaginait comment, un demi-siècle plus tard, on enseignerait aux jeunes générations le déroulement de la lutte finale dont ses contemporains étaient en train de vivre les premiers épisodes. Il ne s'agissait encore que d'une anticipation présentée sous la forme d'une fiction littéraire. Pourtant, une année plus tard, l'un des principaux dirigeants de la Russie soviétique, le président de l'Internationale communiste, Grigori Zinoviev, écrivait dans la *Pravda*, organe central du parti communiste russe, une série d'articles sur la révolution allemande qui venait :

« Les événements d'Allemagne se déroulent avec l'inexorabilité du destin. Le chemin qui a demandé à la révolution russe douze années, de 1906 à 1917, aura été parcouru par la révolution allemande en cinq ans, de 1918 à 1923. Au cours des derniers jours, les événements se sont particulièrement précipités. D'abord, la « coalition », puis la « grande coalition », ensuite la « korniloviade », le ministère des spécialistes, des personnalités, et maintenant, de nouveau quelque chose comme une « grande coalition », - en un mot, incessant tourbillon ministériel. Ceci, « en haut ». Mais, « en bas » dans les masses, bouillonne l'effervescence, débute le combat qui, à court terme, va décider du destin de l'Allemagne. La révolution prolétarienne frappe à la porte de l'Allemagne ; il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. Les événements prochains auront une *signification historique mondiale*. Encore un moment et chacun verra que cet automne de l'année 1923 marque un tournant, non seulement pour l'histoire de l'Allemagne, mais pour celle de l'humanité tout entière. De ses mains frémissantes, le prolétariat tourne la page capitale de l'histoire de la lutte mondiale du prolétariat. Un nouveau chapitre s'ouvre de l'histoire de la révolution prolétarienne mondiale »³.

Le président de l'Internationale ajoutait :

« Le fait capital est que la révolution allemande se produira sur la base d'une industrie puissante. (...) En ce sens, le mot de Lénine reste juste : « En Europe occidentale, disait-il, et surtout dans les pays comme l'Allemagne, il sera beaucoup plus difficile qu'en Russie de commencer la révolution prolétarienne. Mais il sera beaucoup plus facile de la poursuivre et de l'achever. (...) Le prolétariat allemand ne risque plus de prendre le pouvoir prématurément. Les conditions de la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne sont mûres depuis longtemps. (...) La révolution allemande bénéficiera de toute l'aide de l'expérience russe et ne répétera pas les fautes de la révolution russe. (...) Quant à la merveilleuse énergie que les vingt millions de prolétaires allemands trempés, cultivés et organisés, pourront déployer dans la lutte finale pour le socialisme, nous ne pouvons encore nous en faire la moindre idée »⁴.

Lénine et ses compagnons du parti bolchevique ont dirigé en Russie une révolution qui n'était à leurs yeux qu'un combat d'avant-garde. Mais la grande bataille n'a pas eu lieu, l'avant-garde russe est restée isolée. La révolution allemande - l'étape décisive pour tous les révolutionnaires de ce temps - a finalement échoué, après cinq années de hauts et de bas.

Bien des commentateurs en ont, depuis, tiré des conclusions conformes aux besoins de leur idéologie ou de leur politique, les uns sur les aptitudes révolutionnaires supérieures du peuple russe, nouveau messie, les autres sur le profond sens démocratique ou, au contraire, la caporalisation congénitale - du peuple allemand, et tous sur les illusions des utopistes qui avaient cru pouvoir transplanter dans un pays occidental, au sein d'une société avancée, l'expérience révolutionnaire de

¹ E. Préobrajensky, *De la Nep au socialisme*, p. 106.

² *Ibidem*, p. 123.

³ G. Sinowjew (G. Zinoviev), *Probleme der Deutschen Revolution*, pp. 1, 2.

⁴ *Ibidem*, p. 7-11.

l'Octobre russe.

Ecrivant à la veille de la seconde guerre mondiale, un éminent germaniste estimait que la révolution allemande avortée n'avait constitué « qu'un intermède trouble dont la cause devait être recherchée dans la crise passagère de déséquilibre nerveux engendrée par les privations physiques de la guerre et l'écroulement physique consécutif à la défaite et à l'écroulement du Reich »⁵. D'autres avaient ainsi tenté d'expliquer la Commune de Paris par ce qu'ils appelaient une « fièvre obsidionale ». Mais notre auteur, apparemment attaché à l'idéal démocratique, donnait de l'échec de la révolution une explication plus proprement politique :

« Très vite, le travailleur allemand organisé a compris la différence fondamentale qui séparait l'Allemagne de la Russie, et pressenti la catastrophe irréparable qu'eût entraîné, pour l'Allemagne, pays de la haute industrie scientifiquement organisée, la réalisation soudaine du communisme intégral tel qu'il s'était réalisé en Russie. »⁶

Le propos nous a semblé digne d'être retenu, dans la mesure où la révolution fut en fait supplantée en Allemagne par une contre-révolution qui devait, quelques années plus tard, sous le nom d'hitlérisme, déclencher sur le monde un assaut de barbarie dont on peut se demander à quelle autre « catastrophe » il pourrait être comparé, même par un « travailleur organisé » ! On rencontrera les hommes de cette contre-révolution au fil de nos pages : Faupel, cet officier d'état-major qui berne les délégués des conseils de soldats et qui, vingt ans plus tard, commandera en Espagne la légion Condor, Canaris, cet officier de marine complice de l'évasion d'un des assassins de Rosa Luxemburg qui, vingt ans plus tard, commandera l'Abwehr, cet officier politique, éminence grise de généraux plus connus, le major Kurt von Schleicher, chancelier éphémère en 1932, mais aussi Adolf Hitler et Hermann Goering, Krupp, Thyssen et l'I.G. Farben. La bataille qui a été livrée en Allemagne entre 1918 et 1923 a façonné notre passé et pèse sans doute sur notre présent.

Elle concerne aussi notre avenir. De 1918 à 1923, dans l'Allemagne des révolutions, la lutte n'est pas tous les jours combat de rues, assaut de barricades, ne se mène pas seulement à la mitrailleuse, au mortier et au lance-flamme. Elle est aussi et surtout le combat obscur dans les usines, les mines, les maisons du peuple, dans les syndicats et dans les partis, dans les meetings publics et les réunions de comités, dans les grèves, politiques et économiques, dans les manifestations de rue, la polémique, les débats théoriques. Elle est un combat de classe, et d'abord un combat au sein de la classe ouvrière, dont l'enjeu est la construction en Allemagne, et dans le monde, d'un parti révolutionnaire bien décidé à transformer le monde. La route qui conduit à cet objectif n'est ni rectiligne, ni facile, ni même aisément discernable. Entre « gauchisme » et « opportunisme », « sectarisme » et « révisionnisme », « activisme » et « passivité », les révolutionnaires allemands auront beaucoup peiné, en vain, pour tracer leur voie vers l'avenir, pour découvrir, tant au travers de leurs propres expériences, négatives, que dans l'exemple victorieux de leurs camarades russes, les moyens d'assurer la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans leur pays.

Il nous a manqué pour éclairer cette tentative bien des documents capitaux : des impératifs politiques les condamnent pour le moment à dormir dans des archives dont l'accès nous a été refusé. Car le moindre des problèmes posé ici n'est pas le rôle joué, dans cette histoire de la naissance avortée d'un parti communiste « de masse », par l'Internationale communiste et, à l'intérieur de cette Internationale, par le parti bolchevique au pouvoir en Russie.

5 H. Lichtenberger, *L'Allemagne nouvelle* (1936), p. 12.

6 *Ibidem*, p. 11-12.

I. Le champ de bataille

Analysant, au début des années 1890, les perspectives du mouvement ouvrier allemand, Friedrich Engels écrivait :

« Aujourd'hui nous comptons un soldat sur cinq ; dans quelques années, nous en aurons un sur trois, et, vers 1900, l'armée, toujours l'élément prussien par excellence, sera socialiste dans sa majorité. Ce développement se réalisera irrésistiblement, comme un *diktat* du destin. Le gouvernement de Berlin le voit approcher aussi bien que nous, mais il est impuissant. »

En fait, sur la route de la victoire du socialisme, le compagnon de Marx n'envisageait plus que l'éventualité d'un obstacle de taille : la guerre.

« Une guerre changerait tout. (...) Si la guerre éclate (...), une seule chose est certaine : cette guerre où quinze à vingt millions d'hommes armés s'entr'égorgeraient en dévastant l'Europe entière comme jamais auparavant, cette guerre doit, ou bien provoquer, à l'instant même, la victoire du socialisme, ou bien bouleverser à tel point l'ancien ordre des choses et laisser derrière elle un tel amoncellement de ruines que l'ancienne société capitaliste paraîtra alors plus absurde que jamais. Dans ce cas, la révolution socialiste serait peut-être retardée de dix ou quinze ans, mais seulement pour triompher d'une victoire d'autant plus rapide et plus radicale. »¹

Dans les perspectives du fondateur, avec Marx, du socialisme scientifique, l'Allemagne était donc au centre du champ de bataille sur lequel bourgeoisie et prolétariat devaient s'affronter dans la lutte finale.

Un pays capitaliste avancé.

C'est en effet du développement, au sein du système capitaliste, des forces de production, de l'augmentation numérique et de la concentration du prolétariat, du développement de la conscience de classe et de son organisation, que Marx et Engels attendaient les conditions de la victoire du socialisme dans le monde. L'Allemagne du début du XX^e siècle est un de ces pays avancés où les perspectives de victoire révolutionnaire sont à la fois les plus proches et les plus réalistes, selon cette analyse.

Dans les dernières années du XIX^e et le début du XX^e siècles, l'Allemagne a connu une profonde transformation économique. Ses ressources naturelles en charbon, la base de l'économie industrielle de l'époque, le développement démographique extrêmement rapide qui la porte, en 1913, à une population totale de 67 800 000 habitants², l'ancienneté de son développement commercial qui a accumulé les capitaux nécessaires à la révolution industrielle, l'ont en quelques décennies portée dans le groupe des pays capitalistes les plus avancés. Avec une production de 190 millions de tonnes en 1913, l'Allemagne est le deuxième producteur mondial de houille³. Avec une production - insuffisante - de 27 millions de tonnes de fer, elle est le premier producteur européen de fonte et de fer⁴. Ses mines de charbon et ses réserves de potasse - 10 millions de tonnes extraites en 1913 - lui ont permis d'accéder au premier rang dans la production de l'industrie chimique⁵. A partir de 1890, elle est le premier État européen à s'engager sur une échelle industrielle dans l'exploitation des sources d'énergie nouvelles, le courant électrique comme le moteur à combustion⁶. Elle est, à la veille de 1914, à la tête de la production d'appareillage électrique en Europe. Non seulement sa prépondérance industrielle s'y affirme avec une netteté qui ne permet de la comparer sur ce terrain qu'aux seuls États-Unis, mais elle manifeste une remarquable capacité d'adaptation aux techniques et procédés nouveaux⁷. Aucun pays n'a mis sur pied un système de recherche scientifique aussi étroitement lié aux applications industrielles : par ses laboratoires de recherche comme par ses établissements d'enseignement technique, elle est à l'avant-garde du progrès et de l'organisation scientifique de la production⁸.

L'économie allemande, au même titre que l'économie britannique ou l'économie américaine, peut servir à l'étude de la phase impérialiste du capitalisme, quoique le caractère tardif de son développement l'ait privée d'un empire colonial semblable à celui de la France ou de la Grande-Bretagne. En 1913, le volume de son commerce extérieur est de 22 500 000 marks, double de celui de la France, 85 % de celui de la Grande-Bretagne⁹.

Elle est en relations commerciales avec le monde entier, et c'est dans le monde entier qu'elle recherche les débouchés pour une production que son marché intérieur ne peut plus désormais absorber.

Une révolution bourgeoise inachevée.

L'État allemand est une création très récente. Longtemps il n'a été question que « des » Allemagnes. Le mouvement des nationalités qui a bouleversé l'Europe au XIX^e siècle a semblé en 1848 entraîner l'Allemagne dans la voie de la réalisation révolutionnaire de son unité nationale. Mais la bourgeoisie allemande n'avait ni l'audace ni la confiance en ses propres forces de la bourgeoisie française de 1789. Menacée par le mouvement prolétarien qui s'esquisse à l'extrême-gauche du mouvement

1 F. Engels, « Sozialismus in Deutschland », *Die Neue Zeit*, 1891-1892, t. 1, pp. 586, 587.

2 P. Renouvin, *L'Empire allemand de 1890 à 1918*, 1, p. 15.

3 *Ibidem*, p. 11.

4 *Ibidem*, p. 12.

5 *Ibidem*, p. 16.

6 *Ibidem*, pp. 23, 24.

7 *Ibidem*, p. 24.

8 *Ibidem*, pp. 24, 25.

9 *Ibidem*, p. 17.

démocratique, elle préfère sa sécurité derrière le rempart de l'État monarchique à l'aventure populaire et démocratique. Entre le libéralisme politique et les profits que lui assure l'unification du pays sous la poigne prussienne, elle fait son choix. L'unité allemande, on l'a dit, s'est édiflée dans les années 1852-1857 « sur le charbon et sur le fer », et « Saint-Manchester a été le parrain au baptême du nouveau Reich », mais c'est l'armée prussienne dirigée par Bismarck qui l'a inscrite dans la réalité des frontières et du droit. La Prusse a ainsi marqué l'Allemagne unifiée de l'empreinte de son double visage, celui de la bourgeoisie triomphante, plus absorbée par la recherche des profits que par les « jeux stériles » de la politique, et celui des hobereaux de l'Est, les junkers casqués et bottés dont l'arrogance et la force militaire font trembler l'Europe depuis les années soixante.

Ce double visage est inscrit dans la complexité de la Constitution impériale. Le Reich n'est pas un État unitaire, mais un État fédéral, formé de vingt-cinq États - de la Prusse qui a plus de la moitié de la population, les neuf dixièmes des ressources minières et de la métallurgie, à de petites principautés de 50 000 habitants, en passant par la Bavière, la Saxe et le Wurtemberg qui ont quelques millions d'habitants, et les trois « villes libres » de Hambourg, Brême et Lübeck¹⁰. Chacun de ces États a conservé sa Constitution. La Prusse a son roi, qui est aussi l'empereur d'Allemagne. La Bavière, la Saxe, le Wurtemberg ont leurs rois, le pays de Bade et la Hesse leurs grands-ducs, les villes libres leur Sénat. Chacun a ses assemblées législatives, chambre haute, désignée, chambre basse, élue. Le système électoral varie d'un État à l'autre : le Wurtemberg a adopté le suffrage universel, le pays de Bade donne le droit de vote à qui est en règle avec le fisc. En Bavière et en Hesse, on vote quand on paie un impôt. Le Landtag de Prusse est élu par le système compliqué des « classes » groupant les électeurs suivant leur fortune¹¹ : il donne, en 1908, à Cologne, autant de pouvoir électoral à 370 électeurs riches de première classe qu'aux 22 324 électeurs de la troisième - ou encore à ce M. Heffte, fabricant de saucisses et unique électeur de première classe dans la 58^e section de Berlin en 1903, le droit de constituer une classe à lui seul¹².

Le gouvernement impérial est compétent dans les affaires communes : affaires étrangères, armée et marine, postes et télégraphe, commerce, douanes, communications. L'empereur, qui détient des pouvoirs très étendus dans le domaine de l'exécutif, délègue ces pouvoirs à un chancelier d'empire, responsable devant lui. Le pouvoir législatif est partagé entre le Bundesrat, formé de délégués des États, et le Reichstag, assemblée nationale élue au suffrage universel¹³. En fait, le découpage des circonscriptions électorales qui favorise les électeurs ruraux, l'usage qui place le scrutin en semaine et en écarte nombre d'électeurs salariés, la pratique de la candidature officielle, l'absence d'indemnité parlementaire, restreignent la portée du principe électoral. Les pouvoirs du Reichstag sont limités : il n'a pas l'initiative des lois, ne peut en voter une sans l'accord du Bundesrat et ne peut renverser un chancelier, même en le mettant en minorité¹⁴.

Ce régime, qui n'est ni parlementaire ni démocratique, est en outre caractérisé par la domination de la Prusse dans le gouvernement impérial. Le roi de Prusse est empereur, le chancelier d'empire premier ministre prussien. Les dix-sept délégués prussiens du Bundesrat peuvent y arrêter toute mesure qui déplaît à leur gouvernement, de qui ils ont reçu mandat impératif¹⁵. Rien n'est possible dans le Reich sans l'accord de ce gouvernement lui-même émanation d'un Landtag élu selon le système des classes. Or la Prusse demeure le bastion d'une aristocratie guerrière de junkers. Le corps des officiers est une caste orgueilleuse de guerriers en qui se concentrent l'arrogance du féodal et la supériorité du technicien, personnellement inféodés à l'empereur, convaincus d'être les dépositaires d'une mission sacrée de défense de l'État. Les junkers y constituent l'écrasante majorité des cadres supérieurs et leur mentalité fait loi dans la hiérarchie militaire. Il en va de même pour la bureaucratie impériale. Les fonctionnaires fédéraux sont en majorité prussiens, coulés dans le même moule que les chefs militaires, dont ils ont la conception de l'autorité et la morgue. C'est à cette caste que l'empereur peut remettre une autorité sans partage en décrétant l'état de siège, qui suspend toutes les libertés et garanties constitutionnelles et institue une véritable dictature militaire.

Une société présocialiste.

En réalité, cette structure politique est, par rapport à l'évolution sociale, un énorme anachronisme : une de ces contradictions qui dictent des révolutions. La structure sociale de l'Allemagne présente tous les traits d'une société prête au socialisme. Alors qu'en 1871 un tiers des Allemands habitaient dans des villes, les deux tiers y habitent en 1910. La population, une population ouvrière dans son écrasante majorité, s'est concentrée dans de très grandes cités. On en compte, en 1910, vingt-trois qui ont plus de 200 000 habitants. Le Grand Berlin en a 4 200 000, Hambourg 930 000, Munich et Leipzig 600 000, Cologne 500 000, Essen et Düsseldorf entre 300 et 350 000, Brême et Chemnitz entre 250 et 300 000¹⁶.

Il existe dans l'Allemagne moyenne et du sud de nombreuses exploitations paysannes moyennes et petites, mais il y a, sur tout le territoire, 3 300 000 ouvriers agricoles et les grandes exploitations - on en décompte 369 couvrant plus de 1000 hectares recouvrent le quart de la superficie¹⁷. Cette survivance médiévale crée la possibilité de l'alliance, chère aux marxistes, entre le prolétariat urbain et les paysans pauvres, le prolétariat rural.

La concentration de l'économie entre les mains de quelques magnats d'industrie semble avoir, par la dépossession de la bourgeoisie moyenne et la monopolisation des instruments de production en un petit nombre de mains, créé les conditions de sa socialisation. L'industrie minière est dominée par Kirdorf, président de la Geisenkirchen, animateur du syndicat des

10Ibidem, II, p. 104.

11Ibidem, II, pp. 105, 106.

12Exemple classique, emprunté à Moysset, *L'Esprit public en Allemagne vingt ans après Bismarck*.

13Renouvin, *op. cit.*, I, p. 107.

14Ibidem, II, p. 107.

15Ibidem, II, p. 109.

16Renouvin, *op. cit.*, I, pp. 69, 70.

17Ibidem, p. 71.

charbonnages de la Rhénanie-Westphalie qui en 1913 contrôle 87 % de la production houillère¹⁸. Le *konzern* de Fritz Thyssen est un modèle de concentration verticale : il possède à la fois mines de charbon et de fer, hauts fourneaux, laminoirs, usines métallurgiques. Krupp emploie plus de 70 000 ouvriers, dont plus de 41 000 dans ses seuls établissements d'Essen, une véritable ville close, avec ses rues, ses services de police, d'incendie, ses 150 kilomètres de voies ferrées intérieures¹⁹. Dans l'industrie chimique, la Badische Anilin emploie plus de 10 000 ouvriers à Ludwigshafen²⁰; le reste de la production est contrôlé par deux sociétés dont la fusion, en 1916, va amener la naissance de l'I.G. Farben²¹. L'appareillage électrique est dominé par la firme Siemens d'une part, et l'A.E.G. de Rathenau de l'autre, qui emploie dans la région berlinoise 71 000 ouvriers dans dix usines²². Deux compagnies maritimes, la *Hamburg Amerika Linie* et la *Norddeutscher Lloyd*, assurent à elles seules 40 % du trafic²³. Sauf aux États-Unis, nulle part la fusion du capital financier et du capital industriel n'a été si profonde : les banques dominent l'activité économique et 74% de l'activité bancaire est concentré dans cinq grands établissements berlinois²⁴.

Les magnats, les Kirdorf, Thyssen, Krupp, Hugenberg, Stinnes, von Siemens, Rathenau, Ballin, Helfferich sont le sommet d'une couche très mince, quelque 75 000 chefs de famille représentant 200 à 250 000 personnes que l'on peut avec Sombart considérer comme la bourgeoisie riche, au revenu annuel supérieur à 12 500 marks²⁵. Avec la bourgeoisie moyenne, 650 000 chefs de famille, 2 millions à 2 millions et demi de personnes, ayant un revenu de 3 000 à 12 000 marks²⁶, ces classes supérieures, les classes dirigeantes, ne constituent pas plus de 4 à 5 % de la population. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, Sombart dénombre, en 1907, 8 640 000 ouvriers d'industrie, 1 700 000 salariés du commerce et des transports, 2 300 000 petits employés de l'industrie et du commerce, soit un total de 12 millions et demi. Il conclut que le prolétariat, au sens large du terme, y compris femmes et enfants, représente environ 67 à 68 % de la population totale²⁷. Vermeil constate en conclusion de son étude sur la société allemande que « l'Allemagne de Guillaume II était, à la veille de 1914, un pays prolétarisé aux trois quarts »²⁸.

L'augmentation générale du niveau de vie n'a profité, et seulement jusqu'en 1908, qu'à une couche relativement mince d'ouvriers hautement qualifiés, une « aristocratie ouvrière »²⁹ dont le rôle est loin d'ailleurs d'être toujours conservateur, car c'est de ses rangs que sortent nombre d'éducateurs et d'organiseurs socialistes. Cependant, le prolétariat allemand n'a rien du prolétariat encore fruste, misérable et prostré, qui emplissait les fabriques au début de la révolution industrielle. Relativement instruits, familiarisés avec la technique et les machines, ayant le sens du travail collectif et des responsabilités, le goût de l'organisation, les prolétaires allemands sont des ouvriers modernes, capables de défendre leurs intérêts immédiats, comme de se dévouer à une activité militante, et de prendre conscience, face à une société qui veut en faire de simples outils, que leur solidarité fait d'eux une force capable de transformer leur vie et celle des petits bourgeois écrasés par la concentration capitaliste et dont ils estiment, avec quelque raison, qu'ils peuvent se faire des alliés.

Guerre ou révolution.

Par ses traits généraux de pays capitaliste avancé comme par les caractères spécifiques de son évolution et de sa structure politiques, l'Allemagne constitue un champ de bataille propice aux luttes ouvrières. Non seulement le prolétariat y constitue l'unique force capable de lutter pour l'achèvement de la révolution démocratique, la destruction de la puissance anachronique de l'aristocratie foncière, des privilèges de l'armée et de la bureaucratie d'État mais, dans le cours même de cette lutte, il est inévitablement conduit à poser sa candidature à la succession des classes dirigeantes et à réclamer pour lui le pouvoir au nom de tous les exploités. La lutte pour la démocratisation de la vie politique, pour l'extension du suffrage universel, exige que soit brisé le cadre constitutionnel : elle commande une lutte de classes qui ne peut aboutir qu'à une lutte armée et à la destruction violente du corps des officiers, rempart de l'État. L'article 68 de la Constitution en exprime, en définitive, l'essence même, puisqu'il exclut l'hypothèse d'une transformation pacifique par la voie parlementaire, au contraire de ce que suggère, au même moment, l'évolution des structures politiques anglaises. De ce point de vue, les conditions - militaires, sociales et politiques - de la réalisation de l'unité allemande, l'effort de Bismarck pour préserver simultanément la puissance des junkers et le champ d'expansion des hommes d'affaires, ont abouti à priver l'Allemagne de ces soupapes de sûreté que constituent, dans les autres pays avancés, une organisation politique reposant sur la base du suffrage universel et du parlementarisme, et l'idéologie démocratique qui est la plus efficace protection de la propriété capitaliste.

Les positions internationales de l'impérialisme allemand souffrent de la même insécurité. Le développement industriel de l'Allemagne capitaliste s'est produit à une époque où les richesses du monde étaient à peu près partagées et, sur ce terrain, l'impérialisme allemand ne dispose pas de ces autres soupapes de sûreté que constituent, au tournant du siècle, les marchés réservés des empires coloniaux. Les historiens ont coutume de souligner, parmi les facteurs de la grande guerre, le rôle de la concurrence anglo-allemande. A partir de 1890, en effet, la Grande-Bretagne connaît les premiers signes du déclin de son hégémonie mondiale. États-Unis et Allemagne la dépassent du point de vue de la production dans plusieurs compartiments.

18Ibidem, p. 31.

19Raphaël, *Krupp et Thyssen*, p. 211.

20Renouvin, *Op. cit.*, p. 27.

21Bettelheim, *L'Economie allemande sous le nazisme*, p. 67, n 2.

22Renouvin, *op. cit.*, I, p. 28.

23Ibidem, p. 65.

24Renouvin, *op. cit.*, I, p. 32, 33.

25Cité par Vermeil, *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique, culturelle* (1890-1950), 1, p. 92.

26Ibidem, pp. 92, 93.

27Ibidem, pp. 93.

28Ibidem, pp. 92, 93.

29M. Burgelin (*La Société allemande, 1871-1968*), p. 91, écrit qu'« il est possible que certaines catégories de travailleurs, notamment les ouvriers non spécialisés, n'aient pas vu leur niveau de vie réel augmenter ». Aucune étude n'a depuis 1934 renouvelé le travail de J. Kuczynski, *Die Entwicklung der Lage der Arbeiterschaft*.

Ses exportations sont de plus en plus exclusivement dirigées vers les pays industriellement arriérés et sur ce terrain elle se heurte à l'industrie allemande. L'Allemagne, deuxième État industriel du monde, est à peu près sûre de l'emporter dans les conditions d'une concurrence libre, mais une grande partie du monde est fermée à son expansion directe, cependant que lui est interdite, hors d'un conflit, la formation de l'empire colonial qui lui serait nécessaire. C'est de ce point de vue qu'il faut considérer la rivalité anglo-allemande dans le domaine des armements maritimes, comme l'opposition systématique de la diplomatie britannique à l'établissement d'une hégémonie allemande en Europe : l'enjeu de la lutte est à l'échelle d'un monde trop petit pour les besoins des protagonistes. Elle est inscrite dans les besoins d'expansion du capitalisme lui-même, et la guerre est inévitable dans la mesure où le partage du monde est terminé et où la poussée du dernier venu, l'impérialisme allemand, exige sa remise en question. Depuis le début du siècle, l'alternative est entre la guerre civile et la révolution mondiale ou la guerre impérialiste, qui, ainsi que l'a entrevu Engels, pourrait à son tour se transformer en révolution et en guerre civile.

Nationalisme ou socialisme.

C'est dans ce sens en tout cas que le congrès de l'Internationale socialiste en 1912 a défini de nouveau, à Bâle, l'attitude des partis socialistes en cas de guerre :

« En cas de déclaration de guerre, les classes laborieuses des pays intéressés ainsi que leurs représentants parlementaires seront tenus de mobiliser toutes leurs forces pour empêcher le déclenchement des hostilités, avec le soutien de l'activité de coordination du Bureau international, par l'application des moyens qui leur paraîtront les plus efficaces, moyens qui varieront de toute évidence, selon le tour plus ou moins aggravé de la lutte de classes et en fonction de la situation politique générale. Au cas où la guerre éclaterait en dépit de leurs efforts, elles seront tenues de militer pour une fin rapide des hostilités et de tenter de toutes leurs forces d'exploiter la crise économique et politique provoquée par la guerre afin de soulever le peuple et d'accélérer ainsi l'abolition de la domination de la classe capitaliste. »³⁰

Face à une telle position socialiste, internationaliste, prolétarienne, dans un pays tous les jours plus mécanisé, uniformisé, prolétarisé et où le prolétariat industriel tient une place aussi importante, les classes dirigeantes sont tenues, sous peine de mort, de tenter, suivant l'expression de Vermeil, de « réconcilier le prolétariat avec le Reich »³¹ en le persuadant qu'il est partie intégrante de la communauté nationale. C'est là le sens des efforts déployés par les apôtres du « christianisme social », de Mgr Ketteler comme du pasteur Stöcker, du « socialisme national » de Friedrich Naumann ou de la « politique sociale » de Guillaume II³². C'est là le rôle de l'idéologie nationaliste, fondée sur le sentiment national exalté et inquiet d'un peuple qui a dû lutter pour son unité avant de se la voir octroyer, sur la fierté de ses gigantesques réalisations économiques, de sa culture supérieure de « peuple élu », sur un sentiment de frustration de puissance arrivée trop tard au partage du monde. Éducation, presse, propagande s'en feront les véhicules.

Edmond Vermeil a montré comment le national-socialisme et l'antisémitisme hitlériens plongeaient leurs racines dans les efforts des classes dirigeantes pour arracher la masse des prolétaires à l'idéologie révolutionnaire internationaliste. Dès le début du XX^e siècle, l'antisémitisme, le « socialisme des imbéciles », comme disait Bebel, avait été pour elles le moyen de détourner les colères d'une petite bourgeoisie écrasée par le développement du grand capitalisme et menacée de prolétarianisation. Les classes dirigeantes allemandes n'ont pas d'autre moyen de survivre que de marcher à la conquête du monde, pas d'autre moyen de se concilier le prolétariat que de l'y entraîner, comme l'écrit Vermeil, « dans l'ambiance du nationalisme exalté »³³.

Du point de vue des militants marxistes, la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne passait donc d'abord par la lutte pour la conscience de classe du prolétariat, son organisation de classe en parti socialiste au sein d'une Internationale. Or il est incontestable que l'optimisme d'Engels pouvait trouver sa justification dans les succès remportés sur cette voie, et d'abord la construction du grandiose édifice ouvrier qu'était la social-démocratie allemande avant 1914.

30Texte de l'amendement présenté par Lénine congrès de Stuttgart (Texte reproduit d'après Braunthal, *Geschichte der Internationale*, I, pp. 370, 372).

31Vermeil, *op. cit.*, p. 114.

32Vermeil, *op. cit.*, pp. 101, 104.

33Vermeil, *op. cit.*, p. 114.

II. La social-démocratie avant 1914

La scission entre social-démocrates et communistes, en germe à partir d'août 1914, réalisée à partir de 1919, a projeté sur l'histoire de l'Internationale un éclairage déformant. Bien des auteurs, politiques ou historiens, attachés à découvrir dans le passé les racines d'une scission à la portée immense, la traitent comme un phénomène prévisible. En fait, inscrite avant la guerre dans les événements et le comportement des hommes, elle était loin encore de l'être dans leur conscience. La fraction bolchevique russe, noyau du futur mouvement communiste mondial, ne se voulait que fraction russe, construisant un parti ouvrier social-démocrate - c'est-à-dire « révolutionnaire » marxiste dans le langage de l'époque - dans les conditions historiques données de l'empire des tsars. Polémiquant en 1905 contre Pierre Strouvé, Lénine s'indignait des interprétations scissionnistes données à sa politique :

« Où et quand ai-je appelé « opportunisme » le révolutionnisme de Bebel et de Kautsky ? Où et quand a-t-on vu surgir des divergences de vue entre moi, d'une part, Bebel et Kautsky de l'autre, je parle de divergences de vues se rapprochant tant soit peu par leur sérieux de celles qui, par exemple, surgirent entre Bebel et Kautsky ? »¹.

Indignation légitime que celle du dirigeant bolchevique en 1905. Malgré bien des discussions et bien des divergences, il maintient fondamentalement cette attitude jusqu'en 1914 et ne laisse passer aucune occasion de rendre hommage à la social-démocratie allemande, modèle de cette « social-démocratie révolutionnaire » qu'il veut construire en Russie, contre ceux qu'il considère contre des opportunistes, mais qu'il ne veut exclure du parti que parce qu'ils en nient la nécessité et s'en font les « liquidateurs ».

Un modèle de social-démocratie révolutionnaire.

Pour Lénine, jusqu'au congrès de Stuttgart en 1907, c'est « la social-démocratie allemande qui a toujours soutenu le point de vue révolutionnaire dans le marxisme »² ; et si, sous cet angle, il critique l'attitude, qu'il juge opportuniste, des délégués allemands à ce congrès, c'est pour s'aligner entièrement sur la critique qui en a été faite par Kautsky. Il maintient cette analyse jusqu'à la veille de la guerre. Le 6 août 1913, il conclut l'article de la *Pravda* consacré à la vie et à l'œuvre d'August Bebel par ces lignes :

« Personne n'a incarné les traits particuliers ni les tâches de cette période de façon aussi vivante qu'August Bebel. Ouvrier lui-même, il était parvenu à se frayer un chemin vers de fermes convictions socialistes, à devenir un dirigeant ouvrier modèle, représentant et participant de la lutte de la masse des esclaves salariés pour un système meilleur de société humaine. »³

Le 4 avril 1914, critiquant sévèrement les positions opportunistes défendues au cours de son voyage aux États-Unis par le dirigeant syndical Legien, il célèbre encore « les très grands mérites » de la social-démocratie allemande, sa « théorie marxiste forgée dans une lutte inlassable », son « organisation de masses, ses journaux, ses syndicats, ses associations politiques »⁴.

Parmi les hommes qui constitueront le noyau dirigeant et fondateur de l'Internationale communiste, seul peut-être Trotsky semble avoir entrevu le destin ultérieur de la social-démocratie allemande puisqu'il écrit, dans *Bilan et perspectives*, au lendemain de la révolution de 1905 :

« La fonction des partis ouvriers était et est de révolutionner la conscience de la classe ouvrière, de même que le développement du capitalisme a révolutionné les rapports sociaux. Mais le travail d'agitation et d'organisation dans les rangs du prolétariat a son inertie interne. Les partis socialistes européens, spécialement le plus grand d'entre eux, la social-démocratie allemande, ont développé leur conservatisme dans la proportion même où les grandes masses ont embrassé le socialisme, et cela d'autant plus que ces masses sont devenues plus organisées et plus disciplinées. Par suite, la social-démocratie allemande, organisation qui embrasse l'expérience politique du prolétariat, peut, à un certain moment, devenir un obstacle direct au développement du conflit ouvert entre les ouvriers et la réaction bourgeoise. »⁵

En fait, les critiques à l'égard de la social-démocratie allemande venant de l'intérieur de la II^e Internationale émanent, non de social-démocrates révolutionnaires, mais de social-démocrates opportunistes comme les socialistes français. Les dirigeants allemands ont été les élèves de Marx et d'Engels, leurs successeurs directs à la tête du mouvement socialiste mondial, et personne ne peut contester les « droits à la succession » d'hommes comme Bebel et Kautsky. Bebel⁶ incarne l'organisation de la classe ouvrière allemande dans la période de l'essor du capitalisme : cet ouvrier, tourneur dans la métallurgie, député au Reichstag en 1871, a lancé le mot d'ordre de « Guerre aux palais » au moment où les troupes de Bismarck aidaient les soldats de Thiers à écraser les combattants de la Commune de Paris. Deux fois emprisonné et deux fois condamné, il a été, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le bâtisseur patient, l'âme de la résistance aux lois antisocialistes, le militant aux larges épaules qui, inlassablement, recrute, encadre, rédige, convainc par son argumentation solide et sa confiance de luttueux tranquille les foules ouvrières qu'elles doivent prendre en mains leur destin. De quatorze ans plus jeune, né en 1854,

1 *Œuvres*, t. IX, p. 61.

2 *Ibidem*, t. XIII, p. 85.

3 *Ibidem*, t. XIX, p. 319.

4 *Ibidem*, t. XX, p. 267.

5 Trotsky, « *Bilan et perspectives* », 1905, tr. fr., Paris, 1969, pp. 462, 463. Il écrira plus tard : « A cette époque je ne prévoyais pas moi-même à quel point cette hypothèse toute théorique devait être justifiée par les faits » (*Ma Vie*, p. 241).

6 On n'a pas encore écrit une biographie d'August Bebel digne de son rôle historique. Voir ses « *Mémoires* », *Aus meinem Leben* (3 vol. Berlin, 1910-1914).

l'Autrichien Karl Kautsky⁷ incarne l'ambition intellectuelle du socialisme scientifique : aux côtés du praticien Bebel, il est le théoricien, le savant, qui déblaye et éclaire la route sur laquelle s'engagent le parti et les masses. Il a rédigé en Suisse le *Sozialdemokrat*, que les militants diffusaient clandestinement en Allemagne au temps des lois d'exception antisocialistes de Bismarck. Ami et disciple d'Engels, il a poursuivi dans les colonnes de la revue théorique *Die Neue Zeit* l'œuvre des fondateurs du socialisme scientifique. Ses adversaires disent qu'il est le pape de la social-démocratie et qu'il prétend à l'infailibilité. C'est que son autorité est immense et son prestige considérable. Il semble le cerveau agile d'un bras solide.

Un univers nouveau.

En quarante ans, malgré les persécutions et les poursuites, les sociaux-démocrates allemands sont parvenus à organiser la classe ouvrière dans tous les domaines, en vue de l'action politique sous toutes ses formes, mais aussi sur le plan de ses revendications immédiates, de l'organisation de ses loisirs, de son éducation et de sa culture. Ce sont des hommes qui agissent au nom du parti social-démocrate qui constituent les véritables cadres organisateurs de la classe : hommes de confiance (*Vertrauensmänner*) du parti dans les localités ou les entreprises, délégués syndicaux, responsables de syndicats, de coopératives, d'organisations de masse, élus à des titres divers. Dans l'État et contre lui, les disciples de Marx et Engels ont construit un parti si puissant qu'il constitue un véritable État dans l'État.

Le parti social-démocrate allemand compte, en 1914, 1 085 905 adhérents. Ses candidats aux élections législatives de 1912 ont rassemblé plus de 4 250 000 voix. Les syndicats qu'il a créés et qu'il encadre comptent plus de deux millions de membres, disposent d'un revenu annuel de 88 millions de marks. Autour de lui, ses militants ont su tisser un large réseau d'organisations parallèles encadrant, à un niveau ou à un autre, la presque totalité des salariés, et s'étendant à tous les domaines de la vie sociale : association de femmes socialistes, mouvement de jeunes, universités populaires, bibliothèques et sociétés de lecture, organisations de loisirs et mouvements de plein air, maisons d'édition, journaux, revues, magazines. L'édifice repose sur la solide armature d'un appareil administratif et technique compétent et efficace, rompu aux méthodes modernes de gestion et de propagande. Dans ses quatre-vingt-dix quotidiens, le parti emploie 267 journalistes permanents, 3 000 ouvriers et employés, gérants, directeurs commerciaux, représentants. La majorité des dirigeants - notamment les membres de sa direction, le *Parteivorstand* - et des bureaux centraux, la totalité des responsables dans les différents États, la majorité des secrétaires des organisations locales sont des fonctionnaires permanents du parti, professionnels appointés par lui, lui consacrant tout leur temps, de même que la majorité de ses élus, ses 110 députés au Reichstag, les 220 députés qu'il compte dans les différents Landtag, ses 2 886 élus municipaux. Les dirigeants des fédérations syndicales, des syndicats de métier ou des cartels locaux, eux-mêmes depuis des années professionnalisés, sont dans leur quasi-totalité membres du parti.

Un mouvement d'une pareille envergure, organisé sur une base de classe dans l'Allemagne impériale capitaliste, ne saurait être assimilé à une simple machine politique de type traditionnel, ni même au modèle d'un « parti ouvrier » dans une démocratie parlementaire. Ruth Fischer a écrit :

« Les sociaux-démocrates allemands furent capables de réaliser un type d'organisation qui était infiniment plus qu'une association plus ou moins bien soudée d'individus se réunissant temporairement pour des objectifs temporaires, infiniment plus qu'un parti de défense des intérêts ouvriers. Le parti social-démocrate allemand devint une manière de vivre. Il fut beaucoup plus qu'une machine politique, il donna à l'ouvrier allemand dignité et statut dans un monde à lui. L'ouvrier en tant qu'individu vivait dans son parti, le parti pénétrait les habitudes quotidiennes de l'ouvrier. Ses idées, ses réactions, ses attitudes résultaient de l'intégration de sa personne dans cette collectivité. »⁸

Univers ou contre-société, la social-démocratie allemande avec ses traditions, ses usages, ses rites et ses cérémonies, parfois alignées sur leurs homologues religieux, fournit plus qu'une attitude politique ou un mode de pensée : un cadre, une façon de vivre et de sentir. Ainsi s'explique que des tendances aussi fondamentalement divergentes que celles qui ont été incarnées par Bernstein et par Rosa Luxemburg aient pu coexister au sein d'une organisation dans laquelle elles plongeaient toutes deux leurs racines. Ainsi s'explique que, polémiquant contre la conception du parti développé par Lénine dans *Que faire ?*, la représentante de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande ait pu écrire :

« Le parti social-démocrate n'est pas *lié* aux organisations de la classe ouvrière, il est lui-même le mouvement de la classe ouvrière. »⁹

Réformes ou révolution.

De fait, les grands courants de pensée autour desquels s'organise le mouvement ouvrier se sont inscrits à toutes les étapes de l'histoire de la social-démocratie allemande sous forme de discussions sur la théorie et la stratégie, sans jamais affecter son unité d'organisation. Tandis que les autres mouvements socialistes d'Europe s'émiettaient en des querelles parfois byzantines d'apparence, la social-démocratie allemande donnait le spectacle de la cohésion d'un parti où cohabitaient des tendances dont les équivalents, ailleurs, avaient pris la forme de partis rivaux. Depuis la fusion réalisée en 1875, au congrès de Gotha du parti ouvrier social-démocrate, marxiste, de Bebel et de Liebknecht, et de l'Association générale des travailleurs allemands, fondée par Ferdinand Lassalle, n'ont jamais cessé de s'exprimer au sein du parti des courants dans lesquels un spécialiste du mouvement ouvrier français n'aurait pas de peine à distinguer des homologues allemands des « possibilistes », des « guesdistes », des « blanquistes » ou des « allemanistes ». Mais ils demeurent dans le même parti, baignent et respirent dans le même univers, ce qui suffit à donner à leurs désaccords une coloration particulière, car les débats réglés par des compromis en vue de l'action ont une autre portée que les dialogues de sourds.

⁷ Voir Karl Renner, *Karl Kautsky. Skizze zur Geschichte der geistigen und politischen Entwicklung der deutschen Arbeiterklasse*, Berlin, 1929.

⁸ R. Fischer, *Stalin and German Communism*, p. 4.

⁹ « Organisatorische Fragen der russischen Sozial-demokratie », *Die Neue Zeit*, 1903, 4, vol. II, pp. 484-92 et 529-35, cité d'après sa traduction anglaise *Leninism or Marxism ?*, p. 89.

Marx s'était inquiété des importantes concessions faites par ses disciples à ceux de Lassalle dans le *programme de Gotha*¹⁰. Lorsque Bismarck, en 1878, tente d'écraser le jeune parti sous les coups de sa loi d'exception, un courant s'y affirme en faveur d'une acceptation, qualifiée de « réaliste », du cadre ainsi imposé. Mais les disciples de Höchberg sont rapidement vaincus par les marxistes¹¹ : sans renoncer non plus aux possibilités légales d'expression, si limitées soient-elles, comme le suggèrent des éléments impatients¹², ancêtres des gauchistes, les social-démocrates vont mener de front un travail illégal de propagande, d'agitation et d'organisation qui permet au parti de continuer à progresser malgré la répression. En 1891, la loi d'exception n'est pas renouvelée, et les socialistes font le point sur la situation nouvelle ainsi créée. Contre les « jeunes »¹³ qui réclament le boycottage des élections et une politique permanente d'offensive, et aussi contre l'aile droitiste de Vollmar qui voudrait engager le parti dans la voie du possibilisme¹⁴ et d'une lutte exclusivement électorale, les dirigeants font triompher, dans le programme adopté au congrès d'Erfurt¹⁵, la conception développée par Kautsky selon laquelle, sans pour autant renoncer à son programme maximum, la révolution socialiste, rendue lointaine par l'expansion capitaliste, le parti peut et doit lutter pour les revendications d'un programme minimum, des objectifs partiels, des réformes, politiques, économiques, sociales, travailler à consolider la puissance politique et économique du mouvement ouvrier, tout en élevant la conscience des travailleurs. Ainsi se crée la dichotomie qui distingue le programme maximum - révolution et socialisme - du programme minimum de réformes réalisables dans le cadre du régime capitaliste existant : séparation qui dominera théorie et pratique de la social-démocratie pendant des décennies.

Après 1898, c'est du noyau même du parti, d'un ami d'Engels, organisateur de la presse illégale du temps des persécutions, que vient la première attaque sérieuse sur le plan théorique contre les bases marxistes du *programme d'Erfurt* : le « révisionnisme » d'Eduard Bernstein. S'appuyant sur les vingt années écoulées de développement pacifique du capitalisme, Bernstein remet en question les perspectives de Marx sur l'aggravation des contradictions capitalistes et, du même coup, ses bases philosophiques, le matérialisme dialectique. Le socialisme cesse à ses yeux d'être la conséquence dialectique de ces contradictions, imposée par la lutte consciente de la classe ouvrière, pour devenir le résultat du libre choix d'hommes dégagés de leur conditionnement économique et social, une option morale au lieu d'une nécessité sociale. A ce qu'il considère comme la phraséologie révolutionnaire démodée, Bernstein oppose la recherche réaliste de réformes pour lesquelles la classe ouvrière aurait à se fondre, avec des secteurs importants de la bourgeoisie, au sein d'un large mouvement démocratique¹⁶.

Le débat ainsi ouvert, la « bernsteiniade », est à la fois très violente et très riche. Aux côtés de Kautsky, dont l'effort porte sur la réfutation des arguments de Bernstein empruntés à l'économie¹⁷, le groupe des « radicaux » défenseurs du marxisme trouve un porte-parole de qualité en la personne de Rosa Luxemburg, qui ranime le souffle révolutionnaire en proposant sa propre interprétation de la synthèse d'Erfurt : le dilemme « réformes ou révolution » est dénué de sens, la lutte pour les réformes ne pouvant aboutir qu'à des objectifs révolutionnaires et ne pouvant être conduites par des social-démocrates que dans cette perspective¹⁸. Le congrès de Dresde, en 1903, clôt, au moins formellement, le débat, en condamnant la tentative des révisionnistes de « remplacer la politique de conquête du pouvoir au moyen de la victoire par une politique qui s'accommoderait de l'ordre existant »¹⁹.

Le débat pourtant va se poursuivre au cours des années suivantes. La révolution russe de 1905 constitue pour les social-démocrates allemands une véritable décharge électrique : Kautsky écrit qu'elle est « l'événement que nombre d'entre nous avaient fini par croire impossible après l'avoir si longtemps attendu en vain »²⁰. Elle coïncide avec une agitation spontanée au sein de la classe ouvrière qui culmine la même année avec la grande grève sauvage des mineurs de la Ruhr²¹. Un nouveau conflit se dessine entre les cadres syndicaux qui, par crainte de l'aventure, freinent les mouvements revendicatifs et s'abstiennent de les politiser, et les éléments radicaux qui pensent avec Rosa Luxemburg que la « grève générale politique » constitue l'un des moyens par lesquels peut progresser la conscience politique des masses demeurées jusque-là les plus arriérées, et par conséquent l'une des armes essentielles du mouvement socialiste. Au congrès d'Iéna, en septembre 1905, la résolution présentée par Bebel sur la grève générale politique est votée²². Il semble que les radicaux l'aient emporté sur les nouveaux révisionnistes, retranchés désormais dans les syndicats derrière Legien, qui a proclamé de son côté que la grève générale était « l'absurdité générale ».

En réalité, pendant ces quelques années, le champ de bataille s'est déplacé et les débats de congrès n'en sont plus qu'un reflet infidèle. La vraie bataille se déroule de façon feutrée dans l'appareil du parti et des syndicats. Au congrès de Mannheim, en 1906, les dirigeants des syndicats obtiennent l'appui de Bebel pour une résolution qui place sur pied d'égalité syndicats et parti, puisqu'elle prévoit une consultation obligatoire entre les deux organisations sur les affaires communes²³ : le vote d'Iéna est par là même annulé. L'un des organes radicaux, la *Leipziger Volkszeitung* peut écrire :

10La *Critique du programme de Gotha*, rédigée en 1875, devait être publiée pour la première fois par Engels en 1891. Voir F. Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie*, II, pp. 48-51.

11 *Ibidem*, pp. 577, 579-581.

12 *Ibidem*, p. 556.

13 *Ibidem*, pp. 676-678.

14 *Ibidem*, pp. 563-564.

15 *Ibidem*, pp. 681-683.

16 Schorske, *German Social-Democracy 1905-1917*, pp. 16-20. Voir E. Bernstein, *Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie* (1906).

17 Schorske, op. cit., pp. 19-20 et Kautsky, *Bernstein und das sozialdemokratische Programm, Eine Antikritik* (1899).

18 Schorske, op. cit., pp. 21-22, et R. Luxemburg, *Sozialreform und Revolution* (1900).

19 Cité par Schorske, op. cit., pp. 23-24.

20 Kautsky, *Massenstreik*, p. 109.

21 Schorske, op. cit., pp. 35-37.

22 *Ibidem*, pp. 42-44.

23 *Protokoll.. S.P.D. 1905*, pp. 131-132.

« Le révisionnisme que nous avons tué dans le parti ressuscite plus vigoureux que jamais dans les syndicats. »²⁴

Rosa Luxemburg résume les nouvelles relations à l'intérieur du couple syndicats-parti par la phrase attribuée à un paysan (identifié au syndicat) qui dit à sa femme (le parti) :

« Quand nous sommes d'accord, c'est toi qui décides ; quand nous ne sommes pas d'accord, c'est moi. »²⁵

Le révisionniste Eduard David pavoise :

« La brève floraison du révolutionnarisme est fort heureusement passée. (...) Le parti va pouvoir se consacrer (...) à l'exploitation positive et à l'expansion de son pouvoir parlementaire. »²⁶

En concluant avec les dirigeants syndicaux le compromis d'Éléna, la direction du parti social-démocrate a définitivement tourné le dos au radicalisme, en d'autres termes à son ancienne orientation révolutionnaire. Au cours des débats ultérieurs, ce n'est qu'épisodiquement qu'elle relèvera le drapeau de la révolution : désormais, elle est le « centre », à égale distance du nouveau révisionnisme, nourri des succès de l'impérialisme et soucieux d'adapter le parti à ce qu'il appelle l'économie « moderne », et du radicalisme, que nourrissent, à partir de 1910, les difficultés économiques croissantes et le mouvement de grèves des travailleurs ainsi menacés. En outre, à partir de 1907, où le parti subit une sérieuse défaite aux élections générales, les dirigeants se persuadent qu'il faut, avant de songer à des succès importants et durables, conquérir les électeurs de la petite bourgeoisie, qu'ils craignent d'effrayer par une phraséologie par trop révolutionnaire. Kautsky est le théoricien de la direction centriste. Mais les discussions sur la question nationale et l'antimilitarisme, le débat sur l'impérialisme à propos de l'affaire du Maroc, celui sur les moyens d'action en faveur de la réforme électorale et de l'obtention du suffrage universel en Prusse, cristallisent une alliance toujours plus étroite entre la droite et le centre et, par contre-coup, la solidification d'une gauche qui met de plus en plus l'accent sur les problèmes du fonctionnement interne et prête même le flanc, comme en 1912, à l'accusation d'activités « fractionnelles ».

L'Allemagne, comme les autres pays d'Europe, est à cette date sortie de la période d'expansion et elle affronte la période de crise et d'aggravation des antagonismes aussi bien entre les différentes bourgeoisies nationales qu'entre les classes. Sceptique sur les chances d'une révolution, inquiet de tout ce qui pourrait menacer l'unité du parti au moment où la pratique réformiste n'obtient plus ces réformes qui la justifient, le centre s'efforce de contenir les tendances centrifuges en maintenant, comme à l'époque du congrès d'Erfurt, mais dans un contexte bien différent, la pratique quotidienne légaliste et l'attachement aux principes et à la perspective révolutionnaires.

La bureaucratie du parti.

Les analyses des sociologues comme Max Weber et Robert Michels²⁷ et les furieuses attaques des socialistes français comme Charles Andler ont contribué à brosser de la social-démocratie allemande un tableau quelque peu schématique, visant à expliquer le triomphe du révisionnisme dans ses rangs, celui d'une organisation sclérosée et bureaucratique, foncièrement conservatrice, étroitement soumise à un appareil de fonctionnaires bornés, et, par là, finalement, intégrée à la société allemande qu'elle prétendait à l'origine combattre et transformer. Ces accusations ont une base réelle. L'exécutif, le *Parteivorstand*, renforcé sur la demande des radicaux à l'époque de la lutte contre le révisionnisme, est dominé par des permanents pratiquement incontrôlés. C'est lui qui désigne et rétribue les secrétaires locaux et régionaux, la hiérarchie des cadres qui enserment toute l'activité des organisations de base d'un filet aux mailles serrées. La discipline est stricte, et les élus du parti ou ses représentants dans les organisations de masse y sont soumis à un étroit contrôle dans le cadre des « fractions sociales-démocrates » que dirigent des membres permanents de l'appareil. C'est également l'exécutif qui désigne les candidats aux élections, fait les carrières des professionnels, déplaçant fonctionnaires et techniciens, instructeurs et journalistes, et dirige comme manœuvres militaires les campagnes électorales, lesquelles sont sa grande affaire.

Cette organisation, la centralisation à outrance de l'appareil, le règne d'une stricte discipline expliquent pour Michels le triomphe du conservatisme dans l'idéologie du parti après 1906. Ce sont pourtant ces mêmes traits qui incitent Lénine à faire de la social-démocratie allemande le modèle de la social-démocratie révolutionnaire. Bebel et les militants de sa génération ont à ses yeux réalisé l'objectif proclamé mais non atteint encore par les bolcheviks : un parti de masses, discipliné, centralisé, encadrant une armée de travailleurs fermement dirigée par un état-major professionnel ; de ce point de vue, la social-démocratie allemande fait l'objet d'une admiration quelque peu envieuse de la part des rares émigrés russes qui ont eu la chance de se familiariser avec son fonctionnement.

La contradiction n'existe qu'en apparence. Discutant le point de vue des sociologues et celui de Robert Michels en particulier, Carl Schorske fait cette remarque :

« Les objectifs pour lesquels - et les circonstances dans lesquelles - la bureaucratie fut construite représentaient des forces beaucoup plus considérables dans le sens du conservatisme que le simple fait que ces fonctionnaires étaient salariés. »²⁸

Les révolutionnaires professionnels qui avaient bâti la fraction bolchevique et lutté pour introduire conscience et organisation social-démocrate dans la classe ouvrière russe l'avaient fait dans des conditions d'illégalité et de répression qui ne leur

²⁴*Leipziger Volkszeitung*, n. d. cité par Schorske, *op. cit.*, p. 52.

²⁵*Protokoll... S.P.D.* 1906, p. 315.

²⁶*Sozialistische Monatshefte*, X (XII), II, 914, cité par Schorske, *op. cit.*, p. 53.

²⁷*Zur Soziologie des Parteiwesens in den modernen Demokratie*, Leipzig, 1911, et « Die deutsche Sozialdemokratie. Parteimitgliedschaft und soziale Zusammensetzung », *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XXIII, pp. 471-556 (1906).

²⁸Schorske, *op. cit.*, p. 127.

donnaient guère la possibilité ni même la tentation de s'adapter ou de s'intégrer à la société tsariste. Ils avaient maintenu l'objectif révolutionnaire - apparemment plus lointain encore qu'en Allemagne - au premier plan de leur propagande générale, tout en centralisant fortement leur organisation, et rien de conservateur ne perçait dans leur pratique quotidienne. Au contraire, l'appareil de la social-démocratie allemande, qui ne reniait pas, lui non plus, en principe, son objectif révolutionnaire à long terme, a été bâti tout entier entre 1906 et 1909 dans la recherche de l'efficacité électorale et de l'augmentation du nombre des suffrages et des élus, pendant une période de calme social relatif et de reflux ouvrier, avec la préoccupation d'éviter que les conflits internes n'émoussent l'impact électoral du parti et que la phraséologie révolutionnaire de son aile radicale ou les revendications des ouvriers les moins favorisés n'effraient l'électorat, supposé modéré, de la petite bourgeoisie démocrate et des couches ouvrières les plus conservatrices. Le révisionnisme de Bernstein et le réformisme des dirigeants syndicalistes avaient plongé leurs racines dans une conjoncture économique qui nourrissait une idéologie optimiste de progrès continu et pacifique.

C'est ce que Zinoviev s'efforcera de démontrer à travers une étude des statistiques publiées pour l'organisation du Grand Berlin en 1907, afin d'expliquer *a posteriori* le changement de nature du parti et la « trahison » de ses chefs en 1914²⁹. Il souligne qu'à cette date on peut estimer à 9,8 % du nombre total des adhérents le pourcentage des non-salariés définis comme « travailleurs indépendants », parmi lesquels les tenanciers d'auberges ou tavernes, les coiffeurs, artisans, commerçants et même les petits industriels³⁰ : le poids de ces éléments petits-bourgeois est d'autant plus important que c'est dans leur direction que le parti oriente son effort électoral en adaptant son langage à celui de cette clientèle à gagner. A l'opposé, le contrepoids est mince : 14,9 % seulement des militants du parti figurent dans les statistiques avec la simple étiquette de « travailleurs », ce qui indique qu'ils sont en réalité des travailleurs non qualifiés³¹ - ceux qui constituent dans les faits la masse ouvrière.

Le cœur des adhérents du parti est donc constitué en définitive de travailleurs qualifiés, ouvriers privilégiés par la possession d'un métier et dans lesquels Zinoviev désigne l'« aristocratie ouvrière »³². C'est dans ses rangs que se recrute le personnel permanent, l'appareil des quelques milliers de fonctionnaires privilégiés³³, cumulant fonctions et indemnités, disposant des promotions dans l'appareil et des instruments de sa puissance, presse, caisses, organisations de masse, bref ce que Zinoviev caractérise comme « la bureaucratie ouvrière », qu'il définit comme une caste cherchant à dissimuler son existence mais ayant ses intérêts propres et clairement définis³⁴. Elle aspire « à l'ordre et à la paix », au *statu quo* social, et c'est cette aspiration qui donne à la politique du parti son caractère de plus en plus conservateur : il en conclut que les membres de cette caste constituent en réalité les émissaires de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat³⁵.

Carl Schorske aboutit à une analyse et à des conclusions très semblables, quoique différemment formulées, dans son étude du mécanisme de la sécrétion du conservatisme. Il écrit :

« Ce que le fonctionnaire du parti désirait avant tout, c'était la paix et l'unité dans l'organisation (...), ce qui (en) faisait l'adversaire naturel de la critique et du changement. Et, comme la pression pour le changement venait toujours plus vigoureusement de la gauche, le fonctionnaire s'identifiait lui-même toujours plus à la droite. »³⁶

Le phénomène est particulièrement sensible, il l'a souligné, dans le fonctionnement même du parti et notamment dans la préparation de ses congrès. Les ouvriers, généralement radicaux, des grandes villes, sont noyés par les représentants des organisations moins nettement prolétariennes et révolutionnaires. Au congrès du Land du Wurtemberg en 1911, les 8 659 membres, surtout ouvriers, de l'organisation de Stuttgart, sont représentés par 43 délégués, tandis que 723 membres d'organisations du parti de petites localités ou de villages ont pour leur part 49 délégués³⁷. En 1912, dans le même Land, les 17 000 militants de Stuttgart et de Cannstadt ont 90 délégués, tandis que 5 000 autres, issus de centres non prolétariens, en comptent 224³⁸. Les exécutifs des États s'appuient ainsi sur des majorités de délégués d'organisations semi-rurales subissant plus fortement la pression de l'État et des classes dirigeantes, et tiennent du coup tête aux organisations locales des centres ouvriers, dans un cadre qui est très exactement calqué, non plus sur le lieu du travail, mais sur les circonscriptions électorales. Konrad Haenisch, à l'époque rédacteur radical à la *Dortmunder Arbeiterzeitung* dans un fief de mineurs très radicaux, écrit en 1910 à l'un de ses amis que, « malgré les votes de confiance unanimes et répétés des organisations de mineurs », ses conditions de travail sont devenues si intolérables sous la férule de ceux qu'il appelle les « superbonzes » (*Oberbonzen*), qu'il va abandonner : élu à un poste responsable par une conférence du parti, il en est écarté par l'exécutif régional sur l'intervention directe des responsables syndicaux³⁹. L'étude de la composition de l'organe suprême du parti, son congrès national, fait apparaître le même phénomène. En 1911, 52 % des militants, ceux des districts comptant plus de 8 000 membres - en principe, les centres ouvriers -, ne sont représentés que par 27 % des délégués. Le rapport général de représentation varie de un délégué pour 57 membres dans les petites organisations du parti à un pour 5 700 dans celles des grandes cités industrielles⁴⁰ : le prolétariat industriel est sous-représenté dans les organismes de décision et ce n'est pas là la moindre des causes des échecs répétés des radicaux dans les congrès après 1905, situation voulue et systématiquement

29G. Sinowjew (Zinoviev) *Der Krieg und die Krise des Sozialismus*, dont la première édition a paru à Petrograd en 1917.

30Ibidem, éd. all. de 1924, p. 548.

31Ibidem, p. 549.

32Ibidem.

33Zinoviev évalue leur nombre à 4000 environ. (Ibidem, p. 510.)

34Ibidem, p. 507.

35Ibidem, p. 532.

36Schorske, *op. cit.*, p. 127.

37Ibidem, p. 130.

38Ibidem, p. 131.

39Ibidem, p. 134.

40Ibidem, p. 138-139.

exploitée par les hommes qui détiennent dans l'appareil les leviers de commande, souvent anciens prolétaires dont la montée à des fonctions professionnelles a constitué une véritable promotion sociale.

Pour l'histoire, la bureaucratie social-démocrate s'incarne dans la personne de Friedrich Ebert⁴¹, devenu secrétaire en 1906, à trente-six ans, et président du parti en 1913, après la mort de Bebel. Cet ancien ouvrier sellier, très tôt militant, s'est distingué par ses talents d'organisation : d'abord manœuvre sur des chantiers de Brême, il a géré un café-cantine du parti qui était un centre de propagande social-démocrate. En 1900, il est permanent, membre du secrétariat du parti à Brême, chargé des questions ouvrières. Il y acquiert la réputation d'un homme efficace. Dès son élection au secrétariat central, il se fait le champion des méthodes modernes d'organisation, introduit dans les locaux poussiéreux le téléphone, les sténos et les dactylos, multiplie rapports et questionnaires, fichiers et circulaires. Schorske écrit de lui :

« Incolore, froid, déterminé, industrieux et intensément pratique, Ebert avait toutes les qualités qui allaient faire de lui, *mutatis mutandis*, le Staline de la social-démocratie. »⁴²

C'est lui qui a construit l'appareil. C'est en lui que les révisionnistes placent finalement leur confiance : en 1911, il est soutenu par Legien et les dirigeants syndicaux, contre Haase - soutenu par Bebel - pour la succession, à la présidence, du vétéran radical Singer⁴³. Battu⁴⁴, il succédera, sans difficulté cette fois, à Bebel lui-même deux ans après⁴⁵. Ses lieutenants, les autres patrons de l'appareil, semblent moins ternes au premier abord. Otto Braun, d'origine ouvrière, a appartenu dans sa jeunesse au groupe d'opposition gauchiste qui a combattu le programme d'Erfurt ; journaliste à Königsberg, il s'est ensuite tenu à l'écart des grands débats théoriques⁴⁶. L'ancien typographe Philip Scheidemann est devenu journaliste en Hesse : agitateur de talent, il passe pour un radical lors de son élection à l'exécutif, mais s'est lui aussi tenu à l'écart des grands débats, ne prenant la parole à aucun des congrès auxquels il participe - trois seulement entre 1906 et 1911 - et il est devenu au Reichstag l'expert de la fraction en matière d'élevage⁴⁷.

On est au premier abord surpris de l'importance du rôle joué dans un mouvement de l'ampleur et de la signification de la social-démocratie par des personnalités aussi faibles. C'est qu'Ebert, Braun, Scheidemann et les autres se sont trouvés placés dans une position en quelque sorte privilégiée, à la charnière de forces de classes opposées. La transformation économique de l'Allemagne, la relative paix sociale en Europe - interrompue seulement par la flambée révolutionnaire de 1905 dans l'empire russe -, les progrès de la législation sociale, ces conquêtes de la social-démocratie et des syndicats, les perspectives d'ascension sociale, de réussite individuelle qu'offrent aux prolétaires capables les organisations ouvrières et leur univers clos, ont nourri des tendances révisionnistes, fondamentalement opposées à celles de Marx, notamment celle d'un mouvement socialiste national où le sort matériel de l'ouvrier paraît lié à la prospérité des affaires de « ses » capitalistes, où le niveau de vie de la classe ouvrière allemande semble conditionné par conséquent par l'ouverture de nouveaux marchés, c'est-à-dire en définitive par l'expansion impérialiste allemande. Après Bernstein, mais avec beaucoup plus de brutalité et de cynisme, sans l'idéalisme et les préoccupations morales qui l'animaient, des perspectives similaires sont désormais développées et appliquées par les représentants du courant que Charles Andler baptise « néo-lassallien », des « socialistes » pour qui les classes ouvrières sont solidaires du capitalisme, de sa politique coloniale, de sa politique d'armements, défensive en principe, mais offensive au besoin ; si l'empire allemand était entraîné dans une guerre, offensive ou défensive, les ouvriers allemands ne pourraient en aucun cas souhaiter sa défaite. Gustav Noske, un ancien bûcheron devenu fonctionnaire du parti, puis député, exprime le plus clairement ce renversement des données mêmes de l'analyse traditionnelle de l'« internationalisme prolétarien » quand il proclame au Reichstag que les socialistes ne sont pas des « vagabonds sans patrie » et invite les députés des partis bourgeois à œuvrer afin de donner aux prolétaires allemands de véritables raisons d'être les soldats de l'Allemagne⁴⁸. Les forces qui sont à l'ouvrage derrière des hommes comme Noske ne se dissimulent pas. Saisissant l'occasion offerte par ce discours, le junker von Einem, ministre de la guerre de Prusse, somme Bebel de désavouer les écrits antimilitaristes de son camarade de parti Karl Liebknecht⁴⁹. C'est donc en définitive par l'intermédiaire de Noske et du ministre prussien von Einem que le parti social-démocrate va être amené à engager le débat sur la question nationale, et notamment le problème de la défense nationale : la Haute Cour impériale y dira son mot en condamnant Karl Liebknecht à dix-huit mois de prison⁵⁰.

41G. Kotowski, *Friedrich Ebert. Eine politische Biographie*, 1963.

42Ibidem, p. 124.

43Ibidem, pp. 211-212.

44Kenneth R. Collins, « The Election of Hugo Haase to the Co-Chairmanship of the Pre-War German Social-Democracy », *International Review of Social History*, 1968, n° 2, pp. 174-188.

45Schorske, *op. cit.*, p. 280.

46Ibidem, pp. 206-207.

47Ibidem, pp. 207-208.

48Cité par Schorske, *op. cit.*, p. 77.

49Ibidem, p. 78.

50W. Bartel, *Die Linken in der deutschen Sozialdemokratie im Kampf gegen Militarismus und Krieg*, pp. 75-77.

III. Les gauches dans la social-démocratie allemande

Avant 1914, personne, dans la social-démocratie, n'oserait soutenir, quelles que soient ses éventuelles critiques à l'égard de la direction, que celle-ci a abandonné ses positions de classe et les perspectives de son programme maximum. Il est pourtant indéniable que se constitue, sur la gauche, un bloc radical, encore confus mais qui exprime la réalité d'un malaise généralisé.

Les critiques sur ce plan sont particulièrement nombreuses et vives au cours du congrès de 1913. Un délégué est venu à la tribune affirmer que beaucoup d'ouvriers pensaient, dans les usines, que les dirigeants « étaient devenus trop proches des idéaux bourgeois »¹. Un autre y a affirmé :

« A travers la consolidation de l'organisation, la centralisation (...), les camarades pris individuellement n'ont plus de vues d'ensemble, et de plus en plus, c'est le permanent, le secrétaire, qui est le seul à pouvoir contrôler l'ensemble du mécanisme. »²

Au cours des dernières années qui précèdent la guerre, se multiplient d'ailleurs les signes de la division profonde entre dirigeants et « dirigés », et de la détérioration constante de leurs rapports. En 1910, en pleine discussion sur la réforme électorale en Prusse, *Vorwärts* et *Die Neue Zeit* ont refusé de publier des articles de Rosa Luxemburg en faveur de la grève de masses, créant ainsi un précédent de taille dans la voie de l'établissement d'une censure aux mains de la direction³. En 1912, à l'occasion d'une réorganisation de la rédaction de *Die Neue Zeit*, Kautsky a réussi à enlever au vieux radical Franz Mehring la rédaction de l'éditorial de la revue théorique⁴. En 1913 enfin, c'est avec de très médiocres arguments, et surtout par une application rétroactive sans précédent dans la pratique de la social-démocratie allemande, que l'exécutif a fait exclure Karl Radek, l'un de ses critiques les plus virulents⁵.

Dans le même temps d'ailleurs, l'opposition de ceux que l'on appelle alors les « radicaux de gauche » (*Linksradikalen*) tend à abandonner les formes loyales dans lesquelles elle s'était jusque-là confinée. Lors du débat sur la réforme des institutions du parti, en 1912, Ledebour et ses amis radicaux députés ont organisé une véritable fraction de gauche ; ce n'est pas sans raison que l'exécutif les accuse d'avoir violé la discipline⁶. A la veille de la guerre, on assiste également à un véritable regroupement des éléments radicaux de gauche au sein des organisations qu'ils tiennent pour leurs bastions, et le patron radical de Stuttgart, Westmeyer, fait venir le radical Artur Crispian pour lui confier la direction de la *Schwäbische Tageblatt*⁷. Enfin, au mois de décembre 1913, paraît le premier numéro d'un bulletin évidemment destiné à regrouper les éléments résolument opposants de la gauche, la *Sozialdemokratische Korrespondenz* qu'éditent Julian Marchlewski, Franz Mehring et Rosa Luxemburg.

Des personnalités brillantes, mais marginales.

L'histoire a essentiellement retenu deux noms, ceux de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, que leur combat commun pendant la guerre et leur mort tragique au cours de la même nuit de janvier 1919 allaient lier pour l'éternité. Mais ils sont en réalité seulement deux des plus importantes figures d'un courant qui s'est peu à peu détaché de l'entourage de journalistes et théoriciens groupés autour de Kautsky, au cours de la « bernsteiniade », dans la bataille contre le révisionnisme.

Karl Liebknecht⁸, dont certains feront plus tard l'incarnation du bolchevisme allemand, est un enfant du sérail, le fils de Wilhelm Liebknecht, qui fut l'un des fondateurs du parti. Avocat, militant organisateur des Jeunesses, il s'identifie à la lutte antimilitariste dont il s'est fait le champion, notamment lors du congrès d'Iéna en 1905, et dont il a développé la nécessité et les principes dans son célèbre rapport sur *Militarisme et anti-militarisme* présenté au premier congrès des jeunes, à Mannheim en 1906⁹. Les poursuites que lui ont valu sa publication, sa condamnation à dix-huit mois de prison, ont fait de lui le symbole du combat des socialistes contre l'armée et la bête noire des nationalistes. Dans le parti, il a défendu, contre l'exécutif, l'indépendance des organisations de jeunesse et, de façon générale, l'appel à la jeunesse pour la lutte révolutionnaire. Il est également le protecteur et le défenseur de tous les émigrés socialistes d'Europe de l'Est réfugiés en Allemagne. Trotsky, qui l'a connu pendant ces années, écrit de lui :

« Nature impulsive, passionnée, pleine d'abnégation, il possédait l'initiative politique, le sens des masses et des situations, une hardiesse incomparable dans l'initiative. »¹⁰

Mais ces qualités-là n'ont guère de prestige dans la social-démocratie d'avant guerre. Porte-drapeau plus que dirigeant, agitateur plus que théoricien, Liebknecht n'a pas encore connu de situation à la dimension de son envergure, et il n'est pas un homme d'appareil. Les fonctionnaires et les parlementaires - ceux qui, désormais, façonnent ce qu'on peut appeler « l'opinion publique » du parti - le traitent avec la condescendance que mérite à leurs yeux son comportement d'enfant terrible

1 *Protokoll...* S.P.D. 1913, p. 287.

2 *Ibidem*, pp. 246-247.

3 Schorske, *op. cit.*, p. 182.

4 *Ibidem*, p. 253.

5 *Ibidem*, p. 253-256.

6 *Ibidem*, p. 217-219.

7 Keil, *Erlebnisse eines Sozialdemokraten*, I, p. 262.

8 Karl W. Meyer, *Karl Liebknecht : Man without a Country*, Washington, 1957.

9 *Militarismus und Antimilitarismus*, dont des extraits viennent de paraître en trad. fr. (pp. 79-93), dans K. Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, 1970.

10 Trotsky, *Ma Vie*, p. 253.

au nom vénéré¹¹.

Franz Mehring¹², dans les années 1910, est au centre des premières rencontres hebdomadaires des gauches de Berlin¹³. Né en 1846, cet historien de la littérature, critique de grande réputation, a d'abord été démocrate, et n'est devenu social-démocrate qu'au temps des lois d'exception. Longtemps rédacteur en chef du *Leipziger Volkszeitung* et éditorialiste de *Die Neue Zeit*, il a rompu avec Kautsky à partir de 1910 pour se rapprocher de Rosa Luxemburg. Sans doute le plus lucide de tous les critiques de gauche¹⁴, son âge et sa formation intellectuelle lui interdisent pourtant d'être un véritable dirigeant de tendance ou de fraction.

C'est un itinéraire semblable qu'a suivi une autre figure de proue de la social-démocratie et de son aile radicale, elle aussi devenue social-démocrate au temps des persécutions. Clara Zetkin¹⁵, née en 1857, a vécu plusieurs années dans l'émigration en France, où elle a connu la plupart des dirigeants socialistes européens. Elle dirige l'organisation des femmes socialistes dont elle édite l'organe, *Die Gleichheit*. Liée à Rosa Luxemburg par une profonde amitié, elle est, comme Mehring, une de ces figures prestigieuses qui restent fidèles à la tradition radicale et révolutionnaire.

Pourtant, ces personnalités, généralement estimées, et dont le nom au moins est largement connu dans les masses en dehors des milieux du parti proprement dit, ne peuvent constituer les pôles de regroupement d'une opposition. Celle-ci va se rassembler en fait essentiellement autour de militants d'origine étrangère.

Un astronome hollandais de réputation mondiale, Anton Pannekoek, joue un rôle important dans le parti social-démocrate allemand. Appelé en 1906 à enseigner à l'école centrale du parti à Berlin, il a dû y renoncer sous la menace d'une expulsion, mais s'est fixé dans le pays, notamment à Brême, pendant plusieurs années, et a contribué à y former une génération de militants révolutionnaires¹⁶. En 1909, il a écrit *Les Divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier*, dans lesquelles il souligne l'hétérogénéité du prolétariat, l'influence de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et socialiste : il est l'un des premiers à appliquer à l'Allemagne et à la social-démocratie allemande l'analyse, jusqu'alors réservée par les marxistes au mouvement ouvrier anglo-saxon, suivant laquelle l'existence d'une couche ouvrière privilégiée constituerait la source principale de l'opportunisme¹⁷. En 1912, il polémiqua avec Kautsky, notamment dans son article « Action de masses et révolution », critique la pratique de la direction du parti, la justification théorique qu'en donne Kautsky dans ses écrits, et souligne, contre lui, la nécessité de la destruction de l'État bourgeois par des actions de masse prolétariennes¹⁸. Il insiste sur la nécessité d'une action antimilitariste de la social-démocratie, souligne le fait que l'époque impérialiste est celle de nécessaires luttes de la classe ouvrière pour le pouvoir. Théoricien et éducateur dans le parti allemand, il conserve d'étroits contacts avec ses camarades hollandais, membres du groupe « tribuniste », qui ont, en 1909, rompu avec la social-démocratie officielle pour constituer un groupuscule dissident au programme révolutionnaire, le S.D.P.¹⁹. Seuls dans le mouvement international, les bolcheviks apportent leur appui au groupe tribuniste, où figurent, aux côtés d'Anton Pannekoek, le poète Hermann Gorter et l'écrivain Henriette Roland-Holst. Bien des commentateurs ont, depuis, souligné les liens étroits entre les analyses et les perspectives tracées par Lénine et Pannekoek, qui permettent de les considérer comme deux des théoriciens les plus représentatifs de l'aile gauche internationale dont les éléments se constituent au sein du mouvement social-démocrate²⁰.

Compagnon d'un autre émigré célèbre, Helphand, dit Parvus, brillant théoricien passé peu avant la guerre dans le camp des affairistes²¹, Julian Karski - de son vrai nom Marchlewski a joué un rôle important, comme journaliste, à Dresde d'abord, puis au *Leipziger Volkszeitung*, comme vulgarisateur de la pensée et de la méthode marxiste, et, auprès des dirigeants du parti, comme spécialiste du mouvement social-démocrate en Europe de l'Est. Dans les années 1910, lui aussi s'en prend au tournant opportuniste de la politique de Kautsky, à ses justifications théoriques, son analyse de l'impérialisme, ses mots d'ordre pacifistes et gradualistes de conquête parlementaire de l'État²². En 1913, il écrit en son nom et en ceux de Rosa Luxemburg et Mehring ces lignes qui sonnent comme un verdict :

« Voici ce dont il s'agit : nous trois, et particulièrement moi - ce que je tiens à souligner -, nous sommes d'avis que le parti est en train de traverser une crise interne infiniment plus grave que celle qu'il a connue lors de la première apparition du révisionnisme. Ces mots peuvent sembler excessifs, mais c'est ma conviction que le parti risque de sombrer dans un complet marasme s'il continue dans cette voie. Face à une telle situation, il n'existe qu'un seul mot d'ordre pour un parti révolutionnaire : l'autocritique la plus vigoureuse et la plus impitoyable. »²³

11 *Ibidem*, pp. 242 et 254.

12 T. Hölle, *Franz Mehring. Sein Weg zum Marxismus 1869-1891* (1958) ; Joseph Schleifstein, *Franz Mehring. Sein marxistisches Schaffen 1891-1919* (1959).

13 Ces rencontres avaient lieu le vendredi au restaurant Rheingold (Trotsky, *Ma Vie*, p. 249).

14 Mehring refusait de considérer qu'il existait au sein du mouvement socialiste international d'autres « révolutionnaires » que les Russes (*Ibidem*).

15 Luise Dornemann, *Clara Zetkin - Ein Lebensbild*, 1957.

16 S. Bricianer, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, pp. 45-46.

17 *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hambourg, 1909 ; extraits dans Bricianer, *op. cit.*, pp. 52-98.

18 A. Pannekoek, « Massenaktion und Revolution », *Die Neue Zeit*, XXX, 2, pp. 541-550, 585-593, 609-619 ; extraits dans Bricianer, *op. cit.*, pp. 106-112.

19 *Ibidem*, pp. 42-43.

20 Voir notamment Heinz Schurer, « Anton Pannekoek and the Origins of Leninism », *The Slavonic and East European Review*, XLI, 97, juin 1963, pp. 327-344.

21 Zeman, Z.A.B. et Scharlau, *The Merchant of Revolution. The Life of Alexander I. Helphand (Parvus) 1867-1924*.

22 Horst Schumacher, *Sie nannten ihn Karski*, Berlin, 1964.

23 Lettre à Hans Block, 16 décembre 1913, dans E. Meyer, « Zur Loslösung vom Zentrum in der Vorkriegszeit », *Die Internationale*, 1927, n° 5, pp. 153-158.

Rosa Luxemburg.

Aucun de ces hommes n'inspire pourtant à la direction du parti et des syndicats autant de respect et parfois de crainte et de haine que la frêle infirme d'origine étrangère qui apparaît, avec Kautsky, comme l'un des deux théoriciens de la social-démocratie-allemande au début de ce siècle.

Rosa Luxemburg²⁴ est née en 1870 en Pologne, d'une famille juive appauvrie. Gagnée très jeune au socialisme, elle a dû émigrer en Suisse dès 1888 : c'est là qu'elle s'est liée à un autre militant polonais émigré, Leo Jogiches, dit Tyszko. Ensemble, ils ont fondé dans l'émigration, puis dirigé, le parti social-démocrate polonais et joué un rôle important dans la révolution russe de 1905-1906, à Varsovie, qui leur a valu de longs mois de prison.

Pourtant, à partir de 1898 et sauf pour la période « polonaise » de la révolution de 1905-1906, c'est avant tout par son action au sein de la social-démocratie allemande et sa participation aux grands débats théoriques que Rosa Luxemburg - naturalisée allemande par le biais d'un mariage blanc - a gagné ses galons, sa réputation, des amitiés et de solides inimitiés. Son nom est inséparable de l'histoire de la « bernsteiniade » et du combat théorique, contre le révisionnisme et pour la « défense du marxisme » ; elle a publié à cette occasion son célèbre pamphlet *Réforme ou révolution*²⁵. C'est elle également, en particulier à travers son ouvrage sur *Grève générale, parti et syndicat*²⁶, qui a ouvert le débat sur la « grève de masses » dans le parti allemand, et sur les conclusions et leçons de la première révolution russe. A partir de 1910, comme Pannekoek, comme Mehring et Karski, elle rompt avec Kautsky une collaboration qui avait été aussi une solide amitié personnelle, et oppose à ses analyses et à ses perspectives de plus en plus révisionnistes sa propre analyse de l'impérialisme et de l'action de masses. Poursuivie en 1913 pour une déclaration antimilitariste faite au cours d'un discours dans un meeting du parti à Bockenheim²⁷, elle se trouve portée dans les premiers mois de 1914 en pleine lumière en tant que victime de la répression et oratrice des grands meetings de masse organisés dans le cadre de la campagne de protestation et de défense du parti²⁸. Entre-temps, elle a pendant plusieurs années enseigné à l'école centrale du parti à Berlin, marquant profondément ses élèves, même lorsqu'ils ne partagent pas ses points de vue²⁹.

Personnage important de tous les congrès de l'Internationale, où elle dispose en général des mandats de la social-démocratie polonaise en émigration, membre du bureau socialiste international, Rosa Luxemburg n'a réussi cependant à s'assurer, au sein de la social-démocratie allemande, ni une tribune durable par le biais d'un journal ou d'une revue, ni une audience stable plus large que la poignée d'amis et de disciples qui l'entourent. Mais elle a su s'imposer dans ce milieu a priori hostile, difficilement accessible à une femme d'origine étrangère : elle entretient d'excellents rapports aussi bien avec Bebel qu'avec Wilhelm Liebknecht, a été très liée avec les Kautsky ; de tous, elle s'est fait respecter tant par la puissance de son intelligence que par ses talents de polémiste et d'orateur. Cette femme sensible, au tempérament d'artiste, a l'audace des plus grands penseurs, et Lénine, plus tard, saluera en elle « un aigle »³⁰. Ils ont été ensemble les auteurs d'un important amendement à la résolution de Bebel sur la guerre présentée au congrès de Stuttgart en 1907, et l'on peut, a *posteriori*, conclure qu'ils étaient avant-guerre les deux figures de proue de la gauche social-démocrate internationale.

Pourtant, ces deux personnalités indépendantes se sont opposées nettement sur un certain nombre de questions théoriques et pratiques capitales. Au lendemain de la publication de *Que faire ?* dont elle juge les thèses empreintes d'une néfaste tendance à la centralisation, qu'elle qualifie de « blanquiste » et de « jacobine », Rosa Luxemburg a, écrit, contre Lénine :

« Les conditions de l'activité de la social-démocratie sont radicalement différentes. Elle se développe historiquement à partir de la lutte de classes élémentaire, soumise à la contradiction dialectique que l'armée prolétarienne peut seulement recruter ses troupes dans le cours de la lutte, et qu'elle réalise seulement dans la lutte la nature réelle de son objectif final. Organisation, éducation et lutte ne constituent donc pas des éléments mécaniquement séparés, ni des phases distinctes, comme dans un mouvement blanquiste, mais, au contraire, les aspects divers d'un même processus. D'une part indépendamment des principes généraux de la lutte, il n'existe pas de tactique de combat complètement élaborée dans tous ses détails que le comité central aurait à faire appliquer par les membres d'une organisation social-démocrate, et d'autre part les péripéties même de la lutte qui crée l'organisation déterminent des fluctuations incessantes dans la sphère d'influence du parti social-démocrate. Il en résulte que le centralisme social-démocrate ne saurait reposer sur l'obéissance aveugle, ni sur une subordination mécanique des militants à l'égard du centre du parti. (...) Le centralisme social-démocrate (...) ne saurait être autre chose que la concentration impérieuse de la volonté de l'avant-garde consciente et militante de la classe ouvrière vis-à-vis de ses groupes et individus. C'est, pour ainsi dire, un autcentralisme de la couche dirigeante du prolétariat, le règne de la majorité à l'intérieur de son propre parti »³¹.

Elle s'est élevée très fermement contre la conception du centralisme défendue par Lénine :

« Ce qui importe, pour la social-démocratie, ce n'est d'ailleurs pas de prévoir et de construire à l'avance une recette toute prête de tactique future, mais de maintenir vivante dans le parti l'appréciation politique correcte des formes de la

24 Principales biographies : P. Frölich. *Rosa Luxemburg*, 1939, trad. française, 1966, et J.P. Nettl, *Rosa Luxemburg*, 2 vol., 1966 et édition abrégée 1968, tous deux en langue anglaise ; par un dirigeant du S.E.D., Fred Elssner *Rosa Luxemburg. Eine Kritische biographische Skizze*, Berlin, 1952.

25 *Sozialreform oder Revolution* (Leipzig, 1899), publié d'abord dans *Leipziger Volkszeitung*, 4-8 avril 1899. *Gesammelte Werke*, III, pp. 35-100.

26 *Massenstreik, Partei und Gewerkschaften* (Hambourg, 1906) *Gesammelte Werke*, IV, pp. 410 sq.

27 Nettl, *op. cit.*, p. 481.

28 *Ibidem*, pp. 482-484.

29 *Ibidem*, pp. 390-396.

30 *Euvres*, t. XXXIII, p. 212.

31 *Organisatorische Fragen*, trad. angl., *Leninism or Marxism*, pp. 87-88.

lutte correspondant à chaque circonstance, le sens de la relativité de chaque phase de la lutte, de l'inéluctabilité de l'aggravation des tensions révolutionnaires sous l'angle du but final de la lutte des classes. Mais, en accordant à l'organisme directeur du parti des pouvoirs aussi absolus de caractère négatif que le souhaite Lénine, on ne fait que renforcer très dangereusement le conservatisme naturel inhérent à un tel organisme. Le centralisme extrême défendu par Lénine nous semble imprégné non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit. Tout son souci tend à *contrôler* l'activité du parti et non à la *féconder*, à rétrécir le mouvement plutôt qu'à le développer, à le *juguler*, non à l'unifier. »³²

Sa conclusion, célèbre, a parfois - bien abusivement - servi de résumé à ses divergences avec le bolchevisme :

« Les erreurs commises par un mouvement ouvrier véritablement révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur comité central. »³³

Bien que cette polémique, vite dépassée, n'ait pas l'importance majeure que lui ont attribuée depuis de nombreux historiens ou commentateurs³⁴, elle permet de mesurer la distance qui sépare des bolcheviks et de leur conception du parti la pensée de Rosa Luxemburg. Il importe cependant de rappeler en même temps l'attachement de Rosa Luxemburg au parti social-démocrate en tant que tel et à son unité, tant sur le plan national qu'international. Elle ne cesse en effet de penser ce qu'elle a écrit en 1908 à sa vieille amie Henriette Roland-Holst :

« Une scission entre marxistes - à ne pas confondre avec les divergences d'opinions - est fatale. Maintenant que vous voulez quitter le parti, je veux de toutes mes forces vous en empêcher. (...) Votre démission du S.D.A.P. signifierait tout simplement votre démission du mouvement social-démocrate. Cela, vous ne devez pas le faire, et aucun d'entre nous ne le doit ! Nous ne pouvons pas être à l'extérieur de l'organisation, en dehors du contact avec les masses. Il vaut mieux le pire des partis ouvriers que pas du tout ! »³⁵

Le conflit entre eux au sujet de la centralisation et du rôle du parti n'empêche pas Rosa Luxemburg et Lénine de mener ensemble la bataille politique contre l'opportunisme au congrès de Stuttgart ni d'entretenir ultérieurement des relations personnelles. Quand Rosa Luxemburg, cependant, rompt avec Kautsky à partir de 1910 et l'accuse d'ouvrir la voie à un nouveau révisionnisme, elle n'est suivie sur ce point par aucun des social-démocrates russes et notamment pas par Lénine, qui trouve ses accusations exagérées³⁶. Lorsqu'en 1913 elle publie le fruit de ses réflexions de professeur d'économie politique, son ouvrage sur *L'Accumulation du capital*, elle est vivement critiquée, non seulement par Anton Pannekoek, mais par Lénine, qui juge « fondamentalement erronée » sa thèse selon laquelle la reproduction capitaliste élargie serait impossible dans le cadre d'une économie close et nécessiterait le pillage d'économies pré-capitalistes³⁷. Alors que Rosa Luxemburg pense avoir démontré à la fois la nécessité de l'impérialisme et sa fragilité face à l'action des masses qu'il suscite nécessairement, Lénine lui reproche de faire de l'action révolutionnaire un phénomène objectif et de passer sous silence le rôle de la social-démocratie comme direction révolutionnaire. Quand en 1914, enfin, le bureau socialiste international se saisit de la question du parti russe, voulue et organisée par Lénine depuis 1912 contre ceux des mencheviks qu'il appelle les « liquidateurs », Rosa Luxemburg, de même d'ailleurs que Kautsky, condamne la politique « scissionniste » de Lénine et se prononce pour la réunification de la social-démocratie russe³⁸. Le « congrès manqué » de 1914 - que l'éclatement de la guerre a empêché de se tenir - aurait sans doute vu se produire sur la question russe une discussion au cours de laquelle Rosa Luxemburg et Lénine se seraient une nouvelle fois opposés.

Division des gauches : l'affaire Radek.

La division des gauches en Allemagne, liée aux divisions de la gauche social-démocrate internationale, apparaît clairement dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Radek ». Ce dernier, de son vrai nom Carol Sobelsohn³⁹ - c'est à partir de l'« affaire » qu'on l'appellera Radek -, né en Galicie autrichienne, est au sein du parti allemand un franc-tireur ou, pour mieux dire, un outsider. Militant à l'origine dans le P.P.S. polonais, il a rejoint en 1904 les rangs du parti social-démocrate polonais de Rosa Luxemburg et Leo Jogiches. Il a participé à la révolution de 1905, à Varsovie, où il a dirigé le journal du parti, *Czerwony Sztandar*, puis, après avoir été arrêté et s'être évadé, il s'est réfugié en Allemagne, à Leipzig, où il collabore au *Leipziger Volkszeitung*, à partir de 1908, puis à Brême en 1911, où il collabore au *Bremer-Bürgerzeitung* et se fait remarquer par une plume acérée. Il polémique notamment, non seulement contre les tendances nationalistes au sein de la social-démocratie, mais contre les illusions pacifistes du centre : ce tout jeune homme est l'un de ceux qui s'en prennent à Kautsky et à son analyse de l'impérialisme, dans les colonnes même de *Die Neue Zeit* en mai 1912⁴⁰.

L'affaire éclate en 1912 : à l'appel de Thalheimer, avec qui il est lié, Radek se rend à Göppingen pour le remplacer temporairement à la tête du journal radical local *Freie Volkszeitung*, de longue date aux prises avec des difficultés financières dues en particulier à l'hostilité à son égard des dirigeants révisionnistes du Wurtemberg. Là, il va susciter un scandale d'ampleur nationale en accusant l'exécutif d'être complice des révisionnistes dans leur tentative d'étrangler le journal. Au

³²*Ibidem*, pp. 93-94.

³³*Ibidem*, p. 108.

³⁴Voir notamment ce qu'écrit Lénine lui-même sur *Que faire ?* dans la préface de *Douze années (Que faire ?)* présenté et annoté par J.-J. Marie, 1966, pp. 43-52.

³⁵Reproduit dans Henriette Roland-Holst Van der Schalk, *Rosa Luxemburg. Ihr Leben und Wirken*, p. 221.

³⁶Nettl, *op. cit.*, I, p. 433.

³⁷Résumé dans Nettl, *op. cit.*, II, pp. 532-534.

³⁸*Ibidem*, II, pp. 592-595.

³⁹H. Schurer, « Radek and the German Revolution », *Survey*, n° 53, octobre 1964.

⁴⁰« Unser Kampf gegen der Imperialismus », reproduit dans *In der Reihen der deutschen Revolution*, pp. 156-176.

même moment, il est mis au ban du parti social-démocrate polonais de Luxembourg et Jogiches, contre lequel il a soutenu la dissidence du comité du parti de Varsovie : il est exclu en 1912, sous l'accusation d'avoir autrefois volé argent, livres et vêtements, à des camarades de parti⁴¹. Le congrès allemand de 1912 avait posé sans le régler le problème de l'appartenance de Radek au parti, contestée par l'exécutif. Celui de 1913 prend acte de son exclusion par le parti frère polonais et, après avoir décidé en principe qu'aucun exclu d'un parti ne pouvait adhérer à un autre parti de l'Internationale, décide d'appliquer rétroactivement cette règle à Radek. Rosa Luxemburg a été l'intermédiaire du parti polonais auprès de l'exécutif allemand et l'auxiliaire des procureurs contre Radek, à l'égard duquel elle manifeste beaucoup d'hostilité et même de répugnance. Marchlewski est avec elle. Mais Pannekoek et ses amis de Brême soutiennent inconditionnellement Radek, et Karl Liebknecht, au nom des principes, soutient aussi celui qu'il considère comme victime « pour l'exemple » d'un exécutif poursuivant des représailles politiques contre ceux qui critiquent son opportunisme. Sur le plan de l'Internationale, aussi bien Lénine que Trotsky se rallient pour leur part à la défense de Radek, qui a fait appel au congrès⁴². La guerre laissera l'affaire en suspens, mais non sans suites...

Il était significatif que les figures de proue des gauches allemandes se soient ainsi divisées à l'occasion de la première épreuve de force menée à l'intérieur du parti sous la forme d'une entreprise de répression contre un opposant de gauche et, mieux, que certaines d'entre elles aient pu servir de couverture à cette répression. Il n'existait aucun sentiment qui ressemblât à une quelconque solidarité de « tendance » face à l'appareil bureaucratique, et l'on peut affirmer qu'aux yeux des militants il n'y avait pas de gauche allemande constituant un groupe à la fois cohérent et permanent.

Des éléments cependant existent.

Il serait tentant d'en conclure que les « gauches » se composent essentiellement d'intellectuels, journalistes du parti, écrivains, enseignants, les Paul Lensch, Konrad Haenisch, August Thalheimer, Frölich, Heinrich Ströbel, Ernst Meyer, qui ont été les collaborateurs de Rosa Luxemburg, de Mehring ou de Marchlewski dans la presse, ou les élèves de Rosa à l'école centrale du parti. Mais ce serait là une vue exagérément restrictive. Car Wilhelm Pieck, passé de Brême à Berlin où il a été secrétaire à l'école, car Friedrich Westmeyer, à Stuttgart, W. Koenen à Halle, sont ce que l'on appelle des « travailleurs du parti », des organisateurs permanents, professionnalisés et membres de l'appareil. Car ce sont des militants ouvriers, dirigeants et cadres des syndicats et militants du parti qui mènent la vie dure aux dirigeants syndicalistes dans ces premiers mois de 1914 comme ils l'ont déjà fait à telle ou telle occasion au cours des congrès ou à l'occasion des grèves « sauvages »⁴³, qui se multiplient et tendent à se généraliser en 1913 et dans les premiers mois de 1914. Ainsi en est-il de Heinrich Teuber, mineur de Bochum, de Fritz Heckert, le dirigeant des maçons de Chemnitz, des métallistes Robert Dissmann, de Stuttgart, Josef Ernst, de Hagen, dans la Ruhr ou encore d'Otto Brass, de Remscheid, ou du tourneur berlinois Richard Müller.

A la veille de la guerre, ces militants radicaux, de gauche, détiennent des positions solides : dans certains centres industriels, non seulement une majorité parmi les militants mais l'appareil local, et, partout, des tribunes de presse, une large audience dans le parti comme dans la classe et un grand prestige, comme le montre le succès de la tournée entreprise par Rosa Luxemburg en 1914 après les poursuites intentées contre elle⁴⁴. Ils ont aussi, et peut-être surtout une grande influence dans les groupes de jeunes socialistes dépendant ou non formellement du parti, dont l'appareil unit ses efforts à ceux du gouvernement pour empêcher le développement autonome. Dans cette lutte, entamée par Liebknecht et enflammée par les sentiments antimilitaristes qu'il s'efforce d'animer, se sont formés de jeunes hommes dont beaucoup ont été également les élèves de Rosa Luxemburg à l'école de Berlin : Willi Münzenberg, pour le moment émigré en Suisse, Walter Stoecker, Edwin Hoernle, Jakob Walcher, Wilhelmin Koenen, Paul Frölich, Georg Schumann et bien d'autres.

En 1914, ces militants se sont rapprochés les uns des autres, sans pour autant se souder, dans la propagande en faveur de la grève de masse, dans la dénonciation de l'impérialisme et de la course aux armements, dans la critique du mot d'ordre pacifiste de désarmement lancé désormais par Kautsky. Ils sont au premier rang dans le déferlement des grèves économiques, dans les meetings et manifestations ouvrières contre la guerre, pour la défense de Rosa Luxemburg et contre la répression. Mais, ce qui constitue en définitive le fondement commun de leur lutte de militants socialistes, c'est leur croyance profonde que la révolution socialiste constitue l'unique solution opposée à l'impérialisme et à la guerre, et que l'action spontanée des masses constitue en politique la seule force décisive, surtout, comme l'écrit Rosa Luxemburg, dans « un parti véritablement démocratique » comme l'est à ses yeux le parti social-démocrate allemand⁴⁵.

Aux prises depuis des années avec l'organisation autoritaire de leur propre parti, les radicaux de gauche allemands ont en effet fini - contrairement à Lénine - par voir dans la centralisation le principal obstacle à la « radicalisation des masses » et par conséquent au développement d'une action révolutionnaire. Conscients des progrès du révisionnisme dans les rangs du parti et en particulier à sa tête, conscients du poids acquis dans les organismes dirigeants par les bureaucrates syndicaux à l'état d'esprit conservateur, mais convaincus du caractère révolutionnaire de la période impérialiste, critiques infatigables de l'opportunisme des dirigeants et de l'autoritarisme de leurs méthodes, ils pensent, comme Rosa Luxemburg, qu'il n'existe aucune recette en matière d'organisation :

« il est impossible de se prémunir à l'avance contre l'éventualité de flottements opportunistes ; seul le mouvement lui-même peut les surmonter, en utilisant sans doute les armes de la doctrine marxiste, et seulement dès que l'opportunisme a pris une forme tangible dans la pratique. »⁴⁶

41Un récit détaillé de l'affaire Radek dans le parti polonais est fait par J.P. Nettl, op. cit., II, pp. 574-577.

42Schorske, op. cit., pp. 255-256 ; R. Fischer, op. cit., pp. 201-203 ; H. Schürer, op. cit. passim ; le point de vue de Radek, exposé dans *Meine Abrechnung* (Brême, 1913), est bien présenté par Rudolf Franz, « Der Fall Radek von 1913 », *Das Forum*, IV, n° 5, février 1920, pp. 389-393.

43Nettl, op. cit., II, p. 478.

44Voir *Rosa Luxemburg gegen den deutschen Militarismus*, Berlin-Est, 1960.

45Nettl, op. cit., II, p. 479.

46« Organisatorische Fragen », trad. citée, p. 15.

Cette conception fondamentale de l'action, l'identification qu'ils font entre le parti et le mouvement de la classe, leur profond attachement à l'organisation dans laquelle - malgré ses excroissances bureaucratiques - ils voient toujours l'expression du mouvement ouvrier social-démocrate, révolutionnaire, les conduisent à refuser d'envisager de s'organiser en fraction. Ils écartent l'éventualité de la formation, même de façon informelle ou sur des frontières approximatives, d'une tendance révolutionnaire de la social-démocratie allemande ou internationale qui les associerait aux bolcheviks, et a fortiori toute scission au sein de l'univers socialiste, parti ou Internationale.

C'est précisément cette question - jusque-là écartée par tous, même comme hypothèse de travail et seulement, à la rigueur, indiquée du doigt, soit par des militants anarchistes comme Landauer, soit par un journaliste comme Franz Pfemfert, tous à l'écart du mouvement ouvrier⁴⁷ - que vont mettre à l'ordre du jour d'abord l'éclatement de la première guerre mondiale, puis l'adhésion des dirigeants du parti social-démocrate allemand et des autres grands partis de l'Internationale à la défense nationale dans leurs pays respectifs. Kautsky n'avait pas tort qui écrivait, le 8 octobre 1913, à son vieux compère Victor Adler :

« Il y a ici un certain malaise, une recherche hésitante de nouvelles voies, quelque chose doit se produire (...) ; même les partisans de Rosa ne peuvent pas répondre à la question de savoir quoi. »⁴⁸

47L'écrivain Franz Pfemfert, qui publie à partir de 1911 l'hebdomadaire *Die Aktion*, soutient les éléments de gauche autour de Rosa Luxemburg, mais se prononce pour un « nouveau parti ouvrier » (Bock, *Syndikalismus und Linkskommunismus von 1918-1923*, p. 47).

48Cité dans Victor Adler, *Briefwechsel mit August Bebel und Karl Kautsky*, p. 582.

1^{re} partie : De la guerre à la révolution - Victoire et défaite du gauchisme

IV. La guerre et la crise de la social-démocratie

Le 31 juillet 1914, le bureau socialiste international lançait son appel à la lutte contre la guerre, et Jean Jaurès tombait sous les balles de Raoul Villain. Le 1^{er} août, le gouvernement allemand déclarait la guerre à la Russie et proclamait l'état d'urgence. Le 2, l'exécutif du parti social-démocrate se réunissait pour définir l'attitude des élus au Reichstag dans la question du vote des crédits militaires réclamés par le chancelier Bethmann-Hollweg.

Les dirigeants étaient profondément divisés : tandis que le vieux révisionniste David et le secrétaire du parti, Scheidemann, se prononçaient pour le vote des crédits militaires¹, Haase et Ledebour réclamaient un vote hostile conforme aux positions de principe du parti. Après discussion, la décision était renvoyée au lendemain. A la réunion de la fraction social-démocrate du Reichstag, la droite attaque la première : David brandit la menace que l'autocratie russe fait peser sur les libertés allemandes, souligne le risque d'une interdiction du parti, en cas de vote hostile, la portée d'un tel geste dans l'atmosphère d'excitation guerrière qui règne. Il affirme être décidé à ne pas accepter la discipline de vote sur une question d'une telle importance².

Les adversaires du vote des crédits sont loin de faire preuve de la même détermination. Lorsque la fraction décide, par 78 voix contre 14, de voter les crédits militaires, les quatorze opposants - parmi lesquels Haase, Ledebour, Liebknecht, Otto Rühle - acceptent de respecter la discipline le lendemain. Mieux, à la séance du Reichstag du 4 août, c'est Hugo Haase, président du parti et porte-parole de la fraction, qui apporte le soutien unanime des social-démocrates au chancelier, c'est-à-dire à la politique de guerre. Il justifie ce geste par le souci de défense nationale d'un peuple épris de liberté et de culture et menacé par le despotisme tsariste, et exprime le souhait que, la sécurité de l'Allemagne une fois assurée par les armes, les belligérants puissent conclure au plus vite une paix durable garantissant l'amitié entre les peuples. votant les crédits et approuvant la guerre, le parti social-démocrate s'affirme en même temps attaché à l'Internationale, au socialisme et à la paix. Une page de l'histoire mondiale était tournée³.

Signification et conséquences du 4 août.

Il est *a posteriori* facile de démontrer que le vote du 4 août était la conséquence logique du développement de l'activité politique social-démocrate au cours des années précédentes. Pourtant la nouvelle frappa d'étonnement nombre de contemporains bien informés : sceptique devant le numéro du *Vorwärts* qui donnait l'information, Lénine envisagea un instant l'hypothèse d'un faux imaginé par l'état-major allemand⁴. Le 25 juillet encore, moins de dix jours auparavant, le parti avait solennellement affirmé dans un manifeste :

« Le prolétariat conscient d'Allemagne, au nom de l'humanité et de la civilisation, élève une vibrante protestation contre les fauteurs de guerre. (...) Pas une goutte de sang d'un soldat allemand ne peut être sacrifiée à la soif de pouvoir du groupe dirigeant autrichien, aux appétits impérialistes du profit. »⁵

Le 30 juillet, devant le caractère apparemment inéluctable de l'engrenage, l'exécutif avait baissé les bras en parlant d'« efforts inutiles » et de « devoir accompli », mais il n'avait pas pour autant embouché la trompette guerrière de la lutte en faveur de la civilisation menacée⁶.

Les documents manquent encore aujourd'hui sur les motifs véritables, exprimés ou non, des dirigeants social-démocrates, et sur leurs pensées intimes au cours de cette semaine cruciale. Scheidemann a avoué avoir été fortement impressionné par l'ampleur des manifestations chauvines de Berlin⁷. Une lettre et des notes d'Ebert reflètent sa peur que la guerre et la réanimation inévitable à terme du mouvement ouvrier russe ne redonnent vigueur aux plans du « groupe de Rosa »⁸. Il semble bien, en effet, que la peur ait été le sentiment dominant. Dès le 30 juillet, dans la soirée, Ebert et Otto Braun étaient partis en Suisse avec la caisse du parti⁹. En application de la loi sur l'état de siège, les autorités militaires disposaient de pouvoirs dictatoriaux : elles pouvaient évidemment anéantir du jour au lendemain le gigantesque édifice patiemment construit, annuler les conquêtes sociales, détruire les organisations, interdire la presse, arrêter militants et dirigeants, rayer d'un trait de plume tous les résultats de décennies d'action, de propagande, d'organisation social-démocrates. La terrible pression exercée par la presse d'information, les autorités constituées, l'appareil d'État, la résurgence brutale de sentiments chauvins élémentaires semblaient créer un courant irréversible, et bien des militants étaient tentés de s'y fondre sans esprit de retour, eux qui n'avaient l'habitude ni de l'isolement, ni de la lutte à contre-courant, encore moins celle de la répression brutale et de l'illégalité. Konrad Haenisch, en quelques heures, renie ses années de combat au premier rang des radicaux de gauche, et rallie le camp des patriotes, assurant qu'il a ainsi résolu « un conflit entre deux âmes »¹⁰. Le phénomène n'est ni unique ni nouveau : Carl Schorske rappelle à son propos l'autre 4 août, cette nuit de 1789 où la noblesse de France abandonna ses privilèges, « renonçant à ses propres principes d'organisation sociale »¹¹.

1 Liebknecht, *Klassenkampf...*, p. 14.

2 *Ibidem*, pp. 55, 87.

3 *Illustrierte Geschichte*, p. 99 et Scheidemann, *Memoiren*, I, pp. 257-258.

4 Trotsky, *Ma Vie*, p. 276.

5 Cité par C. Grünberg, *Die Internationale und der Weltkrieg*, t. I, p. 51.

6 *Ibidem*, pp. 63-64.

7 Scheidemann, *Memoiren*, I, p. 235.

8 Ebert, *Schriften*, 1, p. 309. Voir aussi D. K. Buse « Ebert and the Coming of World War 1 - A Month from his Diary ». *International Review of Social History*, 1968, n° 3, pp. 430-448.

9 Scheidemann, *op. cit.*, I, p. 245.

10 Cité par E. Prager, *Geschichte der U.S.P.D.*, p. 34.

11 Schorske, *op. cit.*, p. 290.

En fait, une période nouvelle s'ouvrait en ce mois d'août 1914. Il n'était désormais plus possible, ni aux social-démocrates allemands, ni aux socialistes français, d'escompter, au moins dans l'immédiat, une voie pacifique vers le socialisme au moment où les contradictions interimpérialistes aboutissaient au conflit armé. Aux dirigeants surpris dans leur routine, placés devant des choix dont ils ne mesuraient peut-être pas la portée, sur le seuil d'événements qu'ils étaient incapables de seulement imaginer, la situation nouvelle apportait doutes, hésitations, désarroi. Le gouvernement faisait le reste. Dans les derniers jours de juillet, le ministère de l'intérieur s'était employé à rassurer les dirigeants des syndicats, leur assurant qu'ils n'avaient rien à redouter, que la patrie avait besoin de tous ses fils, et d'eux en particulier¹². Par la bouche des social-démocrates de droite, la bourgeoisie allemande offrait une issue tentante avec la survie des organisations, mieux même, leur officialisation, la reconnaissance de leur rôle, de leur nécessité pour le maintien d'une « paix civile » face au danger extérieur. Une fois de plus, mais avec des arguments plus convaincants, les classes dirigeantes offraient aux dirigeants ouvriers un rôle, justifié par la reconnaissance de l'existence d'un intérêt national commun aux travailleurs et aux patrons, bref, la réintégration de la classe ouvrière et de son parti dans la communauté nationale, dans la patrie allemande.

Dès le 2 août, les syndicats concluent avec le patronat un accord proscrivant grèves et *lock-out*, prolongeant toutes les conventions collectives pour la durée des hostilités¹³. Le 3 août, autour de David et de Scheidemann, ils sont une trentaine de députés décidés, quoi qu'il arrive, à voter les crédits militaires, sûrs du soutien des dirigeants syndicaux¹⁴. Les promesses gouvernementales d'une « nouvelle orientation » après la guerre, les assurances qu'aucune mesure ne saurait être prise contre les organisations ouvrières si elles jouent le jeu, les possibilités entrevues de carrières politiques nouvelles achèvent de faire pencher la balance. Les hésitants se rallient à la droite. Quant aux quatorze députés de gauche qui auraient voulu voter contre les crédits militaires et la guerre, l'emprise de l'idéologie unitaire, l'attachement et le patriotisme de parti sont si forts qu'aucun d'entre eux ne se résoudra à enfreindre la discipline de fraction. Haase et Liebknecht lui-même respectent une décision prise par une majorité dont certains membres avaient pourtant affirmé d'avance qu'ils ne respecteraient pas cette discipline si la décision leur était contraire.

Le tournant était beaucoup plus décisif que ne le croyaient ces hommes qui s'inclinaient devant « le parti ». Les social-démocrates s'engageaient dans la guerre et la cautionnaient. Les affirmations d'attachement aux principes, à la solidarité internationale des travailleurs, à la paix, au socialisme, l'assurance du caractère purement défensif de la guerre, le refus indigné de toute annexion éventuelle n'apparaissent bientôt que pour ce qu'ils étaient, de piètres précautions oratoires devant une réalité qui s'appelait schrapnells, bombes, mitraille, gaz asphyxiants et visées impérialistes. Bientôt les dirigeants social-démocrates seront aussi « annexionnistes » que les chefs militaires ou politiques. Ils expliqueront aux ouvriers allemands que l'armée de Guillaume II, en luttant contre le tsarisme et l'impérialisme britannique, défend les chances du socialisme et assure sa future victoire. En France, les socialistes affirment de leur côté qu'il faut, pour assurer les chances du socialisme, en finir d'abord avec le militarisme allemand et l'impérialisme pangermaniste. L'Internationale est morte le 4 août 1914.

Premières résistances.

Personne n'a jamais songé à contester l'importance de l'événement, l'ampleur du tournant. Mais les désaccords commencent dès qu'il s'agit d'en analyser les causes.

S'élevant contre ce qu'il appelle la thèse communiste de la « trahison » des chefs, Franz Borkenau s'est attaché à montrer la puissance de la « vague de patriotisme » qui déferlait alors en Allemagne et ailleurs, par-dessus les frontières des convictions partisans. Il y voit la preuve que, dans le monde moderne, les passions politiques sont enflammées moins par les antagonismes de classe que par les antagonismes nationaux. Parlant de la situation en Allemagne, il écrit :

« Les chefs ont fait exactement ce que voulaient les masses, et s'ils avaient agi autrement ils n'auraient eu aucun soutien des masses. (...) Le prolétariat révolutionnaire s'est révélé un mythe. »¹⁵

Sa thèse sur ce point reprend presque exactement celle qu'avance Kautsky en 1914 et dans les années suivantes¹⁶. Mais un examen approfondi en montre la fragilité. En effet, dans le cas de la social-démocratie allemande, ce que Kautsky et Borkenau appellent « l'apathie des masses » est incontestable : la décision de voter les crédits militaires ne se heurte, de la part des ouvriers, membres du parti ou non, à aucune résistance ouverte. Elle n'est contredite par aucun mouvement, aucune grève, aucune manifestation, aucun refus massif des ordres de mobilisation, aucune mutinerie de réservistes. Pourtant, ces remarques ne sont que constatations, sans prétention possible à l'explication.

Il est clair en effet que ce que Borkenau appelle ici « les masses » n'est rien d'autre qu'un nombre élevé d'individus dont la volonté de se battre ou de capituler, les sentiments et les réactions ne pouvaient s'exprimer que collectivement, à travers un corps, une organisation. Avant le 4 août 1914, le parti social-démocrate était cette organisation, celle des ouvriers allemands. Le 4 août 1914, les dirigeants de ce parti et des syndicats ont décidé, à la place des « masses » et sans les avoir consultées, pour laquelle on envoya plus de trois cents télégrammes : seule Clara Zetkin répondit sans détours ni réserves. Il fallut renoncer¹⁷.

Les révolutionnaires allemands se trouvaient dans un état d'atomisation totale. Ils allaient en outre apprendre à leurs dépens

12Umbreit, *Die Ibidem Gewerkschaften im Weltkrieg*, p. 21.

13Ibidem, p. 21-30.

14Grünberg, *op. Cit.*, I, p. 73.

15Borkenau, *World Communism*, p. 58.

16Notamment dans *Krieg und Sozialismus*.

17Die Revolution, n° 2, 1924, cité par G. Badia, « L'Attitude de la gauche sociale-démocrate allemande dans les premiers mois de la guerre » *Le Mouvement social*, n° 49, 1964, p. 84.

que, dans un parti qu'ils considéraient encore comme le leur, ils pouvaient subir une répression qui doublait celle de l'État et de sa police. Déjà l'interdiction, édictée le 1^{er} août, de toute manifestation et réunion publique, traçait un cadre général interdisant l'expression politique des adversaires de la guerre. L'exécutif du parti allait étendre cet état de siège au parti lui-même. L'expérience de Karl Liebknecht a été, à cet égard, décisive, tant pour lui-même que pour l'avenir de la gauche allemande. Au début d'août, il croyait encore que les possibilités d'expression de l'opposition à l'intérieur du parti demeuraient intactes et qu'il était raisonnable d'espérer parvenir à un redressement par une discussion politique interne. C'est dans cette optique qu'il suggérait à l'exécutif l'organisation d'un meeting contre la propagande annexionniste, dont il pensait faire le point de départ de la correction de ce qu'il considérait encore comme le faux pas du 4 août¹⁸. L'exécutif refusa.

Fin août, il se rend en Belgique occupée, s'informe sur les atrocités commises par l'armée allemande. Le 3 septembre, il proteste contre un journal de Brême qui a parlé du groupe parlementaire unanime le 3 août¹⁹. Le 21 septembre, il se rend à Stuttgart où ses amis politiques l'ont invité : les autorités militaires interdisent la réunion publique prévue, mais il a une longue discussion avec les militants, qui lui reprochent son vote du 4 août. Il leur révèle les dissensions au sein de la fraction du Reichstag, l'existence d'une opposition au vote des crédits, reconnaît son erreur :

« Vos critiques sont absolument justifiées. (J'aurais dû) crier mon « Non » en plein Reichstag. (...) J'ai commis une faute grave. »²⁰

Il est rappelé à l'ordre par l'exécutif pour avoir divulgué ces informations²¹. Le 10 octobre, il répond en invoquant la structure démocratique du parti qui permet, écrit-il, « à tout camarade (...) de prendre position, même contre les autorités les plus élevées »²². Le 17 octobre, une information est ouverte contre lui par la justice militaire pour des faits remontant à avant la guerre. Le 10 novembre, l'organe du syndicat du bâtiment que dirige le révisionniste Winnig réclame son exclusion. Ainsi que l'écrit Carl Schorske,

« le changement des rapports du parti envers l'État exigeait qu'il garde son opposition sous contrôle, qu'il maintienne la « paix civile » à l'intérieur du mouvement ouvrier »²³.

Les autorités militaires et l'appareil du parti conjuguent leurs efforts dans ce même sens. Le 5 août, déjà, l'exécutif avait décidé le report du congrès *sine die* et pour la durée de la guerre, se réservant donc pour cette période exceptionnelle les pouvoirs qu'il avait reçus dans de tout autres circonstances²⁴. Les autorités militaires interdisent les assemblées de militants de Stuttgart le 21 septembre, de München-Gladbach le 4 novembre, de Leipzig le 24 et d'Altona le 29, mais, ailleurs, ce sont les secrétaires qui empêchent les assemblées générales en refusant tout simplement de les convoquer : à Hambourg, une seule assemblée générale a lieu sur quatre districts, parce que des éléments radicaux l'ont convoquée eux-mêmes par-dessus la tête des instances régulières²⁵. Les journaux radicaux sont l'un après l'autre musclés par cette double répression : *Rheinischen Zeitung* suspendu pour deux jours le 11 septembre, *Volksblatt* de Bochum interdit le 20, *Echo vom Rheinfall* et *Dantziger Zeitung* le 25²⁶. Le *Vorwärts*, dont plusieurs rédacteurs - Cünow, Däumig, Hilferding - ont fait savoir leur désaccord à l'exécutif²⁷, est suspendu pour trois jours le 21 septembre, pour une durée indéterminée le 28²⁸. Les autorités militaires ne l'autorisent à reparaitre le 1^{er} octobre qu'après une démarche de Haase et de Richard Fischer qui prennent, au nom du parti, l'engagement que le journal ne parlera plus désormais de « lutte de classes »²⁹. En novembre, c'est l'exécutif wurtembergeois qui élimine de *Schwäbische Tageblatt* la rédaction radicale autour de Crispian et Walcher et remet la direction au révisionniste Keil³⁰.

Pour les plus lucides des opposants, il est vite évident que tous les moyens seront employés pour les bâillonner, et qu'aucune chance ne leur sera donnée de s'adresser à la base. Ils doivent donc envisager d'agir en s'exprimant publiquement tant qu'ils en ont la possibilité. Cela signifie briser la discipline. La décision en est douloureuse à prendre pour ces militants dont le parti a été l'univers et la raison de vivre : ils ont le sentiment de piétiner une partie d'eux-mêmes et leur santé en est parfois durement ébranlée³¹. Devant l'effondrement de ses dernières illusions, les nerfs secoués par l'importance du geste, mais conscient qu'il le doit à ceux qui n'ont pas abandonné l'idéal socialiste, Liebknecht se décide à accomplir le pas décisif : il ne lui reste plus qu'un seul moyen d'exprimer son opposition, c'est de voter lui-même contre les crédits militaires, de voter contre la décision du parti³². Au cours d'une discussion dramatique dans l'appartement de Ledebour, pendant la nuit du 1^{er} au 2 décembre, il ne parvient à convaincre aucun des autres députés opposants qu'il faut à tout prix se décider à ce geste spectaculaire³³. Le 3

18G. Badia, *Ibidem*.

19Ibidem, pp. 85-86.

20Dokumente und Materialien, I, p. 35, n. 5.

21Klassenkampf.... p. 17, lettre de Scheidemann du 7 octobre 1914, *Ibidem*, p. 23.

22Lettre de Liebknecht, 10 octobre 1914, *Ibidem*, p. 24.

23Schorske, *op. cit.*, p. 297.

24Grünberg, *op. cit.*, p. 41.

25III. Gesch, p. 515.

26Schorske, *op. cit.*, p. 298.

27III. Gesch, p. 515.

28Prager, *op. cit.*, pp. 30-32.

29III. Gesch, p. 515.

30Keil, *Erlebnisse*, I, pp. 306-317.

31Tous les dirigeants de l'opposition, de Haase à R. Luxemburg en passant par Cl. Zetkin et Mehring, connurent pendant cette période de graves troubles de santé.

32Lettre du 3 décembre, *Klassenkampf*..., p. 41.

33Ibidem, p. 89.

décembre, au Reichstag, il vote seul contre les crédits, faisant ainsi de sa personne et de son nom prestigieux le symbole de l'opposition et le centre de ralliement de ses forces éparses.

La scission est désormais en marche. Il faudra des années avant qu'elle soit définitivement consommée, dans des conditions finalement aussi confuses que pouvaient le laisser prévoir les hésitations des adversaires du tournant du 4 août au cours des mois qui avaient suivi cette décision historique.

Prise de position des bolcheviks.

Lénine et les dirigeants bolcheviques émigrés sont les premiers à adopter sur les conséquences du 4 août une position nette. C'est aux environs du 24 août en effet que Lénine rédige le projet de texte sur « Les Tâches de la social-démocratie révolutionnaire », qui exprime déjà l'essentiel de ce que sera la ligne bolchevique dans les années qui viennent³⁴.

Pour lui, le caractère de la guerre, « bourgeoise, dynastique, impérialiste », ne fait aucun doute. La position des dirigeants de la social-démocratie est une « trahison pure et simple du socialisme »³⁵. Non qu'ils aient eu réellement la possibilité d'empêcher la guerre en adoptant d'autres attitudes, mais parce qu'ils ont abandonné la position de classe du prolétariat face à la guerre impérialiste :

« Les partis ouvriers (...) ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à *aligner* sa position sur celle des gouvernements impérialistes. Les leaders de l'Internationale ont trahi le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins de la bourgeoisie de « leurs pays », en justifiant et en défendant la guerre, en entrant dans les ministères bourgeois des pays belligérants, etc. Si le socialisme se trouve ainsi déshonoré, la responsabilité en incombe avant tout aux social-démocrates allemands, qui étaient le parti le plus fort et le plus influent de la II^e Internationale. »³⁶

Le passage sur les positions de la bourgeoisie impérialiste des dirigeants des principaux partis de l'Internationale a une signification historique d'une grande portée : il signifie « la faillite idéologique et politique » de l'Internationale³⁷. Lénine en désigne sans hésitation la cause véritable :

« Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois dont le caractère, et le danger qu'il constituait, étaient depuis longtemps signalés par les meilleurs représentants du prolétariat de tous les pays. »³⁸

Pour lui, le courant opportuniste, qui s'était manifesté avant la guerre sous les formes diverses du réformisme, de la collaboration de classes, du pacifisme, du souci de la légalité et des perspectives parlementaristes, a son couronnement dans l'adoption face à la guerre, d'une attitude inspirée par une idéologie chauvine, résultant en réalité de la pression sociale des couches privilégiées du prolétariat, aristocratie ouvrière et bureaucratie des professionnels des partis et syndicats :

« L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes du bénéfice du capital, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination par d'autres nations. »³⁹

Le passage des dirigeants opportunistes dans le camp de la bourgeoisie lors de l'éclatement de la guerre impérialiste implique donc une révision profonde de l'attitude des social-démocrates révolutionnaires. La guerre impérialiste a en effet une profonde signification historique du point de vue du prolétariat et des perspectives révolutionnaires :

« Le socialisme en Europe est sorti du cadre relativement pacifique et limité au cadre national étroit. Après la guerre de 1914-1915, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour. »⁴⁰

En elle-même, la guerre européenne « marque le début d'une époque nouvelle⁴¹ » dans laquelle la tâche historique du prolétariat devient la lutte pour le pouvoir et pour le socialisme :

« La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre juste, enseigné par l'expérience de la Commune de Paris, indiqué par la résolution de Bâle en 1912 et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués. »⁴²

34 *Euvres*, XXI, p. 9-12.

35 *Ibidem*, pp. 9-10.

36 *Ibidem*, pp. 23-24.

37 *Ibidem*, pp. 10.

38 *Ibidem*.

39 *Ibidem*, pp. 248.

40 *Ibidem*, pp. 255-256.

41 *Ibidem*, p. 95.

42 *Ibidem*, p. 28.

Dans cette perspective nouvelle, il ne saurait donc être question, comme par le passé, de considérer comme normale, au nom de l'unité, l'existence, au sein des partis ouvriers, d'ailes opportunistes. Soulignant que les dirigeants des partis social-démocrates ont évoqué, pour leur défense, les intérêts matériels mis en question par une éventuelle dissolution des organisations ouvrières, Lénine affirme :

« Les dizaines de milliers de dirigeants, de fonctionnaires et d'ouvriers privilégiés corrompus par le légalisme ont désorganisé l'armée innombrable du prolétariat social-démocrate. »⁴³

Le problème n'est donc pas celui de l'unité de la classe ouvrière, qui est toujours « l'arme la plus puissante du prolétariat dans sa lutte pour la révolution socialiste »⁴⁴, mais celui de son unité révolutionnaire, qui exige l'élimination de l'élément étranger à la classe, l'opportunisme :

« Il faut être aveugle pour ne pas voir dans l'influence bourgeoise ou petite-bourgeoise sur le prolétariat la cause essentielle, principale, fondamentale de la honte et de la faillite de l'Internationale en 1914. »⁴⁵

Dès septembre 1914, le comité central des bolcheviks se prononce au vu de la faillite de la II^e Internationale, pour une nouvelle Internationale, la III^e :

« L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent absolument des partis opportunistes. »⁴⁶

« La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme et vive la III^e Internationale débarrassée non seulement des « transfuges » mais aussi de l'opportunisme ! »

La II^e Internationale a accompli pour sa part un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue période « pacifique » qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e. A la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! »⁴⁷

Mais l'isolement des bolcheviks est presque complet : il n'existe pas en 1914 de forces suffisantes pour mener à bien à l'échelle internationale la scission qui s'impose pour la construction des partis comme d'une Internationale révolutionnaire. Lénine écrit, dans *Le Socialisme et la guerre* :

« Pour fonder une organisation marxiste *internationale*, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les différents pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhèrera avec joie à cette III^e Internationale épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Autrement, cela voudra dire que cette épuration exige une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire. »⁴⁸

En fonction de ces nécessités de l'action sur le plan international, Lénine et les bolcheviks s'efforcent d'élargir le mince groupe de leurs alliés au sein du mouvement international. Il y a là les Hollandais, groupés autour de *De Tribune*, avec Pannekoek qui a rejoint son pays lors de la déclaration de guerre, les militants de Brême qui collaborent à *Bremer-Bürgerzeitung* et sont en relation avec Radek et avec Pannekoek⁴⁹, le petit groupe berlinois groupé autour de Julian Borchardt qui édite *Lichtstrahlen*⁵⁰ et est également en liaison avec Radek et les gens de Brême. Lénine mettra beaucoup d'espoir, comme le montre sa correspondance avec Radek⁵¹, dans la constitution éventuelle d'un groupe révolutionnaire, le groupe *Stern*, qui ne verra finalement pas le jour. Il s'efforcera de mettre sur pied, avec ces différents éléments, une revue internationale, *Vorbote*, que Pannekoek sera chargé de présenter et dans laquelle il publiera une intéressante analyse des racines sociales de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier⁵². Pourtant, dans une lettre au Hollandais Wijnkoop, en juillet 1915, Lénine admet que le moment le plus favorable n'est peut-être pas encore arrivé pour une scission au sein de la social-démocratie allemande : il est d'autant plus nécessaire de lutter pour obtenir partout une rupture totale avec l'opportunisme⁵³. Dans le même temps, il presse Radek d'obtenir des Allemands « une prise de position idéologique »⁵⁴, une « *Prinzipienerklärung*

43/ibidem, p. 128.

44/ibidem, p. 105.

45/ibidem, p. 128.

46/ibidem, p. 108.

47/ibidem, p. 35.

48/ibidem, p. 342.

49Bock, *op. cit.*, pp. 66-72.

50/ibidem, p. 72-77.

51Œuvres, XXXVI, p. 330-337.

52Voir notamment « Zut Einführung », *Vorbote*, n° 1, janvier 1916, pp. 1-4, et « Der Imperialismus und die Aufgaben des Proletariats », *ibidem*, pp. 7-9, dont Bricianer donne résumé et extraits, *op. cit.*, pp. 121-128.

53Œuvres, XXXV, p. 393.

54Œuvres, XXXVI, p. 333.

claire, complète et précise »⁵⁵ :

« Les Hollandais, plus nous, plus les Allemands de gauche, plus zéro, ce n'est rien ; plus tard, ce ne sera pas zéro, mais tout ! »⁵⁶

C'est avec le même objectif que Lénine et ses alliés au sein de la social-démocratie européenne participent en septembre 1915 à la conférence de Zimmerwald, où ils constituent le noyau de ce que l'on appellera la « gauche zimmerwaldienne ». Rendant compte de cette conférence dans *Lichtstrahlen*, Radek écrit qu'elle constitue un « premier pas vers la restauration de l'Internationale », et que les militants révolutionnaires qui l'ont soutenue malgré les ambiguïtés pacifistes des positions de nombreux participants « l'ont fait en partant de l'idée qu'il était impossible de former d'emblée une organisation de combat à partir des débris de l'ancienne Internationale »⁵⁷.

Répression et radicalisation.

Malgré son âge, Liebknecht est mobilisé, le 7 février 1915, dans une unité territoriale⁵⁸ : militaire inquiétant, transféré d'une unité à une autre, car on redoute son influence, il est pourtant ainsi moins dangereux pour les dirigeants du parti, puisque privé de sa liberté de mouvement. Cela ne l'empêche pas de rédiger, en mai 1915, un tract qui lance la célèbre formule « L'ennemi principal est dans notre propre pays »⁵⁹, que Lénine saluera comme la formule révolutionnaire par excellence⁶⁰. Quelques jours après, le 18 février, c'est Rosa Luxemburg qui est arrêtée pour purger sa peine⁶¹. Journaux et journalistes subissent coup sur coup : en février, suspension de *Volkszeitung* de Königsberg, pour trois semaines ; en mars, suspension de la *Volksstimme* de Magdebourg, interdiction de la *Bergische Arbeitsstimme*, de la *Sozialdemokratische Zeitung* de Remscheid en mai, arrestation d'un ancien rédacteur de la *Freie Presse*⁶². La répression continue : en avril 1916, c'est l'interdiction de *Lichtstrahlen*⁶³ et, le 17 octobre de la même année, la confiscation par les autorités militaires du *Vorwärts*, qu'elles remettent à l'exécutif du parti⁶⁴.

De façon générale, la direction social-démocrate joue un rôle de gendarme auxiliaire dans la politique de « paix civile ». La grande industrie et l'état-major travaillent la main dans la main à l'organisation d'une économie de guerre dont les travailleurs supportent le poids. L'inflation finance les dépenses publiques. Les prix des denrées alimentaires augmentent de 50 % dans les deux premières années, tandis que les salaires demeurent bloqués⁶⁵. Le dirigeant syndicaliste Winnig va jusqu'à affirmer :

« Au-dessus des intérêts momentanés des salariés, il y a l'indépendance nationale et l'esprit d'économie du peuple entier. »⁶⁶

Bientôt l'ensemble des salaires, même ceux des ouvriers qualifiés, tendent vers un « minimum alimentaire », lui-même sérieusement compromis par le rationnement et surtout la pénurie. Le pain est rationné dès le 1^{er} février 1915 ; puis c'est le tour de la graisse, de la viande, des pommes de terre. L'hiver 1915-1916 est le terrible « hiver des rutabagas » : les cartes de rationnement donnent « droit » - si les magasins sont approvisionnés - à 1,5 kg de pain, 2,5 kg de pommes de terre, 80 grammes de beurre, 250 grammes de viande, 180 grammes de sucre et un demi-œuf par semaine, total qui atteint le tiers des calories nécessaires⁶⁷. Travailleurs, soldats et marins, population civile, souffrent de la faim, mais l'ancien radical Paul Lensch écrit que le rationnement est une mesure de « socialisme de guerre »⁶⁸. Les dividendes, eux, augmentent régulièrement⁶⁹.

Il y a bien longtemps que le conflit n'est plus, pour quiconque, l'expédition fraîche et joyeuse qui menait tout droit à Paris. La guerre des tranchées, enterrée dans la boue et le froid, étouffe les déclamations héroïques. Les hôpitaux bondés, le spectacle des jeunes hommes mutilés, les listes toujours plus longues des morts ou disparus, « tombés au champ d'honneur », ont sonné le glas des illusions entretenues en 1914 par les dirigeants social-démocrates : pour des millions de jeunes Allemands qui pourrissent sur tous les fronts, il n'y aura ni « nouvelle orientation », ni même avenir. Le désir de paix s'exprimerait peut-être dans les masses si le carcan de la répression ne se renforçait tous les jours : le 28 mai 1915, ce sont plus de mille femmes qui manifestent pour la paix devant le Reichstag⁷⁰. Le 2 décembre 1916, le Reichstag a adopté la loi de mobilisation, la *Hilfsdienstgesetz*, qui lie l'ouvrier à l'entreprise. Tout homme non mobilisé ayant entre dix-sept et soixante ans est tenu de se présenter aux autorités avec un certificat d'emploi ou un certificat émanant d'un employeur précédent : dans le deuxième cas, il est affecté d'office sous quinzaine à une entreprise et court, en cas de refus ou de départ, le risque d'une condamnation

55 *Œuvres*, XXXVI, p. 336.

56 *Œuvres*, XXXVI, p. 331.

57 Radek, « Der ente Schritt », *Lichtstrahlen*, 3 octobre 1915, pp. 3-5.

58 *III. Gesch.*, p. 515.

59 Texte dans *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 162-166.

60 *Œuvres*, XXI, p. 337-338.

61 *Vorwärts*, 20 février 1915.

62 *III. Gesch.*, p. 515.

63 Bock, *op. cit.*, pp. 73.

64 *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 490.

65 *III. Gesch.*, p. 123-126.

66 Cité par *III. Gesch.*, p. 113.

67 *III. Gesch.*, p. 125 ; on trouvera une étude complète sur le problème du ravitaillement dans l'article d'André Sayous, « L'Épuisement économique de l'Allemagne entre 1914 et 1918 », *Revue historique*, janvier-mars 1940, pp. 6675.

68 Cité par *III. Gesch.*, p. 113.

69 *Ibidem*, pp. 123-124.

70 *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 167-168.

pouvant atteindre un an de prison⁷¹.

Il ne reste rien aux prolétaires allemands de leurs conquêtes, de ces libertés que leurs dirigeants les avaient invités à défendre à travers la guerre, et, malgré la répression, leur colère exprime de plus en plus fréquemment. En novembre 1915, des incidents éclatent à Stuttgart et des femmes manifestent contre la cherté de la vie⁷² ; au même moment, à Leipzig, la police réprime des tentatives de manifestations contre le prix de la viande⁷³. Le 2 février, à Berlin, se produisent des incidents, devant des boutiques vides⁷⁴. Le 1^{er} mai 1916, le groupe *Internationale* appelle à une manifestation contre la guerre impérialiste⁷⁵ : plusieurs milliers d'ouvriers et de jeunes sont groupés autour de Liebknecht qui prend la parole sur la place de Potsdam⁷⁶. Il est arrêté, mais, le jour de sa comparution, le 28 juin, 55 000 ouvriers des usines de guerre se mettent en grève à Berlin⁷⁷, imités par les travailleurs de Brunswick⁷⁸ tandis que ceux de Brême manifestent dans la rue⁷⁹. En juillet, à Borbeck dans la Ruhr, les mineurs débraient pour leurs salaires et leur exemple est imité, ici ou là, dans la Ruhr, pendant l'été⁸⁰. Le 16 août, à Essen, un groupe d'ouvriers manifeste au cri de « Vive Liebknecht »⁸¹. A Hambourg éclatent de véritables émeutes de la faim⁸². La répression frappe à nouveau : Karski est arrêté le 28 juin, Ernst Meyer le 3 août, Franz Mehring le 15 ; Liebknecht, condamné en première instance à deux ans et demi de forteresse, voit sa peine portée en appel à quatre ans et demi⁸³.

Il n'est plus possible de masquer l'aggravation des contradictions sociales : faute de célébrer l'union sacrée, chefs militaires et politiques s'en prennent aux « agitateurs ». L'opposition des « masses » a en effet encouragé et parfois suscité les organisations, sommaires encore, mais qui lui permettent de s'exprimer et d'agir. Le mouvement socialiste renaît à travers de violentes convulsions, après l'hébétéude d'août 1914. Kautsky admet dans une lettre à Victor Adler :

« L'extrémisme correspond aux besoins actuels des masses inéduquées. (...) Liebknecht est aujourd'hui l'homme le plus populaire dans les tranchées »⁸⁴.

Les oppositions de gauche.

Très lentement, les efforts d'organisation des révolutionnaires allemands, les radicaux de gauche, commencent à se concrétiser. Le petit noyau d'amis réunis au lendemain du 4 août autour de Rosa Luxemburg s'est maintenu et élargi. Il comprenait au départ, outre Rosa Luxemburg elle-même, Karl Liebknecht, Leo Jogiches et Julian Marchlewski, les vieux compagnons de la social-démocratie polonaise de Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin, ses amis personnels, Paul Levi, son avocat depuis 1913, les journalistes du *Vorwärts* Ernst Meyer et Ströbel et des militants berlinois introduits par Liebknecht, Wilhelm Pieck, deuxième secrétaire du parti à Berlin dont les liaisons d'homme de l'appareil sont précieuses, Paul Lange et le couple Hermann et Käthe Duncker⁸⁵. Malgré la présence de militants originaires d'Europe orientale, ce groupe n'a qu'une expérience réduite de l'action clandestine. Tous ses membres sont connus et surveillés de près. Ils n'entreprendront véritablement une propagande clandestine qu'après plusieurs mois, les Duncker étant entrés en contact avec les dirigeants du cercle du parti de Niederbarnim, qui offrent les services de leur appareil technique⁸⁶. Le premier texte est rédigé par Marchlewski : un article de polémique contre Haenisch⁸⁷, que les militants de Niederbarnim tirent à la ronéo, la nuit, dans l'appartement de l'un d'eux, avant de l'expédier aux adresses extraites du fichier de Clara Zetkin.

Le groupe poursuit pour le moment un double objectif. D'abord il veut rompre le silence qui pourrait faire croire à l'étranger que les social-démocrates allemands sont unanimes derrière la politique chauvine de leurs dirigeants. En même temps, il faut s'organiser. Liebknecht, Luxemburg, Mehring et Zetkin s'adressent aux journaux socialistes suisses pour faire connaître leur réprobation des déclarations chauvines qu'y ont faites les révisionnistes Südekum et Richard Fischer⁸⁸. Liebknecht, Luxemburg et Mehring écrivent au *Labour Leader*, de Londres, des messages de Noël : le dernier affirme que la lutte pour la paix et contre les annexions ne saurait être séparée de la lutte de classes, et qu'elle sera menée en Allemagne « avec les dirigeants s'ils le veulent, sans eux s'ils ne font rien, contre eux s'ils résistent »⁸⁹. Peu après, la ronéo de Niederbarnim sert à diffuser dans le parti le texte du discours de Liebknecht contre le vote des crédits de guerre⁹⁰. Dès la fin de décembre, c'est Hugo Eberlein qui est chargé de mettre sur pied un premier embryon d'organisation : un réseau interne au parti, comprenant

71 *III. Gesch.*, p. 128.

72 *Ibidem*, p. 516.

73 *Ibidem*.

74 *Ibidem*.

75 Texte dans *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 376-378.

76 Compte rendu dans *Ibidem*, pp. 376-378.

77 Erwin Winkler, « Die Berliner Obleutebewegung im Jahre 1916 », *ZfG*, 1968, n° 11, p. 1427 ; Bartel, *op. cit.*, p. 323.

78 Bartel, *op. cit.*, pp. 323-324.

79 *Ibidem*.

80 *III. Gesch.*, p. 312.

81 *Ibidem*, p. 331.

82 *Ibidem*, p. 516.

83 *III. Gesch.*, p. 516.

84 Lettre du 8 août 1916, V. Adler, *op. cit.*, p. 630.

85 Bartel, *op. cit.*, pp. 190-191, Wohlgemuth, *op. cit.*, pp. 64-65.

86 Voir note 1, chap.

87 Horst Schumacher, *Sie nannten ihn Karski*, p. 134, n° 107 a prouvé l'erreur de Paul Schwenk attribuant cet article à Mehring.

88 *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 31.

89 *Dok. u. Mat.*, p. 77.

90 *Klassenkampf...*, p. 17, *Dok. u. Mat.*, p. 64.

un homme de confiance par entreprise, un seul responsable par localité pour la liaison avec le centre de diffusion des écrits de l'opposition. Vers le milieu de 1915, il est en contact avec plus de trois cents localités⁹¹. Le 5 janvier 1915, c'est un autre militant du noyau central, Artur Crispin, qui adresse aux militants tenus pour sûrs une circulaire d'organisation : il obtient en quelques jours des réponses de Dresde, Duisburg, Munich, Dantzig, et de militants connus pour leur influence comme Westmeyer et Dissmann⁹². Une première conférence se tient le 5 mai à Berlin, dans l'appartement de Wilhelm Pieck : le travail d'organisation est suffisamment avancé pour qu'on puisse ébaucher une division en régions permettant un meilleur cloisonnement du réseau clandestin construit à l'intérieur du parti⁹³.

Progrès et coups durs se succèdent dans la lutte clandestine menée par ces militants trop connus. En février 1915, Rosa Luxemburg, dont l'appel a été rejeté, est emprisonnée pour deux mois. Elle donne pourtant, de sa prison, sa contribution au premier numéro de la revue dont le groupe a décidé la parution, *Die Internationale*, qu'elle dirige avec Mehring. Imprimé sur les presses d'un journal du parti de la Ruhr, il paraît en avril avec des contributions de Clara Zetkin, Thalheimer, Ströbel, Käthe Duncker, Paul Lange et Liebknecht. Mais la revue est immédiatement interdite⁹⁴. Au même moment, le militant wurtembergeois Jakob Walcher est arrêté et inculpé pour la diffusion d'un tract subversif : les attendus de sa condamnation soulignent que sa ligne politique est en contradiction avec celle de son parti⁹⁵. 1915 est une année très dure. Clara Zetkin est arrêtée au retour de la conférence internationale des femmes de Berne⁹⁶. Relâchée en octobre, mais en très mauvaise santé, elle ne participe plus guère à l'action⁹⁷. A Stuttgart, sept militants, dont Friedrich Westmeyer et le jeune Hans Tittel, sont arrêtés et inculpés⁹⁸. A Berlin, Wilhelm Pieck a pris contact avec de jeunes travailleurs qu'anime le maçon saxon Fritz Globig⁹⁹, mais il est lui-même arrêté après la manifestation des femmes devant le Reichstag¹⁰⁰. A l'automne, c'est le tour d'Ernst Meyer¹⁰¹, puis d'Eberlein¹⁰². Westmeyer est finalement mobilisé malgré son âge, et il mourra dans un hôpital près du front¹⁰³.

L'activité politique parmi les émigrés et le mouvement ouvrier suisse touche de près le mouvement allemand : c'est dans ce pays que prennent forme les premiers regroupements internationaux. Willi Münzenberg, depuis plusieurs années secrétaire de la jeunesse socialiste suisse, a maintenu des contacts avec l'Allemagne, tant avec Brême qu'avec la Saxe, et travaille au début de la guerre avec le Rhénan Walter Stoecker¹⁰⁴. A la conférence des jeunes qui se tient à Berne, à Pâques 1915, dix pays sont représentés et des groupes allemands, de Stuttgart, Göppingen et Karlsruhe, ont envoyé des délégués. La résolution présentée par un bolchevik ne recueille que trois voix, contre treize. Mais la conférence décide de rompre avec le bureau de Vienne et se proclame Internationale de la jeunesse, indépendante, avec Münzenberg comme secrétaire international¹⁰⁵. Le 1^{er} septembre 1915 paraît le premier numéro de sa revue *Jugend Internationale*, avec des articles de Hoernle, Liebknecht, Kollontai, Karl Radek. Liebknecht, Franz Mehring, Paul Frölich, Georg Schumann participent à sa diffusion en Allemagne. Lors de la conférence socialiste internationale de Zimmerwald, les opposants à la guerre se divisent également entre une majorité centriste, de tendance pacifiste, et une gauche qui se compte sur les thèses bolcheviques. Quatre des Allemands présents, Adolf Hoffmann et Ledebour d'une part, Ernst Meyer et Thalheimer qui représentent le groupe *Internationale*, de l'autre, votent avec la majorité ; seul Borchardt, l'éditeur de *Lichtstrahlen*, se range avec Lénine dans la « gauche zimmerwaldienne »¹⁰⁶.

En juin 1915, plus de 750 militants connus, rédacteurs de journaux, permanents, responsables syndicaux, ont adressé à l'exécutif une protestation contre sa politique¹⁰⁷. L'appel a été rédigé autour de Liebknecht, dans son appartement, par lui-même, Ernst Meyer, Ströbel, Marchlewski, H. Duncker et Mehring, ainsi que Laukant, Laufenberg, Ledebour¹⁰⁸. Le 1^{er} janvier 1916, le groupe *Internationale* tient une conférence dans l'appartement de Liebknecht : les douze délégués¹⁰⁹ adoptent comme base de leur action le texte rédigé en prison par Rosa Luxemburg sur « La Crise de la social-démocratie ». Critique féroce de la « paix civile » comme des illusions pacifistes, il affirme que la paix ne saurait résulter que d'une action révolutionnaire du prolétariat¹¹⁰. Le 19 mars se tient, toujours à Berlin, une conférence beaucoup plus large, avec notamment dix-sept délégués

91 I.M.L.-Z.P.A., Wilhelm. Pieck. *Mappe, Dokumente du K.P.D. 1914*. 1929, N.L. 36/2, Extraits importants dans G. Badia, *Le Spartakisme*, pp. 326-337.

92 I.M.L., Moscou. Archiv, Fonds 210, Karl Liebknecht, n° 836, cité par Wohlgemuth, *op. cit.*, p. 98.

93 Bartel, *op. cit.*, p. 222 et I.M.L.-Z.P.A., N.L. 36/2. Etaient présents : Pieck, Liebknecht, Mehring, Käthe et Hermann Duncker, Geithner, Rühle, Paul Levi, Crispin, Berten, Merkel et Gäbel.

94 Voir l'introduction de Wohlgemuth à la reproduction photographique de ce numéro de *Die Internationale*, Berlin-Est, 1965.

95 III. *Gesch.*, p. 142.

96 Bartel, *op. cit.*, p. 250; III. *Gesch.*, p. 516.

97 III. *Gesch.*, p. 142.

98 *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 201-206.

99 *Unter der roten Fahne*, p. 92.

100 Le 28 mai 1915 (III. *Gesch.* p. 515).

101 Le 18 septembre 1915 (*Ibidem*).

102 Le 13 octobre 1915 (*Ibidem*).

103 *Ibidem*, p. 142.

104 Münzenberg, *Die Dritte Front*, p. 43.

105 *Ibidem*, pp. 156-165.

106 W. Bartel, *op. cit.*, p. 237.

107 Texte dans *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 169-173.

108 Parmi les signataires figurent nombre de futurs dirigeants communistes : Brandler, Brass, Däumig, Eberlein, Heckert, Lange, Merges, Paul Neumann, Rühle, Thalheimer, Walcher, etc., ainsi que les futurs chefs indépendants Crispin, Robert Dissmann, Ledebour.

109 K. Duncker, Eberlein, Knief, Liebknecht, Lindau, Mehring, Meyer, Minster, Rühle, Schumann, August et Bertha Thalheimer (III. *Gesch.* p. 135). Voir également Bartel, *op. cit.*, pp. 270-275 et Wohlgemuth, *op. cit.*, pp. 167-171.

110 *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 279-282.

de Berlin¹¹¹. La conférence prend une position très claire à l'égard de l'opposition centriste en train de s'organiser et marque, en fait, le début du groupe qui va bientôt s'appeler « Spartacus ».

Lénine soumet à une critique serrée les textes du groupe *Internationale*, et particulièrement la brochure « Junius » écrite en prison par Rosa Luxemburg. La divergence essentielle réside en ce que les Allemands se fixent comme objectif la paix, et non la guerre civile. Lénine reproche à Junius une analyse faite en fonction du passé, axée sur la perspective d'un retour à l'avant-guerre et du déroulement de la lutte de classes dans le cadre d'une démocratie bourgeoise, alors qu'il pense pour sa part que la guerre a ouvert l'époque des révolutions¹¹². L'appel à la lutte de classes en pleine guerre constitue cependant un acte révolutionnaire d'une grande portée ; affirmant, après Liebknecht, que l'ennemi principal se trouve dans son propre pays, le groupe Spartacus prend place dans l'aile révolutionnaire qui peu à peu se constitue dans le mouvement socialiste international.

D'ailleurs, quelques jours après la conférence, Otto Rühle publie dans le *Vorwärts* un article retentissant en faveur de la scission de la social-démocratie¹¹³, dont seul jusqu'à présent le journal de Borchardt - qui est arrêté - s'était fait le défenseur¹¹⁴. C'est vers la scission des organisations de jeunesse en tout cas que s'orientent les militants qui tentent d'organiser les jeunes sur une base indépendante, par exemple Fritz Globig et ses camarades à Berlin¹¹⁵. A Pâques, sous le couvert d'une organisation d'amis de la nature, ils tiennent dans une auberge près d'Iéna une conférence nationale des jeunes de l'opposition. Liebknecht, Rühle, Hoernle, Schumann y prennent part, et la conférence adopte des thèses rédigées par Liebknecht¹¹⁶. Les révolutionnaires ont réussi à mettre sur pied des journaux légaux, comme *Arbeiterpolitik*, à Brême, *Sozialdemokrat* à Stuttgart¹¹⁷, ils publient plus ou moins régulièrement des feuilles illégales, les *Lettres de Spartacus*, mais aussi *Der Kampf* à Duisbourg et à Hambourg¹¹⁸.

Pourtant, en même temps qu'elle grandit, l'opposition connaît ses premiers problèmes : celui des contacts avec les opposants centristes, de plus en plus nombreux et actifs au sein du groupe parlementaire, et celui, surtout, de ses propres perspectives. Certains voudraient aller vers la proclamation d'un nouveau parti, briser tous les liens avec la social-démocratie. Rosa Luxemburg les combat : il faut, selon elle, demeurer dans le parti aussi longtemps que possible, se garder de constituer une secte, agir pour entraîner les ouvriers dans la lutte¹¹⁹. Déjà, en janvier, Knief, de Brême, Rühle et Lindau se sont prononcés pour la scission¹²⁰. La manifestation du 1^{er} mai 1916 a répondu à la conception de Rosa Luxemburg de l'action dans les masses : le tract rédigé par Liebknecht a été imprimé et diffusé par les militants de la jeunesse¹²¹, ce qui montre un certain degré d'organisation. La grève du 28 juin semble une confirmation de cette ligne : des travailleurs que les révolutionnaires n'encadrent pas conduisent en pleine guerre cette grève politique que les révisionnistes jugeaient impossible au temps de la paix. Pourtant, malgré les efforts de son organisateur Leo Jogiches, et de Paul Levi qui se rend en Suisse et y établit des contacts¹²², le groupe qu'on appelle désormais « Spartakus » demeure numériquement faible et ne parvient pas à capitaliser en termes d'organisation la sympathie que lui vaut le prestige de Liebknecht¹²³. Certains de ses membres, comme Heckert et Brandler à Chemnitz, ont, du fait de leurs responsabilités syndicales, une influence réelle¹²⁴ : le groupe lui-même demeure un réseau assez lâche aux liaisons incertaines, que les arrestations ou les mobilisations viennent à tout instant briser.

Il y a, en fait, plusieurs organisations. A Berlin, le groupe de *Lichtstrahlen* s'est organisé en « socialistes internationaux d'Allemagne » (I.S.D.), mais la répression, puis l'évolution de son principal dirigeant, Borchardt, déçoivent bientôt ceux - et au premier chef Lénine - qui comptaient sur son développement¹²⁵.

Dans le Nord-Ouest, plusieurs groupes ont commencé à s'organiser en liaison avec *Die Internationale*, tout en entretenant des liaisons avec Radek en Suisse. A Hambourg, l'historien Laufenberg, centriste avant guerre, a pris position contre la guerre. Avec d'autres militants, Fritz Wolffheim, un ancien des I.W.W. des États-Unis, Rudolf Lindau, Wilhelm Düwell, Paul Frölich, il anime un petit groupe clandestin actif¹²⁶. A côté, une organisation de la « jeunesse libre », constituée sur une base socialiste, antimilitariste et internationaliste, mène agitation et propagande sous le couvert d'activités de loisirs et de plein air : grâce à l'appui de responsables clandestins, elle recrute largement dans la jeunesse ouvrière, mais n'a pas de contact avec les clandestins¹²⁷. A Brême, où l'influence des radicaux a toujours été grande - Pieck y a été secrétaire et Pannekoek y a résidé

111C'est la découverte, en 1948, des notes d'un participant, Ohloff, qui a fait connaître cette conférence. Ulla Plener, « Die Märzkonferenz der Spartakusgruppe, ein Markstein auf dem Wege zur Gründung der K.P.D. », *BzG*, 1961, n° 4, pp. 812-841.

112Voir notamment « A propos de la brochure de Junius », *Œuvres*, t. XXII, pp. 328-343.

113« Zur Parteispaltung », *Vorwärts*, 12 janvier 1916; *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 301-307.

114Bock, *op. cit.*, p. 74.

115Unter der roten Fahne, p. 103.

116III. *Gesch.*, p. 131 ; Bartel, *op. cit.*, p. 307.

117Walcher, Hoernle, Crispian et Rück le dirigent. (III. *Gesch.*, p. 143.)

118Ibidem.

119Frölich, *op. cit.*, p. 277 ; Wohlgemuth, *op. cit.*, p. 186.

120Globig, ... *aber verbunden sind wir mächtig*, p. 138 ; *I.M.L.*, Moscou, fonds préhistoire K.P.D., n°1138, cité par Wohlgemuth, *op. cit.*, p. 169.

121Unter den roten Fahne, pp. 101-102.

122Ch. Beradt, *op. cit.*, p. 17, croit utile de défendre Levi contre ses accusateurs de droite en expliquant l'objectif militant de ses séjours en Suisse.

123Prestige qui grandit encore après sa condamnation.

124S. Heckert « Die Linken in Chemnitz ira Kampf gegen den Opportunismus für die Herausbildung einer revolutionären Partei », *BzG*, 1967, n° 1, pp. 109 sq.

125Sur ces espoirs voir *Œuvres*, p. XXXVI, pp. 336-337.

126*Vorwärts und nicht vergessen*, p. 253.

127Ibidem, p. 235.

six ans -, Johann Knief, ancien instituteur devenu instructeur du parti et rédacteur au *Bremer-Bürgerzeitung*, a beaucoup d'influence parmi les jeunes travailleurs. Les cadres du parti sont personnellement liés à Radek, qui continue d'exercer sur eux, à travers une correspondance régulière, une grande influence. Knief a réussi à maintenir dans le parti un cercle hebdomadaire de discussion et à y défendre les thèses révolutionnaires, diffusant les articles de Radek, Lénine, Trotsky, qui paraissent dans la presse suisse¹²⁸. Il a pu constituer un noyau clandestin de jeunes militants qui ont une certaine influence parmi les dockers. L'un de ses disciples, le jeune journaliste Eildermann, entretient des rapports réguliers avec les organisations de jeunesse de Dresde et Stuttgart, et même avec un groupe de soldats du 75^e d'infanterie, dont l'organisateur est un cordonnier de Brême, Carl Jannack¹²⁹. Dès l'automne 1915, au cours d'une permission, Jannack déclare à Knief que ses camarades sont partisans de la scission et de la fondation d'un parti révolutionnaire¹³⁰. Eildermann est délégué de Brême à la conférence d'Iéna en 1916¹³¹. La même année, ayant décidément rompu avec l'équipe centriste qui dirige *Bremer-Bürgerzeitung*, les révolutionnaires de Brême lancent une souscription parmi les ouvriers des chantiers navals pour acheter la presse du nouvel hebdomadaire légal qu'ils vont bientôt publier, *Arbeiterpolitik*¹³². Leurs responsables prennent part aux conférences de *Die Internationale*, maintiennent le contact avec Borchardt et l'I.S.D., avec la gauche zimmerwaldienne par l'intermédiaire de Radek. A Pâques 1916, ils reçoivent Ernst Meyer, venu de Berlin, et ont avec lui une longue discussion de travail¹³³.

A Berlin, l'action des militants de Niederbarnim née au sein du parti cède rapidement place à une nouvelle opposition, née, elle, au sein des syndicats, celle des « délégués révolutionnaires », continuateurs, dans les usines berlinoises, des fameux « hommes de confiance » du parti social-démocrate¹³⁴. C'est la guerre qui, en les marquant de son empreinte, leur a donné ce caractère particulier. Dès la proclamation de la « paix civile », en effet, plusieurs responsables du syndicat des métaux (D.M.V.) de Berlin se sont réunis autour du dirigeant de la branche des tourneurs, le social-démocrate Richard Müller, afin d'organiser dans le syndicat et les usines la lutte contre le patronat par-dessus la tête des dirigeants réformistes acquis à la politique de guerre, Oskar Cohen et Siering. Leur audience est si grande qu'en mars 1916 c'est seulement le refus obstiné de Richard Müller lui-même qui empêche son élection à la tête du syndicat à Berlin¹³⁵.

Richard Müller regrettera plus tard cette occasion manquée, mais le groupe préfère pour le moment une action semi-clandestine dans les rouages syndicaux à la prise directe de responsabilités. Le noyau primitif, dont l'existence sera pour beaucoup une surprise en 1918, agit dans un climat de conspiration, recrutant méthodiquement des adhérents sûrs parmi les hommes de confiance du syndicat dans les entreprises et les différents métiers. Réseau dont les membres s'emploient à détenir les postes-clés, bénéficiant de la couverture légale du syndicat des tourneurs, agissant dans l'appareil comme une fraction bien organisée mais maintenant en permanence des liens étroits avec l'opinion ouvrière des usines et ateliers, capable de contrôler une assemblée de délégués, imposant partout la liberté de critique, organisation *sui generis*, ni syndicat ni parti mais groupe clandestin dans l'un comme dans l'autre, le cercle dirigeant des délégués révolutionnaires parviendra à plusieurs reprises à exprimer la volonté de résistance des ouvriers à l'État et à l'appareil du parti, à concrétiser en action leurs revendications et leur volonté de lutte. Le noyau principal, la « tête », n'a jamais, semble-t-il, compté plus d'une cinquantaine de militants¹³⁶, mais, grâce aux tourneurs, bien placés dans toutes les entreprises, petite phalange soudée et disciplinée au sein des réunions de délégués, ils sauront, avec quelques centaines d'hommes qu'ils influencent directement, mettre en mouvement des dizaines puis des centaines de milliers d'ouvriers berlinois en leur permettant de se prononcer sur des initiatives d'action qui répondent à leurs aspirations.

Ces ouvriers de la métallurgie, spécialistes aux salaires relativement élevés, d'autant que les entreprises qui les emploient travaillaient à plein temps pour la guerre, étaient certainement les meilleurs produits de la social-démocratie et du mouvement syndical d'avant-guerre. Inconnus en 1914, ils seront à la fin de la guerre les dirigeants écoutés des ouvriers berlinois, et, malgré leur relative jeunesse, les cadres du mouvement socialiste révolutionnaire. Leur principal dirigeant, Richard Müller, est lié à Ledebour et penche pour l'opposition centriste, ce qui le conduit à essayer d'empêcher l'éclatement, dans leurs rangs, des polémiques entre les tendances rivales de l'opposition¹³⁷. Trois d'entre eux au moins, Bruno Peters, Otto Franke, Hermann Grothe, vont être ou sont déjà membres du groupe spartakiste¹³⁸. Les autres, dont la majorité deviendra communiste entre 1919 et 1920, en sont proches, comme Paul Eckert, Paul Wegmann, Richard Nowakowski, Hans Pfeiffer, Paul Neumann, Heinrich Malzahn, Neuendorf, Otto Tost, Paul Scholze, Fritz Winguth, Richard Schöttler, Paul Weyer, Anton Grylewicz¹³⁹. Leur cercle est élargi à des militants travaillant hors des usines, comme Ottomar Geschke, gérant d'un foyer de jeunes travailleurs¹⁴⁰. C'est ce cercle, souvent renouvelé par les mobilisations et démobilisations individuelles, qui organise en juin

128 *Vorwärts und...*, p. 142.

129 *Ibidem*, p. 143.

130 *Ibidem*, p. 144.

131 *Ibidem*, p. 147.

132 *Ibidem*, p. 148.

133 *Ibidem*, p. 169.

134 Voir à ce sujet, W. Tormin, *Zwischen Räte-diktatur und sozialer Demokratie*, pp. 40-44 ; P. Von Ertzen, *Betriebsräte in der November-revolution*, pp. 71-78 ; Erich Winkler, « Die Berliner Obleutebewegung im Jahre 1916 », *ZfG*, 1968, n° 11, pp. 1422-1435. Voir aussi les souvenirs de Richard Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik*.

135 R. Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik*, pp. 59-60.

136 Selon P. von Ertzen, *op. cit.*, p. 74, qui s'oppose avec des arguments convaincants au chiffre de 80 à 100 avancé par Tormin, *op. cit.*, p. 42.

137 R. Müller, *op. cit.*, p. 66.

138 Von Ertzen, *op. cit.*, p. 73, et souvenirs des premiers militants dans *Vorwärts und...*, pp. 269 sq. & 349 sq. Pour Grothe, voir sa biographie dans H. Weber, *Der Gründungsparteitag*, p. 317.

139 Voir biographies en annexe.

140 Von Ertzen, *Ibidem*, laisse également entendre que Paul Scholze était membre du groupe spartakiste, ce qui est possible mais qu'aucun texte ne confirme. En janvier 1919, en tout cas, il ne rejoint pas le K.P.D. (S). J. S. Drabkin considère comme « forces révolutionnaires à l'œuvre au sein des délégués révolutionnaires » Franke, Schöttler Nowakowski, et Hans Pfeiffer. (*Die Novemberrevolution*, p. 448.)

1916 la grève de solidarité avec Liebknecht conduite par 55 000 métallos berlinois¹⁴¹.

Réseau souple reposant sur les liens de confiance entre militants d'organisations légales, le cercle des délégués révolutionnaires est en fait candidat au rôle de direction des travailleurs berlinois qu'il dispute victorieusement, à plusieurs reprises, au parti social-démocrate ou aux syndicats, sans avoir pour autant l'ambition de se constituer en direction politique autonome ni en syndicat scissionniste.

Des révolutionnaires hostiles à la scission.

Les positions de l'opposition révolutionnaire en Allemagne sont donc bien loin de répondre à l'attente des bolcheviks. Certes, le petit groupe de Brême, dont la presse publie de temps en temps des articles de Radek, Boukharine et même Lénine est prêt à accepter globalement les analyses de Lénine sur la faillite de la II^e Internationale et la nécessité d'en construire une nouvelle. Le groupe *Internationale*, qui proclame également la faillite de la II^e, reconnaît bien la nécessité historique de la III^e, mais se refuse à la préparer par une scission :

« La nouvelle Internationale, qui doit naître après la faillite de la précédente, ne peut le faire qu'à partir de la lutte de classes des masses prolétariennes des pays les plus importants. (...) Elle doit naître par le bas. (...) La social-démocratie allemande, dont la faillite a seulement prouvé la faiblesse - depuis longtemps existante - doit subir un changement interne complet si elle veut diriger un jour les masses prolétariennes conformément à sa mission historique. Sa transformation en une force révolutionnaire active ne peut être obtenue par de simples programmes et manifestes, par une discipline mécanique ou par des formes d'organisation désuètes, mais seulement par la propagation de la conscience de classe et de l'initiative résolue dans les masses (...), ce qui suppose la transformation du système bureaucratique du parti en un système démocratique dans lequel les permanents soient les instruments des masses. »¹⁴²

Pour Rosa Luxemburg, en effet, la faillite de la II^e Internationale comporte des leçons qui sont loin de contribuer à la rapprocher du point de vue de Lénine sur l'organisation. Elle écrit :

« C'est précisément l'organisation puissante, c'est précisément la discipline tellement célébrée de la social-démocratie allemande qui ont permis qu'une poignée de parlementaires puissent ordonner à cet organisme de quatre millions d'hommes de faire volte-face en vingt-quatre heures et de tenir le bastion même dont l'assaut était la raison d'être de l'organisation. (...) D'autant meilleures ont été l'éducation, l'organisation, la fameuse discipline (...) et d'autant plus efficace est aujourd'hui l'effort de guerre de la social-démocratie allemande. »¹⁴³

Convaincue de la nécessité de l'organisation des révolutionnaires en un parti et une Internationale, elle ne croit pas pour autant possible cette tâche historique dans n'importe quelle condition, et surtout en l'absence de tout mouvement de masse :

« Les hommes ne font pas leur histoire de leur plein gré, mais ils la font eux-mêmes. L'activité du prolétariat dépend du degré de maturité atteint par l'évolution sociale, mais l'évolution sociale n'avance pas plus loin que le prolétariat, il en est le moteur et la cause autant que le produit et la conséquence. Son action elle-même est un facteur déterminant de l'Histoire. Et si nous ne pouvons pas sauter par-dessus l'évolution historique, nous pouvons certes accélérer ou ralentir cette évolution. (...) La victoire du prolétariat socialiste est liée aux lois d'airain de l'Histoire, aux mille étapes d'une évolution antérieure pleine de tourments et de trop de lenteurs. Mais cette victoire ne pourra jamais être remportée si, de toute la masse des conditions matérielles accumulées par l'Histoire, ne jaillit pas l'étincelle, la volonté consciente des grandes masses. »¹⁴⁴

Les révolutionnaires du groupe *Die Internationale* se situent donc dans une perspective bien différente de celle des bolcheviks : il s'agit pour eux de redresser la vieille maison, d'en expulser les Ebert et les Scheidemann, pour reconquérir le parti par ses membres et, pour cela, en attendant l'inévitable soulèvement des masses, de contribuer, par leur propagande, à l'éclairer, voire à l'analyser. Mais la scission immédiate, « mécanique », que prônent les bolcheviks et que commencent à prôner en Allemagne certains éléments influencés par eux, leur semble un remède pire que le mal. Jogiches écrit qu'elle aboutirait à couper les révolutionnaires des « meilleurs camarades du parti » et à les plonger dans l'impuissance¹⁴⁵, et Rosa Luxemburg écrit, à propos de ceux qui proposent de quitter le parti :

« Il est toujours possible de sortir de petites sectes ou de petits cénacles et, si l'on n'y veut pas rester, de se mettre à bâtir de nouvelles sectes ou de nouveaux cénacles. Mais ce n'est que rêverie irresponsable que vouloir libérer toute la masse des prolétaires du joug le plus pesant et le plus dangereux de la bourgeoisie par une simple « sortie » ... »¹⁴⁶

En fait, une telle initiative ne saurait, selon elle, s'en prendre à la racine du mal : la libération du prolétaire passe par son affranchissement du « crétinisme parlementaire » et de la superstition de la « carte d'adhérent » :

141E. Winkler, *op. cit.*, pp. 1429-1430. Le groupe des délégués révolutionnaires semble être resté pendant toute la guerre imperméable à la police : il n'existe en tout cas aucun rapport sur eux dans les documents publiés par Leo Stern.

142*Spartakusbriefe* (éd. 1958), pp. 137-139.

143« Die Wiederaufbau der Internationale », R. Luxemburg, *Ausgewählte Reden und Schriften*, II, p. 521.

144« Die Krise der Sozialdemokratie », *Ibidem*, p. 269.

145Voir notamment à ce sujet la lettre de Leo Jogiches à Heckert et Brandler, en septembre 1916, citée par H. Wohlgenuth, *Die Entstehung der K.P.D.*, p. 193.

146« Offene Brief an Gesinnungsfreunde », signée Gracchus, *Der Kampf*, Duisburg, n° 31, 6 janvier 1917, reproduite dans *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 525.

« la liquidation du tas de décomposition organisée qui s'appelle aujourd'hui social-démocratie n'est pas une affaire privée qui dépende de la décision personnelle d'un ou plusieurs groupes. Elle se produira inévitablement comme conséquence de la guerre mondiale. »¹⁴⁷

En fait, de même que les décisions d'août 1914 avaient démontré que le parti social-démocrate n'était pas seulement « le mouvement même de la classe », mais aussi un appareil capable de rallier le camp de l'ennemi de classe, les événements de l'année 1917 allaient démontrer la vanité des perspectives de redressement ou de réforme du parti. La scission de la social-démocratie va se produire en effet, en partie certes comme conséquence de la « poussée des masses », mais surtout à l'initiative de l'appareil. Et elle se produira non entre révolutionnaires et réformistes, mais au milieu des réformistes, jetant ainsi une fois de plus le désarroi dans les rangs des révolutionnaires qui n'avaient su ni la prévoir ni la préparer.

147/Ibidem.

V. La fondation du Parti Social-Démocrate Indépendant

En dehors de Borchardt, l'homme de *Lichtstrahlen*, Bertha Thalheimer et Ernst Meyer pour *Internationale*, deux autres social-démocrates allemands avaient pris part à la conférence de Zimmerwald, où ils avaient soutenu les thèses de la majorité que Lénine qualifiait de « centriste ». Georg Ledebour et Adolf Hoffmann, tous deux députés au Reichstag, étaient des figures bien connues de la gauche radicale dont ils avaient été souvent les porte-parole dans les polémiques d'avant guerre contre révisionnistes et réformistes. Contrairement à l'opinion de Franz Borkenau selon laquelle la guerre aurait provoqué des regroupements sur des bases entièrement nouvelles¹, les oppositions anciennes reparaissent au lendemain d'août 1914, après quelques défections individuelles : les quatorze députés qui, le 3 août, avaient soutenu la position d'un vote hostile aux crédits militaires étaient dans la ligne même du bloc radical dont ils reflétaient l'attachement au programme d'Erfurt, et, en l'occurrence, l'hostilité de principe à l'État bourgeois excluant toute collaboration formelle des socialistes.

Mais l'ampleur des contradictions, aggravées par la guerre, les initiatives prises par Liebknecht, soulevaient des problèmes nouveaux et ouvraient des perspectives que l'ancien bloc de la gauche n'avait jamais envisagées. En refusant de s'incliner devant la discipline du parti, en lançant un appel à l'initiative des masses par-dessus sa tête, Liebknecht aboutissait à faire éclater le bloc radical. Il en avait d'ailleurs conscience, déclarant :

« Ce qu'il faut maintenant, c'est une agitation à l'extérieur et la clarification, non pas la recherche d'un accord sur une position médiane »².

La réaction des autres députés de l'opposition ne pouvait être que vive. A partir de la nuit du 1^{er} au 2 décembre 1914 où Liebknecht se sépare de ceux qu'on appellera désormais les centristes, la polémique fait rage entre anciens radicaux. Pour Haase et ses amis, comme Ledebour et Adolf Hoffmann, Liebknecht se conduit en sectaire irresponsable, fournit à l'exécutif un prétexte à des sanctions qui ne peuvent que fausser l'optique des nécessaires débats internes. Liebknecht rétorque qu'en s'inclinant devant les décisions de l'exécutif les opposants qui se veulent loyaux s'en font les complices. Ce risque, les centristes l'acceptent : le parti, pour eux, demeure le parti, indépendamment de ses erreurs - et le vote du 4 août en est une, aggravée par de nouvelles erreurs « annexionnistes » - : c'est dans le parti, dans le respect de ses statuts et de ses traditions, que, pour eux, doit être conduite la lutte politique pour son redressement.

Une opposition loyale.

L'exécutif comprend parfaitement cette situation. Il a, pour le moment, besoin de conserver ces opposants décidés à ne pas faire de scandale. Il peut les utiliser pour tenter d'isoler Liebknecht et ses partisans, de les présenter comme des saboteurs de l'unité, des « ennemis du parti ». L'existence d'une opposition loyale est en effet un démenti à l'accusation de Liebknecht selon laquelle son acte d'indiscipline aurait été l'unique moyen d'exprimer son opposition. Aussi l'exécutif décide-t-il, le 3 février 1915, d'autoriser une certaine forme d'opposition publique, en permettant aux députés qui ne pourraient en conscience appliquer la discipline de vote, de s'absenter au moment du scrutin³. Lors de la séance du Reichstag du 20 mars suivant, le député Otto Rühle rejoint Liebknecht et vote contre les crédits militaires, tandis que les amis de Haase quittent la salle avant le vote⁴.

Tandis que les majoritaires mettent l'accent sur le caractère patriotique de la guerre, la nécessité de la paix civile pour assurer la défense nationale, les minoritaires centristes, eux, insistent sur la volonté de paix des social-démocrates, leur désir de chercher un compromis honorable et une paix sans annexions ni sanctions, leur attachement aux libertés démocratiques. Liebknecht et ses camarades refusent de jouer ce jeu et critiquent la thèse de la « paix sans annexions », qu'ils analysent comme la suite de celle du « désarmement général » de Kautsky avant guerre, une simple couverture de gauche de la politique de guerre des majoritaires.

Les événements semblent bien leur donner raison. Dès 1915, il est évident que la guerre s'est installée, que les dirigeants allemands ont un programme d'annexions, et que l'exécutif social-démocrate n'est pas près de le désavouer. Les atteintes aux droits démocratiques, la répression policière, la détérioration de la condition ouvrière facilitent la tâche de tous les opposants, et les centristes vont durcir leur critique et l'exprimer pour la première fois à la limite du parti. En mars, Haase et Stadthagen prennent la parole au Reichstag pour attaquer état de siège et censure, et le caractère anti-ouvrier de la politique intérieure. Ledebour dénonce l'oppression des minorités nationales dans les régions occupées⁵. Haase accuse la politique gouvernementale de creuser un fossé entre les classes. Ces critiques, qui font écho à un mécontentement grandissant, se situent encore dans le cadre de la politique de guerre : la thèse soutenue par Haase est qu'il faut corriger les abus qui risquent de porter atteinte au moral des défenseurs de la patrie⁶.

Trois mois plus tard, devant l'affirmation ouverte des visées annexionnistes du gouvernement soutenues par l'exécutif - et pour éviter que Liebknecht ne se livre à une protestation solennelle -, les centristes se décident à faire un pas de plus à la suite de la protestation du 9 juin 1915⁷, dont le texte a été préparé par Liebknecht, Ströbel, Marchlewski, Ernst Meyer et d'autres⁸. De

1 Borkenau, *op. cit.*, p. 61.

2 *Klassenkampf...*, pp. 51-52.

3 Prager. *Geschichte des U.S.P.*, pp. 53-54.

4 *Ibidem* p. 60.

5 Schorske, *op. cit.*, p. 303.

6 *Stenographische Berichte der Verhandlungen des deutschen Reichstages*, CCCVI, p. 46. Prager, *op. cit.*, pp. 56-57, ne relève pas les phrases nationalistes.

7 Voir chap. IV, note 112.

8 *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 169, n° 1.

leur côté, Bernstein, Haase et Kautsky publient dans *Leipziger Volkszeitung* un véritable manifeste d'opposition loyale intitulé « Les Tâches de l'heure »⁹. Tout en s'abstenant de critiquer la position prise par le parti en août 1914, les trois déclarent en effet que le moment est venu, puisque la sécurité de l'Allemagne est assurée et ses frontières protégées, de mettre l'accent sur la partie du programme social-démocrate laissée jusque-là en retrait, mais plus que jamais d'actualité, la lutte pour le retour au *statu quo* d'avant 1914, par une paix sans annexions. Le texte évite toute allusion à la lutte de classes mais affirme que le parti doit refuser sa confiance au gouvernement Bethmann-Hollweg ; il propose au parti de prendre l'initiative d'une campagne pour la paix. Malgré le caractère anodin des propositions, le gouvernement s'inquiète : après tout, les trois hommes, ensemble, symbolisent tout le mouvement social-démocrate d'avant guerre. *Leipziger Volkszeitung* est suspendu¹⁰. L'exécutif, de son côté, fait mine de jeter du lest : le 15 décembre, Scheidemann interpelle le chancelier sur son programme d'annexions¹¹. Le ton de son intervention, le contenu de la réponse de Bethmann-Hollweg donnent aux centristes le sentiment qu'il s'agit d'une comédie et que l'exécutif a déjà approuvé ce programme. C'est en tout cas ce qu'ils disent pour se justifier de rompre, à leur tour, la discipline : lors du vote des crédits militaires, le 29 décembre 1915, vingt-deux députés social-démocrates quittent la séance pour ne pas voter, mais vingt y restent, et votent contre¹².

La première brèche sérieuse vient de se produire entre l'exécutif et l'opposition loyale. Celle-ci, le 29 décembre, publie une déclaration dans laquelle elle justifie l'attitude des députés opposants au Reichstag par le fait que, les frontières étant désormais en sécurité, il ne saurait être question, conformément à la tradition du parti, de faire confiance à ce gouvernement pour mener une politique de paix¹³. L'exécutif, pour sa part, riposte le 12 janvier par l'exclusion de Liebknecht du groupe parlementaire, menace non déguisée contre les autres indisciplinés¹⁴. Or les signes se multiplient d'un mécontentement croissant dans les rangs du parti : le *Zentralvorstand* du Grand Berlin approuve par 41 voix contre 17 la déclaration de la minorité, Ledebour la fait approuver à une large majorité par 320 responsables du parti de la 6^e circonscription de Berlin. Des votes semblables ont lieu à Leipzig, à Halle, à Brême¹⁵ : une partie de l'appareil semble rejoindre l'opposition loyale. C'est que son audience au sein de la classe ouvrière l'exige. Haase, que sa profession d'avocat met en contact quotidien avec la réalité de la répression, est décidé à ne plus faire désormais aucune concession sur la question des libertés publiques¹⁶ : le 24 mars 1916, il prononce au Reichstag un violent discours contre l'état de siège et la minorité vote avec lui contre son renouvellement¹⁷. La réplique est immédiate : la fraction les exclut par 58 voix contre 33¹⁸.

Vers la scission du parti.

Les trente-trois députés exclus constituent au Reichstag un « collectif de travail social-démocrate » (*Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft*)¹⁹ : la scission du groupe parlementaire est acquise. Il y a toujours en principe un seul parti, mais en fait deux groupes parlementaires, et trois tendances.

Révolutionnaires et pacifistes ne semblent pas près de s'entendre : Liebknecht, depuis décembre 1915, est tenu à l'écart par les députés qui constituent maintenant le collectif²⁰. Au cours d'une entrevue qui a lieu à Neukölln, ils refusent de s'associer à la manifestation qu'il prépare avec ses camarades pour le 1^{er} mai²¹. A Brême, le député Henke, membre du groupe Haase, rompt avec Knief et Frölich qui se préparent à fonder *Arbeiterpolitik*²². Les premières lettres de Spartakus contiennent de violentes attaques contre les centristes. C'est que, désormais, les deux oppositions se concurrencent, l'une comme l'autre cherchant à élargir ses assises dans le parti²³.

Les initiatives de l'exécutif vont les rapprocher. A partir de mars, celui-ci déclenche en effet une violente campagne de reprise en main des organisations : elle culmine en septembre avec la tenue d'une conférence nationale sur le thème de l'unité du parti. En octobre, les autorités militaires confisquent le *Vorwärts*, bastion des centristes autour de Hilferding, et le remettent à l'exécutif, qui en fait son principal organe sous la direction de Hermann Müller²⁴. Les ouvriers berlinois du parti qui sympathisent avec les oppositions n'oublieront pas ce qu'ils considèrent comme un acte de piraterie et le symbole de la rupture des dirigeants social-démocrates avec l'idéal socialiste. Quand le Reichstag discute de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre, Haase la qualifie de « deuxième loi antisocialiste »²⁵. Son groupe accuse les députés majoritaires qui la votent et les dirigeants syndicaux qui l'acceptent d'« aider à forger les chaînes du prolétariat »²⁶. L'adoption de cette loi au cœur de

9 « Das Gebot der Stunde », *Leipziger Volkszeitung*, 19 juin 1915; Prager, *op. cit.*, pp. 72-74.

10 Bartel, *op. cit.*, p. 240, n° 1.

11 Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, pp. 30-32 ; *Stenographische Berichte...* CCCVI, p. 443.

12 Prager, *op. cit.*, pp. 87-88.

13 *Ibidem*, p. 87.

14 *Ibidem*, p. 90.

15 *Ibidem*, p. 91.

16 Schorske, *op. cit.*, p. 309.

17 Prager, *op. cit.*, pp. 94-95.

18 *Ibidem*, pp. 95-96.

19 Texte de la déclaration dans Prager, *op. cit.*, p. 96.

20 *Klassenkampf...*, pp. 90-92; « Die Dezembermänner von 1915 », *Spartakusbriefe*, pp. 86-91.

21 *Spartakusbriefe*, pp. 165-166.

22 *Unter den roten Fahne*, pp. 90-91.

23 Kautsky écrit à Adler le 7 août 1916 : « Le danger qui nous menace de la part du groupe Spartakus est grand. (...) Si la gauche de la fraction s'était manifestée en affirmant son autonomie il y a un an, comme je le souhaitais, le groupe Spartakus n'aurait pu prendre aucune importance » (*Brielwechsel...* p. 361).

24 Prager, *op. cit.*, pp. 116-119.

25 *Stenographische Berichte...*, CCCVIII, pp. 2290-2294.

26 *Protokoll über die Verhandlungen des Gründungsparteitages der U.S.P...*, « Bericht », p. 88.

l'« hiver des rutabagas » porte à son paroxysme la crise du parti, qui se déchire sous la pression des forces sociales antagonistes, classes dirigeantes agissant par l'intermédiaire de l'exécutif, classes laborieuses contraignant les opposants à exprimer leur volonté de résistance. L'exécutif se trouve placé en face des conséquences de sa politique : il n'a d'autre recours que d'imposer dans le parti l'état de siège qui pèse déjà sur le pays. L'opposition loyale, elle, doit se défendre, et cesser d'être loyale sous peine de mort.

A l'initiative du « collectif social-démocrate », de Haase, Ledebour et leurs collègues, est convoquée à Berlin, le 7 janvier 1917, une conférence nationale des oppositions. Il s'agit de se concerter sur les mesures à prendre pour la défense des minorités, la protection des militants menacés d'exclusion, la préservation de leurs organes menacés de saisie²⁷. Tous les courants sont représentés²⁸. Personne ne propose de prendre l'initiative de la scission. Au nom des spartakistes, Ernst Meyer suggère de refuser le paiement des cotisations à l'exécutif, ce que font déjà les organisations de Stuttgart et de Brême²⁹. La majorité des délégués refuse de le suivre dans cette voie qu'elle juge grosse de risques de scission. Le seul résultat de la conférence est le vote d'une résolution décidant d'entretenir entre les oppositions « des contacts permanents » afin de développer leur influence « dans le cadre des statuts du parti³⁰ » ; elle est votée par 111 voix, contre 34 à une résolution spartakiste et 6 à un texte de Borchardt³¹.

La riposte de l'exécutif, dix jours plus tard, démontre l'inanité de ces précautions. Le 16 janvier, en effet, il proclame que l'opposition « s'est d'elle-même mise en dehors du parti » en tenant cette conférence, qu'il considère comme « fractionnelle », Il donne instruction aux organisations locales de prendre toutes mesures nécessaires - au mépris des statuts - contre les « saboteurs », qui doivent être exclus dans les plus brefs délais³². La purge est menée tambour battant : là où les partisans de l'exécutif sont en majorité dans les organismes dirigeants, les minoritaires sont exclus. Là où les opposants détiennent les leviers de commande, l'exécutif exclut en bloc l'organisation locale et passe à la construction d'une nouvelle, qu'il confie à des hommes de confiance³³ : quatre-vingt-onze organisations locales sont ainsi exclues, l'écrasante majorité des militants à Berlin, Leipzig, Brême, Brunswick³⁴. L'opposition n'a plus qu'à tirer les conclusions que l'exécutif lui a imposées sans discussion ni appel : elle est en état de scission avant même de l'avoir décidé et, au cours d'une nouvelle conférence tenue à Gotha à Pâques, elle décide de se constituer en parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.).

La fondation du parti social-démocrate indépendant.

Ainsi le parti social-démocrate se scinde, au cours de l'année cruciale de la guerre, contre la volonté affirmée de la presque totalité des dirigeants des oppositions. Il ne s'agit ni du départ de quelques dirigeants, ni de la sécession d'organisations locales. Le parti se fend du haut en bas. Quelque 170 000 militants demeurent dans la vieille maison, cependant que le nouveau parti en revendique 120 000³⁵. Parmi ces derniers, les dirigeants les plus connus de toutes les tendances d'avant guerre, Liebknecht et Luxemburg, Haase et Ledebour, Kautsky et Hilferding, et même Bernstein. Ni voulue ni préparée par les opposants, la scission résultait de la double pression de la montée de la colère ouvrière et de la détermination de l'exécutif, au service de la politique de guerre, de juguler toute résistance. Les dirigeants du nouveau parti, qui avaient lutté pendant des années avec l'objectif avoué d'éviter la scission, se retrouvaient paradoxalement à la tête d'un parti scissionniste.

La présence dans les rangs du parti indépendant des militants de Spartakus n'était pas moins surprenante, dans la mesure où elle survenait après une lutte acharnée contre les centristes et opposants loyaux. Depuis décembre 1915, tous leurs textes mettaient l'accent sur la nécessité de la clarté politique la plus totale, de la démarcation d'avec les centristes. Dans un retentissant article du *Vorwärts*, Otto Rühle s'était prononcé pour la scission, une scission correspondant à la réalité des divergences, et qui ne pouvait associer dans la même entreprise centristes et révolutionnaires³⁶ - ce qui lui avait valu la chaude approbation de Lénine³⁷.

En mars 1916, tout en saluant la fondation, par la minorité pacifiste, du « collectif de travail social-démocrate » au Reichstag, les spartakistes s'étaient soigneusement démarqués de leur politique, écrivant :

« Le mot d'ordre n'est pas scission ou unité, nouveau parti ou ancien parti, mais reconquête du parti par en bas, par la révolte des masses, qui doivent prendre en main les organisations et leurs instruments. »³⁸

A la conférence de l'opposition de janvier 1917, Ernst Meyer avait développé et expliqué cette position :

« L'opposition demeurera dans le parti non seulement pour y combattre par la plume et en actes la politique de la majorité, mais pour s'interposer, pour protéger les masses de la politique impérialiste pratiquée sous le manteau par la

27 *Ibidem*, pp. 97-98 ; Prager, *op. cit.*, p. 124.

28 35 spartakistes sur 157 délégués (Prager, *op. cit.*, p. 125).

29 *Protokoll U.S.P.*, p. 99 ; Prager, *op. cit.*, pp. 125-126.

30 Prager, *op. cit.*, pp. 126-127, en donne le texte.

31 *Ibidem*, p. 126.

32 Prager, *op. cit.*, pp. 129-130, *Protokoll des S.P.D. Parteitage*, 1917, p. 36.

33 Prager, *op. cit.*, pp. 130-131.

34 *Ibidem*, p. 131.

35 *III. Gesch.*, p. 148. Ossip K. Flechtheim, *Die K.P.D. in der weimarer Republik*, p. 109, mentionne une autre estimation, celle de Drahn, qui attribue 248 000 membres au S.P.D. Et 100 000 à l'U.S.P.D. Il note que, selon Ebert, l'U.S.P.D. avait à Berlin 14 000 adhérents, contre 12 000 au S.P.D.

36 *Vorwärts*, 12 janvier 1916 ; reproduit dans *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 301-305.

37 « Les Tâches de l'opposition en France », lettre au camarade Safarov, *Œuvres*, t. XXII, pp. 131-136.

38 « Nüchterne Prüfung und scharfe Entscheidung », *Dok. u. Mat.*, II/1, 328-333.

social-démocratie et afin d'utiliser le parti comme un champ de recrutement pour la politique antimilitariste prolétarienne de classe. (...) Nous ne restons dans le parti que tant que nous pouvons y mener la lutte de classe contre l'exécutif. Du moment que nous en serions empêchés, nous ne voudrions pas y rester. Mais nous ne sommes pas pour la scission. »³⁹

Or la détermination de l'exécutif, créant la scission de fait, ouvre le développement redouté par les spartakistes. Nombreux sont ceux qui pensent le moment venu de rompre également avec les centristes. Déjà, à la conférence du 1^{er} décembre 1916, Johann Knief, délégué de Brême, soutenu par Rudolf Lindau, de Hambourg, avait demandé que l'opposition se donnât comme objectif la construction d'un parti révolutionnaire indépendant⁴⁰. Quelques semaines après, les militants de Brême décident de ne plus payer leurs cotisations à l'exécutif et de fonctionner de façon autonome⁴¹. Dans les colonnes de leur *Arbeiterpolitik*, Karl Radek défend la thèse de la construction d'un parti révolutionnaire passant par une rupture décisive avec les centristes :

« L'idée de construire un parti en commun avec les centristes est une dangereuse utopie. Les radicaux de gauche, que les circonstances s'y prêtent ou non, doivent, s'ils veulent remplir leur mission historique, construire leur propre parti. »⁴²

Nombre de spartakistes pensent de même : telle est la position initiale de Heckert et de ses camarades de Chemnitz⁴³, des militants du Wurtemberg que Jogiches s'emploie avec succès à convaincre. Tel est également le point de vue de Paul Levi qui, en février 1917, a adressé à *Arbeiterpolitik* un article signé de ses initiales, précisant sa qualité de militant du groupe *Internationale*, dans lequel il se prononce pour une rupture nette et claire avec les centristes⁴⁴.

Tout repose en fait sur la décision que vont prendre les gens de *Die Internationale* dans une situation nouvelle qu'ils n'ont ni désirée ni prévue. Les radicaux de gauche de Brême le reconnaissent :

« Les radicaux de gauche se trouvent devant une grande décision. La plus grande responsabilité se trouve entre les mains du groupe *Internationale* en qui, en dépit de critiques que nous avons dû lui faire, nous reconnaissons le groupe le plus actif et le plus nombreux, le noyau du futur parti radical de gauche. Sans lui - nous devons en convenir franchement - nous ne pourrions, nous et l'I.S.D., construire dans un délai prévisible un parti capable d'agir. C'est du groupe *Internationale* qu'il dépend que la lutte des radicaux de gauche se mène en un front ordonné, sous un drapeau à eux, sinon, en attendant, en une petite armée, ou bien que les oppositions à l'intérieur du mouvement ouvrier qui sont apparues dans le passé, et dont la compétition est un facteur de clarification, mettent longtemps à se régler dans la confusion, et d'autant plus lentement. »⁴⁵

Mais les dirigeants spartakistes ne se décident pas. Persuadés que les autorités sont décidées à étouffer leur voix par tous les moyens, ils redoutent d'être isolés des masses s'ils ne disposent pas de la couverture d'un parti légal. Et ils décident d'adhérer au parti indépendant, malgré les réserves de nombre d'entre eux, les militants du Wurtemberg notamment, à qui Jogiches écrit pour leur rappeler que le groupe s'était prononcé nettement contre la formation d'un parti indépendant susceptible de dégénérer rapidement en une secte⁴⁶. Ces réserves s'expriment même au congrès de fondation du parti où une militante de Duisburg, Rosi Wolfstein, proclame sa défiance profonde à l'égard des centristes⁴⁷. Au nom du groupe, Fritz Rück déclare son intention de conserver à l'intérieur du nouveau parti une liberté de mouvement totale, affirme la nécessité de lutter pour l'autonomie la plus large des organisations de base contre les « instances » et se prononce pour une « politique révolutionnaire » en actes, et non seulement en paroles⁴⁸. Le résultat le plus clair de la décision spartakiste est de couper en deux la minorité révolutionnaire - puisque l'I.S.D. de Borchardt et les militants de Brême restent à l'écart⁴⁹ - et surtout d'apporter au parti indépendant l'énorme prestige que sa courageuse lutte contre la guerre a valu à Karl Liebknecht.

Au premier abord, l'adhésion au parti social-démocrate indépendant d'hommes comme Kautsky, Bernstein ou Wurm, considérés comme l'aile droitiste des centristes, n'était pas moins surprenante. On savait que, selon eux, l'essentiel était la lutte pour une paix de compromis, seule façon, en outre, d'éviter des troubles révolutionnaires graves. On les savait convaincus que cette lutte n'avait de chances d'aboutir que si elle était menée par le vieux parti social-démocrate ; ils s'étaient fermement opposés, même après les premières exclusions massives, à la création d'un nouveau parti : bien des centristes auraient voulu, avec eux, éviter de proclamer un parti à Gotha, et se contenter de l'étiquette de « organisation de l'opposition », qui avait le double avantage à leurs yeux de maintenir la perspective du redressement du vieux parti et de fermer la route aux révolutionnaires partisans de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale. Il semble bien, en définitive, que Kautsky et Bernstein ne se soient décidés à adhérer à la nouvelle organisation, après consultation de leurs amis, que pour y servir de contrepoids aux spartakistes et contribuer à y limiter leur influence⁵⁰.

39E. Meyer, *Spartakus im Kriege*, p. 14.

40F. Globig, ... *aber verbunden sind wir mächtig*, p. 138.

41*Unter der roten Fahne*, p. 90.

42« Unterm eigenen Banner », *Arbeiterpolitik*, 1917, n° 8 et 9, dans *In den Leoben der Deutschen Revolution*, p. 411.

43S. Beckett, « Die Linken in Chemnitz im Kampf gegen den für die Herausbildung einer neuen, revolutionären Partei », *BzG*, n° 1, 1967, pp. 109 sq.

44« Wir und die andern », signé « P. L. », *Arbeiterpolitik*, n° 9, 1917.

45*Arbeiterpolitik*, n° 10, 10 mars 1917.

46Extraits de sa lettre dans *III. Gesch.*, pp. 147-148.

47*Leipziger Volkszeitung*, 15 avril 1917.

48*Protokoll U.S.P.*, 1917, pp. 19-23. L'orateur spartakiste provoque des mouvements divers en citant élogieusement les écrits d'avant-guerre de Radek (pp. 62-67).

49Déclaration de Brême et Hambourg dans *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 605.

Devant les congressistes, Kautsky et les anciens révisionnistes Bernstein et Eisner défendront finalement, aux côtés de Haase, le maintien du titre ancien pour l'organisation nouvelle. Kautsky déclara que le parti « continuait » : dans la réalité, c'étaient, selon lui, les « socialistes gouvernementaux » qui l'avaient abandonné, trahissant son programme et désertant sa mission⁵¹. Ce qui était pour lui une position de repli était sans aucun doute le sentiment réel de l'écrasante majorité des délégués. Haase, qui avait l'oreille du congrès, voulait sincèrement un nouveau parti, ayant corrigé ce qu'il considérait désormais comme la faute d'août 1914 et reprenant la ligne qu'il n'aurait jamais dû abandonner, « l'union pour conduire la lutte de classes avec vigueur et efficacité »⁵². En ce sens, c'était le vieux parti qu'il désirait ressusciter, le parti d'avant 1914 dans sa composition politique et ses conflits de tendance : les révolutionnaires Liebknecht et Rosa Luxemburg y avaient leur place aux côtés du révisionniste Bernstein. Ledebour se distingue par la vivacité - et même la hargne - de ses critiques contre les spartakistes et ce qu'il juge leur « nihilisme ». Il soutient le principe de la défense nationale, préconise la pression populaire sur le gouvernement pour l'ouverture de négociations. Il expose au congrès sa conception de la paix négociée - une conception très wilsonienne - : auto-détermination, tribunaux d'arbitrage, désarmement général, interdiction de la diplomatie secrète⁵³.

L'écrasante majorité des membres du nouveau parti partage le sentiment des délégués au congrès de fondation : il faut lutter simultanément pour la démocratie et pour le socialisme, en d'autres termes relever le drapeau de la social-démocratie traditionnelle foulé aux pieds par les majoritaires, réconcilier à nouveau programme minimum et objectif révolutionnaire. La réadoption solennelle par le congrès de Gotha du vieux programme d'Erfurt⁵⁴ donne à la fondation du parti tout son sens : il s'agit de faire revivre l'ancien parti social-démocrate et ses vieilles méthodes de combat, sa tradition d'opposition et de refus de collaboration, mais aussi son scepticisme à l'égard de la révolution prolétarienne, toujours considérée comme un objectif désirable mais hors d'atteinte.

Sur un seul point il n'y aura pas résurrection du parti tel qu'il était avant guerre : celui de sa structure, de la centralisation et du rôle de l'appareil. La majorité des délégués sont convaincus que c'est du mode d'organisation de l'ancien parti que provient tout le mal. Ils décident de limiter l'autorité des permanents, qui ne peuvent être membres qu'à titre consultatif des organismes de direction⁵⁵, uniformément rebaptisés « comités d'action » (*Aktionausschuss*). Les secrétaires d'organisations locales ou régionales seront désormais recrutés et payés par l'organisme qui les emploie directement et non par la direction nationale⁵⁶. Celle-ci se voit interdire de posséder des titres de propriété dans les entreprises du parti, notamment dans sa presse⁵⁷. La direction nationale est d'ailleurs flanquée d'un conseil (*Beirat*) d'élus des différentes régions, qui doit être obligatoirement consulté pour toute décision importante⁵⁸.

Ainsi que le note Carl Schorske, les centristes demeuraient ainsi installés dans le passé jusque dans leurs efforts pour innover. Ils ne concevaient les problèmes d'organisation que dans les termes où ils les avaient éprouvés au cours des dernières années de l'avant-guerre et s'employaient à prévenir la renaissance d'un appareil bureaucratique à optique opportuniste, alors qu'étaient précisément à l'ordre du jour une répression sérieuse et le mûrissement d'une situation révolutionnaire où une véritable centralisation était probablement nécessaire. Mais les spartakistes allaient plus loin dans leur opposition à la centralisation, non seulement en proposant de réduire au maximum le nombre des permanents et les ressources financières du centre, mais encore en réclamant pour les organisations régionales et surtout locales une liberté d'expression et d'action totales⁵⁹. L'un de leurs porte-parole, le jeune Fritz Rück, le précisait sans ambages : « Nous voulons être libres de poursuivre notre propre politique »⁶⁰.

Il est évidemment possible d'expliquer l'adhésion, dans ces conditions, des spartakistes au parti indépendant, par les raisons qu'invoquera Liebknecht l'année suivante : « pour le pousser en avant, pour l'avoir à portée de fouet, pour en gagner les meilleurs éléments »⁶¹, et parce qu'il était le milieu de travail le plus supportable pour des gens qui ne pouvaient, en tant que tendance, s'exprimer publiquement avec tout le poids nécessaire.

Ces explications ne règlent qu'une partie des problèmes ; l'attitude des spartakistes dans le nouveau parti ne s'explique pourtant que par leur conception de la nature de la révolution, élaborée dans la lutte contre la centralisation bureaucratique et ne laissant que peu de place à l'organisation ; c'est là que se trouvent les racines de leurs divergences, non seulement sur le plan international avec les bolcheviks, mais, sur le plan national, avec les radicaux de gauche de Brême. S'ils n'avaient pas été convaincus que les masses trouveraient spontanément les formes d'organisation adéquates au cours de leur action et que le rôle du parti était seulement de les éclairer et de les stimuler pour l'action, les spartakistes auraient sans doute créé leur propre organisation ou, tout au moins, organisé solidement leur propre fraction à l'intérieur du parti social-démocrate indépendant, ce qu'ils n'ont pas fait.

Commentant les structures que le parti social-démocrate indépendant venait de se donner à Gotha, Carl Schorske écrit :

50Schorske, *op. cit.*, pp. 314-315.

51Protokoll U.S.P. 1917, p. 49.

52Ibidem, pp. 39-40.

53Protokoll U.S.P. 1917, p. 56.

54Ibidem, p. 47.

55Ibidem, p. 48.

56Ibidem.

57Ibidem.

58Le projet d'organisation était présenté par Wilhelm Dittmann. La direction comprenait Dittmann, Haase, Hofer, Laukant, Ledebour, Wengels et Luise Zietz. Ernst Meyer avait été battu. Le *Beirat* comprenait Dissmann, Paul Dittmann, Fleissner, Grütz, Henke, Sepp Oerter et Schnellbacher (Prager, *op. cit.*, p. 154).

59Ibidem, pp. 24-26, 29.

60Ibidem, p. 22.

61Bericht über den Gründungsparteitag der K.D.P., p. 4.

« Les indépendants s'étaient ainsi privés de tout instrument d'organisation grâce auquel les actions spontanées de masse de la révolution pouvaient être unifiées en une force unique et percutante. L'expérience et la frustration d'hier avaient aveuglé les dirigeants révolutionnaires d'aujourd'hui »⁶².

Eclatement dans l'aile gauche.

Les radicaux de gauche avaient énergiquement combattu la décision de Spartakus d'adhérer au nouveau parti. En février, Knief, dans une réunion tenue à Brême, avait présenté une résolution pour une rupture totale, sur le plan des idées et de l'organisation, avec les « social-patriotes » comme avec les centristes. Il écrivait :

« La scission réalisée par les instances social-patriotiques du parti exige impérativement la lutte la plus dure contre les social-patriotes et le centre du parti au sein des syndicats et des coopératives également ; elle exige ensuite le rassemblement immédiat de tous les éléments radicaux de gauche dans un parti ouvrier et enfin la préparation d'un rassemblement international de la classe ouvrière socialiste pour la poursuite de l'œuvre de Zimmerwald et de Kienthal »⁶³

Début mars, les groupes radicaux de gauche de Brême, Hambourg, Hanovre, Rüstingen, se prononcent pour la rupture avec le centre et la construction d'un parti indépendant des radicaux de gauche⁶⁴. Borchardt fait de même, en justifiant sa position par la nécessité d'éliminer tous les « chefs » du mouvement ouvrier⁶⁵.

Au lendemain du congrès de Gotha, les groupes de Brême et de Hambourg lancent un appel à la construction d'une organisation révolutionnaire indépendante⁶⁶. *Arbeiterpolitik* proclame en juillet :

« Le groupe *Internationale* est mort. (...) La base solide du nouveau parti socialiste international d'Allemagne est là. Un groupe de camarades s'est constitué en un comité d'action afin de prendre les premières mesures pour constituer le nouveau parti. »⁶⁷

Et c'est finalement au mois d'août que se tient à Berlin, en présence de délégués de Brême, Berlin, Francfort-sur-le-Main, Rüstingen, Moers et Neustadt, une conférence des groupes radicaux de gauche en vue de créer un « parti socialiste international »⁶⁸. La résolution adoptée par la conférence met pour la première fois l'accent sur la nécessité de lutter contre la division du mouvement ouvrier en « partis » et « syndicats » et se prononce pour l'organisation d'« unions ouvrières » (*Einheitsorganisationen*) - position profondément différente de celle de bolcheviks, dont les radicaux de gauche paraissent jusque-là les disciples : au même moment, d'ailleurs, Julian Borchardt affirme dans une brochure l'impossibilité absolue d'une révolution en Allemagne⁶⁹. Bientôt Otto Rühle, toujours député, rejoint les « socialistes internationaux », avec les militants de Dresde et de Pirna qui le suivent.

Les premières conséquences de la scission social-démocrate et de la fondation du parti indépendant sont donc une autre scission, celle de la gauche révolutionnaire, et une extrême confusion. Des éléments positifs se font jour cependant. En Suisse, l'influence des bolcheviks s'est pendant la dernière période considérablement accrue sur les révolutionnaires allemands émigrés. D'une part *Jugend Internationale*, sous la direction de Willi Münzenberg, se fait le véhicule jusqu'en Allemagne des thèses bolcheviques, et nombre de militants des jeunesses, qu'ils soient spartakistes ou radicaux de gauche, sont par son intermédiaire influencés par Lénine⁷⁰. D'autre part, introduit par Radek auprès de Lénine qui le considère à cette époque comme un « véritable bolchevik »⁷¹, Paul Levi a accepté sur l'invitation de Zinoviev d'entrer en qualité de représentant allemand dans le bureau de la « gauche de Zimmerwald »⁷². Lorsque Lénine entreprend en avril 1917 le long voyage qui va le ramener en Russie, Levi est le premier à signer - de son pseudonyme de Paul Hartstein - le manifeste des internationalistes qui donnent leur caution à ce voyage organisé avec l'accord du gouvernement impérial allemand, assurant que « les révolutionnaires russes (...) ne veulent retourner en Russie que dans le but d'y travailler pour la révolution », et que, « par cette action, ils aideront le prolétariat de tous les pays, notamment d'Allemagne et d'Autriche, à commencer sa lutte révolutionnaire contre les gouvernements »⁷³. Peu après, Levi retourne en Allemagne où il joue un rôle important à la tête du groupe spartakiste tout en collaborant - sous le pseudonyme de Hartlaub - au *Sozialdemokrat* indépendant de Francfort⁷⁴. Karl Radek, lui, est parti de Suisse en même temps que Lénine : il s'arrêtera à Stockholm avec Vorovski et Hanecki. Ensemble, ils organisent la parution de deux journaux, *Bote der Russischen Revolution* et *Russische Korrespondenz-Prawda*, qui diffuseront en Allemagne les informations venues de Russie et les thèses bolcheviques⁷⁵.

62Schorske, *op. cit.*, p 321.

63*Arbeiterpolitik*, n° 8, 24 février 1917, *Dok. u. Mat.*, I/1, p. 571.

64*Arbeiterpolitik*, n° 10, 10 mars 1917, *Ibidem.*, p. 573.

65*Ibidem*, p. 578.

66*Arbeiterpolitik*, n° 18, 5 mai 1917, *Dok. u. Mat.*, I/1, p. 605.

67*Arbeiterpolitik*, n° 30, 28 juillet 1917.

68Wohlgemuth, *Die Entstehung der K.P.D.*, p. 219, donne le premier compte-rendu de cette conférence, jamais mentionnée auparavant.

69J. Borchardt, *Revolutionshoffnung !* (2° éd., 1917), non consulté.

70W. Münzenberg, *Die Dritte Front*, pp. 197-204.

71Œuvres, t. XXXII, p. 549.

72A la conférence d'Olten, selon H. Guilbeaux, *Du Kremlin au Cberche-Midi*, p. 106.

73« Déclaration des internationalistes faite à Berne le 7 avril 1917 », *Demain*, n° 13, mai 1917.

74Ch. Beradt, *Paul Levi*, p. 18.

75H. Schuter, « Radek and the German Revolution », *Survey*, n° 53, octobre 1964, p. 65.

VI. Montée révolutionnaire

L'année 1917 marque le tournant de la première guerre mondiale. La révolution russe est la manifestation la plus spectaculaire de la crise qui secoue l'ensemble des pays belligérants. En Allemagne, elle se manifeste d'abord par la formation du parti social-démocrate indépendant et la scission ouvrière : venant elle-même après février, elle pose pour la première fois concrètement depuis que le problème a été posé en théorie, aussi bien par Lénine que par Rosa Luxemburg, la tâche de construction d'un parti révolutionnaire en Allemagne et d'une Internationale nouvelle.

Le tournant du début 1917.

Les batailles de 1916 ont coûté très cher. De février à décembre, 240 000 soldats allemands sont tombés devant Verdun, sans que l'état-major obtienne la décision escomptée¹. Fin décembre, les troupes de l'Entente contre-attaquent. Les généraux allemands réclament les moyens qu'ils estiment nécessaires à la victoire. Hindenburg, devenu commandant en chef, avec Ludendorff comme quartier-maître général, va imposer aux dirigeants civils la guerre sous-marine, arme dangereuse puisqu'elle dresse contre l'Allemagne l'opinion des neutres². Elle serait efficace si elle provoquait l'effondrement rapide de la résistance de l'Entente : or elle commence en janvier et son échec est patent dès avril. L'hiver a été terrible : les provisions gèlent dans les caves³. La récolte de pommes de terre a été en 1916 de 23 millions de tonnes contre 46 en moyenne avant guerre, et, là-dessus, 6 millions n'ont pas atteint le marché officiel⁴ : le marché noir prospère et l'opulence des spéculateurs est une insulte permanente aux quartiers ouvriers et aux permissionnaires hâves qui émergent périodiquement de l'enfer. Le mécontentement paysan commence à se traduire par une valse-hésitation du Centre catholique, qui flirte au Reichstag avec des attitudes d'opposition.

Dans ces conditions, la révolution russe de février va avoir un retentissement énorme. Au premier abord, elle semble augmenter les chances de victoire militaire, puisqu'elle met pratiquement hors de combat l'un des adversaires. C'est ce que proclame le révisionniste David, lequel souligne que la révolution n'a été possible qu'à la suite d'un effondrement du pouvoir autocratique dont l'effort de guerre allemand a évidemment tout le mérite⁵. Mais c'est seulement en apparence que l'événement sert les vues des jusqu'aboutistes. Quoique la censure dissimule l'essentiel des informations de Russie, tous les Allemands apprennent bientôt, au moins schématiquement, que l'autocratie tsariste, longtemps présentée comme l'ennemi numéro un par la propagande de guerre, a été abattue par une révolution populaire : le problème des buts de guerre est à nouveau posé. L'appel à la paix du soviet de Petrograd - monté en épingle par les bellicistes, qui veulent montrer que le but est proche - montre d'autre part que les objectifs de l'impérialisme allemand ne sont pas tels que les présentent Ebert et Scheidemann. Surtout, l'action des ouvriers et paysans russes, si mal connue soit-elle, a, en définitive, valeur d'exemple. Une révolution victorieuse est possible, elle peut représenter, ailleurs qu'en Russie, la fin des massacres. Au conseil des ministres, le ministre de l'intérieur parle de « l'effet enivrant de la révolution russe », et le sous-secrétaire d'État Helfferich, rendant compte de ses entretiens avec les dirigeants des syndicats, déclare que, selon eux, « l'agitation publique que suscitent les difficultés du ravitaillement et le mouvement révolutionnaire en Russie risquent de provoquer une tempête telle que le gouvernement ne pourrait s'en rendre maître »⁶.

Dans le mouvement ouvrier, la révolution provoque une clarification politique : l'attitude à son égard constitue un critère. Haase, au Reichstag, interpelle le gouvernement : « Le chancelier désire-t-il que les masses allemandes en arrivent à parler le russe ? » et Ledebour commente à Gotha cette attitude des centristes⁷ :

« Nous, les social-démocrates de l'opposition, n'avons pas négligé ce qui se passe à l'est. Nous avons utilisé la circonstance pour montrer au gouvernement et aux partis bourgeois qu'il est grand temps d'en tirer les leçons. (...) Nous avons déclaré que, si cela continue, il se produira inévitablement chez nous, en Allemagne, des événements comme ceux de Russie. »⁸

Le spartakiste Fritz Heckert déclare, lui, que « le prolétariat allemand doit tirer les leçons de la révolution russe et prendre en main son propre destin »⁹, cependant que Clara Zetkin, dans une lettre au congrès, affirme :

« Devant notre congrès s'inscrit en lettres de feu l'action du peuple de Russie, une action dont l'âme ardente et le moteur est constituée par le jeune prolétariat, sous la direction d'une social-démocratie qui a su, elle aussi, pendant le temps de guerre, maintenir haut et sans tache le drapeau du socialisme international. J'espère, je souhaite que vos délibérations et vos décisions seront dignes de cet exaltant événement du siècle ! Mettons-nous à l'école de la maîtresse historique de tous les peuples et de tous les temps : la Révolution. »¹⁰

Les réactions des travailleurs semblent donner raison aux révolutionnaires : les autorités impériales comme les dirigeants syndicaux s'emploient de leur mieux à désamorcer ce que la situation leur paraît avoir d'explosif. Un rapport du préfet de

1 Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, I, p. 67, n. 1.

2 *Ibidem*, p. 68.

3 *Ibidem*, p. 69.

4 Sayous, *op. cit.*

5 *Stenographische Berichte...*, CCCXI, pp. 3980.

6 Cité par Badia, *op. cit.*, n° 4, pp. 70-71.

7 *Stenographische Berichte...*, CCCIX, p. 2888.

8 *Protokoll... U.S.P. 1917*, p. 60.

9 *Ibidem*, p. 67.

10 *Ibidem*, p. 50.

police au commandant militaire de Berlin, daté du 23 février, déclare :

« Actuellement, presque tous les militants syndicaux du syndicat des métaux qui, dans les usines, passent pour donner le ton, sont politiquement membres de l'opposition et, pour une grande part, membres du groupe Spartakus, qui a pris pour mot d'ordre « Mettre fin à la guerre par des grèves ». »

Il précise, par la même occasion, l'attitude des responsables de l'appareil syndical :

« Devant la puissance des militants syndicalistes extrémistes, les dirigeants syndicalistes Cohen et Siering sont impuissants et contraints de se soumettre, car leur situation et leur réélection sont en jeu. C'est ainsi maintenant que Siering agit tout à fait dans le sens de ces extrémistes en faisant de l'agitation au cours des diverses réunions (...), ce qui lui vaut la sympathie des extrémistes. »¹¹

Dans l'épreuve de force qui se prépare, c'est sur les dirigeants des syndicats que comptent les autorités impériales et le sous-secrétaire d'État Wahnschaffe l'écrit à Ludendorff le 24 février :

« On ne saurait gagner la guerre sans les ouvriers d'industrie. Or personne n'a - il s'en faut - autant d'influence sur eux que les dirigeants des syndicats. Sans ces dirigeants et *a fortiori* contre eux, il n'y a rien à faire. »¹²

Les grèves d'avril 1917.

Les organisations clandestines se préparent à une action de masse dont les conditions leur semblent maintenant réunies. A Berlin, dans les premiers jours d'avril, les militants de Spartakus diffusent un tract appelant à une protestation de masse, citant l'exemple des prolétaires russes qui ont su abattre le tsarisme et fonder une « république démocratique »¹³. A Leipzig, un tract, vraisemblablement de même origine, célèbre aussi la révolution russe, et conclut : « Prenez en main votre propre destin ! A vous le pouvoir si vous êtes unis ! »¹⁴ Des arrêts de travail se produisent à Hambourg, Magdebourg, Brême, Nuremberg. A Berlin, les délégués révolutionnaires jugent le moment venu d'une action qui permettrait une première mobilisation de masses et, à une étape ultérieure, les conditions d'un élargissement de la plate-forme d'action et du front des travailleurs engagés : ils décident d'utiliser une assemblée du syndicat des métaux de Berlin, fixée au 15 avril, pour y faire adopter une décision de grève en vue de l'amélioration du ravitaillement¹⁵. Informés de ce qui se trame, les responsables de l'ordre font discrètement arrêter, le 13, Richard Müller, l'organisateur clandestin des métallos révolutionnaires, le responsable syndical officiel des tourneurs¹⁶. La nouvelle ne sera connue des ouvriers que le jour de l'assemblée.

A cette date, un mouvement est déjà engagé à Leipzig. Le 12 avril, des femmes ont réclamé du pain dans une manifestation devant l'hôtel de ville et la police a arrêté seize manifestantes. Le 13, le gouvernement saxon appelle à accepter dans le calme des mesures inévitables de restrictions. Mais le 14, plus de 500 ouvriers convergent vers l'hôtel de ville afin d'y réclamer une amélioration du ravitaillement : ils sont reçus et on leur promet que des mesures seront prises¹⁷.

Le 15 au matin, on annonce la réduction de la ration de pain hebdomadaire de 1350 à 450 grammes : la nouvelle est encadrée par des communiqués célébrant les brillants résultats de la guerre sous-marine¹⁸. Quand les métallos se réunissent, ils sont décidés à passer à l'action : Cohen et Siering n'hésitent pas à prendre les devants et proposent la grève pour le lendemain, le 16, afin d'obtenir une amélioration du ravitaillement¹⁹. Les délégués révolutionnaires sont pris de vitesse. Ils approuvent donc l'initiative des dirigeants, mais demandent en outre la poursuite de l'action jusqu'à la libération de Richard Müller. Cohen rétorque qu'il ne peut endosser seul la responsabilité de la direction d'une action aussi difficile : il demande et obtient l'élection d'un comité de grève qui sera chargé, avec lui, des négociations²⁰.

Le 16, le *Vorwärts*, sans condamner la grève, met cependant en garde contre le danger qu'une agitation ferait courir à la « politique de paix » qui selon lui s'esquisse. « L'espoir fou qu'on pourrait connaître des événements semblables à ceux de Russie » risque, selon le quotidien social-démocrate, de « coûter la vie à des centaines de milliers d'hommes sur les champs de bataille »²¹. Dans toutes les usines, cependant, se tiennent des assemblées générales. A 9 heures, 300 entreprises sont en grève, les syndicats annoncent un total contrôlé de 200 000 grévistes, le chiffre réel étant vraisemblablement de l'ordre de 300 000²². Les rues commencent à être parcourues de cortèges qui se forment spontanément sur des mots d'ordre divers, souvent politiques. Le comité élu se réunit au local des syndicats, désigne une commission restreinte : aux côtés d'Alwin Körsten, représentant la commission générale des syndicats et des dirigeants des métaux Cohen et Siering, siègent huit

11Dok. u. Mat., I/1, p. 554-556.

12Ibidem, p. 559.

13Ibidem, p. 630-633.

14Klaus Mammach, *Der Einfluss der russischen Februarrevolution und der Grosse Sozialistischen Oktoberrevolution auf die deutsche Arbeiterklasse*, p. 25.

15R. Müller, *Vom Kaiserreich zur Republik*, pp. 80-81.

16Ibidem, p. 82.

17Mammach, *op. cit.*, p. 24.

18Müller, *op. cit.*, p. 79.

19Mammach, *op. cit.*, p. 35 ; R. Müller, *op. cit.*, p. 82.

20Müller, *op. cit.*, p. 83 ; Scheele, dans *Revolutionäre Ereignisse und Probleme in Deutschland während der Periode der Grossen Sozialistischen Oktoberrevolution 1917-1918*, P. 33 sq.

21Vorwärts, 16 avril 1917.

22Revolutionäre Ereignisse, p. 24.

délégués des entreprises, dont deux au moins, Otto Tost, de Schwartzkopf, et Franz Fischer, de la D.W.M., sont membres du noyau révolutionnaire clandestin²³. La délégation qu'ils constituent est immédiatement reçue par le commissaire au ravitaillement, Michaelis. Ce dernier promet la formation d'une commission municipale du ravitaillement où les syndicats seraient représentés. Les délégués ouvriers demandent la garantie qu'aucune sanction ne sera prise et exigent la libération de Richard Müller : le commissaire les renvoie alors aux autorités militaires. L'entretien a duré cinq heures²⁴.

A Leipzig, les événements ont pris une tournure identique. Au matin du 16, des tracts manuscrits ont été diffusés dans presque toutes les entreprises, appelant les ouvriers à se réunir à l'heure du déjeuner pour y décider la grève²⁵. L'agitation qui se poursuit dans les usines pendant toute la matinée décide les responsables syndicaux à prendre une initiative : le syndicat des métaux appelle à un rassemblement dans le Brauereigarten, à Leipzig-Stötteritz. L'arrêt de travail est général à midi ; à 15 heures, plus de 10 000 ouvriers sont rassemblés pour entendre un discours du dirigeant des métaux Arthur Lieberasch ; celui-ci déclare que la manifestation du 14 a démontré aux responsables qu'il fallait donner aux ouvriers la possibilité d'exprimer leurs revendications. Mais il soulève un concert de protestations en proposant la reprise du travail pour le lendemain²⁶. Une résolution est finalement adoptée dans le tumulte ; elle réclame l'augmentation des rations alimentaires et des attributions de charbon, mais énumère aussi - fait capital - six revendications d'ordre politique : une déclaration du gouvernement en faveur d'une paix sans annexions, la suppression de la censure et la levée de l'état de siège, l'abolition de la loi sur la mobilisation de la main-d'œuvre la libération des détenus politiques, l'introduction du suffrage universel dans les élections à tous les niveaux²⁷. L'assemblée décide que la résolution doit être remise en mains propres au chancelier, à Berlin, par une commission, élue sur-le-champ par acclamations, qui comprend deux responsables du syndicat des métaux et trois représentants du parti social-démocrate indépendant. Une autre assemblée se déroule pendant ce temps au Vorgarten : un ouvrier y célèbre la révolution russe, montre que la manifestation qui se déroule est la preuve qu'il est possible, en Allemagne, d'imiter son exemple²⁸. Le soir, les dirigeants syndicaux s'efforcent de convaincre les autorités qu'elles doivent avant tout éviter une intervention militaire, laquelle donnerait au mouvement un caractère « anarchiste » et leur enlèverait à eux le contrôle²⁹. A Berlin, le comité de grève maintient sa décision de poursuivre l'action jusqu'à la libération de Richard Müller³⁰.

Le 17, l'atmosphère se tend de plus en plus. Les dirigeants social-démocrates Bauer et Scheidemann s'efforcent de convaincre Helfferich et le général Groener qu'ils doivent recevoir la délégation des grévistes de Leipzig, même si celle-ci présente des revendications d'ordre politique : le refus ferait couler « un sang inutile », alors qu'il ne coûtera rien de la recevoir et de lui donner des apaisements³¹. Les spartakistes distribuent des tracts dans lesquels ils invitent les ouvriers à reprendre à leur compte les revendications des grévistes de Leipzig et à élargir la lutte sur cette plate-forme³². Körsten, Cohen et Siering sont reçus seuls à la Kommandantur. Ils en reviennent avec l'assurance que Müller va être libéré dans les meilleurs délais³³. Une discussion très vive s'engage dans le comité : de nombreux délégués, membres la plupart du parti indépendant, voudraient voir reprendre les revendications politiques de Leipzig. Cohen rétorque qu'il faut arrêter la grève, puisque ses objectifs sont atteints, que la poursuivre serait risquer d'en remettre les résultats en question, que le comité n'a d'ailleurs pas d'autre mandat et qu'il faudrait une nouvelle assemblée générale pour décider d'une nouvelle plate-forme de grève, enfin qu'il est personnellement opposé, au nom des principes, à ce que les syndicats prennent des positions politiques. Il l'emporte finalement de justesse : l'assemblée refuse de faire siennes les revendications politiques de Leipzig et décide de lancer le mot d'ordre de reprise du travail pour le 18 au matin³⁴. La délégation des grévistes de Leipzig, revenue de Berlin où elle a été reçue, fait adopter une position identique. La grève est, en principe, terminée.

En réalité, la reprise se révèle difficile. Dès le 17, les députés social-démocrates indépendants de Berlin prennent part aux assemblées d'usine, appellent à poursuivre la lutte sur le programme de Leipzig. Le vieil Adolf Hoffmann, très populaire, exalte devant les ouvriers de la Knorr-Bremse l'exemple révolutionnaire russe³⁵. Le lendemain, il assiste, avec Haase, à une assemblée des travailleurs de la D.W.M., où Siering plaide en vain pour la reprise : « Il ne faut pas terminer dans la division un mouvement commencé dans l'unité ». D'autres députés indépendants, Vogtherr, Dittmann, Büchner, défendent la poursuite de la grève³⁶. Finalement, ils sont plus de 50 000 ouvriers à continuer, qui dénoncent la « trahison » du mouvement par ses chefs³⁷. Dans la plupart des assemblées d'usine, on lance le mot d'ordre de l'élection de « conseils ouvriers », « comme à Leipzig » - ainsi naissent les légendes - avec des représentants du parti social-démocrate indépendant³⁸. Les grévistes de la D.W.M. élisent un comité de grève que dirigent les délégués révolutionnaires Franz Fischer et Bruno Peters³⁹. Ceux de la Knorr-Bremse, après cinq heures de discussion, mettent au premier rang de leurs revendications la libération de Karl Liebknecht. Ils élisent un conseil ouvrier que préside le révolutionnaire Paul Scholze et qui lance aussitôt un appel à l'élection

23Ibidem, p. 37.

24Ibidem, p. 39.

25Mammach, *op. cit.*, p. 25.

26Ibidem, p. 26.

27Ibidem, p. 27.

28Ibidem, p. 28.

29Ibidem, p. 29.

30Revolutionäre Ereignisse, pp. 40-41.

31Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 65.

32Revolutionäre Ereignisse, pp. 44-45.

33Ibidem, p. 45.

34Ibidem, p. 49 et R. Müller, *op. cit.*, p. 83..

35Revolutionäre Ereignisse, p. 53.

36Ibidem, p. 52.

37R. Müller, *op. cit.*, p. 83.

38Revolutionäre Ereignisse, p. 53.

39Ibidem, p. 59.

de conseils ouvriers dans toutes les entreprises⁴⁰. C'est pourtant une minorité de travailleurs qui poursuit le mouvement et, malgré les avertissements de Scheidemann qui craint « un retour de flamme »⁴¹, l'autorité militaire intervient, militarisant le personnel des entreprises en grève, arrêtant les dirigeants, notamment Peters, Fischer, Scholze⁴². L'ordre est bientôt rétabli et le travail reprend.

Quelques jours plus tard, le chef de la section des armements le général Groener, lance un appel aux ouvriers :

« Lisez et relisez encore et encore la lettre du maréchal Hindenburg et vous reconnaîtrez vos pires ennemis. Ils ne sont pas là-bas, près d'Arras, sur l'Aisne, en Champagne, ils ne sont pas à Londres. (...) Nos pires ennemis sont au milieu de nous (...) : les agitateurs grévistes. (...) Quiconque se met en grève alors que nos armées sont face à l'ennemi est un chien. »⁴³

Les syndicats se sont joints à lui, dans le *Vorwärts* du 27 avril :

« Les grèves doivent être évitées (...) ; seule une augmentation de la capacité de résistance de l'Allemagne peut nous conduire une paix rapide. »⁴⁴

La réaction ouvrière, pourtant, sera bien différente et, trois ans plus tard, évoquant cet épisode, Richard Müller notera avec sans doute un peu de nostalgie :

« Les délégués révolutionnaires et tous ceux qui travaillaient contre la guerre ne pouvaient par leur propagande accomplir le travail que l'appel de Groener avait fait pour eux. »⁴⁵

Une étape était franchie. Les masses avaient livré leur premier combat. Les social-démocrates indépendants, qui poursuivaient pourtant au même moment leurs pourparlers en vue d'une coalition parlementaire pour la fin de la guerre, y avaient gagné un grand prestige. Ils apparaissaient aux yeux de couches de plus en plus larges comme les champions d'une lutte de masse pour la paix, révolutionnaire par les conditions mêmes dans lesquelles elle était appelée à se dérouler.

Organisation révolutionnaire des marins.

Précisément, une agitation révolutionnaire née spontanément dans la marine de guerre va se tourner vers les dirigeants social-démocrates indépendants pour y trouver une direction.

Toutes les conditions étaient réunies pour faire des bateaux de guerre d'actifs foyers d'agitation. Les équipages comptaient une majorité d'ouvriers qualifiés, le plus souvent métallurgistes, ayant l'expérience des luttes et une conscience de classe. Les circonstances de la guerre, qui laissaient les navires à quai, permettaient le maintien de contacts étroits entre marins et ouvriers des ports et des chantiers, la circulation à bord de livres, tracts, journaux, l'échange d'idées et l'organisation de discussions. Les conditions de vie, la concentration de prolétaires dans un espace restreint, les qualités d'audace, d'esprit collectif qu'elles développent, rendaient plus insupportables les dures conditions matérielles faites aux marins et chauffeurs, dans le cadre d'une inactivité que ne parvenaient pas à estomper les exercices disciplinaires absurdes imposés par un corps d'officiers particulièrement réactionnaires⁴⁶.

Dès 1914, il existait dans la flotte de petits groupes de lecteurs de la presse radicale, notamment de la *Leipziger Volkszeitung*⁴⁷. En 1915, on y avait évoqué, de façon assez vague, il est vrai, la nécessité de constituer une organisation centrale de la flotte par le rassemblement des groupes socialistes épars⁴⁸. Le mouvement, assoupi, reprend vie après l'hiver 1916-1917, sous l'influence de la révolution russe en particulier, dans laquelle de jeunes sous-officiers, marins et chauffeurs, d'origine ouvrière et social-démocrates d'éducation, voient le modèle de la route à suivre pour obtenir la paix. Sur le cuirassé *Friedrich-der-Grosse*, un petit groupe d'hommes se réunit régulièrement dans la chaufferie ou dans la soute aux munitions : le chauffeur Willy Sachse et le marin Max Reichpietsch lisent et commentent, font lire des brochures de Marx, Bebel, font circuler le programme d'Erfurt⁴⁹. Ils établissent à terre, à Wilhelmshaven, des contacts avec des marins d'autres navires⁵⁰. Quand, en juin 1917, ils apprennent l'institution, sur tous les bateaux de guerre, de « commissions de cambuse » chargées de contrôler le ravitaillement et comprenant des représentants des équipages, ils saisissent l'occasion qui s'offre et passent à la construction d'une organisation clandestine, la Ligue des soldats et marins⁵¹.

Utilisant l'activité des commissions de cambuse, à l'instar des ouvriers dans les usines pour celle des délégués, ils parviennent à mettre sur pied en quelques semaines un réseau très souple d'hommes de confiance qui couvre l'ensemble de la flotte, que dirigent des comités clandestins formés d'abord sur le *Friedrich-der-Crosse*, puis sur le *Prinz-Regent-Luitpold*, et dont la

40Ibidem, p. 60.

41Mammach, *op. cit.*, p. 39.

42Ibidem, p. 40.

43Affiche, *Dok. u. Mat.*, II/1, p. 629.

44Vorwärts 27 avril 1917, dans *Dok. u. Mat.*, II/1, pp. 626-628.

45R. Müller, *op. cit.*, p. 85.

46Zeisler, *Revolutionäre Ereignisse...*, pp. 187-189.

47Bernhard, *Ibidem*, p. 96.

48Ibidem, pp. 97-98.

49Ibidem, p. 104.

50Ibidem, p. 105.

51Ibidem, pp. 106-107.

liaison se fait à terre. L'animateur politique de l'entreprise, Max Reichpietsch, ne dissimule pas son objectif à ses camarades :

« Nous devons rendre parfaitement clair aux yeux de tous que les commissions de cambuse sont le premier pas vers la construction de conseils de marins sur le modèle russe. »⁵²

Ils ont bientôt à leur actif une grève de la faim victorieuse sur un cuirassé⁵³, et Reichpietsch estime que son organisation est prête à déclencher un mouvement de masse pour la paix dans la flotte de guerre. Mais il juge nécessaire, avant d'aller plus loin, d'établir la liaison avec le parti dont il attend des perspectives et une coordination de la lutte d'ensemble, le parti social-démocrate indépendant⁵⁴. A la mi-juin, au cours d'une permission, il entre en rapport à Berlin avec ses dirigeants, Dittmann et Luise Zietz, qu'il rencontre d'abord au siège du parti, puis Haase, Vogtherr et encore Dittmann, qui le reçoivent au Reichstag⁵⁵.

Le travail entrepris par Reichpietsch et ses camarades était un travail extrêmement dangereux, exigeant une organisation, une clandestinité, un cloisonnement parfaits, des fonds importants et beaucoup de précautions. Les vieux parlementaires social-démocrates dont il attendait aide et directives n'avaient pas la moindre idée de ces conditions. Luise Zietz s'était certes exclamée : « Nous devrions avoir honte devant ces marins : ils sont plus avancés que nous »⁵⁶, mais, pas plus que les autres elle n'avait su s'élever au-dessus de l'optique routinière de la pratique réformiste et électoraliste. Dittmann regrette de ne pouvoir remettre gratuitement aux marins des brochures reproduisant son discours contre l'état de siège : le cas n'a pas été prévu par le trésorier du parti. Il déconseille à Reichpietsch de chercher à former des cercles du parti sur les bateaux : comme les militaires ne paient pas de cotisations selon les statuts, leur adhésion formelle ne présente pas d'intérêt⁵⁷. Il lui remet cependant des bulletins d'adhésion à remplir et à renvoyer par ces jeunes gens pour qui la moindre activité politique est passible du conseil de guerre⁵⁸ ! S'il n'est pas partisan de la formation de cercles de marins, il préconise leur adhésion aux cercles existants dans les ports qui se livrent à une activité légale et publique, et demande à Reichpietsch de prendre l'initiative de fonder le parti à Wilhelmshaven⁵⁹. De façon générale, les marins ne doivent pas garder le contact avec les dirigeants nationaux, mais, partout où cela est possible, rester en liaison avec les organisations locales. Dittmann expose, certes, à Reichpietsch les dangers de l'entreprise, mais lui déclare qu'il est préférable, de toute façon, d'apparaître sous son nom dans les activités officielles du parti à terre⁶⁰. Comme perspectives politiques, Haase et Dittmann entretiennent Reichpietsch de la prochaine conférence socialiste internationale qui va se tenir à Stockholm, et admettent qu'un mouvement pour la paix dans la flotte de guerre y renforcerait la position des socialistes partisans de la paix⁶¹. En un mot, ils lui répondent que, tout en étant sceptiques quant aux possibilités d'action qu'il entrevoit, il ne saurait être question de l'en dissuader. Ils ne l'éclairent en tout cas pas un instant sur les risques réels que court le mouvement des marins et qu'ils contribuent eux-mêmes à accroître en élargissant inconsidérément le nombre de leurs contacts avec des civils peu responsables.

Reichpietsch accepte ce qu'on lui offre. Dévoré du désir d'action, il revient sur son bateau, assurant à ses camarades que les députés qu'il a rencontrés sont gagnés à l'idée d'une lutte révolutionnaire pour la paix et convaincus du rôle décisif qu'y jouera la grève générale de la flotte⁶². L'organisation s'élargit encore avec la constitution, sur le *Prinz-Regent*, d'un comité dirigé par Beckers et Köbis, qui entreprend l'organisation de la Ligue sur les bateaux ancrés à Kiel⁶³. Le 25 juillet 1917, une direction centrale, la *Flottenzentrale* clandestine, est mise sur pied : plus de 5 000 marins sont groupés sous son autorité⁶⁴. Devant ses camarades, Reichpietsch résume les perspectives : il faut organiser un mouvement dans la flotte afin de donner des arguments aux délégués indépendants à Stockholm, et, s'il ne sort rien de la conférence, les marins révolutionnaires « lanceront aux soldats le mot d'ordre : « Debout, brisons les chaînes, comme l'ont fait les Russes ! ». Il ajoute : « Chacun sait ce qu'il aura à faire »⁶⁵. Les incidents se multiplient, car les marins sont conscients de leur force, fiers de leur organisation, confiants dans le soutien qu'ils escomptent : grève de la faim sur le *Prinz-Regent-Luitpold*, le 19 juillet, sortie massive, sans permission, du *Pillau*, le 20, sortie sans permission du *Prinz-Regent-Luitpold* de 49 hommes le 1^{er} août, et, enfin, le « grand débarquement » de 400 membres de l'équipage du *Prinz-Regent* le 2 août⁶⁶. Cette fois, l'appareil de la répression est prêt à fonctionner : il sait tout. Les « meneurs » sont arrêtés. Le 26 août, un conseil de guerre prononce cinq condamnations à mort. Le 5 septembre, Alwin Köbis et Max Reichpietsch sont passés par les armes⁶⁷.

Quelques semaines plus tard, Lénine écrit que ce mouvement révolutionnaire « marque la crise de croissance de la révolution mondiale »⁶⁸ et qu'il constitue l'un des « symptômes irrécusables d'un grand tournant, symptômes d'une *veille de révolution*, à l'échelle mondiale »⁶⁹. En réalité, la tragédie à venir en Allemagne est tout entière inscrite dans ce drame, dans le contraste

52 Cité par A. Schreiner, *zur Geschichte der deutschen Aussenpolitik*, t. I, p. 400.

53 Bernhard, *Revolutionäre Ereignisse*, pp. 106-107.

54 *Ibidem*, p. 113.

55 *Ibidem*, p. 114.

56 *Ibidem*, p. 117.

57 *Ibidem*, p. 115-116.

58 *Ibidem*, p. 117.

59 *Ibidem*.

60 *Ibidem*.

61 *Ibidem*.

62 *Ibidem*, p. 124-125.

63 *Ibidem*, p. 126.

64 *Ibidem*, p. 135.

65 *Ibidem*, p. 140.

66 Ch. Vidil, *Les Mutineries de la marine allemande*, p. 104.

67 *Ibidem*, p. 111.

68 *Œuvres*, t. XXVI, p. 185.

69 *Ibidem*, p. 71.

entre la volonté d'action des jeunes travailleurs sous l'uniforme et l'incapacité de « chefs » écrasés par leurs responsabilités et convaincus que les problèmes qui concernent l'avenir de l'humanité se règlent en termes de cotisations, de sections locales et de discours dans les assemblées parlementaires.

Les lendemains de la révolution d'Octobre.

Les marins révolutionnaires de Russie ont eu plus de succès que leurs frères allemands. La révolution d'Octobre victorieuse va bientôt donner un autre type de réponse aux problèmes du jour, commander de nouveaux regroupements. La direction du parti indépendant la salue, dans la *Leipziger Volkszeitung* du 12 novembre :

« En Russie, le prolétariat a pris le pouvoir politique; c'est un événement de signification mondiale. Jamais le prolétariat n'a eu devant lui une tâche aussi importante que celle d'aujourd'hui. »⁷⁰

Le 14 novembre, le même journal écrit :

« De tout notre cœur, nous sommes, nous, prolétaires allemands, en ces heures, avec nos camarades russes au combat. Ils se battent aussi pour notre cause. Ils sont l'avant-garde de l'humanité, l'avant-garde de la paix. »⁷¹

En réalité, les social-démocrates indépendants sont profondément divisés sur l'attitude à adopter à l'égard de la révolution et du nouveau pouvoir soviétique. La direction, le 12, appelait les ouvriers à imiter l'exemple russe et « à se préparer à manifester leur volonté d'une paix sans annexion »⁷². Mais, dès le 15 novembre, dans la *Leipziger Volkszeitung*, Karl Kautsky pose la question : « Comment cela va-t-il finir ? » et conclut : par « la décomposition sociale et politique, le chaos »⁷³. Le 30 novembre, Clara Zetkin explique la signification de la révolution qui a donné aux soviets, organes des travailleurs, le pouvoir d'État⁷⁴, mais le 24 décembre, Bernstein attaque violemment la dictature des bolcheviks⁷⁵, et, à partir du 17, le menchevik Stein dresse dans la *Leipziger Volkszeitung* un réquisitoire sévère contre le nouveau régime révolutionnaire⁷⁶.

Pour les bolcheviks, la victoire de la révolution en Russie n'est que la première étape d'une révolution qui ne saurait être que mondiale. Le célèbre décret du 26 décembre 1917 le rappelle : sous la plume de Lénine et Trotsky, il décide d'« offrir son assistance, par tous les moyens possibles, argent compris, à l'aile gauche internationale du mouvement ouvrier de tous les pays »⁷⁷. Dès l'ouverture, le 26 novembre, des négociations de paix germano-russes à Brest-Litovsk, les bolcheviks ont entrepris une propagande systématique en direction des soldats et des travailleurs allemands, destinée, dans leur esprit, à hâter l'explosion révolutionnaire inévitable. Karl Radek dirige un bureau de presse au ministère des affaires étrangères : aidé de militants social-démocrates recrutés dans les camps de prisonniers, il organise la diffusion, par avion notamment, de centaines de milliers de tracts reproduisant l'appel à la paix du gouvernement soviétique, puis rédige un journal, *Die Fackel* (La Torche), tiré à un demi-million d'exemplaires et diffusé sur toute la longueur du front⁷⁸. Les chefs militaires allemands s'inquiètent rapidement de cette propagande rédigée dans un langage simple et direct et des ravages qu'elle produit parmi des troupes jusque-là bien tenues en main⁷⁹. Leur attitude se durcit, ils reviennent sur les facilités accordées pour la fraternisation au cours des négociations d'armistice, s'efforcent de conclure vite et d'exploiter au maximum le besoin de paix des bolcheviks. Le 10 janvier, le général Hoffmann annonce aux délégués russes les conditions de l'ultimatum⁸⁰, qui va provoquer au sein des dirigeants bolcheviques la grande discussion autour de la paix et la première crise sérieuse dans le parti. Cependant, Trotsky a su utiliser les pourparlers de Brest comme une tribune d'où les travailleurs russes appellent à leur secours leurs frères des pays belligérants, en particulier des empires centraux⁸¹. L'appel est entendu : le 14 janvier, la grève éclate à l'usine Manfred Weiss de munitions, de Csepel, à Budapest⁸². En quelques jours elle s'étend à toutes les entreprises industrielles d'Autriche et de Hongrie⁸³.

Ainsi commence ce que Franz Borkenau, peu suspect d'exagération sur ce terrain, appelle « le plus grand mouvement révolutionnaire d'origine proprement prolétarienne qu'ait jamais connu le monde moderne », un mouvement qui, selon le même auteur, « ébranlera jusqu'à leurs fondations les puissances centrales »⁸⁴.

Les grèves de janvier 1918.

En Allemagne, depuis octobre, la combativité des ouvriers ne cesse de croître. Les informations sur les pourparlers de Brest

⁷⁰*Leipziger Volkszeitung*, 12 novembre 1917.

⁷¹*Ibidem*, 14 novembre 1917.

⁷²*Ibidem*, 12 novembre 1917.

⁷³ *Ibidem*, 15 novembre 1917.

⁷⁴*Ibidem*, 30 novembre 1917, supplément féminin.

⁷⁵*Ibidem*, 24 décembre 1917.

⁷⁶*Ibidem*, 17, 27 décembre 1917.

⁷⁷Décret du 26 décembre 1917, *Sobranié Uzakonienii i Rasporiajenii Rabotchego i Krestianskogo Pravitelstva*, 1917, n° 8, p. 119; d'après Bunyan et Fisher, *The Bolshevik Revolution 1917-1918*, p. 285.

⁷⁸Ruth Fischer, *op. cit.*, pp. 30-31.

⁷⁹E.H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, III, p. 31.

⁸⁰*Ibidem*, pp. 31-32.

⁸¹*Ibidem*, pp. 29-31.

⁸²Borkenau, *World Communism*, p. 91.

⁸³*Ibidem*, pp. 91-92.

⁸⁴*Ibidem*, p. 92.

échauffent les esprits. Nombre de militants pensent comme Liebknecht qui écrit de sa prison :

« Grâce aux délégués russes, Brest est devenu une tribune révolutionnaire qui retentit loin. Il a dénoncé les puissances de l'Europe centrale, il a révélé l'esprit de brigandage, de mensonge, d'astuce et d'hypocrisie de l'Allemagne. Il a porté un verdict écrasant sur la politique de paix de la majorité allemande, politique qui n'est pas tellement papalarde que cynique. »⁸⁵

Dans la première quinzaine de janvier, Spartakus diffuse un tract appelant à la grève générale, dénonçant l'illusion selon laquelle la paix séparée constituerait un pas vers la paix générale⁸⁶. Vers le milieu du mois se réunissent en commun les délégués révolutionnaires, la direction du parti social-démocrate indépendant et les députés de ce parti au Reichstag et au Landtag prussien. Richard Müller présente un rapport sur la situation dans la classe ouvrière berlinoise : il conclut à la possibilité de déclencher une grève générale sur des revendications politiques, affirme que les ouvriers sont prêts à la faire, mais qu'ils attendent d'y être appelés par le parti social-démocrate indépendant⁸⁷. Les participants se divisent et s'affrontent parfois avec violence. Une minorité, dont Ströbel se fait le porte-parole, se prononce contre toute action, affirmant que Müller se trompe sur l'état d'esprit des ouvriers qui sont en réalité complètement passifs. La majorité, avec Haase, pense que la grève générale est nécessaire pour imposer la paix, mais refuse de courir le risque de faire interdire le parti, ce qui ne manquerait pas de se produire, selon lui, s'il lançait l'appel à l'action suggéré par Müller. Ces tergiversations ne sont pas du goût de Ledebour et Adolf Hoffmann, qui se déclarent prêts à signer personnellement un appel à la grève si le parti se refuse à le faire⁸⁸. On aboutit finalement à un compromis : un texte rédigé par Haase et appelant à une grève de trois jours⁸⁹ sera signé non du parti en tant que tel, mais de ses députés, et diffusé en tract dans les entreprises⁹⁰. Pourtant les députés hésitent encore : la fraction, deux jours plus tard, modifie le texte et en retire toute allusion à la grève⁹¹, quoique les militants du parti continuent à en diffuser oralement le mot d'ordre. Après des négociations infructueuses pour faire imprimer le tract clandestinement par les spartakistes, le texte est finalement publié le 10 janvier 1918. Il déclare notamment :

« Si la population laborieuse n'affirme pas sa volonté, il pourra sembler que les masses du peuple allemand approuvent les actes de la classe dirigeante. L'heure a sonné pour vous d'élever la voix pour une paix sans annexions ni indemnités sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, Vous avez la parole. »⁹²

Dans l'intervalle, le cercle des délégués révolutionnaires est passé à la préparation de la grève, dont l'idée est favorablement accueillie dans les usines où circulent les informations sur les grèves d'Europe centrale. Il en fixe le début au lundi 28 janvier, sans le révéler afin d'éviter toute répression préventive⁹³. Cependant dans la semaine qui précède le jour J, un tract spartakiste qui donne des informations sur la vague de grèves en Autriche-Hongrie et « le conseil ouvrier de Vienne élu sur le modèle russe » proclame : « Lundi 28 janvier, début de la grève générale ! »⁹⁴. Il met les ouvriers en garde contre les majoritaires « jusqu'aboutistes » qu'il recommande de n'élire à aucun prix dans les conseils :

« Ces loups déguisés en agneaux constituent pour le mouvement un danger bien plus grave que la police prussienne. »⁹⁵

Dans ce climat se tient, le dimanche 27 janvier, l'assemblée générale des tourneurs de Berlin. Sur proposition de Richard Müller, sans cris ni applaudissements, elle décide à l'unanimité de déclencher la grève le lendemain, à l'heure de la rentrée, et de tenir sur place des assemblées générales qui éliront des délégués. Ces délégués se réuniront ensuite à la maison des syndicats et désigneront la direction de la grève : les leçons d'avril 1917 n'ont pas été oubliées⁹⁶. Le 28 au matin, il y a 400 000 grévistes à Berlin et les assemblées générales prévues se tiennent dans toutes les usines, où les tourneurs et les délégués révolutionnaires entraînent d'écrasantes majorités. A midi, comme prévu, se réunissent 414 délégués, élus dans les usines. Richard Müller leur soumet un programme en sept points, proche des revendications des grévistes de Leipzig en 1917 : paix sans annexions ni indemnités, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il a été défini à Brest par les délégués russes, représentation des travailleurs aux pourparlers de paix, amélioration du ravitaillement, abrogation de l'état de siège, rétablissement de la liberté d'expression et de réunion, lois protégeant le travail des femmes et des enfants, démilitarisation des entreprises, libération des détenus politiques, démocratisation de l'État à tous les échelons, en commençant par l'octroi du suffrage universel et égal à vingt ans pour le Landtag prussien⁹⁷. L'assemblée élit ensuite un comité d'action de onze membres, tous du noyau des délégués révolutionnaires : Scholze et Tost, déjà connus pour leur rôle dans la grève d'avril 1917, Eckert, Neuendorf, Blumental, Malzahn, Kraatz, Zimmermann, Tirpitz, Cläre Casper et, bien

85 *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*, pp. 51-52.

86 *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 67-70.

87 R. Müller, *op. cit.*, p. 101.

88 *Ibidem*, p. 101.

89 Cette précision est donnée par un rapport spartakiste sur les grèves, généralement attribué à Jogiches (*Dok. u. Mat.*, II/2, p. 132).

90 R. Müller, *op. cit.*, p. 102.

91 *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 132.

92 R. Müller, *op. cit.*, p. 102.

93 *Ibidem*.

94 *Dok. u. Mat.*, p. 71.

95 *Ibidem*, p. 73.

96 R. Müller, *op. cit.*, p. 102.

97 *Ibidem*. Voir le récit du début de la grève à l'A.E.G. Hennigsdorf dans Paul Blumenthal, « Die A.E.G. Arbeiter demonstrieren für Karl Liebknecht ». 1918. *Erinnerungen von Veteranen der deutschen Gewerkschaftsbewegung an die Novemberrevolution (1914-1920)*, pp. 73-74.

entendu, Richard Müller⁹⁸. Elle décide d'inviter le parti social-démocrate indépendant à envoyer trois de ses représentants au comité d'action⁹⁹. C'est alors qu'un spartakiste propose d'adresser la même invitation aux majoritaires, afin, dit-il, de « les démasquer »¹⁰⁰. La proposition, d'abord repoussée à deux voix de majorité, est finalement adoptée sur intervention de Richard Müller¹⁰¹, qui redoute que le mouvement soit présenté et dénoncé comme « diviseur ».

Le comité d'action se réunit immédiatement. Outre les onze élus, il comprend Haase, Ledebour et Dittmann, délégués par les indépendants, Ebert, Scheidemann et Braun, délégués par les majoritaires. Richard Müller préside. Ebert demande d'emblée la parole pour réclamer la parité entre représentants des partis et élus des ouvriers en grève, et pour déclarer inacceptables certaines des revendications qui viennent d'être adoptées. Les onze refusent de remettre en cause les votes qui viennent d'avoir lieu, mais la réunion est brusquement interrompue par la nouvelle - fausse - que la police marche sur la maison des syndicats. Le moment d'effolement passé, on s'aperçoit que les trois députés majoritaires ont quitté les lieux¹⁰². Dans la soirée, le commandement militaire interdit les assemblées dans les usines et l'élection de comités de grève. Le nombre de grévistes atteint 500 000¹⁰³.

Le 29 a lieu la deuxième réunion du comité d'action. Scheidemann annonce qu'il a, dans l'intervalle, pris des contacts et que le sous-secrétaire d'État à l'intérieur est disposé à recevoir une délégation, pourvu qu'elle ne comporte que des parlementaires, les délégués des grévistes n'ayant aucune représentativité légale. Scheidemann insiste sur la nécessité d'ouvrir ces négociations qui peuvent valoir des satisfactions importantes au mouvement en matière de ravitaillement. La majorité du comité d'action accepte de négocier, mais refuse les conditions du sous-secrétaire d'État : elle désigne, pour le rencontrer, Scholze, Müller, Haase et Scheidemann. Cette délégation fait le pied de grue au ministère, perd Scheidemann à deux reprises dans les couloirs¹⁰⁴. Finalement, les deux députés sont seuls reçus, non par le sous-secrétaire, mais par un directeur ; de guerre lasse, Scholze et Richard Müller sont restés dans l'antichambre. L'unique information que rapporte la délégation est que l'activité du comité d'action est déclarée illégale et justiciable du tribunal criminel¹⁰⁵.

Le 30, le *Vorwärts* est interdit, mesure précieuse pour lui, et qui lui vaut un prestige tout neuf : les autorités lui reprochent d'avoir « propagé de fausses nouvelles » en annonçant 300 000 grévistes. Des heurts se produisent, ici ou là, entre grévistes et policiers. Le comité d'action lance un tract d'information, appelle à l'élargissement de l'action :

« Le mouvement doit prendre une extension si formidable que le gouvernement cède à nos justes revendications. »¹⁰⁶

Il convoque pour le 31 des manifestations de rue et un meeting en plein air au parc Treptow.

Dans la nuit du 30 au 31, le commandement militaire fait placarder de grandes affiches rouges qui annoncent le renforcement de l'état de siège et l'établissement de cours martiales extraordinaires. Cinq mille sous-officiers sont appelés à renforcer la police de la capitale. Au matin éclatent les premiers incidents entre ouvriers grévistes et tramainots non grévistes. On respire une odeur de guerre civile¹⁰⁷. Jogiches précise :

« Comme un souffle révolutionnaire, une certaine disponibilité ; mais on ne savait qu'entreprendre. Après chaque heurt avec la police, on entendait : « Camarades, demain, on viendra avec des armes ». »¹⁰⁸

Des tramways sont sabotés¹⁰⁹. Les premières arrestations se produisent. Au meeting du parc Treptow, Ebert prend la parole, malgré l'interdiction des autorités militaires :

« C'est le devoir des travailleurs de soutenir leurs frères et leurs pères du front et de leur forger de meilleures armes (...) comme le font les travailleurs anglais et français pendant leurs heures de travail pour leurs frères du front. (...) La victoire est le vœu le plus cher de tous les Allemands. »¹¹⁰

Conspué, traité de « jaune » et de « traître », il s'affirme solidaire des revendications des grévistes, dont il ne veut connaître que l'aspect revendicatif.

La police n'a pas cherché à l'arrêter, mais elle s'empare de Dittmann, pris en « flagrant délit » d'appel à la subversion, et qui va être condamné à cinq ans de forteresse¹¹¹. L'après-midi, Scheidemann et Ebert proposent au comité d'action d'entamer les

98Jogiches écrit à leur sujet : « Dix ouvriers et une ouvrière, syndicalistes de l'opposition (pas des permanents), influents dans leur milieu (...). Leur position politique : pour la plupart U.S.P., mais pas de façon nette. Ce sont en effet des syndicalistes avant d'être des politiques ; parmi eux, deux de la grève pour Liebknecht, un de notre bord » (vraisemblablement Paul Scholze). *Dok. u. Mat.*, p. 133.

99L'invitation aux indépendants, « à Ledebourski », comme dit Jogiches, fut faite afin de « coiffer » un responsable majoritaire, permanent des métaux, Wuschek, qui venait d'arriver avec une déclaration de la direction majoritaire réclamant une action unitaire (*ibidem*, p. 133).

100R. Müller, *op. cit.*, p. 103.

101Jogiches précise : « un confusionniste de notre tendance » (*ibidem*).

102R. Müller, *op. cit.*, p. 104.

103R. Müller, *op. cit.*, p. 105.

104*ibidem*.

105*ibidem*, p. 106.

106*ibidem*, pp. 106-107.

107R. Müller, *op. cit.*, pp. 106-107.

108*Dok. u. Mat.*, p. 134.

109*ibidem*.

110Cité par K. Brammer, *Der Prozess des Reichspräsidenten*, pp. 68-69.

111R. Müller, *op. cit.*, p. 107.

négociations avec le gouvernement par l'intermédiaire des dirigeants syndicaux que le chancelier est disposé à recevoir¹¹². Les membres du comité d'action sont désorientés. Comme le souligne Jogiches, ils ne savent « plus que faire de cette énergie révolutionnaire »¹¹³. Ils sentent bien le piège qu'on leur tend avec la négociation, mais se contentent d'affirmer que seuls les délégués des grévistes peuvent valablement négocier au nom des grévistes¹¹⁴. Le gouvernement pousse son avantage : le 1^{er} février, le commandement militaire annonce qu'il militarisera les usines où le travail n'aura pas repris le 4¹¹⁵. Au comité d'action, les députés majoritaires insistent pour la reprise rapide du travail : les dangers, disent-ils, sont immenses pour les ouvriers, car les autorités militaires s'apprêtent à prendre en main la répression ; c'est faire la politique du pire que de poursuivre la grève. Ils s'entremettent, une fois de plus - cette fois avec l'accord de Haase -, pour que le chancelier autorise une nouvelle assemblée des délégués des grévistes. Le chancelier répond qu'il l'autorisera seulement si les députés s'engagent immédiatement à faire décider la reprise du travail par cette assemblée¹¹⁶ !

Demeurés seuls au comité d'action, les délégués révolutionnaires refusent de s'engager dans la voie que proposent Haase et Scheidemann, et repoussent à l'unanimité la proposition de médiation des dirigeants syndicaux. Mais le mouvement a été finalement mal organisé et le comité d'action est coupé de la masse des grévistes, eux-mêmes privés de toute information sauf sur la répression¹¹⁷. Les spartakistes poussent à un durcissement de la grève, qui pourrait aller jusqu'à la lutte armée¹¹⁸, mais les grévistes de Berlin sont isolés dans le Reich, les soldats sont restés disciplinés et rien ne laisse entrevoir une fraternisation possible de la troupe et des ouvriers. Pour Richard Müller et ses camarades, il ne reste qu'une issue : mettre fin à la grève sans négocier, battre en retraite en reconnaissant la défaite. C'est ce qu'ils font : le comité d'action lance l'ordre de reprise du travail pour le 3 février¹¹⁹.

Lendemain de grève.

Evoquant quelques années plus tard la grève de janvier 1918 dans un procès contre un nationaliste qui l'accusait d'avoir trahi la patrie en pleine guerre, Ebert présentait ainsi son rôle :

« Dans les usines de munitions, de Berlin, la direction radicale avait pris le dessus. Des adhérents de notre parti que les radicaux avaient contraints sous la terreur à quitter le travail vinrent à l'exécutif le supplier d'envoyer de ses membres à la direction de la grève. (...) je suis entré dans la direction de la grève avec l'intention bien déterminée d'y mettre fin le plus vite possible et d'éviter ainsi au pays une catastrophe. »¹²⁰

Renouvelant effectivement, mais à une plus grande échelle, la manœuvre de Cohen et Siering en avril 1917, les dirigeants social-démocrates avaient atteint leur but, sans vraiment apparaître aux yeux de l'ensemble du prolétariat comme des briseurs de grève. Dès la reprise du travail, la presse social-démocrate s'emploie, par une polémique acharnée contre les bolcheviks, à donner à sa politique le cachet socialiste raisonnable et « national » susceptible de justifier la prudence dont elle s'est fait, en Allemagne, l'avocat, en y condamnant l'extrémisme inspiré par l'exemple russe. Otto Braun, dans le *Vorwärts*, déclare nettement aux bolcheviks que leurs espoirs en une révolution allemande ne reposent sur rien et que le prolétariat allemand rejette catégoriquement l'usage de la violence¹²¹.

Pour la minorité révolutionnaire, cette défaite est riche d'enseignements. Richard Müller écrit que le sentiment dominant chez les prolétaires était : « Il nous faut des armes. Il nous faut faire de la propagande dans l'armée. L'unique issue est la révolution »¹²². Dans leurs tracts, les spartakistes tirent les leçons de l'expérience du comité d'action. En leur nom, Jogiches écrit :

« Par crétinisme parlementaire, dans son désir d'appliquer le schéma prévu pour toutes les grèves syndicales, et surtout par manque de confiance dans les masses, mais aussi - ce n'est pas la moindre raison - parce que, dès le début, les indépendants ne pouvaient imaginer la grève que comme un simple mouvement de protestation, le comité s'est borné, sous l'influence des députés, à tenter d'entrer en pourparlers avec le gouvernement, au lieu de repousser toute forme de négociation et de déchaîner l'énergie des masses sous les formes les plus variées. »¹²³

Les spartakistes soulignent que la direction des luttes doit être confiée à des conseils ouvriers élus, et que les révolutionnaires doivent gagner les soldats à leur cause : ils diffusent un tract spécial à destination des troupes de la garnison de Berlin¹²⁴. Leur conclusion est partagée par beaucoup de militants ouvriers : « Avec la réaction, nous devons parler russe ! »¹²⁵ Bientôt, ils vont

112Ibidem.

113Dok. u. Mat., p. 134.

114R. Müller, *op. cit.*, p. 107.

115Ibidem, p. 108.

116Ibidem, p. 109.

117Dok. u. Mat., p. 135.

118R. Müller, *op. cit.*, pp. 110.

119Ibidem, p. 110.

120Brammer, *op. cit.*, p. 21.

121Vorwärts, 15 février 1918.

122R. Müller, *op. cit.*, p. 110.

123Dok. u. Mat., II/2, p. 134.

124Extraits dans Bartel, *Revolutionäre Ereignisse...*, p. 168 ; il était joint au rapport de Jogiches mais ne figure pas dans *Dokumente und Materialien*.

125Dok. u. Mat., II/2, p. 99.

s'attacher à populariser le mot d'ordre de la révolution russe : « Conseils d'ouvriers et de soldats »¹²⁶.

Les spartakistes ont, au cours du mouvement, tiré huit tracts de 20 000 à 100 000 exemplaires chacun, ce qui constitue une véritable performance pour une organisation illégale¹²⁷. Pourtant, ils prennent conscience qu'ils n'étaient pas assez organisés ni clairement orientés. Jogiches écrit :

« Il semble qu'il y ait eu parmi les délégués (...) une foule de nos partisans. Seulement, ils étaient dispersés, n'avaient pas de plan d'action et se perdaient dans la foule. En outre, la plupart du temps, ils n'y voient pas très clair eux-mêmes. »¹²⁸

En attendant que les travailleurs aient tiré les leçons de l'expérience et refait leurs forces, il faut, dans l'immédiat, payer le prix de la défaite. Quelque 50 000 ouvriers berlinois, un gréviste sur dix environ, voient leur affectation spéciale annulée et sont mobilisés : parmi eux, les « meneurs », et d'abord Richard Müller¹²⁹. La police donne la chasse aux révolutionnaires, et, en mars, elle réussit à arrêter Jogiches, qui se cachait à Neukölln¹³⁰. Avec cette arrestation, l'organisation spartakiste est, elle aussi, décapitée. Le gouvernement a les mains libres. Le 18 février, l'armée allemande prend l'offensive sur le front de l'est, et ses foudroyants succès lui permettent d'imposer au gouvernement bolchevique le *diktat* qui ampute la Russie de ses forces vives et prépare les convulsions de la guerre civile¹³¹. Les social-démocrates majoritaires s'abstiennent au Reichstag dans le vote sur le traité de Brest-Litovsk¹³². Les généraux assurent qu'avec le ravitaillement assuré par le blé d'Ukraine, la victoire est à leur portée¹³³. L'offensive à l'ouest va commencer le 21 mars. Entre mars et novembre, la guerre fera 192 447 morts, 421 340 disparus et prisonniers, 860 287 blessés, 300 000 morts civils de plus qu'en 1917 et le taux de la mortalité infantile doublera¹³⁴.

126 *Ibidem*, pp. 137-138.

127 *Ibidem*, pp. 136.

128 *Ibidem*, pp. 135.

129 Léo Stern, *op. cit.*, II, pp. et 488, entre autres.

130 *Ibidem*, IV, pp. 1363 et 1365. En même temps sont arrêtés deux de ses camarades, ses plus proches collaborateurs, le militaire Willi Budich et Willi Leow, qui dirigeaient tous deux à Berlin la propagande révolutionnaire à l'intention des soldats de la garnison.

131 E.H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, III, pp. 47 sq.

132 *Verhandlungen... des Reichstages*, 22 mars 1918, p. 573.

133 Ludendorff, cité par Bartel, *Revolutionäre Ereignisse*, p. 180.

134 *Ibidem*, p. 183.

VII. Problèmes de la révolution mondiale

Le 4 août 1914 avait soulevé des problèmes fondamentaux de stratégie et de tactique pour le mouvement socialiste mondial. La révolution russe les pose dans toute leur acuité. En Allemagne, pendant les trois premières années de la guerre, les problèmes du « parti révolutionnaire » ou de la « lutte pour le pouvoir » semblent relever du seul domaine de la théorie. La vérification des perspectives bolcheviques par la victoire d'Octobre les met à l'ordre du jour en tant que tâches concrètes et immédiates. Dans les conditions de la guerre qui se poursuit, tout commencera néanmoins par une information difficile et des discussions théoriques.

Le problème de la scission avant 1917.

Le point capital des thèses préparées par Rosa Luxemburg et adoptées par la conférence de *Die Internationale* le 1^{er} janvier 1916, avait été formulé dans la thèse n° 12, conséquence de l'analyse de la faillite de la II^e Internationale :

« Etant donné la trahison commise par les représentants officiels des partis socialistes des principaux pays contre les buts et les intérêts des classes laborieuses en vue de les détourner de la base de l'Internationale prolétarienne vers celle de la politique bourgeoise impérialiste, c'est pour le socialisme une nécessité vitale que de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui aurait pour tâche de guider et d'unifier la lutte de classes révolutionnaire contre l'impérialisme dans tous les pays. »¹

Lénine allait souligner dans sa critique de la brochure de « Junius » que cette thèse capitale était dénuée de toute portée pratique si elle ne s'accompagnait pas de la décision de rompre dans chaque pays, avec les directions centristes et social-pacifistes, afin de rassembler dans la lutte les éléments de l'Internationale à bâtir.

C'est Radek qui devait développer le premier, dans *Arbeiterpolitik*², les arguments théoriques en faveur de l'organisation, par les révolutionnaires, de la scission du mouvement socialiste. Il part de la constatation selon laquelle les instances des différents partis social-démocrates s'identifient, depuis la déclaration de guerre, à un « social-impérialisme ». Il constate que l'argument très simple en faveur de la scission selon lequel l'unité du mouvement socialiste derrière les dirigeants social-impérialistes signifie l'unité avec l'impérialisme, n'est pas retenu par certains révolutionnaires - Rosa Luxemburg, en particulier, est visée -, les uns pensant que les suites de la guerre amèneront le parti dans son ensemble à se redresser, les autres estimant qu'une scission organisée avant que les masses dans leur ensemble aient pris conscience de la trahison des dirigeants serait inefficace et n'aboutirait qu'à l'isolement des révolutionnaires.

Prenant à bras-le-corps l'un des mythes les plus solides dans le mouvement socialiste allemand, il souligne que l'unité ouvrière n'est pas un bien en soi, ni les scissions forcément un mal. L'histoire du mouvement ouvrier est en effet celle d'une longue suite de scissions qui ne résultent ni du hasard ni d'une quelconque fantaisie de l'histoire, mais de la pression des forces sociales adverses. Après avoir passé en revue les principaux aspects des scissions successives du mouvement chartiste, du mouvement allemand au temps de Lassalle, de la I^{re} Internationale, il conclut :

« 1. Les orientations divergentes au sein du mouvement ouvrier ont toujours eu leurs racines dans des différences sociales de leur base, différences qui ont conduit aux scissions. 2. Jamais ces scissions n'ont pu être surmontées dans un laps de temps bref, le processus d'unification a toujours été un long processus de lutte. »³

Il en est de même pour la crise contemporaine de la social-démocratie. La « politique du 4 août » est en effet un phénomène international, ayant forcément des racines communes à Londres, Petersbourg, Paris ou Vienne. Ces racines - qui expliquent par exemple l'alignement du « socialisme » allemand sur les positions traditionnelles des « trade-unions » à l'égard de leur impérialisme - sont à chercher dans l'existence et la pression sur le mouvement ouvrier d'une « aristocratie ouvrière » :

« La couche supérieure de la classe ouvrière allemande qui, du fait du développement impétueux de l'industrie allemande, a obtenu des salaires relativement élevés, à qui des systèmes d'assurance de l'État ou les syndicats ont offert des conditions de vie relativement sûres, qui a, pour ainsi dire, pris part à la culture bourgeoise, a toujours plus nettement affirmé par la bouche des révisionnistes et des dirigeants syndicaux, depuis bien quinze ans, qu'elle avait plus à perdre que ses chaînes. »⁴

Dans le camp du révisionnisme, les forces essentielles ont été, en effet non pas tellement les éléments de la petite bourgeoisie, notamment méridionale, que les dirigeants syndicaux qui adhéraient à cette ligne petite-bourgeoise. Attachés aux privilèges conquis, ils se sont opposés à toute tentative d'organiser de vastes mouvements de masse des travailleurs pour défendre leurs droits politiques et leurs revendications économiques :

« Ils fondaient leur protestation contre les révolutionnaires romantiques sur la prétendue impossibilité de telles actions mais, en réalité, ce qu'ils exprimaient, c'était la crainte de l'aristocratie ouvrière de voir mettre en danger ses conquêtes. »⁵

1 I.M.L.-Z.P.A. DF V/14. Dok. u. Mat., II/1, p. 281.

2 « Einheit oder Spaltung », *Arbeiterpolitik*, n° 4, 8 et 10, 1916. Reproduit dans *In der Reihen der deutschen Revolution*, pp. 336-338.

3 *Ibidem*, p. 315.

4 *Ibidem*, p. 317.

5 *Ibidem*, p. 318.

Dans la même perspective, révisionnistes et dirigeants syndicaux avaient donné leur appui à la politique coloniale de la bourgeoisie allemande.

Ce n'est donc pas par hasard que la politique du 4 août l'a emporté au sein du mouvement ouvrier, dans les pays qui, comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, ont vu un développement relativement important de l'aristocratie ouvrière. Même dans les pays comme l'Italie ou la Russie, où l'aristocratie ouvrière ne constitue qu'une couche très mince, on a vu se constituer des groupes de « social-patriotes » basés sur un noyau d'ouvriers qualifiés qui pensent en termes purement réformistes et, pour cette raison, marchent avec leur bourgeoisie. Tout cela, les révolutionnaires le savaient déjà avant la guerre, mais en sous-estimaient la portée :

« Nous avons cru que cette politique ne relevait que d'illusions des dirigeants, qui se dissiperaient sous la pression aggravée des antagonismes de classes. L'expérience a montré que nous nous sommes trompés. D'abord, cette politique n'était pas seulement celle des dirigeants : il y avait derrière elle toute une catégorie de travailleurs qui ne voulaient pas autre chose que les dirigeants. Et ce serait une fatale illusion de vouloir expliquer qu'aujourd'hui, derrière ces chefs, il n'y a pas de masses, ou que, si elles sont derrière eux, c'est seulement parce qu'elles ne sont pas suffisamment éclairées. *La scission passe à travers les masses ouvrières elles-mêmes.* »⁶

Il est faux d'en conclure, comme certains, que la guerre va bientôt dissiper les rêveries des social-impérialistes, et qu'il faut conserver l'unité ouvrière pour que, le cours des événements ayant donné raison aux révolutionnaires, la classe tout entière retrouve plus vite son unité dans la lutte. Car, s'il est vrai que l'impérialisme sera de plus en plus amené à détruire de ses mains les privilèges de l'aristocratie ouvrière et à saper ainsi les bases du réformisme, il n'en reste pas moins qu'une idéologie ancrée dans une couche sociale ne peut se dissiper en une dizaine d'années.

Et d'abord, dans l'immédiat, la bourgeoisie est décidée à utiliser les dirigeants social-patriotes, les porte-parole de l'aristocratie ouvrière, pour maintenir et couvrir sa propre domination : les « socialistes » deviendront ministres, occuperont des postes dans l'appareil d'État bourgeois, chercheront par des concessions mineures à diviser la classe ouvrière afin de l'empêcher de mener, unie, la lutte révolutionnaire. Si les militants révolutionnaires demeurent à l'intérieur du parti pour y mener la lutte contre les dirigeants social-impérialistes, ils renoncent du coup à leur rôle d'avant-garde du combat prolétarien :

« Si l'unité formelle du parti demeure intacte, si les social-impérialistes règnent sur le parti et sur sa politique, nous devons, soit renoncer pour des années à la lutte contre l'ennemi de classe, soit la mener sans tenir compte des mots d'ordre des instances impérialistes. Dans le premier cas, si nous abandonnons la lutte contre l'ennemi extérieur et si nous nous contentons de critiquer les social-impérialistes, cette critique perd toute signification : elle sera rayée, annulée par ce que nous serons obligés d'accomplir au Reichstag, dans le mouvement syndical, par l'absence d'action qui donnerait aux masses ouvrières la conviction que notre critique est juste. Dans l'autre cas, les social-impérialistes nous expulseront très rapidement du parti, et comme aucune majorité du parti ne peut tolérer à la longue une minorité qui condamne sa politique comme une trahison des principes de base, elle supportera encore moins que ce groupe se mette en travers de toutes ses actions et elle appellera les masses à agir contre lui. »⁷

En admettant même que les révolutionnaires prennent la majorité à la suite d'un congrès, ils ne sauraient prendre le risque de conserver dans les rangs du parti des opportunistes qui sont en réalité des ennemis de classe et, par conséquent, devront les exclure avec ceux des travailleurs - et il y en aura - qui continueront à les soutenir : « De quelque côté qu'on se tourne, il y aura scission »⁸. Il faut donc, selon Radek, la préparer consciemment : elle constitue le seul moyen d'organiser la lutte contre la guerre impérialiste, la bourgeoisie et ses agents du mouvement ouvrier. Plus tôt elle sera inscrite dans les faits en termes d'organisation - elle l'est dans les esprits depuis 1914 -, plus vite seront réparés les dégâts, plus rapidement sera reforgée l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière.

Un semblable effort de recherche théorique conduit Julian Marchlewski, à l'occasion de sa critique des thèses sur la paix adoptées par le parti social-démocrate, à analyser la position du courant opportuniste sur le problème de l'État et à l'opposer à celles de Marx et d'Engels qui voyaient en lui l'instrument du pouvoir d'une classe. Il affirme - cheminant sur la même voie que Lénine, dont les études, au même moment, préparent *L'État et la révolution* :

« Les prolétaires doivent mener la lutte contre l'État, ils ne peuvent réaliser leur idéal, qui repose sur la liberté et l'égalité des hommes, sans briser la domination de classe dans l'État. »⁹

Une partie des révolutionnaires allemands se rapprochaient ainsi des bolcheviks, avec qui ils n'avaient pourtant que des liens ténus et aucune organisation commune. La révolution russe va apporter consistance et poids à leurs thèses.

L'influence de la révolution russe.

L'influence de la révolution russe est perceptible dans le mouvement ouvrier allemand à partir de 1917, non seulement à travers les prises de position théoriques ou pratiques des révolutionnaires allemands, mais à travers l'orientation des larges masses ouvrières, le succès dans leurs rangs de mots d'ordre comme celui des « conseils ouvriers », traduction allemande des « soviets » de Russie. Bien sûr, ces rapprochements sont le signe des mouvements souterrains qui préparent les explosions révolutionnaires - et, de ce point de vue, la Russie de 1917 n'était point hors du monde. Mais le problème se pose de savoir de quelle façon les travailleurs allemands, et notamment les militants des groupes révolutionnaires, ont pu, dans

6 Ibidem, p. 317.

7 Ibidem, pp. 323-324.

8 Ibidem, pp. 325.

9 « Thèses sur la question de la paix », *Spartakus im Kriege*, p. 58.

cette période de guerre européenne et malgré la censure, prendre connaissance de l'expérience russe. Il faut également évoquer les efforts des bolcheviks, une fois au pouvoir, pour tenter de gagner à leurs vues des révolutionnaires qui étaient loin d'être d'accord avec eux sur tous les plans, et en particulier pour les convaincre que leur premier devoir était de fonder un nouveau parti - ce à quoi les spartakistes s'étaient jusque-là refusés.

En l'absence de liaisons possibles avec les différents pays européens, les bolcheviks ne négligent pas la chance que constitue pour eux la présence sur le sol russe de quelque deux millions de prisonniers de guerre, parmi lesquels 165 000 soldats et 2 000 officiers allemands¹⁰. Le terrain est favorable, surtout après la révolution de Février : nombreux parmi les prisonniers sont les militants social-démocrates dont les sympathies ne peuvent qu'aller aux ouvriers et paysans, et à ceux des partis ouvriers dont l'objectif est la fin de la guerre impérialiste : ni les mencheviks, ni les S.R., plus ou moins paralysés par leur politique d'union sacrée, ne parviennent en effet à mener parmi les prisonniers de guerre une propagande comparable à celle des bolcheviks.

Déjà avant la révolution de Février s'étaient constitués ici ou là en Russie de petits cercles clandestins de militants social-démocrates¹¹. Ils se développent au lendemain de la révolution, nombre de prisonniers allemands ralliant les bolcheviks¹². Mais, après Octobre, tout se déroule à une plus grande échelle, et les bolcheviks s'efforcent d'organiser les sympathies que leur action et leur propagande leur ont values. Ils vont également déclencher sur l'ensemble du front, à l'intention des troupes allemandes, une vaste campagne d'agitation pour la « fraternisation »¹³. Sous l'impulsion de Radek, revenu au lendemain de l'insurrection, propagande, agitation et organisation sont systématiquement conduites parmi les prisonniers de toutes nationalités, en commençant par ceux de langue allemande : à partir de décembre 1917 paraît en langue allemande le journal *Die Fackel*¹⁴, qui en est l'instrument principal. La fondation de la fédération des prisonniers de guerre internationalistes, puis, en avril 1918, la constitution, au cours d'une conférence à Moscou du « groupe allemand du parti communiste russe (bolchevik) » concrétisent le premier résultat de cet effort pour la construction de noyaux communistes étrangers¹⁵. La signature de la paix de Brest met fin à ce travail de recrutement en même temps qu'elle lui donne tout son sens, puisque de nombreux prisonniers influencés par les communistes russes reprennent le chemin de leur pays ; les troupes elles-mêmes ramèneront souvent le virus révolutionnaire à l'arrière ou sur les autres fronts¹⁶.

Autour de Radek apparaissent des hommes qui vont constituer en Russie l'état-major du premier noyau des communistes de langue allemande : Rothkegel, de Hambourg, et Josef Böhm, de Brême, l'Autrichien Karl Tomann, ancien responsable syndical¹⁷, le militant social-démocrate Hermann Osterloh¹⁸, un jeune journaliste, animateur d'un mouvement pacifiste, Ernst Reuter, dont le gouvernement soviétique a fait un commissaire de la république des Allemands de la Volga¹⁹. Il s'y ajoute un ouvrier des chemins de fer, fils d'émigrés allemands, Nicolas Krebs, bolchevik depuis 1916²⁰. Leur lutte politico-militaire dans les régions occupées par l'armée allemande leur vaut d'autres recrues, comme l'instituteur Wilhelm Zaisser, lieutenant de réserve, rallié avec son unité aux partisans ukrainiens²¹.

Les liens avec le mouvement révolutionnaire allemand sont considérablement facilités par l'établissement de relations diplomatiques entre le gouvernement soviétique et l'Allemagne au lendemain de la signature de la paix de Brest-Litovsk. Boukharine en personne séjourne quelque temps à l'ambassade²². L'ambassadeur Joffé est un vieux militant révolutionnaire expérimenté, qui comprend parfaitement le sens de sa mission. Déjà, à Brest-Litovsk, il a aimablement fait remarquer au comte Czernin : « J'espère que nous serons bientôt capables de déclencher également une révolution dans votre pays »²³. Dès son arrivée à Berlin au mois d'avril 1918, il montre qu'il a le sens du geste spectaculaire en refusant de présenter à l'empereur ses lettres de créances et en lançant des invitations à sa première réception aux principaux dirigeants indépendants ou révolutionnaires, y compris ceux qui sont emprisonnés²⁴. Il déploie une activité considérable dans tous les domaines, achète des informations qu'il remet aux révolutionnaires allemands, fournissant de l'argent, prodiguant des conseils²⁵. Il a à ses côtés un autre militant qui a l'expérience de la clandestinité, le Polonais Mieczislaw Bronski²⁶, ancien compagnon de Lénine en Suisse, qui fut un des piliers de la gauche de Zimmerwald²⁷.

10Rudolf Dix, « Deutsche Internationalisten bei der Errichtung und Verteidigung der Sowjetmacht », *BzG*, 8 Jq, 1966, n° 3, p. 495.

11Ibidem, p. 485.

12Ibidem, p. 496.

13K. L. Seleznev, « Bolchevitskaja agitacija i revoliutionsnoe dvijenie v Germanskoj Armii na vostoshnoe fronte v 1918 g. », dans *Nojabr'skaja Revolucija...*, pp. 271-328.

14Ibidem, pp. 276-277.

15R. Dix, *op. cit.*, p. 495. On note l'absence de toute allusion à Radek.

16Davidovitch, *Revolutionsnii Krisis 1923 g. v. Germanii i Gamburskoe vostanie*, pp. 133-134, mentionne l'influence exercée par la propagande bolchevique sur l'officier de réserve Ernst Schneller, qui allait devenir communiste à son retour.

17R. Dix, *op. cit.*, p. 495.

18Brandt et Lowenthal, *Ernst Reuter. Ein Leben für die Freiheit*, pp. 109, 129.

19Il sera plus tard connu dans le K.P.D. (S), dont il sera même secrétaire général en 1921, pendant quelques mois. Voir Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 112.

20A cette époque, Krebs avait russifié son nom en Rakov ; il devait plus tard militer en Allemagne sous le pseudonyme de Félix Wolf.

21Chef militaire au cours des combats de la Ruhr, il sera en Espagne le général Gomez. Sur l'épisode de 1918, rarement mentionné, voir André Marty, *La Révolte de la mer Noire*, p. 72.

22Il y sera notamment à la fin d'octobre 1918 (Leo Stern, *op. cit.*, IV, p. 1661).

23O. Czernin, *Im Weltkrieg*, cité par E.H. Carr, *op. cit.*, III, p. 71.

24Ibidem, p. 76.

25L. Fischer, *Men and Politics*, p. 31.

26Carr, *op. cit.*, p. 135.

27Parmi les autres membres du personnel diplomatique actifs dans le mouvement allemand, les rapports de la police allemande mentionnent Sagorski, qui serait chargé du contact avec les dirigeants indépendants, Marcel Rosenberg, qui s'occupe de toutes les questions de presse - il sera en 1936 l'ambassadeur de l'U.R.S.S. en Espagne, avant de disparaître dans les grandes purges - et Mme Markowski, chargée des

L'ambassade constitue une antenne disposant de fonds importants, de moyens matériels exceptionnels pour l'époque, assurant avec Petrograd un contact rapide couvert par l'immunité diplomatique, favorisant l'activité conspiratrice en même temps que le contact politique direct entre les Allemands semi-clandestins ou clandestins et les révolutionnaires russes victorieux²⁸. Elle emploie dans ses services divers, et notamment dans son agence télégraphique, *Rosta*, des militants allemands qu'elle couvre ainsi légalement tout en leur assurant des possibilités d'action : c'est le cas d'Emil Eichhorn, ancien responsable du bureau de presse du parti social-démocrate et dirigeant indépendant, d'Ernst Meyer, ancien journaliste au *Vorwärts* et dirigeant spartakiste²⁹, ainsi que d'Eugen Léviné, autre militant spartakiste. Un des dirigeants indépendants, Oscar Colin, est l'avocat de l'ambassade et son homme de confiance pour toutes les opérations financières³⁰. Même si l'ambassade n'est pas le canal de matériaux de propagande que devaient dénoncer quelques semaines plus tard les dirigeants du pays, elle est à la fois lieu d'asile, centre de rayonnement et agence d'information³¹. Le changement de nature dans les liaisons entre l'Allemagne et la Russie se traduit par le fait qu'un compte rendu sur la situation en Allemagne beaucoup plus complet que celui donné dans les *Lettres de Spartakus* clandestines paraît à Petrograd dans *Weltrevolution*, organe de la section allemande du parti bolchevique³².

Les efforts des bolcheviks.

Les bolcheviks sont convaincus que l'Allemagne constitue la plaque tournante de la révolution européenne. La révolution russe n'est à leurs yeux que la première étape de la révolution mondiale qui trouvera en Allemagne un champ de bataille décisif et prochain. Pendant l'année 1918, c'est le « retard » de la révolution allemande qui constituera la toile de fond de la discussion autour du problème de la paix séparée et du traité de Brest-Litovsk, et c'est sa perspective qui trace les contours de la politique extérieure du gouvernement bolchevique.

A partir de la révolution de Février, en tout cas, les problèmes pratiques - leur liaison avec les Allemands, la mise sur pied d'une organisation allemande - passent au premier plan de leurs préoccupations. Au cours de son voyage vers la Russie, Lénine a confié à Vorovski, Hanecki et Radek qui restent à Stockholm la responsabilité de diriger le bureau du comité central à l'étranger, dont l'une des tâches va être de diffuser en Allemagne la *Russische Korrespondenz-Pravda*, laquelle contient informations sur la Russie et argumentation bolchevique³³. Dans les thèses d'avril, présentées au parti dès son arrivée, Lénine rend hommage à Liebknecht et à l'action des révolutionnaires allemands, mentionne les « internationalistes de gauche », Münzenberg, Radek et Hartstein, « véritables internationalistes », « représentants et non-corrupteurs des masses internationalistes révolutionnaires ». Il écrit :

« C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une *nouvelle* Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ; plus exactement, nous ne devons pas craindre de proclamer hautement qu'elle est *déjà fondée* et qu'elle agit. »³⁴

Selon l'historien soviétique Krivoguz, plus de 60 000 tracts auraient pénétré clandestinement en Allemagne pendant le seul été 1917³⁵. Les militants de l'Internationale de la jeunesse, groupés autour de Münzenberg en Suisse, assurent notamment la diffusion clandestine de la lettre de Lénine sur « Le Programme militaire du prolétariat révolutionnaire » qu'il leur a remise avant de partir³⁶. C'est à la fois par Stockholm et par la Suisse que pénètrent en Allemagne plusieurs milliers d'exemplaires de *L'État et la révolution*³⁷. A la fin du mois d'août 1917, Lénine pressait le bureau du comité central pour l'étranger de faire tout son possible pour organiser une conférence internationale des gauches :

« Les bolcheviks, le P.S.D., les Hollandais, l'*Arbeiterpolitik*, *Demain*, voilà déjà un *noyau* suffisant. (...) Les résolutions de la conférence des bolcheviks et de leur congrès (...), le projet de programme du même parti, voilà déjà une *base idéologique* suffisante (avec l'adjonction de *Vorbote*, *Tribune*, *Arbeiterpolitik*, etc.) pour offrir au monde entier de nettes réponses aux problèmes de l'impérialisme et accuser les social-chauvins et les kautskystes. »³⁸

Il pense en effet que la principale bataille politique doit être dirigée contre les centristes et particulièrement contre Kautsky, qu'il juge l'adversaire le plus dangereux, puisqu'il a officiellement rompu avec les « social-chauvins », alors qu'il défend en fait leur politique et que tous ses efforts visent à barrer au prolétariat allemand la voie du bolchevisme. C'est dans cette perspective que Lénine rédige en 1918 - essentiellement pour convaincre les militants révolutionnaires allemands - sa brochure *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, dans laquelle il propose la révolution bolchevique comme modèle :

« La tactique des bolcheviks était juste ; elle était la seule tactique internationaliste (...) puisqu'elle faisait le maximum

relations avec les organisations de jeunesse. Toujours selon les mêmes sources, Joffé aurait en vain tenté de faire venir près de lui, comme « conseiller économique », Karski-Marchlewski, dont il n'obtiendra que le rapatriement (« Oberkommando in den DZA. Potsdam, Reichskanzlei n° 517 », pp. 95-96, dans Léo Stern, *op. cit.*, p. 1365.

28Joffé (*Izvestija*, 6 décembre 1918) dit avoir remis à Barth plusieurs centaines de milliers de marks pour aider à la préparation de l'insurrection.

29Voir biographies en annexe..

30E. H. Carr, *op. cit.*, p. 77.

31Dès le lendemain de la libération de Liebknecht par exemple, on sait à Moscou qu'il est politiquement d'accord avec les bolcheviks.

32Krivoguz, « *Spartak* » i *obrazovanie Kommunistitcheskoj partii Germanii*, p. 136.

33W. Imig, « Zur Hilfe Lenins für die deutschen Linken », *BzG*, 1963, n° 516, pp. 810 sq.

34*Euvres*, t. XXIV, p. 75.

35Krivoguz, *op. cit.*, p. 63.

36Imig, *op. cit.*, pp. 809-810.

37Ibidem pp. 814-855.

38*Euvres*, t. XXXV, p. 328.

de ce qui est réalisable dans un seul pays *pour* le développement, le soutien, l'éveil de la révolution *dans tous les pays*. Cette tactique s'est vérifiée par un immense succès, car le bolchevisme (...) est devenu le bolchevisme *mondial* ; il a donné une idée, une théorie, un programme, une tactique qui se distinguent concrètement, dans la pratique, du social-chauvinisme et du social-pacifisme. (...) Les masses prolétariennes de tous les pays se rendent compte, chaque jour plus nettement, que le bolchevisme a indiqué la juste voie à suivre pour échapper aux horreurs de la guerre et de l'impérialisme, et que le bolchevisme sert de *modèle de tactique pour tous*. »³⁹

Se rendant compte, au début d'octobre, que la situation allemande mûrit plus vite que sa brochure ne s'imprime, il en rédige un résumé d'une dizaine de pages qu'il envoie à Tchitchérine en le priant d'en faire le plus rapidement possible la diffusion en Allemagne - ce qui sera réalisé par l'intermédiaire de la Suisse⁴⁰. Le texte, qui porte le même titre que la brochure, se termine par cette remarque :

« Le plus grand malheur pour l'Europe, le plus grand danger pour elle, c'est qu'il *n'y existe pas* de parti révolutionnaire. Il y a des partis de traîtres tels que les Scheidemann ou des âmes serviles telles que Kautsky. Il *n'y existe pas* de parti révolutionnaire. Certes, un puissant mouvement révolutionnaire des masses peut corriger ce défaut, mais ce fait demeure un grand malheur et un grand danger. C'est pourquoi on doit, par tous les moyens, démasquer des renégats comme Kautsky et soutenir ainsi les *groupes* révolutionnaires de prolétaires vraiment internationalistes, comme il y en a dans *tous* les pays. Le prolétariat se détournera vite des traîtres et des renégats et suivra ces groupes au sein desquels il formera ses chefs. »⁴¹

La réponse des révolutionnaires allemands.

Les révolutionnaires allemands ont salué avec enthousiasme la révolution russe à partir de février. Elle constitue pour eux un modèle et un encouragement, parce qu'elle est la résurrection de l'action des masses ouvrières, la lutte, en pleine guerre, contre la bourgeoisie, la confirmation éclatante que le combat et même la victoire sont possibles. Clara Zetkin, dans son message au congrès de fondation du parti indépendant parle d'« événement exaltant »⁴², et Rosa Luxemburg écrit, de sa prison, que ces « magnifiques événements » agissent sur elle « comme un élixir de vie »⁴³. Dans le manuscrit longtemps inédit qu'elle a consacré à la critique de la révolution russe, elle écrira encore :

« Les Lénine et les Trotsky avec leurs amis ont été les *premiers* qui aient devancé le prolétariat mondial par leur exemple ; ils sont jusqu'ici les *seuls* qui puissent s'écrier avec Ulrich de Hutten : « J'ai osé cela. » C'est ce qui est l'essentiel et ce qui *reste* de la politique des bolcheviks. »⁴⁴

Sur ce terrain, spartakistes et radicaux de gauche de Brême sont d'accord sans réserves. Les rédacteurs d'*Arbeiterpolitik* ont dès le 17 novembre salué avec enthousiasme les conseils d'ouvriers et de soldats au pouvoir⁴⁵ ; le 15 décembre, Johann Knief y explique pourquoi la révolution russe a pu progresser si rapidement et vaincre :

« Uniquement et exclusivement parce qu'il existait en Russie un parti autonome d'extrême-gauche qui, dès le début, a déployé la bannière du socialisme et lutté sous le signe de la révolution sociale. »⁴⁶

Pour lui, la victoire des bolcheviks constitue l'argument décisif susceptible de convaincre les spartakistes de leur erreur, de la nécessité pour eux de rompre définitivement avec les centristes du parti indépendant pour s'engager dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire.

L'écho de ces arguments - l'exemple russe, la pression de Lénine ne sont pas les moindres - est évident dans les rangs spartakistes. C'est Franz Mehring qui, en tant que « doyen », adresse le 3 juin 1918 aux bolcheviks une « lettre ouverte » dans laquelle il se déclare entièrement solidaire de leur politique. Il critique férocement la perspective - celle du parti indépendant - de reconstruire la social-démocratie d'avant guerre et d'employer la « vieille tactique éprouvée », et la qualifie d'« utopie réactionnaire ». Il se prononce pour une « nouvelle construction de l'Internationale » et formule une autocritique :

« Nous ne nous sommes trompés que sur un seul point : précisément quand, au lendemain de la fondation du parti indépendant (...), nous l'avons rejoint sur le plan de l'organisation dans l'espoir de le pousser en avant. Cet espoir, nous avons dû l'abandonner. »⁴⁷

Il développe plus longuement les mêmes thèmes dans une série d'articles intitulés « Les Bolcheviks et nous », publiés à partir du 10 juin 1918 dans *Leipziger Volkszeitung*. Faisant référence aux analyses de Marx sur la Commune de Paris, il s'attache à démontrer que l'action des bolcheviks se situe dans cette perspective, la dictature du prolétariat étant réalisée en Russie sous la forme du pouvoir des soviets, pouvant et devant l'être en Allemagne par les conseils ouvriers, instruments de la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective de révolution mondiale, il pose la question de la nécessaire édification

39 *Euvres*, t. XXVIII, pp. 302-304.

40 *Imig*, *op. cit.*, p. 818.

41 *Euvres*, t. XXVIII, p. 122. L'article avait paru dans la *Pravda* du 11 octobre 1918.

42 *Protokoll... U.S.P.* 1917, p. 50.

43 R. Luxemburg, *Briefe an Freunde*, p. 157.

44 *Die Russische Revolution* (préf. de P. Levi) (1^{er} éd., 1922), p. 119.

45 Editorial d'*Arbeiterpolitik*, n° 46, 17 novembre 1917, *Dok. u. Mat.*, II/2, op. 15-18.

46 « Eine dringende Notwendigkeit », *Arbeiterpolitik*, n° 50, 15 décembre 1917, *Ibidem*, pp. 43-47.

47 Lettre ouverte parue dans *Mitteilungs-Blatt des Verbandes der sozialdemokratischen Wahlvereine Berlins und Umgegend*, n° 16, 21 juillet 1918, reproduite dans *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 158-162.

d'une nouvelle Internationale, autour du parti bolchevique⁴⁸. Dans le supplément féminin du même quotidien, Clara Zetkin développe les thèmes du pouvoir des conseils, la forme « soviétique » que doit revêtir en Allemagne la révolution prolétarienne⁴⁹.

Mais cette importante évolution de quelques-uns des éléments les plus responsables du groupe spartakiste ne se traduit pas par des décisions d'une ampleur comparable en matière d'organisation. Il faut beaucoup d'optimisme pour conclure comme l'historien soviétique Krivoguz qu'« en fait la rupture sur le plan de l'organisation entre la Ligue Spartakus et l'U.S.P.D. a été consommée à l'été 1918 »⁵⁰. La raison principale en réside sans doute dans les réserves manifestées à l'égard de la politique des bolcheviks par Rosa Luxemburg elle-même : critique de la politique de terreur et de la persécution des autres tendances se réclamant du socialisme, critique de la politique agraire des bolcheviks, créant selon elle un danger capitaliste, critique surtout de la politique extérieure de la Russie soviétique, de son acceptation de la paix de Brest-Litovsk qui risquait de retarder l'issue de la guerre et l'explosion de la révolution allemande⁵¹. L'avant-dernière lettre de Spartakus, « La Tragédie russe », exprime un sentiment apparemment répandu dans l'avant-garde allemande, l'idée que la révolution russe, isolée et d'une certaine façon prématurée, est vouée à l'écrasement dans un délai relativement bref. Une note de présentation précise :

« Ces craintes résultent de la situation objective des bolcheviks et non de leur comportement subjectif. Nous reproduisons cet article seulement en raison de sa conclusion : sans révolution allemande, pas de salut pour la révolution russe, pas d'espoir pour le socialisme dans cette guerre mondiale. Il n'existe *qu'une* solution : le soulèvement massif du prolétariat allemand. »⁵²

La révolution, plus vite que les révolutionnaires.

Or la révolution va se produire avant que les révolutionnaires aient pu briser avec leur routine, desserrer l'étau de la répression et tirer dans la pratique les conclusions que leur dictent trois années de lutte en Russie et dans le reste du monde. Et elle va provenir essentiellement de la défaite militaire. Dès le 18 juillet, l'état-major sait que l'armée allemande, contrainte à la défensive par l'attaque de Foch et l'intervention des chars d'assaut sur le front occidental, n'a plus de chance raisonnable de l'emporter : Ludendorff lui-même se persuade qu'il faut mettre fin à la guerre⁵³. Cette prise de conscience des milieux dirigeants va de pair avec une décision complémentaire, celle de démocratiser l'appareil du régime : une « parlementarisation » permettra en effet de faire partager aux représentants des partis politiques la responsabilité des décisions que la défaite militaire rend inéluctables⁵⁴. Social-démocrates majoritaires et catholiques du parti du centre ouvrent la perspective de leur participation à un gouvernement d'union nationale qui pourrait négocier avec l'Entente sur la base des « quatorze points » du président Wilson : ce sera chose faite le 4 octobre, - avec l'entrée dans le gouvernement que vient de former le nouveau chancelier, le prince Max de Bade, du député catholique Mathias Erzberger et de Philip Scheidemann comme ministres sans portefeuille⁵⁵ : le parti social-démocrate majoritaire mise sur la promesse du prince qu'on procèdera à une « démocratisation », à une « parlementarisation », comme ultime rempart à la subversion.

Pour les milieux dirigeants, la subversion est en effet la principale menace. L'armée de l'est s'est révélée inutilisable pour la poursuite de la guerre, rongée qu'elle est par le virus révolutionnaire. Cette évolution confirme la prédiction faite par Liebknecht de sa prison de Luckau, au lendemain de la signature du *diktat* :

« On verra quelle récolte mûrira après ces semailles pour ceux qui triomphent aujourd'hui. »⁵⁶

L'empereur est effrayé des rapports qui lui parviennent sur « le grand nombre de désertions, les cas d'insubordination, l'apparition du drapeau rouge sur les trains de permissionnaires⁵⁷ ». Il faudra isoler ces troupes par un cordon sanitaire, le temps de les reprendre en main⁵⁸. Les rapports de police font état du mécontentement croissant des ouvriers et de larges couches de la population civile, du prestige dont jouit la révolution russe.

Or l'organisation des révolutionnaires demeure inférieure à l'audace de leurs analyses politiques et de leurs perspectives, et ne les met pas en mesure d'exploiter, ni la fermentation révolutionnaire qui se développe tout au long de l'année 1918, ni l'aide technique et financière que leur accordent les Russes à partir du mois d'avril. Les révolutionnaires de Brême ne disposent plus d'un seul militant sur les chantiers ou dans les entreprises du port où ils avaient pourtant été solidement implantés⁵⁹. A Berlin, le groupe spartakiste de la 6^e circonscription, qui s'étend sur Charlottenburg, Berlin-Moabit et jusqu'à Spandau, ne compte

48 *Leipziger Volkszeitung*, 31 mai, 1^o et 10 juin 1918.

49 *Leipziger Volkszeitung* Frauen-Beilage, n^o 30, 9 août 1918.

50 *Op. cit.*, p. 105.

51 Rosa Luxemburg avait rédigé en août ou septembre 1918 une violente attaque contre la politique des bolcheviks à Brest-Litovsk, qu'elle destinait à devenir une « lettre de Spartakus ». D'un commun accord, Levi, Léviné et Ernst Meyer refusèrent de la publier (*Die Rote Fahne*, 15 janvier 1922). Paul Levi lui rendit visite à sa prison de Breslau et parvint à la convaincre de renoncer d'elle-même à la publication. C'est au moment de son départ qu'elle lui remit le manuscrit sur *La Révolution russe* et lui disant : « C'est pour vous que j'ai rédigé cette brochure, et, si je pouvais seulement vous convaincre, mon travail n'aurait pas été inutile » (Introduction de Paul Levi à *Die russische Revolution*, pp. 1-2).

52 *Spartakusbriege*, *op. cit.*, p. 453. 53.

53 Badia, *op. cit.*, p. 93.

54 *Ibidem*, p. 95 ; Drabkin, *Novemberrevolution* 1918, pp. 76 sq.

55 Drabkin, *op. cit.*, pp. 82-83.

56 *Die Aktion*, n^o 29, 19 juillet 1919, p. 484.

57 Kaiser Wilhelm II, *Ereignisse und Gestalten aus den Jahren 1917-1918*, cité par Badia, *op. cit.*, p. 81.

58 Badia *op. cit.*, p. 81.

59 E. Kolb, *Arbeiterräte in der deutschen Innenpolitik*, p. 79.

que sept membres⁶⁰. La direction spartakiste a été démantelée par les arrestations qui ont suivi les grèves de janvier, celle de Leo Jogiches, puis de Heckert et de bien d'autres⁶¹. Wilhelm Pieck, traqué par la police, est passé en Hollande. L'activité centrale du groupe - la publication des *Lettres* et des tracts - repose sur quelques individus groupés autour de Paul Levi, revenu de Suisse⁶² et d'Ernst Meyer : Clara Zetkin et Franz Mehring, qui restent des porte-drapeau, n'ont pas la possibilité physique de mener la dure vie de clandestins. Cette situation pèse lourdement sur le moral des dirigeants, qui apprécient mal le rythme des événements et ne s'attendent pas à des événements importants pour l'année 1918, comme le montre la lettre adressée à Lénine le 5 septembre 1918 par Ernst Meyer :

« C'est avec autant d'impatience que nous que vous avez dû attendre et que vous attendez encore les signes de mouvements révolutionnaires en Allemagne. Heureusement, tous mes amis sont devenus nettement plus optimistes. Toutefois, nous ne pouvons pas nous attendre encore à des actions importantes, ni pour le moment, ni pour le proche avenir. Mais, pour l'hiver, nous avons des projets plus vastes et la situation générale ici vient appuyer notre action. »⁶³

La vérité est que les révolutionnaires ont le sentiment de n'avoir aucune prise sur les événements.

L'organisation de la jeunesse révolutionnaire est cependant pour eux une raison d'espérer. Au cours du printemps 1918, en effet, se réalise la fusion des deux organisations berlinoises nées en réaction contre la politique chauvine, le *Berliner Jugendbildungsverein*, à la tête de laquelle Max Köhler remplace Fritz Globig, tous deux étant spartakistes, et la *Vereinigung Arbeiterjugend*, organisée par des social-démocrates indépendants et que dirige Walter Stoecker en liaison étroite avec Münzenberg⁶⁴. Le 5 mai 1918, la Ligue de la jeunesse libre ainsi constituée a pu réunir dans une assemblée illégale près de Stolpe plus de 2 000 participants⁶⁵ à l'occasion du 100^e anniversaire de la naissance de Karl Marx. La nouvelle organisation berlinoise constitue un facteur unificateur à l'échelle nationale : pendant l'été se déroulent dans tout le pays des conférences clandestines préparatoires à l'unification des organisations de jeunesse des différents groupements radicaux, toutes affiliées à l'Internationale que dirige, de Suisse, Münzenberg : les jeunes social-démocrates indépendants, dans les rangs desquels prévaut l'influence d'Ernst Däumig, ont pris position en faveur des bolcheviks et popularisent, eux aussi, le mot d'ordre de la révolution des conseils⁶⁶.

Les délégués révolutionnaires de Berlin ont beaucoup souffert de la répression au lendemain des grèves de janvier. Chaque responsable, pour parer à toute éventualité, s'est choisi un éventuel remplaçant. Richard Müller n'a pas eu la main heureuse en désignant Emil Barth⁶⁷, un métallo réformé, doué de grandes qualités de tribun, mais qui se révélera vite hâbleur et vaniteux. La tête politique de leur noyau est en fait, à partir de ce moment, constituée par deux des principaux dirigeants du parti indépendant de Berlin, dont aucun n'est ouvrier d'usine : l'un est Georg Ledebour, grand adversaire des spartakistes, l'autre Ernst Däumig, journaliste, ancien sous-officier de la Légion étrangère française⁶⁸, qui se voit confier la tâche d'organiser la propagande révolutionnaire au sein de la garnison et de constituer en vue de l'insurrection des détachements armés. En septembre, le travail est à peine commencé, et les contacts se réduisent à quelques liaisons individuelles dans les casernes, l'armement à quelques dizaines de revolvers⁶⁹. C'est seulement à la dernière minute que, grâce aux efforts de deux militants du cercle des délégués révolutionnaires berlinois, Cläre Derfert-Casper et Arthur Schöttler, les révolutionnaires berlinois se procureront des armes par l'intermédiaire d'ouvriers des arsenaux de la région de Suhl⁷⁰.

Ainsi, qu'ils aient combattu, au cours de la guerre, pour la paix par la révolution ou pour la révolution à travers la lutte pour la paix, les révolutionnaires allemands ne sont pas parvenus - et dans leur majorité n'ont d'ailleurs pas cherché - à constituer ce qui leur manquait déjà en 1914, une organisation propre, capable de répondre aux besoins et aux aspirations des masses, d'unifier les mots d'ordre, de centraliser l'action. La paix et la révolution vont les prendre de vitesse.

60Interview du responsable du groupe, Karl Retzlau, H. Weber, *Der Gründungsparteitag der K.P.D.*, pp. 20-21, n. 41.

61*Vorwärts und...*, pp. 468-469.

62Paul Frölich, *op. cit.*, p. 297, écrit qu'« (Levi) avait pris la direction de l'organisation depuis la mort de Leo Jogiches ». On peut retenir ce témoignage, venant d'un adversaire acharné de Levi mais soucieux d'objectivité dans ses travaux historiques.

63*I.M.L.*, Moscou, Fonds 19, *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 195.

64Fritz Globig, ... *aber verbunden sind wir mächtig*, pp. 232-233.

65*Unter der roten Fahne*, p. 106, et *Ibidem*.

66*Unter der roten Fahne*, p. 107.

67R. Müller, *op. cit.*, p. 126.

68*Ibidem*, p. 127.

69*Ibidem*.

70Cläre Casper-Derfert dans *Vorwärts und...*, p. 296 et sq. et 1918. *Erinnerungen von Veteranen*, p. 333 ; *Ibidem*, pp. 409-410, les souvenirs d'Hermann Grothe.

VIII. La révolution de novembre

Au premier abord, la révolution qui explose aux premiers jours de novembre dans le Reich semble confirmer l'attente et les vues de Rosa Luxemburg. Les masses ouvrières se fraient leur chemin vers l'action révolutionnaire malgré leurs dirigeants et souvent contre eux, de façon presque indépendante des organisations révolutionnaires, dépassées par l'événement, en l'absence de tout mot d'ordre unificateur et finalement de toute direction. En même temps, c'est vers une forme nouvelle d'organisation du pouvoir d'État, l'État « ouvrier » des conseils d'ouvriers et de soldats, de type soviétique, qu'elle semble se diriger, conformément aux appels lancés depuis des mois par la propagande clandestine des spartakistes : le mot d'ordre des « conseils » devient une force matérielle, repris par des millions d'hommes.

Les dirigeants et la défaite militaire.

Les dirigeants allemands ont senti venir l'orage. L'échec de Montdidier, sur le front ouest, le 8 août, a été le signe que tout espoir de victoire militaire était vain et que les chefs n'avaient plus désormais de prise sur la conduite de la guerre, devenue « jeu de hasard »¹. A la mi-août, l'empereur a conféré avec son chancelier, Hertling, les chefs de l'armée, Hindenburg et Ludendorff, avec l'empereur d'Autriche : ils sont tous d'accord sur la nécessité de guetter le moment le plus favorable pour demander la paix, et le secrétaire d'État Hintze a fait connaître au président Wilson le désir du gouvernement allemand de traiter sur la base du retour au *statu quo ante*².

La situation s'aggrave en septembre sur les fronts tenus par les alliés austro-hongrois et bulgares. Les chefs militaires se font plus pressants : le 29 septembre, Hindenburg et Ludendorff informent le chancelier que la situation sur le front de l'est est devenue critique, et formulent leur désir de voir le gouvernement élargi pour permettre la négociation sur la base la plus solide possible³. Ils pensent en effet, avec le secrétaire d'État Hintze, qu'« il faut prévenir le bouleversement d'en bas par la révolution d'en haut »⁴. L'objectif est de constituer un gouvernement conforme à la majorité existant au Reichstag et comprenant en particulier des ministres social-démocrates.

Le chancelier Hertling démissionne et Guillaume II fait appel, pour le remplacer, au prince Max de Bade, grand seigneur progressiste teinté d'une réputation de libéral. Le prince choisit ses ministres parmi les députés des partis décidés à soutenir une politique de négociations immédiates : le parti social-démocrate délègue Bauer et Scheidemann⁵. Le 4 octobre, le gouvernement Max de Bade propose au président Wilson la conclusion d'un armistice sur la base des « quatorze points ». Le 8 novembre il envoie aux Alliés la délégation chargée de conclure l'armistice : déjà les chefs militaires - Ludendorff, en particulier - parlent de conditions « inacceptables » et tentent de rejeter la responsabilité de la paix qui se prépare sur les épaules des « politiciens ». Pourtant, ils ne tentent aucun effort pour l'empêcher : la menace révolutionnaire est à leurs yeux très concrète et tout dépend en fait dans une large mesure du parti social-démocrate qui s'emploie pour le moment de toutes ses forces en faveur d'une transition pacifique. Le *Vorwärts* mène campagne pour démontrer que les « solutions russes » sont impraticables en Allemagne :

« La révolution russe a écarté la démocratie et établi à sa place la dictature des conseils d'ouvriers et de soldats. Le parti social-démocrate rejette sans équivoque la théorie et la méthode bolcheviques pour l'Allemagne et se prononce pour la démocratie. »⁶

Le 4 novembre encore, Ebert téléphone au secrétaire d'État Wahnschaffe pour l'assurer que les syndicats emploient toute leur autorité à apaiser les ouvriers⁷.

Les premiers craquements.

En septembre déjà, les signes se multipliaient d'une radicalisation croissante. A la conférence du parti indépendant, Haase, Dittmann, Hilferding ont quelque peine à faire rejeter le mot d'ordre de « dictature du prolétariat », et doivent s'employer à dénoncer le « goût romantique pour la révolution bolchevique »⁸. Kautsky développe les mêmes thèmes que le *Vorwärts*⁹. Haase avoue à Däumig qu'il n'a aucune idée de ce qui va se passer¹⁰. Lénine, lui, écrit à Spartakus : « Le moment est venu »¹¹ et prescrit l'étude de tous les moyens possibles pour venir en aide à la révolution allemande.

Le 7 octobre se tient à Berlin une conférence de Spartakus à laquelle prennent part les délégués des communistes de Brême. Elle analyse la situation de l'Allemagne comme « une situation révolutionnaire dans laquelle se posent de manière nouvelle tous les problèmes que la bourgeoisie allemande a été incapable de résoudre dans la révolution de 1848 ». Elle affirme la solidarité de la révolution qui vient avec la révolution russe et élabore un programme immédiat comportant l'amnistie pour tous les adversaires de la guerre, civils et militaires, l'abolition de la loi sur la main-d'œuvre et la levée de l'état de siège. Son

1 Badia, *op. cit.*, t. I, p. 93.

2 *Ibidem*, p. 94.

3 *Ibidem*, pp. 94-95.

4 Cité par F. Payer, *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert. Erinnerungen und Bilder*, p. 82.

5 Voir les discussions au sein de la direction social-démocrate dans Hermann Müller, *Die Novemberrevolution*, pp. 10-11.

6 *Vorwärts* 21 octobre 1918 : « Dictature ou démocratie. »

7 Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*, p. 571.

8 Tormin, *Zwischen Räte diktatur und sozialer Demokratie*, p. 32.

9 Dans la brochure *Die Diktatur des Proletariats*.

10 E. Barth, *Aus der Werkstatt der deutschen Revolution*, p. 35.

11 Lettre du 18 octobre 1918, *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 255.

programme d'action comporte l'annulation de tous les emprunts de guerre, la saisie des banques, mines et usines, la réduction du temps de travail, l'augmentation des bas salaires, la saisie des propriétés rurales grandes et moyennes, l'octroi aux militaires du droit d'organisation et de réunion, l'abolition du code militaire et la remise des fonctions disciplinaires à des délégués élus par les soldats, l'abolition des tribunaux militaires et la libération immédiate de ceux qu'ils ont condamnés, l'abolition de la peine de mort et des travaux forcés pour « crimes » politiques ou militaires, la remise des moyens de ravitaillement aux délégués des travailleurs, l'abolition des *Länder* et la destitution des dynasties royales et princières. Pour la réalisation de ce programme, elle lance un appel à « la constitution de conseils d'ouvriers et de soldats partout où ils n'existent pas encore »¹². A l'approche de la révolution, les révolutionnaires se portent candidats à sa direction.

Les ministres social-démocrates ont conscience du danger et c'est autour de ce thème que tournent leurs interventions en conseil de cabinet¹³. Ils insistent pour que soit rapidement décrétée l'amnistie pour les détenus politiques¹⁴. Ils pensent en particulier qu'il faut libérer Liebknecht, à qui la détention procure une auréole de martyr : mesure dangereuse certes, mais nécessaire, si l'on veut convaincre l'opinion ouvrière en lui fournissant une preuve de la volonté de démocratisation des nouveaux dirigeants. Scheidemann finit par convaincre ses collègues, malgré la résistance des chefs de l'armée, et la libération du dirigeant spartakiste est décidée le 21 octobre¹⁵. Dans les jours qui suivent, des centaines de militants, dont certains détenus depuis des années, sont remis en liberté.

A une réunion des responsables syndicaux de Berlin qui se tient dans la soirée du 22 octobre, sous la présidence d'Alwin Körsten, le métallo Paul Eckert, ayant obtenu la parole sur l'ordre du jour, lance la nouvelle qui fait l'effet d'une bombe : Karl Liebknecht est libéré, il arrivera le 23 octobre à 17 heures à Berlin¹⁶. La majorité des délégués manifeste sa joie en chantant l'Internationale, et la police intervient¹⁷. Le lendemain, plusieurs milliers de personnes, étroitement canalisées par d'importantes forces de police, attendent le prisonnier libéré et lui font un accueil triomphal. En militant avide d'action, celui-ci se lance dès la sortie de la gare de Potsdam dans la bataille : sur la place où il avait été arrêté deux ans auparavant, il harangue la foule, célèbre l'exemple révolutionnaire russe, appelle à la révolution prolétarienne allemande¹⁸. Le soir même, l'ambassadeur soviétique Joffé donne en son honneur une spectaculaire réception, lit un télégramme de congratulations de Lénine, auquel Liebknecht répond. D'autres militants allemands, Walcher, Haase, Barth, Globig, Otto Rühle, prennent la parole¹⁹. Nombre des présents, ce qui reste à cette date des différents états-majors révolutionnaires, pensent que Liebknecht est capable d'unifier le mouvement révolutionnaire dont il est à la fois le héros et le symbole.

Pourtant, paradoxalement, Liebknecht est seul. Il pense qu'il n'y a plus de temps à perdre et que la révolution n'a que trop tardé, mais il sait aussi qu'il peut lui apporter un drapeau, non un état-major. Ses amis spartakistes ne peuvent jouer ce rôle. Certes, Otto Franke est bien implanté dans le noyau des délégués révolutionnaires²⁰, Levi, au travail depuis plusieurs mois, sert de lien avec les radicaux de Brême²¹ et Wilhelm Pieck est revenu de Hollande pour reprendre son travail militant²². Mais ce ne sont encore que des chefs sans troupes, au moins à Berlin, dont le rôle sera décisif, et où ils ne sont pas plus d'une cinquantaine²³.

La vraie avant-garde des troupes dans les usines est organisée dans les rangs du parti social-démocrate indépendant sous la direction des centristes avec lesquels Liebknecht a rompu tant de lances, et particulièrement dans le noyau des délégués révolutionnaires des usines. Et le problème d'un lien direct se pose.

Les dirigeants indépendants prennent l'initiative ; conscients du risque qu'ils courent d'être débordés, ils voudraient à la fois contrôler Liebknecht et utiliser son prestige à leur profit : ils lui offrent d'être coopté à la direction du parti²⁴. La proposition est à bien des égards tentante : le parti indépendant compte de nombreux militants, dispose d'importants moyens d'expression. Mais Liebknecht n'est pas prêt à un compromis sans principes : il demande qu'on lui donne des garanties, qu'on convoque un congrès dont il croit qu'il condamnerait les atermoiements passés de la direction centriste, et qu'on reconnaisse que les spartakistes ont eu raison au cours des dernières années : il ne veut pas courir le risque d'être, à la direction, un otage. Mais les dirigeants indépendants ne sont pas décidés à une telle concession qui est presque un suicide politique ; ils acceptent seulement la rédaction d'une déclaration d'intentions reconnaissant que leur point de vue s'est rapproché de celui de Spartakus. Ce n'est pas suffisant aux yeux de Liebknecht, qui décline la cooptation offerte, mais accepte d'être invité à l'exécutif indépendant chaque fois qu'il s'agira de prendre une décision importante²⁵.

Il ne lui reste plus qu'à se tourner vers les délégués révolutionnaires, qui lui fourniront un cadre, un réseau étendu à travers

12Dok. u. Mat., II/2, pp. 228-243.

13Voir les délibérations dans *Die Regierung des Prinzen Max von Baden*, passim.

14Ibidem, séances du 6 octobre, p. 88, du 10, p. 129, du 12, pp. 129, 167.

15Ibidem, p. 305 et Max von Baden, *op. cit.*, p. 476.

16Selon Otto Franke, *Vorwärts und...*, pp. 273-274.

17Ibidem.

18Unter der roten Fahne, p. 108.

19Ibidem, p. 110.

20Vorwärts und ..., pp. 270-273.

21Ch. Beradt, *Paul Levi*, p. 18.

22Vorwärts und..., p. 30, où il précise être revenu le 26 octobre.

23Radek, *November...*, p. 132.

24Carnet de Liebknecht : extraits dans III. *Gesch.*, p. 203 et Pieck, *Corr. Int.*, n° 136, 14 novembre 1928, p. 1507. Selon J. S. Drabkin, *op. cit.*, pp. 102-103, le Fonds Karl Liebknecht à l'I.M.L. de Moscou, contient une copie dactylographiée portant à la fin la mention manuscrite « Tagebuch von K. Liebknecht ? » (Fonds 210, liste 1, Akte n°1397, f. 1). Il précise que ce sont des extraits de ce texte qui ont paru dans *Illustrierte Geschichte*.

25III. *Gesch.*, p. 203. Le *Vorwärts* du 29 novembre consacre un article aux rapports entre Liebknecht et les indépendants qui ne peuvent, selon lui, s'établir que dans la confusion.

toutes les usines de la capitale, bref, un instrument d'action révolutionnaire. De ce côté, il ne se heurte à aucune difficulté : le 26, le noyau qui décide de s'ériger en conseil ouvrier provisoire coopte trois spartakistes : Liebknecht lui-même, Pieck et Ernst Meyer²⁶. Cette direction révolutionnaire improvisée passe aussitôt à la discussion de la situation et des perspectives, pour conclure à la nécessité d'être prêts à une action immédiate au cas où le gouvernement Max de Bade refuserait la poursuite des pourparlers de paix et lancerait un appel à la défense nationale²⁷. Mais Liebknecht n'est pas satisfait de cette analyse, qu'il juge purement passive, soumise en fait à l'initiative de l'adversaire. Il refuse de suivre les délégués qui affirment que les masses ne sont pas prêtes à se battre, à moins d'une provocation gouvernementale. Il voit la preuve du contraire dans les initiatives qui se sont produites un peu partout dans le pays, et dans la combativité des jeunes qui ont tenu précisément leur congrès à Berlin les 26 et 27. Le 26 au soir, il y a eu 2 000 manifestants à Hambourg, le 27 le double à Friedrichshafen. Le 27 au soir, à la sortie d'un meeting indépendant au cours duquel il a pris la parole à l'*Andreas Festsäle*, il entraîne derrière lui vers le centre de la ville plusieurs centaines de jeunes et d'ouvriers qui se heurtent à la police²⁸. C'est par des actions de ce genre, en s'appuyant sur les détachements les plus combattifs, qu'on réalisera la mobilisation des masses.

Il tente d'en convaincre les dirigeants des délégués révolutionnaires : au cours de la journée du 28 octobre, il a une longue discussion avec Däumig et Barth. Selon lui, dans tous les cas, et même si le gouvernement ne tente pas de prolonger la guerre au nom de la « défense nationale », les révolutionnaires ont le devoir de préparer la mobilisation des masses par des meetings et des manifestations qui leur feront prendre conscience de leur force, élèveront leur niveau de conscience et leur volonté de vaincre. Däumig et Barth hésitent, sont prêts d'accuser Liebknecht de prendre ses désirs pour des réalités, ne consentent finalement qu'à l'organisation de meetings, repoussant catégoriquement celle de manifestations de rue²⁹. A la réunion plénière du soir, Wilhelm Pieck fait adopter sa proposition de diffuser un tract invitant les ouvriers à refuser les appels sous les drapeaux qui sont en train de leur parvenir³⁰. Liebknecht réitère sa proposition d'organiser systématiquement meetings et manifestations de rue et propose de les concentrer, pour commencer, sur la journée du 3 novembre. Däumig, Barth, Richard Müller combattent la proposition : l'adopter serait, estiment-ils, courir le risque d'engager prématurément la bataille décisive. Les révolutionnaires, affirment-ils, ne doivent frapper qu'à coup sûr, et l'un d'eux³¹ ironise sur le plan de Liebknecht, qu'il qualifie de « gymnastique révolutionnaire ».

En fait, ses adversaires au sein du conseil provisoire ne font que reprendre les arguments que développent au même moment les dirigeants du parti social-démocrate indépendant également hostiles à l'action ouverte. En vain Liebknecht s'emploie-t-il à tenter de les convaincre : le mouvement des masses, dit-il, ne peut se déployer que dans la rue, et le devoir des dirigeants est de les y conduire dès que possible. Il ajoute que ceux qui se retranchent derrière un rapport de forces encore défavorable reculent en réalité devant un combat nécessaire, car la situation ne deviendra favorable aux révolutionnaires qu'à partir du moment où ils se lanceront dans la bataille : en particulier, les soldats respecteront la discipline et exécuteront les ordres de leurs officiers tant qu'ils n'auront pas en face d'eux une perspective révolutionnaire sérieuse ; c'est seulement dans la rue, par la fraternisation avec les prolétaires sous l'uniforme, que les ouvriers peuvent venir à bout de forces armées matériellement supérieures, mais politiquement en état d'infériorité face à l'action unie de la classe ouvrière³².

Le 2 novembre se tient une réunion commune des dirigeants indépendants et des délégués révolutionnaires. Ledebour y introduit un officier du 2^e bataillon de la Garde, le lieutenant Waltz, venu lui dire qu'il se mettait avec son unité à la disposition de l'état-major révolutionnaire pour une insurrection³³. La majorité des présents accueillent avec enthousiasme ce nouveau venu qui leur apporte force armée et matériel et rend enfin concevable une victoire de l'insurrection. Waltz, sous le pseudonyme de « Lindner », est adjoint à Däumig dans les préparatifs techniques militaires et stratégiques de l'insurrection à venir³⁴. Pourtant les rapports des délégués des usines demeurent pessimistes. Sur 120 000 ouvriers que contrôle le réseau, 75 000 au plus sont selon eux prêts à répondre par la grève et des manifestations au premier appel des dirigeants³⁵. Peut-on envisager une action insurrectionnelle sans passer par l'étape de la grève générale ? Sur cette question également, les responsables sont divisés.

Haase, énergiquement soutenu par Richard Müller, propose de fixer au 11 novembre la date de l'insurrection armée et de s'y préparer immédiatement. Ledebour rétorque que cette proposition ne fait que dissimuler une dérobade et un refus d'agir : pour lui, il faut fixer l'insurrection au surlendemain, 4 novembre. Liebknecht, qui, selon le témoignage de Pieck, vient de discuter de ce problème avec les Russes de l'ambassade, les combat les uns et les autres. Il rejette en effet catégoriquement toute proposition tendant à déclencher l'insurrection armée sans préparation et mobilisation des masses. Il faut, selon lui, lancer le mot d'ordre de grève générale, faire décider, par les grévistes eux-mêmes l'organisation de manifestations armées pour la paix immédiate, la levée de l'état de siège, la proclamation de la république socialiste et du gouvernement des conseils d'ouvriers et de soldats. C'est seulement, affirme-t-il, au cours de la grève générale, que « l'action devrait être élevée par des mesures de plus en plus hardies jusqu'à l'insurrection »³⁶. Au vote, la motion Ledebour est rejetée par 22 voix contre 19, et la motion Liebknecht par 46 voix contre 5. Il ne reste plus que la motion Haase, qui équivaut en fait à une décision attentiste³⁷.

26Ibidem et Pieck, *op. cit.*, p. 1507.

27Ibidem.

28III. *Gesch.*, II, p. 87.

29III. *Gesch.*, p. 203.

30Ibidem.

31Ibidem. Drabkin, *op. cit.*, p. 104, qui suit l'original du carnet de Liebknecht mentionné à la note 24, précise qu'il s'agit de Barth.

32III. *Gesch.*, p. 203.

33Ibidem.

34Hermann Müller, *op. cit.*, p. 94.35.

35Pieck, *op. cit.*, p. 1507.

36Ibidem et III. *Gesch.*, p. 203.

37Ibidem.

La conclusion de cette dernière discussion constitue pour Liebknecht un échec grave. L'intervention du dirigeant spartakiste dans l'état-major des délégués révolutionnaires n'a pu venir à bout des hésitations de la majorité des délégués des usines, ni surtout des réticences ou de l'hostilité des dirigeants indépendants. Non seulement aucun progrès n'a été réalisé dans la voie de l'organisation et de l'action des révolutionnaires, mais encore Liebknecht semble lui-même moralement prisonnier des contradictions qui étreignent, à travers les délégués, le parti social-démocrate indépendant.

La situation n'est cependant pas identique partout. A Stuttgart, les spartakistes occupent de fortes positions dans le parti indépendant, puisque c'est l'un des leurs, Fritz Rück, qui préside l'exécutif du parti dans le Wurtemberg, et qu'ils disposent du journal régional *Der Sozialdemokrat*. Dès septembre, ils sont à même de contrôler, par l'intermédiaire d'un comité d'action clandestin de cinq membres - dont Thalheimer et Rück lui-même - un réseau de délégués d'usines³⁸. Rück écrit dans son « journal » :

« Il s'agit de mettre les masses en mouvement. Cela ne peut se faire qu'à partir des usines. L'adhésion officielle au parti indépendant, pour antipathique qu'elle nous soit politiquement, nous laisse les mains libres et nous permet de construire dans les usines, sous la couverture d'un travail d'organisation du parti légal, un système bien soudé d'hommes de confiance. »³⁹

Il participe à la conférence spartakiste du 7 octobre. Après son retour, le 16, il réunit clandestinement 40 délégués d'usine pour déterminer avec eux les tâches de l'insurrection⁴⁰. Le lendemain, le *Sozialdemokrat* est suspendu pour quinze jours, Rück ayant pris la responsabilité de passer outre aux décisions des censeurs. Mais le groupe a une presse clandestine. Le 30, l'assemblée locale du parti indépendant décide de lancer un manifeste pour la convocation centrale d'un pré-parlement de conseils d'ouvriers et de soldats, et d'organiser une manifestation dans la rue. Dans la nuit du 30 au 31, les équipes de nuit de l'usine Daimler se réunissent en assemblée générale pour écouter Rück qui les appelle à élire clandestinement leur conseil ouvrier. Le 2 novembre, deux délégués du comité d'action de Stuttgart, qui ont pris part à Berlin aux discussions des délégués révolutionnaires, reviennent avec l'information suivant laquelle l'insurrection va être fixée au 4⁴¹. Dans la nuit du 2 au 3, on tire les tracts. Le conseil ouvrier élu à l'usine Daimler s'ouvre à des délégués des autres entreprises, décide la grève générale pour le 4. Le 4, la grève est effective. Le conseil ouvrier local, constitué par élargissement du conseil ouvrier de Daimler, forme son bureau, élit Rück à la présidence et décide l'organisation d'élections de conseils ouvriers dans toutes les usines sur la base d'un délégué pour 500 ouvriers. Il décide la publication immédiate d'un journal, *Die Rote Fahne* (Le Drapeau rouge), qui se prononce immédiatement pour l'établissement en Allemagne d'une république des conseils⁴².

Mais le mouvement ainsi né à Stuttgart reste isolé, puisque les révolutionnaires berlinois ont décidé d'attendre. Le conseil ouvrier de Stuttgart, maître de la ville où se sont déroulées de gigantesques manifestations, est dangereusement en flèche, car le gouvernement et les autorités légales du Land demeurent en place. Comme, à Friedrichshafen, les ouvriers de l'usine Zeppelin, touchés par la propagande venue de Daimler, viennent de constituer leur conseil ouvrier, Thalheimer et Rück s'y rendent afin de coordonner l'action. Ils sont arrêtés pendant le trajet⁴³. Privés de leurs têtes, les membres du conseil de Stuttgart, un instant désorientés, sont arrêtés à leur tour. Le premier combat d'avant-garde tourne court. La police, partout, semble réagir. Elle arrête, dans toutes les grandes villes, des militants poursuivis en raison de leur action... pendant les grèves de janvier. Le 5 novembre, la police prussienne ayant provoqué la découverte d'un abondant matériel de propagande dans la valise diplomatique, le gouvernement du Reich donne six heures à Joffé et aux représentants russes de l'ambassade de Berlin pour quitter le territoire allemand⁴⁴. Mesure symbolique, pour couper les liens évidents entre la révolution russe d'hier et la révolution allemande de demain ? Mesure trop tardive en tout cas, car, à cette date, le calendrier de la révolution a déjà été déterminé par l'action des marins de Kiel.

Une vague venue de Kiel.

L'agitation a commencé dans les équipages de la marine cantonnés à Wilhelmshaven le 28 octobre. Un ordre d'appareiller donne naissance à des rumeurs inquiètes : l'état-major se préparerait à un baroud d'honneur en mer du Nord. Plusieurs manifestations se produisent à bord : un millier d'hommes sont arrêtés et débarqués, et cinq navires sont dirigés sur Kiel⁴⁵.

L'inquiétude sur le sort de détenus déclenche le mouvement : les marins se souviennent du sort des mutins de 1917 et cherchent l'appui des ouvriers. Le 1^{er} novembre, ils se réunissent à la maison des syndicats de Kiel et décident la tenue d'un meeting le 2 novembre⁴⁶. Le 2, la maison des syndicats est gardée par la police, et les marins se rassemblent sur la place d'exercice. L'un d'eux, Karl Artelt, membre du parti indépendant, condamné en 1917 à cinq mois de prison, propose l'organisation d'une manifestation de rues pour le lendemain : les marins y appellent par tracts manuscrits⁴⁷. Le 3, il y a

38Kolb, *Arbeiterräte in den deutschen Innenpolitik*, p. 63.

39« *Journal d'un spartakiste* », III. *Gesch.*, p. 182.

40III. *Gesch.* II, p. 82.

41Kolb, *op. cit.*, p. 63, III. *Gesch.*, p. 182, etc.

42Kolb, *op. cit.*, p. 64. Le compte rendu des décisions du conseil ouvrier de Stuttgart du 4 novembre, dans *Die Rote Fahne* du 5 novembre 1918, *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 285-286.

43Kolb, *op. cit.*, p. 65.

44Die *Regierung des Prinzen Max von Baden*, pp. 541-545. Selon le *Berliner Tageblatt* du 7 novembre, figuraient dans le matériel de propagande saisi une brochure de Radek intitulée *Der Zusammenbruch des Imperialismus und die Aufgabe der internationalen Arbeiterklasse*, texte d'un discours prononcé à Moscou le 7 octobre, ainsi que le texte d'un tract distribué dans l'usine Daimler de Stuttgart dans les jours précédents.

45Kolb, *op. cit.*, p. 71.

46*Vorwärts und...*, p. 91.

47Ibidem, p. 92.

plusieurs milliers de marins et soldats, peu cependant par rapport aux effectifs de la garnison. La manifestation a été interdite et les patrouilles militaires sillonnent la ville. Malgré un appel au calme d'un responsable syndical, les marins décident de manifester dans les rues : ils se heurtent à une patrouille qui tire : neuf morts, vingt-neuf blessés. Le choc s'est produit qui va mettre en mouvement les hommes de la garnison de Kiel, puisque, désormais, les marins ne peuvent plus reculer⁴⁸.

Ils se réunissent pendant la nuit sur les navires. C'est encore Artelt qui prend l'initiative de faire élire sur un torpilleur le premier conseil de marins de la révolution allemande. Au petit matin, il se retrouve à la tête d'un comité désigné par 20 000 hommes. Les officiers sont débordés. L'amiral Souchon qui commande la base fait droit à toutes les revendications que lui présente Artelt au nom de ses camarades : suppression du salut, allègement du service, augmentation des permissions, libération des détenus. Le soir, toute la garnison est organisée en un réseau de « conseils de soldats », le drapeau rouge flotte sur les navires de guerre, nombre d'officiers ont été arrêtés par leurs hommes. A terre, social-démocrates indépendants et majoritaires ont appelé ensemble à la grève générale puis à la désignation d'un conseil ouvrier qui va fusionner avec le conseil des marins. Le social-démocrate Gustav Noske, nommé gouverneur de Kiel par le gouvernement, s'empresse de reconnaître l'autorité du nouveau conseil d'ouvriers et de soldats afin de rassurer les marins et de circonscrire l'incendie⁴⁹. Le 6 novembre, le calme semble être revenu.

Pourtant, la mutinerie de Kiel a mis le feu aux poudres. La peur des représailles pousse partout les marins à élargir le mouvement. A Cuxhaven, un militant indépendant, Karl Baier, ouvrier mobilisé dans la marine, alerte le petit réseau d'hommes de confiance qu'il a constitué autour de lui dès qu'il apprend ce qui se passe à Kiel. Les marins se réunissent à la maison des syndicats dans la soirée du 6 novembre, élisent un conseil de soldats au moment où dans les usines les ouvriers font de même, préparant la désignation d'un conseil ouvrier que préside Kraatz, un des organisateurs de la grève de janvier à Berlin. Le nouveau conseil des ouvriers et des soldats demande du renfort à Hambourg, qui leur envoie Wilhelm Düwell⁵⁰. A Wilhelmshaven, le lendemain 7 novembre, une manifestation de marins organisée par le chauffeur Bernhard Kuhnt, permanent du parti avant guerre à Chemnitz, déclenche la grève générale : le soir même, ouvriers et marins élisent un conseil où les social-démocrates sont en majorité et que préside Kuhnt⁵¹. A Brême, la presque totalité des militants révolutionnaires sont en prison ou à l'armée, et l'impulsion va venir de l'extérieur. Le 4, un meeting de masse, harangué par le député indépendant Henke, réclame l'armistice, l'abdication de l'empereur, la levée de l'état de siège⁵². Mais les lendemains sont calmes. Le 6, cependant, un incident mécanique bloque en gare un train transportant des marins détenus : ils se répandent en ville et sur les chantiers, appellent les travailleurs à leur rescousse⁵³. Une manifestation s'organise spontanément, dont les dirigeants indépendants prennent la tête : après l'ouverture des portes des prisons, l'indépendant Frasunkiewicz lance un appel à l'élection de conseils d'ouvriers et de soldats et fait acclamer le mot d'ordre de « république socialiste », mais le meeting se disperse sans avoir pris de décision⁵⁴. C'est seulement le 7 novembre que la grève, partie des chantiers de la Weser, se généralise et que les conseils ouvriers sont élus dans toutes les usines. Le conseil central local des ouvriers et des soldats est désigné le 9⁵⁵.

A Hambourg, le 5 au soir, a lieu un meeting, depuis longtemps prévu, du parti indépendant. Dittmann tient tête à des marins qui réclament l'organisation d'une manifestation pour la libération des détenus de Kiel, et fait repousser une motion de Wilhelm Düwell en faveur de l'élection de conseils ouvriers⁵⁶. Pendant la nuit, un quartier-maître qui refuse de s'avouer battu, Friedrich Zeller, organise un détachement d'une vingtaine de marins et va sur les quais chercher des appuis. Au milieu de la nuit, ils sont une centaine qui s'installent à la maison des syndicats et lancent un appel à une manifestation centrale à midi⁵⁷. Dans la matinée, sous l'impulsion de quelques militants - notamment le responsable des Jeunesses, Friedrich Peter, déserteur revenu clandestinement à Hambourg -, l'action s'organise et un conseil ouvrier provisoire se constitue à la maison des syndicats avec à sa tête deux présidents, Zeller et le dirigeant indépendant local Kallweit⁵⁸. L'état-major improvisé de la révolution lance des détachements pour occuper toutes les casernes : Peter trouve la mort dans la fusillade devant l'une d'elles⁵⁹. A l'heure prévue, plus de 40 000 manifestants sont rassemblés. Un dirigeant indépendant fait acclamer la prise du pouvoir politique par le conseil des ouvriers et des soldats. Le radical de gauche Fritz Wolffheim fait approuver le mot d'ordre de république des conseils et Wilhelm Düwell la révocation du général commandant la place et la reconversion des usines⁶⁰. Dans la soirée est mis en place le conseil des ouvriers et des soldats que préside le radical de gauche Heinrich Laufenberg⁶¹. Pendant ce temps, Paul Frölich, à la tête d'un groupe de marins armés, a occupé les locaux et l'imprimerie du quotidien *Hamburger Echo* et y publie le premier numéro du journal du conseil des ouvriers et des soldats de Hambourg, intitulé également *Die Rote Fahne*⁶². Il proclame :

« C'est le début de la révolution allemande, de la révolution mondiale! Salut à la plus puissante action de la révolution

48 *Ibidem*, pp. 72-73.

49 H. Müller, op. cit., p. 26 ; Noske, *Von Kiel bis Kapp*, pp. 8-24.

50 *Vorwärts und...*, pp. 108-122.

51 Kolb, op. cit., p. 78.

52 *III. Gesch.*, II, p. 116.

53 *Ibidem*, pp. 116-117.

54 Kolb, op. cit., p. 79.

55 *III. Gesch.*, II, p. 117.

56 Kolb, op. cit., p. 77.

57 *Ibidem*.

58 *III. Gesch.*, II, p. 113.

59 *Ibidem*, p. 191.

60 *Ibidem*, p. 193.

61 Kolb, op. cit., p. 77.

62 *Vorwärts und...*, p. 251.

La révolution, comme une nappe d'huile.

Parti des villes de la côte, le mouvement s'étend irrésistiblement. A Düsseldorf, le 6, on se bat autour d'un train de prisonniers arrêtés dans une gare et c'est sur place que se constitue le conseil d'ouvriers et de soldats⁶⁴.

En Bavière, le mouvement n'est pas déclenché par les marins, mais par un groupe révolutionnaire agissant dans les rangs du parti indépendant. Eisner, ancien révisionniste devenu radical par pacifisme, a organisé à Munich un cercle de discussion auquel ont participé une centaine d'ouvriers et d'intellectuels. C'est parmi eux que se sont recrutés les premiers adhérents du parti indépendant en Bavière. Ils ne sont guère plus de 400 à l'été 1918, mais ce sont des cadres bien formés qui exercent une influence déterminante parmi les travailleurs de l'usine Krupp et ont été capables de mettre sur pied un solide réseau d'hommes de confiance dans les autres entreprises⁶⁵. Ils ont en outre noué des liens étroits avec l'aile socialisante de la Ligue paysanne qu'anime l'aveugle Gandorfer⁶⁶. Eisner a préparé la révolution en utilisant systématiquement l'aspiration des masses à la paix. Le 7 novembre, il conduit dans les rues de Munich une manifestation pour la paix au cours de laquelle il fait décider la grève générale et l'assaut des casernes. Le roi s'enfuit et Eisner devient président du conseil des ouvriers et des soldats de la république bavaroise⁶⁷.

A Halle, ce sont des militants ouvriers de la ville qui débarquent du train, le 6 novembre, à la tête de marins mutinés⁶⁸. Ils soulèvent les soldats du 14^e chasseurs et, avec eux, donnent l'assaut aux autres casernes. Le marin Karl Meseberg, ancien militant local, indépendant, préside le conseil de soldats, qui fusionne bientôt avec le conseil ouvrier, né de l'action d'un réseau de délégués animé par les indépendants : l'indépendant Otto Kilian est le président du conseil d'ouvriers et de soldats⁶⁹. A Erfurt, une grève de solidarité avec les mutins de Kiel permet des assemblées d'usine, le 7 novembre, et, après un meeting central, l'élection, le même jour, d'un conseil local central⁷⁰.

A Hanau, une manifestation ouvrière se heurte dans la journée aux forces de police : le jour même est désigné un conseil d'ouvriers et de soldats que préside le spartakiste Schnellbacher⁷¹. A Brunswick, le 7 novembre, des marins venus de l'extérieur organisent une manifestation et obtiennent l'ouverture des portes des prisons, cependant que les ouvriers grévistes désignent un conseil ouvrier. Le 8 novembre, le prince a abdiqué et le spartakiste August Merges, président du conseil des ouvriers et des soldats, s'intitule président de la république socialiste de Brunswick⁷².

A Leipzig, le petit noyau spartakiste - vingt-cinq militants environ - tente vainement d'entraîner une assemblée des indépendants, le 7 novembre, à prendre l'initiative de lancer la grève générale⁷³. Mais des marins venus des ports organisent ce jour-là les premières manifestations de rue, appellent les soldats à se soulever. Le 8, les casernes sont prises d'assaut, un conseil d'ouvriers et de soldats proclamé⁷⁴. A Chemnitz, tout se passe presque dans l'ordre : Fritz Heckert est de retour le 8 novembre ; par le syndicat du bâtiment qu'il dirige et le parti indépendant dont il est le dirigeant de fait, il parvient à organiser simultanément la grève et l'élection d'un conseil d'ouvriers et de soldats dans lequel figurent des social-démocrates majoritaires ; il en est président le 9 novembre⁷⁵.

Pendant ces jours décisifs, les dirigeants révolutionnaires berlinois hésitent toujours. Le 4, les délégués réunissent leur noyau dès l'annonce des événements de Kiel. Liebknecht et Pieck proposent de fixer le début de l'action au 8 ou au 9 novembre. Mais la majorité se refuse à lancer un mot d'ordre de grève pour ces jours qui sont jours de paie. Elles se contentent de décider l'envoi d'émissaires en province et de confier à Pieck la rédaction d'un tract sur les événements de Kiel. Nouvelle réunion le 6 : Liebknecht qui, dans l'intervalle, s'est vainement employé à convaincre Däumig en tête à tête, insiste à nouveau pour que l'insurrection soit précédée et préparée par des manifestations de rue. Au vote, il est de nouveau battu. L'insurrection est décidée pour le lundi 11 novembre au plus tôt.

Le 7, au siège du parti social-démocrate indépendant, l'exécutif de ce parti se réunit avec les dirigeants des délégués révolutionnaires et plusieurs représentants de villes de province. Otto Brass, de Remscheid, et Dittmann, critiquent vivement les décisions prises la veille, car la situation ne leur semble pas encore mûre. Haase est plus réservé encore ; il ne croit pas à la révolution, dit que la révolte de Kiel a été une « explosion impulsive », et qu'il a promis à Noske de ne rien faire qui puisse compromettre l'« unité » entre partis social-démocrates. Liebknecht, une fois de plus, reprend ses propositions, avec, cette fois, le soutien du délégué de Düsseldorf, mais le ton a monté et il est véhément dans sa dénonciation du « mécanisme grossier des fabricants de révolution ». Une fois de plus, Däumig, Barth, Richard Müller, lui tiennent tête. La décision d'insurrection pour le 11 est maintenue. Il est décidé que l'exécutif indépendant en prendra, en tant que tel, la responsabilité

63III. *Gesch.*, p. 192.

64*Vorwärts und...*, pp. 472-477.

65Kolb, *op. cit.*, p. 67.

66*Ibidem*, p. 68.

67*Ibidem*, pp. 69-70.

68*Vorwärts und...*, p. 367.

69III. *Gesch.* II, p. 135.

70*Vorwärts und...*, pp. 426-427.

71F. Schnellbacher, *Hanau in der Revolution*, p. 13, cité par III. *Gesch.*, II, pp. 128-129.

72III. *Gesch.* II, p. 130.

73*Vorwärts und...*, p. 406.

74*Ibidem*, pp. 407-408.

75*Ibidem*, pp. 469-470.

dans un appel public, mais également qu'il n'y aura aucune action avant le jour J⁷⁶.

Mieux que quiconque, les social-démocrates majoritaires sentent venir la tempête. Depuis le 23 octobre, leurs ministres réclament l'abdication de Guillaume II⁷⁷. Scheidemann et Ebert le 31 octobre, une délégation commune du parti et des syndicats, le 3 novembre⁷⁸, insistent auprès du chancelier pour obtenir le départ du Kaiser. Konrad Haenisch explique cette attitude dans une lettre privée :

« Il s'agit de la lutte contre la révolution bolchevique qui monte, toujours plus menaçante, et qui signifierait le chaos. La question impériale est étroitement liée à celle du danger bolchevique. Il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays. Cela n'a absolument rien à voir avec un quelconque dogmatisme républicain. »⁷⁹

Finalement, le parti social-démocrate envoie au gouvernement un ultimatum : si l'empereur n'a pas abdiqué le 8 novembre, il ne répondra plus de rien⁸⁰.

Le 8 au matin, Otto Franke et Liebknecht font le point ensemble. Ils sont inquiets, car le temps passe. Il devient de plus en plus difficile de retenir les ouvriers qui s'impatiente et risquent de se lancer dans des actions isolées. De plus, la police serre de près les conspirateurs et conserve les moyens de décapiter le mouvement. Enfin, le parti majoritaire, qui a pris le vent, se prépare à tourner et à coiffer le soulèvement. Tout temps perdu désormais constitue un risque considérable pour les révolutionnaires. Liebknecht tente d'en convaincre Dittmann⁸¹.

Quand les délégués se retrouvent à l'heure prévue, à leur local habituel, ils apprennent que leur spécialiste militaire, Lindner - le lieutenant Waltz - vient d'être arrêté. Ils décident alors de transférer leur séance dans les locaux du Reichstag⁸². Pendant le trajet, Däumig, qui porte dans sa serviette les plans de l'insurrection, est arrêté à son tour : Luise Zietz, qui l'accompagnait, réussit à s'esquiver et donne l'alerte. On ne peut désormais plus reculer, puisque la police a maintenant entre les mains de quoi arrêter tout le monde. Pourtant, les dirigeants indépendants, privés de Haase, qui est parti à Kiel en conciliateur, tergiversent encore. C'est Barth qui - en l'absence de Liebknecht - enlève la décision : on décide de rédiger et de diffuser un tract appelant à l'insurrection pour le renversement du régime impérial et l'établissement d'une république des conseils. Il portera dix signatures, Liebknecht et Pieck, Haase, Ledebour et Brühl, et les délégués révolutionnaires Barth, Franke, Eckert, Wegmann et Neuendorf⁸³.

Liebknecht n'est pas là, car il a décidé, avec ses amis spartakistes, de mettre les indépendants et les délégués devant le fait accompli et de briser avec leurs atermoiements : en compagnie d'Ernst Meyer et au nom de la Ligue Spartakus, il est en train de rédiger un autre tract - qui portera aussi sa signature appelant les ouvriers à lutter pour le pouvoir des conseils, la jonction avec le prolétariat russe dans la lutte du prolétariat pour la révolution mondiale⁸⁴. Il ignore encore que la répression a enfin conduit ses alliés à franchir le Rubicon.

Dans la soirée, les hommes de confiance du parti social-démocrate dans les entreprises présentent leurs rapports aux responsables : ils sont unanimes à affirmer que, dans toutes les usines, les ouvriers sont prêts à passer à l'action le 9 novembre, et qu'il ne saurait être question de chercher désormais à les retenir⁸⁵. Les appels au combat vont parvenir à des hommes décidés à se battre de toute façon.

La révolution est désormais lancée. Ceux qui la voulaient et cherchaient à la préparer, ceux qui la désiraient mais qui n'y croyaient pas et souhaitaient qu'elle soit provoquée, ceux qui ne la voulaient pas et l'avaient jusqu'au dernier moment combattue, vont, ensemble, prendre le train en marche. Les nouvelles qui parviennent de toutes les régions d'Allemagne dans la nuit du 8 au 9 le confirment : ici les marins, là les soldats, lancent des manifestations tandis que les ouvriers se mettent en grève. On désigne des conseils d'ouvriers et de soldats. Les prisons sont prises d'assaut. Le drapeau rouge, emblème de la révolution mondiale, flotte sur les édifices publics.

Berlin, 9 novembre.

Dès l'aube, les tracts appelant à l'insurrection sont distribués dans toutes les entreprises. Partout les ouvriers s'assemblent et, de tous les quartiers industriels, ils se mettent en marche vers le centre de la capitale. E. O. Volkmann écrit dans un paragraphe souvent cité :

« Le jour que Marx et son ami appelèrent de leurs vœux toute leur vie durant est enfin arrivé. Dans la capitale de l'empire la révolution est en marche. Le pas ferme, rythmé, des bataillons ouvriers fait retentir les rues : ils arrivent de Spandau, des quartiers prolétaires, du nord et de l'est, et s'avancent vers le centre, signe de la puissance impériale. Ce sont d'abord les troupes d'assaut de Barth, revolver et grenades au poing, précédées de femmes et d'enfants. Puis viennent les masses, par dizaines de mille : radicaux, indépendants, socialistes de la majorité, pêle-mêle. »⁸⁶

76Pieck, *op. cit.*, p. 1507.

77Scheidemann, *Memoiren*, II, p. 262.

78Max von Baden, *Erinnerungen und Dokumente*, pp. 539 et 591.

79Cité par Kolb, *op. cit.*, p. 32.

80Hermann Müller, *op. cit.*, p. 45.

81III. *Gesch.*, p. 204.

82Pieck, *op. cit.*, p. 1507.

83Ibidem, p. 1508. Texte dans Emil Barth, *Aus der Werkstatt der deutschen Revolution*, p. 53.

84Pieck, *op. cit.*, p. 1508. Texte dans *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 324-325.

85Hermann Müller, *op. cit.*, p. 45.

86E. O. Volkmann, *La Révolution allemande*, pp. 35-36. Cläre Derfert-Casper, dans ses souvenirs, mentionne un autre ordre, plus

L'édition matinale du *Vorwärts* met certes en garde contre « les actes inconsidérés »⁸⁷, mais les social-démocrates majoritaires se gardent de se mettre au travers d'un mouvement qu'ils savent irrésistible. Leurs hommes de confiance réunis encore au petit matin autour d'Ebert ont été catégoriques : les masses suivent les indépendants, échappent totalement à l'emprise majoritaire⁸⁸. Ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est que la garnison résiste et qu'il y ait combat de rues ; le pire alors deviendrait possible, c'est-à-dire une révolution sanglante, et le pouvoir aux mains des extrémistes. Or, dans les casernes où les hommes ont été consignés, des incidents éclatent. Un officier du régiment des chasseurs de Naumburg se présente au *Vorwärts* : il dit que ses hommes sont prêts à tirer sur la foule⁸⁹. C'est ce que les majoritaires veulent à tout prix éviter. Otto Wels se rend à la caserne Alexandre, malgré les mises en garde, harangue les hommes du toit d'une voiture et parvient à les convaincre qu'ils ne doivent pas tirer sur le peuple, mais au contraire marcher avec lui dans cette révolution pacifique⁹⁰. Les autres régiments de la garnison suivent l'exemple des chasseurs. Un officier d'état-major, le lieutenant Colin Ross, fait savoir à Ebert que le haut-commandement a donné l'ordre de ne pas tirer⁹¹. Le *Vorwärts* tire un tract spécial : « On ne tirera pas »⁹². En fait, on ne tirera que d'une caserne ; il y aura quatre morts chez les manifestants : parmi eux, l'un des responsables spartakistes des jeunesses de Berlin, Erich Habersaath, ouvrier de chez Schwartzkopff⁹³. Malgré cet épisode, tout se passe en définitive dans l'ordre, et les social-démocrates majoritaires, battus dans les usines, refont dans les casernes le terrain perdu : quand une colonne d'ouvriers que dirigent d'anciens rédacteurs du quotidien tente de s'emparer du *Vorwärts* - le souvenir est resté vivace de sa confiscation -, elle se heurte au barrage armé dressé par les mitrailleurs des chasseurs de Naumburg ralliés depuis deux heures à la révolution...⁹⁴

La réunion des hommes de confiance social-démocrates a confirmé, sur proposition d'Ebert, qu'il fallait proposer aux indépendants le partage des responsabilités gouvernementales⁹⁵. Mais Ebert, Scheidemann, Otto Braun attendent plusieurs heures une réunion de la direction indépendante, qui n'a finalement pas lieu⁹⁶. Parmi les dirigeants indépendants présents, Dittmann est prêt à accepter la proposition majoritaire, mais Ledebour s'y oppose avec violence⁹⁷. Il informe aussitôt le cercle des délégués révolutionnaires, qui discute cette question sans parvenir à se mettre d'accord. Un conseil de guerre improvisé autour de Barth répartit les tâches : Liebknecht se joint aux colonnes de manifestants qui marchent sur le Palais, Eichhorn se dirige vers la préfecture de police, cependant que le populaire Adolf Hoffmann gagne l'hôtel de ville à la tête des ouvriers⁹⁸.

Au *Vorwärts*, on constitue en toute hâte un comité d'action bientôt rebaptisé « conseil d'ouvriers et de soldats » - de douze ouvriers d'usine, tous membres du parti, auxquels on a ajouté Ebert, Otto Braun, Wels et Eugen Ernst⁹⁹. C'est ce « conseil » qui, dans l'édition de midi du *Vorwärts*, lance l'appel à la grève générale et à l'insurrection pour l'établissement d'une république sociale¹⁰⁰. Les social-démocrates signent leurs tracts des mots magiques : « conseil ouvrier », « conseil de soldats », « comité populaire »...

Les indépendants discutent longuement des propositions des majoritaires : ils n'ont toujours pas tranché quand, à midi, Ebert, Scheidemann, Otto Braun et le dirigeant syndical Heller sont reçus par Max de Bade, qui prend sur lui de leur annoncer l'abdication de Guillaume II¹⁰¹. Ebert fait des réserves sur le sort futur du régime impérial, mais accepte d'assumer la charge de chancelier du Reich dans le cadre de la Constitution. Il lance immédiatement un appel au calme et à la discipline, demande que l'ordre soit maintenu¹⁰². A 13 heures, il informe les indépendants de la situation nouvelle, leur réitère son offre du partage des responsabilités gouvernementales. Comme Oskar Cohn lui demande s'il est prêt à accepter l'entrée de Liebknecht dans le gouvernement, il répond que son parti ne jette aucune exclusive. Les indépendants poursuivent leur débat en assurant qu'ils donneront leur réponse à 6 heures¹⁰³.

Pendant ce temps, la foule victorieuse, exaltée, roule, puissante, dans les rues de Berlin, brandit ses drapeaux, scande ses mots d'ordre, chante et se précipite à la suite des chefs qui lui proposent un objectif. Les chasseurs placés à la préfecture de police capitulent sans combat devant les hommes que dirige Eichhorn, et rendent leurs armes aux assaillants. Six cents prisonniers politiques sont libérés et Emil Eichhorn s'installe dans le bureau du préfet, dont il assume les fonctions¹⁰⁴. Depuis 13 heures, sous les assauts de soldats et d'ouvriers armés, la prison de Moabit a dû ouvrir ses portes et laisser libérer de nombreux prisonniers politiques, civils ou militaires ; parmi eux, Leo Jogiches, l'organisateur de Spartakus. Quelques officiers tentent d'organiser la résistance devant l'université puis devant la bibliothèque d'État prussienne. La foule les balaie et les

vraisemblable : « Devant, les hommes armés, puis les hommes sans armes, et enfin les femmes », *III. Gesch.*, II, p. 149.

87 *Vorwärts*, 9 novembre. Un supplément appellera quelques heures plus tard à la grève générale.

88 Hermann Müller, *op. cit.*, p. 46.

89 *Ibidem*, pp. 47-48.

90 *Ibidem*, p. 48.

91 *Ibidem*, p. 49.

92 *Ibidem*, p. 48.

93 *III. Gesch.*, p. 206.

94 Hermann Müller, *op. cit.*, p. 49.

95 *Ibidem*, p. 50.

96 *III. Gesch.*, p. 208.

97 H. Müller, p. 50 et Pieck, *op. cit.*, p. 1058.

98 *Ibidem*, p. 1058.

99 *Ibidem*, p. 49.

100 *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 330.

101 H. Müller, *op. cit.*, p. 51.

102 *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 333.

103 H. Müller, *op. cit.*, p. 52.

104 E. Eichhorn, *Meine Tätigkeit im Berliner Polizeipräsidium und mein Anteil an den Januar-Ereignissen*, p. 8.

bâtiments du Reichstag tombent, sans coup férir¹⁰⁵. Des dizaines de milliers de Berlinoises sont massés devant le bâtiment : Scheidemann, du balcon, s'efforce de les inciter au calme, puis cède aux clameurs et se décide à proclamer la République - initiative quasiment révolutionnaire qu'Ebert va vivement lui reprocher¹⁰⁶. Peu après, au palais impérial, Liebknecht, qui a déjà harangué la foule du toit d'une voiture, fait proclamer par acclamations la « république socialiste allemande ». Puis, monté sur le balcon de la demeure des Hohenzollern, il proclame :

« La domination du capitalisme qui a transformé l'Europe en cimetière est désormais brisée. Nous rappelons nos frères russes. Ils nous avaient dit en partant : « Si dans un mois vous n'avez pas fait comme nous, nous rompons avec vous ». Il n'a pas fallu quatre jours. Ce n'est pas parce que le passé est mort que nous devons croire que notre tâche est terminée. Il nous faut tendre toutes nos forces pour construire le gouvernement des ouvriers et des soldats et bâtir un nouvel État prolétarien, un État de paix, de joie et de liberté pour nos frères allemands et nos frères du monde entier. Nous leur tendons la main et les invitons à compléter la révolution mondiale. Que ceux de vous qui veulent voir réaliser la libre république socialiste allemande et la révolution allemande lèvent la main ! »¹⁰⁷

Une forêt de bras se lèvent.

Les dirigeants révolutionnaires poursuivent toujours leurs débats. Ledebour, décidé à refuser toute forme de collaboration avec les majoritaires, semble d'abord rallier derrière lui une majorité. Mais bientôt apparaissent les premières délégations de soldats, certaines spontanées, d'autres, fort nombreuses, organisées par les majoritaires, comme celle que conduit Max Cohen-Reuss, vieux majoritaire et soldat de fraîche date. Toutes réclament instamment l'unité des socialistes, leur alliance au gouvernement pour défendre la révolution, la paix, la fraternité. D'autres délégations, notamment d'ouvriers, réclament, quant à elles, l'entrée de Liebknecht dans le gouvernement comme caution de la volonté de paix de la révolution allemande. Lorsque Liebknecht arrive, en fin d'après-midi, il estime qu'il est impossible aux indépendants de refuser catégoriquement toute collaboration avec les majoritaires, comme le propose Ledebour, sans courir le risque de n'être pas compris et d'apparaître aux masses comme ennemi de l'unité à laquelle elles aspirent¹⁰⁸. Soutenu par Richard Müller et Däumig, il obtient que soient posées six conditions : proclamation de la république socialiste allemande, remise du pouvoir législatif, exécutif et judiciaire aux représentants élus des ouvriers et des soldats, pas de ministres bourgeois, participation des indépendants limitée au temps nécessaire à la conclusion de l'armistice, ministères techniques soumis à un cabinet purement politique, parité de la représentation des partis socialistes au sein du cabinet¹⁰⁹. Seul Ledebour se déclare opposé à la participation, même à ces conditions¹¹⁰.

A 20 heures, la réponse des dirigeants indépendants est enfin communiquée aux majoritaires : ceux-ci, dans l'intervalle, avaient tenté une nouvelle démarche, affirmant que la délégation chargée de signer l'armistice ne partirait qu'après la formation du gouvernement. A 21 heures, la réponse des majoritaires parvient aux indépendants. Les dirigeants du parti d'Ebert ne souscrivent qu'aux deux dernières conditions et rejettent les quatre premières. Pour eux, seule une assemblée constituante élue au suffrage universel peut décider de la nature du régime allemand, et le gouvernement provisoire doit rester en place jusqu'à sa convocation et son élection. Ils affirment surtout leur hostilité à toute « dictature de classe », et souhaitent la participation de partis bourgeois au gouvernement¹¹¹. Profondément divisés, les dirigeants indépendants, toujours privés de Haase, remettent leur décision définitive au lendemain¹¹². Dans la soirée paraissent à Berlin les deux journaux quotidiens d'extrême-gauche imprimés dans les locaux de grands quotidiens occupés dans la journée : *Die Internationale*, organe indépendant et *Die Rote Fahne* organe spartakiste¹¹³.

A 22 heures, les délégués révolutionnaires, auxquels se sont joints plusieurs centaines de représentants des ouvriers insurgés, se réunissent sous la présidence de Barth dans la grande salle des séances du Reichstag¹¹⁴. L'assemblée, qui se considère provisoirement comme le conseil des ouvriers et des soldats de la capitale, décide d'appeler à des réunions dans les usines et les casernes le lendemain 10 novembre à 10 heures ; on élira les délégués un pour 1000 ouvriers et un par bataillon - à l'assemblée générale prévue à 17 heures au cirque Busch, afin de désigner le nouveau gouvernement révolutionnaire¹¹⁵. Les social-démocrates majoritaires, dont cette décision risque de menacer les positions conquises dans la journée, n'émettent sur l'instant aucune protestation ; mais ils vont consacrer la nuit à préparer cette bataille décisive.

L'installation du gouvernement Ebert.

Le rôle de Wels avait été capital dans la journée du 9 ; son action, largement improvisée, avait en effet permis aux social-démocrates majoritaires de trouver les appuis nécessaires dans la garnison de Berlin. C'est ainsi que, dans la soirée, un groupe d'officiers, parmi lesquels figure le lieutenant Colin Ross, signe un appel aux officiers pour qu'ils collaborent au maintien de l'ordre et appuient le nouveau gouvernement¹¹⁶. Il s'agit maintenant pour les majoritaires d'organiser systématiquement cet appui et de l'utiliser pour l'assemblée générale du cirque Busch.

105III. *Gesch.*, II, p. 152.

106H. Müller, *op. cit.*, p. 53. Scheidemann, *Memoiren*, II, p. 313.

107Vossische Zeitung, 10 novembre 1918; III. *Gesch.*, pp. 209-210.

108Pieck, *op. cit.*, p. 1058.

109III. *Gesch.*, p. 210 - *Vorwärts*, 10 novembre 1918.

110Pieck, *op. cit.*, p. 1058.

111Ibidem, p. 58.

112Ibidem, p. 58.

113Pieck, *op. cit.*, p. 1058.

114Ibidem et H. Müller, *op. cit.*, p. 58.

115H. Müller, *op. cit.*, p. 58.

116Texte dans Hermann Müller, p. 61.

Dans la nuit du 9 au 10, Wels rédige et fait imprimer à 40 000 exemplaires un tract qu'il adresse « aux hommes de troupes qui soutiennent la politique du *Vorwärts* »¹¹⁷. Il est nommé par Ebert commandant militaire de la capitale¹¹⁸, et le colonel Reinhard donne à tous les commandants d'unités des ordres pour que les hommes accrédités par lui aient libre accès aux casernes¹¹⁹. Le thème de l'action des hommes de Wels est donné par le gros titre du *Vorwärts* : « Pas de lutte fratricide »¹²⁰.

Haase est arrivé pendant la nuit. D'abord enclin au refus de la participation, il a changé d'avis quand l'exécutif se réunit, à 10 heures, et insiste pour que le parti indépendant ne fasse pas obstacle à l'entente de tous les socialistes en maintenant intégralement ses conditions de la veille. Ni Liebknecht, ni les dirigeants des délégués révolutionnaires, pris par la préparation et les réunions ou assemblées d'usines, ne sont présents, mais Liebknecht, qui a été tenu au courant, fait savoir qu'il ne participera pas au gouvernement si le parti indépendant renonce à ses conditions¹²¹. Les pourparlers se poursuivent néanmoins sans lui, et finalement, à 13 heures 30, les représentants des deux partis social-démocrates se mettent d'accord sur un texte :

« Le cabinet est formé exclusivement de social-démocrates, qui sont commissaires du peuple avec des droits égaux. Cela ne s'applique pas aux portefeuilles ministériels, assistants techniques du cabinet qui est seul à déterminer la politique. Chaque ministère est contrôlé par deux membres des partis social-démocrates. Ces contrôleurs ont des pouvoirs égaux. Le pouvoir politique est entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats, qui seront très bientôt convoqués à une réunion représentant l'ensemble du Reich. La question de l'Assemblée constituante ne sera pas posée avant la consolidation de l'ordre actuellement établi par la révolution, et elle fera l'objet de discussions ultérieures. »¹²²

Les dirigeants des deux partis se sont aussi mis d'accord sur des noms : à Ebert, Scheidemann et Landsberg, désignés la veille par les majoritaires, se joindront Dittmann, Haase et Barth, pour les indépendants¹²³.

A 14 heures, dans les locaux du *Vorwärts*, Wels réunit les hommes de confiance de son parti dans les entreprises et les délégués des soldats afin de préparer la réunion du cirque Busch, dont il est essentiel qu'elle entérine l'accord conclu au sommet. Il explique aux soldats que, contre les partisans du pouvoir des seuls ouvriers, il faut défendre les droits du « peuple entier » et réclamer l'élection d'une assemblée nationale¹²⁴. L'un des responsables présents à ses côtés, Richard Fischer, reconnaît dans la foule des soldats le fils d'un des vétérans du parti : c'est ainsi que le soldat Brutus Molkenbuhr va devenir le chef de file des soldats majoritaires¹²⁵.

L'assemblée commence avec un important retard. Plus de 1500 délégués occupent la salle, les ouvriers dans le haut, les soldats en bas, encadrant la tribune¹²⁶. L'atmosphère est houleuse, on interrompt fréquemment l'orateur, on brandit des armes, on s'empoigne. Le service d'ordre, presque inexistant, a laissé entrer nombre de personnes sans mandat : à plusieurs reprises des rixes éclatent et l'on craint des échanges de coups de feu. C'est Barth qui préside en tant que représentant du « conseil ouvrier » : il fait sans difficulté ratifier la composition d'un bureau qui a peut-être fait l'objet d'une négociation antérieure : le lieutenant Waltz est vice-président, Brutus Molkenbuhr secrétaire. Puis il donne la parole à Ebert pour exposer la situation :

« Les conditions d'armistice imposées par les capitalistes et les impérialistes de l'Entente sont très dures, mais il faut les accepter pour mettre fin au massacre. »¹²⁷

Il annonce aux délégués que les deux partis social-démocrates se sont mis d'accord pour constituer ensemble un gouvernement paritaire sans aucun ministre bourgeois. Haase lui succède, qui parle dans le même sens et confirme l'accord.

Liebknecht, très calme, mais incisif, n'a pas la partie facile : l'écrasante majorité des soldats est contre lui, hachant son discours d'interruptions, d'injures, le menaçant même de leurs armes, scandant : « Unité ! Unité ! » à chacune de ses attaques contre les majoritaires. Il met en garde les délégués contre les illusions de l'unité, rappelle la collaboration des majoritaires, « ces gens qui vont aujourd'hui avec la révolution et qui avant-hier encore étaient ses ennemis », avec l'état-major, dénonce les manœuvres qui visent à utiliser les soldats contre les ouvriers, répète : « La contre-révolution est déjà en marche, elle est déjà en action, elle est au milieu de nous ! »¹²⁸

L'élection du comité exécutif des conseils de Berlin donne lieu à une bataille confuse. Barth propose d'abord d'élire le bureau de l'assemblée, soit dix-huit membres, neuf soldats et neuf ouvriers. Richard Müller présente une liste préparée par les délégués révolutionnaires, qui comprend les membres du noyau qui a préparé l'insurrection et, aux côtés des principaux délégués, Barth, Ledebour, Liebknecht et Rosa Luxemburg. Mais les soldats vocifèrent de plus belle. Le délégué social-démocrate Büchel réclame alors la représentation paritaire des deux partis ouvriers. Ebert le soutient ; Barth et Richard

117Ibidem, p. 62.

118Ibidem, p. 82.

119Kolb, *op. cit.*, p. 117, n° 6.

120*Vorwärts*, 10 novembre 1918.

121III. *Gesch.*, p. 211.

122Ibidem, pp. 210-211.

123H. Müller, *op. cit.*, p. 65.

124Ibidem, p. 69.

125Ibidem, p. 70.

126Nous avons suivi ici le récit donné dans *Vossische Zeitung*, 11 novembre 1918, que nous avons confronté avec ceux donnés par H. Müller (*op. cit.*, pp. 70-72, et R. Müller, pp. 3637). Il existe à l'I.M.L. de Berlin un compte rendu sténographique de cette assemblée (« *LM.L.Z.P.A.*, n° 11/18. Informationsstelle der Reichsregierung. 45 f »). Des extraits de ce mouvement sont cités par J. S. Drabkin, *op. cit.*, pp. 165-167.

127*Vossische Zeitung*, 11 novembre 1918.

128Cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 166.

Müller combattent sa proposition. Les soldats agitent leurs armes, scandent « Parité ! » Ebert fait mine de retirer la proposition de Büchel. Mais un ouvrier de l'imprimerie affirme qu'aucun journal ne paraîtra tant que ne sera pas établi un gouvernement paritaire. Un délégué des soldats dit que ces derniers formeront leur propre exécutif si la parité ne fait pas l'objet d'un accord. La revendication de la parité pour la représentation ouvrière est en réalité exorbitante, car les social-démocrates sont loin d'avoir dans les usines une représentation comparable à celle des indépendants. Aussi le bureau unanime, social-démocrates compris, formule-t-il une proposition de compromis : neuf indépendants et trois majoritaires pour représenter les ouvriers. Mais les soldats, encadrés par les hommes de Wels, continuent leur obstruction. Barth finit par céder et émet une proposition conforme à leurs exigences : un exécutif formé de douze délégués des soldats, social-démocrates majoritaires ou influencés par eux, et de douze délégués des ouvriers, dont six « majoritaires » et six indépendants. Liebknecht, dont le nom est mis en avant ainsi que ceux de Pieck et de Rosa Luxemburg, pour figurer dans la liste des six délégués indépendants, refuse avec indignation, proteste contre ce viol grossier de la démocratie la plus élémentaire où une minorité bruyante interdit en définitive à la majorité de se prononcer par un vote. Finalement, six membres du noyau des délégués révolutionnaires acceptent de se porter candidats comme représentants de la fraction « indépendants » des délégués ouvriers : ce sont Barth, Richard Müller, Ledebour, Eckert, Wegmann et Neuendorf. Après une brève suspension de séance, Richard Müller, au nom des élus, vient proposer à l'assemblée la ratification de la liste des six commissaires du peuple déjà désignés par leurs partis respectifs et la séance est levée¹²⁹.

La deuxième journée de la révolution allemande a donc vu les social-démocrates, qui avaient tout fait pour l'empêcher, remporter une victoire incontestable : leur chef, Ebert, chancelier du Reich par la grâce de Max de Bade, commissaire du peuple par celle des états-majors des deux partis social-démocrates, voit sa position ratifiée par la première assemblée des conseils de la capitale, et devient simultanément chef du gouvernement légal et du gouvernement révolutionnaire.

Il ne faut pourtant pas exagérer l'importance de la défaite des révolutionnaires au deuxième jour de la révolution : celle-ci ne fait que commencer. C'est du moins ce que l'on pense à Moscou, où se déroulent des manifestations de joie spontanées. Radek écrira plus tard :

« Des dizaines de milliers d'ouvriers éclatèrent en vivats sauvages. Je n'avais jamais rien vu de semblable. Tard dans la soirée, ouvriers et soldats rouges défilaient encore. La révolution mondiale était arrivée. Notre isolement était terminé. »¹³⁰

¹²⁹*Ibidem* et Drabkin, *op. cit.*, pp. 165-167.

¹³⁰*Krasnaja Nov*, n° 10, 1926, p. 140. Trad. all., « November. Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen », *Archiv für Sozialgeschichte*, II, 1962, p. 121. (Références ultérieures : Radek, *November...*)

IX. Dualité de pouvoir

Les historiens occidentaux ont généralement adopté le point de vue suivant lequel la révolution allemande de novembre 1918 n'était pas une véritable révolution. Ils soulignent l'insignifiance de l'action des conseils allemands, leurs improvisations, leurs hésitations, et, finalement, leur impuissance. Les comparant aux réalisations russes, ils en tirent la conclusion que les conseils allemands n'étaient pas de véritables soviets, mais des organismes éphémères, des formes transitoires nées d'un engouement passager et d'une mode quelque peu romantique¹. Les interprétations officielles en R.D.A. conduisent aujourd'hui certains historiens à des positions analogues : alors que bolcheviks et spartakistes, en 1918, avaient vu dans le développement en Allemagne des conseils d'ouvriers et de soldats la preuve du caractère prolétarien de la révolution allemande un spécialiste d'Allemagne orientale pourra affirmer, au cours d'une discussion publique, que les conseils allemands ont été, et pour certains d'entre eux, dès le début, des « organes du pouvoir de la bourgeoisie »².

Pour les uns, il s'agit de démontrer qu'une révolution soviétique, un appareil d'État constitué sur la base d'une pyramide de conseils, relèvent dans un pays avancé de l'utopie. Pour les autres, il faut prouver qu'aucune révolution ne saurait revêtir un caractère prolétarien sans la « ferme direction » d'un parti « de type marxiste-léniniste ». Partisanes toutes deux, ces thèses reflètent quelque vérité : il a manqué dans les soviets allemands de 1918 l'action concertée d'explication patiente qu'avaient menée en Russie les bolcheviks et qui leur avait permis, entre février et octobre, d'affermir les soviets et leur autorité, et d'y gagner la majorité afin de les entraîner dans la lutte pour le pouvoir.

Mais il serait erroné de procéder à une comparaison entre les conseils allemands de novembre 1918 et les soviets russes de novembre 1917. C'est des soviets de février 1917 qu'il faut rapprocher les premiers, issus les uns et les autres d'une action en grande partie spontanée, avant que se soit déroulé le grand débat politique sur le pouvoir. Malgré la faiblesse de leur organisation, les révolutionnaires allemands jouent dans la constitution des conseils un rôle plus important que celui des bolcheviks dans celle des soviets. La bourgeoisie ne s'y est d'ailleurs pas trompée, pas plus en Allemagne que dans les pays de l'Entente.

En réalité, au lendemain du 9 novembre, les chances de la révolution soviétique allemande apparaissent plus sérieuses que ne l'étaient en février celles de la révolution soviétique russe. Dans tous les centres ouvriers, certes, les conseils sont partagés entre la double influence des majoritaires et des indépendants. Mais, en Russie, en février, mencheviks et S.R. avaient partout la majorité, y compris dans le soviet de Petrograd. En Allemagne, au contraire, les révolutionnaires, indépendants de gauche, I.K.D. ou spartakistes, partisans de la dictature du prolétariat, dirigent quelques-uns des conseils les plus importants : Richard Müller à Berlin, Kurt Eisner à Munich, Rück à Stuttgart, Heckert à Chemnitz, Lipinski à Leipzig, Merges à Brunswick, Laufenberg à Hambourg, président des conseils d'ouvriers et de soldats dont l'autorité rayonne dans des régions entières. Pour le reste, il n'y a apparemment ni plus ni moins de désordre dans la tumultueuse naissance des conseils allemands qu'il n'y en avait eu dans celle des soviets ou qu'il n'y en aura en 1936 dans les comités ou les *consejos* d'Espagne.

Les conseils d'ouvriers et de soldats.

La différence essentielle entre les conseils allemands de novembre 1918 et les soviets de février 1917 réside dans la place qu'y occupent les anciens partis ouvriers et les syndicats. Elle s'explique d'abord par la tradition différente dans les pays, qui fait des soviets en Russie la forme d'organisation par excellence, alors qu'en Allemagne, les appareils politiques et syndicaux sont un facteur permanent et déterminant de la vie ouvrière.

A Cologne, après la tentative de créer un comité (*Wohlfarthsausschuss*) comprenant des représentants des partis bourgeois, dont le Dr. Konrad Adenauer³, les dirigeants locaux des partis social-démocrates finissent par constituer un conseil ouvrier au cours d'une réunion commune le 8 : ils le font ratifier par acclamation dans un meeting, l'après-midi⁴. A Cassel, le conseil et son comité d'action sont constitués le 9 à la suite de pourparlers entre les syndicats et les deux partis ouvriers. Il est « confirmé » le 13 par une assemblée de 600 délégués élus d'ouvriers et de soldats⁵. A Breslau, le 9, le parti social-démocrate et le Centre catholique invitent les indépendants à former avec eux un « comité populaire », que va présider le social-démocrate Paul Löbe : ce comité est « élu » le 13 par les 30 000 participants d'un meeting⁶. Une procédure semblable aboutit à des conseils ouvriers comprenant des représentants du Centre et des syndicats chrétiens à Duisbourg, Recklinghausen et Bielefeld, où l'opération est conduite par le social-démocrate Severing⁷.

¹ Les tenants de cette thèse s'appuient notamment sur les conseils de Munich, plus favorables à leur démonstration.

² W. Kleen, « Über die Rolle der Räte in der Novemberrevolution », *ZtG*, 1956, n° 2, pp. 326-330.

³ Tormin, *op. cit.*, p. 59.

⁴ Kolb, *op. cit.*, pp. 83 et 92.

⁵ *Ibidem*, p. 92.

⁶ *Ibidem*.

⁷ *Ibidem*, pp. 91-92.



Ville où le conseil a pris le pouvoir avant le 7 novembre

Rostock

Ville où le conseil a pris le pouvoir les 7 et 8 novembre

Schwern

Ville où le conseil a pris le pouvoir les 9 et 10 novembre

Les conseils d'ouvriers et de soldats et le pouvoir politique dans les principales villes allemandes en nov. 1918



Dans l'ensemble, ces procédures restent exceptionnelles, utilisables seulement là où le mouvement révolutionnaire a été coiffé ou même précédé par les initiatives des politiciens ou des hommes d'appareil. L'idée de conseil, confuse certes dans l'idéologie révolutionnaire, comporte cependant une exigence démocratique qui s'accommode mal d'élections préfabriquées ou de votes par acclamation. La plupart du temps, les travailleurs veulent un conseil élu. Fidèle à leur « principe démocratique », les social-démocrates prônent alors des élections sur une base territoriale, par quartiers : le suffrage est « universel » et les notables comme les appareils politiques l'y emportent, comme à des élections ordinaires, sur les candidats connus pour leurs positions de classe. Ainsi à Dresde, où les élections par quartier, organisées par le conseil provisoire, donnent aux social-démocrates 47 élus sur 50 dans le collège « ouvriers » et 40 sur 50 dans le collège « soldats »⁸. Le conseil des ouvriers et soldats de Dresde, présidé par le syndicaliste social-démocrate Neuring, sera désormais l'un des plus conservateurs⁹.

Partout ailleurs, les élections se déroulent dans les entreprises, conformément au principe de la dictature du prolétariat, où le droit de vote est organisé sur la base des unités de production. A Berlin, les ouvriers élisent un délégué pour 1000 votants dans les grosses entreprises, un par fraction de 1000 ailleurs¹⁰. A Francfort-sur-le-Main, le chiffre est de 1 pour 400¹¹, à Hambourg et à Leipzig de 1 pour 600¹², de 1 pour 300 à Stuttgart¹³, de 1 pour 180 à Brême¹⁴.

Dans plusieurs localités, les social-démocrates majoritaires appellent au boycottage des élections dans les entreprises. A Brunswick, ils exigent au préalable, et quel que soit le résultat du scrutin, la promesse d'une représentation paritaire à l'exécutif. Ils se heurtent à un refus et ne se présentent donc pas : les 5 454 électeurs auront à choisir vingt-cinq noms sur une liste de cinquante dressée par le conseil provisoire¹⁵. A Stuttgart, en revanche, après l'arrestation des membres du premier conseil provisoire, ils obtiennent aux élections la majorité absolue avec 155 délégués sur 300, contre 90 aux indépendants. A Leipzig, où l'organisation majoritaire est inexistante depuis la scission, presque tous les élus appartiennent au parti indépendant. Aux chantiers de la Weser, à Brême, les radicaux de gauche ont 24 élus, contre 13 aux majoritaires et 9 aux indépendants : les majoritaires siègent. Mais, à Hambourg, ils n'acceptent de participer qu'à partir du moment où les autres groupes leur ont promis qu'ils seraient représentés à l'exécutif¹⁶.

Chaque fois qu'une majorité se dessine contre eux dans les élections d'entreprise, les dirigeants social-démocrates locaux et les responsables syndicaux invoquent l'unité et l'accord du 9 novembre à Berlin pour obtenir une représentation paritaire à l'exécutif. Or leurs exigences coïncident avec un souci permanent des élus : renforcer leur autorité par la participation aux conseils des représentants des partis et syndicats en tant que tels. L'exécutif de Leipzig comprend, outre 10 ouvriers et 10 soldats, 3 représentants du parti social-démocrate indépendant. Celui de Hambourg comprend 18 élus, 9 de chaque collège et 12 représentants d'organisations, 3 de chaque organisation politique, majoritaires, indépendants et radicaux de gauche, et 3 de l'union locale des syndicats. Dans la majorité des cas, les choses se passent comme elles se sont passées à Berlin : les indépendants renoncent, à leur détriment, à la représentation proportionnelle, et acceptent la parité à l'exécutif, même quand ils ont la majorité au conseil : ainsi à Francfort-sur-le-Main, Dortmund, Erfurt, et dans la majorité des villes industrielles. Ils ne forment d'exécutifs où ils ont la majorité que là où les social-démocrates gouvernementaux n'existent pas ou se dérobent : ainsi à Brême, Leipzig, Halle, Düsseldorf. En revanche, les majoritaires ne se soucient pas de parité quand ils sont en force : à Stuttgart, les indépendants ne sont que 4 à l'exécutif, sur un total de 15.

Dans la pyramide des conseils qui va de l'atelier à la localité, l'influence du parti social-démocrate et de l'appareil syndical va en augmentant de la base vers le sommet. Aussi, dans les semaines qui suivent l'établissement des conseils, s'efforcent-ils de constituer des conseils régionaux où ils détiennent toujours la majorité, par le simple jeu de l'addition des conseils où ils sont en majorité et de ceux où ils sont à parité.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que nombre d'initiatives des conseils de novembre ne dépassent pas le cadre de la Constitution ou le niveau des proclamations, et se contentent d'osciller entre la ligne « antisoviétique » des majoritaires et la « valse-hésitation » des indépendants. Certaines mesures révèlent pourtant une nette volonté de construire un État de type nouveau, proprement « soviétique ». Quelques conseils abolissent les institutions existantes : à Chemnitz, Leipzig, Gotha, on déclare dissous les conseils municipaux, à Hambourg, Brême, Königsberg, les institutions traditionnelles, Sénat et Bourgeoisie¹⁷. D'autres conseils le font sans même le dire, se contentant d'expulser de leur bureau hauts fonctionnaires ou élus traditionnels. Le conseil de Brême va plus loin et interdit toute réunion ou manifestation en faveur du rétablissement du Sénat ou de l'élection de l'Assemblée nationale¹⁸. Le conseil de Neukölln, dominé par les spartakistes, a interdit toute activité des anciens organismes, dissous les forces de police, et ce faubourg de Berlin est dénoncé dans la presse comme le banc d'essai de la dictature du prolétariat¹⁹. Or la situation est analogue à Britz, Mariendorf, Tempelhof, et une conférence des conseils d'ouvriers et de soldats de la circonscription de Niederbarnim se prononce le 18 novembre pour la généralisation de ce mode d'organisation du pouvoir²⁰. Dans la Ruhr se tient le 20 novembre une conférence des conseils de Basse-Rhénanie et de Westphalie occidentale, qui adopte une résolution de l'indépendant Otto Brass pour la dissolution de tous les anciens organismes de l'État et le passage de tout le pouvoir aux conseils. Un programme d'action pour les conseils détermine leurs

8 *Ibidem*, p. 96.

9 *III. Gesch.*, p. 381.

10 Drabkin, *op. cit.*, p. 159, n° 2.

11 Kolb, *op. cit.*, pp. 94-95.

12 *Ibidem*, p. 94.

13 *Ibidem*, p. 95-96.

14 *Ibidem*, p. 94.

15 Kolb, *op. cit.*, p. 95.

16 *Ibidem*, pp. 95-96.

17 Marion Einhorn, « Zur Rolle der Räte im November und Dezember 1918 », *ZfG*, 1956, n° 3, p. 548; sur Hambourg, Comfort, *Revolutionary Hamburg*, p. 46. La mesure sera rapportée peu après, *Ibidem*, p. 48.

18 *III. Gesch.*, II, p. 195.

19 *Vossische Zeitung*, 4 décembre.

20 *III. Gesch.*, II, p. 193.

tâches : désarmement de la police, organisation d'une force de sécurité, construction d'une garde rouge, contrôle de la justice, du ravitaillement, etc.²¹. Il est réalisé ou du moins sérieusement entamé dans toutes les villes où indépendants révolutionnaires et spartakistes détiennent la majorité dans le conseil, à Düsseldorf, Gelsenkirchen, Hamborn, Mülheim, Solingen, Essen²²... Le conseil des ouvriers et des soldats de Gotha dissout le Landtag et constitue un gouvernement de Land²³.

Ce qui est peut-être plus important plus significatif de la volonté de créer un deuxième pouvoir c'est que les conseils constituent souvent leur propre force armée ou leur propre police²⁴ : gardes ouvrières à Francfort-sur-le-Main et Hildenburghausen²⁵, volontaires ouvriers à Düsseldorf²⁶, force de sécurité à Hambourg²⁷, et, le plus souvent, des gardes rouges dont le noyau est constitué par des marins mutinés : à Brême, sous la direction du sous-officier Lunsman²⁸, à Halle le « régiment de sécurité » que dirige l'ancien officier Fritz Ferchlandt et le « marin rouge » Karl Meseberg²⁹, à Brunswick, une garde de mille membres³⁰.

Enfin, dans les conseils qu'animent les révolutionnaires, les exécutifs se donnent des structures adaptées à des tâches gouvernementales, avec des responsables ou des commissions chargées des finances, de la sécurité publique, du ravitaillement, des problèmes du travail, etc. Les pouvoirs qu'ils s'attribuent sont de tous les domaines, judiciaires autant que législatifs ou exécutifs, selon la caractéristique même du pouvoir « soviétique » : saisie et interdiction de la *Rheinisch-Westfälischer Zeitung*, le 3 décembre, puis, quelques jours plus tard, de la *Essener Allgemeine Zeitung* par le conseil des ouvriers et des soldats d'Essen³¹, interdiction de tout licenciement et journée de huit heures imposée aux industriels par celui de Hanau³², augmentation des salaires de 80 % décrétée par celui de Mülheim³³, saisie du département de la presse et de la propagande du commandement militaire par celui de Leipzig³⁴. Les hommes politiques les plus conscients ne s'y trompent pas, et Hermann Müller écrira de la république de Neukölln qu'elle est en train de chercher à réaliser « une dictature de classe à la Russie soviétique »³⁵.

Dans toute l'Allemagne, les révolutionnaires qui participent à l'activité des conseils sont à la pointe du combat pour le deuxième pouvoir. Les premiers jours de novembre fournissent de façon inattendue un seul exemple inverse, celui du Wurtemberg, qui voit pendant quelques jours tous les partis ouvriers - indépendants spartakistes compris - collaborer au sein d'un organisme provisoire investi par une autorité légale, le « gouvernement provisoire » du Wurtemberg investi par le Landtag au lendemain de la révolution. Deux militants spartakistes y occupent en effet des responsabilités, August Thalheimer aux finances et Albert Schreiner à la guerre³⁶ ; le premier vient seulement d'être libéré de prison. Mais la centrale spartakiste réagit vivement, et une lettre signée de Leo Jogiches explique aux Wurtembergeois que ce serait une grave erreur que de partager des responsabilités gouvernementales avec les majoritaires dans les circonstances données³⁷. Thalheimer démissionne immédiatement, bientôt suivi par Schreiner³⁸.

Les partis et les conseils.

Il est significatif de l'élan et de la vigueur du mouvement des conseils que personne, sur le coup, ne tente de s'opposer à leur constitution, ni même de contester leur autorité. Ici ou là, les représentants des partis bourgeois sont heureux lorsque la protection des social-démocrates leur y réserve une petite place³⁹. Le haut commandement lui-même admet l'existence des conseils de soldats. A l'état-major de Spa, le lieutenant-colonel Faupel reçoit leurs délégués, leur décrit l'immensité de la tâche d'évacuation des troupes de l'ouest et leur propose de collaborer avec les officiers⁴⁰. Un peu partout, les autorités impériales, administration, police, justice, commandants militaires déclarent reconnaître leur autorité.

Cependant, l'une des premières initiatives contre le pouvoir des conseils d'ouvriers et de soldats consistera dans la constitution de « conseils de citoyens », parfois différenciés en conseils professionnels, médecins, avocats, juges, médecins,

21Ibidem, p. 195.

22Ibidem, p. 196.

23Ibidem, p. 198.

24H. Eckel, *Die revolutionäre Volkswehr 1918-1919*.

25M. Einhorn, *op. cit.*, p. 549.

26Vorwärts und..., p. 48.

27Kolb, *op. cit.*, p. 295, et Comfort, *op. cit.*, p. 53.

28III. Gesch., p. 239.

29Vorwärts und..., p. 368.

30Kolb, *op. cit.*, p. 294.

31III. Gesch., II, p. 196.

32Ibidem, p. 194.

33Ibidem, p. 196.

34Ibidem, p. 198.

35Hermann Müller, *op. cit.*, pp. 141-142.

36Kreuz-Zeitung, 11 novembre 1918, et, pour un commentaire de cette affaire, Drabkin, dans *Noiabr'skaja Revoliucija v Germanii*, pp 374-376.

37Le texte intégral de cette lettre datée du 11 novembre et adressée à Thalheimer a été publié pour la première fois par Drabkin dans l'ouvrage collectif mentionné dans la note précédente, pp. 377-378.

38Keil, *Erlebnisse*, II, p. 107.

39Nous avons déjà vu (note 3) le cas de Cologne, où le bourgmestre Konrad Adenauer joue un rôle important comme président du *Wobttartausschuss*; à Breslau, sur 100 élus au conseil, 34 appartiennent à des partis bourgeois. (Drabkin, *op. cit.*, p. 226.)

40J.W. Wheeler-Bennett, *The Nemesis of Power*, p. 26.

voire propriétaires ou prêtres⁴¹. A Cologne par exemple, tandis que la *Kölnische Zeitung* affirme que la bourgeoisie est prête à soutenir le nouveau pouvoir⁴², plusieurs entrepreneurs connus de la ville fondent le *Hansabund*, dont l'objectif est la création de conseils de citoyens⁴³. Approuvant cet appel, la *Deutsche Zeitung* écrit qu'il ne suffit pas de « conseils » mais que, face aux gardes ouvrières, « unilatérales », il faut bâtir des « gardes civiques »⁴⁴.

En fait, les partis bourgeois et les autorités acceptent les conseils comme un pouvoir de fait, éminemment transitoire, conférant une légitimation provisoire à des autorités anciennes qui n'ont plus de référence constitutionnelle : l'objectif est de s'en servir pour modifier la situation. Tel est, nettement exprimé, le point de vue des social-démocrates. Pour eux, les conseils n'ont eu de signification que révolutionnaire, dans la brève période de chute du régime impérial. Mais leur rôle n'est pas désormais de conserver ce pouvoir qu'ils ont saisi, puisqu'ils ne représentent qu'une partie de la population, comme l'explique dès le 13 le *Vorwärts*, sous la signature de Stampfer :

« Nous avons vaincu, mais nous n'avons pas vaincu pour nous seuls, nous avons vaincu pour le peuple entier ! Voilà pourquoi notre mot d'ordre n'est pas : « Tout le pouvoir aux soviets », mais : « Tout le pouvoir au peuple entier ! »⁴⁵

Dans cette optique, le rôle des conseils est désormais d'établir une nouvelle légalité, qui ne saurait être que « démocratique », c'est-à-dire reposant sur l'élection au suffrage universel d'une Assemblée nationale qui aura pouvoir constituant et qui, seule, peut exprimer la volonté du « peuple ».

Sur ce terrain, celui de la lutte pour la convocation rapide d'une Assemblée constituante qui enlèvera le pouvoir qu'ils détiennent aux conseils et établira une Constitution démocratique, la social-démocratie constitue le fer de lance d'une coalition qui groupe la totalité des forces politiques anciennes et, derrière elles, des classes possédantes. On ne peut qu'être frappé de la rapidité avec laquelle l'ensemble des autorités ou du personnel politique se fondent dans ce mouvement « démocratique » afin de combattre la révolution et de défendre l'ordre et la propriété. Conservateurs et réactionnaires se proclament du jour au lendemain républicains et démocrates, partisans d'une « souveraineté populaire » qui avait paru jusque-là le cadet de leurs soucis. *Kreuz-Zeitung* fait disparaître sa vieille manchette : « En avant pour Dieu, le Roi et la Patrie » et réclame des élections au suffrage universel. Le Centre catholique se rebaptise « parti populaire chrétien-démocrate », les conservateurs se groupent dans le « parti populaire national-allemand », qui inscrit à son programme le suffrage universel, le gouvernement parlementaire, la liberté de presse et d'opinion. La fusion des anciens « progressistes » et d'une partie des anciens « nationaux-libéraux » donne naissance au « parti démocrate allemand ». Le reste des nationaux libéraux, sous la présidence de Gustav Stresemann, et avec le soutien de Stinnes, Vögler, Röchling et autres magnats des affaires, lance le « parti populaire allemand ». Junkers et bourgeois se vêtent de parements démocratiques, l'essentiel étant d'abord d'écarter les conseils⁴⁶.

Il n'y a pas, sur cette question, de divergences importantes au sein du gouvernement : Max de Bade et Ebert s'étaient mis d'accord, et la déclaration du 10 novembre prévoyait l'élection d'une Constituante. Les commissaires du peuple indépendants élèveront des objections techniques, discuteront de l'opportunité des dates, réclameront du temps pour « préparer » la campagne électorale, mais ont choisi, contre le système des conseils et la dictature du prolétariat, la république parlementaire⁴⁷. L'unanimité pourtant ne règne pas sur ce point dans leur parti, où les éléments de gauche - les responsables du parti à Berlin et les délégués révolutionnaires - combattent depuis plusieurs mois pour le pouvoir des conseils et, dans ce cas au moins, sont d'accord avec les spartakistes.

C'est en effet de Spartakus que vient la seule opposition idéologiquement cohérente au programme de convocation d'une Constituante. Rosa Luxemburg l'exprime clairement dans *Die Rote Fahne*, qui réparaît :

« Il ne s'agit pas aujourd'hui d'un choix entre la démocratie et la dictature. La question mise à l'ordre du jour par l'histoire est : démocratie *bourgeoise* ou démocratie *socialiste*. Car la dictature du prolétariat est la démocratie au sens socialiste du terme. La dictature du prolétariat ne signifie pas les bombes, les putschs, l'émeute, l'« anarchie », ainsi qu'osent le prétendre les agents du capitalisme, mais l'emploi de tous les moyens du pouvoir politique pour l'édification du socialisme, pour l'expropriation de la classe capitaliste, conformément au sentiment et de par la volonté de la majorité révolutionnaire du prolétariat, donc dans l'esprit de la démocratie socialiste. Sans la volonté consciente et sans l'action consciente de la majorité du prolétariat, pas de socialisme. Pour aiguïser cette conscience, pour organiser cette action, il faut un organe de classe : le Parlement des prolétaires des villes et des campagnes. »⁴⁸

Mais, sur la signification et les implications pratiques de cette position de principe, les révolutionnaires eux-mêmes sont divisés. Ils pensent tous, certes, comme Rosa Luxemburg l'affirmera au congrès de fondation, que les conseils d'ouvriers et de soldats, comme les soviets russes, constituent « le mot d'ordre de la révolution mondiale », « l'A. B. C. de la révolution actuelle » et le trait qui distingue la révolution en 1918 des révolutions bourgeoises qu'elle a précédée⁴⁹. Mais les désaccords commencent dès qu'il s'agit de déterminer les tâches des révolutionnaires à l'intérieur des conseils où ils ne sont pas en majorité. A Dresde, dès le 16 novembre, les radicaux de gauche, derrière Otto Rühle, donnent en bloc leur démission du conseil d'ouvriers et de soldats de la ville, dans lequel ils estiment n'avoir pas leur place puisqu'ils s'y trouvent en minorité

41 Drabkin, op. cit., p. 225. A Bonn, le conseil d'ouvriers et de soldats fusionnera avec celui des citoyens (*Kölnische Zeitung*, 12 novembre 1918 (éd. du soir).

42 *Kölnische Zeitung*, 12 novembre 1918 (éd. du matin).

43 Drabkin, op. cit., p. 224.

44 *Deutsche Zeitung*, 13 novembre 1918.

45 *Vorwärts*, 13 novembre 1918.

46 *Ibidem*, pp. 293-296.

47 Kolb, op. cit., pp. 157 sq.

48 *Die Rote Fahne*, 20 novembre 1918.

49 *Der Gründungsparteitag der K.D.P., Protokoll u. Materialien*, p. 183.

face à une coalition d'élus social-démocrates et indépendants, qu'ils qualifient sommairement de « contre-révolutionnaires »⁵⁰. Par ce geste spectaculaire, ils s'inscrivent en faux contre la perspective que va tracer Rosa Luxemburg quand elle affirmera :

« C'est par en bas que nous devons saper l'État bourgeois, en agissant pour que les pouvoirs publics, législatif et administratif, ne soient plus séparés, mais confondus, et en les plaçant dans les mains des conseils d'ouvriers et de soldats. »⁵¹

Le drame, la faiblesse historique des conseils d'ouvriers et de soldats allemands tiennent en définitive à ce qu'il n'existe pas, pour les animer et leur donner vigueur et allant dans la lutte pour leur propre pouvoir, de véritable « parti des conseils », ce que le parti bolchevique avait su être entre février et octobre. Sur le problème décisif, « Constituante ou conseils », les dirigeants indépendants de droite, Haase, Dittmann et d'autres ont adopté, à quelques nuances près, la position des social-démocrates majoritaires. Les indépendants de gauche, organisés à part, partagent en gros la conception des dirigeants spartakistes. Les spartakistes, eux, sont divisés entre le noyau dirigeant, axé sur la perspective de la nécessaire conquête des masses, et les impatientes qui renoncent à convaincre. Cette confusion, l'absence d'une organisation révolutionnaire menant, pour la majorité dans les conseils et pour le pouvoir même des conseils, une lutte conséquente, laissent le champ libre aux adversaires des conseils dans leur sein même.

A Hambourg, quelques jours après avoir proclamé leur dissolution, le conseil des ouvriers et des soldats rétablit la Bourgeoisie et le Sénat sous forme d'organismes administratifs⁵². Dans la même ville, l'ancien officier Frederick Baumann reçoit du sénateur Petersen mission de lutter contre les extrémistes à l'intérieur même du conseil des ouvriers et des soldats : il y entre au bout de quelques jours par l'intermédiaire du conseil des soldats, y lie partie avec les majoritaires, « éliminant peu à peu les radicaux de toutes leurs positions de contrôle en matière militaire et de police »⁵³. Il réussit même à se faire confier la direction de la garde rouge destinée à protéger le conseil⁵⁴. Acculés à la collaboration avec les anciennes autorités qu'ils restaurent peu à peu, à cause de la permanence du gouvernement central, pris à la gorge par leurs besoins financiers, dévorés et minés de l'intérieur, les conseils ont bientôt, comme l'écrit Rosa Luxemburg, « laissé échapper la plus grande partie des positions révolutionnaires conquises le 9 novembre »⁵⁵. Là où ils résistent, ils ne le peuvent longtemps. Le « pouvoir des conseils » proclamé à Neukölln le 6 décembre est annulé le 11 par l'exécutif des conseils de Berlin⁵⁶. Le gouvernement prussien rétablit le 16 à Neukölln les autorités légales, le jour même où s'ouvre à Berlin le premier congrès des « soviets » allemands ...⁵⁷

C'est que la bourgeoisie allemande est à cette date, et malgré ses revers, incontestablement plus vigoureuse que ne l'était au début de 1917 la débile bourgeoisie russe. Elle dispose d'un instrument d'une rare qualité, le corps des officiers, et surtout de l'appui total d'un appareil souple et expérimenté, celui de la social-démocratie, qui saura défendre efficacement ce qu'elle appelle l'« ordre » contre le « chaos » et la « liberté » contre la « dictature », donnant raison à Liebknecht dans son avertissement du 10 novembre en faisant finalement triompher les positions contre-révolutionnaires au sein même des conseils. Elle bénéficie enfin du solide appui des armées de l'Entente, dont l'ombre menaçante s'étend sur toute cette période de la révolution allemande.

Le gouvernement de la bourgeoisie.

L'assemblée des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats du 10 novembre au cirque Busch avait remis le pouvoir aux six « commissaires du Peuple » qui constituaient depuis quelques heures le cabinet du Reich. Friedrich Ebert, ainsi investi par le « soviét » de Berlin de la présidence du conseil des commissaires du peuple, était déjà, depuis la veille, le chancelier du Reich désigné par Max de Bade. La dualité de pouvoir aboutissait ainsi à un sommet unique, un gouvernement à double face, soviétique pour les ouvriers, bourgeoise et légale à l'égard de l'appareil d'Etat, des classes dirigeantes, de l'armée et de l'Entente, à laquelle son représentant, Erzberger, demande d'ailleurs dès le 8 novembre de lui laisser les moyens matériels de lutter contre le bolchevisme⁵⁸.

On ne saurait plus discuter aujourd'hui au sujet de l'alliance conclue en ces jours de novembre entre le chancelier Ebert et les chefs de l'armée, même si la version de l'accord téléphonique entre Groener et Ebert dans la nuit du 9 au 10 novembre ne peut être retenue formellement⁵⁹. Dès le 10 novembre, le maréchal Hindenburg télégraphie aux chefs militaires que l'état-major est décidé à collaborer avec le chancelier pour « éviter l'extension du bolchevisme terroriste en Allemagne »⁶⁰. Le général Groener, qui a été vraisemblablement la cheville ouvrière de l'accord, se justifiera vis-à-vis de ses critiques de droite, quelques années plus tard, en déclarant :

« Le corps des officiers ne pouvait coopérer qu'avec un gouvernement qui entreprenne la lutte contre le bolchevisme. Ebert y était décidé. (...) Nous nous sommes alliés contre le bolchevisme (...). Il n'y avait pas d'autre parti qui eût assez

⁵⁰ Texte dans *Dok. u. Mat.*, III/2, pp. 403-404.

⁵¹ *Der Gründungsparteitag...*, p. 99.

⁵² Comfort, *Revolutionary Hamburg*, p. 47.

⁵³ *Ibidem*, p. 52.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 53.

⁵⁵ « Discours sur le Programme », *Der Gründungsparteitag*, p. 184.

⁵⁶ H. Müller *op. cit.*, p. 142.

⁵⁷ H. Müller, *op. cit.*, p. 219.

⁵⁸ Badia, *op. cit.*, I, p. 119.

⁵⁹ Voir à ce sujet Lothar Berthold et Helmut Neef, *Militarismus und Opportunismus gegen die Novemberrevolution*, et ses commentaires, pp. 23-24, sur la conversation téléphonique rapportée par E.O. Volkmann.

⁶⁰ *Dok. u. Mat.*, III/2, p. 357.

d'influence sur les masses pour rétablir, avec l'aide de l'armée, un pouvoir gouvernemental. »⁶¹

L'appareil d'Etat et la bureaucratie subsistent également et fonctionnent sous l'autorité d'Ebert. Le 9 novembre, déjà, il demande à tous les fonctionnaires de rester à leur poste⁶². Le 13, une proclamation du conseil des commissaires du peuple précise que le Bundesrat, la deuxième chambre législative de la Constitution impériale, celle des princes, reste « autorisé à exercer également dans l'avenir les fonctions qui lui incombent d'après les lois et décrets du Reich »⁶³. Tout le personnel administratif, l'ensemble des hauts fonctionnaires triés sur le volet du temps du régime impérial, restent en place. Sous l'autorité des commissaires du peuple et le contrôle théorique des élus de l'exécutif des conseils, avec des représentants des deux partis, les ministres bourgeois conservent leurs portefeuilles, le général von Scheuch reste à la Guerre, le Dr. Solf aux Affaires étrangères, Schiffer, du Centre, aux Finances et le démocrate Hugo Preuss demeure secrétaire d'Etat à l'intérieur⁶⁴. Entre le 9 et le 10, Ebert a placé des hommes à lui aux postes-clés de la haute administration : le chef de la chancellerie est son ami Baake⁶⁵, et le conseiller Simons est chargé de prendre connaissance du courrier afin de diriger vers le chancelier tout ce qui lui paraît important, même s'il s'agit d'une question relevant de la compétence d'un autre commissaire du peuple⁶⁶.

La puissance économique de la bourgeoisie reste intacte. Certes, dès le 12 novembre, la première proclamation des commissaires du peuple établissant les bases du nouveau régime, levée de l'état de siège, liberté d'opinion et fin de la censure, amnistie des condamnés politiques, droit de vote pour les femmes et éligibilité à vingt ans, prend un certain nombre de mesures importantes : réglementation et protection du travail, promesse de la limitation à huit heures de la journée de travail, extension du système des assurances sociales, création d'allocations de chômage, programme de construction de logements ouvriers⁶⁷. Mais elles ne sont, en fait que des mesures de conservation sociale et de protection de la propriété, adoptées sous la peur qu'inspire le mouvement ouvrier. C'est si vrai que, dès le 15 novembre, les représentants les plus autorisés du patronat, Hugo Stinnes, Vögler, Hugenberg, Rathenau, Siemens, signent un accord avec les syndicats ; formant désormais une « communauté de travail », ils acceptent toutes les revendications obstinément repoussées jusque-là : la journée de huit heures sans diminution de salaire, la détermination des conditions de travail dans le cadre de conventions collectives, la reconnaissance de la représentativité des syndicats dans les entreprises et la renonciation du patronat à soutenir des « syndicats-maison », l'élection, dans les entreprises comptant plus de cinquante ouvriers, de comités d'entreprises chargés de surveiller l'application des conventions collectives, l'institution, à tous les échelons, de commissions paritaires d'arbitrage⁶⁸. L'accord, dira un commentateur bourgeois, avait un grand mérite : « il a constitué un puissant rempart contre toutes les tentatives de renverser par la violence notre système social »⁶⁹. Une commission de socialisation est créée avec des représentants de tous les partis, des syndicats et des organisations patronales⁷⁰ : il n'en sortira rien, sauf, pour les possédants, le gain d'un temps précieux.

La défense de la propriété des grands capitalistes n'est pas un mot d'ordre populaire ; les social-démocrates défendent le régime capitaliste en parlant de « socialisation ». Ils le défendent aussi lorsqu'ils invoquent la « liberté de la presse » pour protéger les grandes entreprises de l'information contre les ouvriers révolutionnaires, comme dans le cas du *Berliner Lokalanzeiger* occupé par les spartakistes⁷¹. En revanche, les capitalistes peuvent librement disposer de leurs immeubles, de leurs machines, de leurs capitaux, non seulement pour exposer leur programme politique, mais également pour préparer psychologiquement et matériellement la guerre civile qui leur paraît inévitable. C'est ainsi que l'entreprise d'Eduard Stadtler, ancien prisonnier de guerre en Russie, pour la création d'une « centrale antibolcheviste » va bénéficier de versements de fonds considérables - dont une partie fournie par Helfferich, directeur de la Deutsche Bank pour imprimer à des centaines de milliers d'exemplaires des tracts et des brochures qui sont souvent de véritables appels au meurtre contre les spartakistes, « la terreur bolchevique », le chaos, les juifs et « Rosa-la-sanglante »⁷². Le « secrétariat général » fondé par Stadtler sert de couverture à une organisation plus efficace encore, la « Ligue antibolcheviste », qui organise son propre service de renseignements et met sur pied, suivant l'expression de son fondateur, un « actif contre-espionnage anticommuniste »⁷³.

Depuis novembre, et grâce au mot d'ordre de « liberté de la presse » orchestré par les social-démocrates et les forces qui les soutiennent, l'information demeure aux mains des forces antiouvrières. Tandis que les *Vossische Zeitung*, *Berliner Tageblatt*, *Kreuz-Zeitung* et autres continuent de paraître, alimentés par des fonds considérables, les organisations ouvrières révolutionnaires, qui ne peuvent compter que sur les contributions des travailleurs, doivent se taire ou ne s'exprimer qu'avec des moyens très insuffisants face à la coalition qui les écrase de son poids. La presse « libre » se permet même de censurer - avec l'accord du gouvernement - les proclamations ou résolutions de l'exécutif berlinois des conseils. Les agences de presse demeurent également propriété privée, et Ebert nomme son propre fils à la tête de l'agence gouvernementale officieuse⁷⁴. On comprend que, dans ces conditions, la presque totalité des journaux, tous ceux en tout cas qui sont dits « d'information », aient pu, à partir de la mi-novembre, non seulement soutenir la ligne gouvernementale de convocation de la Constituante,

61Groener, *Lebenserinnerungen*, p. 467.

62Vorwärts, 10 novembre 1918.

63Vorwärts, 14 novembre 1918.

64Vorwärts, 15 novembre 1918.

65Kolb op. cit., p. 122.

66Ibidem, p. 123.

67Dok. u. Mat., II/2, pp. 365-366.

68Texte dans Dok. u. Mat., II/2, pp. 393-396.

69Leibrock, *Die Volkswirtschaftliche Bedeutung der deutschen Arbeitgeberverbände*, p. 65, cité par Badia, op. cit., p. 114.

70Drabkin, op. cit., p. 313, qui a eu accès aux archives de la commission, énumère ses membres, Kautsky, Hilferding, Cunow, les syndicalistes Hué et Umbreit, des universitaires et le patron de l'électricité Walter Rathenau.

71Voir chap. X.

72Drabkin, op. cit., p. 482, mentionne notamment la série de brochures *Antispartakus* tirées entre 10 000 et 100 000 exemplaires chacune.

73Ibidem, p. 482. Drabkin signale (*ibidem*, n° 11) l'emploi par Stadtler du terme de « national-socialisme » parmi ses objectifs.

74Kolb, op. cit., p. 183.

mais encore orchestrer une campagne systématique de discrédit des conseils d'ouvriers et de soldats.

Le conseil exécutif de Berlin.

Le conseil des commissaires du peuple, investi par les conseils en novembre, va avoir cependant à soutenir, pendant le premier mois de la révolution, une âpre lutte d'influence contre le conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin, familièrement appelé l'exécutif (*Vollzugsrat*). Un historien récent de ce conflit de pouvoirs⁷⁵ a souligné le paradoxe qui fait que cet organisme, issu de la défaite des révolutionnaires sous la pression des soldats au cirque Busch, formé, lui aussi, d'une majorité de social-démocrates du parti d'Ebert, s'est trouvé finalement, pendant les semaines suivantes, incarner les efforts des révolutionnaires pour instaurer le pouvoir des conseils et opposer à la ligne pro-bourgeoise des commissaires du peuple une esquisse d'orientation radicale.

C'est que le conseil exécutif siège dans une tout autre ambiance que le conseil des commissaires. Alors que ces derniers se sont installés dans les ministères où, malgré les ébauches de résistance de certains, ils ont été rapidement « digérés » par les hommes et les rouages de l'administration, le conseil exécutif, lui, s'est installé dans l'immeuble du Landtag de Prusse, au cœur de la révolution. Constamment soumis aux pressions de la rue, « aux écrits de la révolution sur les murs », suivant l'expression de son président Richard Müller⁷⁶, il reflète en même temps l'ambition de ses membres les plus actifs, le noyau des délégués révolutionnaires, de faire de lui « le soviet de Petrograd » de la révolution allemande⁷⁷, et la confiance des travailleurs berlinois qui font appel à lui à tout propos, parce qu'ils le considèrent comme leur. L'atmosphère y est si révolutionnaire que les plus modérés des social-démocrates qui le composent sont souvent entraînés par leurs collègues ou par les délégations ouvrières beaucoup plus loin qu'ils ne le voudraient⁷⁸.

Le conseil exécutif est initialement formé d'une majorité de social-démocrates majoritaires ou de sympathisants : la « parité » n'a valu que pour les élus des soldats. Assez vite, les élus incertains sont remplacés par des militants sûrs : le noyau reste stable à partir du 13 novembre⁷⁹. Les présidents sont Richard Müller - concession aux ouvriers berlinois - et, pour les soldats, Brutus Molkenbuhr, qui, après deux jours, a remplacé le président de la première heure, le capitaine von Beerfelde⁸⁰. Les chefs de file de la fraction social-démocrate sont le délégué des soldats Max Cohen-Reuss, plus tard venu, et surtout Hermann Müller, délégué « ouvrier »⁸¹. Les chefs de file de la fraction révolutionnaire sont Ledebour et Däumig. Derrière eux, le noyau des délégués révolutionnaires, les dirigeants des grèves de 1917 et 1918, les Eckert, Neuendorf, Wegmann. Autour d'eux, occupés par des responsabilités diverses, les métallos révolutionnaires dirigeants reconnus du prolétariat berlinois, Paul Scholze, qui préside désormais le cercle des délégués, Nowakowski, Paul Neumann, Heinrich Malzahn, Max Urich, qui dirige le secrétariat du conseil⁸². Les délégués social-démocrates sont soit des permanents du parti, soit des responsables syndicaux comme Gutav Heller et Oskar Rusch, qui évoluera rapidement vers la gauche⁸³. Les délégués des soldats sont d'un autre type. Mis à part Hans Paasche, figure intéressante de jeune bourgeois, fils d'un homme d'affaires national-libéral élu président du Reichstag, devenu révolutionnaire par pacifisme⁸⁴, ils se rattachent politiquement à la social-démocratie. Peu politisés en réalité, ils comptent parmi eux quelques candides arrivistes qui abusent de la situation, installent dans les ministères, sous prétexte de « contrôle », petites amies et bons camarades, empêchent par leur irresponsabilité tout fonctionnement sérieux⁸⁵. Parmi eux, d'authentiques aventuriers comme Colin Ross, cet agent d'Ebert et de Wels dans les conseils de soldats, qui sera exclu en décembre et convaincu de liaisons avec les éléments monarchistes, plus tard géopoliticien pour le compte d'Hitler⁸⁶, Otto Strobel, auteur d'un article antisémite signé non seulement de son nom mais de son titre de membre du conseil, paru dans un quotidien réactionnaire⁸⁷, le lieutenant Waltz, qui s'est peut-être rêvé, comme le suggère Hermann Müller, « maréchal de la révolution allemande »⁸⁸, mais dont on découvre fin novembre qu'il s'était « mis à table », lors de son arrestation le 8 novembre, et qu'il avait donné aux policiers le plan de l'insurrection et le moyen d'arrêter Däumig. Les incidents provoqués par ces cas individuels prennent au conseil exécutif des heures précieuses. C'est ainsi que Waltz, congédié sans autre forme de procès par Richard Müller, a le front de protester, de plaider les circonstances atténuantes - ne se reconnaissant coupable que de « bêtises » - auprès des conseils de soldats, et d'arriver ainsi à regrouper en sa faveur une minorité qui imposera deux séances nocturnes de discussion aux délégués des conseils de la garnison⁸⁹.

75Henry Egon Friedlander, « Conflict of Revolutionary Authority : Provisional Government Berlin Soviet, November-December 1918 », *International Review of Social History*, VII, 1962, n° 2, pp. 163-176. Une autre étude d'ensemble, par l'historien soviétique S. I. Lenzner, « Ispolnitel'nii Komitet Berlinskikh Rabotchikh i Soldatskikh Sovetov (10 nojabrja. 16 dekabrja 1918 g.) », dans *Nojabr'skaja Revoljutsija v Germanii*, pp. 98139, date de 1960.

76Allgemeine Kongress der Arbeiter - und Soldatenräte Deutschlands von 16. bis 21. Dezember 1918, col. 149.

77H. Müller, *op. cit.*, p. 104.

78Friedlander, *op. cit.*, p. 173.

79Les délégués indépendants des ouvriers sont Barth, Ledebour, Däumig, Eckert, Neuendorf, Wegmann, Richard Müller (Lenzner, *op. cit.*, p. 101); les délégués « majoritaires » des ouvriers sont Hermann Müller, Buchel, Hirt, Heller, Julich, Maynz et Oskar Rusch. Les délégués des soldats sont von Beerfelde, Molkenbuhr, Gerhardt, Paasche, Waltz, Bergmann, Portner, Strobel, Lidtke, Hertel, Lemper, Köller, Eckmann et Guntzel (*op. cit.*, p. 102).

80H. Müller, *op. cit.*, p. 92. Von Beerfelde aurait notamment voulu faire arrêter le ministre de la guerre.

81H. Müller, *op. cit.*, p. 91.

82Brandt Lowenthal, *op. cit.*, p. 120.

83Il quitte le S.P.D. pour adhérer à l'U.S.P.D. après le congrès des conseils (*Der Zentralrat...*, p. 44).

84H. Müller, *op. cit.*, p. 99.

85Ibidem, pp. 92-93, 97-98; R. Müller, t. II, pp. 53, 154-156.

86H. Müller, *op. cit.*, pp. 96-97; R. Coper, *Failure of a Revolution*, p. 114, dit que Colin Ross fut « un espion de grande classe », « bien reçu dans tous les milieux ».

87H. Müller *op. cit.*, p. 97 ; l'article, intitulé « An das deutsche Volk von Gelehrten bis zum Arbeiter », parut dans *Deutscher Tageszeitung* le 13 décembre 1918.

88H. Müller, *op. cit.*, p. 93.

89Ibidem, pp. 93-97; *Freiheit*, et *Vorwärts*, 29 novembre; *Die Rote Fahne*, 30 novembre 1918.

Malgré sa bonne volonté, malgré la confiance dont il jouit de la part des ouvriers berlinois, le conseil exécutif est impuissant à organiser son propre travail et même à créer son propre appareil. Prétendant simultanément surveiller et contrôler le cabinet du Reich et le gouvernement prussien, animer politiquement les conseils berlinois et servir de centre aux dix mille conseils du pays, régler les conflits du travail et imprimer aux affaires générales une orientation révolutionnaire, il sombre vite dans le désordre, désordre entretenu par l'hostilité du gouvernement et de la bureaucratie, ainsi que par le sabotage de l'administration, qui lui adresse toutes les réclamations et le prive en même temps de ressources. Ses débats sont constamment interrompus par des délégations. Il est enseveli sous la correspondance que ses présidents passent leur temps à signer sans l'avoir lue⁹⁰. Entre les tâches multiples qu'il prétend remplir, il ne saura pas choisir et n'entendra pas le sévère avertissement d'Hermann Müller :

« Un organisme qui a l'ambition de passer dans l'Histoire au même titre que le comité de salut public de la grande révolution française doit prendre garde à ne pas devenir un service du département du travail. »⁹¹

Le conflit des pouvoirs.

Dès son entrée en fonctions, le 10 novembre, au soir, le conseil exécutif adopte, sur proposition d'Eckert, une proclamation adressée au « peuple travailleur ».

« La vieille Allemagne n'est plus. (...) L'Allemagne est devenue une république socialiste. Les détenteurs du pouvoir politique sont les conseils d'ouvriers et de soldats. »⁹²

Le gouvernement élu le jour même a pour tâche de conclure l'armistice. Les autres tâches sont la transformation socialiste de l'économie et le rétablissement de la paix par l'union des travailleurs. L'appel salue l'exemple donné par les travailleurs russes, rappelle que le pouvoir révolutionnaire ne peut restaurer en un jour ce qui a été détruit en des années de guerre, mais qu'il est le seul à pouvoir reconstruire. Il ne dit mot de l'éventuelle convocation d'une Assemblée nationale.

Le *Vorwärts* ne publie pas cet appel de l'exécutif. Mais le programme gouvernemental a fait allusion au mode de scrutin pour la convocation de l'Assemblée nationale et deux articles successifs de Stampfer se prononcent dans le même sens : le gouvernement doit émaner « du peuple entier » et non pas seulement des ouvriers et des soldats⁹³. Les divergences se précisent puisque, le 11, l'exécutif publie une déclaration dans laquelle il définit ses propres pouvoirs :

« Toutes les autorités communales et régionales du Reich et les autorités militaires continuent de fonctionner. Tous les ordres émanant de ces autorités seront pris au nom du conseil exécutif. »⁹⁴

C'est une attaque contre les pouvoirs du conseil des commissaires du peuple, et en même temps une caution involontairement donnée à l'entreprise de sauvetage de l'appareil d'État qui se couvrira de l'autorité de l'exécutif des conseils pour survivre d'abord, lutter ensuite.

La question est, entre autres, de savoir si l'exécutif va pouvoir disposer d'une force de coercition. Le 12 novembre, Däumig lui soumet une résolution pour la création d'une garde rouge⁹⁵, qu'il adopte par 21 voix contre une, les social-démocrates majoritaires votant en sa faveur. La presse du lendemain publie un appel de l'exécutif qui est un début d'application :

« Nous avons besoin de votre aide. Deux mille camarades et travailleurs, socialistes formés, politiquement organisés, ayant une formation militaire, doivent entreprendre la garde de la révolution. »⁹⁶

Les candidats sont appelés à se présenter le jour même à la maison des syndicats. Mais ils ne seront pas recrutés. L'opposition de droite réagit immédiatement, par la voix de Colin Ross. Une assemblée de délégués des conseils de soldats, réunie à la caserne du régiment de la Garde Alexandre, conspu le social-démocrate Rusch qui soutient le projet de garde rouge au nom de la défense de la révolution. Les soldats voient dans la décision d'armer des civils un geste d'hostilité à leur égard. Le représentant du régiment des fusiliers de la Garde proclame que les soldats ne sont d'aucun parti, puisqu'ils appartiennent à la patrie. L'assemblée condamne le projet de création d'une garde rouge⁹⁷. Dans un communiqué publié à deux heures du matin, l'exécutif déclare avoir pris acte que les troupes de Berlin, qui affirment leur dévouement à la république socialiste, sont en même temps opposées à la création d'une garde rouge : il y renonce donc, « provisoirement »⁹⁸.

L'échec de l'exécutif sur cette question capitale et son prompt recul encouragent ses adversaires, qui poussent leur avantage. En fin d'après-midi du 14 novembre, une assemblée de soldats est convoquée au Reichstag sur cette question. Ebert y prend la parole, pour affirmer qu'il ne saurait être question de créer une garde rouge et que la renonciation de l'exécutif à ce projet ne saurait être que définitive :

« L'ouvrier et le soldat, le fonctionnaire et le bourgeois sont derrière le gouvernement, et nous n'avons rien à craindre. »⁹⁹

90Friedlander, *op. cit.*, p. 174.

91H. Müller, *op. cit.*, p. 111.

92Vossische Zeitung, 11 novembre 1918.

93Vorwärts, 13 et 14 novembre 1918.

94Vossische Zeitung, 12 novembre 1918.

95H. Müller, *op. cit.*, p. 128 ; R. Müller, *op. cit.*, pp. 82 sq.

96Deutsche Tageszeitung, 13 novembre 1918.

978 Uhr-Abendblatt, 13 novembre 1918, Coper, *op. cit.*, p. 114.

98Vossische Zeitung, 14 novembre 1918.

Après lui, Wels, le nouveau commandant de la ville, lance un appel à la discipline. Aux soldats qui soulèvent le problème de la solde, les représentants du gouvernement répondent qu'ils doivent poser ce problème au comité exécutif. L'assemblée confirme l'hostilité des conseils de soldats et condamne en outre l'exécutif pour avoir, en faisant la proposition d'une garde rouge, « outrepassé ses droits ».

Le 16, le problème de la sécurité et de l'ordre public est abordé, cette fois, dans les organismes gouvernementaux. Posé par Barth en conseil de cabinet, il est discuté l'après-midi entre Ebert, Barth, des représentants de l'exécutif et les ministres intéressés. Barth déclare qu'il est nécessaire de recruter dans un délai d'une semaine 10 000 hommes, dont 3 000 pour la force de sécurité d'Eichhorn, 3 000 à mettre à la disposition du commandant de la ville et 4 000 pour garder les gares et répartir les démobilisés¹⁰⁰. Le lendemain, 17 novembre, Wels annonce la création d'une « troupe de défense républicaine » qui comportera de 13 à 15 000 hommes et qui sera recrutée par appel au volontariat¹⁰¹ : les volontaires affluent, mais aussi les dons provenant de milieux bourgeois, destinés à financer cette troupe chargée du maintien de l'ordre¹⁰². L'exécutif a subi une double défaite : le gouvernement a organisé à son propre profit la force armée qu'il lui a fait refuser, et il a porté à son prestige un rude coup. Dans les jours qui suivent, c'est en vain qu'Eichhorn réclamera une augmentation de ses propres troupes : elle viendra finalement, après plusieurs semaines, les recrues provenant, comme l'avait proposé Wegmann, des listes préparées pour la garde rouge le 13 novembre¹⁰³ : à cette date, les troupes de Wels sont, de loin, la force la plus conséquente.

Le 16 novembre, Däumig porte de nouveau l'offensive dans l'exécutif sur le terrain des perspectives politiques. Constatant que la révolution a détruit le vieux système de gouvernement, mais qu'elle n'en a édifié aucun autre, il se prononce pour des mesures claires et un choix décisif entre une république « bourgeoise-démocratique » et une république « socialiste ». Protestant contre l'activité du gouvernement qui tend à échapper au contrôle de l'exécutif, nomme des secrétaires et sous-secrétaires d'État, lance des proclamations, il revendique, pour l'exécutif élu par les conseils, le pouvoir législatif et exécutif. Il présente une résolution qui condamne « les tentatives de la bourgeoisie allemande pour convoquer aussi vite que possible une Assemblée constituante » comme une entreprise pour « dépouiller les travailleurs des fruits de la révolution » et propose la convocation immédiate d'un conseil central représentatif de l'ensemble du Reich qui aura à « étudier une nouvelle Constitution conforme aux principes de la démocratie prolétarienne ». Il prévient l'exécutif qu'en soutenant le projet gouvernemental de convocation d'une Constituante il signerait du même coup son arrêt de mort et celui des conseils¹⁰⁴.

La motion Däumig est immédiatement combattue avec énergie par Colin Ross et par Hermann Müller. Ce dernier déclare que le point de vue de Däumig est « antidémocratique », puisqu'il vise à ériger « une dictature de classe du prolétariat contre la majorité du peuple », et précise : « Nous ne pouvons pas aller ici vers la dictature telle qu'elle existe en Russie »¹⁰⁵. Il propose un amendement soulignant le caractère provisoire de l'existence des conseils et souligne que, plus vite la Constituante sera convoquée, plus vite il y aura à la tête du pays une majorité socialiste. Ces arguments ne convainquent pas tous les membres de son propre parti : c'est de justesse que la résolution Däumig est repoussée, par 12 voix contre 10, le délégué des soldats Hans Paasche et les deux délégués ouvriers social-démocrates Büchel et Julich votant en sa faveur¹⁰⁶. Hermann Müller reprend alors à son compte la motion Däumig avec un additif précisant, au sujet de la Constitution future que devra adopter le conseil central :

« Cette Constitution sera soumise à une Assemblée constituante convoquée par le conseil central. »¹⁰⁷

Après une discussion confuse où Barth change de position, le texte de la nouvelle résolution est adopté par 9 voix contre 7¹⁰⁸. L'exécutif a ouvert la voie de sa propre liquidation et de celle des conseils en tant qu'organes de pouvoir, et un homme comme Richard Müller, partisan du pouvoir des conseils, a voté pour leur liquidation en croyant adopter un compromis¹⁰⁹. Les majoritaires exploitent sans retard la confusion. Le jour où se déroule cette discussion, Landsberg assure dans une interview que le gouvernement a déjà pris une décision sur la convocation de la Constituante¹¹⁰. Le lendemain, le *Vorwärts* annonce que le cabinet a déjà fixé pour les élections la date du 2 février¹¹¹. Le 18, *Freiheit* proteste et dément l'information¹¹², visiblement au nom des ministres indépendants, mais, le 19, l'organe du parti social-démocrate indépendant doit admettre que la question de la Constituante, discutée le 17, a bel et bien été tranchée en principe, tout en maintenant qu'aucune date n'a encore été déterminée¹¹³. En attendant, depuis deux jours déjà, la presse social-démocrate, *Vorwärts* en tête, s'est lancée à fond dans la campagne pour la convocation rapide de l'Assemblée constituante.

Réalisant l'erreur qu'il a commise le 16 - Richard Müller parlera plus tard d'une prise de position « confuse » qui le « ridiculisait »¹¹⁴ -, l'exécutif tente de refaire le terrain perdu en se tournant vers ses mandants, les délégués des conseils d'ouvriers et de soldats qui l'ont désigné le 10, et qu'il convoque de nouveau pour le 18 novembre au cirque Busch.

99 *Berliner Likalanzeiger*, 15 novembre 1918.

100 Drabkin, *op. cit.*, p. 233.

101 *Ibidem*; *Vorwärts*, 18 novembre 1918; *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 415.

102 Drabkin, *op. cit.*, p. 233.

103 *Ibidem*, p. 234.

104 *I.M.L.-Z.P.A.*, n° II/1, f. 10 sq., cité par Drabkin, p. 237; R. Müller, *Vom Kaiserreich*, II, pp. 82 sq., *op. cit.*, pp. 127-128.

105 *I.M.L.-Z.P.A.*, n° II/1, ff. 14, 31, cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 239.

106 *Ibidem*, f. 32, cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 240.

107 H. Müller, *op. cit.*, p. 128.

108 *I.M.L.-Z.P.A.*, n° II/1, f. 32, cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 240.

109 Drabkin, *op. cit.*, p. 241.

110 *Vossische Zeitung*, 16 novembre 1918.

111 *Vorwärts*, 17 novembre 1918.

112 *Freiheit*, 18 novembre 1918.

113 *Freiheit*, 19 novembre 1918.

114 R. Müller, *Vom Kaiserreich*, II, p. 83.

Devant l'assemblée, Richard Müller présente un rapport d'activité de l'exécutif et s'efforce de présenter sa résolution du 16 en mettant l'accent sur le rôle des conseils et les dangers que présenterait une convocation trop rapide de la Constituante :

« Si nous convoquions maintenant l'Assemblée constituante, cela constituerait l'arrêt de mort des conseils d'ouvriers et de soldats. Ils s'élimineraient d'eux-mêmes. Et cela, ils ne doivent pas le faire. Nous devons assurer notre pouvoir, si besoin est, par la violence. Quiconque est partisan de l'Assemblée nationale nous impose le combat. Je le dis nettement : j'ai risqué ma vie pour la révolution et je suis prêt à recommencer. L'Assemblée nationale est le chemin vers le règne de la bourgeoisie, le chemin vers le combat ; le chemin vers l'Assemblée nationale passe sur mon cadavre. En l'affirmant, je sais qu'une partie des membres de l'exécutif pense comme moi, et aussi tous les travailleurs qui ont pris part à la préparation de la révolution, et je ne doute pas d'avoir à mes côtés la majorité des travailleurs. »¹¹⁵

Hermann Müller intervient de façon rassurante : les social démocrates majoritaires veulent, eux aussi, une république sociale mais la question ne peut être réglée dans une telle assemblée, puisqu'aucun des deux partis ouvriers n'a rejeté le principe de la convocation de la Constituante. Celle-ci ne lui fait pas peur : il a, pour sa part, confiance dans le peuple allemand et dans la volonté qu'il exprimera par ses votes¹¹⁶. Haase dit que les conquêtes révolutionnaires n'ont rien à redouter du suffrage universel dans un pays où les prolétaires constituent la majorité et, faisant allusion à la Russie, met en garde contre les conceptions « fausses » résultant d'« exemples étrangers »¹¹⁷. Le social-démocrate Kaliski dit qu'une révolution sans démocratie ouvrirait la voie à une nouvelle guerre¹¹⁸. Ledebour répond que le prolétariat, qui détient actuellement le pouvoir, ne doit pas courir le moindre risque de le perdre. Il s'élève contre l'idée selon laquelle une démocratie véritable serait réalisable sous un système capitaliste : il faut d'abord abattre les fondements du capitalisme¹¹⁹. Liebknecht se défend énergiquement d'être un adversaire de l'« unité », comme l'en accusent ses adversaires : il est pour l'unité dans la clarté et répond à la question : « Que voulons-nous ? » Il appelle à s'unir ceux qui veulent poursuivre la révolution, édifier le socialisme, car la contre-révolution, puissante et armée, est en marche. Il appelle les travailleurs à défendre leur pouvoir, à avoir conscience que les « traîtres » sont à l'ouvrage parmi eux, et à ne jamais oublier que l'émancipation de la classe ouvrière ne pourra résulter que de sa propre action. Il est particulièrement applaudi lorsqu'il insiste sur la nécessité de positions claires, critique à peine voilée de la confusion de l'exécutif¹²⁰.

Un certain nombre de délégués interviennent en outre pour attaquer un autre point du rapport d'activité présenté par Richard Müller. Le 15 novembre, en effet, Müller et Molkenbuhr, en tant que coprésidents, ont signé une déclaration par laquelle ils confient aux organisations syndicales la représentation des intérêts économiques des travailleurs¹²¹. Le jour même, la commission locale des syndicats de Berlin, que dirige le majoritaire Körsten, a décidé la dissolution dans les entreprises de tous les comités d'action et leur réélection¹²², initiative qui favorise le patronat en lutte contre les tentatives des comités ouvriers d'exercer sur ses activités un contrôle dont il ne veut pas plus que les dirigeants syndicaux¹²³. Plusieurs délégués d'usine reprochent à l'exécutif d'avoir ainsi remis le monopole de la représentation des travailleurs à ceux-là mêmes qui « pendant quatre ans les ont trahis »¹²⁴. Et Richard Müller doit promettre que la question sera revue¹²⁵.

Sa réponse, conclusion du débat, est toute axée sur les critiques venues de la gauche :

« Tant que je siégerai dans l'exécutif, je lutterai pour que la Constituante, l'Assemblée nationale, ne vienne que lorsqu'il n'y aura plus aucun danger pour les conquêtes de la révolution. (...) Vous savez ce que nous voulons à l'exécutif et nous veillerons à ce que les conquêtes de la révolution ne soient pas perdues. Quand le camarade Haase a déclaré que le gouvernement devait aller de l'avant (...) comptez que nous, exécutif, nous le pousserons en avant et, comme l'ont montré les derniers temps, nous comprenons très bien comment le pousser. »¹²⁶

En définitive, la résolution du 16 n'est pas soumise au vote de l'assemblée, mais renvoyée à l'exécutif avec d'autres textes. Elle ne sera même pas publiée, le gouvernement ayant interdit à l'agence télégraphique Wolff de la diffuser¹²⁷. Rendant compte de l'assemblée du cirque Busch, le *Berliner Tageblatt* résume le problème posé :

« En même temps que la question de l'Assemblée constituante se pose celle, qu'il faut trancher, de savoir qui gouverne en Allemagne. (...) L'autorité suprême est-elle entre les mains du gouvernement ou bien entre les mains des conseils d'ouvriers et de Soldats ? »¹²⁸

Si la presse bourgeoise et social-démocrate pose ainsi le problème, c'est que la bourgeoisie commence à sentir qu'elle a la force de le régler dans un sens favorable à son pouvoir, c'est-à-dire au gouvernement. Condamné à livrer en désordre une bataille défensive, l'exécutif recule pas à pas, chassé jour après jour de ses positions. Le 18, à la chancellerie, se tient une

115 *I.M.L.-Z.P.A.*, n° II/1, « Protokolle der Versammlungen der Arbeiter - und Soldatenräte Gross-Berlin », vol. 1, f. 11. Ce compte-rendu est abondamment cité par Drabkin, *op. cit.*, pp. 241-244, extraits complétant le compte rendu paru dans le *Vorwärts* du 20 novembre 1918.

116 *Vorwärts*, 20 novembre 1918.

117 *Ibidem* et Drabkin, p. 243.

118 Drabkin, *op. cit.*, p. 243.

119 *Vorwärts*, 20 novembre 1918.

120 Drabkin, *op. cit.*, pp. 243-244.

121 *Ibidem*, pp. 235-236.

122 *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 401-401.

123 Drabkin, *op. cit.*, p. 236.

124 *Ibidem*, pp. 236-237.

125 *Ibidem*, pp. 237.

126 *I.M.L.-Z.P.A.*, n° II/1 « Protokolle... », p. 44, cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 244.

127 *Ibidem*, p. 244.

128 *Berliner Tageblatt*, 19 novembre 1918.

session commune des deux conseils¹²⁹. Ebert s'en prend d'emblée aux exigences de l'exécutif et à ses empiètements sur l'autorité du gouvernement, alors qu'il n'est, selon lui, qu'un organe berlinois, ce qui provoque des protestations, même de la part des membres social-démocrates de l'exécutif. Dittmann propose l'élection rapide du conseil central pour toute l'Allemagne¹³⁰. Le majoritaire Landsberg admet que le conseil des commissaires du peuple et le cabinet tiennent leur autorité de l'exécutif des conseils qui les a nommés et peut les révoquer, mais il soutient qu'il ne peut se permettre aucune ingérence dans le domaine du pouvoir exécutif sous peine de constituer alors un « contre-gouvernement », qui aboutirait à l'anarchie¹³¹. Däumig proteste contre la conception « absolutiste » qui est celle des défenseurs du cabinet, et revendique des pouvoirs de contrôle effectif pour l'exécutif¹³². Au sujet de l'Assemblée nationale, Ebert dément qu'une date ait été fixée pour sa convocation¹³³. Les ministres indépendants se défont pour un compromis : finalement, une commission est désignée, qui aura pour charge de délimiter les compétences des deux organismes sur la base d'un accord constant que les décisions unanimes du conseil des commissaires du peuple sont immédiatement applicables et que l'intervention du comité exécutif n'est possible qu'en cas de désaccord¹³⁴. Le 23 novembre, résultat des travaux de la commission, une déclaration de l'exécutif précise le nouvel ordre constitutionnel pour la « période initiale de transition » : le pouvoir appartient aux conseils d'ouvriers et de soldats dont les fonctions pour le Reich sont assurées par l'exécutif de Berlin jusqu'à l'élection d'un conseil central pour l'ensemble du pays, mais le pouvoir exécutif est délégué au conseil des commissaires du peuple¹³⁵.

Le 23 novembre, l'exécutif s'élargit donc à des représentants des différentes régions et des armées, et compte vingt-cinq membres nouveaux, en majorité social-démocrates majoritaires, comme le jeune Kurt Schumacher, qui représente les mutilés de guerre, mais comprenant aussi quelques révolutionnaires, comme le marin de Cuxhaven Karl Baier et le soldat von Lojewski, de Spandau, que rejoindra bientôt le Saxon Fritz Heckert, participant épisodique¹³⁶. Mais l'initiative vient trop tard : la presse social-démocrate et bourgeoise a su déjà exploiter contre l'exécutif berlinois l'hostilité à la capitale toujours latente ; elle suggère qu'il aspire à la dictature et cherche à se dresser contre le suffrage universel¹³⁷ : les thèmes déjà exploités avec succès contre la Commune de Paris réapparaissent. On fait feu de tout bois contre l'exécutif¹³⁸. On dit que l'Entente ne le reconnaît pas et qu'accréditer son autorité implique le risque d'une rupture de l'armistice¹³⁹. L'agence de presse gouvernementale parle de 800 millions de marks dépensés pour les conseils ouvriers, et cette somme devient 1800 millions dépensés par l'exécutif¹⁴⁰. La presse, en revanche, ne fait aucun écho au rapport du trésorier Max Maynz¹⁴¹.

La conférence du Reich des ministres-présidents se prononce, le 25 novembre, pour la convocation de l'Assemblée nationale¹⁴². Le conseil des commissaires du peuple, après bien des marchandages entre majoritaires et indépendants, fixe au 16 février 1919 la date des élections à l'Assemblée¹⁴³, cependant que l'exécutif décide le 23 novembre de convoquer à Berlin pour le 16 décembre l'ensemble des délégués des conseils du Reich¹⁴⁴. La préparation de ce congrès coïncide avec un redoublement de la campagne de presse contre l'exécutif berlinois et ses dirigeants radicaux : le *Vorwärts* se déchaîne contre « Leichenmüller », « Müller-le-cadavre », « le cadavre ambulante » - allusions au discours de Richard Müller le 18 novembre - ou encore contre « Richard I^{er} » et les « junkers de l'autre bord »¹⁴⁵. Rien d'étonnant à ce que le putsch tenté le 6 décembre par des éléments monarchistes et dirigé ouvertement contre le conseil exécutif reprenne l'argument antisémite classique en qualifiant de « synagogue » son quartier-général du Landtag prussien.

A la veille du congrès des conseils qui doit élire un nouveau conseil central et trancher finalement de la question du pouvoir des conseils, le conseil exécutif de Berlin est déjà depuis longtemps vaincu. Le conseil des commissaires du peuple peut se permettre de refouler à la frontière les Russes qu'il a invités, Boukharine, Joffé, Racovski, Ignatov et Radek, représentants du congrès pan-russe des soviets¹⁴⁶. Rosa Luxemburg, d'une plume féroce, va rédiger l'épithète de cet organisme révolutionnaire qu'elle appelle « le sarcophage de la révolution » et dont elle écrit qu'il est « la cinquième roue de la charrette de la clique gouvernementale cryptocapitaliste » :

« Il est clair que c'était dans le conseil exécutif, dans les conseils d'ouvriers et de soldats, que les masses devaient se retrouver. Or leur organe, l'organe de la révolution prolétarienne, est réduit à un état d'impuissance totale ; le pouvoir lui a glissé des mains pour passer dans celles de la bourgeoisie. Aucun organe de pouvoir politique ne laisse de son plein gré échapper le pouvoir, à moins d'avoir commis quelque faute. Ce sont la passivité et même l'indolence du conseil exécutif qui ont rendu possible le jeu d'Ebert-Scheidemann. »¹⁴⁷

129Kolb, *op. cit.*, p. 134 et Drabkin, *op. cit.*, pp. 245-249 ; celui-ci résume le compte rendu officiel qui se trouve aux archives centrales du Reich à Potsdam (Reichskanzlei, n° 2482, ff. 28 sq.).

130Drabkin, *op. cit.*, p. 246.

131Ibidem, pp. 246-247.

132Ibidem, p. 247.

133Ibidem.

134Ibidem.

135Dok. u. Mat., II/2, p. 459.

136H. Müller, *op. cit.*, pp. 105-106.

137Friedlander, *op. cit.*, p. 168.

138Voir le chap. VII de Kolb, *op. cit.*, « Die Diskreditierung der Arbeiterräte durch die Presse ».

139Friedlander, *op. cit.*, p. 168.

140Ibidem, et Kolb, *op. cit.*, p. 191.

141Friedlander, *op. cit.*, p. 169.

142Kolb, *op. cit.*, p. 132.

143Ibidem, p. 133.

144Dok. u. Mat., II/2, pp. 462-464.

145Voir notamment « Der lebende Leichnam », *Vorwärts*, 5 décembre et « Richard I. Wilhelms Ersatz », *Ibidem*, 18 décembre 1918.

146Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 112 ; Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 227.

147Die Rote Fahne, 11 décembre 1918.

Le verdict est sévère, mais personne ne le contestera. Le « soviet de Petrograd » de la révolution allemande est définitivement battu, et son président, Richard Müller, l'enterrera lui-même à sa manière en le qualifiant de « *Mädchen für alles* » « bonne à tout faire » de la révolution¹⁴⁸.

Le congrès des conseils.

Le congrès des conseils d'ouvriers et de soldats traduit l'ampleur de l'échec politique essuyé par les révolutionnaires en six semaines. Y prennent part 489 délégués, 405 envoyés par des conseils d'ouvriers, 84 par des conseils de soldats¹⁴⁹. Sur le total, il y a seulement 179 ouvriers et employés, contre 71 intellectuels et 164 « professionnels », journalistes, députés, permanents du parti ou des syndicats¹⁵⁰ : les représentants de l'appareil l'emportent largement sur ceux des ouvriers des entreprises. Les social-démocrates détiennent la majorité absolue avec 288 délégués, contre 90 aux indépendants - dont 10 spartakistes seulement ; les plus connus sont Heckert et Léviné -, 11 « révolutionnaires unis » autour du Hambourgeois Laufenberg, 25 démocrates et 75 sans-parti¹⁵¹. La majorité est d'avance acquise aux propositions d'Ebert. Le jour de l'ouverture, le *Vorwärts*, traçant la perspective de la convocation de l'Assemblée constituante, peut se permettre d'ironiser aux dépens des spartakistes et de leur demander si, conformément à leur revendication du pouvoir pour les conseils, ils vont accepter la décision des conseils de se dessaisir du pouvoir¹⁵².

Ni Karl Liebknecht, ni Rosa Luxemburg ne sont délégués à Berlin, l'éligibilité a été réservée à ceux qui figurent sur les listes des personnes travaillant dans les entreprises ou sur les effectifs militaires. Une proposition du présidium de les inviter avec voix consultative est repoussée d'emblée sans débat¹⁵³ ; reprise quelques heures plus tard par un délégué wurtembergeois, elle sera repoussée après de vifs incidents¹⁵⁴. Il ne reste plus aux spartakistes qu'à tenter d'agir sur le congrès de l'extérieur, ce qu'ils avaient prévu, qu'ils ont fait dès l'ouverture et qu'ils recommenceront, en organisant manifestations et délégations de manifestants.

En accord avec les délégués révolutionnaires, ils organisent lors de l'ouverture du congrès un gigantesque meeting suivi d'un défilé et de l'envoi d'une délégation au nom des 250 000 travailleurs berlinois réunis à leur appel. Reçu dans la salle, le délégué révolutionnaire Paul Weyer lit les revendications des manifestants : proclamation d'une république socialiste unitaire, le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, exercice du pouvoir gouvernemental par un exécutif élu par le conseil central, révocation du conseil des commissaires du peuple d'Ebert, mesures d'épuration et de désarmement des contre-révolutionnaires, armement du prolétariat, appel aux prolétaires du monde entier à construire leurs conseils pour réaliser les tâches de la révolution mondiale¹⁵⁵. Mais le congrès reste impavide. Le président de séance, Leinert, déclare qu'il a pris connaissance des revendications posées et qu'il en tiendra éventuellement compte dans ses décisions ; tandis que la foule des manifestants poursuit sa marche dans les rues de Berlin, Richard Müller reprend le rapport interrompu par l'arrivée de la délégation. Le 18 décembre, c'est également à l'initiative des spartakistes qu'une délégation de soldats appartenant à dix-sept unités viendra, sous la direction de Dorrenbach, énumérer ses revendications concernant l'armée et la discipline : l'accueil est cette fois franchement hostile et la majorité menace de quitter la salle des séances¹⁵⁶. Le 18 aura lieu une nouvelle manifestation, de grévistes berlinois cette fois¹⁵⁷. Malgré les foules qu'ils peuvent rassembler, les spartakistes et leurs alliés des délégués révolutionnaires ne parviennent pas à organiser ces « journées » qui - selon le modèle de la Révolution française auquel ils ont peut-être songé - auraient pu influencer une assemblée hésitante ou réticente. Car les jeux sont faits et le premier congrès des conseils se déroulera à peu près comme l'avaient prévu Ebert et ses amis.

La seule surprise se produit en fait sur le difficile problème des revendications des soldats, que veulent imposer leurs délégués, social-démocrates compris, alors qu'Ebert s'est secrètement engagé auprès de l'état-major à ne pas laisser aborder ces questions au congrès. L'adoption des « sept points de Hambourg » - qui est pourtant un compromis proposé par le social-démocrate Lampl - sera à l'origine des menaces proférées par l'état-major contre le gouvernement et, finalement, de la grande crise de décembre, ouverte les semaines précédentes par la décomposition de l'armée¹⁵⁸.

Pour le reste, et en particulier pour la question de la nature du pouvoir, des conseils et de l'Assemblée constituante, les débats du congrès revêtent un caractère académique, pour ne pas dire parlementaire. Max Cohen-Reuss défend la thèse de la convocation rapide de la Constituante élue au suffrage universel : ce mode d'élection constitue, selon lui, une grande victoire du socialisme, puisque c'est en vain qu'il est revendiqué en Allemagne depuis bien avant le programme d'Erfurt. Les socialistes en ont besoin, car il leur faut, face à une bourgeoisie forte, un pouvoir central incontestable, et, face à l'Entente, un gouvernement issu d'élections libres. Cohen ne doute pas du résultat des élections : c'est parce que la Constituante aura une majorité socialiste que son élection constitue la voie la plus courte vers l'établissement du régime socialiste en Allemagne. Les social-démocrates sont décidés à empêcher que leur « univers socialiste pur, clair et bon » soit « saboté et discrédité par les déformations bolcheviques ». Le socialisme, selon lui, sera réalisé par un gouvernement socialiste élu par le peuple entier. Les conseils, en convoquant la Constituante, mettront fin à leur mission extraordinaire et pourront alors prendre leur place naturelle dans la vie sociale en jouant un rôle important dans la production¹⁵⁹.

148Cité par H. Müller, *op. cit.*, p. 111.

149Allgemeine Kongress der Arbeiter und Soldatenräte Deutschlands vom 16. bis 21. dezember 1918, pp. 198 sq. III. Gesch., p. 249.

150Ibidem, p. 250.

151Ibidem, pp. 249-250.

152Vorwärts, 16 décembre 1918 ; Dok. u. Mat., II/2, p. 621.

153Allgemeine Kongress, col. 12.

154Ibidem, col. 53-58.

155Allgemeine Kongress., col. 19 sq.

156Ibidem, col. 123 sq.

157Ibidem, col. 144 sq.

158Voir chap. XII.

159Allgemeine Kongress, col. 209 sq.

Däumig présente le contre-rapport. Il souligne que l'adoption du texte de Cohen signifierait l'arrêt de mort des conseils. Rappelant leur apparition et leur développement en Russie puis en Allemagne, il déclare qu'ils constituent « la forme d'organisation de la révolution moderne », la forme prolétarienne de la démocratie. Les majoritaires cherchent par tous les moyens à les détruire et les présentent comme un véritable épouvantail en en faisant des synonymes de dictature. Mais l'expérience russe ne se renouvellera pas forcément en Allemagne, puisque la dictature des conseils y sera forcément, à la différence de la Russie rurale, celle de la majorité ouvrière. Au socialisme par le haut, prôné par Cohen, Däumig oppose le socialisme par la base, né de l'activité ouvrière dans les entreprises, et termine par un acte de foi en le système des conseils qui s'imposera, selon lui, tôt ou tard¹⁶⁰.

Le débat n'apporte aucun argument nouveau. Le seul problème réellement controversé est celui de la date de la convocation de la Constituante, que les indépendants voudraient reculer le plus possible afin que les socialistes aient, disent-ils, le temps d'« éclairer les masses » encore sous l'emprise de l'idéologie bourgeoise. Finalement, trois motions s'affrontent. Une motion Geyer-Laufenberg propose la date du 16 mars et obtient 50 voix. Une motion Ebert-Haase, qui résulte du compromis conclu au conseil des commissaires du peuple, en obtient à peine plus. C'est la proposition de Max Cohen de fixer la date au 19 janvier qui est adoptée, par 400 voix contre 50¹⁶¹. La moitié environ des délégués indépendants ont suivi Haase et voté pour, cependant que les autres se rangeaient dans l'opposition avec Ledebour, Däumig et autres Richard Müller. Le lendemain, une motion de Däumig affirmant que les conseils demeuraient la base de l'autorité suprême en matière législative et exécutive, et qu'un deuxième congrès était nécessaire avant l'adoption d'une nouvelle Constitution, est repoussée par 344 voix contre 98¹⁶².

Le congrès des conseils s'affirmait décidément tout-à-fait opposé au « pouvoir des conseils » et Däumig pouvait à bon droit le qualifier sarcastiquement de « club du suicide »¹⁶³. Les majoritaires d'Ebert, après avoir remporté une éclatante victoire sur le terrain même de leurs adversaires, la complétaient en votant l'amendement Lündeman qui confisquait au profit des seuls commissaires du peuple l'autorité dévolue en principe au conseil central¹⁶⁴. Instruits par l'expérience, Richard Müller et les autres animateurs des délégués révolutionnaires réussissent à persuader la majorité des délégués indépendants qu'il faut désormais boycotter ce conseil central sans pouvoir¹⁶⁵ : le pouvoir soviétique n'était plus que dérision à partir du moment où il s'incarnait en des hommes qui s'en déclaraient des adversaires déterminés.

Dans toute l'Allemagne, les révolutionnaires organisent meetings, manifestations, votent résolutions et protestations contre la décision du congrès des conseils. Le 21 décembre, à Berlin, Pieck, Liebknecht, Duncker, Paul Scholze, représentant des délégués révolutionnaires, appellent à la lutte contre ses décisions, au combat implacable contre le gouvernement Ebert-Scheidemann¹⁶⁶. La question n'est pourtant pas posée, et encore moins réglée, de savoir si la lutte doit continuer à long terme par la réélection des conseils et la conquête de la majorité dans leur sein, ou si les révolutionnaires doivent désormais poursuivre le combat engagé plus d'un mois auparavant contre la convocation de l'Assemblée constituante en passant par-dessus la tête des conseils réels - en d'autres termes lutter dans l'immédiat pour un pouvoir des conseils dont les conseils ne veulent pas.

Cette question allait dominer la vie politique de l'Allemagne jusqu'aux élections et les divergences qu'elle allait provoquer marquer à long terme de leur empreinte l'ensemble du mouvement communiste allemand.

¹⁶⁰*Ibidem*, col. 226 sq.

¹⁶¹*Ibidem*, col. 226 sq.

¹⁶²*Allgemeine Kongress.*, col. 300.

¹⁶³*Ibidem*, col. 227.

¹⁶⁴*Ibidem*, col. 292.

¹⁶⁵R. Müller, *op. cit.*, II, p. 223; Prager, *op. cit.*, p. 185; *Freiheit*, 22 décembre 1918.

¹⁶⁶Comptes rendus dans *Die Rote Fahne*, 22 décembre 1918.

X. La crise du mouvement socialiste

La sévérité du jugement formulé par Rosa Luxemburg sur l'activité du conseil exécutif de Berlin laisse l'historien sur sa faim : il est impossible, du point de vue des révolutionnaires, de faire porter à Richard Müller et à ses amis l'exclusive responsabilité de cette défaite. L'impuissance des radicaux dans l'exécutif, l'incapacité de cet « organe de pouvoir », tel qu'elle le définit à dépasser l'activité purement propagandiste, ne sont pas et ne peuvent pas être le fait des seuls élus des conseils berlinois. Les mêmes traits se retrouvent dans l'activité des autres groupes révolutionnaires, et la faiblesse de la représentation des partisans du pouvoir des conseils au congrès même des conseils prouve, et le déclin de leur influence initiale incontestable, et leur inaptitude, en cette période décisive, à pénétrer au cœur du mouvement des masses.

Spartakus dans le Parti indépendant.

Pour les spartakistes, le problème n'est pas nouveau. On se souvient de la lutte politique menée par Rosa Luxemburg en 1916 contre les membres de son groupe qui aspiraient à créer une organisation autonome, de ses efforts pour empêcher la constitution de ce qu'elle appelait par avance une « secte », coupée des larges masses organisées au sein du parti social-démocrate. On se souvient qu'en 1917 les révolutionnaires s'étaient divisés sur l'attitude à adopter à l'égard du parti social-démocrate indépendant : tandis que le gros des spartakistes, malgré la résistance des Wurtembergeois, entraînait dans le nouveau parti, les radicaux de gauche de Brême, Hambourg et Berlin refusaient de s'y intégrer.

A la veille de la révolution, au cours de l'été 1918, ces divergences avaient semblé s'estomper. A beaucoup de militants, l'expérience de l'entrée dans le parti indépendant apparaissait beaucoup moins positive après la prise de position de Kautsky, théoricien de ce parti, pour la « démocratie » et contre le « bolchevisme ». Franz Mehring, nous l'avons vu, avait écrit que cette entrée avait été une erreur et, avec le retour de Paul Levi, gagné en Suisse au bolchevisme et proche des militants de Brême, les perspectives de la fondation d'un parti révolutionnaire indépendant se précisent. La conférence commune d'octobre semble annoncer une fusion qui se produirait après la rupture désormais inévitable entre Spartakus et le parti indépendant.

Or les événements ne répondent pas à cette attente. A sa libération, Liebknecht accepte d'apparaître comme un des porte-drapeau des indépendants et de prendre part aux réunions de leur exécutif. La raison de son attitude est simple : il considère que les spartakistes n'ont pas de quoi constituer une force d'intervention dans les entreprises - terrain où se livre le combat décisif. C'est pourquoi il choisit de s'intégrer, avec Pieck, dans le noyau qui constitue la direction de fait de la classe ouvrière berlinoise, celui des délégués révolutionnaires, en majorité membres du parti indépendant. C'est parmi eux, moins auprès de Richard Müller et de Däumig que chez les Wegmann, Eckert, Neuendorf, Nowakowski, qu'il cherche un levier pour agir au sein des masses : la sympathie de ces hommes pour la révolution russe et pour le programme révolutionnaire est notoire.

Le 10 novembre, muni d'un ordre de l'exécutif des conseils berlinois signé de Richard Müller et von Beerfelde, un groupe de militants spartakistes armés, sous la direction de Hermann Duncker, s'empare de l'imprimerie du grand quotidien *Berliner Lokalanzeiger*¹. Rosa Luxemburg, qui arrive à Berlin peu après, critique vivement cette initiative : la publication d'un quotidien suppose des forces dont le groupe ne dispose pas, et une orientation qu'elle n'approuve pas². Le 11 au soir, à l'hôtel Excelsior, les responsables spartakistes présents à Berlin improvisent une conférence et se tracent un programme³. La lettre de Jogiches à Thalheimer⁴ permet de connaître leur analyse dans cet instant. Pour eux, la révolution n'a pas jusqu'à maintenant dépassé le niveau d'une mutinerie de militaires : entreprise par les soldats las d'être soldats, sur des revendications de soldats, elle a été menée essentiellement par eux et a laissé au second plan le « contenu social ». Il est certes utile qu'elle ait ainsi contribué à briser en l'armée le fer de lance de la contre-révolution ; mais celle-ci dispose, avec les « socialistes de gouvernement », d'un atout d'autant plus important que ces derniers conservent la confiance d'une fraction non négligeable de la classe ouvrière. Le rôle des révolutionnaires est d'éclairer les masses par leur action et leur propagande, de les aider à faire consciemment l'expérience du rôle réel de la social-démocratie en les poussant dans des luttes - en particulier les grèves - à caractère économique sur les questions brûlantes du ravitaillement, du chômage et du « véritable chaos économique qui est la conséquence nécessaire de la guerre ». Toute collaboration avec les social-démocrates majoritaires ne ferait que rendre plus difficile l'expérience des masses :

« D'un mot, historiquement parlant, le moment où nous aurons à prendre la tête ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution. »⁵

C'est sur la base de cette analyse que Rosa Luxemburg défend également le point de vue selon lequel les spartakistes doivent rester le plus longtemps possible dans le parti indépendant afin d'y recruter d'abord des sympathies et des militants, mais avec l'objectif d'y conquérir la majorité. Son opinion prévaut : le groupe, devenu Ligue Spartakus, demeure groupe de propagande à l'intérieur du parti social-démocrate indépendant.

Il se donne pourtant un embryon d'organisation et élabore un plan de travail⁶. Une centrale (*Zentrale*) est désignée, comprenant Liebknecht, Rosa Luxemburg, Mehring, Jogiches, Ernst Meyer, Hermann et Käthe Duncker, Wilhelm Pieck, Paul Levi, Paul Lange, plus Thalheimer qu'on va faire venir de Stuttgart et Eberlein qu'on rappelle de Dantzig. Liebknecht, Rosa Luxemburg, Thalheimer, Levi, Lange, renforcés par Fritz Rück, qu'on va également chercher à Stuttgart, se voient confier la direction de *Die Rote Fahne*. Jogiches est chargé des questions d'organisation, Eberlein des questions financières, Wilhelm

¹ Sur cet épisode, « Protestschreiben der Vereinigung Grossstadtsicher Zeitungsverleger vom 15. November 1918 gegen die Drucklegung der « Roten Fahne » in der Druckerei des « Berliner Lokal-Anzeigers », *Dok. u. Mat. III/2*, pp. 389-392.

² Paul Frölich *Rosa Luxemburg*, p. 325.

³ H. Duncker, in 1918, *Erinnerungen von Veteranen...*, p. 21 ; Pieck, *Vorwärts und...*, p. 49. Selon Drabkin (op. cit., p. 197), sont présents : Eberlein, Lange, Levi, Mehring, Meyer et Thalheimer.

⁴ Reproduite par J. S. Drabkin dans *Nojabr'skaja Revolucija v Germanii*, pp. 377-378.

⁵ *Ibidem*, p. 378.

⁶ H. Weber, *Der Gründungsparteitag...*, p. 29.

Pieck de la responsabilité de la création de la Ligue à Berlin. Les Duncker reçoivent la responsabilité du travail dans la jeunesse, Karl Schulz doit organiser la propagande parmi les soldats. Ernst Meyer enfin prend la direction d'un bureau de presse. Dans le plan tracé par Rosa Luxemburg, il est en effet prévu de mettre sur pied toute une série de publications, une revue théorique, des périodiques spécialisés pour les jeunes et pour les femmes, une feuille d'agitation parmi les soldats et un bulletin de correspondance de presse⁷.

Rien de tout cela ne sera réalisé aux dates prévues. Les jours suivants, les forces du groupe sont entièrement engagées dans la bataille pour la défense de *Die Rote Fahne* quotidien. Les propriétaires du *Lokalanzeiger* ont porté plainte, l'exécutif des conseils berlinois a reculé, von Beerfelde a démissionné, et les spartakistes ont dû abandonner l'imprimerie⁸. *Die Rote Fahne* ne reparaitra que le 18 novembre, fabriquée dans une imprimerie qui coûte cher. L'impression et la vente de « cartes d'agitation » à 50 pfennig⁹ - car il n'y a pas de cotisation - est loin de fournir les ressources nécessaires. Pendant la première semaine d'existence et d'activité des conseils d'ouvriers et de soldats dans le pays, il n'y a pas eu en fait de propagande spartakiste à une grande échelle. Liebknecht exprimait pourtant l'opinion de la centrale sur l'ampleur de la tâche qui attendait les révolutionnaires quand il écrivait le 20 novembre, au sujet des conseils :

« Souvent les travailleurs élus ne sont qu'imparfaitement éclairés, n'ont qu'une faible conscience de classe, sont même hésitants, irrésolus, sans énergie, si bien qu'ils (les conseils) n'ont presque aucun caractère révolutionnaire, ou que leur lutte politique contre les facteurs de l'ancien régime est à peine visible. »¹⁰

Masses et partis.

C'est par un processus complexe et qui, surtout, n'a rien de linéaire, que s'effectuent pendant les périodes révolutionnaires les changements d'orientation des larges masses, sans cesse accrues de centaines de milliers d'individus qui s'éveillent à la vie politique : leur expérience, qui se concentre parfois en quelques semaines seulement, exige de la part des organisations politiques qui aspirent à les utiliser des réflexes rapides, et surtout une grande clarté dans l'analyse. Or, dans l'Allemagne de 1918, les positions des partis ouvriers, et celles des courants qui s'affrontent dans leur sein, contribuent plutôt à accroître la confusion.

En principe, deux organisations politiques ouvrières se réclamant du socialisme s'offrent en novembre et décembre aux travailleurs allemands : le vieux parti social-démocrate qu'on continue à appeler « majoritaire », même là où il ne l'est plus, et le parti social-démocrate indépendant. Tous deux sont au gouvernement, tous deux sont au conseil exécutif, tous deux se réclament et du socialisme et de la révolution de novembre qui les a portés au pouvoir. Les divergences entre eux ne sont pas au premier coup d'œil éclatantes : presque toutes les décisions du cabinet sont prises à l'unanimité, et *Freiheit* tient, à quelques nuances près, un langage très proche de celui du *Vorwärts*.

La situation se complique en revanche dès qu'on ne se contente plus des prises de position officielles, dès qu'on examine les tendances réelles à l'intérieur de ces partis et surtout les différences de comportement de tels ou tels de leurs représentants dans la pratique. A l'intérieur du parti indépendant, il y a d'abord la Ligue spartakiste qui a son propre quotidien et sa politique : dès le 10 novembre, le refus de Liebknecht d'entrer dans le gouvernement Ebert-Scheidemann-Haase a fait *de facto* de Spartakus une troisième direction, une opposition en tout cas formelle à la ligne suivie par les deux autres. En réalité, les tendances sont plus nombreuses encore. Il faut en effet distinguer, à l'intérieur du parti social-démocrate, à côté d'une droite authentique, celle d'Ebert-Scheidemann, alliée en fait à l'état-major et qui lutte consciemment pour la liquidation des conseils, l'avènement d'une république bourgeoise et un rapprochement avec l'Entente contre le « bolchevisme », une gauche, certes inorganisée, mais formée de nombreux membres du parti social-démocrate pour qui une telle alliance, s'ils en connaissaient l'existence, serait inconcevable, et qui croient de bonne foi aux perspectives socialistes pacifiques que développent des gens comme Cohen Reuss : elle se manifesterait avec plus de vigueur au cours des semaines suivantes dans l'hostilité affichée par de nombreux militants et même des responsables à une politique plus marquée encore de la droite, le rapprochement entre Noske et les corps francs¹¹.

A l'intérieur du parti social-démocrate indépendant, la « droite », formée essentiellement du noyau dirigeant et dont les porte-parole sont Haase et Dittmann, est en réalité très proche de la « gauche » social-démocrate : elle désire réellement une démocratie parlementaire, mais rêve de la concilier avec l'existence institutionnalisée de conseils ouvriers détenant « une partie » du pouvoir. De même que la gauche social-démocrate, elle couvre la politique d'Ebert et de la droite, tout en marquant de temps en temps ses distances et en la contestant vigoureusement, au moins en paroles, sur des points de détail, comme la date des élections ou les rapports avec l'état-major. La gauche des indépendants, avec Däumig, Ledebour, et le cercle des délégués révolutionnaires autour de Richard Müller, n'a pas, certes, à l'égard du conseil des commissaires du peuple ou de l'exécutif berlinois l'attitude intransigeante d'un Liebknecht, mais elle maintient les positions révolutionnaires d'avant guerre du radicalisme, et y ajoute la revendication du pouvoir des conseils comme perspective concrète, ce qui la pousse évidemment dans le camp des défenseurs inconditionnels de la révolution russe et de ses émules.

Les dirigeants de Spartakus sont d'accord avec la gauche indépendante pour une lutte acharnée contre la droite dans le parti, pour le renforcement des pouvoirs des conseils et centre la perspective de convocation de l'Assemblée nationale. Mais ils ne sont pas attachés autant qu'elle au militantisme à l'intérieur des syndicats traditionnels, auxquels d'ailleurs nombre des militants tourment le dos. Enfin, s'ils envisagent de participer aux élections au cas où elles leur seraient imposées, ils n'ont pas, sur ce point, l'assentiment de la majorité des militants de la Ligue. Dans les rangs de Spartakus, en effet, comme dans les rangs des organisations révolutionnaires qui se rattachent aux I.K.D., se manifeste de plus en plus la tendance qu'Arthur

⁷ *Vorwärts* und..., pp. 51-52.

⁸ *Ibidem*, p. 50. Voir également *Berliner Lokalanzeiger* du 15 novembre, *Kölnische Zeitung* du 17 et *Die Rote Fahne* du 18 novembre 1918.

⁹ H. Weber, *op. cit.*, p. 30.

¹⁰ *Die Rote Fahne*, 20 novembre 1918.

¹¹ Voir chap. XII.

Rosenberg appelle le « courant utopiste » - et que nous préférons appeler « gauchiste » -, tendance qui rejette en bloc tout travail commun avec les « social-traitres » et leurs complices - une notion très extensive - et pense finalement que le pouvoir politique est à portée des fusils des travailleurs en armes dans un délai de quelques semaines au plus.

On peut déplorer, avec Arthur Rosenberg, que le mouvement ouvrier allemand n'ait pu rompre suffisamment vite avec les formes d'organisation des partis et tendances héritées du temps de guerre ni se restructurer en fonction des divergences réelles. L'aile « démocratique » de Haase et Dittmann aurait peut-être pu constituer un contrepoids efficace à la droite d'Ebert au sein d'un parti social-démocrate réformiste, et une « social-démocratie révolutionnaire », allant de Ledebour aux gauchistes en passant par Liebknecht, aurait pu coordonner au moins dans une certaine mesure les efforts d'organisation et les combats des partisans du pouvoir des conseils. Mais c'est un fait que les éléments révolutionnaires n'avaient pas su provoquer cette clarification quand il en était encore temps.

Au lendemain de la révolution de novembre, en tout cas, une partie importante de ce qui avait constitué l'avant-garde ouvrière s'était détournée du vieux parti, et les cadres organisateurs de la classe avaient souvent rallié le parti social-démocrate indépendant. C'est vrai dans nombre de grands centres industriels où c'est ce dernier parti qui exerce l'influence prédominante sur les ouvriers des grandes entreprises. Les rancunes nées des conflits politiques pendant la guerre, le souvenir de la politique de soutien de l'état-major conduite par le parti social-démocrate contre sa propre opposition - celui de la saisie du *Vorwärts*, par exemple - rendent impossible, aux yeux des ouvriers, une réunification à laquelle leurs dirigeants, placés devant la perspective d'une révolution de type soviétique dont ils ne veulent pas, songent, eux de plus en plus, sans oser pourtant le formuler ouvertement. La grande majorité de cadres ouvriers se trouvent ainsi prisonniers, pour ainsi dire, du parti de Haase dont la politique ne diffère guère de celle d'Ebert, mais qui est aussi, au moins formellement le parti de Liebknecht et Rosa Luxemburg.

En revanche, des millions d'individus, ouvriers demeurés jusqu'alors à l'écart de l'action politique, soldats démobilisés, petits bourgeois durement secoués par la guerre et la défaite, jeunes gens de toutes origines sociales, qui aspirent à une rapide amélioration de leurs conditions de vie ainsi qu'à une réorganisation démocratique du pays, se tournent vers le parti social-démocrate, qui incarne la révolution aux yeux des masses les plus larges, puisque c'est lui qu'elle a porté au pouvoir et qui leur promet non seulement la paix, la démocratie et le socialisme pour demain, mais encore d'y parvenir sans nouvelles souffrances, sans révolution ni guerre civile. L'apparent ralliement des partis et des forces bourgeoises au programme formulé par le parti social-démocrate, l'ambiance de fraternité qu'engendrent tant de déclarations officielles, créent un climat d'assurance, d'unité et presque d'unanimité. Pour ces larges couches aspirant à un socialisme qu'elles souhaitent démocratique, les révolutionnaires apparaissent comme des fauteurs de trouble. A leurs yeux, c'est eux seulement qui, par leurs clameurs, leurs violences et leurs « excès », par leurs invectives et les accusations de « trahison » qu'ils lancent contre les chefs, mettent en péril l'unité nécessaire à la consolidation de la révolution et affaiblissent la révolution elle-même. Comme ils l'ont fait en novembre pour les délégués des soldats, les social-démocrates majoritaires utilisent à fond contre les spartakistes, que leur propagande présente comme des « diviseurs » ce désir d'unité des masses peu politisées, inexpérimentées, qu'ils encadrent et organisent.

Avant-garde ou minorité agissante.

La minorité révolutionnaire se radicalise, elle, d'autant plus qu'elle a le sentiment de courir le risque de s'engluier dans une unanimité mortelle. Une partie se regroupe autour de Spartakus, même si le processus de sa formation est parfaitement spontané : des éléments ouvriers que la toute-puissance de la bureaucratie social-démocrate ou syndicale a rendus réfractaires à toute forme d'organisation, des militants pacifistes qui voient dans les « socialistes de l'état-major » l'ennemi numéro un, des jeunes gens qui ne croient qu'en la force des armes, toute une couche de révoltés, de rebelles, de combattants, de puristes, qui voient dans les appareils bureaucratiques le principal obstacle à la victoire de la révolution. Ils sont fascinés par la révolution russe : la longue expérience des bolcheviks, qu'ils connaissent mal, se résume pour eux à la seule insurrection armée, au seul emploi de la violence révolutionnaire conçue comme une panacée face à la violence impérialiste et militariste. Paul Levi tentera plus tard d'expliquer aux délégués des différents partis du monde réunis à Moscou pour le II^e congrès de l'Internationale à partir de quoi s'était formée la Ligue spartakiste :

« des groupes qui, au cours du développement révolutionnaire, se sont formés d'eux-mêmes dans toutes les régions de l'Allemagne, la plupart du temps sans idées politiques claires, le plus souvent attirés par le nom de Karl Liebknecht (...), des groupes de gens qui n'étaient pas organisés auparavant sur le plan politique. »¹²

Le danger qui menace Spartakus est dans cet isolement qui risque de lui être imposé tant par l'effort des grands partis qui le redoutent que par les résultats des initiatives de ses propres troupes, et en particulier de ceux qui en forment le fer de lance, des éléments coupés non seulement des organisations de masse, mais de la classe ouvrière elle-même et de ses traditions, des jeunes gens impatients et inexpérimentés, convaincus que la mission qui leur incombe n'est pas celle d'une avant-garde, dont le rôle serait d'expliquer patiemment, mais celle d'une minorité agissante.

Rosa Luxemburg a conscience que, comme l'écrivait Jogiches à Thalheimer au lendemain du 9 novembre, il faut transformer la révolte en révolution sociale, mais que cela signifie l'entrée en lice de la classe ouvrière et de ses couches les plus profondes à partir de ses propres revendications de classe. C'est pourquoi elle salue avec espoir et même avec enthousiasme le début d'une action des ouvriers sur leurs revendications économiques, laquelle se manifeste à travers les grèves qui éclatent un peu partout à la fin du mois de novembre :

« La guerre civile, qu'on cherche avec angoisse et inquiétude à écarter de la révolution, ne se laisse pas écarter. Car la guerre civile n'est qu'un autre nom pour la lutte de classes, et l'idée qu'on pourrait parvenir au socialisme par les décrets d'une majorité parlementaire n'est qu'une ridicule illusion petite-bourgeoise. »¹³

12Rapport au 2^e congrès, Archives Levi, p. 124/8, p. 3.

13Die Rote Fahne, 27 novembre 1918.

L'action de classe des ouvriers pour leurs revendications économiques de salariés du capital est en effet l'une des voies par lesquelles les travailleurs peuvent être le plus rapidement conduits à perdre les illusions qu'ils nourrissent à l'égard des partis au pouvoir en leur nom. Le gouvernement des commissaires du peuple redoute effectivement les revendications ouvrières et s'emploie à prévenir les grèves : Barth lui-même, chargé des questions du travail dans le cabinet, exhorte les ouvriers à ne pas « rabaisser la révolution à un mouvement pour les salaires »¹⁴.

Dans cette perspective, la lutte des révolutionnaires pour l'influence au sein des syndicats revêt une extrême importance : l'emprise des éléments les plus conservateurs, les plus contre-révolutionnaires du mouvement social-démocrate, est très solide sur l'appareil syndical, et elle se renforce encore du fait de l'adhésion récente de millions d'ouvriers faiblement politisés mais intéressés au premier chef par la défense de leurs conditions matérielles. Confondant les organisations et leurs directions, la majorité des militants spartakistes et des révolutionnaires des I.K.D. condamnent avec haine et mépris « les syndicats » comme des agences de la bourgeoisie ou des formes d'organisation périmées, et appellent les travailleurs conscients à s'organiser en dehors d'eux. Face aux mots d'ordre de sortie des syndicats que lancent, ici ou là, des groupes locaux, le vieux noyau spartakiste de la centrale hésite à se prononcer, tout en concédant qu'il est nécessaire de « liquider les syndicats ». Ces hésitations lui coûteront cher : c'est par le canal des syndicats - que nombre de militants révolutionnaires ne cherchent plus à lui disputer de l'intérieur - que le parti social-démocrate entreprend la conquête de couches ouvrières nouvelles, et la reconquête de la majorité.

La rupture de Spartakus avec les indépendants.

La lutte entre les deux pouvoirs trace une ligne de clivage fondamentale entre les tenants du pouvoir des conseils et les partisans d'une assemblée, ligne qui va bientôt passer au cœur même du parti social-démocrate indépendant, malgré les efforts de ses dirigeants pour temporiser. Le 18 novembre, au cirque Busch, Haase s'est prononcé pour le principe de la Constituante, mais a insisté sur la nécessité d'éviter de la convoquer prématurément¹⁵. Hilferding, dans les colonnes de *Freiheit*, explique qu'il est nécessaire de réaliser la démocratisation de l'administration et la socialisation de l'économie avant de convoquer l'Assemblée¹⁶. Le 27 novembre, l'exécutif indépendant publie une déclaration dans laquelle il affirme que la Constituante ne devra être convoquée que « si les conditions techniques et politiques en sont remplies, si, en elle, s'exprime authentiquement la volonté du peuple éclairé »¹⁷.

Rosa Luxemburg, dans les colonnes de *Die Rote Fahne* du 29 novembre, après avoir soumis à une critique serrée la position du parti, affirme la nécessité d'une totale clarification et réclame la convocation d'un congrès extraordinaire, seul habilité, selon elle, à trancher sur cette question capitale¹⁸. Le conflit interne, dès lors, absorbe presque toute l'attention et les forces des militants du parti indépendant. La capitulation finale de Haase et de ses collègues devant Ebert, à propos de la fixation de la date des élections au 16 février, donne un relief nouveau aux discussions antérieures. Elle renforce la position des partisans d'un congrès extraordinaire, mais place le dos au mur ceux qui n'en veulent désormais à aucun prix, puisque sa seule convocation serait pour eux un désaveu. Cette convocation signifierait le tournant à gauche, l'élimination de la direction Haase. *Die Rote Fahne* concentre le feu de sa critique contre la direction du parti indépendant et s'efforce de mobiliser les militants afin qu'ils imposent le congrès : les spartakistes pourraient en effet en prendre la direction, au cours d'une bataille où ils sont à même de rassembler toutes les forces de la gauche du parti. La direction maintient son refus en invoquant des arguments techniques, qui sont en réalité l'expression d'un choix politique : selon elle, la convocation du congrès empêcherait la préparation sérieuse de la campagne électorale - les spartakistes sont accusés de saboter l'action du parti.

Très vite le sentiment s'impose qu'on va à la scission, presque par consentement mutuel. Le 8 décembre, Ströbel, dans *Freiheit*, le 12, Breitscheid dans *Der Sozialist*, déclarent insurmontables les divergences entre les deux ailes du parti. Le 12 décembre, l'assemblée générale du parti social-démocrate indépendant de Stuttgart se prononce pour la réélection des conseils d'ouvriers et de soldats et pour le pouvoir des conseils¹⁹. Berlin donne aux spartakistes plus d'espérance encore, leurs militants travaillent en étroite communion avec les délégués révolutionnaires et, à plusieurs reprises, les travailleurs des grandes entreprises, par milliers, ont soutenu meetings et manifestations spartakistes, acclamé leurs orateurs, Liebknecht, Paul Levi, Pieck. Le 14 décembre, c'est presque une déclaration de guerre civile dans le parti indépendant : *die Rote Fahne* publie un projet de programme : « Que veut la ligue Spartakus ? », oeuvre commune de Levi et Rosa Luxemburg²⁰, cependant que *Freiheit*, sous le titre « Une Tactique allemande pour la révolution allemande », attaque bolcheviks et spartakistes et fait de la convocation de la Constituante la tâche révolutionnaire du moment²¹.

Le 15 décembre, à la veille de la réunion du congrès des conseils, se tient la conférence berlinoise du parti social-démocrate indépendant appelée à se prononcer sur la proposition de congrès extraordinaire. Le débat porte sur l'ensemble des problèmes politiques. Haase, au nom de l'exécutif, défend la politique de collaboration avec Ebert-Scheidemann, justifie la décision gouvernementale sur la convocation de la Constituante. Il invite les délégués à prendre conscience du fait que la majorité du pays s'est aujourd'hui rangée derrière Ebert, et qu'il faut jouer le jeu de la démocratie afin de construire un ordre social nouveau où les conseils auront leur place dans la Constitution aux côtés d'une assemblée élue au suffrage universel. Les propositions des spartakistes ne sont selon lui qu'une transposition caricaturale des mots d'ordre lancés par les bolcheviks en Russie, alors que la situation est profondément différente, d'abord parce que l'Allemagne est un pays avancé, ensuite parce que la situation internationale exige l'élection en Allemagne d'une assemblée représentative. Il accuse les spartakistes

14Ibidem, 28 novembre 1918.

15Vorwärts, 20 novembre 1918.

16Freiheit, 18 novembre 1918.

17Freiheit, 27 novembre 1918 ; Dok. u. Mat., II/2, pp. 494-496.

18Die Rote Fahne, 29 novembre 1918 ; Dok. u. Mat., II/2, pp. 497-500.

19Die Rote Fahne, 15 décembre 1918 ; Dok. u. Mat., II/2, pp. 595-596.

20Die Rote Fahne, 14 décembre 1918 ; Dok. u. Mat., II/2, pp. 497-500.

21Freiheit, 14 décembre 1918.

d'apporter par leurs campagnes de l'eau au moulin des contre-révolutionnaires, qui les utilisent pour effrayer la petite bourgeoisie en brandissant le spectre de la dictature et de la terreur. Il invite les partisans de Spartakus à tirer les conclusions qui s'imposent de leurs divergences avec le reste du parti, et à quitter une organisation où ils n'ont plus leur place²².

Rosa Luxemburg présente le contre-rapport, violent réquisitoire contre l'action du gouvernement Ebert. Selon elle, Haase n'a pas tort lorsqu'il explique que les masses sont derrière Ebert. Mais, ce qu'il ne dit pas, c'est qu'elles y sont, entre autres raisons, parce que les indépendants le soutiennent et parce que Haase fait partie de ce gouvernement. Que Haase et ses camarades rompent avec Ebert, quittent le gouvernement, et les masses pourront sans doute commencer à voir plus clair et comprendre quelles forces se dissimulent - de plus en plus mal, d'ailleurs - derrière Ebert. Ironisant sur la profession de foi démocratique de Haase, Rosa Luxemburg déclare :

« S'il s'agit du principe de la démocratie, alors, d'abord dans notre propre parti ! Et d'abord convoquer le congrès, afin que les masses disent si elles veulent encore de ce gouvernement ! »²³

Liebkecht et Eberlein interviennent pour la soutenir, Hilferding et Ströbel défendent la position de Haase. Au vote final, une résolution Hilferding, précisant que la tâche principale du parti est la préparation des élections, s'oppose à la résolution Luxemburg pour un congrès extraordinaire. La première l'emporte par 485 voix contre 185²⁴. La gauche est donc battue dans ce qu'elle considérait comme son bastion. *Freiheit* va titrer : « Enfin, la clarté ! ». Les principaux journaux indépendants saluent l'événement.

Le parti indépendant a pratiquement éclaté. Haase, Dittmann, Hilferding, sont aux côtés d'Ebert. Avec les révolutionnaires berlinois du cercle des délégués agissent les délégués indépendants de province, Brass, Curt Geyer, Wilhelm Koenen, dont une quarantaine accepte de se réunir en « fraction » autour de Liebkecht le premier jour²⁵. Dans presque tous les votes, la fraction du parti social-démocrate indépendant se coupe en deux parties sensiblement égales. En fin de congrès, la décision de boycotter le conseil exécutif, emportée par Richard Müller, crée une situation intenable pour les ministres indépendants.

Le 21, les délégués révolutionnaires se réunissent avec les hommes de confiance des grandes entreprises de la capitale. L'assemblée, à la quasi-unanimité, réclame la tenue d'un congrès extraordinaire avant la fin de décembre, la démission de Haase et de ses collègues du gouvernement, l'organisation d'une campagne électorale antiparlementaire. Elle condamne expressément la politique de Barth au sein du cabinet ; elle déclare qu'elle lui retire sa confiance et lui dénie désormais le droit de la représenter²⁶. C'est vraisemblablement au cours de cette même réunion que les délégués révolutionnaires élisent un comité d'action de cinq membres où, sous la présidence de Paul Scholze, cohabitent les indépendants de gauche Ledebour et Däumig et les spartakistes Liebkecht et Pieck²⁷. Le problème à l'ordre du jour est évidemment la naissance d'un nouveau parti, reposant à la fois sur Spartakus et les délégués révolutionnaires en entraînant de nombreux éléments des indépendants.

Déjà, à la manifestation du 16 décembre devant le Reichstag, le métallo Richard Nowakowski, un des plus influents des délégués révolutionnaires, avait salué les manifestants « au nom du parti social-démocrate indépendant et de la Ligue Spartakus »²⁸. Au moment où se pose pour eux le problème de quitter définitivement le parti indépendant, et de fonder un nouveau parti, les spartakistes peuvent raisonnablement espérer entraîner avec eux le noyau dirigeant des délégués révolutionnaires, et, par lui, l'avant-garde du prolétariat berlinois, les dirigeants et organisateurs de la classe ouvrière dans les usines. Ils pressent le rythme ; le 22 décembre, Wilhelm Pieck, au nom de la Ligue, écrit au parti social-démocrate indépendant pour lui demander la convocation sous trois jours d'un congrès qui se tiendrait avant la fin du mois²⁹. Comme la réponse est connue d'avance, c'est le problème de la construction d'un parti révolutionnaire qui est enfin posé, moins de deux mois après le début de la révolution.

Des tendances convergentes et contradictoires.

Aux yeux de la bourgeoisie, ce parti existe déjà. La presse englobe sous l'étiquette « spartakiste » l'ensemble des groupes extrémistes et n'opère guère de distinctions entre ces gens qu'elle s'efforce de présenter sous les traits de « l'homme au couteau entre les dents ». En fait, ni la révolution russe ni la révolution de novembre n'ont réussi à rapprocher complètement les groupes qui se sont opposés avant et surtout pendant la guerre sur la façon de préparer et de mener à bien la révolution prolétarienne en Allemagne.

Les « radicaux de gauche » - les gens de Brême et le groupe désigné sous ce nom à Berlin - ont marqué une tendance à l'unification. Une conférence réunie à Brême le 23 novembre décide la fondation d'une organisation nouvelle ; les « communistes internationaux d'Allemagne » (I.K.D.)³⁰. Localement influents, notamment sur les chantiers et parmi les travailleurs des ports, ils ont toujours été hostiles à l'adhésion des révolutionnaires au parti social-démocrate indépendant et estiment avoir reçu des événements une confirmation éclatante : leur principal adversaire de Brême, Alfred Henke n'est-il pas le plus solide soutien de Haase dans le grand port, donc l'avocat du gouvernement ? Ils sont conscients en revanche qu'ils n'ont pas, à l'échelle de l'Allemagne, les forces suffisantes pour constituer à eux seuls même l'embryon d'un nouveau parti révolutionnaire.

²²*Freiheit*, 16 décembre 1918.

²³*Freiheit*, 16 décembre : *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 603-606.

²⁴*Ibidem*.

²⁵*Ill. Gesch.*, II, p. 246.

²⁶*Die Rote Fahne*, 23 décembre 1918 ; *Dok u. Mat.*, II/2, p. 645.

²⁷*Vorwärts und...*, p. 61 ; Pieck, suivi par de nombreux auteurs, place cette réunion le 18, datation que ne confirme aucun document.

²⁸*Die Rote Fahne*, 17 décembre 1918.

²⁹*Die Rote Fahne*, 24 décembre 1918 ; *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 646- 647.

³⁰*Der Kommunist*, Brême, 28 novembre 1918 ; *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 456-458.

Comme en 1917, ils ont à l'égard de Spartakus une attitude de soutien critique et s'affirment décidés à appuyer toute initiative de sa part dans le sens d'une organisation indépendante des révolutionnaires par la rupture définitive avec les centristes³¹. C'est à l'unanimité, et après un rapport de Johann Knief, qu'ils prennent l'étiquette de « communistes », montrant ainsi à la fois leur attachement à la révolution russe et leur détermination de « jeter la chemise sale », de rompre avec le passé et les étiquettes discréditées. Ils luttent pour l'élargissement, l'approfondissement du pouvoir des conseils, et pour fédérer les groupes communistes allemands. Les radicaux de gauche de Hambourg, leurs voisins, si proches d'eux politiquement que les historiens les ont souvent confondus, rejoignent à ce moment les I.K.D., de même que les restes berlinois du groupe de Borchardt, qu'anime le jeune écrivain Werner Möller.

De son côté, Spartakus s'organise progressivement. La Ligue possède un embryon d'appareil depuis le 11 novembre, des publications, des bureaux, qu'il faudra plusieurs fois déménager, des cartes qu'elle vend. En dehors de Berlin, elle a des liaisons avec presque tous les centres importants, en Bavière, à Brunswick, à Chemnitz, Dresde, Leipzig, dans la Ruhr, la Haute-Silésie, la Prusse orientale, Stuttgart, la Thuringe, Hanau, dans la Ruhr, où vient de se constituer le « parti ouvrier communiste d'Essen-Ruhr (membres de la Ligue Spartakus) », régions qui correspondent à son implantation d'avant la révolution³². Depuis novembre, elle a établi de nouveaux contacts et créé des groupes à Beuthen, Brandebourg, Erfurt, Francfort-sur-le-Main, Kiel, Munich, Nuremberg, Solingen³³. Elle demeure pourtant sur le plan de l'organisation ce qu'était le « groupe », c'est-à-dire un réseau assez lâche autour d'un petit noyau de têtes politiques. Nulle part les spartakistes ne constituent de fraction organisée, nulle part ils n'entreprennent de travail systématique pour construire leur fraction ou même une tendance organisée, soit dans les conseils ouvriers³⁴, soit au sein du parti social-démocrate indépendant, où leur travail repose à la fois sur la propagande de *Die Rote Fahne* et le prestige et l'activité de ses militants les plus en vue. En revanche, fidèle à sa conception de l'agitation révolutionnaire et de la mise en mouvement des masses, la Ligue s'efforce de mobiliser de larges couches de travailleurs dont elle veut éclairer et inspirer l'action spontanée, et elle multiplie à cet effet meetings et manifestations de masses.

Pour contrebalancer l'influence quasi exclusive des majoritaires sur les soldats et leurs conseils elle a fondé le 15 novembre la Ligue des soldats rouges, à l'initiative d'un groupe de ses militants jusqu'alors spécialisés dans le travail chez les jeunes, Karl Schulz, Peter Maslowski, Willi Budich³⁵. Celle-ci publie trois fois par semaine une feuille spéciale, *Der Rote Soldat*³⁶. Liebknecht, agitateur infatigable, prend la parole partout où les idées révolutionnaires peuvent rencontrer un écho. Des colonnes entières du mince *Die Rote Fahne* sont consacrées à des convocations, des appels, pour des réunions, meetings, manifestations, défilés de soldats, chômeurs, déserteurs, permissionnaires. Or ces manifestations, que le noyau spartakiste n'a pas la force ni sans doute le désir de contrôler, sont souvent l'occasion, pour les éléments douteux qu'elles entraînent, de violences ou d'incidents inutiles et même nuisibles. Les responsables comprennent le péril que constitue, pour l'image qu'ils veulent donner de leur mouvement, le zèle intempestif de ces éléments souvent étrangers au prolétariat industriel qui se réclament du spartakisme. Dans *Die Rote Fahne*, Rosa Luxemburg admet le danger que créent les initiatives des déclassés qui sont légion dans la capitale :

« Ils défigurent en pleine conscience et en sachant très bien ce qu'ils font nos buts socialistes, et cherchent à les dévoyer dans une aventure de lumpen-prolétaires en égarant les masses. »³⁷

Les communistes de l'I.K.D. manifestent également leur inquiétude devant les initiatives qu'ils tiennent pour de « l'impatience révolutionnaire », et affirment qu'il ne saurait être question de songer à remplacer le gouvernement Ebert par un gouvernement de révolutionnaires qui ne reposerait pas solidement sur une majorité dans les conseils³⁸.

Ces inquiétudes ne renverseront pas le courant. D'abord, l'écho que trouvent les manifestations spartakistes, le grand nombre d'hommes qu'elles entraînent, donnent aux dirigeants comme aux participants le sentiment erroné de leur puissance. Liebknecht peut avoir l'impression qu'il est, par les foules qui l'acclament, le maître de la rue, alors que, faute d'une organisation authentique, il n'est même pas maître de ses propres troupes, surtout quand elles se grisent de leur masse et de leurs cris. A ces hommes impatients et durs qui sortent de la guerre, il n'est pas question de faire des conférences ni des cours de « théorie » : il faut des mots d'ordre clairs, précis, enthousiasmants, il faut de l'action. Aussi, dans tous les meetings spartakistes, les orateurs font-ils le procès du gouvernement Ebert, dénoncent-ils sa collusion avec la bourgeoisie, appellent-ils à son renversement. Les foules qui les écoutent se radicalisent, en quelque sorte, en vase clos, et leur volonté d'agir croît à mesure que décline l'influence des révolutionnaires dans les conseils, qu'elles sont finalement prêtes à balayer aussi s'ils ne les suivent pas.

Les social-démocrates et les chefs militaires exploitent cette situation en tentant systématiquement de provoquer des incidents qui leur permettent de dénoncer les spartakistes pour leurs « violences » devant la masse des travailleurs modérés. Le 21 novembre, après la tenue simultanée de trois meetings dans lesquels Liebknecht, Rosa Luxemburg et Paul Levi³⁹ ont pris la parole, les participants se concentrent pour une manifestation devant la préfecture de police : des militaires à bord d'une voiture ouvrent le feu⁴⁰. Le 6 décembre, ce sont des hommes de Wels qui tirent sur une manifestation de la Ligue des soldats

31 *Ibidem*, p. 456.

32 *III. Gesch.*, II, p. 284.

33 *Ibidem*, p. 283.

34 Voir les réponses données à Radek par Liebknecht sur l'organisation au début de décembre, Radek, *November...*, p. 132.

35 *Die Rote Fahne*, 18 novembre 1918 ; B. Gross, *Willi Münzenberg*, p. 89.

36 *Der Rote Soldat*, n° 1, 23 novembre 1918.

37 *Die Rote Fahne*, 18 novembre 1918.

38 *Der Kommunist*, Dresde, n° 5, 1918, *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 614-615.

39 *Die Rote Fahne*, 22 novembre 1918; résolution dans *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 444.

40 *Die Rote Fahne*, 22 novembre 1918.

rouges, faisant quatorze morts et de nombreux blessés, dont Budich⁴¹. Après la manifestation de protestation du lendemain du 7 décembre, un groupe de militaires occupe la rédaction de *Die Rote Fahne*, arrête et tente d'emmener Liebknecht⁴². Les tracts spartakistes et *Die Rote Fahne* se déchaînent contre « Wels-le-sanglant » et les manifestants sont toujours plus nombreux et apparemment plus décidés : 150 000 le 8 décembre⁴³, plus de 250 000 le 16, jour de l'ouverture du congrès des conseils⁴⁴. Ce jour-là, le discours de Paul Levi est un appel à la détermination, au sang-froid et au calme : si le congrès renonçait à sa mission historique et convoquait l'Assemblée constituante, les travailleurs attachés au pouvoir des conseils sauraient bien abattre ce régime comme ils ont abattu l'ancien⁴⁵. Mais Liebknecht, après lui, déchaîne un tonnerre d'applaudissements quand il appelle à l'épuration des « nids de contre-révolutionnaires », au premier rang desquels il place le « gouvernement Ebert-Scheidemann »⁴⁶.

Quand éclatent, entre l'armée et les travailleurs berlinois, les incidents du « Noël sanglant »⁴⁷, ce sont des éléments spartakistes qui, de leur propre initiative, donnent l'assaut à l'immeuble du *Vorwärts*⁴⁸, où ils vont tirer, sous la signature *Vorwärts rouge*, des tracts appelant au renversement Ebert et à son remplacement par « de vrais socialistes, c'est-à-dire des communistes »⁴⁹, puis sous la signature « ouvriers et soldats révolutionnaires du Grand Berlin » adressent au gouvernement un véritable ultimatum⁵⁰. De fait, pendant ces journées de décembre où la capitale connaît une succession pratiquement ininterrompue de manifestations, de bagarres et d'émeutes, deux lignes politiques distinctes se dégagent de l'action des spartakistes. D'une part, Rosa Luxemburg développe, dans *Die Rote Fahne*, la position de la centrale, selon laquelle les classes dirigeantes regroupées derrière Ebert l'emportent provisoirement, ce qui signifie que les travailleurs vont avoir à livrer la bataille de la campagne électorale, en l'utilisant comme une tribune pour mobiliser les masses⁵¹ ; d'autre part, la Ligue des soldats rouges, au lendemain des décisions du congrès des conseils, appelle à une lutte qui ne peut avoir d'autre signification que celle d'une action préventive contre les élections, par conséquent d'une lutte pour le renversement du gouvernement⁵².

Rosa Luxemburg, avec Leo Jogiches et Paul Levi, qui partagent son point de vue sur la question de la Constituante, sont nettement minoritaires au sein de la Ligue Spartakus, où le courant gauchiste en faveur d'un boycottage des élections l'emporte de très loin, même si aucun vote ne permet encore de mesurer la force respective des courants. La situation est identique au sein des LK.D., où Johann Knief, qui se prononce pour la participation à une campagne désormais inévitable dans le cadre des élections, est sur le point d'être débordé par les partisans du boycottage, à la tête desquels se trouvent Paul Frölich et Félix Schmidt⁵³. Et les mêmes divergences se retrouvent au sein du cercle des délégués révolutionnaires : c'est seulement par 26 voix contre 16 qu'il se prononcera quelques jours plus tard pour l'acceptation du fait accompli et, par conséquent, la participation aux élections sous la forme d'une lutte électorale antiélectorale⁵⁴.

C'est chez les représentants des usines qu'apparaît le plus nettement le souci d'éviter les aventures et les initiatives gauchistes. Le 26 décembre, une assemblée générale des délégués révolutionnaires et des hommes de confiance des grandes entreprises dresse le bilan des événements de Noël. Tout en affirmant qu'elle comprend la rancœur des ouvriers révolutionnaires qui ont voulu reprendre le *Vorwärts* volé aux prolétaires par les chefs militaires en 1916, la résolution adoptée déclare inopportune l'initiative des occupants du *Vorwärts* et se prononce pour l'évacuation de l'immeuble. Signée de Scholze, Nowakowski et Paul Weyer, elle est publiée dans *Die Rote Fahne*⁵⁵ : les divergences sont évidentes et publiques, et la question de l'attitude à l'égard des élections à la Constituante décidées par le congrès des conseils provoque dans le mouvement révolutionnaire de nouveaux clivages.

41 *Die Rote Fahne*, 7 et 8 décembre 1918 ; *III. Gesch.*, pp. 242-245 *III. Gesch.*, II, p. 235 ; *Berliner Arbeiterveteranen*, p. 30.

42 *Die Rote Fahne*, 8 décembre 1918 ; *III. Gesch.*, p. 246.

43 *Die Rote Fahne*, 9 décembre 1918.

44 *Ibidem*, 17 décembre 1918 ; *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 622-625.

45 *Ibidem*, p. 623.

46 *Ibidem*, p. 624.

47 Voir chap. XII.

48 Tract dans *Dok. u. Mat.* II/2, pp. 660-662. Au procès Ledebour, E. Meyer évoquera la colère de Luxemburg et Liebknecht apprenant cette initiative. *Ledebour Prozess*, p. 516.

49 *Ibidem*, pp. 663-664.

50 *Ibidem*, p. 665.

51 « Die Wahlen zur Nationalversammlung », *Die Rote Fahne*, 23 décembre 1918, *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 648-650.

52 Tract, *Ibidem*, pp. 642-644.

53 *Vorwärts und...*, pp. 175-176.

54 Bericht über der Gründungsparität, p. 47.

55 *Die Rote Fahne*, 17 décembre 1918 ; *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 666-667. Wilhelm Pieck, op. cit., p. 61, écrit que cette résolution, inspirée par Ernst Däumig, était une opération dirigée contre les spartakistes. En fait, elle était dirigée contre les initiatives gauchistes, dont les spartakistes n'avaient pas le monopole, mais était au contraire parfaitement dans la ligne définie par la centrale, notamment dans le projet de programme publié dans *Die Rote Fahne* le 14 décembre.

XI. La fondation du K.P.D.(S)

C'est dans cette atmosphère de confusion politique au sein de l'avant-garde révolutionnaire que s'élabore la fondation du parti communiste allemand. Ses préparatifs coïncident avec l'arrivée à Berlin de trois des délégués envoyés par Moscou pour représenter les soviets au congrès des conseils de Berlin : refoulés à la frontière, ils ont réussi à la passer clandestinement¹. Ces hommes sont tous trois appelés à jouer un rôle dans le parti qui va naître. Le plus important est Karl Radek ; les deux autres, Krebs, dit aussi « Rakov » et « Félix Wolf », et Reuter-Friesland, ont été gagnés au bolchevisme en Russie même.

Le choix de ces émissaires n'est sans doute pas excellent. Félix Wolf ne connaît pas l'Allemagne. Friesland est lui aussi étranger au vieux noyau spartakiste et même au mouvement radical dont il était à l'écart avant guerre. Radek, en revanche, a été intimement lié à toute l'histoire de la gauche allemande, mais c'est précisément ce qui rend sa présence à certains égards peu opportune. Il est certes toujours lié aux communistes de Brême, mais il y a entre lui et Rosa Luxemburg et Jogiches une solide inimitié personnelle née des différends au sein de la social-démocratie polonaise, nourrie par l'« affaire Radek » à la veille de la guerre. Il a toutefois pour lui l'atout de ses liens avec Levi en Suisse pendant la guerre : c'est Levi qui aurait apaisé la colère de Rosa Luxemburg fulminant contre l'envoi d'un « commissaire »², c'est lui qui accueille, introduit et escorte Radek³. Et puis, surtout, il faut admettre que les envoyés de Moscou, quelles que soient leurs personnalités, ont pour eux d'être les hommes de confiance du parti bolchevique dirigeant de la révolution russe et que ce simple fait leur confère une autorité immense aux yeux des révolutionnaires allemands. Karl Radek a rédigé de sa rencontre avec les dirigeants allemands un récit vivant et ému⁴ : à part une gêne dans les premiers instants, les souvenirs des querelles passées ne semblent pas peser d'un poids bien lourd en considération des tâches de l'heure et, après un échange de vues sur la situation en Russie - la présence de son ami Djerzinski à la tête de la tchéka surprend Rosa Luxemburg et sur les questions politiques allemandes du moment, la discussion porte sur l'attitude à prendre à l'égard de la convocation de la Constituante et sur la nécessaire fondation d'un parti communiste⁵.

Pourparlers préliminaires.

Dans l'immédiat, les principaux obstacles ne viennent pas des spartakistes, mais des « communistes » de l'I.K.D. Ces derniers n'ont pas oublié les désaccords de 1917 à propos des indépendants, ni surtout leur déception lorsque les spartakistes ont décidé en novembre dernier de demeurer au sein de ce parti. Malgré les décisions qui viennent d'être adoptées à la conférence des I.K.D., Johann Knief est hostile à la fusion avec Spartakus. Il s'en explique sans détours avec Radek qui a fait le voyage de Brême⁶. Il estime que le gouvernement Ebert-Haase ne va pas tarder à être débordé par le mouvement des masses, et que la variante la plus probable est l'établissement d'un gouvernement plus à gauche, Ledebour-Liebknecht-Luxemburg, né de ce qu'il appelle « l'impatience révolutionnaire », qui ferait courir le risque de discréditer les partisans des conseils et les véritables communistes. Il pense que l'heure des révolutionnaires véritables - lui et les siens - ne sonnera qu'après l'échec de ce gouvernement. En outre, s'il est partisan en Allemagne de la constitution d'un parti bolchevique, il juge impossible qu'un tel parti comprenne Rosa Luxemburg et ses partisans, qu'il estime étrangers à l'esprit du bolchevisme. Il explique en même temps à Radek que la révolution prolétarienne ne saurait vaincre en Allemagne que sur la base d'un large mouvement de masses et qu'on a tout à redouter du rigoureux centralisme qu'un Leo Jogiches ne manquerait pas d'instaurer dans un parti constitué avec les spartakistes. La discussion entre les deux hommes est dure, mais elle se termine par un compromis : plutôt que d'affronter en son vieil ami Radek le porte-parole des bolcheviks sur la question de la centralisation du parti révolutionnaire, Knief s'abstiendra d'intervenir et d'exposer sa position personnelle⁷.

La deuxième conférence des I.K.D. se tient en définitive à Berlin du 15 au 17 décembre, avec des délégués de Brême et Hambourg, de Rhénanie, Saxe, Bavière, Wurtemberg et Berlin, les restes du groupe de Borchardt, moins son chef de file, les amis et partisans de Knief, Frölich, Laufenberg, Otto Rühle. La majorité des délégués admettent que la prochaine rupture des spartakistes avec les indépendants fait disparaître la principale divergence et l'obstacle essentiel à la constitution d'un parti unifié⁸, Knief est intervenu pour proposer la participation des révolutionnaires à la campagne électorale pour la Constituante, mais il est mis en minorité. Il saisit alors cette occasion pour refuser d'être délégué au congrès de fusion, et c'est Paul Frölich, partisan du boycottage, qui reçoit le mandat de représenter les communistes de Brême dans la direction unifiée à élire⁹. Radek développe avec éloquence ses arguments en faveur d'une fusion qui n'a que trop tardé, selon lui¹⁰. Certaines questions fondamentales qui séparent spartakistes et communistes de Brême, comme celle des syndicats, ne paraissent pas avoir été abordées.

La direction spartakiste est d'ailleurs également divisée. Rosa Luxemburg et Leo Jogiches semblent avoir été initialement hostiles à la fusion avec les « communistes », et Jogiches l'avoir même combattue vigoureusement jusqu'au bout. Il pense en effet qu'il faut rester au sein du parti indépendant jusqu'à son prochain congrès, afin d'entraîner à cette occasion tous les éléments de la gauche qui risquent d'y demeurer si les spartakistes rompent prématurément. Clara Zetkin dira à ce sujet en 1921 :

¹ Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 113 ; Radek, *November...*, pp. 128-132. Hermann Osterloh, un des dirigeants des prisonniers de guerre et de la section allemande, faisait partie de la délégation, mais ne put pénétrer en Allemagne (Brandt & Lowenthal, *op. cit.*, p. 122).

² Ch. Beradt, *Paul Levi*, p. 43, sans référence à aucun document.

³ Radek, *November...*, pp. 132-133.

⁴ Radek, *op. cit.*, pp. 133, 134.

⁵ *Ibidem*, p. 134.

⁶ *Ibidem*, p. 135.

⁷ *Ibidem*, p. 135.

⁸ *Der Kommunist*, Brême, n° 5, 1918 ; *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 609-613 pour la résolution adoptée.

⁹ *Vorwärts und...*, p. 176.

¹⁰ *III. Gesch.*, p. 264 ; Jogiches était également présent.

« Peu de temps auparavant, je m'étais entretenue avec la camarade Luxemburg. Elle-même, et plus vigoureusement encore le camarade Jogiches, estimaient que c'était à partir du congrès du parti social-démocrate indépendant que nous devrions rompre avec lui et nous constituer en parti communiste. »¹¹

Clara Zetkin n'est pas présente au congrès de fondation ; elle assure d'ailleurs n'avoir pas été prévenue qu'il allait se tenir¹². Selon Fritz Heckert, elle se serait écriée en apprenant la décision prise : « Les imbéciles ! »¹³. Mais là encore, l'intervention de Radek, avec, derrière lui, le prestige des vainqueurs d'octobre 1917, est décisive, et Rosa Luxemburg se laisse convaincre de ne pas attendre le congrès indépendant pour rompre. Elle manifeste cependant d'importantes divergences en ce qui concerne l'étiquette à adopter pour le nouveau parti. Eberlein, dont le témoignage sur ce point est corroboré par celui de Levi, résume en ces termes sa position :

« Le parti communiste russe est encore le seul dans l'Internationale. Les partis de la II^e Internationale vont le combattre sans merci. Le devoir des communistes est d'arracher les partis socialistes de l'Europe occidentale à la II^e Internationale afin de fonder une nouvelle Internationale révolutionnaire. Le parti communiste russe n'y arrivera jamais à lui tout seul. Le fossé est profond entre lui et les partis socialistes d'Occident, surtout français, anglais et américain, à nous, révolutionnaires allemands, de constituer le trait d'union entre les révolutionnaires de l'est de l'Europe et les socialistes encore réformistes d'Occident ; c'est à nous de hâter la rupture de ces socialistes avec le réformisme. Nous nous acquitterons mieux de notre devoir en qualité de « parti socialiste ». Si nous nous présentons comme un « parti communiste », l'étroitesse de nos liens avec les Russes compliquera notre tâche en Occident. »¹⁴

Finalement, la centrale repousse par 4 voix contre 3 - Paul Levi s'abstenant - la proposition de Rosa Luxemburg d'appeler « socialiste » le nouveau parti¹⁵. Le 29 décembre 1918 - le jour même de la démission des indépendants du gouvernement Ebert -, la conférence de la Ligue Spartakus approuve, par 80 voix contre 3, la proposition de quitter le parti social-démocrate indépendant pour fonder un parti communiste¹⁶. L'unification de Spartakus et des I.K.D., la fondation du parti communiste allemand, sont acquises : il reste à savoir quels éléments indépendants de gauche le rallieront et surtout quelles positions il va prendre face aux problèmes qui se posent en cette fin d'année 1918.

Commentant, le 24 décembre 1918, les positions de Münzenberg dans l'Internationale des jeunes, Johann Knief écrit qu'elles ne sont pas encore « dans l'esprit des communistes »¹⁷. L'opposition principale se situe pour lui entre spartakistes et communistes. Pourtant le congrès de fondation va démontrer qu'en réalité ce sont les gauchistes qui l'emportent dans le nouveau parti aussi bien sur l'état d'esprit spartakiste - Rosa Luxemburg - que sur l'état d'esprit communiste tel qu'il pense l'exprimer lui-même : car les chefs de file du courant gauchiste sont issus aussi bien de Spartakus, comme les Berlinoises Schröder et Wendel, que des I.K.D., comme Otto Rühle, Frölich ou Werner Möller.

Victoire des gauchistes au congrès de fondation du K.P.D. (S).

Le congrès se réunit à Berlin, le 30 décembre 1918 : aux 83 délégués de Spartakus s'en ajoutent 29 des I.K.D. La capitale est toute bruisante encore des violents incidents de Noël. La démission des ministres indépendants semble ouvrir une nouvelle étape de radicalisation des masses. Paul Levi décrira plus tard en ces termes l'atmosphère :

« L'air de Berlin (...) était rempli de tension révolutionnaire. (...) Il n'y avait personne qui n'eût le sentiment que l'avenir immédiat allait voir se produire de nouvelles grandes manifestations et de nouvelles actions. (...) Les délégués qui représentaient ces masses jusqu'alors inorganisées venues à nous seulement dans l'action, par elle et pour elle, ne pouvaient absolument pas comprendre qu'une nouvelle action, facilement prévisible, pourrait aboutir non pas à la victoire, mais à des reculs. Ils n'envisageaient même pas en rêve de suivre une tactique qui aurait laissé une marge de manoeuvre au cas où ces reculs seraient produits. »¹⁸

Le premier rapport est présenté par Liebknecht : il s'agit de « la crise de l'U.S.P. » et de la décision à prendre pour l'organisation d'un nouveau parti. Le ton est très dur. Il retrace la politique passée de l'opposition centriste, dans laquelle il rappelle que se trouvent de nombreux révisionnistes, tant chez les dirigeants que dans la masse des adhérents, et qualifie son activité passée de « crétinisme parlementaire ». Il fait le procès de la conception « puérile et mécaniste » qui a prévalu dans la préparation de l'insurrection de novembre : « incompréhension de la signification éminente de l'action de masse elle-même, surestimation des activités bureaucratiques, parlementaires et autres »¹⁹. Rappelant que les spartakistes ont, dans le passé, joui d'une totale liberté d'action dans le parti indépendant, il précise :

« Nous avons adhéré à l'U.S.P. afin de pousser en avant sous nos coups tout ce qui pouvait l'être, afin de faire avancer les

¹¹ *Protokoll des Dritten Kongresses der K.I.*, p. 668.

¹² *Ibidem*, p. 669.

¹³ *Ibidem*, p. 541.

¹⁴ « Spartakus und die Dritte Internationale », *Inprekorr*, n° 28, 29 février 1924, pp. 306-307.

¹⁵ *Ibidem*, p. 307.

¹⁶ H. Duncker, in 1918. *Erinnerungen von Veteranen*, pp. 23-24. Les trois voix hostiles étaient celles de Jogiches, Werner Hirsch, et d'un délégué de Mühleim, Meister, vraisemblablement Minster (W. Hirsch, *Die Rote Fahne*, 30 décembre 1928).

¹⁷ *Der Kommunist*, de Brême, 24 décembre 1918, cité par Babette Gross, *op. cit.*, p. 88.

¹⁸ Rapport au II^e congrès de l'I.C. Archives Levi, p. 124/8, p. 4.

¹⁹ *Der Gründungsparteitag der K.P.D. Protokoll und Materialien*, pp. 52-55. Nous nous référons à ce texte établi par Hermann Weber d'après la sténographie retrouvée dans les archives de Levi, plutôt qu'au très incomplet *Bericht über den Gründungsparteitag* établi, pendant la répression qui suivit les journées de janvier, par des secrétaires de séance.

éléments valables et de les rallier (...), afin de pouvoir gagner les forces révolutionnaires les plus importantes possibles et les rassembler dans un parti prolétarien unitaire, révolutionnaire. C'était un travail de Sisyphe »²⁰.

Après avoir fait le procès des indépendants, « feuille de vigne » et couverture d'Ebert-Scheidemann depuis le 9 novembre, et rappelé le refus de l'exécutif de convoquer le congrès du parti, il conclut que le parti indépendant est moribond et que la masse de ses adhérents qui ne se préparent pas à rompre avec lui est en train de retourner dans le camp des majoritaires. Il se prononce donc pour une rupture immédiate et claire et pour la fondation d'un nouveau parti, et il présente une résolution en ce sens²¹. Le titre de « parti communiste d'Allemagne (Spartakus) » est préféré, après une brève discussion, à celui de « parti ouvrier communiste d'Allemagne », et aussi à celui de « parti communiste révolutionnaire d'Allemagne » proposé par la commission préparatoire²².

Radek intervient alors, au nom des soviets russes. Après avoir retracé dans sa crudité la situation de la Russie, il s'attache à montrer les difficultés qui attendent un parti faible, né cependant au bon moment, celui de la crise mondiale la plus grave. Il termine en ouvrant la perspective de l'Internationale :

« La social-démocratie allemande, elle est morte. Elle était l'autorité dans tout le monde ouvrier. Il n'y a plus d'autorité, aucune section de l'Internationale n'aura désormais la signification qu'avait l'allemande. L'Internationale sera une ligue de classes ouvrières dans laquelle chacune saura pourquoi elle lutte et suivra son propre chemin, qui sera pourtant le même que celui des autres. »²³

L'après-midi du 30 décembre, c'est à Paul Levi qu'il revient de présenter le rapport de la centrale sur la question des élections à la Constituante. Il commence par expliquer un point sur lequel apparemment l'ensemble des délégués sont d'accord : le rôle assigné à la Constituante par la bourgeoisie allemande et ses agents. Et il s'écrie :

« La voie de la victoire du prolétariat ne peut que passer sur le cadavre de l'Assemblée nationale ! »

Mais c'est pour ajouter presque aussitôt :

« En dépit de tout cela, nous vous proposons de ne pas nous tenir à l'écart des élections à l'Assemblée nationale. »²⁴

Dès cet instant, son rapport va être haché d'interruptions violentes et de protestations véhémentes. Il tente de démontrer de quelle façon la présence d'élus communistes au Parlement pourrait, à la différence de la vieille pratique social-démocrate, aider les combats révolutionnaires, et cite l'exemple des Russes, qui ont participé aux élections à l'Assemblée constituante avant de la disperser. On lui crie : « Faisons-le ! » Il répond :

« D'où tenez-vous que l'Allemagne tout entière soit aujourd'hui à un stade aussi avancé de la révolution que le croit le camarade ? »²⁵

Il pense que les travailleurs pourraient effectivement renverser l'Assemblée à Berlin, en Rhénanie-Westphalie et en Haute-Silésie. Mais ces districts ne sont pas toute l'Allemagne. Les révolutionnaires n'ont absolument pas la force d'organiser un boycottage qui se retournerait contre eux. Encore interrompu, il poursuit néanmoins :

« La question est trop sérieuse. Nous voyons la situation ainsi : la décision sur cette question peut engager pour des mois le destin de notre mouvement. (...) Pensez-donc à la situation telle qu'elle est : l'Assemblée nationale va se réunir. Elle se réunira - et vous ne pourrez pas l'empêcher. Pendant des mois elle dominera toute la vie politique allemande. Vous ne pourrez pas empêcher que tous les yeux soient fixés sur elle, vous ne pourrez pas empêcher que même les meilleurs de vos partisans, pour s'orienter, s'informer, prévoir, cherchent à savoir ce qui se passera dans l'Assemblée nationale. Elle sera dans la conscience des prolétaires allemands, et vous, contre ce fait, vous voulez vous tenir à l'extérieur, travailler de l'extérieur ? Mes camarades, vous voulez disperser l'Assemblée nationale. Que direz-vous si l'Assemblée nationale se réunit dans un endroit comme Schilda ? »²⁶

Un nouvel interrupteur lui lance alors que, dans le cas où elle s'installerait dans une petite ville, la Constituante se condamnerait d'elle-même. Il permet à Levi de conclure qu'aucune force sociale ne se condamne jamais d'elle-même, surtout lorsqu'il s'agit d'une force aussi considérable que la bourgeoisie allemande, et que le devoir des communistes - qui ne croient pas au suicide de la bourgeoisie - est de se battre, partout où il faut, pour la révolution et le rassemblement des prolétaires pour la révolution. Le jeune orateur spartakiste vient sans aucun doute de réaliser un grand exploit oratoire. Mais la majorité des délégués sont convaincus que « le pouvoir est dans la rue » et ils ne tolèrent même pas l'expression du moindre doute à ce sujet.

Le rapport de Levi ouvre en tout cas un débat houleux qui coupe le congrès en deux parties inégales. Rosa Luxemburg confesse son amertume devant l'« extrémisme » de la majorité, sa tendance à « négliger le sérieux, le calme et la réflexion

20Ibidem, p. 56.

21Ibidem, p. 63-65.

22Ibidem, p. 66.

23Ibidem, p. 86. Cette curieuse description de l'Internationale ne correspond en rien au « parti mondial de la révolution socialiste » souhaité par Lénine. Radek formulera plus tard des définitions très différentes.

24Ibidem, p. 90.

25Ibidem, p. 93.

26Ibidem, p. 95. On sait qu'en fait, et pour éviter la pression ouvrière à Berlin, elle devait se réunir à Weimar.

nécessaires ». Invoquant à son tour l'exemple des Russes, rappelant que la révolution allemande ne fait que commencer, alors que la révolution d'octobre 1917 avait commencé en 1905, elle affirme que les masses allemandes, qui n'ont pas eu suffisamment de temps pour développer le pouvoir de leurs conseils, ne sont pas mûres pour renverser l'Assemblée constituante. Elle relève des contradictions profondes dans l'argumentation des partisans du boycottage, qui redoutent le résultat des élections dans la conscience des masses et croient pourtant celles-ci suffisamment conscientes pour en empêcher la tenue²⁷. Käthe Duncker dit à la majorité des délégués qu'ils veulent « ouvrir de force un bouton pas encore éclos »²⁸. Heckert ironise sur la discrétion des radicaux et des gauchistes pendant la guerre, souligne que, même là où ils sont le plus forts, les communistes sont encore en minorité et que la majorité des travailleurs suit Ebert et Scheidemann. Il propose la participation aux élections, avec liste unique pour toute l'Allemagne, comprenant seulement les noms de Liebknecht et Rosa Luxemburg²⁹. Liebknecht ne dissimule pas ses hésitations - qui sont de notoriété publique - mais, discipliné par rapport à la centrale, il rappelle longuement son propre rôle au Reichstag pour la mobilisation des masses contre la guerre. Toutes ces interventions, quand elles ne sont pas interrompues, sont fraîchement accueillies par les délégués.

En revanche, ils applaudissent follement les orateurs les plus gauchistes, comme Otto Rühle qui affirme que le prolétariat n'a pas à s'embarrasser, avec la Constituante, d'un « nouveau cadavre » et qu'il faut en finir avec « les compromissions et l'opportunisme ». Voulant réfuter les arguments de Levi sur l'utilisation de la tribune parlementaire, il proclame :

« Nous avons maintenant d'autres tribunes. La rue est la grandiose tribune que nous avons conquise, et que nous n'abandonnerons pas, même si on nous tire dessus. »³⁰

La participation aux élections signifierait, pour ce partisan du « pouvoir dans la rue », la renonciation à la révolution. Aux propositions de Levi, il oppose une perspective insurrectionnelle à court terme :

« Si elle (l'Assemblée) allait à Schilda, nous aurions à nous établir en tant que nouveau gouvernement à Berlin. Nous avons encore quatorze jours. »³¹

Bien des interventions sont du même style. Si Léviné intervient pour dire que les spartakistes, trop faibles pour participer comme pour boycotter, doivent concentrer leurs forces dans l'agitation en faveur des conseils³², d'autres invoquent la nécessité de garder les mains pures, l'incompréhension éventuelle des masses, et dénoncent dans la participation proposée un tournant brutal ou encore une chute dans l'opportunisme. Au terme du débat, le congrès repousse la résolution de Levi et adopte, par 62 voix contre 23, celle que lui a opposée Otto Rühle : le parti communiste ne participera pas aux élections³³.

C'est à ce point des débats, après ce vote qui donne satisfaction aux radicaux de gauche, que Karl Becker, au nom de l'I.K.D., annonce la décision de son groupe de rejoindre le nouveau parti³⁴. La première journée du congrès s'achève par une importante victoire de l'aile gauchiste.

Le second jour, Lange présente un rapport sur les « luttes économiques ». Plus prudent que Levi, le rapporteur de la centrale, qui dénonce le rôle conservateur des bureaucrates syndicaux et leurs efforts pour transformer les comités d'usine en simples appendices des autorités patronales, évite de formuler une opinion sur la présence et l'action militante des révolutionnaires au sein des syndicats traditionnels³⁵. Plusieurs délégués vont le lui reprocher. Rieger, de Berlin, estime incompatibles l'appartenance au parti communiste et à une organisation syndicale³⁶. Paul Frölich affirme qu'il est impossible de reconquérir les syndicats de l'intérieur, qu'il faut lancer le mot d'ordre « Hors des syndicats ! » et s'attacher à bâtir dans les entreprises des « unions ouvrières » abolissant une fois pour toutes la frontière entre parti et syndicat³⁷. Heckert s'oppose à ses arguments, souligne l'adhésion de larges masses aux syndicats, la nécessité de ne pas confondre leur rôle avec celui des comités d'usine, met en garde contre les dangers du mot d'ordre de sortie des syndicats³⁸. Rosa Luxemburg critique la position de Frölich sur les « unions ouvrières », à qui elle reproche de chercher à additionner deux formes anciennes - parti et syndicat - au lieu de concentrer les forces prolétariennes sur les formes nouvelles, conseils d'ouvriers et conseils d'usine. Pas entièrement satisfaite du mot d'ordre « Hors des syndicats ! », elle convient néanmoins que leur « liquidation » est à l'ordre du jour³⁹. C'est elle qui propose le renvoi en commission de cette question : le congrès, moins passionné que la veille, la suit⁴⁰.

Il l'acclamera longuement le lendemain, pendant et après son discours sur le programme, qui constitue pourtant une nette condamnation de l'orientation gauchiste de la majorité. Pour elle, en effet, la fondation du parti communiste signifie à la fois l'érection du programme socialiste sur des bases nouvelles et la « reprise de la trame tissée par Marx et Engels » dans le

27 *Ibidem*, pp. 99-104.

28 *Ibidem*, p. 113.

29 *Ibidem*, pp. 113-117.

30 *Ibidem*, p. 98. Le 10 janvier 1919, Rühle appellera à une manifestation de rue à Dresde. Elle sera accueillie devant l'immeuble du journal social-démocrate par une fusillade qui fera 12 morts et 52 blessés. Rühle sera arrêté, puis relâché après le rétablissement de l'ordre (Drabkin, *op. cit.*, pp. 521-522).

31 *Ibidem*.

32 *Ibidem*, pp. 109-113.

33 *Ibidem*, p. 135.

34 *Ibidem*, pp. 135-136.

35 *Ibidem*, pp. 138, 149.

36 *Ibidem*, p. 159.

37 *Ibidem*, pp. 152-154.

38 *Ibidem*, pp. 160-162.

39 *Ibidem*, pp. 162-164.

40 *Ibidem*, p. 165.

*Manifeste communiste*⁴¹. Elle s'écrie :

« Le marxisme véritable combat ceux qui cherchent à le falsifier ; tel une taupe, il sape les fondements de la société capitaliste et, grâce à lui, la meilleure partie du prolétariat allemand marche aujourd'hui sous notre drapeau, celui de la tempête révolutionnaire ; même de l'autre côté, là où la contre-révolution semble encore toute-puissante, nous avons nos partisans, nos frères de combat à venir. »⁴²

L'humanité est devant l'alternative de chute dans la barbarie ou de salut par le socialisme, nécessité historique pour la survie de l'humanité. C'est dans ce cadre que doit être analysée la situation en Allemagne :

« Le 9 novembre a été une révolution pleine d'insuffisances et de faiblesses (...) : pour les trois quarts, l'effondrement de l'impérialisme existant plutôt que la victoire d'un principe nouveau. »⁴³

Malgré l'apparition des conseils d'ouvriers et de soldats, « mot-clef de cette révolution, qui lui a conféré sur-le-champ le cachet spécial de la révolution socialiste prolétarienne »⁴⁴, la première phase de la révolution a été caractérisée par des illusions, illusion du prolétariat et des soldats sur « l'unité sous le drapeau du socialisme », illusion d'Ebert que le « socialisme » ainsi brandi pourrait efficacement freiner la lutte de classes⁴⁵. Les fusillades des 6 et 24 décembre ont de part et d'autre dissipé les illusions :

« C'est le plus grand profit que le prolétariat puisse retirer, cette mise en pièce de ses illusions, car il n'est rien qui soit aussi nuisible à la révolution que les illusions, rien qui lui soit plus utile que la vérité franche et claire. »⁴⁶

La deuxième phase de la révolution a, selon Rosa Luxemburg, commencé avec le développement et la généralisation des grèves :

« Les grèves (...) deviennent de plus en plus le centre, l'essentiel de la révolution. C'est alors une révolution économique, et c'est par là qu'elle devient socialiste. La lutte pour le socialisme ne peut être menée que par les masses, dans un combat corps à corps contre le capitalisme, dans chaque entreprise, opposant chaque prolétaire à son patron. Alors seulement il s'agira d'une révolution socialiste. »⁴⁷

C'est au cours de cette deuxième phase que le gouvernement Scheidemann disparaîtra. Et Rosa Luxemburg insiste sur cette idée qui lui paraît l'antidote nécessaire aux illusions que nourrissent à l'évidence les délégués :

« Nous n'avons pas le droit de reprendre et de répéter l'erreur de la première phase de la révolution, celle du 9 novembre, de croire qu'il suffit en somme de renverser le gouvernement capitaliste et de le remplacer par un autre pour faire une révolution socialiste. (...) Nous devons donner aux conseils d'ouvriers et de soldats un pouvoir tel que le gouvernement Ebert-Scheidemann ou de tout autre semblable ne sera plus que l'acte final. »⁴⁸

Le rapport se termine par une mise en garde contre ceux qui rêvent de renverser d'un coup le gouvernement Ebert :

« Au commencement était l'action, telle est la devise, et l'action, c'est que les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés à devenir le seul pouvoir dans l'Allemagne entière, et qu'ils apprennent à l'être. C'est la seule façon de miner le terrain, afin qu'il soit mûr pour le bouleversement qui doit couronner notre oeuvre. (...) L'histoire nous rend la tâche moins aisée que lors des révolutions bourgeoises, où il suffisait de renverser le pouvoir officiel au centre et de les remplacer par quelques douzaines d'hommes nouveaux. (...) Nous devons conquérir le pouvoir politique non par le haut, mais par le bas. (...) je ne me charge pas de prédire le temps que cette oeuvre exigera. Qui de nous fait le compte, qui se soucie de ce que notre seule vie suffise pour la mener à bien ? Il importe seulement de savoir avec clarté et précision ce que nous avons à faire. »⁴⁹

Quelques instants plus tard, le congrès adopte le projet de programme publié dans *Die Rote Fahne* et qui précise sans ambiguïté :

« La Ligue Spartakus se refusera à accéder au pouvoir à la place des dirigeants actuels lorsque Scheidemann-Ebert auront fait leur temps. (...) Si Spartakus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire, indubitable, de la grande majorité des masses prolétariennes, dans toute l'Allemagne, et pas autrement que sous la forme de leur adhésion consciente aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagées par la Ligue. (...) La victoire de Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution. »⁵⁰

⁴¹*Ibidem*, p. 172.

⁴²*Ibidem*, p. 180.

⁴³*Ibidem*, p. 182-183.

⁴⁴*Ibidem*, p. 185.

⁴⁵*Ibidem*, p. 184.

⁴⁶*Ibidem*, p. 186.

⁴⁷*Ibidem*, p. 189.

⁴⁸*Ibidem*, pp. 196-197.

⁴⁹*Ibidem*, pp. 198-199.

⁵⁰*Ibidem*, p. 301.

La portée du congrès de fondation.

Plusieurs témoins ont rapporté l'amertume et le pessimisme exprimés au lendemain du congrès par Leo Jogiches. A ses yeux, la décision de ne pas participer aux élections à la Constituante constitue la preuve flagrante que la fondation du parti, avec les éléments qu'il rassemble, était prématurée⁵¹. Avec l'accord de Rosa Luxemburg, il demande à Clara Zetkin de ne pas rejoindre le parti communiste avant d'avoir pu s'exprimer au congrès prochain du parti indépendant⁵². Karl Radek est peut-être moins pessimiste, quoiqu'il ne puisse se défendre du sentiment de n'avoir pas en face de lui un véritable parti. « Le congrès », écrira-t-il plus tard, « démontra de façon aiguë la jeunesse et l'inexpérience du parti »⁵³. Le sentiment dominant du congrès était son affirmation d'une solidarité totale avec la révolution russe, ce qui n'était pas négligeable. Mais les liaisons avec les masses étaient très faibles. Seul Liebknecht est irréductiblement optimiste : pour lui, la jeunesse est avec Spartakus, et il a la conviction que le rapport de forces changera vite à partir du moment où les indépendants auront été contraints de quitter le gouvernement⁵⁴.

Le fait que le congrès ait pu, d'un même mouvement, rejeter la proposition de la centrale, formulée par Levi, de prendre part aux élections, et adopter le programme présenté par Rosa Luxemburg, était incontestablement une manifestation d'inconséquence politique. Par ailleurs, le courant gauchiste dominant dans le congrès n'avait apparemment pas cherché non plus à s'assurer l'hégémonie dans la nouvelle centrale : c'était l'ancienne équipe spartakiste, moins Mehring, malade, et plus Frölich, représentant les anciens I.K.D., qui gardait les rênes⁵⁵. Sans doute les anciens de Spartakus estimaient-ils jouir d'une autorité suffisante pour retenir le parti dans les voies de l'aventure qu'ouvraient certains de ses votes. Rien ne permet, semble-t-il, de penser qu'ils aient eu, ainsi que le suggère Rosenberg, la tentation d'une scission qui leur aurait permis d'échapper à la majorité gauchiste dont ils étaient en fait les otages⁵⁶.

La structure du nouveau parti est extrêmement lâche, pour ne pas dire inexistante, beaucoup plus proche en tout cas de celle du parti social-démocrate indépendant que de celle du parti bolchevique. La preuve en est fournie par le rapport d'organisation présenté par Eberlein, qui trouve très lourde la tâche de parler cartes d'adhésion et cotisations - après les discussions politiques des premiers jours. En rupture avec la tradition électoraliste de la social-démocratie, puisqu'il fait reposer l'organisation sur des groupes locaux et d'entreprise, il est en même temps empreint de la vieille hostilité des radicaux à la centralisation :

« Nous pensons qu'il faut mettre fin au vieux système de subordination des localités à la centrale, et que les différentes organisations locales et d'entreprise doivent avoir une pleine autonomie. Elles doivent être autonomes dans leur activité, et ne doivent pas toujours attendre ce qui sera ordonné de haut en bas. (...) La centrale assume principalement la tâche d'assurer une direction spirituelle et politique et de résumer ce qui se passe à l'extérieur. »⁵⁷

Le rapport est à peine discuté : les échanges de vue et une brève altercation entre Ernst Meyer et Karl Becker démontrent tout au plus la totale impréparation des deux groupes sur ce terrain et l'imprécision de leurs conceptions. Les bases d'organisation du nouveau parti sont renvoyées pour étude et pour décision au prochain congrès. L'élection d'une centrale ne fait pas automatiquement d'elle la direction d'un véritable parti à l'échelle du pays.

Pourtant, la plus grave conséquence des décisions du 31 décembre se trouve dans l'échec des pourparlers avec les délégués révolutionnaires berlinois qui se déroulent pendant le congrès lui-même. L'enjeu était pourtant d'importance : Liebknecht dit que ces hommes constituent « les meilleurs et les plus actifs du prolétariat berlinois », qu'« ils dépassent de cent coudées les bonzes qui constituent les cadres du parti social-démocrate indépendant »⁵⁸, et que le travail qu'il a effectué avec eux a été « le chapitre le plus heureux de son activité de parti »⁵⁹.

Les discussions se déroulent entre une délégation spartakiste conduite par Liebknecht et une délégation du noyau des délégués révolutionnaires avec Däumig et Ledebour, Richard Müller, Nowakowski, Eckert, Scholze⁶⁰. Elles sont interrompues à plusieurs reprises afin de permettre aux représentants des délégués de rendre compte à leurs mandants et de les consulter. Du côté des spartakistes, on s'est montré plein d'espoir sur la conclusion des négociations : on sait que ces militants, toujours formellement membres du parti indépendant, sont proches des spartakistes et qu'ils constituent en fait un groupe autonome, avec sa ligne politique, sa discipline propres. Mais Däumig et Ledebour, qui sont leurs conseillers politiques et leurs véritables dirigeants, n'ont jamais dissimulé leur méfiance, devenue, pour le second, une hostilité ouverte. Tous deux attaquent d'emblée en disant que la principale question est à leurs yeux celle de la participation aux élections à la Constituante. Mais un premier obstacle surgit quand les délégués révolutionnaires se voient offrir la participation de cinq d'entre eux aux commissions du congrès sur le programme et l'organisation : la représentation des militants berlinois en serait ainsi augmentée, perspective que le congrès ne serait pas prêt à accepter⁶¹. Richard Müller relance le débat en déclarant brutalement que la poursuite d'un

51Frölich, *op. cit.*, p. 345.

52Protokoll III..., p. 668.

53Radek, *November...*, p. 136.

54Ibidem,

55Sont élus à la centrale : Hermann Duncker, Käthe Duncker, Eberlein, Frölich, Lange, Jogiches, Levi, Liebknecht, Luxemburg, Meyer, Pieck, Thalheimer (*Bericht* p. 45). Le passage correspondant, manquant dans les papiers de Levi, est reproduit dans *Der Gründungsparteitag...*, pp. 261-262. Bricianer se trompe donc quand il dit (*op. cit.*, p. 158, n. 1) que Paul Levi était au printemps 1919 membre de la centrale parce qu'il y avait été « admis par cooptation ».

56Rosenberg, *op. cit.*, p. 322.

57Der Gründungsparteitag..., p. 248.

58Ibidem, p. 276.

59Ibidem, p. 277.

60Ibidem, p. 270.

61Ibidem, p. 271.

travail en commun est subordonnée à l'abandon par Spartakus de son « ancienne tactique putschiste », de la poursuite des manifestations de rue, etc. Liebknecht répond que Richard Müller se fait dans cette affaire le porte-parole du *Vorwärts*⁶². Il est évident que les incidents de Noël, l'histoire du *Vorwärts* rouge, pèsent lourd aux yeux des délégués : malgré leur sympathie pour les idées défendues par les spartakistes, malgré leur attachement à Liebknecht après des semaines de travail en commun, les représentants des usines sont hostiles aux éléments aventuristes qui inspirent de telles actions et se réclament du spartakisme. Arthur Rosenberg écrit :

« Däumig, Ledebour et Richard Müller voulaient vraiment faire une politique communiste, mais ne voulaient rien avoir à faire avec le type que le public désignait comme spartakiste. »⁶³

Formule sans doute plus valable pour le délégué moyen que pour ces trois dirigeants, dont Liebknecht souligne d'ailleurs qu'ils n'ont pas exactement la même attitude, Ledebour montrant le visage d'un ennemi résolu et Däumig étant toujours très fraternel et proche⁶⁴.

Quoi qu'il en soit, les conditions posées par les délégués révolutionnaires expriment cette profonde méfiance : ils demandent l'abandon de la décision de boycottage des élections, l'établissement de la commission du programme sur une base paritaire, la définition précise, élaborée en commun, de la « tactique de rue », l'accès de leurs représentants aux comités de rédaction de la presse et des tracts, la disparition, enfin, dans le titre du nouveau parti, de la référence à Spartakus⁶⁵. Sans doute, ces conditions sont-elles de celles qu'un vieux-bolchevik accepterait sans hésiter, et auxquelles un vieux spartakiste ne trouverait pas grand-chose à redire. Mais elles sont inacceptables pour la majorité des congressistes, dont l'attitude ironique à l'égard de ces négociations est d'ailleurs l'un des symptômes qui paraissent le plus alarmant à Radek⁶⁶.

Liebknecht et la délégation communiste n'ont même pas eu besoin de rendre compte au congrès et de le consulter pour prendre acte de l'échec des pourparlers : il n'y a, sur cette question capitale, aucun débat dans le congrès, en fait hostile depuis le début à la fusion avec les délégués⁶⁷.

C'était là sans doute l'échec majeur des communistes allemands. La fondation d'un véritable parti communiste dans l'Allemagne de 1919 était difficilement concevable sans la participation de ces délégués ouvriers qui avaient la confiance du prolétariat berlinois, dont ils avaient dirigé les luttes pendant la guerre et les journées révolutionnaires. Quelques individus seulement, Paul Eckert, Fritz Winguth, Paul Weyer, vont rejoindre le K.P.D.(S.), auquel le noyau, et les milliers de militants qu'il influence, vont tourner le dos et tenir rigueur de ce qu'ils considèrent comme une véritable opération scissionniste⁶⁸. Coupé de ces militants organisateurs de la classe ouvrière, cadres authentiques et indispensables d'un parti ouvrier révolutionnaire, les dirigeants spartakistes - et ils en avaient sans doute conscience - étaient sans prise sur le mouvement profond des travailleurs dans les entreprises. D'un autre côté, privés de têtes politiques, ou plutôt à la remorque des hésitants de la gauche indépendante, les admirables combattants des usines berlinoises allaient s'empêtrer dans les exigences contradictoires d'une situation infiniment plus complexe que celle de la guerre au cours de laquelle ils avaient gagné leurs galons et leur autorité. Entre les deux groupes, d'autant plus rivaux qu'ils étaient proches, apparaissait en outre, dans une situation explosive, le risque d'une surenchère et d'une concurrence à gauche, considérablement accru par l'état d'esprit gauchiste qui débordait tous les groupes politiques. Le parti communiste, à peine né, déjà isolé des masses, s'était condamné à l'impuissance avant d'avoir commencé à agir. Les événements de janvier et l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg allaient l'achever. L'acte décisif était à recommencer.

Pourtant Lénine, apprenant la tenue du congrès dont il ignorait encore le contenu et le caractère, exultait, le 12 janvier, dans une « Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique » qu'il était en train de rédiger :

« Lorsque la Ligue Spartakus allemande, conduite par ces chefs illustres, connus du monde entier, ces fidèles partisans de la classe ouvrière que sont Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Franz Mehring, eût rompu définitivement tout lien avec les socialistes comme Scheidemann, (...) lorsque la Ligue Spartakus se fût intitulée parti communiste allemand, alors la *fondation* de la III^e Internationale, de l'*Internationale communiste*, véritablement prolétarienne, véritablement internationale, véritablement révolutionnaire, devint un fait. Formellement, cette fondation n'a pas été consacrée, mais, en réalité, la III^e Internationale existe, dès à présent. »⁶⁹

62Ibidem, p. 271.

63Rosenberg, *op. cit.*, p. 323.

64Der Gründungspartei tag..., p. 275.

65Ibidem, p. 273.

66Radek, *November...*, p. 136.

67Bricianer se croit de ce fait autorisé à écrire que Liebknecht s'obstina « contre la vœu de la majorité à mener *en secret* de vaines négociations avec certains chefs des indépendants et des fonctionnaires syndicaux de gauche » (*op. cit.*, p. 142. C'est nous qui soulignons).

68Les archives de l'I.M.L.-Z.P.A. à Berlin contiennent le protocole de la réunion des délégués du 1^{er} janvier après la rupture des négociations (D. Do VI/Mappe 54). Drabkin (*op. cit.*, pp. 461-462, n. 6) résume les débats : Ledebour, Wegmann, Eckert et Däumig se prononçaient pour la fondation d'un nouveau parti révolutionnaire, qui irait aux élections ; une minorité était pour l'entrée dans le K.P.D. ; la majorité se prononça finalement pour rester dans l'U.S.P.D.

69Œuvres, t. XXVIII, p. 451. Le texte, dont la rédaction fut terminée le 21 janvier, date à laquelle Lénine fut informé de l'assassinat des deux dirigeants allemands, a été publié dans la *Pravda* du 24 janvier 1919.

XII. Le soulèvement de janvier

Paul Frölich, dans la biographie qu'il a consacrée à Rosa Luxemburg, raconte que cette dernière se refusa, au lendemain du congrès de fondation, à partager les appréhensions et le pessimisme de Leo Jogiches :

« Elle pensait qu'un nouveau-né devait crier et elle dit (...) sa conviction que le jeune parti communiste saurait se frayer un chemin même à travers les erreurs car il comptait le noyau le meilleur du prolétariat allemand. »¹

En fait, le pessimisme de Jogiches n'était pas moins justifié que l'optimisme de sa camarade. La situation présentait des aspects contradictoires. Malgré les faiblesses du nouveau parti, malgré la défaite des révolutionnaires au sein des conseils, un courant profond, celui-là même qu'exprimaient à leur manière les gauchistes de la Ligue, était en train de radicaliser les militants ouvriers berlinois et de dissiper les illusions de novembre. Surtout, depuis le congrès des conseils, la situation du gouvernement Ebert semblait tous les jours plus précaire : l'armée se décomposait, glissant entre les doigts des officiers, cependant que les entreprises ouvertement contre-révolutionnaires dressaient de plus en plus les masses contre lui, contraignant même les indépendants à rompre la coalition qu'en bons conciliateurs ils s'étaient jusque-là efforcés de préserver. Le temps travaillait pour la révolution.

Un mois de décembre agité.

Dès le mois de décembre, commentant le mouvement gréviste, Rosa Luxemburg avait écrit son célèbre article : « L'Achéron s'est mis en mouvement »². La lutte économique des ouvriers écaillant le masque démocratique et, jusque-là, purement politique, de la révolution de novembre, pose aux yeux des masses les moins éclairées les problèmes du jour en termes de classe. L'arrestation, le 8 décembre, par le conseil des ouvriers et des soldats de Mülheim, de Fritz Thyssen, Stinnes fils et quelques autres dirigeants capitalistes, en est pour beaucoup un signe évident³.

L'autre indice de radicalisation est la décomposition de l'armée, le divorce entre gouvernement et état-major d'une part, conseils de soldats de l'autre, qui remet en question la base même de l'autorité du conseil des commissaires du peuple, et prive l'appareil d'Etat traditionnel et les classes dirigeantes de leur arme la mieux trempée.

C'est à Ems, le 1^{er} décembre, que le haut commandement connaît sa première défaite politique au sein de l'armée. Le grand quartier-général y a en effet convoqué le congrès des conseils de soldats du front, auquel il veut faire adopter son propre programme politique : convocation rapide de l'Assemblée constituante, suppression des pouvoirs des conseils et rétablissement de l'autorité des officiers, désarmement des civils sous contrôle des officiers. Mais Barth, inopinément présent au congrès, retourne en partie la situation : les délégués décident d'envoyer des représentants à l'exécutif de Berlin et adoptent des résolutions subversives réclamant la suppression des marques extérieures de respect en dehors du service, et la réélection des conseils de soldats⁴.

Le haut-commandement s'inquiète, car la décision du congrès d'Ems montre que les conseils de soldats sont en train de lui échapper. L'inquiétude qui grandit dans le camp contre-révolutionnaire inspire les initiatives du 6 décembre, elles-mêmes puissant facteur de radicalisation des masses berlinoises et de leur hostilité croissante au gouvernement Ebert. Une troupe de la garnison de Berlin - théoriquement placée sous les ordres de Wels - marche le 5 décembre sur la chancellerie et y acclame Ebert, auquel le sous-officier Suppe proclame l'attachement des soldats et leur soutien dans la lutte contre la « réaction » et le « terrorisme ». Ebert remercie, au nom du gouvernement⁵. Le lendemain, vers 16 heures, une troupe de soldats armée, dirigée par le sous-officier Fischer, occupe le local de l'exécutif des conseils et met ses membres en état d'arrestation. Une autre commandée par le sous-officier Spiero, se rend à la chancellerie et proclame son intention de nommer Ebert président de la République⁶. Enfin, dans la soirée, des soldats de la garnison tirent à la mitrailleuse sur une manifestation de la Ligue des soldats rouges⁷.

Pauvrement menée, avec des hommes de troupe incertains, qu'un discours suffit à désorienter, l'opération n'a sans doute pas grande signification en soi. Mais elle est symptomatique d'un certain état d'esprit. Suivie le lendemain d'une arrestation de Liebknecht dans les locaux même de *Die Rote Fahne*⁸, elle soulève une inquiétude qui se manifeste à travers l'ampleur de la réaction dans les journées qui viennent : une centaine de milliers de manifestants le 8 décembre, et des expéditions punitives organisées par des travailleurs⁹. Les résultats de l'enquête menée par Eichhorn accroissent l'inquiétude et orientent les soupçons vers l'entourage d'Ebert : il semble que soient compromis non seulement le comte Wolff-Metternich, que la protection de Wels a placé pendant quelques jours à la tête de la « division de marine du peuple », mais aussi Colin Ross lui-même, qui démissionne à cette époque, et le secrétaire particulier d'Ebert, Moser¹⁰. Les majoritaires du gouvernement, accusés jusque-là de faiblesse, commencent à être soupçonnés de complicité.

1 P. Frölich, *Rosa Luxemburg*, p. 345.

2 *Die Rote Fahne*, 27 novembre 1918.

3 *Dok. u. Mat.*, II/2, p. 563, n° 1.

4 *Vorwärts*, 2 décembre 1918 ; Barth, *op. cit.*, pp. 80-81 ; *III. Gesch.*, II, p. 228.

5 *Vorwärts*, 6 décembre 1918.

6 *Vorwärts*, 7 décembre 1918.

7 *Die Rote Fahne*, 7 décembre 1918 ; Wrobel, *Der Sieg der Arbeiter und Matrosen...* p. 30.

8 *Die Rote Fahne*, 8 décembre 1918.

9 Wrobel, *op. cit.*, p. 30, fait, d'après des témoins, le récit d'une expédition contre l'hôtel Bristol, Unter den Linden, menée par des travailleurs de Neukölln.

10 Résumé de l'enquête (dont les éléments se trouvent dans la presse quotidienne et dans Eichhorn, *op. cit.*) dans R. Coper, *Failure of a Revolution*, pp. 154-156.

Or, Ebert est au même moment soumis à de fortes pressions de la part des chefs militaires qui s'impatientent, et il cède à une partie de leurs exigences tout en s'efforçant de le dissimuler. C'est ainsi que sur une intervention pressante de Hindenburg, par une lettre du 8 décembre, il accepte l'entrée dans la capitale de dix divisions provenant du front et parfaitement tenues en main par leurs officiers¹¹. Leur chef, le général Lequis, a tracé un programme de combat : désarmement des civils, ratissage des quartiers peu sûrs, exécution immédiate de toute personne « exerçant illégalement des fonctions d'autorité »¹². Mais Ebert proteste contre ce qui pourrait déclencher à Berlin des combats dont l'issue serait alors incertaine, et le major von Schleicher élabore un compromis selon lequel les militaires se borneront pour le moment à un défilé en bon ordre dont ils attendent un « choc psychologique », le désarmement étant remis à une date ultérieure¹³. L'entrée solennelle des troupes fournit à Ebert l'occasion d'un discours dans lequel il affirme que l'armée allemande n'a pas été « vaincue par l'ennemi »¹⁴ – caution de poids à la légende selon laquelle elle aurait été « poignardée dans le dos » par les révolutionnaires. Mais, très rapidement, les généraux doivent renoncer à appliquer leur plan, car les troupes leur échappent. Le général Groener expliquera plus tard :

« Les troupes avaient une telle envie de rentrer chez elles qu'on ne pouvait rien faire avec ces dix divisions. Le programme qui consistait à épurer Berlin des éléments bolcheviques et à ordonner la remise des armes ne pouvait être réalisé. »¹⁵

Rentrée du front en bon ordre, l'armée en effet ne résiste ni à la lassitude ni à l'atmosphère de l'arrière, celle de Berlin en particulier, et le général Lequis. confessera même que « l'influence de l'extraordinaire propagande des spartakistes s'est fait sentir »¹⁶. Benoist-Méchin écrit :

« Sitôt arrivées à Berlin, les divisions se disloquent et s'effondrent. (...) Gagnés par la contagion, un à un, les régiments passent à la révolution. »¹⁷

Il est clair que l'armée ne saurait être utilisée dans les combats de rues ; il faudra trouver un autre instrument.

Batailles autour de l'armée.

Les décisions prises sur l'armée par le congrès des conseils, si docile par ailleurs à Ebert, démontrent le sentiment de larges masses de travailleurs que les délégués ne reflètent qu'imparfaitement : même quand ils soutiennent la politique d'Ebert, parce qu'ils veulent un socialisme qui soit démocratique, ils ne sont pas prêts à le suivre dans sa collaboration avec le corps des officiers, qui leur paraît précisément une force antidémocratique.

Soumis à la pression d'une manifestation de soldats de la garnison de Berlin dont Dorrenbach s'est fait le porte-parole¹⁸, le congrès vote une résolution présentée par le social-démocrate Lamp'l de Hambourg. Adoptés malgré Ebert, les « sept points de Hambourg » constituent un véritable arrêt de mort de l'armée traditionnelle : abolition des insignes de grade, du port de l'uniforme et de la discipline en dehors du service, des marques extérieures du respect, élection des officiers par les soldats et remise du commandement par les conseils de soldats¹⁹. Prévenu par son observateur, le major von Harbou, Hindenburg fait savoir à Ebert qu'il n'acceptera pas l'assassinat de l'armée allemande et refusera de laisser appliquer la décision du congrès. Il envoie une circulaire dans laquelle il affirme qu'elle ne sera pas appliquée²⁰.

Le 20 décembre, deux envoyés du maréchal, le général Groener et le major von Schleicher, en grand uniforme, rencontrent Ebert et Landsberg, puis, avec les commissaires du peuple, tentent de convaincre le conseil central²¹. Ils insistent sur la nécessité de ne pas entraver la démobilisation et de laisser à la Constituante les décisions définitives. Le 28 décembre encore, Haase protestera, à une session commune du conseil des commissaires et du conseil central, contre la capitulation d'Ebert et la non-application des décisions du congrès²². Pendant ce temps, l'agitation grandit dans Berlin, où courent des rumeurs sur un coup d'Etat militaire en préparation.

Le heurt va se produire à propos de la troupe de matelots qui est devenue la division de marine populaire (*Volksmarineteilung*)²³. A un premier groupe venu de Kiel début novembre s'est joint un contingent venu de Cuxhaven ; la troupe, que commandent successivement Otto Tost, le comte Wolff-Metternich, puis Fritz Radtke, a été utilisée comme force de police par Wels qui l'a installée dans le Marstall, les écuries du Palais, et lui a confié la reprise en main du château tenu par des « incontrôlables »²⁴. Les relations se détériorent en décembre : les marins, probablement sous l'influence de l'ancien lieutenant Dorrenbach, proche de Liebknecht, se radicalisent, et la division se joint au défilé des spartakistes et de la Ligue

11Déposition du général Groener au procès de Munich, dans G. Ritter et S. Miller, *Die deutsche Revolution*, p. 125.

12Texte cité dans Berthold et Neef, *Militarismus und Opportunismus*, p. 165.

13Wheeler Bennett, *op. cit.*, p. 31.

14*Vorwärts*, 11 décembre 1918.

15Cité par G. Badia, *Les Spartakistes*, p. 171.

16*Vossische Zeitung*, 25 décembre 1918.

17Benoist-Méchin, *Histoire de l'armée allemande*, I, p. 101.

18*Allgemeine Kongress.*, col. 123 sq.

19*ibidem*, col. 181.

20Groener, *Lebenserinnerungen*, p. 475.

21*ibidem*, H. Müller, *op. cit.*, p. 184. *Der Zentralrat*, pp. 44-54.

22*ibidem*, p. 78, n° 38.

23K. Wrobel, *Der Sieg der Arbeiter und Matrosen im Dezember 1918*, présente la version la plus favorable aux marins. Mais les autres versions n'en divergent guère.

24*III. Gesch.*, p. 254.

des soldats rouges du 21 décembre²⁵. Le ministre des finances prussien proteste contre l'augmentation des effectifs de la division, et réclame son départ du château et du Marstall²⁶. Les commissaires du peuple exigent la réduction de l'effectif de 3 000 à 600 hommes, mais les marins réclament l'intégration des licenciés dans les forces de défense républicaine²⁷. Pour couper court, Wels prévient que la solde ne sera pas versée tant que les effectifs n'auront pas été réduits au chiffre décidé²⁸. Les conseils de soldats des garnisons de la capitale réclament, quant à eux, l'augmentation des effectifs de la division²⁹.

Les négociations se sont déroulées dans une atmosphère très tendue, Wels ayant, selon les marins, menacé leur chef, Radtke, d'utiliser éventuellement contre eux les troupes de Lequis³⁰. Un accord est finalement conclu le 21 décembre, par lequel les matelots s'engagent à vider les lieux et à remettre les clefs à Wels. Celui-ci, en échange, leur versera les sommes dues³¹. Le 23 décembre, les marins, qui ont évacué le Palais, remettent les clefs à Barth³². Wels, sollicité par Barth de payer les soldes, renvoie à Ebert. Les marins se rendent à la chancellerie, n'y trouvent pas Ebert mais donnent libre cours à leur colère : ils ferment les portes, bloquent le central téléphonique et marchent sur la Kommandantur pour réclamer leur argent³³.

En cours de route, ils essuient des coups de feu, ripostent, puis sont mitraillés par une voiture blindée des forces de Wels : trois morts, de nombreux blessés. Persuadés qu'on leur a tendu un traquenard, ils arrêtent Wels et deux de ses collaborateurs comme otages et les enferment au Marstall. Dorrenbach réussit à les convaincre d'évacuer la chancellerie. Cependant, dans l'intervalle, Ebert a appelé au secours le haut-commandement et les troupes de Lequis se sont mises en marche avec des ordres très stricts pour ramener le calme et dissoudre la division de marine : elles occupent la chancellerie dans la soirée³⁴. On peut craindre un affrontement armé, mais Barth, puis Ebert, s'interposent entre marins et soldats. Finalement, les marins acceptent de se replier sur le Marstall³⁵. A 3 heures du matin, ils libèrent leurs otages, sauf Wels. Mais des ordres ont été donnés au capitaine Pabst, de la division de cavalerie de la Garde, d'attaquer le Marstall pour délivrer les otages. A 7 heures du matin, commence le bombardement du Marstall encerclé. Il se poursuit deux heures durant³⁶.

Le bruit de la canonnade a alerté les ouvriers berlinois qui se rassemblent dans les quartiers et marchent vers le centre. Au moment où le capitaine Pabst, qui croit toucher au but, accorde aux marins vingt minutes de suspension d'armes, il est pris à revers par la foule. Benoist-Méchin raconte :

« La multitude s'avance comme un raz de marée et vient se heurter au barrage de soldats placé par le général Lequis pour défendre les troupes de choc. On demande aux soldats s'ils n'ont pas honte de faire cause commune avec les officiers contre le peuple. Les soldats hésitent et sont rapidement débordés. Les uns jettent leurs fusils, les autres sont désarmés par les manifestants. En un clin d'œil le barrage est rompu, et la foule se précipite en hurlant dans le dos des cavaliers de la Garde postés devant le Marstall. »³⁷.

C'est un désastre pour les officiers, que les hommes d'Eichhom auront grand-peine à arracher au lynchage. Le gouvernement non seulement a dû payer la solde des marins, mais encore retirer de Berlin la division Lequis. Wels quitte la Kommandantur, et c'est Anton Fischer qui lui succède³⁸.

Ebert est le grand vaincu de l'affaire. Aux yeux des travailleurs berlinois, il apparaît comme le complice des militaires. Au cabinet, les ministres indépendants regimbent. Ils sont eux-mêmes pressés par leurs troupes, qui les somment de rompre avec les « traîtres » et les « fourriers de la contre-révolution », et exigent au moins des explications. Qui a donné l'ordre d'attaquer le Marstall, alors que la question était en voie de règlement ? Les social-démocrates approuvent-ils les initiatives de Winnig qui, à l'est, participe dans les pays baltes à une croisade antibolchevique ? Ebert et ses collègues ont-ils ou non l'intention d'appliquer les sept points de Hambourg ? A ces questions posées au conseil central³⁹, les indépendants jugent les réponses données insuffisantes. Aussi, refusant de cautionner la responsabilité endossée par leurs collègues majoritaires pour les incidents du 24 décembre, décident-ils, le 29 la démission de Haase, Barth et Dittmann⁴⁰, qu'imitent aussitôt leurs camarades du gouvernement prussien⁴¹.

Le geste a tout l'écho qu'en attendait Rosa Luxemburg lorsque, quinze jours plus tôt, elle le réclamait à Haase. La démission des commissaires indépendants, qui est la conséquence de la radicalisation des masses ouvrières de Berlin, en est aussi un facteur d'accélération. Mais elle pousse un peu plus les majoritaires dans la dépendance à l'égard des chefs militaires.

25 *Ibidem*, p. 264 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 227.

26 *III. Gesch.*, p. 255 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 227.

27 H. Müller, *op. cit.*, p. 227.

28 *Ibidem*; *III. Gesch.*, p. 255.

29 Résolution dans H. Müller, *op. cit.*, p. 226.

30 *III. Gesch.*, p. 255.

31 H. Müller, *op. cit.*, p. 266.

32 *III. Gesch.*, p. 255 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 228.

33 H. Müller, *op. cit.*, p. 256 et 228.

34 *III. Gesch.*, p. 256 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 229.

35 *III. Gesch.*, p. 256, insiste sur le rôle de Barth et H. Müller sur celui d'Ebert.

36 *III. Gesch.*, p. 258 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 230.

37 Benoist-Méchin, *op. cit.*, t. I, p. 118.

38 H. Müller, *op. cit.*, p. 232.

39 *Der Zentralrat*, pp. 85-86, 89-94.

40 *Freiheit*, 29 décembre 1918.

41 *Der Zentralrat*, pp. 185-186.

Vers la guerre civile.

Le départ de Haase et de ses collègues enlève à Ebert, au moins à Berlin, une caution qui lui avait été jusque-là précieuse. La foule qui, le 29 décembre, accompagne au cimetière les corps des marins tués à Noël, arbore une immense pancarte :

« Comme meurtriers des marins nous accusons Ebert, Lansberg et Scheidemann. »⁴²

Cependant, le même jour, le parti social-démocrate organise une contre-manifestation, apparemment plus nombreuse encore⁴³, sous le mot d'ordre de « A bas la sanglante dictature de la ligue Spartakus ! »⁴⁴. Des deux côtés, on se prépare à la guerre civile.

Le processus de la radicalisation des ouvriers berlinois est profond, mais surtout contradictoire. La révolution de novembre, victorieuse sans vrai combat, avait étayé le mythe de l'unité, semé l'illusion de la facilité. En deux mois, les ouvriers de la capitale ont pris simultanément conscience et de leur force et de leurs faiblesses. Les conquêtes qu'ils avaient crues assurées leur échappent au moment précis où ils comprennent quelle est leur puissance. Dès le 6 décembre, ils ont commencé à apprendre l'efficacité exaltante du coude à coude de dizaines et de centaines de milliers d'hommes dans les rues. S'ils sont si nombreux, le 16 décembre - à la surprise des organisateurs eux-mêmes - à répondre à l'appel des spartakistes pour manifester devant le congrès des conseils, c'est qu'ayant éprouvé leur force, ils tentent obscurément de l'utiliser pour arrêter une retraite qu'ils ressentent sans pouvoir l'expliquer autrement que par la « trahison ». Ainsi, en juillet 1917, dans une situation analogue, les ouvriers et soldats de Petrograd « avant d'avoir trouvé la voie vers un renouvellement des soviets, (...) essayèrent de les soumettre à leur volonté par la méthode de l'action directe »⁴⁵.

Dans la situation de cette époque, les appels des indépendants, et ceux mêmes de *Die Rote Fahne*, à prendre part à la campagne électorale semblent un moyen dérisoire de lutter contre un adversaire qui dispose de mortiers, de mitrailleuses et de grenades, mais dont on sait maintenant qu'il n'est pas invincible dans les combats de rue. Après les journées de Noël, sans se soucier du reste de l'Allemagne, les ouvriers de Berlin prennent leur élan, mus par une conscience diffuse que la violence révolutionnaire immédiate est la seule arme efficace contre la violence contre-révolutionnaire. Sur un point au moins, ils sont d'accord avec l'analyse des dirigeants spartakistes : la révolution est en danger, et il va falloir se battre.

Les voies et les moyens de cette bataille restent pourtant obscurs aux yeux du plus grand nombre. Car une insurrection ouvrière ne pourrait guère compter sur une force militaire organisée. Spartakus et sa Ligue des soldats rouges appellent à la formation d'une garde rouge qu'elles ne peuvent ni diriger ni encadrer. La Ligue a ses propres unités, peu nombreuses, Eichhorn a ses forces de sécurité. La garnison de Spandau, influencée par le spartakiste von Lojevski, se considère - et est considérée - comme une troupe révolutionnaire. Dorrenbach, qui est lié à Liebknecht, a acquis une incontestable autorité sur les marins de la Division du peuple, qui sont pourtant loin de se sentir « spartakistes » ou même sympathisants⁴⁶. De toute façon, ces unités sont dispersées, hétéroclites, et manquent à la fois d'un état-major et de liaisons étroites avec les ouvriers des grandes entreprises. En définitive, le prolétariat en armes de Berlin n'est pas une armée prolétarienne, mais une foule, avec ses impulsions et ses passions, et puis ses détachements autonomes qui croient à la vertu de l'action des minorités agissantes. De ce point de vue, les successives occupations du *Vorwärts* ont provoqué bien des polémiques. Le rôle des éléments « incontrôlables » et même des provocateurs est indéniable, mais il n'explique pas tout : les interventions de ce genre ne sont efficaces et écoutées que dans un milieu favorable, et notamment au sein d'une foule impatiente où seul le langage du révolutionnaire novice sait toucher le cœur des manifestants, parce qu'il fait écho à leurs propres sentiments.

L'éclatement de la coalition gouvernementale, l'évanouissement du mythe de l'unité, le suicide des conseils au sein de leur propre congrès, ne laissent aux ouvriers berlinois que leurs armes, et un sentiment aigu du péril imminent auquel ils ne voient point de remède politique. En décembre 1918, à Berlin, de même qu'à Petrograd en juillet 1917, les masses radicalisées voient dans la lutte armée le raccourci simplificateur qui tranchera le noeud gordien des arguments politiques auxquels ils ne veulent plus se laisser prendre. Mais il n'y a à Berlin pas de parti bolchevique pour leur ouvrir une perspective de lutte politique, ni après l'échec des premières manifestations armées et ses conséquences aisément prévisibles, pour les conduire dans une nécessaire retraite.

Du côté des dirigeants révolutionnaires, on oscille : les délégués révolutionnaires ont condamné l'occupation du *Vorwärts*, mais les congressistes du K.P.D. (S) ont rejeté l'analyse de Paul Levi et Rosa Luxemburg. Ceux qui devraient diriger donnent à ceux qui cherchent des indications contradictoires et le spectacle de leurs propres divergences. Ce facteur-là pèse d'un poids très lourd dans la volonté des masses d'aller de l'avant. Ainsi que le note Trotsky,

« l'irrésolution des dirigeants est ce qui débilite le plus les masses. Une attente stérile les pousse à frapper de plus en plus opiniâtrement aux portes qu'on ne veut pas leur ouvrir. »⁴⁷

Or la contre-révolution, dans ce moment, trouve précisément ce qui manque aux révolutionnaires, une direction capable d'analyser le rapport des forces, un instrument, une troupe entraînée et disciplinée. Son chef n'est plus Ebert, bousculé par la tornade de décembre, mais un membre de son parti, un député social-démocrate qui, depuis de longues années, jouit de la confiance du corps des officiers, Gustav Noske ; celui-ci entre au gouvernement, avec Rudolf Wissell et Paul Löbe pour

42R. Müller, *Bürgerkrieg*, p. 20.

43C'est en tout cas ce qu'affirme au congrès Heckert (*Protokoll...*, p. 116) ; il estime à 160 000 le nombre de ces manifestants.

44R. Müller, *op. cit.*, p. 21.

45Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, t. III, p. 101.

46*Die Rote Fahne* les ayant considérés comme des soutiens solides de la révolution prolétarienne, des représentants de la division répondent dans le *Vorwärts* qu'ils n'ont « rien à faire avec Spartakus » (Bock, *op. cit.*, p. 112).

47*Ibidem*, t. III, p. 24.

remplacer les indépendants démissionnaires⁴⁸. Cet homme est décidé. « L'un de nous, déclare-t-il, doit faire office de bourreau »⁴⁹.

Il n'est plus question de compter sur l'armée traditionnelle pour rétablir l'ordre : elle n'existe plus depuis la mésaventure de Lequis. Prévoyant cependant cet effritement, des officiers se sont depuis plusieurs semaines employés à sauver du désastre des unités d'élite. A la suite d'une conférence qui s'est tenue le 6 décembre au Q.G. du général Sixte von Arnim, un général de division, Maercker, a constitué au sein de son unité un « corps franc des chasseurs volontaires » semblables à ceux qui se constituent à l'est pour lutter contre le bolchevisme⁵⁰. Les troupes formées par Maercker sont destinées à la guerre civile, organisées, armées et instruites dans ce but. Les hommes qui les composent, volontaires touchant des soldes élevées, sont préparés à des tâches précises :

« Occupation des gares et régularités, protection des dépôts de matériel et de munition, police des ports, défense d'édifices publics, nettoyage des rues et des places, prise d'assaut des bâtiments. »⁵¹

Ils prêtent en entrant un serment spécial, « au gouvernement provisoire du chancelier Ebert jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait constitué un gouvernement définitif »⁵². Le 24 décembre, au moment où éclate à Berlin le conflit du Marstall, le général Maercker dispose déjà de 4 000 volontaires, installés près de Berlin, mais loin de ses foules, au camp du Zossen. Le 4 janvier, invités par le général von Lüttwitz - qui a succédé à Lequis -, Ebert et Noske passent ensemble en revue ces hommes qu'ils considèrent avec émerveillement parce que ce sont « de vrais soldats ». Noske se penche vers Ebert et lui dit : « Sois tranquille : à présent tu vas voir que la roue va tourner ! »⁵³.

A cette date, c'est de plus de 80 000 hommes que dispose autour de Berlin le général von Lüttwitz⁵⁴ : il ne fait aucun doute que leurs chefs comptent les utiliser dans la capitale⁵⁵. Le temps travaille peut-être pour la révolution : il s'agit, pour ses adversaires conscients, de ne pas le laisser faire et de frapper de façon décisive pendant qu'ils en ont les moyens.

L'affaire Eichhorn.

C'est l'affaire Eichhorn qui constituera le prétexte, saisi de part et d'autre, pour l'épreuve de force. Vieux militant social-démocrate, vétéran radical, un des fondateurs du parti social-démocrate indépendant, le préfet de police de la révolution de novembre - surnommé parfois le « Caussidière allemand » en souvenir de 1848 - est pour les majoritaires l'un des hommes à abattre. Ils ont dû tolérer jusque-là sa présence à la préfecture de police faute de pouvoir s'en débarrasser sans détruire la coalition gouvernementale. Mais la démission des indépendants leur laisse désormais sur ce plan les mains libres. Gouvernement homogène, ils entendent nommer aux postes d'exécution des hommes à eux. Décidés à la répression, ils ne peuvent tolérer à la préfecture de police un homme dont les sympathies pour les révolutionnaires sont connues.

Ils opèrent cependant avec prudence. Le 29 décembre, leur homme de confiance, Anton Fischer, prend des contacts avec des collaborateurs d'Eichhorn et leur fait des propositions chiffrées pour le cas où ils accepteraient de s'intégrer dans les unités qu'il dirige⁵⁶. Le 1^{er} janvier, le *Vorwärts* lance l'attaque, une véritable campagne de diffamation, contre Eichhorn, accusé d'avoir reçu de « l'or russe » comme employé de la *Rosta*, d'avoir acheté illégalement des armes, volé des produits alimentaires : le journal social-démocrate déclare que la présence d'Eichhorn dans ses fonctions constitue « un danger pour la sécurité publique »⁵⁷. Le 3, convoqué au ministère prussien de l'intérieur, Eichhorn s'entend accuser par le conseiller privé Doyé, collaborateur du ministre social-démocrate Hirsch, des pires méfaits, allant de l'escroquerie au vol à main armée. Le 4, au cabinet prussien, sur proposition de Hirsch, il est révoqué et remplacé par le social-démocrate Ernst⁵⁸. Mais il refuse de s'incliner⁵⁹, soutenu en cela par toutes les organisations de gauche de Berlin, des indépendants aux I.K.D. en passant par les spartakistes et les délégués révolutionnaires.

Arthur Rosenberg, cherchant à rendre compte de l'attitude d'Eichhorn et de son refus d'abandonner son poste, conclut à l'impossibilité de l'expliquer rationnellement et parle de ses « caprices »⁶⁰. La démission de l'indépendant Eichhorn de la préfecture de police allait à ses yeux de soi, après la démission des ministres indépendants : il était inconcevable qu'un poste de l'importance de celui-ci reste aux mains d'un homme dont l'hostilité aux majoritaires et les sympathies pour les révolutionnaires était notoire. Les indépendants n'avaient pas non plus à invoquer l'importance de ce poste-clé : avec ce genre de raisonnement, ils n'auraient jamais dû réclamer la démission de leurs ministres.

48Le représentant officieux du président Wilson, Dresel, écrit que Noske est un homme énergique, capable de réprimer le putsch ou les troubles qu'il prévoit d'ailleurs (cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 442.) Le même auteur souligne (pp. 423-442) le lien entre la formation des corps francs et une politique extérieure de rapprochement avec l'Entente et de lutte militaire contre les bolcheviks, notamment dans les pays baltes.

49Noske, *op. cit.*, p. 68.

50Benoist-Méchin, *op. cit.*, t. I, p. 142.

51*ibidem*, p. 143.

52Maercker, *Vom Kaiserheer zur Reichswehr*, p. 53.

53*ibidem*, p. 64.

54Drabkin, *op. cit.*, p. 480.

55Le général Groener devait déclarer plus tard que Noske avait fait appel à Ebert le 29 décembre pour « conduire les troupes contre les spartakistes » (*Dolchstoßprozess*, p. 225).

56*III. Gesch.*, p. 260.

57*Vorwärts*, 1^{er} janvier 1919.

58Kolb, *op. cit.*, pp. 226-227.

59Voir ses propres explications dans Eichhorn, *Ueber die Januarereignisse*, pp. 60 sq.

60Rosenberg, *op. cit.*, p. 325.

En réalité, la question ne se situe pas sur le plan juridique où la place Rosenberg. En refusant de céder la place à Ernst, Eichhorn répond au sentiment des travailleurs berlinois, pour qui lui et sa troupe, renforcée au cours des dernières semaines par des militants sûrs, constituent l'une de leurs dernières garanties contre les entreprises contre-révolutionnaires qui bénéficient au moins de la bienveillance gouvernementale. La nouvelle de sa révocation provoque une explosion de colère qui se traduit par des résolutions, des grèves, des manifestations⁶¹.

Réunis dans la soirée du 4, les délégués révolutionnaires sont pour une fois unanimes : le recul a assez duré, il faut un coup d'arrêt. C'est également ce que pense la centrale communiste, qui propose de lancer le mot d'ordre de grève générale. Rosa Luxemburg insiste : il ne s'agit pas d'aller au-delà d'une simple grève de protestation, et il faut savoir à la fois jusqu'où Ebert est prêt à aller et comment réagiront les ouvriers des autres régions d'Allemagne⁶². Un participant communiste dira, un an et demi plus tard :

« Le 4 janvier au soir, la centrale du K.P.D. délibéra sur la situation créée par la mesure prise contre Eichhorn. Sur l'appréciation de la situation ainsi créée, il y avait une complète unanimité. Tous les présents pensaient qu'il serait insensé de tendre vers le gouvernement : un gouvernement soutenu par le prolétariat n'aurait pas eu à vivre plus de quatorze jours. En conséquence, les membres de la centrale étaient unanimes sur le point qu'il fallait éviter tous les mots d'ordre qui auraient eu nécessairement pour conséquence le renversement du gouvernement de cette époque. Nos mots d'ordre devaient être précisés dans le sens suivant : annulation de la révocation d'Eichhorn, désarmement des troupes contre-révolutionnaires (les gardes de Suppe, etc.), armement du prolétariat. Aucun de ces mots d'ordre n'impliquait le renversement du gouvernement; pas même celui de l'armement du prolétariat, dans une conjoncture où ce gouvernement aussi possédait encore dans le sein du prolétariat un parti non négligeable. Nous étions tous d'accord là-dessus : ce minimum dans les mots d'ordre devait être défendu avec le maximum d'énergie. Il devait être le résultat nécessaire d'un puissant acte de volonté révolutionnaire. (...) C'est dans ce sens que nous avons lancé nos mots d'ordre pour la manifestation. »⁶³

En fait, certains désaccords subsistent, inexprimés et probablement pas encore entrevus. Liebknecht confie à un de ses camarades, hors réunion :

« Notre gouvernement est encore impossible, c'est vrai, mais un gouvernement Ledebour appuyé sur les délégués révolutionnaires est d'ores et déjà possible. »⁶⁴

Rosa Luxemburg estime, elle, avec quelque apparence de raison, que si le renversement du gouvernement Ebert à Berlin est envisageable, une telle initiative serait dénuée de sens, car la province n'est pas prête à suivre. Les circonstances se chargeront d'aggraver cette divergence.

Quoi qu'il en soit, l'accord n'est pas pour le moment difficile à réaliser au sein de états-majors révolutionnaires. Le matin du 5, le parti social-indépendant de Berlin, les délégués révolutionnaires et le parti communiste distribuent un tract commun qui appelle à une manifestation allée de la Victoire à 14 heures :

« Il y va de votre liberté, il y va de votre avenir ! Il y va du destin de la révolution ! Vive le socialisme révolutionnaire international ! »⁶⁵

C'est à une manifestation que les organisations berlinoises appellent, et à rien de plus. Il s'agit seulement, comme l'indique leur tract, « de montrer que l'esprit révolutionnaire des journées de novembre n'est pas encore éteint »⁶⁶, de prendre position pour une bataille qui approche, certes, mais n'est pas encore pour aujourd'hui : c'est la réponse des masses à l'appel de la manifestation qui donnera des indications sur la suite à donner⁶⁷.

Mais la protestation prend une ampleur qui surprend les organisateurs eux-mêmes : le coeur de la capitale est occupé par des centaines de milliers de manifestants, depuis les allées de la Victoire jusqu'à l'Alexanderplatz où, du haut du balcon de la préfecture de police, Ledebour, Liebknecht, Däumig, Eichhorn lui-même, exaltent la puissance des travailleurs rassemblés, célèbrent cette grandiose manifestation de leur volonté. Eichhorn clame : « J'ai reçu mon poste de la révolution et je ne le remettrai qu'à la révolution ! »⁶⁸.

Un an plus tard, le dirigeant communiste déjà cité écrira, évoquant cette manifestation :

« Ce que l'on vit (ce jour-là) à Berlin était peut-être la plus grande action prolétarienne de masse jamais vue dans l'Histoire. Nous ne croyons pas qu'il y ait eu en Russie des manifestations de masse de cette envergure. De Roland à Victoria se tenaient des prolétaires, tête contre tête. Il y en avait presque très loin dans le Tiergarten. Ils avaient amené leurs armes, faisaient flotter leurs bannières rouges. Ils étaient prêts à tout faire et à tout donner, même leur vie. Une armée de deux cents mille hommes, comme aucun Ludendorff n'en avait vue. »⁶⁹

61III. *Gesch.*, II, p. 308.

62R. Müller, *Bürgerkrieg*, p. 30.

63Die *Rote Fahne*, 5 septembre 1920. Levi est vraisemblablement l'auteur de cet article, qui exprime en tout cas son point de vue.

64Radek, *November...*, p. 137.

65Le texte intégral du tract dans *Dok. u. Mat.*, II/2, pp. 9-10.

66Ibidem, p. 10.

67Déclaration de Ledebour, *Ledebour-Prozess*, pp. 44 sq.

68Die *Rote Fahne*, 6 janvier 1919.

69Ibidem, 5 septembre 1920.

Pour les organisateurs de la manifestation, le nombre des manifestants, leur acharnement, leur volonté de lutte, sont un facteur nouveau. Non seulement l'esprit révolutionnaire de novembre n'est pas mort, mais il n'a jamais été aussi vivace. Les masses berlinoises les plus larges veulent se battre ; elles ne comprendraient pas que leur manifestation demeure un geste sans lendemain.

Un pied sur la route de l'insurrection.

Le témoin communiste poursuit son récit :

« C'est alors que se produisit l'incroyable. Les masses étaient là très tôt, depuis 9 heures, dans le froid et le brouillard. Et les chefs siégeaient quelque part et délibéraient. Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Mais les chefs délibéraient. Midi arriva et, en plus du froid, la faim. Et les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation : elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi. Les chefs délibéraient. Le brouillard augmentait encore et avec lui le crépuscule. Tristement les masses rentraient à la maison : elles avaient voulu quelque chose de grand et elles n'avaient rien fait. Et les chefs délibéraient. Ils avaient délibéré dans le Marstall, puis ils continuèrent à la préfecture de police, et ils délibéraient encore. Dehors se tenaient les prolétaires, sur l'Alexanderplatz vidée, le flingot à la main, avec leurs mitrailleuses lourdes et légères. Et dedans, les chefs délibéraient. A la préfecture, les canons étaient pointés, des marins à tous les angles, et dans toutes les pièces donnant sur l'extérieur, un fourmillement, de soldats, de marins, de prolétaires. Et à l'intérieur, les chefs siégeaient et délibéraient. Ils siégèrent toute la soirée, et ils siégèrent toute la nuit, et ils délibéraient. Et ils siégeaient le lendemain matin quand le jour devenait gris, et ceci, et cela, et ils délibéraient encore. Et les groupes revenaient de nouveau sur le Siegesallee et les chefs siégeaient encore et délibéraient. Ils délibéraient, délibéraient, délibéraient. »⁷⁰

Il y a là les dirigeants berlinois du parti social-démocrate indépendant Ledebour, Däumig, l'adjoint d'Eichhorn, Grylewicz, les délégués révolutionnaires, Scholze et d'autres, et deux membres de la centrale communiste, Karl Liebknecht et Wilhelm Pieck⁷¹. Le problème qu'ils débattent est en vérité complexe. Tous ont le sentiment qu'un recul de leur part dans l'affaire Eichhorn constituerait pour les ouvriers berlinois une grave déception, qu'il ne serait pas compris et ouvrirait sans doute la voie au découragement et à la démobilisation. Ils considèrent aussi qu'ils ne peuvent se battre à moitié, et que, s'il y a bataille, elle sera décisive. Beaucoup parmi eux pensent que la meilleure des défenses est dans l'attaque. On dit d'ailleurs qu'il y a des flottements dans les rangs des forces de l'ordre, que des hommes de Fischer ont refusé d'obéir quand il leur a donné l'ordre d'enlever la préfecture de police.

La centrale communiste ne s'est pas réunie depuis la veille au soir : à ce moment-là, elle était unanime pour estimer qu'on pouvait et devait obtenir l'annulation de la révocation d'Eichhorn, le désarmement des troupes contre-révolutionnaires et même l'armement du prolétariat. Tous pensaient alors qu'il aurait été erroné de lancer des mots d'ordre risquant de provoquer une bataille pour le renversement du gouvernement Ebert. Mais, depuis, il y avait eu la gigantesque manifestation de masses, et Liebknecht et Pieck peuvent à bon droit estimer que la situation a évolué.

Parmi les autres responsables présents⁷², beaucoup pensent qu'il suffirait de peu pour s'emparer du pouvoir, question qu'ils n'abordent qu'en termes de rapport militaire des forces. Les révolutionnaires sont-ils suffisamment organisés pour engager une bataille qui ne saurait être que la bataille décisive ? C'est l'avis de Dorrenbach. Agitateur de talent, dont l'influence est grande sur les matelots de la division stationnée au Marstall, il affirme que les marins n'attendent qu'un signe pour se battre, aux côtés des ouvriers, en vue de renverser le gouvernement Ebert. Il ajoute que, selon les informations dont il dispose, la plus grande partie de la garnison de Berlin se trouve dans des dispositions d'esprit analogues. Il affirme enfin tenir de source sûre que plusieurs milliers d'hommes, cantonnés à Spandau et disposant de deux mille mitrailleuses et de vingt canons de campagne, se tiennent prêts à marcher sur la capitale : il faut aller de l'avant. Ledebour est convaincu et Liebknecht jette dans la balance, à ses côtés, le poids de son prestige : pour eux, il ne suffit plus de protester contre la révocation d'Eichhorn, il faut, puisque c'est possible, engager la lutte pour le pouvoir⁷³.

L'alliance Ledebour-Liebknecht, inhabituelle, est décisive. L'assemblée ne tient pas compte de la mise en garde d'un délégué de soldats, Albrecht, qui conteste non seulement l'appréciation portée par Dorrenbach sur l'état d'esprit de la garnison de Berlin, mais même ses certitudes quant aux dispositions des marins⁷⁴.

Richard Müller, qui préside, pense comme Liebknecht que les masses sont en train de prendre la voie révolutionnaire, mais conteste que le moment soit venu de lancer à Berlin une attaque qui, dans le meilleur des cas, n'aboutirait qu'à la victoire, dans la seule capitale, d'une avant-garde isolée du reste du pays⁷⁵. Däumig le soutient : pour lui, il ne s'agit pas de l'emporter pour quelques jours seulement, par une éphémère Commune de Berlin, mais de vaincre définitivement et à l'échelle du pays. Mais cette fois Richard Müller et Däumig sont mis en minorité, et, au vote, ne recueillent que six voix⁷⁶. C'est donc à la presque unanimité que l'assemblée décide de tenter l'épreuve du renversement du gouvernement. A cet effet elle désigne un « comité révolutionnaire » de cinquante-deux membres chargé de diriger le mouvement et de s'ériger, dès que nécessaire, en gouvernement révolutionnaire provisoire en attendant la réélection des conseils et la réunion d'un nouveau congrès. A sa tête,

⁷⁰*Ibidem*.

⁷¹Le récit le plus complet des discussions qui suivent se trouve dans R. Müller, *Bürgerkrieg*, pp. 30 sq.

⁷²Délégués révolutionnaires et indépendants de gauche. Certains y sont à plusieurs titres, comme Anton Grylewicz, délégué révolutionnaire, second président de l'U.S.P.D. à Berlin et suppléant d'Eichhorn. Weber, *Die Wandlung*, II, p. 145.

⁷³*III. Gesch.*, p. 274 ; Müller, *Bürgerkrieg*, pp. 30-38, 46.

⁷⁴*Ibidem*, et H. Müller, *op. cit.*, p. 252.

⁷⁵*Ibidem*, p. 253.

⁷⁶R. et H. Müller mentionnent Däumig, R. Müller, Eckert, Neuendorf, Rusch et Malzahn.

trois présidents avec des droits égaux, représentant les trois tendances alliées, Ledebour, Liebknecht, Paul Scholze⁷⁷. Un organisme trop lourd, condamné à l'impuissance. Däumig dénonce une fois de plus l'aventure, refuse d'en partager la responsabilité et quitte la salle.

Au même moment, un incident dont les conséquences seront décisives et sur lequel toute la lumière est loin d'avoir été faite, se produit : un groupe d'ouvriers armés, agissant de façon autonome, s'empare une nouvelle fois des locaux du *Vorwärts*⁷⁸. D'autres groupes, au cours de la nuit, occupent à leur tour les principales entreprises d'édition et de presse⁷⁹, en vue probablement de durcir le conflit : il est peu vraisemblable en effet que ces hommes aient pensé pouvoir régler par de telles opérations de commando la question de l'expropriation de la presse capitaliste. Ledebour dira plus tard au sujet de ces initiatives : « Cette action de masse nous a mis devant le fait accompli »⁸⁰. Mais il était au même moment en train de placer lui-même les ouvriers berlinois devant un fait accompli d'une encore plus grande envergure.

La lutte pour le renversement du gouvernement.

Pendant que se déroulent ces événements dans les rues de la capitale, le lourd comité révolutionnaire s'est attelé au travail préparatoire. Le bilan de son travail est mince et se réduit en fait à un appel pour une nouvelle manifestation le lundi 6 janvier à 11 heures⁸¹ : une participation ouvrière massive aurait exigé un appel à la grève générale. Puis il rédige une proclamation - pour le moment dactylographiée - qu'il lancera au moment de prendre le pouvoir :

« le gouvernement Ebert-Scheidemann s'est rendu intolérable. Le comité révolutionnaire sous-signé, représentant des ouvriers et soldats révolutionnaires (parti social-démocrate indépendant et parti communiste), proclame sa déposition. Le comité révolutionnaire soussigné assume provisoirement les fonctions gouvernementales.
Camarades ! Travailleurs !
Serrez les rangs autour des décisions du comité révolutionnaire !
Signé : Liebknecht, Ledebour, Scholze. »⁸²

Mais cet appel ne verra jamais le jour. Déjà le sol se dérobe sous les pas du comité révolutionnaire. Les marins du Marstall protestent contre une entreprise dans laquelle ils ont été engagés contre leur gré⁸³ et s'en prennent à Dorrenbach qui a disposé d'eux sans les avoir consultés⁸⁴. Ils obligent le comité révolutionnaire à quitter le Marstall où il siégeait⁸⁵, et remettent en liberté ses prisonniers, parmi lesquels Anton Fischer, arrêté par précaution au petit matin⁸⁶. Un détachement de trois cents hommes, dirigé par le marin Lemmgen, va occuper sur l'ordre du comité révolutionnaire le ministère de la guerre : comme le sous-secrétaire d'Etat exige un ordre écrit, le chef du détachement va le réclamer et fait un somme avant de le rapporter ; las de l'attendre, ses hommes se sont dispersés⁸⁷. Le déroulement de la journée du 6 dissipe les illusions de la veille. Notre témoin communiste écrit :

« Ces masses n'étaient pas prêtes à s'emparer du pouvoir; autrement de leur propre initiative, des hommes se seraient mis à leur tête et leur premier acte révolutionnaire eût été de faire cesser les délibérations des chefs dans la préfecture de police. »⁸⁸

Il y a au total, malgré les centaines de milliers de grévistes, moins de dix mille hommes décidés à se battre, les troupes d'Eichhorn, les détachements qui ont occupé journaux et imprimeries, ceux du *Vorwärts*, que sont venus renforcer et contrôler des communistes et des indépendants, Eugen Léviné, Werner Möller, Otto Brass et Haberland, le président du conseil de Neukölln⁸⁹. La masse ouvrière berlinoise est prête à la grève et même à la manifestations mais pas à la lutte armée.

Dès la soirée du 6 janvier, il apparaît à beaucoup que le mouvement est en recul et que l'idée qu'on peut prendre le pouvoir est une grave erreur. Le comité central des conseils et son exécutif berlinois ont tous deux confirmé la révocation d'Eichhorn⁹⁰. Noske, installé à l'état-major des corps francs, prépare sa contre-offensive. A la centrale communiste, c'est la crise. Radek,

77III. *Gesch.*, p. 275 ; *Ledebour Prozess*, p. 53.

78III. *Gesch.*, pp. 280-281, précise que l'initiative fut prise au cours même de la manifestation devant la préfecture de police par un garçon de café du nom d'Alfred Roland, démasqué plus tard comme provocateur. Le fait est confirmé par l'enquête du Landtag prussien, par plusieurs dépositions au procès de Ledebour, et repris à son compte par Richard Müller (Drabkin, *op. cit.*, p. 486, n. 23). Mais il est incontestable que des éléments gauchistes qui n'avaient rien de provocateurs ont participé à cette occupation dès ses premières heures ; le plus connu était l'écrivain Werner Möller, un des dirigeants des I.K.D. de Berlin avant la fondation du K.P.D. (S), dont M. Bock (*op. cit.*, p. 435) dit qu'il était dans la capitale un des dirigeants de l'activisme gauchiste.

79Il s'agissait des entreprises de presse Büxenstein, Scherle, Mosse, Ullstein, et de l'agence télégraphique Wolff. A la tête des occupants de Mosse figurait un dénommé Drach, dont une dépêche d'Eisner (*I.M.L.-Z.P.A.*, n° 8/28, f. 184 et 8/29, ff. 41 sq.) citée par Drabkin (*op. cit.*, p. 486, n. 23) précisait qu'il était un « espion » de Ludendorff.

80*Ledebour-Prozess*, p. 62.

81L'appel est signé des délégués révolutionnaires, de l'exécutif central de l'U.S.P.D. du Grand Berlin et de la centrale du K.P.D. (S), nom du comité révolutionnaire (*Freiheit*, 6 janvier 1919; *Dok. u. Mat.*, II/3, p. 11).

82Reproduction photographique de l'original dans III. *Gesch.*, p. 272. Liebknecht avait signé pour Ledebour absent.

83*Freiheit*, 10 janvier; *Dok. u. Mat.*, III/2, p. 136.

84*Ledebour-Prozess*, pp. 189-194 ; Waldman, *Spartacist Uprising*, p. 176.

85R. Müller, *op. cit.*, p. 87.

86III. *Gesch.*, p. 280.

87III. *Gesch.*, p. 276; *Ledebour-Prozess*, pp. 278 sq. ; Drabkin, *op. cit.*, p. 488, n° 28.

88*Die Rote Fahne*, 5 septembre 1920.

89III. *Gesch.*, p. 281 ; Drabkin, *op. cit.*, p. 495.

90Seuls Däumig et Richard Müller, en l'absence de Malzahn, ayant voté contre. *Dok. u. Mat.*, II/3, p. 15.

qui, sur les instances de Rosa Luxemburg, s'est caché depuis le début de l'action, fait, par l'intermédiaire de Duncker, tenir à la centrale un message dans lequel il l'adjure d'appeler à la reprise du travail et à entreprendre immédiatement une campagne pour la réélection des conseils ouvriers⁹¹. Rosa Luxemburg lui fait répondre que les indépendants s'apprêtent à capituler, et que les communistes ne doivent pas leur faciliter la tâche en sonnant le signal d'une retraite qu'elle juge, elle aussi, nécessaire⁹². Jogiches voudrait que la centrale désavoue Liebknecht et Pieck, qui ont agi sans mandat et en dehors de toute discipline de parti à partir de la soirée du 5, mais la centrale hésite devant un désaveu qui arriverait en plein combat et risquerait de n'être pas compris⁹³. Les indépendants ne sont pas moins divisés et l'exécutif national envoie Oscar Cohn et Luise Zietz tenter de convaincre les Berlinoises, en particulier Ledebour, qu'il faut négocier, ce à quoi le comité révolutionnaire finit par se résoudre par 51 voix contre 10⁹⁴.

Les négociations commencent dans la nuit du 6 au 7 janvier. Du côté des indépendants, on souhaite un armistice dont une clause spécifierait l'évacuation des immeubles occupés par les révolutionnaires. Le gouvernement fait de l'évacuation sans conditions un préalable à tout accord⁹⁵. Sa position s'améliore en effet d'heure en heure, avec le reflux et la désorientation dans les rangs de l'avant-garde ouvrière, la confiance qui renaît en face. Dans la nuit du 5 au 6, le tract lancé - sous le titre *Extra-Blatt-Vorwärts* - par l'exécutif social-démocrate montre ses intentions, traitant les « bandits armés de la Ligue Spartakus » de « fous et de criminels » qui menacent les ouvriers allemands de « meurtre, guerre civile sanglante, anarchie et famine »⁹⁶. A partir du 6, Noske, qui a fait confier les pouvoirs de police au général von Lüttwitz, prépare l'intervention des corps francs⁹⁷. Devant la chancellerie s'est tenu un véritable meeting harangué par Ebert lui-même et par Scheidemann, qui dénoncent les tentatives d'ériger « la dictature de Liebknecht et Rosa Luxemburg », et appellent à l'aide tous les citoyens⁹⁸. Quelques heures plus tard commence dans l'immeuble du Reichstag la mise sur pied d'une unité armée « social-démocrate » : le 8, deux régiments, de six compagnies chacun, ont été organisés au Reichstag, avec le journaliste du *Vorwärts* Kuttner et le colonel Gramthow, du ministère de la guerre⁹⁹. Le même jour, les ministres se réunissent - hors des ministères - et prennent des mesures de combat. Nommé commandant en chef, Noske décide de concentrer les corps francs dans la zone de Lichterfeld¹⁰⁰. Dans la soirée du 8 janvier, les négociations sont rompues, chacun étant resté sur ses positions.

Le gouvernement lance alors un appel à la population berlinoise annonçant son intention de combattre la violence par la violence et de « mettre un terme à l'oppression et à l'anarchie »¹⁰¹. Côté révolutionnaire, Liebknecht rend visite aux occupants du *Vorwärts* - parmi lesquels se trouve son fils Wilhelm - et dénonce devant eux la défection des chefs indépendants¹⁰². Le 9, les délégués révolutionnaires, les représentants du K.P.D. (S) et ceux de l'exécutif berlinois des indépendants répondent à la proclamation gouvernementale par un appel : « Debout dans la grève générale ! Aux armes ! »

« La situation est claire. (...) Il y va du salut de tout l'avenir de la classe ouvrière, de toute la révolution sociale ! C'est publiquement que les Scheidemann-Ebert appellent leurs partisans et les bourgeois à la lutte contre vous prolétaires. (...) Il n'y a pas le choix ! Il faut combattre jusqu'au bout ! (...) Debout pour la grève générale ! Dehors, dans la rue pour le dernier combat, celui de la victoire ! »¹⁰³

La Ligue des soldats rouges appelle de son côté les travailleurs en armes à se rassembler dans la rue pour combattre¹⁰⁴.

Les travailleurs de Berlin, dans leur majorité, ne sont pas prêts à prendre part, ni même à se résigner à cette guerre civile sur le point d'éclater entre deux camps qui se réclament également du socialisme. Dans les usines se tiennent réunions et assemblées, qui se prononcent presque toujours pour l'arrêt immédiat des combats, la fin de la « lutte fratricide » ; l'« unité » de tous les courants socialistes est réclamée et acclamée. Un meeting convoqué à la Humboldthain au matin du 9 avec des travailleurs du Schwartzkopff et de l'A.E.G. se tient sous le mot d'ordre :

« Prolétaires, unissez-vous, sinon avec vos chefs, du moins par dessus leurs têtes. »¹⁰⁵.

Une délégation de ces manifestants se rend au conseil central, où Max Cohen lui-même se fait l'écho de leur inquiétude ; c'est pour se faire immédiatement rappeler à l'ordre par le président Leinert¹⁰⁶. Indépendants de droite et social-démocrates majoritaires, pour des raisons différentes, exploitent cette volonté d'apaisement pour pouvoir mieux dénoncer les aventuriers jusqu'au-boutistes. Mais le mouvement est dans une large mesure spontané, et c'est sous sa pression que les négociations, réclamées à cor et à cri par les social-démocrates indépendants, reprennent dans la soirée du 9 janvier : elles vont se

91Radek, *November...* pp. 137-138.

92Ibidem, p. 138.

93III. *Gesch.*, p. 283 ; P. Levi, *Was ist das Verbrechen ?*, pp. 33-34.

94III. *Gesch.*, p. 284 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 262.

95Ibidem.

96Texte dans H. Müller, *op. cit.*, pp. 254-255.

97Noske, *Von Kiel bis Kapp*, pp. 69 sq.

98I.M.L.-Z.P.A., n° 8/28, cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 490.

99Ibidem, p. 490, n° 35.

100Ibidem, p. 91.

101Tract cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 496 ; *Reichsanzeiger*, n° 7, 9 janvier 1919.

102F. Zikelsky, *Mein Gewehr in meiner Hand*, pp. 144-145.

103Dok. u. Mat., II/3, pp. 33-34.

104Cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 498.

105Cité par Drabkin, *op. cit.*, p. 499.

106Der Zentralrat, pp. 287-288.

poursuivre jusqu'au 11 avec une délégation gouvernementale que dirige Hermann Müller¹⁰⁷.

Dans l'intervalle, cependant, le temps a travaillé pour le gouvernement, de toute façon décidé à frapper. Dès le 8, ses troupes ont repris la gare d'Anhalt et le bâtiment de la direction des chemins de fer occupés depuis la veille. Le 9, elles réoccupent l'imprimerie du Reich et investissent l'immeuble du *Vorwärts*. Là, Brutus Molkenbuhr confirme à l'officier chargé de l'opération que les ordres sont bien de le reprendre de force¹⁰⁸. Le 10, les régiments de la Garde passent à l'attaque à Spandau, qui est un bastion de l'insurrection, et menace sur leurs arrières les forces de répression : le président du conseil ouvrier est tué dans l'action, celui des conseils de soldats, l'ancien rédacteur du *Leipziger Volkszeitung*, le spartakiste Max von Lojevski, est arrêté et abattu avec ses compagnons de détention¹⁰⁹. Dans la nuit du 10 au 11, alors que les négociations se poursuivent, l'un des négociateurs, Georg Ledebour, est arrêté ainsi que le dirigeant spartakiste Ernst Meyer¹¹⁰. Le 11 au matin, les troupes que commande le major von Stephani commencent le bombardement de l'immeuble du *Vorwärts*¹¹¹. Après deux heures, les assiégés hissent le drapeau blanc, et envoient une délégation, dont les membres sont arrêtés. L'officier accorde dix minutes aux occupants pour capituler sans conditions. Plusieurs prisonniers sont abattus sur place, parmi lesquels Werner Möller et le journaliste Fernbach. Plus tard dans la soirée, les soldats reprennent l'immeuble de l'agence Wolff et les dernières maisons d'édition occupées. Le 12 enfin ils lancent l'assaut contre la préfecture de police, dans laquelle se tiennent encore quelque trois cents insurgés, dont le chef, le communiste Justus Braun, est abattu avec plusieurs de ses compagnons¹¹².

La brutalité de l'offensive des hommes de Noske, la poussée du mouvement dans les entreprises pour la fin des combats fratricides ont achevé de désorganiser la médiocre direction du comité révolutionnaire, dont la dernière réunion semble bien s'être tenue le 9. La centrale du K.P.D.(S.) est elle aussi totalement désorganisée. Depuis plusieurs jours elle n'a aucun contact avec Liebknecht, qui passe son temps avec les dirigeants indépendants. Levi et Radek, qui se concertent chez ce dernier, constatent la paralysie de la direction, son impuissance face aux décisions claires qui s'imposent. Le 9, ils envisagent ensemble d'intervenir dans les assemblées ouvrières afin de proposer la retraite, l'évacuation des immeubles occupés, ce qui leur paraît l'unique moyen de faire reculer la répression qui menace. Mais ils renoncent à ce projet - initiative aussi personnelle que celles de Liebknecht et Pieck - quand ils apprennent qu'il est trop tard, puisque les troupes se sont mises en mouvement¹¹³. Radek, le 9 janvier, écrit à la centrale une lettre que Levi va porter :

« Dans votre brochure sur le programme, *Que veut la Ligue Spartakus ?*, vous déclarez que vous ne voulez vous emparer du pouvoir que si vous avez derrière vous la majorité de la classe ouvrière. Ce point de vue pleinement correct a son fondement dans le simple fait que le gouvernement ouvrier est inconcevable sans organisation de masse du prolétariat. Aujourd'hui, les seules organisations de masse à considérer, les conseils d'ouvriers et de soldats, n'ont de force que sur le papier. Par conséquent, ce n'est pas le parti du combat, le parti communiste, qui les domine, mais les sociaux-patriotes ou les indépendants. Dans une telle situation, il n'est absolument pas question de songer à une éventuelle prise du pouvoir par le prolétariat. Si le gouvernement tombait entre vos mains à la suite d'un putsch, vous seriez coupés de la province et balayés en quelques heures. »¹¹⁴

Il considère donc comme une grave erreur l'initiative prise, avec l'approbation des représentants du parti :

« Dans cette situation, l'action décidée samedi par les délégués révolutionnaires en réplique à l'attaque du gouvernement social-patriote contre la préfecture de police ne devait avoir que le caractère d'une action de protestation. L'avant-garde prolétarienne, exaspérée par la politique gouvernementale, mal dirigée par les délégués révolutionnaires que leur inexpérience politique rend incapables de saisir le rapport des forces dans l'ensemble du Reich, a, dans son élan, transformé le mouvement de protestation en lutte pour le pouvoir. Cela permet à Ebert et Scheidemann de porter au mouvement berlinois un coup qui peut affaiblir le mouvement tout entier. »¹¹⁵

S'appuyant sur l'exemple des bolcheviks en juillet 1917, Radek se prononce donc catégoriquement pour que les dirigeants communistes prennent leurs responsabilités, l'initiative, devant les masses, d'un appel à battre en retraite :

« L'unique force capable de freiner et d'empêcher ce désastre, c'est vous : le parti communiste. Vous avez assez de perspicacité pour savoir que ce combat est sans espoir : que vous le savez, vos membres, les camarades Levi et Duncker me l'ont dit. (...) Rien ne peut empêcher celui qui est plus faible de battre en retraite devant une force supérieure. En juillet 1917, alors que nous étions infiniment plus forts que vous ne l'êtes aujourd'hui nous avons de toutes nos forces retenu les masses et, comme nous n'y avons pas réussi, nous les avons conduites, au prix d'efforts inouïs, vers la retraite, hors d'une bataille sans espoir. »¹¹⁶

il est incontestable que l'analyse de Radek correspond à un sentiment profond extrêmement répandu parmi les travailleurs berlinois, décidés à se défendre contre les entreprises contre-révolutionnaires, mais désorientés par la politique incohérente des dirigeants révolutionnaires et par la guerre civile qui oppose les différents partis ouvriers. Le jour même où il adresse cette

107III. *Gesch.*, p. 284 ; H. Müller, *op. cit.*, p. 262, etc.

108III *Gesch.*, p. 285.

109Ibidem, pp. 285-286.

110Ibidem, p. 286.

111Ibidem, pp. 288.

112Ibidem, pp. 288-290.

113Radek, *November...*, p. 138.

114Citée par III. *Gesch.*, p. 282. Radek fut longuement interrogé ultérieurement par la police allemande au sujet de cette lettre. L'original en figurait dans les archives de Thomas, qui ont servi à la rédaction de l'*Illustrierte Geschichte*, mais qui ont disparu sous le nazisme.

115Ibidem.

116Ibidem.

lettre à la centrale, 40 000 ouvriers des usines A. E. G., Schwarzkopff et quelques autres, se réunissent à Humboldthain et élisent une commission de huit membres (deux de chaque parti et deux des délégués révolutionnaires)¹¹⁷ chargée d'organiser une campagne sur les mots d'ordre adoptés : retrait des dirigeants actuels, mise en place de dirigeants « non compromis », dissolution du grand quartier général, suppression des grades, démobilisation de l'armée¹¹⁸. Le lendemain, ce sont 15 000 travailleurs de Spandau qui réclament le retrait des commissaires du peuple, la formation à tous les niveaux de comités formés paritairement de représentants des trois partis, majoritaire, indépendant et communiste, la réélection des conseils d'ouvriers et de soldats¹¹⁹. Dans les jours qui suivent, les résolutions se multiplient en ce sens, qui réclament toutes le retrait d'Ebert et Scheidemann, la nomination d'un autre indépendant à la préfecture de police, la formation d'un gouvernement des trois partis ouvriers¹²⁰. Le fait que de nombreux militants social-démocrates rallient ces positions montre la profondeur du sentiment unitaire, l'hostilité de la masse ouvrière berlinoise à ce qui lui paraît un combat fratricide. Les positions de Radek, adoptées par la centrale, eussent pu permettre au parti communiste de ne pas apparaître comme responsable directement ou indirectement de la poursuite de ces combats, d'entraîner dans une retraite nécessaire les indépendants et les délégués révolutionnaires éperdus et d'isoler au sein du parti social-démocrate ceux qui ne rêvaient que répression contre l'extrême-gauche, les alliés conscients de l'état-major. Mais les dirigeants spartakistes - y compris Rosa Luxemburg - jugeront autrement la situation : ils feront de la résistance et du maintien de l'occupation du *Vorwärts* une question d'honneur, poursuivant ainsi avec les délégués révolutionnaires et les indépendants de gauche une sorte de surenchère à gauche, et laisseront les indépendants exploiter à leur profit l'aspiration unitaire dont en définitive les majoritaires profiteront seuls, puisqu'ils réussiront à faire croire que seuls les communistes ont été hostiles à la formation d'une alliance ouvrière dans ces circonstances. S'engageant jusqu'au bout dans l'acte insurrectionnel à moitié engagé, ils laisseront du coup les adversaires d'Ebert au sein du parti social-démocrate majoritaire désarmés face à une politique de répression sans solution de rechange apparente¹²¹.

Dans la discussion qui suit à la centrale, Levi défend le point de vue de Radek ; Jogiches va plus loin et réclame un désaveu public de l'action de Liebknecht et Pieck dans *Die Rote Fahne*. Quoique Rosa Luxemburg partage son sentiment - elle aurait, selon Paul Levi, dit qu'il ne lui serait plus possible, désormais, de continuer à travailler avec Liebknecht¹²², ce désaveu public ne sera pas fait. Simplement, au nom de la centrale du K.P.D.(S.), Wilhelm Pieck adresse, le 10 janvier, aux délégués révolutionnaires et au comité d'action, une lettre annonçant le retrait des représentants du K.P.D.(S.) de ce comité. La lettre reproche aux délégués révolutionnaires leur « incertitude et leur irrésolution », ainsi que d'avoir « engagé des pourparlers démoralisateurs, désorganisateurs, paralysants », laissant donc entendre qu'il faut que combat continue¹²³. C'est probablement à l'issue de cette discussion que Rosa Luxemburg dresse, pour *Die Rote Fahne*, un véritable réquisitoire contre les indépendants :

« Une fois de plus, l'U.S.P. a joué le rôle de l'ange sauveur - de la contre-révolution. Haase-Dittmann ont bien démissionné du gouvernement Ebert mais, dans la rue, ils poursuivent la même politique qu'au gouvernement. Ils servent de paravent aux Scheidemann (...). Avant toute chose, les semaines qui viennent doivent être consacrées à la liquidation de l'U.S.P., ce cadavre pourrissant dont la décomposition empoisonne la révolution. »¹²⁴

Le 8 janvier, elle écrivait :

« L'Allemagne était jusqu'ici la terre classique de l'organisation, on y avait le fanatisme de l'organisation, disons-le, on en faisait parade. Tout devait être sacrifié à « l'organisation », l'esprit, les buts, la capacité d'action du mouvement. Et aujourd'hui, que voyons-nous ? Aux moments décisifs de la révolution, ce « talent d'organisation » tant vanté fait fiasco de la plus piteuse façon. »¹²⁵

Le 11, elle précise :

« L'absence de direction, l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise, ne peuvent plus durer. Si la cause de la révolution doit progresser, si la victoire du prolétariat, si le socialisme doivent être autre chose qu'un rêve, il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses. »¹²⁶

Ainsi, sous l'influence de ces journées de combat révolutionnaire, Rosa Luxemburg semble-t-elle se rapprocher de la conception du parti révolutionnaire qu'elle avait jusque-là combattue¹²⁷. Elle va, dans un dernier article, tenter de dresser le

¹¹⁷Der Zentralrat, p. 277.

¹¹⁸Ibidem, p. 295.

¹¹⁹Der Zentralrat, p. 296.

¹²⁰Voir les rapports de Leinert sur les résolutions reçues, Ibidem, pp. 308 et 326.

¹²¹Max Cohen, qui exprime à plusieurs reprises son inquiétude devant les initiatives des militaires, reflète en partie dans le conseil central les appréhensions des travailleurs du parti d'Ebert face à l'alliance de leurs chefs avec les corps francs. Brutus Molkenbuhr lui-même dressera un violent réquisitoire contre Noske et ses alliés (Drahkin, op. cit., p. 509) en citant (I.M.L.Z.P.A., II/5, ff. 12-17) le compte rendu de l'exécutif du 13 janvier.

¹²²Paul Levi, *Was ist das Verbrechen ?*, pp. 33-34.

¹²³Die Rote Fahne, 13 janvier 1918, Dok. u. Mat., II/3, pp. 41-42.

¹²⁴Die Rote Fahne, 11 janvier 1918, Ibidem, pp. 47-49.

¹²⁵Die Rote Fahne, 6 janvier 1918, Dok. u. Mat., II/2, pp. 23-26.

¹²⁶Die Rote Fahne, 11 janvier 1918, Ibidem, pp. 47-51.

¹²⁷Badia (Les Spartakistes, p. 261) écrit : « Il n'en reste pas moins que Rosa Luxemburg a senti la nécessité, à la tête de la révolution, d'un organisme qui guide et oriente l'action, en imposant sa volonté aux masses. N'est-ce pas là un pas vers la conception léniniste du parti de la classe ouvrière ? » Il est difficile de le suivre, aussi bien en ce qui concerne la pensée de Rosa Luxemburg elle-même qu'en ce qui concerne

bilan de la « semaine spartakiste »¹²⁸. Il n'y a pour elle aucun doute et, elle le répète, il était impossible de s'attendre à « une victoire décisive du prolétariat révolutionnaire », à la chute des Ebert-Scheidemann et à « l'instauration de la dictature socialiste ». La cause en réside dans le manque de maturité de la révolution, l'absence de coordination entre les foyers révolutionnaires - « l'action commune donnerait aux coups de boutoir et aux ripostes de la classe ouvrière berlinoise une tout autre efficacité » -, le fait que « les luttes économiques n'en soient qu'à leur début ». Dans ces conditions, il faut se demander si la semaine écoulée constitue une « faute ». Elle ne le pense pas, car elle estime que les travailleurs ont été provoqués :

« Placés devant la provocation violente des Ebert-Scheidemann, les ouvriers révolutionnaires étaient contraints de prendre les armes. Pour la révolution, c'était une question d'honneur que de repousser l'attaque immédiatement, de toute son énergie, si l'on ne voulait pas que la contre-révolution se crût encouragée à un nouveau pas en avant ; si on ne voulait pas que fussent ébranlés les rangs du prolétariat révolutionnaire et le crédit dont jouit au sein de l'Internationale la révolution allemande. »¹²⁹

Ce sont en définitive, « la contradiction entre la tâche qui s'impose et l'absence, à l'étape actuelle de la révolution, des conditions préalables permettant de la résoudre » qui expliquent, selon elle, que le combat se soit formellement terminé par une défaite. Mais l'histoire enseigne que la route du socialisme est « pavée de défaites », et qu'elles mènent à la victoire qui sait en tirer les leçons :

« La direction a été défailante. Mais on peut et on doit instaurer une direction nouvelle, une direction qui émane des masses et que les masses choisissent. (...) Les masses ont été à la hauteur de leur tâche. Elles ont fait de cette « défaite » un maillon dans la série des défaites historiques qui constituent la fierté et la force du socialisme international. Et voilà pourquoi la victoire fleurira sur le sol de cette défaite. »¹³⁰

Malgré cet acte de foi, le titre donné par Rosa Luxemburg à son article, « L'Ordre règne à Berlin », résumait la situation dans toute sa brutalité. La direction du parti communiste n'avait pas été capable d'empêcher l'écrasement d'un mouvement qu'elle avait contribué à déclencher et qu'elle n'avait rien fait pour empêcher ou arrêter. Elle avait sans doute laissé passer pour longtemps l'occasion d'une lutte pour l'unité du front de classe contre les dirigeants alliés des généraux. Elle allait durement payer l'action gauchiste inconsidérément engagée par Liebknecht et la majorité des délégués révolutionnaires - ceux-là mêmes qui, quelques jours plus tôt, reprochaient à Spartakus sa « tactique putschiste ».

Le double assassinat.

Les corps francs sont en effet décidés à frapper à la tête, et recherchent activement les dirigeants révolutionnaires. Dorrenbach, Emil Eichhorn, Paul Scholze, réussissent à quitter la capitale¹³¹, mais Rosa Luxemburg et Liebknecht y demeurent. Rosa Luxemburg est encore en train de travailler dans les locaux de la rédaction de *Die Rote Fahne* alors que les troupes de Noske donnent l'assaut de l'immeuble du *Vorwärts*, et Levi a beaucoup de peine à la persuader que sa vie est en danger et qu'elle a le devoir de se cacher. Liebknecht fait preuve de la même inconscience, insiste au même moment afin qu'on prenne des dispositions pour une réunion publique où Rosa et lui-même prendraient la parole au nom du parti. L'un et l'autre acceptent finalement de se cacher, mais refusent de quitter Berlin au moment où la répression frappe les ouvriers¹³². Ils se réfugient d'abord à Neukölln, les 12 et 13 janvier, puis dans l'appartement d'un sympathisant à Wilmersdorf. C'est là que Rosa Luxemburg découvre à la lecture de *Vorwärts* que Liebknecht a apposé sa signature sous le fameux texte du comité révolutionnaire¹³³. Elle lui dit : « Karl, c'est ça notre programme ? »¹³⁴. Le silence tombe entre eux.

C'est dans ce même appartement qu'ils sont arrêtés, ainsi que Wilhelm Pieck qui venait de leur apporter de faux papiers, dans la soirée du 15 janvier. Tous trois sont transférés dans le centre, à l'hôtel Eden, où s'est installé le quartier général de la division de la garde, et interrogés par le capitaine Pabst. Au cours de la nuit, Liebknecht le premier, puis Rosa Luxemburg, quittent l'hôtel sous escorte pour être écroués à Moabit. Le 16, *Vorwärts* est l'unique quotidien qui annonce dans son édition du matin l'arrestation des deux dirigeants communistes. Dans un commentaire, il se félicite de la « générosité » des vainqueurs qui ont su défendre « l'ordre, la vie humaine, le droit, contre la force »¹³⁵.

Cependant, la presse de midi annonce la nouvelle sous de gros titres : Liebknecht et Rosa Luxemburg sont morts, le premier abattu au cours d'une tentative de fuite, et la seconde lynchée par des inconnus qui auraient arrêté sa voiture pendant son transfert à Moabit. Un communiqué de la division de la Garde donne des détails qui constituent pour le moment l'unique source d'information. Liebknecht, frappé à la tête par un inconnu, était blessé lors de son départ de l'hôtel Eden ; profitant d'une panne, il aurait tenté de s'enfuir dans le Tiergarten et aurait été abattu après les sommations d'usage. Quant à Rosa Luxemburg, assommée par la foule à la sortie de l'hôtel Eden, emportée sans connaissance, elle aurait été enlevée à ses

la conception dite « léniniste » d'un parti « imposant » sa volonté aux masses.

128 *Die Rote Fahne*, 14 janvier 1918. *Dok. u. Mat.*, II/3, pp. 71-75.

129 *Die Rote Fahne*, 14 janvier 1919 ; *Dok. u. Mat.*, II/3, p. 73.

130 *Ibidem*, p. 75.

131 Rosenberg, *op. cit.*, p. 331 ; Badia, *Les Spartakistes*, p. 249.

132 Radek, *November...*, p. 138. Le conseil central apprendra le 15 par Max Cohen l'arrestation d'une belle-sœur âgée de Liebknecht, ainsi que d'une jeune fille ayant habité chez Rosa Luxemburg (*Der Zentralrat*, pp. 415-416).

133 Un fac-similé du texte est publié par *Vorwärts* le 14 janvier.

134 Paul Levi écrit : « Aucun des présents n'oubliera jamais la scène au cours de laquelle Rosa Luxemburg présenta à Liebknecht le document Signé « Le gouvernement provisoire, Ledebour, Liebknecht, Scholze » (« Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zum Gedächtnis », *Der Klassenkampf*, n° 2, 15 janvier 1929, p. 34). Rosi Wolfstein a rapporté à J. P. Nettl la réflexion mentionnée ici (*op. cit.*, II, p. 767).

135 *Vorwärts*, 16 janvier 1919 (édition du matin).

gardes et achevée. Le cadavre de Liebknecht est à la morgue, celui de Rosa Luxemburg n'a pas été retrouvé¹³⁶.

La vérité se fait jour peu à peu : ce sont les militaires qui ont tué leurs prisonniers, après les avoir vraisemblablement durement malmenés au cours des premiers interrogatoires. Liebknecht, sorti le premier, a été frappé d'un coup de crosse à la nuque par le soldat Runge, jeté ensanglanté dans une auto, qui l'a emporté dans le Tiergarten, où son escorte l'a achevé : le lieutenant de vaisseau von Pflugk-Hartung a dirigé toute l'opération. Le cadavre a été ensuite déposé au poste de police du Zoo comme cadavre « non identifié ». Rosa Luxemburg, très mal en point déjà, a été frappée par Runge dans les mêmes conditions, emportée évanouie et achevée. Son corps, lesté de pierres, a été ensuite jeté dans le canal, qui ne le restituera que des mois après. C'est le lieutenant Vogel qui a dirigé l'opération¹³⁷.

Quelques mois plus tard, en mai 1919, le conseil de guerre condamnera Runge à deux ans et Vogel à deux ans et demi de prison, acquittant von Pflugk-Hartung¹³⁸. Vogel s'évadera grâce à la complicité d'un de ses juges, le lieutenant de vaisseau Canaris¹³⁹, et gagera l'étranger.

Les conséquences du double meurtre sont incalculables. Certes, malgré les efforts de Jogiches et Levi, qui consacrent à l'enquête d'immenses efforts, la responsabilité directe d'aucun dirigeant social-démocrate ne peut être retenue. En revanche, leur responsabilité morale est écrasante : deux jours auparavant, le *Vorwärts* avait publié un véritable appel au meurtre contre « Karl, Rosa et consorts, pas un mort, pas un, parmi les morts »¹⁴⁰, et ce sont des hommes réunis, armés et finalement couverts par Noske et les ministres social-démocrates qui ont perpétré l'assassinat. Scheidemann dira : « Voici que leur propre tactique terroriste les a eux-mêmes frappés ! »¹⁴¹. Entre social-démocrates et communistes allemands, il y a désormais le sang de Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Le jeune parti communiste est privé simultanément de sa meilleure tête politique et de son tribun le plus prestigieux. Rosa Luxemburg et Liebknecht étaient connus de tous les ouvriers allemands, estimés dans tout le mouvement international. Seuls de tous les communistes hors de Russie ils étaient de taille à discuter d'égal à égal avec les dirigeants bolcheviques, à constituer, dans l'Internationale à fonder avec eux, un contrepoids à leur autorité. Par-dessus le marché, les dépositions de Runge et surtout les déclarations du capitaine Pabst tendent à faire peser sur Pieck, épargné par les tueurs, de terribles suspicions, qui nécessiteront une enquête du parti dont les conclusions n'ont pas cessé d'être discutées¹⁴².

Le double meurtre ne creuse pas seulement un fossé entre majoritaires et révolutionnaires. Il convainc également bien des révolutionnaires que leur unique erreur a été de trop temporiser. Il faudra aux détachements isolés de communistes allemands plusieurs mois d'une expérience cruelle pour se persuader que leurs erreurs étaient d'un autre ordre.

¹³⁶Extraits de presse dans E. Hannover-Drück et H. Hannover, *Der Mord an Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht*, pp. 35-45.

¹³⁷*Ibidem*, pp. 45-58.

¹³⁸*Ibidem*, p. 116 ; dossier du procès, pp. 59-120.

¹³⁹*III. Gesch.*, p. 305. Cet officier, qui avait joué un rôle dans la répression des marins révolutionnaires en 1917, devait être couvert par ses chefs. Amiral, il deviendra sous le III^e Reich le chef de l'Abwehr.

¹⁴⁰*Vorwärts*, 13 janvier 1919, fac-similé du poème « Das Leichenhaus », *III. Gesch.*, p. 331.

¹⁴¹Scheidemann, *Memoiren*, II, p. 348.

¹⁴²Nollau, *The Communist International*, p. 332, avec une déclaration de Pabst à l'auteur, datée du 30 novembre 1959; E. Wollenberg (*Der Apparat*, pp. 76-78) est l'une des sources de la version selon laquelle Hans Kippenberger, responsable de l'enquête, aurait payé de sa vie, lors des procès de Moscou, les informations recueillies contre Pieck à cette occasion.

II^e partie : Essai de définition du rôle d'un parti communiste

XIII. L'ère de Noske

Les combats de janvier à Berlin terminent la première phase de la révolution, celle des illusions démocratiques, comme disait Rosa Luxemburg, ou, si l'on préfère, celle de la croyance en la transition pacifique vers le socialisme. Deux mois de gouvernement social-démocrate n'ont réglé aucun des problèmes que se posent les travailleurs, réalisé aucun de leurs espoirs. La paix certes est revenue. On meurt pourtant dans toutes les villes d'Allemagne. On a froid et faim comme au plus dur de la guerre. Le suffrage universel n'a par lui-même réglé aucune des difficultés économiques. Épuisée par la tension des années de guerre, ravagée par les secousses de la défaite et de la révolution, la machine semble s'effondrer. Les usines ferment et le chômage s'étend : 180 000 chômeurs en janvier à Berlin, 500 000 en mars. Il n'y a plus assez de cargos ni de wagons pour transporter des vivres qu'il faudrait acheter, mais qu'on ne peut payer. Le marché noir continue de fleurir, enrichissant les trafiquants, mais corrompant toutes les couches sociales. Un monde s'effondre qu'aucune phrase ne peut ressusciter. Qui va lui succéder ?

La classe ouvrière a vu lui échapper une victoire qu'elle croyait tenir. Derrière ceux qui étaient ses chefs reconnus, certains désignent du doigt le visage même de ses pires ennemis. L'ère des promesses et de la croyance en un avenir facile s'évanouit. On est de nouveau dans la guerre - une autre forme de guerre -, on la subit ou on la mène. Parmi les travailleurs, on ne croit plus aux arbres de la liberté ni aux embrassades générales. On ne croit plus à rien, ou l'on prend un fusil. Contre les plus farouches de ces combattants ouvriers qui vivent leur apocalypse, se dressent le patronat, le corps des officiers et ces soldats de métier qui ont choisi le métier de la guerre civile, ces hommes sans espoir qui ne savent qu'obéir et se battre, ces « réprouvés », produits, eux aussi, de quatre années de guerre.

Tel est le premier volet du tableau. L'autre, c'est que les luttes ouvrières changent de caractère à partir de janvier : moins de manifestations et de défilés, mais des grèves plus dures. Moins de mots d'ordre politiques, mais des revendications économiques fondamentales. Les travailleurs continuent, ici ou là, à se battre les armes à la main, soit parce qu'ils veulent encore s'en prendre à la presse, soit parce qu'on tente de les désarmer. jour après jour, cependant, semaine après semaine, les troupes d'assaut révolutionnaires s'amenuisent sous le poids de la défaite et de la désillusion ; les assauts s'éparpillent alors même que grandit la conscience qu'une lutte d'ensemble dirigée et coordonnée par un centre unique pourrait seule venir à bout de la détermination des classes possédantes. Mais, dans une situation où son intervention aurait été décisive et où il pouvait trouver tous les éléments d'une construction rapide, le parti communiste est pratiquement absent.

L'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxemburg n'est pas le seul coup qu'il ait reçu. Franz Mehring ne survit que quelques semaines au double assassinat ; sa santé altérée n'a pas résisté au choc¹. Au même moment, Johann Knief, tuberculeux depuis les années de guerre, s'alite : il mourra en avril, après une longue agonie clandestine². Radek, traqué par toutes les polices, est arrêté le 12 février, peut craindre pendant plusieurs jours pour sa vie, mais obtient finalement la protection d'une cellule de prison et le prestige de l'homme par qui l'on peut ouvrir une discussion avec les Russes³. Leo Jogiches qui, une fois de plus, tente de rassembler des débris de l'organisation, échappe pendant plus de deux mois à la police qui le traque. En mars pourtant, il est arrêté et abattu, sous prétexte, lui aussi, de « tentative de fuite »⁴. Eugen Léviné, rescapé du massacre des défenseurs de l'immeuble du *Vorwärts* en janvier, organisateur et tribun, partout sur la brèche, est dépêché en Bavière par la centrale et, après l'écrasement de la république des conseils de Munich, pris, jugé condamné à mort et fusillé⁵.

Pour diriger ces combats politiques aussi bien que militaires, faire le coup de feu contre les corps francs, dénoncer parmi les travailleurs parti majoritaire et dirigeants syndicaux, il n'y a pas d'organisation centralisée ni même homogène, seulement des groupes, des individus, voire des tendances. Une nouvelle direction des luttes émerge, qui ne compte pas dans ses rangs de communistes. Les efforts des délégués révolutionnaires berlinois sont relayés et élargis par ceux qu'accomplissent dans les autres régions industrielles d'autres militants, comme eux en général cadres syndicaux et membres du parti social-démocrate indépendant. Lors du congrès des conseils de décembre, les contacts se sont resserrés autour des Berlinoises avec des hommes qui sont les dirigeants reconnus de larges secteurs ouvriers d'avant-garde, Otto Brass, du syndicat des métallos, de la Ruhr, Wilhelm Koenen, de Halle⁶. Dans la Ruhr et en Allemagne centrale, les conseils ouvriers ont eu dès le début un caractère moins proprement politique que dans le reste du pays, mais peut-être aussi une base plus large. Ils ont en tout cas conservé leur rôle au centre de l'activité ouvrière et c'est d'eux que partent les revendications économiques. Au cours de la deuxième phase de la révolution, c'est la lutte pour la socialisation qui entraînera dans la grève, puis le combat armé, des centaines de milliers d'ouvriers, social-démocrates compris.

La vague de janvier.

L'historien ouest-allemand Eberhard Kolb caractérise janvier comme le mois des « putschs communistes »⁷. Affirmation très répandue, mais discutable. Les putschs de janvier, dans l'Allemagne entière, ne constituent des putschs véritables que si l'on admet que le soulèvement berlinois en était un. La plupart du temps en effet l'action des militants révolutionnaires présente les mêmes caractères que celle de Berlin : offensive limitée, à moitié engagée, souvent inspirée par un réflexe de défense, elle

1 Il se meurt le 29 janvier 1919 (*III. Gesch.*, p. 519).

2 Bock (*op. cit.*, p. 432) précise qu'il mourut le 6 avril 1919 des suites d'une opération d'appendicite.

3 Radek, November..., *passim*.

4 *III. Gesch.*, p. 367.

5 Condamné le 4, il est exécuté le 6 juin 1919 (*El. Gesch.*, p. 396).

6 *Vorwärts und...*, p. 397.

7 Kolb, *op. cit.*, p. 315.

tient plus du geste de colère que du complot et se résume le plus souvent à des manifestations armées et à des tentatives d'occupation de journaux social-démocrates ou réactionnaires. Engagée tantôt pour soutenir les révolutionnaires berlinois et tantôt pour protester contre la répression qui les frappe, elle tourne court, brisée généralement par l'action des autorités locales social-démocrates et la seule intervention des forces de police ordinaires ou des milices bourgeoises.

A Dresde, le 9 janvier, une manifestation révolutionnaire qui se dirige vers les locaux du journal social-démocrate est dispersée par la police. Le 10, nouvelle manifestation, en force cette fois, et la police tire, faisant quinze morts dans les rangs des manifestants⁸. Le surlendemain, toutes les activités du K.P.D. (S) sont interdites⁹. A Stuttgart, le 10, manifestation armée, occupation des locaux du *Neue Tageblatt* et publication d'un organe révolutionnaire : le lieutenant Hahn, élu des conseils de soldats, placé par les social-démocrates à la tête de la police, fait arrêter pour « complot » tous les dirigeants communistes du Wurtemberg : Edwin Hoernle, Fritz Rück, Willi Münzenberg, Albert Schreiner¹⁰. A Leipzig, les communistes ont pris la tête de manifestations de chômeurs, occupé l'imprimerie d'un journal pour y tirer des tracts. Le conseil des ouvriers et des soldats, à forte majorité indépendante, condamne leur action et leur fait évacuer les lieux¹¹. A Duisburg, le communiste Rogg, président du conseil des ouvriers et des soldats, a autorisé et couvert la saisie d'un journal social-démocrate : il est désavoué par le conseil et révoqué¹².

Ailleurs, la partie se termine par un match nul, au moins provisoirement. A Hambourg, une manifestation des révolutionnaires aboutit au sac du *Hamburger Echo*, le 9 janvier. Le lendemain, alors que se déroule une puissante contre-manifestation social-démocrate, des éléments de la police arrêtent le président du conseil local, Laufenberg, et il faut l'intervention de la milice ouvrière pour arracher sa libération. Le 11, heurt entre deux manifestations, et bataille rangée place de l'Hôtel de Ville entre manifestants social-démocrates et miliciens « rouges ». Laufenberg doit promettre la réélection prochaine du conseil au suffrage universel¹³. A Halle, chacun des camps semble successivement près de l'emporter. L'armée a réoccupé les casernes, et le conseil des ouvriers et des soldats se fait protéger par une milice organisée autour des marins rouges de Meseberg. Les échanges de coups de feu sont quotidiens. Le 12, les soldats tentent un coup de main contre la « Kommandantur rouge » : ils sont repoussés. Le 16, ils arrêtent Meseberg, mais doivent le remettre en liberté le lendemain sous la menace des mitrailleuses de Ferchlandt, qui commande la garde rouge¹⁴.

La prise du pouvoir par les éléments révolutionnaires ne se produit qu'à Düsseldorf et à Brême. A Düsseldorf, c'est la milice ouvrière, appelée « régiment de sécurité », qui prend l'initiative pendant la nuit du 9 au 10 janvier, occupe les points stratégiques, arrête les principaux contrerévolutionnaires. Le conseil élit un exécutif de cinq membres présidé par l'indépendant Karl Schmidt, tandis que le communiste Seidel prend en mains la police¹⁵. A Brême, le conseil ouvrier a été réélu le 6 janvier. Les indépendants ont 8 520 voix et 58 élus, les social-démocrates 14 680 et 113 élus, les communistes 7 190 voix et 57 élus. Indépendants et communistes détiennent donc de justesse la majorité absolue. Les social-démocrates refusent de siéger¹⁶. Après des négociations fiévreuses entre dirigeants, au terme d'une manifestation de rues, l'indépendant Frasunkiewicz proclame la république des conseils sur le territoire de Brême. Un exécutif est désigné, formé de neuf commissaires du peuple, dont quatre communistes¹⁷. Dès le 14, la milice ouvrière doit intervenir pour réprimer une tentative de putsch appuyée par le président du conseil des soldats. Le nouveau gouvernement révolutionnaire laisse se dérouler, le 19, les élections à la Constituante, mais durcit son attitude devant les menaces d'intervention armée : le communiste Breitmeyer prend la tête de la police¹⁸, le conseil envoie les communistes Jannack et Karl Becker prendre respectivement contact avec les autorités révolutionnaires de Leipzig et Hambourg pour leur demander secours¹⁹. Noske, qui vient d'apprendre que les mineurs de la Ruhr menacent de se mettre en grève si les corps francs attaquent Brême, décide de prendre le risque : en quarante-huit heures, la division Gerstenberg reprend la ville, faisant une centaine de victimes. Le 4 au soir, l'ordre de Noske règne à Brême²⁰.

Les mineurs de la Ruhr entrent en grève.

Effectivement, à quelques jours près, la jonction pouvait s'effectuer entre Brême et la Ruhr, où l'agitation n'a cessé de grandir depuis novembre, où grèves et incidents se multiplient. A la fin de décembre, des éléments révolutionnaires, indépendants de gauche ou communistes, ont pris la majorité dans plusieurs villes, à Hamborn, Mülheim, Oberhausen notamment²¹. Les milices ouvrières s'organisent un peu partout et le premier heurt se produit avec elles devant Hagen, le 9 janvier, obligeant à la retraite le corps franc du capitaine Lichtschlag²².

Ici, c'est la question de la socialisation qui est au centre de l'agitation ouvrière. Le congrès des conseils a décidé qu'il y serait

8 *Ibidem*, pp. 315-316.

9 *Ibidem*, p. 316.

10 *III Gesch.*, p. 376 ; Kolb, *op. cit.*, p. 315.

11 *Ibidem*, p. 299 ; *Vorwärts und...*, p. 411.

12 Kolb, *op. cit.*, p. 315;

13 *Vorwärts und...*, p. 259 ; Comfort, *op. cit.*, p. 54.

14 *Vorwärts und...*, p. 370-371.

15 *Ibidem*, p. 484.

16 *Ibidem*, p. 198.

17 *Ibidem*, p. 199.

18 *Ibidem*, p. 202.

19 *Ibidem*, p. 184.

20 *Vorwärts*, 5 janvier 1919.

21 *III. Gesch.*, p. 314-315.

22 *Ibidem*, p. 115.

procédé rapidement, en commençant par les mines de charbon. Le 11, le conseil des ouvriers et des soldats d'Essen, à l'unanimité, décide d'occuper les locaux du syndicat patronal et d'y installer ses propres commissions de contrôle : il s'agit pour lui des mesures concrètes d'application de la socialisation qu'il a décidée le 10²³. Dans toute la région, les social-démocrates suivent le mouvement, les uns parce que la socialisation est une vieille revendication à laquelle ils tiennent, les autres parce que l'agitation est à son comble et que la tenue même des élections serait compromise s'ils se heurtaient à la majorité ouvrière sur cette question. Le 13 se tient à Essen une conférence régionale des conseils d'ouvriers et de soldats qui approuve l'initiative du conseil d'Essen et désigne une commission chargée de préparer la socialisation des mines²⁴. C'est la « commission des neuf », qui comprend trois social-démocrates, trois indépendants et trois communistes²⁵. Dans un appel commun, les représentants des trois partis invitent les grévistes, ici ou là, à reprendre le travail puisque les mines vont être arrachées aux patrons²⁶. Sur proposition du communiste Hammer, il est décidé de procéder, dans tous les puits, à l'élection de représentants ouvriers afin de construire sur tout le bassin houiller la pyramide des conseils²⁷.

Le gouvernement Ebert fait savoir qu'il approuve les revendications des mineurs, nomme commissaires du Reich en Rhénanie-Westphalie le haut fonctionnaire Röhrig, le magnat vRéglér et le syndicaliste Hué²⁸. Ni Hué ni Limbertz ne dissimulent qu'il s'agit avant tout d'apaiser l'agitation ouvrière dans ce secteur vital²⁹ et, le 19, les élections à l'Assemblée constituante se déroulent normalement dans toute la Ruhr.

Le 19, Noske fait approuver par l'Assemblée une ordonnance organisant provisoirement l'armée, la Reichswehr : le commandement lui en est confié en tant que ministre de la guerre, les sept points de Hambourg sont abrogés, les pouvoirs de conseils annulés, ceux des officiers rétablis³⁰. En même temps, il a préparé la contre-offensive et la liquidation des conseils³¹. Le 27 au soir, ceux de Wilhelmshaven, que dirige un jeune instituteur communiste envoyé de Brême, Jörn, sont écrasés par un corps d'élite, la brigade de marine du capitaine Ehrhardt³². La division Gerstenberg - corps franc de 3 000 hommes - se met en marche dans la direction de Brême³³. L'émotion est immense sur le littoral et, dans tous les conseils, les représentants social-démocrates majoritaires participent aux protestations : le quotidien social-démocrate de Hambourg prend position contre son propre exécutif en dénonçant le danger du moment :

« Le militarisme prussien est sur le point de recevoir le pouvoir l'aide duquel il peut étrangler toute la révolution »³⁴.

L'exécutif du conseil de Hambourg vote à une forte majorité la mobilisation - armement du prolétariat compris - et le « soutien de Brême par tous les moyens militaires »³⁵. Les troupes de Gerstenberg sont à Brême le 3 ; elles ont terminé le désarmement des milices ouvrières le 5. Le 9, c'est au tour de Bremerhaven de tomber³⁶. Le parti social-démocrate de Hambourg renonce à la résistance. Mais à peine la république des conseils de Brême est-elle liquidée que la Ruhr tout entière se remet en mouvement.

Le 6 février, la conférence régionale des conseils confie à Karski - que la centrale du K.P.D. (S) vient d'envoyer dans la Ruhr - la tâche de conseiller de la commission des neuf³⁷. Le 7, le conseil des soldats du 70 corps d'armée, qui siège près de Munster, s'élève des rumeurs selon lesquelles les magnats du charbon auraient conclu un accord avec Noske et versé des sommes importantes pour la « reconquête » de la région minière par les troupes du général von Watter : il décide de ne pas reconnaître l'ordonnance du 19 janvier et de se proclamer autorité suprême dans la région³⁸. Sur ordre de Noske, von Watter envoie à Munster le corps franc Lichtschlag³⁹. Les membres du conseil des soldats sont arrêtés et un nouveau conseil « élu ». Le corps franc marche ensuite sur Hervest-Dorten, où un notable vient d'être assassiné, et s'en empare le 15, après un bref combat qui fait trente-six morts du côté des défenseurs⁴⁰. Le président du conseil ouvrier, le communiste Fest, accusé du meurtre sans la moindre vraisemblance, est abattu par les soldats qui l'avaient arrêté⁴¹. Dans l'intervalle, le 14, une nouvelle conférence régionale, à Essen, a menacé de déclencher la grève générale si les troupes du général von Watter n'étaient pas retirées de la région minière⁴². Le meurtre de Fest et l'action de Lichtschlag précipitent les événements. Une conférence, réunie d'urgence à Mülheim, des délégués des conseils les plus radicaux lance le 16 le mot d'ordre de grève générale⁴³.

23Von Cœrtzen, *op. cit.*, p. 213.

24Spethmann, *op. cit.*, pp. 149 sq. ; *III. Gesch.*, pp. 313 sq.

25Ibidem, Von Cœrtzen, *op. cit.*, p. 113 ; l'appel de la « commission des neuf » pour la socialisation, dans *Dok. u. Mat.*, II/3, pp. 56-58.

26Dok. u. Mat., II/3, p. 59.

27III. Gesch., p. 317.

28Ibidem, p. 318.

29Voir des citations de leurs discours, *ibidem*, p. 318.

30Texte dans G. Ritter et S. Miller, *op. cit.*, pp. 188-190.

31Noske, *op. cit.*, pp. 78-79. 32.

32III. Gesch., p. 341.

33Ibidem, p. 342.

34Hamburger Echo, 31 janvier 1919, cité par Comfort, *op. cit.*, p. 70.

35Ibidem, p. 70.

36Ibidem, pp. 345-346.

37III. Gesch., p. 320.

38Ibidem.

39Ibidem, p. 321.

40Ibidem, pp. 320-321.

41Ibidem, p. 322.

42Ibidem, p. 321-322.

43Ibidem.

Les social-démocrates, dirigés par Limbertz, contre-attaquent à la conférence d'Essen, le 19 février. Ils exigent avant tout débat le désaveu de la conférence de Mülheim. Battus, ils quittent la salle⁴⁴. Les 170 délégués restants, dont 28 social-démocrates, votent pour la grève générale jusqu'au retrait des troupes. Le même jour, il y a dix-neuf morts à Elberfeld, deux à Essen⁴⁵. Le 20, on se bat dans toute la région, à Gelsenkirchen, Bochum, Bottrop, où il y a soixantedouze morts⁴⁶. La situation est très confuse. Le revirement de dernière heure des social-démocrates, l'intervention des troupes donnent à la répression l'avantage de la surprise. Il y avait 183 000 grévistes le 20, il n'y en a plus que 142 000 le 22. Les dirigeants régionaux des conseils, notamment l'indépendant Baade, jugent plus sage d'accepter les ouvertures du général von Watter, qui déclare se contenter du désarmement des milices ouvrières et de la reprise du travail. Les négociations, conduites à Munster, aboutissent : la fin de la grève est proclamée, l'armistice conclu. Quarante-huit heures après, le général von Watter le déclare rompu par les ouvriers, et le corps franc Lichtschlag reprend l'offensive⁴⁷. L'élan des ouvriers de la Ruhr est pour le moment brisé.

La vague rebondit ailleurs. Le 21 février, Kurt Eisner, le dirigeant indépendant des conseils de Bavière, est assassiné par un jeune officier⁴⁸. En apprenant la nouvelle, le conseil d'ouvriers et de soldats de Mannheim, que dirige l'indépendant Hermann Remmele et le communiste Stolzenburg, proclame la république des conseils⁴⁹. A Leipzig, la majorité du conseil passe aux mains des indépendants de gauche, et Curt Geyer remplace Seger à la présidence⁵⁰. Et surtout, le 24 février, la grève générale éclate en Allemagne centrale.

La grève générale.

Depuis décembre, les indépendants de gauche de l'Allemagne centrale, Koenen, Bernhard Düwell, les Berlinoises avec Richard Müller, les gens de la Ruhr avec Otto Brass, ont tenté de coordonner leur action⁵¹. En fait, ils n'y parviendront pas et ne pourront réaliser le mouvement d'ensemble projeté, en l'absence d'une organisation révolutionnaire solide.

Le mouvement d'Allemagne centrale est pourtant remarquable par les efforts d'organisation et l'obstination lucide de ses dirigeants, les indépendants de gauche Wilhelm Koenen et Bernhard Düwell. Ils parviennent à rassembler autour du noyau des mineurs l'ensemble des corporations ouvrières décisives de la région, cheminots, ouvriers de l'industrie chimique, dont ceux de la Leuna où le frère de Wilhelm Koenen, Bernhard, préside le conseil ouvrier.

En janvier, ils ont réussi à organiser un conseil ouvrier régional provisoire qui, le 17, décide de placer sous son contrôle l'exploitation des mines de la région de Halle⁵². Le 27, les élections aux conseils ont lieu dans tous les puits. Le 29 se tient une conférence des conseils du district, où Wilhelm Koenen présente un rapport sur la socialisation⁵³. Ainsi, pour eux, se prépare la jonction entre les travailleurs de la Ruhr et ceux de l'Allemagne centrale.

Le signal de l'action - la grève générale - devait être donné par le congrès des conseils, dont la convocation était primitivement prévue pour février, et qui, seul, aurait eu l'autorité nécessaire pour un tel mouvement d'ampleur nationale⁵⁴. Mais le renvoi de ce congrès sous la pression des social-démocrates, les initiatives des corps francs et du général von Watter dans la Ruhr vont modifier ce plan. Et c'est au terme de la grève dans la Ruhr, au moment où les représentants de la conférence d'Essen se préparent à négocier que, réunis à Halle, les délégués des conseils d'Allemagne centrale lancent le mot d'ordre de grève générale à partir du 24 février et appellent les ouvriers berlinois à les rejoindre⁵⁵. La conférence, élue par les travailleurs de toutes les entreprises importantes et par nombre d'ouvriers de petites entreprises, est composée pour une moitié d'indépendants, communistes et majoritaires se partageant le reste à égalité⁵⁶. L'objectif essentiel est la « socialisation par le bas », la « démocratisation de l'entreprise »⁵⁷. La grève est presque totale dans le district de Halle dès le 24, et le 25, elle s'étend à la Saxe⁵⁸ : à Leipzig, les travailleurs consultés ont donné 34 012 voix pour, 5 320 contre⁵⁹. Curt Geyer, à la tête du « comité restreint des cinq », fait occuper les points stratégiques par les milices ouvrières qui s'apprentent à défendre la « république des conseils » et la grève⁶⁰. Le 26 février, social-démocrates et éléments bourgeois répliquent par une « contre-grève » : fonctionnaires, médecins, commerçants, arrêtent le travail à leur tour⁶¹. C'est à ce moment que Noske ordonne au général Maercker de rétablir l'ordre à Halle, afin de frapper le cœur du mouvement gréviste en train de faire tache d'huile⁶² : les résultats des élections au conseil ouvrier du Grand Berlin montrent en effet que la grève risque de s'étendre à la

44Ibidem, p. 322-323.

45Ibidem, p. 323.

46Ibidem, p. 324.

47Ibidem, p. 326.

48Ibidem, p. 326.

49Vorwärts und..., pp. 515-518, 536.

50Kolb, *op. cit.*, p. 299.

51Ibidem, p. 125.

52Von Cœrtzen, *op. cit.*, p. 136.

53Ibidem, pp. 136-137.

54Ibidem, p. 86, n. 2.

55III. Gesch., p. 373.

56III. Gesch., p. 373.

57Ibidem, Von Cœrtzen, *op. cit.*, p. 143.

58Résolution des conseils de Leipzig dans *Dok. u. Mat.*, II/3, p. 200.

59Ibidem, p. 201.

60Kolb, *op. cit.*, p. 299.

61Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 226.

62Ibidem, pp. 226-227.

capitale, où indépendants et communistes détiennent ensemble la majorité⁶³. Les 3 500 chasseurs de Maercker sont à Halle au matin du 1^{er} mars. Immédiatement submergés, menacés d'être dispersés et désarmés dans la foule, il se retranchent dans les casernes⁶⁴. Le lendemain, un officier, reconnu en civil dans la rue alors qu'il effectuait une mission de renseignement, est lynché par la foule. Maercker donne l'ordre d'abattre sur place quiconque tente de résister⁶⁵. Wilhelm. Koenen échappe de justesse à un enlèvement nocturne⁶⁶. Karl Meseberg est moins heureux : il est arrêté par les chasseurs et disparaît. On retrouvera son cadavre le 19 : lui aussi a été abattu « au cours d'une tentative de fuite ». Depuis le 5 mars, la grève bat de l'aile Le 7, elle est terminée⁶⁷.

Or, à cette date, le mouvement vient de se déclencher à Berlin. Déjà, le 21 février, la centrale du K.P.D. (S) dans un appel publié dans *Die Rote Fahne*, avait invité les ouvriers à se rassembler, dans les usines, dans des meetings et si possible des manifestations, afin d'exprimer leur opposition à l'intervention des corps francs dans la Ruhr⁶⁸. Le 27 février, les ouvriers des entreprises d'Etat de Spandau appelaient à une grève de solidarité avec les ouvriers d'Allemagne centrale sur un programme de revendications minimales allant des augmentations de salaires à l'institution d'un tribunal révolutionnaire pour juger les chefs militaires et à l'élection immédiate de conseils d'usine⁶⁹. Le 28 se réunit l'assemblée générale des conseils ouvriers de Berlin : sous la pression d'une délégation comprenant des représentants, membres des trois partis, des ouvriers de l'A.E.G. d'Hennigsdorf⁷⁰, elle commence à discuter de l'éventualité d'une grève générale de solidarité avec les grévistes d'Allemagne moyenne et du nord, mais est vite interrompue sous la pression des social-démocrates⁷¹. Elle élit avant de se séparer un nouveau conseil exécutif : les indépendants recueillent 305 voix, les majoritaires 271, le K.P.D. (S) 99 et les démocrates 95 : sept indépendants, sept socialistes, deux communistes et un démocrate sont élus au conseil exécutif⁷². Le nouvel exécutif, où indépendants et communistes ont ensemble la majorité, se retrouve en face du problème de la grève générale dont il est certain qu'elle n'a de chances d'aboutir que si les social-démocrates s'y rallient. Ces derniers s'efforcent d'empêcher la classe ouvrière berlinoise de se lancer dans l'action tant au moyen de propositions que de mises en garde : le 1^{er} mars la fraction social-démocrate à l'Assemblée nationale présente une résolution exigeant la socialisation ; le gouvernement dépose le 3 un projet en ce sens. Les représentants majoritaires des conseils ouvriers berlinois envoient le 2 une délégation à Weimar, et, le 3, dans le *Vorwärts* ils mettent en garde contre la grève générale⁷³.

Le 3 mars paraît dans *Die Rote Fahne* un appel signé de la centrale du K.P.D. (S), de sa fraction dans les conseils d'ouvriers et de soldats du Grand Berlin, des délégués communistes des grandes entreprises et de la direction du district du Grand Berlin⁷⁴ :

« L'heure est revenue. Les morts se lèvent à nouveau ! »⁷⁵.

Dressant le bilan des mois écoulés, il souligne :

« Les Ebert-Scheidemann-Noske sont les ennemis mortels de la révolution. (...) La révolution ne peut aller de l'avant que sur le tombeau de la social-démocratie majoritaire »⁷⁶.

Dans cette perspective, il appelle les ouvriers berlinois à lancer la grève générale sur les mots d'ordre de réélection des conseils dans toutes les usines, désarmement des bandes contre-révolutionnaires, rétablissement de la liberté de réunion, constitution d'une garde rouge, retrait des troupes de toutes les zones industrielles occupées, libération des prisonniers politiques, arrestation des assassins de Liebknecht et Luxemburg, mise en accusation et jugement des chefs militaires et des dirigeants majoritaires « traîtres à la révolution » et complices des assassinats de janvier, paix immédiate et reprise des relations diplomatiques avec la république des soviets. Les responsables communistes insistent auprès des travailleurs pour qu'ils se réunissent, organisent leur grève, mènent les discussions nécessaires dans les usines mêmes :

« Ne vous laissez pas entraîner à de nouvelles fusillades ! Noske n'attend que cela pour provoquer une nouvelle effusion de sang ! »⁷⁷.

Le même jour, plusieurs assemblées générales des ouvriers de grandes entreprises de la capitale, notamment Knorr-Bremse, de Lichtenberg, votent des résolutions en ce sens. Réunies en même temps que l'assemblée du conseil berlinois, les délégations de Siemens, Spandau, Schwarzkopf, entre autres, décident d'aller ensemble exiger le lancement du mot d'ordre de grève générale. Leur pression sur l'assemblée est décisive : la décision de grève générale est prise à une très large

63III. Gesch., p. 359.

64Ibidem, p. 376, Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 227.

65Ibidem, pp. 228-229.

66Vorwärts und..., pp. 402-403.

67III. Gesch. p. 377.

68Die Rote Fahne, 21 février 1918 Dok. u. Mat., II/3, pp. 181-182.

69Die Rote Fahne, 1^{er} mars 1919; Dok. u. Mat., II/3, p. 202.

70Ibidem, p. 204.

71III. Gesch., p. 359 précise que la réunion s'est terminée à 15 heures, le local devant être libéré pour un bal.

72Ibidem, les élections dans les usines s'étaient déroulées avec listes concurrentielles et non sur « accord » et « parité » comme en novembre.

73III. Gesch., p. 359.

74Die Rote Fahne, 3 mars 1919 ; Dok. u. Mat., II/3, pp. 282-286.

75 Ibidem, p. 282.

76Ibidem, pp. 283-284.

77Ibidem, p. 285. Noske était revenu dans la nuit du 1^{er} au 2 mars (Noske, *op. cit.*, p. 101).

majorité, entraînant la presque totalité des délégués social-démocrates⁷⁸. La résolution adoptée réclame la reconnaissance des conseils, l'exécution des sept points de Hambourg, la libération des détenus politiques et d'abord de Ledebour, la levée de l'état de siège, l'arrestation de toutes les personnes liées aux meurtres politiques, l'organisation d'une garde ouvrière, la dissolution des corps francs, la reprise de relations politiques et économiques avec le gouvernement soviétique⁷⁹. Le conseil exécutif décide que la grève sera étendue à tous les journaux, à l'exception d'un organe d'information publié sous sa propre responsabilité⁸⁰.

Dès le lendemain pourtant, les représentants communistes se retirent du conseil qui fait fonction du comité de grève. Malgré leurs protestations, en effet, Richard Müller a défendu le principe de la participation à la direction du mouvement de délégués majoritaires - qui ont voté la grève -, au nom du respect de la démocratie. Le 4, parlant pour la fraction communiste Herfurt⁸¹ déclare :

« La grève générale est dirigée contre le gouvernement dirigé par le S.P.D. et contre sa politique. Prendre les représentants de cette politique dans la direction de la grève signifie trahir la grève générale et la révolution. Les conséquences de cette trahison sont manifestes aujourd'hui, où presque toute la presse contrerévolutionnaire paraît, en particulier le *Vorwärts*, tandis que la presse révolutionnaire ne paraît pas. Le parti communiste d'Allemagne refuse de porter, de quelque façon que ce soit, la responsabilité de cette trahison. Pour manifester sa plus énergique protestation, il retire ses membres du conseil exécutif »⁸².

Dès le 3 mars, jour de la proclamation de la grève, le gouvernement prussien, en vue « de protéger la population laborieuse du Grand Berlin des entreprises terroristes d'une minorité et de lui éviter la famine », a proclamé l'état de siège⁸³. Investi des pouvoirs civils et militaires, Noske interdit toute réunion publique en plein air, toute manifestation ou défilé, ainsi que la parution de nouveaux journaux, prévoit que toute infraction sera réprimée par les armes et passible des tribunaux militaires⁸⁴. Dans la nuit du 3 au 4 mars, des incidents éclatent dans plusieurs quartiers de Berlin entre policiers et ouvriers⁸⁵. Plusieurs pillages de magasins se produisent, dans lesquels les révolutionnaires et les grévistes vont dénoncer l'oeuvre de provocateurs⁸⁶. Au matin du 4, tenant un prétexte, Noske donne aux corps francs l'ordre de marcher sur Berlin⁸⁷.

Le 4, une foule énorme se rassemble au début de l'après-midi sur la place Alexandre à proximité de la préfecture de police : la colère y monte rapidement quand parviennent les nouvelles des Incidents de Spandau : les corps francs ont désarmé les soldats qui gardaient le dépôt de mitrailleuses et des fusillades se sont produites⁸⁸. Un détachement des corps francs de von Lüttwitz tente de pénétrer dans la foule : l'officier qui le commande est malmené, et les chars d'assaut interviennent, tirant sur la foule pour faire évacuer la place : c'est « une effroyable boucherie »⁸⁹. Au conseil exécutif, Richard Müller, au nom des grévistes, se désolidarise des fauteurs de trouble et des auteurs de pillage. Le parti communiste, par tract, met en garde contre les tentatives de dévoyer le mouvement et de l'entraîner dans la voie des « putschs militaires »⁹⁰.

La situation s'aggrave encore le 5 mars, à la suite de l'intervention des corps francs contre un détachement de la division de marine à la gare de Lehrt. Une délégation des marins se rend à la préfecture de police, réclame la garde du bâtiment, qu'elle considère comme une garantie. Von Lüttwitz refuse. L'un des parlementaires, Rudolf Klöppel, est tué en sortant d'une balle dans le dos. L'incident est décisif : les marins, dans leur majorité, se retournent contre les corps francs et entament la lutte l'arme au poing, certains distribuant à la foule les stocks d'armes à leur disposition⁹¹. Le 6, les troupes de von Lüttwitz, chars d'assaut, mitrailleuses, mortier et artillerie, lancent l'assaut contre le Marstall et le bâtiment de la division marine⁹². Le parti communiste, par tract, souligne que les combats armés sont le fait des marins et de certaines unités de la défense républicaine qui ont en janvier, frappé les travailleurs dans le dos :

« Nous luttons pour le socialisme et contre le capitalisme, et leurs chefs luttent pour leurs postes militaires contre leurs employeurs avec qui ils se sont brouillés. C'est tout cela et plus encore qui nous sépare d'eux. Entre eux et nous n'existe aucune solidarité politique »⁹³.

78 *III. Gesch.*, p. 360.

79 *Dok. u. Mat.*, p. 389.

80 *III. Gesch.* p. 360. Le premier numéro parut le 4 mars sous le titre *Mitteilungsblatt des Vollzugsrats der Arbeiter und Soldatenräte Gross-Berlins*.

81 A l'époque, un des dirigeants gauchistes du K.P.D. à Berlin. Il passera dans l'opposition, puis au K.A.P.D. gauchiste et à la Ligue des communistes de Laufenberg, avant d'être démasqué comme provocateur au service de la Reichswehr (*Freiheit*, 25 mars 1921).

82 *Dok. u. Mat.*, p. 291.

83 Noske, *op. cit.*, p. 103.

84 *Ibidem*, p. 104.

85 *III. Gesch.*, p. 361. Noske va jusqu'à parler de « trente-deux postes de police attaqués » (*op. cit.*, p. 105).

86 Benoist-Méchin attribue ces pillages à « des éléments douteux » mais déclare peu probable l'intervention de « provocateurs » (p. 234). Thèse inverse dans *III. Gesch.*, p. 362.

87 Noske, *op. cit.*, p. 106.

88 *III. Gesch.* p. 363.

89 Benoist-Méchin, *op. cit.*, I, p. 236.

90 *Dok. u. Mat.*, II/3, p. 292.

91 *III. Gesch.*, p. 362 ; Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 237.

92 *Ibidem*, pp. 237-239.

93 Tract mentionné par *III. Gesch.*, p. 362, reproduit dans Noske, *op. cit.*, p. 110. L'historien soviétique V. F. Chelike (p. 187) assimile l'attitude de la centrale du K.P.D.(S) et de Paul Levi au cours des journées de mars à Berlin à celle des communistes de Munich, que ce dernier devait traiter de « putschistes » ; mais les textes qu'il cite ne sont pas convaincants par rapport à l'ensemble de ceux qui sont connus par ailleurs (« Natchalo Martovskikh boev 1919 v Berlina », *Nojabr'skaja Revoliutsija*, pp. 169-198). Rappelons (cf. note 21) que le représentant

Le même jour, l'assemblée du conseil des ouvriers connaît d'orageux débats. Les indépendants proposent de durcir la grève en l'étendant à la fourniture de l'eau, du gaz et de l'électricité. Les délégués socialdémocrates s'y opposent violemment : mis en minorité, ils quittent l'assemblée, démissionnent du comité de grève, lancent un appel à la cessation de la grève qu'ils diffusent par tracts et affiches⁹⁴. La commission des syndicats de Berlin, dominée par les majoritaires, prend position dans le même sens. Les uns et les autres dénoncent une mesure qu'ils jugent « aventuriste », dont ils disent qu'elle ne frappera que les quartiers ouvriers et qu'elle y rendra la grève impopulaire. La majorité est réduite. Richard Müller, à son tour, démissionne du comité de grève⁹⁵. La riposte des troupes de von Lüttwitz est immédiate : ils occupent les centrales qui alimentent les quartiers bourgeois et y font rétablir le service par les soins de l'organisation de briseurs de grève, la *Technische Nothilfe* ⁹⁶. La grève est vaincue, aussi bien par Noske que par la défection des socialdémocrates. Le 7, l'assemblée générale des conseils se déclare favorable à la reprise du travail à cinq conditions : pas de sanction pour faits de grève, libération des détenus pour faits de grève, évacuation des usines occupées militairement, retrait des corps francs de Berlin, levée de l'état de siège et dissolution des tribunaux militaires d'exception⁹⁷.

Le 8 au matin, les combats ont cessé à peu près partout marins et francstireurs ouvriers ont été chassés du centre de la capitale où ils ont pendant quelque temps tirailé des toits. Le comité de grève, admettant la défaite, lance l'ordre de reprendre le travail sans conditions, après des pourparlers infructueux avec Noske⁹⁸. Le dernier secteur où l'ordre ne soit pas complètement rétabli est celui de Lichtenberg, et des bruits alarmants ont déjà circulé sur le sort de sa garnison. Dans la matinée du 9 mars, la rédaction berlinoise de la *Berliner Zeitung am Mittag* est prévenue par un haut fonctionnaire militaire que la direction de la police de Lichtenberg a été prise d'assaut et ses soixante-dix occupants sauvagement massacrés. Comme le rédacteur en chef hésite à publier une telle nouvelle, il reçoit un second coup de téléphone du conseiller Doyé, un des principaux fonctionnaires du ministère de l'intérieur, qui confirme l'information et demande sa publication immédiate, au besoin dans une édition spéciale. La vérité est que cinq policiers ont trouvé la mort au cours de bagarres de rue⁹⁹. Mais Noske saisit l'occasion tendue et vraisemblablement bien préparée ; il fait placarder sur les murs de Berlin l'avis suivant :

« La brutalité et la bestialité des spartakistes qui luttent contre nous m'obligent à donner l'ordre suivant : toute personne prise les armes à la main dans la lutte contre le gouvernement sera fusillée séance tenante »¹⁰⁰.

Le soir et le lendemain, 10 mars, la presse se déchaîne contre les « assassins ». Le *Vorwärts* déclare que cette décision est « l'unique réplique possible aux atrocités de Lichtenberg »¹⁰¹. La garde montée, dans un ordre du jour, annonce qu'elle fusillera sur place toute personne chez qui on aura trouvé des armes¹⁰². Ainsi orchestré, le véritable massacre, le seul de cette semaine sanglante, commence, perpétré précisément par ceux qui dénoncent celui, imaginaire, de Lichtenberg. Noske admettra dans ses mémoires le chiffre de 1200 victimes civiles¹⁰³ ; les révolutionnaires pensent que le nombre réel était proche de 3 000, dont plusieurs centaines de fusillés sans jugement¹⁰⁴. Le prétendu « massacre de Lichtenberg » a son pendant, malheureusement authentique, lui, dans l'exécution à la mitrailleuse de vingt-neuf marins, arrêtés par surprise au moment où ils venaient chercher leur solde¹⁰⁵. L'exécuteur, le lieutenant Marloh, les a choisis pour « leur air intelligent » parmi plusieurs centaines de prisonniers, après avoir reçu du colonel Reinhard l'ordre d'en fusiller « cent cinquante si nécessaire »¹⁰⁶. Noske écrira :

« Un fait aussi triste ne pouvait se produire que dans une atmosphère saturée de sang »¹⁰⁷.

Dans la masse des victimes anonymes se retrouve Leo Jogiches, arrêté le 10 mars et abattu pour « tentative de fuite » par le brigadier Tamschik, chef de poste de police¹⁰⁸.

La liquidation des derniers foyers.

La Ruhr avait repris le travail au moment où l'Allemagne centrale se mettait en grève. La grève commençait à Berlin quand les ouvriers d'Allemagne centrale revenaient vers les usines et les mines. Au moment même où s'éteignent dans la capitale les derniers combats, la Ruhr entre de nouveau en ébullition.

Dès le début de mars, les social-démocrates qui avaient quitté la commission des neuf aussitôt après les élections lancent une violente campagne contre elle et en particulier contre Karski¹⁰⁹, accusé de la conduire au nom des intérêts bolcheviques à un

de la fraction communiste, le gauchiste Herfurt qui refusa de siéger au comité de grève, était au service de la Reichswehr, ce que l'historien soviétique semble ignorer.

94III. *Gesch.*, p. 364.

95Ibidem.

96Coper, *op. cit.*, p. 241.

97Dok. u. Mat., II/3, pp. 302-303.

98III. *Gesch.*, p. 364.

99III. *Gesch.*, p. 365 ; Benoist-Méchin, *op. cit.*, I, p. 241.

100Noske, *op. cit.*, p. 120, dit que là est la source de la « rumeur », le nombre de victimes ayant été grossi dix fois.

101Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 242. Noske, *op. cit.*, p. 109, ne cite que la deuxième partie de la phrase.

102Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 242.

103Noske, *op. cit.*, p. 110.

104III. *Gesch.*, p. 367. Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 247, estime 10000 le nombre des blessés civils.

105III. *Gesch.*, p. 369.

106Ibidem, pp. 369-371. Le rapprochement est saisissant avec l'épisode de l'exécution des communards sur l'ordre du général de Galliffet.

107Noske, *op. cit.*, p. 110.

108III. *Gesch.*, p. 367.

109Horst Schumacher, *Sie nannten ihn Karski*, pp. 171-172 ; le *Vorwärts* du 4 avril parlera du « bolcheviste russe Dr Karski ».

sabotage des houillères, puisque appelant à la grève au moment même où vient d'être acquis le principe de la nationalisation¹¹⁰. En même temps, gardes bourgeois et corps francs s'emploient à réduire les noyaux ouvriers les plus durs¹¹¹. Mais la température remonte pendant tout le mois de mars, dans les mines et la métallurgie¹¹². Le syndicat des mineurs menace d'exclure ceux qui participeraient à la conférence des conseils convoquée à Essen pour le 30 mars¹¹³. Les 475 délégués, représentant 195 puits, décident, contre huit opposants, et en considération de la trahison du mouvement de janvier par l'organisation syndicale, de fonder une nouvelle organisation, l'Union générale des mineurs. Ils décident à l'unanimité la grève des mineurs le 1^{er} avril sur les revendications mêmes qui étaient celles de la grève berlinoise de mars¹¹⁴. Ils élisent un conseil central de neuf membres, cinq indépendants, dont Teuber, et quatre communistes¹¹⁵. La grève générale se prolongera dans la Ruhr pendant tout le mois d'avril et sera marquée par « une répression simple et sanglante », comme dit Rudolf Coper¹¹⁶. Le 7 avril, le social-démocrate Severing est nommé commissaire du Reich¹¹⁷. Le 9. Lichtschlag fait arrêter les neuf à Essen¹¹⁸. Une vive opposition se manifeste dans toutes les réunions du syndicat des mineurs, le nombre des grévistes augmente, passant de 158 592 au 1^{er} avril à 307 205 le 10, selon le syndicat « majoritaire ». Le 15, les corps francs entrent l'arme au poing dans la salle où se réunit la nouvelle direction clandestine de la grève, tirent sur les délégués qui s'enfuient, arrêtent les autres. Il y a quarante-cinq morts à Düsseldorf, des expéditions punitives contre Hagen et Remscheid, à Dortmund et Bochum, où sont réprimées des émeutes de la faim. La résistance des populations, terriblement touchées, faiblit : il n'y a plus que 128 776 mineurs grévistes le 20 avril, et le mouvement meurt lentement¹¹⁹. Au début mai, l'ordre de Hugenberg, Vögler, Krupp et Thyssen règne à nouveau dans la Ruhr.

Il va bientôt régner sur toute l'Allemagne. Le 6 avril, le gouvernement socialiste a fait arrêter à Magdebourg Alwin Brandes, dirigeant indépendant et deux de ses camarades. Les milices ouvrières, le « régiment de la garde » que dirige Artelt, chef des mutins de Kiel en novembre, riposte en arrêtant deux otages, le ministre Landsberg et le général von Kleist¹²⁰. Les troupes du général Maercker marchent sur la ville qu'elles occupent le 10, dispersant une manifestation ouvrière en faisant sept morts¹²¹, libérant les otages, désarmant les miliciens, arrêtant les dirigeants indépendants¹²².

Le 12, pourtant, elles plient bagage, laissant sur place trois bataillons, et prennent la direction de Brunswick, où le conseil, sous l'impulsion de l'indépendant Sepp Oerter, dispose de milices solides et où vient de se déclencher une grève des cheminots¹²³. Renforcés par la brigade de marine du capitaine Ehrhardt, les chasseurs lancent l'attaque le 17 au matin, et la ville tombe sans résistance¹²⁴. Les principaux dirigeants révolutionnaires sont arrêtés, mais Eichhorn et Dorrenbach, réfugiés à Brunswick au lendemain des journées de janvier, échappent pour la seconde fois aux corps francs¹²⁵.

Bientôt va venir le tour de la Saxe ouvrière. Le 12 avril, une manifestation de mutilés de guerre, à Dresde, dégénère en violences : Neuring, l'ancien président du conseil des ouvriers et des soldats de la ville, ministre de la guerre du gouvernement saxon, refuse de discuter de leurs revendications avec une délégation qui comprend un communiste. Il est lynché et jeté à l'Elbe¹²⁶. Noske proclame l'état de siège¹²⁷. De Magdebourg, le général Maercker envoie le lieutenant-colonel Faupel, avec 1500 hommes, mais ce dernier va se contenter de tenir fermement Dresde, car il estime ses effectifs insuffisants¹²⁸. Son arrivée provoque le durcissement des dirigeants de Leipzig : sous la poigne énergique d'un « comité des cinq », qu'animent Curt Geyer et son camarade de parti le syndicaliste Arthur Lieberasch, ils se préparent à une résistance qui prévoit la proclamation de la grève générale à la première attaque¹²⁹. Leipzig, que l'on dit protégée par 60 000 miliciens ouvriers armés, est parfaitement calme¹³⁰. *Die Rote Fahne* et la centrale du K. P. D. (S) y ont cherché refuge. Le 10 mai, estimant le danger écarté, les « cinq » annoncent la levée du dispositif d'alerte. La nuit suivante, les chasseurs de Maercker entrent par surprise et occupent la ville, où ils brisent énergiquement la grève générale de protestation¹³¹. Sur leur élan, ils prennent Eisenach le 19 mai¹³² et réussissent à y capturer Dorrenbach, qui sera abattu à la prison de Moabit, dans les mêmes conditions que Jogiches

110*III. Gesch.*, p. 327.

111*Ibidem*, pp. 328-329.

112*Ibidem*, p. 327.

113*III. Gesch.*, pp. 29-31.

114*Dok. u. Mat.*, II/3, pp. 343-344.

115*III. Gesch.*, p. 329.

116Coper, *op. cit.*, p. 243.

117*III. Gesch.*, p. 331.

118*III. Gesch.*, p. 332.

119*Ibidem*, p. 333.

120*Ibidem*, p. 378, Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 283.

121*Ibidem*, pp. 286-287.

122*III. Gesch.*, p. 380.

123Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 290 ; Kolb, *op. cit.*, pp. 294-295.

124*III. Gesch.*, p. 381 ; Noske, *op. cit.*, pp. 127-129.

125*III. Gesch.*, p. 381.

126*III. Gesch.*, p. 382 ; Noske, *op. cit.*, pp. 144-145.

127Noske, *op. cit.*, pp. 145.

128Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 342.

129Appel de l'U.S.P.D. de Leipzig à la résistance dans *Dok. u. Mat.*, II/3, pp. 395-398.

130Kolb, *op. cit.*, p. 300.

131*III. Gesch.*, p. 382.

132*Ibidem*, pp. 382-383.

et par le même gardien¹³³. Puis ils réduisent Erfurt, que dirigeait le conseil ouvrier sous l'indépendant Petzold¹³⁴.

A cette date, pourtant, le centre de leur activité s'est tourné vers la Bavière. L'assassinat de Kurt Eisner y avait ouvert une période de confusion extrême, sous l'égide du gouvernement du social-démocrate Hoffmann. Le 7 avril, la république des conseils est proclamée à Munich par une curieuse coalition dans laquelle figurent indépendants, anarchistes et même le ministre majoritaire Schnepfenhorst. Aucune explication entièrement satisfaisante n'a pu être donnée de cette étrange initiative, et la thèse de la provocation ne peut encore être absolument écartée. Les communistes de Munich, récemment réorganisés sous la direction énergique d'Eugen Léviné¹³⁵, dénoncent cette « mascarade », cette « pseudo-république des conseils » sans autre perspective qu'un combat inégal et qui va fournir un opportun prétexte à l'intervention des corps francs.

Il est dans ces conditions difficile de comprendre pourquoi, en riposte à une tentative de putsch contre-révolutionnaire à Munich le 13 avril, les communistes prennent à leur compte la défense du pouvoir des conseils à Munich¹³⁶, alors que les perspectives ne sont pas fondamentalement modifiées par le fait que les communistes se sont assurés la majorité dans les conseils d'usine de la capitale bavaroise. Un comité exécutif, dirigé par Léviné, prend en main l'organisation d'une défense sans espoir¹³⁷. Un succès de P « armée rouge » bavaroise, que dirige le poète Ernst Toller, décide le gouvernement Hoffmann à faire appel aux corps francs. Les révolutionnaires munichois, déchirés jusqu'au dernier moment par des querelles, qu'ils tentent de régler à coups de putsch, se battent avec acharnement contre les hommes du général von Oven, parmi lesquels se distingue la brigade de marine Ehrhardt. Les soldats nettoient au lanceflamme les derniers îlots de résistance¹³⁸.

L'exécution, au cours des dernières heures, de dix conspirateurs monarchistes, et l'arrestation comme otages de plusieurs centaines de notables de la ville sur ordre du jeune commandant communiste de l'armée rouge Rudolf Egelhofer, serviront à alimenter la légende des exécutions massives d'otages par ces nouveaux « Communards », et joueront ici le même rôle que le « massacre de Lichtenberg » à Berlin. Plusieurs centaines de révolutionnaires bavarois sont exécutés sans jugement, dont Egelhofer et Gandorfer, Landauer étant battu à mort. Toller et Mühsam, le poète anarchiste, sont condamnés à de lourdes peines. Quant à Léviné, présenté comme un agent bolchevique, il est jugé par une cour martiale, condamné à mort et fusillé¹³⁹. C'est devant ses juges qu'il prononce la phrase célèbre : « Nous autres, communistes, sommes tous des morts en sursis ! »¹⁴⁰.

Pendant des années, la propagande de la grande presse et de la droite fera de la révolution munichoise l'épouvantail du grand soir où se déchaînent les criminels de droit commun et Munich, bastion de la réaction, sera le berceau du nazisme.

Avec la république des conseils de Munich, la révolution allemande commencée le 7 novembre 1919 semble avoir jeté ses derniers feux. En réalité, c'est toute la vague révolutionnaire d'après guerre qui reflue sans avoir débordé au-delà des territoires des pays vaincus. Avec elle disparaissent les illusions nourries pendant cette période sur la facilité de la prise du pouvoir.

La proclamation pacifique de la république soviétique de Hongrie avec Béla Kun le 21 mars 1919 avait semblé un moment indiquer que la révolution européenne allait s'étendre comme une tache d'huile. Dans l'Autriche couverte de conseils ouvriers où les social-démocrates refusent, eux aussi, de revendiquer le pouvoir pour les conseils et se rallient à l'« Assemblée nationale »¹⁴¹, le parti communiste semble progresser à pas de géant, passant entre mars et mai de 10 000 à 50 000 membres¹⁴² ; une république soviétique slovaque est proclamée¹⁴³. Mais ainsi que l'écrit Yvon Bourdet,

« par leur refus de prendre le pouvoir-, les socialistes autrichiens interrompaient la chaîne de la révolution sociale ; s'ils avaient agi autrement, les trois républiques prolétariennes se seraient réciproquement renforcées et auraient sans doute provoqué un élan révolutionnaire irrésistible qui se serait propagé dans l'Europe entière »¹⁴⁴.

Ni les communistes autrichiens ni les communistes hongrois ne sont même de comprendre cette donnée de fait. Béla Kun - à qui pourtant les communistes russes reprocheront plus tard l'unité réalisée avec les social-démocrates hongrois - tente de forcer à Vienne le cours de l'histoire. A la mi-mai, son émissaire, Ernst Bettelheim, néophyte zélé à l'image des gauchistes allemands, arrive à Vienne, muni de fonds importants et prétendant agir au nom de l'Internationale communiste. Le 26 mai, il obtient d'un comité central élargi la formation d'un « directoire » de trois membres chargé de préparer la prise du pouvoir. Le « comité des soldats révolutionnaires » qu'il inspire prépare l'insurrection pour le 15 juin, terme fixé par la commission d'armistice pour une réduction massive des effectifs des milices ouvrières¹⁴⁵. Mais, le 13, les dirigeants social-démocrates, ayant eu vent du complot, commencent leurs préparatifs préventifs. Otto Bauer, qui est secrétaire d'Etat aux affaires

133Ibidem, p. 368.

134Mitchell, *Revolution in Bavaria*, pp. 305-307.

135Ibidem, p. 309. Le 18 mars, la centrale dirigée par Levi lui avait écrit qu'il fallait absolument éviter tout prétexte à une intervention militaire (lettre de la centrale, *ibidem*, p. 308). Léviné était arrivé à Munich le 5 mars et y avait épuré le parti, le réorganisant sur la base des cellules d'usine et mettant fin à l'étroite collaboration avec les anarchistes menée avant lui sous la direction de Max Levien (*Ibidem*, p. 308).

136Mitchell, *op. cit.*, pp. 318-320 ; Beyer, *Von der Novemberrevolution zur Räterepublik in München*, pp. 93-97.

137Beyer, *op. cit.*, pp. 97-102.

138III. *Gesch.*, p. 396 ; Benoist-Méchin, *op. cit.*, I, pp. 335-337.

139Mitchell, *op. cit.*, pp. 330-331 ; Beyer, *op. cit.*, pp. 136-138.

140Die *Aktion*, 1919, p. 485. Son discours devant le tribunal vient d'être réédité dans *Die Münchner Räterepublik*, témoignages et commentaires, publié sous la direction de Tankred Dorst, pp. 157-167. Ici, p. 167.

141Présentation par Yvon Bourdet de Max Adler, *Démocratie et conseils ouvriers*, pp. 33-35.

142L. Laurat, « Le Parti communiste autrichien », *Contributions à l'histoire du Comintern*, p. 77.

143Ibidem.

144Yvon Bourdet, *op. cit.*, p. 32.

145Laurat, *op. cit.*, p. 77.

étrangères, obtient des Alliés qu'ils renoncent à la clause du désarmement partiel des milices, lequel procurerait à l'insurrection des troupes armées de miliciens redoutant le chômage¹⁴⁶. A l'initiative de Friedrich Adler, le conseil ouvrier de Vienne - où les communistes ne constituent qu'une minorité, le dixième environ - condamne l'insurrection projetée et, le soir même, malgré Bettelheim, le directoire communiste la décommande¹⁴⁷. C'est en vain que Béla Kun télégraphie que « tout est prêt » et qu'il s'agit d'une « question de vie ou de mort »¹⁴⁸. Les dirigeants communistes décident d'organiser, à la place de l'insurrection prévue, une grande manifestation. Mais l'arrestation dans tout le pays de plusieurs centaines de militants communistes dans la nuit du 14 au 15 va transformer cette manifestation, le 15, en émeute, faisant vingt morts et des centaines de blessés¹⁴⁹.

La défaite de Vienne condamne la « Commune de Budapest ». Aux prises avec des difficultés insurmontables dans le domaine économique, manquant d'expérience, pris à la gorge par l'opposition des paysans à des mesures de communisme de guerre, par une contre-révolution sûre de ses appuis extérieurs, serré de près par les armées alliées qui ont des agents jusque dans ses étatsmajors, le gouvernement de Béla Kun finit par démissionner le 1^{er} août entre les mains du soviét de Budapest. Quelques jours après, les troupes roumaines entrent dans la capitale hongroise, où s'installe le gouvernement de l'amiral Horthy : la terreur blanche commence¹⁵⁰.

L'ordre règne de nouveau dans toute l'Europe centrale : la jonction ne s'est pas réalisée entre les révolutions allemande, autrichienne et hongroise, et la révolution russe. Pourtant, dans toute l'Europe - et particulièrement en Allemagne - se poursuit l'organisation des révolutionnaires commencée pendant la guerre et dont le retard apparaît à beaucoup comme l'une des causes essentielles de cette sanglante défaite.

146Ibidem, p. 78 ; Bourdet, *op. cit.*, p. 34.

147Laurat, *op. cit.*, pp. 78-81 ; Bourdet, *op. cit.*, p. 35.

148Cité d'après O. Bauer, *Die Österreichische Revolution*, pp. 140-142, et E. Bettelheim, *Der Kampf*, 1919, pp. 646-649, par Julius Braunthal, *Geschichte der Internationale*, II, p. 162.

149Laurat, *op. cit.*, pp. 78-81 ; Bourdet, *op. cit.*, p. 35. Ce que l'on appellera la « Bettelheimerei » est soumis dès le 30 octobre, dans *Die Rote Fahne*, à une critique féroce d'Arnold Struthahn - en réalité, Karl Radek -, qui développera ses attaques contre cette conception « putschiste » et « semi-blanquiste » étrangère au communisme dans le n° 9 de *Die Kommunistische Internationale* sous le titre « Die Lehren eines Putschversuches ».

150Borkenau, *op. cit.*, pp. 130-133.

XIV. Stabilisation en Allemagne et révolution mondiale

Pendant que se réglait en Allemagne à coups de fusil et de lance-flammes la première phase de la révolution, l'Internationale communiste prenait corps. Dès le lendemain de la révolution de novembre, en effet, les bolcheviks cherchaient à en poser les fondements. La fondation du parti communiste allemand constituait pour eux la condition nécessaire et suffisante de son existence¹ et sa proclamation était la première tâche concrète à accomplir. Les délais nécessaires à la circulation des écrits et des hommes allaient pourtant remettre cette fondation formelle au lendemain de l'assassinat des véritables fondateurs du parti allemand.

Au mois de décembre, Edouard Fuchs, avocat, membre de la Ligue Spartacus, parvient à Moscou, porteur d'une lettre adressée par Rosa Luxemburg à Lénine². Quelques jours plus tard, ce dernier prend les premières initiatives qui vont aboutir à la réunion de la conférence socialiste internationale qui se proclamera congrès de fondation par l'Internationale communiste³. Pourtant la voie n'est pas directe. Rosa Luxemburg, acquise à l'idée de la nécessité historique d'une nouvelle Internationale, jugeait en effet que le moment n'en était pas encore venu. Deux jours avant le congrès de fondation du K.P.D. (S), elle avait, au témoignage d'Eberlein, exprimé son opposition à toute proclamation immédiate :

« L'existence d'une nouvelle Internationale révolutionnaire capable d'agir était subordonnée à celle de plusieurs partis révolutionnaires en Europe occidentale. (...) La fondation de l'Internationale, alors qu'il n'y avait en Occident qu'un seul parti communiste, et de fondation récente, ne ferait qu'affaiblir l'idée d'une Internationale révolutionnaire »⁴.

Ce point de vue, défendu après l'assassinat de Rosa Luxemburg par Leo Jogiches, prévaut à la centrale quand, début janvier, elle se concerte sur la réponse à donner à l'invitation du parti bolchevique pour la conférence internationale de Moscou⁵. Les délégués qu'elle mandate pour s'y rendre⁶ reçoivent mandat de voter contre la fondation de la nouvelle Internationale, reçoivent même - si l'on en croit Ernst Meyer⁷ - instruction de quitter le congrès si elle devait être proclamée en dépit de l'opposition du parti allemand. Compte tenu des difficultés de communications et des tâches qui accablent la direction du jeune parti, Eberlein sera finalement le seul à atteindre Moscou où, sous le pseudonyme de Max Albert, il participe aux travaux de la conférence et prend position contre une fondation que son parti estime prématurée⁸. Il raconte :

« Les camarades russes, Trotsky, Boukharine, Racovski surtout, s'efforcèrent de me convaincre de la nécessité d'une action immédiate. (...) Lénine décida finalement que, si le parti allemand maintenait son opposition, la fondation de l'Internationale serait différée »⁹.

Apparemment, un hasard devait en décider autrement. Une intervention enflammée du communiste autrichien Steinhardt, arrivé après l'ouverture et décrivant la montée révolutionnaire en Europe centrale, un nouvel appel passionné de Racovski, la nouvelle, peut-être, de l'assassinat de Leo Jogiches, et surtout la pression de cette assemblée ardente parviennent à fléchir Eberlein, qui se contente de s'abstenir lors du vote décisif¹⁰. L'Internationale communiste est fondée. Elle a comme président Zinoviev et comme siège Moscou, deux faits dont personne, sur le moment, n'entrevoit la portée, car chacun pense la même chose que Trotsky :

« Si aujourd'hui Moscou est le centre de la III^e Internationale, demain - nous en sommes profondément convaincus - ce centre se déplacera vers l'ouest, à Berlin, Paris, Londres. Si c'est avec joie que le prolétariat russe a accueilli dans les murs du Kremlin les représentants de la classe ouvrière mondiale, c'est avec plus de joie encore qu'il enverra ses représentants au 2^e congrès de l'Internationale communiste dans l'une des capitales d'Europe occidentale. Car un congrès communiste international à Berlin ou Paris signifiera le triomphe complet de la révolution prolétarienne en Europe et probablement dans le monde entier »¹¹.

Pour les militants bolcheviques comme pour la majorité des militants révolutionnaires dans le monde, la révolution allemande n'a pas péri au cours des premiers mois de 1919, et va resurgir dans toute sa puissance. Le seul problème est celui du délai.

L'appréciation de Radek.

De tous les dirigeants bolcheviques, Karl Radek est le seul à avoir une connaissance directe de la première phase de la révolution allemande, dont il a été en partie le témoin. Son régime de détention s'étant assoupli, il écrit de sa cellule le 11 mars à l'écrivain Alfons Paquet, à l'époque en voyage en Russie soviétique. Après avoir dit qu'il était hostile au soulèvement de

1 Voir chap. VIII.

2 Ruth Stoljarowa, « Der Aufruf « Zum 1. Kongress der KI », *ZfG*, n° 11, 1968, p. 1397. Le texte de la lettre, datée du 20 décembre 1918, avait été publié dans la *Pravda* du 2 février 1919.

3 Voir sa lettre à Tchitchérine du 27 ou 28 décembre 1918, publiée dans le vol. 50, pp. 227-230 de la 5^e édition russe des *Œuvres* de Lénine; présentée par A. Reisberg, BzG, n° 5, 1965, pp. 838-842.

4 Eberlein, « Spartakus und die III. Internationale », *Inprekorr*, n° 28, 29 février 1924, p. 307.

5 Weber, *Der Deutsche Kommunismus*, p. 198, n° 54.

6 Selon la version traditionnelle, ces délégués étaient au nombre de deux, Eberlein et Léviné. Selon une déclaration de la veuve de Léviné, ce dernier devait aller à Moscou, non comme délégué, mais comme représentant de Rosta (Weber, *Die Wandlung*, I, p. 30).

7 *Bericht* 5..., p. 27.

8 *Der 1. Kongress der K.I.*, p. 76.

9 Eberlein, *op. cit.*, p. 307.

10 *Der I. Kongress*, p. 134.

11 *Izvestija*, 1^{er} mai 1919.

janvier - « La prise du pouvoir politique n'est pas possible si nous n'avons pas derrière nous la majorité de la classe ouvrière »¹² -, il insiste sur ce qui l'a le plus frappé dans le cours de la révolution allemande. Les masses se sont instinctivement orientées vers l'organisation des conseils ouvriers, vers les formes proprement soviétiques. Le phénomène est d'autant plus remarquable qu'aucune propagande réelle n'avait été menée en profondeur en faveur des conseils. Dans de telles conditions, selon lui, la défaite de la révolution ne peut être imputée aux masses elles-mêmes, mais seulement aux conditions dans lesquelles elles ont dû se battre, en l'occurrence, à l'absence d'organisation :

« Il manque en Allemagne un grand parti révolutionnaire : les communistes sont d'abord une direction, mais non un parti avec une tradition, comme nous l'étions nous, en Russie, en 1917 »¹³,

La comparaison avec la révolution russe permet de mieux saisir à son sens les problèmes spécifiques de la révolution allemande en cours :

« jamais nous n'avons eu à livrer des combats comme ceux de janvier ou ceux d'aujourd'hui, où l'on sacrifie de façon absurde tant de sang et tant de richesse ; nous avons de l'autorité dans les masses, nous les tenions en mains. Les communistes allemands, eux, ne les tiennent pas encore et c'est ce qui a signifié fusillades et déchaînement. Nous avions avec nous des organisations de masses, des syndicats, révolutionnaires depuis leur création ou nés de la révolution elle-même. Les syndicats allemands, orgueil de la classe ouvrière allemande, résumé de son génie d'organisation, étaient nés à une époque de marasme politique et de développement économique ; ils étaient donc réformistes. La puissance de l'organisation n'a pas été construite au cours de la révolution, et celle-ci, avant de s'être donné des organisations nouvelles, disperse ses forces de façon chaotique. Pis, les organisations dont la classe ouvrière allemande a hérité se placent aux côtés de la bourgeoisie, constituent la base de la contre-révolution. Voilà pourquoi la révolution est un élément sauvage, déchaîné. Et encore ceci : nous avons marché au pouvoir par la voie de la lutte pour la paix, et l'armée était avec nous ; la bourgeoisie ne pouvait pas, comme elle le fait en Allemagne, frapper grâce à l'appui de mercenaires. Et, finalement, la bourgeoisie en Allemagne, est bien plus forte qu'elle ne l'était en Russie »¹⁴.

Cette situation ne signifie pas, à ses yeux, que la révolution n'a pas de chances de vaincre en Allemagne, mais que la lutte y sera beaucoup plus longue :

« La guerre civile sera beaucoup plus acharnée et destructrice en Allemagne qu'en Russie. Vous me connaissez assez pour savoir avec quelle tristesse j'écris cela »¹⁵.

L'espoir réside dans la perspective de la révolution mondiale, qui se ranimera avec la montée inévitable de la vague révolutionnaire dans les pays vainqueurs :

« Personne ne peut savoir à quel rythme les choses se passeront dans les pays de l'Entente. Entre-temps, les classes ouvrières allemande et russe se retrouveront côte à côte - non d'ailleurs pour une guerre contre l'Entente, comme je l'avais supposé en octobre, car l'Entente ne peut plus faire la guerre, et la révolution n'en a pas besoin. (...) Dès qu'apparaîtra en Allemagne un gouvernement ouvrier énergique, les éléments de désorganisation seront rapidement surmontés, précisément à cause de ces traditions d'organisation qui aujourd'hui aboutissent à des résultats différents »¹⁶.

« Cette perspective est la seule qui permette de surmonter le sentiment qui me submerge, moi, devant cette hémorragie interminable et sans objectif clair »¹⁷.

La république de Weimar.

En fait, la république allemande a pris forme dans les six premiers mois de 1919, pendant la tournée des corps francs de Noske. Mais, d'une certaine façon, la constitution de la république de Weimar est le prolongement de la révolution de novembre, le fruit de la poussée de millions de travailleurs allemands, y compris ceux qui font confiance à Ebert et à Noske pour une Allemagne unifiée et démocratique.

On peut en effet considérer que la première conséquence de la révolution de novembre a été l'achèvement de la révolution bourgeoise avortée au milieu du XIX^e siècle. Car la Constitution de Weimar ne se contente pas de « sauver » l'unité du Reich : suivant l'expression de l'homme qui en a inspiré la rédaction, Hugo Preuss, elle « la consacre, la renforce et l'affermi »¹⁸. Elle fait de l'Allemagne un Etat unitaire, décentralisé, composé d'un nombre plus restreint de pays (*Länder*), dont les autorités sont compétentes pour les affaires locales. Le gouvernement du Reich se voit réserver la politique intérieure et extérieure, les finances, les postes, les voies fluviales et ferroviaires.

L'achèvement de la révolution bourgeoise est également sensible dans l'organisation de la vie politique. La Constitution

¹²Lettre reproduite intégralement dans l'introduction d'Alfons Paquet, *Der Geist der russischen Revolution*, p. VII.

¹³*Ibidem*, p. VIII.

¹⁴*Ibidem*, pp. VILIX.

¹⁵*Ibidem*, p. IX.

¹⁶*Ibidem*, p. X.

¹⁷*Ibidem*, p. XI. Cette lettre a été écrite pendant que s'abattait sur le prolétariat berlinois la répression de Noske contre la grève de mars.

¹⁸Cité par P. Benaerts, *L'Unité allemande*, p. 158.

garantit les droits, fondamentaux, qu'elle énumère : l'égalité devant la loi, l'inviolabilité des personnes et des domiciles, le secret des correspondances et des conversations téléphoniques, la liberté de pensée, d'opinion, la liberté de presse et de réunion, la représentation des minorités, le suffrage universel.

Le pouvoir législatif est partagé entre deux assemblées. Le Reichsrat est formé de délégués des *Länder*, désignés par leurs gouvernements, qui émanent eux-mêmes de Landtag élus au suffrage universel. Ses pouvoirs sont réduits à un veto suspensif. Un conseil économique, le *Reichswirtschaftsrat*, étudie les projets de loi en matière économique et sociale, dont il a également l'initiative : les organisations syndicales d'ouvriers et employés y sont représentées au même titre que les associations patronales. Les social-démocrates voient dans son institution la preuve du caractère social de la nouvelle démocratie. De toute façon, c'est le Reichstag qui prédomine en matière législative. Il est élu pour quatre ans, au suffrage universel, par les citoyens des deux sexes ayant au moins vingt ans, suivant un système de représentation proportionnelle avec répartition des restes sur le plan national. Les ministres et le chancelier sont responsables devant lui.

Mais les pouvoirs du président de la république sont considérables. Il est élu, comme le Reichstag, par l'ensemble des électeurs allemands, pour sept ans, et rééligible. C'est lui qui désigne le chancelier et, sur proposition de ce dernier, les différents ministres. Il promulgue les lois, mais peut auparavant exiger un référendum s'il l'estime souhaitable ou si un dixième des électeurs le demandent. Il est le chef de la diplomatie, de la bureaucratie et de l'armée. L'article 48 de la Constitution lui donne la possibilité d'exercer une véritable dictature et en fait le successeur réel de l'empereur : il peut, par ordonnance, décréter l'état de siège, instituer des tribunaux d'exception, prendre toutes mesures utiles à la sécurité du Reich et dissoudre le Reichstag. C'est en fait dans l'institution présidentielle que les classes dirigeantes et leur fer de lance, l'armée, ont placé leur garde-fou : toutes les dispositions démocratiques ne sont en définitive que clauses secondaires au regard de l'article 48, qui laisse à l'Etat la force suffisante pour briser toute tentative révolutionnaire ou même toute évolution démocratique inquiétante dans le cadre constitutionnel. C'est ainsi que la tournée des corps francs de Noske, la répression de mars à Berlin, plus tard l'instauration de la dictature hitlérienne, prennent place dans le cadre de la Constitution que ses défenseurs présentaient à l'époque comme « la plus démocratique du monde ».

La coalition gouvernementale.

Comme le laissait prévoir leur rôle depuis 1918, les social-démocrates majoritaires sont au centre de la vie politique dans cette assemblée où ils avaient affirmé qu'ils détiendraient la majorité. En fait, avec 11 500 000 voix sur 30 000 000 millions de votants, le parti social-démocrate n'a obtenu que 39 % des sièges le 19 janvier. Mais il ne saurait être question pour leurs partenaires de droite de les écarter des responsabilités du pouvoir dans une situation aussi troublée. Ils sont pour leur part décidés à continuer à « exercer des responsabilités », ce qui implique des coalitions parlementaires avec les partis bourgeois. Ces derniers manifestent d'ailleurs leur bonne volonté, puisque c'est par 277 voix sur 328 votants que Friedrich Ebert est élu président de la république. Le premier chancelier à lui succéder sera Philip Scheidemann, puis leur camarade de parti Bauer. Les ministres social-démocrates sont en minorité dans ces cabinets, mais Noske conserve, sous ces deux chanceliers, le ministère décisif de la guerre.

Toutes les forces bourgeoises ne participent pas. A l'extrême-droite, les nationaux-allemands, derrière Helfferich, de la Deutsche Bank, Hugenberg, administrateur des entreprises Krupp, disposent d'énormes moyens financiers et d'une puissante presse d'information. Les populistes manifestent le même conservatisme, le même nationalisme, le même antisémitisme, mais se montrent plus soucieux de s'ouvrir la possibilité de bonnes relations d'affaires avec les pays de l'Entente. A leur tête, d'autres magnats de l'industrie, Hugo Stinnes, dont le Konzern étend ses tentacules, le banquier Riesser, président de la Ligue de la Hanse, le banquier Cuno, successeur de Ballin à la tête de la Hamburg-Amerika Linie, et surtout Gustav Stresemann, l'ancien secrétaire général de l'Union des industriels saxons. Eux aussi disposent d'énormes moyens d'information et de propagande.

La majorité parlementaire des cabinets Scheidemann et Bauer commence à partir des démocrates ; la clientèle de ceux-ci s'étend plus largement du côté de la petite bourgeoisie, quoiqu'ils soient eux aussi dirigés par des hommes d'affaires, banquiers comme Melchior et Dornburg, et les représentants des deux grands potentats de l'électricité, Walter Rathenau, de l'A. E. G., et Karl Friedrich von Siemens. Devenu parti populaire chrétien, le Centre demeure le parti de l'Eglise, se faisant le propagandiste de la collaboration de classes et de la « communauté d'intérêts » entre patrons et ouvriers, notamment par l'intermédiaire des syndicats chrétiens. Ses journaux, *Germania*, *Völkische Zeitung*, de Cologne, sont lus dans toutes les classes sociales, y compris parmi les travailleurs. Ses dirigeants sont des hommes issus de la bourgeoisie moyenne, Mathias Erzberger, Josef Wirth, Fehrenbach.

La nouvelle coalition doit faire face à de graves difficultés. Par suite du blocus, la place de l'Allemagne a été occupée sur le marché mondial par les Alliés. L'organisme économique, tendu à l'extrême pendant la guerre, est épuisé, et la fin des hostilités a révélé l'ampleur des ravages. Il n'y a plus de commandes militaires pour soutenir l'effort de l'industrie, cependant que la masse des démobilisés grossit la foule des chômeurs. L'outillage est fatigué. Les capitaux ont commencé à fuir, les charges budgétaires sont devenues écrasantes. La concentration revêt des aspects de gigantisme démentiel : la fortune des Thyssen et des Krupp a quintuplé pendant la guerre ; celle de Stinnes est passée de trente millions à un milliard de marks. En fait, les « barons » du grand capital sont les maîtres de l'Allemagne et dictent leurs conditions à une coalition parlementaire qui n'a d'autre issue que de s'incliner. Bientôt les mesures sociales adoptées au lendemain de la révolution de novembre sont battues en brèche par l'inflation montante, annihilées par le chômage grandissant. La masse du peuple allemand paie la note écrasante de la guerre et la révolution demeure à l'ordre du jour quand bien même les difficultés de la tâche sont maintenant sous les yeux de tous.

Une révolution seulement ajournée.

Pour les bolcheviks aussi, la révolution allemande est seulement ajournée. Ils pensent toujours, en 1919, comme Lénine qui

s'écriait l'année précédente devant le congrès panrusse des soviets :

« Nous ne sommes pas seulement un peuple faible et arriéré, nous sommes aussi ce peuple qui a su, non du fait de ses mérites particuliers ou d'une prédestination historique, mais par suite d'un concours de circonstances historiques, assumer l'honneur de lever le drapeau de la révolution socialiste internationale. Je sais bien, camarades, et je l'ai dit plus d'une fois, que ce drapeau est entre des mains faibles et que les ouvriers du pays le plus arriéré ne le garderont, pas en main si les ouvriers des pays avancés ne lui viennent pas en aide. Les transformations socialistes que nous avons accomplies sont à bien des égards faibles et insuffisants : elles serviront d'indication aux ouvriers avancés d'Europe occidentale qui se diront : « Les Russes n'ont pas commencé de la bonne façon ce qu'il fallait faire »¹⁹.

Il est intéressant de rapprocher du point de vue de Lénine l'analyse faite en 1919 par Paul Levi. Constatant la radicalisation en profondeur d'une avant-garde prolétarienne en Allemagne, malgré la passivité de la majorité des ouvriers, il souligne la puissance des conditions qui portent la révolution mondiale :

« Ce sont les circonstances objectives qui ont poussé vers la révolution avec une force d'airain un prolétariat aussi peu doué pour la révolution et aussi peu porté vers elle que le prolétariat allemand »²⁰.

Tirant le bilan de la première vague allemande, il précise :

« C'est en Allemagne que se décidera le sort de la révolution mondiale, et ce non pas à cause d'une imaginaire supériorité du prolétariat allemand, mais parce que, même après la révolution du 9 novembre, la bourgeoisie allemande est demeurée aussi dangereuse qu'auparavant, par son talent d'organisation, sa puissance et sa brutalité (...) et qu'elle n'est devenue que plus dangereuse encore en endossant le vêtement neuf et séduisant de la social-démocratie. G.) C'est à cause du danger que constituent pour la révolution mondiale le militarisme allemand et la bourgeoisie allemande que nous considérons l'Allemagne aujourd'hui encore comme le cœur de la révolution mondiale, le terrain sur lequel se décidera son destin »²¹.

Dans un article de la *Pravda*, Trotsky, au printemps de 1919, tente cependant d'expliquer ce que les bolcheviks appellent désormais le « retard » de la révolution allemande. Ecartant l'analogie avec la révolution russe, il souligne que le facteur décisif de l'échec de la première vague a été le rôle joué par la social-démocratie :

« L'Histoire a manifesté une fois de plus une de ses contradictions dialectiques : ce fut précisément parce que la classe ouvrière allemande avait dépensé la plus grande partie de son énergie dans la période précédente à l'édification d'une organisation se suffisant à elle-même (...) que, lorsque s'ouvrit une nouvelle période, une période de transition vers la lutte révolutionnaire ouverte pour le pouvoir, la classe ouvrière allemande se trouva absolument sans défense sur le plan de l'organisation »²².

Pour lui, comme pour Radek, c'est donc l'absence d'un parti communiste comparable au parti bolchevique qui explique les caractères originaux de la révolution allemande :

« Non seulement la classe ouvrière est obligée de lutter pour le pouvoir, mais encore elle doit, en même temps, créer sa propre organisation et entraîner ses futurs dirigeants dans le cours même de la lutte. Il est vrai que, dans les conditions de l'époque révolutionnaire, ce travail d'éducation est accompli sur un rythme fiévreux, mais il faut néanmoins du temps pour l'accomplir. En l'absence d'un parti révolutionnaire centralisé, avec une direction de combat dont l'autorité soit acceptée universellement par les masses ouvrières, en l'absence de noyaux dirigeants du combat, de chefs éprouvés dans l'action, mis à l'épreuve de l'expérience à travers les différents centres et régions du mouvement prolétarien, ce mouvement, en explosant dans les rues, devient nécessairement intermittent, chaotique, se traîne, (...) Ces grèves qui explosent, ces insurrections et ces combats de rue constituent à l'heure actuelle l'unique forme de mobilisation ouverte possible des forces du prolétariat allemand libéré du joug du vieux parti, et, en même temps, dans les conditions données, l'unique moyen d'éduquer de nouveaux dirigeants et de construire un nouveau parti »²³.

Mais l'important, souligne-t-il est que cette construction ne parte pas de zéro : l'acquis historique, la tradition prolétarienne, l'empreinte marxiste du mouvement social-démocrate demeurent. C'est sur eux que reposeront en définitive les fondations du nouveau parti :

« Le niveau politique et culturel des ouvriers allemands, leurs traditions et leur capacité d'organisation demeurent hors de pair. (...) Des dizaines de milliers de cadres ouvriers (...) sont en train de s'éveiller et de se dresser de toute leur stature »²⁴.

Les troupes de la révolution victorieuse de demain, la masse des ouvriers avancés seront gagnées par les communistes au sein du parti social-démocrate indépendant, au sujet duquel Trotsky écrit :

19 *Œuvres*, t. XXVII, p. 193.

20 « La marche de la Révolution en Allemagne », *Revue communiste*, n° 2, avril 1920, p. 142.

21 *Ibidem*.

22 *Pravda*, 23 avril 1919 ; *The First Five Years of the CI.*, I, p. 45.

23 *Ibidem*, p. 46.

24 *Ibidem*, p. 47.

« Si la mission historique du parti indépendant de Kautsky-Haase consiste à introduire des hésitations dans les rangs du parti gouvernemental et à offrir un refuge à ses éléments effrayés, désespérés ou indignés, alors, a contrario, le tumultueux mouvement dans lequel nos frères d'armes spartakistes sont en train de jouer un rôle aussi héroïque aura entre autres comme effet de provoquer une démolition ininterrompue de la gauche du parti indépendant, dont les éléments les meilleurs et les plus dévoués sont entraînés dans le mouvement communiste »²⁵.

La victoire de la révolution se trouve au terme de cette reconquête :

« La révolution, traînante, mais opiniâtre, resurgissant toujours, approche du moment critique où, ayant mobilisé et entraîné ses forces pour le combat, elle portera le dernier coup mortel à l'ennemi de classe »²⁶.

Mouvements profonds dans la classe ouvrière.

Un des éléments qui permettent de mesurer l'importance des transferts d'opinion au sein de la classe ouvrière allemande dans cette période se trouve dans les résultats des élections générales du 19 janvier.

La première constatation qui s'impose est celle de l'échec total du boycottage gauchiste décidé par le congrès de fondation du K.P.D. (S). Il y a environ 36 millions de votants, soit deux fois et demi plus qu'en 1912, dont les deux tiers environ votent pour la première fois, et parmi eux 54 % de femmes : or, plus de 83 % des électeurs prennent part au vote - pourcentage supérieur à celui obtenu au cours des consultations précédentes, comme d'ailleurs au cours des suivantes²⁷.

La seconde est la faillite du pronostic émis avant les élections, pendant leur campagne pour la convocation de l'Assemblée constituante, par les partisans d'Ebert : avec 13 800 000 voix, les deux partis « socialistes » ont moins de voix que les partis bourgeois réunis, qui en obtiennent pour leur part 16 500 000. Il est vrai que ces élections se tiennent après quelques mois de gouvernement « socialiste » à bien des égards décevants. Mais les vraies causes de la victoire des partis bourgeois sont celles-là mêmes qu'avait dénoncées en novembre et décembre les adversaires de la Constituante. Les grandes sociétés capitalistes ont contribué sans compter au « fonds électoral » qu'elles ont constitué depuis 1908 : à elles seules, les quatre grandes banques, Deutsche Bank, Dresdner Bank, Darmstädter Bank et Disconto-Gesellschaft, n'ont pas versé moins de trente millions de marks dans les caisses électorales des différents partis²⁸. Les élections se déroulent en outre dans une atmosphère de répression sous le régime de l'état de siège, et Noske, dans ses mémoires, évoque le significatif tableau qu'offre le jour du dimanche électoral, la banlieue ouvrière de Neukölln, avec les mitrailleuses en batterie sur les places et les patrouilles de militaires circulant dans les rues, fusil braqué²⁹.

Cela dit, si l'on compare avec les résultats d'élections antérieures à la guerre, le vote du 19 janvier traduit, malgré ces circonstances peu favorables, une forte poussée à gauche : ensemble, les deux partis social-démocrates obtiennent 46 % des voix, alors que le parti social-démocrate uni de 1912 n'en avait, au mieux, obtenu, que 34,8 %. Plus intéressante encore est la comparaison circonscription par circonscription.

Sur ce plan, la première remarque que fait M. Drabkin, observateur attentif des statistiques électorales, est le progrès impressionnant accompli par le parti social-démocrate majoritaire dans les zones rurales les moins industrialisées, par rapport aux élections de 1912 : 50,1 % en Prusse orientale contre 14,8, 34,2 % en Prusse occidentale contre 9,7, 41 % en Poméranie contre 24. En second lieu, dans certaines régions industrielles parmi les plus importantes, la social-démocratie d'Ebert subit de très lourdes pertes. Dans le district de Halle-Merseburg, où le S.P.D. avait eu en 1912 42,6 % des voix, il n'en obtient en janvier 1919 que 16,3, les indépendants en recueillant 44,1. A Leipzig, les 35 % de voix social-démocrates de 1912 deviennent 20,7 % pour les majoritaires, 38,6 pour les indépendants. A Düsseldorf, les proportions respectives sont de 42 % en 1912 pour 34,6 et 22,5 % en 1919, en Thuringe, les chiffres correspondants sont 47,5, 34,6 et 22,5 %. Dans ces régions industrielles, le total des voix social-démocrates dépasse la majorité absolue, mais, très souvent, c'est le parti indépendant qui recueille la plus grande partie des voix ouvrières. Particulièrement significatifs apparaissent de ce point de vue les résultats électoraux à Berlin, où le parti social-démocrate avait eu 75,3 % des voix en 1912 et où il n'en obtient que 36,4, les indépendants en ayant, quant à eux, 27,6 %. Dans les quartiers ouvriers de Wedding et de Friedrichshain, les deux partis ont sensiblement le même nombre de voix. Soulignant ce double mouvement des voix du S.P.D., en progrès dans les zones rurales, en perte de vitesse et sérieusement concurrencé par les indépendants dans les régions industrielles, M. Drabkin en conclut à l'influence croissante des électeurs petits-bourgeois du S.P.D.³⁰.

Même si cette remarque est fondée, une partie de la classe ouvrière demeure derrière le parti d'Ebert, surtout dans les petites villes. C'est dans les grands centres industriels que les indépendants commencent à regrouper sur leurs candidats des majorités ouvrières, entamant quelques-unes des plus solides positions de son adversaire. Le fait important est qu'en cette période, dont personne ne doute qu'elle ne conserve un caractère de stabilisation précaire, le parti communiste, clandestin et en pleine crise, soit apparemment à l'écart de la compétition.

25Ibidem.

26Ibidem.

27Drabkin, *op. cit.*, p. 543.

28Ibidem, p. 539.

29Noske, *Von Kiel bis Kapp*, p. 75.

30Drabkin, *op. cit.*, pp. 546-547.

XV. Le Parti Communiste après janvier 1919

La répression du « soulèvement » de janvier a porté au parti communiste allemand un rude coup. Dans les mois qui suivent, ses militants sont engagés sur tous les fronts, au premier rang de tous les combats, sans coordination, sans centralisation : malgré la proclamation du K.P.D. (S), la classe ouvrière allemande n'a pas encore de parti révolutionnaire, seulement des détachements épars qu'une direction élue en janvier ne parvient pas à homogénéiser.

Paul Levi.

La centrale est reconstituée dans les premiers jours de mars. L'homme qui prend la succession des grands morts de janvier, Paul Levi, est relativement neuf dans le mouvement, mais il n'est pas, au moins sur le moment, contesté. D'une génération plus jeune que les fondateurs de Spartakus - il n'a que trente six ans -, c'est le fils d'un banquier d'Hechingen. Avocat à Francfort avant guerre, il a très tôt adhéré au parti social-démocrate et été élu conseiller municipal. Mais il ne devient véritablement militant qu'à la suite de sa rencontre, en septembre 1913, avec Rosa Luxemburg, dont il assure la défense dans le procès à propos de son discours de Bockenheimer¹. C'est elle qui l'introduit dans le cercle restreint des révolutionnaires qui refusent l'union sacrée. Mobilisé, il est l'un des premiers correspondants du groupe né au soir du 4 août et est très durement traité à l'armée². Encore sous l'uniforme, il sera l'un des douze délégués à la conférence qui se tient le 5 mars 1915 dans l'appartement de Pieck à Berlin³. A la fin de 1916, réformé, il passe en Suisse l'accueil qui lui est réservé dans les milieux d'émigrés internationalistes montre qu'on le tient pour une personnalité importante du mouvement révolutionnaire allemand. Il exprime une vive hostilité non seulement à l'égard des social-chauvins, mais aussi des centristes, ce qui en fait un élément intéressant pour les bolcheviks⁴. Lénine, qui, dans sa correspondance, déplore chez lui certaines tendances qu'on appellera plus tard « gauchistes »⁵ écrira, des années plus tard, après sa rupture définitive avec le communisme :

« J'ai fait sa connaissance par l'intermédiaire de Radek en Suisse, en 1915 ou 1916. Déjà alors Levi était bolchevik »⁶.

C'est en effet Radek qui l'a introduit auprès de Lénine et Zinoviev. En décembre 1916, avec Guilbeaux et Sokolnikov, il est l'un des fondateurs du « groupe socialiste international » qui va publier *La nouvelle Internationale*, revue au titre significatif⁷. Il est devenu Paul Hartstein, et c'est sous ce nom que, sur proposition de Zinoviev, il entre le 1^{er} février, à la conférence d'Olten, au bureau de la gauche zimmerwaldienne⁸. Précieux contact, tant pour Radek, ce hors-la-loi du mouvement ouvrier allemand, que pour Lénine, qui cherche toujours un pont vers l'Allemagne. Levi se montre un allié des bolcheviks dans la discussion de 1917, puisqu'il se prononce pour la scission et la rupture avec les centristes dans les colonnes d'*Arbeiterpolitik*⁹. Il signe le manifeste des internationalistes pour le départ de Lénine, puis revient en Allemagne, où il devient l'un des rédacteurs des lettres de Spartakus et un dirigeant du groupe.

Après la révolution de novembre, membre de la centrale, il est rédacteur de *Die Rote Fahne* et l'un des meilleurs orateurs spartakistes. C'est lui qui accueille Radek - à qui le lient des mois de cohabitation et de camaraderie à Davos¹⁰ - et facilite la reprise de contact entre l'envoyé des bolcheviks et les dirigeants spartakistes¹¹. Au congrès de fondation, il s'est vu confier la tâche ingrate de présenter le rapport sur l'Assemblée nationale - ce qui fera de lui la cible favorite des gauchistes, qui l'accusent de briguer un siège de député. En janvier, il maintient le contact avec Radek et s'efforce de convaincre la centrale qu'elle doit condamner nettement la politique aventuriste de Liebknecht et Pieck¹². Arrêté comme Pieck, Eberlein, Jogiches, il réussit comme eux à reprendre sa liberté quelques heures après l'assassinat de Luxemburg et Liebknecht, qu'il apprend au début d'un interrogatoire¹³. Les jours suivants, il est avec Jogiches un des piliers de l'enquête sur le double assassinat et, à sa mort, son unique remplaçant possible. Au lendemain du prétendu « massacre de Lichtenberg », sa tête est mise à prix par les corps francs pour 20 000 marks¹⁴.

Dans le parti, on lui reproche son style de vie de grand bourgeois - la gouvernante qui ouvre sa porte¹⁵, ses goûts raffinés, sa collection de jades chinoises¹⁶, sa passion pour l'égyptologie, les éditions savantes de textes anciens qu'il lit dans le texte et cite de mémoire dans ses interventions, son goût des références à l'histoire romaine, des Gracques à Catilina - et puis son

1 Ch. Beradt, *Paul Levi*, pp. 12-15.

2 Cantonné dans une unité territoriale dans les Vosges, il fait une longue grève de la faim contre les conditions « disciplinaires » de son unité (*Ibidem*, p. 17).

3 Battel, *op. cit.*, p. 222.

4 Guilbeaux, *Du Kremlin au Cherche-Midi*, p. 106.

5 *Œuvres*, t. XXXV, p. 271.

6 Guilbeaux, *op. cit.*, p. 127 ; sur sa présence, témoignage de Münzenberg, cité par Gankin et Fisher, *op. cit.*, p. 538.

7 Guilbeaux, *op. cit.*, p. 108; Gankin et Fisher, *The Bolsheviks and The World War*, p. 565. Son premier numéro comportait un éditorial de Lorient « Vers la III^e Internationale » (*La nouvelle Internationale*, n° 1, 1^{er} mai 1917)

8 Guilbeaux, *op. cit.*, p. 127 ; sur sa présence, témoignage de Münzenberg, cité par Gankin et Fisher, *op. cit.*, p. 538

9 Voir chap. V.

10 Selon une lettre privée citée par Ch. Beradt. *op. cit.*, p. 19, Levi et Radek habitaient ensemble et se trompaient tous deux au village quand ils y apprirent le début de la révolution russe. Levi, qui commençait à apprendre le russe, entendit Radek annoncer à sa femme: « Revoljucija v Rossii ».

11 Radek, *November ...*, pp. 132-133, témoigne du fait que Levi l'introduisit auprès de tous.

12 Voir chap. IX.

13 P. Levi, « Rosa Luxemburg und Karl Liebknecht zum Gedächtnis », *Der Klassenkampf*, n° 2, 15 janvier 1919, p. 33.

14 Protokoll des III. Kongresses (Zetkin), p. 296.

15 Ypsilon, *Stalintern*, p. 44.

16 Radek, *Soll die V.K.P.D ...*, p. 105

donjuanisme¹⁷, une certaine arrogance d'intellectuel, des manières hautaines, de la susceptibilité et un manque de chaleur dans les rapports. Pourtant, en ces heures dramatiques pour le petit parti, ce sont seulement ses qualités qui comptent, son intelligence et sa culture, son courage moral, son sens des responsabilités. Il traîne comme un boulet le fardeau des tâches illégales mais les accomplit mieux que les autres. Son autorité et son activité l'imposent : c'est entre ses mains que repose, à partir de mars, la direction du parti¹⁸.

Il est de ceux qui considèrent l'action de janvier comme une erreur monumentale. C'est vraisemblablement lui qui écrit à ce sujet, faisant porter, par patriotisme de parti, au seul Ledebour la responsabilité de l'affaire :

« Ledebour voulait prendre le pouvoir dans une conjoncture où il manquait à peu près toutes les conditions de la dictature du prolétariat, puisque le prolétariat était en partie derrière Scheidemann, en partie derrière Haase, et en partie derrière ... Ledebour. Dans une pareille situation, donner à une action révolutionnaire un objectif inaccessible - aussi certainement qu'on peut compter cinq doigts sur une main -, nous appelons cela du putschisme »¹⁹.

Il vient juste d'assumer la direction du parti illégal quand, de Leipzig, où la centrale vient de chercher refuge après la semaine sanglante de Berlin, il écrit à Lénine le 27 mars une lettre signée de son pseudonyme de Suisse, Paul Hartstein²⁰. Il y décrit la situation, l'exaspération et l'impuissance du prolétariat, la froide volonté des gardes blancs d'exterminer le mouvement révolutionnaire, et surtout les dangers que celui-ci court de son propre fait :

« Nous faisons, en toute circonstance, notre possible pour retenir les gens afin qu'ils ne donnent pas au gouvernement de possibilité d'opérer une saignée. (...) Il existe en Allemagne un courant syndicaliste (...) : il est souvent difficile de retenir nos gens de commettre de telles folies. Surtout, nous avons, à l'intérieur de notre organisation, venant d'un certain côté, de véritables tentatives de coup d'Etat »²¹.

Il informe Lénine des progrès réalisés au cours des derniers mois par le parti indépendant, mais lui fournit des détails sur la complicité de ses dirigeants avec Ebert, comme s'il redoutait que les Russes ne se laissent prendre aux manœuvres des indépendants qui font publiquement profession de sympathie pour la révolution russe, et formule le souhait que les bolcheviks condamnent nettement la politique de Kautsky et du parti indépendant.

Deux jours auparavant, à l'annonce de la proclamation à Budapest de la république hongroise des conseils, il exprimait ses inquiétudes dans une comparaison implicite avec le soulèvement de Berlin :

« La nouvelle révolution hongroise qui a remplacé la démocratie bourgeoise par le gouvernement des conseils n'est pas le prix immédiat d'une bataille que le prolétariat hongrois aurait victorieusement livrée à la bourgeoisie et aux hobereaux hongrois. Elle n'est pas le résultat d'un corps à corps entre le prolétariat et la bourgeoisie, où celle-ci aurait été jetée à bas. Elle est la simple conséquence de ce que la bourgeoisie hongroise - il n'y a pas d'autre mot - a crevé. Elle a sombré dans la honte et l'avilissement et, tout ce qui reste, c'est le prolétariat »²².

L'unification réalisée à Budapest entre les communistes et les social-démocrates qui ont déclaré accepter la dictature des conseils lui paraît de mauvais augure :

« Au début de notre révolution, il y a eu aussi l'« union de tous les socialistes ». Les canailles qui ont trahi le prolétariat hongrois comme Ebert et Scheidemann ont trahi le prolétariat allemand s'enthousiasment maintenant pour la république des conseils et la dictature du prolétariat. C'est un danger qui, dès aujourd'hui, guette la révolution hongroise, et nous devons le dénoncer, dans l'intérêt de nos frères hongrois comme dans celui du mouvement allemand »²³.

Il n'approuve pas non plus la décision des communistes de Munich, dirigés par Léviné, d'établir, dans les circonstances où ils l'ont fait, un gouvernement des conseils dont ils constituent l'unique armature, contrairement aux consignes données. Il écrit aux communistes suisses :

« Nous croyons que nos camarades munichois se sont doublement trompés, d'abord parce qu'ils se sont laissés entraîner à défendre cette caricature de république des conseils dont ils s'étaient d'abord moqués (...), ensuite en permettant que cette action défensive se transforme sans aucune nécessité en action offensive, puisqu'ils ne se sont pas contentés d'empêcher le coup de main, mais sont passés à la dictature des conseils sans s'inquiéter le moins du monde du reste du pays »²⁴.

17 H. Gruber, « Paul Levi and the Comintern », *Survey*, n° 53, octobre 1964, p. 70, parle de la présence à son enterrement de « jeunes femmes en manteaux de fourrure dont plus d'une aurait pu se parer des atours du Veuvage », et signale (*Ibidem*, p. 85, n. 24) que « Levi est le héros révolutionnaire d'un roman policier qui est compromis par sa vie sexuelle (Heinz Pol, *Entweder oder ?*, Bremen, 1929) ».

18 Radek, après la rupture de Levi avec le K.P.D., essaie de minimiser son action. Dans *Soll die V.K.P.D. ...*, il explique qu'il n'a joué le premier rôle, dans la centrale, que parce que Jogiches était, par sa condition d'étranger, obligé de se dissimuler, et, après mars, parce que Thalheimer, « théoricien confirmé », n'était pas orateur (p. 101). Il reconnaît néanmoins qu'il eut « la responsabilité de la direction » après la mort de Jogiches, et qu'il dut être convaincu ... de la conserver (pp. 101-102).

19 *Die Rote Fahne*, 15 janvier et 5 septembre 1920.

20 Archives Levi. p 55/4; reproduit intégralement dans P. Levi, *Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie*, pp. 19-22.

21 *Ibidem*, p. 20.

22 *Freiheit* de Hanau, 24 mars 1919, cité par Levi lui-même dans « Die Lehren des Ungarischen Revolution », *Die Internationale*, n° 24, 24 juin 1920, p. 32.

23 *Ibidem*, p. 33.

24 *Le Phare*, n° 1, 1^{er} septembre 1919, pp. 29-30.

Bientôt, il tirera un bilan d'ensemble :

« C'était une erreur de croire que quelques troupes d'assaut du prolétariat pouvaient remplir la tâche historique qui est celle du prolétariat. Berlin et Leipzig, Halle et Erfurt, Brême et Munich ont traduit dans les faits ce putschisme et démontré que seul l'ensemble de la classe prolétarienne de la ville et de la campagne peut s'emparer du pouvoir politique »²⁵.

L'expérience qu'il fait du parti l'amène à la conclusion que les conditions de sa fondation en décembre 1918 ont lourdement handicapé son développement. Les spartakistes sont désormais coupés des centaines de milliers d'ouvriers qui ont rejoint le parti indépendant²⁶, mais se sont en revanche liés les mains avec des éléments aventuristes, gauchistes, les « putschistes », qu'il rend responsables, par leur inexpérience, leur légèreté et leur impatience, des défaites de 1919 et de la triste situation du parti, que l'illégalité empêche de gagner au communisme l'avant-gardité ouvrière véritable. Très vite, il va se demander comment corriger l'erreur du congrès de fondation, éliminer du parti les éléments anarchisants ou syndicalistes, retrouver le contact avec les travailleurs.

Heinrich Brandler.

Levi n'est pas le seul de son avis dans le jeune parti : les survivants de la centrale sont avec lui, à l'exception peut-être de Paul Frölich, qui est pourtant solidaire de la centrale contre ses adversaires gauchistes²⁷. Il a l'appui total de Clara Zetkin qui, conformément aux accords passés en décembre avec Rosa Luxemburg et Jogiches, a attendu le congrès indépendant de mars pour rompre et rejoindre le K.P.D. (S)²⁸. Il a aussi apparemment le soutien sans réserves de l'organisation locale la plus nombreuse, celle de Chemnitz. Dans cette cité ouvrière de Saxe, en effet, c'est par 1 000 voix contre 3 que les militants du parti indépendant ont décidé en janvier de rompre avec leur direction et de rallier le parti communiste derrière leurs dirigeants locaux, Fritz Heckert et Brandler, tous deux vieux spartakistes. Au mois de mars, quand l'exécutif indépendant commence à reconstruire à Chemnitz une organisation locale, le parti communiste y compte déjà plus de 10 000 militants²⁹. Il n'y est pas, comme dans les autres centres, une petite minorité activiste mais, toutes proportions gardées, un parti de masses exerçant dans la classe ouvrière - notamment au syndicat du bâtiment - d'importantes responsabilités. L'organe du parti à Chemnitz, *Der Kämpfer*, prend position contre ce qu'il appelle les « aventures » et défend dans l'immédiat une politique d'union ouvrière dans l'action, écrivant notamment en juillet :

« Les putschs, les émeutes, les révoltes ne servent à rien; au contraire, ils aident la contre-révolution. Travailler de façon unitaire, avec une claire conscience de l'objectif, au rassemblement de la classe ouvrière encore peu capable d'action politique, telle est la voie à suivre, difficile certes, mais unique »³⁰.

Heinrich Brandler est le dirigeant des communistes de Chemnitz : ce maçon de trente-huit ans est un vétéran du parti social-démocrate et du mouvement syndical; il est le seul à avoir fait, depuis novembre 1918, l'expérience de l'action au sein des conseils ouvriers d'une organisation communiste de masse. En franche opposition avec les gauchistes de l'aile utopiste du parti, fidèle à la tradition spartakiste de la recherche de l'unité de la classe par la lutte et en accord avec la théorie bolchevique des soviets, il écrit que les conseils ouvriers sont le moyen d'unifier la classe ouvrière en même temps que d'atteindre son but final, le communisme :

« Cette unité de la classe ouvrière sera d'abord le résultat de la lutte victorieuse pour le pouvoir elle-même. Elle se fera, elle n'est pas donnée. La réalisation de cette unité de la classe prolétarienne au sens le plus large du terme est une tâche dont dépend la victoire de la révolution sociale. Un moyen d'atteindre cette unité, c'est la constitution de conseils. Aucune organisation, ni parti politique, ni syndicat, ni coopérative de consommation, n'est en mesure de réaliser en elle l'union de toute la classe. Ces organisations ont aujourd'hui une signification énorme et un rôle historique exceptionnel. (...) Dans la lutte pour *tout le pouvoir politique*, pour la transformation de tout l'ordre social capitaliste, *elles ne suffisent pas*, parce qu'elles ne sont nécessairement jamais capables de rassembler plus qu'une partie de la classe. Il en va autrement des conseils. (...) L'organisation des conseils est aussi vaste que le mode de production capitaliste lui-même. C'est à travers l'organisation des conseils que le dernier des prolétaires exploités comprend sans peine et s'incorpore au mouvement total »³¹.

La compréhension de cette question-clé, base même de la théorie bolchevique des soviets, va de pair avec la prise de conscience du recul de la révolution. Le premier affrontement entre gauchistes et partisans de Levi se produit à la conférence clandestine du K.P.D. (S) qui se tient à Francfort-sur-le-Main, les 16 et 17 août³². Willi Münzenberg, qui, depuis sa sortie de prison, mène la bataille contre ceux qu'il appelle « les bonzes du parti », développe la thèse suivant laquelle le champ d'action du parti doit être les conseils révolutionnaires dans les usines, réclame une condamnation définitive du « parlementarisme », c'est-à-dire de la participation aux élections et au Parlement. Contre lui, Levi expose le point de vue de la centrale et le justifie

25 « Reinigung », *Die Internationale*, n° 15/16, 1er novembre 1919, p.283.

26 Au sein du conseil ouvrier de Berlin où tous les élus indépendants sont des indépendants de gauche issus du cercle des délégués révolutionnaires, ils sont la cible des attaques et des injures des communistes, comme l'indique un rapport signé « Markovski », adressé à Boukharine en septembre, saisi par la police et reproduit d'après *Deutsche Allgemeine Zeitung*, dans *Freiheit* du 25 octobre 1919. Il s'agit sans doute de Mme Markovski, déjà mentionnée au chapitre IV.

27 Il publie en septembre une brochure sur « La Maladie syndicaliste » (d'après *Freiheit*, 20 novembre 1919).

28 *Protokoll des III. Weltkongresses*, p. 668.

29 Walter Berthold, « Die Kämpfe der Chemnitzer Arbeiter gegen die militaristische Reaktion im August 1919 », *BzG*, n° 1, 1962, p. 127.

30 *Der Kämpfer*, 5 juillet 1919.

31 *Kommunistische Zeitfragen*, de Chemnitz, n° 1, s. d. (1919), cité par Tjaden, *Struktur und Funktion der K.P.D.*, p. 6.

32 Protocole conservé dans les Archives Levi, p. 55/9.

par une analyse différente de la situation et du rapport de forces :

« La révolution est, selon toute apparence, arrivée à un point mort, de sorte qu'on peut parler de son épuisement. Nous sommes au terme d'une époque, celle qui s'est engagée le 9 novembre et qui a conduit à la défaite de la révolution. (...) Nous sommes entrés dans la phase où la révolution s'effiloche, et nous ne pourrions plus désormais nous attendre à de grands mouvements de masse »³³.

Radek.

En août également, le régime de détention de Karl Radek ayant été assoupli, Paul Levi peut reprendre un contact qui sera régulier pendant plusieurs mois. Les deux hommes se connaissent depuis des années; ils ont eu la même appréciation du « soulèvement de janvier », partagent la même hostilité au gauchisme. Le renfort est précieux pour Levi, car Radek est l'émissaire du parti bolchevique, et lui apporte non seulement ses conseils mais sa caution morale. Radek a pu de son côté mesurer, au cours des mois passés en Allemagne, l'ampleur de la tâche qui attend les révolutionnaires allemands. Il vient d'écrire à Alfons Paquet que la route des bolcheviks a été jonchée de roses en comparaison de celle que doivent suivre les communistes allemands³⁴. Il ne s'attend pas à la victoire du jour au lendemain :

« La révolution mondiale est un processus très lent où l'on peut s'attendre à plus d'une défaite. Je ne doute pas que, dans chaque pays, le prolétariat ne soit obligé de construire sa dictature et de la voir s'effondrer à plusieurs reprises avant de l'emporter définitivement »³⁵.

Les deux hommes ont de longues discussions, échangent une abondante correspondance. Radek insiste sur l'importance du travail dans les syndicats, où sont regroupés des millions de travailleurs et auxquels les communistes ont systématiquement tourné le dos jusque-là. Pour lui, il est vital que le parti comprenne l'erreur qui était celle de la majorité du congrès de fondation sur ce point. Levi reconnaît le bien-fondé de la position de Radek mais, s'il consent à appeler les militants à ne pas quitter les syndicats, il se refuse pourtant à engager la bataille pour y faire revenir ceux qui en sont partis, pour y faire entrer ceux qui s'en sont tenus à l'écart, et à lancer le mot d'ordre : « Tous dans les syndicats »³⁶. La discussion de l'expérience bavaroise les divise également : Levi désapprouve Léviné d'avoir lancé le parti dans une bataille qu'il savait perdue; Radek estime que Léviné n'avait rien d'autre à faire, car les communistes ont le devoir d'être toujours avec les ouvriers quand ces derniers combattent leur ennemi de classe³⁷. Levi, enfin, veut abandonner la direction du parti. Il dit qu'il est au-dessus de ses forces de poursuivre cette tâche sous le poids de la méfiance et de l'hostilité des éléments gauchistes de l'organisation³⁸. Radek s'emploie à le convaincre de rester à son poste ; il lui écrit même que son retrait constituerait une désertion, un acte pour lequel, au cours de la révolution, un dirigeant serait fusillé. Levi se laisse convaincre³⁹.

De ces discussions sort, sous la plume de Radek une brochure qui fait date dans l'histoire du communisme en Allemagne. Terminée en novembre 1919, dans la cellule de la prison de la Lehrerstrasse, *Le Développement de la révolution mondiale et la tactique des partis communistes dans la lutte pour la dictature du prolétariat*⁴⁰ constitue la première tentative d'application à l'Europe occidentale des analyses qui ont permis le triomphe de la révolution en Russie. Le prisonnier d'Etat qu'est Radek commence par y rappeler que la base des perspectives de la révolution mondiale n'est pas dans le désir qu'en ont les communistes, mais dans les contradictions objectives croissantes de l'impérialisme, et résulte donc d'une analyse de la situation économique et politique mondiale ainsi que des tendances de son développement⁴¹. C'est également en fonction de ses contradictions insurmontables, lesquelles lui commandent de faire peser sur le prolétariat sa propre dictature, que la bourgeoisie va contribuer d'elle-même à disperser les illusions démocratiques des masses et à faire pénétrer en leur sein l'idée que seule la dictature du prolétariat, « dictature de la majorité du peuple travailleur »⁴², est capable de mettre fin à sa dictature à elle,

En fonction de cette analyse, les partis communistes doivent proposer au prolétariat une tactique et une stratégie ne reposant pas sur une courte campagne, mais au contraire axées sur une guerre longue, où la défensive succède à l'offensive et dans laquelle il ne doit négliger aucune des armes à sa disposition⁴³. L'illusion d'une victoire rapide est née, de l'avis de Radek, d'une mauvaise interprétation des leçons de la révolution russe, dont les conditions, dans un cadre historique identique, n'étaient pas du tout les mêmes que celles de la révolution européenne. D'abord parce que la guerre - qui, en Russie, a mobilisé la paysannerie aux côtés du prolétariat - a pris fin, et parce que la paysannerie occidentale est loin d'avoir la même homogénéité que la paysannerie russe⁴⁴. Ensuite parce que la bourgeoisie russe était jeune, faible, étroitement soumise au capital étranger et qu'elle n'est parvenue au pouvoir pour la première fois qu'en mars 1917, dans les conditions de la guerre, qui l'obligeaient à le partager avec l'armée, tandis que la bourgeoisie européenne est ancienne, bien organisée sur la base de

33 *Ibidem*, reproduit dans Ch. Beradt, *op. cit.*, p. 32; B. Gross, *op. cit.*, pp. 100-101, l'a également utilisé.

34 Paquet, *op. cit.*, p. VIII

35 *Zur Taktik des Kommunismus : Ein Schreiben an den Oktoberparteitag der K.P.D.* 1919, p. 5, brochure écrite en prison (Radek, *November ...*, p. 156).

36 *Soll die V.K.P.D.*, p. 102.

37 Radek, *Soll die V.K.P.D. ...*, p. 102.

38 *Ibidem*, p. 101.

39 *Ibidem*, p. 103.

40 K. Radek, *Die Entwicklung der Weltrevolution und die Taktik der Kommunistischen Parteien im Kampf um die Diktatur des Proletariats*, Berlin, 1919.

41 *Ibidem*, pp. 5-10.

42 *Ibidem*, p. 12.

43 *Ibidem*, p. 15.

44 *Ibidem*, pp. 15-16.

la concentration économique, expérimentée par des décennies d'exercice du pouvoir et, enfin, instruite par l'expérience russe⁴⁵, Conduisant sa révolution en pleine guerre, le prolétariat russe est parti à l'assaut les armes à la main : le prolétariat occidental, lui, a dû rendre ses armes avec la démobilisation, cependant que la bourgeoisie armait ses corps spécialisés, et il devra lancer les mains nues ses premières attaques⁴⁶. Enfin, dans les pays développés, les illusions dans la capacité du capitalisme de surmonter sa crise sont plus grandes, notamment parmi la couche privilégiée de l'aristocratie ouvrière: bien qu'à la fin cette dernière ne puisse que rejoindre le prolétariat, il est incontestable que les prochaines grandes luttes prolétariennes auront un caractère réformiste. Le processus de transformation de la conscience des masses sera donc long⁴⁷.

C'est en fonction de cette analyse qu'il faut aborder la question de la lutte économique et de la lutte politique, On ne doit pas les séparer l'une de l'autre, sous peine de courir le risque de tomber dans les déviations « syndicalistes» ou « putschistes », aussi dangereuses l'une que l'autre. Sur ces deux terrains, il faut mener sans se lasser tous les combats partiels, car le sort de la bataille sera tranché seulement quand le prolétariat, « rassemblé dans ces combats, plein de volonté révolutionnaire, arrachera victorieusement les organes de pouvoir à la minorité bourgeoise»⁴⁸.

Dans cette longue lutte, la seule condition préalable de succès - ou de victoire aux moindres frais - est l'existence de partis communistes capables d'analyser les situations données des différentes étapes des combats en fonction de l'issue et de l'objectif final. Les « syndicalistes » se paient de mots quand ils disent que les masses dirigent leurs propres combats : les masses dirigent effectivement ce combat, mais en fonction de leur expérience et des mots d'ordre qui leur sont proposés. C'est le parti communiste qui seul peut tirer les leçons des expériences et proposer des mots d'ordre clairs :

« Le parti communiste est le parti de la libre discussion dans les pauses entre les combats, pas un club de discussion dans le feu de la lutte, mais une direction. Il est l'état-major de la révolution prolétarienne et il ne peut donner des ordres, mais seulement convaincre »⁴⁹.

Hors de Russie, les partis communistes sont trop jeunes encore pour comprendre l'ensemble de leurs tâches. Leur premier devoir consiste à dresser un inventaire de leurs forces et de leurs moyens d'intervention. En Allemagne, ils doivent d'abord tenir compte de l'existence de syndicats de masse, organisant plus de six millions de travailleurs, et dirigés par des contre-révolutionnaires⁵⁰, ensuite de la puissance du parti social-démocrate et d'un parti social-démocrate indépendant, qui tous deux écrasent de leur supériorité un parti communiste illégal qui n'a guère plus de 80 000 membres.

A partir de cette analyse du rapport des forces réel, Radek engage la polémique avec les gauchistes, qui ne se préoccupent pas de savoir comment ils peuvent gagner une partie au moins de ceux des travailleurs - l'écrasante majorité - qui ne sont pas organisés chez les communistes :

« La conception puérile suivant laquelle il y a d'un côté les petits partis communistes, de l'autre les contre-révolutionnaires, et, entre eux, du vent, à partir de quoi nous pourrions former nos organisations de la révolution mondiale, n'a rien à voir avec la méthode du communisme. Elle résulte d'un sectarisme communiste infantile »⁵¹.

Les partis communistes doivent éviter de se comporter en sectes de prêcheurs et être capables de constituer leur propre organisation, leur propre programme et leur propre tactique, tout en prenant part aux luttes partielles. Généralement partis d'une base purement propagandiste, ils doivent résister à une autre tentation, infantile, celle du putschisme, qui cherche à « réaliser au début ce qui est à la fin de son chemin »⁵², sectarisme qui les conduit à boycotter les élections, c'est-à-dire en définitive à faire reposer leur lutte sur les sentiments d'une infime minorité⁵³. Cependant - et c'est là incontestablement l'écho de la discussion avec Levi - les communistes, qui combattent à juste titre putschisme et sectarisme, ne doivent pas tomber dans l'excès inverse, la passivité, et ont le devoir de toujours chercher à mettre les masses en mouvement. Radek formule à ce sujet une critique précise contre la centrale :

« Au moment où Noske mobilisait ses gardes blancs centre Munich, le prolétariat allemand était encore trop faible pour aider la république des conseils de Munich à vaincre par un soulèvement d'ensemble, une adhésion à ses buts. Mais, si les partis révolutionnaires avaient manifesté, pendant les combats, par des meetings, des manifestations et des grèves au centre du mouvement, sa solidarité avec Munich, il aurait peut-être pu contraindre le gouvernement à renoncer au bain de sang. (...) Le parti communiste n'est pas le parti de l'attente⁵⁴ du grand chambardement à venir, mais celui du renforcement, de la radicalisation des actions du prolétariat »⁵⁵.

Au nom de ce principe fondamental, il condamne le mot d'ordre, lancé par les gauchistes, de sortie des syndicats: quitter les syndicats, c'est se couper des masses, s'isoler, se cantonner volontairement dans le rôle de secte en renonçant à gagner

45 *Ibidem*, p. 17.

46 *Ibidem*.

47 *Ibidem*, pp. 17-18.

48 *Ibidem*, p. 20.

49 *Ibidem*, p. 22.

50 *Ibidem*, p. 23.

51 *Ibidem*, p. 25.

52 *Ibidem*, p. 28.

53 *Ibidem*, p. 30.

54 En 1921, Radek reprendra la formule « parti de l'attente » dans son célèbre pamphlet contre Levi. *Soll die V.K.P.D. die Partei des Wartens sein ?*

55 Radek, *Die Entwicklung*, pp. 30-31.

dans l'action les prolétaires qui ne sont pas encore communistes, mais veulent lutter pour la défense de leurs conditions de vie⁵⁶. La question est, pour les partis communistes, une « question de vie ou de mort » : toute initiative scissionniste contredit, au sens le plus strict du terme, les intérêts du communisme⁵⁷. Et Radek développe la nécessité de l'« éducation » des masses prolétariennes. insistant notamment sur le rôle capital des conseils d'usine et du mot d'ordre de « contrôle ouvrier sur la production », seul capable d'éduquer les masses et de les préparer à l'exercice du pouvoir⁵⁸.

Radek aborde enfin le problème qui va être, au cours de l'année suivante, le centre de la stratégie communiste, mais aussi l'enjeu d'une intense bataille politique interne, celui des éléments « hésitants » du socialisme, en d'autres termes, des partis centristes - en Allemagne, du parti indépendant :

« Nous pensons qu'il ne s'agit pas tellement de pousser les éléments de gauche à la scission d'avec le Centre, mais de les aider à chasser les dirigeants droitiers des organismes centraux et locaux, et de construire ainsi, par la fusion des deux armées communistes du prolétariat, un grand parti communiste. Si le parti communiste parvenait à vaincre les éléments anarcho-syndicalistes dans ses rangs et à adopter *un cours ferme et politiquement actif*, si, dans chaque action politique concrète, il parvenait à mettre le parti indépendant devant l'alternative, ou bien de prendre part aux actions engagées pour les besoins évidents des masses ouvrières révolutionnaires, ou bien de perdre son influence, les masses ouvrières indépendantes de l'U.S.P. seraient contraintes dans la pratique à un bloc avec le K.P.D. Les dirigeants de droite de l'U.S.P. ne pourraient à la longue y participer, et devraient ou être chassés du parti ou condamnés à l'impuissance totale. Mais (...) un tel développement ne sera possible que si le K.P.D. lutte pour parvenir à la clarté de ses conceptions et devient le point de rassemblement spirituel du mouvement ouvrier allemand. S'il n'y parvient pas, la tactique décidée par son congrès de fondation ne pourra être appliquée : il ne provoquera pas la scission des autres partis; c'est lui-même qui connaîtra les scissions et l'effondrement »⁵⁹.

Et comme si, déjà, il s'adressait aux militants « de gauche » du parti indépendant, le prisonnier de la Lehrerstrasse termine sa brochure par un appel à renforcer l'Internationale communiste, « rassemblement de *toutes les tendances* révolutionnaires de la vieille Internationale »⁶⁰, et à défendre la révolution russe :

« Pensez en continents! », lançait aux impérialistes anglais Joë Chamberlain. « Pensez en continents et en siècles! », tel est l'appel de l'Internationale communiste au prolétariat »⁶¹.

Autour de ce texte va s'engager la discussion qui culminera sur le plan international avec la brochure de Lénine sur le gauchisme. En Allemagne, il est considéré comme l'expression du point de vue des bolcheviks, En fait, si Bronski, revenu de Moscou, pense, avec Radek, que « la première vague a échoué » et qu'il faut maintenant « organiser les masses en vue de la prochaine »⁶², Boukharine, à Moscou, il n'est pas d'accord et pense qu'en Allemagne le pouvoir est toujours au bout des fusils d'une insurrection prochaine⁶³. Or il n'est pas le seul à le penser : nombreux sont en effet en Europe les communistes qui tirent des défaites de 1919 des conclusions tout à fait opposées à celles de Levi et de Radek. Et d'abord, comme il était prévisible en Allemagne même, au sein du K.P.D. (S).

Les gauchistes du K.P.D. (S).

A mesure que les actions isolées se révèlent de plus en plus vouées à l'échec, les plus enragés des militants communistes commencent à s'interroger : la « combativité des masses », qui avait pour eux justifié leur propre impatience révolutionnaire, disparaît. Dénoncer la trahison des dirigeants social-démocrates se révèle vite insuffisant pour réveiller dans la masse des travailleurs la soif d'action. Ces hommes qui ont cru le pouvoir à portée de main se mettent à la recherche de raccourcis, de recettes nouvelles leur permettant, soit de surmonter l'apathie des masses, soit de faire la révolution malgré elle.

La grande majorité des militants se retrouve dans ce courant gauchiste, celui-là même qui l'avait emporté au cours du congrès de fondation du parti. Les événements de janvier ne font que renforcer encore leur détermination, leur haine des opportunistes, des dirigeants majoritaires et des syndicats. Le courant ne s'exprime pas seulement à travers des éléments responsables des I.K.D., comme l'ancien député saxon Otto Rühle, ou le Brémois Karl Becker, les Hambourgeois Wolffheim et Laufenberg. Il entraîne aussi des hommes comme Willi Münzenberg, formé en grande partie sous l'influence de Lénine en Suisse, de vieux spartakistes comme Merges, du Brunswick, et les dirigeants de l'organisation communiste berlinoise Wendel et Karl Schröder. Tous expriment la même impatience, la même exaspération et une quête éperdue de nouveaux moyens d'action. Tous rejettent en bloc les « compromissions », la participation aux « parlements bourgeois », prônent le boycottage des élections comme arme de classe et la propagande en faveur du boycottage comme moyen de débarrasser les masses de leurs illusions démocratiques⁶⁴. Tous considèrent que les syndicats, corporatistes et réformistes, sont devenus des « chiens de garde » du capitalisme, qu'ils servent à dévoyer la lutte spontanée des travailleurs et que les révolutionnaires doivent lutter afin de les détruire en tant qu'obstacles à la conscience de classe et à la lutte révolutionnaire. Tous opposent « les masses »

56 *Ibidem*, pp. 32-36.

57 *Ibidem*, pp. 37.

58 *Ibidem*, pp. 45-49.

59 *Ibidem*, p. 56.

60 *Ibidem*, p. 64.

61 *Ibidem*, p. 66.

62 Radek, *November ...*, p. 156.

63 *Ibidem*, p. 162. Boukharine, leader des « communistes de gauche » en 1918 dans la question de la « paix séparée » de Brest-Litovsk, soutint des positions gauchistes au moins jusqu'en 1921. C'est seulement plus tard qu'il deviendra le chef de file de la « droite ».

64 Voir la résolution des militants berlinois du K.P.D.(S.) publiée dans *Freiheit* le 11 septembre : le journal indépendant explique que c'est là l'opinion réelle du K.P.D.(S.), dans lequel la centrale est à contre-courant.

aux « chefs », l'action « spontanée » à l'organisation, forcément « bureaucratique » à leurs yeux. Tous profitent du mode fédéraliste d'organisation adopté au congrès de fondation et des conditions d'illégalité pour affirmer l'autonomie des groupes locaux, l'indépendance et l'initiative politique des militants « de base », contester le rôle dirigeant de la centrale⁶⁵.

A Hambourg, sous l'influence de l'ancien I.W.W. Fritz Wolffheim, se développe le courant que Bock qualifie d'« unioniste » - terme qu'il préfère à celui, généralement employé, de « syndicaliste »⁶⁶. L'idée centrale en est la nécessité de mettre fin à la traditionnelle séparation d'organisations et à la division du travail entre parti et syndicat : les « unions » doivent être les organisations ouvrières uniques, cumulant fonctions économiques et politiques, dont la base est l'entreprise et l'organisme le plus élevé l'union d'industrie. C'est en faveur d'une telle « organisation révolutionnaire d'entreprise » que se prononce, dès février 1919, le journal communiste de Hambourg *Kommunistische Arbeiter-Zeitung*. La campagne en faveur des unions va de pair avec la dénonciation systématique des syndicats traditionnels et le soutien des initiatives scissionnistes qui donnent naissance à de telles « unions ». Wolffheim justifie théoriquement cette politique. Pour lui, les syndicats ont correspondu à la phase historique de développement du capitalisme et permis le rassemblement de la classe sur ses revendications économiques, mais ils constituent désormais, dans la phase de destruction du capitalisme, des obstacles à abattre sur le chemin de la révolution⁶⁷. Les communistes de Hambourg proposent de dissoudre les syndicats et de distribuer leurs fonds aux chômeurs ; en août, l'organisation du district du K.P.D. (S) de Hambourg déclare incompatibles l'appartenance au parti et à un syndicat⁶⁸.

Pour eux, en effet, l'une et l'autre formes traditionnelles ont fait faillite avec les opportunistes : il faut désormais surmonter la scission de fait du prolétariat, éparpillé entre partis réformistes et syndicats corporatistes et, partout, soumis à l'autorité de « chefs » ; il faut, pour cela, rassembler les travailleurs « à la base », sur le lieu de leur travail, dans ces « unions » sur la base des usines où s'effacerait toute distinction entre action syndicale et action politique, et dont le seul fondement programmatique consisterait en l'acceptation de l'idée de dictature des conseils ouvriers comme seule force d'accès au socialisme. Partisans, eux aussi, des « unions », les militants de Brême, dont Karl Becker se fait sur ce point le porte-parole⁶⁹, et ceux de Berlin, Karl Schröder et Wendel, ne remettent pas en question la nécessité du parti communiste, qui doit au contraire, à leurs yeux, créer, soutenir, diffuser les unions. Le 7 octobre, à l'assemblée berlinoise des conseils, la fraction du K.P.D. (S), par la bouche de Rasch, somme les indépendants d'opposer à la « révolutionnarisation » des syndicats la perspective de construction d'organisations révolutionnaires d'usine, et déclare qu'elle quittera la séance si son point de vue n'est pas accepté. Tous les efforts des indépendants de gauche, Richard Müller, Malzahn, Neumann, Däumig, dans cette assemblée que les social-démocrates majoritaires ont depuis des mois désertée, sont vains, face à la détermination des communistes berlinois qui invoquent la « trahison » des syndicats officiels et le « succès » de l'A.A.U.⁷⁰.

En fait, critiquant leur propre version du marxisme révolutionnaire, tendant désespérément de forcer le succès après une année de cruels échecs, bien des militants du parti communiste retrouvent simplement, sous les mots d'ordre et à travers une pratique qu'ils estiment « nouveaux », des tendances très proches des courants anarchistes et syndicalistes contre lesquels le marxisme s'était initialement imposé au sein du mouvement ouvrier, mais qui renaissent sous le poids de la défaite et de l'impuissance face aux bureaucraties. C'est ce que pense Paul Lévi, pour qui ces théories constituent « un retour en arrière, vers l'aube du mouvement ouvrier »⁷¹.

Convaincu de l'ampleur du mal, il tente d'abord de ressaisir les fils d'une organisation qui n'existe que sur le papier : c'est l'objet de la conférence d'avril 1919, où le pays est divisé en vingt-deux districts, chacun étant dirigé par un secrétaire qui a pour mission de « rassembler tous les éléments communistes », dont la majorité sont encore éparés dans les rangs indépendants, « de nouer des liens d'organisation entre les camarades », d'« organiser des groupes locaux »⁷².

Mais les débats de la conférence d'août 1919⁷³ lui démontrent qu'il faut agir de façon plus radicale : certain qu'il ne dispose pas des moyens de contraindre les éléments gauchistes à accepter la discipline sous l'autorité de la centrale, il se décide pour la scission. L'essentiel, pour lui, est de ramener le parti dans la voie du marxisme, ce qui implique par priorité la correction des décisions du congrès de fondation. L'essentiel est de disposer d'une organisation construite sur des bases marxistes, si réduite soit-elle. Décidé à utiliser sa position à la tête de la centrale, il va de l'avant, bien décidé, s'il le faut, à exclure la

65 Un « rapport de la centrale à l'exécutif de l'I.C. sur les questions d'organisation C.I.M.L.-Z.P.A., 3/1-16, pp. 2-3, cité par V. Mujbegović, *Komunistička Partija Nemacke* 1918-1923, pp. 166-167, n. 5) souligne l'absence d'intérêt pour l'organisation proprement dite dans les rangs communistes : « En juillet 1919, le parti avait en Allemagne 100 000 adhérents, dont seulement un petit nombre étaient de véritables communistes. C'était essentiellement l'hostilité générale au régime de Noske qui amenait chez nous les ouvriers. Sur une telle base, la consolidation du parti était impossible. Les organisations n'ont pas fonctionné, les cotisations n'ont pas été payées. Une telle situation ne s'expliquait pas seulement par les conditions d'illégalité de notre parti, mais par l'idée très répandue dans les rangs des ouvriers allemands que le gouvernement ne pouvait se maintenir au-delà de quelques semaines ou de quelques mois, et que, de cette situation à la dictature des conseils, il n'y avait qu'un pas. C'est cette mauvaise interprétation de la situation qui nous a permis de constater que les camarades considéraient le travail intensif dans l'organisation comme inutile. Il n'a été possible que graduellement d'éliminer cette aversion pour le travail d'organisation. »

66 Bock, *op. cit.*, p. 124.

67 *Ibidem*, p. 130.

68 *Ibidem*, pp. 126-127.

69 *Ibidem*, p. 130.

70 Le compte rendu de cette discussion est publié dans *Freiheit* du 8 octobre 1919. Lorsque Däumig invoque, à propos de la nécessité pour les révolutionnaires de militer dans les syndicats, l'autorité de Radek, il se fait répondre par les communistes que « Radek ne connaît rien à l'Allemagne » ! Le communiste Peters demande à ses camarades de ne pas se montrer « irresponsables » en quittant l'assemblée. Un communiqué de la centrale, quelques jours plus tard, désavoue officiellement le comportement et les positions politiques des communistes berlinois (cité dans *Freiheit*, 13 octobre).

71 Archives Lévi, p. 24/8, f. 8.

72 Rapport de la centrale à l'exécutif de l'I.C. sur les questions d'organisation, I.M.L.-Z.P.A., 3/1-16, p. 1, cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 165, n. 1

73 Archives Lévi, P 55/9.

majorité des militants pour guérir le parti. Et c'est dans cet esprit qu'il prépare le 2^e congrès, lequel se tient, à partir du 20 octobre 1919, dans la région de Heidelberg, changeant quotidiennement de lieu et de couverture.

Instruit par l'expérience des premiers mois de 1919 comme par celle du congrès de fondation, il s'efforce d'abord de modifier le mode de représentation des groupes locaux, dont les plus importants numériquement - ceux-là mêmes qui le soutiennent, comme celui de Chemnitz - ont été sous-représentés, puisque aucun groupe n'avait, au congrès de fondation, plus de trois délégués, même s'il avait plus de 250 membres⁷⁴. Prenant au sérieux le rôle de « centrale » de la direction, il prend des initiatives qui relèvent d'une conception effectivement plus centraliste que celle du 1^{er} congrès⁷⁵ : c'est ainsi qu'il obtient la dissolution de la Ligue des soldats rouges, devenue le refuge des gauchistes et des éléments les plus aventuristes, véritable « garde rouge » à l'intérieur et sur les marges du parti⁷⁶. Cette mesure ne provoque apparemment sur le coup aucune protestation, mais, prise dans les conditions difficiles de l'illégalité, elle sera bientôt dénoncée par ses adversaires comme un gage de bonne volonté donné par lui au gouvernement de Noske, et un premier pas vers la capitulation.

Le congrès de Heidelberg.

Dès l'ouverture du congrès, Paul Levi passe à l'attaque dans un rapport qui constitue à la fois un rappel des principes communistes, une analyse de la situation politique et un réquisitoire contre les thèses des gens de Hambourg qu'il dépeint comme des « syndicalistes ». La centrale propose de commencer par une discussion et l'adoption des principes des fondements de l'action du parti, puis d'examiner les points particuliers en discussion, à travers les thèses qu'elle présente sur le parlementarisme et la question syndicale. Les thèses sur les principes soulignent que la révolution ne peut consister en un « coup isolé », qu'elle est « un processus de montée et de descente, de flux et de reflux », le résultat d'une lutte acharnée menée par une classe « qui n'a pas encore complètement conscience de ses tâches ni de ses forces »⁷⁷. Les communistes, dans le but précisément de développer cette conscience, ont le devoir d'utiliser tous les moyens pour y parvenir, y compris la participation aux élections et particulièrement le militantisme au sein des syndicats. Elles dénoncent comme des « utopistes petits-bourgeois » les partisans des « unions ouvrières » qui « croient que des mouvements de masses peuvent être provoqués sur la base d'une forme particulière d'organisation, donc que la révolution est une question de forme d'organisation »⁷⁸.

La première discussion éclaire la tactique de la centrale : ses adversaires sont divisés. Unis dans leur hostilité au parlementarisme et aux syndicats, ils sont séparés par des divergences plus importantes encore sur les principes, notamment sur le rôle du parti communiste. Aussi Wolffheim tente-t-il de retourner la situation par une modification de l'ordre du jour, proposant de discuter d'abord du parlementarisme et des syndicats, et seulement ensuite des principes. Levi défend l'ordre du jour avec des arguments simples : la discussion et l'accord sur les principes constituent des préalables, sur la base desquels les autres questions pourront être réglées dans la clarté. Par 23 voix contre 19, le congrès maintient l'ordre du jour proposé par la centrale⁷⁹. Par 24 voix contre 18, il décide de donner le droit de vote aux membres de celle-ci⁸⁰.

Les gauchistes sont pris de court. Les mœurs anciennes, l'émiettement de l'organisation sous les coups de la répression, leur avaient fait sous-estimer le danger que pouvait constituer pour eux cette centrale élue au congrès de fondation et composée de militants en réalité minoritaires tant dans ce congrès que dans le parti lui-même. Or il est clair que son objectif est d'exclure ses adversaires les plus déterminés. Laufenberg nie que le débat soit un débat politique, affirme que Levi n'a brandi l'épouvantail du syndicalisme que pour provoquer une scission : celle-ci lui est nécessaire pour permettre un rapprochement avec les indépendants de gauche et une politique parlementariste. Il dit que les thèses que Levi vient de présenter n'auraient pas la moindre chance d'être adoptées par les militants du parti si ceux-ci les connaissaient⁸¹. De son côté, Wolffheim se plaint que la centrale n'ait jamais cherché à engager la discussion avec l'organisation de Hambourg : il n'a jamais, dit-il, reçu de sa part d'autres critiques que dans le domaine financier ; il vient seulement de découvrir qu'il existait aussi des désaccords politiques⁸². En fait, le terrain même sur lequel se situent ces orateurs montre que le coup préparé par Levi a réussi. Parmi les autres délégués, Schnellbacher déclare que le parti se trouve de nouveau devant le vieux débat « entre Marx et Bakounine »⁸³. Münzenberg, qui appartient aux rangs des adversaires de la participation aux élections, condamne certes ce qu'il appelle « l'activité trop propagandiste » de la centrale, mais ne fait pas de l'« anti-parlementarisme » une question de principe, et surtout se dresse contre la conception « fédéraliste » du parti défendue par Hambourg :

« Le caractère fédéraliste des luttes isolées en Allemagne a clairement démontré les dangers du fédéralisme »⁸⁴.

Les thèses sur les principes et la tactique, mises aux voix l'une après l'autre, sont adoptées, celle qui condamne résistance

74 Voir le texte sur le projet de statut rédigé au printemps 1919 dans H. Weber, *Der Gründungsparteitag*, pp. 304-309, et les remarques sur ce point, p. 305.

75 Eberlein, *Bericht 3* ... , p. 41 ; *Die Rote Fahne*, 28 décembre 1921 ; M. Bock (*op. cit.*, pp. 139 sq.) mentionne à plusieurs reprises les « mesures » ou la « politique » de centralisation de Paul Levi entre mars et août 1919, sans en fournir aucun exemple précis.

76 En réalité, les éléments communistes de ces *Kampforganisationen* (K.O.) deviendront l'un des points d'appui de l'opposition, puis du K.A.P.D. (Bock, *op. cit.*, pp. 419-420)

77 *Bericht 2*..., p. 61.

78 *Ibidem*, p. 30.

79 *Ibidem*. Cette décision assure à l'avance l'adoption des thèses de Levi mais, comme elle est acquise après la présentation de son rapport, il est clair qu'elle est prise par les délégués en toute connaissance de cause.

80 *Ibidem*, p. 31.

81 *Ibidem*, pp. 33-35.

82 *Ibidem*, pp. 35-38.

83 *Ibidem*, p. 35.

84 *Ibidem*, p. 44.

passive et sabotage comme moyens d'action, d'extrême justesse, par 25 voix contre 23. L'exclusion des adversaires des principes - présentée par Levi comme une nécessité pour la clarté et la cohésion - est acquise par 21 voix contre 20. L'ensemble des thèses est finalement adopté par 31 voix contre 18⁸⁵. Les délégués de l'opposition, Laufenberg, Wolffheim, Rühle, Schröder, Wendel, Becker et les autres, ne reviendront pas au congrès : le même soir, après un débat, l'opposition refuse la création immédiate d'un nouveau parti proposée par Wolffheim et Laufenberg⁸⁶, Malgré tout, la voix de la scission est ouverte.

Il reste à Levi à surmonter l'opposition du groupe qu'on appelle alors le « groupe-tampon » et qu'animent Willi Münzenberg et Georg Schumann. Ces derniers, tout en acceptant les thèses sur la tactique et les principes et en affirmant leur fidélité à la conception marxiste et bolchevique du parti, continuent à s'opposer à la participation aux élections⁸⁷. Mais les délégués adoptent en définitive les thèses présentées par Levi et le principe de la participation⁸⁸. Les thèses votées ensuite sur la question syndicale précisent que les communistes militent à l'intérieur des syndicats afin de détacher les masses ouvrières de la bureaucratie syndicale, qui constitue le principal obstacle au développement de la conscience révolutionnaire : c'est le devoir des militants communistes de demeurer dans les syndicats chaque fois et aussi longtemps qu'ils peuvent y gagner des combattants à la révolution⁸⁹.

Paul Levi a gagné la première manche de sa lutte pour le redressement du K.P.D. (S), en obtenant du 2^e congrès qu'il revienne sur les plus néfastes des prises de position de son congrès de fondation : c'est ce qu'il explique dans un message adressé à tous les militants⁹⁰.

Radek et Lénine contre la scission.

Dans une lettre envoyée de sa cellule au congrès du parti, Radek avait nettement pris position sur tous les points essentiels en faveur des thèses de Paul Levi, qui reflètent d'ailleurs le contenu de leurs discussions; il expose ce qu'il considère comme les leçons essentielles de la révolution russe, tant sur la participation aux élections, le militantisme dans les syndicats que sur la centralisation du parti⁹¹. En revanche, il a été très surpris d'apprendre, à la veille du congrès, grâce à une lettre de Bronski apportée à la prison par une militante autrichienne émigrée depuis août 1919 à Berlin, Elfriede Friedländer⁹², que Levi avait l'intention de faire exclure les adversaires des thèses sur les principes. Il utilise à son tour la messagère de Bronski pour tenter par une lettre de dernière minute de dissuader Levi d'aller jusqu'à une mesure qui signifie en fait la scission. Levi ne tiendra pas compte de ce message⁹³.

Radek - qui écrira, mais beaucoup plus tard, que les thèses de Heidelberg comportaient quelques « formulations opportunistes⁹⁴ » - est d'autant plus sensible sans doute à la forme revêtue par la scission en train de se préparer que nombre de ses anciens camarades et partisans de Brême, Karl Becker en tête, et même, à Hambourg, le communiste russe Zaks-Gladnief - qui milite sous le nom de Fritz Sturm - sont dans les rangs des organisations de l'opposition rejetées à Heidelberg, parce que solidaires, contre le K.P.D. (S), de Wolffheim et Laufenberg. Il reprend contact avec eux afin, écrira-t-il, d'organiser sur de meilleures bases la lutte contre Laufenberg et son groupe, et de conserver au mouvement communiste des militants qu'il apprécie⁹⁵ pour avoir été, au moins partiellement, leur maître à penser.

Les bolcheviks, quant à eux, ne peuvent pas ne pas reconnaître que les thèses de Heidelberg sont dans la ligne de leur politique, ni leur refuser un soutien sans réserve. Mais ils n'en condamnent pas moins nettement la scission. Lénine, qui a appris la nouvelle par radio, s'adresse dès le 18 octobre à la centrale allemande pour lui dire que l'opposition gauchiste à laquelle elle s'est heurtée n'est qu'un signe de jeunesse et d'inexpérience, et qu'il eût été préférable d'entamer avec elle la discussion politique plutôt que de l'exclure préalablement à tout débat sérieux. Ignorant les conditions exactes dans lesquelles s'est déroulé le congrès, il s'exprime avec beaucoup de prudence sur la forme, précisant cependant :

« Si la scission était inévitable, il faut vous efforcer de ne pas l'aggraver, faire appel à l'arbitrage du comité exécutif de l'Internationale, forcer les « gauchistes » à formuler leurs divergences dans des thèses et dans une brochure »⁹⁶.

Tout en confirmant son accord au fond, il adjure les dirigeants allemands de ne pas ménager leur efforts afin de rétablir l'unité des communistes allemands : sans qu'il y ait eu entre eux la moindre concertation, il est donc exactement sur la même position que Radek. Mais Levi est, pour sa part, bien décidé à aller jusqu'au bout.

85 Tous ces votes, *ibidem*, p. 42; texte des thèses, pp. 60-62.

86 *Ibidem*, p. 44 (Schnellbacher).

87 *Ibidem*, p. 48.

88 *Ibidem*, p. 51; texte pp. 62-64.

89 *Ibidem*, pp. 64-67.

90 Archives Levi, P 19/2, datée du 28 novembre 1919.

91 K. Radek, *Zur Taktik der Kommunismus, ein Schreiben an den Oktober-Parteitag der K.P.D.*

92 Elfriede Eisler, épouse de Paul Friedländer, dirigeante des Jeunesses socialistes autrichiennes, avait contribué à la fondation du P.C. autrichien. Écartée de sa direction en juillet 1919, elle devait se fixer en août à Berlin et militer désormais sous le nom - emprunté à sa mère - de Ruth Fischer.

93 Radek, *November ...*, pp. 157 sq.

94 Radek, *Soll die V.K.P.D ...*, p. 104.

95 Radek, *Soll die V.K.P.D ...*, p. 104.

96 *Œuvres*, t. XXX, p. 83.

XVI. L'opposition gauchiste et la scission

Les lendemains du congrès de Heidelberg n'apparaissent guère favorables à Levi et à la centrale. Non seulement la prise de position des bolcheviks laisse la porte ouverte à une révision de leur attitude scissionniste, que Radek condamne nettement, mais encore il est évident que la majorité des militants du parti demeurent fidèles à leurs porte-drapeau gauchistes. L'opposition, en effet, rencontre un écho quand elle dénonce les méthodes « bureaucratiques » employées contre elle et la détermination de la centrale de chasser du parti tous les opposants. Les conditions de clandestinité dans lesquelles se déroule cette crise interne rendent en effet plausible l'accusation selon laquelle l'objectif de Levi serait la conclusion d'une alliance à perspectives électoralistes avec les social-démocrates indépendants, et l'exclusion des gauchistes le prix payé pour ce rapprochement.

Un parti en lambeaux.

A l'exception de Chemnitz, ce sont les plus gros districts qui ont soutenu l'opposition dans sa bataille à la veille du congrès de Heidelberg. Ils restent solidement entre ses mains et repoussent par de fortes majorités les thèses adoptées au congrès : ainsi à Essen, où 43 militants seulement, sur un effectif de 2 000 environ, approuvent les thèses de la centrale¹. A Hambourg, à Brême, à Berlin, à Dresde, bastions de l'opposition, la centrale prend l'initiative de convoquer directement les militants pour leur soumettre l'approbation des décisions du congrès et obtenir d'eux le désaveu des militants locaux : les résultats sont médiocres, pour ne pas dire catastrophiques². Si l'on en croit, par exemple, Ruth Fischer, dans le district de Berlin-Brandebourg, qui comptait 12 000 militants à la veille du congrès de Heidelberg, 36 seulement sont présents pour en entendre le compte rendu présenté par Wilhelm Pieck³. La scission est consacrée à Berlin par une conférence de district qui se tient le 4 janvier et au cours de laquelle les dirigeants du district appellent à refuser de reconnaître les décisions du congrès⁴. Après des mois de bataille, en mars 1920, le district contrôlé par la centrale ne comptera pas plus de 800 militants⁵. Le comité central des 4 et 5 janvier va pourtant de l'avant dans l'application des décisions du congrès de Heidelberg et procède en bloc à l'exclusion de tous les districts et organisations dont les conférences ont refusé d'accepter les thèses et d'admettre l'exclusion des délégués de l'opposition : dès février 1920, les districts du Nord, du Nord-Est, de Saxe occidentale et de Berlin-Brandebourg sont exclus du parti; d'autres organisations, celles de Thuringe et d'Elberfeld-Barmen, sont en voie de l'être⁶. Les militants restés fidèles à la centrale - la frontière entre le « parti » et l'« opposition » manque de netteté - ne sont pas pour autant de la meilleure trempe. Au congrès de Karlsruhe, en février 1920, Heinrich Brandler, qui revient de la Ruhr, n'hésite pas à affirmer :

« Nous n'avons pas encore un parti. (...) Ce qui existe, en Rhénanie-Westphalie, est pire que si nous n'y avions rien. (...) Il ne sera pas possible d'y construire le parti communiste dans un délai rapproché. (...) Ce qui y a été fait a discrédité notre nom et notre parti. (...) Il en résulte que nos hommes n'ont pas la moindre autorité parmi les travailleurs »⁷.

Au cours du même débat, Eberlein conteste cette appréciation, mais révèle qu'il n'y a plus d'organisation contrôlée par la centrale dans des centres comme Brême, Hambourg, Hanovre, Dresde, Magdebourg et que nombre de groupes locaux ont rompu avec elle toutes relations⁸.

En fait, en dehors de Stuttgart, où le nombre de militants serait passé depuis Heidelberg de 4 600 à 5 300⁹, et de Chemnitz - de 14 à 16 000¹⁰ -, le parti communiste allemand n'est plus implanté que sous la forme de petits groupes isolés.

Le national-bolchevisme.

La centrale est pourtant servie par les développements qui se produisent au sein de l'opposition, et notamment par les fracassantes prises de position de Wolffheim et Laufenberg, dont Levi avait fait ses cibles pendant et après le congrès.

Dès octobre 1918, les deux responsables hambourgeois avaient défendu, au sein de leur organisation locale, la thèse de la nécessaire transformation de la révolution en guerre populaire révolutionnaire contre les impérialistes de l'Entente, en alliance avec la Russie soviétique. En mai 1919, ils avaient, avec une grande violence, pris position contre l'éventuelle signature, par le gouvernement allemand, du traité de Versailles, considérée comme une capitulation devant l'impérialisme mondial¹¹. Cependant, dans la période précédant le congrès de Heidelberg, ils n'insistent pas sur cette perspective, guerroyaient à la fois contre la participation aux élections et aux syndicats - en faveur des « unions » et contre la centralisation du parti : Levi, à Heidelberg, les attaque sur ce terrain et les taxe de « syndicalisme », mais ne fait aucune allusion à leurs positions en faveur de la « guerre révolutionnaire ».

Or, dès le lendemain du congrès de Heidelberg, les militants de Hambourg tentent, en même temps, d'unifier l'opposition

1 Bock, *op. cit.*, p. 227

2 *Ibidem*, p. 226.

3 R. Fischer, *op. cit.*, p. 119.

4 *Freiheit*, 6 janvier 1920.

5 *Bericht 2* ... , p. 38; les partisans du K.P.D. jugent ce chiffre exagéré.

6 *Ibidem*, pp. 7, 32.

7 *Ibidem*, pp. 16-17.

8 *Ibidem*, pp. 33-36.

9 *Bericht 3* ... , p. 37.

10 *Ibidem*, p. 35

11 Bock, *op. cit.*, p. 275.

derrière eux et de l'entraîner sur leurs positions nationalistes de type nouveau, L'organe communiste de Hambourg, *Kommunistische Arbeiterzeitung*, lance un appel au regroupement des organisations de l'opposition:

« Toutes les organisations de parti du parti communiste allemand qui pensent que la dictature du prolétariat doit être la dictature de la classe ouvrière et non la dictature des dirigeants d'un parti, qui pensent en outre que les actions révolutionnaires de masse ne sont pas commandées d'en haut par un groupe de chefs, mais doivent émaner de la volonté des masses elles-mêmes et être préparées par le rassemblement sur le plan de l'organisation des prolétaires révolutionnaires dans les organisations de masse révolutionnaires sur la base de la démocratie la plus large, sont invitées à se mettre en liaison avec l'organisation du parti de Hambourg »¹².

Le 3 novembre, sous forme de supplément du *Kommunistische Arbeiterzeitung*, le district de Hambourg publie un texte dû à la plume de Wolffheim et Laufenberg : « Guerre populaire révolutionnaire ou guerre civile contre-révolutionnaire - Première adresse communiste au prolétariat allemand¹³. » Ils y défendent la thèse de la « prolétarisation » de la nation allemande, et de la nécessité d'une alliance de la nation-prolétaire avec la révolution russe pour une guerre révolutionnaire contre l'Entente, Leur thèse se précise avec un second pamphlet, « Communisme contre spartakisme »¹⁴, dans lequel ils mêlent un exposé sur la nécessité de la « paix civile » - la bourgeoisie devant accepter le rôle dirigeant du prolétariat pour sauver la nation - à de furieuses attaques contre Paul Levi, ne reculant même pas devant l'antisémitisme, puisqu'ils le traitent de « Judas de la révolution allemande », l'accusant d'avoir en 1918, par sa propagande défaitiste, « poignardé le front allemand »¹⁵.

Critiqués au sein même de l'opposition - où le seul élément responsable qui les soutiendra sera Friedrich Wendel -, violemment attaqués par les dirigeants de l'Internationale et ceux du K.P.D. (S)¹⁶ - c'est Radek qui invente pour leur théorie le nom de « national-bolchevisme » -, Wolffheim et Laufenberg demeurent cependant partie prenante de l'organisation de l'opposition, dont ils constituent, dans les derniers mois de 1919 et les premiers de 1920, les fleurons les plus spectaculaires.

Tentative d'explication théorique de Pannekoek.

Au moment où Wolffheim et Laufenberg commencent à se discréditer en tant que porte-parole de l'opposition communiste de gauche, les gauchistes allemands reçoivent le renfort des communistes hollandais Gorter et Pannekoek. Dès la fin de novembre 1918, Hermann Goner s'est en effet rendu à Berlin, où il collabore avec les éléments gauchistes, influençant en particulier Karl Schröder, se faisant le théoricien des « organisations révolutionnaires d'entreprise » et vraisemblablement l'un des inspirateurs, en février 1920, de l'*Allgemeine Arbeiter-Union*, première tentative d'unification « unioniste » à l'échelle de l'Allemagne¹⁷.

Anton Pannekoek revient en Allemagne à la même époque, rejoint ses anciens camarades et disciples de Brême et de Berlin, collabore à la presse des I.K.D. puis à celle des organisations locales gauchistes du K.P.D. (S)¹⁸. Dès le lendemain du congrès de Heidelberg, il s'attelle à la tâche de l'explication théorique des divergences entre la centrale et les gauchistes, dans une série d'articles du *Kommunist* de Brême sur « Les Divergences en matière de tactique et d'organisation » et surtout dans son étude - publiée sous le pseudonyme de K. Horner - sur « La Révolution mondiale et la tactique communiste »¹⁹. Bientôt, oubliant leur impatience de l'année 1919, la majorité des gauchistes vont se retrouver derrière l'analyse de Pannekoek pour dénoncer l'opportunisme de la centrale allemande et les tendances similaires des dirigeants de l'Internationale et du parti russe, dans une polémique dirigée pour l'essentiel contre Radek.

Pannekoek tire en effet des premiers mois de la révolution allemande une conclusion opposée à l'analyse des gauchistes dans cette période : pour lui, l'expérience allemande fait en effet ressortir « la nature des forces, qui fera nécessairement de la révolution en Europe de l'Ouest un processus de longue durée »²⁰. Pensant - comme Levi l'affirmait dès la conférence de Francfort en août 1919 - que l'Allemagne est désormais entrée dans une phase de stagnation, il écrit :

« Deux tendances se manifestent. (...) L'une (...) veut radicaliser les esprits, éclairer par la parole et par l'action, et s'efforce, pour cette raison, d'opposer avec la plus grande vigueur les principes nouveaux aux idées anciennes. L'autre, désireuse d'amener à l'activité pratique des masses qui s'y montrent peu enclines, cherche à éviter le plus possible de les choquer et fait ressortir ce qui unit plutôt que ce qui sépare. La première entend provoquer un clivage net et clair, la seconde vise à rassembler; le nom de tendance « radicale » convient à la première, celui d'« opportunisme » à la seconde. (...) Il est hors de doute que l'opportunisme va prendre une singulière importance au sein de l'Internationale communiste »²¹.

L'idée centrale du nouvel opportunisme lui paraît être celle selon laquelle un parti, grand ou petit, serait capable à lui seul, de réaliser la révolution :

12 Cité par Bock, *op. cit.*, p. 225.

13 Publié en brochure à Hambourg en 1919, sous le titre *Revolutionärer Volkskrieg oder Konterrevolutionärer Bürgerkrieg*.

14 Publié en brochure à Hambourg en 1920 sous le titre *Kommunismus gegen Spartakismus*.

15 *Ibidem*, pp. 3-4, cité par Bock, *op. cit.*, p. 277.

16 Voir notamment, de Radek et Thalheimer, *Gegen den National- bolschewismus*, Berlin, 1920.

17 Bock, *op. cit.*, p. 429.

18 *Ibidem*, pp. 436-437.

19 « Weltrevolution und Kommunistische Taktik », *Kommunismus*, n° 28/29, 1^{er} août 1920, pp. 976-1018; larges extraits en français dans Bricianer, *op. cit.*, pp. 163-201.

20 Bricianer, *op. cit.*, p. 166.

21 *Ibidem*, p. 167.

« Pas plus qu'un petit parti radical, un grand parti de masse ou une coalition de divers partis ne sauraient mener à bien une révolution. Celle-ci est l'œuvre des masses, elle se déclenche spontanément. (...) Ce qui sépare les communistes des social-démocrates, c'est l'intransigeance avec laquelle les premiers mettent en avant les principes nouveaux (système des soviets et dictature). L'opportunisme au sein de la III^e Internationale emploie le plus souvent possible les formes et les méthodes de lutte léguées par la II^e Internationale. Après que la révolution russe eut remplacé le parlementarisme par le système des soviets et édifié le mouvement syndical sur la base des usines, certaines tentatives - les premières - de suivre ce modèle virent le jour en Europe. Le parti communiste d'Allemagne boycotta les élections à l'Assemblée nationale et propagea l'idée d'une sortie organisée, immédiate ou progressive, des syndicats. Mais lorsqu'en 1919 la révolution se mit à refluer et à stagner, la direction du parti opta pour une tactique nouvelle, revenant au parlementarisme et soutenant les vieilles organisations contre les unions »²².

La cause de la victoire de la bourgeoisie allemande sur la révolution de 1918-1919 réside à son avis dans un « facteur caché », « le pouvoir spirituel de la bourgeoisie sur le prolétariat » :

« C'est parce que les masses demeurent encore totalement soumises au mode de pensée bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise elles l'ont rétablie de leurs propres mains »²³.

L'exemple allemand permet de comprendre les problèmes de la révolution prolétarienne dans un pays où le mode de production bourgeois et une haute culture existent depuis des siècles :

« (Il) montre à l'œuvre des forces concrètes que nous avons désignées ici sous le nom d'hégémonie des conceptions bourgeoises : la vénération de formules abstraites du genre de la « démocratie »; la puissance des habitudes de pensée et de points du programme, tels que la réalisation du socialisme grâce à des chefs parlementaires et à un gouvernement socialistes; le manque de confiance du prolétariat en lui-même (...) mais, bien plus encore, la croyance dans le parti, l'organisation, les chefs qui, des dizaines d'années durant, avaient personnifié la lutte, les buts révolutionnaires »²⁴.

Rejetant la thèse de la « minorité agissante », écartant l'illusion selon laquelle le pouvoir était à la portée des révolutionnaires, Pannekoek estime qu'il s'agit de développer au sein du prolétariat les bases d'un pouvoir de classe permanent. Tâche longue et difficile, qui contraindrait les révolutionnaires à reconsidérer les perspectives non seulement de Marx, mais des bolcheviks, en ce qui concerne la révolution dans les pays avancés :

« Les pays appelés à constituer le centre du nouvel univers communiste sont en effet ces pays nouveaux où les masses, loin d'être intoxiquées par les miasmes idéologiques de la bourgeoisie, sont sorties, avec les débuts de l'industrialisation, de la vieille passivité résignée, en même temps que s'éveillent en leur sein un sentiment communautaire, l'esprit communiste; pays où il existe également les matières premières nécessaires à mettre les techniques les plus modernes, héritées du capitalisme, au service de la rénovation des formes de production traditionnelles et où l'oppression est telle qu'elle engendre inévitablement la lutte et la combativité, mais où il n'existe pas de bourgeoisie excessivement puissante et capable de bloquer cette rénovation »²⁵.

Analyse originale, pessimiste pour l'immédiat mais confiante dans l'avenir, et dont le seul point commun avec l'idéologie gauchiste, telle qu'elle s'est jusque-là manifestée dans l'opposition, semble être l'hostilité à la formation de partis reconnaissant le rôle des « chefs » et admettant la possibilité d'un travail révolutionnaire dans les parlements bourgeois et les syndicats réformistes. L'opinion de Pannekoek est aux antipodes du pronostic de Laufenberg, rendant compte en novembre du congrès de Heidelberg et accusant la centrale de « manque de confiance dans les masses », puisqu'elle se refuse à agir comme si le problème du pouvoir devait être réglé au cours de l'hiver qui vient²⁶.

Ce n'est pas là pourtant la principale des contradictions de l'opposition, qui doit se situer également par rapport à la révolution russe et au rôle des partis communistes, ainsi que, plus concrètement, par rapport au parti officiel et à l'adhésion à l'Internationale.

L'opposition en crise.

En partie sous l'influence de Pannekoek, et probablement de Radek, qui pèse de tout son poids sur ses vieux camarades de Brême, en partie sous l'effet de la réaction aux thèses nationalistes, se développe au sein de l'opposition un courant qui peut être considéré comme conciliateur. Dès le lendemain de l'adresse des dirigeants de Hambourg, les responsables de Brême réagissent contre le courant national-bolcheviste, qu'ils vont condamner sans ambiguïté, et créent un « bureau d'information » pour l'ensemble de l'opposition²⁷. Le 23 décembre 1919, ce bureau, soutenu par l'organisation communiste de Brême de l'opposition, forte de ses 8 000 membres, lance un appel qui constitue une tentative raisonnée pour éviter la scission. Il se prononce en effet pour la convocation, à la fin de janvier, d'une nouvelle conférence du parti à laquelle seraient représentées toutes les organisations, quelle qu'ait été leur position à l'égard des thèses adoptées à Heidelberg, et pour la poursuite immédiate de la discussion commencée et prématurément interrompue à Heidelberg, avec un engagement, de la part de la

22 *Ibidem*, pp. 168-169.

23 *Ibidem*, p. 171.

24 *Ibidem*, p. 174.

25 *Ibidem*, p. 194.

26 Cité par Bock, *op. cit.*, p. 146.

27 Bock, *op. cit.*, p. 225.

centrale, de renoncer immédiatement à toute mesure de type scissionniste, exclusions ou autres²⁸.

En février 1920, lors de la fondation de l'A.A.U., c'est Karl Becker, au nom des militants de Brême, qui présente le point de vue « marxiste », minoritaire : il refuse de considérer que l'union ainsi constituée puisse se substituer au rôle du parti communiste et persiste à considérer les unions comme une forme simplement plus démocratique de « syndicat d'industrie »²⁹. A la fin du mois, le 3^e congrès du parti communiste est saisi par l'organisation exclue du district de Brême de propositions d'amendements aux thèses de Heidelberg³⁰ : les communistes de Brême, qui condamnent nettement les dispositions de Wolffheim et Laufenberg, affirment en même temps qu'ils ne sont pas prêts à la scission. Au même congrès, l'un des responsables du *Kommunistische Arbeiterzeitung*, Karl Eulert, vient affirmer l'attachement de la rédaction du journal et de nombre de militants de Hambourg à l'unité du parti³¹.

Dans le même temps, Franz Pfemfert proclame de son côté la « banqueroute du K.P.D. (S) » et se rapproche d'Otto Rühle qui, à travers le syndicalisme, chemine vers l'anarchisme, oppose, sous couleur de « communisme anti-autoritaire », le fédéralisme, le refus de la discipline, le culte de la spontanéité, qu'il juge « prolétariens », à la discipline, la centralisation, l'organisation, « bourgeoises » par essence, et se prononce pour un « socialisme sans chefs, sans Etat, sans domination »³².

Dans ces conditions, on comprend que la centrale ait maintenu au congrès de Karlsruhe une position très ferme. Malgré les inquiétudes de Walcher, jugeant désormais inutiles des exclusions qui ne feraient que freiner le retour vers le parti des éléments sains de l'opposition³³, le congrès confirme les décisions de Heidelberg et refuse de discuter avec les communistes de Brême tant qu'ils n'auront pas rompu tout lien avec le groupe « nationaliste-petit-bourgeois de Wolffheim et Laufenberg »³⁴. L'opposition gauchiste semble près de se décomposer, et la centrale peut compter sur la pression renforcée qu'exerce sur elle l'exécutif de l'Internationale, qui vient d'inviter ses représentants à une discussion directe, à Moscou³⁵. Soudée seulement par une commune opposition aux hommes de la centrale et des positions de principe sous-tendues par des analyses profondément divergentes, l'opposition semble incapable de se décider à une clarification qui signifierait rupture ouverte dans ses rangs. Elle semble encore moins capable d'organiser un nouveau parti.

28 *Ibidem*, p. 226.

29 *Ibidem*, p. 190.

30 *Ibidem*, p. 226; *Bericht 3 ...*, p. 7.

31 *Bericht 3 ...*, pp. 22-23.

32 Cité dans Erich Eisner, *Gegen die Bürger im Marxpelz. Die antiautoritären « Linken » in der Arbeiterbewegung*, pp. 23-24.

33 *Bericht 3 ...*, p. 17.

34 *Ibidem*, p. 7.

35 Par lettre du 7 février 1920 (*Bericht 3 ...*, p. 14).

XVII. Le problème du centrisme

L'éclatement du K.P.D. (S) et les conditions d'illégalité dans lesquels il se débat expliquent que les travailleurs qui, depuis 1918, font l'expérience de la politique social-démocrate, ne soient guère attirés par lui, même quand l'exemple russe les tente. Paul Levi l'expliquera en 1920 à Moscou :

« Les masses qui, par centaines de milliers, désertaient la social-démocratie autrefois toute-puissante, avaient le choix entre le parti social-démocrate indépendant, demeuré légal pendant toute cette période, et le parti communiste allemand, illégal pendant ce même temps, et parfois totalement à l'écart de la scène politique. Il est tout à fait clair que, dans ces conditions, le parti social-démocrate indépendant devait nécessairement devenir la grande organisation des masses révolutionnaires »¹.

A la seule exception, en effet, de Chemnitz, où Brandler et Heckert avaient été capables, en janvier 1919, d'entraîner au K.P.D. (S) la presque totalité des ouvriers indépendants, la masse des anciens social-démocrates révolutionnaires, des anciens radicaux, comme le gros des jeunes gagnés à la révolution par la guerre, la révolution russe, la révolution de novembre et ses lendemains, sont demeurés dans le parti de Haase et Dittmann où, depuis, des dizaines et des centaines de milliers d'autres les ont rejoints. D'une centaine de milliers d'adhérents au moment de la révolution, le parti indépendant passe à plus de 300 000 en mars 1919².

Nouvelle chance pour le communisme.

En dépit de sa confusion et malgré les divergences qui opposent les uns aux autres ses dirigeants sur toutes les questions, le parti social-démocrate indépendant a ainsi gagné au cours de l'année 1919 une véritable majorité d'ouvriers d'avant-garde. Ses militants occupent en particulier dans les syndicats des positions solides, qui contribuent à faire de lui le pôle de regroupement des adversaires de la collaboration de classe. Au 10^e congrès des syndicats, à Nuremberg, du 30 juin au 5 juillet 1919, ce sont deux militants indépendants, Robert Dissmann et Richard Müller, qui ont été les porte-parole d'une opposition réclamant la rupture avec les collectifs de travail patronat-travailleurs, l'abandon de la politique de concertation et de la collaboration de classes, le retour à un syndicalisme de lutte de classes³. Ils ont réussi à rassembler 179 délégués - contre 445 à la commission générale - dans le vote sur la confiance à la direction sortante, 181 - contre 420 - à l'issue du débat d'orientation⁴. Au congrès de Stuttgart du syndicat des métallos, c'est une opposition dirigée par les mêmes militants indépendants qui a réussi, fait sans précédent, à renverser la majorité, faisant condamner par 194 voix contre 129 la politique de la direction sortante et rassemblant la majorité pour une orientation de lutte de classes devant se concrétiser immédiatement par la démission des représentants syndicaux de tous les organismes de « collectif de travail » avec le patronat⁵. Le syndicat des métallos une fois passé aux mains de Dissmann et d'une équipe qui rassemble la quasi-totalité des anciens délégués révolutionnaires de Berlin⁶, ce sont des secteurs entiers du mouvement syndical qui rompent avec la politique réformiste des majoritaires et rallient les indépendants. A Berlin, les majoritaires perdent la direction du syndicat des métaux et y sont remplacés par les indépendants Oskar Rusch et Otto Tost qui, du coup, prennent le contrôle du cartel des syndicats de la capitale⁷. Il en est de même du syndicat d'industrie des métiers de l'imprimerie, dont l'organe, Graphischer Block, devient à partir du 1^{er} septembre 1919 celui de toute l'opposition de gauche dans les syndicats. A Halle, l'exécutif du cartel local est pris en main dès le mois de mai par l'indépendant de gauche Bovitsky, puis le secrétariat local du travail par son camarade de parti et de tendance Lemke⁸. Les positions syndicales de ces hommes, Dissmann, Richard Müller, Rusch, Tost, Niederkirchner, Malzahn, Neumann, chez les métallos, Bottcher chez les imprimeurs, Teuber chez les mineurs, sont d'autant plus solides qu'ils ne sont pas contestés sur la gauche par les communistes⁹. Ces derniers, en effet, depuis novembre 1918, ont pratiquement déserté les syndicats, soit par principe, soit qu'ils en aient été exclus. Ils ont été partie prenante dans l'organisation de nombreuses « unions », comme l'Union des mineurs de la Ruhr fondée en mars 1919 à Essen¹⁰. Dans les syndicats traditionnels, lorsqu'ils y sont restés, il n'est d'ailleurs par rare que les militants du K.P.D. (S) se tiennent par purisme à l'écart des responsabilités syndicales : c'est ainsi que Sepp Miller, élu à la direction nationale du syndicat des métaux, en tant que dirigeant incontesté des métallos de Brême, par le congrès de Francfort, refuse de siéger, pour n'avoir pas à « s'asseoir à la même table » que des « socialtraîtres »¹¹.

Levi est impressionné par les résultats que les indépendants ont obtenu dans leur travail syndical. Il estime que c'est l'irresponsabilité des éléments putschistes, dont il vient d'exclure les chefs de file, qui a tenu à l'écart de la fondation du K.P.D. (S) les principaux dirigeants de gauche du parti indépendant, et que les masses ouvrières qui les ont ralliés depuis¹² ne sont

1 Archives Levi, P 124/8, p. 2.

2 Bock, *op. cit.*, p. 88

3 *Protokoll der Verhandlungen des 10. Kongresses der Gewerkschaften Deutschlands.*, intervention de Dissmann, pp. 327-342, et de Richard Müller, pp. 434-452

4 *Ibidem*, pp. 404-502.

5 *Die Vierzehnte ordentliche Generalversammlung des Deutschen Metallarbeitverbandes in Stuttgart 1919*, pp. 19, 182.

6 Parmi les anciens délégués révolutionnaires qui ont tourné le dos aux organisations syndicales, on peut citer seulement, et bien plus tard, Paul Weyer, passé au K.P.D.(S.), militant « unioniste » qui sera finalement exclu en 1924 (Bock, *op. cit.*, pp. 185, 187).

7 *Freiheit*, 19 octobre 1919; F. Opel, *Der Deutsche Metallarbeiterverband*, p. 85.

8 *Volksstimme* de Halle.

9 Notons, comme exception, que Fritz Winguth, issu lui aussi du cercle des délégués révolutionnaires et membre du K.P.D.(S.), exerce à partir de juillet 1919 des responsabilités dans l'appareil syndical des métaux (Weber, *Der Gründungsparteitag*, p. 335).

10 *Ill. Gesch.*, p. 329.

11 *Vorwärts und nicht vergessen* (Sepp Miller), p. 210.

12 Selon Dittmann (*Freiheit*, 2 décembre 1919), le nombre de ses adhérents était passé de 300 000 à 750 000 entre mars et décembre 1919.

allés vers eux que parce que le parti communiste était illégal¹³ et que son aventurisme ne pouvait que les effrayer¹⁴. Il est persuadé que c'est de la capacité du parti communiste à conquérir les indépendants de gauche et leur base de masse que dépendent les chances de développement du communisme en Allemagne, et par conséquent de victoire de la révolution prolétarienne. Ainsi serait à ses yeux corrigés l'« aberration » du développement historique du mouvement allemand : le fait que n'ait pas été constitué avant guerre un noyau révolutionnaire, le fait que le K.P.D. (S) ait été fondé, dans les pires conditions de janvier 1919, sur une orientation gauchiste qui le coupait de la masse des travailleurs avancés¹⁵.

La naissance de la gauche indépendante.

Il faudra cependant un certain temps pour que se structure, au sein du parti social-démocrate indépendant, un courant de gauche nettement orienté vers le communisme et pour qui les positions de l'Internationale communiste constituent une caution et un contrepoids face à la pratique des communistes allemands que, de toute façon, ils rejettent. C'est en mai 1919, après le 2^e congrès, que Clara Zetkin, comme prévu, a rompu et rejoint le K.P.D. (S)¹⁶. Contre Haase, porte-parole de la direction, le groupe des Berlinoises, délégués révolutionnaires en tête, dénonce, derrière Däumig et Richard Müller, l'« opportunisme » et le « réformisme » des dirigeants. Leurs idées rencontrent d'autant plus d'écho que les débuts de la Constituante ne constituent pas pour la droite un bon thème de propagande : dans l'atmosphère de répression déchaînée par les hommes de Noske, la perspective de la « réunification socialiste » qui, un mois auparavant encore, était ouvertement exprimée par le groupe dirigeant¹⁷ manque de force d'attraction. La gauche demeure cependant confuse, à l'image de ses inspirateurs. Däumig présente un contre-rapport dans lequel il développe longuement ce qu'il appelle « le système des conseils »¹⁸, étroitement inspiré du schéma d'organisation soviétique, qu'il oppose au vieux système démocratique parlementaire. Sur ce point au moins il ne présente aucune divergence avec le mot d'ordre communiste du pouvoir des conseils, mais souligne son profond désaccord avec ce qu'il appelle la « tactique putschiste » des communistes. Il invite les délégués à prendre garde au danger qu'ils représentent de ce point de vue dans une période de radicalisation des masses : si le parti indépendant ne se prononce pas pour les conseils, le parti communiste se développera à sa gauche¹⁹.

La résolution finale résulte d'un compromis et, comme le souligne Eugen Prager²⁰, reflète simultanément les deux tendances qui s'opposent désormais dans le parti. Elle rappelle en effet que celui-ci est construit sur la base du vieux programme d'Erfurt et précise qu'à la lumière des expériences révolutionnaires récentes il se déclare partisan du « système des conseils », qui « rassemblent » les travailleurs dans les usines, donnent au prolétariat le droit d'« autogestion dans les entreprises, les municipalités, l'Etat » et préparent « la transformation de l'économie »²¹. Elle affirme que l'objectif du parti est « la dictature du prolétariat », ce dernier étant le « représentant de la grande majorité du peuple » (*Vertreter der grossen Volksmehrheit*). Pour parvenir à ce but, elle n'exclut aucun moyen de lutte politique ou économique, « y compris le parlementarisme » et condamne « les violence irréflechies »²². Elle se prononce enfin pour la « reconstruction de l'Internationale ouvrière sur la base d'une politique révolutionnaire socialiste dans l'esprit des conférences internationales de Zimmerwald et de Kienthal »²³. La droite du parti s'est en définitive tirée à bon compte du 2^e congrès : elle conserve la direction sur la base d'un compromis qui ne lui lie pas les mains et lui permet de poursuivre sa propre politique. Résolution typique d'un parti centriste, la résolution finale laisse ouverts les désaccords réels : c'est ainsi que Däumig, élu avec 104 voix à la présidence du parti immédiatement après Haase, qui en obtient 159, refuse de partager avec lui cette responsabilité et rend son mandat au congrès, qui le remplace par Crispian²⁴. Dans les mois qui suivent, la résistance de la droite aux pressions accrues de la gauche, la mauvaise volonté de la majeure partie de la presse du parti à défendre le « compromis », la reprise des relations internationales enfin, vont aggraver les divergences.

La résolution du congrès de mars est en effet la base sur laquelle le parti indépendant doit œuvrer à la « reconstruction » de l'Internationale dont Kautsky s'est fait le champion - et qui n'est autre que la reconstruction de la II^e Internationale sur ses bases d'avant 1914, assortie d'une amnistie mutuelle des partis. A Berne, en février, la délégation du parti, conduite par Haase et Kautsky, avait voté avec la majorité une résolution condamnant implicitement la « dictature », c'est-à-dire le bolchevisme²⁵. A Lucerne, en août, les délégués indépendants se rangent dans la minorité qui désire garder la porte ouverte aux communistes ; mais ils condamnent encore une fois les méthodes de violence en dépit de l'adhésion de leur propre congrès à la « dictature du prolétariat »²⁶. En fait, l'échec de ces deux conférences, leur incapacité à remettre sur pied très vite de réels organismes internationaux et même à s'accorder sur leur nécessité, sapent les efforts des « reconSTRUCTEURS » et, au lendemain même de la conférence de Lucerne, Kautsky doit admettre que l'adhésion à la III^e Internationale est en train de gagner de nombreux partisans²⁷.

13 Archives Levi, P 124/8, p. 2.

14 Dans les assemblées générales du conseil de Berlin (notamment *Freiheit*, 8 octobre 1919), ce sont des hommes comme Malzahn, Eckert. Neumann, Däumig qui défendent les positions bolcheviques sur le travail dans les syndicats, contre les membres du K.P.D.(S).

15 Archives Levi, P 124/8, pp. 2-3.

16 C. Zetkin, *Ausgewählte Reden*, vol. II, Introduction, p. XIII.

17 Voir notamment R. Hilferding, « Die Einigung des Proletariats », *Freiheit*, 9 février 1919.

18 Texte de son rapport et de sa réponse dans E. Däumig, *Das Réitesystem*, 1919, 37 p.

19 *Ibidem*, p. 15.

20 Prager, *op. cit.*, p. 194.

21 Cité *ibidem*, p. 193.

22 *Ibidem*.

23 *Ibidem*, p. 194.

24 *Ibidem*, p. 195.

25 Braunthal, *op. cit.*, II, pp. 168-173.

26 *Ibidem*, pp. 174-176; Hulse, *op. cit.*, p. 96.

27 *Freiheit*, 20 août 1919.

La masse des militants indépendants ne peut en effet envisager avec indifférence une adhésion à une Internationale qui tolérerait la présence des social-démocrates de leur pays, les « socialistes à Noske ». En outre, la proclamation de l'Internationale communiste - que les dirigeants indépendants, y compris ceux de gauche, sont unanimes à juger au moins « prématurée » - exerce sur eux une attraction incontestable : cette Internationale là bénéficie du prestige de l'Octobre victorieux, et le sentiment est profond qui dresse les militants contre tout ce qui ressemble à une tentative d'isoler les Russes. De tels facteurs contribuent à renforcer une aile gauche qui commence à agir en tendance organisée²⁸. Une nouvelle génération de dirigeants émerge, des hommes pour qui l'expérience de novembre et des mois de réaction qui ont suivi impose une ligne révolutionnaire dure, une organisation sérieuse, la construction d'une véritable Internationale de partis de combat. A l'ancien noyau berlinois des Däumig, Richard Müller, Adolf Hoffmann - dont Ledebour se sépare par antibolchevisme - se joignent maintenant des hommes plus jeunes, souvent anciens des Jeunesses, actifs pendant la guerre et la révolution, et qui n'ont pas au même degré subi l'influence des mœurs et de l'état d'esprit dans le parti avant guerre : les Wilhelm Koenen, Anton Grybicz, Bernhard Düwell, Stoecker, Curt Geyer, Böttcher, Remmele, qui, tous, ont été organisateurs de conseils et animateurs de comités révolutionnaires. Pour eux, la question d'une fusion avec le parti communiste, empêtré dans la crise nourrie par son sectarisme, ne se pose pas par elle-même²⁹, mais ils attachent une grande importance au problème des rapports avec l'Internationale communiste.

La question est posée devant la conférence d'Iéna les 9 et 10 septembre 1919. Faut-il ou non que le parti se rende à la conférence de Genève qui va tenter de ressusciter la II^e Internationale? Déjà, les progrès de la gauche sont évidents : des journaux influents comme *Hamburger Volkszeitung*, que dirige le talentueux Wilhelm Herzog, ou encore le *Gothaer Volksblatt*, ont pris position pour l'adhésion à la III^e Internationale et la fusion avec le K.P.D. (S), ainsi que des assemblées générales de militants à Halle et à Zella-Mehlis, et, un peu partout, des minorités de plus en plus décidées³⁰. Le nouveau rapport des forces se traduit clairement dans le cours des débats. Hilferding, qui expose le point de vue de la direction - celui de l'aile droite - se prononce cette fois contre la réunification avec le parti social-démocrate qu'il souhaitait encore au début de l'année. Il se prononce également contre l'adhésion à la II^e Internationale en voie de reconstitution. Mais il est également contre l'adhésion à la III^e, dont il pense qu'elle n'a guère plus de chance de survie que le régime soviétique : on ne monte pas sur un bateau en train de couler; dans le cas où, par miracle, elle se développerait, elle se trouverait sous l'emprise totale des communistes russes. Sa conclusion indique donc une voie centriste:

« La direction du parti a décidé d'entrer en rapports avec tous les groupes de gauche afin de s'adresser avec eux aux bolcheviks pour rechercher une entente. (...) Le temps nous aidera et amènera le moment où il sera possible de créer une Internationale capable de devenir un instrument révolutionnaire »³¹.

Le procédé est bien imaginé : ne pas tenir compte de la III^e Internationale, conclure un bloc international avec un certain nombre d'autres partis de gauche et, seulement ensuite, s'adresser aux bolcheviks, reviendrait effectivement à retourner la situation en faveur du parti indépendant. En fait, si le congrès à venir devait suivre Hilferding, le parti indépendant se ferait l'instrument principal de l'initiative lancée par le parti socialiste suisse au lendemain de Lucerne, la « reconstruction » de l'Internationale sur les bases d'avant 1914 après condamnation platonique du social-chauvinisme, solution « centriste » qui sera celle de l'Union des partis socialistes de Vienne, qualifiée de « deuxième Internationale et demie » par ses adversaires communistes.

Au nom de la gauche, Walter Stoecker réclame la discussion et l'étude du problème de l'adhésion à la III^e Internationale. Le mouvement ouvrier mondial a selon lui besoin avant tout de clarté, et Hilferding lui propose une solution ambiguë cherchant en réalité seulement à préserver pour l'avenir les chances d'une réconciliation générale sur une base d'amnistie réciproque. Or, la grande leçon de la faillite de la II^e Internationale en août 1914, c'est qu'il faut « une Internationale construite sur des bases entièrement nouvelles », « sur des bases révolutionnaires claires », capable « d'entreprendre et de diriger le combat contre le capitalisme mondial. La fondation à Moscou d'une nouvelle Internationale est un fait, qu'on la juge ou non prématurée. Il ajoute que la défense de la révolution russe est le premier devoir présent des révolutionnaires :

« C'est notre devoir que d'être par tous les moyens et avec toutes nos forces aux côtés de nos frères et camarades russes, quoi que nous puissions penser de certains aspects de leur tactique. L'apport d'un parti d'un million de membres comme le nôtre signifierait sans aucun doute pour les Russes un renfort moral considérable. Un tel soutien va en outre dans le sens de notre intérêt propre, car la chute de la république russe des conseils déchaînerait sur toute l'Europe une dangereuse vague de réaction »³².

Entre la conférence d'Iéna, en septembre, et le congrès de Leipzig, en décembre 1919, la gauche fait de nouveaux progrès³³. Assemblées générales et conférences de cercles se prononcent, nombreuses, pour l'adhésion à la III^e Internationale et pour la dictature du prolétariat contre le régime parlementaire. Au congrès, cette tendance obtient d'importants résultats. Tout d'abord, la disparition du programme d'action du parti de la référence à la nécessaire « conquête de la majorité », prétexte invoqué par l'aile droite pour rejeter la prise du pouvoir jusqu'au lendemain de la conquête de la majorité électorale. Ensuite, le texte précise que la « dictature du prolétariat » ne peut reposer que sur la base du « système des conseils », et que l'action de type

28 Prager, *op. cit.*, p. 202, date le début de cette organisation des premiers mois de 1919. Radek (*November ...*, p. 162) signale qu'à la veille de son départ pour la Russie, à la fin de 1919, il a eu avec Däumig une longue discussion, et que ce dernier se prononçait pour la scission de son parti.

29 Curt Geyer écrit au début de 1920 encore : « La gauche de l'U.S.P.D. n'a pas besoin d'une fusion entre partis. L'U.S.P.D. est le parti révolutionnaire de masses en Allemagne. » (« Nach dem Parteitag », *Das Forum*, n° 4, janvier 1920, p. 268.

30 Horst Naumann « Dokumente zum 45 Jahrestag der Gründung der K.I. », *BzG*, n° 9, 1964, pp. 285-297.

31 *Freiheit*, 11 septembre 1919.

32 *Freiheit*, 11 septembre 1919; Stoecker, *Die proletarische Internationale*, p. 23.

33 Anton Grylewicz devient vice-président de l'organisation berlinoise de l'U.S.P.D. pour quelques mois, avant d'en prendre la tête (Weber, *Die Wandlung*, II, p. 145).

parlementaire doit en tout état de cause être subordonnée aux exigences du moyen d'action essentiel, l'action de masses. Sur ce point, des réserves sur le régime soviétique et la condamnation de la terreur, excusable en Russie par les conditions spécifiques de la guerre civile, constituent une concession à la droite qui provoquera la colère des bolcheviks³⁴.

Les résultats du débat sur l'affiliation internationale sont moins nets. Après avoir décidé, par 227 voix contre 54, de rompre avec la II^e Internationale³⁵, le congrès repousse, par 170 voix contre 111, la résolution de Walter Stoecker pour l'adhésion à la III^e Internationale³⁶. Finalement, c'est une nouvelle fois par 227 voix contre 54³⁷ qu'il adopte une résolution de compromis, à mi-chemin entre la position d'Hilferding et celle de Stoecker : après avoir rappelé l'accord du parti avec l'Internationale communiste sur les problèmes fondamentaux de la révolution et du socialisme, elle appelle à la construction d'une Internationale révolutionnaire capable d'agir, qui rassemblerait, outre les partis adhérant actuellement à la III^e Internationale, « les partis socialistes révolutionnaires des autres pays ». Au cas où ces derniers se déroberaient, le parti indépendant aurait alors à entreprendre seul les pourparlers pour son adhésion à l'« Internationale de Moscou »³⁸.

Le tournant est capital. C'est, une fois de plus, Radek qui intervient pour en montrer la portée, et pour indiquer aux communistes allemands ce qu'il exige d'eux³⁹. Selon lui, en effet, le congrès de Leipzig constitue « une victoire des masses ouvrières indépendantes sur leurs dirigeants opportunistes »⁴⁰, mais une victoire qu'il est nécessaire de consolider. Car le parti indépendant ne pourra prendre place réellement - et non pas seulement de façon formelle - dans l'Internationale, que s'il devient un parti de combat. Et cette transformation dépend en partie du K.P.D. (S). Radek précise :

« Ce n'est que dans la mesure où le parti communiste surmontera sa propre crise qu'il pourra aider les travailleurs indépendants à surmonter la crise de leur propre parti, et à construire ainsi la base de la réunification du prolétariat révolutionnaire allemand »⁴¹.

Aussi est-il nécessaire de corriger bien des réactions du parti communiste et de sa presse, qui continuent souvent à traiter le parti indépendant comme si le congrès de Leipzig n'avait pas eu lieu, et comme si les indépendants en étaient encore à leur position de 1919. Certains communistes persistent à élever la scission à la hauteur d'un principe permanent, alors que le prolétariat allemand ne saurait vaincre avant d'avoir rassemblé ses forces sur une base révolutionnaire. C'est cette tâche, et elle seule, qui est à l'ordre du jour en Allemagne, sous une forme concrète qu'il n'est pas encore possible de déterminer. La tactique des communistes par rapport à cet objectif fondamental doit être, selon Radek, déterminée désormais à partir de la reconnaissance de deux faits :

« 1° que les masses du parti indépendant sont communistes; 2° qu'il y a au sein de leur direction une aile gauche qui veut sincèrement s'engager dans la voie révolutionnaire »⁴².

En réalité, malgré les réticences qui se manifestent dans les rangs du K.P.D. (S), c'est bien le problème de la fusion entre communistes et indépendants de gauche qui commence à être posé à travers la question de l'adhésion à la III^e Internationale du parti social-démocrate indépendant. Une telle perspective constitue un danger mortel pour la droite de ce parti qui vient en outre de perdre - avec Hugo Haase, assassiné sur les marches du Reichstag par un militant d'extrême-droite⁴³ - son dirigeant le plus écouté. Coincés entre l'impossible réunification avec les « socialistes de Noske » dont ils partagent au fond les convictions réformistes tout en réprouvant leurs méthodes brutales, et les dangers qu'ils appréhendent sur la route qui mène à Moscou, les dirigeants indépendants, Dittmann, Crispian, Hilferding, sont acculés à la défensive. Ils brandissent l'épouvantail de la scission, le fantôme des « aventuristes » spartakistes, accusent Curt Geyer et Stoecker de travailler en étroite liaison avec Levi et d'être en fait des agents du K.P.D. (S), organisateurs d'une fraction procommuniste dans leur propre parti⁴⁴. Ils s'efforcent surtout de convaincre le secteur décisif de leurs cadres, les militants qui animent l'opposition syndicale à Legien, que « l'adhésion à Moscou » les entraînerait, à la suite de Spartakus, dans la voie de la scission syndicale, voire de la destruction des syndicats : de ce point de vue, la pratique de nombre de militants communistes - bien que récemment condamnée par les thèses du congrès de Heidelberg sur la « question syndicale » - leur fournit un argument de poids⁴⁵.

En réalité, même « de gauche », nombre de militants indépendants, partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste, ne souhaitent pas une scission qui affaiblirait leur parti : ils pensent que l'évolution normale qui a ramené un Bernstein vers la social-démocratie majoritaire et écarté de la direction à Leipzig plusieurs éléments droitiers, finira par refouler Kautsky et ses disciples, avoués ou non, sans que des mesures formelles d'exclusion fassent courir le risque d'amputation massive que signifie toujours une scission. Ils expriment également des réserves sur les principes de centralisation de l'organisation communiste tels que les énoncent les bolcheviks, et demeurent sensibles - conformément à la tradition radicale allemande - à

34 Prager, *op. cit.*, pp. 209-211.

35 U.S.P.D. *Protokoll* ... , p. 399.

36 *Ibidem*, pp. 39-40; résultat des votes, p. 399. La motion était également signée par Brass, Koenen, Rosenfeld, Toni Sender.

37 *Ibidem*, p. 399.

38 *Ibidem*, pp. 534-535. La motion résultait d'un compromis entre Hilferding et Ledebour.

39 Arnold Struthahn, « Der Parteitag der Unabhängigen », *Die Internationale*, n° 19/20, 2 février 1920, pp. 22-32.

40 *Ibidem*, p. 25.

41 *Ibidem*, p. 32.

42 *Ibidem*.

43 Prager, *op. cit.*, pp. 205-206. Il est abattu le 8 octobre et mourra, après une longue agonie, le 7 novembre (*Freiheit*, 8 octobre, 8 novembre 1919).

44 Prager, *op. cit.*, p. 208, va jusqu'à parler de « cellules communistes à l'intérieur du parti » indépendant.

45 Il est significatif à cet égard que le rapport sur la situation interne du parti au congrès de Leipzig, avec de vives attaques dirigées essentiellement contre Geyer et Stoecker au sujet de leurs liens avec Paul Levi, ait été confié précisément à Robert Dissmann, le dirigeant du syndicat des métallos (Prager, *op. cit.*, pp. 207-208).

tous les arguments concernant le danger d'une dictature bureaucratique de l'appareil sur le parti, ou encore la nécessaire préservation de l'indépendance des syndicats à l'égard du parti. De vifs ressentiments, personnels et politiques à la fois, opposent enfin, malgré les efforts de Lévi, dirigeants communistes et dirigeants de la gauche indépendante : ces derniers estiment en effet que l'histoire, qui a fait de leur parti un parti de masses et du K.P.D. (S) une secte, leur a donné rétrospectivement raison au moment de la scission de 1918⁴⁶.

Esquisse d'une discussion avec Lénine.

L'ensemble de ces problèmes va être abordé, à la fin de 1919 et au début de 1920 par une discussion politique - indirecte, à distance, mais publique - entre Lénine et les communistes allemands. Dans son « Salut aux communistes italiens, français et allemands », rédigé le 10 octobre 1919, Lénine a en effet abordé quelques-unes des questions qu'il juge essentielles pour le mouvement révolutionnaire allemand, et en particulier celle de la scission du K.P.D. (S) et des relations avec les indépendants.

Il y proclame son « admiration sans réserve » pour « la lutte héroïque » du journal berlinois *Die Rote Fahne* - celui de la centrale - et s'en prend aux social-chauvins et aux centristes qui se réjouissent de la scission dans les rangs communistes. Pour lui, les divergences entre communistes dans un contexte de croissance rapide et de persécution violente constituent simplement une crise de croissance :

« Les divergences entre communistes sont (...) des divergences entre les représentants d'un mouvement de masse qui grandit sans cesse. Ce sont des divergences sur une seule base essentielle, commune, solide comme un roc, celle de la reconnaissance de la révolution prolétarienne, de la lutte contre les illusions démocratiques bourgeoises et le parlementarisme démocratique bourgeois, de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets »⁴⁷.

Rappelant les divergences passées au sein de la fraction et du parti bolchevique, il s'efforce en même temps de persuader l'ensemble des communistes allemands que la scission n'était pas nécessaire, et que, pour l'essentiel, la centrale avait raison contre l'opposition :

« Ce serait une faute (...) grave que d'abandonner les idées du marxisme et sa ligne pratique (parti politique ferme, centralisé) pour les idées et la pratique du syndicalisme. Il faut faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux « conseils d'usine » mutilés, châtrés par les Scheidemann, partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière »⁴⁸.

A cette unité de principe des communistes, Lénine oppose l'unité factice des indépendants, dont il attaque particulièrement l'aile gauche :

« Cette aile gauche allie peureusement, sans égards pour les principes, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur les élections parlementaires à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne de la dictature du prolétariat, du pouvoir des soviets »⁴⁹.

Cette prise de position de Lénine est très gênante pour les dirigeants communistes allemands : d'une part, elle est une nouvelle condamnation de la scission qu'ils ont conduite contre leur aile gauchiste; d'autre part, elle accable l'aile gauche indépendante qu'ils veulent attirer à eux. Elle est immédiatement utilisée par la direction du parti indépendant qui, par la bouche de Crispian, reprend précisément cette analyse. August Thalheimer s'efforce d'y répondre dans une brochure qui reproduit le « Salut » de Lénine, la circulaire de l'exécutif de l'Internationale du 1^{er} septembre 1919 et ses propres commentaires⁵⁰.

Il conteste d'abord que la lettre de Lénine puisse être tenue pour un jugement définitif sur l'aile gauche du parti indépendant, dans la mesure où Lénine lui-même admet n'avoir sur l'Allemagne que de maigres informations, dans la mesure aussi où elle a été écrite avant le congrès de Leipzig qui a, selon lui, créé une situation nouvelle. Et il explique la position du K.P.D. (S) sur l'aile gauche du parti indépendant :

« Ils se sont fourvoyés avec les masses, ils se sont développés avec les masses, il se développeront encore avec elles, et ils se tromperont encore et plus encore avec elles. Notre position à l'égard de leurs erreurs et de leurs faiblesses sera, comme auparavant, celle d'une critique franche et brutale. Mais nous ne songeons pas à les mettre dans le même sac, sur le plan moral et intellectuel, que les traîtres au socialisme, que les fossiles de l'époque de la stagnation purement parlementariste du mouvement ouvrier allemand »⁵¹.

Ayant ainsi signifié à Lénine que les communistes allemands ne sauraient confondre les Däumig, Koenen, Stoecker et autres dirigeants de gauche avec les Kautsky, Hilferding, Crispian qui constituent l'aile droite de leur parti, Thalheimer entreprend de

46 Ernst Däumig développera ces arguments à la tribune du 2^e congrès de l'Internationale, à l'été de 1920 (*Protokoll des...*, II, p. 271).

47 *Œuvres*, t. XXX, pp. 49-50.

48 *Ibidem*, p. 56.

49 *Ibidem*, p. 48.

50 *Der Weg der Revolution*, 1920, où la réponse de Thalheimer contient un résumé et des citations des commentaires de Crispian. Les gauchistes berlinois avaient donné une large publicité aux attaques de Lénine contre la gauche indépendante : voir l'intervention de Kruger à une assemblée des conseils berlinois (*Freiheit*, 20 décembre 1919).

51 *Ibidem*, p. 18.

discuter son appréciation de la scission survenue avec les gauchistes : les communistes allemands pensent aussi que les questions purement tactiques ne doivent pas provoquer de scission dans un parti communiste et, de ce point de vue, le parti allemand a donné l'exemple lors de son congrès de fondation, où les décisions gauchistes de la majorité n'ont pas menacé son unité. Cependant, il affirme qu'au congrès de Heidelberg il ne s'agissait pas que de questions tactiques, mais d'un tout autre enjeu :

« En vérité, ces questions tactiques, surtout dans leur coloration hambourgeoise, conduisaient à des prises de position qui niaient le fondement même du parti. La conversion du parti en une société de propagande, plus tard la préparation de sa dissolution dans la masse des organisations d'entreprise, dans lesquels le clair contenu politique conquis par le parti au cours de cette année se serait de nouveau dissous dans la brume de la confusion, tout cela conduisait le parti vers la mort. Beaucoup de camarades n'avaient pas saisi ce danger. Il était du devoir de la centrale de s'en occuper, avec les moyens les plus énergiques, avant qu'il ne soit trop tard »⁵².

Aussi, loin de considérer avec Lénine que la scission de Heidelberg constitue pour le parti allemand une retraite ou un recul, Thalheimer affirme qu'elle est au contraire un exemple :

« Elle n'est pas seulement significative de l'unique point de vue de la révolution allemande, elle constitue le premier pas grâce auquel le parti allemand peut éclairer pour la classe ouvrière des pays occidentaux les problèmes tactiques qui se poseront à elle sous une forme ou sous une autre »⁵³.

Poliment, mais fermement, il rejette l'argument d'autorité, la valeur universelle de l'exemple russe :

« Le milieu historique de l'Allemagne est plus proche de ceux des pays occidentaux que ne l'est celui de la Russie. Les expériences allemandes en matière de tactique seront par conséquent d'une valeur particulière pour les Occidentaux »⁵⁴.

La scission avec les gauchistes, la volonté de gagner l'aile gauche du parti social-démocrate indépendant, dessinent une voie originale pour la construction du parti communiste par rapport à la Russie, dont le cadre et l'histoire étaient fort différents. Et, sur ce point, Karl Radek, qui a vécu la révolution allemande vaincue après avoir connu la révolution russe victorieuse, généralise les premières leçons de cette double expérience et nourrit la démonstration de Thalheimer contre les gauchistes en écrivant :

« Le parti communiste ne peut pas vaincre avant que la majorité du prolétariat soit prête à prendre le pouvoir entre ses mains. Mais il peut se lancer dans d'importantes actions prolétariennes, manifestations, grèves de masse, si, dans les questions quotidiennes concrètes qui touchent de façon aiguë les intérêts du prolétariat, la majorité du prolétariat est prête à de telles actions partielles, indépendamment du fait qu'elle n'admet pas encore la nécessité de la dictature du prolétariat »⁵⁵.

De son côté, Brandler, qui a éprouvé à Chemnitz la valeur mobilisatrice de l'unité ouvrière dans le combat et combattu l'impatience gauchiste, recherche une voie révolutionnaire qui échappe au dilemme du « tout ou rien ». Le bilan des expériences gauchistes, particulièrement négatif en Allemagne, lui inspire la recherche de mots d'ordre adaptés à l'état d'esprit du moment des travailleurs, mais susceptibles de leur faire faire une expérience politique décisive, en d'autres termes, de les gagner graduellement au communisme dans l'action. Il affirme devant le premier congrès des conseils d'usine la nécessité de ce qu'on appellera plus tard les mots d'ordre « de transition » :

« Nous ne pouvons pas faire la révolution avec les hommes tels que nous désirerions qu'ils soient; nous devons la faire, ou tout au moins la commencer, avec les hommes tels qu'ils sont. C'est dans le cours même de la révolution que les hommes commencent à changer. (...) Le problème est de (...) leur proposer des tâches concrètes qui correspondent à leurs forces. J'y attache beaucoup d'importance ; nous devons déterminer l'objectif des étapes. Comprendre la signification du but socialiste final ne sert à rien maintenant. Ce qu'il s'agit de savoir, c'est : « Qu'avons-nous à faire, aujourd'hui ou demain, pour nous rapprocher de ce but ? »⁵⁶.

Ce n'est pas vers les gauchistes et leurs actions « pour l'honneur », ce n'est pas vers ceux qui confondent la masse des syndiqués et les bureaucrates qui les dirigent la masse des travailleurs indépendants et les Crispin - que le parti communiste allemand doit se tourner pour appliquer une telle politique. S'il veut se diriger vers les masses encore trompées par les dirigeants réformistes et opportunistes, s'il veut progresser dans les masses syndiquées et se gagner l'aile gauche des indépendants, il lui faut d'abord se démarquer sans ambiguïté des courants gauchistes. C'est pourquoi Thalheimer repousse la suggestion que fait Lénine de revenir sur la scission consommée à Heidelberg. Il estime que cette scission constituait une opération chirurgicale nécessaire. Mais il lui concède en même temps que, dans un véritable parti communiste - ce que le K.P.D. (S) doit pouvoir devenir maintenant -, il y a place pour des divergences sur la tactique.

Seulement, le chemin du K.P.D. (S) vers la victoire de la révolution allemande lui paraît devoir être plus lent, plus pénible, plus difficile à discerner que celui du parti bolchevique, dont il admet volontiers que l'expérience est à la fois plus ancienne et plus

52 Ibidem, p. 19.

53 Ibidem.

54 Ibidem

55 Radek, « Die Entwicklung der deutschen Revolution und die Aufgaben der K.P. », *Kommunistische Räte-Korrespondenz*, n° 21-22, 20 novembre 1919.

56 Discours cité par Tjaden, *Struktur und Funktion der K.P.O.*, p. 10.

riche. Il souligne :

« Les expériences de ces deux voies et des deux partis unis se sont déjà révélées précieuses pour le développement positif des partis ouvriers d'Occident. La Russie communiste et l'Allemagne communiste ont encore à résoudre ensemble d'immenses tâches en matière de tactique comme de pratique politique »⁵⁷.

Ainsi se déroule sur un pied d'égalité cette première discussion publique à distance entre communistes russes et allemands sur la question de savoir comment gagner les masses pour pouvoir faire la révolution. Bientôt, cependant, le cours de la lutte des classes en Allemagne va poser les problèmes en termes nouveaux : ceux des rapports entre les communistes et les travailleurs organisés dans les autres partis ouvriers et dans les syndicats, certes, mais aussi ceux des rapports entre communistes allemands et communistes russes.

⁵⁷ *Der Weg der Revolution*, p. 20.

XVIII. Le putsch de Kapp

L'instauration d'un régime républicain n'avait fondamentalement rien changé aux structures de l'Allemagne impériale. Pour les grands capitalistes, les hobereaux, les généraux, elle constituait un pis-aller, un mal nécessaire au moins tant que les travailleurs n'étaient pas dégrisés. Aux ouvriers, elle apportait dans l'ensemble une déception cruelle : moins d'une année après la révolution dont ils avaient attendu le pain, la paix et la liberté, le pain était cher, la liberté précaire et la paix un *diktat*.

Le problème politique se pose ainsi dans les termes même où l'avaient posé avant guerre les marxistes de la génération d'Engels, avec une acuité accrue par les souffrances de la guerre et de l'après-guerre. Plus que jamais en effet le nationalisme demeure l'arme idéologique essentielle des classes possédantes. Le fait que la guerre se soit terminée par une défaite et que les conditions de paix soient dictées par les vainqueurs permet d'attribuer tous les maux qui accablent l'Allemagne aux capitalistes et impérialistes étrangers, et à leurs complices - spartakistes et autres - qui ont « poignardé dans le dos » la « glorieuse armée invaincue ».

Le traité de Versailles.

Les conditions du traité de Versailles constituent un apport substantiel à la propagande sur ce thème. Les tractations entre Alliés ont été longues. Entre eux, un seul objectif commun : maintenir en Allemagne un rempart contre le bolchevisme, que ce soit la subversion intérieure ou la menace de la république des soviets. Pour le reste, leurs objectifs sont contradictoires, et les visées françaises sur la Ruhr et pour l'hégémonie européenne se heurtent à la coalition anglo-américaine pour une Allemagne solvable qui puisse servir en Europe de contrepoids aux ambitions françaises.

Compromis entre les Alliés, le traité contribuera à renforcer en Allemagne les tendances nationalistes et pangermanistes qu'il prétend extirper. L'Allemagne perd toutes ses colonies, est amputée du huitième de son territoire, du dixième de sa population d'avant guerre. Ses forces militaires sont réduites sur terre à une armée de 100 000 hommes, armée de métier insuffisante pour faire face à une guerre, mais incomparable dans la guerre civile. Les Alliés occupent pour quinze ans la Rhénanie et trois têtes de pont qui leur ouvrent l'Allemagne, tandis que les frontières méridionale et orientale demeurent fortifiées. Les avoirs allemands à l'étranger, ainsi qu'une partie de la flotte, sont confisqués. Jusqu'à la décision alliée sur le montant définitif des réparations prévues, l'Allemagne est astreinte au paiement de provisions en espèces et de livraisons en nature. Enfin, les responsables de la politique de guerre et les principaux « criminels de guerre » doivent être livrés aux autorités alliées afin d'être jugés par des tribunaux internationaux.

Pour les communistes allemands comme pour l'Internationale, la paix de Versailles est un acte de même nature que la guerre, un « brigandage impérialiste ». Elle signifie un répit, le retard de la révolution dans les pays de l'Entente ; mais il n'est d'autre réplique, à la paix impérialiste comme à la guerre impérialiste, que la lutte pour la révolution mondiale. De leur côté, les nationalistes mettent l'accent sur les aspects qu'ils jugent infamants du traité, les visées françaises sur la Ruhr, les encouragements donnés aux tendances « séparatistes » visant au morcellement de l'Allemagne, les livraisons et les réparations humiliantes, l'occupation étrangère, notamment l'utilisation par l'armée française de troupes africaines, qu'ils appellent la « honte noire ». Ils soulignent l'humiliation nationale, la « colonisation » de l'Allemagne, traitée selon eux comme un « peuple de nègres » et proclament incompatible avec l'honneur allemand la livraison, réclamée par les Alliés, des responsables de la guerre.

Sous le poids de ces arguments qui rencontrent dans toutes les couches de la population allemande un large écho, bien des hommes politiques estiment que le traité est inacceptable : parmi eux Scheidemann, qui démissionne à la veille du vote au Reichstag et est remplacé par son camarade de parti Bauer. Noske se fait l'avocat de la signature du traité et refuse les ouvertures du capitaine Pabst pour instaurer une dictature militaire en vue de la résistance nationale¹.

En fait, le corps des officiers, dans son ensemble, sait qu'il n'existe pas d'autre issue que la capitulation. Peut-être espérait-il un geste « pour l'honneur ». Le général Groener conserve ses fonctions pour permettre la signature du traité aux conditions de l'ennemi, mais se retire ensuite dans un souci d'unité, imitant Hindenburg². Une commission d'organisation de l'armée de temps de paix est mise sur pied, sous la direction du général von Seeckt³.

Le putsch de Kapp - von Lüttwitz.

Les officiers sont particulièrement sensibles à la menace que constitue l'exigence alliée de l'extradition des « criminels de guerre » : dès le 26 juillet 1919, ils l'ont fait savoir au gouvernement⁴, où Noske les soutient d'ailleurs sans réserve. Mais la bouffée de mécontentement et d'angoisse provoquée par cette exigence va être bientôt relayée par le retour des corps francs qui, depuis 1919, ont lutté dans les pays baltes contre l'armée rouge et dont les Alliés, ayant assuré leur relève, ont exigé le retour⁴. Au premier rang des militaires qui songent de plus en plus au putsch se trouve le général von Lüttwitz, commandant des troupes de Berlin, lequel se considère comme le successeur de Hindenburg et le gardien des traditions et de l'honneur de l'armée⁵.

Le sort des corps francs n'est pas seul en cause : la réduction des effectifs imposée par le traité de paix inquiète les militaires de tout rang. Si les troupes d'élite sont dissoutes, le sort d'une bonne partie des cadres sera réglé du même coup. La brigade

1 Noske, *op. cit.*, p. 200.

2 Wheeler-Bennett, *op. cit.*, p. 60.

3 Lüttwitz, *Im Kampf gegen die Novemberrevolution*, p. 86.

4 Wheeler-Bennett, *op. cit.*, pp. 71-72.

5 Voir son portrait, *ibidem*, pp. 61-62.

de marine du capitaine de vaisseau Ehrhardt, installée à Doberitz, aux portes de Berlin⁶, va servir de test : le général von Lüttwitz donne en effet à son chef l'assurance qu'il ne laissera pas, « en une période si lourde d'orages, briser une troupe pareille »⁷. Il accuse la « faiblesse » du gouvernement face à la « menace bolcheviste », parle ouvertement de coup d'Etat, et le chef de la police de Berlin, le colonel Arens, tente de le dissuader en l'amenant à une entrevue avec les chefs parlementaires de la droite⁸. Ces derniers, qui mènent campagne pour la dissolution de l'Assemblée et la réélection du président de la République, ne parviennent pourtant pas à le convaincre de l'imprudence de ses projets : le général ne croit qu'à la force de ses bataillons et pense que les élections seront bien meilleures s'il a auparavant balayé les politiciens. Il se lance donc dans une conspiration dont les principales têtes sont, avec lui, Ehrhardt, Ludendorff, et un civil Wolfgang Kapp, directeur de l'agriculture en Prusse, représentant des junkers et des hauts fonctionnaires impériaux⁹. Entreprise hasardeuse, prématurée ou trop tardive, dont les autorités n'ignoreront pas grand-chose, mais qui bénéficie de complicités à tous les postes-clés¹⁰.

Le conseil de cabinet, réuni le 12, examine la situation et renvoie la décision nécessaire à sa réunion du 15¹¹. Mais, le jour même, Noske lance quelques mandats d'arrêt contre les conspirateurs aux activités les plus voyantes, comme le capitaine Pabst¹². Poussé dans ses retranchements, le général von Lüttwitz rejoint le camp de Doberitz. L'officier supérieur chargé par Noske de s'assurer de la situation au camp téléphone pour annoncer son arrivée, et revient en assurant que tout est calme¹³. Dans la nuit même, la brigade du capitaine Ehrhardt se met en marche vers le centre de la capitale.

Les insurgés lancent un ultimatum qui exige la démission d'Ebert et l'élection d'un nouveau président, la dissolution du Reichstag et de nouvelles élections, et, en attendant, un cabinet de techniciens avec un général au ministère de la guerre¹⁴. Noske, qui convoque les chefs militaires non liés au complot dans son bureau à 1 heure 30, s'entend répondre qu'il n'est pas question de résister les armes à la main¹⁵. Le conseil des ministres, réuni à 3 heures, décide finalement d'évacuer la capitale, n'y laissant que deux de ses membres, dont le vice-chancelier Schiffer¹⁶ : avant l'aube, la quasi-totalité du gouvernement et plus de deux cents députés ont pris la route de Dresde où ils pensent trouver protection auprès du général Maercker¹⁷.

Aux premières heures de la matinée, les hommes d'Ehrhardt occupent Berlin, hissant le drapeau impérial sur les édifices publics. Installé à la chancellerie, Kapp promulgue ses premiers décrets, proclame l'état de siège, suspend tous les journaux, nomme commandant en chef le général von Lüttwitz. A midi, il peut considérer que tous les états-majors et toutes les forces de police de la région militaire de Berlin se sont ralliées à son entreprise¹⁸. Inquiets de l'attitude du général Maercker, les membres du gouvernement ont repris la route, cette fois dans la direction de Stuttgart, où ils pensent pouvoir compter sur le général Bergmann¹⁹. Au soir du 13 mars, il semble que le putsch l'ait emporté sans effusion de sang puisque, nulle part, l'armée ni la police ne font mine de s'y opposer, et les autorités du Nord et de l'Est reconnaissent le nouveau gouvernement.

L'écrasement du putsch.

Pendant que le gouvernement prend la fuite, la résistance s'organise pourtant. Dès le matin, Legien réunit la commission générale des syndicats : à 11 heures, celle-ci lance de mot d'ordre de grève générale²⁰. De son côté, Wels, un des rares dirigeants social-démocrates à être resté sur place, fait rédiger et imprimer une affiche, qu'il fait suivre des signatures des ministres social-démocrates - qu'il n'a évidemment pas consultés²¹ - et qui appelle à la grève générale sur le thème de l'union contre la contre-révolution et pour la défense de la république²². Le parti social-démocrate indépendant appelle aussi les ouvriers à la grève générale « pour la liberté, pour le socialisme révolutionnaire, contre la dictature militaire et le rétablissement de la monarchie »²³. Des pourparlers s'engagent, à l'initiative de Legien, pour la constitution d'un comité central de grève qui serait constitué à partir de toutes les organisations ouvrières et dont l'autorité déborderait largement celle de la seule commission générale. Mais l'accord ne peut se faire, puisque les majoritaires, Wels et ses camarades, entendent défendre ce qui est pour eux le « gouvernement de la république » alors que les indépendants ont bien précisé qu'il ne s'agisse en aucun cas de défendre le « gouvernement Ebert-Noske »²⁴. Il y aura donc deux « comités centraux de grève » à Berlin, l'un autour de Legien, avec les syndicats, A.D.G.B., A.f.A. et Ligue des fonctionnaires, ainsi que le parti social-

6 Noske, *op. cit.*, p. 203.

7 Volkmann, *op. cit.*, p. 273.

8 Erger, *Der Kapp Lüttwitz Putsch*, p. 117.

9 La première rencontre entre Kapp et von Lüttwitz, avait eu lieu le 21 août 1919 (von Lüttwitz, *op. cit.*, p. 97).

10 Le préfet de police Ernst était au courant (Erger, *op. cit.*, p. 133) et Kapp avait eu le 11 un entretien avec le célèbre conseiller du gouvernement chargé de la police, Doyé. qu'il devait nommer sous-secrétaire à l'intérieur dans son gouvernement (*Ibidem*, p. 133).

11 Erger, *op. cit.*, p. 133.

12 Benoist-Méchin, *op. cit.*, II. p. 86.

13 Erger, *op. cit.*, p. 136.

14 *Ibidem*, p. 140.

15 *Ibidem*, pp. 141-143.

16 *Ibidem*, p. 149.

17 Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 93.

18 *Ibidem*, pp. 97-98.

19 *Ibidem*, p. 97.

20 Varain, *Freie Gewerkschaften, Sozialdemokratie und Staat*, p. 173.

21 Otto Braun, *Von Weimar zu Hitler*, p. 94.

22 Fac-similé dans *III. Gesch.*, p. 469.

23 *Ibidem*, pp. 468-469.

24 Varain, *op. cit.*, p. 173; selon Wels, cité par Erger, *op. cit.*, p. 196, les indépendants refusaient une action commune avec les majoritaires parce que ceux-ci étaient les vrais responsables de ce qui arrivait.

démocrate, l'autre qui rassemble les dirigeants des syndicats berlinois, Rusch et ses camarades, et les dirigeants du parti indépendant²⁵, que le K.P.D. (S) rejoindra plus tard²⁶.

C'est Legien qui a pris l'initiative de la lutte. A l'aube du 13 mars, il a refusé de fuir, stigmatisé l'attitude des dirigeants social-démocrates, jeté dans la balance en faveur de la grève générale toute son autorité et son poids d'homme d'appareil. Lui, le vieil adversaire de la grève générale, le réformiste prudent, patriarche des révisionnistes, l'homme qui incarne des décennies de collaboration de classes, décide de passer dans la clandestinité et de prendre tous les contacts - y compris avec les communistes pour assurer la défaite du putsch. Il se révèle d'ailleurs plus proche des masses que ne le sont alors les dirigeants communistes. En l'absence de Levi, qui purge une peine de prison, sous la pression des responsables berlinois Friesland et Budich, de tendance gauchiste et contre l'opposition du seul Jakob Walcher²⁷, la centrale du K.P.D. (S) lance en effet un appel, vraisemblablement rédigé par Bronski, que *Die Rote Fahne* publie le 14 mars : il exprime la conviction qu'il n'y a pas, pour le moment, de riposte possible au putsch militaire en dehors de la lutte encore à venir pour le pouvoir :

« Les travailleurs doivent-ils en cette circonstance passer à la grève générale? La classe ouvrière, hier encore chargée de fers par Ebert-Noske, désarmée, dans les pires conditions, est incapable d'agir. Nous croyons que notre devoir est de parler clair. La classe ouvrière entreprendra la lutte contre la dictature militaire dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugera propres. Ces circonstances ne sont pas encore réunies »²⁸.

Mais les ouvriers allemands n'ont pas entendu cet appel à la passivité. Dès le 14 mars, qui est pourtant un dimanche, il est possible de mesurer l'emprise et l'ampleur du mouvement. Les trains s'arrêtent les uns après les autres. A Berlin, à 17 heures, il n'y a plus ni trams, ni eau, ni gaz, ni électricité. Un peu partout éclatent des bagarres entre militaires et ouvriers. La veille, il y a déjà eu des réactions: à Chemnitz, à l'initiative des communistes que dirige Brandler, constitution d'un comité d'action comprenant les syndicats et tous les partis ouvriers : il prend les devants, en l'absence de troupes, constitue une milice ouvrière, l'*Arbeiterwehr*, qui occupe la gare, la poste, l'hôtel de ville. A Leipzig, les négociations sont entamées entre partis ouvriers, mais les communistes refusent de signer le texte préparé par les autres organisations pour appeler à la grève générale. Dans la nuit du 13 au 14, les premiers incidents violents se produisent à Dortmund, entre police et des manifestants ouvriers²⁹. Le 14, les premiers combats commencent dans la Ruhr. Le général von Watter donne à ses troupes l'ordre de marcher sur Hagen, où les ouvriers s'arment : social-démocrates et indépendants lancent un appel commun à la grève générale³⁰. A Leipzig, les hommes des corps francs ouvrent le feu sur une manifestation ouvrière : il y a vingt-deux morts, et les combats se poursuivent³¹. A Chemnitz, les organisations ouvrières décident la constitution immédiate d'une milice ouvrière de 3 000 hommes³². A Berlin, prenant conscience de son erreur initiale, la centrale du K.P.D. (S) rédige un nouvel appel, qui reste cependant encore en retard sur le développement de la lutte puisqu'il ne fait pas sien le mot d'ordre d' « armement du prolétariat » :

« Pour la grève générale! A bas la dictature militaire! A bas la démocratie bourgeoise! Tout le pouvoir aux conseils ouvriers! (...) A l'intérieur des conseils, les communistes lutteront pour la dictature du prolétariat, pour la république des conseils! Travailleurs! N'allez pas dans les rues, réunissez-vous tous les jours dans vos entreprises! Ne vous laissez pas provoquer par les gardes blancs! »³³.

En fait, dès le 15 mars le gouvernement Kapp-Lüttwitz est complètement paralysé. Le socialiste belge Louis De Brouckère écrit :

« La grève générale (...) les étreint maintenant de sa puissance terrible et silencieuse »³⁴.

Tout est mort dans Berlin, où le pouvoir ne parvient pas à faire imprimer une seule affiche. Au contraire, dans la Ruhr, où le corps frapc Lichtschlag s'est mis en mouvement, il a été tout de suite attaqué par des détachements d'ouvriers armés³⁵. On se bat, de même, à Leipzig, à Francfort, à Halle et à Kiel. Les marins de Wilhelmshaven se sont mutinés, et arrêtent l'amiral von Leventzow et quatre cents officiers³⁶. A Chemnitz, toujours sous l'impulsion des communistes, un comité d'action formé de représentants des partis ouvriers appelle les ouvriers à élire leurs délégués aux conseils ouvriers d'entreprise³⁷. Quelques heures plus tard, ces délégués, désignés par 75 000 ouvriers au scrutin de liste à la proportionnelle, élisent à leur tour le conseil ouvrier de la ville : dix communistes, neuf social-démocrates, un indépendant et un démocrate³⁸. Heinrich Brandler est

25 En fait, seul le second s'intitule direction centrale de la grève (Erger, *op. cit.*, p. 197).

26 Le K.P.D.(S) expliquera qu'il reprochait au comité de grève « indépendant » de ne pas se prononcer pour la reconstitution immédiate des « conseils ouvriers » (*III. Gesch.*, p. 496). C'est le 17 mars seulement que quatre représentants du K.P.D.(S), Pieck, Walcher, Lange et Thalheimer, entreront dans ce comité central, où ils ne resteront que quatre jours (Naumann et Voigtlander, « Zum Problem einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, n° 3, 1963, p., 469, n° 32).

27 Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 126; *Bericht 4 ...*, p. 43.

28 *Die Rote Fahne*, 14 mars 1920, *III. Gesch.*, pp. 467-468.

29 *III. Gesch.*, p. 495.

30 *Ibidem*, p. 496.

31 *Ibidem*, p. 489.

32 H. Brandler, *Die Aktion gegen den Kapp-Putsch in Westsachsen*, p.7.

33 Diffusé sous forme de tract le 15 mars, *III. Gesch.*, p. 468.

34 De Brouckère, *La Contre-révolution en Allemagne*, p. 46, cité par Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 100.

35 *III. Gesch.*, p. 496.

36 *Ibidem*, p. 481 ; Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 101.

37 Brandler, *op. cit.*, pp. 7-8.

38 *Ibidem*, p. 21. Les délégués comprenaient 691 communistes, 603 social-démocrates, 100 indépendants et 95 démocrates.

l'un des trois présidents de cet organisme révolutionnaire, dont l'autorité et le prestige s'étendent sur toute une région industrielle où les forces de répression sont désarmées ou neutralisées, et les ouvriers armés³⁹. Il écrira quelques mois plus tard, non sans fierté :

« A Chemnitz, nous avons été le premier parti à lancer les mots d'ordre de grève générale, désarmement de la bourgeoisie, armement des ouvriers, réélection immédiate des conseils ouvriers politiques. Nous avons aussi été les premiers, grâce à la force du parti communiste, à faire passer ces mots d'ordre dans la réalité »⁴⁰.

Un danger nouveau apparaît pourtant, précisément dans la région même où les initiatives des communistes de Chemnitz semblent permettre la construction d'un solide front de résistance ouvrière aux putschistes. Un militant du K.P.D. (S), Max Hoelz, a été au cours de l'année 1919 l'organisateur de violentes manifestations de chômeurs dans la région de Falkenstein. Menacé d'arrestation, il est passé ensuite dans la clandestinité, où il s'est lié avec des éléments activistes de l'opposition, et a organisé, dans cette région misérable de l'Erzgebirge- Vogtland écrasée par un chômage général, des détachements armés, sortes de « guérilleros urbains », groupes de chômeurs ou de tout jeunes gens armés qui s'en prennent aux policiers et parfois aux caisses des usines et aux banques, ou aux agents patronaux⁴¹. Dans cette région ravagée par la crise, il fait figure, après ses trois arrestations et ses trois évasions, de Robin des bois des temps modernes⁴². Dès la nouvelle du soulèvement de Kapp, il attaque, se fait ouvrir les portes de la prison de Plauen, recrute et organise sommairement des unités de guérillas qu'il baptise « gardes rouges » et commence à harceler la Reichswehr, organisant des raids contre ses détachements isolés, pillant magasins et banques pour financer ses troupes et ravitailler de façon spectaculaire les habitants des faubourgs ouvriers⁴³. Sa conception « activiste » de l'action, la façon dont il substitue des actions de commandos à l'action de masses, l'effroi qu'il provoque jusque dans une partie de la population ouvrière suscitent les inquiétudes de Brandler et des communistes de Chemnitz, qui le condamnent comme aventuriste et stigmatisent certaines de ses initiatives comme provocatrices⁴⁴.

Dans la Ruhr, un phénomène comparable, mais qui entraîne des masses ouvrières plus nombreuses, donne naissance à ce qu'on appellera l'« armée rouge » : un comité d'action formé à Hagen sous l'impulsion des militants indépendants Stemmer, un mineur, et Josef Ernst, métallo, crée un « comité militaire » : en quelques heures, 2 000 travailleurs en armes marchent sur Wetter, où les ouvriers sont aux prises avec les corps francs⁴⁵.

Le 16 mars, il semble qu'on se batte ou qu'on s'y prépare dans l'Allemagne entière, sauf peut-être dans la capitale, où la supériorité militaire des troupes semble écrasante. L'armée rouge des ouvriers de la Ruhr marche sur Dortmund⁴⁶. Les corps francs et la Reichswehr tiennent le centre de Leipzig contre des détachements ouvriers improvisés⁴⁷. A Kottbus, le major Buchrucker donne l'ordre de fusiller sur place tout civil porteur d'armes⁴⁸. A Stettin, où s'est constitué un comité d'action sur le modèle de Chemnitz, c'est dans la garnison qu'on se bat entre partisans et adversaires du putsch⁴⁹. De la prison berlinoise où il est détenu depuis plusieurs semaines, Paul Levi écrit à la centrale une lettre d'une grande violence : il critique sa passivité et son manque d'initiative, son aveuglement devant les possibilités offertes aux révolutionnaires par la lutte contre le putsch⁵⁰. D'ailleurs, dans l'ensemble du pays, et à l'exception de Berlin, les responsables communistes ont réagi comme lui. Les militants de la Ruhr ont appelé à l'armement du prolétariat et à l'élection immédiate de conseils ouvriers d'où seraient exclus les partisans de la démocratie bourgeoise⁵¹. Les courriers qui ont apporté les instructions élaborées le 13 par la centrale ont été partout fraîchement reçus et les ordres détruits⁵². Presque chaque fois, sans tenir compte des instructions centrales, les communistes ont appelé à la grève générale et participé à son organisation. Plusieurs groupes de l'opposition - celui de Hambourg, notamment - ont en revanche adopté une position attentiste justifiée par le refus de l'action commune avec les « social-traîtres »⁵³ : ni à Berlin, ni à Dresde, autour de Rühle⁵⁴, les gauchistes ne jouent de rôle. En revanche, de différentes régions d'Allemagne, des militants de l'opposition, Appel, de Hambourg, Karl Plattner, de Dresde⁵⁵, vont rejoindre les combattants ouvriers de la Ruhr.

A Berlin, Kapp, aux abois, négocie avec le vice-chancelier Schiffer, qui représente le gouvernement Bauer. Kapp accepte dans l'intérêt commun que le général Groener tente une médiation auprès du président Ebert. Mais Ebert ne se presse pas⁵⁶. Kapp, aux prises avec la grève générale, lutte en réalité « contre des problèmes qui dépassent les forces humaines », selon l'expression de Benoist-Méchin⁵⁷. Son gouvernement est en quelque sorte suspendu dans le vide. Le pain, la viande commencent à

39 Brandler, *op. cit.*, p. 1, parle d'un contrôle exercé par le conseil ouvrier sur une zone d'un rayon de cinquante kilomètres autour de la ville, à la seule exception de l'Ecole technique, encerclée par les milices ouvrières.

40 *Ibidem*, p. 1.

41 Max Hoelz, *Vom Weissen-Kreuz zur Roten Fahne*, pp. 51-65.

42 Brandler, *op. cit.*, p. 56.

43 Hoelz, *op. cit.*, pp. 85-112.

44 Brandler, *op. cit.*, pp. 54-60.

45 *III. Gesch.*, p. 496.

46 *III. Gesch.*, p. 497.

47 *Ibidem*, p. 489.

48 *Ibidem*, p. 479.

49 *Ibidem*, p. 479.

50 Voir chap. XIX.

51 Tract du district d'Essen, le 13 mars. *III. Gesch.*, p. 494.

52 R. Fischer, *op. cit.*, p. 126.

53 *III. Gesch.*, p. 481.

54 Brandler, *op. cit.*, pp. 4-5.

55 Bock, *op. cit.*, biographie de ces deux militants, pp. 427 et 438.

56 Erger, *op. cit.*, pp. 249-254.

manquer dans la capitale. Le directeur de la Reichsbank refuse de payer les dix millions de marks que lui réclame Kapp⁵⁸. Le 16 mars, à 13 heures, celui-ci donne l'ordre « de fusiller les meneurs et les ouvriers des piquets de grève à partir de 16 heures »⁵⁹. Cette fois, c'est le grand patronat lui-même qui s'émeut devant une mesure qui risque de déclencher la guerre civile; à la tête d'une délégation, Ernst von Borsig en personne assure à Kapp qu'il faut renoncer à la force :

« L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière qu'il est impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont cessé le travail »⁶⁰.

Les ouvriers de la Ruhr ont repris Dortmund à six heures du matin. Dans la nuit du 16 au 17, un régiment de pionniers se mutine à Berlin même, emprisonne ses officiers. Il faut l'intervention du fer de lance du putsch, la brigade de marine Ehrhardt, pour obtenir leur libération⁶¹. Si les putschistes s'obstinent, la guerre civile est inévitable et la victoire ouvrière probable, tant sur eux que sur le gouvernement, dont la base et les possibilités d'action se restreignent d'heure en heure, puisque l'armée, putschiste ou « neutre », a cessé désormais d'être sûre.

Le 17 mars, Kapp, qui a pris conscience de sa défaite, choisit la fuite⁶². Pressé par des officiers plus politiques que lui de mettre fin à l'aventure, le général von Lüttwitz l'invite à quelques heures de distance, laissant même au vice-chancelier Schiffer le soin de rédiger sa lettre d'explication⁶³. Ses adjoints, qui ne répondent déjà plus de leurs troupes, demandent que le commandement soit remis à un général qui ne se soit pas compromis dans le putsch : von Seeckt sera cet homme providentiel⁶⁴. Au total, le putsch n'a pas duré plus d'une centaine d'heures, et il a bel et bien été écrasé par la réaction ouvrière, au premier chef la grève générale.

Mais les conséquences n'en sont pas épuisées. Le même jour en effet éclatent à Berlin les premiers combats armés : échange de coups de feu à Neukölln, construction de barricades par les ouvriers à la porte de Kottbus⁶⁵. A Nuremberg, la Reichswehr tire sur une manifestation ouvrière, faisant vingt-deux morts et déclenchant en contre-coup une véritable insurrection⁶⁶. A Suhle, les milices ouvrières s'emparent d'un centre d'entraînement de la Reichswehr et y mettent la main sur un important stock d'armes et de munitions⁶⁷. A Dortmund, la police, contrôlée par les social-démocrates se range du côté de l'« armée rouge » contre les corps francs⁶⁸. Partout la grève générale se poursuit. La question est désormais de savoir si la fuite précipitée de Kapp va permettre de l'arrêter, et à quel prix, ou bien si la vague révolutionnaire imprudemment soulevée par les kappistes conduit à une nouvelle guerre civile⁶⁹.

Si, en effet, cette fois, l'Allemagne ne s'est pas couverte d'un réseau de conseils ouvriers élus - Chemnitz et la Ruhr demeurent l'exception -, elle l'est en revanche d'un réseau serré de comités exécutifs (*Vollzugsräte*) ou comités d'action, formés par les partis et syndicats ouvriers et que la lutte contre les putschistes et l'organisation de la défense ont conduits à jouer le rôle de véritables pouvoirs révolutionnaires, posant, dans la pratique, et au cours même de la grève générale le problème du pouvoir et celui, plus immédiat, du gouvernement⁷⁰.

Le problème du gouvernement ouvrier.

Les conséquences politiques du putsch sont en réalité plus profondes encore. Même dans les régions où il ne s'est créé ni conseils ouvriers ni milices ouvrières, même là où les travailleurs se sont contentés de suivre l'ordre de grève sans prendre les armes, la secousse a été sérieuse. Pour des millions d'Allemands, l'initiative des chefs militaires signifie en effet la faillite de la direction social-démocrate : Noske, « socialiste des généraux », lâché par eux une fois sa besogne accomplie, est complètement discrédité et sa carrière politique se termine.

De plus, ce sont les ouvriers qui, par une grève générale déclenchée à l'insu du gouvernement à majorité social-démocrate, et en quelque sorte malgré lui, ont vaincu les putschistes. Les militants des différents partis, jusque-là dressés les uns contre les autres, se sont rapprochés dans le combat : pour la première fois depuis l'avant-guerre, ils se sont battus côte à côte contre l'ennemi de classe. Le prestige des dirigeants syndicaux est accru : Legien lançait l'ordre de grève générale au moment où Noske et Ebert prenaient la fuite; on attend désormais d'eux qu'ils prennent des responsabilités politiques.

57 Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 102.

58 Erger, *op. cit.*, p. 211.

59 *Ibidem*, p. 205.

60 Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 103, n. 2; Erger, *op. cit.*, pp. 205-206.

61 Benoist-Méchin, *op. cit.*, p. 103

62 Erger, *op. cit.*, pp. 265-266.

63 *Ibidem*, pp. 277-278.

64 *Ibidem*, p. 277.

65 III. Gesch., p. 475.

66 *Ibidem*, p. 482.

67 *Ibidem*, p. 484.

68 *Ibidem*, p. 497.

69 Il est difficile de faire la part, dans les craintes exprimées à droite, de ce qui était peur réelle et de ce qui était tentative d'« intoxication » Une dépêche de l'agence télégraphique Wolff du 17 mars (citée par Erwin Konemann, « Zum Problem der Bildung einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch » *BzG*, 1963, n° 6, pp. 904-921) mentionne une liste gouvernementale en circulation et tenue comme déjà officielle : Däumig comme chancelier, Paul Levi aux affaires étrangères, Curt Geyer à l'intérieur. La dépêche conclut : « Il n'existe plus aucun doute: il n'y a plus qu'un seul ennemi, le bolchevisme. »

70 V. Mujbegović, *op. cit.*, p. 210; Kurt Finker, « Neue Wege und Erkenntnisse bei der Erforschung des Kampfes der deutschen Arbeiter gegen den Kapp-Putsch », *BzG*, n° 4, 1961, pp. 909-910.

Le trouble est profond dans les rangs du parti social-démocrate. Le président Otto Wels pose, le 30 mars, le problème en ces termes :

« Comment faire pour sortir le parti du chaos dans lequel il s'est trouvé entraîné par le combat en commun contre la réaction? »⁷¹.

Dans de très nombreuses localités, les militants et même les organisations social-démocrates ont marché avec les communistes et les indépendants sur des mots d'ordre contraires à ceux de leur direction nationale. A Elberfeld, par exemple, un dirigeant du S.P.D. est allé jusqu'à signer avec les représentants des indépendants et du K.P.D. (S) un appel à la lutte pour « la dictature du prolétariat »⁷². Le *Vorwärts* traduit le sentiment de la quasi-totalité des ouvriers allemands en écrivant :

« Le gouvernement doit être remanié. Non sur sa droite, mais à gauche. Il nous faut un gouvernement qui soit décidé sans réserves à lutter contre la réaction militariste et nationaliste, et qui sache se gagner la confiance des travailleurs aussi loin que possible sur sa gauche »⁷³.

Or, dès avant la fuite de Kapp, il est clair que l'on cherche à ressouder le front entre la Reichswehr et les partis gouvernementaux face au réveil de la classe ouvrière. Le vice-chancelier Schiffer et le général von Seeckt lancent ensemble, au nom du gouvernement, un appel pour le retour au calme, pour l'unité nationale « contre le bolchevisme »⁷⁴. Le parti social-démocrate est déchiré entre des tendances contradictoires, mais c'est aussi le cas, dans une certaine mesure, du parti social-démocrate indépendant, particulièrement dans les localités où ses dirigeants de droite se sont alignés sur la politique de capitulation des social-démocrates majoritaires⁷⁵. Les militants - et la presse du parti traduit largement cette réaction - expriment la poussée unitaire de la classe au coude à coude dans la grève, et son exigence de garanties sur le plan gouvernemental. Au contraire, l'appareil et le groupe parlementaire penchent pour la restauration de la coalition parlementaire, le dernier lançant un appel dans lequel il affirme que la poursuite de « la grève du peuple » après la fuite des chefs factieux constitue une menace pour l'unité du « front républicain »⁷⁶. En même temps, une proclamation, signée conjointement de Schiffer et du ministre prussien de l'intérieur, le social-démocrate Hirsch, assure que la police et la Reichswehr ont fait tout leur devoir et qu'elles n'ont à aucun moment été complices du putsch⁷⁷. Cette « amnistie » est évidemment nécessaire pour le rétablissement de l'ordre, en vue duquel le gouvernement proclame le 19 mars l'état d'urgence renforcé⁷⁸.

Le gouvernement, sauvé par la grève générale, va-t-il utiliser contre les ouvriers les généraux qui ont refusé de combattre les putschistes? Ebert et Noske vont-ils conserver le pouvoir et les ouvriers ne se sont-ils battus que pour les y maintenir? La réponse, politique, dépend en grande partie des dirigeants des partis et syndicats ouvriers.

Dans la lutte qui s'engage, les travailleurs disposent d'un atout formidable : leur grève. Legien en a conscience. Dès le 17 mars, il s'est adressé au comité exécutif des indépendants en leur demandant d'envoyer des représentants à une réunion de la commission générale des syndicats⁷⁹. L'exécutif a délégué Hilferding et Koenen, à qui Legien a proposé la formation d'un « gouvernement ouvrier », formé des représentants des partis ouvriers et des syndicats. Il justifie sa proposition en expliquant qu'aucun gouvernement n'est désormais possible en Allemagne contre les syndicats, et que ces derniers, dans une situation exceptionnelle, sont prêts à assumer leurs responsabilités. Ni les représentants du parti indépendant, ni le cheminot Geschke, qui a été également invité à cette réunion où il représente le K.P.D. (S), ne peuvent évidemment donner de réponse avant d'avoir consulté les organismes responsables de leurs partis : ce qu'ils font⁸⁰. Au cours de la réunion de l'exécutif indépendant, Wilhelm Koenen et Hilferding se prononcent pour l'acceptation de la proposition de Legien et pour l'ouverture de négociations en vue de constituer un gouvernement ouvrier. Crispin, président du parti et dirigeant de son aile droite, proteste qu'il ne saurait s'asseoir à la même table que des « assassins d'ouvriers », et qu'aucune discussion n'est possible avec les « traîtres à la classe ouvrière » que sont les membres de la commission générale. Däumig, leader de l'aile gauche, lui emboîte le pas, et affirme qu'il est prêt à démissionner de ses fonctions et même du parti si l'exécutif engage de telles négociations. Koenen et Hilferding ne trouvent que peu d'écho auprès de leurs camarades : Stoecker et Rosenfeld, autres dirigeants de la gauche, s'étonnent de la position prise par Koenen et demandent simplement que l'exécutif n'oppose pas un refus brutal qui risquerait de n'être pas compris par les millions de travailleurs en grève. Au vote, le refus catégorique proposé par Crispin et Däumig l'emporte largement⁸¹.

Mais Legien n'abandonne pas pour autant la partie. Le lendemain, 18 mars, malgré la pression des éléments social-démocrates proches de l'appareil qui insistent pour terminer la grève, puisque le putsch auquel elle ripostait est battu, il fait décider par le conseil général sa prolongation tant qu'il n'aura pas été accordé à la classe ouvrière de garanties suffisantes quant à la composition et à la politique du gouvernement. De laborieuses discussions commencent entre les dirigeants des syndicats et les représentants du gouvernement. Legien prévient ses interlocuteurs qu'il n'hésitera pas, s'il le juge nécessaire, à constituer

71 *Protokoll der Sitzung des SPD-Parteiausschusses vom 30. und 31.3.1920*, p. 4, cité par Erger, *op. cit.*, p. 291.

72 Erger, *op. cit.*, p. 291.

73 *Vorwärts*, édition spéciale, 18 mars 1920.

74 *Ibidem*

75 Par exemple à Leipzig où, le 18 mars, le dirigeant indépendant Richard Lipinski signe avec les autorités civiles et militaires un « accord de cessez-le-feu » qui constitue une véritable capitulation militaire et politique : voir le texte intégral et les commentaires de Brandler dans Brandler, *op. cit.*, pp. 48-49.

76 Cité dans Erger, *op. cit.*, p. 293 et dans *III. Gesch.*, p. 471.

77 *Vorwärts*, 20 mars 1920. Cité dans *III. Gesch.*, p. 471.

78 *III. Gesch.*, p. 471.

79 W. Koenen, « Zur Frage der Möglichkeit einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, n° 12, 1962, p. 347.

80 *Ibidem*, p. 348.

81 *Ibidem*.

lui-même un « gouvernement ouvrier » qui s'opposerait par la force au retour du gouvernement Bauer dans la capitale, même si cette initiative devait signifier, comme il en a conscience, une guerre civile⁸². Il pose un certain nombre de préalables absolus, la démission de Noske du gouvernement du Reich, celle des deux ministres prussiens Heine et OEser, l'entrée au gouvernement de dirigeants syndicalistes à des postes-clés, une répression sévère contre les putschistes et leurs complices, une épuration radicale de l'armée et de la police. Il répète qu'il existe une possibilité immédiate de constituer un gouvernement ouvrier avec des représentants des syndicats et des deux partis social-démocrates.

Par sa décision de lancer le mot d'ordre de grève générale, par son opposition ouverte aux dirigeants du parti social-démocrate, la direction des syndicats a ouvert au sein de ce parti une crise sans précédent qui secoue jusqu'à son appareil au niveau le plus élevé, l'exécutif et le groupe parlementaire. Mais c'est l'attitude des indépendants qui est déterminante. Or, pour eux, le problème n'est pas simple. La gauche s'est coupée en deux, Däumig s'opposant à Koenen. Une partie de la droite, avec Crispien en lui-même, est revenue sur sa première réaction, dès la soirée du 17 mars, où une nouvelle délégation de l'exécutif s'est lancée à la recherche de Legien pour l'informer de son désir de reprendre la discussion. Däumig est cependant irréductible : il affirme ne pouvoir accepter que le parti cautionne un gouvernement dit « ouvrier » qu'à la condition que ce dernier se prononce pour la dictature du prolétariat et le pouvoir des conseils ouvriers⁸³. Malgré l'opposition de ses camarades de tendance qui contrôlent les syndicats à Berlin, il l'emporte. La majorité de la gauche estime avec lui que le gouvernement ouvrier proposé par Legien ne pourrait incarner qu'une nouvelle mouture de ce qu'elle appelle « le régime de Noske », une simple réédition du gouvernement Ebert-Haase de 1918⁸⁴. Quant à la droite, elle se détermine finalement par rapport aux risques d'une telle entreprise sous le feu des critiques de sa gauche et la menace d'une scission, dans une conjoncture qui ferait d'elle au gouvernement un fragile alibi de gauche⁸⁵. Legien doit renoncer.

Il lui reste cependant à poser au gouvernement ses conditions pour la reprise du travail. Au matin du 19, au terme de longues négociations, les représentants du gouvernement s'engagent solennellement à remplir les conditions dictées par Legien et qu'on appellera les « neuf points des syndicats » :

1. La reconnaissance par le futur gouvernement du rôle des organisations syndicales dans la reconstruction économique et sociale du pays.
2. Le désarmement et le châtement immédiat des rebelles et de leurs complices.
3. L'épuration immédiate des administrations et entreprises de tous les contre-révolutionnaires, la réintégration immédiate de tous les salariés révoqués ou licenciés pour leur activité syndicale ou politique.
4. Une réforme de l'Etat sur une base démocratique en accord et avec la collaboration des syndicats.
5. L'application intégrale des lois sociales en vigueur et l'adoption de nouvelles lois plus progressistes.
6. La reprise immédiate des mesures de préparation de la socialisation de l'économie, la convocation de la commission de socialisation, la socialisation immédiate des mines de charbon et de potasse.
7. La réquisition des vivres en vue du ravitaillement.
8. La dissolution de toutes les formations armées contre-révolutionnaires et la formation de ligues de défense sur la base des organisations syndicales, les unités de la Reichswehr et de la police fidèles lors du putsch n'étant pas touchées.
9. Le départ de Noske et de Heine⁸⁶.

Sur ces bases, le 20 mars, l'A.D.G.B. et l'A.f.A. décident d'appeler à la reprise du travail⁸⁷. La plupart des ministres et des parlementaires reprennent le chemin de la capitale. Mais ni le parti indépendant ni le comité de grève du Grand Berlin n'ont donné leur accord, et la décision reste formelle en attendant les assemblées de grévistes, qui sont en général convoquées pour le dimanche 21.

Or, l'accord des grévistes est loin d'être acquis. De nombreuses assemblées prennent position contre la décision des centrales, estimant que le gouvernement s'est contenté de faire des promesses pour lesquelles les ouvriers n'ont aucune garantie, et que l'arrêt du travail équivaldrait à lui accorder un chèque en blanc⁸⁸. De plus, l'entrée des troupes « gouvernementales » dans les faubourgs de Berlin a conduit à plusieurs incidents violents avec les ouvriers armés, coups de feu, arrestations⁸⁹. Au comité de grève du Grand Berlin se présente un messenger porteur d'un appel au secours des ouvriers de la Ruhr pressés par la Reichswehr. Les représentants du K.P.D. (S), suivis par de nombreux ouvriers indépendants, prennent position contre l'arrêt de la grève: Pieck et Walcher expliquent qu'il faut protéger les ouvriers de la Ruhr et poursuivre le mouvement jusqu'à ce que leur sécurité soit garantie, c'est-à-dire jusqu'à l'armement du prolétariat. Enfin, la question du gouvernement ouvrier est pour la première fois posée publiquement. Däumig dénonce ce qu'il considère comme des manœuvres de Legien et son « opération-gouvernement », dont l'unique objectif est selon lui de réintégrer les indépendants

82 Protocole des entretiens entre les dirigeants syndicaux et les représentants du gouvernement Bauer, notes de séance du ministre des finances Südekum, publiées par Erwin Könnemann, *BzG*, n° 2, 1966, p. 273.

83 *Bericht 4* ... , p. 8.

84 *Freiheit*, 24 mars 1920.

85 Prager, *op. cit.*, p. 218.

86 Könnemann, *op. cit.*, p. 910. n. 19.

87 *Ibidem*, p. 910.

88 *Ill. Gesch.*, p. 472.

89 Notamment à Henningsdorf (*Ill. Gesch.*, p. 476).

dans le jeu parlementaire et de fournir une couverture à gauche à la coalition affaiblie⁹⁰. Sur ce problème, les représentants communistes n'ont pas de mandat : ils disent apprendre en séance le contenu des propositions de Legien⁹¹ et ne parler qu'à titre personnel. Walcher souligne qu'un gouvernement ouvrier tel que le proposent les syndicats serait « un gouvernement socialiste contre Ebert et Haase » et qu'il n'aurait donc aucun besoin, contrairement à ce que demande Däumig, de proclamer formellement sa « reconnaissance de la dictature du prolétariat » pour constituer, par son existence même, un pas en avant, une conquête pour le mouvement ouvrier. Tourné vers les délégués des syndicats, il affirme :

« Si vous prenez au sérieux vos engagements, si vous voulez vraiment armer les ouvriers et désarmer la contre-révolution, si vous voulez vraiment épurer l'administration de tous les éléments contre-révolutionnaires, alors cela signifie la guerre civile. Dans ce cas, il va de soi que non seulement nous soutiendrons le gouvernement, mais encore que nous serons à la pointe du combat. Dans le cas contraire, si vous trahissez votre programme et si vous frappez les travailleurs dans le dos, alors, nous - et nous espérons bien que dans ce cas nous serons suivis par des gens venant de vos propres rangs -, nous entreprendrions la lutte la plus résolue, sans réserve et avec tous les moyens à notre disposition »⁹².

Au terme d'une séance houleuse, il est finalement décidé, avec l'appui des délégués du K.P.D. (S), d'appeler à ne pas terminer la grève avant d'avoir obtenu des garanties concernant notamment le point 8, l'intégration d'ouvriers dans les forces de « défense républicaine »⁹³. Dès la fin de la réunion, des négociations s'ouvrent entre les délégués des deux partis social-démocrates et des syndicats. Pour les dirigeants social-démocrates majoritaires, il est d'un intérêt vital d'enfoncer un coin entre communistes et indépendants et d'obtenir l'arrêt de la grève générale. Bauer, au nom de la fraction social-démocrate, s'engage à respecter les quatre conditions : retrait des troupes de Berlin sur la ligne de la Spree, levée de l'état de siège renforcé, engagement de ne prendre aucune mesure offensive contre les travailleurs armés, particulièrement dans la Ruhr, enrôlement, en Prusse, de travailleurs dans les « groupes de sécurité », sous contrôle syndical⁹⁴.

La décision véritable sur l'arrêt de la grève générale est entre les mains des indépendants, et peut-être la pression communiste aurait-elle pu durcir la gauche. Mais la centrale du K.P.D. (S) est, à son tour, en pleine crise. Au moment où part la circulaire n° 42 datée du 22 mars 1920, précisant pour les militants la position du parti sur le problème, nouveau pour eux, de la constitution éventuelle d'un gouvernement ouvrier⁹⁵, la centrale, après une réunion orageuse qui s'étend sur une partie de la nuit du 21 et la matinée du 22, décide de désavouer ses quatre représentants au comité central de grève pour leur vote favorable à la décision de la veille subordonnant notamment la reprise du travail à l'incorporation d'ouvriers dans des formations « républicaines », qu'elle juge une duperie, et pour leur prise de position favorable à un « gouvernement ouvrier ». A une faible majorité, elle vote en outre le texte d'une déclaration adressée au comité central de grève :

« La centrale du K.P.D. déclare qu'elle est en désaccord avec les revendications formulées dans le tract du comité central de grève du Grand Berlin du 21 mars sur plusieurs points, notamment sur la revendication de l'enrôlement des travailleurs, fonctionnaires et employés armés, dans des formations républicaines de confiance ou militaires. Elle déclare en outre qu'elle n'a pas soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition entre les syndicats et l'U.S.P.D. »⁹⁶.

Cette déclaration sera lue au comité de grève à midi. Quelques heures plus tard, la direction du parti social-démocrate indépendant, malgré l'opposition de Däumig, Stoecker, Koenen, Rosenfeld et Curt Geve, se déclare satisfaite des nouvelles concessions des social-démocrates⁹⁷. Un texte rédigé dans la soirée du 22, signé de Legien, pour l'A.D.G.B., Aufhäuser pour l'A.f.A., Juchacz pour le parti social-démocrate et Crispin pour l'U.S.P.D., appelle donc à la reprise du travail en fonction des nouvelles concessions et promesses gouvernementales⁹⁸. La direction berlinoise des syndicats, alignant sa position sur celle de Däumig, se prononce pour une « interruption » et contre l'« arrêt » de la grève, et refuse de signer⁹⁹.

Réunie dans la matinée du 23, la centrale du K.P.D. (S) dénonce ce qu'elle nomme une capitulation, et invite les ouvriers à poursuivre la grève pour le désarmement des corps francs, de la Reichswehr et des formations bourgeoises paramilitaires, pour l'armement du prolétariat, la libération des prisonniers politiques ouvriers, le pouvoir des conseils ouvriers¹⁰⁰. Pourtant, la reprise du travail s'amorce. En outre, renversant sa position de la veille, la centrale prend une nouvelle position sur le problème du gouvernement ouvrier, donnant finalement raison sur ce point à Walcher et Pieck¹⁰¹. Soulignant que le putsch de Kapp a signifié la rupture de la coalition entre bourgeoisie et social-démocratie, et que le combat contre la dictature militaire a par conséquent pour objectif « l'élargissement du pouvoir politique des travailleurs jusqu'à l'écrasement de la bourgeoisie », elle rappelle que l'établissement de la dictature du prolétariat exige un parti communiste puissant, soutenu par les masses, et précise :

90 Bericht 4 ... , p. 38.

91 E. Konnemann (*op. cit.*, p. 918. n. 41) émet l'hypothèse que Geschke, membre de la direction berlinoise gauchiste, présent, selon Koenen, à la réunion du 17, n'avait pas informé la centrale des propositions de Legien.

92 J. Walcher, « Die Zentrale der K.P.D.(S) und der Kapp Putsch », *Die Kommunistische Internationale*, n° I, 1926, pp. 406.

93 *Freiheit*, 24 mars 1920.

94 *Sozialdemokratische Korrespondenz*, 1920, n° 5, p. 45.

95 *Die Internationale*, n° 1, 1920, p. 18; M. J. Braun, *Die Lebrn des Kapp Putsches*, pp. 30-32.

96 Bericht 4 ... , p. 39.

97 Naumann et Voigtlander, « Zum Problem einer Arbeiterregierung nach dem Kapp-Putsch », *BzG*, 1963, n° 3, p. 470.

98 *Vorwärts*, 24 mars 1920; *Ill. Gesch.*, p. 473.

99 *Die Rote Fahne*, 26 mars 1920.

100 *Ibidem*.

101 La nouvelle majorité comprend, selon V. Mujbegović, *op. cit.*, p. 203 Pieck, Lange, Walcher, Thalheimer et P. Levi.

« L'étape actuelle du combat, où le prolétariat n'a à sa disposition aucune force militaire suffisante, où le parti social-démocrate majoritaire a encore une grande influence sur les fonctionnaires, les employés et les autres couches de travailleurs, où le parti social-démocrate indépendant a derrière lui la majorité des ouvriers des villes, prouve que les bases solides de la dictature du prolétariat n'existent pas encore. Pour que les couches profondes des masses prolétariennes acceptent la doctrine communiste, il faut créer un état de choses dans lequel la liberté politique sera presque absolue et empêcher la bourgeoisie d'exercer sa dictature capitaliste »¹⁰².

En fonction de cette analyse, elle juge souhaitable la formation d'un gouvernement ouvrier :

« Le K.P.D. estime que la constitution d'un gouvernement socialiste sans le moindre élément bourgeois et capitaliste créera des conditions extrêmement favorables à l'action énergique des masses prolétariennes, et leur permettra d'atteindre la maturité dont elles ont besoin pour réaliser leur dictature politique et sociale. Le parti déclare que son activité conservera le caractère d'une opposition loyale tant que le gouvernement n'attendera pas aux garanties qui assurent à la classe ouvrière sa liberté d'action politique, et tant qu'il combattra par tous les moyens la contre-révolution bourgeoise et n'empêchera pas le renforcement de l'organisation sociale de la classe ouvrière. En déclarant que l'activité de notre parti « conservera le caractère d'une opposition loyale », nous sous-entendons que le parti ne préparera pas de coup d'Etat révolutionnaire, mais conservera une liberté d'action complète en ce qui concerne la propagande politique en faveur de ses idées »¹⁰³.

Prise de position capitale, susceptible de modifier le rapport des forces au sein de la gauche et du parti indépendant, mais déjà tardive, et qui ne sera, surtout, connue que le 26 mars. A cette date, la situation a beaucoup évolué. Le 22 au matin, sous le coup des informations concernant les premiers heurts entre forces armées et ouvriers au lendemain de l'arrêt de la grève, les négociations ont repris entre partis et syndicats et de nouveau les dirigeants examinent la possibilité de constituer, comme l'a écrit la *Sozialdemokratische Parteikorrespondenz*, un « gouvernement purement socialiste ou gouvernement ouvrier »¹⁰⁴. Les indépendants, achevant de rectifier leur prise de position du 17 mars, ne demandent pas en préalable une déclaration gouvernementale en faveur de la dictature du prolétariat¹⁰⁵.

Le même jour se tient, sous la présidence de Malzahn, l'assemblée des conseils d'usine du Grand Berlin. Däumig y défend l'« interruption » de la grève, et Pieck sa poursuite. Däumig rappelle son opposition au gouvernement ouvrier, Pieck, au contraire, explique la position de son parti :

« La situation n'est pas mûre pour une république des conseils, mais elle l'est pour un gouvernement purement ouvrier. En tant qu'ouvriers révolutionnaires, nous désirons ardemment un gouvernement purement ouvrier. (...) Le parti social-démocrate indépendant a rejeté le gouvernement ouvrier, et, ainsi, dans une conjoncture politique favorable, il n'a pas su saisir les intérêts du prolétariat. (...) Le gouvernement ouvrier viendra, il n'est pas d'autre voie vers la république des conseils »¹⁰⁶.

Après un débat confus¹⁰⁷, la motion de Däumig est votée à une large majorité. La fin de la grève est acquise. Mais il n'y aura pas de gouvernement ouvrier. Dans les négociations qui se poursuivent, Crispin souligne en vain que la centrale du K.P.D. (S) et l'exécutif indépendant sont parfaitement d'accord sur deux points : ils n'entreront en aucun cas dans un gouvernement de coalition, et il n'est pas pour le moment question d'une « dictature des conseils », alors qu'« un gouvernement purement ouvrier est tout à fait possible »¹⁰⁸. Les négociations n'aboutissent pas.

Le 23, l'exécutif a établi un programme en huit points qu'il propose comme base possible d'accord pour un gouvernement ouvrier : il est publié le 24¹⁰⁹. Le 25, *Vorwärts* explique qu'un gouvernement ouvrier, souhaité, selon lui, par les majoritaires, n'aurait été possible que si les partis bourgeois avaient accepté de le soutenir au Reichstag et qu'il n'aurait eu d'autre signification qu'un élargissement de la coalition aux indépendants. Il conclut que le parti social-démocrate saura prendre ses responsabilités pour « construire sous un autre nom un gouvernement qui réalise les mêmes objectifs »¹¹⁰.

Le quotidien social-démocrate ne fait là que rendre publique une position déjà passée dans la réalité. Depuis la fin de la grève, qui a renforcé considérablement sa position, Ebert, revenu à Berlin, a entamé des pourparlers dans la perspective d'un élargissement de la coalition. Le veto opposé par Legien à l'entrée dans le cabinet de l'homme d'affaires Cuno, son exigence de voir éliminer le vice-chancelier Schiffer, entraînent l'échec de l'opération et la démission du cabinet Bauer¹¹¹. Le jeu parlementaire retrouve ses règles, et, le 26, Ebert offre à Legien le poste de chancelier et mission de former le nouveau cabinet : la commission générale décide qu'il refusera. Elle ne peut, à son avis, prendre seule cette responsabilité

102 *Die Rote Fahne*, 26 mars 1920.

103 *Ibidem*, *Bericht 4* ... , p. 29.

104 *Sozialdemokratische Parteikorrespondenz*, 1920, n° 5, p. 45.

105 Krüger, *Die Diktatur oder Volksherrschaft*, p. 30, cité par Konnemann, *op. cit.*, p. 911 ; Franz Krüger était président du district de Berlin du S.P.D.

106 *Freiheit*, 24 mars 1920.

107 Rasch et Krause y interviennent tous deux - polémiqueant entre eux - au nom du K.P.D.(S)-Berlin, et Pieck prend acte de « l'existence de deux K.P.D. » (*Ibidem*.)

108 Protocole des conversations établi d'après les notes de Südekum, *BzG*, n° 2, 1966, p. 278. Notons la suggestion de Crispin pour faire accepter aux partis bourgeois la formation d'un gouvernement qui les exclut : leur proposer une représentation indirecte en y faisant entrer des syndicalistes chrétiens !

109 *Freiheit*, 24 mars 1920.

110 *Vorwärts*, 25 Mars 1920.

111 Konnemann, *op. cit.*, p. 912.

gouvernementale dans des conditions qui ne sont plus celles de la semaine précédente, notamment sous le feu de la critique de la presse - qui réparait - et dénonce quotidiennement avec violence le rôle occulte de « contre-gouvernement » des dirigeants syndicaux¹¹². La voie est libre pour le replâtrage, et c'est finalement au social-démocrate Hermann Müller qu'il est fait appel, le même jour¹¹³. Le 27, le ministère est constitué, avec le démocrate Gessler à la Reichswehr, en remplacement de Noske. Un gouvernement de même type est formé en Prusse. Le revirement de Däumig qui, au cours de l'assemblée des conseils d'usine de Berlin, déclare que « seul un gouvernement purement socialiste porté par la confiance des travailleurs peut résoudre la situation »¹¹⁴ est trop tardif : l'occasion est passée.

L'unique conséquence de la « déclaration d'opposition loyale » de la centrale du K.P.D. (S) réside finalement dans la tempête qu'elle soulève dans le parti, à commencer par le comité central qui la désavoue, par 12 voix contre 8, et affirme :

« Le devoir des membres du K.P.D. est de diriger toutes leurs énergies en vue de la modification des rapports de force réels par des moyens révolutionnaires. La question d'une éventuelle combinaison gouvernementale est donc d'un intérêt secondaire par rapport à la lutte du prolétariat pour son armement et la construction de conseils ouvriers »¹¹⁵.

En attendant, les hésitations des socialistes et des communistes sur la question du gouvernement n'ont pas peu contribué à la modification du rapport de force réel, que les événements de la Ruhr vont encore accentuer.

La revanche de la Reichswehr.

Au lendemain du putsch, la Ruhr a été à l'avant-garde de la lutte armée et de l'organisation du pouvoir ouvrier : un réseau de conseils ouvriers et de comités d'action y a pris localement le pouvoir, et le comité d'action de Hagen, véritable direction militaire révolutionnaire, dispose d'une centaine de milliers d'ouvriers en armes. A partir du 18 mars, les unités ouvrières passent à l'offensive, la Reichswehr replie ses troupes éparpillées : l'une d'elles laisse aux ouvriers de Düsseldorf 4000 fusils, 1 000 mitrailleuses, des canons, des mortiers et des munitions¹¹⁶. Les ouvriers semblent les maîtres dans la semaine qui suit.

En fait, dès cette date, les ouvriers de la Ruhr, en pointe par rapport à leurs camarades du reste du pays, sont dangereusement isolés. Social-démocrates, indépendants et même communistes ont partout ailleurs reconnu de bon ou de mauvais gré la situation créée par la reprise du travail et l'échec des pourparlers pour la formation d'un « gouvernement ouvrier ». Au comité de grève de Berlin, les émissaires de la Ruhr, Wilhelm Düwell, le 21 mars, Graul le 23, ont décrit la situation dans la région, le danger que crée la pénurie alimentaire. Dès le 23 mars, la centrale a envoyé Wilhelm Pieck sur place¹¹⁷. La division est profonde : le comité de Hagen, formé de majoritaires et d'indépendants, a incorporé deux communistes, Triebel et Charpentier, mais leur parti vient de les désavouer parce qu'ils ont accepté d'ouvrir les négociations sans avoir été mandatés pour cela¹¹⁸. A Essen, le comité exécutif qu'inspirent les communistes, songe à déborder le comité de Hagen quand celui-ci s'engage dans la voie des négociations.

Le 18, le comité d'action de Hagen appelle les ouvriers non armés à reprendre le travail. Le 20, il fait connaître ses exigences à l'égard de la Reichswehr et de son chef, le général von Watter, qui a attendu le 16 mars pour se désolidariser de von Lüttwitz : désarmement de la Reichswehr, évacuation totale de la zone industrielle, formation d'une milice contrôlée par les organisations ouvrières : en attendant, « l'ordre sera assuré par des formations ouvrières armées »¹¹⁹. Bauer répond télégraphiquement que ces conditions sont inacceptables, von Watter et ses troupes ne s'étant pas rangés du côté du putsch¹²⁰. Les ministres Giesberts et Braun viennent épauler le commissaire du Reich, Severing, pour une négociation en vue d'un accord sur la base des « neuf points des syndicats »¹²¹. Les conversations s'ouvrent à Bielefeld, le 23 mars, dans une vaste assemblée qui regroupe les représentants des conseils des principales villes, quelques maires et les représentants des partis et syndicats ouvriers, dont Charpentier et Triebel, les deux communistes membres du comité d'action de Hagen. Une commission restreinte élabore un texte qui est finalement approuvé le 24 par tous les participants¹²². Les représentants du gouvernement y confirment leur accord avec le programme des syndicats, donnent leur caution à une collaboration temporaire, pour l'application de l'accord, entre autorités militaires et représentants ouvriers : Josef Ernst est adjoint à Severing et au général von Watter¹²³. Il est prévu que, dans une première étape, les ouvriers garderont sous les armes des troupes aux effectifs limités, contrôlées par les autorités qui les reconnaîtront comme forces auxiliaires de police; le gros des armes sera rendu. En tout état de cause, les combats doivent prendre fin immédiatement¹²⁴.

112 Varain, *op. cit.*, p. 179.

113 Konnemann, *op. cit.*, p. 915.

114 *Freiheit*, 28 mars 1920.

115 *Bericht 4* ... , p. 28.

116 *III. Gmb*, p. 500.

117 Plutôt que l'article paru dans *Die Kommunistische Internationale*, n° 15, sous le même titre, nous avons préféré utiliser ici le manuscrit, contenu dans les archives Levi sous le même titre. « Die Stellung der K.P.D. Zum Abbruch der bewaffneten Kämpfe im Rheinisch-Westfälischen Industriegebiet », dans lequel des coupures ont été effectuées pour la publication. Ce texte, f. 1, précise que l'arrivée de Düwell le 21 mars constitue le premier contact depuis le 13 mars entre la Ruhr et Berlin.

118 *Ibidem*, f. 2.

119 *III. Gesch.*, p. 500: texte dans Benolst-Méchin, *op. cit.*, II, p. 116.

120 *III. Gesch.* ... p. 500.

121 Severing, *Im Wetter-und Watterwinkel*, p. 176. Les ministres arrivent avec l'information que le gouvernement hollandais est décidé à « couper les vivres » à une Ruhr dominée par les révolutionnaires.

122 *Ibidem*, p. 177.

123 *III. Gesch.*, p. 503.

124 Texte des accords, *Ibidem*, pp. 501-503 et Severing, *op. cit.*, pp. 178, 179.

Or ces accords ne sont pas respectés. Pourtant Wilhelm Pieck, qui a appris leur signature lors de son arrivée à Essen, insiste pour qu'on accepte un armistice qui permettrait aux ouvriers de conserver des armes et d'organiser solidement la milice qui leur est provisoirement concédée¹²⁵. Mais il ne parvient pas à convaincre les membres du conseil exécutif d'Essen, qui ne se jugent pas engagés par un accord auquel ils n'ont pas eu part. D'ailleurs, sur la gauche de ce comité contrôlé par le K.P.D. (S), ceux de Duisbourg et Mülheim, dirigés par des communistes de l'opposition, et les militants des puissantes unions ouvrières locales, parmi lesquels l'influence des anarchistes est réelle, dénoncent les « traîtres » qui ont signé et appellent à poursuivre la lutte. Il y a, en fait, foule d'autorités révolutionnaires rivales, six ou sept « directions militaires » et, entre elles, surenchère¹²⁶. Le 24 mars, le conseil exécutif d'Essen se réunit en présence de Josef Ernst et d'un délégué du « front » de Wesel, où les ouvriers attaquent la caserne. Les représentants de Mülheim condamnent à l'avance tout armistice, mais avouent qu'ils manquent de munitions. Le conseil refuse de reconnaître les accords, sur quoi le comité de Hagen le déclare dissous et réitère son ordre de suspendre les combats : décision sans effet¹²⁷. Le lendemain 25 mars se tient, toujours à Essen, une réunion de délégués de soixante-dix conseils ouvriers de la Ruhr, avec les principaux chefs de l'« armée rouge ». Pieck intervient pour souligner que les accords n'offrent aucune garantie, et proposer que les ouvriers gardent leurs armes en attendant, sans pour autant provoquer les combats. L'assemblée élit un conseil central formé de dix indépendants, un majoritaire et quatre communistes. Pieck dira : « Nous n'avons pas réussi à convaincre les camarades du front qu'il valait mieux cesser la lutte »¹²⁸. Pourtant, deux jours après, le conseil central d'Essen décide, contre l'opinion des chefs militaires, mais au vu de la situation générale, de demander au gouvernement l'ouverture de pourparlers d'armistice¹²⁹. Le lendemain se tient à Hagen une conférence de délégués des trois partis ouvriers. Pieck y intervient pour dire que la situation n'est pas mûre pour une république des conseils, mais qu'il faut lutter pour l'armement du prolétariat, le désarmement de la bourgeoisie, la réorganisation et l'élection des conseils ouvriers¹³⁰. La décision est prise de négocier, mais de se préparer à proclamer à nouveau la grève générale en cas d'offensive de la Reichswehr¹³¹. Une nouvelle assemblée des conseils, convoquée le 28 par le conseil central d'Essen, confirme cette position : Levi y est présent¹³². Mais, le même jour, le chancelier Hermann Müller fait savoir au conseil central qu'il exige préalablement à toute négociation la dissolution des autorités illégales et la remise des armes¹³³.

En fait, pendant ce temps, les combats n'ont pas cessé, et le conseil central n'a pas réussi à imposer dans l'ensemble de la zone industrielle une autorité nécessaire à la conduite de sa politique. A Wesel, la garnison est assiégée depuis plusieurs jours¹³⁴ et les chefs de l'« armée rouge du front de Wesel » lancent des appels au combat enflammés, que le conseil central stigmatise comme « aventuristes »¹³⁵. A Duisbourg et Mülheim, des éléments « unionistes » menacent de saboter les installations industrielles et de « détruire l'outil » en cas d'avance des troupes¹³⁶. Un comité exécutif révolutionnaire, installé à Duisbourg sous l'autorité du gauchiste Wild, décide la saisie des comptes bancaires et de tous les produits alimentaires, appelle à l'élection de conseils ouvriers par les seuls ouvriers « se plaçant sur le terrain de la dictature du prolétariat »¹³⁷. Les incidents commencent à éclater entre ouvriers de tendances opposées, partisans ou adversaires de l'armistice, partisans ou non du sabotage. Un militant de l'opposition, Gottfried Karruseit, lance des proclamations incendiaires¹³⁸ qu'il signe du titre de « commandant en chef de l'armée rouge ». Pieck le traitera de « petit-bourgeois enragé ». En fait, pas plus que le comité d'action de Hagen quelques jours plus tôt, le conseil central d'Essen n'a la force de garantir un cessez-le-feu. Exploitant cet éparpillement et les querelles internes du camp ouvrier, le général von Watter exige des dirigeants d'Essen qu'ils lui fassent remettre dans les vingt-quatre heures quatre canons lourds, dix légers, deux cents mitrailleuses, seize mortiers, vingt mille fusils, quatre cents caisses d'obus d'artillerie, six cents d'obus de mortiers, cent mille cartouches. Si armes et munitions ne lui sont pas livrées dans le délai prescrit, il considérera que les dirigeants ouvriers ont refusé de désarmer leurs troupes et violé l'accord¹³⁹. Le conseil d'Essen réplique à cet ultimatum provocateur par l'appel à la grève générale¹⁴⁰.

125 *L'Internationale communiste*, n° 15, col. 3364.

126 *III. Gesch.*, p. 500.

127 *Ibidem*, p. 503; « Die Stellung der K.P.D. », p. 7.

128 *Ibidem*. Pendant ce temps, Levi, à Berlin, réussira, avec Däumig, à convaincre l'assemblée générale des conseils d'usine de s'adresser aux syndicats pour qu'ils lancent à nouveau le mot d'ordre de grève générale (*Freiheit*, 28 mars 1920) : démarche vaine.

129 *III. Gesch.*, p. 503.

130 *Die Stellung der K.P.D.*, f. 7.

131 *Ibidem*, f. 8.

132 *Ibidem*, f. 11.

133 Severing, *op. cit.*, p. 186.

134 *Ibidem*, p. 184.

135 « Die Stellung der K.P.D. », f. 10.

136 Au 4^e congrès du K.P.D., Levi dira que ces appels au sabotage ont dressé contre leurs auteurs la masse des mineurs et brisé la résistance (*Bericht 4 ...*, p. 21-22).

137 « Die Stellung der K. P. D. », f. 9.

138 Severing, *op. cit.*, pp. 181-182, reproduit l'une d'entre elles et cite une autre proclamation annonçant deux exécutions capitales. Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 133, mentionne le même texte sans citer Severing et écrit que Karruseit était « membre du K.A.P.D. », qui n'était en réalité pas encore fondé à cette date; cela signifie que Karruseit était membre de l'opposition. M. Bock ne fait aucune allusion à son rôle.

139 Texte dans Severing, *op. cit.*, p. 187.

140 *Ibidem*, p.p. 187-188.



La situation en Allemagne en mars 1920, au lendemain du putsch de Kapp

Le 30 mars, les délégués du conseil d'Essen sont à Berlin, où ils participent à une réunion qui comprend les dirigeants de tous les syndicats et partis ouvriers, dont Pieck et Paul Levi : ils décident à l'unanimité de demander au gouvernement Müller de prendre des mesures pour que soit respecté l'accord de Bielefeld, et que les militaires soient mis hors d'état de nuire. Cinq de leurs représentants, dont Paul Levi, sont reçus par le chancelier Hermann Müller, à qui ils demandent le rappel du général von

Watter¹⁴¹. Initiative vaine: le chancelier réplique que les accords sont violés unilatéralement, invoque pillages, saisies des comptes en banque et menaces de sabotage pour justifier le « maintien de l'ordre »¹⁴². De retour à Essen, Pieck y trouve une extrême confusion, la majorité des membres du conseil central s'étant rendus à Munster pour négocier avec Severing et ayant presque tous été arrêtés en route par les troupes¹⁴³. Une nouvelle assemblée générale des conseils de la région industrielle se tient cependant le 1^{er} avril à Essen, avec 259 représentants de 94 conseils¹⁴⁴. Pieck, l'indépendant Cettinghaus, et le représentant de Mülheim, Nickel, y rendent compte de ce qui s'est passé à Berlin, et l'assemblée définit une position sur les conditions d'armistice. Elie lance un appel pour la défense et le développement du réseau des conseils¹⁴⁵. Le 3 avril, les troupes de von Watter se mettent en marche. Elles ne rencontrent qu'une résistance sporadique, le chaos et la discorde entre dirigeants paralysant toute velléité de coordination de la défense¹⁴⁶. Le comportement des troupes pendant cette réoccupation du bassin est tel qu'il provoque l'indignation de Severing lui-même¹⁴⁷. Bientôt les tribunaux militaires vont frapper de lourdes peines de prison les militants ouvriers accusés de crimes ou délits de droit commun, en réalité mesures de réquisition ou de combat. Un mois après l'écrasement du putsch par la grève générale, les complices des putschistes prennent dans la Ruhr une bonne revanche¹⁴⁸.

En fait, les événements de ce mois de mars 1920 ont une grande portée. Une fois de plus, certes, la Reichswehr a rétabli l'ordre, mais, cette fois, la crise dans le mouvement ouvrier semble atteindre son paroxysme. Les hésitations de la centrale, ses tergiversations et ses tournants n'ont pas permis au K.P.D. (S) de tirer de l'événement tout le bénéfice qu'il aurait pu en attendre. Il va pourtant s'efforcer d'attiser la crise qui bouillonne encore dans les partis social-démocrates.

C'est aux ouvriers social-démocrates ou influencés par la social-démocratie, aux cadres et aux adhérents des syndicats, que Paul Levi, le 26 mars, s'adressait devant l'assemblée générale des conseils d'usine :

« Au moment où Kapp-Lüttwitz ont fait leur putsch et mis en péril le régime Ebert-Bauer comme Spartakus ne l'avait jamais encore fait, on n'a pas osé appeler à lutter contre eux les armes à la main. Alors qu'on voulait se battre les armes à la main. Comment cela est-il possible?

Il fallait en appeler de nouveau aux forces qui ont bâti la république allemande, il fallait en appeler au prolétariat et il fallait lui mettre des armes dans les mains. C'était parfaitement possible (*Protestations*), oui, c'était parfaitement possible (*Interruption* « Non! »), c'était possible, exactement comme il était possible d'appeler le prolétariat à la grève générale, de l'appeler aux armes. De même qu'il était possible, en Rhénanie-Westphalie, d'organiser une armée à partir des propres forces du prolétariat, de même il était devenu possible au gouvernement d'armer le prolétariat ailleurs. Mais il ne l'a pas même voulu, car il savait qu'au moment où il repoussait le putsch des Kapp-Lüttwitz grâce aux forces prolétariennes, il remettait en même temps au prolétariat le moyen qui lui permettrait d'atteindre son objectif ultime, et qu'il dirait : « Nous sommes prêts à défendre la république, nous sommes prêts à assumer cette défense, mais il ne nous suffit pas de restaurer le trône d'Ebert et Bauer! » Je dis que le gouvernement Ebert-Bauer n'a pas voulu prendre cette décision il en est resté à ses vieilles recettes et a cherché à négocier des compromis avec ces forces devant lesquelles il avait pris la fuite de Berlin à Dresde. Je pense que, dans cette situation, il serait tout à fait faux de parler d'un « nouveau danger », car c'est bien le seul et vieux danger qui menaçait depuis le premier jour et qui a maintenant atteint le stade critique, un stade où le rapport de forces est si serré qu'il faut qu'à brève échéance soit tranchée la question de savoir quelle force prendra l'Etat en mains, avant tout cet Etat qui est là! »¹⁴⁹.

La scission du parti sur sa gauche.

L'une des premières conséquences, moins du putsch lui-même que de la politique du parti communiste pendant le putsch et dans ses lendemains, le touche directement : c'est la décision de l'opposition de constituer un parti communiste scissionniste. L'abstentionnisme de la centrale aux premières heures du putsch, la politique unitaire et défensive de Brandler dans sa forteresse de Chemnitz¹⁵⁰, les hésitations et les tentations de la centrale devant la perspective d'un « gouvernement ouvrier », l'appui donné par les dirigeants de la centrale aux accords de Bielefeld et la condamnation par eux des actions aventuristes conduites dans la Ruhr, renforcent de nouveau le courant activiste, redonnent vie aux aspirations gauchistes, semblent confirmer leurs analyses sur l'« opportunisme » de la politique de la centrale. L'opposition, jusque-là en pleine décomposition, en reçoit une vigueur nouvelle,

141 « Die Stellung du K.P.D. », p. 13.

142 *Ibidem*, p. 14.

143 *Ibidem*, p. 14.

144 *Ibidem*, p. 16; 36 délégués appartenaient à la social-démocratie, au parti indépendant et 109 au K.P.D.(S).

145 *Ibidem*, p. 20.

146 Severing (*op. cit.*), dont le témoignage est, il est vrai, sujet à caution, donne des exemples de ces dissensions : Josef Ernst, indépendant, animateur du comité de Hagen, venu discuter à Mülheim, évite de justesse l'exécution que lui promettent les dirigeants locaux; à Dortmund. Brass échappe au même sort grâce à l'intervention du communiste Weinberg (pp. 184- 186); une proclamation de l'armée rouge appelle à fusiller tous les partisans de la négociation (p. 198).

147 *Ibidem*, pp. 208 sq.

148 *Ibidem*, pp. 210 sq.; *III. Gesch.*, p. 508. Un compte rendu très vivant est fait au Reichstag par Otto Brass (*Freiheit*, 15 avril 1920) qui sera quelques jours plus tard accusé de « haute trahison » pour avoir donné à la presse étrangère des informations sur les effectifs militaires engagés dans la Ruhr.

149 Archives Levi, P 60/6.

150 R. Fischer (*op. cit.*) p. 216) dit que la réputation de Brandler dans le parti était mauvaise parce qu'on le tenait pour responsable de la « passivité » des communistes de Chemnitz pendant le putsch. Ce n'était là en réalité que la position des gauchistes. Notons une erreur de R. Fischer parlant de l'attitude légaliste de Brandler au cours de son procès « après le putsch », ce qui constitue une évidente confusion avec le procès qui lui fut intenté le 6 juin 1921 après l'action de mars; voir chap. XXV.

A l'initiative des militants berlinois, particulièrement de Karl Schröder, que conseille Hermann Gorter, se réunit à Berlin les 4 et 5 avril une conférence de l'opposition communiste allemande qui rassemble, dans les conditions difficiles de la période, onze délégués de Berlin et vingt-quatre des différents districts de Brandebourg, Nord, Nord-Ouest, Thuringe, Saxe occidentale et orientale, Elberfeld-Barmen, sous la coprésidence de trois militants des principaux groupes, Hambourg, Berlin, Dresde. Les délégués affirment représenter 38 000 militants, soit plus de la moitié des membres du parti¹⁵¹. La conférence, malgré l'opposition de Pfemfert et d'Otto Rühle¹⁵², proclame la fondation du parti communiste ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.) qui se déclare membre de l'Internationale communiste tout en condamnant comme opportuniste le travail militant dans les parlements bourgeois et les syndicats réformistes et en affirmant la « trahison » de la « centrale Levi»¹⁵³. Dans les thèses qu'adopte son congrès de fondation, le nouveau parti, qui se prononce pour la dictature du prolétariat, définit le parti communiste comme « la tête et l'arme du prolétariat » et lui assigne comme rôle de lutter contre l'opportunisme et de développer la conscience de classe du prolétariat, « même au prix d'une opposition superficielle et évidente des grandes masses ». Il se propose comme modèle de parti communiste dans cette Europe occidentale où la bourgeoisie dispose de l'idéologie démocratique comme arme essentielle de défense. Pour l'organisation des luttes préparatoires à la conquête du pouvoir, il prône la constitution et le développement des « conseils d'usine révolutionnaires » et des « Unions » d'entreprise. Son appel aux travailleurs allemands souligne :

« Le K.A.P.D. n'est pas un parti traditionnel. Il n'est pas un parti de chefs. Son travail essentiel consistera à soutenir l'émancipation du prolétariat à l'égard de toute direction. (...) L'émancipation du prolétariat à l'égard de toute politique traître et contre-révolutionnaire de quelconques dirigeants est le plus authentique moyen de sa libération »¹⁵⁴.

Le 4^e congrès du K.P.D. (S), qui se tient dix jours après la naissance du K.A.P.D., ne lui consacre aucun temps de ses discussions. Les dirigeants communistes sont apparemment convaincus que l'événement est secondaire qui a vu la naissance d'une organisation se situant sur les positions théoriques de Pannekoek mais associant dans ses rangs aussi bien Wolffheim et Laufenberg que Rühle et Pfemfert - et que les meilleurs éléments de l'opposition, les communistes de Brême, avec Becker, ont refusé de rallier. En réalité, c'est d'un autre côté qu'ils tournent leurs regards. Les élections générales, qui auront lieu le 6 juin 1921, vont leur apporter des indications sur les conséquences politiques du bouleversement des rapports politiques et sociaux à la suite du putsch et de ses lendemains. Les partis bourgeois recueillent, ensemble, 15 000 000 de voix, contre 11 000 000 aux partis ouvriers. Des deux côtés, les extrêmes se renforcent. Le Centre perd plus de 2 500 000 voix, les démocrates 3 300 000, cependant que populistes et nationaux-libéraux, franchement à droite, en gagnent plus d'un million chacun. De l'autre côté, le parti social-démocrate est le grand vaincu, recueillant seulement 6 000 000 de voix et revenant avec 102 députés contre 11 900 000 voix et 165 députés en janvier 1919. Le fait capital est la montée des voix du parti social-démocrate indépendant, qui passe de 2 300 000 à plus de 5 000 000 de voix, et de 22 à 84 députés, égalant presque le vieux parti majoritaire, et le surclassant dans presque tous les centres industriels. Les communistes, pour leur première participation à des élections générales, obtiennent des résultats plus modestes ; 589 000 voix, et quatre députés, dont Clara Zetkin et Paul Levi.

La masse des électeurs ouvriers a bougé pour la première fois : le résultat du scrutin montre que les travailleurs se détournent nettement de la social-démocratie. Mais c'est pour rallier les social-démocrates indépendants. Voilà, pour les dirigeants de la centrale, une leçon bien plus importante que la naissance, sur leur gauche, du parti gauchiste K.A.P.D.

151 Bock, *op. cit.*, p. 228.

152 *Ibidem*, p. 283. Ces deux hommes étaient hostiles, non à la scission, mais à la notion même de « parti ».

153 *Programm der K.A.P.D.*, p. 3.

154 « Appel au prolétariat allemand », Bock, *op. cit.*, p. 406.

XIX. Le K.P.D. (S) au carrefour

Au lendemain du putsch de Kapp et de la grève générale qui l'a écrasé, le parti communiste allemand tient son 4^e congrès, les 14 et 15 avril 1920, dans la clandestinité : situation surprenante qui s'explique par un renversement de situation dans lequel il porte sa part de responsabilité. La politique du parti allemand pendant la « kappiade » va devenir l'objet de débats passionnés non seulement en Allemagne, mais dans l'Internationale entière.

Une critique admise par tous.

Un fait est évident : la centrale a commis, aux premières heures du putsch, une erreur magistrale en proclamant, le 13 mars, que la classe ouvrière ne bougerait pas le petit doigt pour défendre la république bourgeoise contre les putschistes. Même Béla Kun, dont le gauchisme impénitent n'incline pas aux distinguos subtils, relève dans son analyse des événements de mars un antagonisme entre ce qu'il appelle « la contre-révolution démocratique » et « la contre-révolution antidémocratique », et explique ainsi que la première ait pu, pour abattre la seconde, recourir à des « armes révolutionnaires » comme la grève générale et l'appel à l'initiative du prolétariat¹.

Le premier accusateur de la centrale a été Levi lui-même. Il était, le 13 mars, détenu depuis quelques jours dans la prison de la Lehrerstrasse. C'est dans sa cellule qu'il a appris le putsch, et la position prise par ses camarades. C'est de sa cellule qu'il a aussitôt adressé à la centrale une lettre² dans laquelle il n'hésite pas à affirmer que la proclamation du 13 mars constitue « un crime », « un coup de poignard dans le dos de la plus grande action du prolétariat allemand »³ :

« Je ne puis conserver mon calme quand je pense que l'occasion que nous attendions depuis des mois s'est enfin présentée. La droite a fait une bêtise colossale et, au lieu de profiter de la situation pour assurer à notre parti, comme en 1918, un rôle dirigeant, cette dérision puérile ! (...) Je ne vois pas comment le parti pourra se remettre d'un tel coup »⁴.

Selon lui, trois mots d'ordre s'imposaient aux communistes, que la classe tout entière pouvait reprendre et faire siens : l'armement du prolétariat, la lutte contre les putschistes jusqu'à leur capitulation sans conditions, l'arrestation immédiate de leurs dirigeants et complices :

« Avec ces trois mots d'ordre, le K.P.D. aurait donné à la grève la perspective qui lui manque aujourd'hui. Avec ces mots d'ordre, au bout de quelque temps, on aurait vu la justesse de ce que la centrale du parti communiste a placé à la base de son analyse, à savoir que les social-démocrates ne prendraient pas part, ou du moins ne pourraient pas prendre part à l'action jusqu'au bout. Et alors — mais alors seulement — le moment serait venu de montrer aux masses qui avait trahi leur cause, qui portait la responsabilité de leur échec. Alors — mais alors seulement —, quand les masses auraient repris nos mots d'ordre, et quand leurs « chefs » auraient refusé de les conduire jusqu'au bout et les auraient trahi, le cours des événements en aurait amené d'autres dans la direction des conseils : conseils, congrès des conseils, république des conseils, abolition de la république démocratique. (...) Et alors, après six mois d'un tel développement, nous aurions eu la république des conseils »⁵.

Personne ne songe à contester cette sévère appréciation, même pas les auteurs de l'appel du 13 mars. Les dirigeants de l'Internationale, qui le considèrent comme une faute d'une gravité exceptionnelle, insistent, Zinoviev le premier⁶, pour que la lettre de Paul Levi soit intégralement publiée dans la revue de l'Internationale, où elle ouvre une ample discussion sur la politique du K.P.D. (S), pendant et après le putsch de Kapp : publication qui vaut à Levi un surcroît d'autorité, en même temps qu'elle ébranle un peu plus celle de ses camarades de la centrale.

Telle quelle, la position de Paul Levi n'est pourtant pas suffisante. Elle dénonce la faute — et son mérite est de l'avoir fait sur-le-champ — mais ne l'explique pas. Aussi certains vont-ils s'employer à découvrir ce qu'ils appellent les « racines » de cette erreur. Béla Kun, par exemple, s'en prend à l'analyse faite par Radek du rythme de la révolution dans les pays occidentaux, démentie à ses yeux par le putsch et la réaction ouvrière, par la radicalisation accélérée de la classe ouvrière ; axé sur une perspective à long terme, le parti communiste allemand s'est laissé surprendre par ce changement de rythme⁷. Mais Radek, de son côté, n'est pas disposé à servir de bouc émissaire. Dans un long « essai critique » qui paraît à la suite de l'article de Levi dans le même numéro de la revue de l'Internationale⁸, il qualifie l'appel de la centrale du 13 mars d'« erreur impardonnable ». Pour lui, comme pour Levi, « le parti communiste devait se laisser aller et se confier aux vagues de la lutte pour l'approfondir et la conduire plus avant »⁹. Il est nécessaire de chercher à savoir pourquoi il s'est refusé à le faire. Or la raison s'en trouve, selon lui, au sein même de la centrale, dans l'état d'esprit des dirigeants allemands, leur pratique politique routinière, leur incapacité à comprendre les tournants de la situation objective. Il rappelle les problèmes posés dans le parti en 1919 par les tendances putschistes et gauchistes qui y prévalaient, et la lutte correctement menée contre elles par la centrale.

1 Béla Kun, « Die Ereignisse in Deutschland », *Kommunismus*, 1920, n° 11, pp. 316-323, n° 12/13, pp. 345-351, n° 14, pp. 403-411, n° 15, p.p. 438-444.

2 *Die Kommunistische Internationale*, n° 12, 30 juillet 1920, col. 2 145- 2148.

3 *Ibidem*, col. 2143.

4 *Ibidem*, col. 2144.

5 *Ibidem*, col. 2145-2146.

6 Récit, jamais démenti, par Levi, *Was ist das Verbrechen?*, pp. 32-33.

7 « Die Ereignisse ... ». p. 317.

8 « Die K.P.D. während der Kapptage — Eine kritische Untersuchung ». *Die Kommunistische Internationale*, n° 12, 30 juillet 1920, col. 2153-2162.

9 *Ibidem*, col. 2153.

Mais, pour lui, c'est cet antiputschisme, devenu systématique, qui est à l'origine d'une nouvelle déviation, une tendance à la passivité, un refus de l'action :

« L'antiputschisme, chez eux, a conduit à une sorte de quiétisme : de l'impossibilité de conquérir en Allemagne le pouvoir politique — établie empiriquement en 1919 —, ils ont en mars 1920 conclu à l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fausse l'an dernier ! »¹⁰.

Parlant du point de vue de l'exécutif de l'Internationale, il écrit :

« Il n'est pas possible de donner de Moscou des directives concrètes au parti communiste allemand et nous considérons toujours que c'est à lui qu'il appartient de déterminer lui-même sa ligne. Mais, de même que le comité exécutif de Moscou avait bien compris l'année dernière que ceux qui, dans le mouvement allemand, luttèrent contre les putschistes avaient raison, de même il est devenu pour lui évident aujourd'hui que la propagande doctrinaire antiputschiste n'est plus qu'un frein »¹¹.

Le 4^e congrès du K.P.D. (S) ne va guère s'étendre sur l'erreur du 13 mars. Walcher, qui la critique, en rejette la responsabilité sur les dirigeants du district de Berlin et mentionne à ce propos les interventions de Budich et de Friesland¹². Thalheimer plaide non-coupable et rejette également la responsabilité de l'orientation erronée sur les Berlinoises. Rappelant l'insuffisance des liaisons entre la centrale et le reste du parti, soulignant la faiblesse du parti à Berlin, le seul district dont les dirigeants ont été consultés, il admet que leur point de vue a effectivement prévalu dans la déclaration du 13 mars, mais souligne que s'y exprimait également la crainte de voir se renouveler des « erreurs putschistes ». « J'ai combattu, assure-t-il, ces objections, mais il a été impossible de les balayer rapidement »¹³. Quant à Ernst Friesland, le responsable du district de Berlin, il se tait sur cette question¹⁴, reconnaissant ainsi tacitement une responsabilité que ses biographes tenteront d'expliquer par son gauchisme, « la passivité du gauchiste isolé »¹⁵.

Il est en tout cas intéressant de remarquer que le congrès ne s'intéresse guère aux problèmes soulevés, par exemple, par la politique pratiquée face au putsch par Brandler et les communistes de Chemnitz¹⁶. Alors que l'introduction de Brandler à sa brochure¹⁷ sur l'action contre le putsch souligne que les communistes doivent chercher avant tout à réaliser l'unité de front des travailleurs et, par là, développer la crise au sein du parti social-démocrate en y suscitant une aile gauche unitaire, le congrès — et Brandler lui-même — se taisent sur ce point.

Un débat entrouvert.

Les contradictions internes — la renaissance du putschisme, et la tendance « opportuniste » de leurs adversaires — sont révélées plus clairement par l'autre discussion, celle qui concerne le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » posé par les initiatives de Legien et la « déclaration d'opposition loyale » de la centrale à l'égard d'un éventuel « gouvernement purement socialiste ».

Ni Walcher ni Pieck n'avaient dissimulé leur désir de voir les indépendants accepter d'entrer dans un tel gouvernement. Quelques semaines plus tard, la reconstitution d'un gouvernement de coalition parlementaire entre le parti social-démocrate et ses alliés du centre et du parti démocrate ravive les regrets. Déjà une forte minorité du comité central estime qu'« un gouvernement ouvrier qui romprait définitivement avec la coalition bourgeoise, qui contribuerait à l'armement des ouvriers et engagerait une lutte énergique pour le désarmement de la bourgeoisie », serait souhaitable, dans la mesure où, s'appuyant sur la classe ouvrière rassemblée autour de ses conseils ouvriers révolutionnaires, il pourrait raccourcir et faciliter le long et pénible chemin qui conduit au but final¹⁸. C'est une conception semblable qui a inspiré la position de Pieck et Walcher, et des rédacteurs de la déclaration d'opposition loyale. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste est posé le problème d'une forme gouvernementale transitoire qui constitue une rupture avec un gouvernement de type parlementaire et qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat, le gouvernement des conseils.

Nombre de responsables dans le parti allemand comme dans l'Internationale, considèrent qu'il s'agit là d'une véritable hérésie. Béla Kun écrit que la croyance en un gouvernement « purement ouvrier » constitue la première des trois illusions démocratiques qui se sont manifestées en mars 1920 dans le mouvement allemand : le soutien de ce qui serait, selon lui, dans le meilleur des cas, le fruit d'une crise de la démocratie bourgeoise, signifie tout simplement un alignement sur une « utopie réactionnaire »¹⁹. Les orateurs se succèdent au 4^e congrès pour reprendre des affirmations du même ordre. Eulert estime qu'un tel gouvernement ne saurait être que « réactionnaire et anti-ouvrier »²⁰. Edwin Hoernle dit qu'il n'aurait servi qu'à « compromettre le prolétariat »²¹. Clara Zetkin pense qu'il aurait donné aux indépendants le meilleur des alibis pour ne pas

10 *Ibidem*, col. 2154.

11 *Ibidem*, col. 2155-2156.

12 *Bericht 4 ...*, p. 43.

13 *Ibidem*, pp. 32-33.

14 Son intervention, *ibidem*, pp. 45-46.

15 Brandt et Lowenthal. *op. cit.*, p. 135.

16 Le livre *Arbeitereinheit siegt über Militaristen*, paru en 1960, ne mentionne même pas le nom de Brandler.

17 Brandler, *op. cit.*, pp. 3-6.

18 Résolution présentée par Brandler au comité central, *L'Internationale Communiste*, n° 10, col. 16-13.

19 « Die Ereignisse », p. 410.

20 *Bericht 4 ...*, p. 35.

21 *Ibidem*, p. 45.

lutter en vue du pouvoir des conseils²². Tous pensent, plus ou moins confusément, que le « gouvernement ouvrier » proposé par Legien n'aurait pu être essentiellement différent de ce qu'avait été en 1918 le gouvernement Ebert-Haase.

Mais la discussion qui se poursuit dans les colonnes de la presse allemande et internationale montre qu'il existe des divergences plus profondes. L'une des attaques les plus virulentes émane de Paul Frölich²³, pour qui l'hypothèse « selon laquelle la voie du gouvernement de coalition à la république des conseils passerait par un gouvernement socialiste est complètement antidialectique²⁴ ». Selon lui, un « prétendu gouvernement socialiste » n'aurait pu être bâti que sur la base d'un compromis entre dirigeants social-démocrates et indépendants dans le cadre parlementaire²⁵. Ernst Meyer, beaucoup plus modéré dans la forme, affirme dans une lettre ouverte à l'exécutif que l'hypothèse même de l'existence d'une « forme intermédiaire entre la dictature du prolétariat et celle de la bourgeoisie » lui paraît « peu vraisemblable »²⁶ et, de ce point de vue, il condamne aussi la déclaration d'opposition loyale, qui ne répond pas à la mission et la tâche d'un parti communiste²⁷.

L'intervention de Radek n'est pas moins sévère. Il y a, selon lui, un lien entre la prise de position de la centrale le 13 mars et sa déclaration d'opposition loyale. En adoptant cette déclaration et cette position favorable au gouvernement ouvrier projeté, les dirigeants du parti ont abandonné leur mission historique de dirigeants révolutionnaires et se sont comportés « en ratiocineurs et non en combattants »²⁸. Alors que les indépendants de gauche, qui avancent vers le communisme, exprimaient, par leur refus, le réflexe sain du prolétariat révolutionnaire qui ne veut pas s'allier avec les social-démocrates de droite dans un gouvernement même prétendument socialiste, les dirigeants de la centrale communiste ont fait ce qu'ils ont pu pour les conduire à accepter cette compromission en leur assurant en substance que leur mission historique était de duper une fois de plus le prolétariat. Car, pour lui, la déclaration d'opposition loyale a abusé les masses en leur donnant des illusions sur la possibilité de construire un gouvernement révolutionnaire sans avoir préalablement désarmé les contre-révolutionnaires. Elle a été interprétée comme une déclaration de renonciation à la violence révolutionnaire dans un moment où, précisément, il fallait appeler la classe ouvrière à se battre et à recevoir « l'épée à la main » un gouvernement en réalité essentiellement dirigé contre elle²⁹. Le verdict est féroce ; au « crétinisme parlementaire » des social-démocrates, une partie de la centrale communiste a substitué un « crétinisme gouvernemental »³⁰.

Face à ces procureurs, les avocats de la déclaration d'opposition loyale paraissent timides. Pieck, par exemple, se défend énergiquement d'avoir en quoi que ce soit compromis le parti, affirme que son seul but était de démasquer les indépendants, dont le refus se situait en réalité sur le terrain de la démocratie bourgeoise et laissait le champ libre à Crispin et à Ebert. Il répète au congrès que les indépendants ont à son sens commis une lâcheté en faisant passer leur intérêt de parti avant celui du mouvement révolutionnaire, tout en affirmant que les communistes, précisément parce qu'ils sont, eux, de véritables partisans de la dictature du prolétariat, ne pouvaient en aucun cas participer à un tel gouvernement³¹. Brandler qui, par ailleurs, estime qu'un gouvernement ouvrier serait à la fois souhaitable et possible sur la base d'un mouvement de masses allant jusqu'à l'insurrection et construisant des conseils ouvriers, se contente de dire au congrès que la déclaration, au moment où elle a été publiée, a freiné le mouvement des masses³². Thalheimer, lui, ne se dérobe pas, et même contre-attaque. Pour lui la déclaration répondait à une question posée par les masses. Les communistes n'ont pas à répondre aux masses de façon dogmatique, ils doivent les aider à faire leur expérience. Or, pour elles, les indépendants sont encore une « feuille blanche », et l'expérience du gouvernement ouvrier les eût aidées à se défaire de leurs illusions³³. Répondant à Frölich³⁴, il l'accuse d'être victime d'une « rechute de maladie infantile », de négliger les leçons de 1919, des événements de janvier à Berlin et de la révolution bavaroise et de perdre de vue que l'unique problème posé pour le moment aux communistes est celui de la construction de leur propre parti, ce parti révolutionnaire nécessaire pour la victoire finale³⁵. Ce sont les mêmes thèmes que Bronski — M. J. Braun — développe avec moins d'habileté quand il écrit que le parti indépendant, parce qu'« il n'est pas un parti communiste », avait le devoir de démontrer les conséquences pratiques de sa position de principe en acceptant les offres de Legien³⁶. Traçant un parallèle entre l'insurrection de Kornilov et le putsch de Kapp, il affirme que la base des critiques de gauche contre la centrale réside dans la volonté d'« anticiper sur l'itinéraire de lutte par lequel la classe ouvrière a dû passer, mais de le faire sans avoir les expériences nécessaires »³⁷.

La position de Paul Levi.

La position de Levi est apparemment plus subtile. Il ne se prononce pas en effet sur la déclaration d'opposition loyale prise en elle-même et en dehors de tout contexte : pour lui, l'erreur initiale, l'abstentionnisme de la centrale le 13 mars et sa passivité ont en effet privé le parti communiste de toute prise réelle sur les événements. C'est, selon lui, de ces fautes capitales de

22 *Ibidem*, p. 37.

23 P. Frölich, « Die Kappiade und die Haltung der Partei », *Die Internationale*, n° 24, 24 juin 1920, pp. 19-31.

24 *Ibidem*, p. 28.

25 *Ibidem*.

26 « Offene Schreiben an der Exekutivkomitee ». *Die Kommunistische Internationale*, col. 2145-2148.

27 *Ibidem*, col. 2143.

28 « Kritische Untersuchung », col. 2 158.

29 *Ibidem*, col. 2159.

30 *Ibidem*, col. 2160.

31 *Bericht 4* ... , pp. 37-40.

32 *Ibidem*, p. 55.

33 *Ibidem*, p. 33-34.

34 A. Thalheimer, « Ein Rückfall Von Kinderkrankheit », *Die Internationale*, n° 25, 24 juillet 1920, pp. 7-19.

35 *Ibidem*, pp. 12-13.

36 M. J. Braun, *op. cit.*, p. 20.

37 *Ibidem*, p. 23.

communistes que les indépendants tirent force et audience, et, dans cette situation, la centrale ne pouvait guère aller au-delà de cette déclaration, parvenue aux travailleurs après la reprise du travail, et qui n'était pour les communistes qu'une occasion d'expliquer les chances qui avaient été gâchées³⁸. En posant la question dans ces termes, Levi prenait la position la plus confortable, puisque la déclaration du 23 mars apparaissait comme la conséquence de celle du 13 dans laquelle il n'avait aucune part de responsabilité et qu'il avait le premier dénoncée.

Mais cette prudence ne lui permettra pas d'éviter les attaques. En fait, au cours des semaines qui suivent le putsch de Kapp, se dessinent les grandes lignes d'une offensive contre lui. Dans son article sur la « kappiade », Paul Frölich le met directement en cause, protestant contre l'interprétation qu'il donne de la phrase du programme de Spartakus selon laquelle les communistes ne sauraient s'emparer du pouvoir que « sur la base clairement exprimée de la volonté de la grande majorité de la classe ouvrière »³⁹, critiquant dans sa conclusion à la fois Levi nommément et ce qu'il appelle — dans un style qui rappelle celui du K.A.P.D. — « la haute bureaucratie du parti »⁴⁰. De son côté, Radek va ouvrir la polémique contre Levi à propos des leçons des révolutions bavaroise et hongroise de 1919, et, sans le nommer toutefois, à propos de la critique qu'il fait de l'attitude du parti pendant le putsch de Kapp. Il est évident en effet, pour tous les lecteurs allemands, que c'est en Levi que s'incarne le plus nettement la tendance « antiputschiste » dont Radek assure qu'elle s'est transformée en « quiétisme ». Pour qu'aucun doute ne subsiste — puisque après tout Levi n'a pas partagé l'erreur du 13 mars —, la critique de Radek se termine par une violente attaque de ce qu'il appelle le « possibilisme communiste »⁴¹. Contredisant implicitement les perspectives tracées par Levi dans sa lettre à la centrale, Radek souligne que l'une des formes de ce possibilisme communiste — qui n'est que le revers de la médaille du putschisme — consiste à tracer des perspectives en prévoyant dans le cours de la révolution des « étapes » entre la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne qu'il juge peu vraisemblables, démarche qu'il considère comme un opportunisme qui n'ose pas dire son nom : le grand danger à ses yeux est que le parti allemand ne s'engage « dans une politique centriste sous le drapeau du communisme », et tout indique qu'il tient Levi pour l'éventuel porte-drapeau d'une telle politique⁴².

Ainsi deux combats se mènent au même moment au sein du parti allemand comme de l'Internationale. Débat théorique à peine formulé, en tout cas superficiellement traité, autour du problème du gouvernement ouvrier moins encore que de la déclaration d'opposition loyale, dans lequel s'affrontent procureurs dogmatiques et avocats prudents, soucieux de mettre en relief les circonstances atténuantes et récusant l'accusation de révisionnisme. En même temps, lutte de plus en plus ouverte et directe, offensive de Radek et de ses fidèles contre Levi et son équipe de la centrale. Aucun des deux ne sera tranché dans l'immédiat. Le débat théorique en effet, est interrompu par l'intervention de Lénine, sous la forme d'une annexe rédigée en mai à *La Maladie infantile du communisme*. Tout en condamnant vigoureusement les formulations qu'il juge erronées sur « la démocratie bourgeoise qui ne serait pas la dictature de la bourgeoisie », ou l'emploi de l'expression « gouvernement socialiste » au lieu de « gouvernement de social-traîtres », s'élevant rapidement au-dessus des règlements de compte et des discussions de théologiens, Lénine affirme que la déclaration d'opposition loyale procédait d'une « tactique juste quant au fond », « parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et sa conclusion pratique »⁴³. Quelques semaines plus tard, après avoir lu la critique de la centrale rédigée par Béla Kun dans *Kommunismus*, Lénine écrit à ce propos que Kun « oublie ce qui est la substance même, l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète d'une situation concrète ». Il ajoute :

« Si la majorité des ouvriers des villes ont abandonné les tenants de Scheidemann pour les kautskistes et si, au sein du parti kautskiste (« indépendant » par rapport à la tactique révolutionnaire juste), ils continuent à passer de l'aile droite à l'aile gauche, c'est-à-dire en fait au communisme, si la situation est telle, est-il permis d'éluder la prise en considération de mesures de transition et de compromis à l'égard de ces ouvriers ? Est-il permis de négliger, de passer sous silence l'expérience des bolcheviks qui, en avril et en mai 1917, on, mené quant au fond cette politique de compromis, quand ils déclaraient : renverser purement et simplement le gouvernement provisoire (de Lvov. Milioukov, Kerenski et autres) est impossible, car les ouvriers des soviets sont encore pour eux, il faut d'abord obtenir *un changement dans l'opinion* de la majorité ou d'une grande partie de ces ouvriers ? Il me semble que cela n'est pas permis »⁴⁴.

Le verdict de Lénine allait suffire pour clore formellement le débat entrouvert la déclaration d'opposition loyale tenue pour une position de compromis correcte mais mal formulée, il restait que le mouvement communiste international n'avait aucunement tranché le problème du gouvernement ouvrier que les circonstances venaient de lui poser.

Vers un parti communiste de masse.

Tous les protagonistes de la discussion, divisés sur les rythmes, étaient pourtant d'accord sur l'essentiel, la nécessité de construire en Allemagne un parti communiste capable d'intervenir directement dans la lutte de classes, d'y prendre ses responsabilités en lançant ses propres mots d'ordre, en un mot d'y assumer un rôle dirigeant. Réfutant les arguments de Paul Frölich, Thalheimer relevait le fait que deux questions étaient désormais posées concrètement au parti communiste allemand : comment construire un parti communiste suffisamment fort et soudé — « la question de nos liens avec le parti indépendant » — et « comment lier l'action de ce parti suffisamment fort et révolutionnaire avec celle des masses prolétariennes qui sont à l'extérieur et celle des masses de la petite bourgeoisie »⁴⁵. Double question qui allait se poser longtemps.

38 *Bericht 4* ... , pp. 48-49.

39 Frölich, *op. cit.*, p. 27.

40 *Ibidem*, p. 31.

41 Radek, « Kritische Untersuchung » ..., col. 2 161.

42 *Ibidem*.

43 *Œuvres*, t. XXXI, p. 107.

44 *Ibidem*, p. 168.

45 « Ein Rückfall », *loc. cit.*, p. 13.

Il est en effet un point sur lequel tous les communistes se retrouvent au lendemain du putsch de Kapp : la vie politique s'est ranimée, la période du repli des communistes appartient au passé et il leur est de nouveau possible de lutter avec succès pour conquérir au sein de la classe ouvrière le rôle dirigeant auquel ils aspirent. C'est à ce problème, bien plus qu'aux débats ouverts par les événements de la période précédente, que Levi consacre ses interventions au 4^e congrès, s'efforçant de donner une explication du mouvement qui s'est déroulé en profondeur au sein des masses ouvrières allemandes :

« Le prolétariat, au cours de ces dix-huit mois, s'est plus ou moins séparé dans son for intérieur de son ancienne direction et s'est plus ou moins clairement tourné vers le communisme. Mais (...) un tel mouvement à l'intérieur du prolétariat ne peut se produire sous la forme du réveil, un beau matin, d'un prolétariat découvrant qu'il n'est plus socialiste majoritaire, mais indépendant ou communiste. (...) Il faut que se produise un événement précis qui suscite dans le prolétariat la prise de conscience que son propre sentiment a changé »⁴⁶.

Or c'est à ce point précis que se situe l'irremplaçable intervention du parti — donc la nécessité pour lui d'être capable à la fois d'une analyse correcte et d'une discipline sans défaillance. Pour Levi, le fait capital, c'est l'existence, au sein du parti indépendant, d'une avant-garde ouvrière qui pousse en avant ses dirigeants de gauche. Cette avant-garde doit être gagnée au communisme :

« Il doit être absolument clair pour nous que c'est l'aile gauche du parti indépendant qui constitue la troupe qui mènera les combats révolutionnaires. (...) Nous devons nous persuader qu'il nous faut nous adresser aux masses du parti indépendant comme si elles étaient communistes. (...) Les masses du parti social-démocrate indépendant sont nôtres par l'esprit et par le sang. Il serait absurde de cogner sur elles, et, à travers elles, sur les masses prolétariennes »⁴⁷.

Ruth Fischer, pendant des années implacable adversaire de Levi, confirmera plus tard ce diagnostic en écrivant :

« Le putsch de Kapp développa de nouveaux élans dans le parti indépendant. Après deux années d'expérience avec von Lüttwitz, Seeckt, Watter, Ehrhardt, les ouvriers s'étaient convaincus que ces gens-là ne seraient pas désarmés par de belles formules. Ils avaient perdu tout espoir de voir le gouvernement social-démocrate agir contre le réarmement, public et caché, de la restauration. Le sentiment dominant chez eux, en ce printemps de 1920, était : « Nous avons besoin d'une organisation qui puisse lutter contre les corps francs supérieurement organisés et leurs alliés de l'armée »⁴⁸.

Cette organisation, l'Internationale communiste, ou plutôt le parti bolchevique, leur en proposaient le modèle. Il fallait pourtant, du côté des communistes, briser, au cours de l'effort pour cette conquête, bien des préjugés et des habitudes acquises au cours des années de lutte contre le centrisme, surmonter bien des réticences, oublier bien des formules toutes faites. Levi, au 4^e congrès, semble en tout cas le seul dirigeant allemand à formuler clairement l'objectif, la conquête des ouvriers qui forment la base du parti, le moteur de l'aile gauche indépendante. Ernst Meyer ne nie pas que la gauche soit susceptible de progresser vers le communisme, mais affirme qu'elle n'y parviendra qu'à une condition, si les communistes sont capables de « cogner dur » sur elle⁴⁹. Eulert — qui est de Hambourg, où Thaelmann est l'un des chefs de file d'une gauche très prolétarienne — et Brandler lui-même affirment que, pendant les événements de mars, ils n'ont pas aperçu de « gauche » dans le parti indépendant⁵⁰, et Friesland que cette prétendue gauche « manque de volonté révolutionnaire »⁵¹. La majorité des interventions révèle chez les vieux spartakistes une attitude de mépris un peu aristocratique, en même temps qu'un sectarisme, non exempt de naïveté, à l'égard des « masses » du parti indépendant. Il semble que la réciproque soit vraie : les ouvriers indépendants n'ont guère de considération pour les communistes allemands, leurs querelles, leurs valse-hésitations, leur organisation minuscule, le dogmatisme qui leur a fait prêcher la passivité face aux putschistes de Berlin.

46 *Bericht 4 ...*, p. 23.

47 *Ibidem*, p. 51.

48 R. Fischer, *op. cit.*, p. 134.

49 *Bericht 4 ...*, p. 42.

50 *Ibidem*, p. 34 et 54.

51 *Ibidem*, p. 46.

XX. Moscou et les révolutionnaires allemands

Ainsi, à peine les dirigeants de la centrale allemande pensaient-ils avoir surmonté les conséquences des erreurs commises à partir de novembre 1918, particulièrement lors du congrès de fondation, que les premiers mois de 1920 et surtout la situation créée par le putsch de Kapp-Lüttwitz révèlent la plus sérieuse faiblesse du jeune parti communiste, son incapacité à s'adapter aux modifications brutales de la situation. D'un autre côté, les débats du 4^e congrès, tenus dans la clandestinité, mettent en lumière le relatif isolement de Paul Levi au sein de la centrale, soulignent les obstacles dressés sur la route de l'unification des révolutionnaires allemands — indépendants de gauche, communistes, communistes ouvriers — par les résidus de querelles passées, la vivacité des antagonismes personnels. Moins de six mois après, cependant, le parti social démocrate indépendant crée les conditions de la fusion entre le K.P.D. (S) et l'U.S.P.D. en décidant d'adhérer à l'Internationale communiste.

Les bolcheviks, l'Internationale et l'Allemagne.

L'existence et l'action de l'Internationale communiste elle-même ont constitué dans ce développement un facteur décisif : ce n'est pas, finalement, vers Spartakus que sont allés, avec leurs dirigeants de gauche, la masse des ouvriers indépendants, mais plus simplement « vers Moscou », comme disaient à l'époque partisans et adversaires.

Pour les bolcheviks, la création d'une puissante Internationale était une question de vie ou de mort. Rappelant, au cœur de l'année 1920, les combats révolutionnaires livrés en Europe depuis 1917 et leur issue décevante. Nicolas Boukharine écrivait :

« Tout cela démontre qu'il n'est pas possible que la révolution russe remporte définitivement la victoire sans la victoire de la révolution internationale. La victoire du socialisme est l'unique salut pour le monde dont la chair est mutilée et saignée à blanc. Mais, sans la révolution prolétarienne en Europe, il est impossible que le prolétariat socialiste de Russie remporte une victoire durable. (...) Les révolutions sont les locomotives de l'Histoire. Dans la Russie arriérée, le prolétariat seul peut monter sur cette locomotive et en être l'irremplaçable conducteur. Mais il ne peut rester toujours dans les limites fixées par la bourgeoisie : il cherche à arriver au pouvoir et au socialisme. Le problème qui est posé en Russie ne sera pas résolu entre les murs de la nation. La classe ouvrière se heurte là à une muraille qui ne saurait être forcée que par l'assaut de la révolution ouvrière internationale »¹.

C'est à la lumière de cette analyse qu'il faut comprendre les efforts des Russes pour construire l'Internationale communiste. Boukharine conclut :

« Ce n'est qu'autant que le prolétariat en a conscience et se groupe autour de l'organisation de classe du socialisme international qu'il est, non seulement en intention, mais en fait, une force révolutionnaire capable de transformer le monde »².

A première vue les conditions n'étaient guère favorables à la construction en commun d'une Internationale par les bolcheviks et les spartakistes. Lénine et Rosa Luxemburg s'étaient nettement opposés sur des questions capitales, le rôle et la nature du parti, puis la nécessité même de la scission. En fait, seule la révolution russe avait rapproché les deux tendances. En 1917 — et si l'on excepte Radek, qui n'était pas vraiment allemand —, Lénine n'avait gagné au bolchevisme aucun militant allemand, quelle qu'ait pu être son influence sur Levi ou sur certains éléments de Brême. C'était la force d'attraction de la révolution russe, le prestige gagné par les bolcheviks dans leur lutte, la haine commune de l'ennemi de classe, en un mot la situation objective plus que les convergences des analyses, qui avaient rapproché dirigeants bolcheviques et spartakistes.

Sans doute doit-on admettre également que les circonstances qui avaient réduit la délégation bolchevique allemande au congrès de fondation à deux militants étrangers au mouvement allemand lui-même et à une personnalité aussi contestée chez les spartakistes que Radek, ont pu peser aussi sur les premiers rapports directs entre eux. Ce n'est en outre pas un hasard si les militants, de Brême soulignent à cette époque les divergences entre communisme et spartakisme — que Wolffheim et Laufenberg tenteront de systématiser — ni si un homme comme Knief — sans doute le militant allemand le plus proche des bolcheviks — se tient volontairement à l'écart de la fondation du K.P.D. (S). De même, l'existence, au sein de Spartakus, d'une minorité hostile à l'adoption du mot « communiste » dans le titre du nouveau parti, le mandat donné par la centrale à ses délégués à Moscou de s'opposer fermement à la fondation de la III^e Internationale, révélaient des réticences, mais contribuaient également à un certain malaise, annonçant des rapports difficiles, au moins empreints de méfiance réciproque. La mort tragique de Liebknecht et Rosa Luxemburg, l'auréole de martyrs qui était désormais la leur rendaient difficile de la part des bolcheviks une critique politique de leur action. Enfin et surtout, la lecture des rares lignes consacrées dans la presse du parti russe ou de l'Internationale, ou dans les écrits de Lénine en 1918-19, au mouvement ouvrier allemand, révèle l'absence d'informations précises et de liaisons politiques régulières, un contexte de toute façon peu favorable à la clarification politique qui aurait été la condition nécessaire pour homogénéiser les analyses, les perspectives et les mots d'ordre.

Il n'y a aucun militant allemand dans le premier exécutif de l'Internationale. Edouard Fuchs à la veille du 1^{er} congrès, Eberlein pour le congrès lui-même, Ernst Meyer au cours des mois qui suivent, ne font à Petrograd ou à Moscou que de brefs séjours. Formellement membre de l'Internationale, le K.P.D. (S) en est indépendant dans la pratique, puisque les militants liés aux bolcheviks ou membres de leur parti avec qui ils sont en contact en Allemagne — Radek, Bronski, Zaks-Gladniev — sont eux-mêmes coupés de toute liaison avec les Russes. La première liaison sérieuse et régulière n'est établie qu'à partir de l'automne 1919 : à cette date arrive à Berlin un délégué de l'exécutif que l'histoire connaît sous le nom de « camarade Thomas », faute d'avoir pu percer le secret de son identité réelle³. L'homme qui se fait appeler ainsi avait travaillé en 1917-18 à la mission

1 Boukharine, « La Lutte des classes et la révolution russe », *Revue communiste*, n° 11, janvier 1921, pp. 385-386.

2 *Ibidem*, p. 386.

3 C'était vraisemblablement Reich, qui n'était pas un « communiste bavarois », comme l'écrit à tort E. H. Carr, *op. cit.*, III, p. 135. Voir le récit

russe de Berne, d'où il s'était fait expulser en novembre 1918. Revenu en Russie, affecté à la « section de propagande » qui dépendait de l'exécutif des soviets, il avait pris part à la préparation du congrès de fondation, qui l'avait porté à son bureau. Rédacteur à Petrograd de l' *Internationale communiste*, il y avait publié un article sur l'Allemagne sous le pseudonyme de James Gordon. Au début de l'été 1919, il est désigné pour se rendre à Berlin afin d'y mettre sur pied un secrétariat d'Europe occidentale de l'Internationale communiste, ce qu'il expliquera plus tard sous des formules laconiques :

« L'activité de l'I.C. devait être organisée en Occident et tout d'abord en Allemagne. Et, sans le concours de vieux militants rompus au travail clandestin, on ne l'organiserait pas. Il fallait les envoyer de Moscou »⁴.

Muni d'un important « trésor de guerre »⁵, l'émissaire de l'Internationale atteint donc Berlin à la fin de l'automne, au terme d'un voyage mouvementé. Il y prend tout de suite contact avec Radek⁶ et avec la centrale du K.P.D. (S). Rapidement, il parvient à mettre sur pied à Hambourg, puis à Leipzig, des maisons d'édition, dont l'une publie en allemand *Die Kommunistische Internationale*. C'est à son initiative que se tient à Francfort-sur-le-Main une conférence des partis et groupes communistes occidentaux qui approuve des « thèses », très semblables à celles du congrès de Heidelberg, préparées par Thalheimer. En collaboration avec Radek, il avait déjà mis sur pied un « bureau d'Europe occidentale » composé de militants allemands ou liés au K.P.D.(S). Radek lui-même, Thalheimer, Bronski, Münzenberg et Edouard Fuchs⁷.

Il est difficile de considérer ce bureau comme une émanation de l'exécutif de l'I.C. : de même que Bronski, envoyé du parti bolchevique, s'était identifié en Allemagne aux éléments les plus antigauchistes du parti, de même le secrétariat d'Europe occidentale prend nettement position contre les éléments gauchistes et semble même, dans les thèses qu'il élabore à la fin de 1919, se situer très en retrait des positions de l'exécutif et même du congrès de fondation, puisqu'il appelle à la « fondation » de l'Internationale de la révolution mondiale⁸. La venue de Thomas à Berlin sert surtout à établir des liaisons clandestines sérieuses entre Berlin et Moscou qui permettront bientôt à l'exécutif d'être informé en quelques semaines de ce qui se passe en Allemagne, et d'organiser les passages clandestins.

Sans doute l'influence russe ne se fait-elle sentir que par les contacts directs, en Allemagne même, avec certains militants : contacts de Radek avec ses amis de Brême, qu'il arrive en définitive à arracher à l'opposition et à ramener au K.P.D. (S)⁹, contact, de Thomas à Berlin avec certains militants qui jouissent de la confiance des Russes, notamment Ernst Reuter-Friesland¹⁰, dont les rapports avec les dirigeants berlinois de l'opposition — Schröder, en particulier — favorisent les plans de l'exécutif d'un rapprochement entre l'opposition et la centrale, même au lendemain du congrès de Heidelberg. La discussion publique qui se déroule à distance entre Lénine et Thalheimer n'est qu'un des aspects des relations de l'époque entre spartakistes et bolcheviks. Elles demeurent toutefois épisodiques, matériellement difficiles : au lendemain du putsch de Kapp, un manifeste de l'Internationale, rédigé en termes très généraux, salue en même temps la victoire de la grève générale sur les putschistes et la naissance de l'armée rouge allemande¹¹ : publié le 25 mars à Moscou, il est révélateur de l'ignorance de l'exécutif quant à la situation exacte qui prévaut en Allemagne à cette date.

Le putsch de Kapp, les erreurs commises en la circonstance par la centrale du K.P.D. (S), vont marquer un tournant dans l'état d'esprit des membres de l'exécutif : intervenir dans les affaires du parti allemand devient, pour eux, une obligation politique impérieuse. La première véritable intervention a lieu, on l'a vu, à propos de la déclaration d'opposition loyale de la centrale à l'égard d'un éventuel gouvernement ouvrier, au cœur de la question la plus controversée dans le parti allemand même. Elle met au jour d'importants désaccords, qui passent à l'intérieur même de l'exécutif et de son « petit bureau ». Condamnée par Radek comme par Boukharine, par Béla Kun aussi bien que Clara Zetkin, la déclaration d'opposition loyale est finalement soutenue par Lénine.

Cette première discussion, vite interrompue par la prise de position de Lénine et le renvoi, sur sa proposition de l'ensemble du débat au prochain congrès de l'Internationale, présente des caractéristiques qui apparaîtront dans toutes les grandes discussions au sein du mouvement communiste international : le recours, comme références, à des citations de Marx, voire de Lénine, à des exemples tirés de la politique des bolcheviks à tel ou tel moment de l'histoire russe, et la comparaison permanente avec les événements de l'année 1917 constituent les armes favorites des protagonistes. Lénine lui-même donne l'exemple : l'expérience russe est à ses yeux un atout majeur dans la discussion engagée en 1920 sur le gauchisme et, par là même, sur la méthode de construction des partis et de l'Internationale.

Conflit international avec les gauchistes.

La discussion de fond ne peut être qu'internationale. C'est certes en Allemagne que s'est manifesté avec le plus de vigueur le courant gauchiste, et que s'est produite la première scission à gauche d'un P.C., celle qui aboutit en avril 1920 à la naissance du K.A.P.D. Mais la tendance gauchiste est loin d'être proprement allemande et l'ensemble du mouvement communiste occidental est pénétré de son influence. C'est au sein du parti communiste néerlandais que se trouvent les principaux théoriciens du courant, les anciens animateurs du groupe « tribuniste », Henriette Roland-Holst, Hermann Gorter et Anton

qu'il a donné à Boris Nicolaïevsky des premières années de l'Internationale et de sa propre activité dans *Contributions à l'histoire du Comintern*, pp. 1-28. Warren Lerner, *Karl Radek. The Last Internationalist*, p. 196, dit que Thomas s'appelait en réalité Rubinstein.

4 *Ibidem*, p. 12.

5 *Ibidem*, p. 13.

6 *Ibidem* ; Thomas écrit que Radek était alors libéré, alors que celui-ci (*November ...*, p. 158) écrit qu'il était encore emprisonné lors de leur prise de contact.

7 *Ibidem*, p. 15.

8 *Kommunistitcheskii Internatsional*, n° 7-8, novembre/décembre 1919, col. 1099-1102.

9 Karl Becker est présent au 4^e congrès du K.P.D.(S), au lendemain de la fondation du K.A.P.D. don il s'était désolidarisé.

10 Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 131.

11 *Pravda*, 25 mars 1920.

Pannekoek, dont la contribution au débat international sera capitale.

Une gauchiste britannique, Sylvia Pankhurst, provoque le premier échange sur ce terrain. En juillet 1919, elle écrit à Lénine, au nom de la British Socialist Workers' Federation, afin de lui demander son soutien pour son organisation qui condamne toute action des révolutionnaires sur le plan parlementaire. Le malentendu — banal dans les conditions de l'époque — est évident. La réponse de Lénine est très politique, empreinte en même temps du souci d'éviter d'inutiles querelles : il suggère, à titre provisoire, la constitution de deux partis communistes anglais regroupant les révolutionnaires selon le critère de leur attitude à l'égard des élections et de la participation des communistes aux parlements bourgeois¹². En même temps, une circulaire de l'exécutif ouvre la discussion dans l'Internationale¹³. Soucieux de ne pas engager un dialogue de sourds, ni un faux débat sur les principes, l'exécutif commence par rappeler le cadre dans lequel doit être menée, selon lui, la discussion : la révolution russe d'octobre 1917 a tracé à l'intérieur du mouvement ouvrier une nouvelle ligne de clivage. Le « programme universel et unificateur » des communistes implique en effet la « reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir soviétique ». Dans ces conditions, la discussion sur l'utilisation du parlement bourgeois par les communistes n'est obscure que par suite d'une confusion entre le parlementarisme, expression d'un choix politique en faveur du système parlementaire, et la participation de révolutionnaires à des assemblées élues qu'ils utilisent comme des tribunes. Participer aux élections ne peut être considéré comme une règle absolue. Mais il ne saurait être question de s'y opposer par principe. La circulaire affirme : « Il n'y a pas matière à scission sur cette question secondaire »¹⁴.

Or c'est vers cette époque que Rutgers, communiste hollandais, parvient à Amsterdam avec la mission, reçue à Moscou, de fonder un secrétariat d'Europe occidentale de l'Internationale communiste qui serait également chargé de la liaison avec l'Amérique¹⁵. La mission de Rutgers recouvre celle qui a été confiée à Thomas, ce qui n'a rien d'extraordinaire si l'on considère la difficulté des communications et la nécessité d'assurer au mieux l'existence d'une antenne en Europe occidentale¹⁶. Le résultat va être pourtant un sérieux conflit entre le bureau d'Amsterdam, animé par les communistes hollandais, aux fortes tendances gauchistes, et le secrétariat de Berlin, inspiré par le K.P.D. (S). Le 3 février 1920, en effet, se réunit à Amsterdam une conférence internationale convoquée par Rutgers, avec la participation de délégués mandatés du parti hollandais, des différents groupes britanniques, de l'Américain Louis Fraina, du Russe Borodine, retour du Mexique, de représentants non mandatés d'Indonésie, de Chine, de Hongrie, une vingtaine au total¹⁷. Il n'y a aucun délégué du K.P.D. (S) ni du secrétariat de Berlin : selon Clara Zetkin, ils n'ont été prévenus de la tenue de la conférence que l'avant-veille de son ouverture, le 31 janvier¹⁸. La conférence se déroule pendant quatre jours, puis doit s'interrompre : la police disposant d'un agent qui a enregistré les débats, les délégués étrangers sont arrêtés et expulsés¹⁹.

Elle ne reprendra pas. Clara Zetkin, qui arrive alors avec Paul Frölich, Münzenberg et une déléguée suisse, est accueillie par la police hollandaise, décidément bien informée ; elle proteste avec indignation auprès de Rutgers et des autres contre la tenue de ce qu'elle appelle une « conférence-croupion » aussi mal préparée²⁰. Le K.P.D. (S) a d'autres sérieux motifs de mécontentement : la conférence a adopté sur la question syndicale des thèses très proches de celles de l'opposition allemande, et en outre a élu un bureau de trois membres, tous Hollandais, Wijnkoop, représentant du P.C. hollandais, Henriette Roland-Holst, gauchiste notoire, et Rutgers lui-même, qui vient dans son parti de s'aligner sur les gauchistes²¹. Les Allemands pensent donc qu'on a tenté de les écarter et de court-circuiter le secrétariat de Berlin ; ils soulignent que les délégués n'ont pas reçu communication des thèses adoptées par le K.P.D. (S) au congrès de Heidelberg²². De toute façon, les résultats de la conférence sont minces et se résument à la décision de confier au P.C. américain l'organisation d'un sous-bureau pour le continent, ainsi qu'à l'engagement de tous d'organiser dans les trois mois une nouvelle conférence²³. Il faut bien admettre que l'activité du bureau d'Amsterdam ne contribue guère à la clarification. Le 3^e congrès du K.P.D. (S) tenu à Karlsruhe en février proteste contre ses activités et ses initiatives²⁴. Bientôt, le bureau d'Amsterdam va se prononcer publiquement contre la politique du K.P.D. (S) pendant la période du putsch de Kapp et se ranger du côté du K.A.P.D.²⁵. Au mois d'avril, une résolution de l'exécutif met fin à sa mission :

« Nous sommes convaincus que les divergences avec les camarades hollandais seront rapidement résolues. Contrairement à la II^e Internationale, nous ne dissimulons pas nos divergences, et nous ne nous permettons pas de formulations ambiguës. Sur nombre de questions (syndicats, parlement), le bureau hollandais a adopté une attitude différente de celle du bureau exécutif. Il n'a pas informé le comité exécutif de ses divergences avant de réunir la conférence internationale d'Amsterdam. En conséquence, le comité exécutif déclare que le mandat du bureau d'Amsterdam a perdu sa validité et le révoque. Les fonctions du bureau hollandais sont transférées au secrétariat

12 Lettre datée du 28 août 1919, *Œuvres*, t. XXIX, pp. 566-572.

13 « Der Parlamentarismus und der Kampf für die Sowjet », *Manifest, Richtlinien, Beschlüsse des ersten Kongresses. Aufrufe und Offene Schreiben des Exekutivkomitees bis zum Zweiten Kongress*, pp. 139-146. La circulaire, signée de Zinoviev, est datée du 1^{er} septembre 1919.

14 *Ibidem*, p. 146.

15 *Le Phare*, n° 8, 1^{er} avril 1920, p. 387 ; Hulse, *The Forming of the C.I.*, p. 153.

16 *Bericht 3...*, pp. 78-79

17 Hulse, *op. cit.*, p. 154.

18 *Bericht 3...*, p. 79.

19 Hulse, *op. cit.*, p. 155.

20 *Bericht 3...*, p. 81.

21 Hulse, *op. cit.*, p. 156.

22 *Bericht 3...*, p. 79.

23 *Ibidem*, p. 82.

24 *Ibidem*, pp. 84-85.

25 *Die Rote Fahne*, 22 avril 1920.

d'Europe occidentale »²⁶.

Mais à peu près à la même époque se manifestent dans le mouvement communisme mondial d'autres signes du courant gauchiste incarné par le bureau d'Amsterdam. L'un de ses principaux centres va être groupé autour de la revue *Kommunismus*, qui paraît à Vienne en qualité d'organe de l'Internationale pour l'Europe du Sud-Est, depuis le début de 1920. Le parti communiste autrichien, comme le parti communiste hollandais, représente dans la classe ouvrière de son pays un courant très isolé, aux tendances sectaires prononcées, comme l'a démontré son comportement pendant l'année 1919, notamment lors de la « Bettelheimerei »²⁷. De plus, il est fortement influencé par le petit groupe des émigrés hongrois fixés en Autriche après la défaite de la révolution de 1919, notamment par l'ancien commissaire du peuple à l'éducation, Gyorgy Lukacs, qu'une violente opposition fractionnelle dresse contre Béla Kun²⁸. Au moment où le courant gauchiste s'exprime en Europe occidentale, tant à travers les écrits de Gorter et Pannekoek qu'à travers les positions défendues par le K.A.P.D. et les groupes gauchistes britanniques, les deux hommes interviennent en sa faveur. Abordant la question du parlementarisme²⁹, Lukacs conteste le point de vue — celui de Lénine — selon lequel cette question relève non des principes, mais de la tactique. Pour lui, le problème est de savoir quel est exactement le rapport de forces. Dans une situation où la classe ouvrière est sur la défensive, elle doit, selon lui, utiliser les moyens parlementaires afin de se renforcer. En revanche, quand la classe ouvrière est en pleine offensive, il est de son devoir de créer ses propres organismes de classe, les soviets, et, dans ces conditions, la participation à des élections revêt l'aspect d'une renonciation à une perspective révolutionnaire concrète et ouvre la voie à l'opportunisme³⁰. L'article est une condamnation implicite de la participation aux élections dans la situation européenne, et une prise de position contre l'exécutif³¹.

Béla Kun, de son côté, manifeste avec éclat des tendances semblables en se prononçant sur la question³². Il prend position contre ce qu'il qualifie de « boycottage syndicaliste » ou « passif », en faveur boycottage du « boycottage actif », qu'il définit comme « une agitation révolutionnaire aussi large que si (le parti) participait aux élections et que si son agitation et son action avaient pour but de gagner le plus grand nombre possible de voix prolétarienne »³³.

Au même moment, l'Italien Bordiga commence aussi à développer à l'intérieur de son journal *Il Soviet* les thèmes anti-syndicalistes et anti-parlementaristes qui seront les fondements de la gauche italienne³⁴. La première organisation communiste belge, groupée autour de Van Overstraeten à Bruxelles, développe à son tour les mêmes positions³⁵.

Lénine contre le gauchisme.

Lénine a commencé à rédiger sa brochure sur le gauchisme, *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme*, comme débutait le conflit entre l'exécutif et le bureau d'Amsterdam. Avec ce texte, le débat quitte le terrain de la seule Allemagne pour revêtir la forme d'une bataille internationale publique d'idées. L'intention de Lénine est de permettre aux partis communistes en train de naître de bénéficier de l'expérience bolchevique. Le bolchevisme est, pour lui, un condensé de l'expérience révolutionnaire globale, tant de l'art de l'attaque que de celui de la défense. Sans vouloir pour autant en faire un modèle, Lénine affirme :

« L'expérience a montré qu'en ce qui concerne certaines questions essentielles de la révolution prolétarienne, *tous* les pays passeront par où a passé la révolution russe »³⁶.

Or le mouvement communiste international qui est en train de grandir dans l'élan de la révolution russe ne connaît du bolchevisme que l'histoire de sa lutte contre l'opportunisme. Il ignore encore celle qu'il a dû mener contre ce que Lénine appelle « l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois »³⁷.

Les gauchistes en effet nient la nécessité d'un parti révolutionnaire, opposent en permanence « les masses » à leurs « chefs » ou « dirigeants ». C'est là, pour Lénine, une distinction qui crée pour le mouvement révolutionnaire un réel danger. Car il existe effectivement, à l'intérieur de la classe, « une aristocratie ouvrière opportuniste, petite-bourgeoise », dont « les chefs n'ont jamais cessé de passer du côté de la bourgeoisie » : ces « chefs »-là sont effectivement « entièrement détachés des « masses », c'est-à-dire des larges couches de travailleurs, de la majorité des ouvriers les plus mal payés ». C'est le devoir des révolutionnaires que d'œuvrer pour détacher « les masses » de ces « chefs »-là³⁸. Mais ils ne peuvent y parvenir que s'ils voient la situation telle qu'elle est :

26 *Le Phare*, mai-juin 1920, pp. 484-485.

27 Voir chap. X.

28 Borkenau, *op. cit.*, pp. 175 sq.

29 « Die parlamentarische Frage », *Kommunismus*, n° 6, 1^{er} mars 1920, pp. 161-172.

30 *Ibidem*, pp. 164-169.

31 En fait, Lukacs polémique contre les idées défendues par Lénine dans *La Maladie infantile du communisme* sans les connaître encore, puisque l'ouvrage n'était pas publié. Lénine dira (*Œuvres*, t. XXI, p. 167) : « Cet article de G.L. est très gauchiste et très mauvais. Son marxisme est purement verbal ».

32 « Die Durchführung » *Kommunismus*, n° 18, 8 mai, pp. 549-555.

33 *Ibidem*, p. 552.

34 Voir les lettres de Bordiga à l' I. C. (10 novembre 1919 et 1^{er} janvier 1920) *Rivista Storica dei Socialismo*, 1966, n° 27, pp. 183-188.

35 *Le Phare*, 1^{er} mars 1920, pp. 334-335.

36 *Œuvres*, t. XXXI, p. 25.

37 *Ibidem*, p. 26.

38 *Ibidem*, p. 37.

« Nous devons entreprendre l'édification du socialisme, non pas en partant de l'imaginaire, non pas avec du matériel humain que nous aurions spécialement formé à cet effet, mais avec l'héritage du capitalisme »³⁹.

Les gauchistes, s'appuyant sur la constatation — évidente — que les dirigeants des syndicats ont partie liée avec la bourgeoisie contre la révolution, appellent les révolutionnaires à quitter les syndicats et à lutter pour leur destruction. Or c'est essentiellement au sein des syndicats réformistes et par leur intermédiaire que les « chefs » réactionnaires conservent leur emprise sur les « masses ». Le devoir des communistes est donc, au contraire, de militer à l'intérieur des syndicats afin de disputer aux « chefs » réformistes la direction des « masses » :

« Renoncer à l'action au sein des syndicats rétrogrades, c'est abandonner les masses ouvrières à l'influence des leaders réactionnaires de l'aristocratie ouvrière, des ouvriers embourgeoisés »⁴⁰.

Lénine juge qu'il est inadmissible de ne pas livrer la bataille sur le terrain où précisément elle doit et peut être gagnée, quand « des millions d'ouvriers passent pour la première fois de l'état d'inorganisation aux formes élémentaires, aux formes les plus simples et les plus accessibles d'organisation, c'est-à-dire à l'organisation syndicale ». La tâche des communistes est « de convaincre les autres travailleurs, de savoir travailler *parmi eux*, et de ne pas se séparer d'eux »⁴¹. Les gauchistes accusent volontiers les prolétaires d'être contre-révolutionnaires : c'est qu'ils prennent « leur désir pour une réalité objective »⁴².

« On ne saurait fonder une tactique révolutionnaire sur le seul sentiment révolutionnaire »⁴³.

Tant que les communistes n'ont pas la force de dissoudre le Parlement, c'est-à-dire tant qu'ils n'ont pas réussi à convaincre la majorité des travailleurs que le Parlement est une duperie, ils ont le devoir d'y être présents, précisément pour le démasquer, de l'utiliser afin d'éclairer, par ce moyen comme par les autres, les travailleurs dupés. Lénine pense que si le parti communiste allemand ne s'est pas développé au lendemain de la révolution de novembre, c'est, entre autres raisons, parce qu'il a commis en janvier 1919 l'erreur de boycotter les élections à l'Assemblée nationale et de laisser ses militants abandonner les syndicats réformistes :

« Le capitalisme ne serait pas le capitalisme si le prolétariat pur n'était pas entouré de la masse bigarrée des types qui font la transition du prolétariat au sous-prolétariat. (...) D'où l'absolue nécessité pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, le parti communiste, de recourir à des accords, à des compromis. (...) Le tout est de *savoir* employer cette tactique à *élever* et non à abaisser, dans les rangs du prolétariat, le niveau général de conscience, d'esprit révolutionnaire, de capacité de lutte et de victoire »⁴⁴.

En définitive, il pense que le gauchisme est une « maladie infantile » du communisme et que ses progrès en Europe occidentale ne relèvent pas du hasard :

« Dans beaucoup de pays d'Europe occidentale, le sentiment révolutionnaire est aujourd'hui, on peut le dire, une « nouveauté » ou une « rareté » attendue trop longtemps, en vain, avec trop d'impatience. Et peut-être est-ce pour cela que l'on cède avec tant de facilité au sentiment »⁴⁵.

Le problème est d'autant plus important que la tâche des révolutionnaires en Europe occidentale est plus ardue :

« Etant donné la situation historique concrète, extrêmement originale de 1917, il a été facile à la Russie de *commencer* la révolution socialiste, tandis qu'il lui sera plus difficile qu'aux autres pays d'Europe de la *continuer* et de la mener à son terme »⁴⁶.

Les communistes d'Europe occidentale doivent absolument comprendre que, comme l'écrivait déjà Tchernychevski, « l'action politique n'est pas un trottoir de la perspective Nevski » :

« Il faut à tout prix faire en sorte que les communistes de gauche et les révolutionnaires d'Europe occidentale et d'Amérique dévoués à la classe ouvrière *ne paient pas aussi cher* que les Russes retardataires l'assimilation de cette vérité »⁴⁷.

La fréquence des références aux thèses de l'opposition allemande, au parti social-démocrate indépendant dont les militants ouvriers sont en marche vers le communisme, montre quelle est la préoccupation de Lénine : empêcher le gauchisme du mouvement communiste allemand de constituer un obstacle à la fusion, dans un parti révolutionnaire, de tous les éléments ouvriers, dont une minorité se trouve au sein des deux partis communistes et la grande majorité au parti social-démocrate indépendant.

39 *Ibidem*, p. 45.

40 *Ibidem*, p. 48.

41 *Ibidem*, p. 49.

42 *Ibidem*, p. 53.

43 *Ibidem*, p. 59.

44 *Ibidem*, p. 70.

45 *Ibidem*, p. 59.

46 *Ibidem*.

47 *Ibidem*, p. 67.

La réponse d'Hermann Gorter.

C'est Gorter qui répond à Lénine au nom des gauchistes⁴⁸. Il déplore la publication de sa brochure, dont il estime qu'elle va renforcer en Occident la position des chefs opportunistes de partis socialistes qui ont déjà adhéré ou s'apprêtent à adhérer à la III^e Internationale. Pour lui, Lénine se trompe, parce qu'il transpose mécaniquement en Occident l'expérience russe, alors que l'Europe de l'Ouest et de l'Est constituent deux mondes profondément différents. Le prolétariat occidental ne peut en effet, à la différence du prolétariat russe en 1917, compter sur l'appui d'une masse de paysans pauvres, qui n'existe pas. Il est complètement isolé au sein de la société : pour cette raison, les efforts exigés des masses pour le succès de la révolution sont plus grands et le rôle des chefs bien moindre. La puissance du prolétariat occidental dans la lutte révolutionnaire ne peut reposer que sur sa qualité. Le rôle des communistes est donc d'abord d'« élever les masses comme unité et somme d'individus à un degré supérieur de développement, d'éduquer les prolétaires, un par un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires en leur faisant voir clairement que tout dépend d'eux »⁴⁹.

Gorter est persuadé que Lénine ignore tout de la situation réelle du prolétariat d'Europe occidentale, et qu'il se berce d'illusions quand il écrit que « l'avant-garde est gagnée » ou encore que « le temps de la propagande est révolu »⁵⁰. Depuis des décennies, en effet, les ouvriers occidentaux sont sous l'étroite dépendance idéologique de la culture bourgeoise, et particulièrement des idées bourgeoises sur la démocratie parlementaire. La bourgeoisie, selon la formule d'Anton Pannekoek, « a forgé sur ce modèle le cerveau populaire » et l'ouvrier, embrigadé dans les syndicats, ligoté par l'illusion que les batailles décisives se gagnent avec des bulletins de vote, a perdu sa capacité d'agir. Pour la lui rendre, il faut détruire radicalement ses illusions, ce qui signifie évidemment éviter de l'y ancrer en participant aux élections, et lui donner ensuite les moyens d'agir de sa propre initiative. Les communistes doivent non seulement se garder de renforcer les syndicats réformistes en y militant, mais au contraire les détruire en tant qu'obstacles à l'action et écrans devant la conscience ouvrière. A leur place, ils doivent préconiser une organisation du type « conseils », « révolutionnaire parce qu'elle permet aux ouvriers de décider de tout : l'« union ouvrière », formée, contrairement aux syndicats, non sur la base de l'industrie ou du métier, mais sur la base de l'entreprise. Lénine se trompe lourdement quand il appelle les communistes des pays occidentaux à construire des « partis de masse » : de tels partis renouvelleraient inéluctablement les erreurs opportunistes de la social-démocratie. Il faut, selon Gorter, consacrer tous les efforts à la création et à l'éducation de « noyaux purs et solides de communistes »⁵¹.

Les mois qui suivent le putsch de Kapp et pendant lesquels se déroule la polémique publique entre Lénine et les gauchistes voient également se dérouler des pourparlers en coulisse entre représentants de l'Internationale et délégués du K.A.P.D. à Moscou, ainsi que bien des luttes internes au sein de l'appareil communiste international. A Berlin, un conflit éclate entre le bureau d'Europe occidentale et le secrétariat de l'Internationale des jeunes, que le bureau accuse de manifester des tendances gauchistes et même semi-anarchistes. Münzenberg, de son côté, accuse les gens du bureau d'Europe occidentale de menées fractionnelles, et affirme qu'ils se refusent à transmettre à l'exécutif les documents et lettres émanant de la direction de l'Internationale des jeunes. Au mois de juin, malgré les efforts de conciliation déployés par le représentant du parti russe au bureau, Abramovitch-Zaleski, dit Albrecht, il obtient le soutien unanime du bureau pour une sévère condamnation des pratiques de Thomas et de ses services⁵². Ainsi s'esquisse un conflit qui va aboutir, un an plus tard, à la mise à l'écart de Münzenberg et à la mise en tutelle de l'Internationale des jeunes par l'exécutif⁵³. L'appareil de l'Internationale maintient d'autre part, par-dessus la tête du K.P.D. (S), et peut-être même du bureau d'Europe occidentale, des contacts avec les gauchistes allemands à Berlin même, par l'intermédiaire de Félix Wolf, membre du bureau, mais aussi du parti russe, et de Borodine, que Babette Gross qualifie d'« agent de liaison avec le K.A.P.D. »⁵⁴.

Par ailleurs, les discussions commencent dès la fin mai, à Moscou, entre l'exécutif de l'Internationale et des représentants du K.A.P.D. Dès le lendemain de la fondation du K.A.P.D., deux membres de sa direction, Appel et Jung, sont partis illégalement pour la Russie soviétique afin d'y établir un contact avec les représentants de l'Internationale. Parvenus au terme de leur voyage après un long mois et bien des détours, ils reçoivent un accueil fraternel mais se heurtent à une détermination dénuée de toute ambiguïté. Leurs interlocuteurs, parmi lesquels Lénine et Zinoviev, maintiennent leur refus de la stratégie et de la tactique prônées en Allemagne par le K.A.P.D., et Lénine leur communique même le manuscrit, encore inédit, de *La Maladie infantile*⁵⁵. A la suite de ces entretiens, l'exécutif décide l'envoi en Allemagne d'une « Lettre ouverte du comité exécutif de l'Internationale communiste aux membres du K.A.P.D. » datée du 2 juin 1920. Les dirigeants de l'Internationale y condamnent la politique du K.A.P.D., qualifient sa tactique d'« abandon du communisme » et affirment :

« Sur tous les problèmes importants de principe et de tactique qui aujourd'hui en Allemagne sont posés de façon pressante à l'ordre du jour, ce n'est pas le K.A.P., mais le K.P.D. qui a raison »⁵⁶.

En attendant que la question soit définitivement réglée, comme il convient qu'elle le soit, par le 2^e congrès de l'Internationale communiste, l'exécutif propose la formation à titre provisoire en Allemagne d'un bureau d'organisation paritaire de représentants des deux partis communistes que présiderait un délégué de l'exécutif, ce qui constituerait la phase préparatoire

48 Herman Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin. Eine Antwort auf Lenins Broschüre : Der Radikalismus, eine Kinderkrankheit des Kommunismus*, Berlin, 1920 (K. A. P. D.). Nous avons utilisé ici la traduction française de 1930. *Réponse à Lénine*, en la confrontant au texte allemand réédité dans A. Pannekoek et H. Gorter, *Organisation und Taktik der proletarischen Revolution*, Francfort, 1969.

49 Gorter, *op. cit.*, p. 24.

50 *Ibidem*, pp. 97-98.

51 *Ibidem*, p. 108.

52 B. Gross, *op. cit.*, pp. 107-108.

53 *Ibidem*, pp. 117 sq.

54 *Ibidem*, p. 116.

55 Bock, *op. cit.*, p. 253.

56 *Die Rote Fahne*, p. 128.

de la réunification, qui demeure l'objectif de l'exécutif⁵⁷. La « Lettre ouverte », cependant, mettra de longues semaines à atteindre l'Allemagne: dans l'intervalle, sans nouvelles d'Appel et Jung, le K.A.P.D. a envoyé à Moscou deux autres représentants au 2^e congrès de l'Internationale et cette initiative comme le choix des délégués va poser le problème en termes nouveaux.

Débats autour des révolutions de 1919.

C'est également dans la période qui s'étend entre le putsch de Kapp et le 2^e congrès de l'Internationale communiste que se développe un débat sur les révolutions bavaroise et hongroise de 1919, commencé depuis la fin de l'année 1919, qui oppose Radek et son disciple Paul Frölich à Paul Levi. Radek a ouvert le feu, peu après sa libération, et transporte dans le domaine public le contenu des discussions qu'il a eues avec Levi sur ces questions au cours de l'automne 1919⁵⁸. Comme Lénine, il pense que la cause principale de l'échec de Béla Kun et des communistes hongrois a été leur incapacité, voire leur refus, de créer un parti communiste véritable, nettement coupé des hommes, comme des traditions et pratiques de la social-démocratie, ainsi que de leur esprit de conciliation à l'égard, non seulement des social-démocrates de type « majoritaire », mais encore et surtout des « centristes » de type « indépendant ». Esquissant une comparaison avec l'Allemagne, il s'efforce de démontrer le caractère centriste de la politique des dirigeants de la gauche indépendante, les Richard Müller et Däumig, caractérisée par des oscillations entre une tendance qu'il qualifie de « putschiste-blanquiste » au lendemain de janvier ou de mars, et des conceptions « proudhoniennes », opportunistes, dans l'intervalle. Ce sont ces oscillations, caractéristiques à ses yeux du « centrisme », qui en font, en période révolutionnaire, le danger principal pour une direction révolutionnaire. Car les défaites de Hongrie et de Bavière ne s'expliquent pas autrement, selon lui, que par la collaboration des communistes avec ces centristes, indépendants bavarois, social-démocrates de gauche hongrois, qui ont réussi à ôter toute détermination et toute lucidité aux dirigeants de la révolution et à priver les masses d'une direction.

Tel est également le point de vue de Paul Frölich, qui, sous le pseudonyme de Paul Werner, consacre une brochure à l'étude de la révolution bavaroise, dont il explique la défaite finale par la « trahison » des indépendants⁵⁹. Bientôt Radek revient à la question hongroise dans la préface qu'il rédige en janvier 1920 pour l'ouvrage du communiste hongrois Béla Szanto⁶⁰. Il y conduit une vive polémique contre les opinions communément admises dans les rangs communistes allemands selon lesquels la république hongroise des conseils aurait été une construction de l'esprit, le résultat d'un accord de sommet entre communistes et social-démocrates, indépendamment de l'action de classe du prolétariat lui-même. Visant ouvertement Paul Levi et ses camarades de la centrale allemande, il dénonce l'abus qu'ils font, à son avis, de la phrase du programme de Spartakus selon laquelle le parti communiste allemand n'était pas disposé à prendre le pouvoir seulement parce qu'Ebert-Scheidemann avaient fait leur temps et se trouvaient dans l'impasse. Ce jugement, à ses yeux circonstanciel et correct dans la situation berlinoise de janvier, ne pouvait être élevé à la hauteur d'un principe général d'action révolutionnaire. Il écrit :

« La conception d'un simple effondrement de la coalition bourgeoise social-démocrate dans lequel le processus de l'effondrement de l'Etat bourgeois n'irait pas de pair avec celui du rassemblement des forces prolétariennes est complètement antihistorique »⁶¹.

Il estime que les communistes allemands en Bavière, de même que les communistes en Hongrie, ne pouvaient se dérober devant leur devoir de lutte révolutionnaire pour le pouvoir quand bien même la situation internationale vouait les révolutions de Munich et Budapest à un écrasement rapide :

« Nous devons être là où la classe ouvrière lutte, là où elle va au combat, que nous devions vaincre ou subir la défaite »⁶².

Radek ironise aux dépens de ceux qu'il appelle les « raisonneurs politiques », qui ne sont prêts au combat que si « l'Histoire leur assure la victoire par contrat »⁶³. Pour lui, les communistes hongrois ne pouvaient pas non plus se dérober devant les offres d'unité des social-démocrates, qui répondaient aux aspirations profondes des masses, à partir du moment où les social-démocrates se déclaraient partisans de la dictature du prolétariat. Ils auraient dû, tout en acceptant l'unité, lutter simultanément contre les illusions sur une victoire pacifique et sans violence ; il fallait accepter l'unité et en même temps dresser des potences ! Telle est en effet pour lui la leçon de la révolution russe et de la guerre civile ; on ne doit pas se contenter de thèses, mais agir en révolutionnaires. Et, dans ce cas, la défaite servira aux prolétaires du reste du monde d'exemple et de leçon d'énergie.

Directement visé, Levi relève le défi. Il pense, comme Rosa Luxemburg, que la conscience de classe du prolétariat constitue la condition nécessaire pour la prise du pouvoir et affirme :

« Ce qui est décisif, ce n'est pas l'élément négatif du côté de la bourgeoisie, mais l'élément positif du côté du prolétariat. (...) Le signal positif pour la prise du pouvoir du prolétariat se trouve dans le prolétariat seul et s'exprime dans le stade d'évolution révolutionnaire qu'il a atteint »⁶⁴.

57 Bock, *op. cit.*, p. 255.

58 Arnold Struthahn, *Die Entwicklung der Weltrevolution und die Aufgaben der K. P.*, 1919.

59 Paul Werner, *Die Bayrische Räterepublik. Tatsachen und Kritik*, 1920.

60 Béla Szanto, *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats in Ungarn* (1910).

61 Radek, « Die Lehren der Ungarischen Revolution », *Die Internationale*, n° 21, 25 février 1920, p. 57.

62 *Ibidem*, p. 58.

63 *Ibidem*.

64 P. Levi, « Die Lehren der Ungarischen Revolution », *Die Internationale*, n° 24, 24 juin 1920, p. 35.

Contrairement à ce que pense Radek, il n'y a pas corrélation entre le degré de confusion et de désorganisation atteint par la bourgeoisie et le degré de clarté et d'organisation atteint par le prolétariat. L'exemple allemand — la « grande illusion » de l'« unité » en novembre 1918 — le démontre clairement :

« A une totale impuissance et à une confusion momentanées de la bourgeoisie n'ont pas répondu clarté et décision dans le prolétariat, mais au contraire une impuissance et une confusion tout aussi grandes »⁶⁵.

Essayant de préciser la pensée de Rosa Luxemburg, Levi écrit :

« Normalement, entre la nuit bourgeoise et le jour prolétarien se glisse un crépuscule. (...) Dans une telle situation, quand la force de la bourgeoisie peut en certains cas avoir à ce point diminué qu'il serait déjà matériellement possible à une minorité infime de s'emparer du pouvoir, nous, communistes, nous sommes placés devant la première tâche positive que nous ayons à accomplir : l'organisation du prolétariat en tant que classe au sein des conseils. Et je crois que le résultat, le niveau atteint par ce processus d'organisation de la classe prolétarienne — qui, naturellement, ne peut être de façon précise conforme à un formulaire sur le « système des conseils », mais consistera en une succession de hauts et de bas, de manifestations, d'interventions, de luttes, etc. — indique le moment où les communistes doivent prendre le pouvoir. Je pense que c'est cela et rien d'autre que Rosa Luxemburg a voulu exprimer »⁶⁶.

L'erreur des communistes hongrois est donc bien, selon Levi, d'avoir voulu prendre, et d'avoir pris, le pouvoir alors que le prolétariat n'était pas prêt, alors que, comme en Allemagne en 1918, sa conscience de classe était encore obscurcie par les tragiques illusions sur « l'unité de tous les socialistes ». Sans nier la nécessité de la terreur de classe, Levi réfute avec énergie l'argument de Radek sur la nécessité d'« ériger des potences »⁶⁷ :

« Elever l'érection de potences à la hauteur d'une méthode pour unifier et souder le prolétariat au moment de la constitution du pouvoir des conseils, procéder à l'organisation et à la consolidation du prolétariat non pas sur la base de la « volonté claire et sans équivoque de la grande majorité du prolétariat », de son « accord conscient avec les idées, les buts et les méthodes de lutte » du communisme, mais sur la base d'exécutions capitales et de pendaisons, me paraît — je ne veux pas être trop dur — une méthode très malheureuse. (...) A ma connaissance, la république des conseils russes n'a pas placé la potence dans son emblème entre la faucille et le marteau ; je crois que cette omission n'est pas l'effet du hasard ni d'une simple pudeur, mais qu'elle provient de ce que la république russe des conseils est, elle aussi, construite sur d'autres bases que celles que recommande le camarade Radek pour la Hongrie. Le lien qui fait la cohésion du prolétariat en tant que classe n'est sans doute pas une guirlande de roses, mais ce n'est pas non plus la corde d'un gibet »⁶⁸.

Les fautes des communistes en Bavière sont d'une autre nature. Réorganisés et épurés par Léviné, les communistes bavarois ne se sont en effet pas laissés prendre au piège de l'unité socialiste. Très correctement, ils ont refusé de soutenir le « monstre » qu'était la première république des conseils de Bavière née de l'accord entre anarchistes, majoritaires et indépendants. Mais ils ont pris le pouvoir parce que les ouvriers de Munich le voulaient, et parce qu'ils ont pensé, comme Radek, que leur devoir était d'être avec les masses ouvrières, même quand elles se trompaient. Levi estime en effet que la responsabilité des communistes ne se réduit pas à la solidarité avec les masses à tel ou tel moment, mais qu'elle est de diriger l'action pour tout le prolétariat et pour toute la période révolutionnaire. Ce qui caractérise les communistes, c'est qu'ils ont un objectif révolutionnaire, universel et la responsabilité de conduire les masses ouvrières à la victoire :

« Lancer les mots d'ordre que les masses ont précisément toujours à la bouche sans tenir compte du vaste contexte de la révolution, ce n'est pas communiste, c'est « indépendant ». Si nous, communistes, devons nous placer toujours inconditionnellement sur les positions des masses, si nous devons lutter toujours pour leurs objectifs de lutte du moment, nous abdiquerions non seulement notre droit politique à nous déterminer nous-mêmes, mais nous nierons en outre notre rôle dirigeant dans la révolution. Nous n'en serions plus alors la tête, mais la queue »⁶⁹.

Retournant contre Radek l'exemple de la révolution russe, il démontre que c'est précisément cette attitude qui a été celle des bolcheviks en juillet 1917 : ils n'ont pas hésité, à Petrograd, à se situer contre le courant et à braver une impopularité provisoire pour défendre une perspective qu'ils estimaient juste. Citant Lénine, il rappelle qu'

« il ne suffit pas d'être un partisan du socialisme ou un communiste. Il faut encore, à chaque moment, savoir trouver dans la chaîne le maillon particulier qu'il faut tirer de toutes ses forces pour saisir toute la chaîne et préparer de façon durable le passage au maillon suivant. Et, de ce point de vue, ce n'est pas du tout reculer, mais au contraire s'accrocher durablement à la révolution que de lancer des mots d'ordre tactiques qui permettent d'éviter une défaite certaine ou prévisible »⁷⁰.

La conclusion de Levi porte sans aucun doute l'empreinte des décevantes années 1918-1919, car l'habitude des défaites ne lui en a pas donné le goût :

« Depuis les journées de lutte armée de Berlin en janvier et mars 1919, depuis la fin de Munich et celle de la Hongrie,

65 *Ibidem*.

66 *Ibidem*, p. 36.

67 Radek, *op. cit.*, p. 59.

68 Levi, *op. cit.*, p. 37.

69 *Ibidem*, p. 39.

70 *Ibidem*.

ma foi dans les vertus miraculeuses de la défaite est ébranlée. Je ne crois pas que l'on ait raison de passer aussi légèrement que le fait Radek sur des défaites aussi lourdes que la défaite hongroise. (...) J'ai peur que, les choses étant ce qu'elles sont, la situation en Hongrie ne permette pas avant longtemps au prolétariat de ce pays de déployer cette « volonté renforcée et approfondie » (dont parle Radek). Je ressens la Hongrie, de même que Munich, comme à porter au passif, non à l'actif, de la révolution mondiale, et ne puis me persuader que c'est agir en direction communiste que de conduire des actions comme s'il était indifférent que leur résultat soit à porter à l'actif ou au passif. Et je suis encore moins disposé à dire qu'il faut provoquer une défaite si on ne peut provoquer une victoire — sous prétexte que la défaite aussi a du bon »⁷¹.

En fait, la discussion autour des révolutions bavaroise et hongroise n'est pas, en Allemagne surtout, une discussion académique. Ce que Levi combat à travers les arguments de Radek c'est au moins autant le putschisme, qui a été, dans le parti: sa bête noire, que la forme militaire du bolchevisme de guerre civile qui s'exprime à travers les arguments en faveur de la terreur, et c'est, de toute façon, ce que les spartakistes ont tendance à considérer comme une manifestation de « blanquisme », la tentation pour le parti de se substituer au prolétariat, l'illusion gauchiste des années d'après-guerre. De leur côté, des hommes comme Radek et Frölich flairent dans l'hostilité de Levi au putschisme une tendance à l'attentisme, une inclination à la seule activité propagandiste, une forme subtile d'opportunisme qui, sous prétexte de convaincre et de gagner la majorité des prolétaires, renoncerait en fait à l'action révolutionnaire, qu'elle remettrait toujours à une conjoncture plus favorable. Les divergences, pour le moment, ne sont pas fondamentales, mais elles risquent de le devenir. En attendant, le problème reste posé en ces termes : comment construire le parti communiste, comment gagner au communisme les centaines de milliers d'ouvriers qui ont tourné le dos au parti de Noske, d'Ebert et de Scheidemann et qui ont constitué la base du parti social-démocrate indépendant, ce parti « centriste » qui constitue en fait aujourd'hui, aux yeux des dirigeants de Berlin comme de ceux de Moscou, l'obstacle à la conquête par le communisme d'une substantielle fraction de la classe ouvrière ?

L'Internationale et les indépendants.

Ce problème précis de la conquête des masses qui suivent les dirigeants indépendants a fourni à Lénine, dans *La Maladie infantile*, l'exemple qui lui sert à démontrer la nécessité des compromis. Contre les partisans des « petits noyaux durs et solides », il écrit que les événements récents ont confirmé l'opinion qu'il avait toujours défendue, « à savoir que la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne (...) était encore plus près qu'aucun autre parti du parti dont le prolétariat révolutionnaire a besoin pour triompher »⁷². Il en voit la preuve non seulement dans la continuité entre la « social-démocratie révolutionnaire » et Spartakus qui a donné naissance au parti communiste allemand, mais dans l'évolution interne du parti de masses qu'est le parti indépendant :

« Aujourd'hui, en 1920, après toutes les faillites et les crises honteuses de la guerre et des premières années qui l'ont suivie, il est clair que, de tous les partis d'Occident, c'est précisément la social-démocratie révolutionnaire d'Allemagne qui a donné les meilleurs chefs, qui s'est guérie, qui a repris ses forces avant les autres. On le voit aussi bien pour le parti spartakiste et pour *l'aile gauche du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne* qui mène une lutte sans défaillance contre l'opportunisme et la faiblesse des Kautsky, des Hilferding, des Ledebour et des Crispian »⁷³.

En 1919, pourtant, Lénine était loin de porter une appréciation aussi favorable sur l'aile gauche du parti indépendant. Dans un article consacré à la conférence de Berne, il s'en était pris avec vigueur à son porte-parole, Däumig, qu'il avait accusé de « byzantinisme », de « servilité à l'égard des préjugés philistins de la petite bourgeoisie », dont il disait que le « gauchisme » ne « valait pas un liard », qu'il était un « parti bourgeois couard » et un « geignard réactionnaire »⁷⁴. C'est la même méfiance qui semble inspirer l'attitude de Radek avant le congrès de Leipzig.

Le développement de la gauche du parti indépendant pendant l'année 1919, le ralliement du parti au principe de la dictature du prolétariat, la décision de Leipzig concernant l'Internationale, avaient infléchi l'attitude des dirigeants de l'exécutif sans pour autant modifier leur attitude fondamentale à l'égard des dirigeants du centre et de la droite: il s'agit pour eux désormais de gagner la majorité des travailleurs qui suivent le parti indépendant à une adhésion à l'Internationale communiste qui ne saurait qu'avoir des conséquences importantes sur ce parti lui-même. Dès le lendemain du congrès de Leipzig, Radek, à la veille de son retour en Russie, a une discussion officielle avec l'exécutif indépendant sur les perspectives d'adhésion⁷⁵. Le 15 décembre, Crispian, au nom du parti, s'adresse à l'exécutif de l'Internationale en même temps qu'aux partis socialistes d'Europe hostiles à la II^e Internationale, en leur proposant l'organisation d'une conférence internationale qui pourrait se tenir en Allemagne ou en Autriche⁷⁶. Ainsi s'esquisse l'application de la tactique élaborée par les dirigeants indépendants : tout faire pour n'être pas seuls en face des Russes.

Les réactions des différents organismes de l'Internationale sont révélatrices d'un certain manque d'homogénéité. Le secrétariat d'Europe occidentale — dont le siège est à Berlin — est le premier à répondre, de façon brutale et comme si le congrès de Leipzig ne constituait pas un élément nouveau. Il signifie aux indépendants qu'ils ont encore à faire la preuve qu'ils sont révolutionnaires, et il se refuse à toute discussion avec des partis qui comptent encore dans leurs rangs des « social-patriotes »; il déclare ne pouvoir envisager avec le parti indépendant que des négociations publiques, à travers lesquelles il est clair qu'il entend mener une lutte politique impitoyable⁷⁷.

71 *Ibidem*, p. 40.

72 *Œuvres*, t. XXX, p 28.

73 *Ibidem*.

74 *Œuvres*, t. XIX, p. 400.

75 D'après *Freiheit*, 25 juin 1920.

76 Texte dans *Freiheit*, 2 janvier 1920.

77 *Spartakus*, n° 5/6, janvier 1920.

La réponse de l'exécutif en date du 5 février est bien plus positive⁷⁸. Sans doute ce texte, signé de Zinoviev, constitue-t-il pour une bonne part un réquisitoire sévère contre la direction du parti indépendant, dont la politique a été « une oscillation continuelle entre la trahison ouverte du type Noske et la voie du prolétariat révolutionnaire ». Sans doute Zinoviev lance-t-il contre les indépendants bien des accusations, comme celles d'entretenir dans les masses des illusions parlementaires, d'effrayer les travailleurs allemands et de les prévenir contre la révolution prolétarienne en dénonçant la terreur en Russie soviétique, de négliger la lutte antimilitariste et de n'avoir admis que du bout des lèvres la dictature du prolétariat. Comme le secrétariat d'Europe occidentale, l'exécutif reproche aux dirigeants indépendants les relations qu'ils maintiennent avec des partis social-démocrates, leur refus de soutenir les luttes des peuples coloniaux, la présence dans les rangs de leur parti d'un Kautsky, adversaire déclaré du bolchevisme, et surtout, en ouvrant des pourparlers simultanés avec l'I.C. et tous les partis centristes, de « saboter les décisions du congrès de Leipzig »⁷⁹. L'appel qu'il lance « aux ouvriers allemands conscients » pour débattre de cette réponse « dans des assemblées ouvrières publiques » et exiger « des dirigeants du parti indépendant des réponses claires et précises », constitue à l'évidence une invitation à la lutte fractionnelle et à l'organisation, de l'extérieur, d'une pression avec une scission en perspective. Mais il ne rompt pas pour autant les ponts et se déclare prêt à recevoir à Moscou les représentants des partis, quels qu'ils soient, « qui se déclarent prêts à rompre définitivement avec la II^e Internationale ». Il laisse même entrevoir l'étendue des concessions possibles de sa part en précisant :

« Le comité exécutif a pleinement conscience qu'il est nécessaire, à cause des caractères complexes et spécifiques des développements révolutionnaires, de tenir compte de toutes les particularités. Nous sommes entièrement disposés à élargir la III^e Internationale, à prendre en considération l'expérience du mouvement prolétarien dans tous les pays, à améliorer et élargir l'expérience du mouvement prolétarien dans tous les pays, à améliorer et élargir le programme de la III^e Internationale sur la base de la théorie marxiste et de l'expérience de la lutte révolutionnaire dans le monde entier »⁸⁰.

Les choses, pourtant, vont en rester là pendant des mois, résultat d'une partie de cache-cache où le parti indépendant proclame qu'il n'a pas reçu de réponse de l'exécutif à sa lettre du 15 décembre et réclame en vain, après avoir pris la décision de principe d'envoyer une délégation à Moscou, l'adresse à laquelle il peut joindre l'intermédiaire que constitue pour lui, dans les négociations avec l'exécutif, le secrétariat d'Europe occidentale⁸¹. Quand les négociations reprennent, bien des événements se sont produits, le putsch de Kapp et la riposte ouvrière, la revanche de la Reichswehr, les élections générales et, au début d'avril, la fondation du parti gauchiste, le K.A.P.D.⁸², qui va compliquer la tâche des négociateurs communistes, même si, en définitive, elle lève une hypothèque réelle sur les rapports entre le K.P.D. (S) et les indépendants⁸³.

Début avril en effet, Michel Borodine se présente au local central du parti social-démocrate indépendant : il est envoyé par l'exécutif de l'Internationale et porteur d'une lettre d'introduction du secrétariat d'Europe occidentale ainsi que de la lettre de Zinoviev en date du 5 février⁸⁴. Les dirigeants indépendants s'étonnent de la lenteur de la transmission de ce document, qu'ils ne publieront pourtant eux-mêmes qu'à partir du 20 mai — et pas dans toute leur presse⁸⁵ —, alors que le K.P.D. (S) le rend public à partir du 23 avril⁸⁶. L'entretien entre Crispin et Borodine se borne à des questions posées par le dirigeant indépendant, qui proteste de la bonne foi de ses camarades et réitère sa proposition d'envoyer, dès la fin de la campagne électorale, une délégation pour ouvrir directement des négociations à Moscou⁸⁷. La presse communiste fait maintenant directement campagne pour l'adhésion des indépendants à l'Internationale⁸⁸. L'aile gauche indépendante prend des positions de combat, et Wilhelm Herzog titre son éditorial dans *Forum* : « De Leipzig à Moscou. Clarté à tout prix ! »⁸⁹ Il se met d'ailleurs à cette époque d'accord avec Borodine pour faire à Moscou un séjour qui va lui valoir de virulentes attaques de la part de *Freiheit*⁹⁰. Les conversations directes se poursuivent à Berlin à partir du 30 avril, avec la venue d'Alexandre Chliapnikov, qui est invité le 7 mai à une session de l'exécutif indépendant : il y dément catégoriquement que l'Internationale fasse de l'exclusion de quelque indépendant de droite que ce soit une condition d'ouverture des pourparlers pour l'adhésion, et qu'une fusion avec le K.D.P. (S) constitue en quoi que ce soit un préalable à l'adhésion à l'Internationale, comme le suggère Crispin⁹¹.

Tout, dès lors, s'accélère : à la pression en coulisses et la main tendue pour des négociations, s'ajoute la pression publique de l'Internationale sur les militants du parti indépendant à travers la presse et les militants communistes. Radek, en sa qualité de secrétaire de l'Internationale, s'adresse « à l'U.S.P. »⁹², s'étonne du silence de ses dirigeants, qui n'ont pas répondu à la lettre

78 *Die Rote Fahne*, 23, 26, 27, 28 avril 1920.

79 Dès le 20 décembre 1919, Däumig, dans *Freiheit*, avait souligné l'hostilité manifeste de la presse de son parti et ses comptes rendus mal-honnêtes, malveillants et incomplets sur le congrès de Leipzig.

80 *Die Rote Fahne*, 28 avril 1920.

81 *Freiheit*, 26 juin 1920.

82 Voir chap. XVIII.

83 La droite indépendante va affirmer qu'il s'agit d'un « élément nouveau » dans la situation, mais la gauche voit s'éloigner ainsi ses adversaires les plus farouches du côté communiste.

84 *Freiheit*, 26 juin 1920.

85 *Ibidem*. La direction du parti indépendant invoque les nécessités de la campagne électorale et le « manque de papier ».

86 Voir plus haut, note 78.

87 Compte rendu sténographique de ces conversations, *Freiheit*, 26 juin 1920.

88 Les documents apportés par Borodine sont publiés dans les journaux du K.P.D.(S) et les indépendants accusés de les dissimuler.

89 *Forum*, n° 7, avril 1920, pp. 481-484, précédant la lettre de Zinoviev du 5 février.

90 Il séjournera en Union soviétique de mai à août 1920. Dossier des attaques de *Freiheit*, de la correspondance de Borodine, Radek et lui-même dans « Die Wut des Hilfergendinges », *Forum*, n° 11, avril 1920, pp. 866-870.

91 *Freiheit*, 26 juin 1920.

92 *Die Rote Fahne*, 12 juin.

du 5 février, proteste contre le fait qu'ils ne l'ont pas publiée, pas plus d'ailleurs que leur propre réponse⁹³, et réitère la proposition d'envoi d'une délégation à Moscou en vue de négociations directes, ce qui constituerait pour lui le test de la sincérité des dirigeants indépendants⁹⁴. L'exécutif indépendant répond télégraphiquement qu'il est d'accord pour envoyer des délégués à Moscou. Le 9 juin, il apprend par le secrétariat d'Europe occidentale l'ordre du jour du 2^e congrès mondial auquel il est invité à envoyer des délégués, ce qu'il fait dans ses sessions des 11 et 19 juin⁹⁵.

On avait été tout près de la rupture et, en ce même mois de juin, une lettre de l'exécutif, signée non seulement de Zinoviev et de Radek, mais de Lénine lui-même et des autres dirigeants russes⁹⁶, réitérait l'accusation de sabotage des décisions de Leipzig par les dirigeants indépendants, affirmant à l'adresse des militants :

« Leur attitude montre combien nous avons raison quand nous affirmions que votre admission dans la III^e Internationale n'était possible que par-dessus la tête de nos dirigeants »⁹⁷.

L'appel ainsi lancé aux militants, organisations locales et régionales du parti indépendant à se réunir pour élire directement des délégués qui les représenteraient à Moscou signifiait de la part de l'exécutif le choix de la route de la scission préalable, la moins sûre et assurément la plus coûteuse : la désignation par le parti indépendant de quatre délégués officiels, Crispin et Dittmann d'une part, Stoecker et Däumig de l'autre, laisse ouvertes toutes les possibilités. Mais il est clair que, de son côté, le K.P.D. (S) a des positions dures, puisque son comité central décide, le 17 juin, d'exiger du parti indépendant, au cas où il accepterait les conditions d'admission, de donner la preuve de sa volonté révolutionnaire en excluant ses dirigeants de droite⁹⁸. Il affirme en même temps sa détermination de s'opposer à toute admission, sous quelque forme que ce soit, du K.A.P.D. dans l'Internationale :

« Il n'y a pas en Allemagne de place pour deux partis communistes »⁹⁹.

La question du K.A.P.D. provoque en effet au sein du mouvement communiste des hésitations analogues. Là aussi, les réactions du secrétariat d'Europe occidentale ne sont pas identiques à celles de l'exécutif. Le premier a, dès le 18 avril, porté sévère condamnation contre les scissionnistes, qu'il accuse formellement d'être liés aux défenseurs de la théorie du « national-bolchevisme » et d'avoir eu des contacts avec certains agents des putschistes de Kapp pendant les événements de mars, où ils ont en outre développé des thèmes aventuristes et prôné terrorisme et sabotage¹⁰⁰. Il conteste la prétention du nouveau parti à être membre de la III^e Internationale, alors qu'il s'arroge le droit d'attaquer violemment les partis qui y ont déjà adhéré¹⁰¹. C'est une fin de non-recevoir.

Le communiqué du 3 juin, de l'exécutif, laisse en revanche la porte ouverte au retour des scissionnistes et à leur affiliation à l'Internationale¹⁰². Une lettre ouverte, en date du 2 juillet, adressée par l'exécutif « aux membres du K.A.P.D. », s'en explique¹⁰³. S'adressant « aux ouvriers révolutionnaires » de ce parti, l'exécutif rappelle que la scission ne s'imposait pas selon lui et que la réunification demeure possible, si le K.A.P.D. la désire réellement. Mais il estime nécessaire que soient données des garanties de ses intentions, qui pourraient être constituées au minimum par l'exclusion de Wolffheim et Laufenberg et des tenants du « national-bolchevisme » compromis en mars avec les militaires¹⁰⁴, ainsi que celle d'Otto Rühle, qui se comporte en ennemi ouvert de la révolution russe et du parti bolchevique¹⁰⁵. Il rappelle les positions de l'Internationale en faveur de la participation aux élections et au travail militant dans les syndicats, affirme son accord de principe avec le K.P.D. (S), dont il souligne une fois encore qu'il est le seul parti allemand membre de l'Internationale. Il rappelle toutefois qu'il est en « désaccord total » avec les raisons données par la direction du K.P.D. (S) pour sa déclaration d'opposition loyale, et admet que « la centrale de Spartakus n'a pas toujours été ni assez prudente ni assez patiente dans sa lutte contre les éléments de l'opposition »¹⁰⁶. Il fait enfin des propositions concrètes en vue de la réunification : la formation d'un bureau paritaire K.P.D. (S) - K.A.P.D. sous la présidence d'un représentant de l'exécutif, et l'envoi au 2^e congrès mondial d'une délégation du K.A.P.D.¹⁰⁷.

93 Elle sera publiée dans *Freiheit* à partir du 11 juillet.

94 Voir *Freiheit*, 31 mai 1920.

95 *Freiheit*, 27 juin 1920.

96 Texte, non daté, dans *Manifest Richtlinien ...*, pp. 322-325 sous le titre « An alle Orts — und Landesorganisationen der U. S. P. D. .. an alle Arbeiter, die Mitglieder der U. S. P. D. sind ».

97 *Ibidem*, p. 324.

98 *Die Rote Fahne*, 24 juin 1920.

99 *Ibidem*.

100 Les Hambourgeois sont évidemment les premiers visés. Wolffheim pour ses contacts avec les officiers du général von Lettow-Vorbeck (selon une déclaration de Brandler à O. E. Schüddekopf, *Linken Leute von Rechts*, p. 433, il aurait même été secrétaire du général), mais aussi Laufenberg qui, avec Wolffheim, aurait rencontré Reventlow à la veille du putsch (*Ibidem*, p. 435). Parmi les autres dirigeants du K. A. P. D. accusés de tels contacts se trouve l'ouvrier berlinois Fritz Rasch : *Freiheit* publiera (10 juin 1920) une lettre d'un des collaborateurs de Kapp parlant de ses conversations avec les « kappistes » (lettre de von Weimburg, du 14 mars 1920), déclarant que le général von Falkenhausen « n'est pas opposé aux conversations avec M. Rasch ». Rasch démentira (*Die Rote Fahne*, 16 juin 1920, d'après K. A. Z.).

101 *Die Rote Fahne*, 22 avril 1920.

102 *Ibidem*, 15 juin 1920.

103 *Ibidem*, 13, 14, 16, 17, 20 et 21 juillet 1920.

104 *Ibidem*, 17 juillet 1920.

105 *Ibidem*, 20 juillet 1920. Otto Rühle est en Russie depuis la fin du mois de mai (Bock, *op. cit.*, p. 255).

106 *Die Rote Fahne*, 21 juillet 1920.

107 *Ibidem*. Merges est déjà parti pour Moscou avec le mandat d'y représenter, avec Rühle, le K. A. P. D. dans des négociations qui commencent le 19 juillet (Bock, *Ibidem*).

C'est donc au 2^e congrès que va revenir la tâche de régler le problème de la réunification des communistes allemands et, à travers l'adhésion à l'Internationale communiste de tout ou partie des masses du parti indépendant, de réaliser un pas important dans la voie de la construction en Allemagne d'un « parti communiste de masses ». La besogne n'est pas facile et l'exécutif désire de toute évidence une unification totale dans laquelle l'esprit révolutionnaire et combatif du K.A.P.D. viendrait corriger les tendances opportunistes que véhicule le parti social-démocrate indépendant et le penchant à la passivité de la direction du K.P.D. (S).

XXI. Les grandes espérances de 1920

Le 1^{er} congrès de l'Internationale n'avait comporté qu'une participation réduite de délégués non russes, pour la plupart sans mandat. Le 2^e congrès, lui, voit un afflux de délégués étrangers. Depuis quelques mois, le courant en faveur de l'adhésion à la III^e Internationale gagne du terrain dans tous les partis socialistes du monde. Les partis norvégien et italien ont déjà donné leur adhésion ; des partis de masse aussi importants que le parti socialiste français et le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne frappent à la porte de l'Internationale, dont l'attraction s'exerce également sur les troupes syndicalistes, comme les I.W.W. d'Amérique, et les organisations syndicales de masse comme la C.N.T. espagnole. Cette situation politique se double, en ces derniers mois de la guerre civile, d'une situation militaire favorable. A la fin du mois d'avril 1920, le gouvernement polonais du maréchal Pilsudski a attaqué la Russie soviétique, relançant la guerre civile que le baron Wrangel soutenu et financé par le gouvernement français, conduit dans le sud-ouest du territoire russe. Le gouvernement bolchevique a d'abord redouté une offensive générale de l'Entente relayant l'offensive polonaise, et Radek a averti la centrale du K.P.D. (S) que le conflit polono-russe ouvrait des perspectives nouvelles : le 18 mai, un manifeste de l'exécutif a lancé un appel au prolétariat mondial pour la défense par tous les moyens de la Russie soviétique contre « la Pologne blanche ». Mais, en juillet, la guerre a pris un tour surprenant pour beaucoup : l'armée rouge sous le commandement de Michel Toukhatchevski a mis en déroute l'armée polonaise et, à son tour, elle contre-attaque, marchant sur Varsovie.

Un congrès optimiste.

Lors de la séance d'ouverture du congrès, le 19 juillet, Zinoviev est solennel :

« Le 2^e congrès de l'Internationale est entré dans l'Histoire au moment même où il s'ouvrait. Souvenez-vous de ce jour. Sachez qu'il est la récompense de toutes nos privations, de notre lutte hardie et décidée. Dites et expliquez à vos enfants sa signification. Gardez dans vos cœurs l'empreinte de cette heure »¹.

Il racontera plus tard :

« Il y avait dans la salle du congrès une grande carte où l'on marquait tous les jours les positions de nos armées. Les délégués, tous les matins, la regardaient avec un intérêt renouvelé. C'était une sorte de symbole : les meilleurs représentants du prolétariat international (...) suivaient chaque avance de nos armées, et tous comprenaient parfaitement que, si les objectifs militaires de notre armée se réalisaient, cela signifierait une immense accélération de la révolution prolétarienne internationale »².

Délégués étrangers et dirigeants russes sont d'accord sur ce point. Au cours de la discussion d'un appel rédigé par Paul Levi et adressé au prolétariat mondial au sujet de la guerre de Pologne, Ernst Däumig, l'un des quatre délégués du parti social-démocrate indépendant allemand, s'écrit :

« Toute avance d'un kilomètre réalisée par l'armée rouge (...) est un pas vers la révolution en Allemagne »³.

Des modifications de dernière minute aux projets de texte sont opérées par les Russes eux-mêmes pour tenir compte de ce qu'ils considèrent comme une conjoncture nouvelle. C'est ainsi que le projet de résolution sur les tâches rédigé par Lénine le 4 juillet comprenant la phrase :

« La tâche actuelle des partis communistes *n'est pas d'accélérer la révolution*, mais d'accélérer la préparation du prolétariat »⁴.

devient dans le texte soumis finalement par lui au congrès :

« La tâche actuelle des partis communistes *est maintenant d'accélérer la révolution*, sans la provoquer par des moyens artificiels avant qu'ait pu être réalisée la préparation adéquate »⁵.

Tout semble prouver aux révolutionnaires que la vague révolutionnaire de l'après-guerre, jusque-là confinée dans les pays vaincus, est en train de s'étendre aux pays vainqueurs, France, Grande-Bretagne, Italie. Dans cette optique, la construction de véritables partis communistes devient plus urgente encore. Pour une révolution qui vient, il faut, très vite, une organisation, un instrument, une direction. Lénine écrit :

« La II^e Internationale est définitivement battue. Les partis intermédiaires et les groupes du « centre », voyant que la situation est tout à fait désespérée, tentent de s'appuyer sur l'Internationale communiste qui se renforce de plus en plus; ils espèrent toutefois conserver une « autonomie » qui leur permettrait de poursuivre leur ancienne politique opportuniste ou centriste. L'Internationale communiste est jusqu'à un certain point à la mode. Le désir de certains dirigeants du « centre » d'adhérer maintenant à la III^e Internationale prouve indirectement que l'Internationale

1 *Protokoll des II ...*, p. 14.

2 Compte rendu sténographique du 10^e congrès du P.C.R. (b), p. 271, cité par E. H. Carr, *Bolshevik Revolution*. t. III. p. 188.

3 *Protokoll des II ...*, p. 370.

4 *Œuvres*, t. XXXI, p. 191.

5 *Protokoll des II ...*, pp. 751-752. E. Meyer précise devant le congrès du K. P. D. que ce tournant a été dicté par « la situation de crise révolutionnaire créée par l'offensive contre Varsovie » (*Bericht 5 ...*, p. 118).

communiste a gagné la sympathie de l'immense majorité des ouvriers conscients du monde entier, et devient une puissance de jour en jour croissante »⁶.

Les demandes d'adhésion des partis centristes à l'Internationale doivent donc être examinées avec la plus grande circonspection. S'ils étaient en effet acceptés sans conditions, ce serait avec, à leur tête, des dirigeants opportunistes dont les bolcheviks pensent qu'on ne saurait attendre que le « sabotage actif de la révolution », comme l'ont démontré les expériences hongroise et allemande. Le temps manque pour les éliminer par une lutte politique de l'intérieur. Il faut donc se prémunir contre les dangers qu'ils peuvent introduire dans l'Internationale, « mettre une serrure (...), une garde solide à la porte », comme dit Zinoviev⁷.

Ce souci, et celui de concentrer en quelques formules l'expérience des luttes du parti bolchevique et d'en faire l'instrument d'une clarification politique à l'occasion de l'adhésion des partis à l'Internationale, conduisent les communistes russes à proposer au 2^e congrès dix-neuf conditions d'admission des groupes et partis au sein de l'Internationale communiste, adressées tant aux partis membres qu'aux partis candidats à l'admission, qu'il s'agisse de partis de type « centriste » comme l'U.S.P.D., contenant encore de forts courants social-démocrates, ou de partis de type gauchiste comme le K.A.P.D. Les dix-neuf conditions⁸, que le congrès modifiera pour en faire en définitive les célèbres « vingt et une conditions », expriment ainsi la conception bolchevique du parti communiste.

Le premier devoir des communistes est de donner à leur agitation et leur propagande quotidiennes un « caractère effectivement communiste » : l'objectif de la dictature du prolétariat, qui est celui des partis communistes, doit être présenté aux masses ouvrières de façon que « sa nécessité découle des faits de la vie quotidienne notés au jour le jour »⁹. Il faut *écarter* (le verbe est souligné dans le projet) systématiquement des postes responsables des éléments réformistes ou centristes, mettre partout à leur place des communistes éprouvés, des ouvriers que l'on sort du rang, si nécessaire, pour les remplacer.

L'activité des communistes ne peut se contenter de se déployer dans le cadre autorisé par la légalité bourgeoise :

« Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classes entre dans la phase de la guerre civile. Dans ces conditions, les communistes ne peuvent pas se fier à la légalité bourgeoise. Ils doivent créer *partout* une organisation parallèle illégale qui puisse, au moment décisif, aider le parti à remplir son devoir envers la révolution »¹⁰.

Dans cet ordre d'idées, les communistes doivent conduire systématiquement agitation et propagande à l'intérieur de l'armée et y créer des cellules communistes : le refus de mener un tel travail — en partie illégal — est considéré comme incompatible avec l'appartenance à l'Internationale. Toujours dans la perspective de la prise du pouvoir prochaine, les partis communistes doivent déployer une agitation systématique et régulière en direction des travailleurs des campagnes, en s'appuyant sur des ouvriers avant conservé des attaches rurales.

L'une des obligations les plus impérieuses consiste en la rupture déterminée avec le social-patriotisme des réformistes comme avec le social-pacifisme des centristes. Les communistes doivent démontrer systématiquement aux ouvriers que, « sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, aucune cour internationale d'arbitrage, aucun débat sur la réduction des armements, aucune réorganisation « démocratique » de la Société des nations ne sauraient sauver l'humanité de nouvelles guerres impérialistes »¹¹. La rupture avec réformistes et centristes doit être réalisée dans tous les partis : « L'Internationale l'exige absolument et sous forme d'ultimatum », ce qui signifie notamment l'expulsion des rangs des partis adhérents de personnalités réformistes notoires comme l'Italien Turati. De même, les partis communistes doivent lutter contre les entreprises impérialistes de leurs propres bourgeoisies, « soutenir, non en paroles, mais par des actes, tout mouvement de libération dans les colonies »¹².

La neuvième condition reprend les thèmes développés au cours de la polémique contre les gauchistes en faisant aux partis une obligation du travail au sein des syndicats, la garantie étant constituée sur ce plan par la constitution de cellules « entièrement subordonnées au parti dans son ensemble » à l'intérieur des syndicats. Ce sont ces « cellules » — on dira plus tard ces « fractions » — qui, « par un travail constant et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme », « démasquer la trahison des social-patriotes et les hésitations du centre ». De la même façon, les communistes doivent utiliser les parlements bourgeois comme tribunes d'agitation révolutionnaire, mais doivent en même temps revoir la composition des groupes parlementaires en les épurant et en les subordonnant étroitement aux comités centraux. Au sein des syndicats, ils doivent lutter contre « l'Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam », s'efforcer d'obtenir la rupture des syndicats avec elle et le renforcement de ce que le texte de la résolution appelle « le rassemblement international en voie de réalisation des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste »¹³. Chaque comité central doit se subordonner les services d'édition et de presse du parti.

En matière d'organisation, les partis communistes doivent être organisés conformément au principe du centralisme démocratique, et la treizième condition précise :

« Dans la période actuelle de guerre civile exacerbée, un parti communiste ne saurait faire son devoir que s'il est

6 *Œuvres*, t. XXXI, pp. 210-211.

7 *Protokoll des II...*, p. 696.

8 D'après le texte publié dans *Œuvres*, t. XXXI, pp. 210-215.

9 *Ibidem*, p. 211.

10 *Ibidem*, p. 212.

11 *Ibidem*, p. 213.

12 *Ibidem*, p. 214.

13 *Ibidem*.

organisé de la manière la plus centralisée, que s'il y règne une discipline de fer confinant à la discipline militaire »⁽¹³⁾.

Il appartient d'ailleurs sur ce terrain à la direction des partis communistes de veiller à l'intégrité de ses rangs en y faisant procéder à une épuration périodique qui permettra, dans les cas des partis ayant une activité légale, l'élimination systématique des membres douteux.

La quinzième condition précise qu'il est du devoir des partis communistes de « soutenir sans réserve toute république soviétique dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires¹⁴ ».

Les quatre dernières conditions précisent les obligations qui devraient peser dans l'immédiat sur les partis adhérents ou désireux d'adhérer à l'Internationale : obligation de réviser leurs anciens programmes conformément aux conditions nationales et aux décisions de l'Internationale ; ratification de ces révisions par l'exécutif ; caractère rigoureusement obligatoire des décisions du congrès mondial et de l'exécutif ; obligation, pour tout parti désireux d'adhérer, de prendre le nom de « parti communiste », « (section de la III^e Internationale communiste) », afin de faire apparaître clairement la différence entre les partis communistes et les anciens partis « socialistes » ou « social-démocrates » qui ont trahi la classe ouvrière ; obligation enfin pour tous ces partis de convoquer leur congrès dès la fin du congrès mondial, afin de ratifier les conditions posées¹⁵.

Telles quelles, ces conditions, que le congrès renforcera encore, sont draconiennes. Pour tous les partis d'origine social-démocrate ou centriste, qu'ils soient ou non dans l'Internationale, comme pour les groupements gauchistes qui aspirent à y entrer ou à y demeurer, elles impliquent à bref délai une scission, et les dirigeants bolcheviques en ont conscience. Trotsky le proclame :

« Il est hors de doute que le prolétariat serait au pouvoir dans tous les pays s'il n'y avait entre eux (les partis communistes) et les masses, entre la masse révolutionnaire et l'avant-garde, une machine puissante et complexe, les partis de la II^e Internationale et les syndicats qui, à l'époque de la décomposition et de la mort de la bourgeoisie, ont mis leur appareil à son service. (...) A partir de maintenant, à partir de ce congrès, la scission de la classe ouvrière va s'accélérer dix fois : programme contre programme, tactique contre tactique, méthode contre méthode »¹⁶.

Aucun d'entre eux, sans doute, ne sous-estime les conséquences négatives de toute scission du mouvement ouvrier, mais, persuadés qu'ils sont que le monde est dans une phase de « guerre civile exacerbée » et que le moment de la prise du pouvoir est proche, au moins dans les pays les plus avancés, ils se décident pour l'application de ces conditions sans véritable discussion préalable.

Le K.A.P.D. et les conditions d'admission.

La première conséquence de l'élaboration des conditions d'admission élaborées dans le parti russe va être une sérieuse détérioration des relations entre l'exécutif et le K.A.P.D. A la fin du mois de mai, sans nouvelles d'Appel et Jung ni des négociations qui se déroulent à Moscou, le K.A.P.D. a décidé d'envoyer Otto Rühle comme délégué au 2^e congrès : il sera suivi dans son voyage clandestin, début juillet, par August Merges¹⁷.

Otto Rühle, que son évolution idéologique est en train d'éloigner du communisme, et qui a été hostile par principe, dès le départ, à la fondation du K.A.P.D. comme « parti », réagit très mal au contact des réalités russes en pleine dictature du communisme de guerre. Frappé par ce qu'il considère comme des pratiques « ultra-centralistes », il juge absurde et néfaste la volonté des soviétiques d'appliquer un tel système aux partis communistes et à l'Internationale elle-même. Merges et lui-même prennent nettement position contre les conditions d'admission, qu'ils jugent inadmissibles parce qu'entachées à la fois d'opportunisme et de centralisme. Ils les considèrent comme la répétition à peine modifiée des thèses de la centrale au congrès du K.P.D. (S.) à Heidelberg — origine de la scission allemande —, ce que Rühle exprime en ces termes :

« Elles étaient maintenant un peu amplifiées, un peu plus frisées sur le plan de la théorie, et considérablement aggravées sur le plan centralisme et dictature »¹⁸.

Devant l'opposition manifestée par les deux délégués du K.A.P.D., Radek dit qu'il ne saurait être question de les admettre au congrès. Lénine et Zinoviev ayant confirmé ce point de vue, Rühle et Merges quittent Moscou et reprennent le chemin de l'Allemagne¹⁹. Cet échec ne fait pas l'affaire des bolcheviks et des membres de l'exécutif, pour qui la présence des gauchistes serait précieuse au moment où il s'agit de discuter serré avec des éléments centristes aux tendances droitières. Un exécutif qui se tient au lendemain du départ des deux délégués des gauchistes allemands décide de leur faire une proposition de conciliation en leur offrant la participation au congrès non comme délégués à part entière mais comme délégués à titre consultatif. Les deux représentants du K.A.P.D. reçoivent la proposition sur le chemin du retour, alors qu'ils n'ont pas encore quitté la Russie soviétique, mais ils la repoussent, d'un commun accord, et poursuivent leur voyage²⁰, solution heureuse, en

(13) *Ibidem*, p. 215.

14 *Ibidem*, p. 215.

15 *Ibidem*, pp. 215-216.

16 Discours prononcé an meeting commun des délégués du congrès, des membres du soviet de Moscou, des représentants des syndicats et des comités d'usine le 7 août 1920, traduit par J. Degras, *Communist International*, t. I, p. 110.

17 Bock, *op. cit.*, pp. 254-255.

18 *Ibidem*, p. 255.

19 *Ibidem*, p. 255.

20 *Ibidem*.

définitive, pour l'exécutif, puisque, on le verra, la délégation du K.P.D. (S), mise devant le fait accompli de l'invitation faite au K.A.P.D., avait pour sa part décidé qu'elle quitterait le congrès au cas où Merges et Rühle, ou tout autre responsable du K.A.P.D., y participerait, fût-ce à titre consultatif²¹!

Les indépendants et les conditions d'admission.

La bataille autour des conditions d'admission se livre principalement au cours des débats avec les délégués des indépendants allemands, que les Russes, épaulés par les délégués communistes étrangers, s'efforcent de convaincre — et de contraindre, si nécessaire —, afin de mieux préparer la décision finale qui, de toute manière, appartient au congrès de leur parti. Dittmann et Crispin, qui représentent l'aile droite et l'appareil de l'U.S.P.D. sentent que, quoique la presse du parti dans son ensemble, l'appareil dans sa presque totalité, soient hostiles à l'adhésion, le courant « de gauche » grandit tous les jours, et leur impose cette négociation dans une position précaire, au sein même d'un congrès communiste international, dans la capitale de la révolution mondiale.

Dittmann se déclare d'accord avec les thèses soumises par l'exécutif au congrès, mais présente un certain nombre d'objections. La première concerne les objectifs proclamés des partis adhérant à l'Internationale. Il explique :

« Si notre parti adoptait ces thèses dans leur forme actuelle, il perdrait alors son caractère légal, et nous croyons que nous devons utiliser tous les moyens légaux pour rassembler les masses ouvrières. (...) Nous savons que la grève générale ne suffit pas pour prendre le pouvoir, que l'insurrection armée est nécessaire. Mais si nous affirmons cela ouvertement dans nos thèses, notre parti cessera du coup d'être un parti légal »²².

Protestant contre une assertion de Radek qui a dit que les dirigeants indépendants pourraient être du jour au lendemain arrêtés et fusillés, il développe :

« Nous croyons que nous devons utiliser jusqu'au bout les moyens légaux. Nous avons plus de cinquante quotidiens. Cette presse est un moyen de propagande et d'action révolutionnaire que nous devons maintenir et qui serait tout entier perdu si nous tombions dans l'illégalité. (...) Les communistes savent par expérience combien est difficile la propagande pour un parti illégal »²³.

Il élève également d'autres objections sur la question de la « centralisation » des partis et de l'Internationale :

« J'ai été de tout temps, déjà dans la vieille social-démocratie, partisan d'une forte centralisation. Mais, précisément, l'expérience de la social-démocratie bureaucratisée a détourné de la centralisation nombre d'ouvriers révolutionnaires. C'est une réaction compréhensible contre le bureaucratisme centralisé de la vieille social-démocratie. Aussi nous heurtons-nous à une tendance hostile à la centralisation du parti. Le congrès de Gotha, par exemple, a refusé le contrôle de la presse par la centrale. Cet état d'esprit ne pourra être surmonté qu'après un délai important »²⁴.

Pour sa part, Crispin se déclare d'accord avec les thèses sur quatre points essentiels : une organisation centralisée de l'Internationale, la centralisation du parti que l'U.S.P.D. doit pouvoir réaliser, la rédaction d'un programme, après qu'un congrès aura permis de réaliser la synthèse des résolutions de Leipzig et de celles de Moscou. En ce qui concerne les moyens de lutte, il déclare :

« Nous vivons dans la période de la lutte pour le pouvoir, et notre mouvement doit conserver son caractère légal. Les masses ne comprendraient pas un parti illégal. Nous ne pouvons pas nous prononcer ouvertement pour l'armement du prolétariat. (...) En revanche, un mouvement purement illégal est possible pour nous. Nous voulons employer tous les moyens pour lutter, mais nous ne pouvons le déclarer ouvertement et officiellement »²⁵.

Les délégués indépendants sont harcelés par les représentants de l'exécutif. Zinoviev leur demande s'ils croient réellement que le fait de ne pas se déclarer en faveur du travail clandestin constitue une protection vis-à-vis de la répression. Radek leur oppose qu'aucun parti qui se veut révolutionnaire ne peut se dispenser de conduire dans l'armée un travail de propagande qui nécessite un appareil illégal. Ernst Meyer se déclare sceptique quant aux affirmations de Crispin et Dittmann sur leur accord avec les thèses, et demande des garanties pour l'avenir. Zinoviev souligne que l'important n'est pas d'avoir cinquante quotidiens, mais de répandre les idées révolutionnaires, et pose aux dirigeants indépendants le problème de la rupture avec Hilferding. Le Suisse Humbert-Droz souligne les aspects internationaux du problème, le fait que des ailes de tous les partis centristes conservent le contact avec la II^e Internationale, accuse les éléments droitiers de chercher à corrompre de l'intérieur la III^e Internationale et conclut qu'il faut rendre impossible l'adhésion d'éléments opportunistes. Crispin recule, mais sans rompre, tout en laissant entrevoir une issue dans l'avenir :

« Notre parti a toujours évolué de plus en plus vers la gauche. Il s'est déjà débarrassé de ses droitiers. Bernstein a démissionné. Kautsky n'a aucune influence et ne joue plus aucun rôle dans le parti. Il est impossible de dire que Kautsky et Strobel construisent une aile droite. Ils sont seuls et isolés »²⁶.

21 *Bericht 5 ...*, pp. 27-29 et 36.

22 Compte rendu de débats de la commission sur l'adhésion de l'U. S. P. D. à l'I. C. du 25 juillet, *Die Rote Fahne*, 2 septembre 1920.

23 *Ibidem*.

24 *Ibidem*.

25 *Ibidem*.

26 *Ibidem*.

En fait, la résistance de Crispin et Dittmann à des principes que les militants communistes considèrent comme fondamentaux provoque un durcissement au sein de la commission : au paragraphe 7, elle ajoute, comme « réformistes notoires », aux noms de Turati et Modigliani, ceux de Kautsky et Hilferding notamment, et, sur proposition de Lénine lui-même, introduit l'obligation de publier dans la presse des sections les textes de l'exécutif, et la tenue d'un congrès extraordinaire qui approuve les conditions d'admission dans les quatre mois, pour les partis demandant leur adhésion²⁷.

La discussion sur les conditions d'admission se déroule au congrès les 29 et 30 juillet. Zinoviev, qui rapporte, souligne que l'Internationale, simple société de propagande, doit devenir organisation de combat, ce qui implique une rupture totale avec l'état d'esprit et les idées kautskystes²⁸. Radek prononce un réquisitoire contre la politique de l'U.S.P.D. depuis novembre 1918²⁹. Ernst Meyer s'attache plus particulièrement aux faits et gestes de sa direction depuis le congrès de Leipzig, proclame sa méfiance à l'égard de toutes les déclarations des dirigeants indépendants : c'est dans la pratique qu'un parti révolutionnaire fait ses preuves, et le parti indépendant ne pourra avoir une pratique révolutionnaire s'il ne se décide pas à se débarrasser de ses éléments opportunistes. Le représentant du K.P.D. (S) précise d'ailleurs qu'il souhaite une intervention directe de l'exécutif auprès des ouvriers indépendants afin d'organiser la scission nécessaire³⁰. Crispin et Dittmann parlent en fin de la première journée. Crispin insiste sur le fait que son parti est d'accord pour l'essentiel avec les thèses de l'Internationale, mais s'élève contre la perspective d'exclusions, source de scissions, toujours préjudiciables. Se refusant à critiquer les Russes, il conteste seulement que leur expérience ait une portée universelle, et affirme notamment que la terreur constitue une forme circonstancielle de la lutte pour le socialisme dont les pays occidentaux pourront faire l'économie³¹. Dittmann s'efforce de répondre au réquisitoire de Radek et plaide pour la direction de l'U.S.P.D. dont il affirme qu'elle a toujours été avec les masses des travailleurs allemands³².

Le lendemain, Racovski reprend le discours de Dittmann justifiant la politique de collaboration dans le gouvernement Ebert et s'écrie :

« Les indépendants allemands, malheureusement, dans la mesure où ils sont représentés ici par les camarades Dittmann et Crispin, semblent n'avoir rien oublié au cours de ces deux ou trois années mais semblent n'avoir non plus rien appris »³³.

Lénine se consacre à une critique brève mais percutante de la méthode de pensée de Dittmann et Crispin et s'efforce de démontrer qu'elle est entièrement inspirée de la méthode de Kautsky³⁴. Paul Levi reprend les termes des interventions de Crispin et Dittmann pour développer ses idées sur les relations entre parti et masses, et souligne qu'à son avis les indépendants, en cherchant à être « avec les masses », commettent sur le rôle du parti une « erreur fondamentale », le privant de ce qui est sa raison d'être, jouer le rôle de direction révolutionnaire des masses³⁵. Däumig regrette que les débats de la veille lui aient inspiré le sentiment que l'Internationale n'était encore formée que de sectes : il proteste contre la caricature faite de son parti, notamment par Radek, rappelle qu'il a toujours été formé de deux ailes nettement opposées, souligne les responsabilités passées des communistes, rappelle la fondation du K.P.D. (S) avec des éléments « indésirables », mais se prononce pourtant pour l'acceptation sans réserve des conditions d'admission, qu'il s'engage à défendre dans le parti à son retour en Allemagne³⁶. Stoecker enfin s'étonne de l'appel à la scission lancé la veille par Ernst Meyer. Il souligne, lui aussi, les points essentiels d'accord entre l'U.S.P.D. et l'Internationale et rappelle que le K.P.D. (S) a longtemps répandu en Allemagne les idées qui sont aujourd'hui celles du K.A.P.D. scissionniste. Partisan de l'acceptation des conditions d'admission, il termine par un appel à resserrer les rangs des révolutionnaires pour la lutte à mener dans quelques mois³⁷.

Les dix-neuf conditions sont devenues successivement dix-huit, par fusion de deux d'entre elles, puis vingt et une par adjonction d'additifs présentés l'un par Humbert-Droz, l'autre par Bordiga : les partis adhérents devront, dans le congrès qui ratifiera l'adhésion, élire à leur comité central, deux tiers au moins de membres s'étant prononcés pour l'adhésion à l'I.C. avant le 2^e congrès mondial, et ils devront exclure, après leur congrès, tous les adversaires des vingt et une conditions³⁸.

Désaccords en coulisse?

La question désormais posée au parti social-démocrate indépendant est dépourvue de toute ambiguïté : il doit accepter, pour prix de son admission dans l'Internationale communiste, l'exclusion de Hilferding, Kautsky et autres, ce qui signifie en fait la scission du parti, puisque Crispin et Dittmann s'y opposent. Zinoviev le leur dit d'ailleurs clairement au cours d'une ultime rencontre entre l'exécutif et les quatre délégués indépendants³⁹.

Sur ce point, Paul Levi a formulé des réserves au cours des débats en commission : partisan des conditions d'admission, qu'il

27 Ibidem.

28 *Protokoll des II...*, pp. 245-250.

29 Ibidem, pp. 256-261.

30 Ibidem, pp. 293-298.

31 Ibidem, pp. 310-320.

32 Ibidem, pp. 320-329.

33 Ibidem, p. 334.

34 Ibidem, pp. 346-353.

35 Ibidem, pp. 353-362.

36 Ibidem, pp. 366-373.

37 Ibidem, pp. 374-382.

38 Ibidem, pp. 742-745. Il est intéressant de relever le rôle joué par Bordiga, l'un des plus notoires représentants du courant gauchiste dans l'Internationale.

39 Compte rendu de l'entretien du 10 août, *Die Rote Fahne*, 10 octobre 1920.

vote avec l'écrasante majorité des délégués au congrès, il souligne à huis clos qu'il lui semble important d'éviter de prendre des mesures d'organisation susceptibles de revêtir un caractère vexatoire. La lutte qui commence, dans le monde entier, au sein des partis ouvriers et socialistes sur la question de l'adhésion à l'Internationale communiste, va être une lutte sans merci. Les communistes ont intérêt à ce qu'elle apparaisse clairement comme une lutte politique. Inclure dans les conditions d'admission des clauses concernant l'organisation risque de laisser dévier cette lutte « vers le terrain de l'organisation, donnant aux « bonzes » l'occasion qu'ils souhaitent de se déchaîner sur ce terrain et de taire les aspects politiques ». Il est donc d'avis de rejeter au second plan les problèmes touchant les statuts et autres points d'organisation, et de concentrer tous les efforts pour « mettre au premier plan les conditions politiques à remplir »⁴⁰. Il est clair qu'il redoute pour l'Allemagne l'exploitation que ne manqueront pas de faire, des conditions qui les visent, les Hilferding soutenus par Crispian et Dittmann : le résultat pourrait être de maintenir hors de l'Internationale et du futur parti allemand unifié une importante fraction des ouvriers révolutionnaires à qui ces problèmes masquaient les options politiques essentielles. Le dirigeant de la centrale allemande ne semble pas partager entièrement l'optimisme de la majorité du congrès sur les perspectives révolutionnaires en Europe : il insiste sur la nécessité d'épurer les partis adhérents par le moyen d'une large discussion politique ; en effet, il n'y a pas urgence, la révolution n'étant pas pour demain. En commission, il défend l'ancien texte de Lénine contre la nouvelle rédaction proposée⁴¹. Il mécontente Lénine et la presque totalité des délégués en manifestant une pessimiste prudence au sujet d'un soulèvement possible des travailleurs allemands à l'approche de l'armée rouge⁴².

Il existe d'autres indices d'une tension croissante entre Levi et les dirigeants russes, particulièrement Zinoviev. Au début du congrès, elle revêt la forme d'une crise aiguë à propos de la décision de l'exécutif d'admettre le K.A.P.D. aux débats. Ce sont les dirigeants russes, soucieux d'« activer » le parti allemand, qui ont soufflé cette proposition à l'exécutif : pour eux, approche de nouveau le moment où les combattants révolutionnaires du K.A.P.D. seront précieux dans les rangs de l'Internationale. Dès leur arrivée, les délégués du K.P.D. (S) sont reçus par le bureau politique du parti russe, qu'ils s'efforcent vainement de convaincre, et ils prennent ensuite la décision d'annoncer qu'ils quitteront le congrès si les délégués du K.A.P.D. y sont admis⁴³. Ils sont soutenus par Radek, à qui cette prise de position contraire à la discipline du parti russe vaudra d'être écarté du poste de secrétaire de l'exécutif qu'il occupait depuis son retour d'Allemagne⁴⁴. L'accès de fièvre tombe brusquement, Rühle et Merges, les délégués du K.A.P.D. ayant finalement refusé de prendre part au congrès. Mais, de façon générale, l'attitude de la délégation allemande, le ton employé par Levi qui est son porte-parole, sont sévèrement jugés, tant par Boukharine qui fait contre les Allemands l'unanimité de l'exécutif, que par Rosmer qui, des années plus tard, les accusera de s'être livrés à une « manœuvre de dernière heure »⁴⁵. Les Russes — en particulier Boukharine et Zinoviev — y voient une preuve d'hostilité à leur égard, la fidélité des Allemands aux vieilles querelles et aux anciens griefs de Rosa Luxemburg et Leo Jogiches, et reprennent volontiers contre eux, au moins dans les coulloirs, les critiques déjà énoncées, soit dans le parti allemand lui-même, soit par Radek, sur le « manque de contact avec les masses », l'« antiputschisme exagéré » de la centrale, qui aboutirait à une attitude de passivité⁴⁶. Levi est le premier visé, et il devra rappeler à ceux qui le qualifient de « droitier » qu'il a été le premier dirigeant, lors du putsch de Kapp, à critiquer la passivité de la centrale du moment⁴⁷. Mais il semble avoir éprouvé beaucoup d'amertume de ces attaques et confie à ses proches qu'il commence, en effet, à se demander si Rosa Luxemburg et Leo Jogiches n'avaient pas finalement raison de s'opposer à la fondation d'une Internationale où n'existerait pas de contrepoids suffisant à l'influence des bolcheviks⁴⁸. Rien de cela cependant ne transparaît en séance et Levi est élu à l'exécutif, suppléant d'Ernst Meyer, premier élu par le congrès et qui va rester à Moscou, où il travaillera au sein du « petit bureau ».

Une autre décision du 2^e congrès aura d'importantes conséquences pour l'avenir du mouvement ouvrier allemand. La question syndicale y est, comme dit Rosmer, « longuement discutée, sans ampleur et sans profit »⁴⁹, sur la base d'un rapport de Radek, notoirement incompétent⁵⁰. La résolution, adoptée après un vif débat et malgré l'opposition des Anglais et des Américains, reprend la ligne définie auparavant par l'exécutif et résumée dans les vingt et une conditions. Quoique le congrès ne se prononce pas formellement sur la création d'une nouvelle Internationale syndicale, c'est au cours même de ses travaux que se constitue, sous la présidence de Lozovski, un « comité international provisoire » pour la convocation et la préparation d'un « congrès international des syndicats rouges » destiné à engager, à l'échelle mondiale, la lutte contre l'Internationale syndicale « jaune » d'Amsterdam. « Décision fatale », commente l'historien britannique E.-H. Carr⁵¹, prise dans la confusion en tout cas, et qui servira de prétexte aux social-démocrates pour mener à bien dans les syndicats une scission qui est souvent leur ultime recours, mais dont ils peuvent ainsi rejeter la responsabilité sur les communistes, liés, à partir de cette date, à l'Internationale syndicale rouge.

La bataille pour la majorité des indépendants.

Les débats du 2^e congrès avaient été dominés par les soucis allemands des dirigeants de l'Internationale et les vingt et une

40 Compte rendu du 2^e congrès mondial, Archives Levi, P 55/7, p. 8.

41 E. Meyer, *Die Rote Fahne*, 22 janvier 1922.

42 M. Buber-Neumann, *Von Potsdam nach Moskau*, p. 81.

43 E. Meyer, *Bericht 5...*, p. 125, 27- 28.

44 Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 116.

45 Rosmer, *op. cit.*, p. 118.

46 Meyer, *Bericht 5...*, p. 28,

47 Levi, *ibidem*, p. 35.

48 « Journal de Russie » de W. Herzog, *Forum*, V, 7 avril 1921, p. 278 ; déclarations de Brandler et Geyer à R. Lowenthal, « The Bolshevikisation of the Spartacus League », *International Communism*, St Antony's Papers, Projet n°9, p. 44.

49 Rosmer, *op. cit.*, p. 107.

50 *Protokoll des II ...*, pp. 482 sq.

51 E. H. Carr, *op. cit.*, p. 207.

conditions élaborées dans le but d'éliminer les indépendants de droite. Dans la bataille politique qui suit le 2^e congrès mondial, l'exécutif de l'Internationale voit le premier d'une série de combats pour conquérir les ouvriers adhérents des partis socialistes et centristes, étape décisive sur la voie de la construction de « partis communistes de masses ».

L'exécutif jette dans la balance tout son poids et son prestige afin de conquérir la majorité du parti indépendant, ce parti ouvrier de plus de 800 000 membres, avec ses organisations de tout type, ses cinquante-quatre quotidiens et, surtout, ses cadres ouvriers. Le problème n'est pas un problème allemand, mais un problème international, traité en quelque sorte de puissance à puissance entre le parti social-démocrate indépendant et l'Internationale, elle-même émanation du parti et de la révolution russe. Le K.P.D. (S) né de Spartakus est refoulé au second plan : ce sont les militants de la Russie d'octobre 1917 qui s'adressent directement aux indépendants allemands. C'est le problème de Moscou que posent partisans et adversaires.

La délégation des indépendants est revenue de Moscou divisée. Däumig et Stoecker se sont prononcés pour l'acceptation pure et simple des vingt et une conditions, ce qui implique une fusion à court terme avec le K.P.D. (S). Dittmann et Crispian, eux, demandent aux militants de rejeter ces conditions et, avec elles, le « centralisme » et la « dictature de Moscou ». Une conférence préparatoire au congrès montre que le parti est divisé en deux tendances sensiblement égales⁵². L'appareil dans sa quasi-totalité, la presse du parti, ses élus et une importante fraction des responsables syndicaux sont contre l'acceptation des vingt et une conditions. Mais le courant en faveur de « Moscou » est chaque jour plus fort. L'appui direct qu'il prend sur le K.P.D. (S) lui permet de réagir en rendant coup pour coup, opposant direction à direction, appareil à appareil⁵³. La droite comprend que le temps travaille pour les partisans de l'Internationale : elle accélère les préparatifs afin de mettre rapidement fin à une discussion qui l'accule à la défensive. Le congrès sera « préparé » en cinq semaines, sa date étant finalement avancée de huit jours, du 20 octobre primitivement prévu, au 12^e⁵⁴.

Le 29 septembre, le présidium de l'exécutif adresse à tous les membres du parti social-démocrate indépendant une lettre ouverte dans laquelle il dresse le bilan des pourparlers. Il explique qu'un processus de différenciation est en cours dans le monde entier au sein de tous les partis « centristes », et qu'il est du devoir de l'Internationale communiste de l'accentuer et de l'accélérer afin de libérer les militants ouvriers de ces partis de l'emprise des dirigeants réformistes. Il affirme :

« Nous ne pouvons accepter dans l'Internationale communiste tous ceux qui manifestent le désir de la rejoindre. D'une certaine façon, l'Internationale communiste est devenue une mode. Nous ne voulons pas que notre Internationale communiste ressemble à la II^e Internationale banqueroutière. Nous ouvrons largement nos portes à toute organisation révolutionnaire *prolétarienne de masse*, mais nous réfléchirons plus de dix fois avant d'ouvrir les portes de l'Internationale communiste à des nouveaux venus du camp des dirigeants petits bourgeois, bureaucrates, opportunistes comme Hilferding et Crispian »⁵⁵.

Après avoir insisté sur la nécessité de l'existence et de l'action de partis communistes puissants et centralisés capables de conduire victorieusement le prolétariat dans la guerre civile, la lettre ouverte de l'exécutif poursuit :

« Le principe du centralisme est également valable à l'échelle internationale. L'Internationale communiste sera une association centralisée d'organisations ou ne sera pas. (...) La guerre impérialiste a créé une situation dans laquelle la classe ouvrière d'aucun pays ne peut faire aucun pas sérieux en avant qui n'ait de répercussions dans le mouvement tout entier et dans la lutte de classe des ouvriers dans tous les autres pays. Toutes les questions fondamentales de notre vie se décident maintenant à l'échelle internationale. Nous avons besoin d'une Internationale qui agisse comme un état-major international des prolétaires de tous les pays. Nous ne pouvons transformer l'Internationale communiste en une simple boîte à lettres. (...) Il y a des circonstances historiques dans lesquelles la scission est le devoir sacré de tout révolutionnaire. »

Et elle conclut que les circonstances exigent précisément cette scission, « si nous voulons, au moment décisif, être fermes, unis, résolus »⁵⁶.

Dans toutes les villes d'Allemagne, les deux tendances s'affrontent passionnément. La presse communiste est le principal soutien de la gauche des indépendants, qui n'ont pour eux que quelques journaux c'est seulement le 1^{er} octobre que va paraître leur organe *Kommunistische Rundschau*. A gauche, Paul Levi dirige la bataille avec Däumig, Stoecker, Curt Geyer, Wilhelm Koenen. De l'autre côté, avec Crispian et Dittmann, le dirigeant des métaux Robert Dissmann⁵⁷, un ancien de l'aile gauche pourtant, est l'âme de la résistance. Il mobilise dans tout le parti les cadres syndicaux contre les « diviseurs » de Moscou qui, dit-il, préparent, avec leur conférence des syndicats rouges, la scission des syndicats après celle des partis.

Chacun se détermine, suivant la formule de Clara Zetkin, que la droite fait également sienne, « pour ou contre Moscou »⁵⁸.

52 E. Prager (*Geschichte der U.S.P.D.*, p. 222) affirme, lui, que l'écrasante majorité allait se prononcer pour le rejet des conditions.

53 L'argument est utilisé au maximum par la droite; les « néo-communistes », comme elle dit, agissent en traîtres au parti, en agents du K.P.D.(S). A la conférence nationale du 6 septembre, Dittmann raconte avec indignation comment il a « surpris » au Reichstag une réunion entre Levi, Gever et W. Koenen (*U. S. P.D. Protokoll des Reichskonferenz 1920*, p. 176).

54 *Freiheit*, 17 septembre 1920. La gauche vote contre et adresse à la presse une protestation, dont la publication dans *Die Rote Fahne*, le 21 septembre 1920, sera dénoncée comme une preuve de « trahison ». L'exécutif se joindra à la protestation (*Ibidem*, 30 septembre 1920).

55 *Die Rote Fahne*, 12 octobre 1920.

56 *Ibidem*. 14 octobre 1920.

57 La ligne de clivage à l'égard de Moscou passe, dans les syndicats, au milieu de l'aile gauche des indépendants. Otto Tost, Schliestedt, Ulrich, Ziska, sont avec Dissmann, contre Moscou, et recevront bientôt le renfort d'un transfuge du parti communiste, Paul Lange. Oskar Rusch, Niederkirchner, Grylewicz, Richard Müller, Malzahn, Keumann, Bottcher, sont pour. La gauche perd d'importantes positions, comme la commission locale des syndicats berlinois et la rédaction du *Metallarbeiter-Zeitung*, enlevée à R. Müller en juillet.

58 Cl. Zetkin, « Der Weg nach Moskau », *Die Rote Fahne*, 3 octobre 1920.

Toutes les questions pendantes du mouvement ouvrier sont passionnément débattues sous les formes les plus polémiques. Pour la droite, le choix est entre l'« indépendance », l'« autodétermination des partis socialistes », la « liberté d'opinion », et le « diktat des papes de Moscou », la « colonisation » et même la « barbarie asiatique ». Pour la gauche, il est entre l'« opportunisme », le « réformisme » et la « collaboration de classes » et l'« organisation révolutionnaire centralisée », la « discipline » et la « conscience de classe ». La droite rappelle la faillite de la social-démocratie majoritaire due, assure-t-elle, à la centralisation bureaucratique et à l'omnipotence de l'appareil. La gauche — et les communistes — rétorquent que c'est la mentalité opportuniste, bourgeoise et réformiste qui a permis que les moyens prévalent sur la fin, qui a placé les armes précieuses que constituent la centralisation et la discipline au service d'une politique de trahison de la classe ouvrière. La droite rappelle le rôle des communistes dans le déclenchement des putschs en 1919 : les communistes ripostent en rappelant le rôle joué par Ledebour lors du soulèvement de janvier 1919 à Berlin⁵⁹.

L'enjeu du combat est international, et chaque camp mobilise ses alliés dans tous les pays. Finalement, les principaux protagonistes de cette bataille ne sont pas Allemands. Pour le représenter en Allemagne, l'exécutif de l'Internationale communiste délègue Zinoviev lui-même, Lozovsky, déjà sur place, et Boukharine⁶⁰ qui, en définitive, ne viendra pas. De son côté, la droite reçoit l'appoint du menchevik Jules Martov, l'ancien compagnon, puis adversaire de Lénine, récemment exilé de Russie, de socialistes français, depuis le « social-chauvin » Grumbach jusqu'au « centriste » Jean Longuet, petit-fils de Marx. Les votes pour la désignation des délégués se déroulent dans une atmosphère tendue et donnent lieu à des résultats extrêmement serrés dans presque toutes les localités importantes. A Berlin, les partisans de l'acceptation des vingt et une conditions l'emportent par 15 531 voix contre 13 856, ce qui représente pour le congrès douze délégués de la gauche contre onze. Parmi les premiers, les anciens délégués révolutionnaires, Heinrich Malzahn, qui conduit la liste, Paul Eckert, Paul Scholze⁶¹. Dans plusieurs congrès de district ou d'Etat, c'est la scission, avant même le congrès national : ainsi dans le Wurtemberg, où les partisans de la gauche, que dirige Bottcher, se retirent en signe de protestation⁶², en Basse-Rhénanie, où les partisans de Crispin quittent le congrès qu'ils jugent « illégal » et « antistatutaire » après y avoir été mis en minorité⁶³.

Pourtant, lorsque Zinoviev débarque à Stettin du vapeur esthonien *Wasa*, Curt Geyer peut lui annoncer triomphalement : « Nous avons la majorité ! »⁶⁴ Une majorité faible, estimée par la gauche elle-même, à la veille de l'ouverture du congrès, à un peu moins de 50 000 voix au total⁶⁵.

Le congrès de Halle d'octobre 1920.

Quand le congrès extraordinaire du parti social-démocrate indépendant s'ouvre à Halle le 12 octobre, la lutte pour les mandats qui s'est déroulée pendant les semaines précédentes a pratiquement consommé la scission. Zinoviev, en pénétrant dans la salle du congrès, constate qu'il y a en réalité « deux partis dans la salle »⁶⁶. Spectacle étonnant d'ailleurs que la reconnaissance officielle de cet état de fait par les deux tendances qui en ont, d'avance, tiré les conséquences : le présidium du congrès est lui-même constitué sur une base paritaire, et le congrès a donc en permanence deux présidents, Dittmann, pour la droite, et Otto Brass, pour la gauche. Les indépendants de gauche l'expliquent à Zinoviev : ils ont accepté la parité de tous les organismes du congrès, présidium et commission des mandats compris, car ils redoutent que la droite ne saisisse le premier prétexte venu pour rompre avant qu'il y ait eu discussion sur le fond, et pouvoir incriminer ainsi les « méthodes » et la « dictature » des partisans de Moscou⁶⁷. La discussion se déroule dans une atmosphère survoltée, interrompue parfois par de violents tumultes mais, le plus souvent, passionnément suivie par des délégués qui, quelle que soit leur tendance, ont conscience de vivre un événement d'une importance historique pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Le congrès débute par les interventions des délégués du parti au 2^e congrès mondial : dans l'ordre, Crispin, Däumig, Dittmann et Stoecker. Ce ne sont encore qu'escarmouches. La lutte commence véritablement quand Zinoviev monte à la tribune. Il va parler plus de quatre heures, en allemand, avec beaucoup de difficultés et une certaine appréhension, au début, puis avec une autorité qui lui permet de remporter le plus grand succès oratoire d'une carrière déjà bien remplie. Il discute les quatre points sur lesquels les indépendants de droite affirment avoir des divergences avec les communistes : la politique agraire des bolcheviks, la politique nationale en Orient, la question syndicale, la terreur et le rôle des soviets. Il affirme que les bolcheviks ont, en matière agraire, suivi la seule politique qui pouvait mener à la victoire de la révolution. En s'opposant, « au nom du marxisme », au mot d'ordre du partage des terres, les opportunistes révèlent l'étroitesse de leurs vues et surtout leur incapacité à saisir le caractère mondial de la révolution. Car il n'y aura pas de révolution prolétarienne internationale sans révolution nationale et agraire en Orient et en Extrême-Orient, pas de révolution prolétarienne en Europe sans soulèvement armé des paysans de la Chine et de l'Inde. En niant les problèmes coloniaux, les opportunistes, comme les social-démocrates, soutiennent en fait l'impérialisme. C'est la même attitude fondamentale qui explique leurs diatribes contre la « terreur rouge » et la « dictature » du parti, car ils n'ont pas mis du tout la même énergie à défendre le prolétariat russe contre la « terreur blanche » déclenchée par des « gouvernements » que soutenaient leurs frères social-démocrates. Après la faillite de la II^e Internationale, la bourgeoisie conserve dans le mouvement ouvrier un bastion : « la prétendue Internationale syndicale » d'Amsterdam, devenu aujourd'hui l'ennemi numéro un des révolutionnaires dans le mouvement ouvrier.

59 « Georg Ledebour, die Revolution und die anderen », *Die Rote Fahne*, 5 septembre 1920, et la réponse de Ledebour (*Freiheit*, matin, 25 septembre 1920) fournissent des détails intéressants sur les événements de janvier 1919.

60 Lettre de Zinoviev datée du 30 septembre, *Die Rote Fahne*, 2 Octobre 1920.

61 *Freiheit* (matin), 5 octobre 1920.

62 *Freiheit*, 6 octobre 1920.

63 *Freiheit*, 12 octobre 1920.

64 Zinoviev, *Zwölf Tage in Deutschland*, p. 5.

65 *Ibidem*, p. 11.

66 *Ibidem*, p. 13.

67 *Ibidem*, p. 13.

En réalité, selon Zinoviev, les véritables divergences ne se situent pas autour des vingt et une conditions posées par l'Internationale communiste :

« Nous sommes en train de réaliser la scission, non parce que vous voulez, au lieu de vingt et une, dix-huit conditions, mais parce que nous sommes en désaccord sur la question de la révolution mondiale, de la démocratie et de la dictature du prolétariat »⁶⁸.

Ce congrès, dit Zinoviev, lui rappelle les congrès des social-démocrates russes de années qui suivaient 1905, dans lesquels s'affrontaient mencheviks et bolcheviks. Car c'est de cela qu'il s'agit : « communisme mondial ou réformisme ». Aux côtés de Hilferding se tiennent tous les chefs de file du réformisme, Kautsky et Dittmann, les anciens collaborateurs d'Ebert, et Salomon Grumbach, le social-chauvin français, Jules Martov, bien entendu, et les « mencheviks anglais », Henderson et MacDonald. A tous Zinoviev dit que la peur de la révolution est la seule motivation de leur politique, même quand ils tentent de le dissimuler derrière des phrases sur le « chaos » ou la « famine », et tout ce qui se passe, selon eux, en Russie. Crispian, en rendant compte du 2^e congrès de l'Internationale, a dit qu'à son avis le mouvement socialiste se trouvait aujourd'hui dans la même situation que Marx et ses camarades en 1849, « comme si, précise Zinoviev la révolution mondiale ne pouvait plus se produire dans un avenir proche »⁶⁹.

La vérité est que la droite bâtit ses perspectives sur celle d'un développement pacifique, depuis longtemps dépassé. Elle ne croit pas à la révolution mondiale. Elle ironise sur le « fanatisme », la « naïveté », les « illusions » des révolutionnaires :

« Peut-on douter que, sans ce prétendu « fanatisme » des masses, la libération de la classe ouvrière serait du domaine de l'impossible ? »⁷⁰.

La vérité est autre. Le président de l'Internationale proclame : « Nous sommes en 1847 ! » La révolution frappe à la porte, aussi bien dans les Balkans qu'en Grande-Bretagne, mais particulièrement ici, en Allemagne. Dans toute l'Europe occidentale, la situation est objectivement révolutionnaire : l'unique rempart qui assure encore la défense de la bourgeoisie, c'est l'aristocratie ouvrière, avec ses « chefs » syndicaux et politiques qui paralysent la classe ouvrière de l'intérieur. C'est ce « fer de lance de la bourgeoisie » qu'il faut détruire aujourd'hui afin de pouvoir vaincre demain. L'acceptation par le congrès du parti social-démocrate indépendant des vingt et une conditions sera le premier pas vers la victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne.

A Hilferding revient la lourde tâche de réfuter des arguments qui ont incontestablement porté sur le congrès. Théoricien subtil, le disciple de Kautsky n'est pas un tribun, et l'attaque dévastatrice de l'orateur bolchevique le contraint à la défensive. Pour combattre la conception d'une Internationale et de partis centralisés, il invoque l'autorité de Rosa Luxemburg et cite longuement sa polémique contre Lénine en 1904. Pour défendre la politique des indépendants en 1918-1920, il plaide en faveur du « réalisme », s'abrite même derrière Lénine pour qui « la république vaut mieux que la monarchie, et une république bourgeoise avec une assemblée constituante (...) mieux qu'une république sans assemblée constituante ». Pour lui, la politique préconisée par les bolcheviks est un « jeu de banco, un pari sur lequel on ne peut pas construire un parti »⁷¹. Il est faux de dire que les adversaires des vingt et une conditions sont les adversaires de la révolution prolétarienne ou même qu'ils nient la montée révolutionnaire actuelle. Il affirme :

« Il existe bien des tendances à un développement révolutionnaire dans l'Europe occidentale d'aujourd'hui, et il est de notre devoir de les diriger et de les conduire plus loin. Mais, camarades, le cours du développement révolutionnaire ne peut pas être déterminé de l'extérieur ; il dépend des rapports de forces économiques et sociale, entre les classes dans les pays donnés, et il est utopique de supposer qu'on puisse l'accélérer par quelque mot d'ordre, sous une impulsion externe »⁷².

Il dénonce pour finir la politique de scission des communistes comme une catastrophe pour le mouvement ouvrier et l'Internationale centralisée comme une dangereuse utopie.

Les ténors ont parlé, les jeux sont faits. L'intervention de Martov, toute brûlante de la passion du vieux lutteur menchevique pour qui « les bolcheviks emploient tous les moyens, même les plus équivoques et les plus douteux afin de se maintenir au pouvoir »⁷³ et ne désirent une Internationale que pour pouvoir disposer d'un instrument docile, est trop « russe » pour convaincre les délégués. Celle de Lozovski, tout entière dirigée contre les « dirigeants jaunes » de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, provoque les protestations indignées de Dissmann et de ses amis, inquiète certainement ceux qui, gagnés pour l'essentiel aux thèses communistes, demeurent attachés au principe de l'unité syndicale. Finalement, par 237 voix contre 156, le congrès vote l'acceptation des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste et le début des négociations pour la fusion avec le parti communiste allemand.

C'est la scission, immédiatement annoncée par les dirigeants de l'aile droite qui contestent le droit du congrès de mettre fin à l'existence du parti et décident de le continuer⁷⁴. Mais, sur le moment, c'est avant tout un triomphe pour l'Internationale communiste, et même un triomphe personnel pour son président Zinoviev. Expulsé d'Allemagne, où il ne sera finalement resté

68 *Protokoll U, S. P. D* Halle, p. 156.

69 *Ibidem*, pp. 47-148.

70 *Ibidem*, p. 148.

71 *Ibidem*, p. 184.

72 *Ibidem*, p. 188.

73 *Ibidem*, p. 213.

74 Prager (*op. cit.*, pp. 226-229) donne un bref compte rendu de ce débat avec le texte intégral du « Manifeste de la social-démocratie indépendante au prolétariat allemand », proposé par Crispian et adopté à l'unanimité.

que douze jours, il exulte dans le récit qu'il fait de son voyage :

« On peut le dire, on doit le dire, le prolétariat allemand s'est, le premier en Europe, tiré d'une crise sans précédent, et a resserré ses rangs. La vieille école l'a emporté. Le travail des meilleurs révolutionnaires allemands n'a pas été vain. Un grand parti communiste est né en Allemagne. Cela va entraîner des événements d'une signification historique sans précédent »⁷⁵.

Le président de l'Internationale souligne que les prolétaires constituent en Allemagne la majorité de la population et qu'ils sont mieux organisés que partout ailleurs. Jusqu'à maintenant, il manquait une orientation révolutionnaire aux masses ouvrières organisées qui n'ont pas une claire conscience de leurs buts. La cause en est dans l'existence de l'« aristocratie ouvrière »⁷⁶, ces 100 000 fonctionnaires syndicaux qui sont « la meilleure garde blanche du capital allemand »⁷⁷. Il était nécessaire de les exclure pour pouvoir mener la lutte révolutionnaire :

« La scission était nécessaire, inévitable : elle s'est produite. Il nous reste à dire : mieux vaut tard que jamais ! »⁷⁸.

Cette scission nécessaire ouvre en réalité la voie de la reconstruction de l'unité révolutionnaire : un parti communiste fort de 5 à 600 000 membres viendra à bout des chefs réactionnaires de l'aristocratie ouvrière⁷⁹. Une page est tournée dans l'histoire de la classe ouvrière d'Europe.

La naissance du parti communiste unifié (V.K.P.D.).

Le parti communiste était prêt. Quelques semaines après le 2^e congrès mondial, il avait modifié son titre, supprimé la référence, désormais historique, à Spartakus, et arboré le sous-titre de « section allemande de l'Internationale communiste ». Dans *Die Rote Fahne*, Levi célèbre comme un événement naturel et nécessaire « la fin de l'U.S.P.D. ». Les ouvriers social-démocrates qui avaient au cours de la guerre, « cette première partie de la révolution », coupé les liens avec le vieux parti avaient entraîné avec eux une partie de ses dirigeants, pacifistes et socialistes conservateurs, pour qui « c'était l'alpha et l'oméga que de revenir au programme d'Erfurt, « la base » de l'unification de tous les socialistes » :

« C'est à Halle qu'a été définitivement enterré le programme d'Erfurt, avec sa démocratie formelle, ses « revendications immédiates », sa révolution comme perspective pour l'éternité, sa « stratégie de l'usure » et son réformisme. Il a fait son œuvre, Qu'il repose en paix ! »⁸⁰.

La minorité de l'U.S.P.D. qui demeure autour des dirigeants avec la plus grande partie de l'appareil, de la presse, des élus et, bien entendu, la caisse, a son avenir dans la social-démocratie majoritaire. Quant à la gauche, elle s'est ralliée au communisme et l'heure est venue du rassemblement des combattants révolutionnaires séparés depuis 1919. Levi écrit :

« Fin de l'U.S.P.D. ! jubile le *Vorwärts*. Oui, l'U.S.P.D. est mort avec le programme d'Erfurt. Mais le communisme est là ! »⁸¹.

Le 23 octobre, le comité central du K.P.D. (S) salue la rupture consommée à Halle entre la majorité du parti indépendant et sa minorité de droite, et se prononce pour la fusion la plus rapide possible des deux organisations révolutionnaires allemandes en un « parti communiste unifié »⁸². Le 24, la direction élue à Halle, les indépendants de gauche, lancent un appel au parti et aux militants. Rejetant sur la droite le « crime » d'avoir délibérément organisé la scission afin de briser le front du prolétariat, ils affirment : « Nous sommes le parti ! » et poursuivent néanmoins :

« La voie de l'unification du prolétariat révolutionnaire conscient, la voie de la construction d'une puissante section allemande de l'Internationale communiste est ouverte, et nous la suivrons »⁸³.

Le 27 octobre paraît le numéro 1 du quotidien *Die Internationale*, « organe de l'U.S.P.D. (gauche) ».

Mais l'exécutif continue à souhaiter une unification totale des forces révolutionnaires allemandes, c'est-à-dire du parti indépendant fidèle aux décisions prises à Halle et des deux partis communistes, K.P.D. (S.) et K.A.P.D. Il l'écrit dans une lettre adressée à ces trois organisations :

« Pratiquement, dans l'Europe entière, les forces de la classe ouvrière sont aujourd'hui si grandes que la victoire du prolétariat ne présenterait que peu de difficulté si la classe ouvrière était suffisamment préparée à remplir sa mission historique. Ce dont la classe ouvrière manque aujourd'hui, c'est d'une orientation théorique claire, de la conscience de ses propres buts, de la claire compréhension de sa voie révolutionnaire »⁸⁴.

75 *Zwölf Tage in Deutschland*, p. 57.

76 *Ibidem*, p. 82.

77 *Ibidem*, p. 87.

78 *Ibidem*, p. 84.

79 *Ibidem*, p. 86.

80 *Die Rote Fahne*, 19 octobre 1920.

81 *Ibidem*.

82 *Die Rote Fahne*, 24 octobre 1920.

83 *Die Rote Fahne*, 24 octobre 1920 ; Degras, *op. cit.*, t. I, pp, 202-203.

84 *Die Rote Fahne*, 25 octobre 1920.

L'obstacle principal qui se dressait en Allemagne sur la voie de cette prise de conscience, c'était, et c'est encore, les 100 000 fonctionnaires syndicaux permanents. En libérant le mouvement ouvrier de l'emprise de cette couche au service de la bourgeoisie, le congrès de Halle a « frayé la voie à la victoire de la révolution prolétarienne »⁸⁵.

Il est de ce point de vue significatif que le K.A.P.D. lui-même ait traduit dans ses prises de position l'énorme impression produite sur ses militants par les décisions et surtout les promesses de Halle. Au cours de son congrès, tenu du 1^{er} au 4 août 1920, il avait finalement dû se résoudre à lever la principale hypothèque pesant jusque-là sur ses rapports avec l'exécutif en excluant de ses rangs Wolffheim et Laufenberg ainsi que leurs camarades partisans du national-bolchevisme⁸⁶. La hargne antibolchevique et anti-Internationale d'Otto Rühle, revenu de Moscou en adversaire déterminé de l'adhésion à l'Internationale, en dénonciateur acharné de la « dictature de parti » à la russe et de « l'Internationale des chefs » avait regroupé contre la tendance qu'il animait avec Franz Pfemfert un courant ouvertement favorable à l'adhésion : une large majorité, inspirée essentiellement par Karl Schröder et le groupe de Berlin avait condamné comme une « lourde faute » le comportement de Merges et Rühle à Moscou et leur refus de participer au 2^e congrès mondial. A la session de son comité central des 30 et 31 octobre et à la suite de discussions menées au début du mois avec Zinoviev, la majorité du K.A.P.D. fait un autre pas en avant : d'une part, elle exclut Rühle — comme le lui demandait depuis juillet l'exécutif — en l'accusant d'activité visant à détruire le parti, d'autre part, elle décide l'envoi à Moscou pour des négociations directes avec l'exécutif d'une délégation solide et représentative de la nouvelle majorité et de son orientation nouvelle : Karl Schröder, Hermann Gorter et Rasch partent à leur tour pour Moscou⁸⁷, ouvrant ainsi la perspective de la fin de la scission à gauche.

En attendant, la fusion se réalise en quelques semaines entre les indépendants de gauche et le parti communiste. Elle ne se produit certes pas dans les formes espérées par l'exécutif. Dans la bataille juridique qui suit le congrès, en effet, l'appareil indépendant, en d'autres termes, la droite, réussit à préserver l'essentiel de ses ressources matérielles, caisses, locaux, journaux. Lors du congrès de fusion en décembre, on estime en outre que, sur les 800 000 adhérents du parti social-démocrate indépendant à la veille de la scission⁸⁸, 400 000 environ ont rallié le parti unifié⁸⁹ : le reste s'est dispersé entre les individus et les groupes qui reviennent à la social-démocratie majoritaire, le parti-croupion resté autour de Crispian, dont l'appareil est désormais trop lourd pour les masses qui ont à le supporter⁹⁰ et ceux — plusieurs centaines de milliers — qui, brisés par la violence du conflit ou profondément déchirés, ont décidé d'abandonner tout militantisme politique.

A travers les congrès préparatoires qui se tiennent en novembre est progressivement mis en place le processus de fusion qui culminera dans le congrès d'unification du 4 au 7 décembre 1920. Ainsi se trouve réalisé le rassemblement en un seul parti des éléments révolutionnaires dont la division et la dispersion avaient été si cruellement ressenties en 1918-1919. Le congrès d'unification constitue le correctif du congrès de Gotha de 1917, la revanche de l'échec, en janvier 1919, des pourparlers entre spartakistes et délégués révolutionnaires de Berlin. Il semble qu'il permette de surmonter les conséquences de la fondation d'un parti communiste dans des conditions qui étaient, en janvier 1919, loin d'avoir été favorables. Au sein du nouveau parti unifié se retrouvent les hommes de la vieille garde des radicaux d'avant guerre, le noyau des fidèles de Rosa Luxemburg, mais aussi les social-démocrates de gauche de toujours, les Ernst Däumig, Friedrich Geyer, Adolf Hoffmann, Emil Eichhorn, dont Lénine disait qu'ils étaient « les anneaux vivants qui relient le parti aux larges masses ouvrières dont ils possèdent la confiance »⁹¹. Avec eux, les militants ouvriers, les cadres organisateurs de la classe, les dirigeants des grandes grèves de masses de Berlin pendant la guerre, les constructeurs des conseils ouvriers, le noyau des délégués révolutionnaires berlinois de la guerre et de la révolution, Richard Müller lui-même, et les Wegmann, Paul Eckert, Scholze, Heinrich Malzahn et Paul Neumann, dont Lénine dit que « ce sont des gens comme eux qui forment les larges colonnes aux rangs solides du prolétariat révolutionnaire », et que « c'est sur leur force indomptable que tout repose dans les usines et dans les syndicats »⁹². Tous ces hommes retrouvent la vieille garde spartakiste qui cohabite désormais, dans le nouveau parti, avec les militants de toutes les régions d'Allemagne qui ont, depuis 1917, dirigé les combats révolutionnaires, Erich Wollenberg, rescapé de l'armée rouge des conseils de Bavière, Hermann Remmele, le métallo de Mannheim, les frères Bernhard et Wilhelm Koenen, de Halle, le typographe saxon Paul Bottcher, Bernhard Düwell, de Zeitz, le docker Ernst Thaelmann, de Hambourg, le métallo de Remscheid Otto Brass, et Curt Geyer, l'ancien président du conseil ouvrier de Leipzig en 1919.

Ruth Fischer, parlant du congrès d'unification, écrit qu'il se tint « dans une atmosphère d'ambiguïté et d'obscurité »⁹³. Elle estime que les ouvriers venus avec les indépendants de gauche toléraient les théoriciens spartakistes comme d'inévitables appendices de l'Internationale, et que, de l'autre côté, les intellectuels spartakistes se contentaient d'accueillir, au nom de la nécessité historique, un matériel humain longtemps convoité mais trop fruste à leur goût. Tableau d'un équilibre trop simpliste pour être vrai. Le maçon Brandler n'est pas moins représentatif des spartakistes que son ami le philosophe Thalheimer ; et l'universitaire Karl Korsch, l'historien de l'antiquité Arthur Rosenberg, sont des produits typiques du parti indépendant au même titre que le fruste « Teddy » Thaelmann, dont les fougueuses interventions déclenchent parfois l'hilarité. Le problème posé était celui d'une fusion rapide dans le cours d'un combat commun d'organisations qui s'étaient jusqu'alors battues séparément :

85 *Ibidem*.

86 Bock, *op. cit.*, p. 280.

87 *Ibidem*, p. 256-257.

88 *Jahrbuch für Politik-Wirtschaft Arbeiterbewegung 1922-1923* (Pieck) donne le chiffre de 893 000, dont 135 000 femmes.

89 Au cours du 3^e congrès de l'Internationale, Radek devait préciser que, dans les rapports de la centrale adressés à l'exécutif au moment de l'unification en décembre 1921, il y avait eu une certaine tendance à surestimer les effectifs, évalués à 500 000 membres environ. Selon lui, ils ne devaient pas en réalité dépasser les 350 000 (*Protokoll des III ...*, p. 457). De son côté, Pieck (*Jahrbuch 1922-1923*) parle de 300 000 indépendants seulement qui auraient effectivement rejoint le V.K.P.D. (p. 647).

90 Les dirigeants du parti social-démocrate indépendant annonçaient 300 000 membres en 1922, chiffre vraisemblablement excessif (*Ibidem*, p. 643). De toute façon, réduit au tiers ou au quart de ses effectifs et ressources en cotisations, le parti indépendant avait les plus grandes difficultés à conserver permanents, journaux, écoles qu'avait entretenus un parti de presque un million de membres.

91 Cité par Cl. Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 57.

92 *Ibidem*, pp. 48-49.

93 R. Fischer, *op. cit.*, p. 146.

toute construction d'un parti passe par de telles difficultés, ni plus ni moins considérables que les problèmes de générations ou de milieux professionnels différents.

Au sein de la nouvelle centrale, mixte⁹⁴, que complète un secrétariat, le congrès d'unification installait deux présidents. L'un était l'ancien indépendant Däumig, l'autre Levi, exigé par les indépendants⁹⁵. L'homme qui s'était voulu le trait d'union entre Rosa Luxemburg et Lénine, le champion de la conquête des ouvriers révolutionnaires du parti indépendant au communisme, était effectivement le symbole de cette unification et sans doute sa meilleure chance. Malgré son désir, nettement exprimé, de se retirer de la vie politique active, il le comprit et accepta⁹⁶.

94 Indépendants : Däumig, Brass, Gäbel, Geyer, Hoffmann, Koenen, Remmele, Stoecker. Spartakistes : Levi, Brandler, Heckert, Pieck, Clara Zetkin.

95 Radek dira au III^e congrès de l'Internationale que la présence de Levi à la tête de la centrale constituait de la part des indépendants une exigence en forme d'ultimatum (« *ultimative Forderung* »), *Protokoll du III ...*, p. 550.

96 Là encore, le témoignage de Radek est précieux malgré sa malveillance. Avant le congrès de Halle, il avait déjà écrit à la centrale allemande pour recommander un travail « fraternel » avec Levi. A son retour de Halle, Zinoviev insista pour qu'il conserve la direction, car il jouissait de la confiance des indépendants de gauche. Thalheimer et Radek eurent à le convaincre de ne pas se retirer à Francfort, comme il le désirait, leur répétant : « On ne peut pas porter un chien à la chasse dans les bras » (*Soll die V.K.P.D.*, pp, 104-105).

XXII. Une conception allemande du communisme : Paul Levi

Après le congrès de Halle, et pour la première fois depuis la fondation de l'Internationale communiste, un parti communiste de masse existe dans l'un des pays les plus avancés d'Europe, précisément dans cette Allemagne que les révolutionnaires considèrent toujours comme la plaque tournante de la révolution prolétarienne. Victoire de l'Internationale communiste, dont le prestige a joué un rôle capital, ou victoire personnelle de Paul Levi qui a, presque seul, imposé à un K.P.D. (S) réticent et à une Internationale sur ses gardes la poursuite jusqu'à son terme de cette bataille politique qu'il avait le premier entrevue et recherchée ? Le débat reste ouvert. Il nous semble pourtant nécessaire, à cette étape, de tenter de retracer la physionomie du premier parti communiste de masse telle qu'elle apparaît à travers les analyses de l'homme qui l'a conçu.

Le cadre : la révolution mondiale.

Nulle part n'apparaît mieux qu'en Allemagne le lien privilégié qui unit la révolution russe et son parti bolchevique à la construction des autres partis communistes. Levi s'écrie, au congrès d'unification :

« Ce n'est pas un événement allemand. Il n'y a plus d'événement allemand dans la révolution mondiale. Ce à quoi nous assistons, c'est à la formation du premier membre important et constitué sur le plan de l'organisation de l'Internationale des opprimés, aux côtés, de la Russie soviétique »¹.

Sur la route qui mène inéluctablement le monde du capitalisme au socialisme, les différents prolétariats nationaux n'avancent pas du même pas : le développement de la révolution mondiale est aussi inégal que celui du capitalisme, dont il n'épouse même pas la courbe. C'est ainsi que les Etats-Unis, pays le plus avancé du monde dans le cadre du capitalisme, en sont, sur le plan de l'organisation ouvrière, au stade le plus primitif, celui de l'organisation unique, « *one big union* » — celui-là même qui a fait faillite, un siècle plus tôt, à l'aube du développement prolétarien, en Grande-Bretagne, avec le chartisme. C'est ainsi également que le prolétariat allemand a vu réduire à néant en quelques années les efforts de deux générations de militants dans le domaine de l'éducation socialiste et de l'organisation politique. C'est ainsi enfin que le prolétariat russe, formé et organisé sous le talon de fer du tsarisme, îlot numériquement faible dans l'immense océan rural, a été le premier à poser le problème de l'avenir de l'humanité dans les termes de la révolution mondiale. Les échecs de la révolution allemande s'expliquent dans ce cadre :

« Le plus grand obstacle au développement des forces communistes en Europe occidentale n'a pas été la bourgeoisie, mais les organisations ouvrières, et tous les mouvements révolutionnaires jusqu'à ce jour se sont brisés contre ce rempart »².

Il importe donc de bien comprendre que, contrairement à ce qu'ont longtemps semblé croire les bolcheviks, la révolution allemande ne peut ni ne doit suivre le modèle russe de 1917 :

« Dans aucun pays d'Europe occidentale la révolution ne progressera au rythme rapide sur lequel elle s'est apparemment précipitée en Russie de février à novembre 1917 ; apparemment, parce qu'on était enclin à oublier que la révolution russe avait déjà fait ses classes dix ans auparavant, et qu'elle a pu mettre à profit pour le prolétariat l'enseignement reçu en 1905, 1906 et 1907, pendant dix années d'un travail méthodique. Et déjà, le seul fait que nous soyons entrés dans la révolution, en Allemagne et en Europe occidentale, sans parti communiste, le fait qu'il ait dû se former dans le cours même de la révolution, et que précisément pour cette raison les erreurs, les fautes, les imperfections et les demi-mesures du prolétariat aient été doublées et triplées pendant la révolution, tout cela exclut un cours aussi clair et aussi linéaire de la révolution en sept mois que celui que la révolution russe a suivi jusqu'en novembre 1917 et ensuite »³.

Cela posé, la nécessité d'un parti communiste allemand se fait d'autant plus sentir. Pour Levi, le problème n'est pas en effet seulement celui de la révolution allemande, de la révolution en Allemagne, mais celui de la révolution mondiale en Allemagne. Il n'existe pas, à ses yeux, de secteurs dans le monde où la lutte des classes revêtirait des aspects et se fixerait des objectifs différents. La bourgeoisie allemande, le militarisme allemand, constituent pour lui une menace concrète pour l'ensemble de la révolution mondiale et l'Allemagne le champ de bataille sur lequel le prolétariat européen livrera la bataille décisive. Pour cette raison, le parti communiste allemand dont le rôle sera déterminant, a une importance particulière pour la révolution mondiale. Il est nécessaire que tous les partis de l'Internationale apprennent de lui, de son expérience et de ses fautes, et le critiquent, non en référence au modèle russe, mais par rapport à ses tâches concrètes actuelles, qui sont, non pas de commencer la révolution dans un pays arriéré à l'aide d'un parti fermement constitué, mais de l'étendre dans un pays hautement développé tout en construisant le parti révolutionnaire indispensable :

« Nous sommes aujourd'hui dans le cours non seulement d'une révolution allemande, mais dans celle de la révolution mondiale, et face à toute possibilité d'action, il ne faut jamais perdre de vue toute possibilité de réaction, non seulement sur place, mais encore pour la révolution mondiale »⁴.

1 Bericht Über die Verhandlungen der U.S.P.D (Linke) und der K.P.D. (décembre 1920), p. 38.

2 Archives Levi, p 64/3, p. 14.

3 Bericht 2 ... , p. 61.

4 « Die Kehrseite », *Die Internationale*, n° 9-10, 4 avril 1919, p. 13.

La conquête du prolétariat.

La supériorité des communistes russes réside en ceci qu'ils ont réussi, entre février et octobre 1917, à gagner au communisme la majorité du prolétariat de Russie. S'il n'en a pas été de même en Allemagne, en 1918-1919, c'est parce que la révolution du 10 novembre constituait moins une victoire du prolétariat que la faillite de la bourgeoisie. Polémiquant tant contre Karl Radek que contre les gauchistes du K.A.P.D., Levi soutient en effet que la conscience de classe du prolétariat constitue la condition nécessaire de sa prise du pouvoir. C'est pour y parvenir que les communistes ont comme première grande tâche positive à accomplir l'organisation « du prolétariat en tant que classe au sein des conseils ». C'est la conquête de la majorité des travailleurs dans les soviets qui constitue le secret de la victoire des bolcheviks en Russie. Et, sous cet angle-là, leur victoire est exemplaire. Levi écrit déjà dans les thèses soumises au 2^e congrès du K.P.D. (S) :

« Dès avant la conquête du pouvoir, il est de la plus extrême importance de renforcer les conseils existants et d'en créer de nouveaux. Ce faisant, il ne faut d'abord pas perdre de vue qu'on ne peut ni créer ni maintenir de conseils ni d'organismes de type conseils à coups de statuts, de règlements électoraux, etc. Ils ne doivent leur existence qu'à la volonté révolutionnaire et à l'action révolutionnaire des masses, et ils constituent pour le prolétariat l'expression idéologique et organisationnelle de sa volonté de pouvoir, exactement comme le Parlement est celle de la bourgeoisie. C'est également pourquoi les conseils ouvriers sont les porteurs tout désignés des actions révolutionnaires du prolétariat. A l'intérieur de ces conseils, les membres du parti communiste allemand doivent s'organiser en fraction afin d'élever par des mots d'ordre appropriés les conseils ouvriers à la hauteur de leur tâche révolutionnaire, et afin de prendre la direction des conseils et des masses ouvrières »⁵.

L'expérience négative de la révolution allemande — le refus de siéger dans les conseils aux côtés des majoritaires, la tentative de forcer leurs décisions de l'extérieur, les tendances « putschistes » manifestées au cours des premiers mois de 1919 — viennent ainsi confirmer l'expérience positive de la révolution russe victorieuse. Car l'éducation révolutionnaire du prolétariat ne peut être l'œuvre que d'un parti révolutionnaire.

Levi et les communistes allemands pensent en 1920 que l'histoire a définitivement réglé la vieille polémique sur le parti entre Lénine et Rosa Luxemburg. Levi déclare :

« Il s'agit du vieux problème de la construction des partis socialistes. Je ne veux rien dissimuler. Il s'agit de nouveau de la vieille divergence entre Lénine et Rosa Luxemburg, la vieille divergence sur cette question : « Comment se constituent des partis social-démocrates (selon la terminologie de l'époque)? » Là-dessus, l'histoire a tranché. Lénine avait raison. On peut également former des partis socialistes et communistes par cette sélection ultra-rigoureuse. Dans une période d'illégalité, par la sélection la plus rigoureuse, et simplement par le processus mécanique d'addition d'un communiste à un autre, il a formé un bon parti, et peut-être, camarades, si nous avons devant nous une période de dix années d'illégalité, peut-être nous déciderions-nous à suivre cette voix »⁶.

Tous pensent, du même coup, que l'histoire a également réglé la querelle de l'organisation et de la scission nécessaire entre opportunistes et révolutionnaires :

« Il n'est pas aujourd'hui en Allemagne un seul communiste qui ne regrette que la fondation d'un parti communiste n'ait pas été réalisée depuis longtemps, à l'époque de l'avant-guerre, que les communistes ne se soient pas regroupés, dès 1903, même sous la forme d'une petite secte, et qu'ils n'aient pas constitué un groupe, même réduit, mais qui aurait au moins exprimé la clarté »⁷.

Mais il se refuse à tirer de cette constatation des considérations générales. La scission ne saurait être selon lui élevée à la hauteur d'un principe :

« Dans les époques révolutionnaires, où les masses évoluent rapidement dans une direction révolutionnaire, contrairement à celles où le processus de transformation est plus lent et plus pénible, il peut être avantageux pour des groupes d'opposition, radicaux ou communistes, de demeurer à l'intérieur des grands partis, pourvu qu'il leur soit possible de montrer à découvert leur visage de communistes, de procéder sans obstacle à leur agitation et à leur propagande »⁸.

Pour Levi, marqué par la faillite de 1914, il ne faut jamais perdre de vue que le parti n'est en définitive rien de plus qu'un instrument historique pour trancher un combat de classe :

« La question n'est pas pour les communistes d'obtenir le parti le plus grand, mais le prolétariat le plus conscient. En ce sens, le parti n'est rien, la révolution et le prolétariat sont tout »⁹.

Sur ce point, Levi se trouve en contradiction avec la majorité des militants qui constituent son nouveau parti. Pour eux, le parti est tout, parce qu'il est l'instrument de leur efficacité, l'irremplaçable outil qui peut leur donner la victoire.

L'atmosphère politique s'est profondément modifiée au sein de la classe ouvrière allemande depuis 1918, où l'exemple russe

5 *Bericht über den 2. Parteitag ...*, p. 24.

6 « Le début de la crise dans le K.P.D. et l'Internationale », 24 février 1921. Archives Levi, P 64/3. p. 20.

7 « Der Parteitag des K.P. », *Die Internationale*, n° 26, 1^{er} décembre 1920, p. 41.

8 Archives Levi, P 124/8, p. 3.

9 « Reinigung », *Die Internationale*, n° 15-16, 1^{er} novembre 1919, p.283.

se traduisait par l'impact magique du mot « conseil ouvrier » et la recette de l'insurrection armée détruisant le vieil appareil d'Etat des classes dominantes. Les travailleurs allemands veulent disposer d'une force plus efficace que les conseils ouvriers impuissants de 1918 ; ils en attendent un changement radical de leurs conditions de vie qui ne leur paraît plus possible que par le recours à l'une des traditions les plus solides du mouvement ouvrier de leur pays : l'organisation, dont la planification est un synonyme. C'est à eux que Zinoviev s'adresse quand il écrit :

« Nous possédons une issue, un espoir. Nous allons à la suppression complète de l'argent. Nous payons les salaires en nature. Nous introduisons les trolleys sans billet. Nous avons des écoles, gratuites, des cantines gratuites, quand bien même elles sont provisoirement pauvres, des appartements sans loyer, l'éclairage gratuit. Nous avons réalisé tout cela très lentement, dans les conditions les plus difficiles. Nous avons dû combattre sans cesse, mais nous possédons une issue, un espoir, un plan »¹⁰.

C'est là un langage clair pour les ouvriers indépendants qui rejoignent les spartakistes dans les rangs du parti unifié. En fait, le seul qu'ils soient prêts à entendre après ces années de dure déception, la découverte que la « spontanéité » et l'inorganisation ne sont génératrices que de défaites, la confirmation de la vanité des espérances électoralistes. La persistance, la continuité de la tradition ouvrière social-démocrate d'organisation contribuent, avec ces circonstances favorables, à faire du parti, de sa cohésion, de sa discipline, de son efficacité, de sa capacité à organiser et à concentrer les forces ouvrières, l'objectif essentiel des efforts des militants révolutionnaires, et à créer une atmosphère propice à la construction, dans le parti et pour lui, d'un solide appareil.

Le nouveau parti compte des centaines de milliers de membres, et ses dirigeants pensent même qu'il atteint ou dépasse le demi-million. Il possède trente-trois quotidiens, des journaux ou revues spécialisés, édite une « correspondance de presse », organise des écoles. Il dispose de ressources matérielles importantes, d'hommes de bonne volonté, d'une confiance que traduisent ses scores dans les consultations électorales, en général le quart des voix qui vont au vieux parti social-démocrate. Il se sent fort et il veut multiplier sa force.

L'organisation qu'il se donne au lendemain de la fusion combine les traits traditionnels, « social-démocrates de la vieille époque » — la tradition de la « vieille école » qu'il revendique très haut —, avec les méthodes inspirées de celles du bolchevisme¹¹. Elle est tout entière axée sur la nécessité de développer l'influence du communisme. L'un des premiers « départements » spécialisés créés auprès de la centrale est consacré au travail des militants communistes dans les syndicats : le *Gewerkschaftsabteilung* s'attelle à la « conquête des syndicats » sous la direction des métallos communistes, le noyau des anciens délégués révolutionnaires¹². Un autre département est fondé qui s'occupe de la propagande et de l'organisation dans les régions rurales, quelque peu délaissées jusque-là. Des « spécialistes » envoyés par l'exécutif aident à la réorganisation — parfois l'organisation — rationnelle d'un appareil clandestin, et particulièrement celui qui se consacre aux questions militaires, le *M.-Apparat*, et aux renseignements, le *N.-Apparat*¹³. Des dizaines de militants deviennent « professionnels », que ce soit pour la presse ou les entreprises du parti — imprimeries ou maisons d'édition — ou dans son appareil de secrétaires, voire son appareil clandestin. Pour eux comme pour les autres militants, c'est le parti qui est tout, parce qu'il est l'irremplaçable instrument de la révolution à venir, et l'appareil est sa colonne vertébrale.

Le parti et l'Internationale.

Le parti unifié est né sous l'égide de l'Internationale, et Paul Levi le souligne. Pour lui, l'Internationale communiste n'existe que depuis 1920. Sa proclamation, en 1919, n'avait été, en quelque sorte, qu'une expression de la solidarité du prolétariat international avec la révolution et la Russie soviétique ; c'est seulement à son 2^e congrès, en 1920, qu'en se donnant des statuts elle s'est véritablement organisée, comme il dit, en « parti des partis, c'est-à-dire en parti qui embrasse et réunit en lui les partis communistes du monde »¹⁴. Contrairement à Rosa Luxemburg en 1918, les dirigeants du parti communiste unifié ne sont pas embarrassés par le fait que la constitution de l'Internationale, d'abord, l'unification des communistes allemands ensuite, aient dû l'une et l'autre passer à la fois par Moscou et les dirigeants de la Russie soviétique : l'histoire est à leurs yeux un processus dialectique, et c'est désormais par l'intermédiaire de l'Internationale ainsi fondée que le prolétariat mondial parviendra à assimiler l'expérience acquise depuis la révolution russe par les différents partis, notamment le leur, parviendra à cette homogénéisation sans laquelle il n'est pas d'organisation internationale. Paul Levi dit à ce sujet :

« Nous pensons que les Allemands ne sont pas un peuple élu, ni pour le bien, ni pour le mal, et nous croyons que les expériences que nous avons faites en Allemagne seront faites également par les autres partis occidentaux. Les mêmes conflits qu'en Allemagne, exactement les mêmes, se reproduiront en France, en Grande-Bretagne et partout. Peut-être ne prendront-ils pas un tour aussi aigu à cause du prix dont nous avons, nous, payé cet apprentissage »¹⁵.

C'est également sans aucune gêne apparemment que Levi, au lendemain du 2^e congrès de l'Internationale communiste, critique ouvertement certaines initiatives de son comité exécutif notoirement inspirées et soutenues par les dirigeants du parti russe. Au cours du congrès, les représentants allemands ont énergiquement protesté contre la proposition, avancée par les

10 Zinoviev, *Zwölf Tage in Deutschland*, p. 74. Notons cependant qu'il exprime plus les aspirations des ouvriers russes que celles de la classe ouvrière allemande à cette époque.

11 Pour le détail, voir chap. XXVIII.

12 C'est Richard Müller qui prend la direction du *Gewerkschaftsabteilung*. A ses côtés, les plus expérimentés des militants ouvriers du moment, les Brandler et Heckert, du bâtiment, les métallos Malzahn, Fritz Wolff, Walcher, Eckert. (V. Mujbegović, *op. cit.*, p. 341).

13 Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 174) ajoute les groupes Z (sabotage) et T (terreur) sur lesquels nous ne possédons que des informations d'origine douteuse

14 Archives Levi, P 124/8, pp. 1-2.

15 *Ibidem*, p. 3.

Russes et adoptée par l'exécutif, d'admettre comme invitées et à titre d'organisations « sympathisantes » des organisations de type anarcho-syndicalistes. Levi le dit :

« Instruits par l'expérience, nous avons combattu l'idée d'admettre dans l'Internationale communiste des éléments qui ne soient pas strictement communistes. (...) Guidés par cette idée, nous avons dit que nous ne laisserions pas obscurcir la ligne claire et unitaire et les limpides idées du communisme par quelques concessions que ce soit aux Russes »¹⁶.

Il admet d'ailleurs le danger qui naît, pour l'Internationale, du rôle prééminent joué par le parti au pouvoir en Russie. Il déclare sur ce point :

« Les camarades russes sont pouvoir d'Etat et organisation de masse. En tant que pouvoir d'Etat, ils ont à entreprendre en direction de la bourgeoisie des démarches qu'en tant que parti ils ne sauraient entreprendre par égard pour les masses prolétariennes. (...) On peut, bien entendu, concevoir théoriquement qu'il existe là un risque, celui que, si le lien entre l'Internationale communiste et le pouvoir d'Etat devenait très étroit, elle n'agisse plus elle-même en tant que parti ou superparti, pourrait-on dire, uniquement inspiré par le point de vue du communisme, mais qu'elle se place sur le terrain du jeu diplomatique entre les forces bourgeoises dont les bolcheviks doivent tenir compte, non en tant que parti, mais en tant qu'appareil d'Etat. (...) C'est un risque théoriquement concevable, mais dont je ne puis imaginer qu'il puisse devenir réel. Et, à mon sentiment, il n'est pas possible qu'il devienne réel, en raison de l'identité qui existe entre les intérêts de l'Internationale communiste, d'une part, et ceux de la République soviétique en tant qu'Etat politique, de l'autre, parce que l'identité entre les deux, de manière générale, et trop grande pour qu'une différence d'intérêt puisse se faire jour »¹⁷.

Les résultats du 2^e congrès de l'Internationale communiste donnent du reste satisfaction aux dirigeants communistes allemands et en particulier à Levi sur des points qui ont été au centre des débats internes puis externes avec les gauchistes du mouvement communiste allemand. La condamnation par le congrès des partisans — notamment le P.C. autrichien — du boycottage des élections parlementaires, son affirmation que les communistes doivent militer à l'intérieur des syndicats réformistes pour y disputer aux dirigeants opportunistes la confiance des travailleurs, leur paraissent une confirmation de leurs propres positions passées, parfois vivement critiquées, à l'époque, dans les milieux dirigeants de l'Internationale. On comprend pourquoi le discours de Levi, lors du congrès d'unification des communistes allemands, revêt par moments des accents d'allégresse : sur le plan du programme, l'Internationale communiste est fondée sur la conception du communisme qu'il a défendue pendant ces deux années et, sur celui de l'organisation, le parti communiste allemand (Ligue Spartakus), devenu parti communiste allemand unifié (V.K.P.D.), est désormais un parti de masses qui peut prétendre gagner au communisme la majorité des travailleurs allemands.

Il reste que les rapports entre la direction allemande, en particulier Paul Levi, et l'exécutif de l'Internationale sont loin d'être définitivement clarifiés. L'homme qui projette, à travers l'Internationale qu'il préside, les expériences et les objectifs du parti russe, considère en effet d'un tout autre œil que Levi les problèmes de la lutte de classe en Allemagne. Marqué par l'expérience des trois années écoulées de révolution et de guerre civile en Russie, Zinoviev écrit dans le premier numéro de la *Kommunistische Rundschau* :

« Tous les travailleurs conscients doivent comprendre que la dictature de la classe ouvrière ne peut se réaliser qu'à travers la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire de son parti communiste. (...) Nous n'avons pas besoin simplement d'un parti communiste, il nous faut un parti communiste fortement centralisé, avec une discipline de fer et une organisation militaire »¹⁸.

Le conflit était inévitable entre cette conception et celle que Levi développait pour renouer avec la tradition allemande.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ *Ibidem*, pp. 12-13.

¹⁸ *Kommunistische Rundschau*, n° 1, 1^{er} octobre 1920.

XXIII. Les débuts du parti unifié

L'année 1920 marque à la fois la fin de la guerre civile et la constitution en Allemagne d'un parti communiste de masse. Mais l'année 1921 est pour le communisme mondial celle de l'insurrection de Cronstadt, de la première crise grave à l'intérieur de la révolution, celle du tournant, l'abandon du communisme de guerre, l'adoption de la Nep. Depuis la fin de la guerre civile à l'automne, les communistes russes sont plongés dans leurs dissensions, la discussion syndicale au cours de laquelle s'exprime le désarroi d'hommes voyant sous leurs yeux se décomposer le pays qui, pendant deux ans, a été le champ d'une féroce bataille. Fascinés par leurs propres problèmes, ils ne comprendront pas sur le moment que la situation internationale s'est, elle aussi, modifiée ; le temps est révolu des assauts convulsifs d'un prolétariat enragé de souffrance qui sent le pouvoir à portée de ses mains ; il faut admettre que le capitalisme s'est « stabilisé », qu'il a survécu à la crise révolutionnaire d'après guerre et qu'il s'est découvert de nouvelles ressources, une nouvelle capacité de durer.

La prise de conscience de ces conditions nouvelles, leur acceptation, ne se font pas en une fois, mais par à-coups : elles constituent l'enjeu de luttes passionnées. La révolte contre la réalité qui dissipe les « illusions de l'enfance », selon le mot de Boukharine¹, prend des formes tragiquement puériles : des militants, des dirigeants communistes cherchent à forcer les ouvriers au combat, brisent, dans leur impatience, la mécanique parce qu'elle ne fonctionne plus comme autrefois, agissent comme si incantations et imprécations suffisaient à produire des miracles, comme s'il suffisait de vouloir la révolution pour quelle soit ...

Les perspectives concrètes de 1920.

Résumant, au début de 1921, dans un débat à huis clos, les problèmes politiques posés au cours de l'année 1920, Radek devait décrire en ces termes les grandes espérances de cet été l'exaltation :

« Pendant la guerre contre la Pologne, l'exécutif croyait que les mouvements révolutionnaires étaient en train de mûrir en Europe occidentale, que, dans la marche vers l'ouest, le but n'était pas d'imposer le bolchevisme à la pointe des baïonnettes, mais seulement de briser la croûte de la puissance militaire des classes dirigeantes, dans la mesure où il existait déjà des forces internes suffisantes déclenchées en Allemagne pour conserver le contrôle de tout. La seconde pierre angulaire de la politique de l'exécutif était son appréciation de la situation allemande concrète. L'exécutif pensait qu'en Allemagne les choses étaient déjà en train de mûrir pour la prise du pouvoir politique. Nous pensions que, si nous tenions Varsovie, il ne serait pas nécessaire de poursuivre jusqu'au bout notre avance vers l'Allemagne »².

Le « schéma allemand » n'était pourtant pas le seul. Radek précise :

« Il y avait une autre école de pensée dans le comité exécutif, celle qu'on appelle la tendance du Sud-Est, qui soutenait qu'il fallait tenter la percée non en Allemagne, mais quelque part ailleurs, dans les pays à la structure agraire explosive, Galicie orientale, Roumanie, Hongrie, et qui était convaincue que, si nous étions arrivés à la Drave et la Save, la révolution serait accélérée dans les Etats balkaniques et serait créé l'arrière-pays agricole nécessaire pour la révolution italienne. Car la création d'un arrière-pays agricole est aussi cruciale pour la révolution italienne que pour la révolution allemande »³.

Cependant, la masse des militants, et sans doute des cadres, était restée très en dessous de ces nuances et avait cru en la proche victoire de la révolution en Europe.

Le tournant objectif de 1920.

C'est au mois de juillet 1921 que l'Internationale communiste opère le tournant que lui dicte la reconnaissance d'une situation nouvelle où la prise du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour immédiat. Mais la nouvelle situation a pris forme dès 1920. L'offensive de l'été menée par l'armée rouge de Toukhatchevski n'a été qu'un mirage. Sa foudroyante contre-attaque avait sonné pour la plupart des communistes le glas du capitalisme en Europe, le tocsin de l'insurrection, et Boukharine, dans un article retentissant pour une « politique d'offensive révolutionnaire », avait soutenu qu'on pouvait et devait exporter la révolution à la pointe des baïonnettes⁴. Un « gouvernement provisoire » formé de vétérans communistes polonais attendait, prêt à se mettre à la tête des prolétaires polonais, dont le soulèvement était attendu à l'arrivée de leurs « libérateurs ».

Les délégués du 2^e congrès mondial de l'Internationale avaient partagé ces espoirs. On y considérait d'un œil soupçonneux Levi qui demeurait sceptique quant au désir des ouvriers allemands de se soulever à l'arrivée des cavaliers de Boudienny. Le passé récent revêtait à la lumière des opérations militaires des couleurs nouvelles riches de promesses : Jean Brécot — pseudonyme de Gaston Monmousseau — écrivait que la grève des cheminots français au mois de mai avait marqué « le réveil de la conscience prolétarienne » en France, « le premier pas du prolétariat français vers l'action révolutionnaire internationale »⁵.

D'ailleurs le mouvement révolutionnaire semblait s'étendre bien au-delà des frontières de la vieille Europe, dont l'encerclement

1 *Bolchevik*, n° 2, avril 1924, p. 1.

2 Compte rendu du comité central du K.P.D. en date du 28 janvier 1921. Archives Levi, p. 50/a 5 reproduit dans *The Comintern : Historical Highlights*, p. 285. Radek expose ici des idées qu'il a personnellement combattues.

3 *Ibidem*, p. 286.

4 « O natupitel'noj taktike », *Kommunisticheskiej Internatsional*, n° 15, 1920, col. 3073-3075. *Über die Offensivtaktik*, *Die Kommunistische Internationale*, n° 15, 1920, pp. 67-71 ; en français « De la tactique offensive », *Bulletin communiste*, n° 14, 7 avril 1921, pp. 219-220.

5 *Revue communiste*, n° 6, août 1920. pp. 504-505.

et les contradictions internes annonçaient l'irréversible transformation. Le 1^{er} septembre s'était tenu à Bakou le premier « congrès des peuples de l'Orient » ; des délégués indiens, chinois, turcs, iraniens, kurdes, acclamaient la révolution mondiale contre l'impérialisme dont Zinoviev, flanqué de Radek et de Béla Kun, leur montrait le chemin. L'Internationale s'étendait au Proche et à l'Extrême-Orient.

Pendant que Zinoviev écourtait en Allemagne sa tournée triomphale, les événements semblaient se précipiter. Au début de septembre 1920, le prolétariat de l'Italie du Nord avait déclenché le grand mouvement d'occupation des usines sous la direction de ses conseils de fabrique et l'inspiration du petit noyau des communistes turinois groupés autour de l'*Ordine Nuovo* et d'Antonio Gramsci. De grands combats de classe s'annonçaient en Tchécoslovaquie, où l'Etat prenait la défense des vieux dirigeants de la social-démocratie contre les communistes qui voulaient leur arracher le contrôle du parti. L'adhésion à l'Internationale des indépendants allemands, celle, probable et proche, de la majorité du parti socialiste français, paraissaient démontrer le caractère irrésistible de l'élan qui, dans tous les pays, transportait vers la III^e Internationale et son programme de révolution prolétarienne les masses ouvrières.

Or le bilan de l'année 1920 se révélait bientôt négatif. Les adversaires de la marche sur Varsovie, Trotsky, Radek, et une partie des communistes polonais, sceptiques quant aux possibilités de l'exportation de la révolution les armes à la main, avaient eu raison contre Lénine. Non seulement les ouvriers et les paysans pauvres polonais ne s'étaient pas soulevés, mais encore ils avaient lutté, derrière leurs généraux et leurs magnats, avec les conseillers de l'Entente, pour leur « indépendance », contre les soldats rouges. L'avance victorieuse de l'armée rouge avait fait place à une retraite précipitée, laquelle avait conduit à l'armistice. Le « comité d'action » contre l'intervention en Pologne, en qui Lénine avait salué « le soviet de Londres » n'avait pas survécu à la fin des combats. La grève des cheminots français n'avait été que le sommet de la vague. En Italie, le refus des éléments social-démocrates de droite et des dirigeants syndicaux de s'engager dans la bataille provoquait chez les travailleurs scepticisme et découragement, le début d'un reflux sur lequel le fascisme commençait à mordre, fort de la grande peur de la bourgeoisie. Les grévistes de Tchécoslovaquie étaient battus en décembre les armes à la main.

Lénine notait dès décembre le « ralentissement du rythme » de la révolution européenne⁶. Mais Zinoviev écrivait aux socialistes italiens que la révolution prolétarienne frappait à leur porte⁷. Peut-être était-il convaincu que seule une victoire révolutionnaire de l'Internationale pourrait faire faire à la Russie l'économie d'un tournant en préparation, qu'il n'acceptait qu'à contre-cœur après l'avoir vigoureusement combattu dans les discussions au bureau politique⁸. Il appliquait en tout cas, ce faisant, les résolutions du 2^e congrès de l'Internationale. Autour de lui, l'appareil de celle-ci, les hommes de l'exécutif, rescapés de la révolution hongroise, émigrés rouges de Moscou, plénipotentiaires à l'expérience courte, mais à l'autorité considérable, demeuraient convaincus que rien d'essentiel ne s'était produit depuis août 1920 et surtout que la tâche des partis communistes qu'ils avaient pour mission d'aider à se transformer, de social-démocrates de gauche qu'ils étaient, en bolcheviks authentiques, était plus que jamais de travailler à accélérer une révolution qui grondait.

Tension entre Levi et l'exécutif.

Des désaccords sur l'appréciation de la situation internationale sous-tendaient les réticences de Levi au cours du 2^e congrès de l'Internationale, tant au sujet des conditions d'admission que des tâches immédiates des partis communistes. De ce point de vue, il avait incontestablement eu raison contre Lénine. Mais il n'était pas besoin de ce motif supplémentaire pour nourrir la méfiance à son égard des membres russes de l'exécutif. Meyer s'en explique sans ambages devant le congrès du K.P.D. : les dirigeants russes — Zinoviev en particulier — ressentent comme une véritable défiance à leur égard la « réserve » des Allemands. Ils redoutent — sans doute à la suite de Radek — que l'antiputschisme de Levi et de la centrale ne se soit transformé en hostilité et en résistance à toute action. C'est pourquoi ils désirent, maintenant plus qu'auparavant, la fusion avec le K.A.P.D. qui permettrait selon eux « d'ajouter ainsi à la ligne sûre et correcte du parti allemand un peu de l'élan révolutionnaire qui (...) se trouve dans une proportion plus importante au sein du K.A.P.D. »⁹.

Les adversaires de Levi le guettent au tournant sur cette question du K.A.P.D. Dès septembre 1920, Maslow, un jeune intellectuel d'origine russe qui s'efforce de reconstruire une tendance « gauche » à Berlin dans le K.P.D., pose dans *Kommunismus* la question de l'unification des forces prolétariennes en Allemagne sous cet angle, critique explicite de l'attitude de Levi¹⁰. Quelques semaines plus tard, dans la même revue, le Hongrois Lukacs souligne les dangers que comporte pour la révolution allemande l'unification entre communistes et indépendants, sans le K.A.P.D. Affirmant que « l'organisation révolutionnaire des masses n'est possible que dans le cours de la révolution elle-même », il se demande si les dirigeants du nouveau parti unifié ont réellement la volonté de réaliser la mobilisation révolutionnaire du prolétariat allemand¹¹. Ces attaques ouvertes coïncident avec les efforts de Radek en direction d'indépendants de gauche comme Curt Geyer ou Herzog pour assurer à l'exécutif d'éventuels points d'appui dans une lutte contre Levi, présenté comme « opportuniste » et « communiste de droite »¹². Au cours d'une session de l'exécutif de l'Internationale, le parti allemand est vivement critiqué pour n'avoir pas cherché à élargir et généraliser la grève des ouvriers électriciens de Berlin que dirigeait l'un des siens, Wilhelm Sült¹³. Au

6 « Discours à l'assemblée des militants de Moscou », 6 décembre 1920, *Œuvres*, t. XXXI, p. 460.

7 Message au congrès de Livourne du P.S.I. cité par R. Paris, *Histoire du fascisme en Italie*, t. I, p. 202.

8 Voir la discussion prudente sur ce point de E. H. Carr, *op. cit.*, pp. 337-338.

9 E. Meyer, Bericht über den V. Parteitag, p. 27.

10 A. Maslow, « Die Proletarische Parteien Deutschlands und ihre Politik in der gegenwärtigen Krise », daté du 5 septembre 1920, *Kommunismus*, n° 36-37, pp. 1298-1317.

11 G. Lukacs, « Der Parteitag der K.P.D. », *ibidem*, n° 44, pp. 1562-1564.

12 Herzog, « Russisches Tagebuch ». *Forum*, V, 7 avril 1921, pp. 275, 278 ; C. Geyer, « Zur Vorgeschichte des III. Weltkongresses », *Sowjet*, n° 8/9, août 1921, p. 241. Curt Geyer avait été délégué aussitôt après le congrès d'unification comme représentant du V.K.P.D. à l'exécutif.

13 Geyer, *op. cit.* La grève des électriciens de Berlin, décidée pour le 7 novembre par 1 800 voix contre 60, s'était terminée le 12 par un vote acquis par 704 voix contre 600. Elle avait par ses conséquences pratiques créé dans la capitale une atmosphère de « grand soir » et fait

congrès du K.P.D. précédant l'unification, un vif incident éclate, Radek accusant Levi de « ne rien vouloir faire d'autre que de former des communistes jusqu'à ce que le parti ait des cheveux blancs sur sa tête super-intelligente »¹⁴. Urbahns, délégué de Hambourg, présente une résolution qui critique l'activité du groupe parlementaire, évidemment dirigée contre Levi¹⁵. Elle est repoussée, mais, au congrès d'unification, le projet de manifeste rédigé par Levi et approuvé par la centrale provisoire est écarté dans des conditions obscures¹⁶ au profit d'un texte de Radek introduit au dernier moment, qui affirme notamment :

« Alors qu'un parti qui n'a que l'audience de dizaines de milliers d'hommes recrute ses adhérents avant tout par la propagande, un parti dont l'organisation regroupe des centaines de milliers et qui a l'audience de millions doit recruter avant tout par l'action. Le V.K.P.D. a suffisamment de force pour passer tout seul à l'action là où les événements le permettent et l'exigent »¹⁷.

De son côté, Levi, dans l'article qu'il consacre au congrès d'unification, maintient son point de vue en écrivant :

« L'instauration du communisme par la voie de la dictature prolétarienne est la plus grande tâche qui ait jamais incombé dans l'histoire à une classe. Elle ne peut être celle d'une petite partie de cette classe ou d'un seul parti, isolé, elle ne peut être que celle des larges masses du prolétariat, de la classe en tant que telle. Les communistes, en tant que fraction la plus avancée du prolétariat, n'ont pas seulement à diriger et à formuler le plus nettement possible les luttes, contre la bourgeoisie, ils doivent aussi avoir conscience qu'ils ne constituent qu'une fraction de la classe prolétarienne. (...) La tâche des communistes (...) est de conquérir les cœurs et les cerveaux de la classe prolétarienne et de tous ses organes, qui, aujourd'hui, retiennent à la bourgeoisie des fractions de la classe ouvrière »¹⁸.

Cette polémique indirecte et feutrée va bientôt tourner à la crise ouverte.

L'admission du K.A.P.D. comme « parti sympathisant ».

Depuis Halle — occasion de discussion entre Zinoviev et les dirigeants berlinois du K.A.P.D. —, les relations ont repris, nettement améliorées, entre l'exécutif et le parti gauchiste allemand. Du côté du K.A.P.D., on croit possible, avec Gorter, une entrée au sein de l'Internationale qui permettrait au K.A.P.D. d'y constituer, contre la tendance « révolutionnaire-opportuniste » prédominante, une tendance « révolutionnaire-marxiste »¹⁹. L'objet de la mission des trois délégués du K.A.P.D., qui se rendent illégalement en Russie en novembre, est d'obtenir pour leur parti le statut de parti sympathisant, lequel leur procurerait aide matérielle et contacts internationaux sans pour autant les obliger à une révision de leur programme²⁰.

Schröder, Rasch et Gorter ont à Moscou plusieurs discussions avec Lénine, Zinoviev, Trotsky, Boukharine, et prennent part à deux sessions de l'exécutif, élargi pour la circonstance. Le 24 novembre, c'est Gorter qui présente le rapport²¹, et Trotsky, au nom de l'exécutif, le contre-rapport, véritable réquisitoire. Pour lui, l'attitude des gauchistes n'est pas seulement « puérile », mais aussi « provinciale », « idéaliste », « pessimiste », reflétant leur propre impuissance, particulièrement celle des communistes hollandais, réduits depuis des années à l'état de secte. Les gauchistes en général et Gorter en particulier confondent la minorité — aristocratie et bureaucratie ouvrière, notamment dans les syndicats — avec la majorité, les millions de prolétaires prisonniers des appareils qu'ils prétendent « embourgeoisés » mais qu'en réalité ils se refusent à émanciper. Les communistes doivent savoir « percer la croûte » : si la classe ouvrière occidentale était réellement embourgeoisée, cela signifierait la fin des espoirs des révolutionnaires. Gorter, après Pannekoek, reprend la démarche intellectuelle de Bernstein scrutant la situation mondiale à l'intérieur des pays avancés sans tenir compte de la situation mondiale. Affirmer, comme il le fait, que le prolétariat anglais est « isolé », c'est négliger le fait que la révolution mondiale revêt le double caractère de révolution prolétarienne en Occident, agraire et nationale en Orient. La révolution dans un seul pays n'est pas concevable sur une longue course et c'est de la révolution mondiale qu'il s'agit. Trotsky conclut en affirmant une fois de plus, contre Gorter, que l'expérience bolchevique du parti de masse doit être complètement assimilée dans le mouvement communiste mondial sur la base d'une analyse au plan mondial²².

A une écrasante majorité, au terme de cette discussion, l'exécutif décide l'admission à titre provisoire du K.A.P.D. comme «

l'objet de très violentes attaques de la presse et du gouvernement. L'organisation de briseurs de grève « Technisches Nothilfe » était intervenue, provoquant de nombreux incidents. Finalement, campagne de presse, menaces de licenciement et de répression étaient venues à bout du mouvement. Les éléments de gauche reprochaient à la centrale de n'avoir pas lancé le mot d'ordre de grève générale, qu'elle jugeait pour sa part aventuriste (Levi, « Die Lehren des Elektrizitätsstreiks », *Die Rote Fahne*, 12 novembre 1920). R. Fischer, *op. cit.*, p. 119, écrit que le communiste Wilhelm Sült, « homme tranquille et discret ouvrier intelligent et hautement qualifié », « voulait recourir au sabotage — même faire sauter les centrales ». Dans un compte rendu de débat devant les délégués des conseils d'usine de Berlin paru dans *Die Rote Fahne*, 12 novembre 1920, l'intervention de Sült fait apparaître son opposition résolue à tout recours au sabotage mais aussi sa détermination d'opposer la violence ouvrière à celle des « jaunes ». Sült devait être exclu par les instances supérieures de son syndicat (*Die Rote Fahne*, 7 décembre 1920).

14 Bericht 5 ... , p. 41.

15 Ibidem, p. 107.

16 Friesland, *Zur Krise unserer Partei*, p. 21.

17 Bericht über den Vereinigungsparteitag, p. 232.

18 P. Levi, « Die Vereinigungsparteitag », *Die Rote Pabne*, 4 décembre 1920.

19 H. Gorter, « Die K.A.P.D., und die 3. Internationale », *KAZ*, n° 162, 1920, d'après Bock, *op. cit.*, p. 257.

20 Ibidem, p. 257.

21 Ce rapport ne paraît pas avoir été publié par le K.A.P.D. (Bock, *op. cit.*, p. 258, n. 37). D'après la réponse de Trotsky, il semble avoir suivi de près l'analyse faite par Pannekoek dans « Révolution mondiale et tactique communiste ». Rosmer (*op. cit.*, pp. 139-140) fait le récit de cette séance de l'exécutif à laquelle il prit part.

22 Le texte intégral du contre-rapport de Trotsky est reproduit dans *Pjat'let Kominterna* (éd. angl., *The First Five Years of the Communist International*, t. I, pp. 137-152).

parti sympathisant » avec « voix consultative » au sein de l'Internationale. Zinoviev, dans son discours de clôture, souligne :

« Il n'y a en toute logique que deux issues à cette situation. A la longue, il est impossible d'avoir deux partis dans un seul pays. Ou bien le K.A.P.D. se transformera réellement en un parti communiste d'Allemagne, ou bien il cessera de faire parti des nôtres même comme sympathisant seulement »²³.

La résolution d'admission ouvre la perspective de la conquête des « meilleurs éléments du K.A.P.D. », réaffirme la fausseté des positions « kapistes » sur les parlements et les syndicats, et la nécessité de la fusion du K.A.P.D. avec le futur parti unifié²⁴. Le K.A.P.D., dont le 3^e congrès, en février 1921, approuvera l'admission comme « parti sympathisant », appelle cependant, dès la session de décembre de son comité central, à une « lutte irréconciliable contre toute forme d'opportunisme » dans l'Internationale, mais accepte évidemment l'aide financière importante offerte par le comité exécutif et la constitution d'un « collectif d'action » avec le K.P.D.²⁵.

Or ce dernier réagit vivement, malgré le télégramme de l'exécutif qui lui promet que des explications publiques vont être données à la classe ouvrière allemande sur les raisons de cette admission²⁶. La centrale est unanime à protester, et Levi écrit en son nom dans *Die Rote Fahne* un article intitulé : « Une Situation intenable »²⁷ évoquant l'attitude du K.A.P.D. vis-à-vis des syndicats, il affirme :

« La situation désormais créée par le comité exécutif de l'Internationale communiste n'est tolérable ni pour nous ni pour le K.A.P.D.. et, pour l'Internationale communiste, elle est au plus haut point funeste. (...) »

Nous sommes pour une discipline internationale rigoureuse et pour que l'exécutif dispose de tous les pouvoirs que lui confèrent les statuts de l'Internationale communiste. Mais aucune des dispositions des statuts de l'Internationale communiste ne nous oblige à reconnaître comme des coups de génie toutes les décisions de l'exécutif de l'Internationale communiste, et nous disons ouvertement : la décision concernant le K.A.P.D. n'a pas été un coup de génie, mais bien le contraire »²⁸.

Radek, à son tour, réplique vertement, avec une perfide allusion à « la vieille aversion social-démocrate, profondément enracinée, contre les travailleurs qui ne sont pas tout à fait clairement révolutionnaire »²⁹.

Levi tente alors de porter le débat au niveau de ce qu'il appelle les « questions de tactique ». Au centre de sa démonstration, il place l'idée que le passage de la propagande à l'action, rendu possible par l'unification, doit se dérouler en Allemagne selon une ligne et en fonction de conditions que la révolution russe n'a pas connues. Le parti est certes un parti de masses, mais « ce fait à lui seul ne lui permet pas pour autant de disposer souverainement, et sans égard pour d'autres couches prolétariennes, du destin de la révolution allemande ». Il doit donc s'efforcer de gagner les masses non seulement par la propagande, mais en les entraînant dans des actions qui leur permettent de « saisir dans la lutte leur intérêt ». C'est cela même que les bolcheviks ont réalisé dans les soviets en 1917 ; faute de conseils, les communistes allemands doivent y parvenir par le travail au sein des syndicats, où se trouvent rassemblés la grande masse des travailleurs :

« Il n'est absolument pas correct de traiter les masses prolétariennes qui sont encore aujourd'hui à notre droite avec moins d'application et de patience que nous n'en avons pour les camarades prolétaires de notre classe qui croient être à notre gauche »³⁰.

L'essentiel, pour le parti communiste allemand, est, selon Levi, d'entraîner les masses dans des actions communes sans renoncer à rien de ce qui compose le visage d'un communiste, mais sans non plus effrayer inutilement — notamment par des alliances avec des éléments anarchisants — ces masses prolétariennes à la droite du parti qui constituent son champ de recrutement.

La « lettre ouverte ».

La première initiative importante dans le sens de la politique esquissée par Levi va venir de la base³¹. A Stuttgart, le parti communiste a conquis de solides positions dans le syndicat des métallos, que préside l'un des siens, Melcher, et dans le cartel local. Sensibles aux revendications qui se font jour dans les rangs des travailleurs non communistes et surtout leur aspiration à l'unité, ils font prendre aux organismes syndicaux qu'ils animent l'initiative de demander aux directions nationales du D.M.V. et de l'A.D.G.B. d'entreprendre immédiatement une lutte d'ensemble pour l'amélioration concrète du sort des travailleurs. Après une assemblée au cours de laquelle Melcher et ses camarades réussissent à mettre en minorité Robert Dissmann en personne, ils réclament, au nom des 26 000 métallos syndiqués de Stuttgart, l'organisation, dans l'unité, d'un combat de classe pour les cinq revendications ouvrières qu'ils jugent essentielles : baisse des prix des produits alimentaires, inventaire de la production et augmentation des allocations de chômage, diminution des impôts sur les salaires et imposition des grosses fortunes, contrôle par les ouvriers des fournitures de matières premières et de ravitaillement, ainsi que de leur

23 *Protokoll der III ... der K.I.*, p. 186.

24 Résolution du 28 novembre 1920 : *Komunistisches Internationales*, n° 15, décembre 1920, col. 3 368. Degras, *op. cit.*, I, p. 206.

25 Bock, *op. cit.*, pp. 258-259.

26 Levi, le 2 février, dira au C.C. que ce document n'est pas encore parvenu, Archives Levi, P 64/3, f. 11.

27 « Eine unhaltbare Situation », *Die Rote Fahne*, 24 décembre 1920.

28 *Ibidem*.

29 *Die Rote Fahne*, 29 décembre 1920.

30 Levi, « Taktische Fragen », *Die Rote Fahne*, 4 janvier 1921.

31 Encore que ce point soit contesté par Robert Dissmann, qui écrit dans *Freiheit* du 26 janvier 1921 que l'idée a été soufflée à Melcher, de Berlin, par le communiste Oskar Rusch.

répartition, désarmement des bandes réactionnaires et armement du prolétariat. La centrale, qui approuve cette initiative, publie l'appel des métallos de Stuttgart³² et incite en outre à l'organisation, dans toutes les localités et entreprises, d'assemblées ouvrières qui auraient à formuler ainsi les revendications communes et à décider des moyens à engager pour les arracher.

Une nouvelle tactique prend forme, dont les linéaments se cherchaient depuis 1919 dans les écrits de Levi, Brandler, Radek Thalheimer. Radek pense qu'il faut reprendre au compte du parti cette initiative des métallos de Stuttgart³³. Levi est immédiatement convaincu, mais la centrale manifeste beaucoup de réticences³⁴. Pourtant, comme les secrétaires de district, consultés, sont unanimement favorables à ce projet³⁵, la centrale, le 7 janvier, adopte le texte d'une « lettre ouverte » qu'elle va adresser à toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, où elle leur propose d'organiser en commun une action sur des points précis à propos desquels l'accord est possible entre elles. La lettre ouverte, publiée le 8 janvier 1921, mentionne la défense du niveau de vie des travailleurs, l'organisation de l'autodéfense ouvrière armée contre les groupes de droite, la campagne pour la libération des détenus politiques ouvriers, la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique. Elle précise :

« En proposant cette base d'action, nous ne dissimulons pas un instant, ni à nous-mêmes ni aux masses, que les revendications que nous avons énumérées ne peuvent venir à bout de leur misère. Sans renoncer, fût-ce un instant, à continuer de propager dans les masses ouvrières l'idée de la lutte pour la dictature, unique voie de salut. sans renoncer à appeler et à diriger les masses dans la lutte pour la dictature à chaque moment propice, le parti communiste allemand unifié est prêt à l'action commune avec les partis qui s'appuient sur le prolétariat pour réaliser les revendications mentionnées plus haut.

Nous ne dissimulons pas ce qui nous sépare des autres parties et qui nous oppose à eux. Au contraire, nous déclarons : nous ne voulons pas, de la part des organisations auxquelles nous nous adressons, une adhésion du bout des lèvres aux bases de l'action que nous proposons, mais l'action pour les revendications que nous avons énumérées.

Nous leur demandons : êtes-vous prêts à entamer sans délai, en commun avec nous, la lutte la plus impitoyable pour ces revendications ?

A cette question claire et sans ambiguïté, nous attendons une réponse tout aussi claire et sans équivoque : la situation exige une réponse rapide. C'est pourquoi nous attendons une réponse jusqu'au 13 janvier 1921.

Si les partis et syndicats auxquels nous nous adressons devaient se refuser à entamer la lutte, le parti communiste allemand unifié s'estimerait alors contraint de la mener seul, et il est convaincu que les masses le suivraient. Dès aujourd'hui, le parti communiste allemand unifié s'adresse à toutes les organisations prolétariennes du Reich et aux masses groupées autour d'elles en les appelant à proclamer dans des assemblées leur volonté de se défendre ensemble contre le capitalisme et la réaction, de défendre en commun leurs intérêts »³⁶.

Que cette lettre ait été rédigée par Levi seul ou en collaboration avec Radek, ou par Radek, avec ou sans la collaboration de Levi, il est certain qu'elle exprime la ligne politique défendue par Levi depuis plusieurs mois. De son côté, Radek, qui rédige, pour *Die Internationale*, sous le pseudonyme de Paul Bremer, un article sur « La Construction du front unique prolétarien de lutte »³⁷, la défend avec énergie et conviction. Il la justifie par l'analyse de la conjoncture politique générale :

« Les ouvriers social-démocrates sont pleins d'illusions démocratiques. Ils espèrent encore pouvoir améliorer leur situation dans le cadre de la société capitaliste et considèrent les communistes comme des scissionnistes conscients du mouvement ouvrier. Si les communistes, disent-ils, n'avaient pas organisé la scission de la classe ouvrière, et si le prolétariat était resté uni, il aurait eu la majorité au Reichstag et tout aurait bien marché. (...) Il est clair que, dans cette situation, nous ne pouvons compter sur des mouvements spontanés et non organisés en Allemagne, à moins que les masses ne soient remuées par des événements extérieurs. Dix millions d'ouvriers sont membres des syndicats. Ils ont les yeux fixés sur leurs chefs et attendent des mots d'ordre. (...) La stratégie communiste doit être de convaincre ces larges masses de travailleurs que la bureaucratie syndicale et le parti social-démocrate, non seulement refusent de lutter pour une dictature ouvrière, mais encore ne luttent pas pour les intérêts quotidiens les plus fondamentaux de la classe ouvrière »³⁸.

Partis et syndicats refusent de répondre ou opposent une fin de non-recevoir. Mais l'écho rencontré — quoi qu'en aient dit les historiens occidentaux — est grand, tant du côté des ouvriers que de la bureaucratie syndicale. L'exécutif de l'A.D.G.B. accuse les communistes de chercher, par des initiatives fractionnelles et antisyndicales, à « détruire les syndicats »³⁹ et menace d'exclusion les organisations locales qui reprendraient à leur compte la lettre ouverte⁴⁰. Les dirigeants du syndicat du bâtiment excluent Heckert et Brandler, ainsi que Bachmann, le président de l'union locale de Chemnitz⁴¹, organisent à Halle une union

32 *Die Rote Fahne*, 2 et 10 décembre 1920.

33 Il s'écrit devant la centrale le 28 février : « Si j'avais été à Moscou, l'idée ne me serait même pas venue » (Archives Levi, P 50/a 5, reproduit dans *The Comintern : Historical Highlights*, p. 292). Il dira dans *Soll die V.K.P.D. ...*, p. 24, que la proposition fut faite à la centrale par « le représentant de l'exécutif ».

34 Radek, *ibidem*, dit que les oppositions venaient d'« une partie des camarades qui étaient des anciens indépendants de gauche ».

35 Radek, *ibidem*.

36 *Die Rote Fahne*, 8 janvier 1921.

37 *Die Internationale*, 1921, n° 1, pp. 1-4, n° 2, pp. 10-16.

38 *Soll die V.K.P.D. ...*, pp. 21-23.

39 *Correspondenzblatt*, n° 8, 19 février 1921, p. 110.

40 *Die Rote Fahne*, 16 février 1921.

41 *Ibidem*, 19 janvier 1921.

locale scissionniste⁴². La centrale du K.P.D. riposte par un « Appel à tout le prolétariat allemand⁴³ », dans lequel elle invite les ouvriers à organiser des assemblées démocratiques afin d'imposer à leurs dirigeants leurs revendications et leur volonté de mener au combat d'ensemble pour leur satisfaction. De telles assemblées se tiennent effectivement et les propositions des communistes y sont approuvées par des travailleurs inorganisés ou membres de l'un ou l'autre des partis social-démocrates. Ainsi, le 11 janvier, celle des délégués des chantiers navals Vulkan, de Stettin⁴⁴, le 17 celle des ouvriers et employés de Siemens à Berlin, qui se déroule au cirque Busch, le 19, celle des cheminots de Munich, et, dans les jours qui suivent, celles des métallos de Dantzig, Leipzig, Halle, Essen, des cheminots de Leipzig, Schwerin, Brandebourg et Berlin, le congrès national des selliers et tapissiers, l'assemblée des mineurs de Dorstfeld et une grande assemblée ouvrière à Iéna donnent toute leur approbation à la lettre ouverte et se prononcent pour l'organisation de la lutte sur le programme qu'elle propose⁴⁵. Les élections syndicales ou aux conseils d'usine qui se déroulent à ce moment montrent l'écho rencontré par les communistes, expliquent la volonté de répression des dirigeants syndicaux : aux élections dans le syndicat du bois de Berlin, 6 586 voix pour les candidats communistes, 5 783 pour les indépendants, 500 pour les social-démocrates ; à l'organisation locale des métallos de Essen, 6 019 pour les communistes, 3 940 pour la liste commune de leurs adversaires⁴⁶. Et c'est finalement un succès pour le K.P.D. et sa lettre ouverte que la remise au gouvernement, le 26 février, des dix revendications des syndicats allemands dans la lutte contre le chômage⁴⁷ qui permettra l'organisation de grèves, de manifestations, et l'entrée dans l'action de secteurs importants.

Cependant, la lettre ouverte fait l'objet de nombreuses attaques au sein du mouvement communiste lui-même. Qualifiée d'« opportuniste, démagogique et génératrice d'illusions » par le K.A.P.D.⁴⁸, elle est aussi l'objet des sarcasmes de la nouvelle gauche berlinoise en train de se constituer autour de jeunes intellectuels, Ruth Fischer⁴⁹, Arkadi Maslow⁵⁰ et Ernst Friesland, et la cible des attaques de *Kommunismus*⁵¹. Elle est surtout vivement critiquée par Zinoviev et Boukharine qui, contre Radek, obtiennent sa condamnation par le « petit bureau » de l'exécutif le 21 février 1921. Lénine intervient auprès de l'exécutif pour que soit révisé ce jugement hâtif : sur son insistance, la question est finalement mise au nombre de celles qui devront être discutées dans le cadre de la préparation du 3^e congrès de l'Internationale⁵².

Les divergences au sein de la centrale allemande et de l'exécutif sur la question allemande tournent désormais autour de deux axes différents : d'une part, les Russes — au premier chef Zinoviev — considèrent Levi avec une méfiance croissante, et Radek semble occupé à saper son autorité à l'intérieur du parti; d'autre part, les Allemands de la centrale semblent d'accord avec Radek sur les questions capitales de tactique du moment, et s'opposent sur ce terrain à Zinoviev. Dans la discussion qui semblait sur le point de s'ouvrir à propos du « front Unique prolétarien » en tant qu'arme essentielle et objectif de lutte des communistes, Levi et Radek devaient se trouver dans le même camp, cibles des mêmes attaques. Mais cette discussion n'aura pas lieu dans l'immédiat. Dans les semaines qui suivent la publication de la lettre ouverte, une série de circonstances vont au contraire amener Levi et Radek à se ranger dans deux camps opposés.

42 W. Raase, *Zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung, 1919-1923*, p. 90.

43 *Die Rote Fahne*, 21 janvier 1921.

44 *Die Rote Fahne*, 15 janvier 1921.

45 *Die Rote Fahne*, passim; Raase, op. cit., pp. 89 sq.; *Die Märzkrämpfe* (F. Knittel), pp. 17.

46 *Graphischer Block*, n° 75, 15 février 1921.

47 Raase, op. cit., p. 91.

48 *Kommunistische Arbeiter Zeitung*, n° 61, d'après *Freiheit*, 15 janvier 1921.

49 Elfriede Friedländer avait quitté Vienne avec la réputation d'un élément droitier. Tomann avait prévenu Radek qu'elle était « le Martov autrichien » (Radek, *November ...*, p. 156). C'est sans doute sous l'influence de Maslow qu'elle devint gauchiste. Clara Zetkin, qui lui manifesta de tout temps une grande hostilité - que l'autre lui rendait bien -, allait dire à propos de ses avatars que « ses positions politiques variaient avec les vicissitudes de sa vie sexuelle » (citée par H. Weber, *Die Wandlung*, II, p. 118). C'est vers cette époque qu'elle adopta le pseudonyme de Ruth Fischer, du nom de jeune fille de sa mère : c'est seulement plus d'un an après qu'elle devait acquérir la nationalité allemande, par le biais d'un mariage à Berlin, avec un militant du nom de Golke (*ibidem*).

50 Isaac Tchéreminski, qui devait pour militer prendre le nom de Maslow, n'avait eu jusqu'à l'âge de vingt-six ans aucun lien avec le mouvement ouvrier. Il avait été gagné au communisme en 1919, à la suite de sa rencontre avec Paul Levi et Ruth Fischer.

51 Selon V. Mujbegović, op. cit., p. 260, n. 7, qui a pu consulter le compte rendu de la séance du comité central du 27 janvier 1921 (*I.M.L.-Z.P.A.* .. 2/2, « Protokoll der Sitzung des Zentralkomitees »), des critiques de gauche y avaient été élevées contre la lettre ouverte, jugée « opportuniste ».

52 Rapport de Curt Geyer, représentant du V.K.P.D. auprès de l'exécutif, à la centrale (*I.M.L.-Z.P.A.* Archiv, Akte 10/14. ff. 292-323) cité par Reisberg, « Die Leninsche Politik der Aktionseinheit ». *BzG*, n° 1. 1963, p. 62. Geyer mentionna en 1921 la prise de position du petit bureau et l'intervention de Lénine contre elle dans *Sowjet* n° 8/9, août 1921, p. 242, et l'événement était assez connu pour que des allusions y furent faites tant au 3^e qu'au 4^e et au 5^e congrès de l'Internationale par les principaux intéressés.

XXIV. La scission du parti italien

La crise dont les symptômes s'accumulaient depuis des mois au sein du V.K.P.D. explose finalement à propos d'une question non allemande, celle de la scission du P.S.I. au congrès de Livourne : d'une part, en effet, aucun problème « national » ne semblait étranger à un parti ou un militant communiste ; d'autre part, le terrain était plus favorable aux adversaires de Levi dans la mesure où les représentants de l'exécutif possédaient mieux les éléments de la « question italienne » que les dirigeants allemands.

Le parti socialiste italien avait été le seul parti social-démocrate d'Europe à s'être tenu, en 1914, à l'écart du courant chauvin — où son renégat, Benito Mussolini, avait en revanche pris une place éminente. Il avait été en partie à l'origine de la conférence de Zimmerwald, au cours de laquelle il avait joué un rôle important et avait été le premier parti de masses à adhérer à l'Internationale communiste dès 1919, avant même l'adoption des vingt et une conditions. Il avait donc conservé dans ses rangs ses « réformistes », groupés autour de Turati. Son principal dirigeant, Serrati, était en fait un « centriste de gauche » : cela ne l'avait pas empêché d'être l'un des grands hommes du 2^e congrès mondial au cours duquel il avait souscrit aux vingt et une conditions, s'engageant à les appliquer en Italie à condition d'avoir le choix du moment pour procéder à l'expulsion des turatistes.

Pourtant, dès son retour en Italie, sa détermination semble faiblir. L'échec de la grande grève des métallos du Nord en septembre 1920 — avec occupation et remise en marche des usines — dans lequel l'exécutif dénonce la responsabilité des réformistes, pourrait fournir l'occasion de les exclure : c'est en tout cas ce que l'exécutif rappelle avec de plus en plus d'insistance. Mais Serrati redoute apparemment qu'une scission — conséquence prévisible de l'exclusion de Turati et de ses partisans — ne soit pas comprise par les travailleurs socialistes et qu'elle contribue seulement à accentuer le découragement consécutif à l'échec de septembre¹. Il reste donc sourd aux injonctions de l'exécutif et soutient qu'il est nécessaire, afin de réaliser les meilleures conditions possibles dans l'exclusion des réformistes, d'attendre un nouvel exemple de leur trahison². Cette résistance nourrit, bien entendu, une méfiance croissante de la part de l'exécutif, et provoque les protestations indignées d'une gauche qu'animent entre autres Gramsci et ses compagnons de *l'Ordine Nuovo*, mais aussi Bordiga, partisan du boycottage des élections au Parlement, et le député Bombacci, dont la curieuse personnalité avait provoqué bien des réserves au sein des délégations au 2^e congrès mondial³.

L'affaire n'est pas seulement italienne. Serrati se plaint en effet ouvertement de la façon dont l'exécutif conçoit le travail d'informateurs de ses représentants auprès des partis, de l'absence de contrôle exercé par ces partis sur les informations ainsi adressées à l'exécutif. Il va jusqu'à écrire :

« Il s'est constitué ainsi dans l'Internationale communiste une sorte de franc-maçonnerie rouge qui opère dans le silence et le mystère d'autant plus dangereuse qu'elle est irresponsable »⁴

Or, sur ce terrain, il se rencontre avec Levi, pour qui la découverte, dans le bureau de Radek à Moscou, des rapports sur le V.K.P.D. adressés à l'exécutif par Thomas, a été un sujet de vif mécontentement⁵. Il n'est pas exclu qu'on ait envisagé à l'exécutif l'hypothèse d'un « complot » ou, en tout cas, d'une action concertée entre Levi et Serrati : ce sont toujours ces deux hommes que l'on évoque ensemble quand, à l'exécutif, on parle du danger « de droite »⁶.

Au congrès du parti socialiste italien qui se tient à Livourne à partir du 15 janvier 1921, tous ces problèmes vont être posés simultanément. Les délégués de l'exécutif, le Hongrois Rákosi et le Bulgare Kabaktchiev⁷ ont pour instructions de faire appliquer sans délai les vingt et une conditions et particulièrement celle qui concerne l'exclusion des réformistes, avec Serrati si possible, sans lui si nécessaire⁸. Au cours de la préparation du congrès, trois tendances se sont dégagées. Les réformistes réclament l'exclusion des anarchistes et des francs-maçons, prennent position contre la dictature du prolétariat et condamnent « l'emploi de la violence et des moyens illégaux dans la lutte pour la conquête du pouvoir politique »⁹. Les « communistes » — Bordiga, Gramsci, Bombacci — réclament l'application immédiate et dans leur intégralité des vingt et une conditions, particulièrement l'exclusion des réformistes et le changement de l'étiquette du parti en « parti communiste »¹⁰. Quant à Serrati, chef de file des « communistes unitaires », il déclare accepter les vingt et une conditions, mais souhaite pouvoir les interpréter et les appliquer « conformément au contexte et à l'Histoire du pays ». En outre, considérant que le P.S.I. n'a pas « souillé son drapeau pendant la guerre », il propose de lui conserver son étiquette de « socialiste », « pour éviter que les renégats d'hier ou de demain ne s'emparent du nom glorieux (...) sous lequel le connaissent les masses prolétariennes »¹¹.

Après de longs débats, et sans qu'aucun regroupement soit apparu possible, les trois motions s'affrontent dans le vote : celle

1 Voir un résumé de ses arguments dans sa lettre à *L'Humanité* octobre 1920.

2 En particulier un « refus de la discipline » qui ne s'est pas produit encore.

3 Voir les souvenirs de Rosmer, *Moscou sous Lénine*, pp. 92-93 ; Bombacci rejoindra Mussolini.

4 *Comunismo* (15-31 décembre 1920), cité dans *Revue communiste* n° 12, février 1921, p. 510.

5 Souvenirs de Thomas recueillis par B. Nicolaievsky, *Contributions l'histoire du Comintern*, pp. 19-20.

6 Geyer, « Zur Vorgeschichte », *op. cit.*, p. 241.

7 Boukharine et Zinoviev avaient été primitivement désignés mais ne reçurent aucune réponse à leur demande officielle. Voir *Protokoll des III ...* (Zinoviev), p. 167.

8 Voir *ibidem*, pp. 167-169, et Kabaktchiev, « Die Spaltung in der italienischen Sozialistischen Partei », *Die Internationale*, n° 2, 1921, pp. 16-22.

9 R. Paris, *Histoire du fascisme en Italie*, I, pp. 197, 200.

10 *Ibidem*, pp. 197-198, 200.

11 *Ibidem*, pp. 200-201.

de Serrati recueille 98 028 voix, celle des communistes 58 173, celle des réformistes 14 695¹². Tandis que la majorité renouvelle son adhésion à l'Internationale communiste, la minorité des délégués communistes quitte la salle du congrès et procède à la fondation du parti communiste d'Italie dont le premier congrès s'ouvre ainsi, dans le même immeuble, le 21 janvier : Bordiga, Gramsci, Terracini, Bombacci en sont les dirigeants les plus en vue ; Rákosi et Kabaktchiev le reconnaissent immédiatement section de l'Internationale communiste, le P.S.I. étant *ipso facto* exclu¹³. La scission est consommée : l'Internationale communiste perd plusieurs centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui demeurent dans le P.S.I. avec Serrati ou abandonnent l'activité politique. Plus inquiétant encore pour des hommes comme Levi : le drapeau du communisme en Italie passe dans les mains de gauchistes notoires comme Bordiga. Commentant les premières conséquences de la scission de Livourne qui s'ajoutent à celles de la défaite des métallos du Nord, Robert Paris dit que c'est « un Caporetto de plus, face à la montée du fascisme »¹⁴.

La centrale du V.K.P.D. avait discuté de la situation dans le P.S.I. à la veille du congrès de Livourne. Levi, pour sa part, considérait la scission comme inévitable, mais souhaitait que tout soit fait pour repousser le plus loin possible à droite la ligne de clivage, afin de conserver au sein de l'Internationale la majorité des travailleurs influencés par Serrati et ne pas livrer la section italienne à l'emprise exclusive des gauchistes. C'est pourquoi, tout en estimant nécessaire de tout faire pour que Serrati se décide à exclure les turatistes, il s'était prononcé, et la centrale avec lui, pour la recherche d'un accord avec Serrati, fût-ce au prix de certaines concessions. A la veille de son départ, il a une conversation avec Radek, qui ignore encore la position précise de l'exécutif sur ce point : Radek estime correcte la position de la centrale, et les deux hommes se mettent d'accord sur la nécessité d'éviter un conflit aigu au cas où l'exécutif adopterait une position différente¹⁵. Levi vient à peine de prendre la route de l'Italie que parvient à Berlin un télégramme de Moscou enjoignant de mener contre Serrati « le combat le plus décidé »¹⁶.

A Livourne, Levi va se trouver tout de suite en conflit avec les représentants de l'exécutif. Ceux-ci, en effet, se refusent à toute modification de la motion Bordiga qui permettrait de diviser le bloc serratiste et, au cours de son intervention au congrès, Kabaktchiev réserve tous ses coups à ce dernier¹⁷. Levi a plusieurs conversations, sans témoin, avec Serrati, au cours desquelles il dit avoir tenté de le convaincre de la nécessité d'exclure les réformistes¹⁸, mais où Rákosi l'accusera d'avoir encouragé Serrati à tenir tête à l'exécutif, allant jusqu'à lui montrer une lettre de Clara Zetkin recommandant cette attitude¹⁹.

Quoi qu'il en soit, Levi se contente d'une intervention purement formelle de type « salut fraternel », et repart sans avoir ni ouvert les hostilités ni appuyé les représentants de l'exécutif, persuadé cependant qu'une grave erreur a été commise. Il pense l'exécutif mal informé de la situation réelle dans le parti italien — Serrati lui a raconté que Bombacci n'hésitait pas à embrasser Turati en plein Parlement²⁰ — et semble convaincu que ses représentants ont, sinon outrepassé leur mandat, du moins rempli leur mission avec une excessive rigidité ; mais tout peut être rattrapé si l'exécutif examine sérieusement le dossier²¹. C'est apparemment dans cet esprit qu'il analyse pour *Die Rote Fahne* les résultats du congrès de Livourne, dont il dresse un bilan critique : la scission était inévitable, mais pas sous la forme où elle s'est produite, puisque l'élite des ouvriers partisans de la III^e Internationale se trouve maintenant en dehors de ses rangs, sans doute pour le plus grand profit des entreprises centristes²². Radek lui répond longuement, et sur un ton très sec, trois jours tard : pour lui, les ouvriers qui étaient partisans de l'Internationale et ont suivi Serrati n'en étaient partisans qu'en paroles, et l'élite des ouvriers révolutionnaires d'Italie est celle qui est aujourd'hui dans le nouveau parti communiste²³. La discussion est publique, le conflit semble ouvert.

Il commence par un éclat au sein d'une réunion de la centrale que Radek a réclamée d'urgence et qui se tient le 25 janvier²⁴. Levi est irrité des attaques personnelles contre lui de l'article de Radek, alors que l'article incriminé reflétait la position de la centrale. Radek, hors de lui, réplique que l'article de Levi est « une attaque consciente contre l'exécutif », et il menace :

« Avant que vous puissiez nous attaquer, nous vous devancerons et nous tirerons l'épée contre vous »²⁵.

Le ton des attaques, la tournure personnelle des reproches de Radek sont si vifs que Levi quitte la séance. Dès le lendemain, Radek recule et lui adresse une lettre d'excuses pour la forme de son intervention²⁶. Levi n'est pas satisfait pour autant : dans une réponse personnelle, il rappelle à Radek dans quelles conditions ils avaient été d'accord — en présence de Daumig — sur la question italienne, à la veille de son départ pour Livourne, et comment les nouvelles « instructions » de l'exécutif sont arrivées alors qu'il était déjà en route. Il proteste contre l'interprétation donnée par Radek à son article, se défend d'avoir voulu

12 Ibidem, p. 202.

13 Ibidem.

14 Ibidem, p. 203.

15 Levi, « Wir und die Exekutive » ; *Die Rote Fahne*, 6 février 1921, *Der Beginn der Krise*, Archives Levi, P 64/3, p. 16.

16 Ibidem, p. 16.

17 P 50 a 3, reproduit dans *The Comintern*, pp. 278-279.

18 Ibidem, p. 276.

19 Protokoll des III ... (Rákosi), p. 329.

20 Rapport à l'exécutif de l'I.C., Archives Levi, P 50/a, p. 1.

21 Ibidem, p. 2.

22 « Der Parteitag der italienische Partei », *Die Rote Fahne*, 23 janvier 1921, daté du 22 janvier, non signé.

23 « Die Spaltung der Italienischen Sozialistischen Partei », *Die Rote Fahne*, 26 et 27 janvier 1921, signé « P. B. », désignant Levi comme l'auteur de l'article mentionné à la note précédente.

24 D'après le rapport de Levi au comité central du 4 février, Archives P 64/3, pp. 16-17, où il n'indique pas explicitement la date de la réunion, mais donne des précisions qui permettent de la situer.

25 Ibidem, p. 16.

26 Ibidem. Le texte de cette lettre ne se trouve pas dans le dossier P 50 qui contient la réponse de Levi.

« attaquer » l'exécutif, dont il affirme que les erreurs seront corrigées à Moscou même, mais il exige de Radek des réponses précises. L'une concerne le sens exact des menaces proférées contre lui à la réunion du 25, l'autre est de savoir si oui ou non, lui, Levi, jouit encore de la confiance de l'exécutif pour diriger le parti allemand²⁷.

Nous ne possédons aucune réponse de Radek, mais l'incident semble avoir finalement déblayé le terrain. C'est dans une atmosphère plus détendue que se déroule le 28 janvier une nouvelle réunion de la centrale, toujours avec la participation de Radek. Celui-ci — qui apparaît dans le protocole sous le nom de Max²⁸ — présente une longue analyse de la situation politique, ne dissimulant pas les désaccords qui se manifestent au sein de l'exécutif contre les gauchistes — qu'il appelle « ceux du Sud-Est » —, il pense pour sa part que l'Allemagne et l'Italie sont les deux secteurs décisifs de la révolution européenne. Mais tout dépend de la capacité des communistes italiens et allemands à donner forme à des mouvements de masse, de leur solidité, de leur volonté d'agir. Il admet sans peine que l'exécutif cherche, par tous les moyens, à « activer » le parti allemand, mais nie que cette volonté résulte en quoi que ce soit des difficultés internes de la Russie soviétique ou d'un souci de diversion. Ce qui importe pour lui, c'est que les communistes allemands et italiens soient capables de prendre le pouvoir avant que ne s'abatte sur leurs pays la catastrophe économique qui les menace. L'exécutif veut un rapprochement avec le K.A.P.D., parce qu'il s'inquiète de la détérioration de la situation dans le parti allemand, qu'il ne juge pas prêt à l'action, comme le démontre à ses yeux le fait que le comité central n'ait pas été capable, depuis le 7 janvier, de discuter la lettre ouverte.

Il explique la vivacité de sa réaction contre Levi par le sentiment qu'il a eu que c'était la solidarité même avec l'exécutif qui était mise en cause :

« Ce qui a surtout provoqué de ma part la vigueur de ma polémique contre Levi, ce n'était pas notre désaccord sur la question italienne, mais plutôt le problème des relations avec l'Internationale communiste tel qu'il m'est apparu, non pas tellement dans qui a été imprimé, mais dans les discussions réelles. Inutile de dire que je n'ai pas voué une allégeance aveugle au comité exécutif. J'ai donné et j'ai reçu ma part de coups, mais il y a critique et critique »²⁹.

La centrale allemande doit se prononcer nettement, sur la question de savoir si l'exécutif a raison quand, dans sa ligne politique générale, il situe à droite le danger principal ; il faudra ensuite poser la question des relations entre le V.K.P.D. et l'I.C. et faire des propositions concrètes. Il plaide :

« L'Internationale communiste n'est pas un acte isolé, mais un processus continu. En 1919, elle n'était qu'un cri de ralliement, aujourd'hui, elle est soutenue par un parti allemand d'un demi-million de membres. (...) Dans ces conditions, il est inadmissible de supposer que l'exécutif ne puisse être amené à corriger des erreurs politiques par une politique ouverte, claire et sans équivoque, par les mots : « Pas d'accord. » Il est encore plus grave de croire que nous ne pouvons même pas changer son mode d'organisation »³⁰.

Loin de se faire le défenseur inconditionnel de l'exécutif, il insiste sur les difficultés rencontrées, sur la nécessité, de la part des dirigeants des partis, de faire des critiques qui soient constructives :

« Il y a beaucoup à faire pour atténuer les difficultés. A mon avis, le malaise de l'exécutif vient de ce qu'il est dans un pays engagé dans une lutte révolutionnaire. Il ne faudrait pas le blâmer parce qu'il lance des oukases, mais parce qu'il n'intervient pas. Il n'intervient que quand il y a une crise aiguë. (...) Il nous faut exprimer nos critiques et nos opinions de façon positive. Il faut résoudre ces questions sur le plan de l'organisation. Après le parti russe, vous êtes le plus grand parti de l'Internationale vous avez la même part de responsabilité que le parti russe »³¹.

Levi répond sur un ton apaisant à cette intervention conciliante. Mais il maintient intégralement ce qu'il a exprimé dans sa lettre personnelle du 27 février à Radek au sujet du refus d'entamer un débat politique :

« L'exécutif corrigera ses erreurs. Cette correction ne peut venir que de Russie »³².

Il se déclare en général d'accord avec les opinions formulées par Radek, et précise qu'il est hostile à un éventuel transfert de l'exécutif hors de Russie, mais il ne partage pas son opinion sur la façon de régler les difficultés présentes. Tout en se défendant d'être sceptique, il indique qu'il existe à ses yeux deux types de maladies : celles que l'on peut guérir sur-le-champ avec de traitements appropriés, et les autres, pour lesquelles il est nécessaire d'attendre. Le malaise dans les relations avec l'exécutif est du second type, et il explique pourquoi :

« Mes relations avec Zinoviev se sont légèrement améliorées depuis son séjour en Allemagne, mais je dois le répéter ici : nous nous trouvons devant une certaine méfiance, et toute tentative de notre part de critiquer des erreurs sera interprétée seulement comme un acte d'opposition à l'Internationale communiste. (...) Cette discussion m'a ouvert les yeux : le camarade Max s'est emballé pendant la discussion, et on a vu surgir des thèmes qui sont vigoureux et vivants

27 Archives Levi, P 50 a 4. Cette lettre personnelle devait être publiée dans *Freiheit* dès le 30 janvier ! Le 31 janvier, une déclaration de la centrale affirme que cette lettre a été volée, et qu'elle-même n'en a pris connaissance que dans *Freiheit*. C'est peu probable : dans les débats du 28 janvier (Protocole dans les Archives Levi, P 50 a 5), et Radek et Levi font allusion à leur correspondance. La polémique va se poursuivre, la presse communiste parlant de la « lettre volée » et les autres de la lettre « perdue au Reichstag », allant jusqu'à insinuer que Levi l'aurait perdue volontairement.

28 Archives Levi, P 50 a 5, reproduit dans *The Comintern : Historical Highlights*, pp. 285-299.

29 *Ibidem*, p. 291.

30 *Ibidem*, p. 292.

31 *Ibidem*.

32 *Freiheit*, 30 janvier; *Die Rote Fahne*, 2 février 1921.

à Moscou. En fonction de tous ces faits, je crois que nous aggraverions la maladie au lieu de favoriser la guérison en exprimant ce qu'on appelle des critiques positives »³³.

Peut-être parce qu'il escompte le secours de Lénine, petit être parce qu'il n'a pas envie de se battre sur un terrain extérieur à la politique de son parti, Levi refuse donc obstinément l'affrontement, et Radek va pousser à son avantage cette déroboade. Deux résolutions sont en effet en présence. Celle de Levi rappelle son accord de principe avec la nécessité d'appliquer les conditions d'admission et d'exclure les réformistes du parti italien, mais affirme que le maintien de l'unité des communistes italiens est nécessaire, ce qui signifie que la scission d'avec la gauche serratiste a été une erreur :

« Le V.K.P.D. déclare que, dans la perspective de l'unité des communistes italiens, aucun prix ne serait trop élevé pour l'acceptation du fait que les réformistes italiens demeurent encore dans le parti »³⁴.

Radek, de son côté, dépose une résolution qui approuve les décisions de l'exécutif, la « mise au pied du mur » des partisans de Serrati qui permet de les qualifier de « centristes » et par conséquent la reconnaissance du parti communiste italien comme le seul parti affilié en Italie à l'Internationale³⁵.

Radek adresse alors une nouvelle lettre aux présidents du parti Levi et Däumig. La résolution de Levi est à ses yeux inacceptable car elle ne se prononce ni sur les causes de la scission de Livourne, ni sur l'exclusion des serratistes, qui sont des faits acquis. Elle parle de Serrati et de son groupe comme s'ils étaient « communistes » et ne mentionne pas en revanche les « communistes italiens ». Il la considère donc comme une déclaration d'hostilité aux communistes italiens et à l'exécutif, une tentative d'introduire « les mœurs de l'U.S.P.D. dans le V.K.P.D. ». Il oppose cette résolution à celle de Levi et conclut :

« Mieux vaut que le président du parti soit pour une fois mis en minorité au sein de la centrale que si celle-ci, par désir de le soutenir, en venait non seulement à adopter une position centriste, mais encore à le cacher au parti »³⁶.

Acculé, Levi fait un autre pas en arrière et retire sa résolution. Radek accepte un amendement, présenté par Clara Zetkin, introduisant deux paragraphes qui se prononcent pour une réunification entre le parti communiste italien et « les éléments commun du groupe Serrati demeurés dans le parti socialiste »³⁷. Cette unanimité, qui peut paraître factice, a pourtant une base réelle : Clara Zetkin, qui approuve l'exclusion des turatistes et reproche à Serrati d'avoir préféré les réformistes aux révolutionnaires, désire avant tout, comme Levi, garder ouverte aux serratistes la porte de l'Internationale³⁸, et rien n'indique que Radek y soit opposé. L'incident créé par la scission italienne semble donc clos. Levi, satisfait que Radek n'ait pas exprimé la « défiance » qu'il redoutait et ait regretté la forme de ses attaques, demeure à la tête du parti.

En fait, la résolution de Clara Zetkin³⁹, adoptée à l'unanimité et sans objection de Radek, sur la nécessaire amélioration du fonctionnement de l'exécutif et de ses rapports avec les différents communistes semble mieux poser les problèmes réels et laisser espérer une issue positive à la crise. Elle précise qu'il n'est pas question de remettre en cause le fait que le siège de l'exécutif trouve à Moscou, « capitale du premier état prolétarien ». Mais elle souligne les difficultés qui en découlent pour une réelle direction de l'Internationale par son exécutif, difficultés qui proviennent tant des obstacles matériels pour les liaisons que « des « différences entre les tâches du parti communiste d'un prolétariat victorieux et celles des partis communistes qui sont dans des pays où il faut en premier lieu lutter pour la dictature du prolétariat ». Elle fait donc des propositions pratiques pour surmonter ou au moins « atténuer » ces difficultés. La première consiste en l'augmentation du nombre de représentants dans l'exécutif des partis ayant plus de 100 000 membres — manifestation évidente de la volonté des dirigeants allemands de n'être pas noyés sous le nombre des représentants des partis groupusculaires ou d'émigrés. La seconde est l'envoi en Europe occidentale et en Amérique de quatre représentants de l'exécutif — dont deux au moins du parti russe, la défiance à l'égard des autres étant patente —, qui auraient pour mission d'« informer l'exécutif des conditions particulières dans lesquelles les partis communistes des pays capitalistes ont à lutter » : il est difficile de dire plus nettement que l'exécutif est mal informé. Enfin, comme mesure pratique, et pour remédier aux inconvénients de la parution épisodique de la revue *L'Internationale communiste*, la résolution Zetkin propose la création d'une « correspondance de presse » en plusieurs langues qui nourrirait la presse des partis et faciliterait liaison et compréhension⁴⁰. Mais, quarante-huit heures après publication, le gauchiste Friesland attaque dans *Die Rote Fahne* cette résolution qu'il considère comme une déroboade devant le problème, la transformation du parti en parti d'action⁴¹.

Tout va rebondir, et, paradoxalement, toujours sur la question italienne. D'abord parce que Rákosi et Kabaktchiev se plaignent de l'attitude de Levi à Livourne : ils le tiennent pour partiellement responsable de la résistance de Serrati⁴², ce qui entraînera une protestation des communistes italiens⁴³. Ensuite parce que l'affaire prend une dimension internationale. Rendant compte du congrès de Livourne dans *l'Humanité*, Jacques Mesnil souligne que l'attitude de l'exécutif est inspirée par la croyance en « l'imminence de la révolution », et s'interroge :

33 *Ibidem*, pp. 293-294.

34 Texte dans *Soll die V.K.P.D.*, pp. 47-48.

35 *Ibidem*, pp. 46-47.

36 *Ibidem*, pp. 48-50.

37 *Ibidem*. Texte de la résolution amendée dans *Die Rote Fahne*, 2 février 1920.

38 *Protokoll des III...* (Zetkin), p. 283.

39 *Die Rote Fahne*, 2 février 1921.

40 C'est l'origine de la *Correspondance internationale* ou *Inprekorr* qui paraîtra en quatre langues.

41 « Zur Kritik der Partei », *Die Rote Fahne*, 4 février 1920.

42 Voir note 19.

43 Lettre de Bordiga, 28 janvier, *Die Rote Fahne*, 4 février 1921.

« La situation est-elle vraiment *aujourd'hui* aussi « révolutionnaire » qu'ils le pensent, et, étant donné la situation existante, la tactique la meilleure était-elle de provoquer la scission qui sépare de la masse du parti les éléments communistes les plus jeunes et les plus actifs ? »⁴⁴.

Quelques jours plus tard, il va plus loin et, analysant les accusations lancées par Serrati contre les délégués de l'exécutif auprès des partis communistes⁴⁵, il l'approuve, écrivant que l'attitude de ces « représentants » ne peut s'expliquer que par ce qu'il considère comme « une erreur théorique fondamentale des bolcheviks - leur croyance aveugle en la vertu de la centralisation ». Il lance à l'usage de son propre parti : « Serrati a raison : méfions-nous des éminences grises ! »⁴⁶.

Pour les membres de l'exécutif les plus prévenus à l'égard des « droitiers », un regroupement international est en train de s'esquisser : au lendemain du congrès de Livourne en effet, Serrati est parti pour Berlin où il a rencontré Levi⁴⁷. Sur ses conseils, il a écrit à l'exécutif pour demander un supplément d'enquête sur les conditions de la scission italienne. A son retour, il s'arrête à Stuttgart pour rencontrer Clara Zetkin, qui approuve ces initiatives⁴⁸. Et il semble bien que la résolution de la centrale allemande soit de nature à permettre une remise en question de l'attitude des délégués de l'exécutif en Italie.

Par ailleurs, les néo-gauchistes de Berlin tentent d'exploiter la situation pour pousser leur avantage contre Levi. Ruth Fischer, Friesland, Maslow multiplient les attaques, tant sur la question du K.A.P.D. — où ils approuvent la décision de l'exécutif — et sur la scission italienne que sur la prise de position en faveur de « l'alliance avec la Russie soviétique » mise en avant par la centrale et qu'ils considèrent comme un mot d'ordre « national-bolchéviste ». Au cours d'une assemblée de responsables de Berlin dans laquelle il est aux prises avec Ruth Fischer⁴⁹, Paul Levi commente la résolution de la centrale dans un sens que ses adversaires vont juger unilatéral et exclusivement favorable à Serrati⁵⁰. La gauche soulève le problème de ce qu'elle appelle l'« ultra-centralisme » de la centrale, lance le thème de la « bureaucratisation » qu'elle relie à ce qu'elle considère comme une politique « opportuniste »⁵¹. Aux prises avec des critiques convergentes, celles de l'exécutif et celles de l'organisation de Berlin la centrale est réduite à la défensive⁵².

Pour couronner le tout, Rákosi, de retour de Livourne, s'arrête à Berlin pour demander à la centrale des comptes sur l'attitude de Levi, qu'il accuse d'avoir partie liée avec Serrati et de nouer avec les partis autrichien et yougoslave des contacts fractionnels afin de soutenir les serratistes contre l'exécutif. Devant la centrale, il défend la politique appliquée à Livourne, et lui demande de revenir sur la résolution conciliatrice qu'elle a adoptée le 1^{er} février⁵³. Il réussit à convaincre Thalheimer et Stoecker, qui présentent alors une motion justifiant et la scission et la nécessité de la lutte contre Serrati, non seulement par son refus d'exclure les turatistes, mais par la position du P.S.I. sur les questions nationale, agraire et syndicales⁵⁴. Elle est repoussée à une large majorité, la centrale confirmant ainsi son vote du 1^{er} février⁵⁵.

Mais l'exécutif n'abandonne pas la partie : Rákosi est présent à la réunion du comité central du 22 février, et attaque violemment, s'inscrivant en faux contre les affirmations de Levi selon lesquelles le gros des ouvriers révolutionnaires serait resté avec Serrati, cependant que le parti communiste ne rassemblera que des éléments semi-anarchistes ou syndicalistes. Pour lui, Levi, en lançant de telles calomnies, cherche à tromper le parti allemand. Sur son élan, Rákosi développe sa propre analyse de la situation : s'il ne répète pas les propos tenus en privé à Clara Zetkin⁵⁶ — que le parti allemand est trop nombreux, qu'il faut souhaiter que disparaissent une bonne partie de ses 400 000 adhérents —, il affirme que la scission de Livourne doit « servir d'exemple », et que, si c'est nécessaire, il faudra, « pour la clarté politique », « faire des scissions, dix fois au besoin, que ce soit en Italie, en France ou en Allemagne ». L'Internationale, souligne-t-il, a besoin de cadres bien trempés et il faut clairement dire que le parti français, entre autres, devrait être sérieusement épuré⁵⁷. Levi prend la déclaration de Rákosi pour une déclaration de guerre de l'exécutif : il ne s'agit plus désormais à ses yeux d'un incident de parcours comme il l'avait cru, mais d'une ligne politique qui concerne la construction de tous les partis. Clara Zetkin s'indigne que Thalheimer et Stoecker, membres de la centrale, se croient autorisés à présenter au comité central une résolution expressément repoussée par la centrale : elle voit dans cette opération une manœuvre inspirée par Rákosi et, à travers lui, par l'exécutif, une de ces pratiques qui, précisément, apportent de l'eau au moulin d'un Serrati quand il dénonce l'ultimatum et l'autoritarisme de l'exécutif⁵⁸. Mais le coup de théâtre se produit : par 28 voix contre 23, le comité central adopte la résolution Thalheimer-Stoecker, refuse donc sa confiance à Levi pour l'accorder à l'envoyé de l'exécutif⁵⁹. Levi, amer, dira que le Comité central « s'est tourné vers l'oracle de Delphes pour apprendre de la bouche de la Pythie la véritable signification de ce qui s'est

44 *L'Humanité*, 25 janvier 1921.

45 Le conflit avait été particulièrement aigu avec Liubarsky, dit « Carlo ».

46 J. Mesnil, « Le Congrès de Livourne », *Revue communiste*, n° 12, 1921, pp. 509-511.

47 *Protokoll des III...* (Zetkin), pp. 286-287.

48 *Ibidem*, p. 287.

49 L'intervention de Ruth Fischer dans *Die Rote Fahne*, 10 février 1921 ; voir aussi son article « Die Rettung der deutschen Nation », *ibidem*, 11 février 1921.

50 *Ibidem*, 10 février 1921.

51 *Die Rote Fahne*, 15 février 1921, résolution de Friesland et Fischer, article de Hort : « Zentralismus und Bureaukratie ».

52 *Ibidem* (édition du soir), article de Brandler, « Zur Organisationsfrage ».

53 Archives Levi, P 50 a 7, sous le titre « Discours de Rakotschin ».

54 *Protokoll des III...* (Zetkin), pp. 284-285.

55 *Ibidem*, p. 185.

56 *Ibidem*, p. 289.

57 *Die Rote Fahne*, 26 février 1921.

58 *Protokoll des III...* (Zetkin), p. 285.

59 *Ibidem*, p. 286 ; *I.M.L.-Z.P.A.*, 2/3/38, Rundschreiben, 17, 26 février 1921, cité par Mujbegović, *op. cit.*, p. 267, n. 20.

passé en Italie »⁶⁰.

Ce vote ouvre de nouveau la crise à un niveau supérieur. En séance, sur-le-champ, les deux présidents du parti, Levi et Daümig, et trois membres de la centrale Clara Zetkin, Otto Brass Hoffmann, démissionnent de la centrale ; ils remettent une déclaration écrite dans laquelle ils affirment n'être pas solidaires de Serrati et refuser l'identification avec lui, mais se refuser également à cautionner les positions de Rákosi et à partager ainsi la responsabilité d'une politique qui vise à « créer des partis plus solides et plus purs par la méthode des scissions mécaniques »⁶¹. Brandler et Stoecker sont élus présidents de la centrale, Ernst Meyer, Frölich, Wegmann, Eberlein et Sievers entrent à la centrale pour remplacer les démissionnaires, Frölich, Böttcher, Meyer et Sievers devenant secrétaires⁶². La nouvelle majorité s'empresse de déclarer qu'elle a voulu seulement manifester son désir d'une coopération loyale du parti avec l'exécutif, et qu'elle n'a avec les démissionnaires aucune divergence de principe⁶³. En fait, la bataille fractionnelle ne fait que commencer, si les nouveaux dirigeants du parti allemand n'en ont pas conscience : dès le 14 mars, Radek leur reproche, de Moscou, de ménager Levi⁶⁴, cependant qu'au 10^e congrès du parti communiste russe, Zinoviev en personne se réjouit de ce que Lévi ait été « démasqué », affirmant qu'il était « prédestiné » à une telle évolution « droitiste »⁶⁵. La guerre est décidément déclarée.

Débat politique.

Levi la conduit, sur le plan politique, désormais, avec beaucoup de clarté. Il montre d'abord qu'au point de départ des divergences se trouvent — ce qu'il n'avait pas su voir à l'été 1920 — des appréciations fort différentes de la conjoncture mondiale. Cette dernière est en effet dominée selon lui par l'importance de la contre-offensive bourgeoise, qui se traduit dans les rangs ouvriers par la remontée de la social-démocratie, notamment l'intérieur des organisations syndicales : il souligne qu'au cours des élections en Prusse la moitié des voix qui s'étaient, dans les scrutins précédents, portées sur les indépendants, se sont portées cette fois sur le parti social-démocrate. Le principal souci des communistes doit donc être, selon lui, de ne pas se laisser isoler des masses, et en particulier des six millions de travailleurs organisés dans les syndicats, situation qui est caractéristique l'Europe occidentale, que les Russes n'ont pas connue et qu'il sous-estime.

Une autre divergence importante apparaît avec la théorie défendue en Russie par Boukharine de la « tactique offensive » dont la faillite a pourtant été évidente à l'été 1920, après les illusions provoquées par la marche de l'armée rouge sur Varsovie. Levi affirme nettement :

« On ne peut introduire le système soviétique mécaniquement, pour ainsi dire à la pointe des baïonnettes. Le système soviétique a besoin de s'appuyer sur la volonté révolutionnaire du prolétariat dans chaque pays. Là où cette volonté fait défaut, les prolétaires reçoivent les révolutionnaires comme des oppresseurs »⁶⁶.

Ce sont tous ces problèmes qui ont été posés en Italie la façon dont s'est déroulée la scission, car une scission était nécessaire, mais avec Turati et non avec Serrati, et les délégués de l'Internationale ont voulu et préparé la scission avec Serrati. Or l'enjeu était considérable : il s'agissait de garder dans le parti une centaine de milliers de travailleurs qui avaient la volonté de devenir communistes, et c'est un problème qui pose dans tous les pays :

« Il existe deux voies pour atteindre, avec ces masses organisationnellement liées à la III^e Internationale, un niveau plus élevé d'expérience communiste, de volonté communiste. L'une consiste à faire leur éducation par de nouvelles scissions, l'autre à éduquer politiquement ces masses venues vers nous, à vivre avec elles le temps la révolution et les choses et à parvenir ainsi à un niveau supérieur, avec les masses et dans les masses »⁶⁷.

Le choix des Russes — si tant est qu'ils aient été unanimes — s'explique, selon Levi, par la tradition du bolchevisme, l'empreinte de sa formulation dans l'illégalité. Dans un parti de masse tels que sont les partis ouvriers d'Occident, on ne peut, comme le prouve la scission victorieuse du parti indépendant, « procéder à des scissions à coups de résolutions, mais seulement sur la base de la vie politique », de l'action et de la conviction qu'elle entraîne par l'expérience : après avoir fait de Serrati le porte-drapeau de l'Internationale pendant deux années, il était vain d'espérer « démasquer » aux yeux des masses par quelques « lettres ouvertes ». Or c'est ce qu'a fait l'exécutif et qu'il n'avait heureusement pas fait en Allemagne. La scission italienne constitue un précédent dangereux, le signe que l'exécutif est en train de s'engager sur la voie de la formation des masses communistes par une éducation progressive, mais par une scission mécanique »⁶⁸.

De telles pratiques sont étrangères au mouvement révolutionnaire en Occident et à ses traditions profondes, et elles proviennent incontestablement aux yeux de Levi, à travers l'exécutif de l'Internationale, du parti russe et de l'hégémonie qu'il exerce. Levi se défend d'être de ceux qui songent à déplacer le siège de l'exécutif pour le soustraire à l'influence des dirigeants russes, mais il souligne l'isolement de ces derniers, la lenteur des communications, la rareté de leurs contacts humains et la difficulté qu'ils ont à se former une idée exacte de la situation en Europe occidentale. En outre, les dirigeants bolcheviques sont à la tête d'un Etat et jugent inévitablement des événements à partir de cette position, au moins dans un

60 *Die Rote Fahne*, 1^{er} mars 1921.

61 *Die Rote Fahne*, 28 février 1921.

62 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/25, « An die Bezirksleitungen », 26 février 1921, cité par Mujbegović, *op. cit.*, p. 267, n. 22.

63 *Die Rote Fahne*, 1^{er} mars 1921.

64 Lettre de Radek, Archives Levi, P 55/3 ; *Sowjet*, n° 819, août 1921.

65 *Die Kommunistische Internationale*, n° 16, pp. 555 sq., mais publié d'abord en Allemagne par *Freiheit*, 10 avril 1921.

66 *Die Rote Fahne*, 10 février 1920.

67 « Wir und die Exekutive », *Die Rote Fahne*, 6 février 1921.

68 « Wir anderen », *ibidem*, 1^{er} mars 1921.

premier temps.

Cela ne signifie pas que la discussion avec les Russes ne puisse aboutir qu'à un dialogue de sourds. Bien au contraire, Levi souhaite avec eux une discussion responsable. Mais il refuse, pour toutes ces raisons, de se lancer, comme on l'en accuse déjà, dans une lutte fractionnelle. Il exige la clarification la plus rapide possible, seule capable précisément d'épargner au parti allemand la crise et les luttes fractionnelles qui lui seraient tellement préjudiciables :

« Comme vous le voyez, la question italienne est devenue maintenant, avec ces conséquences telles que les a mentionnées le représentant de l'internationale communiste, une question de la nature la plus grave pour notre parti allemand également. Nous devons savoir très clairement comment nous voulons construire et agrandir le parti communiste allemand, savoir si nous voulons demeurer ensemble en tant que masse, même si des groupuscules se détachent de nous, à droite ou à gauche, et si nous voulons grandir par notre action à tous, ou bien si nous voulons parvenir à une forme supérieure de communisme en provoquant la scission, après un certain temps de cohabitation, de la crème de ce qui se serait alors formé. Et je le dis tout à fait ouvertement : il existe des signes que, dans ce parti, on songe à cette seconde voie »⁶⁹.

Les événements allaient rapidement confirmer ce diagnostic.

XXV. L'action de mars

Quelques semaines seulement vont s'écouler entre la démission de Paul Levi de la présidence du V.K.P.D. et son exclusion du parti : semaines cruciales dans l'histoire du communisme allemand, sur lesquelles la lumière est loin d'être faite. Car les adversaires de Levi n'entendent pas que l'affaire italienne se termine par un simple changement de l'équipe dirigeante en Allemagne. Revenu à Moscou, Radek brise avec son attitude conciliatrice, adresse à *Die Internationale* un article qui montre l'intention de l'exécutif de porter le débat au fond, c'est-à-dire sur le terrain de ce qu'il appelle l'« activation » du parti¹. Radek affirme en effet que Levi ne brandit contre l'exécutif, à propos de la scission italienne, l'épouvantail de la « scission mécanique » que parce que ce même exécutif l'a critiqué, lui, sur le terrain de la pratique de la direction allemande, le rendant personnellement responsable de sa « passivité ». Pour lui, l'ancienne direction « s'est montrée incapable de passer de la défensive forcenée de 1919 à l'offensive accrue rendue possible par la radicalisation des masses des ouvriers indépendants en 1920 »². Il faut être net : le V.K.P.D. traverse une crise grave, et la preuve en est dans le fait qu'il n'agit pas et se contente de discuter, à un moment où l'action seule pourrait éclairer les problèmes posés³. L'article fait apparaître de la part de l'exécutif une volonté d'« activer » le parti allemand, de rompre avec la routine de l'agitation et de la propagande : la lutte, nécessaire, contre Levi passe par là et Radek blâme l'attitude « conciliatrice » de Brandler, Stoecker et Thalheimer.

Le 14 mars, il le précise dans une lettre confidentielle adressée à Brandler, Frölich, Ernst Meyer, Böttcher, membres de la centrale, ainsi qu'à Thalheimer et Félix Wolf⁴ :

« Levi cherche à bâtir une fraction sous le mot d'ordre : parti de masse ou secte. L'escroquerie, c'est que, par cette politique, il est en train de diviser le parti de façon catastrophique alors que nous pourrions attirer à nous des masses nouvelles en activant notre politique. Personne ici ne songe à une scission mécanique, ni à une quelconque scission en Allemagne. Il faut s'attacher à mettre au jour les oppositions, à faire de l'aile gauche la force qui dirige. Levi s'en ira vite. Mais il faut tout faire pour empêcher Däumig et Zetkin de partir avec lui »⁵.
« Tout dépend de la situation politique mondiale. Si la faille entre l'Allemagne et l'Entente s'agrandit, et dans l'éventualité d'une guerre avec la Pologne, nous parlerons. C'est précisément parce que ces possibilités existent que vous devez tout faire pour mobiliser le parti. On ne peut pas déclencher une action comme on tire un coup de revolver. Si, maintenant, vous ne faites pas tout, par une pression incessante en vue de l'action, pour donner à la masse communiste le sentiment qu'on a besoin d'elle, vous échouerez de nouveau à un moment décisif. Au moment des décisions politiques de portée mondiale, moins penser à la formule « radicale » qu'à l'action, à mettre les masses en mouvement. Au cas où la guerre arriverait, ne pas penser à la paix, ni à seulement protester, mais à prendre les armes »⁶.

La mission de Béla Kun.

On ignore la date exacte de l'arrivée à Berlin de Béla Kun, que l'on peut seulement situer aux environs de la fin février ou de début mars. Militant social-démocrate en Hongrie avant guerre, le nouveau président de l'exécutif de l'Internationale a été gagné au bolchevisme alors qu'il était prisonnier de guerre, en 1917, et, revenu clandestinement en Hongrie, y a fondé le parti communiste. Arrêté, il est sorti de prison pour présider le conseil des commissaires du peuple et diriger le parti né de la fusion avec les social-démocrates. Il a réussi à s'échapper après la chute du régime des conseils et s'est réfugié à Moscou, où il a travaillé dans les services politiques de l'armée rouge. On lui a vivement reproché en 1920 d'avoir, contrairement à la parole donnée, fait exécuter des prisonniers blancs de l'armée Wrangel et Lénine, après avoir parlé de le faire fusiller, s'est finalement contenté de l'expédier en mission au Turkestan. L'homme est courageux, mais médiocre. Lénine n'a jamais dissimulé qu'il le tenait en piètre estime et en partie pour responsable, par ses erreurs « opportunistes », de l'effondrement final de la république des conseils de Hongrie. C'est peut-être pour cette raison qu'il fait depuis profession de gauchisme, ne manquant aucune occasion de pourfendre les opportunistes, notamment ceux du parti allemand, dans les colonnes de *Kommunisten*. Il est vigoureusement contesté parmi les émigrés hongrois ; on lui reproche notamment d'employer des méthodes fractionnelles et de ne reculer ni devant la menace ni devant la corruption⁷. C'est pourtant un personnage important, membre de l'exécutif avant le 2^e congrès, entré par la suite au « petit bureau », et qui doit sans doute à ces fonctions de passer pour un inconditionnel de Zinoviev. En même temps que lui arrivent à Berlin deux autres collaborateurs de l'exécutif, Josef Pogany, Hongrois également, ancien président du conseil des soldats de Budapest, et le juif polonais Samuel Haifiz, venu de l'organisation sioniste révolutionnaire Poale Zion, connu à cette époque sous le nom de Guralski et qui va en Allemagne se faire appeler August Kleine⁸.

Il faudra peut-être attendre l'ouverture totale des archives de l'Internationale et du parti russe pour connaître le contenu exact de la mission confiée en Allemagne à Béla Kun, et s'il s'agissait même de mission particulière. Les documents connus ne fournissent aucun indice⁹. Dès le mois d'avril 1921 d'ailleurs, Curt Geyer, qui représentait alors à l'exécutif la centrale du parti allemand, avait assuré qu'il n'avait jamais été question de cette mission à l'exécutif : il a confirmé récemment qu'elle n'avait fait

1 « Die Krise in der V.K.P.D. », *Die Internationale*, n° 3, 1^{er} mars 1921, pp. 71-79.

2 *Ibidem*, p. 72.

3 Radek se désolidarise des opinions personnelles de Rákosi (*ibidem*, p. 76).

4 *Ibidem*, p. 79.

5 Archives Levi, p. 55/3 ; *Sowjet (Unser Weg)*, n° 2/1, août 1921, pp. 248-249.

6 *Ibidem*, pp. 248-249.

7 Borkenau, *op. cit.*, pp. 174-175.

8 Borkenau, *op. cit.*, ne mentionne que Béla Kun. R. Fischer (*op. cit.*, p. 175) ne cite que Kun et Guralski. Les autres auteurs (Carr, *op. cit.*, p. 335, Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 151, Flechtheim, p. 73) mentionnent les trois hommes. Babette Gross (*op. cit.* p. 118) insiste longuement sur le rôle spécifique dévolu à Pogany, chargé, selon elle, de venir à bout dans les Jeunesses communistes de la résistance opposée à l'exécutif par Willi Münzenberg.

l'objet à Moscou d'aucune réunion ni d'aucune allusion, du moins en sa présence¹⁰. On peut seulement supposer d'après la lettre de Radek que la crise du parti allemand n'était que l'un des aspects des préoccupations des dirigeants de l'Internationale : la brusque aggravation de la tension en Europe, l'ultimatum de l'Entente exigeant le désarmement des « gardes civiques » en Allemagne, l'extension de la zone d'occupation alliée et l'approche du plébiscite en Haute-Silésie constituaient, avec les préparatifs militaires en Pologne, un ensemble inquiétant. Il faut en tout cas renoncer à la thèse selon laquelle la mission de Béla Kun aurait été en rapport avec l'insurrection de Cronstadt, certainement postérieure à son départ¹¹. Le plus vraisemblable, dans l'état actuel des informations, est que Béla Kun a agi de sa propre initiative, avec la conviction qu'il aurait le soutien et l'approbation de l'exécutif : on répétait volontiers en effet, dans l'entourage de Zinoviev, qu'à défaut de victoire de grandes luttes du prolétariat international permettraient à la Russie de faire l'économie de la Nep¹².

« Forcer le développement de la révolution ».

Dès son arrivée, en tout cas, Béla Kun, au cours de discussions particulières avec les dirigeants communistes allemands, développe des perspectives inspirées de la théorie, en vogue à Moscou, de l'« offensive révolutionnaire », proches du schéma développé dans la lettre de Radek. Pour lui aussi, la crise internationale ne peut manquer d'aggraver les conditions de vie du prolétariat allemand, et le parti unifié, devant cette situation, ne peut se cantonner dans une attitude passive ou même expectative. Il est nécessaire que les dirigeants communistes allemands comprennent enfin que leur parti est en mesure de modifier le rapport de forces par une intervention active et qu'il est par conséquent de son devoir de peser sur la lutte des classes. Il doit prendre l'initiative, donner l'exemple de la résistance, et même, si nécessaire, « forcer le développement de la révolution » en s'efforçant de réveiller une classe ouvrière provisoirement assoupie. Il rencontre cependant bien des résistances : Thomas, qui décrit son arrivée et le début de son activité sous le pseudonyme de « Spanior », fait le récit d'une entrevue orageuse à laquelle participaient également les communistes polonais Warski et Lapinski¹³. Clara Zetkin, qu'il rencontre le 10 mars, épouvantée par les propos qu'il lui tient, prévient Levi et refuse désormais de le rencontrer sans témoin. Le 14, c'est au tour de Levi d'apprendre les projets du délégué de l'I.C.¹⁴.

Le comité central se réunit à Berlin les 16 et 17 mars¹⁵. Béla Kun ne semble pas y avoir pris la parole pour soutenir ses thèses : tout le monde est dans l'ensemble convaincu qu'il faut « mobiliser les masses » et seul Malzahn ne partage pas l'optimisme général quant à l'approche inévitable de grandes luttes ouvrières¹⁶. Brandler présente un rapport inspiré de l'analyse faite à Moscou par l'exécutif quand il affirme :

« Si la révolution ne fait pas tourner les choses autrement, nous aurons sous peu une guerre anglo-américaine. (...) Le 20 mars, les sanctions seront aggravées. En outre, c'est le même jour qu'aura lieu le référendum en Silésie, qui provoquera vraisemblablement des conflits entre les bourgeoisies polonaise et allemande. (...) Il y a 90 % de chances pour qu'on en arrive à des conflits armés »¹⁷.

Il est soutenu avec fougue par Paul Frölich¹⁸, que la « philosophie de l'action », dans cette conjoncture internationale dramatisée, conduit à assurer :

« Nous devons, par notre activité, tout faire pour que se produise une rupture (entre l'Entente et l'Allemagne), au besoin par une provocation. (...) Ce que la centrale propose maintenant, c'est la rupture complète avec le passé. Jusqu'à maintenant, notre tactique consistait à laisser venir les choses et, dès qu'une situation était donnée, nous prenions nos décisions dans ce cadre. Aujourd'hui nous devons nous-mêmes forger le destin du parti et de la révolution »¹⁹.

Pourtant, le comité central ne semble pas avoir décidé à cette date d'une action immédiate. Brandler écrira plus tard :

« Il fut décidé, au cas où le plébiscite de Haute-Silésie conduirait à un conflit armé, d'appeler les masses à la lutte contre cette aventure insensée. Admettant que les sanctions provoquées par la résistance passive du gouvernement allemand aux exigences de l'Entente, ou que l'accord de l'Allemagne avec cette dernière, pouvaient entraîner la fermeture de nouvelles usines et la réduction de la production, le comité central décida, dans le cas où la misère forcerait les sans-travail ou les ouvriers en chômage à descendre dans la rue, de tout faire pour organiser la lutte, la mener avec vigueur, mettre les masses en mouvement »²⁰.

9 Véra Mujbegović (op. cit., p. 269) renvoie sur ce point au compte rendu de la réunion du bureau de l'exécutif de l'I.C. des 22 et 23 février 1921 à laquelle assistaient Béla Kun et Guralski (I.M.L.-Z.P.A., Akte 539) et au rapport postérieur de Kurt Geyer (I.M.P.-Z.P.A., 10/14. pp. 292-323).

10 Interview à R. Lowenthal, *The Bolshevisation*, p. 57, n. 117.

11 Thèse défendue en particulier par Ossip K. Flechtheim, *Die K.P.D. in der Weimarer Republik*, 1948, p. 73.

12 Lowenthal, op. cit., p. 63.

13 *Contributions à l'histoire du Comintern*, p. 25.

14 Ces deux entretiens sont mentionnés par le seul Levi dans son intervention au comité central de mai (*Was ist das Verbrechen*, p. 8).

15 Le compte rendu de cette réunion à I.M.L.-Z.P.A., 2/4, que Véra Mujbegović a consulté, n'apporte rien, selon elle, d'essentiel par rapport aux sources déjà connues : les citations qui suivent étaient faites par Levi d'après ce document, dont il avait copie.

16 *Protokoll des III...*, p. 553.

17 Cité dans *Unser Weg*, pp. 22-23, et dans Archives Levi, P 83/9, dont le texte porte en marge de la citation, p. 23, la mention manuscrite : « Brandler ».

18 *Protokoll des III...*, pp. 465, 553.

19 Archives Levi, P 83/9, p. 24, avec la mention manuscrite : « Frölich ».

20 Brandler, *War die Märzaktion ein Bakunisten putsch ?*, p. 20.

Estimant qu'il convient de cesser de s'opposer par principe aux grèves partielles, le comité central décide en outre de consacrer tous ses efforts à l'élargissement des grèves en cours d'ouvriers agricoles pour leurs augmentations de salaires : il estime qu'une victoire partielle dans un secteur, même très particulier, rendrait confiance aux masses et « éveillerait leur esprit offensif » ; la politisation des mouvements grévistes pourrait s'effectuer sous les mots d'ordre de « A bas le gouvernement Fehrenbach ! Alliance avec la Russie soviétique ! » qui permettraient l'unification. Il décide enfin que, dans le cas où le gouvernement tenterait de faire intervenir la police ou Reichswehr contre les grèves de masses prévues, le parti communiste devrait organiser la résistance armée²¹.

Aucune de ces actions n'est pourtant prévue dans l'immédiat : la semaine qui vient est celle qui précède les congés de Pâques, et toutes les usines doivent fermer du 25 au 28 mars inclus. C'est précisément ce délai que le parti doit tenter de mettre à profit pour se préparer à l'action dans la semaine qui suivra Pâques²². Or, avant la fin de la réunion du comité central, arrivent d'Allemagne centrale des informations qui vont bouleverser le plan primitif. L'*Oberpräsident* de Saxe prussienne, le social-démocrate Horsing, vient de publier un manifeste annonçant son intention de faire occuper par la police plusieurs zones industrielles, dont le secteur minier de Mansfeld-Eisleben, afin d'y « assainir » la situation²³. Les entrepreneurs de ces régions se plaignent de vols fréquents et la police doit parfois soutenir de véritables batailles rangées contre les « pillards » : il s'agit officiellement d'en finir avec la multiplication de délits de droit commun allant du vol au sabotage, et aux agressions contre le personnel de surveillance des usines. Il ne fait cependant aucun doute que l'objectif réel poursuivi par Horsing est de désarmer les ouvriers — qui ont conservé leurs armes après le putsch de Kapp — et, du même coup, de démanteler un bastion communiste. Cette information, qui prend le comité central au dépourvu, le soulage pourtant d'une certaine façon ; Brandler, si l'on en croit Radek, était en train de se demander s'il ne fallait pas « éventuellement provoquer l'adversaire et prendre l'initiative »²⁴ : l'offensive de Horsing règle ce problème de conscience. Les gauchistes bondissent sur l'occasion : Paul Frölich, raconte Radek, « entre en scène comme un lieutenant de cavalerie et affirme : De ce jour, nous brisons avec la tradition du parti. Jusqu'à maintenant, nous avons attendu et maintenant nous prenons l'initiative, nous forçons la révolution »²⁵. Les responsables du parti de Halle, où se trouve le district de Mansfeld, reçoivent comme consigne de proclamer la grève générale à la première occupation d'usine par la police et de se préparer dès maintenant à la résistance armée²⁶. Ce n'est plus désormais la situation internationale, mais l'attaque de Horsing qui rend à la fois possible et nécessaire, aux yeux des dirigeants allemands, le passage à l'offensive générale.

La perspective tracée par Béla Kun semble se concrétiser. Après la clôture du comité central, il persuade Brandler de rédiger un texte qui paraîtra dans *Die Rote Fahne* du 18 mars, un appel à l'armement des travailleurs, qu'il justifie par le refus du gouvernement bavarois de désarmer et dissoudre les organisations contre-révolutionnaires de l'*Orgesch*²⁷. L'appel est réimprimé à plusieurs reprises, jusqu'au 21 mars, dans l'organe central du parti. Le lien n'est pas évident avec l'appel à la résistance contre Horsing décidé au comité central²⁸. D'ailleurs, les forces de police ne se mettent en marche que le 19 pour pénétrer dans la région minière. Le 20, *Die Rote Fahne* appelle les ouvriers allemands à venir au secours de leurs frères d'Allemagne centrale. Un éditorial, intitulé « Qui n'est pas avec moi est contre moi — Un mot aux ouvriers social-démocrates et indépendants »²⁹ lance un véritable ultimatum aux ouvriers non communistes d'avoir à choisir leur camp dans les combats qui s'annoncent.

Les effets produits par ces appels semblent cependant médiocres. Dès le 18, la centrale a confié la direction de l'action dans le district de Halle-Merseburg à deux responsables régionaux. Lemke et Bowitski³⁰. Le 19, comité de district se réunit sous la présidence de Fred Eßsner : la question posée est de savoir comment parvenir à exploiter la situation « dans un sens révolutionnaire »³¹. Le 20, les troupes de Horsing continuent leur progression, et les responsables communistes cherchent toujours des moyens d'éveiller l'esprit de lutte chez les ouvriers³². Le 21, la grève commence à se répandre dans les districts occupés par la police, mais le secrétariat de Halle du V.K.P.D. hésite encore, avant de se décider finalement à lancer un appel à la grève générale dans tout le district³³. Pourtant, le matin du 22, la grève n'est pas générale : les événements ne répondent décidément pas à l'attente de Béla Kun et de ses disciples.

Combats armés.

Tout change pourtant au cours de cette journée du 22 mars. D'abord Eberlein arrive à Halle et explique aux dirigeants locaux qu'il faut absolument provoquer en Allemagne centrale un soulèvement qui serait la première étape de la révolution. Tous les moyens lui paraissent bons pour sortir les ouvriers de leur passivité et il va jusqu'à proposer l'organisation de faux attentats contre le parti communiste et les autres organisations ouvrières, ou l'enlèvement de dirigeants connus dont on pourrait accuser la police et les réactionnaires, et provoquer ainsi la colère des masses. Aucun de ces projets ne verra le jour, après

21 *Ibidem*, pp. 12-20.

22 *Taktik und Organisation der revolutionären offensive*, p. 28 ; Bericht 2 ... , p. 61 ; Brandler, *op. cit.*, pp. 16-17.

23 *Die Rote Fahne*, 17 mars 1921.

24 *Protokoll des III...*, p. 463.

25 *Ibidem*.

26 *Die Enthüllungen zu den Märzkämpfen*, p. 7.

27 Lowenthal, *op. cit.*, p. 61, d'après le témoignage de Brandler. Sur l'*Orgesch*, voir plus loin, note 54.

28 Voir sur ce point B. Düwell, « Disziplin und Grundsätze », *Sowjet*, n° 1, 1^{er} mai 1921, pp. 17-21.

29 *Die Rote Fahne*, 20 mars 1921.

30 *Vorwärts*, 25 et 26 novembre 1921 ; *Die Enthüllungen zu den Märzkämpfen*, p. 7.

31 *Vorwärts*, 25 novembre 1921 ; *Die Enthüllungen*, p. 10.

32 *Ibidem*, p. 19.

33 *Die Rote Fahne*, 22 mars 1921 ; *Taktik und Organisation*, p. 137.

l'échec d'une tentative pour faire sauter à Seesen une usine de munitions³⁴. Le véritable élément nouveau est constitué par l'entrée en scène de Max Hoelz, arrivé à Halle dans la soirée du 21 mars³⁵. Le héros des combats armés de mars 1920 contre les kappistes, exclu du parti communiste, à la suite de ses démêlés avec Brandler, pour « aventurisme », a vécu dans la clandestinité, participant à l'occasion aux opérations d'« expropriations » que montent, pour financer le K.A.P.D. et ses activités, légales ou non, des chefs de bandes armées comme Karl Plättner³⁶. Peu avant les événements de mars, il a été mêlé à la sombre affaire de l'attentat à la dynamite contre la colonne de la Victoire à Berlin, le 13 mars, laquelle a servi de prétexte à une délégation exceptionnelle de pouvoirs au ministre prussien de l'intérieur, Severing, et à Hörsing³⁷. Vraisemblablement adhérent depuis peu au K.A.P.D., sans pour autant respecter une quelconque discipline de parti, il n'a que mépris pour ceux qu'il appelle les « politiciens » du V.K.P.D. et particulièrement pour sa bête noire, Brandler. Dès son arrivée dans cette région qu'il connaît bien, il prend la parole dans les assemblées de grévistes et commence à recruter pour ses groupes armés³⁸.

Dans la soirée du 22, il a réussi à constituer à Eisleben un premier noyau et à l'armer en désarmant plusieurs policiers. La nuit même, il réussit un coup de main contre un dépôt d'armes et dispose alors de quoi armer les volontaires prêts à le rejoindre. En quarante-huit heures, ses milices passent à l'action armée dans le district minier, menant la guérilla urbaine contre soldats et policiers, attaquant les banques, contraignant les entreprises à fermer et à contribuer financièrement à son équipement. Le rédacteur en chef du journal communiste de Mansfeld, Josef Schneider³⁹ se rallie à lui, mais, dans l'ensemble, les dirigeants et militants du V.K.P.D. restent plutôt circonspects⁴⁰, de même qu'à l'égard de Karl Plättner, accouru, lui aussi, dès le début des événements et dont le rôle militaire, moins connu, a peut-être été plus considérable encore⁴¹. En revanche, le K.A.P.D. se réclame de son action, et ses militants célèbrent en lui le héros de l'action révolutionnaire directe⁴².

L'accord pour une action commune conclu à Berlin entre les deux partis communistes sous l'égide de Béla Kun n'empêche pas la concurrence sur place entre K.P.D. et K.A.P.D. Tandis qu'Eberlein s'efforce de mobiliser ses troupes, deux envoyés de Berlin du K.A.P.D., Jung et Fritz Rasch, en font autant dans la même ville de Halle⁴³. Le K.A.P.D. a une certaine influence dans cette région, où prédomine un prolétariat industriel fruste et encore marqué d'influence rurale : depuis presque un an, un de ses principaux dirigeants, Peter Utzelman, travaille avec des travailleurs de la Leuna, parmi lesquels il a réussi à créer une union importante qui publie son propre journal⁴⁴. Le 21 mars, les ouvriers de cette entreprise géante — qui en groupe plus de 12 000 — élisent un comité d'action dont le président est Utzelman, élu sous son pseudonyme de Kempin⁴⁵. Le 23 mars, l'usine est en grève, mais le comité de grève se divise en deux parties à peu près égales, entre partisans de Kempin et partisans du dirigeant du V.K.P.D., Bernhard Koenen, qui dénonce les « provocations » de son rival⁴⁶. Va-t-on ou non assurer les services de sécurité ? Les quelque 2 000 ouvriers armés de l'usine doivent-ils passer à l'offensive dans la région ou se contenter de tenir, sur place, ce bastion prolétarien ? En définitive, rendus circonspects par les outrances d'allure très aventuriste des dirigeants du K.A.P.D. et de leurs amis des groupes armés, coupés des dirigeants régionaux de la grève, les miliciens de la Leuna demeureront l'arme au pied dans leur usine, bastion isolé et finalement dérisoire⁴⁷.

Dans le reste de l'Allemagne, les militants des deux partis communistes multiplient les efforts pour soulever parmi les travailleurs une protestation de masse contre l'offensive bourgeoise en Allemagne centrale⁴⁸. A Berlin, ils organisent ensemble une manifestation — décevante par le faible nombre de participants — dans laquelle leurs orateurs appellent à l'organisation immédiate de la grève générale. A Hambourg, le 23 mars, une manifestation de chômeurs dirigée par Ernst Thaelmann occupe les docks et élit un comité d'action⁴⁹. Le 24 au matin, le gouvernement proclame l'état d'urgence à Hambourg et en Saxe prussienne, et donne à Hörsing, nommé commissaire du Reich, des pouvoirs exceptionnels en vue du rétablissement de l'ordre. La centrale du V.K.P.D. et le comité central du K.A.P.D. ripostent, le 24 mars, à la veille de la fermeture des usines pour les congés de Pâques, en lançant le mot d'ordre de grève générale⁵⁰.

La décision ne fait pas l'unanimité. Des membres de la centrale et du comité central manifestent quelque scepticisme au sujet de la combativité ouvrière. Friesland leur répond que le devoir des communistes est pourtant de se battre, même seuls si c'est nécessaire⁵¹. Malzahn proteste : en lançant, dans de telles circonstances, le mot d'ordre de grève générale, le parti se coupe complètement des masses. Les cinquante communistes qui, dans le meilleur des cas, forment le noyau révolutionnaire dans

34 *Vorwärts*, 25 et 26 novembre 1921 ; *Die Enthüllungen*, pp. 8, 16.

35 Voir notamment S. Ittershagen, « Zur Rolle von Max Hoelz in den Kämpfen der mitteldeutschen Arbeiterschaft », *Die Märzkämpfe*, pp. 105- 111, ainsi que la version de Hoelz lui-même dans *Vom Weissen Kreuz zum Roten Fahne*.

36 Hoelz, *op. cit.*, p. 142 ; sur les « expropriations » de Plättner, voir Bock, *op. cit.*, pp. 329-330.

37 Hoelz, *op. cit.*, pp. 138 sq. Toute l'affaire sent la provocation policière.

38 *Ibidem*, p. 143. Voir également dans *Freiheit* du 8 avril 1921 l'article — très hostile à Hoelz — « Die Hölziade und ihre Ursachen ! ».

39 *Ibidem*.

40 A l'exception de Lemke et de Bowitski, qui se mettent pratiquement à son service.

41 C'est en tout cas l'avis de Bock, *op. cit.*, p. 302. Plättner opérait entre Halle et Bitterfeld.

42 Bock, *op. cit.*, p. 297 cite un article du *Kommunistische Arbeit Zeitung*, n° 179 de 1921 « Der Geist von Hölz ist wach ! ».

43 Jung, *Der Weg mach unten*, pp. 202 sq.

44 Bock, *op. cit.*, p. 303.

45 *Die Märzkämpfe* 1921, p. 30.

46 *Ibidem*, p. 82. Selon *Freiheit* (éd. du soir) du 5 avril 1921, les communistes de Halle qui prenaient Kempin pour un provocateur avaient reçu de leur centrale tous apaisements.

47 *Ibidem*, pp. 80-82.

48 Friesland se plaindra, le 7 avril, des difficultés créées par le K.A.P.D. qui proposait à tout moment de « provoquer » l'action artificiellement par des actes de terrorisme ou de sabotage (Archives Levi, P 83/9, p. 14).

49 *Ibidem*, p. 57.

50 *Ibidem*, pp. 138-141 ; *Die Role Fahne*, 24 mars 1921.

51 Protokoll des III..., p. 553.

une entreprise, vont, du coup, voir se dresser contre eux les mille camarades de travail qui, dans d'autres circonstances, les auraient suivis, comme ils l'ont déjà fait⁵². Battu, il s'incline et accepte la mission de confiance d'aller organiser la grève dans la Ruhr⁵³.

Ce jeudi 24 mars, les communistes vont tenter par tous les moyens, y compris la force, de déclencher la grève générale. Des détachements de militants essaient d'occuper les usines par surprise afin d'en interdire l'entrée à ceux qu'ils appellent les « jaunes », l'énorme masse des travailleurs non communistes. Ailleurs, ce sont des groupes de chômeurs qui s'en prennent aux ouvriers au travail ou s'y rendant⁵⁴. Des incidents se produisent à Berlin, dans plusieurs grandes entreprises, dans la Ruhr et à Hambourg, où chômeurs et dockers qui ont occupé les quais en sont chassés après une vive fusillade⁵⁵. Le bilan d'ensemble est mince : 200 000 grévistes selon les pessimistes⁵⁶, un demi-million suivant les optimistes⁵⁷. Certains échecs sont cuisants, comme celui de Sülz qui ne parvient pas à convaincre ses camarades des centrales électriques⁵⁸. La manifestation commune des deux partis communistes, V.K.P.D. et K.A.P.D., ne rassemble même pas 4 000 personnes au Lustgarten⁵⁹, alors que le V.K.P.D. avait recueilli 200 000 voix aux élections quelques semaines auparavant. La grève est pratiquement inexistante à Berlin⁶⁰.

Du coup, les renforts peuvent affluer de partout vers la région de Mansfeld. Le 28, les usines de la Leuna sont bombardées ; les travailleurs qui les tenaient se rendent dans la matinée du 29⁶¹. Max Hoelz, dans un ultime effort, éparpille ses hommes en petits détachements. Malgré les ordres de la centrale, les dirigeants communistes de la Ruhr donnent le signal de la reprise du travail⁶². Le 30, au comité central, Franken, qui représente la Ruhr, insiste pour que soit lancé tout de suite le mot d'ordre de reprise. Brandler, Thalheimer, Stoecker, Heckert, penchent pour cette solution, mais Eberlein insiste pour qu'on tente de « tenir » encore, et l'emporte⁶³. C'est seulement le 1^{er} avril qu'un appel de la centrale donne l'ordre de mettre fin à une grève et une action depuis longtemps désespérées⁶⁴. La veille, Wilhelm Sülz, arrêté, avait été abattu pour « tentative de fuite », dans l'immeuble même de la préfecture de police⁶⁵. Son enterrement, le 6 avril, sera l'occasion de l'unique manifestation de masse du prolétariat berlinois pendant cette période : l'homme dont les initiatives avaient été déterminantes dans le succès à Berlin de la grève générale contre les kappistes rassemble après son assassinat la foule des camarades qui, pour la première fois, ne l'avaient pas suivi lors de la grève générale lancée par le V.K.P.D.⁶⁶.

Le 30 mars, la *Pravda*, sous le titre « La Révolution allemande », avait salué le prolétariat allemand qui se lançait à l'assaut, écrivait-elle, « sous le mot d'ordre d'alliance avec la Russie soviétique, sous la direction des communistes, afin d'aider le pouvoir soviétique ». Elle célébrait « la combinaison de grève et de soulèvements armés qui constitue la forme de lutte la plus élevée que le prolétariat connaisse », et se réjouissait de ce que « pour la première fois, le prolétariat allemand s'était levé, avec à la tête de son combat un parti communiste d'un demi-million de membres »⁶⁷. Quelques jours plus tard, Steklov, dans les *Izvestija*, se demandait déjà si les communistes allemands, en se lançant prématurément à l'assaut du pouvoir, ne portaient pas la responsabilité d'une grave défaite⁶⁸. L'action était terminée. Le débat commençait.

52 *Ibidem*, pp. 553-554.

53 *Ibidem*, p. 556.

54 *Freiheit*, 22 mars 1921, publie le texte d'un tract émanant du K.P.D. de Hambourg qui lance un véritable ultimatum pour le désarmement de l'*Orgesch* (Organisation *Escherich*) organisation terroriste de droite issue des corps francs : « Les chômeurs iront occuper les usines. Les ouvriers se procureront des armes où ils pourront, et désarmeront l'*Orgesch* là où cela est possible. »

55 *Die Märzkämpfe*, pp. 58-59.

56 *Protokoll des III...* (Malzahn), p. 251.

57 *Ibidem* (Zinoviev), p. 184.

58 *Die Rote Fahne*, 7 avril 1921.

59 « Quelques centaines », selon *Freiheit*, 27 mars 1921 ; la remise en liberté de Friesland, dont l'arrestation était un des motifs de la manifestation, contribua sans doute à cet échec.

60 Friesland le reconnaît le 7 avril (Archives Levi, P 83/9, p. 14).

61 *Die Märzkämpfe*, p. 102.

62 Hoelz, *op. cit.*, p. 162.

63 *Protokoll des III...* (Neumann), p. 584. Neumann ne mentionne pas Eberlein, mais Thalheimer, en lui répondant (*ibidem*, p. 595) dément que la centrale ait été « terrorisée » par Eberlein.

64 *Die Rote Fahne*, 4 avril 1921.

65 *Ibidem*, 1^{er} avril 1921.

66 *Freiheit*, 7 avril 1921 ; *Die Rote Fahne*, 7 avril 1921.

67 *Pravda*, 30 mars 1921.

68 *Izvestija*, 4 avril 1921.

XXVI. Lendemain de défaite

Les lendemains de l'action de mars révèlent l'étendue du désastre que ses dirigeants ont infligé eux-mêmes au parti allemand. Il n'a pas été capable d'entraîner dans l'action ses propres militants. Certains ont pris publiquement position contre la grève. Nombreux sont ceux qui, dans les jours qui suivent, claquent les portes ou partent sans bruit : en quelques semaines, le parti perd 200 000 membres¹. De plus, la répression s'abat : les journaux sont interdits, ou suspendus, les militants arrêtés — parfois pour quelques heures ou quelques jours, mais souvent inculpés et détenus pour de longs mois. Les tribunaux d'exception font bonne mesure : au début de juin, on compte déjà quatre cents condamnés à quelque mille cinq cents années de réclusion, cinq cents à huit cents années de prison, huit à la réclusion à perpétuité et quatre à mort, pour les grévistes ou les combattants de mars qui sont loin d'avoir été tous jugés². Brandler, le président du parti lui-même, est condamné à cinq ans de réclusion pour « haute trahison »³. Des dizaines de milliers de grévistes sont licenciés et placés sur les listes noires du patronat. Dans bien des usines et des localités se sont en outre brisés les liens qui venaient à peine de se nouer entre le noyau communiste, dorénavant isolé et durement frappé, et les travailleurs qu'il commençait à influencer⁴.

Sur le coup, les responsabilités n'apparaissent pas nettement. Bien des militants savent que, le 17 mars, le comité central n'avait réellement décidé qu'une riposte éventuelle à l'offensive le Hörsing dans la région de Mansfeld. Aujourd'hui encore, les Historiens d'Allemagne orientale s'en tiennent presque exclusivement à la version d'une réaction purement défensive des travailleurs d'Allemagne centrale face à une provocation des autorités⁵. Telle est en tout cas la première version propagée, au moins dès que la défaite est devenue évidente. Dès le 7 avril, à une assemblée de militants responsables de Berlin, Friesland affirme que le parti se devait de riposter à cette offensive, mais que les combats ont éclaté en Allemagne centrale contre la volonté et les consignes même de la centrale :

« A Berlin aussi, nous étions d'avis que l'insurrection armée ne peut être que la conséquence d'un mouvement du prolétariat lui-même, que la grève générale peut, quand elle est vraiment devenue un mouvement de masses, se transformer en lutte armée, mais qu'il faut essayer d'abord de faire que le prolétariat se heurte au patronat »⁶.

Au lendemain de l'échec de l'action, les « fautes » commises par les communistes de Mansfeld, quelques maladresses et erreurs d'expression commises dans *Die Rote Fahne*, les « complications » introduites dans la conduite de l'action par le K.A.P.D., toujours prêt à employer terrorisme et provocation pour déclencher à tout prix grève générale et insurrection, expliquent, selon ce porte-parole de la centrale, le fait qu'une politique juste ait porté des fruits aussi désastreux. Il déclare devant les militants :

« Je le dis (...), la faute en incombe à la faillite des masses ouvrières qui n'ont pas compris la situation et n'ont pas donné la réponse qu'elles auraient dû donner »⁷.

La contre-attaque de Levi.

Mais Levi ne l'entend pas ainsi. Pendant les journées capitales de mars, il n'était pas en Allemagne : à la veille de l'action, après une chaude discussion avec Béla Kun, il était parti pour l'Italie, ayant, dit-il, l'assurance que rien d'important ne pouvait se produire avant Pâques. C'est à Vienne qu'il a appris les événements et pu ainsi mesurer l'ampleur du tournant catastrophique pris dès le lendemain de sa démission et de celle de ses amis politiques. Sur sa réaction initiale, Clara Zetkin dira à Lénine et Trotsky :

« Il a été remué jusqu'au tréfonds par cette malheureuse action de mars. Il était convaincu qu'elle avait étourdiment mis en jeu l'existence du parti et gaspillé ce pour quoi Rosa, Karl et Leo, et tant d'autres, avaient donné leur vie. Il a pleuré, littéralement pleuré de douleur à la pensée que le parti était perdu. Il ne pensait pouvoir le sauver qu'en employant des moyens extrêmes »⁸.

Il revient en toute hâte pour constater que les théories de Béla Kun ont pris corps et que, sous prétexte de « forcer » le parti à

1 Voir chap. XXXII. On compte environ 350 000 adhérents au début mars, et on saura en 1922 que 150 000 cotisations seulement étaient payées en août 1921.

2 *Die Rote Fahne*, 9 juin 1921. Depuis six semaines, l'organe du K.P.D. publiait régulièrement un « bilan ». Knittel, dans *Die Märzkämpfe 1921*, donne simplement le chiffre de deux mille cinq cents années de prison.

3 *Die Rote Fahne*, 7 juin 1921. Voir également *Der Hochverratprozess gegen Heinrich Brandler vor dem ausserordentlichen Gericht am 6. Juni 1921 in Berlin*. Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 216) situe à tort ce procès, qu'elle date pourtant correctement, après le putsch de Kapp. Elle précise qu'il s'y défendit de façon plus légaliste que politique. En fait, Brandler revendiqua devant ses juges la responsabilité de toutes les décisions prises par la centrale, ce qui signifiait bien sûr qu'il dénia énergiquement toute tentative de putsch de la part de son parti : un comportement essentiellement défensif. Les gens de la gauche devaient lui reprocher d'avoir affirmé devant le tribunal que la lutte pour la dictature du prolétariat pouvait être conduite dans le cadre de la Constitution de Weimar. Dans une lettre du 17 juin à la centrale (Sowiet, n° 6, 1921, pp. 172-174), Brandler justifie son attitude par la nécessité de ne pas fournir d'arguments à la répression gouvernementale et donc de protéger les militants : il insiste sur le fait que son avocat, Weinberg, lui a donné l'assurance, qu'il tenait de Pieck et Thalheimer, que la centrale était d'accord sur ce mode de défense. Selon Véra Mujbegović (*op. cit.*, p. 280) qui cite le procès-verbal de la réunion de la centrale du 15 juillet 1921 (I.M.L.-Z.P.A. 3/1, p. 55), cette dernière aurait décidé de ne pas prendre position en tant que telle sur le comportement de Brandler, mais d'autoriser ceux de ses membres qui le désiraient à exprimer publiquement leurs critiques dans la presse du parti sous leur responsabilité personnelle. C'était là l'un des premiers signes de la dislocation de la coalition du camp de mars.

4 H. Malzahn, « Die Märzaktion und unsere Gewerkschaftsarbeit » *Unser Weg (Sowjet)*, n° 2, 15 mai 1921, pp. 35-38.

5 Voir notamment *Die Märzkämpfe*, 1921.

6 « Funktionsitzung der V.K.P. am 7 april 1921 in Kleiens Festsälen, Hasenkleide ». Archives Levi P 83/9, f. 11.

7 *Ibidem*, p. 17.

8 C. Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 43.

l'offensive, la nouvelle direction l'a conduit à la catastrophe. Son premier réflexe est d'écrire à Lénine, le 27 mars. Il lui rappelle combien il s'est lui-même réjoui de ne plus occuper de poste responsable à la tête du parti et l'assure que son attitude présente n'a rien à voir avec le fait que d'autres sont maintenant à sa tête.

« Mais la direction actuelle du parti — je crois pouvoir le dire avec certitude — conduit dans l'espace de six mois au plus le parti communiste à un effondrement total, et cet état de choses, ainsi que la gravité que j'attribue à la situation, me déterminent à m'adresser à vous »⁹.

Il fait alors à Lénine le récit de ce qui s'est passé depuis l'arrivée de Béla Kun, « un camarade de l'I.C. »¹⁰, et lui rapporte les entretiens de celui-ci avec Clara Zetkin et lui-même :

« Le camarade expliquait : La Russie se trouve dans une situation extraordinairement difficile. Il serait absolument nécessaire que la Russie soit soulagée par des mouvements en Occident et, sur cette base, le parti allemand devrait immédiatement passer à l'action. Le V.K.P.D. comptait aujourd'hui 500 000 adhérents, et avec cela, on pouvait dresser 1 500 000 prolétaires pour renverser le gouvernement. Il était donc pour engager immédiatement le combat avec le mot d'ordre de renversement du gouvernement »¹¹.

Il raconte ensuite à Lénine la façon dont se sont déroulés les événements de mars, insistant sur le fait que les actions menées l'ont été non comme des actions partielles du prolétariat mais comme des « entreprises privées du parti », aboutissant à dresser les communistes contre la majorité des autres prolétaires, à les isoler et à renforcer l'autorité, dans le mouvement ouvrier, des agents de la bourgeoisie. Il conclut par un appel à l'autorité de Lénine :

« Dans la mesure où je considère la situation actuelle du parti non seulement comme difficile, mais, dans ces circonstances, comme très dangereuse, et où je considère que le parti est en danger de mort, je me tourne personnellement vers vous dont j'ignore si vous êtes informé des détails de la politique de l'Internationale communiste, vous prie de réfléchir de votre côté à cette situation, et, éventuellement, d'agir en conséquence. Personnellement, je ne songe pas à m'opposer à cette politique de l'Internationale communiste en Allemagne. J'ai déjà dit au représentant de l'exécutif, à qui j'ai exposé mon point de vue, que je ne ferais rien qui puisse entraver cette action, car, après les récents événements, je n'ai que trop conscience qu'on écouterait volontiers mes remarques afin de pouvoir, sur leur base, m'étiqueter comme opportuniste. Je n'ai d'ailleurs, en dehors de mon dernier entretien avec le représentant de l'exécutif, fait aucun geste contre la politique de l'exécutif, et j'attends simplement la suite. Je n'irai pas plus loin maintenant que d'écrire peut-être une brochure où j'exposerai mon point de vue, mais n'y ferai pas de critiques des nouvelles instances en Allemagne, ni de l'exécutif. Les camarades qui portent la responsabilité n'auront pas le sentiment que je leur fais obstacle. Mais je ne devais, en ces jours et semaines qui peuvent être décisifs pour le parti allemand, rien négliger, et c'est sur cette base que je me tourne vers vous et vous prie, dans le cas où vous approuveriez mes remarques, même en partie seulement, d'entreprendre l'enquête nécessaire »¹².

Mais les événements s'accélérent, et Levi, les 2 et 3 avril, se met à rédiger la brochure à laquelle il disait penser. Il la soumet à Clara Zetkin, qui la juge « tout simplement excellente »¹³, puis tente, à deux reprises, d'être entendu par le comité central, qui refuse de l'écouter¹⁴. Le 7 avril, dans une assemblée de cadres à Berlin, il fait précisément ce qu'il avait écrit à Lénine qu'il ne ferait pas, et prononce un premier réquisitoire contre la politique de la centrale inspirée par l'exécutif¹⁵.

Pour lui, le jugement à porter sur l'action de mars n'engage pas seulement le destin du communisme en Allemagne, mais celui de l'Internationale tout entière :

« Une telle action était tout à fait impossible d'un point de vue communiste »¹⁶.

Les positions politiques qui s'étaient affrontées au cours des débats sur la scission italienne se sont clairement manifestées désormais, avec toutes leurs conséquences concrètes et leur portée : la sienne, rejetée par la centrale, « dont le point de vue était que les actions ne peuvent être menées par le parti communiste seul et qu'elles ne peuvent l'être que par le prolétariat », et l'autre, qui a malheureusement prévalu, selon laquelle « le parti communiste peut, pour sa part, entreprendre des actions sur la seule base de ses propres forces »¹⁷. Telle était en effet selon lui la conception qui avait inspiré les interventions au comité central d'hommes comme Paul Frölich et Brandler à la suite de Radek, celle surtout qui s'était exprimée dans l'appel de la centrale publié le 18 mars, véritable appel aux armes :

« Tout ouvrier se moque de la loi et s'empare d'une arme là où il la trouve »¹⁸.

Car, à cette date, souligne-t-il, il n'y avait pas encore de combats en Allemagne centrale ; ils n'ont éclaté qu'après la répétition

9 Archives Levi. P 55/4, Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie. p. 37.

10 Ch. Beradt indique malencontreusement en note qu'il s'agit de ... Rákosi (*Zwischen Spartakus und Sozialdemokratie*, p. 37, n° 1) !

11 *Ibidem*, p. 38.

12 *Ibidem*, pp. 43-44.

13 Ch. Beradt, *op. cit.*, p. 49.

14 *Ibidem*, Archives Levi, P. 113/6.

15 Compte rendu du débat. Archives Levi, P. 83/9.

16 *Ibidem*, f. 21.

17 *Ibidem*, f. 22.

18 *Die Rote Fahne*, 18 mars 1921.

quotidienne de tels appels, dont l'influence a été décisive :

« Je dis que ce qui s'est passé à Mansfeld a été la conséquence nécessaire de ce qui s'était joué à Berlin »¹⁹.

Opposant la célèbre phrase du *Manifeste communiste* indiquant que les communistes n'ont pas d'intérêt distinct des travailleurs, à la citation de Bakounine figurant dans le titre de l'éditorial de *Die Rote Fahne* du 20 mars, il accuse la direction du parti d'avoir adopté cette conception typiquement anarchiste selon laquelle on pourrait « faire » la révolution, simplement parce qu'on est une « organisation bâtie sur le dévouement et l'esprit de sacrifice le plus élevé de ses membres, et sur la base d'une résolution radicale de ses dirigeants ». Il oppose à cette conception la conception marxiste suivant laquelle « aucun parti, fût-il le plus puissant, n'a la possibilité de faire la révolution pardessus la tête des autres prolétaires »²⁰. C'est autant à la tradition spartakiste qu'à la tradition bolchevique que les dirigeants allemands ont tourné le dos, lorsque, comme vient de le reconnaître Friesland, ils ont lancé les chômeurs à l'assaut des usines :

« Il y avait encore une autre idée, celle de faire la révolution avec la minorité du prolétariat contre sa majorité. (...) Et il y a maintenant une idée fatale qui est le fondement de l'autre, celle que l'on peut aussi organiser des grèves contre la majorité du prolétariat »²¹.

Le résultat de cette politique qu'il estime insensée a été la défaite, dont l'importance ne réside ni dans l'ampleur de la répression, ni dans la haine accrue de la bourgeoisie, mais dans le fait qu'« un mur de méfiance se dresse désormais entre la majorité du prolétariat » et les communistes²².

Ce résultat est selon lui d'autant plus préjudiciable à l'action et au développement de l'influence des communistes que le rapport des forces à l'échelle mondiale s'est renversé depuis l'année précédente : l'offensive fasciste en Italie contre les organisations ouvrières, l'emploi de la troupe en Grande-Bretagne contre les mineurs en grève constituent des exemples de ce fait désormais majeur, la contre-offensive déclenchée partout par la contre-révolution.

« Notre voie. »

Le comité central se réunit clandestinement les 6 et 7 avril. Il refuse d'entendre Levi comme le lui demande Clara Zetkin, qui dépose en outre une motion blâmant la centrale et réclamant la convocation d'un congrès extraordinaire, laquelle est repoussée par 43 voix contre 6 et 3 abstentions²³. En revanche, par 26 voix contre 4, il adopte une autre résolution qui justifie l'action de mars par la nécessité d'une tactique offensive et rejette la responsabilité de la défaite sur « la trahison » de la social-démocratie et la « passivité » de la classe ouvrière. Elle se termine par un appel au renforcement de la discipline :

« Le comité central approuve la position politique et tactique prise par la centrale, condamne vigoureusement la résistance passive et active de certains camarades individuellement pendant l'action, et demande à la centrale de mettre l'organisation sur pied de guerre par toutes les mesures adéquates »²⁴.

La première sanction frappe Max Sievers, membre du comité central et de la centrale, exclu pour indiscipline de l'un et l'autre organismes. Il est clair que d'autres têtes vont tomber.

Le 12 avril sort des presses la brochure de Levi, *Notre voie — Contre le putschisme (Unser Weg - Wider den Putschismus)*²⁵. Elle constitue, en même temps qu'un réquisitoire passionné contre l'action de mars et la conception qui l'a inspirée, un exposé des conceptions d'ensemble de Levi sur la révolution et le rôle d'un parti communiste dans un pays avancé.

Pour lui, au centre du problème brutalement posé aux communistes allemands, se trouve la question du rythme de la révolution. Levi, qui tient pour acquises les « conditions objectives », dont l'existence de l'Internationale communiste n'est pas la moindre, se propose d'examiner les « conditions subjectives ». Il souligne, sans s'y attarder, que la bourgeoisie allemande est désormais sortie de sa crise d'après guerre et qu'elle a su se consolider suffisamment pour être capable de contre-attaquer. L'important, pour le moment, est la position du prolétariat dans la lutte de classes. Incontestablement, elle s'est améliorée, en particulier avec la fondation du V.K.P.D., mais l'existence d'un parti d'un demi-million de membres ne résout pas pour autant le problème fondamental, celui de la conquête des masses pour la conquête du pouvoir.

De ce point de vue, il serait dangereux de surestimer les résultats obtenus. Non seulement le parti communiste n'a pas encore été capable d'atteindre les classes moyennes afin de les grouper derrière le prolétariat, mais encore il ne constitue lui-même qu'une minorité au sein du prolétariat. Sans nourrir d'illusions électorales, tout en rejetant le vieil argument social-démocrate sur les 51 % de suffrages nécessaires avant d'entamer la lutte pour le pouvoir, Levi considère que les résultats électoraux peuvent, comme l'a écrit Lénine, constituer un excellent « thermomètre » pour mesurer la température des masses. Les chiffres sont clairs : 20 % des travailleurs suffisamment conscients pour donner leur voix à un parti ouvrier votent communiste. L'examen des effectifs syndicaux fait apparaître la même constatation : les 500 000 communistes du V.K.P.D. représentent un seizième des travailleurs organisés dans les syndicats. Les communistes sont donc loin de constituer la majorité au sein de la classe ouvrière. A elle seule, cette constatation suffirait à condamner comme prématurée toute action pour prendre le pouvoir.

19 P. 83/9, f. 26.

20 *Ibidem*, f. 30.

21 *Ibidem*, f. 33.

22 *Ibidem*, f. 35.

23 Texte de la motion présentée par Clara Zetkin dans *Die Rote Fahne*, 30 avril 1921, et *Unser Weg (Sowjet)*, n° 1, 1^{er} mai 1921, pp. 4-10.

24 *Die Rote Fahne*, 9 avril 1921.

25 Remise à l'imprimeur le 3 avril, selon Radek (*Sol die V.K.P.D. ...*, p. 108) et selon Levi lui-même devant le C.C. le 4 mai (*Was ist das Verbrechen ?*, p. 31) le 8 avril, après le refus réitéré du C.C. de le recevoir.

Mais il est nécessaire d'aller plus loin encore en s'inspirant de l'expérience bolchevique. Dans sa brochure *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, Lénine écrivait :

« Si le parti révolutionnaire n'a pas la majorité, ni dans les détachements avancés des classes révolutionnaires ni dans le pays, il ne peut être question d'insurrection. En outre, l'insurrection a besoin : 1) de la croissance de la révolution à l'échelle nationale ; 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement, par exemple du gouvernement de « coalition » ; 3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas entièrement pour le gouvernement, encore qu'hier ils fussent pleinement pour lui »²⁶.

Aucune de ces conditions supplémentaires n'existe dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Les bolcheviks, à la veille de la prise du pouvoir, contrôlaient au minimum la moitié de l'armée, alors que l'influence des communistes allemands dans l'armée est nulle; les bolcheviks dominaient les soviets de tous les centres industriels, alors que les communistes allemands n'étaient en majorité dans le prolétariat que dans cette Allemagne centrale où, précisément, leur situation est en train de s'effondrer.

Dans un tel rapport de forces, le devoir des communistes est, bien entendu, de travailler à créer une situation révolutionnaire qui leur permettra d'accélérer la conquête de la majorité :

« Nous avons toujours défendu l'idée qu'un parti politique peut, et qu'un parti communiste doit créer des situations de combat, *par la clarté et la décision avec lesquelles il intervient, par la vigueur et l'audace de son travail d'agitation et de propagande*, par l'influence intellectuelle et organisationnelle qu'il acquiert sur les masses, bref par des moyens politiques »²⁷.

Or c'est précisément à cette méthode, à cette tradition, à cette conception marxistes de la lutte politique que s'en prennent, depuis des mois, ceux qui proclament la nécessité de « rompre avec le passé », de « sortir de la passivité » et de « l'action purement propagandiste ». L'action de mars a, selon Levi, montré ce qu'était, dans la réalité, la nouveauté qu'ils prônent :

« La nouveauté, qui constitue certes une rupture avec le passé du parti communiste allemand unifié, c'est l'idée qu'on pourrait aussi créer des situations de combat par des moyens non politiques, par des méthodes policières, par la provocation »²⁸.

Appuyé sur des citations — anonymes — de membres de la centrale dans la session des 17 et 18 mars et sur des extraits de *Die Rote Fahne*, il entreprend de prouver comment cette philosophie de l'offensive a conduit la centrale à dresser les chômeurs contre les autres travailleurs, à contraindre les communistes, même en minorité dans leurs usines, à la grève et donc au chômage, les isolant de leurs camarades de travail, renonçant délibérément à l'influence acquise, livrant ainsi les entreprises à l'influence des bureaucrates. Pour lui, la crise qui secoue le parti ne s'explique pas autrement : on ne dirige pas un parti de masse comme Ludendorff dirigeait l'armée impériale, on ne peut diriger des militants ouvriers sans tenir compte de ce qu'ils ressentent, de ces sentiments qu'ils partagent avec la majorité de leur classe, des liens qui les unissent au reste des travailleurs avec qui ils vivent et luttent. Le résultat, c'est l'action de mars : « Le plus grand putsch bakouniste de l'histoire »²⁹.

Mais la centrale allemande n'est pas seule responsable de cette politique désastreuse : Levi, sans le nommer, vise Béla Kun, qu'il tient pour l'initiateur de l'action :

« L'initiative de cette action n'est pas venue du parti allemand. Nous ne savons pas qui en porte la responsabilité. Il est déjà arrivé assez souvent que des émissaires du comité exécutif aient dépassé leurs pouvoirs, c'est-à-dire qu'on se soit aperçu après coup que les émissaires n'avaient pas reçu de pleins pouvoirs pour telle ou telle affaire. (...) Il y a donc eu une certaine pression exercée sur la centrale pour qu'elle se lance dans l'action maintenant, immédiatement et à tout prix »³⁰.

Il est donc nécessaire d'aborder le problème des relations entre le parti et l'exécutif de l'Internationale :

« Non seulement parce qu'une défaite si catastrophique du parti communiste allemand unifié atteint aussi l'Internationale communiste, mais parce que le comité exécutif de l'Internationale communiste porte, sans qu'il soit possible d'entrer dans les détails, au moins une part de responsabilité »³¹.

Levi rappelle les difficultés matérielles qui entravent les liaisons avec Moscou : l'exécutif est en fait coupé de l'Europe occidentale. L'une des causes de la crise actuelle réside dans la solution adoptée pour surmonter ces difficultés : l'envoi, par l'exécutif, dans les partis nationaux, d'hommes de confiance chargés de les contrôler. Il est compréhensible que ces hommes ne soient pas choisis parmi les meilleurs, les cadres russes du parti, si indispensables en Union soviétique même. Mais les hommes dont il dispose et qu'il utilise — les émigrés d'Europe centrale — sont des médiocres, dans le meilleur des cas. Pour désigner Béla Kun, Levi parle de « Turkestaner » : l'allusion, souvent mal comprise, est claire pour qui sait que c'est au Turkestan que Lénine a fait envoyer Béla Kun, à qui il reprochait son comportement lors de la capitulation de l'armée Wrangel. Le dirigeant hongrois n'est sorti de sa disgrâce que pour être chargé de mission en Allemagne. Rappelant les propos tenus à Berlin par Rákosi sur la nécessité de nouvelles scissions dans tous les grands P.C. au lendemain de Livourne, Levi indique

26 *Œuvres*, t. XXVI, p. 131.

27 *Unser Weg*, p. 33.

28 *Ibidem*, p. 33.

29 *Ibidem*, p. 39.

30 *Ibidem*, p. 29.

31 *Ibidem*, p. 51.

qu'ils ont été désavoués par Radek dans un article encore inédit, affirmant que Rákosi n'a parlé là qu'« à titre personnel ». Il commente :

« C'est un jeu bien frivole auquel on joue ici ; la méthode qui consiste à envoyer à l'extérieur des gens irresponsables que l'on peut ensuite, selon les besoins, approuver ou désavouer, est sûrement très commode, mais, quand bien même elle est sanctifiée par une longue tradition dans le parti, elle est catastrophique pour la III^e Internationale »³².

La position même des délégués de l'exécutif à l'égard des partis nationaux constitue un obstacle à la centralisation politique véritable nécessaire :

« Ils ne travaillent jamais avec la centrale du pays, mais toujours derrière son dos, et souvent contre elle. Ils trouvent audience à Moscou et les autres non. C'est un système qui doit obligatoirement miner toute confiance pour un travail en commun, tant chez les camarades de l'exécutif que dans les partis adhérents. Ces camarades sont la plupart du temps inutilisables pour la direction politique, et d'ailleurs trop peu familiarisés avec ces problèmes. Il en résulte une situation navrante : il manque une direction politique émanant du centre. Tout ce que l'exécutif fait dans ce sens, c'est d'envoyer des appels qui viennent trop tard et des excommunications qui viennent trop tôt. Une telle direction politique de la part de l'Internationale communiste ne peut conduire à rien d'autre qu'à une catastrophe. (...) L'exécutif n'agit pas autrement qu'une tchéka projetée par-dessus les frontières de la Russie : une situation impossible. Revendiquer précisément un changement, et que les mains incompetentes de délégués incompetents ne s'approprient plus la direction dans les différents pays, réclamer une direction politique et protester contre une police de parti, ce n'est pas revendiquer l'autonomie »³³.

Malgré la vigueur de ses critiques, Levi ne remet fondamentalement en cause ni l'existence ni les principes d'organisation de l'Internationale communiste. Sa conclusion le prouve : il attend, il espère fermement une correction des erreurs, convaincu qu'il est de défendre, en l'occurrence, les idées que Lénine et Trotsky défendent depuis des années dans le parti bolchevique.

Une réaction sévère.

Mais l'exécutif n'est pas prêt à la conciliation. Le 4 avril, il publie une déclaration au sujet de la démission de la centrale de Levi, Clara Zetkin, Däumig et des autres, qu'il caractérise comme une « désertion », affirmant :

« La raison pour laquelle le camarade Levi et son groupe ont quitté la centrale du parti communiste allemand n'était pas la question italienne, mais des vacillations opportunistes sur la politique allemande et internationale »³⁴.

L'exécutif exprime en outre le souhait que le comportement de Levi contribue à ouvrir les yeux « aux camarades qui se sont solidarisés avec lui ». Le 6 avril, pour la première fois, l'organisme dirigeant prend position sur l'action de mars, dans laquelle il salue « le premier assaut organisé du prolétariat allemand » depuis mars 1919, attribuant son échec à « l'inconcevable trahison du parti social-démocrate », et au refus des indépendants de se lancer dans la lutte aux côtés des communistes. Aux communistes allemands, l'exécutif déclare solennellement :

« L'Internationale communiste vous dit : « Vous avez bien agi. » La classe ouvrière ne peut vaincre en un unique assaut. Vous avez tourné dans l'histoire de la classe ouvrière allemande une page nouvelle. Préparez-vous à de nouveaux combats »³⁵.

Ainsi encouragée, la centrale, le 15 avril, décide d'exclure Levi du parti et le somme de restituer son siège de député. Une déclaration en gros caractères en première page de *Die Rote Fahne*³⁶ résume les griefs : remise à l'impression, le 3 avril, d'une brochure contenant des contre-vérités et des attaques contre la direction du parti et le représentant de l'Internationale, refus de la soumettre avant publication aux organismes dirigeants du parti, initiative prise à une date où les combats continuaient et où la répression frappait durement les militants du parti, expression publique d'opinions formellement condamnées par le comité central des 7 et 8 avril, non-participation, d'aucune façon que ce soit, à l'action décidée en mars par la direction, et rédaction d'une brochure contre les combattants communistes au moment même où se déroulaient les combats. La centrale, soulignant que Levi est exclu pour indiscipline, affirme qu'elle ne remet pas en question le droit de critiquer « avant et après l'action » :

« La critique sur la base du combat et de la pleine solidarité dans le combat est pour le parti une nécessité vitale et un devoir révolutionnaire. Cependant, la position de Paul Levi ne constitue pas une critique sur la base du parti et du combat, mais un soutien ouvert de ses ennemis »³⁷.

En fait, il y a quelques hésitations au sein de la centrale. Ernst Meyer dénonce dans *Die Rote Fahne* le « chemin de Levi » vers les indépendants³⁸, et Maslow polémique contre celui qu'il appelle « le Serrati allemand »³⁹. Thalheimer, en revanche,

32 *Ibidem*, p. 51.

33 *Ibidem*, p. 55.

34 *Die Rote Fahne*, 14 avril 1921 ; J. Degras, *op. cit.*, t. I, pp. 219-220.

35 *Die Rote Fahne*, 14 avril 1921 ; J. Degras, *op. cit.*, t. I, pp. 217-218.

36 *Die Rote Fahne*, 16 avril 1921.

37 *Die Rote Fahne*, 16 avril 1921.

38 *Ibidem*, 15 avril 1921.

39 *Ibidem*, 15 avril 1921 (éd. du soir).

rappelle les services rendus, le rôle éminent de Levi dans les heures difficiles. Il ajoute :

« Avec Levi, le mouvement communiste en Allemagne se sépare aussi d'un morceau de son propre passé. C'est d'un chef aux qualités immenses, variées et brillantes qu'il se sépare, mais aussi d'un chef qui n'avait pas su se fondre lui-même, avec sa peau, la racine de ses cheveux, sa chair et sa vie dans le parti, de sorte que sa personne même soit engagée sans retour dans l'affaire dont il s'occupait, c'est-à-dire le parti dans lequel elle s'incarne. C'est plus que sa vie qu'il faut donner au parti, c'est sa propre personnalité, sans réserves. Levi n'a pas pu le faire »⁴⁰.

Levi fait immédiatement appel de la décision de la centrale auprès du comité central. Dès le 16, huit dirigeants et responsables connus se déclarent solidaires de lui et se portent garants de la véracité de ses affirmations : ce sont Däumig, Clara Zetkin, Otto Brass, Adolf Hoffmann, démissionnaires avec lui de la centrale en février, Curt Geyer, le délégué du parti à Moscou, et trois responsables de la commission syndicale, anciens dirigeants des délégués révolutionnaires, Paul Neumann, Heinrich Malzahn, Paul Eckert⁴¹. Incontestablement, tout un secteur de la direction allemande refuse d'accepter l'exclusion de Levi et les raisons invoquées. La crise du parti est désormais publique.

Le même jour, Lénine achève de rédiger une lettre adressée à Paul Levi et Clara Zetkin⁴² en réponse à leurs lettres de la fin mars. Sur la question brûlante qui secoue le parti et va secouer l'Internationale, il écrit :

« En ce qui concerne les dernières grèves et le mouvement insurrectionnel, je n'ai absolument rien lu. Qu'un représentant de l'exécutif de l'Internationale ait proposé une tactique imbécile, gauchiste, d'action immédiate « pour aider les Russes », je le crois sans trop de peine : ce représentant se trouve souvent trop à gauche. A mon avis, dans de tels cas, vous ne devez pas céder, mais protester et porter immédiatement la question devant le plenum de l'exécutif »⁴³.

Ignorant encore la publication de la brochure de Levi, Lénine s'inquiète de ce projet et reproche aux deux dirigeants allemands leur démission de la centrale :

« Démissionner de la centrale ! Cela, en tout cas, quelle erreur énorme ! S'il fallait admettre l'habitude que des membres responsables de la centrale démissionnent quand ils ont été mis en minorité, alors les partis communistes ne se développeraient et ne se redresseraient jamais. Au lieu de démissionner, il vaut infiniment mieux discuter la question litigieuse avec l'exécutif. Maintenant le camarade Levi veut écrire une brochure, c'est-à-dire aggraver la divergence ! Pourquoi diable tout cela ? C'est à mon avis une grosse erreur.

Pourquoi ne pas attendre ? Le 1^{er} juin, congrès ici. Pourquoi pas une conversation privée ici, avant le congrès ? Sans polémique publique, sans démissions, sans brochures sur les divergences. Nous avons si peu de forces éprouvées que, pour ma part, je suis opposé à ce que des camarades démissionnent, etc. Faire tout son possible et même l'impossible — mais, coûte que coûte, éviter les démissions et ne pas aggraver les divergences »⁴⁴.

Ces conseils viennent trop tard : la brochure est publiée et la centrale a exclu Levi.

« Quel est le crime ? »

Admis à présenter lui-même son appel devant le comité central, Levi attaque de nouveau. Une fois de plus, il dénonce l'action de mars et la responsabilité portée par Béla Kun — qu'il ne nomme toujours pas — aussi bien dans la conception « offensive » de la lutte que dans l'utilisation de la provocation. Aux thèmes déjà développés, tant dans l'assemblée du 7 avril que dans les pages de *Notre voie*, viennent cette fois s'ajouter quelques traits de cinglante ironie aux dépens de la centrale, de ses dérobades et de sa fuite devant ses responsabilités.

« La centrale dit : « Je n'ai pas voulu cela » ; l'exécutif dit : « Je n'ai pas voulu cela » ; les représentants de l'exécutif disent : « Nous n'avons pas voulu cela. » Ainsi, en dernière analyse, ce sont manifestement les travailleurs qui « ont voulu cela », et qui ont avancé la thèse selon laquelle il fallait forcer la révolution et passer de la « défensive » à l'« offensive »⁴⁵.

Pour le reste, son discours est une dénonciation de la mauvaise foi de ses accusateurs, une critique de la conception formelle et mécanique de la discipline au nom de laquelle on prétend le frapper, analyses qu'il appuie sur des exemples empruntés à l'histoire récente du mouvement communiste international. On lui reproche, dit-il, d'avoir publié des extraits de procès-verbaux de réunion des organismes dirigeants du parti. Lénine, pourtant, avait agi de même, en 1917, dans sa polémique publique contre Zinoviev et Kamenev. On lui reproche son défaitisme, un tableau sans nuances de la situation du parti, des appréciations catastrophiques. Il rétorque en évoquant l'attitude de Zinoviev lui-même en 1917 — qui ne lui a pas valu l'exclusion du parti bolchevique :

« Je n'ai jamais encore, je crois, émis une appréciation aussi catastrophiquement fautive d'une situation que, par

40 « Das Oberste Gesetz », *Die Rote Fahne*, 16 avril 1921.

41 *Die Rote Fahne*, 17 avril 1921. Ces trois derniers militants avaient été accusés d'avoir saboté la grève mais avaient été lavés de cette accusation par une déclaration des présidents Brandler et Stoecker devant le comité central (Archives Levi, P. 83/9, f. 17).

42 Archives Levi, P. 55/10, P. 63/3; *Leninski Sbornik*, t. XXXVI, Moscou 1959, pp. 220-221. Le texte allemand original dans *BzG*, 1963, n° 1, pp. 74-75.

43 *Ibidem*, p. 74.

44 *Ibidem*, pp. 74-75.

45 *Was ist das Werbrechen ? Die Märzaktion oder die kritik daran ?* p. 17.

exemple, le camarade Zinoviev, dans son appréciation de la situation en octobre 1917, quand il déclarait que la prise du pouvoir par les bolcheviks serait un putsch dénué de sens ; je n'ai jamais encore, dans une action aussi décisive que l'était pour l'existence des bolcheviks cette action d'octobre 1917, démissionné de mon mandat du parti et refusé ma coopération, comme Zinoviev alors, pour se poser ensuite en grand accusateur des « mencheviks » et des « indisciplinés »⁴⁶.

Il rappelle aux membres de la direction du parti comment lui-même, dans le passé, voulut garder à usage interne ses graves critiques contre la centrale au moment du putsch de Kapp, et comment Zinoviev et l'exécutif passèrent outre à sa volonté comme aux réticences personnelles des dirigeants allemands alors incriminés :

« La lettre fut à l'époque publiée dans *l'Internationale communiste* contre ma volonté. Quand j'entendis parler à Pétersbourg de cette publication, je m'y suis aussitôt opposé et j'ai dit que cette lettre n'avait pas été écrite pour être publiée. A l'époque, ce fut Zinoviev qui dit que, quand un parti fait des bêtises aussi catastrophiques que le parti allemand au moment du putsch de Kapp, la critique de ces bêtises n'est pas une affaire privée »⁴⁷.

A ceux qui opposent enfin à son attitude celle de Rosa Luxemburg ne désavouant pas en janvier 1919 l'action engagée dans la rue contre son opinion par Liebknecht et ses partisans, il réplique que cette attitude s'explique

« par une perspective toute différente, à savoir qu'à ce moment-là ce furent de grandes masses qui se trompèrent, et non un petit cénacle de dirigeants qui précipita à leur perte des masses ne se trompant pas, et qu'il y eut alors un mouvement de masses véritable, grand, puissant, spontané, qu'il se trouva alors au Tiergarten de Berlin plus de travailleurs en une seule fois qu'il n'en est intervenu cette fois-ci dans toute l'Allemagne »⁴⁸.

Tourné vers l'ancien lieutenant de Liebknecht, devenu aujourd'hui l'un de ses procureurs, il ajoute :

« Et je crois, camarade Pieck, que vous devez savoir aussi que la camarade Rosa Luxemburg pensa même qu'elle ne pouvait plus continuer à travailler avec Karl Liebknecht, tellement elle réprouvait sa conduite. Elle n'avait rien écrit de plus (...) quand la mort lui enleva sa plume »⁴⁹.

Levi estime donc qu'en publiant sa brochure, non seulement il n'a commis aucune faute contre la discipline, mais encore qu'il a agi conformément à l'impératif le plus élevé de l'action révolutionnaire. Ses adversaires, d'ailleurs, n'ont pas agi autrement et se sont, avant lui, arrogé le droit qu'ils lui contestent aujourd'hui :

« Le 10^e congrès du parti communiste russe a eu lieu, si je ne m'abuse, le 6 mars de cette année, et vers le 15 mars nous avons déjà les rapports sur l'Europe, et Zinoviev y déclarait : « Nous avons engagé la lutte contre Levi »⁵⁰.

Contre Pieck qui confond, à dessein semble-t-il, les dates de rédaction et de publication, Levi précise que la brochure a été rédigée les 3 et 4 avril, mais n'a été portée à l'impression que le 8, après que le comité central ait proclamé une fois de plus la justesse de sa propre politique et lui ait refusé le droit de venir en séance présenter sa critique, lui interdisant du même coup toute expression légale de sa position dans le parti sur une question aussi vitale et aussi brûlante. Il rappelle les sanctions prises sommairement contre ses partisans depuis la fin de l'action, déclare qu'elles constituent la preuve de la volonté de la centrale d'épurer le parti, et affirme qu'il n'a pas voulu tomber dans le piège qui lui était tendu :

« Si vous voulez épurer, je ne me laisserai pas non plus exclure par vous sur la base d'un paragraphe portant sur des questions d'organisation »⁵¹.

De ce point de vue, il est absurde de l'accuser d'avoir « poignardé le parti dans le dos » pour s'être exprimé ouvertement après la fin de l'action. Le silence, de sa part, eût été criminel :

« Quand le parti est en danger (...), le devoir est de parler. (...) Ce n'est pas le frapper dans le dos : c'est le devoir suprême, quand un parti se trouve à ce point en défaut, que de dire la vérité, et je ne souhaite pas au parti de faire encore une fois de telles fautes, mais, si cela arrive, je souhaite qu'il se trouve quelqu'un pour agir de la même façon »⁵².

Le remède qu'il a employé, une prise de position publique et fracassante, il le revendique bien haut, car il le considère comme le seul apte à combattre le mal :

« Le camarade Pieck a dit littéralement : « Mais le pire est que Levi a semé la méfiance à l'égard de la centrale et des représentants de l'exécutif. » Oui, j'ai fait cela et je me reconnais coupable de ce crime de lèse-majesté. Et j'ajoute même : j'ai été dans ma brochure consciemment plus loin, j'ai voulu faire plus que semer seulement la méfiance. (...) Le parti avait quitté ses anciennes voies, il s'était placé dans une situation fatale, seule une intervention pouvait

46. *Ibidem*, p. 35.

47. *Ibidem*, p. 32.

48. *Ibidem*, p. 33.

49. *Ibidem*.

50. *Ibidem*, p. 43.

51. *Ibidem*, p. 44.

52. *Ibidem*, p. 8.

empêcher d'un coup de nouvelles irrptions de la maladie, la « couper », comme on dit en médecine, et cette méthode, ce n'était pas de semer la méfiance à l'égard de la centrale, mais de démasquer et de flétrir impitoyablement tout ce crime politique, toute cette trahison des principes qui ont été jusqu'ici ceux du parti : c'était de couper la maladie, et je reconnais volontiers l'avoir fait et avoir voulu le faire »⁵³.

Certains communistes pensent de bonne foi que de telles critiques contre la direction du parti ou de l'Internationale, même justifiées, ne peuvent trouver place que dans les rangs du parti, entre communistes. Ils ont tort :

« C'est une attitude complètement fausse que de penser que les communistes pourraient s'expliquer entre eux, sur leurs fautes, loin des regards indiscrets. Les fautes et les erreurs des communistes font, tout autant que leurs qualités, partie de l'expérience politique du prolétariat. Ils ne savent ni ne doivent priver les masses des unes ni des autres. S'ils ont commis des fautes, ils ne les ont pas commises contre le parti, même si elles le mènent à sa perte : si c'est là la seule voie par laquelle le prolétariat peut tirer la leçon des événements, il faudrait que cela soit, parce que le parti est là pour le prolétariat et non l'inverse »⁵⁴.

C'est donc en pleine conscience que Levi a tenu à donner à sa critique du « crime » de mars tout l'éclat nécessaire : il est si grand désormais qu'il faudra bien en tirer les leçons, l'important étant que ce ne soit pas entre quatre murs, en sauvant les apparences. Il semble ici répondre indirectement aux propositions de Lénine dans sa lettre du 16 avril :

« Je comprends parfaitement aussi pourquoi l'exécutif veut laisser au 3^e congrès mondial la décision en dernière instance sur ces problèmes d'anarchisme pratique qui ne sont pas du tout aussi nouveaux que le prétend l'exécutif. C'est tout simplement parce qu'il suppose que le parti allemand, qui a commis seul la bêtise, est aussi en fin de compte capable de la sanctionner. (...) Mais, en principe, toute cette méthode qui consiste, sur des questions aussi graves pour le parti, à faire traîner la discussion d'une instance à l'autre, ou d'un cénacle à un autre, est, je le répète, tout à fait conforme à la conception fondamentale qui a inspiré l'action : de même qu'on fait les âneries en cénacle, de même on pourrait procéder en cénacle à la correction des âneries. S'il y a quelque chose à apprendre de cette action de mars, cela ne pourra se faire qu'à condition que les masses connaissent et discutent les fautes dans le cadre le plus large et le plus libre »⁵⁵.

C'est la divergence de fond, non seulement avec les gauchistes allemands, mais peut-être — sur ce point, Levi ne se hasarde pas — avec les communistes russes. Il s'agit en effet de ce que doit être un parti communiste en Europe occidentale, dans un contexte social différent de celui qu'a connu en Russie le parti bolchevique :

« Le parti communiste en Russie avant la révolution a dû se former dans un corps social où la bourgeoisie n'était pas du tout développée ; il a dû se former dans un corps social où l'antipode naturel propre au prolétariat, la bourgeoisie, n'existait encore qu'à l'état d'ébauche et où son grand ennemi était le féodalisme agraire. En Europe occidentale, la situation est complètement différente. Ici le prolétariat se trouve en face d'une bourgeoisie pleinement développée et des conséquences politiques de ce plein développement de la bourgeoisie, la démocratie ; sous la démocratie, c'est-à-dire sous ce qu'il faut entendre par démocratie sous la domination de la bourgeoisie, l'organisation des travailleurs prend d'autres formes que sous l'Etat du féodalisme agraire, sous l'absolutisme. Et ainsi, en Europe occidentale, la forme d'organisation ne peut être que celle d'un parti de masses ouvert, de ces *partis de masses ouverts* qui ne peuvent donc jamais être mus au commandement d'un comité central, qui ne peuvent être mus qu'uniquement dans le fluide invisible où ils se trouvent, dans l'interaction psychologique avec tout le reste de la masse prolétarienne. Ils ne se meuvent pas au commandement ; ils se meuvent dans le mouvement de ces mêmes classes prolétariennes dont il leur faut ensuite être les dirigeants et les conducteurs dans le mouvement. Ils dépendent d'elles comme elles d'eux, et c'est pourquoi, camarades, ce fut une erreur fatale, et j'en reparlerai plus tard, de la part de la centrale, après l'effondrement de cette action, d'avoir fait la tentative, pas du tout révolutionnaire, de liquider dans quelques instances l'ensemble des questions qui se posaient »⁵⁶.

Ne pas comprendre cette différence, s'obstiner à construire en Europe occidentale et en particulier en Allemagne un parti communiste sur le modèle russe, c'est courir le risque de ne jamais pouvoir construire un parti communiste de masse, et surtout de concrétiser l'actuelle scission du mouvement ouvrier sur des fondements et clivages sociaux à l'intérieur même de la classe ouvrière.

« Ce fait seul porte en lui le risque grave que la classe ouvrière éclate en son milieu, que deux couches, les organisés et les inorganisés, l'organisation communiste et l'organisation non communiste, non seulement se dressent l'une en face de l'autre comme des corps politiquement séparés, mais en un certain sens se scindent comme des réalités sociales distinctes, qu'une organisation englobe d'autres couches prolétariennes que l'autre, que le parti communiste ne soit donc pas ce qu'il doit être, l'organisation, certes, d'une partie du prolétariat, des prolétaires les plus avancés, une partie qui traverse tout le prolétariat, mais bien qu'il devienne une partie du prolétariat divisé verticalement selon des facteurs de différenciations sociales »⁵⁷.

53 *Ibidem*, p. 31

54 *Ibidem*, p. 44.

55 *Ibidem*, pp. 28-29.

56 *Ibidem*, pp. 20-21.

57 *Ibidem*, p. 21.

Divergences dans la coalition contre Levi.

Génial pressentiment de ce que sera, quelques années plus tard, face aux nazis, la division du mouvement ouvrier allemand entre chômeurs communistes et travailleurs social-démocrates ? Ce danger, pour le moment, apparaît à Levi à travers les articles de Radek et le comportement de la centrale. Que ce soit là, pour lui, l'orientation de l'Internationale paraît à cette date peu vraisemblable : les références nombreuses à l'autorité et aux écrits de Lénine et de Trotsky ne sont pas simples effets de polémique, et Levi a quelques raisons de penser qu'après tout les deux dirigeants russes sont, dans le mouvement ouvrier, les « lévites »⁵⁸ les plus conséquents, et aussi les plus difficiles à exclure !

Cependant, le comité central confirme son exclusion par 38 voix contre 7, blâme les huit dirigeants — dont Däumig et Clara Zetkin — qui se sont portés garants de la véracité de ses accusations⁵⁹, exclut de la centrale Wegmann après Sievers, accepte la démission de Curt Geyer, revenu de Moscou et qui se solidarise avec Levi, les remplace par Walcher et Eberlein, deux vieux spartakistes, et l'ancien indépendant de gauche Emil Höllein⁶⁰.

Déjà se dessinent des clivages dans la majorité qui vient d'exclure Levi. La « nouvelle » gauche berlinoise, qui s'est fait remarquer par la force de ses attaques depuis l'automne de 1920, se manifeste avec un renouveau de vigueur. Maslow réclame une réorganisation de l'appareil de l'Internationale, dont il pense qu'elle devrait commencer par la suppression du bureau d'Europe occidentale⁶¹. Friesland, pour sa part, prend figure d'ultra en déclarant au comité central :

« Je regrette que Levi n'ait été exclu que pour infraction à la discipline ; c'est toute une conception du monde qui nous sépare de lui. Il n'existe aucune recette pour ne pas nous couper des masses, Quand nous avons devant nous une tâche vraiment révolutionnaire, il est de notre devoir de la remplir jusqu'au bout »⁶².

Quelques jours après, le congrès du district de Berlin-Brandebourg permet de voir se dessiner les contours de la « gauche » qui fait pour le moment figure d'aile marchante du parti et tient solidement l'un des districts les plus importants du pays. Ruth Fischer y présente un rapport sur l'Internationale, dans lequel elle s'en prend à « l'opportunisme dans l'Internationale » dont elle voit l'expression dans les affirmations concernant « la stabilisation du capitalisme », ainsi que le recours aux « actions verbales » (*Parolenaktionen*) telles que le V.K.P.D. les a multipliées pendant « la période de la lettre ouverte ». La résolution finale, adoptée à une écrasante majorité, affirme :

« L'action de mars des communistes allemands constitue le premier pas du communisme d'Europe occidentale depuis 1919 vers une rupture avec cette politique »⁶³.

Rosenberg, de son côté, présente un rapport dans lequel il conclut à la nécessité d'accroître la centralisation de l'Internationale et de réaliser une « fusion aussi rapide et aussi complète que possible » avec le K.A.P.D., dont il souligne qu'elle est facilitée par le départ des « droitiers » du V.K.P.D. ; il suggère qu'elle soit préparée par la constitution immédiate d'un comité d'action formé paritairement des dirigeants des deux partis communistes. La conférence du district accorde à sa résolution autant de voix qu'elle en avait accordées à Ruth Fischer et à Geschke qui appelle à « politiser les syndicats » : plus de deux cents, contre une douzaine seulement⁶⁴.

Or c'est au même moment que les dirigeants du K.A.P.D. choisissent précisément d'attaquer la centrale du V.K.P.D. En ce même mois de mai paraît en effet sous ses auspices une brochure, vraisemblablement rédigée par Gorter, intitulée *Le Chemin du Dr Levi, chemin du V.K.P.D.* : Levi et ses accusateurs de la centrale y sont renvoyés dos à dos, et Gorter souligne que l'attitude du parti en mars n'a été finalement que le prolongement de son opportunisme passé, car, si l'action de mars n'a pas été un putsch, il n'en est pas moins correct de qualifier de putschiste l'attitude d'une centrale passant en quelques jours de l'opportunisme le plus plat au soulèvement armé⁶⁵. La presse du K.A.P.D. affirme qu'il ne saurait être désormais question d'une réunification avec le V.K.P.D., et c'est une forte délégation, formée d'Appel, Schwab et Meyer qui, à la mi-mai, rejoint Reichenbach, déjà sur place à Moscou⁶⁶.

Car de la discussion au sein du 3^e congrès mondial de l'Internationale communiste, commencée plusieurs mois à l'avance dans la foulée de l'action de mars, dépend maintenant la définition de la politique communiste. Et c'est à cette discussion que la centrale allemande doit se préparer, afin d'être à même de soutenir le bien-fondé de son action de mars et les mérites de la tactique offensive.

58 Ainsi appelle-t-on les partisans de Paul Levi.

59 *Die Rote Fahne*, 6 mai 1921. Le C.C. avait siégé les 3. 4 et 5.

60 *Bericht...*, pp. 63-64.

61 *Die Rote Fahne*, 10 mai 1921.

62 *Ibidem*.

63 *Die Rote Fahne*, 13 mai 1921.

64 *Ibidem*, 15 mai 1921.

65 Bock, *op. cit.*, pp. 305-306.

66 *Ibidem*, p. 259.

XXVII. Le compromis de Moscou

Les dirigeants du parti allemand n'envisagent pas d'aller à Moscou en chemise et la corde au cou. Forts du soutien de l'exécutif, les gauchistes berlinois vont de l'avant, parlent haut et fort, cherchent à être les théoriciens et l'aile marchante de la majorité hétérogène qui a remplacé Levi. C'est Maslow qui déclare au lendemain de l'action :

« Sur les principes qui ont inspiré l'action, il n'y a pas grand-chose à dire. En gros, la situation était la suivante : notre parti était sur la défensive et perdait ainsi son sens de parti communiste. Un parti sur la défensive est un parti social-démocrate. S'il veut être un parti communiste, il lui faut être offensif. Ou bien il doit dire : « Je suis opposé à toute offensive ! ». Mais dire : « Je suis contre telle ou telle action », c'est du bluff ! »¹.

Le même, quelques jours plus tard, écrit dans *Die Internationale* :

« On demande ce qu'il y avait de spécifiquement nouveau dans l'action de mars ; il faut répondre : précisément, ce que nos adversaires nous reprochent, à savoir que le parti s'est lancé en effet au combat sans chercher à savoir quelles en seraient les conséquences »².

Dans la même veine, Ruth Fischer affirme :

« Un parti de 500 000 membres qui ne combat pas ne peut que devenir un borborygme, et c'est ce qu'il était déjà devenu »³.

Quant à Arthur Rosenberg, il philosophe dans l'assemblée des militants de Berlin :

« C'est une insurrection quand on gagne, et un putsch quand on perd ! »⁴.

En quelques jours, toute la philosophie de la gauche va être apparemment reprise par une centrale débordée par les événements et avide d'autojustification, cherchant *a posteriori* à expliquer sa politique.

Les thèses du V.K.P.D.

Le 8 avril, voulant tirer les leçons de l'action de mars, la centrale adopte des thèses préparées par Thalheimer⁵. Elles affirment que la bourgeoisie allemande s'est trouvée dans une crise profonde qui l'a conduite à agir sur deux fronts : renforcement de la contre-révolution « blanche » et resserrement des liens avec la social-démocratie, afin d'avoir les mains libres pour un compromis avec l'Entente au détriment du prolétariat. Dans une telle situation, le prolétariat, pour ne pas être paralysé dans la passivité, se devait de prendre l'offensive.

Au cours des crises qui avaient, les années précédentes, secoué la bourgeoisie allemande, le parti communiste n'avait pas suffisamment de forces, selon les thèses de la centrale, pour dépasser le stade de la propagande. Devenu un parti de masses, il se devait de le faire, d'appeler le prolétariat à l'action, même au risque de n'être suivi que par une partie des travailleurs. L'action a commencé après l'attaque de Hörsing contre les travailleurs d'Allemagne moyenne : le choix était clair entre Hörsing, la contre-révolution et les ouvriers. Le parti communiste a choisi de se placer dans le camp des travailleurs, et les autres partis ouvriers dans le camp de la contre-révolution. Il n'a certes pas réussi à entraîner dans la lutte l'ensemble des travailleurs allemands, dont certaines couches s'entêtaient dans la passivité et le refus de l'action et vont sans doute l'accuser de putschisme et d'aventurisme. La centrale affirme cependant :

« Dans les époques de profonde tension politique, de telles actions, même si elles aboutissent à une défaite provisoire, constituent les conditions préalables de victoires à venir et, pour un parti révolutionnaire, l'unique façon de conquérir les masses pour lui et pour les luttes révolutionnaires victorieuses est de faire pénétrer dans la conscience des masses la situation politique objective »⁶.

L'action de mars constitue un pas en avant considérable dans la mesure où elle a, dans les faits, pratiqué l'offensive qui peut seule créer les conditions de la prise du pouvoir. La centrale considère comme positives ses conséquences : renforcement de la lutte de classes, rupture du front de la passivité et de la paix civile ; elle a démasqué « l'U.S.P.D. et le S.P.D. et leur bureaucratie syndicale comme forces contre-révolutionnaires » ; elle a éveillé les travailleurs de leur prostration, eu des résonances sur le plan international en contribuant à « démasquer les mencheviks de tous les pays » ; elle a montré aux travailleurs de tous les pays qu'il n'y aurait pas de « front unique entre bourgeoisie et prolétariat » et que « la révolution allemande est une réalité vivante ». Après avoir analysé les insuffisances du parti sur le plan de l'organisation, les thèses affirment :

« Le V.K.P.D. doit se débarrasser des défauts d'organisation et de tactique de cette première tentative. S'il veut remplir sa tâche historique, il doit demeurer fermement sur la ligne de l'offensive révolutionnaire qui était à la base de l'action

1 Archives Levi, P 83/9, 2^e partie, . 17.

2 Maslow, « Probleme des III. Weltkongresses », *Die Internationale*, n° 7, 1921, p. 142.

3 R. Fischer, « War die Märzaktion eine Bettelheimerei ? », *Ibidem*, n° 6, 1921, p. 470.

4 Archives Levi, P 83/9, p. 27.

5 Die Rote Fahne, 10 avril 1921.

6 *Ibidem*, « Leitsätze über die Märzaktion », *Die Internationale*, n° 4, avril 1921, p. 126.

de mars et avancer avec détermination et assurance dans cette voie »⁷.

Publiée quelques jours plus tard, la brochure *Tactique et organisation de l'offensive révolutionnaire*⁸ — recueil des principaux articles sur ce thème — va constituer le manifeste de la nouvelle « philosophie ». Les délégués de la centrale préparent avec confiance leur séjour à Moscou pour le 3^e congrès mondial, convaincus que les Russes vont les recevoir avec tous les égards dus à des révolutionnaires courageux et clairvoyants.

Cependant, Radek est loin d'être satisfait de la conduite de l'action de mars. Dès le 1^{er} avril, en effet, il a écrit aux dirigeants allemands :

« Je crains que vous n'ayez agi quelques semaines trop tôt. Je crains que cela ne constitue une faute tactique que de n'avoir pas attendu qu'éclate le conflit entre l'Allemagne et la Pologne. (...) Levi, qui a trouvé la formule « secte ou parti de masses », va maintenant sans doute lancer l'accusation de putsch »⁹.

Le 7 avril, il indique dans une nouvelle lettre que « le Vieux espère encore que les gens vont se ressaisir », et que « l'exécutif en tant que tel désire retarder sa prise de position contre la droite jusqu'à ce qu'elle se démasque elle-même »¹⁰, ajoutant qu'en ce qui le concerne il est décidé à lutter au grand jour. De son côté, Thalheimer s'efforce de combattre les hésitations et les doutes de l'exécutif par un tableau optimiste :

« L'action de mars a agi sur le parti comme un bain d'acier. On a effrayé ou effarouché tous les pourris. Les autres ne sont qu'isolés. Peu sans doute passeront de l'autre côté avec Paul Levi. (...) Le parti se remet merveilleusement vite »¹¹.

Il est clair en tout cas que le geste de Levi, ressenti comme une agression par beaucoup de militants — Lénine dira à Clara Zetkin : « Il s'est jeté sur le parti comme une bête féroce et il l'a déchiré »¹² —, est utilisé par tous ceux qui auraient des comptes à rendre et préfèrent invectiver contre lui. Sur ce point au moins, la position de l'exécutif est nette : le 26 avril, il publie une déclaration solennelle, signée des noms les plus prestigieux, Zinoviev, bien sûr, mais aussi Lénine et Trotsky, Boukharine, Radek, Rosmer ... et Béla Kun. Elle affirme notamment :

« Sur le célèbre pamphlet de Paul Lévi, il y a eu unanimité absolue. L'avis général a été que Levi est un traître. Au nom du parti bolchevique et du comité exécutif de l'Internationale communiste tout entier, le camarade Zinoviev a dit : « C'est un abominable mensonge que de prétendre que le comité exécutif ou ses représentants ont provoqué le soulèvement de mars. Cette fable a été nécessaire pour les besoins de la contre-révolution allemande au côté de laquelle Levi s'est rangé »¹³.

Il n'est pourtant plus question dans cette proclamation de qualifier l'action de mars de « page glorieuse » : l'exécutif se contente de déclarer qu'étant donné l'importance des divergences qui se sont manifestées sur cette question, il lui semble nécessaire de mener la discussion du 3^e congrès de l'Internationale¹⁴. Quant à la résolution de l'exécutif sur le « cas Levi », elle rend un son quelque peu différent de celui de la proclamation elle-même :

« Ayant lu le pamphlet de Paul Levi, *Notre voie — Contre le putschisme*, le comité exécutif de l'Internationale communiste ratifie la décision d'exclure Levi du V.K.P.D. et par conséquent de l'Internationale communiste. Même si Paul Levi avait raison à 90 % dans ce qu'il affirme concernant l'offensive de mars, il serait encore passible d'exclusion du parti parce que, par son action dans les circonstances données, il a frappé le parti dans le dos »¹⁵.

Si Levi est exclu pour indiscipline, le problème politique reste posé, et sera tranché par le 3^e congrès mondial. En attendant, il va se trouver au centre des préoccupations de tous les dirigeants communistes. Déjà, un texte de Radek, écrit à Moscou le 10 mai et publié dans la presse communiste internationale¹⁶, montre qu'un tournant est en train de se dessiner et que l'exécutif n'est pas près d'endosser la théorie de l'offensive.

Radek dénonce en effet l'accusation lancée par Levi contre la centrale d'avoir organisé un putsch. Attaqués, les ouvriers d'Allemagne centrale ont spontanément engagé la lutte contre les détachements Hörsing. Le comité central du 17 mars n'avait pas autre chose en vue qu'une « réaction contre l'offensive gouvernementale » :

« Parler de putschisme, c'est seulement couvrir de phrases sonores un pur et simple reniement de la tactique offensive du communisme et même de la défense active »¹⁷.

7 *Ibidem*

8 *Taktik und Organisation der revolutionären Offensive. Die Lehren der März-Aktion*, 1921, 146 p.

9 Lettre du 1^{er} avril 1921, de Radek à la centrale. Archives Levi, P 56/2; *Sowjet (Unser Weg)*, n° 8/9, 3 août 1921, pp. 249-252.

10 Lettre du 7 avril 1921, Archives Levi, P 55/2 ; *Ibidem*, pp. 252-255.

11 Lettre de Thalheimer à Radek, Archives Levi, P 55/1; *Ibidem*, pp. 255-257.

12C. Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 42.

13 Degras, *op. cit.*, t. I, pp. 219-220.

14 *Ibidem*, p. 219.

15 *Die Rote Fahne*, 4 mai 1921.

16 *Bulletin communiste*, n° 24, 9 juin 1921, p. 398.

17 *Ibidem*.

Partant de là, il développe un certain nombre de critiques contre la centrale allemande, qu'il accuse d'être passée, sans transition, de l'attitude propagandiste du temps de Levi-Däumig à celle de la lutte active, de n'avoir pas « tenu en main les ouvriers », et de leur avoir « permis d'agir alors que le caractère du mouvement n'était pas encore déterminé et que l'on ne voyait pas clairement s'il ne valait pas mieux se borner à une grève, d'avoir enfin parlé d'« offensive » alors que l'action qu'elle menait n'était qu'une « défensive offensive »¹⁸.

Prise de position dans le parti bolchevique.

Les variations de Radek et l'évolution esquissée depuis le début de mars dans sa correspondance s'expliquent par les incertitudes de Moscou. L'action de mars s'est produite au moment où la Russie soviétique traversait la plus grave crise de son histoire. Et, dans cette mesure, elle est passée un peu inaperçue, même aux yeux des dirigeants comme Lénine, absorbés dans la lutte quotidienne et les difficultés économiques et politiques de tous ordres. C'est vraisemblablement par la lettre adressée par Levi le 27 mars que Lénine a été alerté pour la première fois. L'action de mars sera l'occasion d'une de ses plus importantes interventions dans la vie du parti communiste allemand, et de la plus grande bataille politique qu'il ait conduite au sein de l'Internationale.

Lénine avait certes été au cours du 2^e congrès parmi les plus optimistes quant aux perspectives révolutionnaires immédiates en Europe, et l'on se souvient du différend qui l'avait opposé en commission à Paul Levi concernant la formulation des tâches du parti dans la période. Bientôt, cependant, la guerre russo-polonaise s'est terminée sans que se soit produit en Pologne le soulèvement révolutionnaire sur lequel il avait compté contre l'avis de Radek, de Trotsky et d'une partie des dirigeants polonais. Le reflux commence, en Italie, en France, en Grande-Bretagne. Dès le mois de décembre, Lénine laisse apparaître dans ses discours une appréciation plus nuancée, admet que le rythme de la révolution européenne est finalement plus lent que ne l'avait été celui de la révolution russe, et surtout qu'il serait déraisonnable de compter sur son accélération. Il intervient peu dans les questions de l'Internationale, mais on sait qu'il insiste auprès de Zinoviev pour que l'exécutif élargi ne suive pas le « petit bureau » de l'Internationale qui, le 21 février, avait condamné comme opportuniste l'initiative allemande de la lettre ouverte, et pour que la question soit mise en discussion.

Toute son activité politique est alors centrée sur les problèmes internes de la Russie soviétique : en mars 1921 se produit l'insurrection de Cronstadt, en mars 1921 se tient le 10^e congrès et l'adoption de la Nep, et l'on peut tenir pour certain qu'il accorda à ces événements plus d'attention qu'à l'aventure allemande, qui les suivait de quelques jours. Les deux questions ont été pourtant sans doute liées, au moins dans l'esprit de dirigeants du parti russe et de l'Internationale comme Boukharine et Zinoviev, et l'on peut tenir pour plausible que les partisans de la « ligne offensive » dans l'Internationale avaient le sincère désir, en forçant au besoin le développement et en accélérant artificiellement le rythme de la révolution, de rompre coûte que coûte l'isolement qui condamnait les bolcheviks au coûteux repli stratégique de la Nep. Malheureusement nous savons peu de choses sur la lutte politique qui a dû se dérouler au sein de la direction du P.C. russe avant le mois de mars, en dehors du fait que Boukharine défendait la nécessité d'« électriser » les masses afin de provoquer des explosions révolutionnaires en Europe¹⁹. Pour les mois suivants, nous disposons d'un témoignage de Trotsky, document extrait d'une déclaration au bureau politique en 1926 :

« Le danger d'alors était que la politique de l'Internationale prenne la ligne des événements de mars en Allemagne, c'est-à-dire cherche à créer artificiellement une atmosphère révolutionnaire et une « électrisation » du prolétariat, selon l'expression d'un camarade allemand. (...) Avant le congrès, j'écrivis à Radek une lettre dont Vladimir Illitch ignore l'existence, pour l'informer de l'impression que j'avais des événements de mars. En raison d'une situation assez délicate, ne connaissant pas l'opinion de Vladimir Illitch et sachant que Zinoviev, Boukharine et Radek appuyaient en général la gauche allemande, je me gardai, bien entendu, de me prononcer ouvertement, et j'écrivis une lettre sous forme de thèse au camarade Radek pour qu'il me fit connaître son avis. Radek et moi ne pûmes tomber d'accord. L'ayant appris, Vladimir Illitch me fit venir et me définît la situation dans l'Internationale comme porteuse d'immenses dangers. Dans l'analyse de la situation et des tâches qui en découlaient, nous fûmes pleinement solidaires. Après cet entretien, Vladimir Illitch fit appeler Kamenev pour disposer au bureau politique d'une majorité assurée. Le bureau politique se composait alors de cinq personnes. Avec Kamenev, nous avions par conséquent la majorité. Dans notre délégation, il y avait d'un côté Zinoviev, Boukharine et Radek, de l'autre Vladimir Illitch, Kamenev et moi. Chaque groupe tenait de véritables séances. (...) Dans les conversations qui suivirent, je représentais la fraction de Vladimir Illitch et Radek la fraction de Zinoviev. (...) Zinoviev accusa avec une certaine vivacité Radek d'avoir « trahi » sa fraction dans ces conversations, c'est-à-dire consenti de trop grandes concessions. (...) Vladimir Illitch se concertait avec moi sur ce qu'il y aurait lieu de faire au cas où le congrès se prononcerait contre nous : nous inclinierions-nous devant le congrès dont les décisions pouvaient être désastreuses, ou résisterions nous? »²⁰.

Les dirigeants russes se mirent finalement d'accord entre eux sur un compromis que la délégation du parti russe aurait à défendre au congrès tant contre les gauchistes, allemands ou autres, que contre les représentants de l'opposition « lévite » allemande, Clara Zetkin, Neumann, Malzahn et Franken, invités à la demande expresse de Lénine²¹.

Tout n'alla pas, cependant, comme prévu. Thalheimer était arrivé le premier à Moscou, muni des thèses qu'il avait personnellement rédigées et que le comité central allemand avait adoptées par 26 voix contre 14. Elles affirmaient notamment :

¹⁸*Ibidem*, p. 400.

¹⁹ Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, t. 1, p. 187.

²⁰ Sténographie de la séance du bureau politique du P.C. de l'U.R.S.S. du 18 mars 1926, pp. 12-13, dans Trotsky, « La Révolution défigurée », *De la révolution*, pp. 137-138.

²¹ Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 167.

« Le parti communiste a, pour la première fois, et seul, conduit les masses au combat, non pas localement, mais dans l'ensemble de l'Allemagne »²².

L'unique erreur que le parti allemand avait à se reprocher était d'avoir trop attendu. Pour les « thèses », la grande leçon de l'action de mars consistait en ce que :

« si le parti veut remplir sa mission historique, il doit rester fidèle à la théorie de l'offensive révolutionnaire qui était à la base de l'action de mars, et marcher résolument dans cette voie »²³.

En fait, les responsables de l'action de mars commençaient déjà à se diviser face aux conséquences de leur politique. Comme l'a souligné Arnold Reisberg, Brandler, dès le lendemain de l'action de mars dont il avait, en tant que président de la centrale, endossé la responsabilité, commençait à se poser des problèmes et à tenter de renouer avec la politique de la lettre ouverte brutalement interrompue par l'entrée en scène de Bela Kun. Emprisonné à la suite de l'action de mars, il méditait les leçons de l'histoire des derniers événements qu'il venait lui-même de retracer²⁴ et, le 17 juin, il écrivait à la centrale²⁵ en demandant à ses camarades de réfléchir à ce que Lénine, à la veille de la prise du pouvoir, avait proposé en 1917 dans sa célèbre brochure *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*. Il suggérait l'adoption de mots d'ordre concrets, susceptibles de mobiliser immédiatement les travailleurs non communistes, mentionnait : « syndicalisation obligatoire de l'industrie, centralisation de toutes les banques, contrôle de l'industrie, du commerce et de l'agriculture par l'Etat actuel et les comités d'usine », et concluait :

« Nous devons en finir avec l'agitation pure. Nous ne devons avoir aucune crainte d'être moins radicaux »²⁶.

A son arrivée à Moscou, Thalheimer se rend compte que Brandler n'est vraisemblablement pas le seul à avoir fait marche arrière et comprend sans doute que les thèses du K.P.D. n'ont pas la moindre chance d'obtenir l'approbation des Russes²⁷. Il abandonne donc la tactique mise au point à Berlin et décide, d'accord avec Béla Kun, de proposer des amendements au texte de la délégation russe que Radek a été chargé de rédiger. Cette nouvelle tactique réussit dans un premier temps : Radek introduit dans le projet des analyses et des remarques marquées du sceau de la théorie de l'offensive — et même de l'état d'esprit caractéristique de ses tenants —, avec la dénonciation virulente des droitières et opportunistes²⁸. Lénine le relève vertement, le 10 juin, dans une lettre adressée à Zinoviev²⁹ :

« Levi, politiquement, avait raison sur beaucoup de points. (...) Les thèses de Thalheimer et de Béla Kun sont sur le plan politique radicalement fausses »³⁰.

Lénine considère que les amendements acceptés par Radek constituent « des exemples classiques de la médiocrité d'esprit de Thalheimer et de Béla Kun, ainsi que de la complaisance empressée de Radek ». Comme les dégâts sont importants, il laisse échapper une réflexion désabusée :

« Que faire ? Je n'en sais rien. C'est terrible, tout ce qu'on a laissé passer. Le temps. Le travail »³¹.

Sur le fond, en revanche, il n'a pas la moindre hésitation et l'écrit à Zinoviev :

« Il est insensé et malfaisant d'écrire et d'admettre que la période de propagande est révolue et que celle de l'action a commencé. (...) Il faut sans cesse et de façon systématique lutter pour gagner *la majorité de la classe ouvrière*, d'abord à l'intérieur des vieux syndicats. (...) Tous ceux qui n'ont pas compris que la tactique de la lettre ouverte est obligatoire doivent être exclus de l'Internationale dans un délai maximum d'un mois après le congrès. Je vois clairement que ce fut une erreur de ma part que d'avoir accepté l'admission du K.A.P.D., et il faut corriger cela le plus vite et le plus radicalement possible »³².

En ce qui concerne l'action de mars elle-même, Lénine, sur la base de la lecture des brochures de Brandler et de Levi, est parvenu à quelques conclusions : tous les cris tendant à la présenter comme une « action offensive » relèvent de la démence, et la faute très grave des dirigeants allemands a été d'appeler à la grève générale alors que le gouvernement avait, à l'évidence, organisé une provocation. Mais cette action purement défensive ne saurait selon lui être considérée comme un putsch : en la qualifiant de putsch, Levi a commis une faute plus grave encore. Il est donc nécessaire de le sanctionner, par

22 *Die Rote Fahne*, 10 avril 1921.

23 *Ibidem*.

24 H. Brandler, *War die Märzaktion ein Bakunisten-Putsch ?* (1921). A. Reisberg (« *Zur Genesis der Losung Arbeiterregierungs in Deutschland, Das Jahr 1921* », *BzG*, n° 6, 1965, p. 1027) fait remarquer que Brandler écrit à propos du mot d'ordre d'alliance avec la Russie lancé en 1921 : « Nous voulions le renversement du gouvernement et la constitution au moins d'un gouvernement ouvrier » (p. 12).

25 La lettre de Brandler fut publiée par Levi dans *Sowjet*, n° 6, 1921, pp. 172-174.

26 *Ibidem*, p. 174, A. Reisberg (*op. cit.*, p. 1028) fait remarquer que le programme mis en avant par Brandler était « le programme économique d'un gouvernement ouvrier ».

27 A. Reisberg, « Ein neuer Brief V. 1. Lenins über die Taktik der K.I. », *BzG*, 1965, n° 4, p. 687.

28 *Ibidem*.

29 « Bemerkungen zu den Entwürfen der Thesen über die Taktik für den III. Kongress der K.I. Brief an G. J. Sinowjew », *Ibidem*, pp. 687--691.

30 *Ibidem*, pp. 687-688.

31 *Ibidem*, p. 688.

32 *Ibidem*, p. 688.

exemple en l'excluant pour six mois avec la perspective de le réintégrer s'il se comporte loyalement. Mais il faut, en même temps et pour toujours, enterrer les folies de la théorie de l'offensive³³.

Virage sur l'aile.

Le tournant va être pris au plus court. A la conférence du parti communiste russe, Radek, qui présente le rapport sur « les tâches du 3^e congrès de l'Internationale », est loin de la ligne que Lénine défend au même moment : ses analyses semblent sorties tout droit des perspectives telles qu'elles avaient été tracées à l'été 1920. Pour lui, en effet, la crise qui vient d'éclater simultanément dans plusieurs partis communistes a sa racine dans « le sentiment que l'on a du recul de la révolution mondiale », sentiment sous-jacent à son avis tant aux analyses de Serrati qu'à celles de Paul Levi. Or Radek considère qu'il n'y en a pas, en réalité, de recul :

« Si nous en arrivions à conclure que la révolution est en recul, nous devrions immédiatement rayer de l'ordre du jour la lutte pour la conquête immédiate du pouvoir »³⁴.

Contrairement à la thèse développée par Levi, Radek soutient devant la conférence du parti russe que l'année 1920 n'a pas vu se produire un reflux du mouvement révolutionnaire, mais, au contraire, une importante accélération :

« Après notre échec sur Varsovie, nombre de capitalistes étrangers ont cru pouvoir mettre une croix sur la révolution. Mais c'est à ce moment précis qu'a commencé la crise si longtemps attendue »³⁵.

Pour lui, donc, les années de 1918 à 1920 n'auront en définitive constitué que les années de préparation. L'action de mars a été purement défensive, mais elle a été positive parce qu'elle était une action : « Même une défaite, ici, constitue un progrès »³⁶. Son résultat le plus positif a été en effet de démontrer que la « droite » — Levi et ses camarades — sabotait l'action du parti :

« C'est seulement aujourd'hui que notre foi dans le parti allemand s'est raffermie. (...) Cela prouve que ce parti est meilleur que nous ne l'avions cru »³⁷.

La conclusion surprend, dans la bouche d'un orateur qui dénonce au même moment la « terreur blanche » qui s'abat sur l'Allemagne et qui impute à crime à Levi son initiative publique dans un tel contexte :

« La situation en Europe s'est modifiée en notre faveur (...) grâce à la croissance et au développement du mouvement communiste »³⁸.

Le contraste est frappant avec les thèses qui vont être présentées au congrès mondial sur la situation internationale par Trotsky et Varga, mandatés par l'exécutif sur la position que Lénine a réussi à faire accepter par le comité central bolchevique. Elles partent en effet de la constatation que la crise économique — qui a éclaté en 1920 — reflète la crise profonde du système capitaliste et traduit une réaction à la prospérité fictive du temps de guerre. Mais le fait capital est que l'éparpillement des réactions ouvrières a empêché que la crise débouche sur la révolution. Les thèses rappellent les étapes de la grande vague révolutionnaire déclenchée par la guerre mondiale : révolution de 1917 en Russie, révolution en Allemagne et en Autriche-Hongrie en 1918-1919, grèves de cheminots français en 1919, puis 1920, et, la même année, la grève générale allemande contre le putsch de Kapp, le mouvement d'occupation des usines en Italie du Nord, la grève générale en Tchécoslovaquie. Et elles font cette constatation :

« Cette puissante vague n'a pourtant pas réussi à renverser le capitalisme mondial ni même le capitalisme européen. (...) Pendant l'année qui s'est écoulée entre le 2^e et le 3^e congrès de l'Internationale communiste, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se sont terminées au moins partiellement par des défaites »³⁹.

L'Internationale communiste doit donc se poser la question de savoir si une stabilisation est intervenue dans la situation du capitalisme mondial et s'il est par conséquent nécessaire d'adopter une tactique nouvelle en fonction de cette situation nouvelle. La conclusion des rapporteurs est nette :

« Il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste, à l'heure actuelle, un certain fléchissement »⁴⁰.

Trotsky l'affirme devant le congrès :

33 *Ibidem*, p. 689-690.

34 *Bulletin communiste*, n° 28, 7 juillet 1921, p. 464.

35 *Ibidem*, p. 465.

36 *Ibidem*, p. 466.

37 *Ibidem*, p. 466.

38 *Ibidem*, p. 468.

39 *Bulletin communiste*, n° 29, 14 juillet 1921, p. 480.

40 *Ibidem*, p. 487.

« Aujourd'hui, pour la première fois, nous voyons et nous sentons que nous ne sommes pas si immédiatement près du but, la conquête du pouvoir, la révolution mondiale. En 1919, nous disions : « C'est une question de mois. » Aujourd'hui nous disons ; « C'est peut-être une question d'années »⁴¹.

Venant après les interventions de Lénine dans ses entretiens préliminaires, le rapport de Trotsky revêt une signification précise. Dès le début du congrès, les deux plus prestigieux dirigeants du parti bolchevique ont jeté dans la balance le poids de leur autorité : il n'en fallait sans doute pas moins pour venir à bout du bloc des gauchistes et des néo-gauchistes.

Le déroulement du congrès.

L'objectif de Lénine et Trotsky était simple : il importait de préserver l'unité du parti allemand et de l'Internationale tout en leur faisant prendre un tournant politique radical. Concrètement, ils étaient prêts, d'une part, à confirmer l'exclusion de Paul Levi, mais seulement pour « indiscipline », et afin d'éviter d'étaler au grand jour la responsabilité de l'exécutif dans l'action de mars, et, d'autre part, à saluer cette action comme un « pas en avant », tout en condamnant sans appel la théorie de l'offensive, et à prévenir toute rechute.

La réalisation d'un tel plan n'était pas chose aisée, et rendait nécessaire bien des précautions et manœuvres. Il n'était pas en effet évident, quelques jours avant l'ouverture du congrès, que Lénine et Trotsky seraient capables de rallier à leurs vues la majorité des congressistes. Dès son retour à Moscou, Béla Kun s'était démené afin de gagner à la théorie de l'offensive les délégués étrangers qui arrivaient les uns après les autres. Rosmer, dans ses souvenirs⁴², l'a décrit, multipliant démarches, visites, entretiens, demandes de renseignements, gagnant les Belges et les Luxembourgeois, passant un accord avec les Italiens acquis d'avance. Lénine, de son côté, attend de pied ferme la délégation allemande, qui arrive en force avec trente-trois délégués⁴³. Seuls manquent Ernst Meyer et Stoecker, qui assurent à Berlin la direction du parti, et Brandler, emprisonné. Clara Zetkin, déléguée au congrès par la Ligue des femmes communistes, est en fait le porte parole officiel de l'opposition allemande. Sur l'insistance de Lénine, trois autres têtes de l'opposition, Paul Neumann, Malzahn et Franken, ont fait le voyage et prendront part au congrès avec voix consultative. Les amis de Levi ont soigneusement préparé les discussions de Moscou, réuni une documentation considérable, journaux, tracts, procès-verbaux de réunions, témoignages de militants. Mais ils arrivent les mains vides, car les dossiers, enfermés dans les bagages de Clara Zetkin, ont été saisis à la frontière par la police prussienne agissant sur l'ordre de Severing⁴⁴.

Malgré cet incident qui lui facilite la tâche, la délégation allemande, porte-parole de la majorité du K.P.D., doit rapidement déchanter. Heckert, reçu par Lénine en même temps que Rákosi, sort « anéanti » de l'entrevue : les deux hommes se sont entendus accuser de proférer « des inepties »⁴⁵. Une première discussion improvisée a lieu dans le bureau de Lénine. Sarcastique, véhément, il demande aux partisans de la théorie de l'offensive comment, selon eux, les ouvriers « s'instruisent » sous les coups de la répression et du chômage. Koenen, péremptoire, répond que « leur estomac communique à leur cerveau l'énergie révolutionnaire ». Lénine désormais ponctuera toutes ses critiques contre les Allemands de cette remarque ironique :

« Bien sûr, tout cela provient chez vous de l'énergie que l'estomac communique au cerveau »⁴⁶.

Dans une réunion ultérieure, il secoue plus durement encore les délégués de la majorité allemande :

« La provocation était claire comme le jour. Et, au lieu de mobiliser dans un but défensif les masses ouvrières afin de repousser les attaques de la bourgeoisie et de prouver ainsi que vous aviez le droit pour vous, vous avez inventé votre « théorie de l'offensive », théorie absurde qui offre à toutes les autorités policières et réactionnaires la possibilité de vous présenter comme ceux qui ont pris l'initiative de l'agression contre laquelle il s'agissait de défendre le peuple ! »⁴⁷.

Il attaque durement Béla Kun, qu'il crible de brocards pour ce qu'il appelle ses « kuneries », tourne en ridicule ce qu'il nomme les « maquillages théoriques, historiques ou littéraires » des partisans de l'offensive, à qui il jette ce verdict sommaire : « A laver la tête d'un nègre ! »⁴⁸

Heckert a témoigné du désarroi et de la hargne des majoritaires allemands, cueillis à froid par l'offensive de Lénine, publiquement tancés devant les autres délégations, ridiculisés et impuissants. Frölich, selon lui, se serait plaint de l'effrayante « mesquinerie » de Lénine : sans doute n'était-il pas le seul⁴⁹. Lénine, en fait, mesurait parfaitement la nécessité dans laquelle

41 *Protokoll des III ...*, p. 90.

42 Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 178.

43 Du fait de la tenue à Moscou du congrès de l'Internationale syndicale rouge, les Allemands étaient en réalité beaucoup plus nombreux encore. Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 284, n. 54, estime à une soixantaine le nombre de délégués allemands présents à cette époque à Moscou.

44 R. Fischer, *op. cit.*, p. 178, affirme que cette saisie fut opérée « évidemment » avec l'« accord tacite » de Clara Zetkin : accusation grave, mais sans fondement. En fait, Clara Zetkin avait tout de même commis une faute en prenant le risque de transporter elle-même de tels documents, normalement confiés à l'appareil. Elle se justifia à la centrale du 30 novembre 1921 en expliquant qu'elle n'était pas certaine que ce matériel aurait été réellement transmis à Moscou si elle ne s'en chargeait elle-même, ajoutant que plusieurs lettres et télégrammes envoyés par elle à l'exécutif n'étaient jamais arrivés, ou avec un retard énorme. Véra Mujbegović (*op. cit.*, p. 315), qui cite ce procès-verbal (*I.M.L.-Z.P.A.* 3/1, p. 170), ne mentionne aucune réponse faite à cette argumentation, vraisemblablement irréfutable.

45 Heckert, « Mes rencontres avec Lénine », *Lénine tel qu'il fut*, t. II, p. 804.

46 *Ibidem*.

47 *Ibidem*.

48 Zetkin, *Souvenirs sur Lénine*, p. 35.

49 Heckert, *op. cit.*, p. 805. Kolarov a fait allusion à un heurt assez vif lors de l'exécutif du 17 juin entre Lénine et Béla Kun, dans « V.I. Lenin na III Kongresse Kommunistitscheskogo Internationala », *Voprosy Istorii*, 1960, n° 2, pp. 189-191.

il se trouvait de briser net les tentatives des partisans de l'offensive, tout en s'efforçant de ne pas provoquer chez eux une rancœur excessive. Au cours des conversations qu'il a avec Clara Zetkin, Trotsky présent, il explique que, « si le congrès tordra le cou à cette fameuse théorie de l'offensive », il devra tout de même consoler ses tenants « en leur donnant quelques miettes »⁵⁰ — ce qui signifie que Clara Zetkin et ses amis devront se contenter d'un compromis.

Un tel compromis suppose évidemment le maintien de sanctions contre Levi. Lénine explique à son interlocutrice pourquoi, à son avis, elles sont inévitables :

« Non seulement sa critique était tout à fait exagérée, unilatérale et même méchante, mais elle ne fournit aucune indication permettant au parti de s'orienter. Tout esprit de solidarité avec le parti en est absent. C'est ce qui a révolté si fort les camarades du rang et les a rendus sourds et aveugles aux nombreuses choses justes qu'il y a dans la critique de Paul Levi, et notamment à la façon très pertinente dont il a envisagé le problème politique fondamental »⁵¹.

Levi a compromis lui-même les chances qu'il avait de convaincre son parti :

« C'est ainsi qu'est né un état d'esprit qui a d'ailleurs gagné les camarades en dehors de l'Allemagne ; pour ceux qui sont dans cet état d'esprit, l'unique objet de la discussion, c'est maintenant la brochure et spécialement la personne de Levi, et non plus la question de savoir si la théorie de l'offensive est fausse, et si l'application qu'en a faite la gauche est mauvaise. C'est à Paul Levi que la gauche doit de s'en être si bien tirée jusqu'ici. Paul Levi est à lui-même son pire ennemi »⁵².

Quoique l'essentiel du débat se déroule ainsi à huis clos, dans le bureau de Lénine ou au cours de longues séances de commission, il doit être inévitablement abordé au cours des séances plénières, et du déroulement de celles-ci risquent de sortir des incidents. La procédure adoptée cherche le plus possible à les éviter. C'est ainsi que Zinoviev, chargé en sa qualité de président de l'Internationale de présenter le rapport d'activité, n'a pas à traiter de l'action de mars proprement dite. Jugé sans doute trop compromis par ses liaisons avec Béla Kun et la protection accordée aux partisans de l'offensive, il doit se contenter d'expliquer au congrès de quelle façon l'exécutif a formulé un jugement sur elle :

« Nous sommes tous d'accord avec ce qu'a écrit Brandler : ce n'était pas une offensive, mais simplement un combat défensif. L'ennemi nous a attaqués par surprise. (...) Bien des fautes ont été commises, bien des faiblesses d'organisation révélées. Nos camarades de la centrale allemande ne se sont pas dissimulés ces fautes : ils veulent les corriger. La question est de savoir si nous pouvons *considérer ces combats comme un pas en avant, comme un épisode sur le chemin tourmenté de la classe ouvrière allemande, ou bien s'il nous faut les considérer comme un putsch*. L'exécutif est d'avis que *l'action de mars n'était pas un putsch*. Il est ridicule de parler de putsch quand un demi-million de travailleurs ont combattu. (...) Nous devons exprimer clairement les fautes et en tirer les leçons. Nous ne cachons rien, nous ne faisons ni politique de cénacle, ni diplomatie secrète. Nous sommes d'avis que *le parti allemand n'a pas dans l'ensemble à avoir honte de cette lutte, bien au contraire* »⁵³.

A part cette réplique assez sommaire aux arguments de Levi — dont il possède pourtant un long texte d'appel contre son exclusion, qu'il ne lira pas, dont il ne mentionnera même pas l'existence au cours du congrès⁵⁴ —, le président de l'Internationale ne dira rien sur l'action de mars. En revanche, c'est à la fin de la discussion sur son rapport qu'est présentée au vote une résolution générale dont un paragraphe approuve les sanctions prises au cours de l'année par l'exécutif. Cette façon de régler le cas Levi sans l'avoir discuté au fond provoque les protestations indignées des minoritaires allemands et Clara Zetkin, à la tribune, fait le procès de cette procédure :

« A mon avis, le cas Levi n'est pas seulement un problème de discipline, il est au premier chef et essentiellement un problème politique. Il ne peut être correctement jugé, il ne peut être correctement apprécié que dans l'ensemble de la situation politique, et c'est pourquoi j'estime qu'il ne peut être vraiment traité que dans le cadre de nos discussions sur la tactique du parti communiste et en particulier dans celui des discussions sur l'action de mars. (...) Si Paul Levi doit être durement puni pour sa critique de l'action de mars et pour la faute incontestable qu'il a commise à cette occasion, quelle punition méritent donc ceux qui ont commis ces fautes elles-mêmes ? Le putschisme que nous avons mis en accusation n'a pas consisté dans l'action des masses en lutte. (...) Il était dans les cerveaux de la centrale qui conduisait de cette façon les masses dans la lutte »⁵⁵.

Radek abordera la question de l'action de mars en elle-même au cours du débat sur la tactique⁵⁶ : ainsi se traduit la volonté de l'exécutif de ne pas revenir sur le passé, mais de préserver à tout prix la clarté pour l'avenir. Il est sévère pour la centrale allemande, dont il affirme qu'elle a été surprise par l'offensive de Hörsing, et que, par-dessus le marché, elle n'a pas compris qu'elle devait effectivement organiser une action de solidarité avec les mineurs de Mansfeld, mais sans dissimuler à ces derniers qu'ils n'étaient pas en position de vaincre. Elle a aggravé la situation en lançant inconsidérément, le 24 mars, le mot d'ordre de grève générale, qui ne réparait aucune des fautes antérieures, mais a, en revanche, révélé la faiblesse du parti.

50 Zetkin, *Souvenirs*, p. 36. Les « souvenirs » de Clara Zetkin, publiés après la défaite de Trotsky et de l'opposition en 1924, ne font pas mention de la présence de Trotsky à ces entretiens. Mais les lettres adressées par Clara Zetkin à Levi à l'époque l'attestent (Archives Levi, P 113/18). Pour le reste, les « souvenirs » sont fidèles au récit fait sur le coup.

51 C. Zetkin, *op. cit.*, p. 42.

52 *Ibidem*, pp. 42-43.

53 *Protokoll des III...*, pp. 184-185. Souligné dans le texte.

54 Archives Levi, P 7/1.

55 *Protokoll des III...*, pp. 295-298.

56 *Ibidem*, pp. 455-484.

Plus grave enfin, au lieu de reconnaître franchement qu'elle s'était trompée, la centrale a préféré forger pour se justifier à tout prix la théorie de l'offensive. Déchaînant contre les dirigeants allemands toute sa causticité, Radek conclut, comme Zinoviev, qu'en dépit de tout, il serait inadmissible de qualifier de putsch l'action de mars qui a représenté sans aucun doute possible « un pas en avant »⁵⁷.

Quelque désir qu'en aient sûrement eu les dirigeants de l'Internationale, il était impossible que la discussion ne revînt pas sur des aspects déplaisants et indésirables. La discussion entre Allemands qui suit le rapport de Radek est un véritable déballage de linge sale au cours duquel Friesland, Heckert, Thaelmann se montrent les plus violents. Radek et Zetkin s'accusent réciproquement d'avoir par leurs écrits apporté leur pierre à la théorie de l'offensive qu'ils condamnent si vertement l'un et l'autre aujourd'hui⁵⁸. Aucun des problèmes de fond touchant au fonctionnement de l'exécutif et à ses rapports avec la centrale n'est abordé. Béla Kun se tait, n'intervenant — seulement à propos de l'ordre du jour — que pour rappeler avec hargne qu'il fait partie de la « soi-disant gauche »⁵⁹. Une fois encore, c'est la vieille Clara qui met les pieds dans le plat. Tournée vers Radek, elle l'apostrophe :

« Il y en a plusieurs, ici, dont la conduite a été indécise, hésitante, et souvent versatile »⁶⁰.

Elle pose également le problème — dont elle dit qu'il « faudra reparler » — des représentants de l'exécutif, et fait une allusion transparente à Béla Kun, sans le nommer :

« Il reste un fait que nous avons démontré dans nos analyses sur l'action de mars : de toute façon, le représentant de l'exécutif porte une large part de responsabilité dans la manière dont l'action de mars a été menée, le représentant de l'exécutif porte une large part de responsabilités dans les mots d'ordre erronés, dans les prises de position erronées du parti ou plutôt de sa centrale. Et personne ne le sait mieux que le camarade Radek lui-même »⁶¹.

Ainsi mis en cause, Radek proteste aussitôt, s'écriant de sa place qu'il n'était pas en Allemagne à l'époque. Mal lui en prend, car son interlocutrice lui rétorque :

« Il y a quelques jours, vous avez déclaré devant témoins que, dès que vous aviez été informé, vous avez dit au représentant de l'exécutif que son mot d'ordre était — je ne vais pas employer le mot peu parlementaire que vous avez employé, mais un mot plus faible était idiot »⁶².

Clara Zetkin plaide également pour Levi, dont elle admet qu'il a commis un acte d'indiscipline : elle demande simplement pour lui le traitement qui a été, en 1917, pour une faute analogue, infligé à Zinoviev et Kamenev⁶³, allusion, déplaisante pour les intéressés, mais sans aucun doute salutaire pour le congrès, à l'attitude adoptée au moment de l'insurrection d'Octobre par celui qui, devenu président de l'Internationale, se fait contre Levi le champion de la discipline !

La bataille politique se déclenche seulement lorsque les délégués de la majorité allemande déclarent que, tout en approuvant les thèses présentées, ils désirent lui apporter des amendements que soutiennent les délégués autrichiens et italiens. C'est, bien évidemment, la remise en question du compromis initial : ils justifient leur attitude en disant que le rapport de Trotsky donne des thèses une « interprétation droitiste » qu'ils veulent rectifier⁶⁴. Le Polonais Michalak entrouvre une fenêtre sur les discussions de couloirs en avouant à la tribune :

« Beaucoup de camarades ont dit que Lénine avait viré à droite, et Trotsky aussi »⁶⁵.

Heckert s'en prend à Lénine et prononce une apologie enflammée de l'action de mars⁶⁶. Thaelmann, dans la même veine, s'en prend à Trotsky⁶⁷. Quant à l'Italien Terracini, il affirme péremptoirement que ce ne sont pas les faibles effectifs d'un parti qui le rendent inapte à mener à bien la révolution, comme le montre, selon lui, l'exemple du parti bolchevique en 1917⁶⁸.

C'est alors que Lénine lance sa contre-attaque, dirigée autant contre les gauchistes de l'Internationale que contre les délégués du K.A.P.D. Ces derniers, venus en délégation importante avec l'objectif évident de constituer une tendance internationale, sont intervenus systématiquement au cours des débats sur toutes les questions à l'ordre du jour, déposant leurs propres textes sur chaque point soumis au vote, multipliant les contacts avec les délégués, auxquels ils distribuent notamment un abrégé de l'histoire de leur parti⁶⁹. Ils reprennent en toute occasion leurs thèmes de l'antiparlementarisme, de la condamnation du travail militant au sein des syndicats, leur critique de l'«ultracentralisation» de l'Internationale et des partis communistes. Immédiatement avant Terracini, Appel, dans une intervention contre le rapport de Radek, s'en est pris avec beaucoup de

57 *Ibidem*, p. 472.

58 *Ibidem*, pp. 466 et 599-600.

59 *Ibidem*, p. 651.

60 *Ibidem*, p. 279.

61 *Ibidem*, p. 297.

62 *Ibidem*, p. 297.

63 *Ibidem*, pp. 292 et 298.

64 *Ibidem*, p. 671.

65 *Ibidem*, p. 522.

66 *Ibidem*, pp. 528-543.

67 *Ibidem*, pp. 633-638.

68 *Ibidem*, p. 505.

69 Bock, *op. cit.*, pp. 259-260.

violence à la lettre ouverte du V.K.P.D dont il a affirmé qu'elle était opportuniste et ne pouvait que l'être⁷⁰. Lénine riposte à Terracini en déclarant que les amendements « sont dénués de marxisme, d'expérience politique et d'argumentation ». Au sujet des attaques du représentant du K.A.P.D., il dit :

« A mon grand regret et à ma grande honte, j'avais déjà entendu exprimer en privé de semblables opinions. Mais, que la lettre ouverte soit qualifiée d'opportuniste devant le congrès après d'aussi longs débats, quelle honte, quelle infamie ! (...) La lettre ouverte est une initiative politique exemplaire. C'est ce que disent nos thèses. Et il faut absolument la soutenir. Exemplaire, parce que c'est le premier acte d'une méthode pratique visant à conquérir la majorité de la classe ouvrière. Celui qui ne comprend pas qu'en Europe, où presque tous les prolétaires sont organisés, nous devons conquérir la majorité de la classe ouvrière, celui-là est perdu pour le mouvement communiste, et il n'apprendra jamais rien s'il ne l'a pas encore appris en trois ans de grande révolution »⁷¹.

Il interpelle ensuite Terracini, et, à travers lui, tous les gauchistes qui invoquent l'exemple bolchevique à l'appui de leurs analyses :

« Le camarade Terracini n'a pas compris grand-chose à la révolution russe. Nous étions en Russie un petit parti, mais nous avions la majorité dans les soviets d'ouvriers et de paysans dans le pays tout entier. Où l'avez-vous ? Nous avions au moins la moitié de l'armée, qui comptait dix millions de membres ! (...) Si les points de vue du camarade Terracini étaient partagés par trois délégations, alors il y aurait quelque chose de pourri dans l'Internationale. Alors, nous devrions dire : Halte ! Lutte sans merci ! Bientôt l'Internationale communiste sera perdue ! »⁷².

Trotsky oppose également aux amendements une fin de non-recevoir catégorique :

« Les membres de la délégation allemande abordent le problème comme s'il devait faire l'objet d'une plaidoirie, non d'une étude et d'une analyse. (...) C'est notre devoir de dire clairement aux ouvriers allemands que nous considérons cette philosophie de l'offensive comme le danger suprême, et que, dans son application pratique, elle constitue le pire crime politique. (...) Vous avez rompu avec les opportunistes, et vous êtes en train de faire des progrès, mais regardez donc autour de vous : il existe dans ce monde non seulement des opportunistes, mais aussi des classes ! »⁷³.

Conformément à l'accord conclu avant le congrès avec Lénine, il déclare qu'il n'ira pas plus loin dans les concessions « à gauche », les thèses elles-mêmes représentant la limite extrême du compromis au-delà de laquelle il ne se laissera pas entraîner :

« Nous maintenons que, pour nous, les thèses constituent un compromis, une concession à la tendance gauchiste (...), la concession maximale à une tendance représentée ici par de nombreux camarades, Thaelmann compris »⁷⁴.

Sa menace de se battre jusqu'au bout si Lénine et lui-même étaient mis en minorité achève la déroute des assaillants. Toutes les motions touchant à l'action de mars sont votées à l'unanimité. Lénine et Trotsky peuvent penser qu'ils ont sauvé l'Internationale et, du même coup, contribué à réparer dans une certaine mesure les dommages infligés au parti allemand par l'exécutif. C'est à Trotsky qu'il appartiendra de montrer l'ampleur du problème historique traité en en rendant compte devant le congrès de l'Internationale des jeunesses communistes :

« En tant que combattants de la révolution, nous sommes convaincus — et les faits objectifs nous le démontrent — que nous, en tant que classe ouvrière, nous, en tant qu'Internationale communiste, non seulement nous sauverons notre civilisation, le produit séculaire de générations, mais que nous l'élèverons à des niveaux infiniment supérieurs de développement. Cependant, d'un point de vue théorique, la possibilité n'est pas exclue que la bourgeoisie, armée de son appareil d'Etat et de son expérience accumulée, puisse continuer à combattre la révolution jusqu'à ce qu'elle ait privé la civilisation moderne de tout atome de vitalité, jusqu'à ce qu'elle ait plongé l'humanité dans une catastrophe et un déclin durable »⁷⁵.

Le 3^e congrès appelle tous les partis communistes à se tourner vers les masses, à gagner les masses au communisme, afin d'assurer, dans un avenir plus ou moins proche, lors de la prochaine crise, la possibilité de victoire de la révolution et d'instauration de la dictature du prolétariat. Telle est, aux yeux de Lénine et de Trotsky, la condition préalable de la victoire du socialisme sur la barbarie.

On peut cependant se demander dans quelle mesure la fondation de l'Internationale syndicale rouge, dont le premier congrès commence le 3 juillet, est bien conforme à la nouvelle analyse de la situation. Résultat d'initiatives prises pendant le 2^e congrès de l'Internationale, elle a pour objectif, si l'on en croit Rosmer qui fut l'un de ses fondateurs, d'« unir dans une seule Internationale les organisations syndicales déjà en mesure d'adhérer en bloc, et les minorités des syndicats réformistes groupées sur le principe de l'adhésion »⁷⁶. La volonté de détruire de l'intérieur l'hégémonie réformiste des dirigeants de l'Internationale syndicale d'Amsterdam se double de celle de construire un autre pôle de regroupement syndical, d'inspiration révolutionnaire. En réalité, la tactique délicate qu'impose une telle orientation est peut-être trop complexe pour être bien

70 *Protokoll des III ...*, pp. 485-497 (Appel figure sous son pseudonyme de Hempel). Ici, p. 492.

71 *Ibidem*, p. 511.

72 *Ibidem*, p. 512.

73 *Ibidem*, pp. 643, 646, 650.

74 *Ibidem*, p. 638.

75 Discours reproduit dans *The First Five Years of the I.C.*, p. 299.

76 Rosmer, *op. cit.*, p. 188.

comprise et assimilée de tous les partisans de l'Internationale communiste. Mal préparé, selon Rosmer, le congrès se prolonge en pénibles débats presque entièrement axés sur la question des rapports entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale communiste. La résolution finale, qui déclare « hautement désirable » l'établissement d'une « liaison organique » entre parti et syndicat, sera aux mains des dirigeants réformistes des syndicats une arme contre les minorités révolutionnaires qu'ils accuseront d'être « aux ordres du parti ». Le fait qu'elle soit conforme à deux des vingt et une conditions, dans des circonstances, il est vrai, différentes, permettra aux réformistes de présenter le « léninisme » comme adversaire résolu de l'« indépendance syndicale », principe auquel, dans de nombreux pays avancés, les travailleurs, révolutionnaires compris, sont restés fermement attachés.

Un parti déchiré.

Le 3^e congrès mondial consacre à la situation dans le parti allemand une résolution particulière. Dans les réunions hors séances, l'exécutif et les délégués des deux tendances ont signé un « traité de paix » : la résolution exprime le souhait qu'il soit de part et d'autre respecté afin d'éviter « désintégration » et « fractionnalisme », qui sont « les pires dangers pour le mouvement ».

Les dissensions entre Allemands dans le déroulement du congrès ont à vrai dire révélé la gravité des fissures que l'action de mars a transformées en lézardes, les animosités sinon les haines personnelles, les manœuvres fractionnelles qui sont le pain quotidien du parti. Paul Neumann vient lire à la tribune du congrès un télégramme expédié de Moscou par Thalheimer aux membres de la centrale demeurés à Berlin : il s'agit d'empêcher « à tout prix » la venue à Moscou des minoritaires Otto Brass et Anna Geyer, afin d'« éviter de laisser croire qu'ils ont des forces derrière eux »⁷⁷. Les explications données par Thalheimer sont embarrassées et personne, apparemment, ne cherche à savoir par quels moyens Paul Neumann a pu se procurer le texte d'un télégramme qui ne lui était pas destiné⁷⁸. Le même Neumann accuse d'ailleurs Koenen — qui nie avec la dernière énergie — d'avoir connu la teneur de ce télégramme, et d'avoir pourtant, au même moment, accepté, à la demande de Zinoviev, d'en envoyer un autre réclamant la venue des deux mêmes minoritaires⁷⁹.

Mais d'autres oppositions se manifestent, plus graves encore : Paul Neumann déclare à la tribune :

« Je suis un vrai prolétaire, moi aussi, et pas un de ces tripoteurs de thèses comme nous en avons à Berlin et dont l'un des plus éminents, le camarade Maslow, est ici »⁸⁰.

Quand Malzahn déclare que Neumann et lui sont membres de la commission générale des syndicats où ils représentent la minorité révolutionnaire du syndicat des métallos, il est interrompu par un sarcastique : « C'est significatif ! »⁸¹. Radek l'interpelle pour lui demander où il se trouvait en janvier 1919. Il répond : « Dans le comité d'action, puis en prison »⁸², d'où il s'est ensuite évadé. Le même Radek accuse Levi de s'être « planqué » aux moments du danger. Heckert accuse Clara Zetkin d'avoir « déserté » Spartakus au début de 1919⁸³. Dans les couloirs, on raconte que Malzahn et Neumann ont saboté la grève à Berlin⁸⁴, que Bernhard Düwell l'a publiquement combattue, ainsi que Richard Müller⁸⁵. Sur ces accusations, Malzahn fait une mise au point que Friesland, pourtant son adversaire, vient confirmer pour ce qui est de Neumann et de lui⁸⁶. Clara Zetkin répond à Heckert par un historique de ses rapports avec le jeune parti communiste, dont elle ne s'est tenue à l'écart que par décision de la centrale dirigée par Jogiches⁸⁷. Elle rappelle à Radek, décidément spécialiste des coups bas, que les corps francs avaient mis à prix la tête de Levi⁸⁸. Richard Müller publie dans le journal du congrès un démenti indigné des rumeurs sur son rôle pendant la grève⁸⁹. Malzahn s'en prend aux intellectuels qu'il qualifie de « renards de la plume »⁹⁰, et cite Thalheimer, Frölich, Friesland, ces « coupeurs de cheveux en quatre » aux « obsessions malades »⁹¹. Radek fait de l'esprit aux dépens de Pannekoek, parlant des hommes qui, à force d'observer les astres, ne voient plus les ouvriers vivants⁹². Heckert et Rakosi parlent de « Herr Doktor Levi ». Dans ces propos outranciers des uns et des autres s'exprime la haine qui sépare désormais les deux groupes.

77 *Ibidem*, p. 582.

78 *Ibidem*, pp. 594-595.

79 *Ibidem*, p. 582.

80 *Ibidem*, p. 584.

81 *Ibidem*, p. 551.

82 *Ibidem*, p. 555.

83 *Ibidem*, p. 541.

84 Vingt-cinq ans plus tard, Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 176) écrit à nouveau : « Quelques amis de Levi — organisateurs du syndicat des métaux de Berlin, Paul (*sic*) Malzahn et Paul Neumann — avait fait le tour des usines de la ville et appelé les ouvriers à ne pas faire grève pour soutenir les grévistes de Mansfeld. Dans une explosion d'indignation, le parti exigea l'exclusion immédiate de Levi et de ces briseurs de grève. » Or, à l'assemblée du 7 avril (Archives Levi, P 83/9, p. 19), Brandler, président du parti, avait, dans une déclaration au C.C., déjà démenti ces rumeurs qu'il jugeait injurieuses pour Malzahn, Neumann et Eckert, lesquels s'étaient conduits en militants disciplinés.

85 Dans la même intervention, Brandler laissait ouverte la question de l'attitude de Fritz Wolff, qui allait être exclu, et de Richard Müller.

86 *Protokoll des III ...*, p. 556.

87 *Ibidem*, p. 668.

88 *Ibidem*, p. 296.

89 Moscou, 30 juin 1921.

90 *Protokoll des III ...*, p. 555.

91 *Ibidem*, p. 556.

92 *Ibidem*, p. 444.

Lénine et l'unité du parti.

L'unité du parti reste pourtant l'un des objectifs de Lénine. A travers tout le congrès, il s'efforce d'apaiser les esprits, d'esquisser des rapprochements, de calmer les susceptibilités exacerbées. Il le dit à sa façon ronde à Clara Zetkin :

« Vous m'avez écrit une fois que nous devrions, nous les Russes, essayer de comprendre un peu la psychologie occidentale et ne pas passer tout de suite notre rude balai de brindilles sur la figure des gens. Je me le suis tenu pour dit ! »⁹³.

Le lendemain du jour où Heckert a porté contre Clara Zetkin ses violentes attaques, il réussit à le persuader que, pour cette raison même, c'est à lui, Heckert, à présenter à Clara Zetkin les vœux de l'Internationale à l'occasion de son soixante-quatrième anniversaire⁹⁴. Sur le cas Levi, il s'est montré très réservé au congrès, évitant de se prononcer de façon trop catégorique. Mais il a son plan. A Clara Zetkin, il déclare :

« Vous savez combien j'estime Paul Levi et combien j'apprécie ses capacités. (...) Il a fait ses preuves au temps des pires persécutions, il s'est montré courageux, intelligent, capable des plus grands dévouements. Je croyais qu'il était fermement attaché au prolétariat, bien que j'aie eu l'impression d'une certaine froideur dans ses rapports avec les ouvriers, quelque chose comme le désir de garder ses distances. Mais, quand sa brochure a été publiée, j'ai eu des doutes sur lui. Je crains qu'il n'y ait chez lui un besoin d'originalité, une tendance à l'arrivisme et même quelque chose de la vanité de l'homme de lettres »⁹⁵.

Comme Clara Zetkin plaide en faveur de Levi en invoquant ses « bonnes intentions », il répond⁹⁶ :

« Ne savez-vous pas qu'en politique, ce ne sont pas les intentions, mais les résultats qui comptent ? (...) Le congrès condamnera Paul Levi, il usera de rigueur à son égard. C'est inévitable, mais Levi ne sera condamné que pour manquement à la discipline, et pas du tout pour la position qu'il a prise sur les principes politiques. Au reste, comment pourrait-il en être autrement, du moment que cette position est reconnue comme étant en réalité la bonne ? De cette façon, nous laissons libre la voie qui le ramène à nous. (...) Son sort politique est entre ses mains. Qu'il se soumette en communiste discipliné à la décision du congrès, et qu'il disparaisse quelque temps de la vie politique. (...) Quand il nous reviendra, sa formation sera approfondie, ses principes plus fermes et il sera un chef de parti plus sage. Il ne faut pas que nous perdions Levi. A la fois pour lui et pour la cause. Nous n'avons pas d'hommes de talent à revendre, il faut que nous fassions notre possible pour garder ceux que nous avons. (...) Si Levi se soumet à la discipline, s'il se conduit bien (il pourrait, par exemple, collaborer à la presse du parti sous un pseudonyme, rédiger quelques bonnes brochures, etc.), je n'attendrai pas plus de trois ou quatre mois pour demander dans une lettre ouverte sa réhabilitation »⁹⁷.

A ses yeux, le problème principal est celui de « savoir appliquer la conquête des masses ». Il répète à Clara Zetkin :

« Nous ne sommes pas Xerxès qui fouettait la mer avec des chaînes »⁹⁸.

Il n'est plus possible selon lui de continuer à croire, après l'expérience des années de 1917 à 1921, que :

« la révolution mondiale déchaînée poursuit sa route à l'allure emportée qui fut celle de ses débuts, que nous sommes portés par une deuxième vague révolutionnaire et qu'il dépend uniquement de la volonté et de l'action du parti d'enchaîner la victoire à nos drapeaux. (...) Naturellement, sur le papier et dans une salle de congrès, dans un espace où l'on fait le vide, que l'on a soustrait aux contingences, il est facile de « faire » la révolution sans les masses, d'en faire « le glorieux exploit d'un seul parti ». En définitive ce n'est pas là une conception révolutionnaire »⁹⁹.

Il donne à Clara Zetkin des conseils pour la construction du parti communiste allemand, qui doit tenir compte de la nécessité d'associer des hommes d'âge et d'expérience différente :

« Il faudra être sévère avec les jeunes camarades qui n'ont pas encore une forte formation doctrinale et une grande expérience pratique, et il faudra, en même temps, avoir beaucoup de patience avec eux. (...) Il importe aussi que vous gardiez sous notre drapeau des hommes de valeur qui ont déjà gagné autrefois leurs éperons dans le mouvement ouvrier, qui apportent au parti leur expérience et bien des connaissances pratiques (...) : avec ceux-là aussi, il faut avoir de la patience et ne pas croire tout de suite la « pureté du communisme » en danger s'il leur arrive parfois de ne pas réussir encore à trouver l'expression claire, précise, d'une pensée communiste. (...) Ne pensez jamais qu'aux masses, Clara, et vous irez à la révolution, comme nous y sommes allés nous-mêmes, avec les masses, par les masses »¹⁰⁰.

En la quittant, il résume :

93 C. Zetkin, *Souvenirs*, p. 37.

94 *Protokoll des III...*, pp. 741-746.

95 C. Zetkin, *Souvenirs*, pp. 41-42.

96 Voir plus haut sa lettre à Zinoviev du 10 juin 1921.

97 Zetkin, *op. cit.*, pp. 44-45.

98 *Ibidem*, p. 40.

99 *Ibidem*, pp. 54-55.

100 *Ibidem*, pp. 56-57.

« Apprendre, apprendre, apprendre ! Agir, agir, agir ! Etre prêts, archiprêts de façon à pouvoir utiliser de toute notre énergie consciente la prochaine vague révolutionnaire. Voilà ce qu'il faut. Faisons, sans nous lasser, de la propagande de parti pour arriver à l'action de parti, mais gardons-nous de croire que cette action de parti puisse remplacer l'action de masse. Combien n'avons-nous pas, nous autres, bolcheviks, travaillé parmi les masses, jusqu'au moment où nous avons pu nous dire : maintenant, nous y sommes, en avant ! Donc, se rapprocher des masses ! Conquérir les masses ! C'est la condition préalable de la conquête du pouvoir ! »¹⁰¹.

On ne peut pas, en lisant ces lignes, ne pas mesurer l'abîme qui séparait Lénine non seulement des hommes qui dirigent à cette époque le parti allemand, mais même de ses collaborateurs les plus proches, un Zinoviev ou un Radek. Sans doute possédons nous là l'une des clés de son comportement au 3^e congrès, la conscience qu'il a, en ces années, de la nécessité vitale de tenir compte du matériel humain qui l'entoure, du gouffre aussi qui sépare l'expérience et la compréhension politiques des cadres russes qu'il a formés, vaille que vaille, dans une lutte incessante pendant des décennies, de celles des hommes qui, dans les pays avancés d'Europe occidentale, font leurs premières armes dans l'apprentissage du bolchevisme à la tête de jeunes partis communistes. C'est au cours du même 3^e congrès qu'est adoptée, sur rapport de l'Allemand Wilhelm Koenen, une résolution détaillée sur la structure des partis communistes, les méthodes et le contenu de leur action. Lénine au 4^e congrès en dira :

« Cette résolution est excellente. Mais elle est presque entièrement russe. C'est son bon côté. C'en est aussi le mauvais ; c'en est le mauvais parce que presque pas un étranger — c'est ma conviction, je viens de la relire — ne peut la lire : 1° elle est trop longue, cinquante paragraphes, ou plus habituellement, les étrangers ne peuvent pas lire des morceaux de pareille étendue. 2° Si même ils la lisent, ils ne peuvent pas la comprendre, précisément parce qu'elle est trop russe, non pas qu'elle soit écrite en russe, car elle est excellemment traduite en toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbue d'esprit russe. 3° Si, par exception, il se trouve un étranger qui la comprenne, il ne peut pas l'appliquer. (...) Mon impression est que nous avons commis une grosse erreur en votant cette résolution, notamment en nous fermant la voie vers un nouveau progrès. Comme je l'ai dit, la résolution est excellente. Je souscris à ses cinquante paragraphes. Mais je dois dire que nous n'avons pas trouvé la forme sous laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux étrangers et, pour cela, la résolution est restée lettre morte. Si nous ne la trouvons pas, nous n'avancerons pas »¹⁰².

C'était là la dernière intervention de Lénine dans une Internationale qui n'avait pas avancé et qui ne devait plus avancer. Aucun historien, aucun soviétologue n'a pu donner de cet échec une autre explication que celle qu'en donnait Lénine lui-même en 1922. Elle présage les difficultés à venir du parti communiste allemand après la disparition de celui qui l'avait, en 1921, protégé de ses propres erreurs autant que de celles des émissaires de l'exécutif.

101 *Ibidem*, pp. 40-41.

102 *Œuvres*, t. XXXIII, pp. 442-443.

III^e partie : De la conquête des masses à la défaite sans combat

XXVIII. L'unité difficilement préservée

Les efforts de Lénine au 3^e congrès de l'Internationale pour le maintien de l'unité du parti allemand ne peuvent étonner : rien de plus étranger en effet à la pensée de Lénine que le dogmatisme qui nie la réalité ou tente de la violenter pour qu'elle corresponde à ses schémas. Il faut ignorer la politique de Lénine dans le parti ouvrier social-démocrate entre 1906 et 1912 et, après 1921, son attitude face à la scission du parti allemand au congrès de Heidelberg, ses efforts pour le rapprocher du K.A.P.D. et des indépendants de gauche en 1920, son souci, après l'action de mars, d'aboutir à un compromis réparateur pour affirmer, comme Levi a été l'un des premiers à le faire, que la scission constituait aux yeux des bolcheviks un des moyens permanents et privilégiés de la construction du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Scission définitive avec le K.A.P.D.

L'un des premiers résultats du 3^e congrès de l'Internationale est de mettre fin aux tentatives de réunification avec le K.A.P.D. Lénine, qui s'en était fait le défenseur le plus constant depuis le congrès de Heidelberg, apprécie désormais de façon différente ce courant gauchiste. Déjà, à la veille du congrès, il considérait comme une grave erreur d'avoir en 1920 bataillé pour l'admission du K.A.P.D. au sein de l'Internationale comme parti sympathisant¹. Sa prise de position contre Appel, au cours des débats, la façon dont il a, dans sa critique, lié les positions défendues par le K.A.P.D. à celles des gauchistes de l'Internationale, indiquent vraisemblablement de sa part la prise de conscience du danger que constituerait, pour l'avenir de l'Internationale, la jonction de ces deux ailes gauchistes, lesquelles, pour l'essentiel, ne semblent séparées que par des questions de personnes.

Au cours des débats, les interventions des autres dirigeants de l'exécutif montrent bien qu'un tournant a été opéré. Zinoviev s'en est pris à un article de Gorter disant que les intérêts du pouvoir soviétique l'emportent dans l'esprit des dirigeants sur les nécessités révolutionnaires. Il menace :

« Avec une telle politique, mi-puérile, mi-criminelle, vous allez prendre place parmi les ennemis de la république prolétarienne »².

Radek, l'interrompant, s'écrie que « Gorter défend déjà Cronstadt »³. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Radek et Zinoviev, au nom du comité exécutif, aient sommé le K.A.P.D. de fusionner dans les trois mois avec le V.K.P.D. sous peine d'être exclu de l'Internationale⁴.

De son côté, la délégation du K.A.P.D., qui n'a, au cours du congrès, atteint aucun des objectifs qui lui avaient été fixés, revient avec la conviction que l'idée de construire une fraction de gauche dans la III^e Internationale était une illusion⁵. La décision de rupture est cependant renvoyée, avec l'accord des deux partis, aux instances nationales du K.A.P.D. : son comité central, le 31 juillet 1921, prend les premières dispositions pour la construction d'une « Internationale ouvrière communiste » dirigée contre l'Internationale communiste⁶. En fait, la décomposition du premier parti gauchiste est à cette époque déjà largement entamée. Nombre des partisans du national-bolchevisme ont fait du chemin, qu'il s'agisse de Wendel, revenu en été 1920 à la social-démocratie⁷ ou de Wolffheim, qui, dans la « Ligue pour l'étude du communisme allemand », se lie aux officiers et aux entrepreneurs qui le conduiront vers les groupuscules nazis⁸. De son côté, Otto Rühle est devenu l'un des plus violents ennemis de l'Internationale et des perspectives communistes, qui sont à ses yeux :

« En haut : autorité, bureaucratisme, culte de la personnalité, dictature des chefs, puissance du commandement. En bas, discipline cadavérique, subordination, garde-à-vous »⁹.

Champion d'une orientation révolutionnaire « antiautoritaire », il dévie, lui aussi, loin du mouvement ouvrier organisé. Le reste du parti, groupé derrière Schröder et le groupe de Berlin, survit jusqu'à la prochaine scission¹⁰. Le courant gauchiste n'est pas éteint, et se ranime au cœur même du K.P.D. Mais le parti gauchiste fondé en 1920 est, lui, moribond.

1 Voir chap. XXVII.

2 *Protokoll des III...*, p. 190.

3 *Ibidem*.

4 Bock, *op. cit.*, p. 262.

5 Bock, *op. cit.*, p. 262.

6 *Ibidem*, p. 341.

7 *Ibidem*, p. 444.

8 *Ibidem*, p. 281.

9 *Ibidem*, p. 286.

10 Elle aura lieu en mars 1922, date à partir de laquelle deux groupes rivaux, celui de Berlin et celui d'Essen, se réclament tous deux du K.A.P.D. (*Ibidem*, p. 244).

Des problèmes théoriques nouveaux.

A partir de 1921, les problèmes théoriques posés aux communistes sont fort différents de ceux que les bolcheviks avaient connus avant guerre : à deux reprises, en effet, en 1905 d'abord puis en 1912, la scission avait constitué le moyen de construire le parti russe dont les « liquidateurs » ne voulaient pas. Après 1914, le problème se pose sur un plan international : il s'agit pour les bolcheviks de reconstruire le mouvement ouvrier mondial, reconstruction qui passe par l'élimination des dirigeants gagnés à la bourgeoisie, et de rassembler les masses ouvrières dans des partis nouveaux.

Jusqu'en 1921, on considère que la révolution est imminente, que « la maison brûle » : malgré sa brutalité, la scission constitue la seule méthode pour donner dans les délais les plus brefs une direction révolutionnaire aux masses qui tendent les mains vers le pouvoir. Mais, à partir du 3^{ème} congrès mondial, la révolution n'est plus nulle part imminente. D'un autre côté, la scission du mouvement ouvrier international, réalisée par les communistes comme le moyen le plus rapide de liquider le passé opportuniste et de réunifier le prolétariat sur une base révolutionnaire, aboutit en fait à une division durable entre Internationales, partis et syndicats rivaux. Dans une période historique qui est toujours aux yeux des bolcheviks celle de la crise finale du capitalisme, la perspective révolutionnaire demeure, même à plus long terme, la prise du pouvoir. Mais elle suppose la victoire du courant révolutionnaire sur le courant réformiste à l'intérieur du mouvement ouvrier. Or cette victoire — personne n'en doute depuis que les gauchistes ont quitté l'Internationale — ne peut être remportée par les seuls arguments des discussions théoriques et de la propagande : elle dépend essentiellement de la capacité des révolutionnaires à convaincre les masses dans l'action à travers leur propre expérience.

La situation allemande est le meilleur exemple des difficultés que les communistes rencontrent sur cette voie. L'action de mars a démontré que l'action isolée des communistes constituait en définitive un facteur négatif de leur développement, qu'elle décourageait les militants en les vouant à la défaite et qu'elle effrayait les autres, même sympathisants, les rejetant, sinon directement vers la bourgeoisie, du moins, en ce qui concerne les masses organisées autour des dirigeants de la social-démocratie, dans une attitude de scepticisme et de passivité. Pour reprendre confiance en leurs propres forces, pour avoir une vue concrète des objectifs à atteindre, pour obtenir un contact avec les partis et syndicats dits réformistes, les masses ouvrières doivent lutter contre le régime capitaliste. Or elles ne se décident à entrer en lutte que si elles ont le sentiment que la victoire est possible. C'est pourquoi elles éprouvent le besoin de mener, même sur des objectifs limités, des luttes d'ensemble, sur un front de classe. La division de la classe ouvrière née de la scission est un obstacle dans cette voie : les ouvriers qui font confiance à l'une des organisations, politique ou syndicale, ne sont pas prêts à croire sur parole les partisans de l'organisation concurrente. L'action commune exige donc des accords au sommet entre organisations, sauf circonstances exceptionnelles. Mais, là aussi, les obstacles sont immenses, puisque les communistes ont à proposer des accords à des dirigeants qu'ils qualifient en même temps de « traîtres ». Cessant de les dénoncer, ils faciliteraient leurs trahisons à venir; continuant de le faire, ils leur fournissent de solides raisons pour refuser toute collaboration. C'est cette contradiction que la politique du front unique se propose de surmonter : elle repose sur la conviction que les masses qui suivent les dirigeants social-démocrates peuvent être amenées à leur retirer leur confiance à l'occasion de nouvelles « trahisons » si elles se produisent dans une action menée, cette fois, en commun.

La stratégie du front unique était implicitement contenue dans la politique des dirigeants bolcheviques en 1917 au sein des soviets, leur lutte pour la rupture de la coalition entre partis ouvriers et partis bourgeois, leur appel au pouvoir des soviets, forme supérieure de l'unité de front de la classe en lutte. Le mot, pourtant, n'avait jamais été prononcé ; jusqu'à la lettre ouverte de 1921, les communistes avaient surtout conçu leur lutte pour l'unification de la classe ouvrière comme l'élimination des directions « opportunistes » : avec les vingt et une conditions, les communistes s'étaient faits, partout, les agents de la scission, et les social-démocrates les défenseurs de l'« unité ». La stratégie du front unique apparaît en filigrane dans les résolutions du 3^e congrès invitant les partis à « aller vers les masses ». Parvenir à l'unification de la classe ouvrière sous le drapeau du communisme, surmonter la scission et débarrasser le mouvement ouvrier de ses dirigeants opportunistes : l'objectif demeure identique à celui de l'offensive révolutionnaire des années 1917-1921, mais les méthodes changent.

Rien ne permet d'affirmer qu'en formulant cette nouvelle politique les bolcheviks aient voulu tourner définitivement le dos à la politique de la période précédente, aient définitivement accepté l'idée de la cohabitation, au sein d'une même organisation, des réformistes et des révolutionnaires. Rien ne permet non plus d'affirmer que les propositions de Lénine pour surmonter les conséquences de la division ouvrière s'en seraient tenues aux seules formules avancées en 1921-1922 pour définir la ligne du front unique. La maladie ne lui laissera pas le temps d'aller plus loin dans cette voie, s'il en avait l'intention, mais, de toute façon, les nécessités de la lutte interne au sein du parti russe risquaient fort de bloquer ensuite la discussion au stade où elle était arrivée. Les résistances à la politique du front unique rencontrées au sein des différents partis de l'Internationale, tant de la part des gauchistes impénitents que des éléments dits « droitiers » et « opportunistes », montrent que l'Internationale communiste avait déjà secrété sa propre idéologie et que l'homme qui l'avait fondée et inspirée avait à tenir compte de sa routine, de ses réflexes acquis, en un mot de son conservatisme.

Les thèses de Levi.

Tandis que le 3^{ème} congrès mondial pose en termes nouveaux la stratégie de la révolution prolétarienne, Paul Levi, de son côté, met au point un texte sur « Les Tâches des communistes »¹¹. Comme Lénine et Trotsky, il constate le renversement du rapport de forces entre les classes à l'échelle mondiale et souligne que les communistes doivent désormais adapter leur politique aux « longues échéances ». Cela implique un certain nombre de révisions et de corrections.

La première concerne la politique syndicale. L'Internationale syndicale rouge avait été conçue sur la base d'une politique qui « comptait sur une progression rapide de la révolution et un changement rapide dans l'attitude des masses ». Il importe de la remettre désormais en question. Il en va de même pour l'attitude à l'égard de la social-démocratie : devenue le parti du

11 « Die Aufgaben der Kommunisten », *Sowjet*, n° 5, 1^{er} juillet 1921, pp. 138-144.

réformisme, c'est-à-dire de la collaboration de classes, elle conserve néanmoins — et pour une durée imprévisible — un capital considérable de confiance chez les travailleurs : les espoirs passés d'exclure du mouvement les dirigeants opportunistes et de parvenir rapidement, après des scissions, à la réunification révolutionnaire sont à rejeter dans un avenir plus ou moins lointain. C'est maintenant une donnée objective nouvelle de la situation mondiale que la coexistence de deux partis ouvriers, l'un réformiste et l'autre révolutionnaire, le premier très supérieur au second en nombre. La scission des rangs ouvriers contribue en outre à la prostration des masses, à la frustration de leur sentiment le plus vif, celui de leur unité.

Dans de telles conditions, les communistes doivent se garder de tout ce qui pourrait accroître la division. Ils ont au contraire le devoir de tout faire pour souder dans l'action les prolétaires divisés dans leurs organisations. Ils doivent « entrer en rapport avec les autres partis prolétariens et œuvrer en commun avec eux dans des luttes concrètes, qu'elles soient parlementaires ou extraparlémentaires », en d'autres termes, reprendre la politique inaugurée par la lettre ouverte de janvier 1921.

Levi estime que ce problème désormais capital, celui « des relations entre les communistes et les autres partis prolétariens », ne saurait être réglé à la lumière de l'expérience de la révolution russe et des bolcheviks, car la situation en Allemagne, et de façon générale en Europe occidentale, est profondément différente :

« La différence fondamentale entre les relations correspondantes en Allemagne, par exemple, et en Russie est la suivante : en Russie, la vie des partis prolétariens à l'époque de préparation de la révolution se déroulait illégalement. La forme revêtue par les luttes entre partis prolétariens était essentiellement celle d'écrits polémiques et de résolutions. Il n'y a pas là critique de l'évolution des partis, imposée par les circonstances, mais simple constatation : en Allemagne, c'est différent. En Allemagne, c'est au sein des mouvements de vastes couches prolétariennes que s'opèrent les discussions à l'intérieur du prolétariat. La première époque proprement dite de la révolution, l'époque qui va des premières luttes ouvertes à la prise du pouvoir par les bolcheviks, se mesure en mois. En Allemagne, les luttes dont le terme fut que, provisoirement, le prolétariat ne put s'emparer du pouvoir, ont duré beaucoup plus longtemps. Elles se sont déroulées sous la forme de luttes entre, d'une part, les communistes et une grande partie des indépendants, d'autre part les social-démocrates, inutile dans ce contexte de rechercher des responsabilités il suffit de constater que la défaite est identique pour tous, pour les travailleurs social-démocrates comme pour les communistes. (...) Politiquement, le résultat a donc été le même pour toutes les parties du prolétariat, la défaite ; sur le plan économique, la même chose, l'exploitation demeure. C'est-à-dire que le corps social formant unité, le prolétariat, est demeuré, qu'il existe de nouveau, et que même avec la plus belle nuance d' « aristocratie ouvrière » on ne pourra philosopher un nouveau marxisme celui qui se débarrasse de la social-démocratie tout entière par le mot d'ordre de l' « aristocratie ouvrière » a une bien mauvaise connaissance de la situation allemande. Pourtant un reste, et un reste précieux, demeure des années passées : il y a aujourd'hui dans la classe ouvrière allemande une profonde différenciation sur le plan des idées. L'idée de la réforme sociale s'est séparée très nettement de l'idée de la révolution sociale. Point n'était déjà auparavant besoin de preuve : le projet de programme du parti social-démocrate l'a fournie définitivement et la résistance qu'il a rencontrée dans la social-démocratie prouvent seulement que de tels clivages ne sont jamais aussi nets que bien des dirigeants de la social-démocratie se l'étaient imaginé et qu'on ne peut pas tout de suite appeler par son nom tout ce qui existe »¹².

C'est cet état de fait qui commande aux communistes une tactique « unitaire » :

« Donc : les idées de réforme sociale et de révolution se sont séparées, s'opposent sous forme de partis (...), et comment doivent-ils prendre position l'un vis-à-vis de l'autre? Lorsque au temps des luttes ouvertes la social-démocratie s'est placée devant la bourgeoisie pour la protéger (...), elle a forcément provoqué contre elle la lutte des masses révolutionnaires. Mais maintenant que le front passe de nouveau ailleurs, que les ouvriers social-démocrates sont de nouveau du côté des vaincus, et économiquement du côté des exploités, il faut créer des rapports qui laissent à tout moment ouverte la possibilité de lutte en commun contre la bourgeoisie, aussi rigoureuse que soit la distinction des idées et la séparation des partis. Cela signifie d'abord qu'il faut introduire un certain rationnement dans l'emploi des épithètes oiseuses »¹³.

Paul Levi souligne à ce propos l'effet désastreux produit sur les ouvriers allemands par l'emploi d'un certain vocabulaire, des insultes rituelles comme « traître » ou « mencheviste », des phrases ronflantes, toutes faites, qui sonnent bien dans les bureaux de l'exécutif mais ne correspondent à rien dans la conscience des ouvriers d'Europe occidentale :

« Ce changement de langage attirera peut-être aux communistes allemands de la part du bureau restreint de l'exécutif le reproche de manquer de « langage révolutionnaire », mais il ne pourra que rehausser leur prestige au sein du prolétariat allemand. (...) Ce ne sont là, il est vrai, qu'aspects accessoires, et il n'est pas besoin d'adopter l'étiquette et le langage de la cour de Louis XIV. Il est beaucoup plus important de créer, par la participation la plus active dans toutes les organisations prolétariennes — indépendamment des syndicats —, un esprit de confiance dans le communisme et une atmosphère répondant à l'esprit de solidarité prolétarienne. La participation la plus enthousiaste à tout ce qui est prolétarien, aux organismes d'éducation, aux coopératives, partout, voilà le terrain sur lequel, malgré toutes les divergences de conception sur le but et sur la méthode, se développe l'esprit qui peut seul créer un front commun contre la bourgeoisie »¹⁴.

Ce front unique prolétarien est certes, sans exemple, dans l'histoire du mouvement communiste, mais la situation qui l'impose est, selon Paul Levi, nouvelle, elle aussi :

12 « Der Parteitag der V.K.P.D. », Unser Weg (Sowjet). n° 819, août 1921, pp. 236-237.

13 *Ibidem*, p. 237.

14 *Ibidem*, pp. 237-38.

« Les communistes allemands doivent bien en avoir conscience : la tâche qui consiste à opposer l'idée de la révolution sociale, sous la forme d'un parti de masses, à l'idée de la réforme sociale, sous la forme d'un parti de masses, est une tâche nouvelle, elle est sans précédent dans l'Histoire, elle doit être résolue par le parti allemand lui-même et ne le sera certainement pas par la simple transcription absurde de recettes russes sur les « mencheviks », etc.¹⁵.

Le parti communiste allemand est-il capable désormais d'opérer le tournant nécessaire, de montrer aux autres partis d'Europe occidentale la voie à suivre? L'expérience faite depuis le congrès de Livourne a convaincu Paul Levi qu'il n'en était rien, et que ce parti n'était capable d'aucune initiative.

« Pour la première fois, un parti communiste pouvait jouer le rôle dirigeant dans la lutte politique sous le signe de la révolution sociale et mesurer ses forces avec celles d'un parti social-démocrate qui n'a pas son pareil en cohésion et en clarté à sa manière, en unité aussi. La révolution allemande, si elle n'a rien apporté, pouvait apporter au prolétariat allemand ce parti. Les stratèges de l'action de mars en ont décidé autrement. Maintenant, le parti communiste allemand unifié est un parti broyé en ce qui concerne le nombre de ses adhérents, et, sur le plan idéologique, il n'est plus qu'un monceau de ruines. Au lieu d'essayer de reconstruire, on a passé des compromis, on a scellé l'effondrement. Le nombre de ceux qui ont gardé ce qu'ils avaient est infime. Peut-être en arrivera-t-on — et faute de miracle, on y arrivera — à ce que le parti communiste connaisse le sort du Tarim, ce fleuve d'Asie centrale qui sort de la montagne en roulant des eaux abondantes, grandit et grossit, mais n'atteint jamais la mer. Il se perd dans les steppes sibériennes, comme s'il n'avait jamais existé. Dans ce cas, le sort aura refusé au prolétariat allemand le don d'un parti révolutionnaire prolétarien, aussi homogène du point de vue révolutionnaire que la social-démocratie l'est du point de vue réformiste »¹⁶.

Première scission à droite.

Une réconciliation de Levi avec l'Internationale n'était en principe pas exclue et Lénine avait tout fait pour qu'elle demeure possible. C'est pourtant le contraire qui se produit : l'exclusion de Levi, devenue définitive, est suivie d'autres, et le parti, une fois de plus, connaît la scission.

D'abord, Levi reste sourd aux propositions de Lénine transmises par Clara Zetkin. Dès le 27 juillet il écrivait ironiquement à son amie Mathilde Jacob :

« Quelques-uns sont revenus de La Mecque. Clara va venir dans quelques jours. Lénine a ouvert la perspective du pardon. Je dois aller à La Mecque (Canossa). Trotsky a parlé aussi sec que moi... Lénine pas moins ferme. Zinoviev, du coup, s'est retourné, Radek toujours la même crapule... »¹⁷.

Et, après le retour de Clara Zetkin, il lui écrit :

« Clara venait avec trois propositions: 1) beaucoup de compliments (nécessaire, comme disent les vieux juifs, pour faire le sabbat) ; 2) arrêter la revue et toute organisation ; 3) six mois de pénitence et, pour bonne conduite et célébration de l'omniscience bolchevique, la perspective d'une indulgence de Lénine »¹⁸.

Blessure d'amour-propre trop profonde ? « Vanité d'homme de lettres » qui refuse de reconnaître ses torts sur des questions qu'il juge secondaires alors qu'il a la conviction d'avoir eu raison sur l'essentiel, écœurement devant la bassesse de certaines attaques, la haine brutalement démasquée, sentiment d'isolement qui fait de lui en quelques jours l'ennemi de ce parti qui était le sien, lassitude et découragement, fin d'un dialogue intérieur qui lui fait trancher le débat en condamnant une solidarité d'organisation pour laquelle il avait tant plaidé lui-même ? Ce sont là sans doute éléments d'explication de son attitude. En faisant appel à Lénine, le 27 mars, Levi espérait que ce dernier lui donnerait raison, reconnaîtrait la justesse de sa position, le caractère méritoire de son initiative d'avril, et qu'il désavouerait les manœuvres de Zinoviev, les palinodies de Radek, les stupidités de Béla Kun et de Rakosi. A-t-il vraiment pratiqué à l'égard de Lénine la politique du « tout ou rien » ? A-t-il cru possible que Lénine sacrifie à son amour-propre à lui non seulement Zinoviev et Kun, mais les militants allemands qui avaient fait confiance aux représentants de l'exécutif ? Il semble plutôt que l'évolution de Levi se soit faite peu à peu et qu'au moment où lui parvenait le message de main tendue de Lénine il avait de son côté atteint un point de non-retour. Sa déception se traduit néanmoins dans la façon dont il commente le 2^e congrès mondial au cours duquel, selon lui, seule l'autorité de Lénine et de Trotsky a empêché — de façon très provisoire — la victoire définitive dans l'Internationale de ce qu'il appelle le courant « semi-anarchiste » :

« L'Internationale ne se compose malheureusement pas de milliers de Lénine et de Trotsky. L'opinion de ces derniers est très importante, mais non décisive. Et les lévites tant décriés ont pour eux la vérité éternelle, plus Lénine et Trotsky, mais contre eux l'appareil du parti, la presse, l'organisation, la direction pratique à l'exécutif. C'est pourquoi, en Allemagne, Lénine est pour ainsi dire la théorie grise et Béla Kun la pratique »¹⁹.

En fait, les résultats du congrès de l'Internationale se traduisent au sein du parti allemand de façon moins simpliste. Ruth Fischer est fermement opposée au compromis de Moscou, dont elle perçoit parfaitement qu'il confirme et accentue la ligne du

15 *Ibidem*, p. 238.

16 *Ibidem*, p. 239.

17 Archives Levi, P 113/15, cité par Beradt, *op. cit.*, p. 57.

18 Archives Levi, P 113/20, cité par Beradt, *ibidem*.

19 *Ibidem*, p. 240.

2^e congrès qu'elle espérait voir définitivement abandonnée. Demeurée en Allemagne pendant les travaux de Moscou, elle se dépense pour organiser, de Berlin, une pression sur les congressistes : c'est ainsi que, le 2 juillet, 2 000 fonctionnaires du district adoptent sur sa proposition le texte d'un télégramme à Moscou dénonçant les activités fractionnelles des lévites et réclamant leur exclusion en bloc²⁰. Mais elle ressent sans doute également le besoin de raffermir le moral de ses partisans, dont l'un au moins, Friesland, vient précisément d'être convaincu par Lénine.

Le comité central se réunit les 3 et 4 août à Berlin. Il confirme, par une large majorité - quatre voix hostiles seulement -, l'adhésion donnée aux thèses par ses délégués, et ratifie du coup le « traité de paix ». Mais l'application concrète s'en révèle difficile. La centrale voudrait une déclaration nette de la minorité, spécifique, justifiant son ralliement, ce qui constituerait une coupure nette avec Levi et les exclus : elle propose en échange de coopter Clara Zetkin et Malzahn à la centrale, et trois de leurs camarades au comité central²¹. Neumann, au nom de la minorité, a de tout autres exigences : démission et réélection de la centrale, désignation de nouveaux comités de rédaction, retour à la liberté de discussion et de critique, et, surtout, réélection des délégués pour le congrès du parti afin qu'il soit tenu compte des débats et décisions de Moscou : les délégués ont en effet été élus avant le 3^e congrès mondial dans une atmosphère de « chasse aux sorcières centristes », alors que prévalait la théorie de l'offensive formellement condamnée depuis²². Maslow mène la bataille contre tout compromis, et rallie finalement le comité central : les revendications de l'opposition et même les propositions de cooptation faites par la centrale sont repoussées²³. Cette querelle tenace a évidemment des partisans à Moscou : Radek lui-même a envoyé à *Die Rote Fahne* un article²⁴ où il attaque Clara Zetkin de façon telle que Lénine parlera à son propos d'« ardeur polémique peu opportune » et l'accusera d'aller « jusqu'à énoncer une contre-vérité manifeste »²⁵. A Berlin même, le courant est si fort en ce sens que Friesland, qui se bat loyalement pour l'application des accords de Moscou, est mis en minorité dans ce qui avait été son fief, par Maslow et Ruth Fischer : 90 voix contre 33²⁶. Et c'est incontestablement à ces derniers — dirigeants désormais du district de Berlin-Brandebourg — que Radek, pourfendeur des opportunistes, apporte de Moscou une caution de poids²⁷.

La confusion est telle que le congrès d'Iéna du V.K.P.D. ne reçoit pas moins de trois lettres officielles en provenance de Moscou, une de Radek²⁸, une de Lénine²⁹ et une de l'exécutif en tant que tel³⁰. Radek le met en garde contre le danger opportuniste, prévient le parti allemand qu'il doit se garder d'oublier, dans sa lutte pour conquérir les masses, que social-démocrates et indépendants sont des traîtres au prolétariat. Lénine explique longuement pourquoi il a défendu Paul Levi au cours du congrès mondial et pourquoi le parti doit défendre à tout prix le « traité de paix » conclu à Moscou. L'exécutif, après avoir rappelé les décisions du congrès mondial, renvoie dos à dos les « mencheviks » de la droite et les « braillards » de la gauche. Le 17 août, l'exécutif a âprement discuté de la situation dans le parti allemand sur la base d'un rapport de Radek qui accuse Neumann de violer les accords de Moscou et souligne le danger de droite. Béla Kun assure que les informations données révèlent une situation nouvelle : pour lui, la lettre de l'exécutif est désormais « dépassée », et il propose une résolution indiquant nettement que la lutte doit être menée « avant tout contre la droite ». Il est finalement décidé l'envoi d'un télégramme en ce sens, qui ne devra être communiqué aux délégués qu'en cas de nécessité absolue³¹.

Le bilan du congrès d'Iéna va refléter ces pressions et tendances contradictoires. Non seulement il reprend pour l'essentiel les thèses de Moscou, mais les dépasse sur bien des points, renouant nettement avec sa politique de janvier de lutte pour le front unique ouvrier. Il adopte notamment un manifeste contenant des revendications qui permettent un tel front uni avec les social-démocrates, la confiscation des biens des anciennes dynasties, le contrôle de la production par les comités d'usine, le transfert sur les capitalistes du fardeau des réparations³². L'opposition vient de Ruth Fischer, dont l'intervention constitue le

20 *Die Rote Fahne*, 3 juillet 1920.

21 *Bericht II* (7) ... , p. 64 ; P. Levi, « Nach dem III. Weltkongress », *Sowjet*, n° 7, p. 215 ; *Die Tätigkeit* ... (13. Juli 1921 - 1. Februar 1922), compte rendu de la séance de l'exécutif du 17 août 1921, au cours de laquelle Karl Radek affirme que l'accord de Moscou ne prévoyait que l'entrée de Zetkin à la centrale et celle de Malzahn au C.C.

22 Levi, *op. cit.*, *Sowjet*, n° 7, p. 215.

23 Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 175. A propos du comportement de Maslow dans cette session du comité central, Lénine va écrire qu'il « joue au gauchiste et désire s'exercer dans le sport de la chasse aux centristes », parle de son « manque d'intelligence » en précisant qu'il n'emploie cette dernière formule que pour « s'exprimer poliment » (*Œuvres* XXXII, p. 552).

24 Radek, « Der 3. Weltkongress über die Märzaktion und die weitere Taktik », *Die Rote Fahne*, 14 et 15 juillet 1921.

25 Lénine, *op. cit.*, pp. 548-549.

26 Brandt et Lawenthal, *op. cit.*, p. 176.

27 Lénine, *ibidem*, précise que l'article de Radek lui a été adressé par un militant polonais, ce qui jette une lueur sur les alignements au sein de l'Internationale.

28 *Bericht II* (7) ..., pp. 174-181. Publiée à part sous le titre *Die innere Lage Deutschlands und die nächsten Aufgaben der V.K.P.D. Offener Brief an den 2. Parteitag der V.K.P.D.* (Hamburg, 1921). Il s'agit d'une initiative personnelle, que Radek se contente de mentionner dans son rapport au présidium le 17 août (*Die Tätigkeit* ... , p. 102).

29 *Bericht II* (7) ..., en français, *Œuvres*, t. XXXII, pp. 546-556.

30 *Bericht II* (7) ..., pp. 155-174. Le texte rédigé par Zinoviev avait été soumis au petit bureau et approuvé au cours de la réunion du 13 août (*Die Tätigkeit* ... , p. 86).

31 Compte rendu détaillé de cette réunion de l'exécutif dans *Die Tätigkeit* ... , pp. 100-104.

32 *Ibidem*, pp. 409-415.

premier « manifeste » de la gauche : elle critique, sans mettre ouvertement en cause les décisions du 3^e congrès mondial, une ligne qu'elle considère une fois de plus comme opportuniste³³. En revanche, le congrès montre la volonté de la majorité de continuer à régler ses comptes : il adopte un amendement présenté par Thaelmann se démarquant de la critique faite par Trotsky de l'action de mars³⁴, exclut Curt et Anna Geyer et précipite ainsi le départ de trois députés jusque-là hésitants, Däumig, Marie Mackwitz et Adolf Hoffmann; ils vont former avec Levi un « collectif communiste de travail » (K.A.G.) au Reichstag, dont le titre même est une amorce de scission³⁵. Pourtant la désignation de la nouvelle direction démontre le souci de suivre une ligne proche de celle que conseille Lénine : de Clara Zetkin, qui vient de la « droite », à Friesland, qui vient de la « gauche », tous les membres de la centrale sont des partisans convaincus du compromis de Moscou. Le nouveau président du parti est Ernst Meyer, Friesland occupant le poste de secrétaire général.

Levi ne voit dans le congrès d'Iéna qu'une confirmation de sa thèse selon laquelle l'emporte désormais dans le parti allemand un appareil bureaucratique aux conceptions semi-anarchistes – deux phénomènes qu'il juge, pour sa part, étroitement liés³⁶.

Deuxième scission à droite.

La politique de la nouvelle centrale va démentir ses pronostics. Après l'assassinat, le 26 août, par des extrémistes de droite, du député catholique Mathias Erzberger, le parti se lance en effet dans une politique unitaire de lutte contre la réaction et participe dans plusieurs villes industrielles à des manifestations organisées par les autres partis ouvriers³⁷. En Thuringe, les élections de septembre donnant aux partis ouvriers une majorité au Landtag, le parti communiste accepte de soutenir - sans participer - un gouvernement de coalition ouvrière formé de social-démocrates majoritaires et indépendants³⁸. En octobre, il présente un programme en quatre points, proche des revendications de la centrale syndicale, dans lequel il reprend notamment le mot d'ordre de « saisie des valeurs réelles »³⁹ et, en son nom, Thalheimer déclare qu'il est prêt à soutenir les partis social-démocrates dans toute politique visant à conquérir pour la classe ouvrière des « positions de pouvoir »⁴⁰. Levi, qui ne voit d'abord dans ces contradictions que duplicité, doit bientôt rectifier son jugement.

C'est en effet le nouveau secrétaire général du parti, Friesland, qui est l'homme de pointe de la nouvelle politique, renouant délibérément avec celle de janvier 1921 et pour l'essentiel avec la ligne lévite. Très rapidement, l'ancien farouche pourfendeur de « droitiers » fait à son tour d'édifiantes expériences : en quelques semaines, aux postes de commande du parti, il refait l'itinéraire de Levi, se heurte comme lui à l'exécutif et à ses initiatives, qui lui paraissent des obstacles à la nouvelle politique. Selon ses biographes, c'est lui qui, dès septembre, inspire la démarche de la centrale effectuée par Pieck et Heckert auprès de l'exécutif⁴¹ : les dirigeants allemands demandent qu'on renonce à la pratique des appels publics et des lettres ouvertes, qu'on multiplie les contacts personnels, qu'on les aide à consolider leur autorité dans leur parti. Ils désirent que soit mise dans la presse de l'I.S.R. une sourdine aux attaques contre les syndicats et leurs dirigeants réformistes, qui sont utilisées en Allemagne pour présenter les communistes comme des scissionnistes⁴². Ces thèmes sont l'écho de ceux que Paul Levi développe depuis des mois. Le rapprochement est plus flagrant encore à partir du moment où le conflit éclate entre Friesland et les délégués de l'exécutif à Berlin, Félix Wolf et surtout Hélène Stassova, chargée, depuis le congrès d'Iéna, de reprendre en mains les « questions d'organisation ». Une fois de plus se trouve posé le problème des « éminences grises », et Friesland, à leur propos, va jusqu'à parler de l'existence, dans la direction même du parti, d'un « contre-gouvernement »⁴³. La question se pose évidemment de savoir dans quelle mesure la nouvelle direction allemande — ou une partie d'entre elle, avec Friesland — ne va pas chercher la réconciliation avec Levi et son K.A.G., et quelles en seraient alors les conséquences,

Les développements au sein du parti allemand continuent à diviser l'exécutif. Le premier rapport sur le congrès d'Iéna est fait au présidium, le 18 septembre, par Heckert et Pieck leur principal souci semble être les progrès de la gauche parmi les ouvriers berlinois, à qui il est décidé d'adresser une lettre ouverte⁴⁴. A l'exécutif, le 24 septembre, le rapporteur, Heckert, salue comme une « libération » l'exclusion, par 273 voix sur 278, de Düwell et Geyer, mais signale que la lettre envoyée au congrès

³³ *Ibidem*, pp. 262-265.

³⁴ *Ibidem*, p. 408.

³⁵ Angress, *Stillborn Revolution*, p. 209.

³⁶ « Nach dem Parteitage. Das Ergebnis des Parteitages der V.K.P.D. », *Sowjet*, n° 10, septembre 1921, pp. 265-268.

³⁷ *Die Rote Fahne*, 25, 27 août, 1° septembre 1921. Le texte « Arbeiter Deutschlands! Werktätiges Volk », *Die Rote Fahne*, 29 août 1921, appelle à la lutte pour un « front unique prolétarien ».

³⁸ *Ibidem*, 6 octobre 1921.

³⁹ *Ibidem*, 23, 25 octobre 1921. Voir également *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/25, « An unsere Organisationen », 28 octobre 1921, pp. 51,54, cité par Mujbegović, *op. cit.*, p. 309, n. 18.

⁴⁰ *Inprekorr*, n° 112, 29 novembre 1921, pp. 98-99.

⁴¹ Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 185.

⁴² *Ibidem*, p. 186, et Friesland, *Zur Krise unserer Partei*, p. 3.

⁴³ Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 187.

⁴⁴ *Die Tätigkeit...*, p. 202.

par l'exécutif a indisposé l'organisation berlinoise⁴⁵. Le 1^{er} novembre, l'exécutif commence à se préoccuper de la fondation du K.A.G. et désigne pour travailler sur cette question une commission formée de Radek, Heckert et Zinoviev⁴⁶. Désormais la question du K.A.G. domine tout : le 3 novembre, l'exécutif apprend, par Heckert la démission de Däumig et d'Adolf Hoffmann ; Radek dit qu'il faut « cogner sur la droite, par tous les moyens » ; Platten propose l'envoi immédiat de Heckert et Pieck auprès de la centrale⁴⁷. On s'inquiète à Moscou de l'absence de réaction à Berlin devant l'apparition d'un « nouveau centre de regroupement centriste » ; Radek propose d'envoyer une lettre à la centrale, s'étonnant de sa passivité face au K.A.G. :

« Quiconque ne dénonce pas son véritable caractère (...) ne combat pas politiquement ces gens comme des ennemis du communisme, travaille pour eux et leur sert de porte-parole à l'intérieur du parti »⁴⁸.

L'ultimatum ainsi adressé à la centrale exige que soient mis au pied du mur des hommes comme Malzahn et Neumann, demeurés à des postes responsables dans le parti et qui soutiennent Friesland, alors qu'on connaît leur accord de principe et qu'on soupçonne leurs liens « fractionnels » avec Levi. A la réunion le la centrale qui se tient quelques jours après, Heckert et Pieck sont présents, avec un message de l'exécutif qui ne dissimule pas sa méfiance à l'égard de Friesland, dont Eberlein propose le remplacement par Pieck au poste de secrétaire général⁴⁹. Les dirigeants allemands sont hésitants : la centrale rejette la proposition d'Eberlein et souhaite voir s'approfondir la discussion politique. Quelques jours plus tard, le comité central avalise la ligne Friesland en votant une résolution qui, tout en condamnant toute tentative scissionniste éventuelle du K.A.G., préconise la poursuite de la discussion politique avec ses membres⁵⁰.

Le 20 novembre se tient la première conférence du K.A.G., autour de Levi et Däumig : le député communiste Otto Brass s'y rend et n'hésite pas à y donner des informations sur la dernière session du comité central⁵¹. Le manifeste adopté par la conférence précise les conditions auxquelles il serait possible, pour le K.P.D., de « regagner la confiance des masses » : indépendance matérielle du parti à l'égard de l'Internationale, refus ultérieur de tout subsid, contrôle paritaire de l'exécutif et de la centrale sur toutes les publications de l'Internationale avant leur diffusion en Allemagne, garanties contre toute ingérence de l'exécutif, ouverte ou non, en matière d'organisation, dans les affaires du parti allemand, choix d'une politique communiste « nette, acceptable pour les ouvriers révolutionnaires », unitaire, excluant toute aventure du type de l'action de mars, et enfin d'une politique syndicale également unitaire⁵². Friesland, de son côté, rédige pour *Die Internationale* — dont la rédaction va prendre ses distances, dans une note de présentation — un article qui constitue une ouverture en direction du K. A. G., en même temps qu'un avertissement à ses adversaires dans le parti : la politique de front unique implique l'abandon de la méthode des invectives et des excommunications⁵³. De discrètes allusions au problème des rapports entre l'Internationale et la direction des partis communistes montrent qu'en réalité l'alliance est conclue de fait entre Levi et l'homme qui lui a succédé à la tête du parti allemand.

C'est au cours de ce réalignement des forces à l'intérieur du parti et de sa direction qu'éclate la bombe des « documents de mars ». A partir du 25 novembre 1921, le *Vorwärts* commence en effet la publication d'extraits des documents saisis le 5 juin précédent par la police prussienne dans les bagages de Clara Zetkin⁵⁴ : pour l'essentiel, des témoignages de militants et responsables communistes, des procès-verbaux de réunions, primitivement destinés au dossier de l'enquête ouverte par l'exécutif sur l'action de mars, ils attestent, avec un accent de vérité incontestable, les initiatives provocatrices prises par certains en mars, projets d'enlèvements ou attentats simulés, et mettent notamment en relief les tentatives d'Eberlein pour « soulever » les ouvriers d'Allemagne centrale⁵⁵.

Quoiqu'ils soient publiés par la presse social-démocrate, qui les tient elle-même de la police du ministre prussien de l'intérieur, Severing, ces documents — facilement authentifiables pour un communiste — sont accablants pour les responsables de l'action de mars et confirment les plus graves des accusations lancées par Levi au cours des mois précédents. Friesland croit trouver dans leur publication et le choc qu'elles constituent pour bien des militants, qui tenaient de bonne foi Levi pour un calomniateur, l'occasion d'une clarification politique décisive. L'affaire Eberlein lui permet de soulever toutes les questions politiques qui se trouvent en jeu : ingérence de l'exécutif dans la direction⁵⁶, conception gauchiste de la lutte, indépendance du parti, reconnaissance loyale des erreurs commises. Son premier réquisitoire met en cause directement et Félix Wolf, dont les

45 *Ibidem*, pp. 208-209.

46 *Ibidem*, p. 243.

47 *Ibidem*, pp. 249-250,

48 *Die Rote Fahne*, 16 novembre 1921.

49 Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 187 ; Friesland, *Zur Krise unserer Partei*, pp. 5-6.

50 *Die Rote Fahne*, 22 novembre 1921 ; Friesland, « Das Ergebnis des Zentralaussschusses », *Die Internationale*, n° 17, 1^{er} décembre 1921, pp. 592-593.

51 Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 189.

52 « Resolution der I. Reichskonferenz der K.A.G. », *Unser Weg (Sowjet)*, n° 15, 15 décembre 1921, p. 415.

53 « Parteitaktische Bemerkungen », *Die Internationale*, n° 18/19, 15 décembre 1921, pp. 642-647.

54 Voir chap. XXVII, note 44.

55 Le parti communiste publiera l'année suivante les documents complets sous le titre *Die Enthüllungen zu den Marzkämpfen. Enthülltes und Verschwiegenges*.

rapports à l'exécutif sont faits par-dessus la tête de la centrale allemande, et Radek lui-même, dont les articles officiels adressés à *Die Rote Fahne* à la veille et au lendemain des sessions du comité central dépossèdent en fait ce dernier de ses pouvoirs de décision⁵⁷. Le problème des liens avec l'exécutif est reposé et Friesland affirme :

« A travers les pressions sur quelques membres de la centrale dans des questions personnelles) à travers une correspondance incontrôlée, etc., il est impossible de construire des directions responsables de partis qui puissent jouir d'une solide confiance auprès des masses ouvrières de leurs pays »⁵⁸.

Le terrain semble solide. Dès le 28 novembre, Friesland rencontre Malzahn et Neumann et ils se mettent d'accord pour se battre ensemble pour réclamer l'exclusion d'Eberlein⁵⁹. Le 30, Malzahn, Neumann et Hauth, du département syndical, adressent à la centrale un texte réclamant de façon impérative l'exclusion d'Eberlein, en qui, comme Friesland, ils voient un simple instrument d'une fraction de l'exécutif dans le parti allemand. Le district de Hanau prend une position analogue⁶⁰. Les contradictions se tendent à l'extrême : on peut penser qu'une véritable tempête va secouer le parti.

Un réflexe de solidarité va jouer dans l'autre sens. Le parti peut-il accuser l'un des siens à la suite de la publication de documents dans la presse social-démocrate ? C'est finalement à cette question que se réduit le différend qui, du haut en bas, divise les membres du parti, et c'est en fonction de la réponse donnée que les uns et les autres se déterminent.

Le débat s'ouvre lors de la réunion du Polburo du 12 décembre⁶¹. Friesland — soutenu sur ce point par Ernst Meyer — y défend la thèse chère aux partisans de Levi d'un contrôle de la centrale allemande sur les publications de l'Internationale en langue allemande. La résolution qu'il soumet est repoussée par six voix contre deux, mais cinq de ses adversaires — Clara Zetkin, Thalheimer, Heckert, Pieck et Walcher — déclarent que, d'accord avec elle sur le fond, ils se refusent seulement à la voter pour ne pas prendre une position qui serait un acte d'hostilité à l'égard de l'exécutif⁶². Friesland entreprend alors de démontrer que le principal danger pour le parti réside dans les progrès des gauchistes de Berlin qui ont à son avis près de la moitié des militants du parti derrière eux, et qu'en conséquence la centrale doit éviter une attitude dure à l'égard du K.A.G. : la politique du pire le repousserait en effet vers la droite et ouvrirait la perspective d'un éclatement du parti⁶³. Il n'est pas suivi sur cette voie. Félix Schmidt se fait le champion de la lutte sur deux fronts, « Friesland avec le K.A.G. et Fritzzi avec son K.A.P. »⁶⁴. Wilhelm Pieck réclame la destitution de Friesland et son remplacement par une direction collective. Walcher surenchérit et demande l'envoi de Friesland à Moscou⁶⁵. Comme Friesland demande pourquoi on ne l'exclut pas tout simplement du parti, Pieck rétorque :

« Une centrale forte pourrait et devrait exclure Friesland. Nous ne sommes pas une centrale forte et nous ne pouvons

⁵⁶ Cette question était en effet au centre du conflit dans la centrale. Citant les archives du K.P.D. et notamment les procès-verbaux des organismes dirigeants, Véra Mujbegović le montre clairement. Dès le 31 mai, la centrale avait exprimé le désir d'ouvrir des discussions, à Moscou, au sujet du choix des représentants de l'I.C. Le procès-verbal précise sur ce point : « Il est nécessaire de souligner qu'il faut, si c'est possible, déléguer des camarades qui connaissent exactement la situation dans les pays en question » (*I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1, pp. 7-9). Le procès-verbal de la réunion de la centrale du 26 novembre suivant s'exprime en ces termes : « Les camarades sont d'avis qu'il est aisé de comprendre la nécessité d'une critique nouvelle de l'exécutif : jusqu'à maintenant, et dans de nombreux domaines, le travail n'a pas été fait comme il aurait dû l'être. » Il poursuit cependant en se désolidarisant des critiques de Levi contre l'exécutif, car il estime qu'elles « constituent des attaques contre le travail de l'Internationale tout entière, que le parti allemand — membre de l'Internationale — ne peut soutenir » (*I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1, p. 167).

⁵⁷ Friesland, *op. cit.*, p. 10.

⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁹ *Ibidem*, pp. 7-9.

⁶⁰ Friesland, *op. cit.*, p. 16. Les responsables de Hanau avaient déjà soutenu Levi lors de son exclusion et s'étaient prononcés pour sa réintégration (*Die Rote Fahne*, 24 juillet 1921).

⁶¹ Protocole de la séance du Polburo du 12 décembre reproduit dans Friesland, *op. cit.*, pp. 16-23. Les présents étaient Clara Zetkin, Thalheimer, Pieck, Walcher, Remmele, Ernst Meyer, Friesland et Schmidt, plus « Heinrich » (Süsskind), rédacteur en chef de *Die Rote Fahne*, et « Käte » (Katarina Rabinovitch. alias Käte Pohl), secrétaire permanente du Polburo (*ibidem*, p. 16).

⁶² *Ibidem*, p. 20.

⁶³ *Ibidem*, pp. 17-19.

⁶⁴ *Ibidem*, p. 21. « Fritzzi » désigne Ruth Fischer.

⁶⁵ *Ibidem*, p. 23.

pas le faire de but en blanc »⁶⁶.

Il reprend à son compte la proposition de Walcher. Finalement, c'est de justesse que sont prises les décisions capitales : cinq voix contre trois pour la révocation de Friesland du poste de secrétaire général, six voix contre deux pour son envoi à Moscou ; Ernst Meyer a voté contre une résolution qui impliquait à son sens l'exclusion de Friesland de la centrale, mais approuve la résolution le déléguant à Moscou⁶⁷.

Ainsi qu'il l'avait annoncé à la centrale avant le vote, Friesland refuse l'exil. Le 20 décembre, avec Brass et Malzahn, il rédige un « appel aux membres du parti », dans lequel ils condamnent « l'influence pernicieuse exercée par certains membres de l'exécutif » et le danger qui existe « de compromettre définitivement l'Internationale communiste et l'idée même d'une direction centralisée internationale du prolétariat révolutionnaire »⁶⁸. De leur côté, soixante-quatorze militants, dont de nombreux responsables syndicaux — parmi lesquels Niederkirchner, Franken, Fritz Winguth — réclament le retrait des responsables des provocations de mars et la publication de tous les documents sur l'affaire⁶⁹. Signé de cent vingt-huit responsables, l'appel de Brass, Friesland et Malzahn est remis à la centrale le 22 décembre⁷⁰. Friesland, avec l'aide du syndicat des métaux de Berlin, fait imprimer une brochure, *Sur la crise de notre parti*, à cinq cents exemplaires diffusés parmi les cadres : elle reproduit les principaux documents de la discussion en cours, présentés par Friesland, qui, pour la première fois par écrit, dans un texte destiné inévitablement à être divulgué, met en cause nommément, en tant que représentants de l'exécutif, Félix Wolf et Radek lui-même⁷¹. La centrale rejette le 22 l'appel des trois et rédige une réponse, qu'elle publie⁷². Elle va, de même, faire publier les textes de ces opposants, qu'elle qualifie de « saboteurs » et de « scissionnistes »⁷³. Le 27, enfin, elle exclut Friesland de son sein et suspend de leurs responsabilités les signataires des différents appels⁷⁴.

Certes, de nombreux militants et cadres partagent les opinions de Levi ou Friesland, ou sont sensibles à leurs arguments : depuis le mois d'avril, les protestations n'ont pas manqué contre la politique d'exclusions autant que contre l'action de mars et son déroulement, et elles ont émané tant de la vieille garde spartakiste et indépendante que des jeunes, puisque la centrale de la jeunesse communiste elle-même a protesté⁷⁵. Mais il ne s'agit pas d'une affaire d'opinion : la majorité de ces hommes refusent de suivre Friesland, après Levi, parce qu'ils ne sauraient envisager de se désolidariser de l'exécutif dans ces circonstances. Pour les militants qui ont partagé le point de vue de Levi mais n'ont pas emboîté le pas au K.A.G. ni à Friesland, ce sont Levi et Friesland qui partent : ainsi réagissent le vieil Emil Eichhorn⁷⁶ et le vétéran indépendant de Halle, Kilian⁷⁷, le militant syndical Niederkirchner⁷⁸, les militants de Hanau, comme le métallo Rehbein⁷⁹, et de Francfort, comme Jakob Schloer, personnellement lié à Levi⁸⁰, l'ancien disciple de Jogiches, Werner Hirsch⁸¹, le jeune communiste Walter Gollmick⁸² et les responsables du parti de Rhénanie : Franz Charpentier comme Franz Dahlem⁸³.

L'exécutif consacre la plus grande partie de sa réunion du 18 décembre à la situation à l'intérieur du parti allemand. Remmele, qui rapporte, dit que Friesland a maintenant jeté le masque. Le K.A.G. n'a rencontré dans le parti aucun écho sauf à sa direction : centrale et département syndical. Mais il n'y a, à ce sujet, « aucune clarté » dans la centrale, puisque Friesland n'en a pas été exclu⁸⁴. Les représentants russes se déchaînent. Pour Zinoviev, le K.A.G. constitue « l'ennemi le plus dangereux » parce qu'il mine le parti « de l'intérieur » : il faut exclure sans hésiter quiconque accepte la discussion avec Levi⁸⁵. Boukharine est plus violent encore : c'est au nom de la clarté politique qu'il faut chasser du parti les lévites, car leur présence dans ses

⁶⁶ *Ibidem*. La suggestion venait d'Heinrich Süsskind.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 23.

⁶⁸ Friesland. *op. cit.*, pp. 28-32.

⁶⁹ *Ibidem*, pp. 23-27.

⁷⁰ Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 198.

⁷¹ Friesland, *op. cit.*, p. 10.

⁷² *Die Rote Fahne*, 24 décembre 1921.

⁷³ *Ibidem*, 25 décembre 1921.

⁷⁴ *Ibidem*, 28 décembre 1921.

⁷⁵ Weber, *Die Wandlung*, II, p. 140.

⁷⁶ *Ibidem*, p. 104.

⁷⁷ *Ibidem*, p. 181.

⁷⁸ *Ibidem*, p. 135.

⁷⁹ *Ibidem*, p. 254.

⁸⁰ *Ibidem*, p. 277.

⁸¹ *Ibidem*, p. 164.

⁸² *Ibidem*, p. 140.

⁸³ *Ibidem*, pp. 90-91.

⁸⁴ *Ibidem*, pp. 329-330.

⁸⁵ *Ibidem*, p. 332.

rangs rendrait extrêmement périlleuse l'application de la nouvelle tactique de front unique⁸⁶. Zinoviev s'inquiète des risques de scission à gauche :

« Si la centrale ne prend pas une position claire à l'égard des charlatans comme Levi et des bandes contre-révolutionnaires comme le K.A.G., nous allons avoir de l'autre côté les bêtises gauchistes ! »⁸⁷.

Il rappelle à l'exécutif que la centrale a été élue par un congrès « de gauche » et qu'elle tergiverse face à la droite ; puisque Friesland et ses partisans se servent de l'attitude de Lénine au 3^e congrès, il est indispensable que Moscou prenne position et dénonce le K.A.G. comme une agence de la bourgeoisie. Radek entreprend de démontrer que les désaccords sont plus larges, qu'il a notamment au sein de la centrale allemande des hésitations sur la question syndicale, des réticences plus ou moins exprimées contre l'I.S.R.⁸⁸. La direction allemande ainsi mise en accusation ne trouve pas d'avocat. Seul Brandler — arrivé depuis peu à Moscou — s'élève contre une condamnation publique du K.A.G. qu'il juge « dangereuse », car, dit-il, le seul problème est « que la centrale n'a pas encore saisi la situation politique dans toute sa dimension »⁸⁹. En fait, les jeux sont faits, et l'exécutif décide de mettre tout son poids dans la balance en confiant à Radek. Boukharine et Remmele la rédaction d'une lettre à la centrale⁹⁰, qu'il approuvera le 10 janvier.

La discussion dans le parti est rudement menée, mais les formes respectées. Friesland a toute latitude pour s'exprimer dans les assemblées de militants qui, l'une après l'autre, le condamnent⁹¹. Le jour de l'ouverture de la session du comité central qui doit trancher de façon définitive, *Die Rote Fahne* lui porte le coup de grâce en publiant la lettre de l'exécutif signée, entre autres, de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, Radek, condamnant comme « ennemi du prolétariat » quiconque, dans l'Internationale, se déclare solidaire de Levi⁹². Le comité central, par quarante voix contre quatre, exclut du parti Friesland et ses partisans⁹³. Thalheimer, devant l'exécutif de l'Internationale, traitera l'affaire par le mépris, parlant du départ de « chefs sans troupes »⁹⁴. Il est vrai que nombre de militants qui auraient pu constituer la base de l'opposition conduite par Friesland avaient quitté le parti au lendemain de mars. Il est non moins vrai que d'autres, qui lui donnent raison sur bien des points, le condamnent et même l'excluent. Pourtant Thalheimer parle là avec une légèreté surprenante. Les hommes qui sont définitivement exclus en janvier 1922, comme ceux qui l'ont été en avril et mai ou qui sont partis d'eux-mêmes depuis l'action de mars — dont une fraction importante reviendra à la social-démocratie en passant par le parti indépendant — sont précisément de ces cadres sans lesquels Lénine pensait que la construction d'un parti révolutionnaire était impossible en Allemagne. Ceux qui pourraient à la rigueur contester cette appréciation à propos des cadres d'origine intellectuelle comme Levi, Däumig, Adolf Hoffmann, Bernhard Düwell, Friesland ou Curt Geyer, ne peuvent nier la perte que constitue pour le mouvement communiste allemand le départ ou l'exclusion des Otto Brass, Richard Müller, Wegmann, Paul Neumann, Winguth, Malzahn, Paul Eckert, officiers de cette armée prolétarienne dont la conquête, lors du congrès de Halle, avait été considérée comme une étape décisive dans la bataille pour la construction d'un parti communiste de masse, et, pour cette raison, célébrée à l'époque comme un triomphe.

Le danger de scission à gauche.

Le débat sur la question de Paul Levi, du K.A.G. et enfin de Friesland, avait été dominé par la crainte d'une double scission. L'expulsion de la « droite » était une des revendications de la « gauche », mais les progrès de cette dernière renforçaient dans le parti les résistances « droitières », et le parti tout entier était finalement constamment menacé d'éclatement⁹⁵. De ce point de vue, l'élimination ou le départ des chefs de file de la « droite » ne règle aucun des problèmes posés.

Il subsiste en effet dans les cadres du parti allemand une tendance « droitière » aux racines profondes dont aucune exclusion ne peut venir à bout et que les événements de 1921 ont incontestablement renforcée. Nombreux sont les militants qui n'ont pas voulu condamner en Levi puis en Friesland des idées qui sont les leurs, mais seulement des actes d'indiscipline, des initiatives qui divisent le mouvement communiste, portent atteinte à la solidarité avec le parti russe. La pression de l'exécutif avait été capable de les entraîner à gauche, en mars. Pour beaucoup, qu'ils aient plus ou moins résisté, comme Brandler, à cet entraînement, ou que, comme Frölich, ils aient foncé tête baissée dans l'offensive, la défaite, puis les réprimandes subies à Moscou ont représenté de véritables chocs. Des militants comme Brandler, Thalheimer, Walcher, Ernst Meyer, qui avaient

⁸⁶ *Ibidem*, p. 334.

⁸⁷ *Ibidem*, p. 331.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 335.

⁸⁹ *Ibidem*, p. 333.

⁹⁰ *Ibidem*, pp. 375-386.

⁹¹ Brandt et Lowenthal. *op. cit.*, p. 201.

⁹² *Die Rote Fahne*, 22 janvier 1922. Ce genre de pratique, article de Radek ou lettre ouverte de l'exécutif mettant le C.C. au pied du mur au début de ses travaux, faisait précisément partie des « moyens de pression » expressément condamnés par Friesland et les siens.

⁹³ *Bericht III* (8) ..., p. 126.

⁹⁴ *Exécutif élargi de l'I.C.* (21 février-4 mars 1922), p. 19.

⁹⁵ Véra Mujbegović (*op. cit.*, p. 314) cite un rapport qui résume le problème posé aux dirigeants allemands avec l'apparition du K.A.G. et les progrès de la gauche : « Il n'est pas impossible que l'opposition organise un nouveau parti social-révolutionnaire avec le K.A.G. et l'aile gauche de l'U.S.P.D. Bien entendu, ses dirigeants nient aujourd'hui avoir de semblables intentions, mais, si cela devait malgré tout se produire, les résidus du K.P.D. seraient rejetés dans les eaux ultra-gauchistes autour de Ruth Fischer-Maslow, et, en fin de compte, vers l'unification avec le K.A.P.D. » (*I.M.L.-Z.P.A.*, St. 12/179, p. 6).

pendant les années du K.P.D. (S) combattu de toutes leurs forces le « gauchisme », peuvent à présent mesurer la gravité de leur rechute dans cette « maladie infantile » et en évaluer le coût. Ils seront désormais résolument « droitiers », systématiquement obstinés dans une attitude de prudence, bardés de précautions contre la tentation putschiste et même le simple réflexe gauchiste. Convaincus par les dirigeants de l'Internationale de l'ampleur de la bétise qu'ils ont commise, ils en perdent confiance dans leur capacité de raisonner et renoncent souvent à défendre leur point de vue pour se rallier de façon systématique à celui des bolcheviks, qui, eux, du moins, ont su vaincre.

Les nouveaux dirigeants allemands, en particulier Ernst Meyer, qui va présider la centrale pendant une année et qui subit fortement l'influence de Radek, cherchent à s'orienter dans la situation allemande en fonction de l'analyse faite au 3^e congrès mondial de la situation internationale. Puisque la vague révolutionnaire a reflué, puisque la prise du pouvoir par le prolétariat n'est plus à l'ordre du jour immédiat, puisque l'offensive de la bourgeoisie contraint la classe ouvrière à la défensive, à un combat acharné pour défendre son existence même, il faut que les mots d'ordre du front unique correspondent aux revendications concrètes des ouvriers et constituent en même temps des éléments pour les aider à prendre conscience de la nécessité de la révolution prolétarienne. Dans l'Allemagne de 1921-1922, l'un des éléments de prise de conscience doit être la lutte pour rejeter la charge des réparations, qui pèse sur les seules épaules de la classe ouvrière à travers les impôts retenus sur les salaires, cependant qu'industriels et hommes d'affaires ne paient les leurs qu'avec des mois et même des années de retard, en marks dévalués. L'idée que « les capitalistes doivent payer leur part » n'est pas une idée proprement communiste mais, précisément, elle peut unifier les rangs du prolétariat dans sa lutte. La centrale met donc en avant la revendication de la « saisie des valeurs réelles » par l'Etat⁹⁶, celles-ci comprenant aussi bien les comptes bancaires que les actions, bons, propriétés commerciales et industrielles. Elle fait valoir que la saisie par l'Etat de 51 % des « valeurs réelles » permettrait la réalisation d'un contrôle effectif de la production, tout en assurant le paiement des réparations sans en faire peser l'essentiel sur les salariés. A travers la lutte pour la saisie des valeurs réelles, l'objectif du K.P.D. est de faire apparaître clairement à tous les ouvriers la nature de l'Etat et du gouvernement capitalistes et la nécessité d'un gouvernement ouvrier. En même temps, la centrale estime que ce mot d'ordre, acceptable et compréhensible pour tous les travailleurs, est susceptible de permettre le rassemblement et la « lutte de masses » de larges couches décidées à lutter contre la mainmise de la grosse industrie sur l'économie et la vie politique.

En présentant cette politique comme la « Nep allemande » et en arguant que le développement d'un « capitalisme d'Etat » peut constituer en lui-même une phase de préparation à la prise du pouvoir et à la dictature du prolétariat, Ernst Meyer et la centrale projettent ainsi en Allemagne la politique de concessions aux tendances capitalistes menée en Russie à travers la Nep — au moment même où l'Etat allemand démontre son impuissance face aux féodalités économiques.

Cette politique est loin de rencontrer un consentement enthousiaste dans les rangs du parti. Elle n'est en fait directement accessible qu'aux anciens spartakistes qui ont, dans les années 1919-1920, réfléchi aux moyens de marcher au pouvoir sans commencer par prendre le fusil. Des anciens indépendants de gauche — dont une bonne partie a déserté le parti, avec Levi ou individuellement, au lendemain de l'action de mars — ne sont restés que les éléments les plus combatifs, parfois les plus frustes, ceux qui se sont battus en mars, ceux qui ont voulu l'adhésion à l'Internationale communiste parce qu'ils voulaient faire la révolution tout de suite. La nouvelle politique ne leur convient guère : elle ressemble trop à la politique graduelle qu'ils ont rejetée dans la social-démocratie et le parti indépendant. C'est chez eux que le prestige de ces dirigeants incertains, hésitants, passant de la « passivité » à l'« activité inopportune », est le plus faible.

La nouvelle gauche berlinoise va capitaliser à son profit ce nouveau courant gauchiste. Ruth Fischer, contrairement à Friesland, n'a pas approuvé le tournant de l'été 1921. Elle pense que « le 3^e congrès n'a pris aucune position claire sur les vues de Paul Levi et a été incapable d'entreprendre la critique de l'action de mars sans donner l'impression que Levi n'avait pas été exclu que pour des raisons de discipline »⁹⁷. L'hostilité à la politique définie au 3^e congrès, considérée comme un recul, une retraite injustifiée, englobe également une sévère critique de la Nep telle qu'elle est justifiée et appliquée en Russie. Aux yeux des théoriciens de la nouvelle « gauche », Lénine et ses camarades sont, eux aussi, retombés dans l'erreur opportuniste et la voie des concessions au capitalisme, et c'est l'ensemble de leur politique de 1921 qui constitue une rupture avec l'esprit révolutionnaire de 1917, dans la mesure où elle implique l'extension de la Nep au reste du monde, c'est-à-dire l'abandon de la perspective de révolution mondiale à court terme⁹⁸. Pensant, elle aussi, la politique mondiale en termes russes, cette nouvelle gauche noue des contacts avec l'opposition ouvrière condamnée par Lénine et le 10^e congrès du parti bolchevique en mars : au cours de l'été 1921, Maslow rencontre à plusieurs reprises à Berlin, dans l'appartement d'Arthur Rosenberg, les anciens animateurs de cette opposition. Chliapnikov et Lutovinov, qui sont employés dans les services extérieurs et ont également des relations avec le K.A.P.D.⁹⁹ Ruth Fischer et lui pensent que les dirigeants russes, pour sortir de difficultés gigantesques, ne se sont pas contentés de concessions internes aux éléments capitalistes sur le terrain économique, mais cherchent à l'extérieur des points d'appui qui leur permettent de trouver avec l'impérialisme un *modus vivendi*. Dans une telle perspective, la politique dite de « conquête des masses », la tactique du front unique ouvrier ont la même signification dans la bouche d'Ernst Meyer qu'elles l'avaient dans celle de Paul Levi : il s'agit de rechercher un rapprochement avec la social-démocratie, que la condamnation des vrais révolutionnaires sous l'étiquette de « gauchistes » facilite considérablement.

La « gauche » du K.P.D. naît donc au confluent de deux courants : intellectuels de la génération d'après guerre, et ouvriers,

⁹⁶ La décision formelle en est prise par le comité central des 16 et 17 novembre 1921 (*Die Rote Fahne*, 22 novembre 1921), après, que l'A.D.G.B. et l'A.f.A. ont décidé, le 15 novembre, de leurs « dix revendications », comprenant notamment la saisie de 25 % des « valeurs réelles » (*Korrespondenzblatt* des A.D.C.B., 26 novembre 1921. p. 679).

⁹⁷ *Protokoll des IV ...*, p. 80.

⁹⁸ R. Fischer, *op. cit.*, p. 185

⁹⁹ *Ibidem*, pp. 181-182.

souvent incultes politiquement, venus des rangs des indépendants de gauche. Elle échappe tout à fait à ceux des hommes de l'exécutif qui avaient été ses parrains ou ses protecteurs dans la préparation du combat contre Levi, et se dresse contre l'exécutif et les dirigeants bolcheviques eux-mêmes, au nom de la défense de la révolution russe : tous ses partisans pensent en effet que l'existence en Allemagne d'un « parti de combat » — ou, à la rigueur, d'une gauche démarquée de la centrale « opportuniste » — pourrait apporter une aide précieuse à ceux qui, en Russie, luttent contre l'opportunisme et la tendance à la capitulation¹⁰⁰. En fait, la gauche berlinoise constitue un véritable parti dans le parti, avec sa physionomie propre et ses caractéristiques¹⁰¹.

Il semble que Lénine ait parfaitement saisi les causes « objectives » du développement de la gauche. Il confie à Clara Zetkin :

« Je comprends que, dans la situation actuelle, il puisse y avoir chez vous quelque chose comme une opposition de gauche. (...) Il y a des ouvriers mécontents, et qui souffrent, mais qui manquent d'éducation politique et n'y voient pas suffisamment clair dans la situation. Pour eux, on n'avance pas assez vite. L'Histoire ne semble pas pressée, mais eux, les ouvriers mécontents, trouvent que c'est la direction de votre parti qui ne veut pas se presser. C'est elle qu'ils rendent responsable de l'allure de la révolution mondiale. Ils sont toujours à critiquer et à crier. Je comprends tout cela »¹⁰².

Pourtant, après une intervention de Ruth Fischer à une réunion entre délégués allemands au 4^e congrès, il ajoute :

« Mais, ce que je ne comprends pas, c'est que cette opposition de gauche ait les chefs que j'ai entendus. (...) Une pareille opposition, des chefs pareils, ne m'en imposent pas du tout ! Cependant, je le dis sans détours, votre centrale ne m'en impose pas davantage, elle qui ne trouve pas le moyen (...) d'en finir avec des démagogues de faible envergure. Il devrait pourtant être facile de régler leur compte à des gens comme ceux-là, de détacher d'eux et d'éduquer politiquement les ouvriers qui ont des sentiments révolutionnaires. Précisément parce que leurs sentiments sont révolutionnaires, tandis que les « radicaux » de l'espèce ceux-là sont au fond les pires opportunistes »¹⁰³.

En attendant pourtant que la centrale soit capable de mener une telle politique, il est nécessaire d'éviter une scission qui, après des cadres précieux, ferait perdre au parti allemand une partie de ses troupes de choc et de sa jeunesse. C'est pourquoi Lénine s'emploie à combattre le danger d'éclatement. Dans sa lettre au congrès d'Iéna, rédigée le 14 août 1921¹⁰⁴, il donne aux communistes allemands de franches explications sur sa propre attitude pendant le 3^e congrès mondial, notamment en ce qui concerne l'affaire Levi, définitivement réglée depuis par Levi lui-même. Il insiste également sur le fait que la nouvelle tactique ne signifie pas l'abandon, mais une préparation meilleure de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir :

« La conquête de la majorité du prolétariat, voilà la tâche principale. (...) Elle est possible, même quand la majorité du prolétariat suit officiellement les chefs de la bourgeoisie, ou même quand le prolétariat hésite. (...) Préparons-la avec plus d'ardeur et de soin ne laissons passer aucune des occasions où la bourgeoisie oblige le prolétariat à se lever pour

100 *Ibidem*, p. 182.

101 Le district de Berlin-Brandebourg est dirigé par des intellectuels — le fait est rare ailleurs —, jeunes, et qui n'ont pratiquement joué aucun rôle avant 1919 : Ruth Fischer, Maslow, Rosenberg. Autour d'eux, des hommes et des femmes plus jeunes encore, ceux qu'on appelait les « jeunes » de Ruth Fischer, en général brillants : ainsi Gerhard, le frère de Ruth, Werner Schelem, qui devient *Orgleiter* du district en 1922, Lily Karpus qui, à vingt-deux ans, est responsable du travail féminin, et bien entendu, Heinz Neumann. C'est dans cette équipe qu'apparaît, sous le nom d'Alexandre Emel, Moïse Lourié, plus tard un des hommes de confiance de l'I.C. en Allemagne, et aussi futur accusé du procès de Moscou de 1936. Tous sont originaires de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, tous ont terminé, ou interrompu pour militer, des études universitaires brillantes. Mais, en même temps, la gauche berlinoise est un bastion ouvrier. Autour de Ruth Fischer se sont regroupés les rescapés du vieux noyau des délégués révolutionnaires qui n'ont pas suivi Levi et Friesland : Anton Grvlewicz, (ancien adjoint d'Eichhorn, Paul Schlecht, ouilleur, le cheminot Geschke, le métallo König, chef de file de l'opposition dans le D.M.V., l'employé Kasper, le dirigeant des chômeurs Grothe, l'imprimeur Mahlow, le métallo Max Hesse, sont des cadres organisateurs de la classe ouvrière berlinoise depuis 1916 au moins. Le district de Berlin-Brandebourg révèle aussi des « organisateurs », hommes d'appareil discrets, mais efficaces, qui tiennent solidement les leviers de commande, les Hans Pfeiffer ou Torgler, à l'extérieur typique de fonctionnaires allemands. Ces hommes, très différents par leurs origines, leurs caractéristiques et leurs destins ultérieurs, constituent une équipe extrêmement homogène à cette époque.

102 Zetkin, *Souvenirs...*, pp. 63-64.

103 *Ibidem*, p. 64.

104 *Œuvres*, t. XXXII, pp. 545-556.

la lutte, apprenons à déterminer avec justesse les moments où les masses du prolétariat ne peuvent pas ne pas se lever avec nous »¹⁰⁵.

Il insiste cependant sur le fait que, pour être capable de s'atteler à cette tâche, le K.P.D. devra d'abord mettre un terme à ses conflits internes, « écarter les brouillons de droite aussi bien que de gauche », « s'occuper du travail véritable ». Et, à ce propos, il suggère aux Allemands d'envoyer en Russie pour une année ou deux ce Maslow qui « veut jouer au gauchiste et s'entraîner au sport de la chasse aux centristes », à qui il se propose de trouver un travail utile, afin de le « transformer »¹⁰⁶.

L'unique effet de cette proposition sera de provoquer l'indignation de la gauche, qui y voit une ingérence et même une menace d'autant moins supportable que Maslow est d'origine russe, et le congrès ne retiendra pas la suggestion de Lénine¹⁰⁷. Pendant toute l'année qui suit, pourtant, la gauche va maintenir dans ses bastions de Berlin-Brandebourg — où Ruth Fischer a pris la place de Friesland — et du Wasserkante — où son chef de file est Hugo Urbahns, à côté de qui le docker Thaelmann prend de plus en plus d'importance — une fraction ayant sa propre politique et ne respectant la discipline que de façon parfois très formelle¹⁰⁸. Quand, à l'automne 1922, à la veille du 4^e congrès de l'Internationale, le district de Berlin-Brandebourg organise à la Kliems-Festsäle, dans la capitale, une conférence qui formule son propre programme, et désigne Ruth Fischer pour aller le défendre au congrès de Moscou¹⁰⁹ dans la perspective d'un « retour au 2^e congrès » qui passerait par l'annulation des décisions du 3^e¹¹⁰, la centrale a beau jeu d'y dénoncer une activité fractionnelle et de réclamer des sanctions, que justifient en outre à ses yeux les activités de la gauche comme ses contacts avec l'opposition ouvrière russe et le K.A.P.D.¹¹¹. Malgré le peu de sympathie qu'il éprouve pour les dirigeants de la gauche, Lénine s'oppose fermement à toute sanction au cours des réunions préparatoires : pour lui, le parti allemand ne peut se permettre une scission de plus¹¹². Dans le contexte du moment, son autorité est suffisante pour l'empêcher et pour contraindre la centrale de « droite » à s'accommoder de l'existence de son opposition de « gauche »¹¹³.

¹⁰⁵ *Ibidem*, p. 555.

¹⁰⁶ *Ibidem*, p. 552. Ruth Fischer (*op. cit.*, pp. 182 et 184) affirme que les dirigeants allemands étaient en réalité à l'origine de la proposition qu'ils avaient suggéré à Lénine. Elle écrit notamment (*ibidem*, p. 184) : « Les dirigeants spartakistes, à partir du moment où ils furent incapables de faire accepter leur politique au parti par la procédure démocratique normale, opérèrent leur tournant vers le communisme réformiste en recherchant l'intervention russe d'Etat dans la vie de leur parti, contrairement aux mœurs du Comintern de l'époque (...). Quand Ernst Meyer, disciple de Rosa, demanda à Lénine d'éliminer Maslow de l'Allemagne à cause de son origine russe, il introduisit un élément nouveau dans le communisme allemand. » (C'est nous qui soulignons.) Bien que la thèse fondamentale sous-jacente à cette interprétation mérite une discussion que nous mènerons seulement dans la dernière partie, il faut indiquer dès maintenant qu'aucun document ne confirme cette affirmation de Ruth Fischer d'ailleurs, quelques mois après, les dirigeants de la centrale proposeront l'envoi à Moscou de Friesland, qui n'était pas, bien entendu, d'origine russe.

¹⁰⁷ R. Fischer, *op. cit.*, p. 182.

¹⁰⁸ Voir chap. XXXII.

¹⁰⁹ R. Fischer, *op. cit.*, p. 181.

¹¹⁰ C. Zetkin, *Souvenirs...*, p. 61.

¹¹¹ R. Fischer, *op. cit.*, p. 181.

¹¹² *Ibidem*, p. 186 ; le point de vue de R. Fischer est ici corroboré par celui de Clara Zetkin, *Souvenirs ...*, pp. 61-64. Parmi les dirigeants de l'I.C., Radek était le « mentor » de la droite, mais Zinoviev défendra à plusieurs reprises des positions proches de celle de la gauche, tout au moins pendant l'année 1922.

¹¹³ Au lendemain du congrès d'Iéna, le groupe dirigeant d'Ernst Meyer est pendant quelque temps qualifié de « conciliateur », dans la mesure où il tient à garder la porte ouverte à Levi ; l'exclusion des lévites puis du partisans de Friesland acquise, ces conciliateurs deviennent à leur tour la « droite ».

XXIX. Nouveau départ

En pleine crise, le parti communiste allait réussir à se reprendre, à surmonter ses divergences internes, à serrer les rangs et à refaire une bonne partie du terrain perdu. Il accomplira cette tâche en accord avec l'exécutif, placé depuis le 3^e congrès mondial par Lénine sur les rails de la politique de « conquête des masses », qui manifeste désormais une volonté homogène — malgré bien des désaccords sur l'interprétation entre Lénine et Trotsky d'une part, Boukharine et Zinoviev de l'autre — et qui, à partir de décembre 1921, va s'engager dans la bataille pour le front unique.

Le front unique : « ancien but, nouvelles voies ».

En adressant sa lettre ouverte de janvier aux autres organisations ouvrières allemandes, le parti allemand avait en fait ouvert le débat sur le front unique ouvrier dans l'Internationale. Lénine avait fait décider qu'il serait mené au 3^e congrès. L'action de mars en avait décidé autrement et il avait fallu tous les efforts de Lénine pour mettre en déroute les partisans de l'« offensive » sans pour autant avoir la possibilité de lui opposer une politique parfaitement élaborée.

Curieusement, les partisans de la théorie de l'offensive dans le K.P.D. n'avaient d'ailleurs pas pour autant ouvertement rejeté la tactique proposée en janvier par la lettre ouverte — et dont, en Allemagne, le seul K.A.P.D. s'était fait le censeur. Pourtant l'action de mars, l'état d'esprit qui l'inspirait, étaient aux antipodes de cette tactique, et personne n'avait su le démontrer mieux que Levi. Radek, en tout cas, une fois relâchée la tension internationale qui lui avait fait croire à la proximité d'une nouvelle guerre mondiale, une fois ramassés les décombres de mars, pouvait revenir à cette ligne dont il avait été l'inspirateur et à l'élaboration de laquelle des hommes comme Brandler et Thalheimer n'avaient sans doute pas pris moins de part que Levi.

Enfin, la situation objective qui, en décembre 1920, avait poussé dans cette voie les métallos de Stuttgart, produit désormais les mêmes effets, non seulement à l'échelle de l'Allemagne, mais à celle de l'Europe. Les communistes en verront bientôt un signe éclatant dans la conférence internationale des syndicats des transports qui se tient à Amsterdam les 15 et 16 novembre 1921 et à laquelle son dirigeant international, Edo Fimmen, a réussi à faire venir des syndicats de mineurs et de métallurgistes affiliés à l'Internationale syndicale dite « d'Amsterdam ». L'ordre du jour de la conférence est la lutte contre la guerre. Au terme de ses débats, elle lance un appel au désarmement, à la lutte internationale face au militarisme et à l'offensive capitaliste contre le niveau de vie des ouvriers, leurs salaires et leurs « conquêtes ». Un comité est désigné pour organiser l'action, la propagande antimilitariste et la lutte concrète contre la guerre : la conférence a repris l'idée — déjà émise avant 1914 — d'une grève internationale, qui pourrait être la réplique à une déclaration de guerre des gouvernements, et dont les syndicats intéressés considèrent qu'ils pourraient en faire l'arme absolue contre la guerre. La conférence d'Amsterdam lance en outre un appel « aux mères et aux femmes » à se considérer comme mobilisées contre la guerre, afin de défendre « maris et enfants »¹.

Pour les dirigeants communistes, la tenue même d'une telle conférence témoigne de la profondeur des inquiétudes ouvrières. Dans les semaines qui suivent, l'exécutif, tirant les conclusions du 3^e congrès et des développements récents, élabore une ligne en tous points conforme à celle qu'avait déjà tracée la lettre ouverte du V.K.P.D. Le 4 décembre, il approuve le rapport présenté par Zinoviev sur le front unique ouvrier² : en février-mars, il confirme et précise l'orientation nouvelle, à une forte majorité³.

Il s'agit de tirer les conclusions qu'impose l'échec de la première vague révolutionnaire d'après guerre. Celui-ci est dû, certes, à l'absence d'un parti révolutionnaire analogue à celui de Russie. Mais, pendant toutes ces années, l'Internationale communiste a raisonné comme si la social-démocratie était sur le point de perdre son influence et comme si la classe ouvrière avait d'innombrables ressources de combativité. Or il n'en est rien : la social-démocratie conserve ses positions et les travailleurs sont démoralisés. La bourgeoisie a donc repris l'initiative. Pour renverser le rapport de forces, les communistes doivent s'employer patiemment à saisir tous les fils qui leur permettent de se rapprocher des masses, afin d'être à même de leur rendre, avec la conscience, le goût du combat. Ces fils existent et d'abord dans le fait que des couches ouvrières toutes fraîches, récemment éveillées à la vie politique, attribuent à la seule division ouvrière les échecs subis. Dans un article intitulé « Ancien but, voies nouvelles », Zinoviev insiste sur cette aspiration :

« Les ouvriers sentent physiquement, pour ainsi dire, que la force du prolétariat réside dans sa masse, dans son nombre »⁴.

La crise du mouvement international, le rôle qu'y joue ce qu'il appelle « le poids des batailles perdues », le conduisent à poser le problème de l'unité, dans la mesure où « la tendance à l'unité est l'aspiration naturelle de la classe opprimée »⁵.

Dans de telles conditions, l'unité des organisations ouvrières est un facteur positif. En 1914, elle ne l'était pas ; au contraire, devant la trahison des social-chauvins, la scission était un devoir sacré. Cette scission ouvrait la voie d'une « différenciation organique » : la fondation de partis communistes était le seul moyen de sauver l'honneur du socialisme et de défendre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière »⁶. Mais les social-démocrates exploitent le fait que les communistes, comme c'était leur devoir, ont pris l'initiative de la scission, pour les présenter comme des « diviseurs », et le problème de la scission doit être reconsidéré dans cette perspective.

1 *Bulletin communiste*, n° 5, 5 février 1922, pp. 90-91.

2 Rapport et thèses dans *Bulletin communiste*, n° 2, 12 janvier 1922, pp. 26-33.

3 Résolutions de l'exécutif des 27 février, 4 mars 1922, dans *Bulletin communiste*, n° 18, 29 avril 1922, p. 335.

4 Zinoviev. « Ancien but, voies nouvelles », *Bulletin communiste*, n° 7 février 1922, p. 109.

5 *Ibidem*

6 *Ibidem*

Zinoviev met les grandes étapes de la construction du parti bolchevique en parallèle avec les problèmes qui se posent à l'Internationale :

« Pendant les quinze ans qu'a duré notre lutte contre le menchevisme, il y a eu de fréquentes circonstances où, autour du mot d'ordre de l'unité, s'est engagée entre bolcheviks et mencheviks une lutte qui, sous beaucoup de rapports, rappelle la lutte actuelle au sein du mouvement ouvrier européen. Durant les quinze années environ qui s'écoulèrent de la naissance du bolchevisme à sa victoire (1903-1917), le bolchevisme ne cessa de mener une lutte systématique contre le menchevisme. Mais en même temps, durant cette période nous, les bolcheviks avons conclu à maintes reprises des accords avec les mencheviks. La scission avait eu lieu officiellement au printemps de 1905, quoiqu'elle fût une réalité depuis 1903. En janvier 1912, la scission officielle entre mencheviks et bolcheviks fut à nouveau confirmée. Mais, en 1906-1907, puis en 1910, cet état de scission totale et officielle fit place à des unions et à des demi-unions, non seulement à cause des péripéties de la lutte, mais aussi sous la pression des vastes couches ouvrières (...) qui s'éveillaient à l'activité politique et insistaient pour que l'on fit à nouveau des tentatives de rapprochement, considérant qu'en obtenant l'union des bolcheviks et des mencheviks en un parti unique elles augmenteraient leur capacité de résistance aux gros propriétaires fonciers et aux capitalistes »⁷.

Le président de l'Internationale arrête là le parallèle. L'éventuelle réunification organique des partis de la II^e et de la III^e Internationale est exclue, parce que la guerre a tracé « une ligne de démarcation entre l'ancienne et la nouvelle période de développement du mouvement ouvrier »⁸. Mais les communistes doivent à la fois « conserver les organisations », maintenir l'indépendance des partis communistes, et « marcher réellement avec les masses » qui ne sont pas communistes, afin précisément de les gagner au communisme. Il faut que les nouvelles couches ouvrières se convainquent, par leur propre expérience, de la politique réelle qui se dissimule derrière les phrases des dirigeants réformistes. Elles n'y arriveront que si les communistes parviennent à organiser, à imposer la lutte unie de tous les travailleurs.

C'est dans cette perspective politique qu'est lancé, le 1^{er} janvier 1922, l'appel de l'Internationale communiste aux travailleurs du monde⁹. Il rappelle les principes des communistes, leur conviction qu'il n'est d'autre issue pour l'humanité que la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, leur détermination de préserver l'indépendance d'organisation des partis communistes et leur intégrale liberté de critique, mais affirme :

« L'Internationale communiste et les partis communistes veulent, avec patience et fraternité, marcher de pair avec tous les autres prolétaires, même si ceux-ci se placent sur le terrain de la démocratie capitaliste »¹⁰.

Radek, qui avait été l'un des pionniers du front unique, va devenir l'un de ses plus actifs propagandistes, tant à l'égard de la classe ouvrière allemande que des partis de l'Internationale. La ligne qui vient d'être adoptée dans toute sa clarté par l'exécutif est à ses yeux le résultat capital de l'assimilation par l'avant-garde ouvrière — les communistes — des leçons de la lutte révolutionnaire des dix dernières années. La bourgeoisie a connu une crise sans précédent et ses couches dirigeantes, désorganisées, incapables de s'adapter sur-le-champ à des conditions aussi nouvelles pour elles, sont désorientées. Leur domination a cependant été préservée, principalement grâce à l'aide que leur ont apportée les partis social-démocrates et les dirigeants des syndicats, par la faute de qui manquaient à la classe ouvrière la clarté de vue, l'organisation d'une direction, l'élan qui avaient permis en Russie la victoire des bolcheviks. Telle était la raison essentielle pour laquelle l'Internationale communiste avait le devoir d'organiser la scission des partis social-démocrates, la sortie de leur rang des minorités révolutionnaires. L'arme des masses en mouvement tire sa puissance de leur masse même et de leur rôle dans la production. Mais la transformation d'une masse inorganisée en armée organisée ne peut se faire qu'à partir de la formation de cadres — impossible à cette époque en dehors des partis communistes authentiques et d'une Internationale révolutionnaire.

Le problème posé au lendemain de la défaite de la première vague révolutionnaire d'après guerre est de faire face à l'offensive du capital international contre le niveau de vie de la classe ouvrière, la remise en question de ses conquêtes — en particulier dans les pays avancés — afin de trouver une issue à la crise économique. Là se trouve la cause fondamentale du changement de tactique décidé par l'Internationale communiste :

« La classe ouvrière est aujourd'hui encore divisée par de profondes divergences sur la question démocratie ou dictature, sur la question de savoir par quelle voie elle peut réaliser son objectif ultime. Mais sur la question de savoir si elle doit renoncer à son morceau de pain ou à un logement humain, la classe ouvrière n'est pas divisée ; sur cette question se construit peu à peu un front unifié de la classe ouvrière. Les mêmes prolétaires qui regardaient en spectateurs, tranquillement, comment le capital remettait en place son règne, les mêmes qui espéraient du renforcement du capitalisme une amélioration de leur situation, voient maintenant s'enfler la vague de misère et veulent s'y opposer. Ils espèrent encore pouvoir livrer cette bataille défensive seulement dans le cadre du capitalisme. Ils espèrent encore pouvoir échapper à la nécessité de mener ce combat de façon révolutionnaire. Mais ils veulent défendre la goutte de lait de leurs enfants. Ils veulent défendre la journée de huit heures. Ils ne veulent pas que leur sang serve de remède-miracle pour rajeunir le capitalisme. C'est à travers les luttes économiques qui vont et viennent dans le monde capitaliste que se construit lentement le front unique du prolétariat. L'Internationale communiste, le parti de l'intérêt du prolétariat, ne peut y être indifférente »¹¹.

Et Radek s'efforce de montrer aux délégués bolcheviques qui l'écoutent en mars 1922 comment le parti communiste peut et

7 Ibidem.

8 Ibidem, p. 112.

9 *Bulletin communiste*, n° 3, 19 janvier 1922, pp. 46-48.

10 Ibidem, p. 48.

11 *Genua, die Einheitsfront des Proletariats und die K.I.*, discours à la conférence de Moscou du P.C.R.(b) le 9 mars 1922, pp. 69-70.

doit, à travers la politique du front unique, œuvrer à la « conquête des masses » :

« L'Internationale communiste est l'avant-garde du prolétariat. Elle lutte pour son programme et pour son idéal en tant que minorité du prolétariat. Mais elle ne peut réaliser son idéal que si elle conquiert la majorité du prolétariat, et elle ne peut conquérir cette majorité par la simple propagande en faveur de ses idées. C'est seulement si elle sait se faire la direction de la classe ouvrière dans ses combats quotidiens qu'elle pourra gagner la classe ouvrière à ses idées »¹².

Il souligne qu'il ne s'agit ni d'un recul, ni d'une dégradation du niveau du combat révolutionnaire :

« La participation des communistes au combat de la classe ouvrière contre la misère ne signifie pas la descente des hauteurs du combat révolutionnaire vers les bas-fonds de la politique opportuniste, mais signifie qu'ils veulent guider l'ascension du prolétariat vers les hauteurs de la lutte révolutionnaire »¹³.

Dans les pays comme l'Europe occidentale où les masses sont organisées dans de puissants syndicats réformistes et où une importante fraction se trouve dans les rangs ou derrière la social-démocratie, la première question qui se pose est de savoir si les communistes peuvent conquérir les masses en s'opposant aux dirigeants qu'elles suivent encore. La réponse donnée par Radek est précise :

« A la longue, l'orientation révolutionnaire l'emportera dans la classe ouvrière, même si les organisations social-démocrates et la bureaucratie ouvrière s'y opposent. Oui, la victoire sur l'idéologie social-démocrate est un préalable de la victoire internationale du prolétariat. Mais cela n'indique pas pour autant la voie par laquelle remporter cette victoire »¹⁴.

La véritable question que les communistes doivent se poser est la suivante :

« Comment atteindre le plus facilement les masses ouvrières non communistes ? Y arriverons-nous plus facilement en nous contentant de dénoncer par la propagande les chefs social-démocrates, en nous préservant de tout contact avec eux ? Il est clair que cela serait le plus mauvais chemin. Cela signifierait renoncer à chercher à rassembler les masses pour la lutte. Cela signifierait que nous ne pourrions agir qu'appuyés sur les couches ouvrières qui sont déjà communistes. Cela signifierait que nous avons appelé les masses au combat, mais que si, dès l'abord, elles ne voulaient pas lutter de façon aussi conséquente que nous le désirons, nous aurions à nous placer en dehors tout en les critiquant. Les travailleurs verraient alors en nous les diviseurs de leur combat, des gens à part, ficelés dans leurs théories, incapables de comprendre la nécessité du rassemblement de toutes les forces contre l'offensive du capital. Il en va tout autrement si nous allons vers les travailleurs tels qu'ils sont, avec toutes leurs illusions, avec toute leurs hésitations, avec tout leur attachement aux vieux dirigeants et aux vieilles idées, quand nous cherchons à les convaincre dans les rangs des vieilles organisations »¹⁵.

C'est pourquoi l'Internationale doit poursuivre la politique engagée des années auparavant en direction des syndicats, et se refuser à toute politique de scission syndicale, aussi dangereuse que la politique qui chercherait à réconcilier social-démocratie et communisme et à tenter de surmonter les effets de la scission entre partis par des accords d'unité. Car la politique du front unique, la conquête de fractions de plus en plus importantes du mouvement syndical à cette politique de front unique, va mettre les dirigeants social-démocrates au pied du mur, les contraindre à ruser pour ne pas s'opposer de front aux aspirations de leurs troupes sans pour autant engager le combat dans lequel ils ont tout à perdre :

« A travers les oscillations des partis social-démocrates et de leurs dirigeants, les travailleurs qui les suivent apprendront à comprendre de plus en plus clairement leur politique et seront de plus en plus fermement obligés de comprendre que seul le communisme peut être le flambeau de leur combat. Aller vers les dirigeants des partis social-démocrates avec la proposition d'un combat en commun pour les intérêts communs du prolétariat ne signifie aucunement une retraite ; bien au contraire, c'est préparer, pour le progrès du communisme, le chemin de la conquête de la majorité de la classe ouvrière »¹⁶.

Répondant aux social-démocrates qui accusent les communistes d'avoir adopté le mot d'ordre du front unique comme une simple manœuvre tactique, Radek affirme que, s'ils sont sincères, ils n'ont qu'à briser à la racine cette tactique en prenant simplement les communistes au mot, c'est-à-dire en engageant le combat. Bientôt la conférence des trois Internationales, à Berlin, va donner aux uns et aux autres l'occasion d'une explication publique.

La conférence des trois Internationales.

Pour les communistes, la discussion au sommet entre dirigeants des partis et syndicats ouvriers était l'une des conditions pour avancer dans la voie du front unique, et cette nécessité, réelle au niveau des partis, n'était pas moins pressante à celui des états-majors internationaux. A l'automne 1921, la question avait été abordée, notamment à la conférence du Labour Party et au congrès parti socialiste S.F.I.O. de France, par les organisations adhérentes à l'Union des partis socialistes de Vienne, surnommée deuxième Internationale et demie ». Dès le 12 décembre 1921, Radek, au nom de l'Internationale communiste,

¹² *Ibidem*, p. 70.

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ *Ibidem*, p. 71.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 71-72.

¹⁶ *Ibidem*, p. 76.

avait adressé à Friedrich Adler à Vienne une lettre en ce sens¹⁷. Dans une résolution du 21 décembre 1921, la centrale du K.P.D. de son côté avait adressé à l'exécutif un vœu pour l'organisation, à Berlin, à Vienne, ou toute autre grande ville occidentale, d'une session publique de l'exécutif de l'Internationale communiste qui aurait mis à son ordre du jour la question de l'action commune avec les autres Internationales. Elle demandait en même temps à l'exécutif de l'I.C. d'adresser immédiatement aux dirigeants des autres Internationales des propositions d'action commune¹⁸. En réponse, l'exécutif s'était prononcé pour l'organisation d'une conférence ouvrière mondiale à tenir pendant la conférence de Gênes, réplique ouvrière aux tentatives de reconstruction des capitalistes¹⁹.

La II^{ème} Internationale, sans se prononcer contre la proposition communiste, avait alors mis en avant la nécessité, plus immédiate à ses yeux, d'une conférence des partis communistes et socialistes d'Occident sur la seule question des réparations. Le bureau de Vienne, lui, se prononçait pour la tenue de l'une et l'autre conférence, et, dans un appel publié le 15 janvier 1922²⁰, constatant l'aggravation des conditions de vie des travailleurs, les progrès du chômage, la contre-offensive patronale, le besoin d'unité qui s'exprimait dans les rangs du prolétariat, proposait aux dirigeants des Internationales de Londres et de Moscou la tenue d'une conférence qui mettrait à l'ordre du jour la situation économique et les luttes ouvrières. La proposition avait été acceptée par les deux autres Internationales, mais refusée par l'Internationale syndicale d'Amsterdam, qui refusait de siéger à la même table que des représentants de l'Internationale syndicale rouge. Le K.P.D. place la conférence internationale, qui doit se tenir à Berlin, au centre de sa campagne pour le front unique²¹.

C'est le 2 avril au matin que s'ouvrent à Berlin les travaux de la conférence des trois Internationales²². Pour la première fois depuis l'avant-guerre, certains de ces hommes et de ces femmes, autrefois militants de la même Internationale et des mêmes partis, reprennent place dans la même pièce. Les délégués sont installés autour d'une table en T, dont la base transversale est occupée par la délégation du bureau de Vienne, autour de l'Autrichien Adler, flanqué de Crispian, du Français Bracke-Desrousseaux et des trois représentants des mencheviks russes, Martov, Fedor Dan et Abramovitch. Les représentants de la II[°] et de la III[°] Internationale se font face, de part et d'autre de la table centrale²³. D'un côté, il y a Vandervelde, le socialiste belge, ancien ministre du roi, Tséretelli l'ancien membre du gouvernement provisoire de Kerenski, qui représente les mencheviks géorgiens, James Ramsay MacDonald, l'homme du Labour Party, et Otto Wels, pour les social-démocrates majoritaires d'Allemagne. De l'autre, encadrant la chevelure blanche de Clara Zetkin, Boukharine et Radek, le Yougoslave Vuyović, de l'Internationale des jeunesses communistes, Rosmer, qui représente l'Internationale syndicale rouge dans la délégation. Serrati représente son parti, le seul parti non membre d'une Internationale qui soit invité, avec voix consultative²⁴.

Sont-ils venus pour prendre en commun des décisions, s'engager ensemble ? Leur présence autour d'une même table peut effectivement passer pour une promesse aux yeux de tous ceux qui partagent ce grand espoir d'unité. Après le discours d'ouverture de Friedrich Adler, Clara Zetkin ouvre le feu par une déclaration préliminaire au nom de l'exécutif de l'Internationale communiste²⁵. Aucune ambiguïté ne doit peser sur la conférence : personne ne songe à reconstituer une unité organique qui serait dénuée de sens. Pour les communistes, les partisans de la collaboration avec la bourgeoisie portent seuls la responsabilité de la scission, et il n'y aura pas d'unité organique avant que la classe ouvrière soit tout entière engagée dans la lutte pour s'emparer du pouvoir. Cependant l'Internationale communiste est présente à cette conférence parce qu'elle espère que cette dernière pourra contribuer à la coordination des luttes à venir. C'est pourquoi il faudra élargir le cercle des organisations participantes, non seulement aux Internationales syndicales, mais aux syndicats sans affiliation internationale et, de façon générale, à ceux qui sont d'obédience anarchiste. L'objectif immédiat doit être, au moment où les capitalistes vont se réunir à Gênes pour régler à leur façon les problèmes de l'humanité, de réunir au même moment une conférence ouvrière internationale qui puisse faire entendre la voix des travailleurs et, en leur nom, demander des comptes aux capitalistes. Clara Zetkin demande d'ajouter à l'ordre du jour la préparation à la lutte contre la guerre, l'organisation des secours pour la Russie soviétique affamée, la lutte contre le traité de Versailles et la reconstruction des régions dévastées par la guerre.

Vandervelde, « Monsieur le ministre », comme écrit avec dégoût un témoin communiste²⁶, se fait procureur²⁷. Pour son Internationale, « la question est de savoir si la conférence que l'on propose peut être utile »²⁸. Les socialistes posent la question de la confiance : ils savent que les communistes sont passés maîtres dans l'art de la manœuvre et se refusent à donner leur caution à de telles opérations. Avant d'envisager d'engager une action commune, ils veulent avoir la garantie que les communistes viennent à cette conférence décidés à renoncer à un certain nombre de pratiques incompatibles avec le désir d'unité qu'ils affichent aujourd'hui. L'Internationale communiste doit renoncer à ses attaques contre les dirigeants social-démocrates, à ses tentatives de débauchage des adhérents, à ses pratiques de noyautage, en particulier dans les syndicats. Elle doit également donner des garanties sur les libertés que le parti communiste, au pouvoir en Russie, doit restituer aux partis socialistes qu'il a interdits et persécutés, prendre publiquement position en faveur de la libération des social-démocrates ou social-révolutionnaires emprisonnés en Russie, à commencer par les dirigeants s.r. dont le procès vient d'être annoncé. Si

17 *Arbeiterzeitung* de Vienne, 1^{er} février 1922, cité par Reisberg, « Lenin, die K.P.D. und die Konferenz der drei Internationalen », BzG, 1963, n° 2, p. 251.

18 *Die Rote Fahne*, 23 décembre 1921.

19 J.M.L.-Z.P.A. Protocole de la réunion de la centrale du 16 janvier 1922, Sign. 3/2, f. 21, cité par Reisberg, *op. cit.*, p. 251.

20 *Freiheit*, 17 janvier 1922.

21 Protokoll der Politbürositzung vom 24. März 1922, I.M.L.-Z.P.A., 3/1/6, p. 19, cité par A. Reisberg, « Lenin, die K.P.D. und die Konferenz der drei Internationalen », BzG, n° 2, 1963, p. 256.

22 Compte rendu sténographique, *Conférence des trois Internationales*.

23 Rosmer, *Moscou sous Lénine*, p. 216.

24 *Conférence*, p. 7.

25 *Ibidem*, pp. 19-27.

26 « Impressions de séance », R. Albert, *Bulletin communiste*, n° 18, 29 avril 1922, p. 342.

27 *Conférence ...*, pp. 28-42.

28 *Ibidem*, p. 34.

ces conditions sont remplies, les dirigeants de la II^e Internationale, ayant pris acte de la volonté des communistes de restaurer la confiance, accepteront sans réticence de discuter avec eux. Ils se refusent toutefois à inscrire à l'ordre du jour le problème de la révision du traité de Versailles, car ils estiment que ce serait là favoriser le jeu des éléments allemands d'extrême-droite qui y dénoncent un *diktat*.

Radek, « silhouette osseuse et dure, visage heurté, teint gris, geste véhément et parole cinglante »²⁹ se défend de rappeler le [terrible passé (?). *Note du relecteur*] qui aurait dû, à son avis, empêcher Vandervelde de prononcer le mot de « confiance », à commencer par le souvenir de ses propres discours d'avant et après août 1914, sans oublier l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sous un gouvernement « socialiste » ni l'exécution des vingt-six commissaires du peuple caucasien dont le Labour Party a été complice : les communistes ne sont pas venus en accusateurs, mais en militants désireux de promouvoir une action unie.

« Nous nous asseyons à la même table que vous, nous voulons lutter à vos côtés, et cette lutte décidera si cela doit être une manœuvre, comme vous dites au profit de l'Internationale communiste, ou un courant qui unifiera la classe ouvrière. Ce que vous ferez décidera de la signification de notre action. Si vous luttez en liaison avec nous, en liaison avec le prolétariat de tous les pays, si vous luttez non pas pour la « dictature », cela nous le croyons pas de vous, mais si vous luttez pour un morceau pain, contre l'aggravation de la ruine du monde, alors le prolétariat se rapprochera dans cette lutte, et nous vous jugerons, non pas en fonction de ce terrible passé mais en raison des faits nouveaux. Tant que ceux-ci n'existent pas, c'est froids jusqu'au cœur que nous venons à ces pourparlers, et nous allons à l'action commune avec une profonde défiance, certains que, dans cette lutte, vous nous ferez dix fois défaut ! »³⁰.

Les conditions posées par Vandervelde équivalent, aux yeux de Radek, à un déclenchement de la polémique, et en définitive, à un sabotage de l'action :

« Si nous nous rapprochons les uns des autres dans une lutte commune, il en résultera des conséquences que l'on n'a pas besoin de promettre car elles surgiront de la lutte en commun elle-même, et c'est pour cela que nous sommes partisans de la lutte commune »³¹.

Pourtant, au cours des débats et des discussions qui se poursuivent, les délégués communistes vont faire d'importantes concessions. C'est ainsi que, malgré les réticences de Boukharine et de Rosmer, et sur l'insistance de Radek³², ils proposent l'envoi d'une commission d'enquête internationale en Géorgie, et, surtout, donnent l'assurance qu'il n'y aura pas de condamnation à mort au procès des dirigeants s. r. qui pourront faire assurer leur défense par l'avocat de leur choix, sous la surveillance des délégués des deux autres Internationales. En échange, les partenaires social-démocrates acceptent la constitution d'un comité permanent de neuf membres, le « comité des neuf »³³, chargé d'organiser de nouvelles conférences, le principe d'une conférence générale — qui ne se tiendrait pas en même temps que la conférence de Gênes — et l'organisation, pendant cette conférence, si possible, et en tout cas pour le 1^{er} mai, de « puissantes démonstrations de masse avec le maximum d'unité possible » pour la journée de huit heures, contre le chômage, pour l'unité d'action, la défense de la révolution russe et de « la Russie affamée », « pour la reconstitution du front unique du prolétariat, dans chaque pays et dans l'Internationale »³⁴.

L'Internationale communiste et le parti communiste de Russie tiendront les engagements pris en leur nom par leur délégation à Berlin, bien que Lénine les ait jugés exorbitants. Dans un article dicté le 3 avril, sous le titre « Nous avons payé trop cher »³⁵, il protestera contre le fait que Boukharine, Radek et les autres aient accepté de s'engager au nom d'un tribunal à ne pas condamner des hommes coupables de terrorisme, sans aucune concession équivalente ou même approchante de l'autre côté. Quoi qu'il en soit, Vandervelde et Théodore Liebknecht viendront à Moscou assurer la défense des s. r., défense qu'ils abandonneront d'ailleurs presque aussitôt.

Le comité des neuf n'aura qu'une existence éphémère. Les partis social-démocrates de la II^e Internationale refusent de s'engager dans une voie qui les conduirait à rompre avec les partis bourgeois. L'exécutif de l'Internationale communiste, lui, ratifie les accords de Berlin et mandate ses délégués pour proposer l'organisation d'une conférence commune des deux internationales syndicales³⁶. Le K.P.D. lance une campagne d'agitation pour la préparation, conforme aux résolutions de Berlin, d'un congrès ouvrier mondial, et pour la tenue d'assemblées communes de militants des trois partis le 20 avril. Le S.P.D. refuse d'y participer. Pourtant, le 20 avril, la manifestation commune organisée par les communistes et les indépendants réunit à Berlin 150 000 personnes³⁷ ; dans certaines villes, comme Düsseldorf, les responsables locaux du parti social-démocrate ont passé outre à l'interdiction et manifesté avec les communistes et les indépendants³⁸. Le même jour, dans un « appel aux travailleurs conscients du monde entier », le comité exécutif de l'Internationale communiste incite à lutter contre le « sabotage du front unique », à organiser des comités pour l'organisation du congrès ouvrier international³⁹. Simultanément,

29 R. Albert, *op. cit.*, p. 343.

30 *Conférence ...*, pp. 50-51.

31 *Ibidem*, p. 59.

32 Rosmer, *op. cit.*, pp. 218-219.

33 Les « neuf » désignés après la conférence par chaque exécutif seront Fritz Adler, Bracke, Crispin, Vandervelde, Wels, Ramsay MacDonald, Clara Zetkin, Radek et Frossard.

34 *Conférence ...*, pp. 143-146.

35 *Œuvres*, t. XXXIII, pp. 336-340.

36 *Bericht über die Tätigkeit des Präsidiums und der Exekutive der K.I.*, pp. 22-23.

37 *Die Rote Fahne*, 21 avril 1922.

38 *Inprekorr*, n° 52, 22 avril 1922, p. 418.

39 *Bericht über die Tätigkeit*, pp. 26 sq.

l'exécutif communiste s'adresse publiquement aux partis de la II^e Internationale en leur demandant de dénoncer avec eux la répression déclenchée par le gouvernement allemand contre certains des délégués communistes à la conférence de Berlin, Karl Radek, qui a été expulsé, Félix Wolf, secrétaire de la délégation communiste, qui a été arrêté⁴⁰. Quand le comité des neuf se réunit le 29 mai à Düsseldorf, les social-démocrates sont décidés à refuser tout nouveau pas en avant. Les trois communistes présentent à leurs partenaires un véritable ultimatum : convocation d'une conférence internationale ou dissolution du comité des neuf⁴¹. Devant le refus essuyé, ils se retirent. Le comité des neuf a vécu.

La conférence des trois Internationales aura malgré tout aidé au rapprochement des Internationales de Vienne et de Londres, qui fusionneront en 1923, après la réintégration, à l'automne 1922, du parti social-démocrate indépendant dans un « parti social-démocrate unifié »⁴². En Allemagne, elle aura puissamment contribué, et dans l'immédiat, à familiariser les travailleurs avec la pratique du front unique et à encourager des actions communes, « à la base », entre communistes, indépendants et majoritaires : avec la réunification social-démocrate, on va assister aussi à la renaissance, au sein du parti social-démocrate, d'une tendance de gauche favorable à l'unité d'action avec les communistes.

40 Lettre de Clara Zetkin à F. Adler du 8 mai 1922, *Correspondance internationale*, n° 36, 10 mai 1922, p. 274.

41 Reisberg, op. cit., p. 263.

42 Parmi les indépendants qui reviennent à cette époque à la social-démocratie se trouvent un grand nombre d'anciens dirigeants communistes, dont Paul Lange, mais aussi Paul Levi et ses compagnons d'armes les plus proches, Curt Geyer, Düwell, Otto Brass, Malzahn, Neumann, etc. Levi avait tenté d'opposer à la perspective de la réunification social-démocrate celle d'une union des « social-révolutionnaires », dans laquelle il espérait englober, avec la totalité des indépendants, la fraction non gauchiste du K.P.D. Mais, isolé du côté des communistes, il n'avait pas la force — ni sans doute le désir — de maintenir dans ces conditions un noyau « indépendant », ce que Georg Ledebour fit, avec une réussite très contestable. Refusant désormais obstinément la « scission » et soucieux avant tout de « ne pas se couper des masses », Paul Levi allait réaliser cependant le tour de force d'être le maître à penser d'une « nouvelle gauche » dans le parti social-démocrate allemand.

XXX. Le tournant de Rapallo

Quelques jours après la conférence des trois Internationales, dans le cours même de la conférence de Gênes dont la perspective avait pesé si lourd dans ses débats, se produit un événement diplomatique capital, la signature du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie soviétique, premier réalignement des forces après la guerre mondiale, et, dans une certaine mesure, facteur de renouvellement des rapports politiques en Allemagne même.

Le choix effectué à cette occasion par la fraction au pouvoir de la bourgeoisie allemande consiste à prendre appui, face à l'Entente et pour des objectifs limités, sur la Russie soviétique. Le problème n'est pas nouveau : dès la fin de la guerre les partisans de l'alliance « occidentale » et ceux de l'alliance « orientale » s'affrontent dans la haute administration et les états-majors. La politique de l'Entente facilite la décision. Ce choix d'opportunité diplomatique coïncide d'une certaine façon avec la politique du parti communiste et sa campagne en faveur des « liens avec la Russie soviétique », elle-même partie intégrante de la défense de la révolution russe et de la lutte contre Versailles. Mais il s'oppose aussi catégoriquement à la politique « occidentale » de la social-démocratie, ses perspectives de sécurité collective et de maintien de la paix par la S.D.N. La « politique de Rapallo » apparaît donc comme un facteur de division supplémentaire — au fort coefficient passionnel — entre les partis ouvriers, un obstacle de plus à la politique de front unique du parti communiste.

Le problème est compliqué encore par le rôle de Radek, qui est à la fois diplomate soviétique et porte-parole officiel du gouvernement de Moscou, et « mentor », pour le compte de l'exécutif du parti communiste allemand. Le même homme négocie à Berlin, Gênes et Rapallo avec Malzan, le chef du bureau d'Europe orientale, avec Rathenau lui-même, et, de Moscou intervient pour conseiller et guider le parti allemand, voire inspirer ses décisions politiques les plus importantes. Qu'il ait ou non confondu, intentionnellement ou par inadvertance, ses deux partitions, est un problème somme toute secondaire. Plus important est que son double rôle ait pu peser sur l'interprétation des événements, et par les contemporains et par les historiens.

Le problème germano-russe.

Dans les premières années qui suivent la révolution russe, le problème des relations entre l'Allemagne et la Russie soviétique ne se pose pas indépendamment de la révolution mondiale, que les dirigeants bolcheviques jugent imminente. Lénine ne conçoit guère la mission de Joffé que comme une mission révolutionnaire d'assistance aux révolutionnaires allemands — de même que Trotsky conçoit initialement son rôle de chef de la diplomatie soviétique comme celui d'un agitateur.

C'est en définitive dans la même optique que raisonnent les ultras des corps francs, comme ceux qui sont engagés les armes à la main contre le pouvoir soviétique dans les pays baltes. La Russie révolutionnaire constitue l'ennemi numéro un à l'extérieur, de même que le spartakisme à l'intérieur. Point de vue partagé par l'Entente — et qui profite directement aux éléments allemands militaristes. Le *Times* écrit à cette époque :

« Les Alliés, à l'époque de l'armistice, s'efforcèrent d'utiliser les troupes d'occupation (allemandes) comme protection pour l'Europe occidentale contre les bolcheviks, et n'exigèrent pas une évacuation immédiate, puisqu'il n'y avait pas de forces locales capables de tenir tête à l'agression bolchevique »¹.

Très vite cependant, la défaite de la première vague de la révolution allemande, la conclusion sous la menace de la paix de Versailles, posent le problème en termes différents.

Un indice important en est constitué par la qualité et le nombre de visiteurs reçus dans sa prison, transformée en « salon politique », par Karl Radek, militaires comme le général Reibnitz, l'amiral Hintze, le colonel Max Bauer, industriels comme Walter Rathenau et Félix Deutsch, intellectuels comme Maximilian Harden et Otto Hoetzsch². Tous, à des titres divers, sont fascinés par l'homme, mais plus encore par le pays et la force qu'il représente, force politique et militaire certes, mais aussi espace, marché et source de matières premières, champ d'investissement pour leurs capitaux, voire arsenal ou camp d'entraînement leur permettant de tourner les clauses du traité concernant le désarmement. Les perspectives qui les attirent sont la complémentarité économique autant que l'opposition commune au *diktat*.

Ces perspectives ne sont pas négligeables pour qui, comme Radek, estime que la révolution mondiale sera un processus long et complexe. Dans ces conditions, l'isolement de la Russie est un fait aussi important que sa survie elle-même. Sans nuire à la révolution mondiale, l'Etat soviétique a le droit et même le devoir d'utiliser à son profit les contradictions interimpérialistes : une fois terminée l'apocalypse de l'immédiat après-guerre et la révolution repoussée à plus tard, le jeu diplomatique reprend tout son intérêt. Radek en est vite convaincu, qui écrit de sa prison même aux communistes allemands :

« Le problème de la politique extérieure de la Russie soviétique et, à moins que la révolution mondiale ne s'annonce plus vite qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant, celui des autres pays dans lesquels la classe ouvrière l'emporte, consiste à arriver à un *modus vivendi* avec les Etats capitalistes. (...) La possibilité de la paix entre Etats capitalistes et Etats prolétariens n'est pas une utopie »³.

Un mois après, de son séjour en liberté surveillée, il écrit :

« L'Allemagne a subi une défaite, mais malgré cela son appareil technique et ses possibilités techniques demeurent immenses. (...) Il y a en Allemagne, du fait de la destruction de ses relations extérieures et de l'effondrement de son

1 *Times*, 27 octobre 1919.

2 Radek, *November...*, pp. 158-162.

3 K. Radek, *Zur Taktik des Kommunismus : Ein Schreiben an den Oktoberparteitag der K.P.D.*, pp. 9, 11-12.

économie, des milliers d'ingénieurs chômeurs et affamés qui pourraient rendre à la Russie les plus grands services dans la restauration de son économie nationale »⁴.

Ce point de vue coïncide avec celui d'un des hommes dont le rôle, dans cette question, sera décisif, le général von Seeckt, qui écrit, dès janvier 1920 :

« Dans la mesure où je considère comme l'objectif permanent de notre politique l'accord politique et économique à venir avec la grande Russie, nous devons au moins tenter de ne pas dresser la Russie contre nous »⁵.

Les possibilités d'accord demeurent cependant limitées pour le moment, et Lénine écrit au printemps de 1920 cette claire condamnation de la politique qui viserait à établir entre l'Allemagne et la Russie des liens privilégiés :

« Renverser la bourgeoisie dans tout grand Etat européen, y compris l'Allemagne, représenterait un tel avantage pour la révolution internationale que l'on pourrait et devrait consentir — si besoin était — à *proroger l'existence de la paix de Versailles*. Si la Russie a pu, à elle seule, supporter, avec profit pour la révolution, pendant plusieurs mois, le traité de Brest-Litovsk, il n'y a rien d'impossible à ce que l'Allemagne soviétique, alliée à la Russie soviétique, supporte avec profit pour la révolution une plus longue existence du traité de Versailles »⁶.

Le tournant de 1920-1921.

C'est en décembre 1920 que Lénine, ainsi que l'indique E.-H. Carr, s'exprime pour la première fois concernant l'Allemagne dans un cadre de pensée qui n'est pas celui de la révolution mondiale. Devant le 8^e congrès des soviets, en effet, il souligne que la survie de la Russie soviétique est au premier chef le résultat des désaccords entre impérialistes :

« Notre existence est fonction, d'une part, du désaccord radical existant entre les puissances impérialistes, et, d'autre part, du fait que la victoire de l'Entente et la paix de Versailles ont réduit à des conditions d'existence impossibles l'immense majorité de la nation allemande. (...) Il va de soi que l'Allemagne n'a qu'un seul moyen de survivre, c'est de faire alliance avec la Russie soviétique, vers laquelle elle tourne ses regards. (...) Le gouvernement bourgeois allemand voue une haine implacable aux bolcheviks, mais les intérêts de la situation internationale le poussent, à son corps défendant, vers une paix avec la Russie soviétique »⁷.

En janvier 1921, le ministre des affaires étrangères allemand, le Dr Simons, répond :

« Le communisme en tant que tel n'est pas une raison pour qu'un gouvernement allemand républicain et bourgeois ne fasse pas de commerce avec le gouvernement soviétique »⁸.

Un traité de commerce soviéto-allemand est signé en mai 1921 Dans le cadre de la Nep et de la politique des « concessions », plusieurs sociétés mixtes vont être mises sur pied avec ingénieurs et capitaux allemands. Le gouvernement allemand enverra une aide substantielle pour lutter contre la famine de l'été 1921. Enfin des négociations secrètes commencent pour l'implantation en territoire russe d'usines d'armement permettant de tourner les clauses de Versailles⁹.

Au terme de cette évolution, il y a la « fugue » des délégués allemands et russes de la conférence de Gênes le 16 avril 1922, leur rencontre à Rapallo et la signature du traité qui va mettre fin aux espoirs de l'Entente d'un « consortium » pour l'exploitation en commun des concessions offertes par les Russes. Le traité annule les dettes des deux partenaires, « réparations » dues par le gouvernement allemand, « indemnités » pour biens nationalisés dues par le gouvernement russe ; il renoue relations consulaires et diplomatiques, fait de l'Allemagne la « nation la plus favorisée » dans le commerce extérieur russe, sauf en ce qui concerne les relations avec les pays ayant dépendu autrefois de l'empire russe. Il prévoit enfin que « les deux gouvernements coopéreront dans un esprit de bonne volonté mutuelle pour satisfaire les besoins économiques des deux pays »¹⁰.

Le parti et l'Internationale devant Rapallo.

L'établissement de liens privilégiés entre la Russie soviétique et l'Allemagne avait été, au cours des années précédentes, l'un des thèmes favoris des orateurs communistes, tant dans les meetings populaires que devant le Reichstag. La conclusion du traité va pourtant les surprendre : ils ne s'attendaient apparemment pas à ce que le gouvernement de la bourgeoisie allemande aille jusqu'à accepter un tel accord avec le gouvernement russe. Les social-démocrates s'empressent de leur côté de souligner l'aspect dangereux d'une telle alliance. Crispian, au nom des indépendants, va dresser un réquisitoire contre cet accord entre les bolcheviks et le gouvernement de l'« industrie lourde et du capital financier », dénoncer la politique « procapitaliste » du gouvernement russe¹¹. La réaction de *Die Rote Fahne* trahit un certain embarras. Le premier commentaire

4 K. Radek, *Die Answärtige Politik Sowjet-Russlands*, pp. 37-39, 44.

5 F. Von Rabenau, *Seeckt-Aus seinem Leben*, p. 252.

6 *Œuvres*, t. XXXI, pp. 72-73.

7 *Œuvres*, t. XXXI, pp. 493-494.

8 *Stenographische Berichte des Reichstages Verhandlungen*, vol. 346, p.1994.

9 Kochan, *Russia and The Weimar Republic*, pp. 41-45

10 Kochan, *op. cit.*, pp. 52-53.

11 *Stenographische Berichte des Reichstages Verhandlungen*, vol. 355, pp. 7716-7717.

consacré au traité¹² met l'accent sur le fait qu'il représente une défaite de l'Entente et Pieck déclare le lendemain au cours de la manifestation du Lustgarten que la bourgeoisie allemande « a signé, non par amitié, mais sous l'emprise d'une cruelle nécessité, c'est-à-dire sous les coups de l'Entente »¹³. Il ne sera plus question du traité pendant plusieurs semaines, jusqu'à la discussion au Reichstag, au cours de laquelle Paul Frölich, porte-parole communiste, minimise le contenu du traité et souligne que social-démocrates et indépendants sont les véritables responsables d'une situation qui oblige les révolutionnaires russes à conclure des traités avec un Etat bourgeois¹⁴.

La position des dirigeants russes est plus nette. Interviewé par un journaliste américain, Trotsky répond qu'il ne saurait être question de considérer le traité de Rapallo comme un contrepois face à d'autres groupements d'Etats européens :

« L'Allemagne est séparée de la république des soviets par les mêmes contradictions fondamentales dans les systèmes de propriété que les pays de l'Entente. Cela signifie qu'il est exclu de pouvoir parler du traité de Rapallo comme d'une quelconque alliance offensive-défensive pour faire contrepois à d'autres Etats. Il s'agit du rétablissement des relations inter-Etats et économiques les plus élémentaires. La Russie est prête aujourd'hui à signer un traité sur la base des principes de Rapallo avec n'importe quel autre pays »¹⁵.

Le lendemain, une résolution de l'exécutif de l'Internationale, qui salue le traité comme étant « d'une énorme importance historique », rappelle que « l'actuel gouvernement allemand bourgeois menchevique est temporaire », tandis que « la classe ouvrière demeure ». Le sort de l'humanité ne sera pas tranché par des traités :

« Le destin de l'humanité dans les toutes prochaines années sera déterminé par les succès de la classe ouvrière allemande. La victoire du prolétariat allemand sur « sa bourgeoisie impliquera des changements sans précédent dans la structure sociale de l'Europe entière. Quand le prolétariat allemand aura détruit dans son pays l'influence de la deuxième Internationale et de la « deuxième et demie » un nouveau chapitre s'ouvrira dans l'histoire de l'humanité »¹⁶.

Rapallo contre la révolution¹⁷?

Les arguments de ceux qui, comme l'historien Lionel Kochan, pensent que Rapallo constituait en définitive un obstacle sur la voie de la révolution allemande à cause de la signification qu'il revêtait pour les dirigeants communistes, sont faibles. Angress insiste sur le fait que Radek, dans un rapport qu'il aurait présenté au 4^e congrès de l'Internationale « préfigurait non seulement la politique national-bolcheviste de l'année suivante, mais encore proposait une interprétation de Rapallo comme une alliance entre la Russie soviétique et l'Allemagne révisionnistes contre l'Entente et le traité de Versailles »¹⁸. En dehors du fait que Radek n'a pas présenté de rapport dans ce sens au 4^e congrès de l'Internationale¹⁹, les citations de lui qu'on rapporte, affirmant que la Russie n'a pu tenir que parce qu'elle disposait, « avec l'existence de l'Allemagne, d'un contrepois contre la suprématie alliée »²⁰, sont loin de pouvoir emporter la conviction.

En réalité, c'est à Ruth Fischer que les historiens partisans de cette thèse empruntent leurs affirmations selon lesquelles la politique de Rapallo aurait signifié en Allemagne une « retraite », et de façon générale expliquerait le tournant de l'Internationale communiste. Selon Ruth Fischer, la théorie exposée par l'économiste hongrois Varga selon laquelle l'Allemagne serait en train de devenir une « colonie industrielle » de l'Entente, à travers le système des réparations imposées par Versailles, aurait joué un rôle capital. Négligeant la réalité des faits économiques et sociaux, la double charge pesant sur la classe ouvrière allemande, provenant de l'accumulation capitaliste dans son propre pays et du paiement des réparations, elle écrit :

« Pour l'essentiel, la théorie de la transformation de l'Allemagne en une colonie industrielle de l'Occident fut fabriquée pour rendre effectif le traité de Rapallo. En 1922-1923, Varga, Boukharine et Radek étaient en train de découvrir un rôle nouveau pour la bourgeoisie allemande, qu'ils transformaient d'ennemi de classe en victime presque aussi souffrante que les ouvriers allemands »²¹.

En fait, tous les efforts du parti communiste allemand tendaient depuis le 3^e congrès de l'Internationale, avec l'appui de l'exécutif, à promouvoir une politique de front unique, qui prenait précisément à cette date en Allemagne la forme d'une lutte des travailleurs contre la misère et la réaction. En définitive, rien — si ce n'est le double rôle joué par Radek — ne permet d'affirmer que la politique de front unique était dictée par les préoccupations de « puissance » du gouvernement russe, ni que les implications des analyses de Varga sur l'Allemagne constituaient une « révision fondamentale de l'analyse de Lénine du rapport des forces de classes en Allemagne »²².

¹² *Die Rote Fahne*, 18 avril 1922.

¹³ *Die Rote Fahne*, 21 avril 1922.

¹⁴ *Stenographische Berichte des Reichstages Verhandlungen*, vol. 355, pp. 7738-7740.

¹⁵ *Izvestija*, 18 mai 1922.

¹⁶ Degras, *op. cit.*, I, p. 347.

¹⁷ Titre d'un chapitre de L. Kochan, *Russia and the Weimar Republic*.

¹⁸ Angress, *op. cit.*, pp. 238-239.

¹⁹ Angress le fait lui-même remarquer, p. 239, n. 36.

²⁰ Citation dans Kochan, *op. cit.*, pp. 55-56, et Angress, *ibidem*.

²¹ R. Fischer, *op. cit.*, p. 199.

²² *Ibidem*, pp. 199-200.

XXXI. Pour le Front Unique contre la misère et la réaction

Au cours des discussions entre Internationales, le parti social-démocrate allemand était apparu le plus déterminé dans le refus de l'action commune, et le parti communiste allemand le plus obstiné dans la recherche d'accords. Les dirigeants social-démocrates allemands sont en effet décidés à maintenir avec les partis bourgeois du centre une coalition qu'ils jugent un rempart nécessaire contre la « subversion » et l'« aventure ». Les dirigeants communistes, eux, se rendent compte que seules de méthodiques campagnes en faveur d'actions communes, dans le prolongement de la politique de la lettre ouverte du 7 janvier 1921, peuvent, dans une première étape, rompre leur isolement et contribuer à la renaissance d'une aile gauche à l'intérieur de la social-démocratie, indispensable pour la construction du front unique ouvrier.

L'orientation résolue des militants communistes vers le travail au sein des syndicats réformistes commence à porter ses fruits avec le mouvement de reprise des grèves économiques. Surtout, l'année 1922 est dominée par la renaissance d'un mouvement des conseils d'usine où les communistes exercent une influence réelle et parfois prédominante.

Le développement des organes du front unique.

Nés de la révolution de novembre et de ses lendemains les conseils d'usine avaient déjà joué un rôle important dans la première phase du mouvement révolutionnaire en 1918-1919, spécialement dans la Ruhr et l'Allemagne moyenne, où ils avaient été à la tête de la grande grève de mars 1919.

Le reflux du mouvement « soviétique » des conseils ouvriers après la répression et l'élection de la Constituante et le passage au premier plan des revendications économiques, en avaient fait l'enjeu d'un conflit entre l'aile droite et l'aile gauche du mouvement ouvrier et syndical. L'article 65 de la Constitution de Weimar, la loi du 4 février 1920, avaient représenté une tentative de grande envergure pour intégrer les travailleurs à la vie de l'entreprise et, par le biais du *Mitbestimmungsrecht*, le droit à la participation ou à la concertation, les transformer en appendices de l'autorité patronale. Compétents en matière d'administration et de politique générale de l'entreprise, de conditions de travail, d'embauche et de licenciement¹, ils constituaient également la base électorale de la partie « ouvrière » des membres du Conseil économique du Reich. En pratique, dans les premières années de leur existence légale, ils n'avaient guère été plus que de simples doublures — confirmées par l'élection — des bureaucraties syndicales.

Pourtant, le fait qu'ils étaient élus par tous les travailleurs dans le cadre des entreprises, le caractère « industriel » de leur forme d'organisation — en opposition à l'organisation des syndicats sur la base des « métiers » — en faisaient des instruments utilisables pour des révolutionnaires c'est à partir d'eux qu'un homme comme Däumig avait élaboré sa théorie du « système des conseils » conçus comme une sorte de second pouvoir économique se dressant, dans toutes les entreprises, contre l'autorité patronale et s'élevant, par une pyramide de conseils à tous les échelons, jusqu'au sommet du pouvoir d'Etat². Sur le plan purement politique, indépendants de gauche et communistes avaient attaché beaucoup d'importance au fait que les élus des conseils d'usine aient été obligatoirement des travailleurs salariés de l'entreprise intéressée, ce qui éliminait *ipso facto* les permanents syndicaux, et faisait des membres des conseils des responsables très sensibles à la pression venant de leur base.

Les communistes allemands, conformément à la stratégie de l'Internationale et à la résolution sur les conseils d'usine votée au cours de son 2^e congrès, placent la lutte pour et autour des conseils d'usine au centre de leurs préoccupations stratégiques dans leur travail d'entreprise³. Au cours du congrès de novembre 1920, à la veille de la fusion, les délégués du K.P.D. avaient entendu, puis discuté, un important rapport de Brandler sur cette question : les conseils d'usine devaient constituer l'instrument de la lutte des travailleurs pour leur contrôle sur la production, le recensement, la comptabilisation, l'enregistrement, qui aidaient les travailleurs à prendre conscience de la nécessité d'abattre le régime capitaliste et les préparaient en même temps aux tâches qui allaient leur incomber avec la victoire de la « dictature du prolétariat ». Encore était-il pour cela nécessaire que les conseils d'usine échappent aux bureaucraties syndicales et deviennent d'authentiques organes du front unique ouvrier. Une telle transformation n'était possible que par la lutte ouvrière pour un véritable contrôle et contre l'organisation du chômage par le patronat. Par la fédération des conseils et leur centralisation se réalisait la constitution de la classe en tant que telle dans un réseau de conseils qui lui permettait de dresser ses propres positions face à l'autorité patronale et de contribuer ainsi à la lutte pour le pouvoir politique⁴.

Luttant sur deux fronts, aussi bien contre les appareils syndicaux, qui cherchaient à se subordonner les conseils par l'intermédiaire des élus sur listes syndicales, que contre les militants « unionistes » ou anarcho-syndicalistes, qui voulaient faire des conseils d'usine des organisations originales, concurrentes des syndicats, les communistes s'étaient particulièrement attachés, à partir de 1919, à l'organisation de conseils d'usine sur des perspectives révolutionnaires, et au développement des luttes ouvrières de caractère économique par leur intermédiaire. A l'organisation « officielle » des conseils d'usine, filiales syndicales et éléments de base du système électoral du Conseil économique — que présidait à Berlin l'ancien commissaire du peuple indépendant Emil Barth —, ils s'employaient à opposer les congrès locaux et régionaux de conseils d'usine, seuls susceptibles à leurs yeux de briser le cadre réactionnaire et bourgeois des « pouvoirs » dans une seule entreprise et de conduire élus et mandants à se poser les problèmes de leur contrôle et de leur action au niveau de la lutte de classes dans l'ensemble du pays. A la fin de 1922, ils disposent d'un réseau solidement implanté dans plusieurs milliers de conseils d'usine, suffisamment en tout cas pour être capables de convoquer, au mois de novembre de cette année, un congrès national des conseils d'usine

1 Goetz-Girey, *Les Syndicats allemands après la guerre*, pp. 107-119.

2 Ernst Däumig, *Das Räte-system* (1919).

3 *Les Quatre premiers congrès de l'I.C.*, pp. 56-57.

4 Brandler, *Die Rote Fahne*, 4 novembre 1920.

qu'ils contrôlent et inspirent de bout en bout⁵.

La même politique de front unique ouvrier et l'effort pour constituer la classe en tant que telle dans ses organismes propres, démocratiquement élus et contrôlés par elle, inspire l'effort du parti communiste pour créer, multiplier et développer l'activité des comités de contrôle (*Kontrollausschuss*) des prix et de lutte contre la spéculation. Ces organismes, souvent constitués à l'initiative des conseils d'usine, élus parfois par des assemblées de travailleurs *ad hoc*, se proposent de mobiliser les ouvriers — et particulièrement ouvrières et ménagères — en tant que consommateurs, organisent pétitions, manifestations, et parfois expéditions punitives, assurent avec les conseils d'usine — les ouvriers en tant que producteurs — liaison, information réciproque et soutien mutuel, en un mot cherchent à organiser une lutte concrète contre la vie chère. A travers ces comités de contrôle, le parti communiste dispose d'instruments dont la dimension est certes loin d'être comparable à celle des syndicats, mais qui lui permettent cependant, à la fin de 1922, d'intervenir dans les luttes économiques quotidiennes que nourrit l'aggravation incessante de la situation économique et sociale.

Il en va de même des comités de chômeurs. Les organisations syndicales leur offrent des assurances et une solidarité matérielle. Mais celle-ci se dévalue tous les jours du fait de l'aggravation de la crise et de la hausse des prix. Surtout elle n'offre aux chômeurs aucune perspective de lutte. A travers les comités d'usine, les communistes s'efforcent de faire à chaque instant la démonstration que c'est le capitalisme qui porte en dernière analyse la responsabilité du chômage. Les chômeurs s'organisent souvent parallèlement à eux, ou en comités locaux qui demeurent en étroite liaison avec eux. Plus aptes peut-être à la généralisation politique que les travailleurs effectivement employés, plus directement frappés par une situation dont ils sentent qu'elle est le résultat d'un système économique et social, les chômeurs constituent pour l'influence communiste un terrain de choix et l'influence du parti y va grandissant. Il y gagne des cadres, obtenant en particulier une grande victoire à la fin de 1922, avec l'adhésion d'un militant social-démocrate connu, animateur jusqu'alors du comité de chômeurs de Hambourg, un meneur d'hommes de grande qualité, Edgar André⁶.

Le front unique dans les grèves.

L'ultimatum de l'Entente exigeant l'équilibre dans le budget du Reich, condition de sa solvabilité et du paiement des réparations, rend nécessaires du point de vue gouvernemental de sévères mesures fiscales et de rigoureuses économies. Parmi les premières corporations touchées se trouvent les cheminots, dont 20 000 doivent être licenciés, tandis que doit être augmentée la durée du travail des autres⁷. La réaction est vive et c'est une fédération indépendante d'employés des chemins de fer, organisation « apolitique »⁸, qui lance le 1^{er} février 1922 un ordre de grève de protestation contre les projets gouvernementaux. Le gouvernement réplique énergiquement : par décret-loi, le président de la République prive les cheminots — employés de l'Etat — du droit de grève et les menace de graves sanctions s'ils passent outre⁹. Le combat défensif des seuls cheminots revêt alors un caractère plus général. Il s'agit désormais du droit de grève des salariés de l'Etat, et par conséquent du droit de grève en général. C'est ce qu'explique immédiatement le parti communiste qui, le 1^{er} février, s'adresse à tous les partis ouvriers et syndicats en leur proposant une action en commun pour la défense du droit de grève¹⁰.

Le 4 février, cependant, l'A.D.G.B. et l'A.f.A., ainsi que les organisations de cheminots affiliées, condamnent l'initiative de la fédération indépendante et appellent les grévistes à reprendre le travail¹¹. En fait, la majorité des cheminots, ouvriers ou employés de l'une et l'autre centrale, ont suivi depuis le 2 février le mot d'ordre de grève, les responsables s'inclinant généralement devant la poussée de la base et déclenchant eux-mêmes le mouvement. L'appel des syndicats social-démocrates n'a rencontré qu'un faible écho. La grève continue, avec le soutien du seul K.P.D.¹², qui convoque assemblées démocratiques et meetings de soutien, mobilise ses militants pour la solidarité matérielle. Sur ses indications, la fédération initiatrice de la grève s'adresse publiquement aux deux partis social-démocrates et aux deux centrales syndicales pour leur poser le problème dans toute sa brutalité : puisque les légitimes revendications des cheminots sont repoussées par le gouvernement qu'appuie la majorité des députés, les ouvriers en grève n'ont aucune perspective de vaincre dans ce cadre. Syndicats et partis ouvriers sont-ils prêts à constituer, au besoin, un « gouvernement ouvrier » qui se fixerait pour tâche de satisfaire les revendications élémentaires des travailleurs ? Comme la réponse est négative, la fédération se résigne à donner l'ordre de la reprise du travail pour le 7 février, se contentant en échange, d'assurances concernant les licenciements. La presse communiste commente longuement la grève des cheminots dans toutes ses péripéties, s'efforçant de démontrer non seulement que les partis et syndicats réformistes refusent de défendre sérieusement les revendications ouvrières élémentaires, mais aussi que toute lutte qui demeure cantonnée sur le terrain économique et n'arrive pas à s'élargir à l'ensemble de la classe est vouée à l'échec¹³.

L'offensive gouvernementale et patronale se poursuit dans les autres secteurs et provoque bientôt d'autres réactions ouvrières. D'abord dans la métallurgie, où le patronat cherche à imposer quarante-huit heures hebdomadaires au lieu de quarante-six. Le 17 mars, ce sont les métallos de Munich qui se mettent en grève contre cette menace ; ceux de Nuremberg,

5 Peter Maslowski, « La Résurrection des conseils de fabrique », *Corr. int.*, n° 74, 30 septembre 1922, p. 508 ; H. J. Krusch, « Zur Bewegung der revolutionären Betriebsräte in den Jahren 1922/1923 », *ZfG*, n° 2, 1963, pp. 260 sq.

6 *L'Internationale communiste*, n° 10/11, octobre-novembre 1936, p.1342.

7 Raase, *Zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung 1919-1923*, p. 106.

8 Il s'agit de la « Reichsgewerkschaft Deutscher Eisenbahnbeamter und Angestellter » (*ibidem*).

9 Raase, *op. cit.*

10 *Die Rote Fahne*, 2 février 1922, *Dok. u. Mat.*, VII/2 pp. 28-29.

11 *Vorwärts*, 4 février 1922 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2. pp. 30-31.

12 Voir l'appel à tous les travailleurs. *Die Rote Fahne*, 5 février 1922, *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 31-33.

13 *Corr. int.*, n° 10, 7 février 1922, pp. 73-76, numéro spécial sur la grève des cheminots allemands ; circulaire de la centrale datée du 11 février dans *Dok. u. Mat.* VII/2, pp. 33-36. Selon Véra Mujbegović (*op. cit.* p. 321), la centrale du 6 février 1922 avait fait son autocritique en constatant l'insuffisance de ses efforts pour développer au sein de la classe ouvrière l'idée de la nécessité de la grève générale (*I.M.L.-Z.P.A.* 3/2, pp. 69-72).

Stuttgart, Francfort-sur-le-Main, les suivent bientôt, et, le 22 mars, on dénombre environ 150 000 grévistes dans la métallurgie¹⁴. Cette fois, le D.M.V., syndicat des métaux adhère à l'A.D.G.B., soutient les ouvriers en grève, sans reprendre le mot d'ordre à son compte ni le généraliser à l'échelle du pays. Du côté patronal, on est décidé à employer les grands moyens : appel aux briseurs de grève de la *Technisches Nothilfe* et menace de sanctions contre les grévistes, notamment par des licenciements massifs. Le K.P.D. souligne que l'action défensive des métallos concerne l'ensemble de la classe ouvrière, appelle à son élargissement aux autres corporations pour lutter contre une menace qui concerne tous les travailleurs¹⁵. Il organise des manifestations de solidarité et surtout l'aide financière qui doit permettre aux métallos de tenir une grève que les bureaucraties syndicales sont à l'évidence décidées à laisser pourrir¹⁶.

Les dirigeants syndicaux des métallos se gardent bien en effet de tout ce qui pourrait apparaître comme une tentative de briser une grève que la base poursuit avec cette détermination. Toutes les solutions arbitrales sont soumises au vote des grévistes. Elles sont repoussées pendant des semaines avec d'énormes majorités par exemple, la seconde, dans le district de Stuttgart, est rejetée au vote secret par 40 654 voix contre 1 892¹⁷. L'acharnement de la lutte contribue au durcissement de l'attitude dans d'autres secteurs : à la mi-avril, les ouvriers agricoles de Thuringe et de la région de Halle-Merseburg font grève pendant une semaine¹⁸. Les manifestations organisées au lendemain de la conférence des trois Internationales sont marquées du sceau de cette combativité : 150 000 personnes se rassemblent le 20 avril au Lustgarten à l'appel du K.P.D. et de l'U.S.P.D.¹⁹. De nombreuses organisations locales passent outre au refus de manifestations communes décidé par le parti social-démocrate. La grève des municipaux de Berlin qui éclate sur ses entrefaites aggrave la tension : contre une manifestation devant l'hôtel de ville, le 2 mai, la police fait usage de ses armes : il y a quatre morts et vingt-cinq blessés. Le K.P.D. propose en vain aux autres organisations une grève générale de protestation de vingt-quatre heures²⁰.

Finalement la grève des métallos se termine, après presque deux mois, par un compromis, positif pour les ouvriers, seul résultat possible à partir du moment où leur mouvement est resté isolé : la durée du travail est bien portée à quarante-huit heures hebdomadaires, mais les deux heures ajoutées seront rétribuées comme heures supplémentaires²¹. L'intervention du K.P.D. dans les grèves qui se sont succédées depuis le début de l'année n'a pas été suffisante pour entraîner l'organisation d'une résistance de l'ensemble des travailleurs allemands à l'offensive du patronat et de l'Etat. Elle a contribué cependant à renforcer son influence. Les communistes ont pris la majorité dans d'importantes organisations syndicales, chez les cheminots à Berlin avec Geschke et à Leipzig, dans le bâtiment à Berlin avec Kaiser et à Düsseldorf, dans la métallurgie à Stuttgart²²; par 29 voix contre 18, ils prennent la tête du cartel local d'Erfurt²³. Cela ne va pas sans rudes batailles. Au congrès des travailleurs du bâtiment qui se tient à Leipzig au début de mai, les dirigeants syndicaux font invalider les mandats des délégués de Berlin et de Leipzig, acquis au K.P.D. Les communistes refusent de s'incliner devant ce qu'ils considèrent comme une violation de la démocratie syndicale. Plus de 2 000 ouvriers du bâtiment de Leipzig et de ses environs, dirigés par Heckert, envahissent la salle du congrès en signe de protestation et tentent de le faire revenir sur sa décision : les dirigeants finissent par replier le congrès à Altenburg, où il pourra se dérouler « dans l'ordre », les communistes de la minorité n'ayant plus le soutien de la rue²⁴. Mais, au 11^e congrès de l'A.D.G.B. qui se déroule à Leipzig, du 19 au 24 juin, les propositions des communistes rencontrent un large assentiment parmi les délégués qui suivent en général la majorité : c'est par 345 voix contre 327 qu'est condamnée la politique de la « communauté de travail »²⁵, et par une majorité plus large encore qu'est voté le principe de la réorganisation de l'A.D.G.B. sur une base industrielle, rendant possible le démantèlement des syndicats corporatistes de métier qui constituent les bastions de la bureaucratie réformiste²⁶.

La campagne après l'assassinat de Rathenau.

Le 24 juin 1922, le ministre Walter Rathenau est abattu par un commando d'extrême-droite de l'« Organisation Consul », formé d'anciens officiers. Ex-président du trust A.E.G., porte-parole au Reichstag des intérêts des patrons de l'industrie de transformation — souvent opposés pendant cette période à ceux de l'industrie lourde —, un des signataires du traité de Rapallo avec l'Union soviétique, l'homme était pour les communistes un redoutable adversaire de classe. Les nationalistes de droite l'ont pris pour cible en tant que juif et afin de terroriser les éléments de la bourgeoisie partisans d'un apaisement à l'extérieur et d'un accommodement avec les conditions de Versailles. Le meurtre vient à la suite de centaines d'autres, au lendemain notamment d'attentats contre le social-démocrate Scheidemann (4 juin) et le communiste Thaelmann (18 juin)²⁷. Le rôle joué dans cette affaire comme dans bien d'autres par les complicités militaires et policières, les protections dont les assassins ont pu jouir avant et après l'attentat, les cris de triomphe des nationalistes soulèvent une vague d'indignation non seulement dans l'ensemble du mouvement ouvrier mais, au-delà, dans l'opinion démocratique. Le chancelier Josef Wirth

14 *Die Rote Fahne*, 18, 20, 21, 22 mars 1922. Raase. *op. cit.* p. 107.

15 *Die Rote Fahne*, 1^{er} avril 1922 ; *Dok. u. Mat.* VII/2. pp. 43-45.

16 Raase, *op. cit.*, pp. 107-108.

17 *Die Rote Fahne*, 21 avril 1922.

18 *Ibidem*, 7 et 15 avril 1922.

19 *Ibidem*, 21 avril 1922.

20 *Ibidem*, 3 mai 1922.

21 A. Enderle, *Corr. int.*, n° 44, 7 janvier 1922, p. 342.

22 Raase, *op. cit.*, p. 109.

23 *Ibidem*, p. 109.

24 *Der Kommunistische Gewerkschafter*, n° 20, 20 mai 1922, pp. 191-192.

25 *Protokoll der Verhandlungen des II. Kongresses des Gewerkschaften Deutschlands*, pp. 517-519.

26 *Ibidem*, pp. 554-555. La résolution était présentée par Dissmann. Les communistes, quoique ayant obtenu, selon V. Mujbegović, entre 30 et 40 % des voix, n'ont à ce congrès que 90 délégués (*op. cit.*, p. 345).

27 Reisberg, *op. cit.*, p. 157.

proclame dans un discours au Reichstag que « l'ennemi est à droite »²⁸. Sur le coup, la crainte est générale que l'attentat ne constitue le prélude d'un nouveau putsch. Toutes les rancœurs remontent contre la Reichswehr, la police, la justice, héritées du régime impérial : les revendications exprimées au lendemain du putsch de Kapp ressortent, d'autant plus vigoureuses que la passivité des gouvernements successifs paraît plus éclatante. Ernst von Salomon, un homme du camp des meurtriers, témoigne :

« Une atmosphère accablante pesait sur les foules, cette atmosphère pleine de tressaillements avant-coureurs de la panique, au milieu desquels il suffit d'un seul geste, d'un seul mot, pour rompre toutes les digues des passions »²⁹.

Le K.P.D. saisit l'occasion ainsi offerte pour tenter de mettre en pratique, sur des mots d'ordre politiques cette fois, sa politique du front unique ouvrier. Deux heures après la nouvelle de l'assassinat, la centrale s'adresse par écrit aux deux partis social-démocrates en leur proposant une rencontre pour décider de mesures concrètes à prendre, et formulant dans ce but onze mots d'ordre : interdiction de toute réunion nationaliste, dissolution de toutes les organisations monarchistes et nationalistes, révocation de tous les officiers monarchistes de la Reichswehr et de la police ainsi que des hauts fonctionnaires et magistrats connus pour leurs opinions nationalistes, démission du ministre Gessler et renvoi du général von Seeckt, arrestation de Ludendorff, Escherich et autres dirigeants de l'*Orgesch*, amnistie pour « tous les travailleurs révolutionnaires », interdiction de la presse monarchiste qui appelle au meurtre et à la lutte contre la République, création de tribunaux spéciaux, formés d'ouvriers, employés, fonctionnaires syndiqués, chargés de faire arrêter et de condamner tous les actes graves inspirés par les monarchistes et les ennemis des travailleurs, application énergique des accords de Bielefeld ? en particulier le point 8, concernant les formations ouvrières de défense, levée du décret-loi du 24 juin sur l'état d'exception et adoption d'un décret-loi, dans le sens des neuf points précédents, dirigé exclusivement contre les monarchistes et dont l'application ne soit pas confiée aux autorités centrales dans les Etats, constitution, pour veiller à l'application de ces mesures, d'organismes de contrôle des ouvriers, employés et fonctionnaires qui seraient élus par un congrès des conseils d'usine constitué sur la base d'assemblées de conseils d'usine à convoquer sur-le-champ. Le K.P.D. suggère en outre aux deux autres partis de se mettre d'accord sur un mot d'ordre de grève générale dans tout le pays jusqu'à satisfaction intégrale des revendications³⁰.

La situation est telle — et, pour le S.P.D., tel le danger d'un débordement qui naîtrait d'une alliance entre le K.P.D. et les indépendants — que les dirigeants du S.P.D. acceptent immédiatement la rencontre proposée, qui a lieu le même jour à minuit³¹. Les organisations représentées, K.P.D., U.S.P.D., S.P.D., A.f.A. et commission générale des syndicats de Berlin³², lancent le mot d'ordre de manifestation de rues pour le lendemain 25 juin comme préambule d'une campagne commune à préparer au cours de rencontres ultérieures. Le même jour, sous les coups de boutoir des orateurs communistes, particulièrement de Walcher, le congrès de l'A.D.G.B. de Leipzig, décide lui aussi de s'engager dans un front uni pour la « défense de la République » et proclame le mot d'ordre de grève générale d'une demi-journée avec manifestations et meetings pour le mardi 27 juin³³. Le 25, les partis siègent pour la première fois avec les représentants de la direction de l'A.D.G.B., immédiatement après la grandiose manifestation organisée au Lustgarten³⁴. L'événement est salué par les communistes comme une grande victoire et une étape importante sur la voie de la construction du front unique ouvrier, quoique les directions des autres partis et syndicats se prononcent immédiatement contre quelques-unes de leurs propositions : l'appel à la grève générale illimitée, la constitution de comités de contrôle, et la perspective de gouvernement ouvrier³⁵.

L'important leur semble être en effet la fermeté des positions prises par les dirigeants syndicaux sous la pression de leur congrès, le réformiste Leipart allant jusqu'à dire que son organisation est prête à employer les moyens extra-parlementaires les plus énergiques et à approuver la conception communiste de l'action³⁶. Ils exigent toutefois qu'aucune surenchère ne soit admise entre les organisations³⁷, ce que les communistes tentent de tourner en déclarant que, pour leur part, ils s'engagent à considérer les revendications établies en commun comme des revendications minimum à réaliser par tous les moyens³⁸ : déclaration et position qui sont acceptées par leurs partenaires.

Le soir les représentants des cinq organisations sont reçus par le chancelier Wirth qui, tout en refusant de modifier le décret-loi déjà lu au Reichstag, s'engage à le compléter conformément aux revendications des organisations ouvrières³⁹. Le 26, ils se réunissent de nouveau afin de formuler les revendications avant la séance du Reichstag convoquée pour le jour même et réclament l'institution d'un tribunal extraordinaire ne comprenant qu'un magistrat sur sept juges, l'interdiction et la dissolution des ligues monarchistes et antirépublicaines, l'interdiction des journaux, du drapeau, des couleurs monarchistes, de lourdes sanctions pour toute attaque — geste, écrit ou parole — contre le drapeau ou les couleurs de la République, l'interdiction du port d'armes pour militaires et policiers hors du service, du port de l'uniforme pour les anciens officiers, une épuration rigoureuse, particulièrement de la police et de la magistrature⁴⁰. Ils tombent d'accord pour formuler plus tard les revendications concernant l'amnistie réclamée par les communistes⁴¹.

28 *Verhandlungen des Reichstags, I Wahlperiode*, 1920, vol. 346, p.8058.

29 E. von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 290, cité par Benoist-Méchin. *op. cit.*, pp. 226-227

30 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/16, p. 69, cité par Reisberg, « Um die Einheitsfront nach dem Rathenau-Mord », *BzG*, 1963, n° 5/6, p. 997.

31 *Ibidem*, p. 70

32 La direction de l'A.D.G.B. dans son ensemble se trouvait au 11^e congrès de l'organisation, à Leipzig.

33 *Vorwärts*, 25 juin 1922.

34 A. Reisberg, « Um die Einheitsfront nach dem Rathenau-Mord », *BzG*, 1963, n° 5/6, p. 998.

35 *Ibidem*, p. 999.

36 *I.M.L.-Z.P.A.*, 2/II, p. 25, cité *ibidem*, p. 999.

37 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/16, p. 70, cité *ibidem*, p. 999.

38 Reisberg, *op. cit.*, p. 999.

39 *Ibidem*, p. 1000.

40 *Ist eine Einheitsfront mit den Kommunisten möglich?*, p. 4 (publication A.D.G.B.).

41 Selon Reisberg, *op. cit.*, p. 1000, sans référence.

Les premières escarmouches entre délégués du parti social-démocrate et représentants du K.P.D. se produisent au cours de cette réunion, les premiers exigeant des communistes une déclaration écrite officielle par laquelle ils s'engageraient à n'attaquer la république démocratique « ni en actes, ni par la parole, ni par écrit », à ne pas critiquer leurs partenaires et à retirer de la circulation une affiche injurieuse pour le parti social-démocrate. Les représentants du K.P.D. ayant refusé, les autres font mine de quitter la réunion, mais finissent par y reprendre place sur les instances des représentants syndicaux⁴². Quelques heures avant le début de la grève et des manifestations prévues le 27, les cinq organisations signent l'« accord de Berlin », reprenant l'essentiel des revendications présentées au chancelier Wirth, approuvées par l'A.D.G.B. et l'A.f.A. et qui n'ont soulevé de réserves que de la part du K.P.D.⁴³ : amnistie, interdiction des ligues, réunions, défilés, emblèmes et couleurs monarchistes, dissolution des groupes armés antirépublicains, épuration de l'appareil d'Etat et de la Reichswehr⁴⁴. La manifestation du 27 juin rassemble dans toutes les grandes villes des millions d'hommes et de femmes à l'appel des organisations ouvrières unanimes⁴⁵. Ernst von Salomon les a vus ainsi :

« Les foules massées sous les drapeaux qui flottaient s'avançaient murailles vivantes de corps serrés. Elles emplissaient les villes du martèlement de leurs pas et faisaient vibrer l'air du grondement de leur sourde colère »⁴⁶.

Une course de vitesse s'engage alors entre le K.P.D., qui veut pousser à l'action les autres organisations tout en profitant de l'émotion et de l'élan pour bâtir simultanément ce qu'il appelle les organes du front unique, et le S.P.D., qui cherche à consolider la coalition au Reichstag entraînant les populistes dans le vote d'une « loi de défense de la République », tout en rejetant sur les communistes la responsabilité de la rupture du front unique. Dans de nombreuses localités, malgré les décisions formelles des instances nationales du S.P.D. et des syndicats, se constituent à l'initiative des communistes des comités de contrôle ou d'action, particulièrement en Saxe et Thuringe, mais aussi en Rhénanie-Westphalie et en Allemagne centrale⁴⁷. A Zwickau, un comité d'action formé de représentants des syndicats et partis ouvriers exerce pendant quelques jours un véritable pouvoir qu'il appuie sur une « garde ouvrière de sécurité » de 250 hommes⁴⁸. En Thuringe, les dirigeants des cinq organisations à l'échelon du Land se mettent d'accord pour constituer un comité central de contrôle⁴⁹. De son côté, cependant, le S.P.D. réussit à faire inclure, dans l'appel pour la gigantesque manifestation prévue le 4 juillet, une mise en garde contre les discours d'orateurs « incontrôlés » et les « provocateurs » ; les représentants du K.P.D. ayant refusé de signer un tel texte, les quatre le publient sans sa signature⁵⁰. Le parti communiste proteste vigoureusement et lance de son côté un appel particulier pour la manifestation commune, que l'organe des syndicats refuse de publier⁵¹. En même temps, il s'efforce de relancer la discussion ou, du moins, de dépasser les divergences en engageant l'action, et, pour cela, formule publiquement de nouvelles propositions : pour une grève générale comme moyen d'obtenir la réalisation des revendications inscrites dans l'accord de Berlin, pour la dissolution du Reichstag et la tenue de nouvelles élections que les partis ouvriers aborderaient avec l'objectif d'une majorité ouvrière au Reichstag et de la formation d'un gouvernement ouvrier⁵². Il obtient le vote de nombreuses résolutions en ce sens au sein des sections syndicales ou des conseils d'usine. Engagé au Reichstag dans des négociations avec les populistes en vue d'une « Loi pour la défense de la République » qui ne saurait pour ces derniers comprendre une amnistie en faveur des condamnés communistes de mars 1921, le parti social-démocrate refuse les propositions communistes⁵³. Le K.P.D. accuse alors publiquement le S.P.D. de trahir les accords de Berlin et commence la publication des comptes rendus des discussions entre organisations⁵⁴. Le 4 juillet, l'A.D.G.B. somme le K.P.D. de s'en tenir aux revendications établies en commun⁵⁵. La centrale du K.P.D. riposte en soulignant que les difficultés proviennent de ce que les dirigeants social-démocrates font des concessions à leurs alliés de droite au Reichstag, et que le front unique pourrait se souder à un niveau plus élevé si les cinq réclamaient une dissolution et de nouvelles élections qui rendraient possible une majorité et un gouvernement ouvrier⁵⁶. Le jour même, les quatre organisations, réunies en l'absence du K.P.D., lui font connaître qu'il s'est mis désormais « en dehors de l'unité d'action »⁵⁷.

Le K.P.D. réplique par un appel intitulé « Front unique malgré tout ! », demande la constitution de comités communs de contrôle et l'organisation de la lutte pour l'application de l'accord de Berlin⁵⁸. De nouveaux comités se constituent effectivement à Essen, Düsseldorf, Reinickendorf⁵⁹, mais, dans l'ensemble, la situation a tourné désormais en faveur des dirigeants réformistes, qui ne craignent plus d'être débordés et peuvent se consacrer à un règlement satisfaisant de la question sur le plan parlementaire.

42 I.M.L.-Z.P.A., 2/II, p. 91, cité par Reisberg, p. 1001.

43 Ibidem, f. 25.

44 *Die Rote Fahne*, 28 juin 1922. *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 103-105.

45 Ibidem

46 Von Salomon, *Les Réprouvés*, p. 291, cité par Benoist-Méchin. *op. cit.*, p. 227

47 Reisberg, *op. cit.*, p. 1005, n. 37.

48 Günter Lange, « *Die Protestationen der Zwickauer Arbeiter gegen den deutschen Militarismus aus Anlass des Mordes an Walter Rathenau* » *BzG*, n° 4, 1962, p. 961.

49 Reisberg, *op. cit.*, p. 1005, n. 37.

50 *Ist eine Einheitsfront ...*, p. 12.

51 Reisberg, *op. cit.*, p. 1004.

52 *Ist eine Einheitsfront ...*, p. 14.

53 Reisberg, *op. cit.*, p. 1003.

54 *Die Rote Fahne*, 6 juillet 1922.

55 *Ist eine Einheitsfront ...*, p. 13.

56 *Die Rote Fahne*, 8 juillet 1922.

57 *Ist eine Einheitsfront ...*, p. 20.

58 *Die Rote Fahne*, 9 juillet 1922 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 111-114.

59 Reisberg, *op. cit.*, p. 1007.

De concession en concession, d'amendement en amendement au cours de la discussion au Reichstag, la loi sur la défense de la République finit par confier cette tâche à la police et aux tribunaux. Le K.P.D. dénonce son caractère de classe, montre qu'elle ne sera en réalité utilisable que contre la classe ouvrière et ses organisations⁶⁰. Lors du vote, le 18 juillet, les députés communistes votent contre, avec l'extrême-droite, les députés social-démocrates des deux partis votant pour, avec le reste des partis bourgeois. Un accord entre indépendants et majoritaires crée un « collectif de travail parlementaire », préface d'une proche fusion. La décision des indépendants de revenir sur le refus de principe de participation à tout gouvernement de coalition, prise au nom de la « défense de la république », va rendre possible la réunification. Le K.P.D. a été en définitive isolé par ses adversaires social-démocrates, qui s'efforcent de retourner et d'exploiter contre lui l'aspiration unitaire de la classe ouvrière.

Les résultats décevants de cette campagne provoquent de vives réactions à l'intérieur du parti communiste et de l'Internationale. Au sein de l'exécutif, Zinoviev émet d'acribes critiques sur la façon dont elle a été menée par la centrale. Il est finalement mandaté pour faire part à cette dernière de ses remarques personnelles, suggestions et questions susceptibles d'éclairer l'exécutif qui se refuse à envoyer des « directives formelles » sur un problème qu'il connaît mal. La lettre, écrite le 18 juillet⁶¹, déclare notamment :

« Autant que nous en ayons pu juger à travers *Die Rote Fahne*, votre tactique au cours des premiers jours nous a semblé à tous plutôt médiocre. On ne devrait pas crier « République ! République ! » dans une situation telle que celle qui existait alors. On aurait dû bien plutôt, dès la première minute, mettre sous les yeux des masses le fait que l'Allemagne actuelle est une République sans républicains. Dans ce moment d'excitation, il fallait montrer aux larges masses ouvrières — qui ne sont pas tant concernées par la République que par leurs intérêts économiques — que la République bourgeoise, non seulement n'offre aucune garantie aux intérêts de la classe prolétarienne, mais que, surtout dans de telles circonstances, elle offre au contraire la forme la meilleure pour l'oppression des masses ouvrières. Il ne fallait pas emboucher la même trompette que les social-démocrates ou l'U.S.P. Le front unique ne doit jamais, jamais, porter atteinte à l'indépendance de notre agitation. C'est pour nous une condition *sine qua non*.

Nous sommes prêts à entrer en pourparlers avec les gens de l'U.S.P. et du S.P.D., mais pas en parents pauvres, en tant que force autonome conservant toujours sa physionomie propre et exprimant toujours devant les masses et de A à Z l'opinion du parti⁶².

Il suggère que le parti prenne l'initiative — devant le refus d'action des autres organisations ouvrières — et lance lui-même un mot d'ordre de grève d'au moins vingt-quatre heures⁶³.

La position de Zinoviev coïncide largement avec celle qu'expriment au même moment Maslow. Ruth Fischer et les autres dirigeants de la gauche allemande, pour qui les dirigeants n'ont eu en vue que des accords de sommet et portent ainsi la responsabilité d'avoir isolé des masses le parti communiste et cautionné la trahison social-démocrate. L'affaire prend l'allure d'une crise avec la réunion de la centrale qui suit l'arrivée de la lettre de Zinoviev. Kleine, qui, en tant que représentant de l'exécutif, siège avec les dirigeants allemands, y attaque violemment la politique suivie jusque-là, affirme que le refus de la centrale de reconnaître ses erreurs ouvrirait dans le parti une crise d'une exceptionnelle gravité : il se déclare en tout cas décidé, sur ce point, à se solidariser avec les critiques de la gauche, Maslow et Ruth Fischer. Devant ce qu'Ernst Meyer qualifie de véritable « chantage », la centrale s'incline, seuls Walcher et Heckert — responsables du travail syndical, ce qui n'est pas un hasard — demeurant aux côtés de Meyer. Kleine va réitérer ses attaques le lendemain 23 juillet devant le comité central, mais Ernst Meyer se bat énergiquement et l'emporte, Maslow restant en minorité avec quatre autres gauchistes à voter contre la résolution, cependant qu'une dizaine de membres se contentent, avec Kleine, de voter pour la partie de la résolution Meyer qui énumère les tâches à venir, et de s'abstenir sur le reste⁶⁴.

L'incident est révélateur de l'influence qu'exerce dans la centrale un représentant de l'exécutif, mais aussi de la résistance qu'il y rencontre. Il indique surtout combien l'alliance de la gauche allemande avec Zinoviev et les gauchistes de l'exécutif constitue pour la centrale un danger permanent et grave, d'autant plus que les dirigeants allemands sont toujours prêts à reconnaître des erreurs, qu'ils ne pensent pas avoir commises, pour éviter une crise avec l'exécutif⁶⁵. Or le demi-échec de la campagne menée après l'assassinat de Rathenau renforce dans le parti l'audience de la gauche, accroît les méfiances de nombreux militants à l'égard d'une direction soupçonnée une fois de plus d'être passive. De nouveau réapparaît au sein du parti la fameuse théorie de l'offensive, et la centrale, comme le révèle Remmele, est bombardée de résolutions réclamant un appel à la grève générale ou à l'assaut de la préfecture de police⁶⁶. On peut en voir une preuve dans l'initiative des dirigeants du district de Berlin-Brandebourg, qui organisent le 15 octobre l'attaque contre une réunion publique d'extrême-droite tenue au

60 *Die Rote Fahne* sera interdit dès le 10 août, pour trois semaines, en vertu de cette loi (Reisberg, *op. cit.*, p. 1007),

61 Zinoviev devait citer un extrait de cette lettre au cours du 4^e congrès de l'I.C. (*Protokoll des Vierten Kongresses der K.I.*, p. 198) en la présentant comme datée du 18 juin — ce qui est une impossibilité. Angress (*op. cit.*, p. 245, n. 52) suggère la date du 28 juin, démentie par des documents ultérieurement publiés, notamment la lettre d'Ernst Meyer à sa femme, et la correspondance entre Meyer et Zinoviev publiées par Hermann Weber, « K.P.D. und Komintern », *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, n° 2, 1968, pp. 185-188, où les références à la lettre de Zinoviev indiquent sans aucun doute possible la date du 18 juillet.

62 *Protokoll des Vierten Kongresses der K.I.*, p. 198.

63 Lettre d'Ernst Meyer à sa femme Rosa Léviné-Meyer, datée du 24 juillet 1922, extraite des archives privées. Rosa Meyer-Léviné, publiée dans *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, n° 2, 1968, p. 186.

64 Un récit détaillé de ces deux réunions se trouve dans la lettre d'Ernst Meyer (voir la note précédente) beaucoup plus précis en tout cas que le compte rendu des travaux dans *Die Rote Fahne* du 27, qui écrit par-dessus le marché que les votes ont été unanimes.

65 Selon E. Meyer, Pieck aurait fait au comité central une « lourde déclaration » en ce sens. Paul Bottcher était le seul de la centrale à ne pas s'être déjugé du jour au lendemain.

66 *I.M.L.-Z.P.A.*, sign. 2/II, f. 64, cité par Reisberg, p. 1009.

cirque Busch. La police intervient avec énergie il y a cinquante blessés dans les assaillants communistes, et un tué. Dans les jours qui suivent, le gouvernement fait opérer plus de cinquante arrestations, parmi lesquelles celles de Bandler, Thalheimer, Pfeiffer, et perquisitionne à *Die Rote Fahne* le 16. Les journaux annoncent que les militants arrêtés seront poursuivis pour « attentat à la paix civile », et passibles de quinze ans de travaux forcés⁶⁷. Mais cette fois, l'exécutif, malgré les critiques qu'il formule contre la centrale allemande, n'est pas du côté des gauchistes⁶⁸ et Zinoviev dira au 4^e congrès mondial de l'Internationale que l'organisation berlinoise n'a pas montré son aspect le plus brillant dans cette affaire⁶⁹.

La véritable défaite est ailleurs, dans les usines et dans les rues, dans le découragement qui s'étend et rend plus apparente l'exaspération d'une minorité prête à agir. La social-démocratie vient de faire une fois de plus la preuve qu'elle ne veut à aucun prix rompre la coalition avec les partis bourgeois et qu'elle est décidée à user de tout son poids pour empêcher que ne s'engagent de grands combats de classe. Forts de cette assurance, renforcée par l'échec des grèves ouvrières économiques du printemps et de l'été, les partisans de la manière forte et de la contre-offensive peuvent aller de l'avant. Hugo Stinnes, au nom de la nécessité du paiement des réparations et du sauvetage de l'économie allemande, formule ses exigences au cours d'une séance du Conseil économique du Reich dans laquelle il réclame une fois de plus l'allongement de la journée de travail :

« On ne peut pas à la fois perdre la guerre et travailler deux heures de moins. C'est impossible. Vous devez travailler, travailler encore et encore. (...) Il faudrait interdire pour au moins cinq ans toute grève dans les entreprises qui sont de nécessité vitale pour l'économie nationale, et punir rigoureusement tout manquement »⁷⁰.

Sous la présidence de Cuno, l'ancien président de la Hamburg–Amerika Line, qu'un ultimatum de Legien avait en mars 1920 écarté du cabinet, se constitue un nouveau gouvernement, ne comprenant pas de ministres social-démocrates : nettement axé à droite, il accepte les voix social-démocrates tout en se déclarant prêt, au besoin, à s'en passer. La victoire de Mussolini en Italie revalorise aux yeux des capitalistes allemands les groupes extrémistes de droite, parmi lesquels commence à émerger le parti ouvrier national-socialiste d'Adolf Hitler⁷¹.

Le K.P.D. consacre toutes ses forces à briser son isolement par des campagnes organisées, multipliant et consolidant les « organismes de front unique », comités de contrôle et surtout conseils d'usine. Il obtient dans cette voie des succès non négligeables, puisque, au terme d'une campagne pour la réactivation de ces conseils, il réussit à rassembler en novembre un « congrès national des conseils d'usine », rassemblant les délégués d'une minorité de conseils, mais dont certains représentent quelques-unes des usines les plus importantes dans la lutte de classes en Allemagne. Le 22 novembre, ce congrès adopte un programme qui reprend dans leurs grandes lignes les revendications « de transition » du K.P.D., et élit un comité permanent, que va présider le communiste berlinois Hermann Grothe⁷².

L'une des premières conséquences de ce succès sera pourtant une défaite. Au lendemain de la tenue du congrès, en effet, la Badische Anilin licencie les trois délégués, membres du conseil d'usine de ses entreprises de Ludwigshafen, qui s'y sont rendus. La présence parmi les trois du populaire dirigeant communiste du Palatinat Max Frenzel⁷³ provoque une grève « sauvage » de protestation d'une ampleur exceptionnelle. La compagnie riposte par un *lock-out*, puis réembauche sur la base d'un nouveau règlement du travail, réintroduisant la rémunération aux pièces et comportant l'obligation d'accepter des heures supplémentaires. La grève, désavouée par les syndicats, soutenue dans toute l'Allemagne par les seuls communistes et les conseils d'usine qu'ils entraînent, se poursuit néanmoins pendant six semaines. Finalement, épuisés, les grévistes doivent reprendre le travail, battus et bien battus : au licenciement de Max Frenzel et de ses deux camarades, s'ajoutent maintenant quelque 2 000 licenciements pour faits de grève⁷⁴.

Offensive patronale et aggravation de la crise économique vont de pair : l'inflation s'accélère et les prix flambent. Entre la fin l'octobre et la fin de novembre, le prix de la viande, des œufs, de la margarine double, celui du beurre et du pain triple. L'écrivain qui se cache sous le pseudonyme de R. Albert et sera désormais l'irremplaçable chroniqueur des événements d'Allemagne pendant toute une année⁷⁵ écrit dans *Inprekorr*, sous le titre « Une Société qui s'écroule » :

67 *Corr. int.*, n° 79, 18 octobre 1922, p. 608.

68 Selon E. Meyer, Zinoviev avait, on l'a vu, suggéré à la centrale allemande une grève de vingt-quatre heures au moins, mais de sa propre initiative. Il n'en sera pas question au 4^e congrès. La correspondance échangée entre Meyer et Zinoviev pendant le congrès mondial ne laisse aucun doute sur le caractère personnel de cette suggestion de Zinoviev. Radek dira que « si le parti s'était lancé seul dans l'action, cette faute aurait été plus grave que toutes celles qui ont été faites » (*Protokoll des IV ...*, p. 100). C'est seulement en novembre, dans les discussions d'avant congrès, que Maslow et Urbahns apprendront de la bouche de Zinoviev l'existence de sa lettre du 18 juillet.

69 *Protokoll des IV ...*, p. 200.

70 *Die Rote Fahne*, 11 novembre 1922. Le journal communiste utilise ici les comptes rendus parus la veille, dans *Vorwärts* et *Berliner Tageblatt*, de cette intervention de Stinnes prononcée au cours d'une séance à huis clos. *Kreuzzeitung* devait le même jour protester contre l'interprétation du *Vorwärts*, qui laissait entendre que Stinnes s'était prononcé contre la stabilisation du mark. Le discours intégral était publié également par *Deutsche Allgemeine Zeitung* le 11 novembre. En fait, les « conditions » posées par Stinnes à la stabilisation du mark, en particulier le passage pour période de dix à quinze ans à une durée de dix heures de la journée travail, étaient bien connues (Hallgarten, *Hitler, Reichswehr und Industrie*, pp. 14-15 et note 25, pp. 70-71).

71 Selon Konrad Heiden, (*Adolf Hitler — Eine Biographie*, p. 251), Ernst von Borsig, avait, dès cette époque, contribué au financement du parti nazi. Le 28 janvier 1923, la centrale du K.P.D. mentionne le danger nazi en Bavière (*Die Rote Fahne*, 29 janvier 1923).

72 Le programme est reproduit dans *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 194-198. Le congrès avait réuni 856 délégués, dont 657 communistes (*Die Rote Fahne*, 27 novembre 1922).

73 Weber, *Die Wandlung*, II, p. 125.

74 Outre *Die Rote Fahne*, qui, pendant cette période, commente tous les jours la grève du Palatinat, voir *Inprekorr*, et, dans son édition française, particulièrement les chroniques de R. Albert « La Bataille industrielle du Palatinat », *Corr. int.*, n° 97, 16 décembre 1922, p. 738, « Les Forces en présence dans le Palatinat », *ibidem*, n° 98, 20 décembre 1922, pp. 746-747, « Vaincus », *ibidem*, n° 99, 23 décembre 1922, p. 755.

75 Il s'agit selon toute vraisemblance de Victor Serge, dont l'un des pseudonymes littéraires était Albert, qui collabore à cette date, à Berlin, à la rédaction d'*Inprekorr* et dont le style personnel se distingue dans l'édition française des médiocres traductions qui l'accompagnent.

« Trente-cinq millions de travailleurs attendent avec anxiété l'hiver tueur de pauvres gens. En moins de deux mois, le coût moyen de la vie a plus que triplé; les prix des articles de première nécessité ont quintuplé. A partir du 1^{er} octobre, les loyers quintuplent, le prix des tarifs postaux triple ou quadruple, les tarifs des communications, chemins de fer et tramways augmentent... Et l'on annonce que le prix du pain va quadrupler. »

Il décrit le spectacle qu'offre l'Allemagne de cette fin 1922, les quartiers ouvriers, Neukölln et Moabit, « jeunes visages terreux, marqués du sceau de la tuberculose et de la faim (...), les mutilés, les mendiants, les prostituées (...) et la fête, la fête des riches »⁷⁶.

La barbarie s'installe dans le pays jusque-là le plus avancé d'Europe, la misère autour des machines et dans le domaine de la technique la plus moderne. Les communistes, eux, pensent qu'ils ont entre les mains l'instrument qui peut changer ce monde en train de s'écrouler : l'espoir de tous les plus misérables est là, sous la forme d'un parti communiste de masse, un parti de combat.

76 *Corr. int.*, n° 72, 23 septembre 1922, p. 561.

XXXII. Le « Parti Communiste de masse »

Face à l'éclatante faillite du système économique et social de la bourgeoisie, l'attitude de la social-démocratie et des syndicats, et le poids de la crise elle-même, loin de constituer des facteurs de radicalisation, risquent au contraire de provoquer la passivité et finalement la résignation d'une partie importante de la classe ouvrière. Le récent exemple de l'Italie montre quelles chances une telle situation offre au grand capitalisme de consolider sa domination politique par le recours aux bandes armées de type fasciste. Devant le comité central, à la fin de l'année, c'est à Brandler, récemment revenu de Moscou où il a été, après sa libération, membre du présidium de l'Internationale pendant presque une année, qu'il revient de présenter le rapport politique. Tout en reconnaissant les progrès accomplis par le K.P.D. au cours de l'année écoulée, il insiste sur la nécessité de « bannir radicalement la prétendue intransigeance, qui se révèle en réalité incapable de s'inspirer directement des travailleurs », dans ce parti qui ne sait pas, selon lui, « s'adapter encore suffisamment à la mentalité des classes ouvrières non communistes »¹.

Composition.

Les progrès du K.P.D. sont pourtant considérables, en cette fin de 1922, si on compare à ce qu'il était, non seulement en 1918-1919, mais aussi dans les mois qui avaient suivi l'action de mars 1921. À l'été suivant, ses effectifs étaient tombés très bas, plus bas peut-être que le chiffre — révélé seulement un an plus tard — des cotisations perçues de 157 168², dérisoire en comparaison des 893 000 indépendants et des 78 715 communistes recensés à la veille du congrès de Halle³. Même si l'on admet que le chiffre généralement avancé de 450 000 membres à la naissance du V.K.P.D. était démesurément optimiste⁴, il faut tout de même accepter l'idée que l'action de mars avait provoqué une réduction brutale des effectifs militants ; elle apparaît à l'évidence à travers les tableaux dressés par Hermann Weber : le district de Halle-Merseburg passe, entre deux statistiques sérieuses, du début de 1921 au milieu de 1922, de 66 000 à 23 000, la Basse Rhénanie — autour de Düsseldorf — de 52 000 à 16 000, la Thuringe de 23 000 à 10 000, le Nord-Ouest — autour de Brême — de 17 000 à 4 000⁵.

À la fin de 1922, la situation est en cours de redressement. Fondant ses chiffres sur les cotisations effectivement versées, Böttcher donne pour septembre le chiffre de 218 195 adhérents, dont 26 710 femmes⁶, et Pieck, pour le mois d'octobre, celui de 255 863⁷. Hermann Weber, dans son étude statistique, retient pour le troisième trimestre de 1922 le chiffre de 224 689⁸. En fait, les cotisations perçues sont inférieures aux chiffres donnés par les organisations locales, en l'occurrence, pour octobre, 328 017⁹. Mais c'est cette méthode qui conduisait en 1921 le parti à proclamer 359 613 membres, chiffre manifestement exagéré¹⁰. On peut en conclure qu'après avoir perdu au lendemain de mars les deux tiers de son effectif, le parti communiste a gagné — ou regagné — environ 100 000 membres entre 1921 et 1922.

Son implantation demeure très inégale suivant les régions. Par exemple, en Bavière, il ne dépasse guère les 6 000 militants, même s'il en annonce 8 000, et n'a pas surmonté là les coups reçus en 1919¹¹. Il compte en revanche autour de 50 000 membres en Rhénanie-Westphalie¹², presque 30 000 dans le district de Berlin-Brandebourg¹³, presque 20 000 dans l'Erzgebirge-Vogtland¹⁴, 23 000 dans le district de Halle¹⁵ et le Wasserkante¹⁶, ce qui constitue de fortes proportions par rapport à la population totale, mais plus encore par rapport à la population ouvrière : un militant communiste pour 46 habitants à Halle¹⁷, un pour 55 dans l'Erzgebirge-Vogtland¹⁸, un pour 138 dans le Wasserkante¹⁹, un pour 144 à Berlin-Brandebourg²⁰ et, par rapport à la population ouvrière, femmes et enfants compris, un pour 30 à Halle, pour 45 dans l'Erzgebirge, pour 50 dans le Wasserkante, pour 60 à Berlin-Brandebourg²¹. L'inégalité de cette implantation résulte moins des fluctuations politiques récentes que de l'histoire générale du parti : l'Erzgebirge-Vogtland, avec Chemnitz, constitue un bastion parce que Brandler et Heckert, solidement implantés dans la classe ouvrière, ont pu, en 1919, gagner la presque totalité des ouvriers indépendants, et ce sont de même les gros bataillons d'indépendants de gauche gagnés en 1920 qui constituent les organisations communistes de masse d'Allemagne centrale ou du Wasserkante.

1 Extraits du rapport de Brandler devant le C.C. des 13-14 décembre 1922, *Corr. int.*, n° 99, 23 décembre 1922, p. 753.

2 Pieck, *Corr. int.*, n° 81, 25 octobre 1922, p. 624.

3 *Jahrbuch* 1922-1923, pp. 642-647.

4 Pieck, *op. cit.*

5 Weber, *Die Wandlung*, I, pp. 368-394.

6 Böttcher, *Corr. int.*, n° 11, 7 février 1923, p. 71.

7 Pieck, *op. cit.*

8 Weber, *op. cit.*, p. 362.

9 Pieck, *op. cit.*, p. 623.

10 *Ibidem*, p. 624.

11 Weber, *op. cit.*, pp. 383 et 390 donne les chiffres de 4 500 pour le nord et 2 369 pour le sud. Voir également Eberlein, *Corr. int.*, n° 41, 23 mai 1923, p. 401.

12 Dont 16 389 pour la Basse-Rhénanie, 4 431 pour la Rhénanie moyenne, 18 523 pour la Ruhr (Weber, *op. cit.*, I), pp. 372, 380, 374.

13 29 273 (*ibidem*, p. 369).

14 19 432 (*ibidem*, p. 373).

15 23 263 (*ibidem*, p. 370).

16 23 263 (*ibidem*, p. 374). La coïncidence des chiffres reproduits dans ces deux notes ne laisse pas de surprendre.

17 *Ibidem*, p. 370.

18 *Ibidem*, p. 369.

19 *Ibidem*, p. 371.

20 *Ibidem*, p. 369.

21 Calculs effectués à partir des chiffres de Weber.

En ce qui concerne la composition sociale, la composition par sexe et par âge, seules des approximations sont possibles du fait de l'absence de statistiques pour cette période. Mais les éléments d'information concordent. Le parti communiste allemand est avant tout, par sa composition, un parti ouvrier et même un parti de la jeunesse ouvrière. Les évaluations des auteurs les plus divers ne descendent jamais au-dessous de 90 % d'ouvriers dans ses rangs²². Spartakus et l'ancien K.P.D. (S) n'avaient pas — sauf exceptions locales — mordu en profondeur sur le prolétariat industriel, mais les indépendants de gauche ont conduit dans le parti unifié des dizaines de milliers d'ouvriers d'usine. Les observateurs contemporains se disent frappés du caractère ouvrier des réunions de délégués et responsables²³. Parmi eux, il y a beaucoup d'ouvriers qualifiés, notamment de la métallurgie, et le K.P.D. de 1922 ne saurait à cet égard être confondu avec le parti d'ouvriers non qualifiés et de manœuvres qu'il deviendra dix ans plus tard²⁴. Les femmes sont nettement moins nombreuses et leur nombre varie entre le sixième et le douzième du total²⁵. De toute façon, les militants communistes sont jeunes l'écrasante majorité est constituée d'hommes de la génération de la fin de la guerre et de l'après-guerre, en d'autres termes, de la révolution russe et de la révolution de novembre, encadrés par des hommes de la génération précédente²⁶. Radek écrit à ce sujet :

« L'écrasante majorité des masses prolétariennes qui appartiennent au parti communiste d'Allemagne sont des prolétaires qui, secoués par la guerre, ont été éveillés à la vie politique par la révolution. L'U.S.P. n'est pas devenu un parti d'un million de membres au détriment du S.P.D., mais par un afflux d'éléments prolétariens neufs. Et les centaines de milliers de spartakistes ne correspondaient qu'à une infime partie des vieilles troupes de choc radicales du parti : c'étaient, dans leur majorité, des éléments que le tonnerre de la révolution avait précipités dans la vie politique »²⁷.

A l'échelon des cadres et de la direction, ces remarques doivent être quelque peu corrigées : ce sont en effet les plus expérimentés des militants, donc les plus anciens, qui exercent des responsabilités. Les responsables des *Oberbezirk* ont entre trente et quarante ans²⁸. Au niveau des responsables dans les districts, peu d'hommes ont dépassé la quarantaine, Oelsner, *Polleiter* en Silésie, qui a quarante-trois ans, Eppstein, dirigeant gauchiste et *Polleiter* en Rhénanie moyenne, qui en

22 Zinoviev, *Corr. int.*, n° 61, 31 juillet 1923, p. 453, écrit « Environ 99 % d'ouvriers. »

23 Robert Louzon écrit dans *La Vie ouvrière* du 28 avril 1923 : « j'ai eu l'occasion d'assister il y a quelque temps à Essen à une réunion d'hommes de confiance du parti communiste. Il y avait là une centaine d'assistants qui tous étaient ostensiblement des ouvriers sortis de leur usine quelques heures auparavant. Même dans les régions les plus exclusivement ouvrières de France, jamais une assemblée des secrétaires et trésoriers de section n'aurait présenté un tel caractère ouvrier. »

24 Dans son étude sur les cadres du parti en 1924. Hermann Weber (*Die Wandlung*, II, p. 43) dresse le tableau suivant, d'autant plus significatif que la proportion de militants d'origine non prolétarienne est la plus élevée parmi les cadres :

Ouvriers qualifiés : 49 %
 Instituteurs : 4 %
 Ouvriers non qualifiés : 11 %
 Journaliers, permanents : 4 %
 Employés : 10 %
 Techniciens : 1,5 %
 Paysans et journaliers : 5,5 %
 Ménagères : 3,5 %
 Intellectuels : 9,5 %

En ce qui concerne les origines sociales des parents, il donne des chiffres permettant d'établir, sur 120 responsables, le tableau suivant :

Fils d'ouvriers : 48 %
 Fils d'intellectuels : 4,5 %
 Fils d'employés : 15 %
 Fils de bourgeois : 10 %
 Fils de paysans : 12 %
 Divers : 2 %

Fils d'artisans : 8,5 %

25 Le rôle passé de Rosa Luxemburg, le rôle actuel de Ruth Fischer, le prestige de Clara Zetkin font du K.P.D. un parti où les femmes semblent jouer un rôle plus important que dans n'importe quel autre P.C. En fait, si plusieurs femmes, Rosi Wolfstein, Irmgard Raasch, Martha Arendsee, sont dans les départements de la centrale, une seule, Erna Halbe, occupe en 1923 une responsabilité de *Polleiter* de district.

26 Hermann Weber, dans son étude sur 252 responsables (*Die Wandlung*, II, p. 43), montre que le rôle essentiel est tenu en 1924 par des militants venus à l'action politique plus tôt que la masse des adhérents :

Date d'entrée dans le mouvement ouvrier :

- avant 1900 : 8 %
- entre 1900 et 1906 : 9 %
- entre 1906 et 1916 : 44 %
- total : 61 %
- entre 1917 et 1920 par l'U.S.P.D. : 21 %
- par le K.P.D.(S) : 15 %
- après 1920 : 2 %
- Total : : 39 %

Au total, 62 % de ces cadres sont venus au parti unifié avec le parti indépendant, et 33 % avec le K.P.D.(S). De ces derniers, 16 % s'étaient organisés pendant la guerre chez les spartakistes, 5 % chez les radicaux de gauche, et 12 % étaient venus directement au K.P.D.(S) à partir de sa fondation ou après.

27 Radek, *Soll die V.K.P.D.*, pp. 15-16.

28 Par exemple, Ernst Meyer, Stoecker, Dahlem, Félix Schmidt, Karl Schulz (voir en annexe leurs biographies).

a quarante-cinq, et Jakob Schloer, *Orgleiter* de l'*Oberbezirk* Sud, quarante-quatre²⁹. La grande majorité des autres sont des ouvriers qui ont entre trente et quarante ans, comme dans l'*Erzgebirge-Vogtland* où le maçon Siewert dirige le district qu'il a pris en main en 1920 à trente-trois ans, avec, à la tête des *Unterbezirk*, le forgeron Reissmann, qui en a trente-six, et le menuisier Grube, qui en a trente. Ces trois hommes ont commencé leur vie militante dans les syndicats ou le parti social-démocrate à dix-sept ou dix-huit ans, et comptaient derrière eux entre six et dix années de militantisme lors de la déclaration de guerre³⁰.

En 1922, de jeunes hommes apparaissent dans les directions des districts : Hans Tittel, militant d'avant guerre, Palleiter du Wurtemberg, a vingt-huit ans, Hans Weber, dans le Pfalz, vingt-sept³¹. Willy Sachse, secrétaire du district de Halle-Merseburg, ancien compagnon de Reichpietsch et Köbis, a vingt-six ans, comme Volk en Saxe, et Wollweber, également un ancien mutin de la marine, vingt-quatre³². Les tout jeunes gens sont plus rares, mais pas absents : Hausen, à vingt-deux ans, secrétaire du district de Lausitz, Fugger, à vingt-cinq ans, dirigeant du parti à Düsseldorf, Herbert Müller, à vingt-deux ans, porte-parole des communistes de Ludwigshafen³³.

La centrale élue en janvier 1923 et complétée en mai compte vingt-quatre membres. Sur le nombre, il y a quatorze ouvriers manuels, métallos, maçons, typographes, trois employés ou dessinateurs, et seulement sept journalistes ou fonctionnaires du parti depuis plus de cinq ans — proportion infiniment plus élevée d'ailleurs que dans les cadres des districts ou des localités. Encore ces non-ouvriers représentent-ils des générations différentes. Clara Zetkin, avec ses soixante-six ans, est la doyenne, le lien avec le parti social-démocrate de l'époque héroïque. En dehors d'elle, seuls Pieck — quarante-sept ans —, Remmele — quarante-trois —, Brandler — quarante-deux — et Geschke — quarante et un —, ont dépassé la quarantaine : les trois derniers ne sont « permanents » que depuis trois ans au plus. Quatre membres de la centrale ont moins de trente ans : Karl Becker et Walter Ulbricht, vingt-neuf, Ruth Fischer et Hans Pfeiffer, vingt-huit. Tous les autres ont entre trente et quarante. En 1922, un renouvellement se dessine, et une poussée de cadres très jeunes est sensible, notamment dans les tâches clandestines et dans la presse. Certains postes importants sont confiés à de tout jeunes gens : Otto Braun, né en 1900, est chargé en 1923 de la « formation » dans le cadre de l'appareil militaire dont Hans Kippenberger, à vingt-cinq ans, est l'un des dirigeants³⁴. De même, le jeune Heinz Neumann, adhérent au parti à dix-huit ans, est entré l'année suivante à la rédaction de *Die Rote Fahne*. A vingt et un ans, il est secrétaire du district du Mecklembourg et collabore régulièrement à *Inprekorr* : il joue déjà un rôle important dans l'appareil clandestin, facilité, sans aucun doute, par sa connaissance du russe, appris au cours d'un séjour en prison³⁵. Scholem, qui était rédacteur en chef du *Volksblatt* à vingt-six ans, est en 1922, à vingt-sept ans, *Orgleiter* de Berlin-Brandebourg³⁶. Erich Hausen, monteur électricien, militant du K.P.D. à dix-huit ans, entre à vingt et un au comité central et devient à vingt-deux ans secrétaire du district de Lausitz³⁷. On note particulièrement la jeunesse des militants pourvus de responsabilités dans la presse. Aucun des rédacteurs en chef de journaux du parti en 1923 n'a plus de quarante ans. Heinrich Süsskind, rédacteur en chef de *Die Rote Fahne* depuis deux ans, a vingt-huit ans³⁸, Adolf Ende, du *Rote Echo* d'Erfurt, a vingt-quatre ans, Martin Hoffmann, de l'*Echo des Ostens* et Bernhard Menne, de la *Bergische Volksstimme*, en ont vingt-deux³⁹.

La direction réelle du K.P.D., la centrale, est formée d'hommes et de femmes plus âgées, certes, mais d'une jeunesse comparable seulement à celle des Montagnards de 1793 ou des membres du comité central bolchevique de 1917⁴⁰. En elle se révèle pourtant une remarquable continuité par rapport à l'histoire du mouvement ouvrier allemand et de son aile révolutionnaire. Ses membres ont presque tous à leur actif un nombre élevé d'années de militantisme, sinon dans le parti social-démocrate lui-même, du moins dans ses Jeunesses ils sont presque tous entrés dans la vie de militant entre seize et vingt ans. C'est le cas, par exemple de vingt-deux sur vingt-quatre de ses membres, les deux derniers, Ruth Fischer et Guralski-Kleine, ayant fait eux aussi très jeunes leurs premières armes dans le mouvement socialiste, l'un en Autriche, l'autre en Pologne. Parmi ces « vétérans » de la social-démocratie d'avant guerre, quinze ont été spartakistes à partir de la guerre, tandis que cinq militaient à cette date dans les groupes révolutionnaires de Brême et de Hambourg, un seul dans le mouvement des Jeunesses uniquement; neuf viennent de l'aile gauche du parti indépendant. C'est en dehors de la centrale, dès le comité central ou au sein des comités et secrétariats de district, qu'on note le cas, exceptionnel, d'intellectuels appartenant presque tous à la gauche, arrivés au communisme avec la gauche des indépendants, et qui sont venus plus tard à la vie militante : Maslow avait vingt-six ans, Urbahns vingt-huit, Arthur Rosenberg vingt-neuf, et Karl Korsch trente-trois quand ils ont adhéré à l'U.S.P.D. à la fin de la guerre⁴¹. Ils représentent un secteur important du mouvement révolutionnaire allemand, les jeunes intellectuels, bourgeois d'origine, révoltés par la guerre, qui ont rallié le camp des ouvriers organisés ; mais ils ne sont pas le cœur du parti.

Structure et organisation.

Comme le parti bolchevique, le K.P.D. demande à ses militants beaucoup de sacrifices et au premier chef une cotisation

29 Weber, *Die Wandlung*, II, pp. 239, III et 277.

30 Krusch, *Um die Einheitsfront* ..., pp. 88-92.

31 Weber, *op. cit.*, pp. 324 et 337.

32 *Ibidem*, pp. 267, 332, 348.

33 *Ibidem*, pp. 154, 128, 227.

34 Weber, *Die Wandlung*, II, pp. 181-182.

35 *Ibidem*, p. 233.

36 *Ibidem*, pp. 285-286.

37 *Ibidem*, pp. 154-155.

38 *Ibidem*, p. 314.

39 *Ibidem*, pp. 108, 167, 218.

40 P. Broué, *Le Parti bolchevique*, p. 90.

41 Weber, *op. cit.*, pp. 213, 329, 262, 192.

importante. Cette dernière, qui était en 1919 de 15 pfennig minimum pour les femmes et les jeunes, et de 30 pour tous les autres, a augmenté avec l'inflation, atteignant le chiffre minimum de 4 marks en mars, puis de 15 marks en septembre 1922. L'ouvrier communiste verse ainsi à son parti au moins l'équivalent d'une heure de travail hebdomadaire⁴², soit environ trois fois plus que le militant social-démocrate ou indépendant. Cette cotisation est progressive, augmentant rapidement avec le salaire du militant. Il faut y ajouter des cotisations additionnelles fixées par les organisations des échelons intermédiaires et des contributions exceptionnelles, en principe volontaires, décidées dans le cours des campagnes politiques. On peut penser que ces exigences financières ont constitué un facteur de la consolidation du parti, dont elles écartaient dilettantes et oiseaux de passage, mais aussi que le recrutement ouvrier a pu s'en trouver freiné à cette époque de crise et de détérioration du niveau de vie ouvrier. Ruth Fischer signale que le total des cotisations enregistrées a toujours été inférieur au cours de ces années au nombre réel de militants, à cause de la fréquence des retards dans les paiements.

Dans le domaine de l'organisation et du fonctionnement interne également, le parti allemand se flatte d'avoir été l'un des premiers partis à s'engager dans une voie à la fois ancienne et nouvelle, renouant avec la tradition des débuts du mouvement socialiste, mais rompant avec la pratique social-démocrate qui, depuis 1905, faisait coïncider les unités de base du parti avec les circonscriptions électorales. Le congrès d'unification s'était efforcé de définir un mode d'organisation moins lâche que ne l'étaient celui du K.P.D. spartakiste et celui de l'U.S.P.D. La base n'en était plus la circonscription, mais le ressort économique. La cellule de base était donc le groupe local (*Ortsgruppe*) qui coïncidait en principe avec les fractions d'entreprise (*Betriebsfraktionen*)⁴³. Mais une importante réorganisation est intervenue en mai 1921, au terme d'une discussion sur les faiblesses révélées par l'action de mars. Chaque fois qu'il s'agit d'une localité importante, le groupe local est fractionné en districts de quartier, les districts en sous-districts, ces derniers étant eux-mêmes divisés en dizaines (*Zehnergruppen*) comprenant entre dix et vingt militants. Une attention particulière est accordée au travail du parti dans les entreprises, où un homme de confiance (*Vertrauensmann*) ou un comité de fabrique (*Fabrikausschuss*) élus par les intéressés dirigent le travail de la fraction d'entreprise. Chaque militant appartient donc à deux organismes de base : dizaine et fraction⁴⁴.

Les responsables des échelons supérieurs sont désignés par des élections qui se déroulent sur cette double base. Les hommes de confiance du parti dans les entreprises élisent en effet les dirigeants des districts de quartier, ainsi que la moitié des membres des exécutifs des groupes locaux : l'autre moitié est élue directement au cours d'une assemblée générale des militants locaux rassemblant tous les membres des diverses dizaines. L'exécutif du groupe local ainsi désigné invite à toutes ses délibérations, avec voix consultative, les responsables des différentes fractions, fractions d'entreprises ou fractions au sein des organisations de masse, Jeunesses communistes, femmes communistes, coopératives, etc.⁴⁵. Malgré cette double représentation des militants agissant dans le cadre des fractions, les dirigeants estiment en 1922 que l'effort d'organisation dans les entreprises est encore insuffisant, et ils mettent en place diverses mesures destinées à faire reposer toute l'organisation du parti sur des cellules d'entreprise (*Betriebszellen*) : au début de 1923, la centrale crée un département spécial chargé de leur organisation systématique sous la direction de Walter Ulbricht⁴⁶.

Les groupes locaux sont eux-mêmes regroupés en districts (*Bezirk*) — vingt-sept en 1922⁴⁷ — par l'intermédiaire de sous-districts (*Unterbezirk*). On s'efforcera de surmonter ce relatif éparpillement en regroupant plusieurs districts en de véritables régions (*Oberbezirk*)⁴⁸. A tous ces échelons, les cadres, qu'ils soient délégués pour une circonstance particulière (*Vertreter*) ou responsables pour une période donnée (*Funktionär*), sont élus et révocables à tout moment par les organismes qui les ont désignés, comités, assemblées générales, conférences ou congrès.

Conformément au principe bolchevique du centralisme démocratique, l'organisme suprême du parti est son congrès, réuni au moins une fois par an, en vue duquel les délégués sont élus sur la base de discussions préparatoires, où s'affrontent éventuellement des tendances présentant à la fois leur propre programme et leurs candidats, et disposent des droits les plus étendus pour exprimer leurs divergences, y compris dans des assemblées de groupes locaux où elles ne compteraient aucun partisan⁴⁹. Dans l'intervalle entre les congrès, l'autorité appartient au *Zentralausschuss*, le comité central, lui-même composé de deux sortes d'élus. Certains d'entre eux sont en effet élus directement par le congrès, doivent résider au siège de la direction et constituent la centrale (*Zentrale*). Les autres sont également élus par le congrès, mais sur proposition des districts, qu'ils représentent de la sorte en même temps qu'ils représentent tout le parti. Le comité central conserve ainsi quelques traits de l'organisation de type fédéral qui caractérisait Spartakus. Fonctionnaires et délégués, quelles que soient leurs fonctions, dépendent étroitement de la base qui les a élus et peut les révoquer, et les permanents ne sont jamais en majorité dans les organismes exécutifs extérieurs au comité central⁵⁰. La pratique des assemblées de fonctionnaires (*Funktionärsitzung* ou *Versammlung*) ou de membres (*Mitglieder*), qui débattent des grands problèmes politiques, très vivace, est caractéristique et du parti et de la permanence de la tradition spartakiste.

Mais en 1920 la centrale a pris conscience d'autres nécessités elle cherche à perfectionner son efficacité en se donnant une organisation plus rationnelle et surtout un véritable appareil professionnel. Elle-même se subdivise en deux organismes de travail, calqués sur le modèle récemment adopté en Russie, un bureau politique (*Polbüro*) et un bureau d'organisation

42 Décision du C.C. des 15-16 mai, *Die Rote Fahne*, 17 mai 1922.

43 Brandler, « Die Organisation der Partei », *Die Rote Fahne*, 4 décembre 1920 ; *Die Internationale*, n° 26, 1° décembre 1920, pp. 33-37.

44 Circulaire de la centrale sur les questions d'organisation, *Die Rote Fahne*, 1° juin 1921.

45 *Ibidem*.

46 *Die Rote Fahne*, 17 mai 1923, *Dok.u. Mat.*, VII/2, pp. 329-330.

47 Ce sont : Berlin-Brandebourg, Niederlausitz, Poméranie, Prusse orientale-Dantzig, Silésie, Haute-Silésie, Saxe orientale, Erzgebirge-Vogtland, Saxe occidentale, Halle-Merseburg, Magdebourg-Anhalt, Thuringe, Basse-Saxe, Mecklembourg. Wasserkante, Nord-Ouest, Westphalie orientale, Westphalie occidentale, Basse-Rhénanie, Rhénanie moyenne, Hesse-Cassel, Hesse-Francfort, Pfalz, Bade, Wurtemberg, Bavière septentrionale et Bavière méridionale.

48 *Die Rote Fahne*, 2 juin 1921.

49 Cf. la « tournée » de Friesland en janvier 1922.

50 Brandler, *Die Rote Fahne*, 4 décembre 1920.

(*Orgbüro*), ayant chacun dans ses rangs un membre de l'autre assurant en permanence coordination d'exécution et de décision⁵¹. En 1922, Ernst Meyer dirige l'un et Wilhelm Pieck l'autre⁵²; ils les réunissent trois fois par semaine⁵³. La centrale crée à son service un appareil technique sous forme de départements (*Abteilungen*) spécialisés, dans lesquels elle appelle les meilleurs militants : département pour le travail politique chez les femmes, avec Martha Arendsee, pour le travail politique auprès des enfants et adolescents, que dirige Edwin Hoernle⁵⁴, pour la politique communale, avec Iwan Katz⁵⁵, pour les coopératives, avec Karl Bittel⁵⁶, pour le travail dans les campagnes, avec Heinrich Rau⁵⁷. Des services qui n'ont pas le titre de départements jouent un rôle analogue : celui de la « formation », que dirige le vétéran Hermann Duncker⁵⁸, et qui sera l'ancêtre du célèbre agit-prop, le service de presse que dirige Alexander, dit Eduard Ludwig⁵⁹, et le bureau juridique constitué autour du Dr Félix Halle⁶⁰.

Le département syndical (*Gewerkschaftsabteilung*) est de loin le plus important: il comporte autant de bureaux que de branches syndicales, chacun animé par le militant le plus expérimenté de la branche donnée. Les hommes qui ont fait leurs preuves comme dirigeants de masses deviennent professionnels après Richard Müller, Malzahn et Neumann, ce sont Takob Walcher et August Enderle qui animent le département. Melcher, venu de Stuttgart, prend la tête du bureau des métaux⁶¹, Bachmann, de Chemnitz, celui du bâtiment⁶². Chaque bureau, pour le compte du département, et sous les ordres de la centrale, contrôle directement les fractions communistes dans les syndicats correspondants⁶³.

Ainsi s'est constitué un appareil de permanents professionnels. Le K.P.D. compte en 1921 223 permanents, dont 96 « politiques » et 127 « techniques », et, en 1922, 230 : 53 « politiques » et 177 « techniques »⁶⁴. Les hommes qui le composent n'ont pas la même origine. Les uns sont de vieux militants expérimentés, chargés de responsabilités politiques de confiance ; les autres, beaucoup plus jeunes, brillants sujets ou gros travailleurs, sont essentiellement employés à des tâches techniques ayant souvent d'ailleurs une portée politique ; mais leurs noms ne sont pas aussi connus que ceux des premiers. À côté des Enderle, Hoernle, Melcher, Bachmann, vétérans des luttes politiques et syndicales depuis au moins une décennie, il faut désormais tenir compte du rôle que jouent, dans les coulisses de l'appareil, des hommes ou des femmes peu connus, permanents techniques à plein temps, comme Leo Flieg, l'ancien dirigeant des Jeunesses⁶⁵ et Käthe Pohl⁶⁶, secrétaires du Polburo, comme Fritz Heilmann, également un ancien des Jeunesses, secrétaire de la centrale⁶⁷, ou encore Heinz Neumann, qui partage son activité entre la presse et l'appareil clandestin⁶⁸. Tel est aussi, à partir de 1921, le cas de la militante bolchevique russe Hélène Stassova, venue au mois de mai sous la fausse identité de Lydia Lipnitskaïa, qui acquiert la nationalité allemande grâce à un mariage blanc et devient Lvdia Wilhelm, membre de l'Orgbüro sous le nom de Herta⁶⁹. C'est à cette époque que disparaît la tradition des orateurs itinérants de l'époque spartakiste, les *Wanderredner*, lesquels sont désormais incorporés à un corps nouveau de « commissaires » que la centrale affecte aux districts selon les besoins et qui y jouent le rôle de représentants en mission⁷⁰.

Une tradition en train de se créer.

Face au parti-société que constitue l'ancienne social-démocratie, avec ses rites, ses fêtes, son calendrier, son rythme de vie au caractère presque religieux, le jeune parti communiste ne pouvait se permettre d'apparaître comme un parti sans tradition, sans l'appareil nécessaire pour créer autour de lui l'ambiance, le prestige, les habitudes de pensée et la façon de sentir. Déjà, au lendemain de l'unification et sous l'impulsion de Paul Levi, de gros efforts ont été déployés en ce sens.

Le K.P.D. a ses cérémonies. Chaque année, il organise de grandioses manifestations pour l'anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, « Karl et Rosa », comme on dit désormais. Les manifestants, portant d'immenses portraits de leurs « martyrs » — le célèbre dessin de Käthe Kollwitz représentant Liebknecht sur son lit de mort, la tête enveloppée d'un bandage ensanglanté — scandent de *Hoch* ou de *Nieder* trois fois répétés les mots d'ordre lancés par les responsables de groupes et chantent en chœur le solennel « Chant des Martyrs ». Le 1^{er} mai est l'objet d'une préparation et d'une mise en scène spéciale, mais il y a également les grandes « journées internationales », celle de la femme en mars, de la

51 *Ibidem*.

52 Mujbegović, *op. cit.* p. 369.

53 Mujbegović, *op. cit.*, p. 306. n. 8.

54 R. Fischer. *op. cit.*, pp. 172-173.

55 Weber, *Die Wandlung*, p. 178.

56 *Ibidem*, p. 76.

57 *Ibidem*, p. 253.

58 *Ibidem*, p. 100.

59 *Ibidem*, p. 69.

60 *Ibidem*, p. 150.

61 *Ibidem*, p. 217.

62 *Ibidem*, p. 64.

63 R. Fischer, *op. cit.*, pp. 172-173.

64 « Kommunistische Bewegung in Deutschland 1921-1922 », rapport de la centrale du K.P.D. à l'exécutif de l'I.C., *I.M.L.-Z.P.A.* 3/1/17, pp. 110-111, cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 306, n. 8.

65 Weber, *Die Wandlung*, II, p. 121.

66 Elle était la compagne d'August Kleine. Weber, « K.P.D. und Komintern », *Vierteiljahrshelte für Zeitgeschichte*, n° 2, avril 1968, p. 185, n. 19, lui donne comme prénom Katarina ; dans *Die Wandlung*, II, p. 183, il donne Lydia.

67 Weber, *Die Wandlung*, II, p. 157.

68 *Ibidem*, p. 233.

69 Brandt et Lowenthal, *op. cit.*, p. 187 ; H. Stassova, « Erinnerungen », *BzG*, n° 1, 1969, pp. 752 sq.

70 *Die Rote Fahne*, 2 juin 1921.

jeunesse en septembre, et aussi des « semaines ». La tradition communiste reproduit et poursuit à bien des égards celle de la social-démocratie : ainsi l'usage du terme de *Genosse* (camarade) entre militants, qui est commun aux deux organisations.

Le chant révolutionnaire, qu'il soit hymne funèbre, chanson de marche ou de combat, joue dans cette tradition un rôle capital, de même que le chœur parlé ou le théâtre. La tradition du chant populaire de caractère politique, authentique chant révolutionnaire de masses, caractéristique du mouvement ouvrier allemand, se poursuit dans l'Allemagne du XX^e siècle, et le parti communiste en est l'un des bénéficiaires. Manifestations et meetings commencent et se terminent par des chants où les voix des assistants sont guidées et soutenues par des chorales de qualité, formées de militants et sympathisants, véritables détachements d'agitation et de propagande⁷¹.

La Jeunesse communiste (K.J.D. : *Kommunistische Jugend Deutschlands*) tient à cet égard une place particulièrement importante. A la fin de 1922, elle groupe 30 000 adhérents entre quatorze et vingt-cinq ans, organisés en groupes locaux, et à partir de novembre, le plus souvent possible en groupes d'entreprise — élisant leurs directions, les comités de district, de sous district et le comité central⁷². Organisation communiste, membre de l'Internationale de la jeunesse communiste, elle se veut organisation de jeunes et organisation de masses, s'occupe des loisirs des jeunes travailleurs, sport, chant, théâtre, randonnées, anime chorales et chœurs parlés, multiplie les « rassemblements » et les « marches » spectaculaires, s'efforçant de grouper les jeunes ouvriers ou chômeurs disponibles et d'en faire des combattants et des cadres pour le parti. Un congrès de la jeunesse communiste est en soi un véritable spectacle, comme le montre la description par Manfred Uhlemann de la cérémonie d'ouverture du 7^e congrès de la K.J.D. le 31 mars 1923 à Chemnitz :

« La cérémonie d'inauguration du congrès (...) dans le palais de marbre de Chemnitz allait bien montrer de quel feu brûlaient les jeunes ouvriers et ouvrières venus de toutes les régions d'Allemagne. Saluées par le prolétariat de la cité industrielle, les délégations s'avançaient au son de leurs chants de combat, arborant leurs drapeaux rouges, dans l'immense salle magnifiquement décorée. Après la marche triomphale d'Aïda, l'ouverture de Robespierre, la récitation du *Sturmvolg* de Gorki et du serment du soldat de l'armée rouge par le chœur parlé de la jeunesse communiste de Chemnitz, tous les présents, debout, chantèrent l'Internationale. (...) Les congressistes saluèrent par le chant de la « Marche des gardes rouges » le représentant de l'Internationale communiste des jeunes »⁷³.

Pour le parti, les Jeunesses communistes sont à la fois une école élémentaire et une école supérieure : elles accueillent des adolescents, parfois même des enfants, et de tout jeunes hommes y font leur apprentissage de dirigeants. Travailleurs ou lycéens y adhèrent à seize ou même quinze ans — comme Albert Norden⁷⁴. Des jeunes gens qui n'ont pas encore atteint vingt ans y exercent les responsabilités à l'échelon local ou régional : le maçon Fritz Grosse est à dix-sept ans secrétaire du district d'Erzgebirge-Vogtland⁷⁵, le métallo Häbich a dix-huit ans quand il est responsable des J.C. de la ville de Francfort⁷⁶, et l'étudiant Franz Rotter (dit Krause) dix-sept quand il devient secrétaire du district de Bade⁷⁷. Un tel système permet la découverte précoce des talents, l'ascension rapide dans la hiérarchie de jeunes ouvriers doués et un premier apprentissage des responsabilités et des tâches de direction que ne permettrait pas directement l'organisation « adulte » : le jeune outilleur Anton Saefkow adhère aux Jeunesses à dix-sept ans, entre à dix-neuf dans la direction nationale, et au comité central à vingt et un ans⁷⁸. En 1922, on assiste à un renouvellement total des dirigeants nationaux : la génération formée pendant la guerre et ses lendemains par Willi Münzenberg — des hommes qui ont maintenant entre vingt et trente ans passe dans les rangs du parti et y prend directement des responsabilités importantes : c'est le cas pour Heilmann, pour Otto Unger, pour Leo Flieg⁷⁹. Une nouvelle génération accède aux postes de direction sur le plan national : Fritz Gäbler, président des J.C. jusqu'en mai 1923, à vingt-six ans, son successeur Heinz Pütz vingt-cinq, Conrad Blenkle, le secrétaire, a vingt-trois ans, Hermann Jakobs, rédacteur à *Die Junge Garde*, qui est l'homme de la gauche, a vingt et un ans en 1922⁸⁰. Très inférieure en nombre au parti lui-même, les Jeunesses n'en jouent pas moins un rôle important, car elles lui servent de pépinière pour ses cadres.

71 Dans le répertoire communiste, à côté des chants de caractère proprement international, comme *L'Internationale* elle-même, le *Chant des Survivants*, le *Chant des Partisans*, la *Varsovienne* — dont la tradition orale attribue à Rosa Luxemburg la version en langue allemande —, prennent place des chants traditionnels du mouvement ouvrier allemand, dont certains passeront dans le répertoire du mouvement communiste international ainsi le célèbre et déjà ancien *Brüder, zur Sonne, zur Freiheit!* — traduit en français sous le titre *Marchons au pas, camarades!* — mais aussi des chants récents sur des airs anciens — souvent mélodies populaires ou chansons de soldats — avec des paroles de circonstances inspirées par des épisodes contemporains de la lutte révolutionnaire. *Im Januar um Mitternacht*, sur une mélodie de chanson de soldat, évoque les combats autour du *Vorwärts* en janvier 1919 ; le *Büxensteinlied*, sur un air de même origine, évoque la bataille autour d'une maison d'édition. *Auf, auf zum Kampf*, sur un air populaire parmi les soldats, évoque l'assassinat de Liebknecht et Rosa Luxemburg. L'armée rouge de la Ruhr en 1920 popularise *Schon seit langen, langen Jahren*, musique et paroles inédites d'auteurs inconnus et *Die Rote Armee*, sur un air de la guerre civile russe qui est également à l'origine du chant communiste autrichien *Wir sind die Arbeiter von Wien*. Les combats de la Leuna en mars 1921 inspirent *Bei Leuna sind wir gefallen*, reprenant sans doute un air populaire en Bavière en 1919. Inge Lammel (« Zur Rolle und Bedeutung des Arbeiterliedes », *BzG*, n° 3, 1962, pp. 726-742) a démontré que deux des plus célèbres chants du K.P.D. dans les années 1923-1933, *Es zog ein Rotgardist hinaus* et *Auf, junger Tambour, schlage ein*, sont nés, le premier des combats contre le putsch de Kapp dans la Ruhr en 1920, l'autre de la révolution bavaroise en 1919. En 1923 vont émerger *Das ist die Rote Carde*, chant des grévistes de Milan en 1919, adapté par Alfred Kurella, devenu l'hymne des « centurries prolétariennes », ainsi que *Hunger in allen Gassen*, sur un chant de soldats et *Die Rote Carde nennt man uns*, sur l'air d'un très vieux chant populaire, entré dans le répertoire ouvrier vers 1900 (voir notamment *Lieder des Rotenkämpferbundes*, n° 8 de la série *Das Lied im Kampf geboren*).

72 M. Uhlemann. *Arbeiterjugend gegen Cuno und Poincaré*, p. 39.

73 *Ibidem*, pp. 67-68.

74 Weber, *Die Wandlung*, II p. 236.

75 *Ibidem*, p. 144.

76 *Ibidem*, p. 147.

77 *Ibidem*, p. 194.

78 *Ibidem*, p. 267.

79 *Ibidem*, pp. 157, 329 et 121.

80 *Ibidem*, pp. 130, 250, 78 et 171.

Rayonnement et influence.

L'influence et le rayonnement du parti ne sont pas facilement mesurables. Le nombre de voix recueillies aux élections permet seulement d'indiquer un rapport entre le nombre de militants et celui des votants, qui dépasse dans certaines régions celui de un à vingt, ou même quarante. Mais il faudrait posséder également les chiffres de votants et le pourcentage des voix communistes dans les élections aux conseils d'usine, dans les compétitions syndicales, pour établir un rapport serrant de près la réalité.

La presse est un des principaux véhicules de l'influence du parti et son tirage fournit des indications précieuses. Mais elle souffre, pendant cette période, du fait de la crise et de la hausse des prix, de difficultés énormes. Ainsi, en 1922, *Die Rote Fahne* a augmenté de façon importante le nombre de ses abonnés et doublé son tirage, mais en même temps creusé un déficit qu'il ignorait à ses débuts⁸¹. Le parti dispose au total de trente-huit quotidiens — dont dix-sept ne sont en réalité que des éditions régionales — qui totalisent 338 626 abonnés⁸². Tous sont alimentés par le service de presse de la centrale, reproduisent les mêmes éditoriaux, utilisent les mêmes dépêches. La revue théorique du parti, *Die Internationale*, n'a que 3 000 abonnés, l'organe destiné aux fractions syndicales, *Die Kommunistische Gewerkschafter*, tire à 38 000, l'hebdomadaire féminin *Die Kommunistin* à 29 000, le journal pour les paysans *Der Pflug* à 5 000 — il sera suspendu en 1922 — et le bulletin des affaires municipales, *Kommune*, à 4 500. Les magazines pour enfants — *Das proletarische Kind* — et pour adolescents — *Der junge Genosse*, qui tire à 30 000 — n'ont pas le même objectif que *Die Junge Garde*, journal de combat, organe de la K.J.D. &&⁸³ &&⁸⁴

Un autre instrument de l'influence du parti est constitué par ses élus. Au Reichstag, il n'a plus que quatorze députés, douze l'ayant quitté en même temps que Levi et ayant, comme lui, refusé de restituer leurs mandats. Mais la majorité ont été élus sous l'étiquette du parti indépendant, avant la naissance du parti unifié qu'ils représentent en principe. Il compte soixante-seize députés dans les différents Landtag, 12 014 conseillers municipaux, dans quatre cent vingt villes, détient la majorité absolue dans quatre-vingt conseils municipaux, la majorité relative dans cent soixante-dix autres⁸⁵. Tous les élus, étroitement contrôlés, soumis — dans la pure tradition social-démocrate — à une stricte « discipline de fraction » sont à la fois des propagandistes et des agitateurs par leurs interventions dans les assemblées élues, et d'infatigables démarcheurs s'efforçant de gagner à leur parti l'adhésion des couches ouvrières dont ils se font les porte-parole.

Quant au poids du K.P.D. dans les syndicats, il ne cesse de grandir. Il continue de jouer un rôle dans des syndicats non membres de l'A.D.G.B., comme l'Union des travailleurs manuels et intellectuels, née en septembre 1921 de la fusion entre l'Union ouvrière libre (*Gelsenkirchen*) née des grèves de la Ruhr de 1919, et la petite « Union des travailleurs manuels et intellectuels » : elle compte à cette époque quelque 80 000 membres, essentiellement dans la Ruhr et en Haute-Silésie, et cherche avant tout l'action commune avec l'A.D.G.B. Malgré la forte empreinte « syndicaliste » qu'elle a subi, l'Union est dirigée par des communistes et suit, dans l'ensemble, la ligne du parti⁸⁶. Elle a adhéré en 1922 à l'Internationale syndicale rouge. L'Union des charpentiers de marine a inscrit dans ses statuts ses liens organiques avec le K.P.D. et l'Internationale⁸⁷. Le syndicat des gens de mer, conquis à partir de ports et des docks, est également un syndicat « rouge » adhérant à l'I.S.R., dont le dirigeant est le communiste Walter⁸⁸. Il faut ajouter à ces organisations les importants secteurs ouvriers exclus de la centrale « libre » avec leurs dirigeants, comme les 6 000 ouvriers du bâtiment, qui, en Saxe, sont restés derrière Bachmann, Brandler et Heckert⁸⁹. Beaucoup plus significatifs sont les progrès accomplis par les communistes au sein des syndicats réformistes. Malgré un système de désignation des délégués qui constitue une prime à la majorité, toutes les corporations ont vu s'organiser et agir d'importantes minorités révolutionnaires animées par les communistes et qui se traduisent par la présence de délégués à tous les congrès. Au congrès national de l'A.D.G.B., en 1922, sur un total de 694 délégués, il y a 90 communistes, dont 48 métallus⁹⁰. Malgré la vague d'exclusions qui a suivi la campagne pour la lettre ouverte de janvier 1921, puis l'action de mars, les communistes sont présents et en force dans tous les grands syndicats⁹¹. C'est ainsi qu'ils ont 46 militants sur les 216 délégués du congrès des cheminots, 33 sur 305 à celui des transports, 41 sur 305 à celui des communaux⁹². Les communistes ont la majorité absolue dans soixante commissions locales des syndicats, dont plusieurs dans d'importants centres ouvriers, Remscheid, Solingen, Hanau, entre autres⁹³. Quatre cents d'entre eux ont des

81 L'abonnement mensuel — le seul possible dans cette situation — était passé de 10 à 300 marks en un an (Pieck, *op. cit.*, p. 624).

82 *Ibidem*. Dans *Jahrbuch für Politik-Wirtschaft Arbeiterbewegung 1922-1923*, Pieck parle de 33 journaux avec 395 000 abonnés. Les principaux journaux du parti sont *Hamburger Volkszeitung*, *Ruhr-Echo*, d'Essen, *Klassenkampf*, de Halle, *Der Kämpfer*, de Chemnitz, *Volkswille*, de Suhl, *Sozialistische Republik*, de Cologne, *Bergische Volksstimme*, de Remscheid, et les nombreux *Arbeiterzeitung*.

83 *Ibidem*.

84 R. Fischer, *op. cit.*, p. 220.

85 Pieck, *art. cit.*, p. 624.

86 Raase, *op. cit.*, p. 22, n. 34.

87 *Ibidem*. p. 98.

88 Weber, *Die Wandlung*, II, p. 336.

89 Rapport au congrès de l'I.S.R., *Corr. int.*, n° 23. 11 octobre 1922.

90 *Ibidem*.

91 F. Heckert, *Corr. int.*, n° 75, 4 octobre 1921, le communiste membre d'un « noyau » était tout simplement expulsé de l'organisation syndicale. Cette année, le congrès des syndicats allemands a reconnu, non certes légalement, mais de fait, les fractions communistes. »

92 *Ibidem*.

93 Certaines positions des communistes dans les syndicats reposent sur la popularité de militants, et, d'une certaine façon, sur des situations locales. Ainsi, à Hanau, Karl Rehbein est déjà spartakiste quand il est élu secrétaire du syndicat des métaux. Il conservera cette responsabilité jusqu'en 1933, notamment pendant la période de 1929 à 1933 où il rompt avec le K.P.D. et revient au parti social-démocrate. Déporté à Dachau, proclamé « père de la cité » par tous les partis, K.P.D. compris, il sera élu bourgmestre jusqu'à sa mort. C'est une position analogue qu'occupe à Offenbach le communiste Heinrich Galm, fils d'un vieux militant social-démocrate et porte-parole des travailleurs du cuir.

responsabilités syndicales au moins au niveau de leur entreprise et leur contrôle s'étend à 997 organisations syndicales⁹⁴, parmi lesquelles des organisations des syndicats des métaux de Stuttgart, de Hanau, de Friedrichshafen⁹⁵. Nettement minoritaires encore, sont déjà candidats à une direction politique des syndicats, qu'ils disputent aux dirigeants réformistes. Leur action militante ne se borne pas au seul milieu des travailleurs manuels : parmi les enseignants, ils militent, selon les conditions locales, soit dans le syndicat officiel, soit dans les sections d'une « union » indépendante, recrutent instituteurs, professeurs de lycée ou même d'université⁹⁶ — les plus connus sont le philosophe Korsch et l'historien de l'antiquité Arthur Rosenberg⁹⁷ — et exercent une réelle influence parmi les assistants, d'où proviennent certains permanents, comme l'ancien combattant Richard Sorge⁹⁸. Après bien des efforts, ils ont enfin réussi à développer un travail politique au sein du milieu étudiant et y construisent des noyaux, les *Kostufra* (fractions d'étudiants communistes), qui, eux aussi, fournissent des cadres aux Jeunesses et au parti⁹⁹.

Celui-ci fait un gros effort pour élever le niveau politique de ses militants. Les organismes, à tous les échelons, se réunissent au moins une fois par semaine, les assemblées générales sont fréquentes. A partir de 1921, un travail a été systématiquement développé pour la formation théorique et pratique des militants, l'éducation des cadres. En 1922 se sont tenues deux écoles centrales, l'une de trois mois, l'autre d'un mois, et elles ont été suivies par soixante-quatorze militants, choisis sur proposition des districts. Sept de ces derniers ont créé leur propre « école du militant », et quatre instructeurs itinérants desservent les cours organisés dans les mêmes conditions par seize districts qui n'ont pas les moyens de fournir eux-mêmes des instructeurs pour cet enseignement¹⁰⁰. En 1923, il va réussir, malgré des difficultés de toute sorte, à assurer à Iéna un stage de deux mois auquel participent trente-deux stagiaires allemands, désignés par le comité central, ayant tous une expérience militante, et quatorze militants étrangers¹⁰¹.

Ce tableau sommaire impose plusieurs remarques. D'abord, la presse du parti n'est guère lue en dehors de ses rangs. Le phénomène est particulièrement net en Rhénanie-Westphalie où il compte 52 000 militants et dispose de neuf quotidiens qui, tous ensemble, n'atteignent qu'un tirage de 64 000 exemplaires¹⁰². La direction a conscience de cette insuffisance. C'est pour la pallier qu'elle diffuse régulièrement des tracts « centraux », dont l'écho — du fait même qu'ils sont distribués — est difficilement mesurable. Au total, pendant le cours de l'année 1922, il a édité treize de ces tracts dans le cadre de ses campagnes, dont les tirages varient entre 1 400 000 et 4 millions d'exemplaires. En septembre 1922, la hausse du prix du papier oblige à réduire les tirages, qui oscilleront désormais entre 500 000 et 1 400 000¹⁰³. C'est en définitive très peu, si l'on songe que tout tract distribué n'est pas forcément lu ; il faut bien admettre que la propagande écrite des communistes ne touche qu'une faible partie des ouvriers allemands. Tracts et journaux sont plus des instruments d'organisation pour militants et sympathisants proches que des outils d'agitation et de propagande générales.

D'autres remarques s'imposent au sujet de l'éducation et de la formation des militants. Le nombre de militants ayant en un an suivi des stages dans des écoles centrales du parti est extrêmement faible : soixante-quatorze, pour un parti de 250 000 membres. De même, malgré l'intérêt qu'elle présente pour un communiste, la revue théorique du parti est peu lue : un seul militant sur cent y est abonné. C'est sans doute là, certes, une confirmation de la composition ouvrière prédominante du parti, mais aussi l'indication d'un fait que les dirigeants mentionnent parfois, le petit nombre de cadres politiquement formés, aptes à suivre les polémiques d'un niveau théorique élevé, au milieu d'une masse importante d'adhérents peu intéressés par les discussions théoriques et qui se contentent, dans les débats internes, d'imiter leurs chefs de file, qui sont également leurs organisateurs et leurs dirigeants dans le combat quotidien¹⁰⁴.

Même si, par le nombre, le parti communiste allemand est le premier parti communiste du monde hors de Russie, ses militants semblent relativement isolés dans la classe ouvrière : minorité cohérente et active, certes, mais dont l'influence ne semble démultipliée parmi les travailleurs politiquement organisés que là où des communistes ont su devenir des organisateurs ou des dirigeants des luttes syndicales. Les personnalités comptent énormément : c'est dans la vie de tous les jours, c'est-à-dire dans la pratique de la lutte des classes, que s'inscrit l'influence du parti, beaucoup plus que dans la conception du monde et l'élévation du niveau de conscience, lequel nécessite la formation de cadres ouvriers nombreux, ainsi que l'a démontré l'exemple bolchevique. Sous cet angle, la tactique du front unique ouvrier constitue un facteur de progression et même, en soi,

94 R. Fischer, *op. cit.*, p. 223.

95 Weber, *op. cit.*, II, pp. 254 et 295.

96 Ausländer dirigera en 1924 la « fraction enseignante » (*ibidem*, II, p. 64).

97 *Ibidem*, pp. 192 et 269.

98 Chatel et A. Guérin, *Camarade Sorge*, p. 10.

99 Weber, *op. cit.*, pp. 194, 171 et 233.

100 Pieck, *Corr.int.*, n° 81, p. 624. Le congrès de Leipzig décidera de faire organiser des cours du soir par tous les organisations du parti (*Bericht...* III, 8, p. 4291).

101 G. Schumann, « L'Ecole communiste de Iéna », *Corr. int.*, n° 74, 18 septembre 1923, p. 561. Le programme de ces trois mois de cours était chargé : la partie économique comprenait les formes économiques pré-capitalistes, les théories de la plus-value, du coût de la production, le capitalisme et l'impérialisme, la situation économique mondiale (la guerre, les crises, le change, les programmes réformiste et communiste). La partie historique comprenait l'étude de l'histoire du communisme et des luttes prolétariennes jusqu'au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier de 1800 à 1914, la formation du K.P.D., l'Internationale communiste, le mouvement révolutionnaire en Russie et le développement de la Russie soviétique. La partie politique, la plus importante, avait comme têtes de chapitre : marxisme, matérialisme historique, conquête du pouvoir, gouvernement ouvrier, dictature du prolétariat. Enfin la partie dite « pratique communiste » comprenait des « spécialisation » : organisation du parti, comités d'usine et de contrôle, coopératives, Reichstag, Landtag, conseils municipaux, presse, mouvements de jeunesse, etc. Les stagiaires avaient trente heures de cours par semaine, dont quatre tous les matins et douze heures de travaux pratiques par groupes plus petits. L'explosion de la grève Cuno devait arrêter subitement le déroulement des cours, les étudiants ayant tenu à retourner à leurs postes.

102 Stoecker, *op. cit.*, p. 347. Le comité central du 16 mai 1923 se préoccupera de la nécessité d'élargir le nombre des lecteurs (*Die Rote Fahne*, 17 mai 1923).

103 R. Fischer, *op. cit.*, p. 220.

104 Il est caractéristique que les « tendances » aient une base territoriale nette : chaque district, sauf exception, s'aligne sur ses dirigeants.

un changement qualitatif : le travail qu'ils mènent fait des militants communistes des cadres organisateurs de la classe ouvrière, alors qu'ils n'avaient été jusque-là que d'intelligents commentateurs ou des critiques apparemment systématiques. La réunification social-démocrate, le retour des indépendants dans la vieille maison, à bien des égards négatifs pour les communistes, leur sont, de ce point de vue, favorables : les indépendants ont l'habitude de mener des actions communes avec eux et sont loin d'y être systématiquement hostiles. Ils constituent au sein du nouveau parti social-démocrate unifié un pont vers la masse des travailleurs social-démocrates un levier pour le front unique dont les premiers pas ne seront possibles qu'à travers le ralliement de cadres organisateurs extérieurs au K.P.D. : c'est seulement en effet l'existence dans le parti social-démocrate d'une aile gauche conséquente¹⁰⁵ qui permettra aux communistes de donner une allure concrète à leur nouveau mot d'ordre central, celui de « gouvernement ouvrier ».

¹⁰⁵ Cette aile gauche se développe essentiellement en Saxe. Dans la région de Zwickau, autour de Max Seydewitz, et surtout du vieux dirigeant des ouvriers du textile Georg Graupe, elle repose sur une solide base ouvrière (Krusch, *op. cit.*, pp. 95-97). Aujourd'hui encore, les historiens de la R.D.A. opèrent une distinction entre deux courants de la gauche social-démocrate, celui de la gauche « saxonne » de Zeigner, Graupe, Seydewitz, etc., et celui de Levi et Dissmann, qu'ils considèrent comme une « fausse gauche ».

XXXIII. Le gouvernement ouvrier

L'appel au front unique des organisations ouvrières pour la lutte contre le capitalisme et son gouvernement ne se conçoit pas sans l'ouverture de perspectives pour le règlement de la question du pouvoir. La dictature du prolétariat demeure, bien entendu, l'objectif ultime, mais, sur le chemin qui y conduit, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier apparaît comme le couronnement de la stratégie du front unique.

En Allemagne, le problème se pose même en termes de majorités parlementaires, ce qui représente une grave difficulté par rapport à la théorie de l'Etat et à la traditionnelle hostilité des communistes au parlementarisme. Ensemble, les communistes, les indépendants et les social-démocrates ne sont pas loin de la majorité absolue dans plusieurs Landtag, et une telle majorité est loin d'être exclue à la suite d'élections générales au Reichstag lui-même. Si le parti communiste joue le jeu de l'action commune, il ne peut refuser son soutien ni même sa participation à des gouvernements à direction socialiste excluant les représentants des partis bourgeois, dans la mesure où ils se donneraient comme programme la réalisation des revendications contenues dans le programme du front unique ouvrier. La question posée en mars 1920 par Legien au lendemain du putsch de Kapp — et finalement écartée sans véritable débat — émerge à nouveau, conséquence du tournant pris en 1921 par l'Internationale.

Le projet de programme.

La centrale pense que le moment est venu d'élaborer pour le parti un programme nourri par l'expérience des années de lutte écoulées depuis l'adoption par le congrès de fondation du programme de Spartakus. Une commission spéciale est chargée de la rédaction du projet : elle est constituée par Brandler, Wilhelm Koenen, Ludwig, Clara Zetkin et Thalheimer¹. Son travail est présenté au comité central des 15 et 16 octobre 1922, qui l'adopte par 24 voix contre 23 — celles des membres de la gauche, lesquels le jugent opportuniste et révisionniste — et qui décide de le soumettre pour discussion à l'Internationale communiste².

Le projet de programme se place sous le signe de l'imminence de la révolution et de la prise de pouvoir :

« Le communisme n'est plus simplement affaire de prévision et d'avenir lointain. Il est réalité et actualité. Son règne a déjà commencé »³.

De ce point de vue, l'expérience russe doit servir de guide :

« (La révolution d'Octobre) constitue à toutes ses étapes un trésor de stratégie politique, une source vivifiante d'énergie révolutionnaire, un arsenal des expériences de la construction socialiste »⁴.

Pour les auteurs du projet, la période de l'essor du capitalisme a pris fin définitivement avec le passage du capitalisme de sa phase prémonopolistique à sa phase impérialiste actuelle. La signification historique de la révolution russe est d'indiquer l'unique voie de salut pour l'humanité menacée de barbarie par l'impérialisme : le socialisme. Dans la lutte pour le socialisme, c'est la classe ouvrière qui constitue la classe révolutionnaire ; c'est elle par conséquent, qui doit mener la lutte de tous les exploités contre le régime capitaliste. Le rôle des communistes est de diriger la classe ouvrière avec pour objectif de souder son front contre la bourgeoisie, car, comme l'indiquait déjà le *Manifeste communiste*, « les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble » : ils en constituent seulement l'avant-garde, dont la mission est de gagner à la lutte pour le communisme la majorité du prolétariat. Les communistes doivent lutter pour la conquête des masses sans négliger aucun des moyens à leur disposition :

« Afin de conquérir la majorité de la classe ouvrière, le parti communiste doit utiliser toutes les possibilités offertes par la démocratie bourgeoise (parlement, conseils municipaux, administrations, etc.). Il doit chercher à conquérir les organisations prolétariennes de masse (syndicats, coopératives) afin de les transformer de soutiens de simples réformes en larges colonnes d'assaut contre le règne de la bourgeoisie »⁵.

L'objectif des communistes est d'entraîner le prolétariat à établir sa dictature et à construire en Allemagne une « république socialiste unifiée des conseils »⁶. Dans la période où la lutte immédiate pour le pouvoir des conseils n'est pas à l'ordre du jour — c'est le cas de l'Allemagne en 1922, et pratiquement depuis la défaite de janvier 1919 —, le devoir des communistes est de lutter pour transformer le rapport des forces en présence afin de créer à nouveau les conditions de cette lutte. C'est l'objet de ce que le projet de programme, reprenant une idée chère à Brandler, appelle les « mots d'ordre de transition », que les communistes doivent élaborer et lancer pour être à même de « s'appuyer sur tous les combats partiels et les objectifs partiels correspondant à la situation des larges masses afin d'élever le niveau de leur conscience »⁷. Il précise :

« Dans un moment où le mouvement spontané de masse du prolétariat a atteint un niveau et une dimension appréciables, où son opposition à la bourgeoisie et aux dirigeants ouvriers liés à elle se renforce, mais où il n'est cependant pas encore prêt, en majorité, à sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier constitue le moyen approprié pour atteindre une nouvelle étape de la séparation des larges masses

1 *Die Rote Fahne*, 20 octobre 1922.

2 H. J. Krusch, *Um die Einheitsfront und eine Arbeiterregierung*, p. 38.

3 *Inprekorr*, 7 octobre 1922, p. 1297.

4 *Ibidem*, p. 1307.

5 *Ibidem*, p. 1305.

6 *Ibidem*, p. 1306.

7 *Ibidem*, p. 1307.

prolétariennes d'avec la bourgeoisie et un nouveau point de départ, plus élevé, pour son mouvement vers la dictature prolétarienne »⁸.

A cette étape, politique, du mot d'ordre de gouvernement ouvrier doivent correspondre des revendications de transition qui définissent à la fois ce que doit être son programme et ce que les masses ouvrières doivent arracher par leur propre lutte, avant la dictature du prolétariat : saisie des valeurs réelles et participation majoritaire de l'Etat à toutes les entreprises, syndicalisation ou trustification des entreprises sous contrôle ouvrier par l'intermédiaire des comités d'usine, levée du secret des banques, du secret de la fabrication et du secret commercial, établissement du monopole d'Etat du ravitaillement et institution du rationnement sous contrôle ouvrier, établissement d'un monopole d'Etat du commerce extérieur et des banques, sous contrôle ouvrier exercé notamment par les employés de banque⁹. Ces mesures, qui constituent l'organisation d'un capitalisme d'Etat, ne sortent donc pas du cadre capitaliste, mais elles constituent un puissant facteur de radicalisation et de mobilisation des masses en même temps qu'elles suscitent une résistance de la bourgeoisie, qui ouvre elle-même la voie à la guerre civile. Le projet de programme précise :

« Dans le cours de cette lutte, le gouvernement ouvrier sera contraint, pour pouvoir survivre, de surmonter sa propre dualité, contradictoire, de briser effectivement la machine d'Etat bourgeoise et de faire des conseils ouvriers les détenteurs de tout le pouvoir d'Etat »¹⁰.

Approfondissement ou révision ?

Le 10 octobre, à la veille du comité central, la direction du K.P.D. avait reçu une lettre de l'exécutif qui posait nettement la question du gouvernement ouvrier et appelait des réponses concrètes. L'exécutif suggérait de faire de la saisie des « valeurs-or », réclamée par l'A.D.G.B. et susceptible de rassembler toutes les forces ouvrières, l'objectif central de sa lutte. Mais il lui demandait en même temps d'ouvrir dans sa campagne la perspective d'un gouvernement ouvrier, formé des représentants des partis et syndicats ouvriers, qui inscrirait cette revendication à son programme. L'exécutif estimait que le parti communiste devait être prêt à soutenir un tel gouvernement si ce dernier s'engageait à œuvrer également pour le désarmement des groupes armés contre-révolutionnaires et la réorganisation de la Reichswehr sous contrôle des syndicats¹¹.

La direction du parti communiste allemand reste très réticente, et pas seulement son aile gauche¹². Bientôt la crise ministérielle ouverte par la démission du cabinet Wirth va poser la question en termes concrets. Le parti social-démocrate se bat pour une « grande coalition » ; les partis bourgeois du centre sont tentés par un élargissement de la coalition vers la droite. La centrale rédige un appel aux travailleurs allemands dans lequel elle affirme qu'aucun parti ouvrier ne saurait assumer la responsabilité de contribuer, même indirectement, à l'entrée dans le gouvernement des hommes de la grande industrie et des banques. En même temps, elle propose un programme de lutte comprenant la saisie des valeurs réelles, la défense de la journée de huit heures, du droit de grève et de coalition, le désarmement et la dissolution des formations contre-révolutionnaires armées, la constitution de groupes ouvriers d'autodéfense, l'épuration de l'administration, de la police, de la justice, de l'armée de tous leurs éléments monarchistes et contre-révolutionnaires. Elle précise que la réalisation d'un tel programme ne saurait en aucun cas être l'œuvre d'un gouvernement issu de combinaisons parlementaires, mais seulement « d'un gouvernement reposant sur la solide puissance extraparlamentaire du prolétariat »¹³. Majoritaires et indépendants — qui se sentent visés et désirent mettre les communistes au pied du mur — demandent alors au K.P.D. dans quelle mesure il serait disposé à entrer dans un « gouvernement purement socialiste » : ils reçoivent une réponse négative et rompent immédiatement les discussions¹⁴.

Cependant, les dirigeants communistes prennent conscience du caractère contradictoire de leur position qui appelle les autres partis ouvriers à constituer un gouvernement auquel ils se refusent d'avance à participer. Un éditorial de *Die Rote Fahne* précise que les communistes, tenus de se borner à une « opposition loyale » à un « gouvernement purement socialiste », seraient prêts à modifier leur attitude si ce dernier engageait sérieusement la lutte contre la bourgeoisie¹⁵.

La centrale se résout alors à étudier la question sous tous ses aspects, et à soumettre au comité central des thèses sur la question du gouvernement ouvrier qui seront publiées dans sa presse avant la réunion¹⁶. Le texte proposé part de la constatation qu'il est impossible au prolétariat d'entreprendre la lutte pour le pouvoir sans être préalablement libéré des « illusions bourgeoises-démocratiques ». C'est sous cet angle qu'il aborde la signification du mot d'ordre de gouvernement ouvrier. Les thèses reflètent toutes les contradictions passées et présentes qui pèsent sur le parti, son déchirement entre, d'une part, sa condamnation passée de la déclaration d'opposition loyale et le risque, toujours réel, de compromission avec les dirigeants de la droite social-démocrate, et, d'autre part, l'apparente logique qui conduit de la stratégie du front unique des organisations ouvrières au mot d'ordre de gouvernement de ces mêmes organisations ouvrières pour la réalisation des revendications de ce front unique. Ces contradictions se traduisent dans des affirmations soigneusement balancées, celle selon laquelle un gouvernement ouvrier pourrait « constituer un rempart de la bourgeoisie contre les masses prolétariennes », et cette autre selon laquelle il serait capable de mettre fin à la domination des monopoles et constituerait ainsi un pas en avant

8 *Ibidem*.

9 *Ibidem*.

10 *Ibidem*.

11 Texte en russe, *I.M.L.*, Moscou, n° 495/103/24 ; traduit et cité par A. Reisberg, « Zur Genesis der Losung Arbeiterregierung », *BzG*, n° 6, 1965, p. 1031.

12 A. Reisberg (*loc. cit.*, p. 1034) mentionne les craintes d'Ernst Meyer de se retrouver sur la route de l'« opposition loyale ».

13 *Die Rote Fahne*, 25 octobre 1921.

14 Selon le rapport d'Ernst Meyer au C.C. des 16 et 17 novembre, *I.M.L.-Z.P.A.*, 2/8/1 et 2/8/2, pp. 15 sq., cité par Reisberg, *Lenin und die Aktionseinheit*, p. 109.

15 *Die Rote Fahne*, 26 octobre 1921.

16 *Ibidem*, 12 novembre 1921.

dans une situation où la dictature du prolétariat et le pouvoir des conseils ne sont pas à l'ordre du jour. La conclusion est donc prudente : les communistes ne s'opposent pas à la formation de gouvernements purement socialistes et même la faciliteront, dans la mesure où cette formation dépendra en partie d'eux. Ils soutiendront sans réserve les gouvernements socialistes dans le cadre des *Länder*, comme moyen de mobiliser les masses :

« Dans la mesure où il dépend des communistes que soit élu un gouvernement purement bourgeois, un gouvernement de coalition, ou un « gouvernement purement socialiste », ils faciliteront l'élection d'un « gouvernement purement socialiste ». Ils auront le devoir de le soutenir dans toutes les mesures qu'il prendra dans l'intérêt de la classe ouvrière »¹⁷.

Mais les thèses excluent catégoriquement la participation des communistes à de tels gouvernements, dont elles estiment qu'« ils ne sauraient jouer leur rôle révolutionnaire que si les communistes se tiennent à l'extérieur et travaillent à les pousser en avant par leurs critiques »¹⁸.

Là encore, l'impulsion va venir de l'exécutif, Le 7 novembre, Radek adresse à *Die Rote Fahne* un article consacré à cette question, traçant les grandes lignes d'une campagne pour la formation en Allemagne d'un gouvernement ouvrier. Ce dernier mot d'ordre constitue, selon lui, « l'unique moyen praticable et réel de conquérir la majorité de la classe ouvrière à l'idée de la dictature du prolétariat ». Les communistes doivent élaborer dans ce but un « programme de transition » qui puisse servir à élever les masses de la défense de leurs intérêts immédiats à la compréhension de la nécessité de la lutte pour le pouvoir. Dans une telle perspective, le gouvernement ouvrier est le couronnement de l'édifice : il constitue pour Radek « la concrétisation de la tactique de la lettre ouverte » dans une situation nouvelle, et aussi « la réalisation du mot d'ordre du 3^e congrès mondial : vers les masses ! »¹⁹. Le 10 novembre, il adresse à la centrale une lettre dans laquelle il s'en prend aux conceptions, selon lui schématiques, qui inspirent les thèses proposées au comité central. Dans la mesure en effet où il est clair désormais que le passage de l'actuelle situation à la dictature du prolétariat ne pourra se faire sans une période de transition, il lui semble nécessaire d'admettre que le gouvernement ouvrier constitue la meilleure des transitions, l'étape intermédiaire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat. La défense, par les partis communistes, du mot d'ordre de gouvernement ouvrier ne contredit en rien son objectif final de république des conseils, mais constitue au contraire le moyen de s'en rapprocher et de la préparer. Il ne s'agit pas seulement pour le parti communiste de faciliter la formation d'un gouvernement ouvrier, mais bien d'user de tout son poids pour atteindre cet objectif. Le parti doit donc s'engager d'avance à soutenir loyalement le gouvernement ouvrier qu'il réclame. Allant plus loin, Radek s'élève contre la conception exprimée dans les thèses de la centrale selon laquelle le parti communiste ne saurait en aucun cas participer à un gouvernement ouvrier. Il écrit :

« Le parti communiste peut appartenir à n'importe quel gouvernement disposé d'abord à lutter contre le capitalisme. (...) Le parti n'est pas opposé par principe à la participation à un tel gouvernement. Il se situe certes pour sa part sur la base du gouvernement des conseils, mais cela ne signifie pas par quelle voie la classe ouvrière va vers le gouvernement des conseils. (...) La participation du parti communiste à un tel gouvernement dépendrait donc de la situation concrète »²⁰.

Il invite le parti allemand à élaborer des thèses qui ne soient pas « non pour les neuf dixièmes » et à donner une réponse positive sur cette question, non pas « en rabâchant de vieux principes et de vieilles considérations », mais en faisant un nouveau pas en avant :

« Cela ne peut se faire que si la masse voit que *nous voulons changer les choses de la façon qui est possible aujourd'hui*, c'est-à-dire non à travers de la propagande sur ce qui nous sépare d'elles, mais par la réalisation et l'approfondissement de ce que les masses considèrent comme une issue possible à cette situation »²¹.

Radek précise qu'il écrit à titre personnel, n'ayant pu consulter Zinoviev absent, mais qu'il a discuté de ce problème avec Lénine en présence de Pieck, Heckert et Brandler : Lénine l'a approuvé, avec cette réserve qu'il est mal informé et n'a pas entendu d'arguments opposés²².

C'est finalement la position de Radek que la centrale défendra devant le comité central²³, où se déroule une vive discussion, animée notamment par l'opposition de Ruth Fischer. Celle-ci critique vigoureusement la conception qui consiste à faire campagne pour des revendications économiques et lui oppose la nécessité d'une campagne politique pour un « gouvernement socialiste », qu'elle considère comme synonyme de la dictature du prolétariat :

« C'est parce que, aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire « république des conseils », ni non plus « conseils politiques » que nous devons vêtir nos mots d'ordre communistes-politiques sous la forme du « gouvernement ouvrier » qui, en fait, doit faire la même chose »²⁴.

La nouvelle résolution de la centrale, définissant le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est adoptée par 31 voix contre 15 :

17 *Ibidem*.

18 *Ibidem*.

19 *Die Rote Fahne*, 16 novembre 1921.

20 *I.M.L.-Z.P.A.*, 2/8/1 ; pp. 32 a, b, c, cité par Reisberg, *op. cit.*, p. 115.

21 *Ibidem*, p. 116.

22 *Ibidem*.

23 Reisberg, *op. cit.*, p. 117.

24 *I.M.L.-Z.P.A.*, 2/8/1, p. 204, cité par Reisberg, *op. cit.*, p. 118.

elle met l'accent sur la nécessité du soutien, mais ne mentionne pas une éventuelle participation²⁵. En fait, le tournant est pris. Le 8 décembre 1921, la circulaire n° 2 de la centrale développe le mot d'ordre tel qu'il est désormais intégré dans la panoplie de la propagande et de l'agitation du parti :

« La poussée vers le front unique doit trouver son issue politique dans un gouvernement ouvrier socialiste qui doit prendre la place du gouvernement de coalition. (...) Le K.P.D. doit dire aux travailleurs qu'il est prêt à appeler à la formation d'un gouvernement ouvrier socialiste avec tous les moyens parlementaires et extra-parlementaires, qu'il est également prêt à entrer dans un tel gouvernement s'il a la garantie qu'il représente les intérêts et les revendications de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, qu'il saisira les valeurs réelles, poursuivra les kappistes, libérera de prison les ouvriers révolutionnaires, etc. »²⁶.

A partir de cette date, le mot d'ordre est repris par les cheminots grévistes, par le congrès national des conseils d'usine, partout défendu par les militants communistes comme le couronnement concret, la traduction sur le plan gouvernemental de la stratégie du front unique, l'équivalent du mot d'ordre bolchevique de 1917 de rupture de la coalition avec la bourgeoisie.

Le problème des gouvernements socialistes de Land.

Cependant les communistes prennent grand soin de souligner que, pour eux, le gouvernement ouvrier doit reposer sur des bases extra-parlementaires de classe, et non sur une simple coalition parlementaire. Le problème concret leur est alors posé de l'attitude à observer lorsque les partis ouvriers obtiennent la majorité absolue dans un Landtag. Faut-il refuser la qualité de gouvernement ouvrier à un gouvernement « purement socialiste » constitué sur la base des résultats d'élections démocratiques, mais sans que soient apparus les conseils ouvriers auxquels un gouvernement ouvrier devrait frayer la voie ? Faut-il ou non soutenir de tels gouvernements ? Comment justifier éventuellement aux yeux des travailleurs — notamment de ceux qui veulent des gouvernements socialistes — un refus de voter pour un tel gouvernement qui rejetterait *ipso facto* le parti social-démocrate dans une coalition ou même rendrait le pouvoir aux partis bourgeois ? La question se pose très précisément en Saxe et en Thuringe.

Déjà en novembre 1920, les électeurs de Saxe avaient envoyé au Landtag une majorité « ouvrière » : 49 députés ouvriers, dont 27 majoritaires, 13 indépendants et 9 communistes, face à 47 députés de partis bourgeois²⁷. Les social-démocrates de gauche avaient alors proposé un gouvernement de coalition des trois partis ouvriers, mais le K.P.D. avait refusé sur la base d'une expérience qui, disait-il, lui avait appris depuis 1918 qu'un « prétendu gouvernement ouvrier ne pouvait être que le gérant des intérêts de la classe capitaliste »²⁸. Soucieux pourtant de n'apparaître pas comme responsable d'un retour des partis bourgeois au gouvernement du Land, il avait en même temps fait voter ses députés pour un ministre-président socialiste²⁹. La situation était d'autant plus inconfortable que le gouvernement social-démocrate de Saxe avait nettement affirmé son refus de prendre les mesures de « politique ouvrière » réclamées par le K.P.D.³⁰, lequel avait ainsi donné en toute connaissance de cause ses voix à un adversaire du programme de front unique.

La question est reposée de façon beaucoup plus aiguë en juin 1921, où le K.P.D. se trouve placé devant l'alternative d'avoir à voter des mesures économiques proposées par le gouvernement social-démocrate qu'il désapprouve, afin de maintenir les social-démocrates au pouvoir, ou bien de renverser leur gouvernement et d'ouvrir ainsi au Landtag la voie de la constitution d'un gouvernement dont la politique serait plus réactionnaire encore³¹. Centrale et comité central se divisent sans aboutir à une décision au cours de discussions où Ernst Meyer s'oppose à Walcher, partisan du « soutien conditionnel »³². Ce sont finalement les députés communistes du Landtag de Saxe qui tranchent la question en sauvant le gouvernement social-démocrate³³.

En septembre 1921, les élections au Landtag de Thuringe posent le problème dans les mêmes termes qu'en Saxe en donnant la majorité absolue aux trois partis ouvriers. Les indépendants proposent la formation d'un gouvernement ouvrier. Le Polburo décide que les députés communistes voteront pour un ministre président social-démocrate ou indépendant, et qu'ils soutiendront tout gouvernement « ouvrier » menant une politique ouvrière conséquente »³⁴. La centrale, puis le comité central l'approuvent, mais il faudra maintenir ce point de vue contre une résistance acharnée des responsables du district de Thuringe, qui refusent de cautionner la politique de leurs adversaires social-démocrates en contribuant à leur donner le gouvernement³⁵. C'est que cette politique soulève l'opposition farouche de la gauche, pour qui elle constitue un premier pas vers un nouveau révisionnisme, une rechute dans la conception opportuniste des voies parlementaires vers le socialisme. La centrale et la majorité de la direction vont en effet plus loin dans leurs perspectives, puisque W.Tür peut écrire dans *Inprekorr* :

« En Allemagne, le gouvernement ouvrier est pleinement réalisable. Au Reichstag, les partis ouvriers n'ont pas, il est vrai, la majorité : ils pourraient cependant gouverner avec l'appui des masses, et une dissolution, suivie de nouvelles

25 *Die Rote Fahne*, 22 novembre 1921.

26 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/25, pp. 51-52, cité par Reisberg, « Zur Genesis », p. 1038.

27 Krusch, *op. cit.*, p. 65.

28 Cité par Böttcher. *Die Internationale*, n° 21, 1922. p. 472.

29 *Die Rote Fahne*, 9 et 10 décembre 1920.

30 Reisberg, « Zur Genesis ... », p. 1031.

31 *Ibidem*, p. 1032.

32 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1, pp. 62 et 2/7, pp. 172, 194, cités *ibidem*, p. 1032.

33 Reisberg, p. 1033.

34 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/5, p. 11, cité par Reisberg, p. 1033.

35 *Ibidem*, 3/1/5, pp. 25, 26, cité par Reisberg. p. 1033.

élections, leur donnerait à coup sûr la majorité »³⁶.

Les élections de 1922 au Landtag de Saxe rendent une position de principe absolument nécessaire. Sur 96 élus, il y a en effet 19 nationaux-allemands, 19 populistes et 8 démocrates, soit 46 députés bourgeois. Les social-démocrates ont 1 000 000 de voix et 40 députés, et les communistes 10 élus avec 268 000 voix³⁷. Communistes et social-démocrates détiennent donc ensemble la majorité absolue. Sous la pression de son aile gauche qu'animent le Dr Erich Zeigner et le syndicaliste Georg Graupe, le parti social-démocrate offre au K.P.D. de former avec lui ce gouvernement dont la réalisation figure à son programme³⁸.

La question est âprement discutée dans les couloirs et les commissions du 4^e congrès de l'Internationale. Une dépêche d'agence ayant annoncé que le gouvernement saxon a été remanié et que Brandler y est entré, la délégation allemande se réunit et Thalheimer déclare que c'est là une décision juste et qui s'imposait. La gauche proteste. Quarante-huit heures plus tard, on apprend que c'est seulement d'une éventuelle entrée des communistes dans le gouvernement de Saxe qu'il s'agit. La discussion reprend : on sait cette fois que les social-démocrates refusent obstinément le point 7, l'armement des ouvriers, et le point 10, le congrès des conseils d'usine de Saxe. Thalheimer et Ernst Meyer proposent que les communistes entrent dans le gouvernement sans ces deux conditions ; Ulbricht déclare même qu'en Thuringe le mot d'ordre d'« armement des ouvriers » est dénué de signification, puisque chaque ouvrier possède son fusil³⁹. La délégation, contre les quatre voix de la gauche, se prononce pour l'abandon des points 7 et 10 et la formation d'un gouvernement socialiste-communiste. C'est alors que les Russes interviennent : pendant toute une soirée, ils argumentent contre Thalheimer et la majorité allemande. Lénine, Trotsky, Radek, Zinoviev, sont unanimes : il n'est pas question de céder sur ce point, et il faut s'en tenir, sous peine de se désarmer, à l'acceptation de conditions sévères. Les Allemands finissent par céder⁴⁰.

La direction allemande — formée d'une vingtaine de militants, parmi les plus importants⁴¹ — joue le jeu, conformément à la décision arrachée à Moscou par les Russes. Elle accepte en principe, mais pose des conditions de programme : ravitaillement des non-possédants en vivres et produits alimentaires à bon marché, réquisition des logements vides ou insuffisamment occupés en faveur des familles ouvrières mal logées, réduction à huit heures de la journée de travail, institution du travail obligatoire pour tous, entre dix-huit et cinquante-huit ans, amnistie pour les prisonniers politiques, sauf les contre-révolutionnaires, dissolution de l'« aide technique d'urgence » (organisation de briseurs de grèves), organisation de l'autodéfense ouvrière, lutte contre la réaction à commencer par l'épuration de l'administration, confirmation obligatoire des lois votées par le Landtag par le congrès saxon des conseils d'usine, campagne nationale en commun pour un gouvernement ouvrier à l'échelle du Reich. Conformément à l'avis émis par l'exécutif, le parti communiste fait de ces conditions un minimum et souligne que huit des points qu'il propose figurent déjà dans le programme des syndicats saxons de l'A. D. G. B.

Les social-démocrates acceptent toutes les conditions, sauf l'avant-dernière⁴². Reconnaître aux conseils d'usine une compétence en matière législative serait donner au gouvernement ouvrier ainsi constitué une allure « soviétique » qui semble incompatible avec la Constitution. Comme les communistes tiennent bon, c'est l'échec, et les social-démocrates forment seuls un gouvernement de minorité autour de Buck, ministre-président et Richard Lipinski, dans lequel le leader de la gauche, le Dr Erich Zeigner, détient le portefeuille de la justice. La modération du programme proposé par le cabinet lui vaut l'abstention de quelques députés du centre, en nombre suffisant pour assurer son investiture. La perspective d'un gouvernement ouvrier en Saxe est provisoirement écartée.

Science politique-fiction ?

A la fin de 1922 paraît à Moscou *De la Nep au socialisme*, œuvre d'Eugène Préobrajensky, qui vient d'être, pendant une année décisive, secrétaire du parti bolchevique. Vulgarisation scientifique se proposant d'expliquer la signification et les exigences de la nouvelle politique économique, il représente en même temps un effort pour la replacer dans la perspective de la révolution mondiale : le dernier chapitre est consacré à la révolution allemande.

La crise du capitalisme se prolongeant, une première période est caractérisée par ce que Préobrajensky appelle « la lutte spontanée de la classe ouvrière pour le capitalisme d'Etat » au cours de laquelle elle met en avant les mots d'ordre de nationalisation des chemins de fer, des mines et autres secteurs-clés de l'économie. Parallèlement se fait jour l'idée du gouvernement ouvrier. L'ouvrier-professeur Minaiev, auteur de la conférence historique de 1970 imaginée par Préobrajensky et déjà cité en tête de cet ouvrage, raconte en ces termes le début de la révolution allemande :

« Le gouvernement ouvrier se forma alors que le Parlement comportait une majorité bourgeoise. En fait, ce passage se réalisa en Allemagne au cours de la lutte du prolétariat contre la réaction qui avait relevé la tête. Ici avait pris naissance ce que l'on a appelé la « dyarchie », c'est-à-dire d'un côté le pouvoir des organisations ouvrières, de l'autre le pouvoir purement nominal du Reichstag. Dans cette période où la hausse du coût de la vie atteignit son point culminant, au milieu de la crise et de la plus grande agitation de la classe ouvrière, se manifestant par des démonstrations, des heurts avec la police et les éléments réactionnaires, ainsi que des grèves générales, alors qu'il semblait que l'édifice du capitalisme allemand était ébranlé jusqu'en ses fondations, le Reichstag, s'estimant heureux de pouvoir, avec la majorité des voix bourgeoises, se prononcer pour l'instauration du gouvernement ouvrier, lui vota la

36 W. Tür, *Corr. int.*, n° 94, 6 décembre 1922, p. 716.

37 R. Wagner, « Der Kampf um die proletarische Einheitsfront und Arbeiterregierung in Sachsen unmittelbar nach dem VIII. Parteitag der K.D.P. » (1), *BzG*, n° 4, 1963, p. 650.

38 W. Tür, *op. cit.*, p. 716.

39 *Die Lehren* (Fischer), p. 50.

40 *Ibidem* (Zinoviev), pp. 64-65.

41 Zinoviev, *ibidem*, p. 64, parle de vingt dirigeants, « die autoritative Vertretung », présents à Moscou à cette date.

42 W. Tür, *Corr. int.*, n° 94, 6 décembre 1922, p. 716.

confiance. Ce gouvernement, au sein duquel les partisans de Scheidemann jouaient naturellement le rôle directeur, devint rapidement responsable en réalité non devant le Reichstag, mais devant le parti social-démocrate et les centrales syndicales »⁴³.

Le gouvernement ouvrier ainsi instauré ne représenterait pourtant pas le prolétariat, mais seulement ses directions bureaucratiques, et constituait en réalité « le dernier rempart de la société bourgeoise en lutte contre ce pouvoir ouvrier réel qui n'était pas encore instauré »⁴⁴. La bourgeoisie comptait sur lui afin de préparer sa contre-attaque, notamment en s'appuyant sur les bandes fascistes bien décidées ; elle escompte d'autre part une rapide désillusion de la classe ouvrière :

« Les partis ouvriers une fois au pouvoir ne pourront rien faire pour améliorer réellement la situation des masses ouvrières, ils vont se compromettre et compromettre l'idée même de gouvernement ouvrier; après quoi viendra le moment de la reprise du pouvoir par un gouvernement purement bourgeois »⁴⁵.

Pourtant c'est le résultat inverse qui se produisit sur la base même des éléments qui avaient permis ce calcul :

« Les réformistes parvenus au pouvoir furent, en effet, très vite discrédités aux yeux des masses ouvrières. (...) Très vite, les masses, même celles qui suivaient les partisans de Scheidemann, se mirent à reprocher à leurs chefs de n'avoir rien fait et de n'avoir pas voulu faire pression sur la bourgeoisie ni entreprendre l'édification véritable du socialisme. Ces masses se mirent rapidement à quitter le camp des réformistes pour rejoindre les communistes »⁴⁶.

Le gouvernement ouvrier au pouvoir est nargué par la bourgeoisie qu'il se refuse à combattre : la crise économique s'aggrave, les luttes de classes s'intensifient et les masses, se portant vers la gauche, réclament de plus en plus à leurs dirigeants une action énergique. La conséquence capitale de l'accès au pouvoir puis de l'impuissance du gouvernement ouvrier est donc la crise dans les rangs social-démocrates. Le conférencier de 1970 l'analyse en ces termes :

« D'une façon générale, on relevait trois tendances parmi les réformistes, leurs éléments de base inclus. La première cherchait à saboter la lutte avec le capitalisme et à dissuader les ouvriers d'entreprendre une action décisive. La deuxième voulait réaliser toutes les mesures devenues nécessaires contre la classe possédante et l'anarchie régnant dans la production et la répartition ; mais ce groupe espérait parvenir à « convaincre » les classes possédantes de céder sans combat. Enfin, le troisième groupe, manifestement déçu par les réformistes, allait à grands pas à la fusion avec les communistes. Presque toute la bureaucratie des syndicats et du parti des réformistes, et également presque toute leur intelligentsia, appartenaient aux deux premiers groupes ; quant à la plus grande masse des éléments de base du parti et des syndicats réformistes, elle était attirée par le dernier. Ce glissement des masses ouvrières vers la gauche apparaissait d'une façon particulièrement nette au cours des réélections courantes aux syndicats et aux conseils de députés ouvriers »⁴⁷.

Depuis l'arrivée au pouvoir des partis ouvriers, en effet, s'étaient partout constitués des conseils ouvriers solidement tenus par des majorités réformistes. La bataille avait pour enjeu l'éviction des réformistes du mouvement ouvrier lui-même. Lorsque les communistes s'emparaient de la majorité dans un soviet, ils passaient à l'action, dissolvaient les municipalités, légiféraient sur les loyers, les taxes locales, imposaient un service du travail. C'est l'ensemble de ces mesures adoptées par les soviets locaux et bientôt régionaux qui devait contraindre la bourgeoisie à tenter l'épreuve de force et à déclencher la guerre civile. Elle sera acharnée, commençant par l'insurrection armée des ouvriers dans les villes, se poursuivant par la conquête, château par château, domaine par domaine, de l'Allemagne rurale. Mais la guerre civile allemande sera aussi le signal de l'intervention franco-polonaise et d'une guerre européenne, qui sera en même temps une guerre civile puisque partout les prolétaires se soulèvent pour défendre les ouvriers allemands contre leur propre bourgeoisie⁴⁸.

L'essai de Préobrajensky montre comment les bolcheviks les plus responsables attendaient que se concrétisent, « vers la fin des années vingt »⁴⁹, dans un délai de six à sept ans, leurs perspectives, et à quels développements ils ajustaient d'avance des mots d'ordre comme celui de gouvernement ouvrier. Il reste que son estimation du rythme de la révolution européenne était loin de faire l'unanimité et qu'elle pouvait, à certains égards, sembler excessivement pessimiste et même empreinte de cet « opportunisme » dont la gauche accusait volontiers les Russes à cette époque.

Le problème du rythme.

C'est en effet sur la question du délai que s'affrontent, dans l'Internationale, les gauchistes et leurs adversaires bolcheviks. Polémiquant dans les colonnes de *Bolchevik* contre l'Autrichien Friedländer, Trotsky se risque sur ce point à un pronostic, précisément à la fin de l'année 1922. Pour lui, les seuls facteurs internes, la désagrégation de l'économie allemande, les progrès du parti communiste, pourraient rendre l'observateur optimiste et laisser prévoir le début de combats décisifs dans un délai relativement proche, moins d'une année, par exemple. Mais il s'attend à des retards :

« La menace d'une occupation militaire de la part des Etats occidentaux aura pour résultat de freiner le développement de la révolution allemande jusqu'au moment où le parti communiste français montrera qu'il est en état de paralyser ce

43 Préobrajensky, *De la Nep au socialisme*, p. 114.

44 *Ibidem*, pp. 114-115.

45 *Ibidem*, p. 115.

46 *Ibidem*, p. 115.

47 *Ibidem*, pp. 116-117.

48 *Ibidem*, pp. 118-119.

49 *Ibidem*, p. 114.

danger et disposé à le faire »⁵⁰.

Cela ne signifie pas pour autant que la révolution allemande ne soit pas susceptible d'éclater avant la chute des gouvernements « impérialistes et agressifs » de France, d'Italie et de Grande-Bretagne, mais cela s'inscrit en faux contre les pronostics de Friedländer suivant lesquels la révolution est imminente en Allemagne. Trotsky précise :

« Il n'est guère de raison d'affirmer catégoriquement que la révolution prolétarienne triomphera en Allemagne avant que les difficultés intérieures et extérieures de la France n'amènent dans ce pays une crise gouvernementale et parlementaire »⁵¹.

Dans ces conditions, les communistes allemands doivent se méfier du « radicalisme révolutionnaire » et du « gauchisme » qui, selon Trotsky, ne font que recouvrir « pessimisme et méfiance » :

« La bourgeoisie n'est pas pour nous une pierre qui roule au précipice, mais une force historique vive, qui manœuvre, avance tantôt sa droite et tantôt sa gauche. C'est seulement si nous apprenons tous les moyens et les méthodes politiques de la société bourgeoise, pour réagir chaque fois sans hésitation ni retard, que nous réussirons à accélérer le moment où, d'un mouvement précis et sûr, nous projeterons définitivement la bourgeoisie dans l'abîme »⁵².

Vieille discussion qui, chez Trotsky et les dirigeants russes, exprime des inquiétudes renouvelées, nourries par l'expérience des dernières années, traduit aussi un certain optimisme, comme si le prolétariat détenait seul en définitive, le moyen d'éviter le choc prématuré. Dans le même *Bolchevik*, Radek tente de freiner les impatiences qui s'expriment dans le prolétariat et le parti allemand sous le poids d'une situation matérielle toujours plus difficile. Son aggravation, écrit-il, ne doit pas faire perdre de vue aux communistes leurs objectifs, ceux de l'étape qui préparera la prise du pouvoir et par-dessus laquelle ils ne peuvent sauter :

« Le parti communiste ne doit pas oublier qu'il ne représente pas encore la majorité de la classe ouvrière allemande et que sa tâche immédiate est de conquérir cette majorité et de nouvelles positions en vue de l'assaut prochain. (...) Il doit s'opposer au putschisme autant qu'à la passivité »⁵³.

Quelques jours plus tard, l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges allait renvoyer dos à dos les protagonistes.

50 « Demain », correspondance Friedländer-Trotsky, *Corr. int.*, n° 96, 13 décembre 1922, p. 735.

51 *Ibidem*, p. 736.

52 *Ibidem*, p. 736.

53 *Corr. int.*, n° 94, 6 décembre 1922, p. 715.

XXXIV. Mise au point de la tactique

Le 4^e congrès de l'Internationale communiste s'ouvre en novembre 1922. Pour la première fois depuis sa fondation, l'Internationale semble à même de faire le point sur les divergences qui se sont manifestées dans ses rangs au cours des trois années précédentes ; seize mois se sont écoulés depuis le tournant du 3^e congrès, seize mois riches en événements et en leçons, marqués par d'importants progrès, notamment en Allemagne, mais aussi par l'âpreté des luttes de tendances. Tout laisse à croire par ailleurs qu'on se trouve de nouveau à la veille de grands combats de classe.

Radek a rédigé pour les délégués des « remarques préliminaires¹ », dans lesquelles il souligne l'importance du problème du programme tel qu'il se pose désormais à l'Internationale. Pour lui, les années écoulées ont maintenant démontré aux communistes qu'ils ne peuvent se contenter, ni dans leur propagande ni dans leur stratégie générale, d'analyses globales de l'époque :

« L'ère de la révolution sociale à l'échelle mondiale, qui durera vraisemblablement plusieurs dizaines d'années, ne permet pas, ne serait-ce que par sa durée, de se contenter de perspectives générales. Elle pose aux partis communistes un certain nombre de questions concrètes qu'ils avaient résolu jusqu'à présent de façon purement empirique. (...) Sous-jacente à toutes, il y a la question du *caractère particulier de la phase actuelle du développement de la révolution mondiale*, celle de savoir si nous devons lancer des revendications de transition, qui ne concrétisent nullement la dictature du prolétariat, comme par exemple les revendications concrètes du programme de Spartakus, mais qui doivent conduire la classe ouvrière à la lutte, laquelle n'aura pour objectif la dictature qu'après avoir été approfondie et généralisée »².

Les principales questions ainsi posées aux communistes par leur expérience sont, à son avis, au nombre de trois. Les communistes peuvent-ils lancer face aux gouvernements bourgeois des revendications de transition ne correspondant pas à ce qu'ils feraient eux-mêmes s'ils étaient au pouvoir ? Quelle attitude doivent-ils adopter face aux questions du « capitalisme d'Etat », qu'elles surgissent du fait des tendances monopolistes ou de la lutte des ouvriers contre la baisse des salaires ? Enfin, sous quelle forme, outre les revendications générales économiques de transition de capitalisme d'Etat et de contrôle ouvrier de l'industrie, convient-il d'établir des revendications politiques transitoires équivalentes, telles que celle du gouvernement ouvrier ?

Radek proteste contre l'interprétation, courante dans l'Internationale — et qui est au congrès celle de Boukharine — qui renvoie ces questions à la discussion sur la tactique :

« Nous n'acceptons pas cette réponse. Une distinction aussi tranchée entre les questions de tactique et les questions de programme a constitué jusqu'à présent l'une des caractéristiques de l'opportunisme, qui veillait volontiers à la « pureté » du programme pour se permettre toutes sortes de saloperies sur le terrain du travail pratique, rendant ainsi le programme illusoire et sans force »³.

Il réclame donc du congrès une conception claire du caractère spécifique de la situation générale de l'Internationale dans la période donnée, entre la deuxième et la troisième vague de la révolution mondiale. C'est dans ce cadre et sur cette base qu'il suggère l'établissement d'un « programme de transition », par l'établissement de mots d'ordre qui soient en même temps des moyens de mobiliser les masses ouvrières en vue de la lutte pour la dictature du prolétariat :

« La révolution mondiale ne saurait triompher d'un seul coup. Aussi lent ou aussi rapide que soit le cours de son développement, nous avons besoin d'un programme de transition. La tâche d'un programme consiste à tracer une ligne de démarcation entre les efforts d'un parti donné et ceux de tous les autres. Nous nous distinguons de tous les partis ouvriers non seulement par le mot d'ordre de la dictature et du régime des soviets, mais aussi par nos revendications de transition. Alors que celles de tous les partis social-démocrates doivent non seulement être réalisées sur le terrain du capitalisme, mais encore servir à le réformer, les nôtres servent à lutter pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, pour la destruction du capitalisme »⁴.

Le fait que la délégation russe, à la suite d'un assez long débat interne, ait soutenu Radek contre Boukharine⁵, le fait que Radek ait joué, dans l'élaboration des résolutions sur les questions dites de tactique, touchant au premier chef l'Allemagne, le rôle principal, permettant de penser que c'est finalement dans le sens qu'il avait défini par ses « remarques » que l'exécutif a abordé la discussion de ces problèmes. Pour tous, en effet, la révolution mondiale est à l'ordre du jour en Allemagne. Zinoviev le souligne, une fois de plus, dans son discours d'ouverture :

« A moins que tous les signes ne nous en aient trompés, le chemin de la révolution prolétarienne à partir de la Russie passe par l'Allemagne »⁶.

1 Ces remarques, non destinées initialement à la publication, devaient néanmoins paraître dans *le Bulletin communiste*, n° 14 ; 5 avril 1923, pp. 126-128, sous le titre « La Question du programme de l'I.C. »

2 *Ibidem*, p. 126.

3 *Ibidem*, p. 127.

4 *Ibidem*, p. 128.

5 Voir à ce sujet la déclaration signée de Lénine, Trotsky, Zinoviev, Radek, Boukharine, et demandant le renvoi de la décision au prochain congrès, *Protokoll des Vierten Kongresses der Kommunistischen Internationale*, p. 542.

6 *Ibidem*, p. 37.

Les débats du 4^e congrès.

Pour l'exécutif, la situation mondiale ne s'est pas sensiblement modifiée depuis le tournant de 1920. Le rapport de Radek, intitulé « L'Offensive du capital », précise :

« La caractéristique de la période que nous vivons est que, quoique la crise du capitalisme mondial n'ait pas encore été surmontée, quoique la question du pouvoir soit encore au centre de tous les problèmes, les couches les plus larges du prolétariat ont perdu confiance dans leur capacité à conquérir le pouvoir dans un délai prévisible. Elles sont contraintes à la défensive. (...) La conquête du pouvoir n'est pas à l'ordre du jour en tant que tâche immédiate, actuelle. (...) La retraite du prolétariat n'est pas encore achevée »⁷.

C'est une fois de plus le débat sur la tactique qui va constituer la grande affaire du congrès. Il est précédé de longues discussions préparatoires, à l'exécutif comme en commission : de vifs désaccords — qui ne seront confirmés nettement que plus tard⁸ — y opposent à Radek, Zinoviev et Boukharine, apparemment sensibles à certains arguments de la gauche allemande et notamment à l'interprétation qu'elle donne du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier ».

Or c'est incontestablement la direction du parti allemand qui est le plus fermement axée sur la politique de front unique. En son nom, Meyer intervient pour insister sur le rôle des accords au sommet dans la préparation et la réalisation du front unique : il souligne qu'aucun des succès remportés dans cette voie par le parti allemand n'aurait été possible si la conférence de Berlin et les pourparlers entre dirigeants ne leur avaient ouvert la voie. Il s'élève contre l'opinion — exprimée en commission par Zinoviev, comme l'attesteront les débats du 5^e congrès — selon laquelle le gouvernement ouvrier ne constituerait qu'un « pseudonyme » de la dictature du prolétariat, déclarant :

« Le gouvernement ouvrier est un mot d'ordre que nous formulons pour gagner les ouvriers à notre cause et montrer que la classe ouvrière doit s'organiser pour combattre en commun la bourgeoisie »⁹.

Ruth Fischer, qui parle au nom de la gauche, rétorque que la tactique du front unique n'a fait que renforcer les illusions — caractéristiques du mouvement allemand — sur l'« unité ouvrière », et que son principal résultat, au cours des deux années écoulées, a été d'avoir poussé les indépendants dans la réunification avec les majoritaires. Elle accuse le parti allemand d'avoir, au cours de sa campagne après l'assassinat de Rathenau, dissimulé son drapeau et abandonné sa ligne révolutionnaire. Pour elle, le danger existe, de façon très concrète, qu'en voulant « se coiffer à l'occidentale »¹⁰ le parti allemand ne s'engage à nouveau dans une voie qui le ramènerait vers l'opportunisme et le parlementarisme.

Radek maintient fermement, face aux critiques de Ruth Fischer, l'explication du front unique qu'il a développée face à Vandervelde, et défend la justesse de sa propre thèse de la lutte unitaire pour la défense du « morceau de pain » :

« Nous entrons en pourparlers avec les social-démocrates avec la conviction qu'ils nous tromperont cette fois encore et même la prochaine. C'est pour ne pas avoir l'air d'être trompés que nous devons prévenir les masses d'avance. Mais nous ne devons rompre avec eux que lorsque nous sommes capables de faire nous-mêmes ce que les social-démocrates refusent de faire avec nous »¹¹.

En ce qui concerne le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, Radek critique également l'interprétation de Zinoviev qui en fait un simple paravent. Affirmant que le gouvernement ouvrier ne saurait en aucun cas constituer un « mol oreiller, à l'air plus innocent », il s'écrie :

« Le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat. Il est une transition possible vers la dictature du prolétariat »¹².

Critiquant le purisme de ceux qui tiennent le parlementarisme pour un mal en soi, il maintient que le gouvernement ouvrier peut naître aussi bien de la lutte des masses ouvrières en dehors du Parlement que d'une combinaison parlementaire entre partis ouvriers à la suite d'un succès électoral : l'essentiel de toute façon est ce que fera, de ce gouvernement une fois constitué, l'action des masses et, par conséquent, ce que sera la politique du parti communiste. Né de l'expérience des luttes en Occident, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier tient compte de la différence entre les pays occidentaux où existent des partis auxquels les ouvriers sont attachés, et la Russie, où la majorité des travailleurs a pu être gagnée directement au communisme. Cependant, il est nécessaire de comprendre que le gouvernement ouvrier n'est pas une nécessité, mais seulement une possibilité historique, ce que Radek exprime avec son humour habituel :

« Il serait faux de dire que l'évolution de l'homme, du singe au commissaire du peuple, doit obligatoirement passer par la phase de ministre du gouvernement ouvrier. Mais cette variante est possible »¹³.

Il condamne donc, au nom de l'exécutif, aussi bien l'intransigeance des partisans du « tout ou rien », lesquels n'acceptent le gouvernement ouvrier qu'en tant que synonyme de la dictature du prolétariat, que l'opportunisme et le recul devant l'action de

7 *Ibidem*, pp. 317-318.

8 Notamment au cours du 5^e congrès de l'I.C.

9 *Ibidem*, p. 76.

10 *Ibidem*, p. 82.

11 *Ibidem*, p. 100.

12 *Ibidem*, p. 101.

13 *Ibidem*, p. 102.

ceux qui veulent en faire « un parachute ». Tourné vers la gauche, il conclut :

« La tactique du front unique est plus difficile que celle que nous avons appliquée en 1919 lorsque nous disions: « Renversez tout ! » Il est plus facile et plus agréable de tout renverser. Mais, quand on n'a pas la force nécessaire pour le faire, quand on ne peut pas faire autrement que de s'engager dans cette voie-là, il faut le faire avec la conviction que les dangers qui nous y guettent sont des dangers qui nous viennent de la droite, et que ce n'est pas à nous, mais à la social-démocratie, que cette tactique nuit ! »¹⁴.

Résolutions finales.

Le congrès confirme les thèses sur le front unique adoptées par l'exécutif dans sa session de décembre 1921. La tactique du front unique signifie que « l'avant-garde communiste marche à la tête de la lutte quotidienne des masses pour leurs intérêts les plus immédiats » :

« La tactique du front unique n'est pas autre chose que la proposition faite par les communistes, à tous les ouvriers appartenant aux autres partis ou groupes ou sans-parti, de lutter avec eux, pour la défense des intérêts élémentaires et vitaux de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Toute action pour la plus petite revendication est une source d'éducation révolutionnaire, car l'expérience du combat convaincra les travailleurs de la nécessité de la révolution et leur montrera la signification du communisme »¹⁵.

Cela signifie concrètement que les communistes ne doivent pas hésiter à « entrer en pourparlers avec les traîtres », mais aussi qu'en aucun cas le front unique ne saurait être interprété comme une fusion de tous les partis ouvriers, ni justifier des « combinaisons électorales ». La condition du succès de cette tactique, qui peut avoir « une signification décisive pour toute une époque » est l'« existence de partis communistes indépendants et leur complète liberté d'action envers la bourgeoisie et la social-démocratie contre-révolutionnaire »¹⁶.

La résolution sur la tactique comporte une section détaillée consacrée au mot d'ordre de gouvernement ouvrier. « Mot d'ordre de propagande général », il a une particulière importance dans les pays où le rapport de force entre les classes, et notamment la crise de la bourgeoisie, le mettent à l'ordre du jour : il est « une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique », puisque, « à la coalition, ouverte ou masquée, bourgeoisie-social-démocratie, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois, pour le renversement de ce dernier »¹⁷.

Le gouvernement ouvrier naîtra donc de la lutte des ouvriers contre la bourgeoisie. Son programme minimum est simple :

« armer le prolétariat, désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises, instaurer le contrôle de la production, faire tomber sur les riches le gros du fardeau des impôts, briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire »¹⁸.

Le gouvernement ouvrier ne constitue en aucun cas un moyen de transition pacifique vers le socialisme, une recette pour éviter la guerre civile, même s'il apparaît à la suite d'une situation favorable dans le cadre d'un parlement :

« Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses elles-mêmes, s'il prend appui sur les organismes ouvriers capables de combattre, créés par les couches les plus larges des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire peut également fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire. Mais il va de soi que la naissance d'un gouvernement véritablement ouvrier et le maintien d'un gouvernement faisant une politique révolutionnaire doivent conduire à la lutte la plus acharnée et éventuellement à la guerre civile contre la bourgeoisie. La seule tentative de la part du prolétariat de former un gouvernement ouvrier se heurtera dès le début à la résistance la plus violente de la bourgeoisie. Le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est susceptible de concentrer et de déchaîner les luttes révolutionnaires »¹⁹.

La participation des partis communistes aux gouvernements ouvriers peut être envisagée si les autres organisations leur donnent des garanties qu'ils envisagent bien la lutte anticapitaliste et aux conditions suivantes: participation soumise à l'approbation de l'Internationale, contrôle strict du parti sur les membres communistes du gouvernement, contact étroit entre ces derniers et les « organisations révolutionnaires de masses », maintien de la physionomie et de l'indépendance absolue des partis communistes en question²⁰.

La résolution met en garde les communistes contre les dangers que présente — comme tout mot d'ordre et toute tactique juste — le mot d'ordre du gouvernement ouvrier :

« Si tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement capitaliste, il n'est pas vrai que tout gouvernement ouvrier soit un gouvernement authentiquement prolétarien, c'est-à-dire un instrument révolutionnaire du

14 *Ibidem*, pp. 102-103.

15 *Ibidem*, p. 1015.

16 *Ibidem*, p. 1014.

17 *Ibidem*, pp. 1014-1015.

18 *Ibidem*, p. 1016.

19 *Ibidem*, p. 1016.

20 *Ibidem*, p. 1016.

pouvoir prolétarien »²¹.

Il existe en effet plusieurs éventualités. Il peut y avoir, comme en Australie et vraisemblablement, sous peu, en Grande-Bretagne, un « gouvernement ouvrier libéral », et l'Allemagne a connu en 1918-1919 un « gouvernement ouvrier social-démocrate ». Ces deux types « ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements de coalition entre la bourgeoisie et les dirigeants ouvriers contre-révolutionnaires, camouflés »²² :

« Ces « gouvernements ouvriers » sont tolérés dans les périodes critiques par la bourgeoisie affaiblie, afin de tromper le prolétariat sur le véritable caractère de classe de l'Etat, ou même afin de détourner l'attaque révolutionnaire du prolétariat et de gagner du temps, avec l'aide des dirigeants ouvriers corrompus. Les communistes ne devront pas participer à de tels gouvernements. Au contraire, ils devront impitoyablement démasquer devant les masses le véritable caractère de ces faux « gouvernements ouvriers ». Dans la période de déclin du capitalisme, où la tâche principale est de gagner à la révolution la majorité du prolétariat, ces gouvernements, objectivement, peuvent contribuer à accélérer le processus de décomposition du régime bourgeois »²³.

Le congrès de l'Internationale distingue trois autres types de gouvernement ouvrier, gouvernement « ouvrier et paysan » — une éventualité à prévoir en Tchécoslovaquie ou dans les Balkans —, gouvernement ouvrier avec la participation des communistes, et enfin « un véritable gouvernement ouvrier prolétarien qui, dans sa forme la plus pure, ne peut être incarné que par un parti communiste ». Dans le cas des deux premiers, les communistes sont prêts à marcher avec les éléments ouvriers « qui n'ont pas reconnu la dictature du prolétariat » et même, « dans certaines conditions et sous certaines garanties, à appuyer un gouvernement ouvrier non communiste ». « Mais les communistes devront absolument expliquer à la classe ouvrière que sa libération ne pourra être assurée que par la dictature du prolétariat »²⁴.

Il importe en effet de bien comprendre que les différents types de gouvernement ouvrier auxquels les communistes peuvent éventuellement participer ne sont pas la dictature du prolétariat :

« Ils ne constituent pas encore une forme de transition nécessaire vers la dictature, mais ils peuvent constituer un point de départ pour la conquête de cette dictature. La dictature complète du prolétariat ne peut être réalisée que par un gouvernement ouvrier formé de communistes »²⁵.

Débats à Leipzig.

La discussion va se poursuivre au congrès du parti allemand qui se déroule à Leipzig du 28 janvier au 1^{er} février 1923. L'exécutif y est représenté par Kolarov et par Radek, lequel revient de Norvège où il a tenté d'éviter une scission qui menace depuis plusieurs mois²⁶. Le congrès va avoir à se prononcer sur les résolutions de l'Internationale, et la gauche présente des contre-rapports qu'elle oppose à ceux de Brandler et Meyer.

Ernst Meyer plaide pour la tactique du front unique et l'utilisation qui en a été faite par la centrale, tout en reconnaissant les erreurs opportunistes commises pendant la campagne après l'assassinat de Rathenau. Il souligne l'importance des résultats obtenus grâce à la poursuite de discussions au sommet entre directions, et l'écho qu'elles peuvent soulever parmi les travailleurs social-démocrates du rang²⁷. Brandler est chargé du rapport sur le front unique et le gouvernement ouvrier²⁸. Il commence par insister sur le danger fasciste, les progrès qu'il est en train de réaliser, notamment en Bavière, le péril mortel qu'il constitue pour le mouvement ouvrier. Le moyen dont le parti dispose pour vaincre le fascisme, c'est, selon lui, la lutte pour le front unique :

« La tactique du front unique n'est pas une simple formule de propagande, mais incontestablement une tactique de combat. (...) Nous sommes convaincus que nous ne pouvons mener la lutte finale pour le renversement de la bourgeoisie et l'établissement de la dictature du prolétariat que si nous combattons quotidiennement, en toute occasion, pour soulager la misère. (...) Nous savons bien que le combat pour des salaires plus élevés, des loyers plus bas, des prix inférieurs, ne suffira pas à assurer l'existence du prolétariat, à cette époque de la décadence capitaliste, même pour une brève période, mais nous mènerons néanmoins ce combat contre les difficultés quotidiennes pour de minces résultats (...) afin d'entraîner et d'accroître l'esprit d'offensive et la force combative de la classe ouvrière, de l'entraîner pour les grandes batailles que nous n'éviterons pas »²⁹.

Les communistes, assure-t-il, seront présents lorsque

« les chefs social-démocrates, sous la pression des masses, se décideront finalement à cesser d'être l'aile gauche de

21 *Ibidem*, p. 1017.

22 *Ibidem*.

23 *Ibidem*.

24 *Ibidem*.

25 *Ibidem*.

26 Il est intervenu au conseil national des 5 et 6 janvier afin de définir l'« autonomie » du parti norvégien dans le cadre des statuts de façon acceptable pour la minorité hostile à la centralisation de l'Internationale (H. M. Lange et Meyer, *Det norske arbeiderpartis historie*, II, pp. 320 sq.

27 *Bericht über die Verhandlungen des III (8) Parteitag*, pp. 197- 219.

28 *Ibidem*, pp. 314-333.

29 *Ibidem*, p. 318.

la bourgeoisie et à devenir l'aile droite des ouvriers »³⁰.

La lutte finale ne pourra être menée à bien que si la classe ouvrière s'unit en une armée compacte. Interpellant les partisans de la gauche, il leur dit sa conviction qu'il n'existe pas au sein du parti de désaccords sur les principes, mais seulement des divergences sur leur application, et notamment sur l'estimation du danger opportuniste contenu dans la tactique même du front unique. C'est pourquoi il insiste pour que soient trouvées ce qu'il appelle des « solutions concrètes » aux problèmes pratiques, et pour que le parti en finisse avec une discussion qui ne saurait désormais plus rien apporter.

Ruth Fischer fait une fois de plus le procès de la centrale et de sa ligne, qu'elle juge passive, opportuniste et révisionniste. Elle s'efforce de démontrer que l'interprétation donnée par Brandler du gouvernement ouvrier est en réalité une tentative de concilier démocratie bourgeoise et dictature du prolétariat³¹. Provoquante, elle termine une de ses interventions par cette phrase : « Nous continuerons le combat ; vous pouvez hurler si vous le voulez »³².

Maslow, contre-rapporteur, est moins polémique, mais finalement plus incisif, particulièrement dans sa critique sur la question du gouvernement ouvrier. Il pense que la centrale en a une conception purement parlementaire, et que son désir d'aboutir à des accords au sommet révèle de graves illusions sur les dirigeants de la social-démocratie. Il l'accuse de négliger l'important mouvement des conseils d'usine. Aux accords de sommet, il oppose la mobilisation à la base :

« La création d'un gouvernement ouvrier ne dépend pas de conditions rigides, mais, dans chaque situation donnée, du mouvement de masses qui pose la question du pouvoir, de l'existence, de la possibilité de développement, de la capacité de lutte, de l'esprit de combativité des organismes de combat prolétarien (les conseils ouvriers, les comités de contrôle), de l'exigence de la classe ouvrière d'avoir des armes (...), de son abandon de la défensive pour passer à l'offensive »³³.

En fait, les divergences sont sérieuses, et optimistes les orateurs qui affirment qu'elles ne portent pas sur les principes. D'une part, en effet, la gauche repousse le mot d'ordre de gouvernement ouvrier dans la mesure où, comme le pense la centrale, il signifie une alliance au moins temporaire avec les dirigeants social-démocrates, dont elle pense qu'ils sont, par nature, des agents de la bourgeoisie et qu'ils trahiraient le prolétariat dans un gouvernement ouvrier ; estimant que le parti social-démocrate est congénitalement lié à la contre-révolution, elle ne peut que tourner en dérision les efforts de Brandler pour le détacher de la bourgeoisie et en faire l'aile droite d'un bloc ouvrier. Fidèle d'autre part depuis sa naissance à la conception gauchiste de l'offensive, elle n'admet que du bout des lèvres les mots d'ordre défensifs, se refuse à envisager la notion même de mots d'ordre de « transition » et n'envisage des revendications comme la saisie des valeurs réelles, la formation de conseils d'usine ou de comités de contrôle, que comme des mesures précédant et préparant à court terme la prise du pouvoir, le gouvernement ouvrier lui-même n'étant concevable qu'appuyé sur le prolétariat en armes, et constituant par conséquent la première étape, ou, à l'extrême rigueur, le premier visage de la dictature du prolétariat. Telle est la substance des thèses que la gauche soumet au vote du congrès³⁴. Par 118 voix contre 59, il leur préfère les thèses présentées au nom de la centrale par Brandler³⁵.

Les thèses de Brandler.

Les « thèses sur la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier » adoptées par le congrès constituent une tentative d'application à l'Allemagne des résolutions votées au 4^e congrès mondial. Elles rappellent d'abord que la lutte pour le pouvoir est une lutte de masses, celle de la majorité de la classe ouvrière contre la minorité capitaliste. La lutte pour le front unique en vue de la lutte de classes commence par l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire dans un parti communiste, et se poursuit par la conquête des travailleurs organisés dans les syndicats et partis réformistes. Mais « le parti communiste, lui-même une partie de la masse, son avant-garde, n'a aucun autre but que le but de classe du prolétariat, la prise du pouvoir politique », pour laquelle il doit gagner la confiance des masses, tant par les actions qu'il organise ou auxquelles il participe que par son travail quotidien au sein de toutes les organisations ouvrières.

Or le principal obstacle sur la voie de l'organisation du front unique de classe prolétarien réside dans l'hostilité résolue des dirigeants social-démocrates réformistes, qui tentent toujours, par la politique de collaboration de classes, d'empêcher le prolétariat de faire front contre l'offensive bourgeoise : c'est dans la lutte concrète pour l'organisation de la bataille contre la bourgeoisie que les communistes peuvent gagner la confiance des travailleurs et démasquer les dirigeants réformistes :

« La tactique du front unique n'est pas une manœuvre pour démasquer les réformistes. Au contraire, démasquer les réformistes est un moyen de bâtir le front de combat étroitement soudé de façon unitaire du prolétariat »³⁶.

Parce qu'ils doivent être à chaque instant prêts à la lutte, les communistes doivent à chaque instant être disposés à faire aux autres organisations ouvrières des propositions pour un combat commun en vue de la constitution du front unique :

« La conception suivant laquelle la constitution du front unique prolétarien ne serait possible que par un appel aux masses pour la lutte (seulement « à la base ») ou que par des négociations avec des organismes de sommet (par « en

30 *Ibidem*. p. 328.

31 *Ibidem*, pp. 238-240.

32 *Ibidem*, p. 287.

33 *Ibidem*, p. 345.

34 *Ibidem*, pp. 142-150.

35 *Ibidem*, p. 375.

36 *Ibidem*, et *Dokumente und Materialien zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung*, Bd VII (1922-1923), II, p. 247.

haut ») est antidialectique et statique. Le front unique se développera bien plutôt à travers le processus vivant de la lutte de classes, de l'éveil de la conscience de classe et de la volonté de lutte au sein de couches toujours plus fortes du prolétariat »³⁷.

La lutte pour le front unique passe donc à la fois par la conquête des vieilles organisations ouvrières de masse, syndicats et coopératives, et par la construction d'organismes nouveaux rassemblant la classe, comme les conseils d'usine, les comités de contrôle ou les conseils ouvriers politiques :

« Le front unique révolutionnaire organisé dans les conseils ouvriers politiques pour le renversement de la bourgeoisie ne se situe pas au début, mais à la fin de la lutte pour gagner les masses au communisme »³⁸.

Les thèses mettent en garde le parti allemand contre les deux « déviations » qui se sont manifestées au cours des mois et semaines précédentes. La déviation de droite s'est exprimée par des concessions excessives aux partenaires au cours d'actions communes, une hésitation à affirmer les positions communistes propres, des réticences, en particulier, à conduire le combat à l'intérieur des syndicats réformistes. La déviation de gauche s'est traduite, à chaque instant de l'activité du parti, dans l'application de la ligne décidée : accent mis sur le front unique « à la base », affirmation que le gouvernement ouvrier serait la dictature du prolétariat et ne constituerait donc un mot d'ordre valable qu'à la veille de la prise du pouvoir, refus d'admettre la nécessité de mots d'ordre de transition pour élever la conscience des masses, affirmation générale que la ligne « opportuniste » du parti communiste allemand résulte de l'application en Allemagne de la Nep adoptée en Russie soviétique. Dissimulant la passivité par des phrases, elle a créé dans le parti un état d'esprit « gauchiste », une hostilité latente et une méfiance contre les dirigeants, contre le centralisme et la discipline en général.

Les thèses s'emploient ensuite à démontrer que le mot d'ordre de gouvernement ouvrier est le seul mot d'ordre susceptible d'unifier la politique communiste :

« Le gouvernement ouvrier ne peut apparaître qu'au cours de la lutte de larges masses contre la bourgeoisie, comme une concession des dirigeants réformistes à la volonté de lutte des travailleurs. Le gouvernement ouvrier ne peut apparaître qu'à une époque de luttes prolétariennes de masse, une époque où les positions de la bourgeoisie, du fait de son incapacité à surmonter la crise économique, sont durement ébranlées par les combats de la classe ouvrière. Le gouvernement ouvrier n'est ni la dictature du prolétariat ni la montée pacifique, parlementaire, vers elle. Il constitue une tentative de la classe ouvrière, dans le cadre et d'abord avec les moyens de la démocratie bourgeoise, pour faire une politique ouvrière appuyée sur les organes prolétariens et les mouvements prolétariens de masse, cependant que la dictature prolétarienne fait consciemment exploser le cadre de la démocratie, détruit l'appareil d'Etat démocratique, afin de le remplacer totalement par des organes prolétariens »³⁹.

Reprenant, après la résolution du congrès mondial, l'hypothèse d'un gouvernement ouvrier constitué sur la base d'une victoire parlementaire des partis ouvriers, les thèses affirment :

« Le gouvernement ouvrier n'est pas une « révolution simplifiée », ni une « dictature de remplacement » qui atténuerait la résistance de la bourgeoisie et serait donc bonne à prendre pour les réformistes, mais une période de lutte, de violente lutte du prolétariat contre sa bourgeoisie, laquelle ne lui laissera pas de son plein gré la largeur d'un pied sur le plancher. (...) Le parti communiste affirme que le gouvernement ouvrier est le seul gouvernement qu'il puisse soutenir dans la période actuelle de lutte du prolétariat pour son existence, le seul qui puisse représenter les intérêts du prolétariat sans capituler devant la bourgeoisie, face aux gouvernements de coalition et social-démocrates »⁴⁰.

Le destin des « gouvernements ouvriers » dépendra en définitive de la politique des partis communistes et de la façon dont ils seront capables de gagner les ouvriers au communisme et à la reconnaissance de la nécessité de la dictature prolétarienne :

« Surmonter les oscillations, les lacunes et les fautes du gouvernement ouvrier par une lutte toujours plus acharnée du front unique révolutionnaire et de ses organes politiques, séparer les travailleurs de leurs dirigeants opportunistes, les débarrasser de leurs illusions démocratiques et pacifiques, telles sont les tâches du parti communiste dans la période avant et pendant le gouvernement ouvrier »⁴¹.

Les thèses se prononcent pour l'entrée éventuelle des représentants du parti communiste dans le gouvernement ouvrier :

« La participation au gouvernement ouvrier ne signifie pour le parti communiste aucune concession sur l'objectif révolutionnaire du prolétariat, aucun truc et aucune manœuvre tactique, mais le fait qu'il est parfaitement prêt à lutter dans un combat commun avec les partis ouvriers réformistes, quand ils montrent clairement leur volonté de rompre avec la bourgeoisie et d'entreprendre avec les communistes la lutte pour les revendications de l'heure »⁴².

Parmi les conditions nécessaires de la participation, les plus importantes sont la reconnaissance du rôle joué en matière législative par les organes du front unique prolétarien et l'armement du prolétariat :

37 *Ibidem*, pp. 247-248.

38 *Ibidem*, p. 248.

39 *Ibidem*, p. 25.

40 *Ibidem*, pp. 252-253.

41 *Ibidem*, p. 253.

42 *Ibidem*.

« Pour la participation du parti communiste à un gouvernement ouvrier, ce ne sont pas les promesses des dirigeants réformistes qui sont déterminantes, mais l'analyse de l'ensemble de la situation politique, le rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, la combativité des masses prolétariennes, l'existence d'organismes de classe propres, la capacité de résistance de la bureaucratie réformiste et, en premier lieu, la capacité du parti communiste à conduire les masses au combat pour leurs revendications »⁴³.

Les thèses soulignent que, comme toute position du prolétariat dans le cadre de l'Etat bourgeois démocratique, le gouvernement ouvrier ne constitue qu'un point d'appui, une étape pour le prolétariat « dans la lutte pour son hégémonie exclusive » :

« Le gouvernement ouvrier n'est pas du tout une étape nécessaire, mais il est une étape possible dans la lutte pour le pouvoir politique »⁴⁴.

La conclusion aborde le problème des gouvernements ouvriers dans les Etats. Après avoir rappelé l'historique de la question, la constitution de gouvernements social-démocrates avec le soutien au Landtag des voix des communistes, les thèses affirment :

« Des gouvernements ouvriers d'Etat ne peuvent apparaître que dans des situations de crise politique aiguë, où la poussée des masses est si forte qu'une partie des dirigeants social-démocrates se décident à se placer sur le terrain d'une politique prolétarienne de classe. Le gouvernement ouvrier d'un Etat est un gouvernement de social-démocrates et de communistes qui s'appuie sur des organes de classe prolétariens. La base politique de ce gouvernement ouvrier n'est pas le parlement bourgeois, mais les organes de classe extra-parlementaires. Le K.P.D. participe à ces gouvernements d'Etat afin d'y construire des points d'appui pour la lutte dans le Reich. (...) Les gouvernements ouvriers d'Etats doivent nouer entre eux des relations étroites et constituer un bloc rouge contre le gouvernement capitaliste (purement bourgeois ou de coalition bourgeois-social-démocrate) »⁴⁵.

Lendemain de congrès.

L'opposition qui s'est manifestée au congrès contre les thèses de Brandler, les réserves exprimées à Moscou aussi bien en commission qu'au sein de l'exécutif, expliquent le malaise qui est sensible au lendemain du congrès de Leipzig. Tout se passe comme si une partie des éléments dirigeants de l'Internationale étaient sensibles aux arguments de Ruth Fischer et éprouaient de la méfiance à l'égard de la façon dont sont développées en Allemagne les thèses du 4^e congrès mondial. L'ensemble de la presse communiste des différents pays reproduit, par exemple, une contribution à la discussion qui est présentée par Edwin Hoernle, délégué du K.P.D. à l'exécutif, et qui constitue, à bien des égards, un correctif de la position jugée trop opportuniste de Brandler⁴⁶.

Hoernle reprend en effet la question dans les termes même où elle a été posée par Ruth Fischer : le rôle du mot d'ordre de gouvernement ouvrier par rapport aux militants et ouvriers influencés par le parti social-démocrate. Il souligne que l'objectif commun de tous les communistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, est la désagrégation des rangs de la social-démocratie, le passage de leur base dans les rangs communistes ; cependant, ces résultats ne peuvent être atteints au début, mais seulement à la fin des luttes révolutionnaires. Or le gouvernement ouvrier peut déclencher de telles luttes. Hoernle souligne que, pour le réaliser, il faut que « le parti communiste traite d'abord les social-démocrates tels qu'ils apparaissent aux masses, c'est-à-dire comme des gens honnêtes, afin que les masses elles-mêmes soient en mesure de les démasquer ». Telle est la justification des négociations entre dirigeants.

Il s'attache par ailleurs à démontrer que les tâches principales d'un gouvernement ouvrier, loin de se cantonner au cadre de la démocratie bourgeoise, visent au contraire à le briser, puisqu'il aura à réaliser « la formation, l'organisation et la centralisation méthodiques des conseils ouvriers et des corps de défense ouvrière, la démolition des formations militaires policières et des organes de la justice et de l'administration bourgeoise »⁴⁷. Il conclut par une formule plus dialectique — plus acceptable aussi aux yeux de la gauche que celle de Brandler — pour situer le gouvernement ouvrier dans l'intervalle entre la « dictature bourgeoise » et la « dictature prolétarienne » et non « dans le cadre de la démocratie bourgeoise » :

« Le gouvernement ouvrier n'est plus une dictature bourgeoise sans être encore une dictature prolétarienne. Il constitue une étape dans la transition, au milieu du processus dialectique du développement révolutionnaire : tout en existant, il procède lui-même à son abolition »⁴⁸.

Méritoire effort de synthèse, mais qui ne suffit pas à combler des divergences profondes. Les désaccords éclatent dès qu'il s'agit de passer à l'application. En Saxe, le gouvernement Buck, mis en minorité au Landtag, vient de démissionner. Paul Böttcher déclare que les communistes saxons sont décidés à faciliter la formation d'un gouvernement ouvrier et à ne rien faire qui puisse fournir aux social-démocrates prétexte à s'allier de nouveau à la bourgeoisie. Ruth Fischer rétorque immédiatement que sa perspective, conçue en dehors de toute action de masse, ne peut même pas invoquer en sa faveur les résolutions des congrès, car elle se situe sur un terrain exclusivement opportuniste et parlementariste⁴⁹.

43 *Ibidem*.

44 *Ibidem*.

45 *Ibidem*, pp. 254-255.

46 Edwin Hoernle, « Die Taktik der Einheitsfront aus dem Parteitag der K.P.D. », *Die Internationale*, n° 6, 15 mars 1923, pp. 179-185.

47 *Ibidem*, p. 183.

48 *Ibidem*, p. 285.

La soigneuse formulation des thèses ne peut dissimuler la réalité du désaccord. Il est vrai que Brandler et ses partisans, hypnotisés par la nécessité de conquérir la majorité des travailleurs tels qu'ils sont, cherchent un mot d'ordre de transition acceptable par eux, compte tenu de leurs illusions, et que le gouvernement ouvrier qu'ils prônent n'est d'abord — parce qu'il ne peut pour le moment rien être d'autre — qu'une alliance parlementaire avec le parti social-démocrate dans le cadre des institutions existantes. Il n'est pas moins vrai que, lorsque Ruth Fischer et Maslow utilisent de leur côté les mots de « front unique » et de « gouvernement ouvrier », ils entendent le premier à la base et le second comme un substitut de la « dictature du prolétariat », que leur politique est sœur jumelle de celle que défendent, depuis 1918, tous les gauchistes, celle même que le parti allemand a, pour son malheur, suivie à plusieurs reprises : l'offensive révolutionnaire déclenchée indépendamment du contexte, le rejet de tout mot d'ordre de transition, la voie qui mène à l'isolement et à l'échec.

Les efforts de Lénine et de l'exécutif pour promouvoir une collaboration entre les deux tendances comme l'unique moyen de leur faire surmonter leurs divergences, avaient donc été vains⁵⁰. Les nombreux incidents qui émaillent les débats du congrès de Leipzig reflètent cette situation. Déjà, le premier jour, le ton des accusations lancées par Ruth Fischer contre la centrale, sa dénonciation de « sa passivité, de son opportunisme et de son révisionnisme »⁵¹ ont provoqué de vives réactions, notamment de la part de Stolzenburg, président du congrès, et de Kleine, représentant de l'exécutif⁵². Le troisième jour, elle demande la parole pour une déclaration personnelle et en profite pour faire une intervention de fond au nom du district de Berlin-Brandebourg. Stolzenburg prétend lui retirer la parole, Maslow appelle le congrès à révoquer le président : le tumulte ne s'apaise qu'après une intervention conciliante de Pieck, parlant d'un malentendu⁵³, et le passage à l'ordre du jour. L'autre incident se produit, lui, à l'occasion de séances à huis clos préparant l'élection de la centrale. La direction sortante propose de porter de quatorze à vingt et un le nombre de ses membres et propose une liste de vingt et un noms, ne comportant aucun représentant de la gauche, mais, par une concession qu'elle estime importante, ne comprenant pas non plus Ernst Meyer, cible des attaques gauchistes depuis le début. Ernst Meyer proteste contre le fait « sans précédent » qui veut que les « réserves » de certains districts contre lui n'aient pas été exprimées par eux en congrès⁵⁴. La gauche exige une représentation à la direction qui soit conforme à son importance dans le parti, où elle dispose du tiers des mandats. Elle annonce que les délégués de Berlin-Brandebourg, Wasserkante et la Rhénanie moyenne ne voteront pas pour l'élection. Au cours d'une séance de nuit, Radek, qui est flanqué de Kolarov, met l'autorité de l'exécutif dans la balance pour obtenir de Brandler l'inclusion dans la liste de la centrale de membres de la gauche⁵⁵.

Mais — résistance de Brandler, sans doute — si la nouvelle liste de vingt et un noms comprend effectivement trois militants de la gauche, Ewert, Lindau et Pfeiffer, cette concession n'est pas propre à apaiser l'opposition, qui juge Lindau modéré et, surtout, tient Ewert pour une créature de Radek⁵⁶. Neuf districts se joignent à la centrale pour présenter cette liste de candidats. Ceux de Berlin, Wasserkante, Hesse-Francfort et Rhénanie moyenne lui opposent une autre liste comprenant seulement quatre noms de dirigeants de la gauche, Ruth Fischer elle-même, Geschke, Katz et König⁵⁷. Le district de Prusse orientale, enfin, présente le seul Ernst Meyer⁵⁸. Finalement, la liste de la centrale est élue en bloc à une assez confortable majorité⁵⁹.

La centrale ainsi élue a un dirigeant, bien qu'il ne soit pas fait mention de l'élection d'un président. Le nouveau chef du parti

49 *Bericht über die Verhandlungen des III (8) Parteitag*, pp. 268 sq.

50 Dans une lettre adressée à E. Meyer le 12 octobre 1922. Brandler parlait des « cochonneries fractionnelles » (*Fraktionsschweinereien*) des Berlinoïses et proposait de suspendre R. Fischer de ses responsabilités (Archives Rosa Léviné-Meyer, cité par H. Weber, *Die Wandlung*, t. I, p. 45, n. 88). Aucune sanction n'avait finalement été prise.

51 *Bericht III (8) ...*, p. 240.

52 *Ibidem*, p. 247.

53 *Ibidem*, p. 299.

54 Weber, *Die Wandlung*, I, p. 46.

55 Ruth Fischer, acharnée contre Radek, affirme qu'il avait l'intention d'éliminer les dirigeants de la gauche, affirmation que rien ne corrobore. Elle explique cette dernière initiative et sa recherche d'un compromis par la conscience qu'il avait d'être « allé trop loin ». Dans une lettre adressée par lui en décembre 1926 à Clara Zetkin, Radek expliquera que, pour lui, « Ruth Fischer, Maslow, Urbahns, Scholem, représentent toute une couche d'ouvriers révolutionnaires », qui elle-même incarne « l'impatience révolutionnaire ». Il explique à ce sujet : « Nous devons la combattre afin de montrer clairement aux ouvriers communistes qu'une minorité sans espoir n'est pas en mesure de s'emparer du pouvoir. Mais nous ne voulions pas nous séparer de cette masse qui constitue l'espoir de notre classe. » Sur l'incident du congrès, il déclare : « C'est pourquoi, de ma propre initiative, j'ai insisté, au cours du congrès de Leipzig, pour que Ruth Fischer soit portée à la centrale ; le congrès repoussa ma proposition. Je voulais que les représentants de la gauche soient dans la centrale afin d'y constituer un contrepoids aux politiciens au jour le jour, aux camarades qui ne comprenaient pas la différence entre un parti indépendant et un parti communiste » (Archives Trotsky, publié dans *The New International*, I, n° 5, p. 155). Ce texte, cité par Ruth Fischer elle-même (*op. cit.*, p. 509, n. 9), infirme la thèse des manœuvres de Radek qu'elle veut accrédi-ter ; Radek en effet y prend position contre la politique de l'exécutif d'alors. Qui consiste en la recherche de l'exclusion de la gauche — Ruth Fischer en tête — et de la scission. Voir également Angress, *op. cit.*, pp. 275 sq., P. Maslowski, *Thaelmann*, p. 42, E. H. Carr, *The Interregnum*, pp. 158-159. Pour conclure, notons que Ruth Fischer s'était elle-même démentie à l'avance en déclarant à l'exécutif de janvier 1924 de l'Internationale : « L'intervention de dernière minute du représentant de l'exécutif avait réussi à éviter la scission » (*Die Lehren der Deutschen Ereignisse*, p. 51).

56 Ruth Fischer (*op. cit.*, pp. 225 et 229-230) écrit que la liste révisée de la centrale comprenait quatre candidats dits de gauche, ce qui représente une évidente confusion. Mais elle ne mentionne que le seul Ewert.

57 Ruth Fischer, *ibidem*, parle, sans autre précision, des « manœuvres » de Radek pour empêcher les candidatures de Maslow et Thaelmann, qui ne se produisirent effectivement pas. Elle est muette sur sa propre candidature.

58 Ruth Fischer, *ibidem*, affirme qu'Ernst Meyer avait été éliminé à la demande de Radek, à cause du refus qu'il lui avait opposé de participer à la création d'une fraction de l'exécutif au sein du K.P.D. Elle oublie, ce disant, les attaques qu'elle-même avait lancées contre lui.

59 Ruth Fischer, *ibidem*, affirme que les délégués de la gauche se sont abstenus dans le vote pour la centrale : affirmation insoutenable, 16 délégués au plus s'étant abstenus alors que 59 avaient voté pour la gauche et contre les thèses de Brandler. Il est significatif que Lindau, avec 159 voix, et Pfeiffer, avec 192, soient arrivés en tête : les partisans de la centrale et ceux de la gauche avaient voté pour eux. Venaient ensuite Clara Zetkin, Eberlein, Frölich, Hoernle, puis Brandler avec 166 voix, qui permettent d'estimer à plus de 30 le nombre des gauchistes qui avaient pris part au vote. Ulbricht, avec 117 voix, et Karl Becker, avec 107, étaient les derniers élus (*Bericht III (8) ...*, p. 382).

allemand est Heinrich Brandler. Maçon de quarante-deux ans, militant social-démocrate de longue date, c'est l'un des rares anciens du noyau spartakiste qui soit également un dirigeant syndical, et un militant « de masses », constructeur du parti à Chemnitz et excellent organisateur. Il a déjà été appelé à la présidence du V.K.P.D. au lendemain de la démission de Levi et, en cette qualité, a porté la responsabilité de l'action de mars, ce qui lui a valu d'être arrêté et condamné. Après sa libération, il a séjourné plusieurs mois à Moscou comme membre du présidium de l'Internationale. Petit, trapu, bossu à la suite d'un accident du travail, il a un fort accent saxon. C'est un homme de poids, à la large face tranquille, méthodique et patient, praticien plus que théoricien, une poigne ferme et le sang froid, bref un dirigeant ouvrier à bien des égards très représentatif du mouvement allemand et des aspects les plus positifs de sa tradition social-démocrate. Il jouit de la confiance de l'exécutif, bien que celui-ci se méfie de sa rancune à l'égard des « Berlinoises », qu'il a dénoncés depuis son retour en Allemagne⁶⁰. A ses côtés, des militants qui lui ressemblent, militants syndicaux, dirigeants de masses, comme Heckert, Böttcher, Walcher, Koenen, Remmele, Stoecker et, bien entendu, Clara Zetkin ; un homme très différent — théoricien et même intellectuel — dont l'histoire fera son *alter ego*, August Thalheimer ; un organisateur nouveau venu, ni orateur ni écrivain mais efficace, l'ancien menuisier Walter Ulbricht, et aussi Guralski, l'homme de confiance de Zinoviev, répète-t-on avec quelque vraisemblance, élu à la centrale sous son pseudonyme allemand d'August Kleine. Derrière eux, en coulisse, et appelé à suivre les choses de très près, sur place ou de Moscou, Radek, qui a poussé Brandler en avant depuis au moins novembre 1922, et qui a préparé avec lui le congrès de Leipzig.

Au moment où s'installe cette direction qui eût pu paraître solide en d'autres temps, s'annonce l'orage qui va ébranler l'Allemagne jusque dans ses fondations.

60 Voir note 50.

XXXV. L'occupation de la Ruhr

L'année 1923 est pour l'Allemagne d'après guerre l'« année terrible ». Les conséquences de la guerre y déclenchent une crise sans précédent dans un pays capitaliste avancé. Le malaise économique qui règne depuis deux ans se transforme en un véritable bouleversement social et politique à la suite de la décision française d'occuper la Ruhr en janvier 1923.

Le problème des réparations et les puissances.

L'article 231 du traité de Versailles prévoyait le paiement de « réparations » par l'Allemagne. Cette question allait rapidement devenir l'enjeu de la bataille entre les anciens vainqueurs. Dès 1919, Anglais, Américains et Français s'affrontent au sein de la commission des réparations, et les conférences interalliées se succèdent, cependant que la diplomatie allemande s'efforce de tirer parti de ces lenteurs. En juillet 1920, la conférence de Spa fixe la répartition entre Alliés des sommes à percevoir et décide du principe de règlements forfaitaires. En janvier 1921, la conférence de Paris décide le versement de quarante-deux annuités, les unes de taux fixe, les autres proportionnelles au produit des exportations allemandes. La première conférence de Londres décide, à titre de représailles pour le non-paiement d'une échéance de 20 millions de marks-or, l'occupation de Düsseldorf et Duisbourg. La deuxième, en mai 1921, fixe à 132 milliards de marks-or, compte non tenu du remplacement des valeurs détruites, le montant de la dette allemande, en annuités fixes de 2 milliards de marks-or, majorés d'une indemnité variable égale à 26 % du montant des exportations allemandes. Dès juillet 1923, le gouvernement allemand plaide pour un moratoire, que le gouvernement français est bien décidé à refuser. Le 10 janvier 1923, malgré les Alliés et l'indignation de l'opinion européenne, le gouvernement Poincaré donne au général Degoutte l'ordre d'occuper militairement la Ruhr, sous le prétexte de « saisir un gage productif ».

Les désaccords entre puissances alliées ne relèvent ni de conceptions différentes de la paix ou de la morale politique, ni de divergences quant aux perspectives de « l'avenir de l'Allemagne ». Les industriels français veulent se faire dédommager de la ruine des installations du Nord, alimenter les fonderies acquises en Lorraine. L'industrie allemande, qui a perdu les trois quarts du bassin de Haute-Silésie, doit fournir à la France d'énormes quantités de charbon au titre des réparations. L'industrie charbonnière britannique est menacée par les livraisons de l'Allemagne, qui réduisent de moitié ses exportations vers la France. Les sidérurgistes français tiennent particulièrement à la fourniture de coke métallurgique de la Ruhr. L'industrie lourde allemande manque de minerai, surtout après la perte du gisement lorrain. La possibilité d'une alliance entre industrie lourde française et allemande, la formation d'un trust franco-allemand pourraient signifier l'expulsion de la Grande-Bretagne du marché européen et la perte d'importants débouchés pour les produits de sa métallurgie.

C'est à réaliser cet objectif que travaillent les intérêts représentés par les deux grandes banques françaises, Union parisienne et Banque de Paris et des Pays-Bas, et la Société générale belge. Raymond Poincaré est l'homme politique de cette opération d'envergure, qui compte des partisans résolus à tous les leviers de commande. Depuis 1919, les autorités françaises d'occupation en Allemagne, Tirard, président de la haute commission interalliée en Rhénanie, le général de Metz, commandant les forces du Palatinat, s'emploient à encourager en Rhénanie un mouvement « séparatiste ». Faute de pouvoir véritablement « coloniser » l'Allemagne, comme le disent nationalistes et communistes, on songe, à Paris, à la morceler. Un Etat rhénan englobant la Ruhr pourrait constituer le support politique d'une domination française en Europe, et la base d'un condominium franco-allemand sur le marché européen.

Les Etats-Unis s'opposent résolument à ces plans, au nom de la nécessité de « sauver l'Allemagne ». Ils ont tenté d'amener le gouvernement français à consentir une diminution des sommes dues au titre des réparations, à renoncer à un morcellement de l'Allemagne. Les capitalistes américains se déclarent prêts à fournir à l'Allemagne les capitaux nécessaires à son relèvement économique, et, du coup, au paiement des réparations. Ainsi que le note Eugène Varga, « les Etats-Unis sont l'unique pays du monde qui, malgré une situation normale, manque de main-d'œuvre industrielle (...), l'unique pays capable de nourrir le prolétariat allemand industriel, en lui donnant des matières premières à travailler en Allemagne même »¹. La Grande-Bretagne s'aligne en définitive sur les Etats-Unis, dont la pression est seule capable d'écarter l'éventualité qu'elle redoute le plus. Comme l'écrit Varga, « en face du système continental impérialiste français se dresse chaque jour plus compact le système du marché mondial anglo-américain »².

A la fin de 1922, le gouvernement Poincaré présente un plan de règlement. Il prévoit la stabilisation du mark — dont la dévaluation continue est un moyen pour l'Allemagne d'esquiver le fardeau —, des mesures pour équilibrer le budget, des mesures contre la fuite des capitaux et l'accumulation des devises étrangères. La commission des garanties siégeant à Berlin assumerait de fait la gestion des finances allemandes, pouvant « s'opposer aux dépenses qui lui sembleraient déplacées et prescrire toute espèce d'augmentation des recettes qu'elle croira réalisable » : l'Allemagne serait ainsi soumise à une tutelle plus sévère encore que la Turquie d'avant 1914. Par-dessus le marché, le gouvernement français refusant tout moratoire de plus de deux ans et, de façon générale, tout moratoire sur les frais d'entretien de l'armée d'occupation et les livraisons en nature, revendique des garanties : surveillance de la production charbonnière et de l'exécution des livraisons par une commission interalliée siégeant à Essen, remise d'un dépôt de garantie en devises étrangères, réquisition des réserves.

La « résistance passive ».

Dès le lendemain de l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, le gouvernement Cuno annonce qu'il résistera à l'agression étrangère. Le 12, le président Ebert lance un appel en ce sens. Le 13, le Reichstag, par 284 voix contre 12, décide la « résistance passive »³ : aucun Allemand ne doit accepter de collaborer avec les autorités d'occupation, tout paiement est

1 « La situation en octobre-décembre 1922 — Les Plans de réparations français et anglais — Données principales », *Corr. int.*, n° 11, 7 février 1923, p. 67.

2 *Ibidem*.

3 *Verhandlungen des Reichstags*, 357, p. 9422.

interdit. Les incidents se multiplient au fur et à mesure de l'extension de l'occupation. Il y a des coups de feu à Düsseldorf et Bochum, des grèves de cheminots ou de mineurs ici ou là. Les autorités d'occupation annoncent des mesures draconiennes pour briser cette résistance. Le 19 janvier, elles font arrêter le bourgmestre de Dortmund, le 27, Fritz Thyssen junior. Le gouvernement allemand incite les ouvriers à ce qu'il appelle la « grève patriotique », menace de considérer comme des « traîtres » ceux qui accepteraient de travailler pour l'occupant. Le 27 janvier, les autorités militaires françaises annoncent qu'elles ont décidé de prendre en main l'exploitation des chemins de fer de la Ruhr, pratiquement paralysés par la grève. Elles parviendront à les remettre en marche par un appel massif à des cheminots français et belges après expulsion de la zone d'occupation de 1 400 cheminots allemands⁴. Le 29 janvier, elles proclament l'état de siège et décident d'étendre la zone occupée jusqu'à la frontière hollandaise⁵.

Début janvier, le conflit a pris un caractère plus violent. La décision du gouvernement Cuno d'appeler à la résistance passive, la campagne nationaliste de la grande presse, les mesures de représailles des occupants, tout contribue à passionner le conflit et à déchaîner les forces nationalistes d'extrême-droite. Cuno, qui a le soutien des grands industriels, laisse par la force des choses la bride sur le cou aux chefs de la Reichswehr, dont la complicité avec les chefs de bande nationalistes s'organise presque ouvertement. Le 26 janvier, Ludendorff a lancé un appel aux armes⁶. De l'Allemagne entière, de nouveau enfiévrée par les passions nationalistes, accourent des volontaires des groupes paramilitaires, des anciens des corps francs. Les chefs de la Reichswehr coordonnent le tout avec l'accord du gouvernement. Le 30 janvier, le chancelier Cuno et le général von Seeckt s'entretiennent au sujet de l'armement et de la mobilisation et se mettent d'accord en ce qui concerne les relations avec l'*Orgesch*⁷. Le lendemain, le général rencontre Jahnke, aventurier mondialement connu, qui lui expose ses vues en ce qui concerne le sabotage des chemins de fer⁸ ; une autre conversation, avec Stinnes, porte sur le financement de ces nouvelles activités⁹. C'est à peu près à cette époque que le lieutenant-colonel von Stülpnagel reçoit mission de s'installer clandestinement dans la zone occupée, afin d'y diriger les opérations de sabotage¹⁰. Il résume lui-même sa mission en ces termes :

« Il s'agit de transformer la résistance passive en résistance active (nuit de la Saint-Barthélemy) et de l'organiser aussi rapidement que possible par l'Etat »¹¹.

Le 13 février, le général von Seeckt a un entretien avec des représentants des industriels de la Ruhr et les dirigeants de la Reichsbank : ces derniers se déclarent prêts à lui fournir sur-le-champ 300 millions de marks destinés à l'achat d'armes autrichiennes en Italie par l'intermédiaire de Mussolini. Le 15, il rencontre les dirigeants de l'*Orgesch*, le 17, au cours d'une discussion avec un des directeurs du *konzern* de Stinnes et le propriétaire de mines von Löwenstein, est décidée une rencontre avec Ludendorff¹². Le 20, au domicile du directeur général de Stinnes, von Seeckt et Ludendorff se rencontrent pour une discussion des conditions de la collaboration entre la Reichswehr et les activistes d'extrême-droite¹³.

Le résultat de cette intense activité politique est la recrudescence des violences dans la Ruhr. Des rails, des fils électriques et téléphoniques sont coupés, les sabotages se multiplient, paralysant fréquemment industrie et transports. Les occupants ripostent par des arrestations massives après chaque attentat, apportant ainsi de l'eau au moulin des nationalistes, dont l'objectif est précisément de soulever toute la population dans une lutte acharnée dont ils conserveraient le contrôle.

Le parti social-démocrate s'est lancé à corps perdu dans la nouvelle « union sacrée » provoquée par l'action franco-belge. Au nom du groupe parlementaire, Hermann Müller a apporté le soutien de son parti à la politique de résistance passive¹⁴ en dépit des réticences manifestées par de nombreux députés, y compris au moment du vote¹⁵. Le parti communiste, lui, a refusé de se laisser entraîner dans ce qu'il considère comme une nouvelle capitulation devant la bourgeoisie allemande, une réédition du vote du 4 août 1914. Dans la Ruhr, il appelle les travailleurs à se battre sur deux fronts, aussi bien contre l'occupant que contre leur propre bourgeoisie, qui les abuse. La propagande communiste dénonce l'escroquerie qui envoie à l'abattoir les prolétaires allemands pour soutenir « les 50 % de Stinnes »¹⁶. Radek commente en termes ironiques « le patriotisme de l'industrie chimique allemande » et l'accord conclu quelques semaines après la proclamation de la résistance passive entre la Badische Anilin et le gouvernement français concernant la vente de secrets de fabrication d'explosifs et la construction d'une usine d'explosifs en France¹⁷. Il s'agit, pour les communistes, d'arracher la classe ouvrière allemande — et d'abord celle de la Ruhr — au courant nationaliste dans lequel on essaie de l'entraîner.

4 Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine*, I, p. 189.

5 Angress, *op. cit.*, p. 282.

6 Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 196.

7 Hallgarten, *Hitler. Reichswehr und Industrie*, p. 22.

8 *Ibidem*.

9 *Ibidem*, p. 23.

10 *Ibidem*, p. 24.

11 *Ibidem*.

12 *Ibidem*, p. 25.

13 *Ibidem*, p. 26.

14 *Verhandlungen des Reichstags*, vol. 357, pp. 9424-9428.

15 Selon Hortschansky (*op. cit.*, p. 119), la décision n'avait été acquise à la réunion de la fraction que par 60 voix contre 55. Selon Stoecker (*Corr. int.*, n° 5, 19 janvier 1923, p. 20), 67 députés social-démocrates avaient voté la résistance passive, 65 avaient quitté la salle avant le vote, et 14 avaient voté blanc.

16 Un excellent résumé de leurs arguments dans l'article de Paul Frölich « 60 % ou 40 % » *Corr. int.*, n° 9, 30 janvier 1923, pp. 51-52. Stinnes avait déclaré au conseil économique : « Nous ne saurions former avec M. Loucheur un trust dans lequel notre partenaire français posséderait 60 % des actions et nous 40 % » (*Rheinisch. Westfälische Zeitung*, 20 janvier 1933).

17 « Le Patriotisme de l'industrie chimique allemande », *Corr. int.*, n° 18, 2 mars 1923, pp. 122.

Les ouvriers de la Ruhr sont en effet l'enjeu d'une concurrence acharnée entre autorités allemandes légales et autorités d'occupation. La militante communiste Kathe Pohl¹⁸ décrit en ces termes ce conflit :

« Il était d'une importance capitale, à la fois pour la bourgeoisie allemande et pour les généraux français, d'avoir avec soi les ouvriers. Les uns et les autres ont cherché à attirer dans leur camp le prolétariat de la Ruhr et n'ont pas regardé à la dépense pour y arriver. Les généraux français exploitent consciemment la haine de la classe ouvrière allemande pour ses maîtres. (...) Les généraux français répètent en toute occasion que les troupes françaises sont entrées dans la Ruhr contre les bourgeois et non contre les ouvriers. (...) De nombreux agents français sillonnent la Ruhr, agissant dans le même sens. Côté allemand, mêmes efforts. Quand un directeur est arrêté par les Français, on essaie de constituer dans l'usine une « commission de libération » composée surtout d'ouvriers et, si possible, comprenant un ouvrier communiste. (...) Plus encore que les « commissions de libération », la grève de protestation est à la mode. Quoi qu'il arrive, un directeur arrêté, un maire condamné, un fonctionnaire expulsé, on essaie de déclencher une grève, en promettant que les grévistes seront payés pour leurs journées de grève »¹⁹.

Rapidement, cependant, la « résistance passive » révèle un visage tout différent de celui qu'auraient voulu lui donner les dirigeants allemands du gouvernement et de l'armée. Du côté des travailleurs, et malgré les menaces de tout ordre, la pression de la misère est déterminante. Les ouvriers prennent conscience que ce n'est pas leur propre cause qu'ils défendent en se déclarant solidaires de leur patron : les conseils d'usine des entreprises Thyssen révoquent leurs délégués qui ont accepté de voter avec les patrons une motion pour la libération de Fritz Thyssen junior²⁰. C'est que les industriels, rendus prudents d'ailleurs par quelques manifestations énergiques des occupants à leur égard, ne perdent pas de vue leurs intérêts matériels, même immédiats. Le charbon n'est pas distribué aux familles ouvrières comme le réclament le parti communiste et, souvent, organisations syndicales et comités d'usine : il reste sur le carreau des mines — jusqu'au moment où les camions de l'occupant viennent le charger, le patron se contentant, dans le meilleur des cas, d'une énergique protestation. La « résistance passive » des industriels prend de plus en plus l'allure d'une comédie.

La tragédie se déroule dans les quartiers ouvriers : là, la hausse des prix, le chômage croissant, la misère, provoquent des explosions de colère, des manifestations de rue que les occupants répriment : à Buer-Recklinghausen, ils lancent les chars contre les ouvriers qui défilent. A Essen, le 31 mars, les 53 000 ouvriers de Krupp débraient à la nouvelle de l'arrivée d'une commission alliée, puis, apprenant que l'armée française réquisitionne les camions qui servaient à transporter leur ravitaillement, ils manifestent directement contre l'occupant : treize morts, quarante-deux blessés²¹. Ils ne réagissent guère, quelques jours plus tard, lors de l'arrestation de Gustav Krupp lui-même. En fait, ils sont pris entre deux feux, et leurs réactions spontanées, souvent attisées par des provocations, les conduisent souvent à recevoir des coups des deux côtés. Le 13 avril, à Mülheim, une foule ouvrière prend d'assaut l'hôtel de ville et, sous l'impulsion de militants communistes et d'anarcho-syndicalistes, désigne un conseil ouvrier qui décide la distribution de vivres et la constitution d'une milice ouvrière²². Les autorités d'occupation se sont abstenues d'intervenir, puisque l'action n'est pas dirigée contre elles, mais elles autorisent la police allemande à pénétrer dans leur zone pour y rétablir l'ordre : la police reprend l'hôtel de ville de Mülheim le 21 avril, après des combats qui font dix morts et soixante-dix blessés²³.

Terroristes de l'armée et des groupes francs multiplient de leur côté attentats et sabotages, cherchent à provoquer des représailles qui rassemblent autour d'eux la population dans un réflexe de nationalisme. Un commando fait sauter un pont près d'Essen. Bientôt, un ancien des corps francs va devenir la première victime de la cause nationaliste allemande : Leo Schlageter, accusé d'avoir fait sauter des rails de chemin de fer près de Düsseldorf, est arrêté par les autorités françaises, traduit devant un tribunal militaire français, condamné à mort et fusillé. Cela se passe pendant les bagarres de Bochum, et Käthe Pohl peut écrire :

« L'ouvrier allemand est forcé de commencer sa lutte contre l'occupation, (ce qui) rend sa lutte contre la bourgeoisie allemande très ardue : elle permet à ces brigands que sont les capitalistes allemands d'apparaître comme des héros nationaux, persécutés dans l'intérêt de la patrie. Lutter à la fois contre le capitalisme allemand et le militarisme français n'est possible au prolétariat allemand que s'il est assuré d'une aide active et résolue de la part du prolétariat français »²⁴

Telle est, apparemment, l'opinion de Zinoviev, qui écrit aux dirigeants de la section française de l'Internationale qu'elle « tient jusqu'à un certain point entre ses mains le sort de l'Internationale communiste »²⁵. Débarrassé depuis le début janvier de son aile la plus droitiste, à la suite de la démission de L. O. Frossard, le parti français essaie de faire campagne contre l'intervention, de dénoncer la politique impérialiste de Poincaré, d'affirmer la solidarité des prolétariats français et allemands, d'organiser, surtout, la propagande antimilitariste en vue de la fraternisation au sein des troupes d'occupation. Efforts vains, apparemment. Déjà Cachin, Semard, Monmousseau et plusieurs autres ont été arrêtés en janvier, au lendemain de la conférence tenue à Essen²⁶. C'est bientôt le tour d'un des dirigeants des Jeunesses communistes, Gabriel Péri²⁷. Une nouvelle

18 Käthe Pohl est le pseudonyme de Katarina ou Lydia Rabinovitch, compagne de Guralski Kleine (voir chap. XXVIII, n° 61).

19 « L'Occupation de la Ruhr et la lutte du prolétariat allemand », (*Bulletin communiste*, n° 10), 8 mars 1923, pp. 158-159.

20 Frölich, *Corr. int.*, n° 9, 30 janvier 1923, p. 52.

21 *Die Rote Fahne*, 1^{er} avril 1923. L'organe central du K.P.D. souligne que l'un des trois, le communiste Josef Zander, avait vainement tenté d'éviter l'affrontement.

22 R. Fischer, *op. cit.*, p. 258.

23 *Die Rote Fahne*, 22 avril 1923.

24 Käthe Pohl, *op. cit.*, p. 159.

25 Archives de J. Humbert-Droz, lettre de Zinoviev (2 février 1923) citée dans *L'Œil de Moscou à Paris*, p. 187.

26 *L'Humanité*, 21 janvier 1923.

27 *L'Humanité*, 23 mars 1923.

équipe d'agitateurs, dirigée par un autre responsable des J.C., Henri Lozeray, part clandestinement pour la Ruhr²⁸ : elle n'aura pas meilleure fortune. Malgré les efforts de l'Internationale communiste pour organiser une campagne européenne contre l'occupation — dont la conférence de Francfort en mars devait être le point de départ —, les résultats se font attendre. La vérité est que les ouvriers de la Ruhr sont totalement isolés du prolétariat français, et qu'ils le sont même, dans une large mesure, du reste du prolétariat allemand. Cet état de choses est à la base du nouveau conflit qui éclate au sein du K.P.D.

Les difficultés de la lutte sur deux fronts.

La situation explosive qui se développe dans la Ruhr accuse en effet des divergences à l'intérieur du parti communiste allemand. Au congrès de Leipzig, Brandler a considéré comme un geste de défiance la demande de la gauche de discuter des conséquences politiques de l'occupation de la Ruhr, et a écarté l'inscription de la question de l'ordre du jour. Le 13 janvier, au Reichstag, les députés communistes ont refusé la confiance au gouvernement Cuno. Leur orateur, Paul Frölich, prononce un réquisitoire contre « Cuno et Poincaré, frères jumeaux », contre l'occupation de la Ruhr et la politique de « résistance passive » :

« Nous sommes en guerre, et Karl Liebknecht nous a enseigné comment la classe ouvrière doit mener une politique de guerre. Il a appelé à la lutte de classe contre la guerre ! Ce sera notre mot d'ordre. Pas de paix civile, mais la guerre civile ! »²⁹.

Le 23 février, un éditorial de la centrale dans *Die Rote Fahne* endosse cette politique sous le titre « Frappez Poincaré et Cuno sur la Ruhr et sur la Spree ! » : la bataille de la Ruhr est un conflit entre bourgeoisies « sur le dos de la classe ouvrière allemande »³⁰.

La difficulté est grande pourtant, d'appliquer dans la Ruhr la politique de lutte contre Poincaré sans se confondre avec la « résistance passive » ou « active », et la lutte contre Cuno sans tomber dans le jeu de certains éléments syndicalistes qui profitent de l'occupation française et des facilités qu'elle leur offre pour pratiquer une politique ambiguë. Au lendemain du massacre d'Essen, *Die Rote Fahne* titre : « Des prolétaires assassinés à Essen. Les ouvriers de Krupp victimes du militarisme français et des provocations nationalistes allemandes »³¹. A la conférence des conseils d'usine qui se réunit à Essen le 11 mars, Karl Becker, délégué de la centrale, insiste sur la nécessité de lutter contre l'occupation de la Ruhr et le traité de Versailles, notamment par la propagande révolutionnaire dans les rangs des troupes d'occupation, et, pour le reste, reprend les mots d'ordre de désarmement des contre-révolutionnaires, d'armement des ouvriers, de gouvernement ouvrier et de mise sur pied d'organes du front unique prolétarien, comités de contrôle, conseils d'usine, centurions prolétariennes³². Les mêmes thèmes sont repris à la conférence internationale de Francfort, destinée à coordonner l'action internationale contre l'occupation³³. Et, sur ces mots d'ordre, il n'y a pas, au moins en apparence, de désaccord.

Bientôt, cependant, un article de Thalheimer, qui passe pour être le cerveau théoricien de la centrale, provoque dans le parti et l'Internationale une levée de boucliers³⁴. L'idée centrale en est que « les rôles des bourgeoisies française et allemande ne sont pas identiques, en dépit de l'identité de leur essence de classe » : pour lui, la bourgeoisie allemande, dans son action de résistance, joue « un rôle objectivement révolutionnaire, contre son propre gré », comparable à celui qu'avait joué Bismarck entre 1864 et 1870 dans sa lutte pour l'unité allemande, et qui avait été reconnu comme tel par Marx et Engels. Thalheimer souligne que, si la défaite de l'impérialisme français dans la guerre mondiale n'avait pas été et ne pouvait pas avoir été un objectif communiste, la situation n'est plus identique : « sa défaite, dans la guerre de la Ruhr, constitue un objectif communiste ». Pour le moment, donc, l'objectif des communistes coïncide, quoique de façon limitée, avec celui de la bourgeoisie allemande, et leurs voies ne se sépareront qu'à partir de la capitulation inévitable de la bourgeoisie allemande devant la bourgeoisie française : le prolétariat allemand devra alors abattre sa propre bourgeoisie, avant de conclure victorieusement sa lutte contre l'impérialisme étranger. Les communistes tchécoslovaques Neurath et Sommer se dressent avec vigueur contre cette analyse, qui conduirait les communistes à soutenir, même temporairement, « leur » bourgeoisie, et ils y dénoncent des relents du patriotisme de 1914³⁵ : critique qui semble largement partagée par la gauche allemande.

L'article de Thalheimer expose-t-il l'orientation claire, délibérée et consciente de la centrale allemande ? Est-il, comme l'affirme

28 Walter, *Histoire du P.C.F.*, p. 137 ; Köller, *Kampfbündnis an der Seine Ruhr und Spree*, p. 180.

29 *Stenographisches Berichte des Reichstags Verhandlungen*, vol. 357, p. 9429.

30 Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 263) écrit que, le lendemain de la parution de cette manchette dans *Die Rote Fahne*, Radek limogea les deux journalistes qui en étaient responsables, dont Gerhard Eisler, et fit reprendre le titre en le modifiant ainsi : « Contre Cuno sur la Spree et dans la Ruhr contre Poincaré ». Nous n'avons trouvé une telle manchette dans aucun numéro de *Die Rote Fahne*. D'ailleurs, Ruth Fischer dit de la manchette qu'elle était rimée et présentée sur deux lignes : « Contre Cuno et Poincaré sur la Ruhr et sur la Spree », ce qui n'est pas le cas. Erich Wollenberg, dans l'interview sur l'année 1923 à Buchot, a fait sensiblement le même récit, mais en substituant au nom de Radek celui de Thaelmann, présenté comme membre du bureau politique, alors qu'il ne devait entrer à la centrale que trois mois plus tard.

31 *Die Rote Fahne*, 1^{er} avril 1923.

32 *Die Rote Fahne*, 13 mars 1923.

33 *Die Rote Fahne*, 18, 20, 21 mars 1923.

34 A. Thalheimer « Einige taktische Fragen des Ruhrkrieges », *Die Internationale*, n° 4, 15 février 1923, pp. 907-102, et *Die Kommunistische Internationale*, n° 26, 1923.

35 Sommer « Der Ruhrkrieg und die Aufgaben des deutschen Proletariats », *ibidem*, n° 2, 1^{er} mars 1923, pp. 209 sq., et Neurath, « Eine verdächtige Argumentation », *ibidem*, pp. 110-113. Les trois articles ont été reproduits dans le même numéro de *Kommunistisches Internationales*, n° 25, 7 juin 1923, col. 6857-6888, et, avec une réponse de Thalheimer, « Noch einmal zu unserer Taktik im Ruhrkrieg », dans le *Bulletin* n° 1 de l'exécutif élargi de l'I.C. du 8 juin, pp. 1 et 2 en français, anglais et allemand. Neurath était un militant de la minorité allemande de Tchécoslovaquie, un des fondateurs du P.C. tchécoslovaque. Sommer était le pseudonyme d'un autre militant du parti communiste tchécoslovaque, de même origine, le Dr Joseph Winternitz, dit « Lenz », qui venait de se fixer en Allemagne et allait devenir l'un des théoriciens de la gauche (Weber, *Die Wandlung*, II, p. 344).

Ruth Fischer³⁶, directement inspiré par Moscou, c'est-à-dire par Radek ? Les partisans de cette thèse, qui veulent voir dans le « national-bolchevisme », l'alliance entre la Russie soviétique et le nationalisme et le militarisme allemands, la cause des défaites prolétariennes de cette époque, citent à l'appui de leur interprétation un discours de Boukharine au 4^e congrès :

« Des Etats prolétariens peuvent-ils, sur la base de l'opportunité stratégique du point de vue du prolétariat dans son ensemble, conclure des blocs militaires avec des Etats bourgeois ? Il n'y a pas ici une différence de principe entre un prêt et un bloc militaire, et je maintiens que nous sommes assez grands pour pouvoir conclure une alliance militaire avec la bourgeoisie d'un pays afin d'écraser la bourgeoisie d'un autre pays. (...) Dans ce type de défense et d'alliance militaire avec des Etats bourgeois, nos camarades ont le devoir de contribuer à la victoire d'un tel bloc³⁷. Si dans une phase ultérieure du développement, la bourgeoisie d'un tel pays allié est elle-même vaincue, alors, d'autres tâches apparaissent (*Hilarité*) ... que je n'ai pas besoin de vous expliquer : vous comprendrez facilement vous-même »³⁸.

La thèse — qui sera reprise à l'approche de la deuxième guerre mondiale, dans d'autres conditions — n'est pas aussi nette que le voudraient Ruth Fischer et ses disciples, car rien n'y apparaît — bien au contraire — comme un abandon délibéré par l'Internationale et ses partis de la politique révolutionnaire de destruction de l'Etat bourgeois. Il est aberrant d'ailleurs de faire d'une phrase de Boukharine — prononcée à l'occasion de la présentation d'un débat sur le programme, qui sera renvoyé — le credo des positions politiques fondamentales du parti russe et surtout de l'Internationale. Il en est de même des articles de Steklov dans les *Izvestija*, cités notamment par Kochan :

« Il est bien évident que les masses laborieuses de la Russie soviétique n'ont aucune sympathie particulière pour les gouvernements bourgeois allemands, et encore moins pour leurs éléments réactionnaires impérialistes. Néanmoins, la Russie soviétique, du point de vue de ses propres intérêts vitaux, ne peut permettre la soumission finale et la destruction de l'Allemagne par une alliance de la France et de ses vassaux, dont la Pologne est le principal. (...) Une attaque polonaise contre l'Allemagne dans les circonstances présentes serait un coup direct contre l'Union soviétique »³⁹.

Cet avertissement lancé à la Pologne blanche ne saurait cependant être interprété comme « un soutien inconditionnel à la bourgeoisie allemande »⁴⁰ : l'auteur de cet éditorial prend d'ailleurs soin de distinguer entre les nécessités diplomatiques et militaires de l'Etat soviétique et les sympathies des « masses laborieuses », preuve que les dirigeants russes, à cette date, n'identifient pas les alliés de la Russie soviétique à des alliés du prolétariat mondial⁴¹.

Il n'est pas impossible que Thalheimer, en écrivant son article, ait eu la préoccupation — normale pour tout militant communiste — de chercher, dans la situation donnée, une ligne de défense de la Russie soviétique. Mais nous pensons plutôt que, devant la passion nationaliste qui sévissait dans la Ruhr, il a cherché, au compte du parti, une explication théorique plausible à cette vague qui emportait des prolétaires par ailleurs conscients. Il cherche aussi, sans doute, à souligner la lenteur du développement révolutionnaire en Allemagne et le caractère néfaste de la politique des gauchistes toujours à la recherche d'un raccourci pour transformer la situation en crise révolutionnaire.

36 R. Fischer, *op. cit.*, p. 281.

37 La phrase suivante n'est pas citée par R. Fischer, *op. cit.*, p. 279.

38 *Protokoll des IV...*, p. 420.

39 *Izvestija*, 11 janvier 1923.

40 Kochan, *op. cit.*, p. 67.

41 Il y a dans les analyses de Ruth Fischer et des historiens qui la suivent un anachronisme, volontaire ou non : la projection sur le passé d'une confusion entre la politique de l'U.R.S.S. et la politique de l'Internationale et de ses partis qui apparaîtra à partir du début de l'ère stalinienne. Il est significatif à cet égard que Ruth Fischer et Kochan soient obligés, pour étayer leur thèse, de recourir à une autre citation de Boukharine défendant à la 15^e conférence le « socialisme dans un seul pays » contre l'opposition de gauche : « Quand l'Allemagne était écrasée, asservie, dans une situation de semi-colonie (...), même les organes les plus élevés du pouvoir soviétique (...) ont exprimé leur sympathie pour elle. A cette époque, le parti communiste allemand posait la question de façon telle que la possibilité de défendre la patrie allemande contre l'impérialisme victorieux de l'Entente n'était pas exclue » (cité par Kochan, *op. cit.*, p. 67) et par R. Fischer, *op. cit.*, p. 280 avec une référence inexacte.

XXXVI. Crise dans le K.P.D.

La première conséquence de l'occupation de la Ruhr et de l'isolement des travailleurs de cette région est d'ouvrir une nouvelle crise au sein du parti communiste allemand. En quelques semaines, elle fait exploser à nouveau toutes les divergences exprimées au cours de la période antérieure.

Succès du front unique en Saxe.

Le 10 janvier, le gouvernement social-démocrate de Saxe est tombé, et cette chute a fourni au K. P. D. l'occasion d'une vigoureuse campagne en faveur du front unique et du gouvernement ouvrier. Les dirigeants social-démocrates saxons sont pour la plupart partisans d'une alliance parlementaire avec la fraction démocrate au Landtag, mais certains éléments de gauche se prononcent pour une alliance avec les communistes, qui leur donnerait la majorité absolue. Le K.P.D. organise systématiquement, dans les localités et les entreprises, des « assemblées ouvrières » qui débattent contradictoirement du problème gouvernemental et se prononcent généralement, par une majorité plus large que le nombre des communistes présents, pour la formation immédiate en Saxe d'un gouvernement ouvrier de coalition. Les orateurs communistes se présentent en même temps dans les meetings social-démocrates et y demandent un temps de parole pour développer les propositions de leur parti : ils rallient chaque fois un nombre de voix important¹.

Sous la poussée de sa gauche, l'exécutif social-démocrate saxon doit concéder la convocation d'un congrès extraordinaire, qui se tient le 4 mars. L'avant-veille, *Die Rote Fahne* a publié le texte d'un « programme ouvrier » proposé par le K.P.D. au S.P.D. de Saxe, lequel comporte notamment la confiscation sans indemnité des biens de l'ancienne famille royale, l'organisation de l'armement des ouvriers, l'épuration de la justice, de la police et de l'administration, des mesures sévères contre les organisations contre-révolutionnaires, la convocation d'un congrès des conseils d'usine, l'élargissement des droits des comités, la saisie des entreprises qui ne fonctionnent pas, l'établissement d'un emprunt forcé, le contrôle des prix par des comités élus². Bien que Dittmann ait appuyé les dirigeants de droite, la gauche l'emporte, et le congrès, par 93 voix contre 32, décide de refuser toute coalition avec les démocrates et de confier à une « commission des neuf », présidée par Georg Graupe, la conduite des négociations avec le K.P.D.³.

Les communistes réitèrent alors les propositions faites à l'ancienne direction social-démocrate : armement des ouvriers, contrôle des comités d'usine sur toutes les activités, dissolution du Landtag et convocation d'un congrès des comités d'usine. Les dirigeants social-démocrates de gauche ne se décident pas plus que leurs prédécesseurs à accepter ce pas vers la « soviétisation » de la Saxe qui constituerait la convocation du congrès des comités d'usine par le gouvernement⁴. Désireux de ne pas couper les ponts, les communistes renoncent alors à leur revendication de dissolution du Landtag et de convocation du congrès, et se déclarent prêts à soutenir au Landtag un gouvernement social-démocrate homogène qui ne comprendrait pas Buck et qui s'engagerait à autoriser la création d'organismes ouvriers d'auto-défense, à organiser des « chambres du travail », consultatives, dans lesquelles les comités d'usine seraient représentés, et enfin à amnistier les prisonniers politiques. Le 19 mars 1923, une conférence élargie des social-démocrates saxons accepte ces propositions et, le même jour, malgré l'opposition des représentants de Leipzig, les communistes font de même⁵. Le 21 mars est constitué un nouveau gouvernement, présidé par Erich Zeigner, avec Liebmann à l'Intérieur et Graupe au Travail ; le Landtag l'investit, avec les voix communistes⁶. Au nom des communistes saxons, Paul Böttcher salue dans cette élection un pas en avant vers la formation du gouvernement ouvrier et vers l'armement du prolétariat. Les députés bourgeois quittent le Landtag en signe de protestation contre ce qu'ils appellent le « programme bolchevique » du gouvernement Zeigner⁷, à propos duquel la grande presse engage dans tout le Reich, une vaste campagne hostile.

Le 22 mars, le bureau politique du K.P.D. approuve les décisions des communistes saxons et décide de lancer à son tour dans tout le pays une campagne pour faire connaître les événements de Saxe⁸. Mais, le 30, *Die Rote Fahne* publie des résolutions — de Berlin et de Berlin-Brandebourg — critiquant comme « opportuniste » la politique suivie en Saxe, et la réponse du Vorstand saxon⁹.

Au bord de la scission.

Le renversement de la majorité au sein de la social-démocratie en Saxe est pour la gauche un événement mineur, les social-démocrates de gauche étant en définitive aussi « traîtres » que leurs compères de droite. Pour la direction du K.P.D. en revanche, comme pour Radek, elle est un événement d'une signification profonde, la confirmation de la justesse de leur politique. C'est ce que Radek écrit à l'usage de lecteurs anglais :

« Aujourd'hui encore, le parti social-démocrate est le plus fort parti du prolétariat en Allemagne. On peut en être déçu et gêné, mais c'est un fait sur lequel il faut prendre une position ou une autre. On peut suivre Levi (...) ou on peut prendre les armes contre les traîtres et être battu, comme c'est arrivé au parti communiste allemand en mars 1921. On peut

1 R. Wagner, « Der Kampf um die proletarische Einheitsfront und Arbeiterregierung in Sachsen unmittelbar nach dem VII. Parteitag der K.P.D. », I, *BzG*, 1963, n° 4, p. 651.

2 *Die Rote Fahne*, 2 mars 1923.

3 R. Wagner, op. cit., p. 653-654.

4 *Ibidem*, p. 655.

5 *Ibidem*.

6 *Ibidem*, p. 357.

7 La profession de foi de Zeigner dans *Verhandlungen des Sächsischen Landtages 1923*, pp. 717-720.

8 *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/27, cité par Wagner, p. 657.

9 *Die Rote Fahne*, 30 mars 1923.

aussi lutter contre ce fait scandaleux en éduquant jour après jour le prolétariat, en mobilisant les rangs prolétariens »¹⁰.

Le conflit entre les deux tendances du parti communiste va bientôt se transporter sur le terrain le plus brûlant d'Allemagne, celui de la Ruhr. Ruth Fischer s'y est en effet rendue après le congrès de Leipzig, et elle s'attache à organiser le courant gauchiste ; celui-ci se renforce en effet et s'exprime même publiquement, en rupture de la discipline. Il s'agit pour elle, face au coup de force impérialiste et à l'escroquerie que constitue la résistance passive, de pousser les ouvriers à s'emparer des usines et des mines, à prendre le pouvoir politique : s'appuyant sur les fortes traditions « syndicalistes » du milieu ouvrier, sur les courants gauchistes à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, elle tente de ressusciter l'idée de la « République ouvrière de la Ruhr » qui avait déjà inspiré trois ans auparavant les luttes ouvrières au lendemain du putsch de Kapp. Cette république aurait pu, selon Ruth Fischer, être la base « à partir de laquelle une armée ouvrière pourrait marcher vers le centre de l'Allemagne, prendrait le pouvoir à Berlin, écraserait une fois pour toutes la contre-révolution nationaliste¹¹ ». Perspective séduisante pour les gauchistes des unions ouvrières, elle rencontre un écho chez les mineurs, si l'on en croit Ruth Fischer, et dans les milieux dirigeants du parti, où son principal défenseur est Joseph Eppstein, un des fondateurs du parti dans la Ruhr, secrétaire du district de Rhénanie moyenne¹². Mais elle est vivement combattue par les partisans de la centrale, au premier rang desquels Stolzenburg, dirigeant du district Rhénanie-Westphalie nord, et Walter Stoecker, qui prend en main l'*Oberbezirk* de la zone occupée, et que soutiennent notamment les métallos d'Essen.

Le heurt entre les deux tendances est particulièrement violent dans toute cette région, car les majorités sont faibles et la situation difficile. Le premier affrontement public se produit au congrès du district de Rhénanie-Westphalie nord, à Essen. Ruth Fischer et Ernst Thaelmann¹³, quoique étrangers au district, ont réussi, malgré l'opposition de Stolzenburg, à se faire déléguer par des organisations locales qui soutiennent la gauche. Le congrès annule leurs mandats, mais les autorise à prendre part à ses travaux et à y intervenir au nom de leurs districts respectifs de Berlin-Brandebourg et Hambourg-Wasserkante. Ruth Fischer en profite pour se livrer à une attaque d'une violence inouïe contre le cours « opportuniste » de la centrale. Elle l'accuse de ne rechercher que le rapprochement avec la social-démocratie, et elle en voit la preuve dans la politique de « lutte pour un gouvernement ouvrier » en Saxe. Pour la Ruhr, elle propose un programme d'action immédiate, comportant la saisie des usines, la mise en place du contrôle ouvrier sur la production, la formation de milices ouvrières dans l'ensemble de la zone occupée. Pour elle, toutes ces revendications ne constituent que des mesures préparatoires à la lutte directe pour le pouvoir, une lutte qui passe dès le moment présent par l'appel à renverser le gouvernement Cuno. Dénonçant les partisans de Brandler comme des « amis de la démocratie » — dans le K.P.D. de cette époque, l'accusation est d'une extrême gravité —, elle se laisse aller à des violences de langage qui semblent indiquer une volonté de scission, allant jusqu'à proclamer :

« Un jour viendra où tous les camarades seront derrière nous et chasseront ceux qui soutiennent la démocratie et guignent du côté de la Constitution de Weimar »¹⁴.

En face d'elle, sa vieille adversaire, Clara Zetkin, est venue épauler Stoecker et Stolzenburg. Elle rétorque que l'analyse faite par la gauche ne répond nullement à la réalité allemande du moment, et que l'application de sa ligne signifierait une rechute dans les aventures de type putschiste, aboutissant, par une offensive prématurée, à l'isolement et à la défaite du prolétariat de la Ruhr. Les initiatives réclamées par la gauche risqueraient en outre, selon la déléguée de la centrale, de faire le jeu des occupants dont les agents cherchent à prendre contact avec les militants et responsables locaux. Finalement, la résolution des partisans de la centrale l'emporte de justesse, par 68 voix contre 55¹⁵.

Le danger de scission resurgit. La force de l'opposition dans une région devenue capitale, sa détermination, le comportement de ses militants dans la Ruhr, l'agressivité manifestée par Ruth Fischer elle-même, montrent que la crise est grave, proche du point de rupture. La centrale s'émeut¹⁶. Après une chaude discussion, elle publie en termes mesurés, mais nets, un avertissement intitulé « Cela ne peut plus durer ! ». Elle considère que l'opposition, tant par son comportement au congrès d'Essen que par ses agissements antérieurs, est en train de menacer directement l'unité du parti. Décidée à assurer la poursuite de la discussion, elle se déclare néanmoins déterminée à briser, quels que soient les prétextes ou les circonstances invoquées, toute tentative de scission¹⁷. Le lendemain, elle fait publier dans *Die Rote Fahne* un article de Ruth Fischer, qu'elle fait suivre de la réponse de Brandler¹⁸. Le même jour, ouvrant à Chemnitz le congrès des Jeunesses communistes, Brandler lance un avertissement solennel :

« La centrale essaiera une fois de plus de trouver un accord avec l'opposition. Nous espérons que l'écrasante majorité de nos camarades partisans de l'opposition se joindront à nous dans un effort honnête pour trouver une issue permettant de préserver le parti. Cependant, (...) nous ne pouvons tolérer que des incidents comme ceux qui viennent de se produire dans le congrès du district du parti se répètent. Nous ne pouvons permettre une autre tentative de

10 Radek, « The Crucible of Revolution », *Communist Review*, III, N° 11 (mars 1923), p. 533, citée par Angress, *op. cit.*, p. 305.

11 R. Fischer, *op. cit.*, p. 255.

12 Eppstein était avant 1914 un des dirigeants radicaux de la Ruhr. Emprisonné en 1919, il se fixe à Cologne et, grâce à ses dons d'organisateur, fait de la Rhénanie moyenne, à partir de 1921, un bastion de la gauche, après son élection au secrétariat de district à la place de Dahlem, compagnon de route de Levi. Avec lui, une équipe efficace : Peter Mieves — plus tard démasqué comme policier —, l'instituteur Kerff, Wilhelm Florin. Dans les autres districts rhénans, la gauche dispose de fortes positions grâce à des hommes comme Arthur König, dirigeant de Dortmund, Kötter, de Bielefeld, Hans Kollwitz, qui sera secrétaire du comité pour la Ruhr des conseils d'usine.

13 Thaelmann, authentique prolétaire, était plus le symbole de la gauche hambourgeoise que son chef. Le véritable dirigeant était Urbahns, dont l'un des principaux lieutenants était en 1923 Philip Dengel, rédacteur en chef du *Hamburger Volkszeitung*.

14 *Die Rote Fahne*, 29 mars 1923.

15 *Die Rote Fahne*, 29 mars 1923.

16 I.M.L.-Z.P.A., 3/1/7, p. 54, cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 397, n. 82 : compte rendu de la réunion du Polburo du 27 mars, discussion au sujet de l'attitude de Ruth Fischer.

17 *Die Rote Fahne*, 30 mars 1923.

18 *Ibidem*, 31 mars 1923.

s'opposer aux mots d'ordre pratiques du parti au cours de l'action, et de les remplacer par d'autres qui ont été repoussés. Ce serait tuer la discipline révolutionnaire de combat. Quiconque la viole est ennemi du parti et doit être mis hors d'état de nuire »¹⁹.

Le langage de Brandler est entendu par au moins une partie des militants responsables de la gauche. Eppstein, révoqué par la centrale, voit élire à sa place un gauchiste plus modéré, Peter Maslowski²⁰. Le 10 avril, quatre autres gauchistes, et non des moindres, Arthur Ewert, membre de la centrale, Hans Pfeiffer, également membre de la centrale et secrétaire de l'organisation du district Berlin-Brandebourg, Gerhard (en réalité Gerhard Eisler), le propre frère de Ruth Fischer, suppléant du comité central et cadre du district, et Heinz Neumann, rédacteur à *Die Rote Fahne* et *Inprekorr*, membre de l'appareil clandestin, jeune et brillant élément qui a l'oreille des Russes, se désolidarisent des dirigeants de l'opposition, désavouent l'essence des thèses de Ruth Fischer et Maslow et prônent une « concentration » du parti²¹. A l'exécutif du district de Berlin-Brandebourg, les partisans de ce « centre » obtiennent 10 voix contre 24 aux jusqu'aboutistes de la gauche²². Le 22 avril, Zinoviev, au nom de l'exécutif, invite des représentants de la centrale et de l'opposition de gauche à une conférence avec les dirigeants bolcheviques à Moscou²³.

Nouveau compromis à Moscou.

Au moment où Lénine vient d'être frappé, le 9 mars, par sa troisième attaque, l'exécutif va tenter de résoudre la crise au cours de discussions qui se déroulent au début de mai à Moscou. Brandler et Böttcher représentent la centrale, Maslow. Ruth Fischer, Thaelmann et Gerhard Eisler, la minorité gauchiste²⁴.

En face d'eux, Trotsky, Boukharine, Zinoviev et Radek représentent le parti bolchevique²⁵. On ignore le contenu exact des discussions²⁶, d'où va sortir une longue résolution de compromis qui déclare notamment :

« Les divergences naissent de la lenteur du rythme du développement révolutionnaire en Allemagne et des difficultés objectives qu'il entraîne, alimentant à la fois des déviations de droite et des déviations de gauche »²⁷.

L'exécutif caractérise comme des « erreurs droitières » certaines formules de la résolution de Leipzig, sur l'utilisation des « illusions, préjugés et besoins » des ouvriers social-démocrates, ou encore des « instruments de pouvoir disponibles dans un Etat bourgeois » pour la lutte éventuelle d'un gouvernement ouvrier. Selon lui, de telles erreurs expliquent le mécontentement d'« éléments prolétariens sains (...) inclinant vers le gauchisme »²⁸. Il ajoute cependant que la centrale a eu raison de combattre les tendances gauchistes, quand, comme dans la Ruhr, elles risquaient « de conduire à des luttes isolées (...) où le parti aurait subi de cruelles défaites, ou quand, comme en Saxe, elles l'auraient isolé des masses ouvrières qui sont en train de se frayer un chemin vers nous »²⁹. Il conclut :

« La lutte contre les tendances gauchistes ne peut être menée victorieusement que si la centrale élimine, avant tout par une lutte contre les éléments droitiers, les causes de la défiance révolutionnaire de la gauche »³⁰.

L'exécutif condamne toute politique d'occupation des usines de la Ruhr tant « qu'il n'existe pas de mouvement révolutionnaire dans la zone non occupée » ni de signe de désintégration des forces françaises d'occupation³¹. S'il considère comme correcte la tactique adoptée en Saxe à l'égard du gouvernement Zeigner, il regrette que le parti allemand n'ait pas encore réussi à inclure sa lutte pour un gouvernement ouvrier en Saxe dans une lutte à l'échelle nationale pour un gouvernement ouvrier en Allemagne³². Tout en constatant que la bourgeoisie allemande, par sa lutte contre le traité de Versailles, contribue objectivement à la désintégration de l'Europe capitaliste, il rappelle que cette bourgeoisie est également vouée à la lutte contre le prolétariat et qu'elle ne saurait lutter victorieusement contre l'Entente³³. Il appartient au parti communiste d'expliquer patiemment aux masses influencées par l'idéologie nationaliste que « seule la classe ouvrière, après sa victoire, sera en

19 *Ibidem*, 1^{er} avril 1923.

20 H. Weber. *Die Wandlung*, II, p. 111.

21 « Zur Lage und zu die Aufgaben der Partei », *Die Internationale*, 15 mai 1923, n° 10, pp. 228-234, sans doute parce que *Die Rote Fahne* fut interdite du 8 au 21 avril 1923.

22 Weber, *Die Wandlung*, I, p. 48.

23 Carr. *The Interregnum*, p. 162, indique que le texte de cette lettre se trouve dans le recueil *Material zu den Differenzen mit der Opposition*, que nous n'avons pu nous procurer.

24 R. Fischer, *op. cit.*, p. 260, ne mentionne que les trois premiers. Mais *Die Rote Fahne*, du 13 mai 1923, mentionne Gerhard, dont une note, dans *Dok. u. Mat.*, VII /2, p. 309, précise qu'il s'agit de Gerhard Eisler; il est peu probable que cette omission soit fortuite. R. Fischer considérant que son frère avait « trahi » la gauche.

25 R. Fischer, *ibidem*.

26 Aucun compte rendu n'en a jamais été publié. Le compte rendu donné brièvement par Ruth Fischer (*ibidem*) semble peu digne de foi.

27 « Resolution zu den Differenzen in der K.P.D. » *Die Rote Fahne*, 13 mai 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 301-309 auquel nous renvoyons pour les références ; ici. p. 302.

28 *Ibidem*, p. 303.

29 *Ibidem*, pp. 303-304.

30 *Ibidem*, p. 304.

31 *Ibidem*, pp. 304-305.

32 *Ibidem*, pp. 305-306.

33 *Ibidem*, p. 307.

position de défendre le sol allemand, les trésors de la civilisation allemande, l'avenir de la nation allemande »³⁴.

Afin de garantir en outre l'accord politique ainsi conclu — la résolution a été votée à l'unanimité —, l'exécutif recommande l'ouverture d'une discussion publique dans un supplément bimensuel spécial de *Die Rote Fahne*, l'engagement, de la part des dirigeants de gauche, de cesser la propagande en faveur de leur tendance dans les districts où elle n'est pas implantée³⁵ et, de la part des dirigeants de la droite, celui de proposer à la prochaine réunion du comité central la cooptation à la centrale des dirigeants de la gauche qui en avaient été tenus à l'écart à Leipzig.

L'unité retrouvée dans la tension croissante.

Au mois de mai, l'aggravation de la situation internationale contribue à consolider le compromis passé dans le parti. Le 2 mai, le maréchal Foch, en visite officielle, passe en revue l'armée polonaise. Le 8, le secrétaire d'Etat britannique, lord Curzon, adresse à l'Union soviétique un ultimatum au sujet de l'action de ses agents en Perse, en Afghanistan et aux Indes. Le 10 mai, le diplomate russe Vorovski est assassiné en Suisse par un Russe blanc. En Union soviétique, l'émotion est considérable. Zinoviev écrit que les irréductibles du camp impérialiste sont en train de préparer une nouvelle offensive :

« Les événements de la Ruhr, l'ultimatum envoyé par Curzon, l'assassinat de Vorovski, la tournée triomphale du maréchal Foch en Pologne, sont les maillons d'une même chaîne »³⁶.

Le 13, à Berlin, on estime à 100 000 le nombre de manifestants rassemblés par le K.P.D. pour protester contre l'assassinat et les projets d'agression de la Russie³⁷. Le 16, ils sont plus de 150 000 autour du cercueil de Vorovski, sur le point d'être transféré à Moscou, dans une gigantesque manifestation aux flambeaux dont Victor Serge écrira plus tard qu'elle « ouvrit la période de mobilisation révolutionnaire »³⁸. Rykov et l'ambassadeur Krestinsky sont aux côtés de Radek et de tous les membres de la centrale. Radek prononce un discours enflammé appelant les travailleurs allemands à la défense de la révolution russe³⁹. Le comité central se réunit le jour même et le lendemain. Le rapport de Brandler, qui insiste sur la gravité de la situation internationale et du danger fasciste en Allemagne même, n'est suivi que d'une maigre discussion portant sur des points de détail. Conformément à l'accord de Moscou, Ruth Fischer, Geschke, Thaelmann et König sont cooptés à la centrale⁴⁰. L'accord semble bien s'être fait sur la formule qui va être donnée par Radek au lendemain de la session :

« Nous ne sommes pas en mesure d'instaurer la dictature du prolétariat parce que les conditions préalables, la volonté révolutionnaire chez la majorité des prolétaires, n'existent pas encore »⁴¹.

Mais, dès le lendemain, l'effervescence explose de nouveau dans la Ruhr. Franz Dahlem écrit :

« La faim, qui fait sortir le loup du bois, fait sortir les mineurs de la mine et le tourneur de l'usine »⁴².

L'occasion : un effondrement brutal du mark au lendemain d'achats massifs de devises par les agents de Stinnes, une brusque flambée des prix. C'est une véritable grève sauvage, déclenchée malgré les syndicats, et que le parti communiste a la plus grande peine à contrôler : le mouvement a démarré le 16 mai et il faut des journées d'efforts pour qu'enfin soit constitué, le 26, un comité central de grève; celui-ci n'a cependant pas l'autorité suffisante pour empêcher que des combats de rue éclatent ici ou là. Finalement, le 29 mai, la centrale, réunie à Essen en même temps que le comité central de grève, donne son accord pour la reprise du travail sur la base d'une augmentation des salaires de 52,3 % : la gauche approuve, et le travail reprend rapidement⁴³.

Cependant, au moment où les communistes semblent s'être mis d'accord sur la nécessité d'une approche prudente des problèmes du développement de la révolution prolétarienne allemande, d'autres qu'eux estiment que la situation est en train de devenir révolutionnaire. Le 26 mai, au lendemain des premières journées d'émeute de Gelsenkirchen, un haut fonctionnaire allemand adjoint au *Regierungspräsident* de Düsseldorf, le Dr Lütterbeck, écrit au général français Denvignes pour lui demander d'autoriser la police allemande à pénétrer dans la zone d'occupation afin d'y rétablir l'ordre :

« Des événements comme ceux de Gelsenkirchen sont de nature à encourager les éléments hostiles à l'Etat. De nouveaux troubles se produiront et l'ordre, qui est la base nécessaire de la culture et de la production, menace d'être ébranlé pour un temps assez long. (...) La région industrielle est trop complexe pour qu'une étincelle partie d'une ville ne risque pas de devenir une flamme (...) telle que ni le Rhin ni les frontières de l'Allemagne ne puissent l'arrêter. Cette menace est suspendue sur le monde. Et si le commandement français attend dans l'inaction que l'émeute s'en prenne

34 *Ibidem*, R. Fischer (*op. cit.*, p. 260), écrit que la question du « national-bolchevisme ne fut pas soulevée », alors que ce passage de la résolution peut étre tenu en réalité pour le fondement de la politique qu'elle appelle « national-bolchevisme ».

35 *Ibidem*, p. 308. Il semble que, pendant les premiers mois de 1923, la gauche ait sérieusement entamé quelques-uns des bastions de la droite. L'inquiétude de la centrale se manifeste par le déplacement des hommes de confiance vers des districts disputés : c'est ainsi que Hans Tittel quitte le Wurtemberg pour la Thuringe où il est élu *Polleiter* (Weber, *op. cit.*, II, p. 334).

36 *Pravda*, 16 mai 1923.

37 Rappelons qu'il y a environ 30 000 militants communistes à Berlin.

38 Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 185.

39 *Die Rote Fahne*, 17 mai 1923.

40 *Ibidem*, 17 mai 1923.

41 *Ibidem*, 18 mai 1923. Davidovitch (*op. cit.*, p. 79) cite l'intervention d'un dirigeant de gauche dans la Ruhr, Unger, critiquant l'opportunisme de la centrale, d'après les archives de l'I.M.L., Moscou, Fonds K.P.D. 1923, 1924, pp. 134-135.

42 *Corr. int.*, n° 44, 1° juin 1923, p. 824.

43 *Bericht ...*, p. 11.

à lui, il semblera que la France souhaite l'ébranlement de l'autorité allemande (...) même au prix d'un soulèvement qui menacerait la civilisation européenne en mettant la Ruhr aux mains de la populace. Ce jeu est dangereux pour la France même. L'armée d'occupation n'est pas constituée seulement de matériel inanimé, fusils, mitrailleuses et tanks ; des hommes qui ont des yeux et des oreilles portent ces armes. Ils risquent d'emporter de la Ruhr une semence dangereuse, appelée à germer en territoire français. En présence de ces dangers, je me permets de souligner les lourdes responsabilités que le commandement français encourrait en se montrant indulgent avec l'anarchie. S'il n'agit pas lui-même, son devoir est tout au moins de laisser aux autorités allemandes les mains libres pour accomplir le leur (...). Je me permets de rappeler à ce propos que, lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au-devant des besoins des autorités françaises agissant en vue de la répression »⁴⁴.

44 *Die Rote Fahne*, 29 mai 1923 ; *Corr. Int.*, n° 44. 1^{er} juin 1923. pp. 825-826.

XXXVII. Une situation pré-révolutionnaire sans précédent

La crise ouverte en Allemagne par l'occupation de la Ruhr a bien été la plus profonde qu'ait jamais connu pays capitaliste avancé : misère généralisée dans le cadre d'un Etat fondé sur la production industrielle la plus moderne, paupérisation absolue de la presque totalité de la population laborieuse, ruine de la petite bourgeoisie, abolition de tous les privilèges, sauf ceux des détenteurs de capitaux et de moyens de production, triomphe de la spéculation, de la corruption, de la prostitution, dissolution de tous les garde-fous sociaux, de toutes les idéologies démocratiques, dérision de toutes les valeurs dites morales, effroyable bilan de faillite en un mot, revers d'un siècle de développement foudroyant et de brillantes conquêtes du capitalisme.

L'inflation galopante.

Le trait le plus spectaculaire de la crise de 1923 est l'inflation monétaire. Le phénomène n'est pas nouveau : elle remonte aux lendemains immédiats de la guerre, et a été une première fois jugulée en 1919. A partir de 1921, la chute du mark est apparemment au centre de la stratégie de la bourgeoisie allemande : renouvelant d'anciens calculs, persuadée que la crise monétaire est entièrement commandée par le déficit des exportations, elle pense qu'une nouvelle chute du mark réduirait ses charges, faciliterait l'exportation, encouragerait donc la production et permettrait les conditions d'une reprise économique. Les grands industriels proposent de rétablir une situation monétaire normale en substituant à celui de l'Etat leur propre crédit, mais demandent en même temps des gages. Or aucun gouvernement ne peut sans risques les leur accorder tant qu'il existe une classe ouvrière organisée, et chaque fois les ministres social-démocrates font obstacle aux vellétés de leurs partenaires bourgeois d'accepter les propositions de Hugenberg et de Stinnes. Il semble bien qu'à partir de novembre 1921, les magnats de l'industrie allemande se décident pour la politique du pire ; l'inflation galopante annulera la dette allemande, mettra l'Etat à genoux devant eux, épuiserait les travailleurs et laisserait les seuls grands capitalistes maîtres du jeu. La chute du mark, constante en 1922, devient foudroyante à partir de l'occupation de la Ruhr, encore qu'il soit difficile ici de faire la part de l'augmentation des charges du trésor, des effets de la panique et des conséquences d'une politique concertée.

Le dollar valait 1 000 marks en avril 1922, 2 000 en octobre, 6 000 en novembre de la même année. Le 4 janvier 1923, il est coté à 8 000, le 10 à 10 000, le 15 à 56 000 marks¹. A partir de ce moment-là, la courbe s'accroît de façon vertigineuse, avec des paliers plus ou moins éphémères, des coups de frein, des reculs spasmodiques suivis de brutales accélérations. Le dollar est coté à 96 000 marks le 17 mai 1923, autour de 200 000 le 10 juillet², 400 000 le 23 juillet, 1 000 000 le 28 juillet³. Il dépasse 2 000 000 le 7 août, est à 6 500 000 le 9 août⁴, un peu moins de 20 000 000 le 5 septembre, 46 000 000 le 6 et 60 000 000 le 7 septembre⁵. Le 20 septembre, il vaut 325 000 000 de marks⁶. En une année, le mark a vu sa valeur divisée par 162 500 ! A ce niveau, les chiffres perdent leur sens. Il y a au 1^{er} janvier 1923, 1 654 000 000 de marks en circulation ; au 15 août, la seule Reichsbank a émis des billets pour 116 402 548 057 000 de marks⁷. La planche à billets fonctionne sans trêve : il faut faire appel à des imprimeries privées qui fabriquent des coupures de 1, 2, 5, 10 millions de marks d'abord⁸, puis de 50 et 100 millions⁹.

La hausse des prix suit la même courbe. Un œuf coûte 300 marks le 3 février 1923, 420 le 5¹⁰, 3 400 le 10 juillet, 4 400 le 11 juillet¹¹, 7 000 le 27 juillet, 12 000 le 5 août¹², 30 000 le 8 août¹³. Ensuite, les commerçants doivent, pour suivre l'effondrement de la monnaie, monter les prix de jour en jour puis d'heure en heure, et les grands magasins paient des employés qui ajoutent simplement des zéros aux prix marqués : ils sont rarement en avance, le plus souvent en retard sur l'évolution réelle. En fait, les seules véritables transactions se font sur la base de l'or et des devises, dollar de préférence. Le mark-papier ne sert plus pratiquement qu'à payer les salaires, pour lesquels il a cours forcé.

Conséquences économiques et sociales.

La machine se grippe peu à peu, irrésistiblement. La Reichsbank n'accorde plus de crédit que sur des valeurs stables, mais continue de se faire rembourser en papiers sans valeur, belle affaire pour les spéculateurs qui en ont les moyens. Le taux d'intérêt atteint des chiffres astronomiques, 100 % pour un prêt de vingt-quatre heures, 400 % pour un mois, 5 000 % pour un an, et l'on peut d'ailleurs se demander si celui qui prête pour plus de vingt-quatre heures a toute sa raison. En fait, aucun détenteur de capitaux ne veut plus avoir en marks-papier que ses dettes. Le paysan refuse de vendre les produits de sa récolte. Les boutiques sont vides, les marchés déserts. La crise revêt la forme d'un véritable « blocus intérieur ». Les gens des villes organisent des razzias dans les campagnes, attaquent les fermes, pillent les granges.

Les valeurs réelles, immeubles, marchandises diverses, objets précieux, sont à la base de fortunes immenses et de réussites

1 *Corr. int.*, n° 13, 14 février 1923, p. 83.

2 *Ibidem*, n° 56, 13 juillet 1923, p. 415. Les cotes réelles sont 266 000 à Dantzig, 276 000 à New York, 187 000 seulement à Berlin.

3 *Ibidem*, n° 61, 31 juillet 1923, p. 456.

4 *Ibidem*, n° 64, 15 août 1923, p. 478.

5 *Ibidem*, n° 71, 8 septembre 1923, p. 535.

6 *Ibidem*, n° 77, 28 septembre 1923, p. 582.

7 *Ibidem*, n° 70, 5 septembre 1923, p. 528.

8 *Ibidem*, n° 61, 31 juillet 1923, p. 456.

9 *Ibidem*, n° 64, 15 août 1923, p. 478.

10 *Ibidem*, n° 12, 9 février 1923, p. 75.

11 *Ibidem*, n° 56, 13 juillet 1923, p. 415.

12 *Ibidem*, n° 63, 7 août 1923, p. 470.

13 *Ibidem*, n° 64, p. 478.

aussi insolentes que rapides. On les achète parfois pour des sommes fabuleuses en chiffres, dérisoires en réalité. Celui qui n'en détient pas n'a guère de chance d'en acquérir. Celui qui en a peu, ou d'indivisibles, risque fort de les perdre. Mais celui qui en possède suffisamment est sûr de les décupler, de les centupler. Commerçants grossistes, industriels, grands propriétaires, saisis d'une frénésie d'achat, acquièrent tout ce qu'ils peuvent. Stinnes s'empare, dit-on, de quelque 1 300 entreprises dans les secteurs d'activité les plus divers et s'avoue incapable de faire le point de ses propres affaires. Les industries exportatrices réalisent des bénéfices fabuleux : d'une part, la faiblesse des loyers et des salaires, la ruine des obligations, leur permettent de proposer des prix de revient défiant toute concurrence et, d'autre part, elles se font payer en devises. Les grosses affaires déposent des capitaux — en devises — à l'étranger, fondent des sociétés en Suisse, en Hollande ou en Amérique latine pour abriter leurs avoirs, créent avec des prête-noms des sociétés intermédiaires qui leur permettent de tourner la loi sur les exportations de capitaux. Bref, les grands capitalistes réalisent leurs bénéfices en dollars ou en or mais paient leurs dettes, leurs impôts, les salaires en papier et font des affaires colossales.

La petite bourgeoisie, en revanche, est complètement dépouillée. Rentiers, pensionnés, retraités, possesseurs de revenus fixes se trouvent du jour au lendemain dans la misère. Un retraité moyen touche à Berlin en juillet une pension de 10 800 marks, ce qui lui permet de s'offrir deux voyages en tramway s'il est prudent et les effectue le jour de sa paie¹⁴. Les propriétaires d'immeubles voient le montant de leurs loyers réduit à presque rien. Quand ils n'ont plus d'autres ressources, ils vendent. Des bandes de trafiquants s'abattent ainsi sur les immeubles qu'elles achètent à vil prix pour quelques kilos de marks-papier. Les employés, qui sont payés au mois, connaissent un sort proche de celui des pensionnés ou titulaires de revenus fixes : même si leurs salaires suivent vaillamment la hausse des prix, c'est avec un retard minimal d'un mois dans le meilleur des cas, ce qui signifie une amputation de leur salaire réel pouvant aller de 50 à 90 %.

Les ouvriers, parce qu'ils sont payés à la semaine, sont relativement privilégiés : le décalage entre la hausse et l'« ajustement » est pour eux moins important. Il est pourtant considérable dans certaines périodes. Un ouvrier de la métallurgie qui gagnait 3 000 marks à la fin de 1922 en touche 500 000 en mars 1923, 4 000 000 en juillet¹⁵. Si l'on convertit ces marks en dollars, on constate que son salaire est tombé de 30 dollars à 25, puis à 14, en l'espace de six mois. Selon les indices officiels, les salaires à cette date sont 3 300 fois supérieurs à ceux de 1914, mais les prix le sont 12 000 fois : le pouvoir d'achat théorique — car les magasins sont le plus souvent vides — serait donc pour l'ouvrier le quart de ce qu'il était avant guerre¹⁶. Au début d'août, les salaires sont 87 000 fois et les prix 286 000 fois plus élevés que ceux de 1914¹⁷. Pour la semaine du 27 juillet au 2 août, l'indice du coût de la vie est évalué, pour un ménage ouvrier avec deux enfants, à 5 158 912 marks par semaine, soit le salaire mensuel du père, à condition toutefois que cette semaine soit la dernière¹⁸... En octobre, un mineur doit travailler une heure pour acheter un œuf, quinze jours pour une paire de brodequins¹⁹. Or le chômage, insignifiant dans les premiers mois de 1923, s'étend : on compte dans les chômeurs totaux, en septembre, 7,06 % des métallos, 4,53 % des ouvriers du textile, 12,9 % du livre, 12,6 % de la confection, les taux de chômage partiel dans ces différentes professions étant respectivement de 16,58, 36,19, 32,09 et 57,98%²⁰. Le nombre des sans-abri ne cesse d'augmenter et les asiles de nuit sont bondés²¹. Les « attentats à la propriété » se multiplient. Les suicides atteignent des chiffres-records²². Dans la plupart des grandes villes, les transports urbains sont supprimés, faute de clients. Pour la même raison, au début de septembre, tous les bains-douches de Berlin sont fermés²³.

L'écrasante majorité de la population allemande est ainsi déclassée, non seulement prolétarisée, mais sous-prolétarisée.

Les conséquences politiques.

L'inflation, qui nivelle par le bas les conditions de vie des travailleurs, anéantit l'aristocratie ouvrière, réduit les spécialistes les mieux payés au niveau des manœuvres. Il n'y a plus de différenciations de salaires entre professions ou à l'intérieur entre qualifications, mais seulement une masse uniformément misérable. Les syndicats sont en pleine décomposition : les millions de marks que paient encore des millions d'ouvriers syndiqués ne font qu'entasser dans leurs caisses des tonnes de papier sans valeur. Les permanents sont réduits à la condition de clochards, les caisses de solidarité vides de toutes « valeurs réelles ». Les journaux se vendent jusqu'à plusieurs dizaines de millions de marks l'exemplaire, mais le papier qui sert à les imprimer s'achète en or. On doit, faute de ressources, renoncer à tenir les congrès. Bulletins, journaux, revues, disparaissent : ainsi *Die Neue Zeit*, en qui s'incarnait toute une période de l'histoire du socialisme²⁴. La pratique syndicale traditionnelle de la social-démocratie est vidée de tout contenu. Le syndicalisme est impuissant, les conventions collectives dérisoires. Les travailleurs quittent les syndicats et tournent souvent leur colère contre eux, leur reprochant leur passivité, parfois leur complicité. L'effondrement de l'appareil des syndicats et de la social-démocratie est parallèle à celui de l'Etat : que deviennent les notions de propriété, d'ordre et de légalité ? Comment, dans un tel abîme, justifier un attachement aux institutions parlementaires, au droit de vote, au suffrage universel ? Ni la police, ni l'armée ne sont exemptes de ce mal. Un monde meurt. Tous les éléments qui, une année auparavant encore, servaient de base à une analyse de la société allemande sont aujourd'hui anéantis.

Malgré les coups portés à la base matérielle de son appareil, le parti social-démocrate n'est pas encore frappé à mort. Mais

14 *Ibidem*, n° 64, 15 août 1923, p. 478.

15 *Ibidem*, n° 61, 31 juillet 1923, p. 456.

16 Georges Castellan, *L'Allemagne de Weimar*, p. 156.

17 *Corr. int.*, n° 64, p. 478.

18 *Ibidem*, n° 63, 7 août 1923, p. 471.

19 *Ibidem*, n° 83, 19 octobre 1923, p. 630.

20 *Ibidem*, n° 77, 28 septembre 1923, p. 582.

21 *Ibidem*, n° 12, 9 février 1923, p. 75 ; 40 000 sans-abri de plus à Berlin en janvier 1923 qu'en 1922.

22 2700 attentats à la propriété, 150 suicides à Berlin en juin, *Corr. int.*, n° 61, p. 456.

23 *Corr. int.*, n° 70, 5 septembre 1923, p. 528.

24 Le dernier numéro de la revue paraît avec la date du 23 août 1923.

ses jours sont comptés. Déjà, contre la droite pour qui, de toute façon, la « révolution bolcheviste » serait pire que la misère qui étirent les travailleurs allemands, et qui s'apprête à offrir une fois de plus ses services contre elle, des résistances s'organisent, et une gauche se dresse, encore confuse. A sa tête, des hommes de plusieurs générations, les « socialistes de 1918 », comme Erich Zeigner, rejoignant des anciens comme Dissmann et Paul Levi lui-même. La minorité tient des réunions fractionnelles, se manifeste publiquement, et Paul Levi déclare, par exemple :

« La question est posée à la social-démocratie allemande : dictature du prolétariat ou dictature des autres. (...) La dictature du prolétariat est nécessaire. Il faut marcher avec les communistes ! »²⁵.

C'est précisément autour du problème du front unique que les divergences se manifestent au sein de la social-démocratie : le mouvement est plus vigoureux en Saxe et en Thuringe, où il est animé notamment par quelques cadres syndicaux solidement implantés, mais il se manifeste partout. Les communistes voient là le début de la rupture des masses ouvrières avec la social-démocratie qu'ils attendent depuis des années. Dès le mois de juin, Zinoviev souligne :

« La nouveauté de ce phénomène consiste en ce que la majorité des ouvriers organisés d'Europe occidentale ne sont plus *au fond* de l'âme avec la social-démocratie, quoiqu'ils lui soient encore officiellement attachés. L'âme des ouvriers social-démocrates est maintenant davantage avec nous ; elle échappe aux social-démocrates et se rapproche de nous »²⁶.

Même pour qui ne croit pas, avec Zinoviev, que « la liaison des grandes masses ouvrières avec la social-démocratie ne tient plus qu'à un fil »²⁷, les progrès des communistes ne sont pas niables. Arthur Rosenberg, pourtant peu enclin à partager a posteriori les illusions lyriques de ses anciens camarades, écrira :

« A aucun moment les aspirations révolutionnaires n'ont été aussi profondes qu'en Allemagne pendant l'été 1923 »²⁸.

Fait significatif : ni les partis bourgeois, ni les social-démocrates qui font du bulletin de vote la base du système politique, ne songent, devant l'ampleur de la catastrophe économique et sociale, à revenir devant les électeurs. Une seule élection, tenue pendant la période de la crise, permet de mesurer les progrès de l'influence communiste : celle du Landtag de la région rurale du Mecklembourg-Strelitz, en juillet 1923. En 1920, les partis bourgeois avaient obtenu 18 000 voix : ils n'en rassemblent que 11 000. Les social-démocrates, malgré la réunification intervenue entre-temps avec les indépendants, tombent de 23 000 à 12 800. Enfin, alors que les indépendants avaient recueilli en 1920 2 257 voix — qu'on peut considérer comme celles de l'« extrême-gauche », à cette date —, les communistes qui se présentent pour la première fois dans une région, où ils ne sont pas implantés, en obtiennent 10 853, soit un cinquième des votants²⁹.

Les chiffres des effectifs du parti et des organisations qu'il contrôle que nous possédons sont significatifs. Les Jeunesses communistes, qui étaient 30 000 à l'automne précédent, dépassent les 70 000 membres répartis dans cinq cents organisations³⁰ et réunissent dans leurs « rassemblements » et leurs « marches » plusieurs centaines de milliers de jeunes³¹. Le district de l'Erzgebirge-Vogtland, autour de Chemnitz, qui comptait en septembre 1922, selon R. Wagner, 15 394 militants, en compte 25 117 en septembre 1923, gain qui s'est accompagné de la création de 92 nouveaux groupes locaux³². Le district de Berlin a recruté 8 000 militants, celui de Halle 5 000, celui de la Ruhr 3 000, celui de Thuringe 2 000³³. Les effectifs du parti à Brême ont doublé³⁴ et le district de Rhénanie moyenne a gagné en neuf mois 1 200 militants³⁵.

Ces progrès numériques se sont accompagnés de nouveaux efforts d'organisation. Au printemps, le parti s'est résolument orienté vers les usines, et a adopté des formes nouvelles susceptibles d'y favoriser sa pénétration et son implantation. Un nouveau département a été créé auprès de la centrale, celui des « cellules d'usine » (*Betriebszellen*), qui doit en systématiser la création et les substituer partout aux « fractions communistes d'entreprise ». Le bulletin *Der Parteiarbeiter* donne sur ce plan informations et directives. Dans le district de Chemnitz, la réorganisation du parti sur cette nouvelle base est décidée par le congrès des 8 et 9 septembre³⁶.

Compte tenu de la situation économique, les progrès de la presse communiste sont considérables. Au mois de juillet, *Die Rote Fahne* tire à 60 000 exemplaires, surclassant de beaucoup le *Vorwärts*³⁷. Le *Hamburger Volkszeitung* dépasse les 35 000 exemplaires dès juin³⁸.

25 Cité dans *Corr. int.*, n° 74, 18 septembre 1923, p. 560.

26 Zinoviev, « Un fait nouveau dans le mouvement ouvrier international », *Corr. int.*, n° 40, 8 juin 1923, p. 337. Zinoviev donne comme exemple le fait que certaines manifestations communistes ont rassemblé deux ou trois fois plus de gens que le parti n'en compte.

27 *Ibidem*, p. 338.

28 A. Rosenberg, *Entstehung und Geschichte der Weimarer Republik*, p. 405.

29 *Ibidem*, p. 407 ; *Corr. int.*, n° 56, 13 juillet 1923, p. 415.

30 *From Third to Fourth : a Report on the Activities of the Y.C.I.*, p. 39.

31 M. Uhlemann, *Arbeiterjugend gegen Poincaré und Cuno*, pp. 39, 130 sq.

32 R. Wagner, « Zur Frage der Massenkämpfe in Sachsen im Frühjahr und Sommer 1923 », *ZfG*, 1956, n° 2, p. 256. Les chiffres correspondants retenus par H. Weber sont sensiblement différents mais témoignent d'un progrès identique : 19 432 et 30 584 (*op cit.*, p. 373).

33 *Ibidem*, pp. 369, 370, 374, 376.

34 *Ibidem*, p. 50.

35 *Die Rote Fahne*, 11 août 1923.

36 *Der Kämpfer*, 11 septembre 1923, cité par R. Wagner, *op. cit.*, p. 256.

37 *Corr. int.*, n° 56, 13 juillet 1923, p. 414.

38 *I.M.L.-Z.P.A.*, 12/36, p. 170. Rapport n° 92 du Commissaire du Reich à l'ordre public, juin 1923 cité par Habedank, *Zur Geschichte des Hamburger Aufstandes*, 1923, p. 75.

Mais la progression des communistes se mesure mieux dans les liens entretenus par l'appareil du parti avec les organisations de masse. Entre juillet et octobre, le nombre des « fractions communistes », à l'intérieur des syndicats réformistes, passe de 4 000 à 6 000³⁹. Il faut changer de méthodes d'organisation, car le département syndical qu'anime Fritz Heckert ne peut plus à lui seul assurer une coordination convenable : à partir de juillet, le parti crée les « cartels rouges », qui regroupent sur le plan local les dirigeants des fractions communistes dans les syndicats réformistes et les militants communistes responsables dans tous les syndicats. Il existe 1 100 de ces cartels en juillet et 2 100 en octobre, date à laquelle le département syndical entretient des rapports avec des fractions dans 3 460 localités⁴⁰. A l'exécutif élargi de juin, Jacob Walcher estime à 2 433 000 le nombre d'ouvriers influencés et directement placés sous l'autorité de militants communistes dans les syndicats⁴¹. Fritz Heckert évaluera de son côté à 30 ou 35 % la proportion des travailleurs organisés influencés à cette date par le parti, ce qui correspond au chiffre de 2 500 000⁴². Le syndicat du bâtiment compte 551 000 membres pour 749 centres de paiement des cotisations : les communistes y ont 525 fractions, et la majorité dans 65 groupes locaux organisant 67 200 travailleurs. Ils sont à peu près à égalité avec les réformistes dans 230 groupes locaux groupant 331 000 travailleurs. Au total, dans le bâtiment, Walcher estime à 260 000 le nombre de travailleurs qui suivent les communistes. Le syndicat des métallos (D.M.V.) est un véritable bastion de l'opposition communiste dans les syndicats. En juin, Walcher signale que, dans ce syndicat de 1 600 000 membres, avec 750 centres de paiement de cotisation, il y a 500 fractions communistes⁴³. Le K.P.D. a conquis la majorité dans un certain nombre de localités aussi importantes que Stuttgart, Halle, Merseburg, Iéna, Suhl, Solingen, Remscheid, etc., groupant 260 000 syndiqués. Dans 26 centres rassemblant 500 000 travailleurs, ils s'estiment à égalité d'influence avec les réformistes et, dans l'ensemble, évaluent à 720 000 le nombre de métallos qui les suivent dans les syndicats. La progression communiste apparaîtra avec éclat lors des élections pour le congrès national du D.M.V. prévu pour juillet, où les listes soutenues par le K.P.D. l'emportent aux élections par tendances dans les principaux centres industriels, obtenant le tiers des mandats et la majorité absolue des voix. A Berlin, ils recueillent 54 000 voix contre 22 000 aux listes des candidats social-démocrates⁴⁴, à Halle, 2 000 contre 500⁴⁵. En juin, Jakob Walcher, qui ne sous-estime pas la puissance de l'emprise réformiste dans les syndicats, affirme cependant :

« Nous sommes en bonne voie pour nous emparer des syndicats sur le terrain de l'organisation »⁴⁶.

Le mouvement des conseils d'usine (*Betriebsräte*) se développe à un rythme extrêmement rapide pendant l'année 1923, favorisé tant par l'action militante des communistes que par la décomposition et l'attentisme des syndicats réformistes. Organismes très souples, dirigés par des ouvriers du rang, sans « permanents », plus proches de la vieille tradition social-démocrate des « hommes de confiance dans les entreprises » que des fonctionnaires de l'appareil syndical, ils attirent sur eux l'attention d'une importante fraction de la classe ouvrière et cumulent finalement des fonctions traditionnellement dévolues aux syndicats avec d'autres, plus proprement politiques : à partir de novembre 1922, c'est en partie à travers les conseils d'usine et à leurs congrès aux divers échelons que se développent les campagnes du parti communiste. Ce dernier se targue de détenir la majorité dans 2 000 conseils d'usine, certains fort importants comme celui des Leuna-Werke, où le communiste Bernhard Koenen obtient 60 % des voix des 12 000 travailleurs⁴⁷. Le congrès des conseils d'usine qui déclenche en août la grève contre Cuno se dit représentatif, directement ou non, de quelque 20 000 conseils⁴⁸. Le président du comité des quinze, le comité d'action des conseils d'usine du Reich, est un serrurier de trente-cinq ans, Hermann Grothe, ancien membre du cercle des délégués révolutionnaires, spartakiste en 1917, pendant plusieurs années animateur des comités de chômeurs. Il est membre du K.P.D. et de la gauche berlinoise. Le mouvement des conseils d'usine « révolutionnaires » — c'est-à-dire dirigés par les militants communistes — tend à adopter le même modèle d'organisation : à la base, dans chaque entreprise, il est formé de deux conseils, celui des ouvriers (*Arbeiterrat*) et celui des employés (*Angestelltenrat*), le premier ayant voix prépondérante. Ils s'organisent par industrie et par ville, mais, au cours de l'année, créent leur organisation par districts et par régions. Zinoviev écrira en octobre, sur la base des renseignements qui lui viennent d'Allemagne :

« Les comités d'usine participent déjà en Allemagne au règlement de questions aussi capitales que celles du ravitaillement, des salaires, des combustibles, de l'armement des travailleurs. Ils deviennent le levier principal de la révolution qui mûrit sous nos yeux »⁴⁹.

C'est également sous l'égide et à l'initiative des conseils d'usine animés par les communistes que se multiplient les comités de contrôle (*Kontrollausschüsse*), qui s'assignent comme tâche de contrôler les prix des vivres, les loyers, de combattre la spéculation, le trafic et la disette. Formés d'ouvriers, comprenant des ouvrières et des ménagères⁵⁰, ils associent parfois à leur activité des petits commerçants ou artisans⁵¹. Leur réseau s'efforce de mobiliser dans une action permanente, par une propagande et une agitation incessantes, les couches laborieuses et en particulier les femmes.

La plus remarquable des créations des communistes de l'époque est cependant l'organisation des « centurries prolétariennes »

39 *Ibidem*, p. 69.

40 *Ibidem*.

41 *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive ...*, p. 196.

42 *Bericht XI...*, p. 358.

43 Walcher, dans *Protokoll ...* (n. 6), p. 195.

44 *Bericht IX ...*, p. 97.

45 Ersil, *Aktionseinheit stürzt Cuno*, p. 149.

46 *Protokoll...*, *Erweiterten Exekutive ...*, p. 196.

47 Ersil, *op. cit.*, p. 75.

48 *Ibidem*, p. 245.

49 *Corr. int.*, n° 87, 2 novembre 1923, p. 662.

50 Voir chap. XXVII.

51 Krusch, *op. cit.*, p. 136.

(*Proletarische Hundertschaften*). Depuis 1918, la nécessité de « l'armement du prolétariat » a toujours été présente à l'esprit des dirigeants du parti. Relancé au cours de la campagne qui suit l'assassinat de Rathenau, le mot d'ordre de l'organisation de l'autodéfense ouvrière commence à se concrétiser à partir de l'occupation de la Ruhr : dans la Ruhr même, où l'expulsion des forces de police allemandes et l'infiltration continue des hommes des corps francs en font pour tous les travailleurs une nécessité aveuglante, puis dans le reste du pays. En Allemagne centrale, *Klassenkampf*, de Halle, lance le premier appel à la formation de groupes ouvriers d'auto-défense⁵² ; ils entreront dans la réalité avec l'appel du congrès régional des conseils d'usine, le 11 mars. Mais il existe déjà à cette date des centurions prolétariennes dans d'autres localités : à Chemnitz, où dix d'entre elles sont entrées en action, le 9 mars, pour interdire une réunion nationaliste⁵³, à Gera où quatre de ces unités défilent le 4 mars, imitées, à Zella-Mehlis, le 11 mars, par 4 000 hommes des centurions prolétariennes de Thuringe méridionale⁵⁴. En quelques semaines, le mouvement s'étend à toute l'Allemagne, et, le 1^{er} mai, à Berlin, le traditionnel défilé est ouvert par les centurions prolétariennes, 25 000 hommes au brassard rouge, véritables milices ouvrières⁵⁵.

Le K.P.D. accorde une attention extrême aux centurions prolétariennes, dont la création et l'organisation pratique sont contrôlées par une commission spéciale de trois membres qui deviendra bientôt le conseil militaire du parti, sous la direction d'Ernst Schneller⁵⁶. Celui-ci est tenu à prendre certaines précautions : les ministres de l'intérieur de différents Etats ont en effet imité leur collègue prussien Severing, qui a interdit les centurions dès le 13 mai⁵⁷ — en même temps qu'une organisation paramilitaire d'extrême-droite⁵⁸. Elles ne se développeront finalement sur une large échelle qu'en Thuringe et en Saxe, où elles bénéficient de la protection officielle et même de crédits alloués par les gouvernements social-démocrates de gauche. Paul Böttcher, au mois de juin, les présente en ces termes :

« Il ne s'agit pas d'un jeu militaire. Nos centurions n'ont pas d'objectif militaire. (...) En cas de provocation ou d'attentat terroriste réactionnaire, elles doivent être prêtes à réagir sur-le-champ. (...) La question de leur armement ne se pose pas encore : sa solution dépend de la résolution et de la force que manifesterait le mouvement. (...) Agir autrement serait vouloir armer le prolétariat avant qu'il soit effectivement entré dans la lutte pour le pouvoir. Les centurions ne peuvent avoir aucune tâche militaire avant que les conditions élémentaires soient réalisées dans les usines »⁵⁹.

Désireux de faire des centurions prolétariennes des « organes du front unique », les communistes s'efforcent d'y entraîner avec eux des militants social-démocrates ou syndicalistes sans parti. Ils se heurtent naturellement dans cette voie aux dirigeants social-démocrates, et même à l'opposition de certains des leurs, qui veulent voir en elles, selon l'expression de Böttcher, « des troupes armées pour la conquête du pouvoir ». Aussi presse et congrès répètent-ils à l'envi l'opposition du K.P.D. à la création de « centurions de parti »⁶⁰.

Nouvelle explosion nationaliste.

Les progrès des communistes sont évidents, mais difficilement mesurables. La progression des nationalistes d'extrême-droite est beaucoup plus spectaculaire. Son caractère original est une coloration nouvelle, populaire, ou, pour mieux dire, plébéienne. Le noyau de leurs organisations reste le même qu'au lendemain de la guerre : ce sont les bagarreurs des corps francs, aventuriers exaltés, xénophobes, antisémites, bêtes de proie incapables de vivre sans uniforme, sans armes, sans violence, les têtes brûlées et les désespérés, tristes produits de quatre années de guerre et d'un long dressage. Mais, à partir de 1923, le mouvement nationaliste change de visage : avec Adolf Hitler et les nationaux-socialistes commence l'ère des démagogues et de l'action de masse substituée à celle des commandos.

L'Allemagne de 1923 est pour eux le terrain idéal. Aux millions de petits bourgeois déclassés, aux prolétaires souffrants, ils désignent les responsables : les capitalistes de l'Entente, les étrangers, les juifs, les marxistes, les « criminels de novembre » qui ont « poignardé dans le dos la glorieuse armée invaincue », les « politiciens », les « bonzes » des syndicats et partis ouvriers qui abusent les travailleurs et se servent de leur formidable organisation pour les paralyser et les livrer pieds et poings liés à leurs ennemis. Depuis le début de la crise, la passivité du gouvernement Cuno offre une cible commode : c'est là le gouvernement parlementaire, la démocratie, la République, l'impuissance et les divisions, en définitive la trahison. L'Allemagne trahie est devenue la « nation-prolétaire », humiliée, bafouée, piétinée par la faute de ceux qui l'ont dirigée, depuis la défaite qu'ils ont désirée et provoquée par soif du pouvoir. Il lui faut, pour sortir de l'abîme, un gouvernement fort et une volonté unique, la « dictature » d'un « Chef » (*Führer*), une volonté allemande, une idéologie allemande, une discipline militaire, la force, la violence salvatrice et purificatrice.

Hitler fait ajouter au titre de la minuscule organisation à laquelle il adhère en 1920 l'étiquette « national-socialiste », qui va donner au nationalisme allemand le caractère proprement fasciste de mouvement de masses. La crise de 1923 lui offre un terrain idéal. Personne ne peut plus, ouvertement du moins, se proclamer partisan ou défenseur du régime parlementaire ou républicain, ou du système capitaliste : il a donc l'occasion de concrétiser sa tactique en mots d'ordre, de fourbir la technique de sa propagande et de son action. Il recrute dans les générations d'après guerre étudiants, chômeurs, petits bourgeois qui arrivent à la vie d'adulte dans un monde sans espoir. Les reîtres qui, deux ans auparavant, après avoir été les « sauveurs »,

52 *Klassenkampf*, 28 février 1923.

53 Gast « Die proletarischen Hundertschaften als Organe der Einheitsfront im Jahre 1923 », *ZfG*, n° 3, 1956, pp. 447-448 ; *Der Kämpfer*, 10 mars 1923.

54 *Ibidem*, p. 448 ; *Der Kämpfer*, 15 mars 1923.

55 Ersil, *op. cit.*, p. 95.

56 Gast, *op. cit.*, p. 457 ; Davidovich, *Revolutsionii Krisis 1923 g. v Germanii i Gamburgskoe Vosstanie*, p. 133.

57 Ersil, *op. cit.*, p. 98.

58 Mujbegović, *op. cit.*, p. 384.

59 *Corr. int.*, n° 49, 19 juin 1923, p. 362.

60 *Ibidem*.

inquiétaient les bourgeois qui espéraient une reprise des affaires, redeviennent l'ultime réserve des possédants, la seule force susceptible de s'opposer aux communistes dans la rue, les écoles, les usines même. Le « national-socialisme » opposé au « bolchevisme », au « communisme international », dans une Allemagne prolétarisée à l'extrême : c'est là la défense des classes dirigeantes depuis le début du siècle. Elle leur pose un dilemme dont elles s'évaderont à la fin de 1923, pour le retrouver, sous forme impérative, entre 1930 et 1933.

A la fin de 1922, le parti national-socialiste compte 15 000 membres, et ses troupes de choc, les S.A., 6 000. Au début de 1923, grâce aux efforts d'un ancien des corps francs, officier de la Reichswehr, le capitaine Roehm, qui lui apporte le soutien de la Reichswehr en Bavière, il est en mesure de conclure un pacte avec les autres organisations nationalistes bavaroises. Le commandement des S.A. est confié à un héros de l'aviation allemande pendant la guerre, le capitaine Hermann Goering. Les progrès de l'organisation sont foudroyants dans le sud, où elle bénéficie de l'appui des autorités et d'abondants subsides. Le 1^{er} mai, 10 000 hommes en armes défilent près de Munich. Le 1^{er} septembre, ils sont 70 000 à Nuremberg, passés en revue par Hitler et Ludendorff. L'exemple fasciste les inspire : on parle de « marche sur Berlin », et Hitler proclame, le 12 septembre : « Le Parlement de novembre touche à sa fin ! L'édifice chancelle ! La charpente craque ! Il n'y a plus qu'une alternative : la croix gammée ou l'étoile soviétique, le despotisme universel de l'Internationale ou le Saint-Empire de la nation germanique. » Réunions, meetings, défilés se succèdent. Le 25 septembre, Adolf Hitler devient le chef de la « Ligue de combat » : son parti, membre de cette coalition des groupes d'extrême-droite, compte 50 000 membres et des S.A. armées jusqu'aux dents.

Ce ne sont pas les seules formations paramilitaires. Avec la caution de la Reichswehr et les subsides des magnats de l'industrie lourde, un officier, le commandant Buchrucker, ancien membre de l'organisation terroriste *Orgesch*, a constitué, à partir de 1921, dans les principales garnisons de Brandebourg, des unités de cadres dotées d'un armement considérable, mais dont les troupes sont formées par des volontaires accomplissant de brèves périodes d'entraînement. Cette « Reichswehr noire » est, en principe, illégale. C'est, en réalité, une formation semi-officielle, comptant une vingtaine de milliers d'hommes bien armés, des unités spécialisées, un matériel moderne. Leur état d'esprit est le même que celui des corps francs dont ils sont les héritiers directs : ils brûlent d'impatience en attendant le signal de l'attaque pour la « dictature militaire » qui doit libérer l'Allemagne du joug de « l'étranger ».

Les communistes face aux nationalistes.

Depuis la fin de 1922, les communistes ont commencé à s'inquiéter du développement du mouvement nationaliste en général et des progrès du parti nazi en particulier. Début décembre, Karl Becker a lancé de Moscou un premier cri d'alarme : le fascisme, qui vient de l'emporter en Italie, est également possible en Allemagne. Dans ce pays hautement industrialisé, il ne dispose encore que d'une base sociale trop étroite, et le grand capital va s'efforcer d'obtenir en outre « la neutralisation d'une grande partie du prolétariat ». Mais le fascisme constituera un danger d'autant plus réel que les déceptions provoquées par la social-démocratie plongeront des couches ouvrières dans la passivité : seul le succès d'une politique de front unique peut le tuer dans l'œuf⁶¹. Quelques semaines plus tard, Hans Tittel consacre un article au parti ouvrier national-socialiste, dont il constate les progrès dans le sud : financé par d'importants groupes capitalistes, ce parti cherche à se concilier les sympathies des masses populaires apolitiques. Il est pangermaniste et antisémite, utilise la démagogie contre le système parlementaire et les « bonzes » des partis et syndicats. Il recrute abondamment dans la classe moyenne et dispose d'une organisation paramilitaire solide. Tittel souligne la nécessité d'organiser la résistance prolétarienne armée à ce « parti déterminé, pourvu d'argent, militarisé, assuré de la sympathie des classes dirigeantes »⁶².

La crise accentue ces progrès de façon spectaculaire. Des nazis, connus pour tels, viennent d'être élus membres de conseils d'usine, à Berlin et en Haute-Silésie. Böttcher affirme : « Le fascisme pousse ses racines dans la classe ouvrière. » Les communistes doivent comprendre que la force armée ne suffit plus pour combattre le nationalisme sous sa forme nouvelle⁶³.

Le fait est que les formes aiguës de la crise économique et sociale sont en train de créer une situation nouvelle. Le fascisme en Allemagne se recrute une base dans la petite bourgeoisie qui se débat contre la menace de prolétarianisation. Les communistes en prennent vite conscience. Dès le 25 mars, dans un article intitulé « Allemagne impuissante », Radek note que les communistes ont jusque-là par trop négligé de « combattre au nom de tout le peuple », et en particulier au nom des couches sociales non prolétariennes que la crise du capitalisme est en train de broyer. Cette négligence explique selon lui le passage dans le camp de l'extrême-droite de couches qui n'auraient pourtant désormais rien à perdre à une révolution prolétarienne⁶⁴. Au lendemain du compromis de Moscou, l'exécutif souligne l'importance de cette question en écrivant :

« Le parti communiste allemand doit faire comprendre clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et des intellectuels que seule la classe ouvrière, une fois sa victoire acquise, sera capable de défendre le territoire allemand, les trésors de la culture allemande, l'avenir de la nation »⁶⁵.

Le 17 mai, une résolution du comité central⁶⁶ invite les communistes à se préoccuper d'arracher au fascisme les masses petites bourgeoises exaltées par le nationalisme :

« Nous devons aller vers les masses souffrantes, égarées, enragées de la petite bourgeoisie prolétarianisée, et leur dire toute la vérité ; leur dire qu'elles ne peuvent se défendre, elle et l'avenir de l'Allemagne, que si elles s'allient avec le prolétariat pour la victoire sur la bourgeoisie. Le chemin de la victoire sur Poincaré et sur Loucheur passe d'abord par la

61 Karl Becker, dans le *Bolchevik*, article reproduit dans *Corr. int.*, n° 95, 9 décembre 1922, pp. 720-721.

62 *Corr. int.*, n° 101, 30 décembre 1922, p. 763.

63 Böttcher, *Corr. int.*, n° 49, 19 juin 1923, p. 362.

64 *Die Rote Fahne*, 25 mars 1923.

65 *Die Rote Fahne*, 13 mai 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, p. 307.

66 *Die Rote Fahne*, 18 mai 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 315-324.

victoire sur Stinnes et sur Krupp »⁶⁷.

A la fin de mai, commentant l'appel lancé par Lütterbeck aux autorités françaises d'occupation, le K.P.D. s'adresse aux « masses petites-bourgeoises inspirées par le nationalisme », aux fonctionnaires et intellectuels⁶⁸ :

« Qu'avez-vous l'intention de faire contre un gouvernement qui ose, avec le cynisme d'un courtisan, réclamer ouvertement aux généraux français la permission de massacrer ses frères allemands ? Nous sommes convaincus que les masses nationalistes du peuple sont en grande majorité composées de personnes aux convictions honnêtes et sincères, mais égarées et qui ne savent pas que l'Entente n'est pas leur unique ennemi »⁶⁹.

Ces appels ne rencontrent aucun écho à droite, à l'exception de commentaires favorables au « sens national » des communistes, dans la revue d'intellectuels nationalistes *Gewissen*. Ils annoncent pourtant une politique appelée à faire sensation.

C'est en effet le danger fasciste qui est au centre des discussions de juin à l'exécutif élargi de l'Internationale, et non pas le problème de la lutte pour le pouvoir en Allemagne. Au cours de son rapport introductif, le 12, Zinoviev se contente de noter le, progrès du fascisme, de se féliciter de l'action commune entreprise par les P.C. de France et d'Allemagne, et ne consacre qu'une ou deux minutes à la situation allemande, se contentant d'insister sur la nécessité d'élargir le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » en « gouvernement ouvrier et paysan »⁷⁰. Böttcher intervient seulement pour souligner les succès remportés en Allemagne grâce à la tactique du front unique, et notamment ce qu'il considère comme « la scission idéologique de la social-démocratie ». Il insiste sur le fait que « le gouvernement ouvrier peut naître des institutions démocratiques existantes », affirmant que les communistes doivent « envisager la possibilité d'un gouvernement ouvrier, coalition révolutionnaire avec la social-démocratie et les syndicats (...) soutenue principalement par des organismes de classes extraparlémentaires »⁷¹.

Radek laisse de côté ces questions rebattues pour s'attacher à souligner l'importance de la « question nationale » en Allemagne :

« Il est significatif qu'un journal national-socialiste s'élève violemment contre les soupçons dont les communistes sont l'objet : il le, signale comme un parti combatif qui devient de plus en plus national-bolcheviste. Le national-bolchevisme signifiait en 1920 une tentation faite en faveur de certains généraux ; aujourd'hui, il traduit le sentiment unanime que le salut est entre les mains du parti communiste. Nous sommes seuls capables de trouver une issue à la situation actuelle de l'Allemagne. *Mettre la nation au premier plan, c'est en Allemagne comme dans les colonies, faire acte révolutionnaire* »⁷².

Dans sa réponse, Zinoviev lui fait écho, assurant que l'article de *Gewissen* constitue « le plus grand des compliments » et qu'il « prouve que le parti ne comprend pas son caractère de classe dans un sens corporatif »⁷³.

Le 15 juin, Radek présente un rapport sur la situation internationale au cours des six mois écoulés.

« La classe ouvrière allemande et avec elle la révolution allemande sont menacées. (...) La misère des ouvriers allemands est si profonde que la consigne : « Ne vous laissez pas provoquer », n'a plus d'effet, et que la classe ouvrière allemande va devoir combattre »⁷⁴.

C'est « une passe difficile », car « le prolétariat allemand devra faire face à la fois au fascisme allemand et à l'impérialisme français ». La discussion, cette fois, s'engage franchement. Neurath s'en prend au fameux article de Thalheimer selon lequel la bourgeoisie allemande serait révolutionnaire à l'extérieur, au moins momentanément, malgré elle⁷⁵. Pour lui,

« il faut renverser la bourgeoisie allemande, établir un gouvernement ouvrier et paysan. (...) C'est de cette manière qu'il est possible d'amener au communisme les éléments petits-bourgeois, (qui) ne trouveront pas cette voie si nous faisons concurrence aux nationalistes »⁷⁶.

Böttcher répond que le K.P.D. s'est montré « le chef révolutionnaire de cette classe qui est seule capable de réaliser l'indépendance nationale ». Suivre la politique préconisée par Neurath aboutirait à « donner un immense essor au fascisme »⁷⁷. Hoernle prend la défense de Radek :

« Pour renverser le gouvernement de Cuno, le parti a besoin des masses et doit tenir compte de leur idéologie »,

67 *Ibidem*, p. 322.

68 *Die Rote Fahne*, 29 mai 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 333-336.

69 *Ibidem*, p. 335.

70 *Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive der K.I.*, Moscou, 12-23 juin 1923, p. 35.

71 *Ibidem*, p. 55.

72 *Ibidem*, pp. 66-67.

73 *Ibidem*, p. 101.

74 *Ibidem*, p. 127.

75 Voir chap. XXXIII.

76 *Ibidem*, p. 132.

77 *Ibidem*, p. 134.

et il prône un « internationalisme vivant » au lieu d'un « internationalisme intransigeant »⁷⁸.

Radek, dans sa réponse, souligne le caractère original de la situation allemande : « la défaite d'une grande nation industrielle rejetée au rang d'une colonie ».

« Les masses petites-bourgeoises et les intellectuels et techniciens qui joueront un grand rôle dans la révolution, sont à l'égard du capitalisme qui les décline dans une position d'antagonisme national. (...) Si nous voulons être un parti ouvrier capable d'entreprendre la lutte pour le pouvoir, nous devons trouver la voie qui nous rapprochera de ces masses, et nous la trouverons, non pas en redoutant nos responsabilités, mais en affirmant que seule la classe ouvrière peut sauver la nation »⁷⁹.

Après ces escarmouches, c'est seulement le 20 juin, au travers du débat sur le fascisme, que la nouvelle ligne apparaît en pleine clarté. Clara Zetkin, malade, portée à bras d'hommes à la tribune, présente le rapport. Elle souligne que les communistes n'ont pas su jusqu'à présent analyser le fascisme, qu'ils ont tenu plus ou moins pour une des variantes de la terreur blanche :

« Le fascisme n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat, c'est le châtiment qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie »⁸⁰.

Elle voit dans le fascisme l'expression de la décadence de l'économie capitaliste et le symptôme de la décomposition de l'Etat bourgeois. Il a recruté d'abord parmi les anciens militaires et les classes moyennes prolétarisées. Ses bases reposent dans la déception provoquée par l'échec du socialisme, y compris chez des ouvriers qui désespèrent de l'avenir de leur propre classe. Tel quel, il est un instrument de la bourgeoisie, caractérisé par un programme d'apparence révolutionnaire, adapté au sentiment brut des masses, et par l'emploi systématique de la force. L'erreur des communistes italiens a été de n'y voir qu'un mouvement terroriste d'inspiration militaire sans comprendre sa signification sociale. La lutte contre le fascisme doit, bien sûr, être menée sur le plan militaire, mais il ne suffit pas d'opposer les centuries prolétariennes aux sections d'assaut. Pour vaincre définitivement le fascisme, il faudra gagner ou neutraliser une partie de ses troupes, les éléments déçus par les socialistes, et comprendre qu'elles veulent et sortir de la misère et s'ouvrir des perspectives nouvelles et exaltantes.

C'est au cours de la discussion du rapport de Clara Zetkin que Radek prononce son célèbre discours sur Schlageter :

« Durant tout le discours de notre camarade Zetkin, (...) j'étais obsédé par le nom de Schlageter et son sort tragique. Nous devons nous souvenir de lui, ici, où nous prenons position politiquement contre le fascisme. Le destin de ce martyr du nationalisme allemand ne doit pas être passé sous silence, ni honoré d'un mot en passant. Car il a beaucoup à nous apprendre, à nous et au peuple allemand. Nous ne sommes pas des romantiques sentimentaux qui oublient leur haine devant un cadavre, ni des diplomates qui disent que, devant une tombe, il faut se taire ou décerner des louanges. Schlageter, le vaillant soldat de la contre-révolution, mérite, de notre part à nous, soldats de la révolution, un hommage sincère. (...) Si ceux des fascistes allemands qui veulent loyalement servir leur peuple ne comprennent pas le sens de la destinée de Schlageter, alors celui-ci est bien mort en vain, et ils peuvent écrire sur sa tombe : *Le pèlerin du néant !* »⁸¹.

Rappelant la vie et la mort de Schlageter, Radek s'adresse aux fascistes :

« Quiconque tâchera, à la suite des spéculateurs, des rois du fer et du charbon, de réduire en esclavage le peuple allemand, de le précipiter dans des aventures, se heurtera à la résistance des ouvriers communistes. Ils répondront à la violence par la violence. Nous combattons par tous les moyens ceux qui, par incompréhension, s'allieront aux mercenaires du capital. Cependant, nous croyons que la grande majorité des masses qui sont agitées de sentiments nationalistes appartient, non au camp du capital, mais au camp du travail. Nous voulons chercher et trouver la route pour atteindre ces masses, et nous y arriverons. Nous ferons tout pour que des hommes qui étaient prêts, comme Schlageter, à donner leur vie pour une cause commune, ne deviennent pas des pèlerins du néant, mais les pèlerins d'un avenir meilleur pour l'humanité tout entière, pour qu'ils ne répandent pas leur sang généreux pour le profit des barons du fer et du charbon, mais pour la cause du grand peuple travailleur allemand, qui est un membre de la famille des peuples luttant pour leur libération »⁸².

La « ligne Schlageter ».

C'est à partir de ce discours que le parti communiste allemand adopte ce qu'il est convenu d'appeler la « ligne Schlageter ». Radek la développe à nouveau dans plusieurs articles, où il faut beaucoup de myopie — ou de mauvaise foi — pour découvrir une volonté de collusion avec le nazisme⁸³. Le 7 juillet, par exemple, il écrit dans *Die Rote Fahne* :

« C'est le devoir des communistes allemands de lutter les armes à la main, si nécessaire, contre l'insurrection fasciste, qui serait une calamité pour la classe ouvrière et pour l'Allemagne. Mais, en même temps, c'est leur devoir de tout faire

78 *Ibidem*, p. 137.

79 *Ibidem*, pp. 147-148.

80 *Ibidem*, p. 205.

81 *Ibidem*, p. 240. Voir chap. XXXV, note 24.

82 *Ibidem*, p. 244.

83 La source de cette interprétation se trouve dans la campagne de la presse française à cette époque. Le livre de Ruth Fischer a beaucoup contribué à l'accréditer.

pour convaincre les éléments petits-bourgeois du fascisme qui luttent contre la paupérisation que le communisme n'est pas leur ennemi, mais l'étoile qui leur montre le chemin de la victoire. (...) Il est ridicule de croire que l'on pourra battre le fascisme seulement les armes à la main. (...) Le socialisme ne fut jamais uniquement la lutte pour le morceau de pain des ouvriers. Il a toujours voulu être un flambeau lumineux pour tous les misérables. (...) Un des plus grands crimes de la social-démocratie consiste en ce qu'elle a détruit toute foi dans le socialisme, toute confiance dans la force des masses populaires »⁸⁴.

Les communistes recherchent systématiquement la discussion et la confrontation publiques avec les nazis, particulièrement parmi les étudiants, qui constituent l'un des bastions du nazisme. La polémique — ou, si l'on préfère, le dialogue — se développe dans la presse. Le comte Reventlow réplique à Radek dans *Reichswart* et Paul Frölich lui répond ; Moller Van den Bruck s'adresse ensuite à Radek dans *Das Gewissen*, et Radek, à son tour, lui répond⁸⁵. De cet échange, complété par des interventions ultérieures de Reventlow et de Radek, le parti communiste fait une brochure intitulée *Schlageter* : une discussion, qu'il s'efforce de diffuser systématiquement parmi les militants ou sympathisants nazis⁸⁶. Sur le thème « Pour quoi Schlageter est-il mort ? », des orateurs communistes s'adressent à des auditoires nationalistes, dans les universités, à Göttingen, Léna, Berlin, où Ruth Fischer proclame :

« Le géant qui libèrera l'Allemagne est là : c'est le prolétariat allemand, dont vous faites partie et sur lequel vous devez vous aligner »⁸⁷.

Le 2 août, Remmele s'adresse à Stuttgart à un meeting nazi. Le 10, toujours à Stuttgart, c'est un orateur nazi qui s'adresse à un auditoire communiste. Remmele apostrophe les nazis :

« On vous a dit autrefois que le communisme vous prendrait tout c'est le capitalisme qui vous a tout pris ! »⁸⁸.

Ces confrontations tournent souvent à l'avantage des communistes : le 14 août, les dirigeants nazis décident d'y mettre fin⁸⁹.

Parallèlement, les communistes multiplient les efforts de propagande en direction des couches sociales non prolétariennes atteintes par la crise, s'adressant notamment aux officiers et aux policiers. Pour toucher les intellectuels, ils ont fondé en mars la « Ligue des amis du secours ouvrier international », avec en tête d'affiche des personnalités du monde de la culture comme Maximilian Harden et Albert Einstein⁹⁰. *Die Rote Fahne* consacre un éditorial à « La Paupérisation du prolétariat intellectuel »⁹¹, un autre au « Destin de l'intelligentsia allemande », décrivant la misère des médecins, des avocats, des professeurs, des fonctionnaires :

« Sans la classe ouvrière allemande, l'intelligentsia allemande périra. Le destin de la classe ouvrière allemande est celui de l'intelligentsia allemande »⁹².

Les résultats ne semblent pas avoir été très positifs et le parti communiste ne pénètre guère au-delà des limites de la classe ouvrière. En revanche, les risques que comporte la nouvelle tactique sont souvent exploités contre lui, notamment par ses adversaires social-démocrates. Les orateurs communistes se laissent parfois entraîner, par le désir de plaire à leurs auditoires, à leur faire, au moins dans le vocabulaire, de dangereuses concessions. Le parti social-démocrate essaie de retourner à son profit la ligne Schlageter en y dénonçant une collusion entre communistes et nazis. *Vorwärts* accuse Remmele d'avoir dit aux nazis, le 10 août, que les communistes préféreraient s'allier avec eux qu'avec les social-démocrates, et qu'ils étaient prêts, si nécessaire, à s'allier aux assassins de Liebknecht et Rosa Luxemburg⁹³. Le même journal accuse Ruth Fischer d'avoir tenu à Berlin des propos ouvertement antisémites⁹⁴. Ainsi se dessine une légende encore vivace aujourd'hui. En France, Salomon Grumbach, connu pour ses positions « social-chauvines » en 1914-18, s'en fait le propagateur dans *Le Populaire*, jouant sur le nationalisme des ouvriers français pour les dresser contre les communistes allemands et français. Cette campagne porte ses fruits et explique au moins en partie l'isolement du parti communiste français au sein de la classe ouvrière dans sa campagne de solidarité avec les travailleurs allemands. Ainsi que l'attestent les documents de la correspondance Humbert-Droz⁹⁵, elle entraîne également beaucoup d'hésitations dans les rangs mêmes du parti communiste français⁹⁶.

84 *Die Rote Fahne*, 27 juillet 1923.

85 Voir notamment Reventlow, « Mit Radek ». Reichswart, 30 juin 1923, Möller Van den Bruck, « Der Wanderer ins Nichts » et « Wirklichkeit », *Das Gewissen*, 30 juillet 1923, Radek, « Dem Gewissen zur Antwort », *Die Rote Fahne*, 10 juillet 1923, « Kommunismus und deutsche nationalistische Bewegung », *ibidem*, 16-18 août 1923, « Die Voraussetzung des Bündnisses mit Sowjetrußland », *ibidem*, 2 septembre.

86 Karl Radek, Paul Frölich. Graf Ernst Reventlow, Möller Van den Bruck, *Schlageter : Eine Auseinandersetzung* (Berlin, 1923, 60 p.).

87 *Die Rote Fahne*, 29 juillet 1923.

88 Cité par Albert. *Bulletin communiste*, n° 41, 11 octobre 1923. p. 625.

89 *Völkische Beobachter*. 14 août 1923, cité, *ibidem*.

90 Angress, *op. cit.*, p. 346.

91 *Die Rote Fahne*, 22 juillet 1923.

92 *ibidem*, 26 juillet 1923.

93 Wenzel, *op. cit.*, p. 116, n. 21 ; Angress, *op. cit.*, p. 341, n. 66.

94 *Vorwärts* (22 août 1923) accuse Ruth Fischer d'avoir proclamé que « tous ceux qui dénoncent le capital juif » sont « déjà, sans le savoir, des combattants de classe (*Klassenkämpfer*) » et de s'être écriée : « Oui, pendez les capitalistes juifs aux réverbères (...) mais (...) que pensez-vous des grands capitalistes, les Stinnes ... ? » Ainsi que le notent Wenzel (*op. cit.*, p. 118) et Angress (*op. cit.*, p. 340, n. 62), Ruth Fischer n'adressa aucun rectificatif à *Die Rote Fahne*, alors qu'elle devait le faire huit jours plus tard à propos d'un point mineur où le *Vorwärts* avait déformé ses paroles. Plus de vingt ans après, elle écrit : « Je dis que le communisme était pour combattre les capitalistes juifs seulement si tous les capitalistes, juifs ou non, étaient l'objet de la même attaque » (*op. cit.*, p. 283, n. 16).

95 Lettres de J. Humbert-Droz à Zinoviev, *L'Œil de Moscou à Paris*, datées du 14 juin, du 6, 20 et 22 septembre (pp. 191-199).

96 Humbert-Droz écrit à Zinoviev, le 29 septembre 1923, que « Monatte par exemple, était persuadé que le parti allemand s'engageait dans

En réalité pourtant, la « ligne Schlageter », acceptée sans résistance apparente par tous les communistes allemands — la gauche comme la droite —, répondait à des besoins révélés par une analyse dont l'histoire devait démontrer la justesse, même si son application a laissé à désirer. Aucun des dirigeants allemands de l'époque ne le dissimule et Paul Böttcher l'explique clairement :

« A mesure que le mouvement fasciste se développe en Allemagne, notre parti doit réviser sa position à son égard. Tant qu'il en était seulement à la phase des formations militaires, la défense de la classe ouvrière consistait à opposer la violence prolétarienne à la violence réactionnaire. La formation d'organismes de défense était à la base de la propagande communiste. Il est devenu clair qu'elle ne suffit plus à combattre le fascisme, mouvement politique à contenu social. Nous devons le combattre aussi dans le domaine idéologique, tout d'abord en lui opposant nos moyens d'enrayer la ruine nationale et l'esclavage économique, ensuite en soulignant son rôle d'instrument du capital »⁹⁷.

Au milieu de 1923, la « ligne Schlageter » n'est que l'un des moyens de cette politique de « conquête des masses » que les communistes jugeaient la condition préalable de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Dans un article intitulé « La Course à l'abîme », Heinrich Brandler résume la politique et les perspectives de son parti à cette époque, précisant la place que peuvent y occuper les bastions de Saxe et de Thuringe :

« La débâcle de l'économie allemande et de l'Etat a créé des situations très particulières, comme en Saxe et en Thuringe, où la bourgeoisie n'est plus assez forte pour interdire la formation d'organes de lutte, des comités de contrôle et des centurions prolétariennes, et où le prolétariat, parce qu'il est isolé au milieu de l'Allemagne bourgeoise, ne peut pas écraser complètement la bourgeoisie. (...) Le plan de la bourgeoisie est de faire dégénérer les luttes économiques de la classe ouvrière en luttes politiques, afin de pouvoir, comme en 1919, écraser le mouvement prolétarien. C'est le devoir du parti communiste de déjouer cette manœuvre et, en cas de grève générale des mineurs et des cheminots, ou en cas d'attaque fasciste, de créer un mouvement uni ayant des revendications précises, celles qui sont formulées dans le programme du congrès des conseils d'usine »⁹⁸.

Ainsi, en cette fin du mois de juin 1923, tout en étant convaincus que la situation ouverte en Allemagne par la crise mène inéluctablement à la révolution, les dirigeants communistes allemands pensent qu'ils disposent d'un délai suffisant pour renforcer leur influence dans le prolétariat et autour de lui. Sur cette ligne, ils ont le soutien total de l'exécutif de l'Internationale. Au cours de la session de l'exécutif élargi de juin, personne ne pose la conquête du pouvoir en Allemagne comme une tâche immédiate, et Zinoviev déclare :

« L'Allemagne est à la veille de la révolution. Cela ne signifie pas que la révolution y viendra dans un mois ou dans un an. Il faudra peut-être plus de temps »⁹⁹.

la voie des socialistes de 1914 » (ibidem. p. 198). Alfred Rosmer, sans contester l'analyse de Radek, qu'il semble plutôt approuver, écrit néanmoins à propos du discours sur Schlageter : « L'incroyable déclamation de Radek n'était pas faite pour faciliter la tâche des militants ouvriers qui avaient orienté exactement leur activité. Par contre, elle aida grandement les chefs social-démocrates, qui demeuraient passifs devant les progrès des nationaux-socialistes et étaient heureux d'avoir un prétexte — qui semblait excellent — pour dénoncer « la collusion des chefs communistes et fascistes » (*Moscou sous Lénine*, p. 270).

97 *Corr. int.*, n° 49, 19 juin 1923, p. 362.

98 *Ibidem*, p. 359.

99 Traduit après le compte rendu en russe, p. 103, et cité par E. H. Carr, p. 178. Le texte allemand est différent : « Le K.P.D. est un parti de classe, mais au sens où doit l'être un parti révolutionnaire à la veille d'une révolution. Il peut se produire encore des épisodes, mais l'issue du combat ne fait aucun doute » (*Protokoll der Konferenz der Erweiterten Exekutive...*, p. 101).

XXXVIII. Le renversement du gouvernement Cuno

S'il est vrai, comme le pensait Lénine, que l'essence du marxisme consiste à savoir d'abord « analyser correctement une situation concrète », il n'était pas facile, en juillet 1923, d'être en Allemagne un bon marxiste. La situation est incontestablement prérévolutionnaire. Mais, comme telle, elle revêt des aspects contradictoires. En outre, le souvenir des mésaventures passées pèse sur le jugement des responsables. Plus l'enjeu est important et les chances de vaincre réelles, plus les risques de défaite apparaissent immenses, et sérieuses les raisons de temporiser pour ne pas tout perdre en s'engageant prématurément.

Rumeurs de guerre civile.

La température, après le répit relatif dans la Ruhr, ne cesse de monter dans tout le pays à partir du début de juin, à mesure que s'aggrave la crise économique, que s'effondre le mark et que flambent les prix. Des grèves éclatent ici puis là, sauvages, désavouées par les syndicats, combattues par les dirigeants social-démocrates qui y dénoncent le risque d'aventures et de désordres favorables au développement de l'influence communiste. L'autorité croissante des conseils d'usine s'y fait sentir. Leur comité d'action pour l'ensemble du Reich, le comité des quinze que préside Grothe, commence à faire figure de direction ouvrière de rechange, sérieux contrepoids à la direction des syndicats.

Le 16 juin, il adresse, au nom des conseils d'usine, un appel solennel aux travailleurs, fonctionnaires, employés et intellectuels. Décrivant la catastrophe qui menace la société allemande tout entière, il réaffirme que la classe ouvrière peut venir à bout de la racine du mal, le système capitaliste :

« Seule la lutte d'ensemble, seule la lutte de classe peut vous apporter ce dont vous avez besoin pour assurer tout simplement votre vie. Tout le peuple travailleur est en mouvement. Dans ce flot que les syndicats tentent aujourd'hui d'endiguer et de saboter, des tâches et des réponses importantes échoient aux conseils d'usine »¹.

Il invite les conseils d'usine à constituer des organismes locaux et régionaux, pour donner aux masses ouvrières, dans les luttes qui viennent, « objectifs et direction ». Il faut développer comités de contrôle des prix et centurries prolétariennes : avec les conseils d'usine, ils formeront la base du gouvernement ouvrier qui peut seul donner à la crise une issue positive.

De fait, grèves et manifestations se succèdent. Manifestations ouvrières à Bautzen le 2 juin², à Dresde et à Leipzig le 7³. A cette date, plus de 100 000 mineurs et métallos sont en grève en Haute-Silésie, sous la direction d'un comité central de grève élu⁴, qui comprend six communistes sur un total de vingt-six membres⁵. Le 11 juin éclate — fait sans précédent — une grève de 100 000 ouvriers agricoles de Silésie⁶, que vont imiter 10 000 journaliers de Brandebourg⁷. Le 11 juin également commence la grève des marins de commerce, à Emden, Brême, Hambourg, Lübeck, sous l'impulsion de la Fédération des gens de mer, adhérente à l'I.S.R. et dirigée par des communistes⁸. A Berlin, ce sont les métallos qui entrent en action⁹. Cette corporation compte, dans la capitale et sa banlieue, 153 000 syndiqués sur un total de 250 000 ouvriers, de nombreuses petites entreprises n'ayant même pas 50 % de syndiqués. La pression ouvrière obtient l'organisation d'un référendum sur la grève à l'intérieur du syndicat : réponse massivement positive. Le syndicat organise alors un second référendum, ouvert aux non-syndiqués : la majorité en faveur de la grève est plus écrasante encore. Finalement, le mot d'ordre de grève est lancé pour soixante entreprises, les plus importantes, comptant au total 90 000 ouvriers. Le patronat ouvre aussitôt les négociations. Le 10 juillet, il y a 150 000 grévistes, la direction syndicale ayant été débordée dans de nombreuses usines. Le même jour, le patronat signe une augmentation de salaires : de 9 800 marks pour la dernière semaine de juin à 12 000 pour la première semaine de juillet. Une clause prévoit l'établissement d'une commission paritaire chargée d'établir un index des prix qui servira de base à l'établissement d'une indemnité de vie chère : à la demande du patronat, et pour éviter les risques de contagion, elle demeure secrète. Les résultats sont pourtant là : les nouveaux salaires des métallos, à partir du 10 juillet, sont de 38 % supérieurs au chiffre revendiqué par les syndicats et refusé le 3 juillet¹⁰. C'est bientôt le tour des ouvriers du bâtiment, puis de l'industrie du bois de la capitale. Partout les communistes jouent le premier rôle dans le déclenchement de la grève, voire la reprise du travail, non seulement dans les réunions syndicales où ils sont souvent majoritaires, mais dans les « assemblées ouvrières », ouvertes à tous, qu'ils contraignent les dirigeants syndicaux à convoquer.

Le 12 juillet, au cœur de la montée de ces grèves économiques pour la défense des salaires, *Die Rote Fahne* publie un retentissant « appel au parti »¹¹. Il a été rédigé entièrement de la main de Brandler, qui l'a fait adopter le 11, malgré bien des réticences, par une centrale surprise. Emu en effet des progrès des nationalistes d'extrême-droite, bouleversé par le compte rendu d'une réunion au cours de laquelle l'ancien gauchiste Wolffheim, passé de l'autre côté, a parlé de « fusiller les communistes », Brandler cherche à galvaniser le parti et à lui donner conscience de la gravité de l'heure¹². La situation, selon

1 *Die Rote Fahne*, 17 juin 1923.

2 *Ibidem*, 2 juin 1923.

3 *Ibidem*, 7 juin 1923.

4 *Ibidem*, 9 juin 1923.

5 Angress, *op. cit.*, p. 352.

6 *Die Rote Fahne*, 12 juin 1923.

7 *Ibidem*, 24 juin 1923.

8 *Ibidem*, 12 juin 1923.

9 *Ibidem*, 8 juillet 1923.

10 *Corr. int.* n° 56, 13 juillet 1923, p. 416 ; article de Melcher sur la grève des métallos.

11 *Die Rote Fahne*, 12 juillet 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2. pp. 365-367.

12 D'après les déclarations de Brandler à MM. Wenzel et E. H. Carr, discutées dans Angress, *op. cit.*, p. 358, n. 109.

l'appel, ne cesse de s'aggraver. Le gouvernement Cuno est au bord de la banqueroute et l'heure de la crise totale approche. Français et Belges, patronnent en Rhénanie le mouvement séparatiste, la Bavière est à la veille de faire sécession sous un gouvernement d'extrême-droite, les troupes de la Reichswehr — en Bavière au moins —, les sections d'assaut nazies, la « Reichswehr noire », se préparent à déclencher après la moisson la guerre civile contre la Saxe et la Thuringe ouvrières où les gouvernements des social-démocrates de gauche favorisent le développement du mouvement des conseils d'usine et tolèrent celui des centurions prolétariennes. Les plans des fascistes sont connus des dirigeants de l'armée, qui les favorisent, des dirigeants des partis bourgeois, qui les encouragent, et des dirigeants social-démocrates, complices par leur silence :

« Nous allons au-devant de durs combats ! Nous devons être entièrement prêts à agir ! Il faut nous y préparer et préparer les masses sans nervosité, avec sang-froid et les idées claires »¹³.

Personne ne peut savoir quand les fascistes attaqueront :

« Nous, communistes, ne pouvons gagner cette bataille contre la contre-révolution qui si nous réussissons à conduire au combat avec nous les travailleurs social-démocrates et sans parti. (...) Notre parti doit porter la combativité de ses organisations à un degré tel qu'elles ne soient nulle part surprises par le déclenchement de la guerre civile. (...) Les fascistes comptent l'emporter dans la guerre civile par une brutalité foudroyante et la violence la plus résolue. (...) Leur coup de force ne pourra être réprimé que par la terreur rouge opposée à la terreur blanche. Si les fascistes, armés jusqu'aux dents, fusillent nos combattants prolétariens, ils nous trouveront résolus à les anéantir. S'ils collent au mur un gréviste sur dix, les travailleurs révolutionnaires fusilleront un fasciste sur cinq ! (...) Le parti est prêt à se battre épaule contre épaule avec quiconque accepte sincèrement de combattre sous la direction du prolétariat. En avant, serrons les rangs de l'avant-garde prolétarienne ! Dans l'esprit de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, au combat ! »¹⁴.

Le même numéro de *Die Rote Fahne* annonce la décision de la centrale de faire du 29 juillet une « journée antifasciste » du prolétariat et d'y organiser des manifestations dans toute l'Allemagne. Le moment paraît venu d'éprouver la force du parti dans de grandes manifestations de rue qui peuvent, à leur tour, influencer le cours du développement politique, en particulier du ralliement au communisme de la majorité des travailleurs. L'initiative de l'appel au parti est cependant critiquée, notamment parmi les cadres qui se rattachent à la droite ; Brandler mentionnera plus tard les rumeurs déclenchées à cette époque : « Brandler est devenu fou. Une fois de plus, il va faire un putsch »¹⁵.

L'affaire de la journée antifasciste.

La décision d'organiser une manifestation répondait, sans aucun doute, à la volonté de la centrale d'assurer sa prise sur le mouvement, mais aussi de l'unifier et de le centraliser. Dans le climat de l'heure, en tout cas, cette manifestation ne pouvait que constituer un pas important vers l'affrontement des classes. La grande presse y dénonce immédiatement une initiative de combat, la preuve que les communistes préparent la guerre civile¹⁶.

La presse du parti dément, mais ses appels à la vigilance, son insistance sur la nécessaire mobilisation de masses, sur l'approche inéluctable du moment décisif, entretiennent une atmosphère lourde. D'ailleurs, les militants communistes ne sont pas seuls à préparer la « journée antifasciste » : la lecture des appels lancés pour la préparation et l'organisation de manifestations locales montre qu'ils ont su gagner à leur projet de nombreux responsables syndicaux et des sans-parti. Mieux, là où les communistes ont réussi à convaincre les organisations social-démocrates, c'est une foule ouvrière qui manifeste sa volonté de les suivre — et même de les précéder. A Francfort-sur-le-Main, le 23 juillet, au cours d'une manifestation organisée en commun par le K.P.D. et le parti social-démocrate, se produisent de violents incidents : des magasins sont fermés de force par les manifestants, des autobus arrêtés, des passants d'allure bourgeoise interpellés, contraints de porter les pancartes et de crier les mots d'ordre¹⁷. L'Oberpräsident du Hanovre — Gustav Noske en personne — saisit le prétexte pour interdire la manifestation du 29 sur le territoire de son Etat¹⁸. Le gouvernement du Reich invite les autres Etats à suivre cet exemple : ils s'y conforment tous, à l'exception de la Saxe et de la Thuringe. En Prusse, le ministre de l'intérieur, le social-démocrate Severing, interdit la manifestation prévue à Potsdam¹⁹.

Toutes les divergences resurgissent d'un seul coup à l'intérieur de la centrale. Faut-il s'incliner devant l'interdiction ? Faut-il, au contraire, passer outre, mais dans ce cas, comment ne pas prendre de risques excessifs, ne pas risquer un combat prématuré ? Brandler penche pour une solution intermédiaire. Le parti communiste est certes maintenant capable d'entraîner derrière lui des forces considérables, mais comme il n'a encore pris la tête d'aucun mouvement de masse important, on doit absolument éviter les provocations gouvernementales : en bref, il faut éluder l'épreuve de force sans pour autant capituler. Il propose de maintenir le mot d'ordre et de manifester en Saxe, Thuringe et Bade, où il n'y a pas eu d'interdiction, et aussi en Saxe prussienne, dans la Ruhr et en Haute-Silésie, où les autorités n'ont pas les moyens d'empêcher la manifestation. De toute façon, les manifestations devront être protégées par les centurions prolétariennes en armes²⁰. Ruth Fischer pense, elle, que le parti ne peut s'incliner sans perdre la face et la confiance des travailleurs. Elle insiste sur la nécessité de maintenir la

13 *Die Rote Fahne*, 12 juillet 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, p. 365.

14 *Ibidem*, pp. 365-367.

15 *Die Lehren ...*, p. 31.

16 Ersil (*op. cit.*, p. 153) mentionne des articles de *Germonia*, 19 juillet, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 12 juillet, et *Merseburger Tageblatt* du 14 juillet, qui dénonce « un danger plus grand que les forces françaises sur le Rhin et dans la Ruhr ».

17 *Die Rote Fahne*, 24 juillet 1923.

18 Angress, *op. cit.*, p. 364.

19 Archives de Potsdam I, Reichsministerium des Innern. n° 13 212, p. 52, cité par Ersil, *op. cit.*, p. 153.

20 *Die Lehren ...*, p. 32.

manifestation de Berlin²¹. Or la police berlinoise de Severing est une force redoutable et les communistes sont une minorité dans le prolétariat berlinois par rapport aux social-démocrates. Le risque existe pour eux — aggravé aux yeux de Brandler par la présence des gauchistes aux postes de commande du district Berlin-Brandebourg — de tomber dans le piège d'une provocation et d'isoler une fois de plus l'avant-garde du prolétariat berlinois dans un combat prématuré. C'est ce que fait remarquer Brandler, lequel ajoute — non sans doute sans quelque perfidie — que la centrale pourrait autoriser la manifestation de Berlin seulement dans le cas où les responsables du parti dans la capitale seraient capables de lui assurer une suffisante protection armée. Contre-proposition qui met Ruth Fischer si hors d'elle qu'elle va jusqu'à traiter Brandler de « fasciste » et d'« aventurier » ! Brandler recule et propose de lancer une grève de protestation contre l'interdiction des manifestations : sa proposition n'est pas non plus retenue²². La centrale est en réalité plongée dans un profond désarroi : la presse continue de dénoncer le péril bolchevique, l'intention des communistes de déclencher un putsch à l'occasion de la manifestation, et la majorité pense qu'il faut à tout prix refuser de tomber dans le piège en acceptant de se battre au jour et à l'heure choisis par l'adversaire. Pourtant, la décision de s'incliner devant l'interdiction est si lourde que Brandler ne veut pas la prendre seul, sans l'avis de l'exécutif²³.

Or, la situation à Moscou est confuse. Le 12^e congrès du parti bolchevique vient de s'y terminer : c'était le premier congrès sans Lénine, dont le dernier article a paru le 6 février et qui, frappé d'une nouvelle attaque, est totalement paralysé depuis le 9 mars. Cela fait déjà plusieurs mois que les oppositions se sont cristallisées dans le bureau politique autour des questions économiques. La crise des « ciseaux » appelle des remèdes : Trotsky propose industrialisation et planification, que la majorité rejette. Contre lui se scelle l'alliance de Zinoviev, Kamenev et Staline, secrétaire général depuis 1922, qu'on connaît sous le nom de la « troïka ». Mais ces divergences n'ont pas été exprimées au congrès. La troïka a eu en revanche à faire face à de sévères critiques : Préobrajensky et d'autres dénoncent l'étouffement de la démocratie dans le parti, la montée de l'appareil, la généralisation des méthodes autoritaires de direction. Boukharine et Racovski reprochent à Staline de mener une politique chauvine de « russification » forcée. C'est d'ailleurs à partir de l'affaire géorgienne que Lénine a proposé à Trotsky un bloc contre Staline et engagé une lutte qui l'a conduit, la veille de son ultime rechute, à rompre toutes relations personnelles avec ce dernier. Mais Trotsky, en l'absence de Lénine, n'a pas engagé le fer au congrès, alors que ses adversaires s'organisent déjà en fraction contre lui au bureau politique.

Quand le télégramme de Brandler est arrivé à Moscou, la majorité des dirigeants bolcheviques, notamment Zinoviev, Boukharine, Trotsky, sont en vacances. A l'exécutif sont présents seulement Radek et le Finlandais Kuusinen²⁴. Les communistes bulgares viennent de répéter l'erreur du K.P.D. du 13 mars 1920 et de se proclamer neutres dans le conflit armé entre le gouvernement paysan réformiste de Stambulisky et le soulèvement militaire de Tsankov²⁵. L'opinion de Radek est qu'il faut se garder de « forcer la lutte », et de « courir au-devant d'une défaite pareille à celle de juillet 1917, par crainte de voir se répéter ce qui s'est passé en Bulgarie »²⁶. Il consulte néanmoins les dirigeants en vacances. Trotsky, arguant qu'il manque d'informations, se récus²⁷. Zinoviev et Boukharine pensent qu'il faut passer outre à l'interdiction et font connaître leur opinion à Radek :

« C'est seulement en suivant la voie tracée dans l'appel du 12 juillet que le parti communiste allemand pourra se faire reconnaître comme l'inspirateur et le centre de ralliement dans la lutte du prolétariat contre le fascisme. Autrement, la regrettable expérience de l'Italie et de la Bulgarie se renouvellera. Il y a déjà trop d'hésitants dans le parti communiste allemand »²⁸.

L'opinion de Staline est diamétralement opposée. Il va affirmer, dans une lettre adressée à Boukharine et Zinoviev²⁹, la nécessité de reculer temporairement :

« Devons-nous, nous, communistes, chercher, dans la phase actuelle, à nous emparer du pouvoir sans les social-démocrates, sommes nous assez mûrs pour cela ? Selon moi, tout est là. Quand nous avons pris le pouvoir en Russie, nous avions des réserves comme a) le pain, b) la terre aux paysans, c) le soutien de l'immense majorité de la classe ouvrière, d) la sympathie des paysans. Les communistes allemands n'ont en ce moment rien de semblable. Certes, ils ont dans leur voisinage la nation soviétique, ce que nous n'avions pas, mais que pouvons-nous leur offrir à l'heure actuelle ? Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir, pour ainsi dire, tombait, et si les communistes s'en saisissaient, ils échoueraient avec pertes et fracas. Cela dans le « meilleur » des cas. Dans le pire, ils se feraient tailler en pièces et rejeter. Le tout n'est pas que Brandler veuille « éduquer les masses », l'essentiel est que la bourgeoisie, plus les social-

21 *Ibidem*, p. 55. Dans son *Stalin and German communism*, elle ne consacre curieusement que cinq lignes à l'affaire de la « journée antifasciste », sans rappeler ses propres prises de position (p. 287).

22 *Die Lehren*, p. 32.

23 Angress, *op. cit.*, pp. 365-366, n. 131, fait le point de la question, non résolue, de savoir si l'exécutif a donné télégraphiquement son opinion avant ou après la réunion de la centrale.

24 Kuusinen, *Cahiers du bolchevisme*, n° 11, 30 janvier 1925, p. 718. Kuusinen était secrétaire général de l'I.C. depuis le 5 décembre 1921 (*Die Tätigkeit*, p. 320).

25 Voir E. H. Carr, *The Interregnum*, chap. VIII, « Bulgaria and the Peasant », pp. 190-200.

26 Kuusinen, *op. cit.*, p. 718.

27 *Ibidem*, Trotsky n'a jamais contesté cette affirmation de Kuusinen.

28 *Ibidem*.

29 Selon Ruth Fischer, cette lettre a été publiée pour la première fois par Brandler et ses amis dans *Arbeiterpolitik*, du 9 février 1929. Trotsky, tant dans *L'Internationale communiste après Lénine* (t. II, p. 487) que dans *Staline* (p. 505) — et contrairement à ce qu'écrit E. H. Carr, *op. cit.*, p. 187, n. 1, qui n'a dû consulter que l'édition américaine du second ouvrage sur ce point —, donne la date du 7 août. Mais c'est incontestablement à l'affaire de la journée antifasciste que la lettre fait allusion lorsqu'elle parle de la « manifestation » — incorrectement traduit de l'anglais dans l'édition française de 1969 par « démonstration » —, dans la mesure également où elle balaie les arguments sur les « intentions » de Brandler. Il faut donc admettre qu'il ne s'agissait pas de la réponse de Staline à la question de Radek, mais d'une justification de sa position à propos de la journée antifasciste adressée après coup à Boukharine et Zinoviev.

démocrates de droite, transformeraient à coup sûr le cours de la manifestation en bataille générale — en ce moment toutes les chances sont de leur côté — et les écraseraient. Certes, les fascistes ne dorment pas, mais nous avons intérêt à ce qu'ils attaquent les premiers : cela groupera toute la classe ouvrière autour des communistes — l'Allemagne n'est pas la Bulgarie. D'ailleurs, d'après tous les renseignements, les fascistes sont faibles en Allemagne. Selon moi, on doit retenir les Allemands, et non les stimuler »³⁰.

En présence de ces opinions contradictoires, Radek télégraphie le 26 à Brandler :

« Le présidium de l'Internationale conseille l'abandon des manifestations du 29 juillet. (...) Nous craignons un piège »³¹.

La centrale se rallie à cette position. Presque partout, les manifestations de rue prévues pour la journée antifasciste sont remplacées par des meetings en salle, sauf en Saxe, Thuringe et dans le Wurtemberg³². Les manifestants sont néanmoins très nombreux : 200 000 à Berlin, dans dix-sept meetings³³, de 50 à 60 000 à Chemnitz, 30 000 à Leipzig, 25 000 à Gotha, 20 000 à Dresde, 100 000 au total dans le Wurtemberg³⁴. La gauche dénonce ce qu'elle considère comme une capitulation. La centrale se félicite d'avoir déjoué les plans de la contre-révolution qui voulait, à cette occasion, développer une ambiance de pogrome³⁵. C'est Ernst Meyer qui explique la décision :

« Si les communistes avaient eu l'intention, comme le prétend le gouvernement, de commencer la guerre civile le 29, personne n'aurait pu les en empêcher. Mais ils ne songent nullement à commencer la bataille au moment choisi par l'adversaire. (...) Le parti communiste, déjouant la provocation, a donné à la manifestation du 29 des formes appropriées aux circonstances locales, sans s'attirer le reproche de mettre en jeu à la légère la vie de ses propres adhérents ou des travailleurs sympathisants. L'impatience révolutionnaire verra peut-être dans cette décision un recul nuisible : notre parti sait très bien qu'il ne peut gagner en influence et en confiance dans la classe ouvrière qu'en disant ouvertement ce qu'il compte faire et pourquoi. Parti de masses, dont la tactique est profondément différente de la tactique de conspiration et d'émeutes des petites organisations contre-révolutionnaires, le parti communiste n'a besoin ni de manœuvres ni de stratagèmes. (...) Il continuera son travail d'agitation, de propagande, d'organisation »³⁶.

La situation au début d'août.

Cet appel au calme et à la préparation revêt des accents insolites, dans l'Allemagne surchauffée de la fin de juillet et du début d'août. Le 26 juillet, *Kreuz-Zeitung* écrit :

« Nous sommes maintenant — qui pourrait encore s'y tromper après ce qui se déroule sous nos yeux — sans aucun doute à la veille d'une nouvelle révolution »³⁷.

Germania, le lendemain, constate :

« La confiance dans le gouvernement du Reich est profondément ébranlée. (...) Le mécontentement a atteint un degré dangereux. La fureur est générale. L'air est chargé d'électricité. Une étincelle, et ce sera l'explosion. (...) C'est l'état d'esprit du 9 novembre »³⁸.

Dans toute la presse, sauf les journaux communistes, revient l'expression « *Novemberstimmung* ».

Le 29 juillet se tient à Weimar une conférence extraordinaire de l'opposition social-démocrate ; Paul Levi et Kurt Rosenfeld sont là, et aussi Dissmann, le dirigeant du syndicat des métallos, Max Urich, responsable de ce syndicat à Berlin. Paul Levi, qui est l'organisateur de la conférence, parle des « triomphes communistes », des « impardonnables erreurs » commises par le parti social-démocrate³⁹. *Leipziger Volkszeitung* publie le compte rendu de la réunion — ce comportement « fractionnel » est une preuve de l'ébranlement de l'appareil — et reproduit la résolution votée : elle appelle à la lutte pour le renversement du gouvernement Cuno et se prononce contre toute participation éventuelle des social-démocrates à une « grande coalition » avec les partis bourgeois⁴⁰, ce qui revient à rejeter d'avance toute solution parlementaire à la crise qui vient et à s'engager

30 L'original russe est inconnu, mais Staline a admis l'existence de cette lettre (Sotch X, 61, 62, cité par Carr, *op. cit.*, p. 187, n. 1).

31 Zinoviev à la 13^e conférence du P.C.R.(b), cité par E. H. Carr *op. cit.*, p. 187.

32 Hortschanskij, *Der nationalen Verrat der deutschen Monopolherren während des Ruhrkampfes*, p. 164.

33 *Die Rote Fahne*, 30 juillet 1923.

34 Hortschanskij, *op. cit.*, p. 164.

35 Appel de la centrale, *Die Rote Fahne*, 31 juillet 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 378-381.

36 C'est vraisemblablement à cette époque — et non en mai où Brandler s'était rendu en personne à Moscou et où eut lieu le « raccommodage » —, dans l'atmosphère de tension renouvelée entre les tendances, que se situe l'épisode mentionné par Radek dans sa lettre à Clara Zetkin de décembre 1926, déjà citée chap. XXXIII, n. 35. Il écrit en effet, après avoir mentionné les incidents autour de l'élection de la centrale au congrès de Leipzig : « Plus tard, au cours de l'été, quand Brandler, Thalheimer, Pieck, Guralski et d'autres membres du comité central écrivirent une lettre à Zinoviev, Boukharine et moi-même pour exiger la révocation de Ruth Fischer et Maslow, et quand Brandler m'assura dans une lettre personnelle que le raccommodage ne pouvait plus tenir, je lui dis que je ne pouvais consentir à pareille folie. Il céda » (*The New; International*, New York, vol. I, n° 5, pp. 155-156).

37 *Kreuz-Zeitung*, 26 juillet 1923.

38 *Germania*, 27 juillet 1923.

39 *Volksbote*, de Zeitz, 31 juillet 1923.

40 *Leipziger Volkszeitung*, 2 août 1923.

dans la voie de la constitution d'un gouvernement ouvrier — pas que Levi est décidé à franchir.

De son côté, Radek développe longuement la ligne communiste sous le titre « Devant la faillite de la bourgeoisie allemande : les devoirs du parti communiste », dans *Die Rote Fahne* du 2 août. Pour lui, l'Allemagne est en train de vivre la deuxième défaite de sa bourgeoisie, contrainte à la capitulation pour échapper au soulèvement des masses et à la révolution. Trois faits essentiels caractérisent la situation. D'abord les progrès fantastiques des communistes : le parti « approche aujourd'hui de la conquête de la majorité des ouvriers actifs du pays » et dispute victorieusement la majorité aux social-démocrates dans de nombreux secteurs, entreprises et localités. Ensuite le déclin de la social-démocratie :

« Elle a cessé d'être un facteur actif de la vie publique. Elle n'est même plus le facteur décisif de la contre-révolution. (...) C'est une masse inerte. »

Enfin, sous la poussée des communistes, le mouvement fasciste est en train de se décomposer.

La victoire de la révolution prolétarienne est-elle à l'ordre du jour dans un proche avenir ? Tout semble l'indiquer, mais Radek insiste sur la nécessité de ne pas s'abandonner au fatalisme, car la réponse à cette question décisive dépend exclusivement de l'action du parti. Il souligne :

« La bourgeoisie allemande est organisée comme nulle autre au monde. Le parti communiste allemand doit être organisé comme aucun autre. »

Il s'élève fermement contre les illusions de ceux qui pensent que le modèle russe trace la marche à suivre :

« Les bolcheviks ont pu prendre le pouvoir avec 70 000 membres, car la bourgeoisie russe n'était pas organisée. Notre parti allemand doit avoir au moins un million de membres — et bientôt ! Et notre organisation ne doit pas être une machine électorale, mais un poing fermé, uni non seulement par l'idéal communiste, mais encore par l'armature de fer de nos bataillons de choc, les centurions prolétariennes. Il est fort possible que le parti communiste allemand soit mis en demeure d'agir avant d'avoir atteint ses objectifs. Mais il doit y tendre de toutes ses forces pour s'assurer en cas de succès, de toute façon, le maximum de chances. »

Dans l'immédiat, il lui faut pousser l'organisation et le développement des réalisations concrètes du front unique, marcher de l'avant avec les social-démocrates de gauche pour bâtir les conseils d'usine, les comités de contrôle, les centurions prolétariennes et, par eux, développer les revendications transitoires susceptibles de mobiliser les masses, le contrôle de la production, la saisie des valeurs réelles, la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Il est également capital de songer de façon précise à la conquête de larges couches de la petite bourgeoisie :

« Nous aurons besoin des ingénieurs, des officiers, des employés de banque, pour tirer l'Allemagne de sa misère. »

En conclusion de cet article, daté du 29 juillet et rédigé à Moscou, Radek répète que le moment de l'attaque n'est pas encore venu :

« Ne permettons pas à nos ennemis de nous infliger des défaites partielles. (...) Des offensives mal préparées peuvent amener des défaites au moment le plus propice à l'action. Si l'adversaire prend l'offensive, il se trompe dans tous ses calculs : soyons prêts, en ce cas, à lui opposer une résistance victorieuse d'abord et à le vaincre ensuite. Mais ne cherchons pas de décision prématurée. Telle est la situation en Allemagne. Tels sont les devoirs du parti communiste. Ils exigent de lui les plus grands efforts, la foi en ses propres forces, en son énergie et son enthousiasme, mais aussi du sang-froid, du calme, un bon calcul stratégique. Puis viendra une heure où les communistes allemands pourront se dire : de l'audace, de l'audace et encore de l'audace »⁴¹.

Ce sont les mêmes thèmes, reposant sur la même analyse, que Brandler développe les 5 et 6 août devant le comité central en lui présentant une résolution sur la situation politique. La tâche du parti est, selon lui, de se préparer à une « lutte révolutionnaire défensive ». Il doit redoubler d'efforts en vue de former avec les syndicats et le parti social-démocrate un front unique ouvrier qui conduirait à l'établissement en Allemagne d'un gouvernement ouvrier et paysan : il s'agit donc de continuer la campagne pour gagner les travailleurs encore influencés par la social-démocratie, et sinon la sympathie, du moins la neutralité bienveillante des couches inférieures de la petite bourgeoisie. Ruth Fischer, qui reprend sa critique de l'interprétation « opportuniste » du front unique et du gouvernement ouvrier et accuse Brandler d'avoir abandonné la perspective de la dictature du prolétariat, et Hugo Urbahns, qui critique vivement le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan adopté par l'exécutif élargi de juin, s'abstiennent dans le vote final, avec leurs sept camarades de la gauche⁴² — Brandler dit dans un compte rendu que ces sept abstentions n'ont que la portée d'une protestation personnelle contre sa personne et cite Ruth Fischer :

« Depuis le congrès de Leipzig, le parti s'est développé dans un sens conforme aux vœux de l'opposition. Le péril opportuniste y existe encore, mais très limité »⁴³.

Mais l'impatience grandit dans les rangs ouvriers, accrue par la déception qui a suivi le recul de juillet. Les dirigeants du K.P.D. ont-ils, comme l'estime E. H. Carr, « épuisé leur répertoire de mots et d'idées » ? Le parti communiste allemand, n'est-il,

41 *Die Rote Fahne*, 2 août 1923.

42 *Die Rote Fahne*, 8 août 1923.

43 *Corr. int.*, n° 64. 15 août 1923, p. 481.

comme il le pense, ni « équipé, ni prêt pour l'action » ?⁴⁴ N'ont-ils tout simplement pas réussi — ainsi que le suggérera plus tard Radek — à découvrir que la nouvelle vague révolutionnaire commençait sous leurs yeux, installés qu'ils étaient dans la routine de leur pratique propagandiste pour le front unique et le gouvernement ouvrier⁴⁵. Le fait est que, quelques jours plus tard, le déchaînement à partir de Berlin des grèves économiques va créer une situation politique nouvelle qui les surprendra autant, sinon plus, que les dirigeants politiques de la bourgeoisie allemande et les chefs social-démocrates.

Baromètre-tempête.

Le Reichstag se réunit le 8 août. Cuno, dans un discours fréquemment interrompu par les députés communistes, réclame un vote de confiance, lance un appel aux sacrifices, à l'épargne, au travail. Les social-démocrates, immédiatement après son discours, demandent et obtiennent une suspension de séance et le renvoi de la discussion au lendemain. Wilhelm Koenen, orateur du parti communiste, lance : « A bas Cuno ! Voilà le cri qui, de tous côtés, monte vers nous ! »⁴⁶.

Le débat reprend le 9 août. La salle est littéralement assiégée par des délégations ouvrières, que l'assemblée refuse de recevoir. Les députés social-démocrates annoncent qu'ils s'abstiendront dans le vote sur la confiance. On apprend que les ouvriers de Borsig sont en grève à Berlin⁴⁷. A Chemnitz, 150 000 manifestants réclament la démission de Cuno⁴⁸. Le débat se poursuit. Il se termine le 10 août par un vote de confiance, les social-démocrates s'abstenant et les communistes votant contre⁴⁹. Wilhelm Koenen, de la tribune, s'est adressé aux travailleurs allemands en lançant un appel pour que « le mouvement de masse des travailleurs en vienne, par-dessus le Parlement, à former un gouvernement ouvrier révolutionnaire »⁵⁰. Le baromètre marque la tempête. Dès l'aube, la grève a commencé dans les ateliers du métro de Berlin⁵¹. Quelques minutes après, c'est le tour des imprimeurs, et surtout, à l'initiative de la cellule communiste, celui des 8 000 ouvriers de l'imprimerie nationale⁵². La planche à billets est arrêtée : dans quelques heures, le gouvernement ne disposera même plus de moyens de paiement. Les grandes entreprises suivent le mouvement, et Siemens débraye, après Borsig⁵³. Les ouvriers de onze entreprises berlinoises en grève reprennent dans des résolutions les mots d'ordre des communistes pour la démission de Cuno et la formation d'un gouvernement ouvrier. Les transports urbains sont complètement arrêtés. Il y a des coupures de gaz et d'électricité. La grève des transports et celle des électriciens provoquent d'autres arrêts du travail, des rassemblements, une agitation croissante. A Hambourg, grève totale sur les chantiers. Manifestations ouvrières à Crefeld et Aix-la-Chapelle : la police intervient et il y a des morts⁵⁴. Les éditions de midi des journaux berlinois annoncent que la Reichsbank va fermer ses guichets, faute de billets. Le *Vorwärts* appelle les travailleurs au calme. *Die Rote Fahne* publie un appel du comité des quinze :

« Dans toutes les usines, résistance passive ! A bas la duperie des salaires ! A la porte les faillis ! A la porte les usuriers ! Pour notre travail, au minimum le salaire du temps de paix ! Paiement immédiat de 10 millions de marks pour vie chère à tous les ouvriers, employés, fonctionnaires ! Le pain pour ceux qui travaillent ! Saisie du ravitaillement ! Répartition par les syndicats et les organisations ouvrières ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! Travailleurs, il faut en sortir ! Le gouvernement Cuno vous mène à la ruine ! Scellez le front unique de tous les exploités dans la lutte pour votre existence ! Formez dans toutes les entreprises des groupes de défense ouvrière ! »⁵⁵.

Dans la soirée du 10 août, la commission des syndicats de Berlin tient une séance extraordinaire à laquelle elle a invité des représentants des partis social-démocrate, indépendant et communiste⁵⁶. Otto Wels est là, avec Rudolf Breitscheid et Hertz. Les communistes sont représentés par Ruth Fischer, Geschke et Fritz Heckert. Il s'agit de savoir si les syndicats vont appuyer la grève qui est en train de se développer de façon spontanée. C'est une décision de portée historique. Si les syndicats s'y décident et lancent le mot d'ordre, la grève sera totale et balaiera Cuno. Et, dans ce cas, l'unique issue sera la formation d'un gouvernement ouvrier avec les représentants des syndicats, la solution même proposée par Legien au lendemain du putsch de Kapp, mais intervenant cette fois au cœur de l'élan offensif des ouvriers. La discussion est passionnée. Des syndicalistes chevronnés, réformistes convaincus depuis des décennies — Ruth Fischer mentionne Gustav Sabath⁵⁷ — inclinent pour une initiative dont ils ont conscience qu'elle signifierait la rupture avec la bourgeoisie et tout le passé de l'organisation syndicale.

Les dirigeants social-démocrates, Wels en tête, argumentent en sens contraire : la grève, c'est l'anarchie, l'aventure, le chaos. Or le gouvernement vient précisément de donner à une délégation de leur parti de sérieuses assurances. Il va agir : 50 millions de marks-or, garantis par de grandes sociétés, vont être consacrés à l'achat de denrées alimentaires, 200 millions, dans les mêmes conditions, à juguler l'inflation. Le Reichstag vient de voter l'augmentation de l'impôt sur les revenus et les sociétés. Tout cela permet d'escompter une rapide amélioration de la situation économique, qu'une grève viendrait compromettre définitivement. Les communistes leur opposent une résolution en faveur d'une grève générale de trois jours

44 E. H. Carr, *op. cit.* p. 188.

45 *Die Lehren ...*, pp. 14-15.

46 *Verhandlungen des Reichstags. I. Wahlperiode 1920*, Bd 161, Stenographische Berichte, pp. 11748-11749 et 11761.

47 *Die Rote Fahne*, 10 août 1923.

48 Krusch, *op. cit.*, p. 251.

49 *Ibidem*, p. 11779.

50 *Die Rote Fahne*, 11 août 1923.

51 Ersil, *op. cit.*, pp. 242-243.

52 *Verhandlungen des Reichstags*, p. 11770.

53 Ersil, *op. cit.*, p. 214.

54 *Ibidem*.

55 *Die Rote Fahne*, 10 août 1923.

56 *Die Rote Fahne*, 11 août 1923 ; Fischer, *op. cit.*, pp. 300-301 ; Wenzel, *op. cit.*, p. 165 ; *Bericht über die Verhandlungen des IV. Parteitag*, pp. 12-13, 21.

57 R. Fischer, *op. cit.*, p. 300. En fait, Sabath avait été de 1919 à 1922 membre du parti indépendant.

avec comme objectifs un salaire horaire minimum de 0,60 mark-or, la démission de Cuno, la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan⁵⁸. Tiennent-ils vraiment à convaincre leurs interlocuteurs? On peut en douter à la lecture de l'intervention de Ruth Fischer :

« Je voudrais que les ouvriers puissent voir et entendre votre noble commission syndicale. Vous n'avez aucune idée de ce qui est en train de se passer dehors, sinon vous ne débiteriez pas toutes ces médiocrités. Le mouvement est là ; il est fort ; et la question est simplement de savoir s'il sera mené de façon unifiée, avec vous, sans vous au contre vous »⁵⁹.

Les dirigeants syndicaux, ébranlés par l'argumentation de Wels et les promesses gouvernementales, ne peuvent guère être entraînés à l'action par une telle attitude. Ils se résolvent finalement à rejeter la proposition communiste.

Dans la soirée du 10, le Polburo adresse une circulaire à tous les districts les informant de l'explosion à Berlin d'un « puissant mouvement de masse spontané de résistance passive et de grève ». Il annonce que l'assemblée de délégués va se tenir le lendemain et décider une grève de trois jours :

« La poursuite ultérieure du mouvement dépendra de son déroulement et du mouvement dans le Reich. (...) Les informations reçues indiquent dans tout le Reich une situation semblable à celle de Berlin. Partout, résistance passive et grèves. Il s'agit de rassembler méthodiquement ces mouvements et d'en prendre la tête. (...) Partout nous devons nous employer à ce que les comités locaux de l'A.D.G.B. prennent la tête de ce mouvement spontané. Là où cela ne se produit pas, (...) là où le mouvement est spontané, il ne faut pas perdre de temps dans de longues négociations, les comités d'usine doivent diriger et organiser le mouvement. »

Le parti doit se tenir prêt à toute éventualité, et notamment à celle d'un passage dans l'illégalité. Pour le moment, cependant, la perspective est la suivante :

« Il est possible que le gouvernement Cuno soit renversé sous la poussée de la grève et remplacé par la grande coalition. Le S.P.D. cherchera peut-être à freiner le mouvement par son entrée dans le gouvernement »⁶⁰.

Le 11 août est le « Jour de la Constitution », quatrième anniversaire de l'adoption de la Constitution de Weimar, fusillades à Hanovre, Lübeck, Neurode. A 10 heures du matin, dans les deux salles voisines de *Neue Welt* et *Kliems Festsäle* arrivent en auto ou sur des motos à fanion rouge les délégués à l'assemblée des conseils d'usine convoquée dans la nuit, après la réunion, par le comité des quinze. La police n'intervient pas. Au nom du comité, Hermann Grothe propose de décider une grève générale de trois jours⁶¹. Sa proposition est adoptée sans grand débat à l'unanimité des 2 000 délégués présents ainsi qu'un programme en neuf points :

1. démission immédiate du gouvernement Cuno ;
2. constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan ;
3. réquisition des vivres et répartition équitable sous contrôle des organisations ouvrières ;
4. reconnaissance officielle immédiate des comités de contrôle ouvrier ;
5. levée de l'interdiction des centurions prolétariennes ;
6. fixation immédiate d'un salaire horaire minimum de 60 pfennig-or ;
7. embauche de tous les chômeurs dans la production ;
8. levée de l'état d'urgence et de l'interdiction des manifestations ;
9. libération immédiate des détenus politiques ouvriers⁶².

Dans l'après-midi, le parti communiste reprend à son compte l'appel des comités d'usine, qu'il reproduit en tract. La police le confisque, en vertu d'un décret adopté la veille l'autorisant à saisir tout matériel imprimé appelant à troubler la paix publique ou au renversement violent du régime existant. Le groupe parlementaire social-démocrate, réuni d'urgence, tire les conclusions de la situation et tente de corriger son erreur de la veille : il déclare que Cuno n'a plus sa confiance et se déclare prêt, sur l'insistance de Wels et étant donné la gravité de l'heure, à entrer dans un gouvernement de « grande coalition »⁶³ qui serait décidé à « faire payer les riches » et à soulager la misère des travailleurs. C'est le coup de grâce pour Cuno, qui démissionne.

Dans toutes les grandes villes ouvrières où la grève s'étend, des bagarres éclatent. Hermann Grothe rédige pour le comité d'action des directives en vue de la grève générale : élection des comités de grève, organisation de comités de contrôle et de centurions prolétariennes, appel aux partis et syndicats ouvriers pour la constitution du front unique ouvrier préparant un gouvernement ouvrier et paysan, désarmement par les centurions prolétariennes des groupes armés fascistes, propagande de fraternisation en direction des soldats et des policiers⁶⁴.

Le 12 août, collision entre manifestants et policiers à Hanovre, Rotthausen, Gelsenkirchen : trente morts. Le 13, nouvelles

58 *Ibidem*.

59 *Die Rote Fahne*, 11 août 1923.

60 Circulaire politique n° 18 du Polburo, *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/27, p. 59. reproduite par H.J. Krusch, *op. cit.*, pp. 328-329.

61 Souvenirs d'Erich Rochler, dans *Unter der roten Fahne*. p. 212 ; Ersil, *op. cit.*, p. 245.

62 *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 404-405.

63 *Vorwärts*, 12 août 1923.

64 L.H.A.M. Rep C 40 le, n° 969, p. 51 ; cité par Ersil, *op. cit.*, p. 283.

manifestations, nouvelles fusillades, plus graves, un peu partout : six morts à Wilhelmshaven, vingt à Hanovre, quinze à Greisz, dix à Aix-la-Chapelle, vingt à Zeitz, trente à Iéna, un à Breslau, quatre à Crefeld, quatre à Ratibor. A Halle et à Leipzig, les centuries prolétariennes réquisitionnent du bétail dans les campagnes environnantes, l'abattent et en organisent la distribution aux travailleurs⁶⁵.

Dès les premières heures de la grève, la centrale communiste est passée dans la clandestinité, quittant Berlin. Seul Fritz Heckert est resté dans la capitale où, en liaison avec le comité des quinze, il assure la direction des opérations⁶⁶. Tout semble possible pendant quarante-huit heures, depuis que la grève sauvage a balayé Cuno.

Mais, pendant ce temps, les négociations ont été rondement menées entre partis et, dès le 12 au soir, le président Ebert a chargé le populiste Gustav Stresemann de constituer le nouveau gouvernement⁶⁷. Quatre social-démocrates y prennent place, Robert Schmidt comme vice-président, Hilferding aux finances, Sollmann à l'intérieur, Radbruch à la justice. Le nouveau gouvernement ne dissimule pas ses intentions : il s'agit de négocier avec la France et de stabiliser le mark, notamment en réformant la fiscalité — en « faisant payer les riches »⁶⁸. En quelques jours, en effet, l'action ouvrière a conduit la bourgeoisie et ses représentants au Reichstag à un tournant radical inspiré par la peur. La politique du pire incarnée par Cuno l'a menée au bord de l'abîme et elle a décidé de reculer : c'est en échange de la promesse de mesures fiscales dirigées contre les grandes sociétés capitalistes et d'un renforcement de la surveillance contre les extrémistes de droite que les social-démocrates ont accepté de collaborer, une fois de plus, au sauvetage du régime et de la société. Leur entrée au gouvernement doit pouvoir, selon le calcul de Stresemann, lui assurer au moins quelques semaines de répit, qu'il utilisera pour négocier sur la Ruhr.

C'est également ce qu'on pense à Moscou, ou du moins ce qu'écrit Radek. Pour lui, Stresemann, qui représente la bourgeoisie moyenne, va tenter de sortir de l'impasse diplomatique par des négociations et l'élaboration d'une réforme financière imposant la bourgeoisie. Les social-démocrates se sont ralliés à la grande coalition parce qu'elle leur ouvre la possibilité de voir se réaliser la voie moyenne qu'ils souhaitent, l'arrêt de la baisse du mark et de la chute des prix par des mesures financières, la négociation avec la France, des mesures contre les nationalistes et la réduction de l'influence de la grande industrie. Radek, qui juge le nouveau chancelier « un homme politique beaucoup plus expérimenté que M. Cuno », conclut que la crise est toujours aussi grave, mais qu'

« il se peut très bien que, malgré tout, M. Stresemann représente une étape qui imprimera au mouvement un temps d'arrêt, (...) une accalmie relative »⁶⁹.

Tel est également le point de vue de la centrale allemande. Dans la campagne d'agitation qu'ils mènent depuis des semaines, les communistes présentaient la chute de Cuno comme la préface de la formation d'un gouvernement ouvrier. Mais, Cuno tombé, la social-démocratie a choisi de jouer la carte de la grande coalition et tourné le dos à toute alliance avec les communistes, rendant impossible le gouvernement ouvrier. Un nouveau délai est nécessaire pour aggraver la crise à l'intérieur de la social-démocratie. C'est ce qu'écrit Albert :

« Une trêve relative survient maintenant, qui doit donner à la grande coalition le temps de se discréditer plus complètement aux yeux des petits bourgeois et des ouvriers arriérés auxquels le nom d'un Hilferding inspire encore quelque vague espoir »⁷⁰.

Or le 13 août est également la date du terme fixé par le congrès des conseils d'usine à la grève générale. Va-t-on la prolonger ? C'est, sur le coup au moins, l'avis du comité d'action qui, dans une proclamation signée de Grothe, appelle à « élargir la grève générale » et à « entreprendre avec détermination la lutte contre la grande coalition »⁷¹. Sans doute estime-t-il que la grève peut, sur sa lancée, abattre également Stresemann et imposer le gouvernement ouvrier. Brandler dira que la centrale a tenté l'épreuve en proposant de prolonger la grève d'une journée : cela ne se révéla pas possible, et même les militants de la gauche durent, selon lui, s'incliner devant le refus des travailleurs de poursuivre un mouvement qui leur apparaissait désormais sans objet après la démission de Cuno et les promesses de son successeur⁷². Au sein du Polburo, en tout cas comme une certaine résistance à la reprise du travail se manifeste, Böttcher, Pieck, Hecken s'y opposent⁷³. *Die Rote Fahne*, qui titrait le 14 au matin : « Des millions dans la rue — Le combat continue ! »⁷⁴, diffuse dans la journée une édition spéciale appelant à la conclusion simultanée et coordonnée de la grève, et expliquant que, face à l'opposition des social-démocrates et des dirigeants syndicaux, il fallait éviter la poursuite d'une action imposée qui risquait d'aboutir à une lutte fratricide⁷⁵. L'éditorial du 15 août est intitulé : « La lutte a été brisée ! Préparons la prochaine ! », et un sous-titre souligne : « Interruption, non conclusion »⁷⁶. Brandler soulignera plus tard, dans un plaidoyer *pro domo*, que la grève n'avait pas revêtu à Halle, Chemnitz, Dresde, bastions du parti, la même ampleur qu'à Berlin : entrant dans la grève après la chute de Cuno, les

65 *Corr. int.*, n° 64, 15 août 1923, p. 478.

66 Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 302.

67 Stresemann, *Vermächtnis*, vol. I, p. 88.

68 *Verhandlungen des Reichstags I Wahlperiode 1920*, vol. 361, *Stenographische Berichte*, p. 11840 sq.

69 *Die Rote Fahne*, 27 août 1923 ; *Corr. Int.*, n° 68, 29 août 1923.

70 *Corr. int.*, n° 64, 15 août 1923, p. 64.

71 *Die Rote Fahne*, de Lausitz, 14 août 1923. *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 406-407.

72 *Die Lehren...*, pp. 30-31.

73 Selon un compte rendu de la séance du Polburo du 13 août (*I.M.L.-Z.P.A.*, 3/1/7, p. 107) résumé par H. J. Krusch, *Um die Einheitsfront...*, pp. 297-298, n. 209.

74 *Die Rote Fahne*, 14 août 1923 (matin).

75 *Die Rote Fahne*, 14 août 1923, édition spéciale.

76 *Die Rote Fahne*, 15 août 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 407-409.

ouvriers saxons n'engageaient pas la lutte économique comme leurs camarades l'avaient fait à Berlin, mais une grève politique ; début du soulèvement armé auquel les Berlinoises n'étaient pas encore prêts : l'armée ouvrière ne marchait pas encore toute au même pas⁷⁷.

On peut discuter des motifs de la décision de la centrale. Ruth Fischer dit que Brandler ne voulait pas d'une grève qui n'était pas cautionnée par l'A.D.G.B.⁷⁸ — ce qui n'a évidemment aucun sens puisque cette grève était, dès le début, une grève sauvage. Ulbricht blâme les « opportunistes et traîtres de la centrale » pour n'avoir pas fixé d'objectifs politiques ni appelé à la création d'un gouvernement ouvrier⁷⁹ : or le renversement de Cuno — obtenu par la grève — était l'un de ses objectifs affirmés, et les conditions n'étaient évidemment pas réunies pour la création d'un gouvernement ouvrier. Si quelques résistances apparaissent au sein des conseils d'usine, la gauche ne semble pas s'être vraiment opposée à la reprise, et Ruth Fischer elle-même, dont le sens de la discipline n'est pas particulièrement développé, prend la parole devant les délégués des usines pour justifier un arrêt de la grève⁸⁰, que Maslow semble également avoir approuvé⁸¹. En réalité, les grévistes de Berlin, au terme des trois jours prévus, considèrent qu'ils ont, avec la démission de Cuno, réalisé leur premier objectif. La grève se meurt lentement, rebondissant jour après jour pendant une semaine encore d'une usine ou d'une région à l'autre.

Mais une certaine lassitude apparaît dans les rangs ouvriers, ce dont leurs adversaires profitent. La semaine suivante, quelque 200 grévistes sont arrêtés, plus de 100 000 licenciés. Severing interdit en Prusse le comité des quinze, contre lequel il intente des poursuites et qui doit chercher refuge à Iéna⁸². Chacun a conscience que la grève qui, en vingt-quatre heures, a abattu Cuno, constitue l'événement capital de l'« année inhumaine ». Pour certains, elle a définitivement démontré aux ouvriers leur impuissance à promouvoir une politique dont les social-démocrates ne veulent pas, et n'aura constitué de ce fait qu'un ultime sursaut. Pour les autres, en contraignant la bourgeoisie à jouer son va-tout dans une alliance renouvelée avec la social-démocratie, elle a préparé la phase ultime, la prise de conscience révolutionnaire des masses, leur ralliement au communisme.

Pour les dirigeants de l'Allemagne bourgeoise comme pour les dirigeants du parti et de l'Internationale, elle a constitué en tout cas un démenti à leurs analyses récentes. Les mêmes partis qui, le 10 août encore, votaient la confiance à Cuno ont dû, vingt-quatre heures après, le mettre à la porte pour faire la part du feu. Le patronat de la métallurgie s'empresse de négocier avec les syndicats un accord prévoyant l'institution de l'échelle mobile des salaires qu'il avait jusque-là obstinément refusée. Pour les dirigeants communistes, la grève qui vient d'abattre Cuno constitue le signe que la situation est plus mûre qu'ils ne l'avaient cru. Les premiers vont fébrilement mettre au point un compromis qui, les libérant de l'épreuve de force sur le champ international, leur laisse les mains libres pour écarter la menace révolutionnaire. Les seconds vont préparer dans la hâte une prise du pouvoir qui leur paraît exigée par la majorité du « prolétariat actif ».

77 *Die Lehren*, p. 31. *Klassenkampf*, le 14 août, appelle à transformer en victoire totale la demi-victoire obtenue et conclut : « A bas Stresemann ! »

78 R. Fischer. *op. cit.*, p. 302.

79 Ulbricht, *Zur Geschichte...* I, p. 126.

80 *Die Rote Fahne*, 15 août 1923.

81 Wenzel, *op. cit.*, p. 170.

82 Davidovitch, *op. cit.*, pp. 116-117. *Vorwärts*, 18 août 1923. A. Thalheimer dans *1923 : Eine verpasste Revolution ?*, p. 24, considère comme une faute grave le fait que la centrale du K.P.D. n'ait pas immédiatement organisé une riposte.

XXXIX. La préparation de l'insurrection

Les dirigeants de l'Internationale ont été pris au dépourvu par la grève contre Cuno, qui les surprend en pleines vacances. Aucun d'entre eux ne s'attendait à un mouvement d'une telle ampleur et qui condamne, en définitive, la tactique temporisatrice adoptée à l'exécutif de juin : il est clair qu'aux environs du 10 août les masses étaient prêtes à engager un combat dont les dirigeants estimaient qu'il n'était pas encore pour le lendemain. Mais la tension ne peut se prolonger indéfiniment et l'équilibre entre les classes marqué par la formation d'un gouvernement de grande coalition ne saurait durer. Aussi, à partir de la mi-août, les dirigeants de l'Internationale engagent-ils, dans la préparation de l'insurrection allemande une course contre la montre destinée à rattraper le temps perdu depuis mai.

Le tournant décidé à Moscou.

Il faudra une bonne semaine avant que se tienne la réunion extraordinaire du bureau politique consacrée à la révolution allemande. Dès réception des premières informations concernant la grève et la démission du gouvernement Cuno, Zinoviev, encore en vacances dans le Caucase, s'attelle à la rédaction de thèses sur « La Situation en Allemagne et nos tâches ». Le 15 août, il écrit :

« La crise se prépare. Les événements décisifs sont imminents. Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire du parti communiste allemand et, par conséquent, de l'Internationale communiste tout entière. Le parti communiste allemand doit s'orienter rapidement et résolument vers la crise révolutionnaire qui approche. La crise mûrit. L'enjeu est immense. Le moment approche où il faudra de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace »¹.

La grève Cuno démontre que le parti n'avait pas su apprécier l'état d'esprit des masses, et qu'il serait désastreux de ne pas prendre le virage pendant qu'il en est encore temps : il faut cesser de retenir les masses dans la crainte de combats prématurés et se garder dorénavant de freiner les mouvements partiels :

« Il est impossible de tenir la poudre sèche jusqu'à la bataille décisive. (...) Ce serait faire preuve de dogmatisme et commettre une faute politique grave que de remettre toute offensive jusqu'au moment du combat décisif »².

Ruth Fischer, dont on a toutes raisons de penser qu'elle était bien informée, écrit qu'en rédigeant ses thèses Zinoviev mettait un point final à une longue période d'hésitation et de discussions passionnées avec Boukharine, Kuusinen et Piatsnitski³. Kuusinen et Radek lui-même comprirent à leur lecture que « la révolution frappait à la porte de l'Allemagne »⁴.

Trotsky a été lui aussi alerté par l'ampleur de la grève qui a abattu Cuno. Pour obtenir les informations qu'il n'a pas reçues de l'exécutif, il fait venir près de lui en Crimée Walcher et Enderle, représentants allemands à la direction de l'I.S.R. A l'issue de cette entrevue, Walcher se rend en Allemagne, vraisemblablement pour compléter l'information remise à Trotsky⁵. C'est à peu près à cette date que les principaux dirigeants russes interrompent leurs vacances pour discuter la situation allemande.

Le bureau politique se réunit le 23 août. Pour la première fois depuis la maladie de Lénine et sa mise hors de combat, les dirigeants bolcheviques ont à prendre une décision sur une question d'importance historique. Pour eux, c'est toujours le destin de la révolution mondiale, dont leur révolution n'était que l'avant-garde, qui se joue en Allemagne. Ils ne prendront pas seuls une décision qui est du ressort de l'Internationale et de sa direction, mais que celle-ci ne saurait évidemment envisager que conformément à leur décision. C'est pourquoi le bureau politique s'élargit pour la circonstance à un certain nombre d'experts, Piatakou et Tsiouroupa, d'une part, Kuusinen et Radek, en tant que représentants de l'exécutif international, Edwin Hoernle et Jakob Walcher enfin, parce qu'ils sont les représentants allemands permanents à Moscou à cette époque⁶. Il n'existe aucun compte rendu officiel de cette discussion, à laquelle de nombreuses références ont été faites. L'unique témoignage précis, celui de Bajanov, ne présente aucune invraisemblance et n'a jamais été contredit⁷.

Le principal rapport aurait été présenté par Radek, qui serait parti de l'ampleur de la grève Cuno pour montrer le passage de la révolution allemande à une phase supérieure. Rien ne permet d'indiquer qu'il ait insisté sur la nécessaire prudence qui constituait, au cours des semaines précédentes, le thème central de ses interventions : sans doute était-il, de toute façon, impressionné par l'accord qui s'était réalisé, dans l'appréciation de cette question capitale, entre Trotsky et Zinoviev. Après le rapport de Radek, Trotsky intervient avec vigueur : pour lui, il ne fait aucun doute qu'approche en Allemagne le moment de la lutte décisive et directe pour le pouvoir, pour l'Octobre allemand. On ne dispose pour sa préparation que de quelques semaines, et tout doit être subordonné à cette tâche prioritaire. Zinoviev, quoique plus nuancé, abonde dans le même sens : préférant compter en mois plutôt qu'en semaines, il pense, avec Boukharine et Trotsky, qu'il s'agit maintenant de préparer l'insurrection. Staline est plus réticent et manifeste quelque scepticisme ; il ne pense pas que l'on puisse envisager la victoire

1 Cité par Kuusinen, « Un Exposé fallacieux des événements d'Allemagne », *Cahiers du bolchevisme*, n° 11, 30 janvier 1925, p. 178. Le texte des thèses n'a jamais été publié. Aujourd'hui encore, les historiens officiels se contentent de citer ces extraits.

2 *Ibidem*, n° 12, 6 février 1925, pp. 763-764.

3 R. Fischer, *op. cit.*, p. 305.

4 Kuusinen, *op. cit.*, p. 718.

5 Les informations sur cette rencontre sont données par Wenzel, *op. cit.*, p. 179, sur la base d'un compte rendu que lui en a fait en 1952 August Enderle. Angress (*op. cit.*, p. 392, n. 38) a souligné les invraisemblances et exagérations de ce récit, comme la promesse de Trotsky d'envoyer l'armée rouge en Allemagne ... Mais la présence de Walcher et d'Enderle à cette date est attestée par ailleurs, et il n'y a pas lieu, à notre avis, de douter de la rencontre elle-même.

6 La présence de Piatakou et Tsiouroupa, invités en tant qu'experts des questions allemandes, le premier étant par-dessus le marché tenu pour un expert militaire, est signalée par Bajanov, *Avec Staline dans le Kremlin* (Paris, 1930), p. 190 ; celle de Radek également, qui allait de soi. Celles de Kuusinen, Walcher et Edwin Hoernle le sont par les témoignages qu'a recueillis Hermann Weber (*op. cit.*, I, p. 49).

7 Bajanov, *op. cit.*, pp. 190-198. La dernière version officielle de l'Histoire du Komintern est muette sur cette réunion.

de la révolution allemande avant le printemps de 1924, mais il n'insiste pas.

En dépit de ces nuances, le bureau politique estime donc en définitive que le moment décisif est bel et bien en train d'approcher en Allemagne, et il invite l'exécutif de l'Internationale à prendre à cette fin toutes les mesures nécessaires. Pour sa part, il désigne sur-le-champ une commission de quatre membres qui sera chargée de superviser les préparatifs, et qui se compose de Radek, Piatakov, Jozef Unschlicht, un des chefs des services secrets, et du syndicaliste Vassili Shmidt⁸. L'exécutif convoque immédiatement à Moscou une conférence extraordinaire, tenue secrète, à laquelle il convie, outre les représentants du K.P.D. auprès de l'exécutif, Clara Zetkin et Edwin Hoernle, le président du parti, Brandler, et des représentants de la gauche, dont Ruth Fischer, Maslow et Thaelmann⁹. Lorsque les délégués venus d'Allemagne arriveront — vraisemblablement dans les tout premiers jours de septembre —, ils découvriront une atmosphère nouvelle dans la capitale soviétique transformée par l'enthousiasme révolutionnaire que suscite l'approche de l'Octobre allemand¹⁰.

La ville est couverte d'affiches invitant la jeunesse russe à apprendre l'allemand pour servir la révolution qui vient¹¹. Dans les usines, les écoles, les universités, se tiennent quotidiennement des meetings passionnés sur le thème de l'aide nécessaire aux ouvriers allemands. Boukharine se fait acclamer par les étudiants en les appelant à jeter leurs livres pour empoigner des fusils¹². Des résolutions votées au cours d'assemblées générales dans les usines affirment que les ouvriers russes sont prêts à renoncer à des augmentations et même à accepter des réductions de salaires pour venir en aide à la révolution allemande¹³. Des unités de l'armée rouge se déclarent prêtes à voler au secours, de l'Allemagne révolutionnaire, à remplir leur devoir d'« avant-garde de la révolution mondiale », et adressent des résolutions en ce sens aux révolutionnaires allemands¹⁴. Deux fonds spéciaux ont été créés : réserve d'or, réserve de céréales. Pour le premier, on appelle les femmes à donner même leurs alliances¹⁵. Pour le second, le commissariat au commerce prévoit la construction d'une « réserve allemande » de soixante millions de pouds qui sera entreposée à proximité de la frontière occidentale¹⁶. Sur instructions du bureau politique, toutes les organisations du parti recensent les militants qui connaissent l'allemand, afin de prévoir la mise sur pied d'une réserve militaire — quelque chose comme le détachement russe de futures « brigades internationales » en Allemagne¹⁷. Les Jeunesses communistes se préparent avec enthousiasme à ce combat révolutionnaire qui sera celui de leur génération¹⁸. La presse forge et martelle les mots d'ordre : l'alliance du « marteau-pilon allemand » et du « pain soviétique » va « conquérir le monde » et constituer une puissance de « deux cents millions d'hommes contre laquelle aucune guerre ne sera possible »¹⁹. Les divergences qui, depuis des mois, empoisonnaient l'atmosphère du parti russe, l'indifférence qui gagnait, semblent se dissiper au souffle exaltant des perspectives retrouvées de la révolution mondiale, et Radek lui-même se laisse aller à des élans d'enthousiasme et de lyrisme. Plusieurs témoins nous ont laissé des récits d'épisodes de cette période. Alexandre Barmine, officier de l'armée rouge, a écouté Radek parler à l'Académie militaire :

« Radek parlait devant des salles combles, et l'on sentait qu'il vivait tout entier de l'attente et de la pensée de ces événements. Sa dialectique nous initiait à l'économie, à l'histoire, à la psychologie, aux mœurs des Allemagnes opposées dont l'une, celle des travailleurs, allait imposer sa loi à l'autre pour le salut de la nation et le progrès de l'univers. Radek était éloquent comme toujours : comme toujours, il parlait avec son accent indescriptible, mais son

8 Bajanov, *op. cit.*, pp. 195-196, ainsi que Wenzel, *op. cit.*, pp. 193-194, qui suit d'assez près les informations données par Erich Wollenberg. Angress (*op. cit.*, p. 395) suit ces deux auteurs. Quant à elle, Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 323) mentionne Radek et Shmidt, mais non Unschlicht et Piatakov, qu'elle remplace par Guralski-Kleine et Skoblevsky, lesquels devaient effectivement exercer des responsabilités en Allemagne. En fait, cette commission ayant fonctionné en Russie même jusqu'aux derniers jours d'octobre, à une époque où Guralski et Skoblevsky étaient à pied d'œuvre depuis des semaines, c'est la première liste qui paraît être la bonne. Souvarine (*Staline*, p. 316) mentionne seulement Radek et Piatakov : la présence de ce dernier ne fait aucun doute, elle est notamment attestée, au lendemain de la défaite, par des déclarations de Radek devant l'exécutif (*Die Lehren ...*, pp. 23 sq.).

9 L'invitation lancée aux dirigeants de la gauche pour une discussion à Moscou avec Brandler et les dirigeants russes s'expliquait par la détermination de l'exécutif d'imposer la collaboration aux deux tendances allemandes. Radek le précise en ces termes dans une lettre, déjà citée (voir chap. XXXIII), adressée en décembre 1926 à Clara Zetkin : « J'ai cherché à garder Brandler, non par amitié, quoique j'aie pour lui une grande estime et qu'en tant qu'homme il soit très proche de moi, mais parce que j'étais convaincu que les camarades de la gauche n'étaient pas en mesure de diriger seuls le parti et de maintenir le contact avec les larges masses. Un parti communiste sans les ouvriers de la gauche est menacé de devenir un U.S.P.D. Un parti communiste sans la collaboration d'hommes comme Brandler, Thalheimer, Walcher et les milliers de vieux spartakistes court le danger de devenir un K.A.P.D. » (*The New International*, New York, vol. I, n° 5, p. 156). Pour Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 313), il s'agissait moins de faire participer les dirigeants de la gauche aux discussions préparatoires que de permettre à Radek de la retenir à Moscou ainsi que Maslow. En fait, un rôle important sera donné dans les préparatifs puis la direction de l'insurrection à des militants responsables de sa tendance ; Thaelmann, mais aussi Anton Grylewicz et Max Hesse, deux des dirigeants ouvriers du district berlinois, prennent part à toutes les discussions ; Max Hesse sera même envoyé en Saxe pour y contrôler en octobre les préparatifs de l'insurrection. Mais Radek cherchait alors, comme il le faisait depuis des mois, à éviter la scission, et à isoler Ruth Fischer et Maslow de leurs camarades de tendance. Il est incontestable que, sur ce plan, il a réussi, puisque Thaelmann au moins reviendra de Moscou, selon Ruth Fischer, animé d'un « nouvel enthousiasme » pour la stratégie adoptée et puisque, toujours selon elle, très peu de militants responsables de Berlin « exprimaient des doutes quant à la validité des plans adoptés à Moscou » (*op. cit.*, p. 328).

10 Selon Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 312), Brandler « éprouva le choc de sa vie » en découvrant les affiches sur l'Allemagne dans les rues de la capitale soviétique. Tout semble indiquer que Brandler arriva le premier avec ses collaborateurs immédiats, et qu'il fut suivi à quelques jours d'intervalle par les dirigeants de la gauche. Selon Véra Mubegović (*op. cit.*, p. 398), la décision d'envoyer à Moscou Ruth Fischer et Maslow fut prise par la centrale le 12 septembre.

11 R. Fischer, *op. cit.*, p. 312.

12 Bessedovskv, *Revelations of a Soviet Diplomat*, p. 62, cité par Angress, *op. cit.*, p. 397.

13 Voir sur ce point *Bericht über die Tätigkeit der Exekutive der K.I. vom IV. bis V. Weltkongress* (1924), p. 8.

14 Voir par exemple la résolution du régiment de Chasseurs de Koursk adressée à la K.J.D., publiée dans *Die Junge Garde*, 7 octobre 1923.

15 Wenzel, *op. cit.*, p. 92.

16 Bessedovskv, *op. cit.*, p. 62, cité par Angress, *op. cit.*, p. 397.

17 *Ibidem*, p. 63.

18 Wenzel, *op. cit.*, p. 192.

19 Cité par Angress, *op. cit.*, p. 397.

intelligence et sa passion dominaient tout »²⁰.

Le tournant en Allemagne.

Les sentiments sont analogues en Allemagne. Le 16 août, *Die Rote Fahne* publie un poème au titre significatif : « Elle approche »²¹. Le 17, l'organe central du K.P.D. s'en prend aux dirigeants social-démocrates à propos de l'interdiction par Severing du comité fédéral des conseils d'usine de Berlin :

« Nous relèverons le défi des social-démocrates, et ils en subiront les conséquences »²².

Le 19, il publie un chapitre de la brochure de Goussev sur *Les Leçons de la guerre civile*, intitulé « Que le prolétariat se prépare ! »²³. Le 21, sous le titre « Préparatifs pour un nouveau combat », il traite des difficultés que les prolétaires rencontreront pour se procurer des armes²⁴. Le 22, il publie un appel « aux travailleurs du S.P.D. et de l'U.S.P.D. », qui les invite à rompre avec leurs partis et à rejoindre le K.P.D. dans « la lutte prolétarienne de classe » et pour « la dictature du prolétariat »²⁵.

De leur côté, gouvernement et police mettent un terme à leur politique de relative tolérance. Après l'interdiction le 16 août par le gouvernement prussien du comité fédéral des conseils d'usine de Berlin²⁶, c'est, le 22, l'interdiction par le gouvernement du Wurtemberg du congrès régional du K.P.D.²⁷. Le 24, les autorités françaises d'occupation interdisent les cinq quotidiens communistes de la Ruhr et de la zone occupée. *Die Rote Fahne* est saisi le 26, sans qu'aucun prétexte soit même invoqué. Le même jour, la police perquisitionne dans les locaux de sa rédaction, arrêtant cinq de ses collaborateurs, et Severing interdit le conseil central des conseils d'usine du Grand Berlin qu'il accuse d'être une simple couverture de la direction berlinoise du K.P.D., cependant que le quotidien *Hamburger Volkszeitung* est suspendu pour trois jours. Le 29, une nouvelle perquisition a lieu dans les locaux de *Die Rote Fahne*, où deux nouvelles arrestations sont opérées : plusieurs mandats d'arrêt sont lancés, dont un contre Ruth Fischer, sur laquelle la police ne mettra pas la main²⁸.

Dans l'intervalle, le bureau politique du parti russe s'est prononcé pour le « tournant allemand », et le 28 août le Polburo prend les premières mesures préparatoires à l'insurrection en désignant un « conseil militaire »²⁹. La nouvelle ligne ainsi déterminée s'exprime nettement dans *Die Rote Fahne*. Le 1^{er} septembre, la centrale y lance un appel aux « ouvriers, employés, fonctionnaires », leur proposant le programme communiste de contrôle ouvrier de la production, saisie des valeurs réelles, formation d'un gouvernement ouvrier et de « petits paysans »³⁰. Zinoviev, dans un article consacré à la journée internationale de la jeunesse, célèbre les combats à venir :

« Aucune puissance sur la terre ne peut vaincre vingt millions de prolétaires »³¹.

Le 2 septembre, dans le même numéro, paraissent un article de Radek intitulé « Bas les pattes devant l'Allemagne ! » et le texte d'un appel commun de l'exécutif de l'Internationale communiste et du conseil central de l'Internationale syndicale rouge adopté le 27 août sur la proposition de Trotsky : il constate que la situation créée par l'occupation de la Ruhr ne cesse de s'aggraver et que la situation du prolétariat dans ce chaos économique devient intolérable. La « grande coalition » formée avec la complicité des social-démocrates a promis d'imposer les bourgeois et de faire payer les riches, mais elle commence son règne en interdisant les organismes centraux des conseils d'usine. Or ces organismes sont « seuls capables de canaliser le mouvement spontané du prolétariat et d'empêcher les collisions inutiles », au moment où les capitalistes menacent de fermer leurs usines pour mettre les ouvriers à genoux :

« Il s'agit de provoquer le prolétariat désespéré à une action prématurée et de le vaincre avant qu'il ait pu former ses rangs. »

L'appel explique :

« La situation se tend de plus en plus en Allemagne. A moins que les nombreux indices n'en soient trompeurs, l'Allemagne est en train de s'acheminer vers la révolution. Le prolétariat allemand n'aura pas seulement à faire face à la force armée de sa bourgeoisie : au moment où celle-ci l'attaquera, il courra le risque d'être pris à revers par la bourgeoisie des puissances de l'Entente et de ses Etats vassaux »³².

20 Barmine, *Ving! ans au service de l'U.R.S.S.*, p. 217.

21 *Die Rote Fahne*, 16 août 1923.

22 *Ibidem*, 17 août 1923.

23 *Ibidem*, 19 août 1923.

24 *Ibidem*, 21 août 1923.

25 *Ibidem*, 22 août 1923.

26 *Vorwärts*, 17 août 1923.

27 Angress, *op. cit.*, pp. 408-409.

28 *Ibidem*, p. 409.

29 *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historischer Abriss* (1970), p. 235.

30 *Die Rote Fahne*, 1er septembre 1923.

31 *Ibidem*

32 *Die Rote Fahne*, 2 septembre 1923.

Il faut donc que le prolétariat international manifeste à l'égard de la classe ouvrière allemande une solidarité effective et protectrice, par des meetings, des manifestations, des grèves, la propagande auprès des soldats. Quelques jours plus tard, dans le numéro de septembre de l'édition allemande de l'organe de l'I.S.R., Lozovski lui-même écrit :

« La révolution frappe à la porte de l'Allemagne, exige d'entrer. (...) Nous ne pouvons pas fixer la date de la révolution allemande. Si l'on en juge pourtant par la situation actuelle, c'est une question de mois. »

Sa conclusion évoque le moment, proche selon lui, où « la révolution mondiale formera un bloc territorial de Vladivostok au Rhin »³³.

Les discussions préparatoires.

Les discussions autour des préparatifs de l'insurrection allemande vont se poursuivre à Moscou pendant plusieurs semaines³⁴. La « commission allemande » de l'exécutif et les principaux dirigeants russes y travaillent avec les représentants allemands des deux tendances convoqués dans ce but : Kuusinen et Radek, Zinoviev et Trotsky, Brandler, Eberlein, Ruth Fischer, Maslow, Thaelmann, Max Hesse, Grylewicz³⁵ s'attachent à analyser la situation allemande dans le détail, à tracer des perspectives, à mettre au point mots d'ordre et préparatifs techniques.

Il n'y a pas de divergences fondamentales au départ. Ruth Fischer, certes, ne désarme pas. Le 12 septembre, à la veille de son départ pour Moscou, elle a encore critiqué la conception « opportuniste » qu'a Brandler du mot d'ordre de gouvernement ouvrier, l'a accusé d'être « orienté vers le réformisme » et de chercher à se rapprocher du parti social-démocrate³⁶. Mais elle pense que la seule solution consiste à préparer la prise du pouvoir, et c'est de cela, précisément, qu'il est question à Moscou. De son côté, Brandler est apparemment convaincu que cette prise du pouvoir est désormais à l'ordre du jour. Kuusinen écrira plus tard qu'il la prévoyait « facile » et même qu'il était « tombé dans la fantaisie révolutionnaire »³⁷. A la session de l'exécutif de l'I.S.R., il la présente comme « une tâche pleinement réalisable », « le moment étant mûr pour agir »³⁸, mais il s'agit là d'une déclaration officielle. Quant à la nature de ses véritables sentiments, Ruth Fischer varie, affirmant tantôt qu'il donnait des informations « fantasmagoriques » d'optimisme³⁹, tantôt qu'il était en réalité hostile à « toute action »⁴⁰ et cherchait des « contre-plans ». En fait, sans remettre en question les perspectives révolutionnaires, Brandler estimait « trop optimiste » l'appréciation de la majorité de ses camarades russes⁴¹.

Plusieurs divergences apparaissent au cours des conférences préparatoires. La première est de savoir s'il sera nécessaire, à un moment ou à un autre, d'appeler à la formation de conseils ouvriers politiques sur le modèle des soviets. Telle est l'opinion de Zinoviev, selon qui le parti russe devra appeler avant l'insurrection à l'élection de tels conseils, seuls susceptibles de constituer les éléments de base du nouvel Etat ouvrier allemand⁴². En revanche, Trotsky et Brandler pensent que les conseils d'usine joueront avant l'insurrection le rôle des soviets, et ils l'emportent. Trotsky justifiera plus tard cette décision en ces termes :

« Comme les conseils d'usine étaient devenus effectivement les points de concentration des masses révolutionnaires, les soviets, auraient, dans la période préparatoire, joué un rôle parallèle à celui des conseils d'usine et n'auraient été que des formes sans contenu »⁴³.

La majorité estime en outre comme lui que la formation de soviets risquerait de détourner l'attention des militants des tâches matérielles de préparation de l'insurrection, et d'en faire des cibles pour un gouvernement désireux de provoquer les ouvriers à un combat prématuré. Elle pense donc, avec lui, que « le travail préparatoire de l'insurrection » peut être « subordonné à la forme d'organisation des conseils d'usine »⁴⁴, et que les soviets ne seront à bâtir que plus tard, au lendemain de l'insurrection, dans sa phase de consolidation.

D'accord sur la question des soviets, Trotsky et Brandler s'affrontent en revanche sur la question de la fixation de la date de l'insurrection. La gauche allemande, Zinoviev et Trotsky insistent pour qu'une date soit fixée — et c'est en ce sens que le bureau politique du parti russe a tout d'abord tranché. Mais Brandler s'y oppose, soutenu par Radek⁴⁵. Trotsky développe ses idées sur ce point dans un article de la *Pravda* du 23 septembre : « Peut-on fixer un horaire précis pour une contre-révolution

33 *Die Rote Gewerkschaftsinternationale*, n° 9, septembre 1923, pp. 785-789.

34 *Die Kommunistische Internationale* — *Kurzer historischer Abriss* précise qu'elles commencèrent le 21 septembre (p. 236), pour se terminer seulement le 4 octobre (p. 238). Or Thalheimer (*op. cit.*, p. 21) précise que Brandler était à Moscou dès la fin août. Pourquoi alors un tel retard ? Thalheimer dit : « Parce que la majorité des camarades russes étaient absents. »

35 La présence d'Eberlein est attestée dans *Die Kommunistische Internationale* (abrégé), pp. 237-238, celle de Hesse et d'Anton Grylewicz par leurs propres témoignages, corroborés par des tiers et rapportés par Hermann Weber (*op. cit.*, II, pp. 160 et 145).

36 Procès-verbal de la centrale du 12 septembre 1923 (*I.M.L.-Z.P.A.*, 3/3, p. 82), cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 398, n. 85.

37 Kuusinen, *op. cit.*, p. 760.

38 *Trud*, 22 septembre 1923, cité par Carr, *op. cit.*, p. 205.

39 R. Fischer, *op. cit.*, p. 313.

40 *Ibidem*, p. 317.

41 Brandler à Trotsky en janvier 1964, cité par Trotsky, *De la révolution*, Paris, 1963, p. 196.

42 Wenzel, *op. cit.*, pp. 182-183 ; Trotsky, « Leçons d'Octobre », *Cahiers du bolchevisme*, n° 6, 26 décembre 1924, pp. 405-407.

43 *Ibidem*, p. 406

44 *Ibidem*, p. 406. Notons sur ce point l'accord entre Brandler, Radek, Trotsky et la gauche allemande (*Compte rendu 5^e congrès*, p. 139, Zinoviev).

45 *Die Lehren*, p. 60.

ou une révolution ? »⁴⁶ Il rappelle d'abord que les contre-révolutions récentes, le coup d'Etat de Mussolini, le coup de Tsankov en Bulgarie, le pronunciamiento espagnol, se sont produites à une date fixée par leurs chefs, dans le cadre d'une conjoncture favorable. Pour lui, l'« attitude d'attente en face d'un mouvement révolutionnaire grandissant » est une attitude typiquement menchevique :

« Le parti communiste n'a rien à tirer de la grande loi libérale suivant laquelle les révolutions « arrivent », mais ne sont jamais « faites », et par conséquent ne peuvent pas être fixées à une date précise : du point de vue du spectateur, la loi est correcte, mais, du point de vue du dirigeant, elle n'est que platitude et vulgarité »⁴⁷.

Imaginant « un pays qui traverse une crise sociale profonde, où les contradictions sont aggravées à l'extrême, où les classes laborieuses sont en constante fermentation, où le parti a le soutien évident d'une incontestable majorité de travailleurs et par conséquent des éléments les plus actifs, les plus conscients et les plus dévoués du prolétariat »⁴⁸ — l'allusion est transparente —, il affirme que le seul devoir du parti est de

« déterminer un délai précis dans l'avenir immédiat, un délai pendant lequel il ne soit pas possible que la situation révolutionnaire se retourne brusquement, et ensuite de concentrer tous ses efforts sur la préparation du coup, de subordonner toute sa politique et toute son organisation sur l'objectif militaire en vue afin de porter le coup avec un maximum de force »⁴⁹.

Il propose donc de retenir la date symbolique du 7 novembre, qui lui paraît tenir compte du délai raisonnable de préparation nécessaire et présente l'incontestable avantage de bénéficier du prestige de l'insurrection d'Octobre en Russie. Mais Brandler est sur ce point irréductible. Il estime que c'est la direction allemande, et elle seule qui, sur place, aura la possibilité de déterminer, avec le moins de risques d'erreurs, le moment où il faudra frapper. Soutenu par Radek, il obtient que le choix de la date de l'insurrection soit laissé aux dirigeants de l'insurrection⁵⁰.

Plusieurs conflits personnels provoquent au cours des conférences préparatoires d'autres débats, non moins vifs. Brandler qui, malgré leurs divergences, a pour Trotsky admiration et amitié, demande que l'organisateur de l'insurrection d'Octobre en Russie soit envoyé personnellement en Allemagne afin de diriger la bataille décisive. Zinoviev s'y oppose, et il est possible qu'il ait alors, comme certains l'ont affirmé, posé sa propre candidature, une telle mission ne pouvant revenir, selon lui, qu'au président de l'Internationale⁵¹. Personne n'a oublié que Trotsky, en 1917, a fait ses preuves dans l'insurrection au moment où Zinoviev s'effondrait. Mais la troïka ne peut courir le risque que constituerait pour elle, soit un succès de son rival, soit un échec de son chef de file. Il est donc décidé à la quasi-unanimité d'envoyer tout simplement en Allemagne, au dernier moment, et pour assurer la responsabilité suprême, la commission allemande elle-même⁵².

Brandler soulève un autre problème épineux. Malgré les déclarations de loyauté à l'égard de la centrale de Ruth Fischer et de Maslow, il refuse de se départir à leur égard de sa méfiance. Rien ne doit pouvoir affaiblir la centrale dans un moment aussi crucial : c'est pourquoi il demande que les responsables de la gauche soient tenus à l'écart de la direction et du parti lui-même pendant la période décisive, afin d'éviter qu'ils ne contribuent à l'affaiblir par leurs initiatives fractionnelles habituelles. Il suggère donc, suivant le précédent créé par la proposition de Lénine en 1921 concernant Maslow, de les retenir à Moscou. Sur ce point, il est soutenu par Trotsky, mais vivement combattu tant par Boukharine que par Radek⁵³. Après d'âpres discussions, Zinoviev réussit de justesse à faire prévaloir une solution de compromis : Maslow seul restera à Moscou, où une commission de l'Internationale est appelée à enquêter sur certaines accusations qui pèsent sur lui⁵⁴. Ruth Fischer, elle, sera autorisée à reprendre sa place en Allemagne, mais elle y sera accompagnée d'un « contrôleur » de l'exécutif, le Russe Vassili Shmidt, membre de la commission allemande, chargé particulièrement de veiller sur le respect de la discipline de la part de l'organisation du district de Berlin-Brandebourg⁵⁵.

A son retour à Berlin, rendant compte devant la centrale des conversations de Moscou, Brandler va se déclarer dans l'ensemble satisfait. Le compte rendu de la séance du 12 octobre indique :

« Le camarade Brandler présente un rapport sur les discussions générales ainsi que sur les discussions avec l'opposition qui ont eu lieu à Moscou, et avec les camarades russes. (...) Il n'y a pas eu de divergences de vue, sauf en

46 *Pravda*, 23 septembre 1923 ; *The First Five Years of the Communist International*, t. II, pp. 347-354. *Vom Bürgerkrieg* n° 3, n. d. (1923) pp. 1-7.

47 *Ibidem*, p. 349.

48 *Ibidem*.

49 *Ibidem*.

50 *Die Lehren*, p. 60.

51 La source de cette information est Brandler lui-même ; elle a été reproduite par Isaac Deutscher. *The Prophet Unarmed*, pp. 111-112, 143, et par Wenzel, *op. cit.*, p. 193. Elle est discutée par Angress, *op. cit.*, p. 403, n. 65, qui conclut à son authenticité.

52 *Ibidem*. En fait, selon une lettre d'octobre 1962 adressée par Brandler à Hermann Weber et K. H. Tjaden, la décision suprême appartenait à un « Comité des trois » (M.P.), formé de Brandler lui-même, Thaelmann et Piatakov.

53 Discours de Zinoviev à l'exécutif du 11 janvier 1924, *Die Internationale*, n° 2/3, 28 mars 1924, p. 44. Le paragraphe correspondant ne figure pas dans *Die Lehren*... On trouve une allusion aux attaques contre la seule Ruth Fischer dans Kuusinen, *op. cit.*, p. 761.

54 R. Fischer, *op. cit.*, p. 323, Weber, *op. cit.*, p. 214. Certains prétendirent, dans le parti allemand et dans l'Internationale, que Maslow était au service de la police. En février 1922, à la suite de son arrestation à Berlin, il avait fait des déclarations suivant lesquelles il était un agent du gouvernement russe, homme de confiance de Trotsky et de Radek, ce qui lui paraissait le meilleur moyen d'être rapidement libéré, vu les rapports entre les gouvernements russe et allemand. Cela ne l'empêcha pas d'être condamné à huit mois de prison pour usage de faux papiers (Weber, *Die Wandlung*, II, p. 214). L'affaire fut ressortie à l'exécutif en septembre.

55 R. Fischer, *op. cit.*, p. 761.

ce qui concerne la détermination des dates »⁵⁶.

Les préparatifs militaires.

Les problèmes techniques ont tenu dans les discussions de Moscou une place importante, ce dont Ruth Fischer se plaint⁵⁷. Mais, sur ce point, Trotsky est intraitable et parle avec l'autorité que lui confère son prestige d'organisateur de la victoire. Rappelant la préparation technique de l'insurrection d'octobre, il écrit dans la *Pravda* :

« Le travail de préparation militaire se déroule parallèlement au reste du travail, conformément à un plan rigoureux. Le parti conserve ainsi constamment son contrôle absolu sur l'appareil militaire. Bien entendu, il se produit dans le cours d'une révolution nombre d'événements parfaitement inattendus et spontanés, et nous devons nous attendre à de tels « accidents » et être prêts à nous y adapter. Mais nous le ferons avec d'autant plus de succès et de sécurité que notre plan de conspiration aura été plus sérieusement élaboré auparavant. La révolution possède une immense puissance d'improvisation. mais n'improvise jamais rien de bon pour les fatalistes, les amateurs et les imbéciles. La victoire provient d'une analyse politique correcte, d'une organisation correcte, et de la volonté de frapper le coup décisif »⁵⁸.

L'appareil militaire du K.P.D. — le *M.-Apparat* — ne saurait suffire à l'immensité des tâches à réaliser dans un si bref délai. L'armée rouge met à la disposition de la révolution allemande un de ses officiers, Letton d'origine, ancien ouvrier, Rose, connu sous le nom de Piotr Alexandrovitch Skoblevsky ou Gorev⁵⁹, qui a commencé à réorganiser l'appareil militaire, rebaptisé « organisation politico-militaire » (*M.P.*) en vue de l'insurrection. Commandant suprême (*Reichsleiter*), il est assisté d'un « conseil militaire » (*Militärrat*) que préside Ernst Schneller et dans lequel siègent plusieurs membres de la centrale. Le territoire du Reich a été divisé en six commandements politico-militaires régionaux, correspondant aux régions militaires. Chaque commandant régional (*M.P.-Oberleiter*) est flanqué d'un conseiller technique envoyé par l'exécutif. Sous leurs ordres sont les commandants de district et sous-district, eux-mêmes à la tête de « détachements de combat » (*Kampfleitungen*) chargés d'encadrer, d'entraîner, et plus tard de mener au combat les centuries ouvrières⁶⁰. L'ensemble de l'organisation politico-militaire est placé sous l'autorité d'un organisme politique de préparation de l'insurrection, le comité révolutionnaire, *Revko*, ou *Revkom*⁶¹, présidé par August Kleine, envoyé de l'exécutif depuis 1921, élu à la centrale au congrès de Leipzig. On a souvent exagéré le nombre des officiers et techniciens russes envoyés en Allemagne pour encadrer l'insurrection projetée. La quasi-totalité des cadres techniques sont des Allemands qui ont reçu leur formation d'officiers pendant la guerre mondiale : Wilhelm Zaisser, passé aux partisans ukrainiens en 1918, un des dirigeants des combats de la Ruhr de 1919 et 1920⁶², Albert Schreiner, connu sous le nom de Baumann⁶³, Hans Kahle⁶⁴, Erich Wollenberg, ancien combattant de l'armée rouge bavaroise, Artur Illner, Albert Gromulat⁶⁵, le tout jeune Hans Kippenberger, lieutenant de réserve, l'un des plus doués et des plus intrépides responsables de l'appareil clandestin du K.P.D., les anciens officiers ou sous-officiers Karl Frank, Christian Heuck, Stefan Heymann, dit Dietrich, Lengnink, Merker, Strotzel⁶⁶, l'ancien major de la vieille armée impériale Hans von Hentig⁶⁷. Quelques-uns ont peut-être suivi en Russie des cours dans des écoles militaires axés sur les problèmes de la guerre civile, mais c'est en combattant durant la grande guerre et dans les rues en 1919, 1920 et 1921, qu'ils ont acquis l'essentiel de leurs connaissances militaires. Les anciens du *M.-Apparat* ne peuvent faire face à tout et se voient confier des fonctions-clés : ainsi Otto Bulian, chargé de la sécurité (*Ordnernedienst*), Otto Braun, chargé de la formation des cadres militaires⁶⁸. On leur adjoint des spécialistes de l'organisation : Anton Grylewicz, l'ancien adjoint d'Eichhorn en 1918, qui participe aux préparatifs techniques à Moscou, Artur Ewert, Ottomar Geschke, qui passe dans l'appareil militaire sous le nom de « Eisbär », Melcher, qui devient « Martin »⁶⁹. On les renforce enfin par l'envoi d'instructeurs, spécialistes, communistes étrangers ayant reçu en Russie une formation appropriée et sortant des cadres de l'armée rouge, ou encore communistes russes. Leurs noms ne sont que rarement connus, nombre d'entre eux appartenant déjà ou étant sur le point d'appartenir aux services secrets de l'armée. Citons cependant Stein, de son vrai nom Manfred Stern⁷⁰, Georg, de son vrai nom Alexis Stetski⁷¹, le communiste yougoslave Voya Vuyovic, dirigeant de l'Internationale communiste des jeunes, et les hommes du 4^e bureau, dont l'historien ne connaît

56 Procès-verbal de la centrale du 12 octobre 1923. *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/3, p. 96, cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 396, n. 80.

57 R. Fischer, *op. cit.*, p. 318.

58 *Pravda*, 23 septembre 1923 ; *op. cit.*, pp. 452-453.

59 Angress, *op. cit.*, p. 417, n. 97, fait le point des discussions sur la date exacte de son arrivée en Allemagne : septembre 1922, janvier ou septembre 1923.

60 Wenzel, *op. cit.*, pp. 194 sq. ; Wollenberg, cité par Weber, *Von Rosa Luxemburg zu Walter Ulbricht*, pp. 28-29.

61 Les auteurs russes, notamment Davidovitch, donnent le titre de Revkom aux organismes locaux et réservent à la direction suprême le terme de « Kopf » (*op. cit.*, p. 134).

62 Il sera, en Espagne, le « général Gomez ».

63 Il sera, en Espagne, le « major Schindler ».

64 Il sera, en Espagne, le « colonel Hans ».

65 Wollenberg, cité par H. Weber, *Von Rosa Luxemburg zu Walter Ulbricht*, p. 29.

66 Voir Weber, *Die Wandlung*, II, pour tous ces noms.

67 Wollenberg mentionne « Von H. ». Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 315, précise que Hans von Hentig était « l'organisateur communiste en Thuringe » et « chargé de procurer des armes ». De nombreux renseignements sur cette curieuse personnalité se trouvent dans O. E. Schüddekopf, *Linke Leute von Rechts*, et notamment p. 160 sur son rôle en 1923.

68 Weber, *Die Wandlung* ... , pp. 86 et 89.

69 *Ibidem*, pp. 145, 114, 134, 217.

70 Davidovitch (*op. cit.*, p. 233, n. 2) atteste que son prénom était Manfred et non Lazar comme on l'avait cru jusqu'alors. Wollenberg a indiqué le pseudonyme de Stein. Stern sera connu pendant la guerre d'Espagne sous le nom de « général Kléber ».

71 Wollenberg, cité par Weber, *ibidem*.

que les pseudonymes, Walter Krivitsky⁷², Alfred Krause et Ludwig, dit aussi Ignace Reiss, qui assurera en Allemagne la sécurité des membres de la délégation de l'exécutif⁷³. Ces cadres étrangers — moins d'une centaine — n'ont en principe aucune responsabilité exécutive directe et sont simplement des adjoints techniques des responsables « politico-militaires » allemands aux échelons les plus élevés.

Au cours de la première phase de l'insurrection, le rôle essentiel doit revenir aux milices ouvrières, les centuries prolétariennes patiemment mises sur pied depuis le début de l'année. Brandler estime leur effectif possible pour la seule Saxe à 50 ou 60 000 hommes⁷⁴. Paul Böttche, en 1923, écrit que leur organisation est dix fois plus avancée en Saxe que dans le reste de l'Allemagne⁷⁵. Ruth Fischer, au contraire, considère presque comme quantité négligeable toutes les centuries organisées ailleurs que dans la Ruhr⁷⁶. En fait, il n'est pas facile d'évaluer leurs forces réelles, puisque, dans la majeure partie de l'Allemagne, elles n'apparaissent pas en tant que telles. Leur interdiction sur l'ensemble du territoire prussien, à dater du 15 mai, a incontestablement gêné leur développement, mais elles se sont maintenues ou créées sous d'autres formes, en tant que « services d'ordre », ou sous la forme de sociétés de jeunesse ou de plein air, ce qui leur a permis de pratiquer exercices, marches en campagne et entraînement au maniement des armes et à la manœuvre. Les travaux de Helmut Gast⁷⁷ ont permis de mieux connaître leur organisation.

Il y avait 300 centuries environ en Allemagne en mai. Il y en a, selon Gast, 800 en octobre, ce qui donne un effectif total d'environ 100 000 hommes, un tiers dans la seule Saxe, la moitié de l'effectif total pour Saxe et Thuringe réunies, où elles sont légalement autorisées⁷⁸. Quand 25 000 hommes des centuries défilent le 1^{er} mai à Berlin, elles sont encore légales : il y a 1 000 hommes le même jour au défilé de Dresde. Le 9 septembre, 8 000 hommes défilent à Dresde, le 16, 5 000 à Leipzig. Le 23 septembre, 800 hommes des centuries des petites villes de l'Erzgebirge défilent à Oelsnitz ; le 7 octobre, nouveau défilé, dans la même ville, avec 2 000 participants⁷⁹. Un cinquième seulement des centuries sont exclusivement composées de communistes. Les autres résultent d'un front unique entre parti communiste, syndicats et, surtout en Thuringe et en Saxe, parti social-démocrate. A Leipzig, 40 % des hommes ont été « présentés » par le parti communiste, 20 % par le parti social-démocrate, 40 % par les syndicats⁸⁰.

L'organisation est calquée sur le cadre de la vie ouvrière. L'unité de base est constituée par la centurie d'usine ou de ville, elle-même subdivisée en détachements plus petits correspondant autant que possible à des lieux de travail, ateliers ou petites entreprises. Deux sizaines forment un groupe de douze hommes : trois groupes constituent une colonne. Chaque centurie est formée de trois colonnes, d'un détachement d'éclaireurs et d'un groupe de secours médical. Sizaines, colonnes, centuries élisent leurs chefs. Chaque centurie est dirigée par un chef de centurie, dirigeant politique élu, assisté d'un adjoint technique élu parmi les hommes ayant une formation militaire, anciens officiers ou sous-officiers la plupart du temps. Le souci de l'unité pousse souvent les miliciens à élire des responsables appartenant aux deux grands partis ouvriers. En Saxe, en règle générale le chef de centurie est communiste et l'adjoint technique social-démocrate. De ce point de vue, Gast souligne l'exception que constitue le district de Zwickau-Plauen, où l'état-major est formé de sept responsables, dont quatre social-démocrates et trois communistes, le social-démocrate Max Seydewitz étant le responsable du district⁸¹. Dans l'ensemble, cependant, les centuries sont contrôlées par l'appareil militaire du parti communiste et ce sont ses responsables, comme Theodor Neubauer en Thuringe et Ernst Schneller en Saxe, qui dirigent les réunions de travail ou les rassemblements militaires⁸².

Vu à l'échelon du parti allemand, l'effort militaire accompli en quelques mois peut paraître considérable. Par rapport à la société allemande, aux effectifs de la Reichswehr, de la police et des groupements armés d'extrême-droite, il apparaît encore très insuffisant. Mais les communistes comptent sur une levée en masse prolétarienne, la désintégration de la Reichswehr, la toute-puissance de la grève pour assurer la victoire de leurs centuries, dans lesquelles certains voient déjà les éléments de la future armée rouge allemande.

Le problème de l'armement est l'un des plus difficiles à résoudre. Le bureau d'organisation, Leo Flieg, éminence grise de la centrale, assurent les liaisons avec l'un des émissaires de l'exécutif, Mirov-Abramov de l'O.M.S.⁸³, qui bénéficie d'une couverture par sa nomination à un poste de l'ambassade russe, et avec la commission spéciale pour l'achat d'armes et de munitions, la WUMBA⁸⁴. Un enseignant, officier de réserve, Nicolaus Pfaff, assure, sous la fausse identité de « Dr Winkler », le gros des achats⁸⁵, pour lesquels les conspirateurs disposent apparemment de sommes importantes en dollars⁸⁶. Les résultats

72 Consulter avec précaution son ouvrage *In Stalin's Secret Service*.

73 Sur Krause et sur Ludwig, voir Elsa Poretsky, *Les nôtres*. Ludwig, selon l'auteur — qui fut sa compagne — se retrouva même à Dresde en compagnie de Piatakov qu'il escortait avec un faux passeport, pourtant préparé par les « services », rigoureusement identique à celui de son compagnon (p. 71) ...

74 *Die Lehren* ... , p. 60.

75 *Corr. int.*, n° 49, 19 juin 1923, p. 363.

76 R. Fischer, *op. cit.*, p. 295.

77 H. Gast, «Die Proletarischen Hundertschaften als Organe der Einheitsfront im Jahre 1923 », *ZfG*, n° 3, 1956, pp. 439-465.

78 *Ibidem*, pp. 452-453 ; *Oktober*, 1931. n° 4, pp. 21-22.

79 H. Gast, *op. cit.*, p. 453.

80 *Ibidem*, p. 454.

81 *Ibidem*, p. 455.

82 *Ibidem*, pp. 448, 453.

83 Il s'agit de l'*Otdel Mejdunarodnoj Syvazi*, ou « département pour les liaisons internationales » auprès, de l'exécutif international.

84 Abréviation de Waffen und Munitionsbeschaffungssamt.

85 Weber, *Die Mandlung*, II, p. 244. Le même auteur nomme aussi, parmi les pourvoyeurs d'armes, Christan Heuck (*ibidem*, p. 161) et Paul Gmeiner (p. 134). Ruth Fischer (*op. cit.*, p. 315) mentionne également von Hentig en Thuringe.

86 *Ibidem*.

sont difficilement appréciables, les chiffres avancés oscillant entre 600 et 50 000 fusils, par exemple, ce qui donnerait, dans l'hypothèse la plus favorable, un fusil pour deux combattants des centurions⁸⁷. Les revolvers sont apparemment plus nombreux⁸⁸, mais mitrailleuses et armes plus lourdes sont rarissimes. Pour le reste, on constitue des stocks d'explosifs, généralement enlevés de nuit dans les chantiers ; quelques armureries ou ateliers de la Reichswehr sont pillés par surprise, mais surtout repérés pour le jour J où il s'agira de se procurer des armes en commençant par l'attaque des postes de police. En Saxe, des militants ont mis sur pied une fabrique clandestine d'armes et munitions⁸⁹. Des contacts ont été pris avec des officiers, sous-officiers et soldats de la Reichswehr, sur qui l'on compte pour livrer au dernier moment les dépôts d'armes aux insurgés.

La mobilisation des militants.

Le parti entier est sur pied de guerre. Dès les premiers jours de septembre, avec l'aide de plusieurs dizaines de spécialistes envoyés par l'exécutif, des dizaines de milliers de militants sont passés dans la clandestinité. Les membres des groupes de choc des centurions ont quitté leur usine, des militants connus ont changé de nom et de domicile. Dans toutes les grandes villes, les hommes dorment, et parfois vivent jour et nuit dans des appartements transformés en dortoirs ou quartiers généraux clandestins, où l'on étudie le plan des villes, la carte de la région, l'emplacement des forces d'ordre et les communications. Périodiquement, pour groupes d'action et centurions, on exécute des exercices d'appel et de rassemblement.

Les militants ainsi détachés de leur milieu habituel en arrivent parfois à ne plus pouvoir penser, sentir et se comporter autrement qu'en conspirateurs. Ruth Fischer cite — de mémoire — une intervention de Hans Pfeiffer significative à cet égard :

« En aucune circonstance nous ne devons proclamer la grève générale. La bourgeoisie découvrirait nos plans et pourrait nous écraser avant que nous ayons bougé. Il faut au contraire calmer les mouvements spontanés, retenir nos groupes dans les usines et les comités de chômeurs, afin que le gouvernement pense que le danger est passé. Et alors — quand ils seront englués dans l'illusion d'une sécurité complète —, frappons en une nuit, vite et bien, arrêtons le gouvernement. enlevons les casernes, sonnons le tocsin de la dernière bataille »⁹⁰.

La naïveté du propos prête à sourire. Elle s'explique cependant, autant par les conditions du moment que par l'intensité de l'effort sans précédent fourni par les militants. Albert, qui a vécu ces semaines, écrit :

« Pas une cité du pays où l'on ne se soit consciencieusement préparé à la bataille avec le souci minutieux d'hommes résolus à tout donner. Pas une journée sans âpre labeur, pas une nuit sans tâche spéciale. Pas un problème négligé. Je sais des camarades qui n'ont pendant de longues semaines, pas dormi une nuit complète. J'ai vu des visages ravinés par le surmenage. Les yeux, volontaires, y gardaient leur flamme intense. (...) Le parti communiste allemand a donné au prolétariat du monde l'exemple nouveau, précieux, d'une formidable préparation révolutionnaire »⁹¹.

C'est à la même plume que nous devons cette évocation d'une réunion du parti :

« Il est bon de trouver rassemblés autour d'une même table quelques fronts d'hommes qui savent ce qu'il y a derrière les choses et, dans cette souffrance d'un peuple, retrempe chaque jour leur volonté au contact d'une espérance illimitée. (...) Une jeune voix clame, contenue : « Nous avons déjà des divisions entières ! » L'armement, il est vrai, manque : on ira le prendre dans les casernes. La carte d'Allemagne est présente à tous les esprits : « Saxe, Thuringe, Hambourg, Berlin tiendront... La Russie ! » — « Radek a écrit ... ». J'ai remarqué que les intellectuels — j'en suis — sont les plus méfiants. (...) Longuement ils pèsent, soupèsent les difficultés, avec une raison raisonnée parfois d'un effet fort dissolvant. Un ami coupe court à nos gloses : « Je crois, dit-il, à la révolution parce que je la veux, parce que je vis avec des hommes qui la veulent. » C'était un organisateur de section. Il travaillait jour et nuit »⁹².

Voyu Vuyović confie son optimisme à Victor Serge :

« On vaincra à la date fixée. Tout se fera beaucoup mieux qu'en Russie »⁹³.

Ruth Fischer, des années après, reconnaîtra l'optimisme résolu de ces dizaines de milliers d'hommes qui préparaient scientifiquement leur révolution :

« La promesse officielle du bureau politique russe de soutenir le soulèvement allemand était avec enthousiasme tenue pour décisive. Le nombre de camarades russes en Allemagne, les fonds illimités (surtout en dollars américains), les méthodes professionnelles de préparation, inspiraient confiance. (...) Ces froids prolétaires allemands respiraient dans une extase révolutionnaire »⁹⁴.

87 Borkenau, *World Communism*, p. 250. parle de 600 fusils, et O. K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 93, n. 1, de 11 000. L'ex-communiste Zeutschel, passé aux nazis, écrit dans *Im Dienst der Kommunistischen Terror-Organisation Tscheke in Deutschland*, p. 92, que le parti disposait de 50 000 fusils dans toute l'Allemagne, et Brandler déclare à Moscou qu'il n'en avait que 800 pour la Saxe (*Die Lehren*, p. 6). Brandler a donné à Wenzel (*op. cit.*, p. 395) le chiffre de 395 fusils pour le début l'insurrection à Hambourg.

88 Zeutschel, *op. cit.*, p. 23, écrit que les insurgés de Hambourg disposaient de 80 fusils et du double de revolvers.

89 Gast, *op. cit.*, p. 457.

90 Cité par R. Fischer, *op. cit.*, p. 327.

91 R. Albert « Au seuil d'une révolution », *Clarté*, n° 53, 15 février 1924, p. 97.

92 *Ibidem*, 1^{er} février 1924, p. 63.

93 V. Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 168.

94 Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 327.

La situation en septembre.

Paradoxalement, pendant qu'à Moscou d'abord, dans les centres industriels d'Allemagne clandestinement ensuite, on prépare l'insurrection, la crise semble sinon s'apaiser, du moins avoir atteint un palier. A la fin d'août, Thalheimer écrit encore que le temps d'agir n'est pas venu :

« L'heure du gouvernement ouvrier et paysan, du premier pas vers la dictature du prolétariat, viendra quand l'écrasante majorité de la classe ouvrière voudra non seulement rompre avec la coalition bourgeoise, mais aussi lutter par tous les moyens pour l'avènement du gouvernement ouvrier et paysan. Il faudra encore que d'importantes fractions de la petite bourgeoisie observent à l'égard de la classe ouvrière une neutralité bienveillante et que la grande bourgeoisie elle-même soit divisée. D'autre part, il faudra que les organisations de classe du prolétariat, les conseils d'usine, les comités de contrôle, les centurions prolétariennes, aient acquis un large développement et une autorité prépondérante dans les masses. (...) Il faudra par conséquent parcourir, tant sur le plan politique que celui de l'organisation, un long chemin avant de trouver les conditions qui assureront la victoire de la classe ouvrière. L'histoire décidera de la durée de la période nécessaire »⁹⁵.

Sur la base de cette analyse, les développements politiques ne semblent pas indiquer l'approche du jour J. La centrale allemande paraît décidée à rectifier les exagérations manifestes dans l'application de la ligne Schlageter, et Vuyović affirme à Humbert-Droz qu'elle a « décidé de modifier cette tactique et de modérer ces déclarations belliqueuses »⁹⁶. D'autre part, dès les lendemains de la grève qui a balayé Cuno, le cabinet Stresemann ne dissimule pas son intention de demander à tous, y compris aux salariés, des « sacrifices ». Le chancelier et son ministre des finances social-démocrate insistent dans leurs déclarations sur la nécessité de diminuer le volume global des salaires, d'intensifier le travail et d'augmenter considérablement les importations. La presse bourgeoise fait campagne pour la suppression de la journée de huit heures, et le journal qui passe pour exprimer la pensée de Stinnes, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, écrit le 8 septembre :

« Le peuple allemand doit travailler au moins deux heures de plus, avec au moins une intensité égale à celle d'avant guerre »⁹⁷.

L'opposition de gauche dans le parti social-démocrate ne cesse, certes, de se renforcer. C'est le congrès régional de Berlin qui déclare faillie la politique de grande coalition, réclame un retour à une politique de classe et vote un ordre du jour de félicitation à Zeigner⁹⁸. Mais, en même temps, elle se révèle impuissante à arrêter la répression exercée sur les communistes par les dirigeants de son propre parti : au lendemain de la publication de l'appel commun de l'Internationale communiste et de l'Internationale syndicale rouge, c'est le ministre de l'intérieur du Reich, le social-démocrate Sollmann, qui interdit pour huit jours *Die Rote Fahne* et *Volkswacht* de Rostock⁹⁹.

La presse illégale ou semi-légale du K.P.D. ne baisse cependant pas de ton, et, dès sa réapparition, *Die Rote Fahne* reprend ses proclamations incendiaires, titrant le 15 septembre : « A bas le régime de sang et de famine ! »¹⁰⁰, invitant, le 21 à organiser meetings et manifestations de masse comme préparation à la grève générale pour le renversement de Stresemann et la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan¹⁰¹. Le 23 septembre paraît en première page un article de préparation à l'insurrection intitulé : « La Voie de la révolution prolétarienne en Allemagne (Un mot supplémentaire pour les ouvriers social-démocrates) »¹⁰². Le lendemain le préfet de police de Berlin suspend *Die Rote Fahne* pour quinze jours¹⁰³.

Dans l'ensemble, la rue des villes d'Allemagne est plus calme. Les seuls incidents notables dans ces quelques semaines se produisent dans le pays de Bade, avec manifestations et batailles rangées contre la police dans la petite cité de Lörrach¹⁰⁴. Les dirigeants du district communiste de Bade appellent à la grève générale dans le pays de Bade, mais sont désavoués par la centrale, qui voit là un risque de déclencher prématurément les combats armés dans une région périphérique¹⁰⁵. Le gouvernement badois ayant consenti à retirer ses forces de police de Lörrach et ses environs, le calme est revenu aux alentours du 25 septembre.

A la fin de septembre, le gouvernement Stresemann a franchi deux étapes importantes vers la stabilisation et la normalisation qu'il s'était fixées comme objectifs. Le 26, en effet, le chancelier a fait connaître que le gouvernement allemand reconnaissait l'occupation de la Ruhr et décidait de mettre fin à la « résistance passive », ouvrant ainsi la voie au compromis souhaité par Washington et Londres¹⁰⁶. D'autre part, au lendemain d'une chute vertigineuse, pendant la semaine du 13 au 19 septembre, le mark s'est stabilisé à partir du 22 aux environs de 100 millions pour un dollar¹⁰⁷.

95 *Corr. int.*, n° 69, 31 août 1923, p. 619.

96 Lettre de Humbert-Droz à Zinoviev, 20 septembre 1923, faisant allusion à une visite de Vuyović à Paris dans les premiers jours de septembre, Archives Humbert-Droz, citée dans *L'Œil de Moscou*, p. 195.

97 *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 8 septembre 1923.

98 *Vorwärts*, 25 septembre 1923.

99 *Die Rote Fahne*, 4 septembre 1923.

100 *Ibidem*, 15 septembre 1923.

101 *Ibidem*, 21 septembre 1923.

102 *Ibidem*, 23 septembre 1923.

103 *Ibidem*, 24 septembre 1923.

104 Angress, *op. cit.*, p. 388; Habedank, *op. cit.*, pp. 45-47; Wenzel, *op. cit.*, pp. 203-205.

105 Angress, *op. cit.*, p. 426; Wenzel, *op. cit.*, p. 216.

106 Stresemann, *Vermächtnis*, I, pp. 98, 100-128.

107 *Corr. int.*, n° 77, 28 septembre 1923, p. 582.

C'est à ce moment que les initiatives de l'extrême-droite semblent sur le point de créer une situation entièrement nouvelle. Le 21 septembre, Hugo Stinnes informe l'ambassadeur des Etats-Unis de l'imminence d'un mouvement en Bavière soutenu, dit-il, par tous les partis de droite et un nombre important de modérés du centre, dont l'objectif principal est la lutte contre le communisme. Il précise à son interlocuteur que les industriels soutiennent le mouvement, qui aura à combattre férocelement les communistes et vraisemblablement à briser par la force la grève générale. Il ajoute qu'on peut espérer éliminer ainsi le socialisme comme méthode politiquement possible d'existence nationale en Allemagne, et qu'il restera à « révoquer sans retard les lois et décrets qui gênent la production et n'ont pas d'objectif utile »¹⁰⁸. Les événements en Bavière vont bientôt convaincre l'ambassadeur que Stinnes ne se trompait pas.

Le 26 septembre, en effet, par un véritable coup d'Etat, von Kahr se proclame commissaire général du Reich pour la Bavière et décrète l'état de siège¹⁰⁹. Dans la nuit du 26 au 27, en réplique à son initiative, Ebert, en vertu de l'article 48, proclame l'état de siège dans l'ensemble du Reich et remet l'exécutif au ministre de la Reichswehr, le démocrate Gessler, paravent civil du général von Seeckt. Les ministres social-démocrates ont approuvé cette décision, justifiée selon eux par le « danger réactionnaire en Bavière », et la presse de leur parti parle de « défendre la République ». Mais, le 27, le général von Lossow, commandant de la Reichswehr en Bavière, se place sous les ordres de von Kahr. Ce dernier, le 28, abroge en Bavière la loi « de défense de la République » votée au lendemain de l'assassinat de Rathenau¹¹⁰.

L'initiative semble passée entre les mains de l'extrême-droite. De Bavière parviennent dans tout le Reich les bruits de bottes et les cliquetis d'armes des bandes nationalistes bien organisées et solidement équipées, des corps francs tristement célèbres d'Ehrhardt et de Rossbach — qui vient précisément de s'évader de la forteresse où il était enfermé —, de Ludendorff qui, depuis janvier, sent revenir son heure, d'Adolf Hitler et de ses troupes enfin. La « Reichswehr noire » s'agite et, le 1^{er} octobre, le major Buchrucker tente à Kustrin un putsch maladroit mais révélateur¹¹¹. De tous côtés on parle d'une nouvelle croisade contre le bolchevisme, qui partirait de Munich pour marcher sur Berlin. A certains égards, la situation rappelle celle qui avait prévalu à l'époque du putsch de Kapp : partie triangulaire ou semblent sur le point de s'affronter la Reichswehr, les bandes nationalistes et les ouvriers armés, sans qu'il soit possible de déterminer qui, le premier, appuiera sur la détente. La Reichswehr, devenue légalement maîtresse de l'Etat, proclame son intention de « défendre la République » contre ses ennemis de gauche comme de droite, alors que ses chefs sont bien décidés à éviter les combats « fratricides » et à briser la menace révolutionnaire. La classe ouvrière, épuisée par les souffrances de l'« année terrible », fascinée par le danger des bandes nationalistes, a laissé s'établir un régime de dictature militaire et d'état de siège dont l'expérience lui avait pourtant démontré que c'était toujours contre elle qu'il était en dernière analyse utilisé.

Le parti communiste l'explique dans un manifeste à la classe ouvrière allemande¹¹² : la fin de la résistance proclamée par Stresemann à la tribune du Reichstag marque le signal de l'offensive capitaliste contre les salaires et la journée de huit heures, et l'état de siège, proclamé sous le prétexte de venir à bout des menées révolutionnaires et nazies en Bavière et séparatistes en Rhénanie, est en réalité destiné à liquider les conseils d'usine et à frapper le mouvement révolutionnaire alors qu'il rassemble encore ses forces.

Mais le fait que l'initiative semble maintenant passée de la classe ouvrière aux « fascistes » n'est pas pour embarrasser les dirigeants communistes. Ils comptent même sur cette menace pour réveiller la combativité ouvrière. Ils pensent que les travailleurs se soulèveront avec eux, comme en août, lorsque tombera définitivement le masque de la « grande coalition », ultime réserve de la bourgeoisie. C'est en fonction de la perspective de ce soulèvement armé — le premier à avoir été techniquement préparé par un parti communiste depuis celui d'octobre 1917 — que sont déterminées à Moscou, pendant les derniers jours de septembre, les articulations du plan qui doit, selon ses auteurs, conduire en quelques semaines à l'explosion de l'Octobre allemand, à la deuxième étape — cinq ans après — de la révolution mondiale.

Le 29 septembre, la centrale adresse clandestinement à tous les secrétaires de district une circulaire qui ne laisse aucun doute sur l'approche de l'insurrection :

« Dans les entreprises et les localités, il faudra immédiatement construire des *comités d'action* formés de représentants du S.P.D., de l'U.S.P.D., du K.P.D., des cartels de sportifs, des conseils d'usine, des syndicats et autres organisations ouvrières. La tâche des comités d'action est d'entreprendre la lutte contre l'état de siège et contre la dictature Gessler-von Kahr soutenue par le gouvernement. Le moyen essentiel est la préparation de la grève générale dans toutes les entreprises et localités. (...) En même temps que la préparation à la grève générale, les comités d'action doivent élaborer un plan de mobilisation des masses ouvrières pour les combats à venir »¹¹³.

108 Hallgarten, *op. cit.*, p. 64.

109 Benoist-Méchin, *op. cit.*, II, p. 295.

110 *Ibidem*, pp. 295-296.

111 *Ibidem*, pp. 270-278.

112 « Le K.P.D. au peuple travailleur », *Corr. int.*, n° 56, supplément, 29 septembre 1923.

113 *I.M.L.-Z.P.A.*, 43 1/250, ff. 24 sq., cité par R. Wagner, « Die revolutionäre Bewegung in den Bezirken Hessen-Frankfurt und Baden im Herbst 1923 », *BzG*, n° 7, 1965, p. 85.

XL. La révolution allemande vue de Moscou

Le 12 octobre 1923 paraît dans la *Pravda* le premier d'une série de huit articles consacrés par Zinoviev aux « Problèmes de la révolution allemande ». Six paraîtront avant le signal de la retraite. Le texte, traduit et imprimé par les soins du parti, devra être rapidement retiré de la circulation : il demeure un précieux document sur les perspectives des dirigeants du parti bolchevique et de l'Internationale quant à l'Octobre allemand.

Les caractères de la révolution allemande.

La révolution allemande qui vient était espérée par les bolcheviks depuis 1917. L'attente n'a en définitive pas été longue, et Zinoviev voit dans son déroulement la garantie de sa victoire :

« Les événements d'Allemagne se déroulent avec l'inexorabilité du destin. Le chemin qui a demandé à la révolution russe douze années, de 1906 à 1917, aura été parcouru par la révolution allemande en cinq années, de 1918 à 1923. Au cours des derniers jours, les événements se sont particulièrement précipités. D'abord la « coalition », puis la « grande coalition », ensuite la « korniloviade » (les événements de Bavière !), le ministère des spécialistes, des « personnalités, et maintenant, de nouveau quelque chose comme une « grande coalition » — en un mot, incessant tourbillon ministériel. Ceci « en haut ». Mais, « en bas », dans les masses, bouillonne l'effervescence, débute le combat qui, à court terme, va décider du destin de l'Allemagne. La révolution prolétarienne frappe à la porte de l'Allemagne. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir.

Les événements prochains auront une signification *historique mondiale*. Encore quelque temps, et chacun verra que cet automne de l'année 1923 marque un tournant, non seulement pour l'histoire de l'Allemagne, mais pour celle de l'humanité tout entière. De ses mains frémissantes, le prolétariat tourne la page capitale de l'histoire de la lutte mondiale du prolétariat. Un nouveau chapitre s'ouvre de l'histoire de la révolution prolétarienne mondiale »¹.

Il ne peut subsister aucun doute quant au contenu social de la révolution imminente : les statistiques prouvent qu'en Allemagne les ouvriers sont deux fois plus nombreux que toutes les autres catégories sociales réunies. Ils ont jusqu'à maintenant dans leur majorité plus ou moins suivi la social-démocratie contre-révolutionnaire, mais sont précisément en train de se détourner d'elle :

« La révolution allemande qui vient sera une révolution prolétarienne de classe : 22 millions de travailleurs — le cœur du prolétariat international, le capital de départ de la révolution mondiale. La Russie avait en 1917 de 8 à 10 millions d'ouvriers au plus, sur une population totale de 160 millions. L'Allemagne compte plus de 20 millions d'ouvriers pour une population totale de 60 millions. Chez nous, la classe ouvrière n'était qu'une minorité infime. En Allemagne, au contraire, elle constitue l'élément principal, la majorité de la population. Les ouvriers allemands, presque sans exception, savent tous lire et écrire. Ils sont passés par une magnifique école d'organisation. Ils sont cultivés. Une grande partie d'entre eux a servi dans l'armée au cours de la guerre impérialiste (l'armée allemande comptait dans les années 1914-1918 un fort pourcentage d'ouvriers) et c'est pourquoi ils seront les meilleurs soldats de la révolution. Ils ont connu avec la social-démocratie une dure école, mais ils y ont également beaucoup appris »².

La révolution allemande va se produire dans un pays fortement industrialisé, au très haut niveau technique, où le prolétariat possède une qualification élevée. Historiquement parlant, le prolétariat allemand ne peut plus, de ce fait, prendre *prématurément* le pouvoir, car les conditions objectives de la révolution y sont mûres depuis longtemps. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que le prolétariat sera seul en scène. La petite bourgeoisie jouera elle aussi un rôle. Au cours de la guerre et de ses lendemains, le capitalisme lui a porté des coups terribles et sa paupérisation a atteint un degré très élevé ; face au prolétariat, elle ne pourra être que favorable ou neutre :

« La révolution allemande bénéficiera des leçons de la révolution russe et veillera à ne pas répéter ses fautes. Dès le premier moment, elle veillera à ne pas perdre de vue l'énorme importance de l'alliance entre la ville et la campagne, entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Elle ne recourra pas à la nationalisation totale du petit commerce et de la petite industrie. (...) Dès ses premiers pas, le gouvernement révolutionnaire allemand devra s'efforcer de gagner la sympathie des petites gens, des intellectuels, des artisans, des paysans petits et moyens. (...) C'est précisément parce que la révolution prolétarienne en Allemagne possède ce fondement en béton armé, c'est précisément parce que le prolétariat allemand exercera dans les événements une aussi totale hégémonie, qu'il pourra se permettre le luxe d'éviter tout ce qui, précisément, pourrait écarter de lui la petite bourgeoisie »³.

Pour le reste, la révolution, comme d'habitude, révélera des forces insoupçonnées :

« Quant à la merveilleuse énergie que vingt millions de prolétaires allemands trempés, cultivés, organisés, sauront déployer dans la lutte finale pour le socialisme, nous ne pouvons encore nous en faire la moindre idée »⁴.

La légende de la collusion avec les nazis.

Zinoviev montre comment la presse social-démocrate du monde entier s'efforce d'accréditer dans les masses travailleuses

1 G. Zinoviev, *Probleme der deutschen Revolution*, pp. 1-2.

2 *Ibidem*, pp. 6-7.

3 *Ibidem*, p. 11.

4 *Ibidem*, p. 12.

l'idée d'une collusion et même d'une alliance qui aurait été conclue en Allemagne entre communistes et nationalistes. L'explication de ses efforts est à ses yeux très simple : l'accusation portée vise à justifier à l'avance l'intervention armée que médite contre la révolution allemande l'impérialisme français.

« Le rôle infâme joué en 1914 par la théorie de la « défense nationale » dans la guerre impérialiste incombe maintenant à la légende de l'alliance entre le communisme et le nationalisme. Il s'agit de discréditer d'avance la grande révolution prolétarienne allemande. On se prépare, avant même qu'elle se soit produite, à la dénaturer, à la salir, à la vilipender comme on l'a fait, pendant six ans, de la révolution russe »⁵.

Il est donc de la plus haute importance que les ouvriers du monde entier comprennent que l'Allemagne est un pays vaincu et traité en tant que tel, foulé aux pieds par l'Entente, et que c'est là que résident les fondements de l'écho rencontré par la propagande nationaliste. Les fascistes allemands essaient d'utiliser l'angoisse, l'inquiétude voire le désespoir des couches de la petite bourgeoisie afin de détourner sa colère des véritables responsables et de l'entraîner vers les passions nationalistes pour grossir ainsi le camp de la contre-révolution :

« Les communistes allemands ont plus que le droit, le devoir impérieux de soustraire à l'influence du nationalisme bourgeois toutes les couches de non-possédants qui n'ont suivi les fascistes que par haine — une haine légitime et justifiée — de l'Entente qui les opprime »⁶.

La campagne déclenchée contre les communistes allemands par la social-démocratie internationale démontre que l'impérialisme se prépare à mener contre l'Allemagne une guerre contre-révolutionnaire en utilisant le prétexte d'une « guerre de revanche » que rechercherait l'Allemagne ; c'est une trahison plus monstrueuse encore que celle d'août 1914 qui se prépare ainsi. Car les communistes comme le prolétariat allemand veulent la paix, mais l'intervention étrangère contre la révolution provoquerait évidemment la résistance acharnée de toutes les forces vives de l'Allemagne, groupées autour du prolétariat.

Classe ouvrière, communistes et social-démocrates.

Retraçant l'histoire de la révolution allemande depuis 1918. Zinoviev s'attache à démontrer que, chaque fois que sa victoire a été possible, c'est la social-démocratie qui est parvenue en définitive à assurer, au moins pour un temps, le pouvoir de la bourgeoisie. Il énumère les raisons qui l'inclinent à penser qu'il n'en sera pas de même cette fois.

Au premier rang de ces raisons figure le fait que les communistes allemands, en particulier depuis 1921, ont compris qu'il leur fallait reporter à plus tard leurs projets d'insurrection et de prise du pouvoir, qu'ils devaient s'efforcer avant tout de conquérir la majorité de la classe ouvrière pour mener à bien une révolution victorieuse. Or Zinoviev pense qu'ils sont tout près d'y être parvenus en cette année 1923 : ils contrôlent le mouvement des conseils d'usine dans plus de deux mille localités, exercent dans les syndicats — qu'ils ne pourront peut-être pas conquérir avant la prise du pouvoir — une influence considérable. Au mois d'août — le fait est capital — ils détenaient la majorité absolue dans les comités de grève de Berlin et de Hambourg :

« S'agit-il déjà d'une « majorité ferme et durable » ? Peut-être n'est-il pas possible de l'affirmer. Mais il n'y a aucun doute : nous y allons et nous y serons bientôt. L'état d'esprit des masses est encore susceptible de se modifier, il manque de stabilité. L'état d'esprit de millions d'ouvriers ne peut être donné une fois pour toutes. Une partie d'entre eux hésite encore, un pied déjà dans le camp communiste et l'autre encore dans celui de la social-démocratie. Dans une période de transition, c'est inévitable. Il serait ridicule d'exiger comme condition du succès que tous les travailleurs, jusqu'au dernier, aient prêté serment de fidélité au parti communiste. C'est dans le cours même du combat que la majorité en formation achèvera de se constituer solidement derrière les communistes »⁷.

Zinoviev estime que, pour le moment, la social-démocratie allemande a perdu au moins les deux tiers de ses adhérents et qu'elle ne regroupe encore que les plus âgés des ouvriers. Des centaines de milliers d'ouvriers social-démocrates se retrouvent avec les communistes dans les conseils d'usine, dans les centuries prolétariennes et, en rupture avec la discipline de leur propre parti, suivent les mots d'ordre du K.P.D. Comme le parti s.r. au cours de l'année 1917, le parti social-démocrate se lésarde dans le cours de la révolution. De ce point de vue, l'apparition d'une tendance de gauche à l'intérieur de ses rangs revêt une grande signification, non que ses dirigeants soient dignes de confiance, bien au contraire, mais elle constitue un symptôme, reflétant à la façon d'un miroir déformant l'état d'esprit révolutionnaire des masses prolétariennes. La plupart des dirigeants social-démocrates de gauche sont « de vieilles connaissances » qui, à un moment ou à un autre, dans le passé, ont déjà trahi le prolétariat. Il serait dangereux de leur laisser jouer un rôle autonome, et un « soutien » excessif de leur part pourrait bien se révéler fatal à la révolution prolétarienne. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il soit possible de négliger leur influence : cette gauche social-démocrate incarne les ultimes illusions d'une fraction importante de la classe ouvrière, et la révolution ne vaincra que si la classe se guérit précisément de ces illusions :

« Les temps sont proches où la grande majorité des travailleurs qui placent aujourd'hui encore quelque espoir dans cette gauche social-démocrate se convaincront que la lutte finale devra être menée non seulement sans la droite, mais aussi sans la gauche »⁸.

De ce point de vue, Zinoviev voit un double objectif dans l'entrée — qui vient de se produire — de représentants du K.P.D.

5 *Ibidem*, p. 17.

6 *Ibidem*, p. 19.

7 *Ibidem*, p. 29.

8 *Ibidem*, p. 34.

dans le gouvernement saxon du Dr Zeigner :

« aider l'avant-garde révolutionnaire en Saxe à fortifier ses positions, à occuper un territoire, à faire de la Saxe une base d'opération ; donner aux social-démocrates de gauche l'occasion de se révéler par leurs actes, contribuer ainsi à dissiper les illusions qu'ils entretiennent. (...) L'entrée de communistes dans le gouvernement saxon ne se justifie que si des garanties suffisantes nous sont données que l'Etat saxon va réellement servir la classe ouvrière qu'il va réellement commencer l'armement de dizaines de milliers d'ouvriers contre le fascisme bavarois et pangermaniste, qu'il va réellement entreprendre l'épuration de l'administration des éléments bourgeois souvent hérités de l'époque de Guillaume II, qu'il va prendre immédiatement des mesures économiques révolutionnaires contre la bourgeoisie. Si l'actuel gouvernement de la Saxe réussit à faire réellement de la Saxe un pays rouge qui pourra, dans une certaine mesure, devenir le foyer de concentration des forces prolétariennes révolutionnaires d'Allemagne, le prolétariat allemand saura soutenir ses efforts. Si en revanche il ne le fait pas, les communistes allemands devront tirer parti de l'expérience de Dresde pour dénoncer une fois de plus aux masses le manque de caractère de ces dirigeants »⁹.

Dans la situation de l'Allemagne, le rôle essentiel revient en définitive au parti communiste et à sa capacité à agir :

« Les communistes allemands ont conquis, ou sont tout près d'avoir conquis la majorité d'un prolétariat nombreux et puissant. Cette majorité ne pourra ni s'affermir ni se tremper par des votes ou des discussions : elle achèvera de se former dans les batailles prochaines. La tâche essentielle du parti communiste allemand est d'inculquer *par des actes* à la majorité des communistes allemands la conviction que les communistes, à la différence des années 1919 à 1921 conduisent maintenant au combat beaucoup plus qu'une avant-garde, toute la masse ouvrière. Et surtout d'inculquer aux masses ouvrières la conviction que la direction du mouvement par les communistes assure réellement *la victoire* »¹⁰.

Syndicats, conseils d'usine, soviets.

Pour Zinoviev, le rôle néfaste des syndicats est un fait acquis : il considère, quant à lui, qu'ils ont été entre 1914 et 1919 le facteur déterminant de la contre-révolution. Il ne doute donc pas qu'au moment décisif les dirigeants des syndicats ne se rangent de l'autre côté de la barricade, dans le camp de l'ennemi de classe. La conquête par les communistes de l'appareil syndical ne sera d'ailleurs pas plus facile pour le prolétariat que celle de l'Etat — et il est probable que, comme en Russie, il n'y parviendra qu'après la victoire de la révolution. Néanmoins les communistes allemands ont eu raison de continuer à militer dans les syndicats où ils ont souvent pu conquérir la majorité réelle, sans compter certains secteurs de l'appareil, comme par exemple dans le syndicat des métaux. Et c'est en militant dans les syndicats qu'ils ont conquis leurs positions dans les conseils d'usine. Rappelant que ces derniers avaient été, quelques années auparavant, des appendices de l'appareil syndical réformiste, Zinoviev explique que leur transformation est devenue possible à partir du moment où les travailleurs ont eu l'idée de les utiliser contre les dirigeants syndicaux :

« L'esprit de la véritable lutte de classes commence à s'affirmer dans les conseils d'usine. Les conseils d'usine connaissent dans toute l'Allemagne une extension sans précédent. Peu à peu, ils s'emparent de toutes les fonctions de la lutte économique que les syndicats jaunes ont abandonnées. Et non seulement ils s'emparent de ces fonctions, mais aussi d'une grande partie de celles qui sont liées à la préparation de la révolution prolétarienne, et, par là, les conseils d'usine allemands d'aujourd'hui s'apparentent aux soviets ouvriers de l'époque de la prise du pouvoir »¹¹.

Ils forment dans toute l'Allemagne un réseau aux mailles serrées, dirigent les grèves économiques, contribuent à la généralisation des comités de contrôle des prix et des loyers et organisent l'armement du prolétariat — condition de la victoire — à travers l'organisation des centurries prolétariennes.

« On peut dire d'une façon générale que les fonctions qu'ont assurées chez nous, en Russie, entre février et octobre 1917, les soviets ouvriers et les conseils d'usine, sont assurées dans l'Allemagne d'aujourd'hui par les seuls conseils d'usine. Sous bien des rapports, ils sont en fait devenus de véritables conseils ouvriers, et c'est ce qui leur confère en Allemagne leur haute signification. C'est en cela que réside leur caractère général, international, valable pour tout mouvement ouvrier dans tout pays, au début de la période révolutionnaire. L'existence en Allemagne d'un tel mouvement des conseils d'usine constitue la condition nécessaire du succès de la révolution prolétarienne. Il ne suffit pas, pour vaincre, de l'état d'esprit révolutionnaire des masses. Pour que la révolution prolétarienne puisse vaincre et prendre pied, il lui faut un cadre d'organisation. Il lui faut, dès avant le soulèvement décisif, bâtir le cadre d'organisation à partir duquel elle construira l'édifice de son gouvernement soviétique »¹².

Notant que, dès à présent, les conseils d'usine allemands interviennent dans des questions comme le ravitaillement, les salaires, le combustible, l'armement, et qu'ils constituent le principal moteur de la révolution qui mûrit, Zinoviev n'en souligne pas moins qu'il est improbable que la révolution allemande en vienne par là à créer, au lendemain de sa victoire, une forme nouvelle de la dictature du prolétariat.

« Sa forme sera sans doute identique à la nôtre : le gouvernement soviétique. Pas de « conseils dans les usines », c'est-à-dire pas d'administration indépendante des usines Siemens, ou Halske, ou des entreprises Krupp, par les ouvriers de ces usines avec un pouvoir de décision souverain, mais tout le pouvoir aux soviets, c'est-à-dire *remise de*

9 *Ibidem*, p. 34.

10 *Ibidem*, p. 36.

11 *Ibidem*, p. 40.

12 *Ibidem*, p. 45.

toute la gestion et de tout le pouvoir dans le pays, à l'échelle nationale, à la classe ouvrière »¹³.

Il assure en revanche que, dans la période préparatoire de l'insurrection prolétarienne, le cours des événements allemands va différer de celui de la Russie, car les travailleurs allemands n'auront pas à créer de nouveaux organismes ; les soviets authentiques, sous leur forme allemande de conseils ouvriers, reparaîtront au lendemain de la victoire.

Les difficultés intérieures.

Zinoviev rappelle que les communistes ont longtemps pensé que la prise du pouvoir en elle-même n'était pas très difficile, mais que les difficultés commenceraient aussitôt après. Il est pourtant certain que la prise du pouvoir en Allemagne ne sera pas aisée. La bourgeoisie fasciste dispose de 600 000 hommes armés jusqu'aux dents, qui ne bénéficient certes pas de la sympathie de la population, mais qui sont en revanche capables de frapper durement au moment et à l'endroit décisif.

Au lendemain de l'insurrection, la révolution allemande se heurtera à de très réelles difficultés : boycottage du ravitaillement des villes par les grands agrariens et par les paysans aisés, manque de charbon, difficultés de l'industrie, chômage et agitation des éléments contre-révolutionnaires. Le gouvernement se débattrait surtout dans de graves difficultés financières, héritage de l'économie de l'Allemagne capitaliste.

Cette perspective dicte une politique de prudence. Le gouvernement prolétarien ne procèdera à la nationalisation de la grande et de la moyenne industrie que dans la mesure où il sera capable de l'organiser effectivement conformément aux principes socialistes, « sans oublier le bon côté de la Nep russe ». Tout en ménageant la paysannerie moyenne et pauvre, il pourra également compter, pour le ravitaillement de ses villes, sur les expéditions de blé russe. Le règlement du problème du charbon sera moins facile : il faudra sans doute envisager des accords avec l'industrie lourde française, ou des achats massifs en Pologne et en Tchécoslovaquie. Le chômage, dont le développement sera, dans l'immédiat, inévitable, sera en partie résorbé par la constitution d'une armée rouge nombreuse. Quant aux difficultés financières et à l'agitation des contre-révolutionnaires, « l'Allemagne s'en tirera, de façon générale, comme l'a fait la Russie soviétique, en tenant compte des modifications imposées par les circonstances »¹⁴ :

« Les difficultés intérieures de la révolution allemande au lendemain de l'insurrection seront immenses, mais non insurmontables, il est indispensable qu'aujourd'hui la classe qui monte et le parti à qui appartient l'avenir y réfléchissent. Mais toute l'intelligence collective du prolétariat révolutionnaire allemand, toute l'expérience politique du parti communiste, toute la volonté révolutionnaire, tout élan et l'enthousiasme révolutionnaires, tous les efforts d'organisation de l'avant-garde prolétarienne, toutes les facultés intellectuelles de l'héroïque génération de la révolution prolétarienne allemande qui passe aujourd'hui sur le devant de la scène — tout, absolument tout ce dont dispose aujourd'hui la classe ouvrière doit être tendu vers l'objectif unique : celui de la préparation totale de la lutte finale »¹⁵.

Les difficultés extérieures.

Pour considérables que soient les difficultés qui attendent la révolution allemande à l'intérieur, elles n'en sont pas moins mineures, aux yeux de Zinoviev, par rapport aux difficultés extérieures dont il estime qu'elles constituent le véritable défaut de sa cuirasse.

La révolution allemande aura en effet une signification et un retentissement comparables à ceux de la révolution russe, mais elle ne bénéficiera pas des mêmes circonstances favorables : l'immensité du territoire, la division des puissances impérialistes engagées dans une guerre. Pourtant, à la différence de la révolution russe, comme elle ne sera pas la première révolution prolétarienne victorieuse, elle ne court pas le risque de l'isolement. Cela dit,

« le prolétariat allemand doit en tout cas prévoir la pire éventualité, c'est-à-dire qu'il doit être prêt à ce que l'impérialisme international considère sa révolution non comme un *simple* épisode, mais comme un événement déterminant le sort de toute l'Europe bourgeoise, et qu'il en tire immédiatement la conclusion pratique »¹⁶.

La Grande-Bretagne, qui n'a pas d'armée de terre, ne constitue pas un danger immédiat. La France dispose en revanche de l'armement, des hommes et du matériel nécessaires à une expérience [*expédition ? note du relecteur*] contre-révolutionnaire. Pourtant, en déclarant la guerre à la révolution allemande, elle devrait mobiliser toutes ses forces afin de surmonter la résistance acharnée du prolétariat allemand et elle s'exposerait en même temps à un contre-coup révolutionnaire chez elle. La Pologne et la Tchécoslovaquie pourraient constituer la force d'intervention immédiate des impérialistes, mais leur fragilité — sur le plan social comme celui des nationalités — leur ferait courir des risques énormes. C'est pourquoi, tout en organisant, à travers les partis communistes de France, Pologne, Tchécoslovaquie, etc., la solidarité internationale agissante du prolétariat, la révolution allemande ne saurait exclure *a priori* l'éventualité d'un traité analogue à celui de Brest-Litovsk : elle devrait envisager au moins de consentir à certaines clauses du traité de Versailles afin d'obtenir de la France qu'elle ajourne son offensive et évacue la Ruhr. Les révolutionnaires allemands se résigneraient à signer un tel traité en toute connaissance de cause, instruits par l'expérience russe, moins neufs et inexpérimentés que ne l'étaient les Russes en 1918, et surtout avec la claire conscience du danger que constitue pour une révolution la bourgeoisie internationale. Car les travailleurs allemands veulent la paix, non la guerre. Mais si la bourgeoisie internationale choisissait malgré tout la guerre, le prolétariat allemand se battrait jusqu'à la victoire.

¹³ *Ibidem*, p. 46.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 55-56.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ *Ibidem*, p. 61.

Le septième article de Zinoviev sur les problèmes de la révolution allemande est écrit le 22 octobre : la veille, les dirigeants de la centrale et du comité révolutionnaire ont pris la décision de renoncer à l'insurrection. Tels quels, les six articles écrits par le président de l'Internationale communiste dans l'attente de l'Octobre allemand, reflètent clairement l'importance accordée par les dirigeants bolcheviques aux événements d'Allemagne, et la certitude qui était alors la leur de se trouver à la veille de la révolution allemande.

XLI. L'octobre allemand

Brandler quitte Moscou dans les derniers jours de septembre, pour aller diriger la bataille. Témoin de son départ, Ruth Fischer raconte :

« Comme je quittais le Kremlin, je vis Trotsky disant au revoir à Brandler qu'il avait accompagné de chez lui à l'intérieur du Kremlin jusqu'à la porte Troïtski — geste inhabituel d'extrême politesse. Ils se tenaient là, dans la vive lumière de cet après-midi d'automne, l'épais Brandler dans son costume civil fripé, et l'élégant Trotsky dans son uniforme bien coupé de l'armée rouge. Après les derniers mots, Trotsky embrassa affectueusement Brandler sur les deux joues, à la russe. Connaissant bien les deux hommes, je pus voir que Trotsky était réellement ému : il avait conscience de souhaiter bonne chance au chef de la révolution allemande à la veille de grands événements »¹.

L'attente.

Personne ne peut en effet douter que l'Allemagne ne se trouve en cet automne à la veille de grands événements. La grande coalition est en crise, les populistes s'opposant à toute mesure contre la Bavière et les social-démocrates à toute atteinte officielle contre la journée de huit heures. La droite unanime réclame pourtant la démission de Hilferding qui, à la suite d'un remaniement ministériel, cédera la place à l'homme d'affaires Luther ; mais les social-démocrates ont reçu la promesse qu'on ne toucherait pas à la journée de huit heures et von Seeckt a arrêté les gens de la « Reichswehr noire » qui rêvaient de jouer aux « kappistes » et risquaient de mettre le feu aux poudres. Seule peut-être en effet la peur qu'inspirent les bruits d'armes en Bavière retient des réactions populaires. Il y avait à Berlin au début septembre 110 000 chômeurs, il y en a 160 000 à la fin octobre et 200 000 quelques semaines plus après — plus de 2 000 000 dans toute l'Allemagne². Dans la semaine du 8 au 14 octobre, un métallo berlinois gagne 6 milliards et demi de marks, soit de 2 à 3 dollars, à peine le dixième de ce qu'il gagnait un an auparavant. Un œuf coûte le 16 octobre 110 000 000 de marks, soit le salaire horaire d'un mineur³. Le système d'indexation arraché en août avait contribué en septembre à freiner la baisse du pouvoir d'achat des salariés, mais le décalage dans le temps entre l'établissement de l'index du coût de la vie et sa publication le vide de tout sens. Le *Worwärts* lui-même s'en prend, le 11 octobre, aux syndicats et à ce qu'il appelle leur passivité, « au moment où la vague de misère et de désespoir s'enfle d'heure en heure »⁴. Le même jour se constitue un comité d'action des syndicats berlinois⁵. Les communistes n'ont guère d'illusions cependant quant à la volonté d'agir des dirigeants syndicaux, et Enderle écrit :

« Il dépendra de la combativité des masses et de l'influence communiste que les chefs syndicalistes suivent ou non les masses dans leur combat »⁶.

Près de Potsdam, un tribunal acquitte le hobereau von Kaehne, accusé d'avoir tué un ouvrier qui ramassait du bois sur ses terres. L'accusé avait déclaré qu'il n'avait « pas peur de tirer sur la canaille »⁷. Dans les villes, on a faim ; le chroniqueur raconte :

« La rue grise, au matin. Devant les crémeries, ces lamentables attroupements de pauvres femmes. Elles s'installent, elles apportent des pliants, une chaise, un ouvrage. (...) Il fait froid, l'humidité transperce les vieux vêtements de misère. Elles sont là pendant des journées entières, pour acheter un peu de margarine. Devant elles, l'inévitable policier vert, hargneux et triste d'avoir honte de son métier. Un camion passe, chargé de pommes de terre. Des deux trottoirs, ce n'est qu'une ruée convergente. Des gosses s'agrippent à l'arrière de la lourde voiture, jettent sur la chaussée, à pleines brassées, les précieux tubercules, aussitôt ramassés. Le chauffeur donne de la vitesse. Un agent de police s'égosille en vain. Je vois un monsieur bien mis, petit employé sans doute, ramasser tranquillement quelques patates et les fourrer dans ses poches. Je vois une vieille femme grisonnante et courbée qui s'essouffle pour accroître sa part... La rue a faim. La rue a des visages de désespoir, de colère et de haine. (...) Un témoin oculaire m'a raconté un de ces pillages. Il était émerveillé de l'esprit d'ordre de ces affamés. Pillage méthodique, sans casse ni bousculade inutile. On ne prenait pas d'articles de luxe. On prenait du pain, des graisses, des chaussures. Brusquement haussés à la conscience primitive de leur droit à la vie, des hommes condamnés à mourir de faim prenaient de quoi vivre, Il fallait l'intervention de la police pour que *l'expropriation* dégénérât en émeute »⁸.

Silencieux et ramassés, les communistes attendent :

« *Losschlagen*, écrit Albert, *losschlagen* veut dire porter le coup que l'on retenait, déclencher l'action. Ce mot est sur toutes les lèvres, de ce côté-ci de la barricade. (...) En Thuringe, au sortir des réunions à demi-clandestines où un militant communiste a parlé, des ouvriers — qu'il ne connaît pas — se campent devant lui. Un cheminot lui demande sans préambule : « Quand frapperons-nous ? Quand ? » (...) Octobre est froid. Bruines, pluies, rues grises où l'on stationne longuement dans les faubourgs ouvriers. Des chauffeurs, des ménagères, des sans-travail — qui sont aussi sans chemise et sans pardessus — discutent. (...) Dans ces groupes énervés, tassés aux carrefours sombres, loin des places illuminées où la police veille au bien-être, j'entends souvent obstinément parler de la Russie ... Je songe qu'au

1 Ruth Fischer, *op. cit.*, p. 323.

2 *Corr. int.*, n° 83, 19 octobre 1923, p. 630.

3 *Ibidem*, p. 631.

4 *Vorwärts*, 11 octobre 1923.

5 *Ibidem*, 12 octobre 1923.

6 *Corr. int.*, n° 86, 30 octobre 1923, p. 655.

7 Cité par Albert, *Bulletin communiste*, n° 42, 18 octobre 1923.

8 *Corr. int.*, n° 84, 25 octobre 1923, p. 641.

ciel noir de ces pauvres gens, une étoile au moins s'est levée. (...) Brumes, bruines, pluies, premiers froids d'octobre. Logis sans feu ni pain. Boutiques gardées par les policiers verts, assiégées de l'aube à la nuit tombée par de mornes foules de femmes ; course précipitée des policiers, la courte carabine en bandoulière, par les artères populaires ; brusques passages de camions automobiles, hérissés de fusils et de shakos luisants ; maigres faces hargneuses, à toutes les portes, dans le soir fébrile, nouvelles des journaux « Sept morts à Beuthen, ... douze morts à Sorau, quinze morts à Düsseldorf ... , six morts à Cologne ». (...) La police a peur. Elle a faim aussi. Mais elle n'est pas faite pour donner du pain »⁹.

Le plan en application.

C'est dans les tout derniers jours de septembre que les dirigeants communistes décident à Moscou l'entrée de représentants du K.P.D. dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe. Il s'agit en effet maintenant d'occuper des positions stratégiques dans le conflit qui approche. Radek résumera ainsi le plan adopté :

« Le prolétariat prend l'initiative en Saxe, à partir de la défense du gouvernement ouvrier dans lequel nous entrons, et il va tenter en Saxe d'utiliser le pouvoir d'Etat pour s'armer et pour construire, dans cette petite province prolétarienne d'Allemagne centrale, un mur entre la contre-révolution bavaroise et le fascisme du nord. En même temps, dans tout le Reich, le parti s'emploie à mobiliser les masses »¹⁰.

Ce plan est discuté depuis plusieurs semaines, et Brandler l'a vivement combattu. Les social-démocrates de gauche de Saxe sont certes pleins de bonne volonté, mais ils ne sont pas sûrs. Au cours de l'été se sont produits en Saxe beaucoup d'incidents entre les centuries prolétariennes et la police du social-démocrate Liebman : en septembre, plusieurs dizaines d'ouvriers ont ainsi été tués à Leipzig. C'est sur les conseils de l'exécutif lui-même que le parti communiste a plusieurs fois refusé de participer au gouvernement Zeigner tant que ce dernier ne reconnaissait pas le rôle politique des conseils d'usine. L'entrée des communistes dans le gouvernement saxon serait aujourd'hui trop soudaine, inexplicable pour les militants et les sympathisants, en contradiction avec les explications données pour les refus antérieurs. Une telle décision devrait être expliquée, préparée, devrait être le résultat et le couronnement d'une campagne, une victoire de la volonté unitaire des masses en lutte, et non un événement extérieur à elles, né de négociations à sommet¹¹. Mais Brandler est apparemment seul de son avis. Pour les autres responsables qui siègent à Moscou, la situation évolue si vite que, si demain les communistes ne parviennent pas à galvaniser la résistance des masses en Saxe et ne provoquent pas, par là, une explosion générale dans toute l'Allemagne, c'est le chef de la Reichswehr en Saxe, le général Müller, maître du pouvoir exécutif, qui prendra l'initiative — et les social-démocrates de gauche sont incapables de se préparer seuls à lui tenir tête. Il faut, avant qu'il ne frappe, faire de la Saxe un bastion prolétarien et y équiper les 50 à 60 000 hommes que Brandler estime qu'il serait possible d'armer en une semaine¹².

La décision est finalement prise, alors que Brandler est déjà sur le chemin du retour en Allemagne. Le 1^{er} octobre, au nom de l'exécutif, Zinoviev télégraphie à la centrale :

« Comme nous estimons que la situation est telle que le moment décisif va venir dans quatre, cinq ou six semaines, nous jugeons nécessaire d'occuper tout de suite toute position immédiatement utilisable. Cette situation nous oblige à poser sous un angle pratique la question de notre entrée dans le gouvernement saxon. A la condition que les gens de Zeigner soient réellement prêts à défendre la Saxe contre la Bavière et les fascistes, nous devons y entrer. Réaliser tout de suite l'armement de 50 à 60 000 hommes. Ignorer le général Müller, Pareil en Thuringe »¹³.

Les négociations commencent immédiatement entre les communistes et les dirigeants social-démocrates de gauche de Saxe. La presse communiste est presque partout interdite ou suspendue. Un tract des conseils d'usine, intitulé « Mobilisation », est diffusé le 7 octobre : il appelle les travailleurs à préparer la grève générale, qui doit constituer la riposte à toute tentative contre-révolutionnaire, en constituant des comités d'action et des groupes d'autodéfense, en organisant des assemblées quotidiennes dans les usines et sur les lieux de travail¹⁴. Le 8 octobre, Brandler est de retour en Allemagne ; le même jour, à la tribune du Reichstag, Remmele prononce un véritable discours de guerre civile :

« Nous le savons très bien : la dictature blanche qui règne sur l'Allemagne aujourd'hui ne peut être détruite que par la dictature rouge. (...) Les classes laborieuses n'ont pas d'autre choix que de reconnaître que le règne de la force ne peut être aboli que par les moyens et les méthodes que vous employez vous-mêmes. (...) Et quand vous faites prendre conscience aux ouvriers que les grenades et les mitrailleuses sont des armes meilleures que tous les discours au Parlement, que les armes de la dictature blanche sont plus efficaces que des bulletins de vote, alors, vous ne faites que créer vous-même les conditions de votre propre liquidation! »¹⁵.

9 Clarté, n° 52, 1^{er} février 1924.

10 *Die Lehren* p. 5.

11 *Ibidem*, p. 25.

12 *Ibidem*, pp. 60-61.

13 *Ibidem*, p. 60-61. Ruth Fischer (*op cit*, p. 335) reproduit ce télégramme sans en indiquer la date. Comme elle l'introduit au cours d'un récit qui a commencé par l'entrée des communistes dans le gouvernement Zeigner et s'est poursuivi par la décision du président Ebert de nommer en Saxe un exécutif du Reich à la place du gouvernement — décision prise à la mi-octobre —, le lecteur non averti a le sentiment que ce télégramme a été envoyé immédiatement à la veille de l'entrée en Saxe des troupes de la Reichswehr, dans la troisième semaine d'octobre, et que, comme l'affirme par ailleurs Ruth Fischer (*ibidem*, p. 335), Zinoviev prescrivait dans ce télégramme d'opposer « une résistance armée résolue à l'invasion de la Reichswehr » ...

14 *I.M.L.-Z.P.A.*, 12-42, p. 65, cité par Habedank, *op. cit.*, p. 72.

15 *Stenographisches Bericht*, vol. 361, p. 12004.

Il lance, comme un défi, aux députés, l'intention des communistes d'entrer dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe¹⁶. Le 9 octobre, les représentants de la centrale, où Brandler a repris sa place, présentent un projet de programme gouvernemental pour la Saxe, en vingt points, comprenant l'armement des ouvriers, le désarmement des formations bourgeoises, le contrôle ouvrier sur la production, des mesures d'urgence pour le ravitaillement, un appel à la constitution d'un gouvernement ouvrier pour l'ensemble du Reich¹⁷ : les social-démocrates saxons l'acceptent. Le 10 octobre, le gouvernement Zeigner est formé. Il comprend trois ministres communistes, Böttcher, ministre des finances, Fritz Heckert, ministre de l'économie, et Brandler qui, ayant vainement réclamé le portefeuille de l'intérieur, est *Ministerialdirektor*, chef de la chancellerie d'Etat, ce qui lui donne néanmoins un droit de regard sur la police¹⁸.

Une déclaration de la centrale explique cette décision :

« La centrale du parti communiste allemand a autorisé trois de ses membres, les camarades Brandler, Böttcher et Heckert, à entrer dans le gouvernement saxon. La population laborieuse est face à face avec le bloc des grands capitalistes, des grands propriétaires et des généraux monarchistes. La dictature des militaires et des grands capitalistes se prépare à étrangler la classe ouvrière. (...) *La constitution en Saxe d'un gouvernement de défense prolétarienne est un signal pour toute la classe ouvrière allemande.* (...) Ce premier essai pour former à l'heure la plus grave, avec les social-démocrates de gauche, un gouvernement commun de défense prolétarienne sera couronné de succès si le parti mobilise, avec le même objectif, toute la classe ouvrière du Reich »¹⁹.

Le même jour, *Die Rote Fahne*, qui reparait pour quarante-huit heures seulement avant d'être suspendue *sine die*, publie une lettre de Staline, secrétaire général du parti russe, adressée à Thalheimer :

« La révolution qui approche en Allemagne est l'événement mondial le plus important de notre temps. La victoire de la révolution allemande aura plus d'importance encore pour le prolétariat d'Europe et d'Amérique que la victoire de la révolution russe il y a six ans. La victoire de la révolution allemande fera passer de Moscou à Berlin le centre de la révolution allemande »²⁰.

Les dirigeants communistes allemands partagent-ils la foi exprimée ici par Staline ? On peut légitimement en douter à la lecture des commentaires d'Ernst Meyer :

« La classe ouvrière est morcelée et paralysée par la politique de coalition du parti social-démocrate et la politique de collaboration de classe de la bureaucratie syndicale. Désarmé, plusieurs fois vaincu depuis novembre 1918, le prolétariat allemand hésite. Les ouvriers allemands sont devenus méfiants à l'égard des dirigeants de toutes les organisations. (...) Ils n'ont plus confiance. Aujourd'hui pourtant, il leur faut ou céder sans combat, comme la social-démocratie le leur recommande, ou accomplir, pour secouer leurs chaînes devenues si pesantes, un suprême effort, difficile et coûteux »²¹.

Mais c'est précisément en raison de cet état de fait qu'Ernst Meyer salue comme une victoire importante l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon :

« Le moindre succès prolétarien consolide le front unique prolétarien et sape la politique de coalition avec la bourgeoisie des social-démocrates. C'est en ce sens que l'on conçoit l'immense importance de la constitution d'un gouvernement ouvrier en Allemagne centrale »²².

Le 13 octobre, trois députés communistes, Neubauer, Tenner et Karl Korsch, entrent dans le gouvernement de Thuringe, que préside le social-démocrate Fröhlich²³. Ernst Meyer commente :

« Le parti communiste allemand a assumé de grandes responsabilités, en faisant de l'Allemagne centrale le pivot des luttes révolutionnaires prochaines. Le prolétariat allemand ne peut plus supporter de déception. Mais nous sommes convaincus que la Saxe et la Thuringe rouge ranimeront, fortifieront et développeront ses énergies révolutionnaires. Notre parti montrera ce dont un gouvernement ouvrier est capable »²⁴.

Pourtant, le rapport présenté le 12 à la centrale par Brandler laisse déjà sourdre bien des inquiétudes :

« Les social-démocrates de Saxe se sont décidés sous la pression des masses à former un gouvernement de coalition avec nous. Notre entrée dans le gouvernement saxon nous permet de nous regrouper, de nous préparer à la guerre civile. (...) Les tâches militaires et d'organisation fixées par notre programme sont réalisées (...) (mais) la question de l'armement est catastrophique. (...) Notre devoir est de temporiser et de ne pas prendre part à des luttes isolées »²⁵.

16 *Ibidem*, p. 12005.

17 *Protokoll des Fünftes Kongresses der K.I.*, p. 475.

18 En dehors du Dr Erich Zeigner, ministre-président, les ministres social-démocrates sont Ney, Fleissner, Graupe et Liebmann (*Sächsische Staatszeitung*, 11 octobre 1923).

19 *Bericht über X ...*, p. 276.

20 *Die Rote Fahne*, 10 octobre 1923, avec fac-similé du manuscrit original.

21 *Corr. int.*, n° 82, 16 octobre 1923, p. 624.

22 *Ibidem*.

23 *Allgemeine Thüringische Landeszeitung*, 17 octobre 1923.

24 *Bulletin communiste*, n° 43, 25 octobre 1923, p. 779.

25 Procès-verbal de la réunion de la centrale du 12 octobre 1923, *I.M.L.-Z.P.A.*, 3/3, pp. 96-98, cité par Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 401, n.

Un temps d'observation.

L'entrée des communistes dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe était en partie une conséquence des outrances de la Reichswehr. Le 27 septembre, le général Müller, commandant du Wehrkreis III, avait fait connaître, par une proclamation, qu'il exerçait dorénavant en Saxe tous les pouvoirs et que ses troupes avaient mission d'y assurer l'ordre public. Dans l'immédiat, il annonce que réunions et publications sont soumises à l'autorisation préalable des autorités militaires, interdit toute manifestation de rue et proclame l'interdiction des grèves dans tous les secteurs qu'il juge « nécessaires à la vie publique »²⁶. Cependant la Saxe rouge n'obéit pas, et le général va continuer de proférer ses menaces sans pour autant faire sortir ses troupes de leurs casernes. Le 29 septembre, il proclame l'état de siège renforcé, et, le 5 octobre, interdit toutes les publications communistes²⁷.

C'est comme en réponse à ces menaces que s'est constitué le gouvernement ouvrier officiellement intitulé « de défense républicaine et prolétarienne »²⁸. Le 12 octobre, devant le Landtag, Zeigner fait connaître son intention de procéder au désarmement des formations bourgeoises et au renforcement des centurries prolétariennes²⁹. Le général Müller réplique aussitôt en décrétant, le 13, la dissolution des centurries « et autres organisations semblables », et en les sommant de remettre dans es trois jours leurs armes à Reichswehr³⁰. Son interdiction l'étend aux comités d'action qui sont en train de se constituer dans toute la Saxe avec la participation de militants des partis et syndicats ouvriers. Le gouvernement Zeigner proteste vigoureusement contre l'interdiction des centurries prolétariennes dont il garantit la loyauté à la Constitution³¹. Le congrès des centurries de Saxe, prévu pour le 14 octobre, est avancé : regroupant les délégués de 155 unités, il se tient, malgré l'interdiction du général, dans la banlieue de Chemnitz les 13 et 14 octobre³². C'est également en territoire saxon, à Plauen, que se réunissent le 14 les 150 délégués du congrès des conseils d'usine de Bavière³³. Les ordres du général sont ainsi ouvertement défiés.

Dans les jours qui suivent, social-démocrates de gauche et communistes multiplient les meetings de masse et appellent les ouvriers à résister aux menaces et tentatives d'intimidation du général Müller, à poursuivre l'organisation des centurries et à ignorer ses ordres. Pourtant le gouvernement Zeigner ne prend aucune mesure concrète pour armer les centurries. Pendant que le gouvernement du Reich hésite entre les pressions contradictoires de Gessler — et de son conseiller le major von Schleicher — et des social-démocrates, le général Müller continue à avancer ses pions. Ses hommes sont toujours consignés, mais, le 16, il informe le gouvernement de Zeigner qu'il a donné à la police ordre de se placer directement sous les ordres des chefs de la Reichswehr — donc de ne plus obéir ni au ministre de l'intérieur saxon ni à Zeigner lui-même ! Il commence à rappeler les réservistes en Saxe même³⁴. Le même jour, au cours d'un grand meeting qui se déroule à Leipzig, le ministre communiste de l'économie, Paul Böttcher, incite les ouvriers saxons à défier la dictature militaire et à exiger de leur gouvernement l'armement immédiat et complet des centurries prolétariennes renforcées³⁵. La Saxe rouge tient bon.

L'attitude de la social-démocratie paraît au premier abord incohérente. Ses dirigeants ont accepté sans trop de difficultés le remplacement de Hilferding par Luther dans le gouvernement du Reich. La grande coalition continue donc, et c'est à un ministère comprenant des social-démocrates que Stinnes, Borsig, Thyssen demandent, le 8 octobre, de prolonger la durée de la journée de travail, d'alléger les charges sociales du patronat, de supprimer les subventions sur le pain, de céder les chemins de fer à des compagnies privées³⁶. Le 13, Stresemann obtient du Reichstag les pleins pouvoirs — avec l'assentiment des députés social-démocrates. Mais, le 14, l'éditorial du *Vorwärts* est consacré à un réquisitoire contre l'état de siège, dont il affirme qu'il est « intolérable », puisque, justifié par les nécessités de la lutte contre les réactionnaires, il a servi seulement à engager la lutte contre le mouvement ouvrier et, dans le cas de la Saxe, contre un gouvernement constitutionnel présidé par un social-démocrate³⁷.

Le même jour, le Polburo de la centrale du K.P.D. adopte un projet de programme d'action à soumettre à la conférence des conseils d'usine de Saxe convoquée pour le 21 octobre à Chemnitz par les ministres saxons Böttcher, Heckert et Graupe. et qui doit être une importante étape dans la préparation du congrès allemand des conseils d'usine que le comité des quinze vient de convoquer pour le 9 novembre — date symbolique³⁸. De son côté, un texte signé de la centrale appelle les travailleurs à lutter « pour un gouvernement ouvrier en Allemagne et ailleurs »³⁹. *Die Rote Fahne* est de nouveau suspendu. *Rote Sturmflagge*, clandestin, mais ouvertement diffusé, sort à sa place. A Mannheim, le 16, les syndicats proclament une grève générale de vingt-quatre heures. La Reichswehr intervient pour empêcher une manifestation de rues : et il y a sept morts et

93.

26 Cité par Davidovitch, *op. cit.*, p. 142.

27 Davidovitch, *op. cit.*, p. 142.

28 *Verhandlungen des Sächsischen Landtages*, 1923, II, p. 1622.

29 *Ibidem*, p. 1578. Déjà, le 23 mars, sur proposition du même Zeigner, le Landtag saxon avait voté un crédit de 68 millions de marks pour l'armement des centurries prolétariennes (Véra Mujbegović, *op. cit.*, p. 383).

30 *Schulthess* 1923, p. 192.

31 *Ibidem*, p. 193.

32 Angress, *op. cit.*, pp. 432-433 ; Gast, *op. cit.*, pp. 461-462 ; Habedank, *op. cit.*, p. 67 ; Davidovitch, *op. cit.*, p. 147, et *Vossische Zeitung*, 18 octobre 1923. « Aufruf des 1. Kongresses der sächsischen Abwehrorganisationen vom 13. Oktober 1923 in Ravenstein bei Chemnitz an die Werktätigen zum Eintritt in die Hundertschaften ». *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 460-461.

33 *Corr. int.*, n° 83, 19 octobre 1923, p. 630.

34 *Verhandlungell des Sächsischen Landtages*, 1923, II, pp. 1606-1607.

35 *Frankfurter Zeitung*, 18 octobre 1923 ; Habedank, *op. cit.*, p. 79. Angress date par erreur ce discours du 13.

36 Stresemann, *Vermächtnis*, I, p. 116.

37 *Vorwärts*, 14 octobre 1923.

38 Eberhard Zeissig, « Der Entwurf eines Aktionsprogramms für die Chemnitzer Komerenz vom 21. Oktober 1923 », *BzG*, n° 6, 1964, pp. 1060-1065.

39 Angress, *op. cit.*, p. 433.

deux cent cinquante blessés. Le 17, les autorités militaires font arrêter les membres du comité d'action des chômeurs d'Altona⁴⁰. Au Landtag saxon, le député communiste Arthur Lieberasch semble sonner la charge :

« Contre l'interdiction des centurries, (...) des comités d'action, le retrait du soutien de la police au gouvernement saxon, la classe ouvrière saxonne ne doit plus mettre ses espoirs dans de quelconques mesures de son gouvernement (...), mais elle doit maintenant dire, pas seulement en Saxe, mais dans l'Allemagne entière : Tous dans ces formations de défense ! Les armes dans les mains de la classe ouvrière ! Construction de comités d'action sur toute la ligne ! Et ensuite, dans toute l'Allemagne, appeler à la grève générale et la tenir jusqu'à ce que les organisations fascistes aient été chassées au diable sans trêve ni repos. Quinze à vingt millions de travailleurs allemands sont une autre puissance que les 500 000 hommes de la Reichswehr et les fascistes. Les armes peuvent aussi partir toutes seules par derrière si les soldats de la Reichswehr, qui sont insuffisamment payés, prennent conscience qu'ils appartiennent aussi à la classe ouvrière »⁴¹.

Le même jour pourtant, ayant assuré son emprise sur la police et ainsi réduit un peu plus l'autorité du gouvernement Zeigner, le général Müller effectue un nouveau pas en avant en s'en prenant directement à lui. Il écrit à Zeigner qu'il a agi jusque-là avec la conviction de leur accord réel, mais que le discours de Böttcher à Leipzig constitue un élément nouveau :

« Je vous prie, monsieur le ministre-président, de bien vouloir commenter les déclarations du ministre Böttcher et me faire connaître sans équivoque pour le 18 octobre à 11 heures si le ministère dans son ensemble est d'accord avec l'esprit et la lettre des déclarations du ministre Böttcher et s'il entend poursuivre la conduite des affaires gouvernementales sur ces lignes, ou bien s'il désire agir conformément à mes instructions. Si cette dernière hypothèse était le cas, je dois, afin de clarifier la situation, exiger que le gouvernement saxon publie sur ce point une déclaration dans la presse. Je demande en outre à être informé des mesures que le gouvernement envisage de prendre afin d'empêcher à l'avenir la répétition de nouveaux égarements tels que celui du ministre Böttcher en constitue sans aucun doute un »⁴².

Le lendemain, *Vorwärts* proteste une fois de plus contre les initiatives du général Müller⁴³ et, le soir, une assemblée des délégués des syndicats de Berlin décide par 1 500 voix contre 50 de déclencher la grève générale au cas où la Reichswehr passerait à l'attaque contre la Saxe⁴⁴. Les dirigeants du gouvernement prussien eux-mêmes, les social-démocrates Otto Braun et Severing, font part à Ebert de leur inquiétude au sujet du comportement de la Reichswehr en Saxe⁴⁵ et demandent qu'on ne laisse pas aux généraux la bride sur le cou.

La guerre civile qui menace d'éclater en Saxe va-t-elle, aussitôt déclenchée, s'étendre à l'Allemagne entière par le biais d'une grève générale de protestation ? Les industriels saxons déclarent leur sécurité en danger et réclament l'intervention de la Reichswehr pour assurer leur protection⁴⁶. Paul Böttcher, ministre de l'économie du gouvernement Zeigner, demande aux banques de Dresde l'ouverture d'un crédit de 150 milliards de marks-or qui lui permettrait d'effectuer les achats les plus urgents pour ravitailler les couches les plus déshéritées : il s'entend répondre que la somme réclamée sera versée... au général Müller⁴⁷. Le *Vorwärts* s'indigne toujours. La Bavière interdit toute vente de produits laitiers à la Saxe⁴⁸.

Devant le Landtag saxon, Erich Zeigner se déclare décidé à tenir. Il rejette catégoriquement les prétentions du général Müller et dit qu'il ne l'honorera même pas d'une réponse. Puis il fait une fois de plus le procès de la Reichswehr et de son ministre Gessler⁴⁹. Il exige du gouvernement du Reich qu'il mette fin aux initiatives anticonstitutionnelles du général Müller, protégé par son ministre, contre le gouvernement constitutionnel de la Saxe. Il prononce un violent réquisitoire contre la Reichswehr et particulièrement son ministère Gessler, rappelant l'attitude de l'armée pendant le putsch de Kapp, le refus obstiné de ses chefs à consentir une démocratisation promise pourtant par tous les gouvernements depuis 1920. Il fait également le procès de la politique militaire des gouvernements successifs, dénonce la pratique qui a conduit à la constitution d'unités de type « Reichswehr noire », la réduction de la durée de formation technique des hommes, qui permet de disposer de troupes sans grande valeur dans un conflit contre une puissance européenne, mais suffisamment efficaces contre les ouvriers. Il souligne le rôle politique et les ambitions de ces formations semi clandestines que le gouvernement protège en même temps qu'il émet la prétention d'interdire en Saxe les centurries prolétariennes⁵⁰.

De son côté, Böttcher présente un rapport très documenté sur la situation économique et sociale : selon lui, 700 000 personnes, soit un habitant de la Saxe sur sept, se trouvent dans un dénuement total et ont besoin d'être secourues d'urgence. Or les greniers du Reich majorent leurs prix de 41 % et c'est un véritable blocus qui s'organise autour de la Saxe rouge. Il rend compte des négociations entamées avec le secours ouvrier international qui a promis l'envoi immédiat de 2 000 tonnes de blé

40 *Corr. int.*, n° 84, 25 octobre 1923, p. 641.

41 *Verhandlungen des Sächsischen Landtages*, 1923, II, pp. 1627-1628.

42 *Ibidem*, p. 1622.

43 *Vorwärts*, 18 octobre 1923 ; *Corr. int.*, n° 83, 19 octobre 1923, p. 631.

44 *Die Rote Fahne*, 20 octobre 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 462-463.

45 Otto Braun, *Von Weimar zu Hitler*, p. 113.

46 Verband Sächsischer Industrieller, *Denkschrift über den Terror der Arbeiter zur Erwingung von Lebensmitteln oder Lohnerhöhungen* (Dresde, 1923) cité par R. Fischer, *op. cit.*, p. 333.

47 Stresemann, *Vermächtnis*, 1, p. 167.

48 *Corr. int.*, n° 84, 25 octobre 1923, p. 640.

49 En septembre déjà, il avait accusé le gouvernement Cuno d'avoir cherché à le faire arrêter, et réclamé la démission de Gessler, compromis avec les généraux qu'il couvrait de son autorité.

50 *Verhandlungen des Sächsischen Landtages*, 1923, II, pp. 1624 sq.

et étudie la possibilité d'en envoyer 200 000⁵¹. Le Landtag repousse l'ultimatum du général et réclame à Berlin la démission de Gessler, qui couvre de son autorité les activités « illégales » des généraux. Une délégation d'élus social-démocrates se rend à Berlin pour y rencontrer le président de la République.

Mais à 11 heures, le même jour, le délai accordé à Zeigner ayant expiré, le général Müller lui adresse une lettre plus menaçante encore :

« Puisque vous n'avez pas jugé convenable de répondre à ma communication du 17 octobre 1923, je vous informe respectueusement que j'ai saisi de cette affaire, en vue de la poursuite de l'action, le ministère de la défense du Reich. Avec l'assurance de ma très haute estime. Müller, Lieutenant-général »⁵².

Le lendemain 19 octobre, au cours du conseil de cabinet, le chancelier Stresemann informe brièvement ses ministres que des unités de la Reichswehr ont reçu l'ordre de se porter en Saxe et en Thuringe où elles seront concentrées afin d'« intimider les éléments extrémistes et de restaurer ordre public et sécurité »⁵³. Le même jour, un message d'origine gouvernementale donne à Zeigner l'assurance que les troupes sont envoyées en Saxe afin de la protéger d'attaques éventuelles de la part des extrémistes bavarois de droite⁵⁴. Le même jour, *Die Rote Fahne* est autorisée à reparaitre à Berlin. Dans une correspondance pour *Inprekorr*, le député communiste Bartz est rassurant : les bruits les plus divers, écrit-il, courent sur les intentions du gouvernement, mais tout ce qui concerne une offensive prochaine contre la Saxe est fortement « exagéré ». En fait, il est vraisemblable, selon lui, que le gouvernement n'a encore arrêté aucune décision. Dans les rangs des travailleurs il y a également ce qu'il appelle « des hauts et des bas »⁵⁵.

En fait, à cette date, l'offensive contre la Saxe est décidée. Le général Müller fait parvenir à Zeigner une lettre dans laquelle il l'informe — avec toujours la même politesse — qu'il a reçu des instructions pour « rétablir et maintenir les conditions de l'ordre constitutionnel dans l'Etat libre de Saxe » et qu'il communiquera directement à la population les raisons de cette intervention⁵⁶, ce qu'il fait immédiatement par voie d'affiche. L'heure a sonné.

Quelques jours plus tard, un autre dirigeant communiste, Emil Höllein en annonce encore la venue :

« Le prolétariat de Saxe, de Thuringe et d'Allemagne centrale est gravement, sinon mortellement menacé ; l'immensité du danger peut provoquer à chaque instant le déclenchement spontané d'une grande bataille révolutionnaire. Il dépendra de l'élargissement et de la généralisation de cette bataille que la révolution allemande soit ou vaincue ou victorieuse. »

Les social-démocrates de gauche sont à la charnière :

« Ils auront à choisir entre le combat et la trahison. »

Pour leur part, les communistes ont confiance :

« Ce ne sont pas seulement les armes qui décident de la victoire ou de la défaite, c'est l'état d'esprit des combattants. La réaction a l'esprit étroit, le mépris des pauvres, le désir de perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme, l'automatisme militaire, tandis que le prolétariat a l'esprit enthousiaste des porteurs de la révolution sociale et de l'émancipation humaine. (...) Dans toutes les régions de l'Allemagne, on se sent étouffé par la lourdeur angoissante de l'atmosphère avant la tempête. La foudre purificatrice, la foudre qui allume l'incendie peut tomber d'un instant à l'autre. Alors, malheur aux vaincus ! »⁵⁷.

L'homme qui écrit ces lignes ignore qu'à ce moment même les siens sont précisément vaincus, et sans s'être battus. Zinoviev l'ignore aussi, qui poursuit dans la *Pravda* la série de ses articles décrivant les lendemains de l'Octobre allemand victorieux.

La conférence de Chemnitz.

Rote Sturmflagge des 15 et 17 octobre rend compte des négociations qui se déroulent depuis déjà plus d'une semaine à Berlin en vue de la constitution d'un comité d'action entre les organisations de la capitale du parti social-démocrate, du parti communiste et des syndicats⁵⁸. A Moscou, Zinoviev écrit qu'il espère recevoir d'une minute à l'autre la nouvelle que cet accord est conclu : il aurait évidemment une portée et une signification nationales⁵⁹. Dans *Die Rote Fahne* reparu, Brandler assure que les travailleurs allemands ne « laisseront pas frapper le prolétariat saxon ». Il conclut : « Maintenant, tout est prêt ! »⁶⁰. En fait, c'est pourtant la Reichswehr qui vient de déterminer la date que le dirigeant communiste s'était refusé à fixer lui-même, celle

51 *Ibidem*, pp. 1647-1649. Voir à ce sujet le projet d'accord économique entre l'Etat libre de Saxe et l'Union soviétique signé le 19 octobre par Böttcher et l'attaché commercial russe Stomoniakov (Hans Hübsch, « Der Entwurf eines Handelsvertrages zwischen der Sowjetunion und dem Freistaat Sachsen vom 19 Oktober 1923 », *BzG*, numéro spécial 1965, pp. 135-139).

52 *Verhandlungell des Sächsischen Landtages*, 1923, II, p. 1724.

53 Stresemann, *Vermächtnis*, I, p. 171, ainsi que le protocole du conseil cité par Angress, *op. cit.*, p. 439.

54 *Verhandlungen des ...*, p. 1760

55 *Corr. Int.*, n° 85, 26 octobre 1923, p. 642.

56 *Die Rote Fahne*, 21 octobre 1923, Habedank, p. 81.

57 Article daté du 24 octobre 1923, *Corr. int.*, n° 85, 26 octobre 1923, p.648.

58 *Rote Sturmflagge*, 15 et 17 octobre 1923.

59 Zinoviev, *Probleme ...*, p. 72.

60 *Die Rote Fahne*, 20 octobre 1923.

de l'affrontement décisif. Ainsi que le note E. H. Carr, « elle avait fixé la date à laquelle les communistes devraient agir ou reconnaître leur impuissance »⁶¹.

Le 20 octobre, le *Revkom*, le comité révolutionnaire, se réunit clandestinement à Dresde. Malgré l'information qu'il vient de recevoir sur la découverte, à Berlin, des principaux dépôts d'armes, il ne juge pas la situation mauvaise. Tout est prêt pour que l'insurrection se développe comme prévu à partir du 23. Il est cependant nécessaire que, d'ici là, le prolétariat saxon ait appelé à son secours l'ensemble des travailleurs allemands. On décide que le soulèvement armé sera déclenché dans tout le pays à partir de la grève générale à laquelle, sur proposition des communistes, va appeler la conférence des conseils d'usine convoquée le lendemain, 21 octobre, à Chemnitz, pour discuter de la situation économique et des problèmes sociaux⁶².

Le lendemain, au petit matin, les secrétaires de district de l'ensemble du pays se réunissent autour de Brandler, Böttcher et Heckert. Les représentants du *Revkom* exposent le plan. Tout à l'heure, sur proposition de Brandler, la conférence des conseils d'usine va lancer un appel à la grève générale pour la défense de la Saxe prolétarienne et de son gouvernement ouvrier contre la Reichswehr. Lundi, il y aura, partout, grève générale. Mardi, les détachements spéciaux, les troupes de choc et les centurions prolétariennes exécuteront les mouvements prévus, attaqueront casernes et postes de police, occuperont les nœuds de communication, les gares, les postes et les bâtiments administratifs. Tous les responsables communistes se croient à quelques heures de l'insurrection. La commission désignée par l'exécutif, avec Radek et Piatakov, est en route pour Dresde⁶³.

Les centurions prolétariennes ont monté la garde toute la nuit aux portes de Chemnitz dans l'éventualité d'une attaque par surprise de la Reichswehr⁶⁴. Mais rien ne s'est produit. Les jeunes gens des troupes de choc des centurions, en tenue de sport avec brassard et étoile rouge à cinq branches, gardent les portes de la salle de réunion et patrouillent dans les rues de la grande cité ouvrière⁶⁵. Les délégués sont là, 498 au total, 140 envoyés par des conseils d'usine, 102 délégués de syndicats divers, 20 envoyés par la direction saxonne de l'A.D.G.B., 79 désignés par des comités de contrôle, 26 représentants des coopératives ouvrières, 15 des comités d'action, 16 des comités de chômeurs, des organisations du parti communiste, 7 des organisations social-démocrates et un indépendant⁶⁶. La conférence commence par des rapports présentés par trois ministres, Graupe, le ministre social-démocrate du travail, et les communistes Böttcher et Heckert. Tous trois insistent sur les problèmes très préoccupants du ravitaillement, la gravité de la crise financière, le chômage qui atteint des dimensions catastrophiques⁶⁷. Dans la discussion, la presque totalité des orateurs ne s'en tient pas au cadre fixé par l'ordre du jour. De nombreux délégués interviennent sur la situation politique en Saxe, se prononcent pour l'organisation immédiate de la lutte contre la dictature militaire, et plusieurs réclament pour l'immédiat une prise de position du gouvernement, la décision de lancer le mot d'ordre de grève générale contre l'état de siège et les préparatifs des militaires,

Brandler, alors, prend la parole. Peut-être a-t-il le sentiment, d'après le déroulement de la discussion, que sa proposition va être adoptée d'enthousiasme. Il dit brièvement que la Saxe ouvrière menacée doit appeler à son secours tous les prolétaires allemands. Tourné vers les social-démocrates de gauche, il les adjure de renoncer à l'espoir désormais vain d'un accord avec le gouvernement du Reich qui protégerait la Saxe. Pour briser le fer qui menace les prolétaires saxons, il faut lancer immédiatement un appel à la grève générale qui constituera le mot d'ordre de combat de toute la classe ouvrière : soulignant la nécessité d'un accord unanime, il insiste pour que la conférence passe au vote sans plus tarder⁶⁸.

Or les social-démocrates de gauche hésitent. Aux protestations de Zeigner contre les arrivées de troupes et le rappel de réservistes, le gouvernement du Reich a répondu par écrit et donné des assurances que ces mesures étaient dirigées contre la Bavière de von Kahr et Hitler. La menace que le général Müller fait peser sur la Saxe n'est pas nouvelle, mais il s'est jusqu'à maintenant contenté de menacer. Cela peut signifier que les social-démocrates du gouvernement du Reich ont obtenu que l'on s'en prenne aux Bavaïrois plutôt qu'aux Saxons. Accepter de voter la résolution de Brandler n'aurait de sens que si le général Müller avait reçu ou allait recevoir carte blanche, ce qui ne leur paraît pas être le cas. Dans ces conditions, ils estiment que lancer brutalement, à partir d'une conférence semblable, le mot d'ordre de grève générale, serait se précipiter tête première dans l'aventure et provoquer, par peur, un adversaire dont on ignore encore aussi bien les intentions exactes que les possibilités. Ce serait également placer le gouvernement de Saxe sous l'autorité des conseils d'usine, renoncer par conséquent au thème de la « constitutionnalité », et donner consistance aux accusations selon lesquelles ils « font le jeu des communistes ». D'ailleurs les social-démocrates de gauche savent très bien que les dirigeants communistes eux-mêmes — leur presse en témoigne — ne sont certains, ni que le général Müller va passer à l'attaque, ni que les ouvriers allemands sont prêts à riposter et à suivre l'ordre de grève générale. En outre, la situation en Saxe est telle qu'ils sont à peu près sûrs que les communistes ne se décideront pas à agir seuls. Tout repose donc en définitive sur l'attitude des seuls social-démocrates de gauche présents à Chemnitz.

C'est le ministre du travail, Georg Graupe, un autre vétéran du mouvement syndical, qui répond en leur nom à Brandler⁶⁹. Le

61 E. H. Carr, *The Interregnum*, p. 221.

62 *Die Lehren ...*, p. 42. La centrale avait préparé le 18 octobre un projet de « programme de combat » pour la conférence (*Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 463-466) et un tract appelant à lutter pour des gouvernements d'ouvriers et paysans travailleurs, qui paraîtra daté du 21 octobre (*Ibidem*, pp. 466-467).

63 Habedank, *op. cit.*, p. 85.

64 Davidovitch, *op. cit.*, p. 160.

65 Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 189.

66 *Vorwärts*, 23 octobre 1923, qui constitue l'un des rares comptes rendus des débats de la conférence.

67 Davidovitch, *op. cit.*, p. 159, d'après la brochure *Gegen die Säbeldiktatur ! Das Rote Sachsen ruft das deutsche Proletariat ! Drei Reden von Fritz Heckert, Paul Böttcher und Georg Graupe gehalten auf der Chemnitzer Konferenz am 21. Oktober 1923*.

68 L'historien est-allemand Habedank (*op. cit.*, p. 86) affirme que Brandler a présenté l'unanimité dans le vote comme une condition *sine qua non* de la grève générale. En réalité, aucun document connu ne permet de confirmer cette interprétation.

69 *Vorwärts*, 23 octobre 1923.

problème de la défense de la Saxe ouvrière, comme celui des violations répétées de la Constitution par le gouvernement et les chefs de la Reichswehr se pose en effet, mais il estime qu'il n'appartient pas à une conférence, aussi représentative soit-elle, des organisations ouvrières de Saxe, de décider seule de la riposte. La Saxe a son gouvernement de « défense républicaine et prolétarienne », qu'il s'agit précisément en l'occurrence de défendre ; ce gouvernement est responsable devant un Landtag élu, dans lequel les deux grands partis ouvriers sont représentés, et Brandler lui-même en est membre. C'est donc, selon Graupe, au gouvernement, et à lui seul, qu'il appartient pour le moment d'envisager les moyens d'action à définir, sur la base des informations dont il est seul à disposer. Ce serait le discréditer que de passer ici par-dessus sa tête. Graupe est donc aussi ferme que catégorique : si les communistes maintiennent la proposition émise par Brandler, il quittera la conférence avec ses camarades de parti, et laissera les communistes prendre seuls une telle responsabilité. Comme il a cependant conscience de la gravité de la situation, il ajoute qu'il propose pour sa part d'élire immédiatement une commission paritaire de militants des deux partis qui aura pour charge d'étudier cette question de la grève générale et de rapporter devant la conférence avant sa clôture. Brandler accepte alors de retirer sa motion et de se rallier à celle de Graupe, qui est adoptée à l'unanimité⁷⁰.

La commission désignée se met aussitôt au travail. En fait, tout le plan communiste se trouve bloqué : l'élection d'une commission exclut l'appel immédiat de la conférence à la grève générale, et il est vraisemblable qu'aucune décision d'action immédiate ne va sortir de Chemnitz. Surtout les communistes sont profondément désorientés : la réaction des délégués social-démocrates de gauche semble indiquer que la classe ouvrière n'est pas prête au combat⁷¹. Comme il n'existe aucun plan de rechange, les représentants du parti communiste n'ont plus qu'à suivre le courant. La commission *ad hoc* présente, avec leur accord, des propositions qui constituent, comme l'écrira Thalheimer, un « enterrement de première classe »⁷² : désireuse de voir lancer l'appel à la grève générale qui lui semble nécessaire, elle propose l'élection d'un comité d'action paritaire — cinq communistes, cinq social-démocrates — chargé de prendre tout de suite contact avec les directions des partis et syndicats et avec le gouvernement, afin d'étudier et de mettre au point avec eux les modalités de l'appel à cette grève générale. Au cas où le gouvernement et les syndicats refuseraient de prendre l'initiative, mais en ce cas seulement, le comité d'action serait habilité à le faire⁷³.

La conférence de Chemnitz se termine donc sans décision d'action. Avant même d'être entré en application, le plan communiste se trouve enrayé et, surtout, les conditions dans lesquelles il l'a été remettent en question l'ensemble de l'analyse qui le justifiait.

70 *Ibidem*.

71 C'est cet aspect de la question que souligne Thalheimer dans son plaidoyer *a posteriori*, *op. cit.*, p. 26.

72 Thalheimer, *op. cit.*, p. 26.

73 *Vorwärts*, 23 octobre 1923.



La retraite.

La centrale se réunit le soir même, sur place, à Chemnitz, en présence de responsables militaires et de « conseillers », mais en l'absence de Radek et de ses compagnons qui, venus par Varsovie et Prague, sont à Dresde⁷⁴. Elle tire les conséquences

⁷⁴ Die Lehren ... , p. 5.

de son échec dans la conférence et de l'éclatement du front unique en Saxe en décidant d'abandonner le plan d'insurrection⁷⁵.

Le lendemain, les préparatifs des militaires prennent forme : les hommes du général Müller sortent des casernes, cependant que des trains spéciaux amènent des renforts. Quand Brandler et ses camarades rencontrent Piatakov, Radek et les leurs, c'est dans une capitale saxonne investie par les troupes. Le dirigeant allemand expose la situation, donne les raisons de la décision prise, ajoute cependant qu'il n'est pas trop tard pour faire marche arrière si les représentants de l'exécutif ne sent pas d'accord et pensent qu'il faut maintenir l'insurrection prévue⁷⁶.

Mais Radek pense également qu'il faut maintenant reculer. Il ne saurait être question pour lui, après la défection des social-démocrates de gauche, d'appliquer un plan qui supposait leur accord. L'armement des centurries prolétariennes en Saxe — 11 000 fusils — était déjà dérisoire, mais celui dont dispose le parti à lui seul — 800 fusils — l'est bien plus⁷⁷ : il faut reconnaître que le gouvernement Zeigner, malgré la présence de trois ministres communistes, n'a rien fait pour armer les ouvriers. Les communistes ne sauraient donc envisager d'appeler seuls à l'insurrection armée, avec un prolétariat divisé et sans armes. Sur ce point, les représentants de l'exécutif approuvent donc Brandler, qui leur fait remarquer qu'ils partagent désormais ensemble la responsabilité de la décision, devant l'exécutif et l'Internationale tout entière.

Radek pense cependant que tout n'est pas encore perdu. S'il est vrai que les communistes seuls n'ont pas la force de conduire victorieusement une insurrection armée, ils en ont suffisamment pour mener un combat défensif. Il propose donc de lancer le mot d'ordre de grève générale en renonçant à le transformer en insurrection armée⁷⁸. Mais cette proposition fait l'unanimité contre elle : tous les Allemands, pour qui insurrection est synonyme de grève générale, affirment que, si l'on renonce à l'une, il faut aussi renoncer à l'autre⁷⁹. Le lendemain, le débat reprend, à Berlin cette fois, où se réunit la centrale. Radek réitère sa proposition de grève générale sans perspective d'insurrection. Ruth Fischer propose de déclencher la grève générale à Berlin, et d'envisager dans un délai de deux à trois jours sa transformation en insurrection armée, notamment à travers des initiatives prises à Kiel et dans d'autres villes. Brandler s'oppose aux deux résolutions, vote avec Ruth Fischer contre celle de Radek⁸⁰. Pratiquement, le K.P.D. n'a aucune proposition d'action à faire au prolétariat allemand au moment où les troupes du général Müller passent à l'action contre le gouvernement Zeigner.

Le plan bâti autour de la « Saxe rouge » s'était ainsi effondré en quelques jours, et avec lui les espoirs de victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne en octobre 1923. Le mécanisme va pourtant fonctionner dans la seule ville de Hambourg⁸¹. L'origine du soulèvement des communistes de Hambourg n'est pas encore éclaircie⁸² : départ prématuré de Chemnitz de Remmele, ignorant encore le report de l'insurrection ? Tentative de la gauche de « déborder » la centrale pour forcer quand même l'insurrection, prévue d'abord à Kiel, puis « repliée » sur Hambourg ? Initiatives dans l'indiscipline ou résultat de malentendus et d'insuffisances dans les transmissions ? En tout cas, le *Polleiter* du district, Hugo Urbahns, ne revient que dans la nuit du 22 au 23 de la conférence de Chemnitz, à un moment où l'insurrection locale est à quelques heures de son déclenchement. Il sera lui-même pris au dépourvu. Le mécanisme de l'insurrection armée se déroule en effet conformément au plan établi, dans le cadre du soulèvement général prévu, par le *M.P.-Oberleiter Nordwest* Albert Schreiner et le responsable local Hans Kippenberger, dans une atmosphère de tension extrême.

Le 22 octobre en effet, sur proposition des responsables de l'A.D.G.B., les dockers ont réclamé, au cours d'un meeting de masse, que les organisations ouvrières, partis et syndicats, lancent l'ordre de grève générale en cas d'attaque de la Reichswehr en Saxe. Dans la nuit, à partir de deux heures, des détachements de communistes armés commencent à abattre les arbres, à sectionner les fils téléphoniques pour interrompre les communications. A cinq heures, les groupes de choc des centurries prolétariennes lancent l'attaque contre les commissariats de police des banlieues, afin d'y récupérer des armes, et en enlèvent une dizaine sans trop de peine. Face à plusieurs centaines de militants pauvrement armés, il n'y a d'abord que les forces de la police locale, puis des détachements de la marine. Mais la masse ouvrière ne bronche pas, même pas les dockers qui sont pourtant en grève ; le travail est simplement ralenti dans les entreprises. La nouvelle étant rapidement confirmée que l'insurrection générale a été décommandée, les dirigeants locaux, comprenant qu'ils sont seuls, organisent la retraite et les combats s'éteignent peu à peu pour prendre fin le 24 dans le faubourg de Bambeck. Le principal dirigeant militaire, Hans Kippenberger, a impeccablement réussi cette opération militaire de repli, qui permettra à la quasi-totalité des rescapés d'échapper à la répression⁸³. Les insurgés ont pourtant vingt et un morts, cent soixante-quinze blessés, et finalement cent deux prisonniers, dont Urbahns lui-même, qui endossera devant ses juges la responsabilité pleine et entière du soulèvement et sera célébré dans toute l'Internationale pour son comportement exemplaire devant le tribunal⁸⁴.

L'insurrection de Hambourg, célébrée dans les semaines suivantes par un admirable reportage dû à la jeune compagne de Radek, la journaliste communiste russe Larissa Reissner⁸⁵, constituera plus tard l'un des fondements de la légende d'Ernst Thaelmann, qui n'y joua apparemment pas un rôle déterminant. Sur le moment, elle apparaît pour ce qu'elle est en réalité, une

75 *Ibidem*, pp. 5-6.

76 *Ibidem*, p. 6.

77 *Ibidem*.

78 *Ibidem*, p. 6.

79 *Ibidem*, pp. 6-7.

80 *Ibidem*.

81 Voir notamment le livre de l'ancien chef de la police de Hambourg en 1923, Lothar Danner, *Ordnungspolizei Hamburg : Betrachtungen zu ihrer Geschichte 1918 bis 1933*, ainsi que les ouvrages cités de Habedank, Davidovitch, etc.

82. Voir Angress, *op. cit.*, pp. 444-446, n. 57.

83 Le rapport de Kippenberger à l'exécutif sur l'insurrection de Hambourg figure dans A. Neuberg, *L'Insurrection armée*, réimpr., 1970, pp. 83 à 99.

84 *Corr. int.*, n° 12, 18 février 1925, p. 100, sous le titre « Paroles d'un insurgé », avec en sous-titre « Mieux vaut brûler dans le feu de la révolution que de pourrir sur le fumier de la démocratie », sont publiés des extraits de sa dernière déclaration. Son préfacer, Erich Wollenberg, *op. cit.*, p. IX, précise qu'Urbahns reçut une lettre personnelle marquant la reconnaissance de Staline. Son rôle dans l'insurrection devait être ensuite intégralement effacé de l'histoire officielle après son exclusion du K.P.D.

bourde ou une méprise, qui eût pu être tragique mais qui s'arrange aux moindres frais, compte tenu de la situation d'ensemble. Elle est aussi, pour la centrale, la preuve que la décision prise à Chemnitz de battre en retraite était correcte : une partie seulement des communistes se sont en effet battus, et ils se sont battus seuls, les grandes masses demeurant, sinon indifférentes, du moins passives : le seul combat armé de la révolution d'octobre 1923 se réduit à une « action de mars » dans une seule ville ...

La centrale du K.P.D., dans sa réunion du 23, a désigné une commission de sept membres pour préparer une résolution sur la situation et les tâches qui est adoptée à l'unanimité le 25⁸⁶. Elle déclare :

« 1. Les antagonismes sociaux et politiques deviennent de plus en plus aigus tous les jours. Chaque jour peut amener des luttes décisives entre révolution et contre-révolution.

2. L'avant-garde de la classe ouvrière (les communistes et une partie des ouvriers social-démocrates) pousse pour l'engagement dans le combat; mais la classe ouvrière dans son ensemble, en dépit de son immense amertume et de sa misère, n'est pas prête au combat.

3. C'est pourquoi il faut par une agitation résolue, élever les réserves du prolétariat plus près de son avant-garde. Il faut que les couches du prolétariat qui se sont montrées disposées au combat (métallurgistes, mineurs, cheminots, ouvriers agricoles et employés) soient touchées par un travail particulier du parti. Il faut poursuivre les préparatifs techniques avec une énergie particulière. Afin de réaliser l'unification du prolétariat dans la lutte, il faut commencer immédiatement des discussions avec la social-démocratie centralement et localement, afin, soit d'obliger les social-démocrates à se battre, soit de séparer les ouvriers social-démocrates de leurs dirigeants traîtres.

4. En fonction de ces circonstances, il est nécessaire que le parti retienne, autant que possible, les camarades à l'écart de la lutte armée, afin de gagner du temps pour la préparation. Si cependant devaient éclater spontanément de grands combats de la classe ouvrière, le parti les soutiendrait avec tous les moyens à sa disposition. Le parti doit aussi parer les coups de la contre-révolution au moyen de luttes de masses (manifestations, grèves politiques). Il faut autant que possible éviter la lutte armée à l'occasion de ces combats.

5. Contre l'ultimatum de Stresemann, le parti, dans l'ensemble du Reich, doit appeler à la grève de protestation au travers de laquelle il est exclu d'aller à l'insurrection armée. Si le parti social-démocrate, en Saxe, n'entreprend pas la lutte contre l'ultimatum de Stresemann, nos camarades du gouvernement saxon devront rompre avec lui et engager le combat contre lui »⁸⁷.

En quelques jours de discussions, Radek était ainsi parvenu à convaincre la centrale : le K.P.D. se retrouvait à quelques détails près sur la ligne qui avait été la sienne au moment de la grève Cuno, et, mettant entre parenthèses ses préparatifs insurrectionnels, il axait sa politique sur un front unique défensif. Mais la situation n'était en réalité plus la même. Le 26, en vertu de l'état de siège, le général von Seeckt interdit toute grève à Berlin⁸⁸. Au conseil des ministres du gouvernement du Reich du 27 octobre, le ministre de la Reichswehr, Gessler, et Stresemann plaident avec force pour l'intervention armée contre la Saxe qu'ils justifient par la situation intenable des troupes et la nécessité de démontrer qu'un gouvernement comprenant des communistes est incompatible avec l'esprit de la Constitution⁸⁹. Les ministres social-démocrates s'inclinent, et le même jour, Stresemann adresse un ultimatum à Zeigner :

« L'esprit de rébellion et de violence manifesté par le parti communiste a été démontré par les déclarations que le chef de votre chancellerie d'Etat, monsieur le directeur ministériel (*Herr Ministerialdirektor*) a faites à Chemnitz le 21 octobre, dans lesquelles il a publiquement appelé à une opposition ouverte à la Reichswehr. (...) Au nom du gouvernement fédéral, je vous demande donc de prendre des dispositions pour la démission du gouvernement de l'Etat saxon, dans la mesure où, compte tenu des événements récents, la participation de membres communistes est devenue incompatible avec les dispositions constitutionnelles »⁹⁰.

Le chancelier informe Zeigner qu'il dispose de vingt-quatre heures pour démissionner et que, dans le cas où un nouveau gouvernement sans communistes ne serait pas immédiatement formé, il nommerait un commissaire du Reich pour la Saxe⁹¹. Radek écrit à Böttcher et Heckert, leur demandant de tout faire pour ne pas céder sans résistance et de recourir à la grève⁹². La centrale l'approuve. Le 28, le général Müller informe Zeigner qu'il a reçu l'ordre de le destituer, et le Landtag saxon qu'il lui interdit de siéger en vertu de l'article 48⁹³. Le même jour les directions du parti social-démocrate et du parti communiste de Chemnitz et de l'Erzgebirge-Vogtland demandent ensemble au gouvernement saxon de résister, lancent un appel aux travailleurs saxons pour qu'ils se tiennent prêts à déclencher la grève générale, aux travailleurs allemands pour qu'ils soutiennent

85 Arrivée en Allemagne en septembre 1923, Larissa Reissner était à Dresde le 21 octobre, avec Radek ; elle gagna Hambourg dès qu'elle apprit le déclenchement de l'insurrection. Quelques semaines plus tard, elle regagnait la Russie soviétique avec le manuscrit de son ouvrage *Hamburg auf den Barrikaden* (Radek, préface de L. Reissner, *Oktober*, pp. XVIII. XIX, XXIV).

86 *Die Lehren* ... , p. 7.

87 *Ibidem*, pp. 7-8.

88 Stresemann, *op. cit.*, pp. 171-184.

89 Protocole du Cabinet du Reich, cité par Angress, *op. cit.*, p. 454.

90 Stresemann, *Vermächtnis*, I, pp. 186-187.

91 *Ibidem*.

92 *Die Lehren* ... , p. 8.

93 *Sächsische Staatszeitung*, 29 octobre 1923.

les travailleurs saxons⁹⁴. Le 29, Ebert, en vertu de l'article 48, donne au chancelier pouvoir de « priver de leurs fonctions les membres du gouvernement de l'Etat libre de Saxe, ainsi que ceux des administrations municipales ou d'Etat »⁹⁵. Le gouvernement désigne un député populiste, le Dr Heinze, comme commissaire du Reich⁹⁶. Une vive discussion s'élève entre les ministres pour savoir si la Reichswehr doit ou non entrer en Saxe⁹⁷... Devant le refus des ministres saxons de céder, la Reichswehr, le 29 octobre à 14 heures, procède à leur expulsion *manu militari* : Paul Böttcher, qui fait de la résistance passive, est traîné de force sur les marches de son ministère avant d'être relâché dans la rue⁹⁸. Par sa bouche, le gouvernement proclame vainement qu'il est, comme auparavant, l'unique autorité légale, et demande aux travailleurs de le soutenir⁹⁹. Les partis socialiste, communiste, l'A.D.G.B. et un certain nombre d'autres organisations ouvrières lancent un appel pour une grève générale de protestation de trois jours¹⁰⁰. Dans la plupart des localités ouvrières se produisent des heurts entre les hommes de la Reichswehr et ceux des centurions prolétariennes ou des ouvriers qui manifestent : l'affaire la plus grave semble s'être produite à Freiberg, où il y aurait eu vingt-sept morts¹⁰¹. Le 30, la direction du parti social-démocrate saxon se réunit avec les ministres et, vraisemblablement, l'ensemble des députés ; Zeigner se résigne à donner sa démission pour permettre la formation d'un gouvernement purement social-démocrate¹⁰². Le même jour, le général Müller autorise le Landtag à siéger, le président lit la demande de démission de Zeigner et un nouveau gouvernement est constitué sous le social-démocrate Fellisch, nouveau ministre-président¹⁰³. La grève générale, déjà essouffée après vingt-quatre heures, meurt au bout des trois jours prévus.

Dans le reste de l'Allemagne, Francfort-sur-le-Main a fait grève trois jours, à l'appel de toutes les organisations ouvrières¹⁰⁴. A Berlin, au cours des réunions de la centrale, Radek a vainement tenté d'arracher la décision d'organiser des manifestations sous la protection des centurions armées : il s'est heurté à l'opposition résolue de Ruth Fischer, pour qui les masses sont trop écœurées par les événements de Saxe et de Hambourg pour soutenir quelque initiative communiste que ce soit¹⁰⁵. Il n'y aura pas de révolution allemande.

Personne mieux qu'Albert ne pouvait en quelques lignes indiquer comment les militants communistes ressentent cette défaite sans combat. Sous le titre « Cinquante jours de veillée d'armes », il écrit :

« On vient de vivre en Allemagne, en septembre, octobre et novembre, une profonde expérience révolutionnaire, encore peu connue et souvent peu comprise. Nous ayons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné ... Drame silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut : derrière eux, des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant : « Nous aussi ! nous aussi ! ». Les muscles de cette foule déjà prêts, les poings déjà serrés sur les mausers qu'on allait opposer aux autos blindées de la Reichswehr... Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quelques rêîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang — soixante morts au total — sur le pavé des cités industrielles de Saxe ; la jubilation d'une social-démocratie banqueroutière sortie de l'aventure massive et passive, pesamment fidèle à ses vieux reniements »¹⁰⁶.

Pendant quelques jours encore des remous agitent le parti social-démocrate : les fonctionnaires de Berlin, au cours d'une assemblée générale, réclament symboliquement l'exclusion du parti du président Ebert¹⁰⁷. Mais les grandes espérances célébrées par Zinoviev sont bel et bien enterrées. L'Allemagne bourgeoise, ayant ressaisi solidement les rênes, tourne le dos à l'aventure de « l'année inhumaine » et prépare une nouvelle stabilisation. Il lui faut pour cela liquider les dissidents de droite, et c'est la Reichswehr qui va s'en charger. L'aventure bavaroise, qui a joué dans la période décisive son rôle d'épouvantail et fixé l'attention des militants social-démocrates, est liquidée en quelques heures, Hitler et ses complices arrêtés. Le futur dictateur va rédiger *Mein Kampf* en prison. Bientôt l'économie allemande renaît avec l'afflux de capitaux américains dans un contexte favorable au profit, « assaini » par l'inflation. Aucun problème fondamental n'est pour autant réglé : avec la crise mondiale de 1929 et les retraits massifs des capitaux sauveurs, elle connaîtra une seconde catastrophe économique et sociale qui, cette fois, portera pour de bon Hitler au pouvoir.

Mais, à cette époque, le parti communiste allemand aura beaucoup changé : le fiasco de 1923, joint à la crise interne du parti bolchevique et à la lutte politique que les historiens ont considérée comme la bataille pour la succession de Lénine, marque en effet la fin d'une époque de son histoire. Sa politique, désormais, s'écrit presque tout entière à Moscou, et en russe.

94 Schulthess 1923, p. 207.

95 *Der Kampf*, 29 octobre 1923 ; *Dok. u. Mat.*, VII/2, pp. 469-471.

96 *Verhandlungen* ... , p. 1862.

97 Ce détail est cité par Harold J. Gordon, « Die Reichswehr und Sachsen 1923 », *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, n° 12, décembre 1961, p.686, n° 27.

98 Böttcher a fait à Davidovitch le récit de son expulsion (*op. cit.*, pp. 276-277) : il explique qu'il avait voulu suivre l'exemple du « révolutionnaire français Mirabeau ».

99 *Verhandlungen*, p. 1845.

100 *Verhandlungen* ... , pp. 1845-1846 ; cet appel sera publié dans la presse le 31 octobre.

101 *Corr. int.*, n° 87, 2 novembre 1923, p. 663 ; E. Schneller « Die Lehren des Oktober 1923 », *Oktober*, n° 2, 1926, p. 31.

102 Harold J. Gordon, *op. cit.*, p. 687. Dittmann et Wels étaient allés à Dresde prendre l'affaire en main.

103 *Verhandlungen* ... , p. 1841.

104 Raimund Wagner, « Die revolutionäre Bewegung in den Bezirken Hessen-Frankfurt und Baden im Herbst 1923 », *op. cit.*, p. 88.

105 *Die Lehren* ... , p. 10. Selon Angress, *op. cit.*, pp. 251-252. Ruth Fischer finit par se laisser fléchir. Le 27 novembre, trois à quatre mille manifestants se rassemblèrent au Lustgarten, pour se disperser avant l'arrivée de la police.

106 Albert. « Cinquante jours de veillée d'armes ». *Clarté*, n° 52. 1^{er} février 1924. p. 66.

107 *Die Volksstimme*, 2 novembre 1923, cité par Davidovitch. *op. cit.*, p.233.

XLII. Nouveaux lendemains de défaite

Recul décisif, d'une portée historique, la défaite d'octobre 1923, le « fiasco allemand » est d'abord passée inaperçue. La série d'articles de Zinoviev sur la révolution allemande — où le président de l'Internationale continue imperturbablement à vendre la peau de l'ours — se poursuit jusqu'au 30 octobre ; c'est seulement à cette date que quelques lignes du dernier article peuvent laisser supposer qu'il s'est produit en Allemagne quelque chose qui ressemble à un échec¹. Il faut, pour qui feuillette *Inprekorr*, attendre la même date pour trouver, sous la plume d'Albert, un sous-titre — « Défaillance des social-démocrates de gauche » —, allusion à la retraite décidée neuf jours auparavant, dans les coulisses de la conférence de Chemnitz². Quelques jours plus tard, le ton change : on parle d'« Allemagne blanche », d'une nouvelle « trahison » des social-démocrates et d'« occasions perdues ». Le parti communiste a été interdit le 23 novembre, et sa presse est partout suspendue. Les arrestations de militants se succèdent. La défaite est évoquée de plus en plus bruyamment : elle va constituer l'un des thèmes autour desquels se divisent les dirigeants russes, engagés depuis quelques jours dans le débat sur le « cours nouveau », première explosion au grand jour de la lutte entre, d'une part la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, d'autre part Trotsky et l'opposition dite « des quarante-six », sur la démocratie à l'intérieur du parti, les rapports entre vieux-bolcheviks et jeune génération, la place de l'appareil, l'emprise croissante de la bureaucratie³.

Fréquemment évoquée depuis lors, la défaite d'octobre ne sera jamais véritablement discutée : elle est devenue une arme dans les règlements de compte et la lutte menée par la direction du parti russe pour obtenir, par l'intermédiaire de l'exécutif, la soumission des partis communistes étrangers.

Premières réactions.

La première réaction de Zinoviev a été d'approuver globalement la décision de battre en retraite. Il écrit :

« Les événements ont montré que nos calculs étaient exagérés. (...) Le parti communiste allemand a montré de nombreuses faiblesses et commis nombre d'erreurs sérieuses pendant ces semaines critiques, mais nous ne pensons pas qu'il se soit trompé en ne lançant pas le prolétariat dans un combat général en octobre. (...) La retraite aurait dû être moins passive. Mais la décision de ne pas livrer une bataille décisive était inévitable en la circonstance »⁴.

Le comité central allemand se réunit de son côté clandestinement à Berlin les 3 et 4 novembre et, par 40 voix contre 13, adopte les thèses, rédigées par Brandler et Radek, que lui soumet la centrale⁵. Pour elles, les événements qui viennent de se dérouler en Allemagne signifient « la fin de la république de novembre » et « la victoire du fascisme sur la démocratie bourgeoise ». Les ouvriers ont été surpris : tandis qu'ils gardaient les yeux fixés sur la Bavière et les menaces brandies par Ludendorff et Hitler, Ebert et le cabinet d'empire ont « établi le fascisme sous la forme de la dictature du général von Seeckt ». Ce dernier laisse « subsister le fantôme du parlementarisme démocratique afin de dissimuler un état de choses qui, s'il était mis en lumière, susciterait une action défensive de la part des masses ouvrières ». C'est la social-démocratie qui porte entièrement la responsabilité de la passivité du prolétariat, dont la cause est à rechercher dans les trahisons répétées de ce parti et les illusions qu'il a répandues avec succès au moment crucial. Aujourd'hui cependant, aucune illusion « démocratique » n'est plus possible désormais face à l'Etat « fasciste ». Il faut, dans l'immédiat, comprendre que « la bourgeoisie fasciste a voulu et veut provoquer le prolétariat à un moment où il est affaibli et troublé par la trahison de la social-démocratie ». Car la bourgeoisie allemande est à bout de souffle. « L'unité du front prolétarien se réalisera par le bas », l'élimination des dirigeants social-démocrates étant à la langue inéluctable dans le combat qui se poursuit⁶.

Ces thèses, rédigées à la hâte, suscitent une première réaction de la part de Zinoviev, dans la *Pravda* du 23 novembre. Pour le président de l'I.C., le parti allemand se trompe car Ebert et von Seeckt sont l'endroit et l'envers d'une même médaille : c'est précisément « parce que le prolétariat n'est pas en mesure d'instituer tout de suite sa dictature » que « la république de novembre est conduite à la dictature de von Seeckt », en qui Zinoviev, pour sa part, voit « le Koltchak allemand ». Il conclut :

« Il est maintenant à peu près certain que l'Allemagne aura à traverser une période de terreur blanche douloureuse et pleine de sacrifices pour le prolétariat. Le chemin de la révolution allemande sera plus dur que nous ne le pensions »⁷.

Une première réponse de Thalheimer, qui reproche à Zinoviev d'abuser une fois de plus du parallèle historique, forcément artificiel, ne fait pas sortir le débat du cadre d'une discussion presque académique⁸. Rien encore ne laisse prévoir l'orage qui se prépare et, si l'on en croit Radek, Zinoviev ne voit aucune raison, à la date du 7 novembre, de procéder à des remaniements dans la direction du parti allemand⁹. Il consacre, le 1^{er} décembre, un article sur « La Deuxième vague de la révolution internationale » à tenter d'expliquer l'erreur commise dans la surestimation du caractère révolutionnaire de la situation allemande, mais ne formule toujours pas de critique précise à l'égard de la direction allemande. Tout va changer en quelques jours, sous la pression de la crise au sein du parti russe.

1 Le titre en est « Pas d'illusions » (Zinoviev, *op. cit.*, pp. 97-104)

2 *Corr. int.*, n° 89, 9 novembre 1923, p. 663.

3 P. Broué, *Le Parti bolchevique*, pp. 183-195.

4 Texte cité par J. Degras, *op. cit.*, II, p. 64.

5 H. B. (Brandler), « Die Tagung des Zentralkomitees », *Die Internationale*, n° 18, 30 novembre 1923, p. 517.

6 *Ibidem*, pp. 517-528.

7 *Pravda*, 23 novembre 1923 ; *Bulletin communiste*, n° 49, 6 décembre 1923.

8 *Corr. int.*, n° 1, 3 janvier 1924, pp. 3-4.

9 Compte rendu de la 13^e conférence du P.C.R.(b), cité par Carr, *Interregnum*, p. 233.

Bataille dans le parti russe.

Cette crise a couvé tout l'été. La situation économique n'a cessé de se détériorer. Des grèves ont éclaté. En septembre, la Guépéou a arrêté plusieurs militants communistes qui avaient organisé une campagne d'agitation publique. Parallèlement, l'offensive de la troïka contre Trotsky s'est poursuivie : son adjoint Skliansky a été écarté du commissariat à la guerre et remplacé par Vorochilov et Lachévitch, hommes des triumvirs. Le 8 octobre, Trotsky adresse au comité central une lettre dans laquelle il dénonce la montée de la bureaucratie dans le parti et menace de porter le débat devant l'ensemble des militants. Le 15, c'est au tour de quarante-six militants connus d'adresser au comité central une lettre dans le même sens : Piatakov Radek sont parmi les signataires. En fait, la bataille se serait sans doute engagée plus tôt si les espérances et la préparation fébrile de l'Octobre allemand n'avaient absorbé les énergies et modéré les impatiences. Le comité central en a conscience quand, répondant à Trotsky le 27 octobre, il lui reproche d'avoir pris pareille initiative « à un moment qui est crucial pour le développement de la révolution internationale »¹⁰.

La discussion publique s'ouvre le 7 novembre dans les colonnes de la *Pravda*. D'abord conventionnelle, elle prend un tour plus vif avec l'intervention de Prébrazhensky, le 28, et les réponses de Zinoviev et Staline¹¹. Elle atteint son paroxysme dans les premiers jours de décembre avec la polémique entre Staline et Trotsky sur la résolution adoptée par le bureau politique le 5 au sujet de la nécessité d'un « cours nouveau » dans le parti¹². L'opposition semble à ce moment avoir le vent en poupe : la mobilisation révolutionnaire à l'approche de l'Octobre allemand a réveillé les enthousiasmes, ravivé dans l'armée rouge et la jeunesse un état d'esprit révolutionnaire qui lui est favorable. La résolution présentée par Prébrazhensky le 11 décembre, à l'assemblée des militants de Moscou, n'est écartée que de justesse¹³. C'est vraisemblablement au cours de cette même assemblée¹⁴ que Radek, au cours d'une intervention en faveur des thèses de l'opposition, introduit par la bande la « question allemande » en affirmant que les dirigeants des partis les plus importants de l'Internationale, le parti français, le parti allemand et le parti polonais, sont d'accord avec Trotsky et les quarante-six¹⁵. C'est un avertissement pour Zinoviev qui connaît les rapports personnels amicaux existant entre Brandler d'une part, Trotsky et Radek de l'autre, et peut comprendre le danger qu'une telle alliance au sein de l'Internationale constituerait pour la troïka : de cette date, la « question allemande » passe au centre de la bataille dans le parti russe.

C'est en tout cas à peu près au même moment — de toute façon après le 2 ou 3 décembre, où Zinoviev a fini par avoir connaissance d'une lettre de Ruth Fischer, réquisitoire contre Brandler, écrite le 22 novembre, mais interceptée par la police allemande¹⁶ — que l'exécutif adresse au parti allemand une lettre très critique, point de départ de la remise en question de la résolution du 4 novembre. Il écrit notamment :

« Votre surestimation de la préparation politique et technique a inmanquablement donné lieu à une erreur politique. Comme vous le savez très bien, nous considérons à Moscou l'entrée des communistes dans le gouvernement saxon comme une manœuvre de stratégie militaire. Vous en avez fait la réalisation d'un bloc avec la social-démocratie de gauche qui vous a lié les mains. Nous pensions que l'entrée des communistes équivaldrait à la conquête d'une base d'opération sur laquelle nos forces armées pourraient commencer à se déployer. Vous avez réussi à transformer la participation ministérielle des communistes en une banale combinaison parlementaire avec les social-démocrates. Le résultat a été notre défaite politique. Pis : il s'est passé quelque chose qui ressemble à une comédie. On peut, quand on se bat, endurer une défaite. Mais quand un parti révolutionnaire, à la veille d'une insurrection, se fait ridiculiser, c'est plus grave qu'une défaite. Aucune initiative révolutionnaire énergique, aucun discours communiste tant soit peu remarquable, aucun acte sérieux pour accélérer l'armement en Saxe, aucune mesure politique pour bâtir des soviets en Saxe ! Au lieu de cela, le geste de Böttcher déclarant qu'il ne quitterait pas son ministère tant qu'on n'emploierait pas la force pour le chasser. Non, camarades, ce n'est pas ainsi qu'on prépare la révolution ! »¹⁷.

Les articles sur les « Problèmes de la révolution allemande » dont la préface, datée du 2 novembre, affirmait que la tactique employée en Saxe était correcte¹⁸, sont suivis dans leur édition allemande d'une postface dans laquelle Zinoviev condamne « la banale politique parlementaire » menée dans le gouvernement Zeigner, et reproche, publiquement cette fois, aux dirigeants communistes membres de ce gouvernement, de n'avoir ni armé les ouvriers par dizaines de milliers, ni soulevé la question de la nationalisation de l'industrie, de l'arrestation des spéculateurs ou de l'élection de soviets¹⁹.

De son côté, Trotsky développe l'idée que c'est la direction même de l'Internationale qui porte la responsabilité de l'échec allemand. Dans un article qui circule depuis plus d'une semaine et que la *Pravda* publie les 28 et 29 décembre — il figurera quelques semaines après au sein de la brochure *Cours Nouveau* —, il tente une première analyse, à partir de l'affirmation que l'Allemagne a connu entre mai et juillet 1923 une crise sans précédent :

« Si le parti communiste avait modifié brusquement l'allure de son travail et avait consacré les cinq ou six mois que lui accordait l'Histoire à une préparation directe, politique, organique, technique de la prise du pouvoir, le dénouement aurait pu être tout autre que celui auquel nous avons assisté en novembre. (...) C'est seulement en octobre qu'il prit

10 P. Broué, *op. cit.*, pp. 182-189.

11 *Ibidem*, pp. 185-186.

12 *Ibidem*, pp. 186-188.

13 *Ibidem*, p. 189.

14 Quoique Thalheimer, *op. cit.*, p. 11, donne la date du 13 décembre avec précaution, d'ailleurs : « A moins que je ne me trompe » ...

15 Thalheimer, *op. cit.*, p. 11. Zinoviev fait allusion à cette intervention de Radek le 6 janvier 1924, devant l'exécutif (*Inprekorr*, n° 20, 15 février 1924, p. 225).

16 Angress, *op. cit.*, p. 463.

17 *Inprekorr*, n° 16, 4 février 1924, *Bulletin communiste*, n° 8, 22 février 1924, p. 209, et J. Degras, *op. cit.*, II, p. 65. La lettre n'est pas datée.

18 Zinoviev, *op. cit.*, p. V.

19 *Ibidem*, pp. 105-109.

une nouvelle orientation. Mais il lui restait alors trop peu de temps pour développer son élan. Il donna à sa préparation une allure fiévreuse ; *la masse ne put le suivre, le manque d'assurance du parti se communiqua au prolétariat, et, au moment décisif, le prolétariat refusa le combat*. Si le parti a cédé sans résister des positions exceptionnelles, la raison principale en est qu'il n'a pas su, au début de la nouvelle phase (mai-juillet 1923) s'affranchir de l'automatisme de sa politique antérieure établie comme pour durer des années, et poser carrément dans l'agitation, l'action, l'organisation, la technique, la question de la prise du pouvoir »²⁰.

Quelques jours auparavant, confirmant une partie des affirmations de Radek et justifiant les appréhensions de Zinoviev, le comité central du parti polonais avait exprimé son inquiétude devant les attaques dirigées par la troïka contre Trotsky :

« Un seul fait est clair pour nous : le nom du camarade Trotsky est pour notre parti, pour l'Internationale, pour tout le prolétariat révolutionnaire du monde, indissolublement lié à la victoire révolutionnaire d'Octobre, à l'armée rouge, au communisme et à la révolution mondiale, nous ne pouvons admettre qu'il soit possible que le camarade Trotsky se trouve hors des rangs des dirigeants du parti communiste russe et de l'Internationale. Cependant nous sommes inquiets à la pensée que les discussions pourraient déborder le cadre des problèmes concrets en discussion, et quelques déclarations publiques de dirigeants responsables du parti justifient les pires inquiétudes »²¹.

A Moscou, Staline, qui s'est jusqu'alors tenu à l'écart des discussions sur l'Allemagne, commence à s'y intéresser. Il prend contact avec Maslow, qui est toujours retenu par la commission d'enquête, l'interroge sur la situation et sur la politique du parti. Bientôt, il va en faire son homme, loue en toute occasion sa perspicacité et la fermeté de ses principes, prend lui-même en main la direction de la commission d'enquête qui conclut en le lavant de tout soupçon²². Cette nouvelle « alliance » modifie l'équilibre des forces, au moins autant que le désarroi des militants en Allemagne.

Nouveaux alignements dans le parti allemand.

C'est le débat dans le parti russe plus que la situation allemande elle-même qui donne le cadre de la discussion que Brandler déclare ouverte le 7 novembre dans le parti allemand. En décembre, trois textes s'opposent les uns aux autres devant la centrale, celui de Ruth Fischer et ses partisans, qui se déclarent d'accord avec la lettre de Zinoviev, celui de Brandler et Thalheimer, qui repoussent fermement ses critiques, et celui du « centre » — avec Koenen, Kleine, Remmele et Eberlein —, qui tient compte des critiques de Zinoviev sans pour autant reprendre la thèse de Ruth Fischer. Ruth Fischer obtient six voix, Brandler et Thalheimer deux — les leurs, en l'absence de Clara Zetkin — et le centre rallie le reste de l'ancienne majorité de la centrale, dix-sept voix²³.

Le centre représente les éléments dirigeants qui s'alignent sur Zinoviev, prennent leurs distances à l'égard de Brandler, mais refusent de s'aligner sur les positions de la gauche. Pour eux, « la situation en Allemagne, avant et pendant les événements d'Octobre, était objectivement révolutionnaire au plus haut point ». La retraite décidée par le parti résulte de ses propres fautes, de tactique et de stratégie, elles-mêmes conséquences d'une « conception théorique erronée » et d'une « fausse interprétation du rôle du parti ». Ces fautes ont été : a) de n'avoir pas reconnu à temps la portée des grandes luttes ouvrières précédant la grève contre Cuno, et de n'avoir pas modifié en conséquence la ligne du parti, b) de n'avoir pas commencé les préparatifs militaires au moins à l'époque de l'occupation de la Ruhr, ce qui a conduit, plus tard, à les bâcler, c) d'avoir freiné les mouvements de masse pendant septembre et octobre afin de ménager les forces ouvrières en vue du « coup décisif », d) d'avoir entretenu des illusions sur les dirigeants social-démocrates de gauche et de les avoir répandues, e) de n'avoir pas utilisé les positions acquises en Saxe pour mobiliser les masses, f) de n'avoir « fait de préparatifs qu'en vue de la lutte finale pour la conquête du pouvoir politique, tout en refusant et même en s'opposant à l'organisation d'actions partielles », g) d'avoir effectué des prévisions et calculs sur la base d'un raisonnement abstrait qui conduisait le parti à « se dérober toujours devant la lutte », h) d'avoir surestimé l'importance du nombre de fusils et sous-estimé celle de la volonté de lutte de l'avant-garde prolétarienne, i) d'avoir élaboré un plan trop rigide sur la base d'un calcul erroné. La retraite sans combat, conséquence directe de toutes ces fautes, a été, pour le centre, une faute en elle-même dans la mesure où elle n'a été comprise ni du parti ni de l'avant-garde groupée autour de lui, « préparés dans leur esprit à la lutte décisive », et parce qu'elle a ébranlé la confiance des masses dans le parti communiste. La situation demeure cependant révolutionnaire, car « la dictature blanche ne peut être de longue durée ». On doit s'attendre, « dans quelques mois », à « une grande action des masses prolétariennes » dont le succès dépendra en définitive de la politique et de l'activité du seul parti communiste²⁴.

De leur côté, Brandler et Thalheimer, isolés, tiennent bon. Ils pensent que la retraite d'octobre était « inévitable et justifiée ». Selon le texte de leurs thèses, les causes de la défaite sont « de nature *objective*, et non imputables à des fautes de tactique du parti »²⁵. Ils expliquent : « La majorité de la classe ouvrière *n'était plus* disposée à lutter pour la démocratie de novembre (...) et *n'était pas encore* prête à entrer dans l'arène pour la dictature des conseils ouvriers et pour le socialisme. » L'erreur cardinale est donc d'avoir cru que la classe ouvrière était gagnée au communisme : cette erreur a été commise aussi bien par la centrale du parti allemand que par l'exécutif de l'Internationale. Les critiques adressées par la centrale à l'exécutif n'ont pas été formulées avec suffisamment d'énergie²⁶, et ce dernier n'en a tenu aucun compte. Les conséquences de cette erreur

20 Trotsky, *De la révolution*, p. 58.

21 Cité d'après J. A. Regula, *Historia Komunistycznej Partji Polski w Świecie Faktów i Dokumentów* (1934), pp. 105-106, par Carr, *Interregnum*, pp. 234-235.

22 R. Fischer, *op. cit.*, p. 363.

23 Brandler et Thalheimer, « Erklärung », *Die Internationale*, n° 2/3. 28 mars 1924, p. 135.

24 *Inprekorr*, n° 185, 28 décembre 1923, pp. 1564-1566 : « Thesen zur Taktik des Oktoberrückzugs und zu den Nächsten Aufgaben der Partei », *Die Internationale*, n° 1, janvier 1924, pp. 14-19.

25 C'est le thème cher à Thalheimer, qu'il développera avec une grande force de persuasion dans sa brochure de 1931 : 1923, *Eine verpasste Revolution* ?

26 C'est le thème préféré de Brandler, indéfiniment répété dans sa correspondance.

d'appréciation ont été les suivantes : a) fixation d'une date prématurée pour l'insurrection, b) négligence et sous-estimation de l'importance qu'il y avait à organiser des actions partielles et à assurer avant tout la préparation politique, de façon générale, c) insuffisance de la coordination entre préparation politique et préparatifs politiques et techniques. En outre, le parti n'a pas su exploiter ses positions dans le gouvernement saxon pour aggraver la crise à l'intérieur du parti social-démocrate et organiser la résistance armée. Brandler et Thalheimer pensent qu'il n'est pas possible, pour le moment, de prévoir la durée de la dictature militaire, mais que, dans l'immédiat, le parti doit concentrer ses efforts à combattre l'influence social-démocrate et renforcer son organisation dans les usines²⁷.

Les thèses de la gauche ne s'embarrassent pas de nuances. Elles affirment d'emblée :

« La situation objective en Allemagne, de la période de la grève d'août aux événements d'octobre, était mûre pour la conquête du pouvoir par le prolétariat. (...) Les chances de victoire en octobre étaient très grandes. *Mais le parti aurait dû engager la lutte même au risque d'une défaite : celle-ci aurait donné alors au prolétariat de belles traditions révolutionnaires attachées au nom du parti communiste, préparant en ce sens la victoire future.* »

Or c'est le contraire qui s'est passé : le recul sans combat a démoralisé le prolétariat et semé la confusion dans les rangs du parti. Les causes de cette faillite sont : a) le refus de la centrale, jusqu'en octobre, et avant d'y avoir été littéralement contrainte par l'exécutif, de préparer les militants à la lutte pour le pouvoir, b) une préparation technico-militaire défectueuse et insuffisante, c) l'emploi de la tactique réformiste du front unique et la recherche de l'alliance « déplacée » avec les social-démocrates de gauche, d) une propagande sur des mots d'ordre de transition qui a conduit à ne pas développer dans les masses le « programme communiste », e) une lutte interne qui était la conséquence de ces erreurs. Le parti doit se préparer, « dans un délai de quelques mois », à de nouvelles luttes, et c'est pourquoi, d'urgence, il faut éliminer de sa direction tous les éléments de droite²⁸.

Le débat commence ainsi dans la confusion. La gauche est fidèle à elle-même, mais le fait cardinal est l'explosion de la majorité. Or les positions du centre sont loin d'être claires. Thalheimer ne se prive pas de faire remarquer que le centre ne critique que « la retraite *sans combat* », non la « retraite elle-même » : ce n'est pas de la faute de Brandler si la retraite a eu lieu « sans combat ». Il dénonce le retour à travers les thèses du centre « de la bonne vieille théorie de l'offensive qui, pour vaincre, a besoin de deux éléments, la volonté révolutionnaire du parti et l'horizon bleu des vastes étendues ». Pour lui — et le jugement est pertinent —, « les thèses du centre sont le résultat d'un compromis plein de contradictions entre des prémisses « gauchistes » et des conclusions « droitières »²⁹. Mais la force de la position du centre provient d'ailleurs : le 27 décembre, le bureau politique du parti russe, en condamnant Radek, a adopté la même :

« Le camarade Radek fonde son orientation sur le soutien de la minorité de droite au comité central du parti communiste allemand et le désaveu de l'aile gauche — ce qui, objectivement, menace le parti allemand d'une scission —, tandis que le bureau politique du parti russe base sa politique sur le soutien de la nette majorité au sein du comité central du parti communiste allemand et la collaboration avec la gauche, tout en critiquant les erreurs de la gauche, en retenant ce qui est correct dans ses positions et en critiquant en même temps les grossières erreurs de la droite »³⁰.

Le bureau politique condamne comme « fractionniste » l'attitude de Radek, qui refuse de s'incliner devant les décisions et de respecter la discipline de son propre parti sous le prétexte que ce n'est pas de lui, mais du congrès mondial de l'Internationale, qu'il tient son mandat de membre de l'exécutif : Radek a en effet préparé sur la question allemande des thèses qui ont été également signées par Trotsky et Piatakov, et qu'il soumet directement à l'exécutif sans passer par la direction du parti russe³¹.

La session de janvier 1924 de l'exécutif

La première bataille va s'engager le 11 janvier, au présidium de l'Internationale. Les délégués russes sont Zinoviev, Boukharine, Radek et Piatnitsky. Trotsky, malade, ne prend déjà plus part à aucun débat. Les Allemands sont en force : Brandler, Walcher et Clara Zetkin, pour la droite, Remmele, Pieck et Koenen, pour le centre, Thaelmann, Ruth Fischer et Arthur König, pour la gauche³².

Radek présente le rapport en tant que représentant de l'exécutif en Allemagne. Il rappelle d'abord que la délégation de l'exécutif a été unanime dans son approbation de la retraite d'octobre, rendue nécessaire par la capitulation des social-démocrates de gauche et l'impuissance du gouvernement saxon. Il pense qu'une occasion historique a été marquée. Il eût fallu, selon lui, se rendre compte, au moins avant le mois de mai, que la situation était devenue révolutionnaire. Il rappelle que l'exécutif de juin n'a pas une seule fois abordé ce problème, pourtant posé alors dans les faits eux-mêmes. Les dirigeants de l'Internationale — dont il est — portent donc selon lui collectivement la responsabilité de ne pas appliquer un plan qui était devenu inapplicable. Le rapporteur souligne que toutes les décisions importantes ont été prises par l'exécutif ou par le présidium : tout cela, Zinoviev le sait parfaitement, comme il sait que Brandler s'était déclaré opposé à une entrée sans préparation politique de ministres communistes dans le gouvernement Zeigner, ce qui a été finalement décidé. Il est, pour Radek, parfaitement inacceptable que Zinoviev, qui, comme président de l'Internationale, porte la responsabilité principale, cherche à fuir ses responsabilités et tente, pour des raisons extérieures à l'affaire, de faire de Brandler et de lui-même des boucs

27 Brandler et Thalheimer. « Thesen zur Oktoberniederlage und zur gegenwertigen Lage », *Die Internationale*, n° 1, janvier 1924, pp. 1-14 ; *Corr. int.*, n° 3, 16 janvier 1924, pp. 29-30.

28 « Skizze zu Thesen über die Situation und über die Lage der Partei vorgelegt vom Polbüros der Bezirkleitung Berlin-Brandenburg, *Die Internationale*, n° 1, janvier 1924, pp. 54-57 ; *Corr. int.*, n° 4, 23 janvier 1924, pp. 33-34.

29 A. Thalheimer, « Réflexions sur les thèses du comité central du K.P.D. », *Corr. int.*, n° 4, 23 janvier 1924, pp. 34-35.

30 V.K.P.(B) v *Rezoljutsijakh* (1941), I, p. 534, cité par Carr, *op. cit.*, p. 236.

31 *Ibidem*. *Die Lehren* ..., p. 23. Le texte de ces thèses n'a jamais été publié et est encore aujourd'hui inconnu.

32 *Die Lehren* ..., *passim*.

émisaires³³.

Sur le fond, Radek développe quelques-unes des raisons « objectives » qui ont d'après lui dicté la décision de battre en retraite en octobre :

« Ce qui se passe aujourd'hui au sein du prolétariat allemand ne fait que refléter la situation générale en Allemagne, l'effondrement de toute activité politique, une extraordinaire passivité politique dans toutes les classes sociales, sauf dans l'armée. (...) Bon parti ouvrier, nous ne sommes nulle part un bon parti communiste. Et c'est le trait majeur de la situation »³⁴.

C'est là le début d'une tentative d'analyse sérieuse mais qui n'avait guère de chances de se poursuivre dans l'ambiance qui prévaut au présidium après le discours-réquisitoire de Zinoviev du 12 janvier. Pour le président de l'Internationale, tout est beaucoup plus simple : ce sont Radek et Brandler qui, par leurs positions opportunistes, sont responsables des fautes du parti allemand, et le premier devoir de l'Internationale est de changer la direction du parti allemand, à la fois parce que l'ancienne a fait faillite et parce qu'il faut éviter que le légitime mécontentement des ouvriers qui suivent la gauche n'aboutisse à une scission³⁵. Une commission est désignée pour établir un rapport: présidée par Kuusinen, elle comprend cinq Allemands, Maslow, Thaelmann, Remmele, Wilhelm Koenen et Pieck. Clara Zetkin demande que Brandler et Radek en fassent également partie³⁶ mais sa proposition est repoussée; claire indication que, pour la majorité, la cause est entendue.

La 13^e conférence du parti russe commence aussitôt après la suspension des travaux du présidium, et traduit la lourde défaite de l'opposition³⁷. Zinoviev y intervient sur la question allemande. Il souligne qu'il n'y a eu, au sein de la direction russe, aucun désaccord de fond sur l'appréciation de la situation comme situation révolutionnaire typique. Pourtant la déception est grande, et il faut bien admettre que l'erreur a consisté dans une sous-estimation du délai. En ce qui concerne le passé, il affirme ne pas vouloir nier ses propres responsabilités, mais tient à souligner que le bureau politique et le comité central ont pris sur ces questions des décisions unanimes. En revanche, il insiste sur la gravité des désaccords présents : Radek et Brandler ont transformé en une vulgaire combine parlementaire l'entrée des communistes dans le gouvernement Zeigner. Or déjà, en juillet, c'est le même Radek qui avait freiné le parti allemand en lui conseillant de renoncer à sortir dans la rue pour la « journée antifasciste ». Maintenant, après la défaite, il se met à élaborer toute une philosophie afin de couvrir l'opportunisme de la droite. Lui qui, en Russie, aime à se présenter comme « de gauche », incarne aujourd'hui à propos de l'Allemagne — et ce n'est pas là un hasard, selon Zinoviev — la déviation droitiste. Avec Piatakov, il a tenté d'« introduire dans l'Internationale les luttes fractionnelles »³⁸. Boukharine complète le réquisitoire : pour lui, c'est Brandler qui est responsable de la défaite car, au lieu d'utiliser la politique de front unique pour briser l'influence de la social-démocratie, il ne l'a utilisée qu'à collaborer avec elle³⁹.

Radek se défend avec vigueur. Oui, la situation était révolutionnaire, mais il n'en est pas moins vrai que le parti n'a pu l'exploiter. La direction de l'Internationale porte les mêmes responsabilités que la centrale allemande. Il rappelle le passé de militants révolutionnaires et internationalistes de Brandler et Thalheimer pour démontrer qu'ils sont eux-mêmes les victimes des faiblesses de leur propre parti et d'une Internationale dont ils ne sont pas seuls responsables. Il accuse Boukharine d'exploiter cyniquement l'ignorance des délégués qui connaissent mal le parti allemand, et interpelle : si Brandler était un opportuniste et un droitier, pourquoi l'exécutif ne l'a-t-il pas dénoncé bien avant? Que faisait, que disait l'exécutif pendant que Brandler commettait ses fameuses erreurs ? Il demande aux dirigeants : « Acceptez-vous la responsabilité des seules victoires et non celle des défaites ? » Il conclut que la seule correction apportée par l'exécutif à la résolution de la centrale du 3 novembre a été d'ajouter aux mots d'ordre contre le fascisme et la social-démocratie celui de « A bas Brandler! »⁴⁰.

C'est finalement à l'unanimité moins une abstention — vraisemblablement la sienne — que la conférence le somme de se soumettre à la discipline du parti russe dans la discussion de la question allemande au sein de l'Internationale⁴¹.

Le verdict de l'Internationale.

Le 19 janvier, la commission Kuusinen présente son rapport devant le présidium. Son verdict est catégorique : « un ensemble de fautes et de lacunes imputables en partie à des déviations opportunistes », commises dans différents domaines. Une erreur d'appréciation : « le parti a reconnu trop tard la maturité de la situation révolutionnaire », et « l'exécutif, de son côté, n'a pas concentré une attention suffisante sur l'imminence du dénouement ». Des fautes tactiques : avoir freiné et différé les mouvements spontanés et ne pas leur avoir assigné d'objectifs politiques, n'avoir pas fait d'agitation en faveur des soviets, avoir négligé le renforcement des conseils d'usine et comités d'action, pour ne se consacrer qu'à ce qui devenait une action du seul parti, alors qu'elle aurait dû être celle du prolétariat tout entier. Lacunes d'organisation politique : n'avoir pas suffisamment recruté pour le parti, n'avoir pas suffisamment associé les masses aux préparatifs techniques. Erreur d'évaluation des forces : sous-estimation de la capacité de sabotage de la social-démocratie, illusions sur les social-démocrates de gauche et leur capacité d'action. Orientation erronée en direction de la seule Saxe : erreur d'avoir tout joué sur une carte unique sans avoir prévu ni plan de rechange ni ligne de repli.

33 *Die Lehren ...*, pp. 5-23.

34 *Ibidem*, p. 13.

35 *Ibidem*, pp. 58-80.

36 *Ibidem*, p. 81.

37 P. Broué, *op. cit.*, pp. 195-198.

38 Extraits du rapport de Zinoviev à la conférence concernant la question allemande, *Bulletin communiste*, n° 8, 22 février 1924, pp. 205-210.

39 Compte rendu cité par J. Degras, *op. cit.*, II, p. 70.

40 *Ibidem*, p. 71.

41 V.K.B.(b) *Rezolutsijsijakh* (1941), I, p. 556, cité par Carr, *op. cit.*, p. 239.

L'ensemble de ces fautes est imputé par la commission au seul parti allemand, avec un remarquable mépris de la vérité historique. Le texte n'hésite pas en effet à déclarer qu'il aurait fallu entrer dans le gouvernement saxon « sur la base d'un mouvement des masses », et précise que les ministres communistes ont fait preuve d'une « incapacité regrettable »⁴².

Le présidium adopte le rapport par quatre voix contre deux, celles de Clara Zetkin et de Radek, puis repousse un amendement de Pieck précisant que, compte tenu des circonstances comme des erreurs déjà commises, la décision de battre en retraite en octobre avait été correcte⁴³.

Le terrain ainsi déblayé, la discussion va reprendre le 21 janvier. Sûr de sa victoire et désireux sans doute de ne pas effaroucher les hésitants, Zinoviev cette fois se montre conciliant, tend la perche à l'opposition, reprenant dans son rapport de clôture la substance de l'amendement Pieck :

« C'est non seulement à cause des erreurs et des faiblesses du parti, mais également à cause de la faiblesse de la classe ouvrière elle-même que la retraite était absolument nécessaire en octobre. Il y aura bien entendu des travailleurs pour dire que nous avons laissé passer le moment »⁴⁴.

La concession est suffisante pour que les partisans de Brandler saisissent la chance qui s'offre : ils déclarent qu'ils voteront pour la résolution, Clara Zetkin par souci d'unité, Radek, plus désabusé, par souci de la tradition, afin de maintenir vis-à-vis de l'extérieur la solidarité de l'exécutif. Tous deux regrettent néanmoins, comme Brandler, que la résolution n'admette pas explicitement, comme Zinoviev vient de le faire, que la retraite était nécessaire, et qu'elle demeure muette sur les responsabilités de la gauche⁴⁵.

Au nom de la délégation polonaise, Prouchniak, qui vote également en faveur de la résolution du présidium, remarque que l'exécutif dissimule ses propres responsabilités et formule des regrets quant à cette attitude. Il ajoute un avertissement :

« Depuis que Lénine, le dirigeant le plus important du prolétariat révolutionnaire du monde, ne prend plus part à la direction de l'Internationale, et depuis que l'autorité de Trotsky, dirigeant reconnu du prolétariat révolutionnaire mondial, a été mise en question par le parti communiste russe, il existe un danger que l'autorité de la direction de l'Internationale communiste soit ébranlée. (...) Nous considérons que l'accusation d'opportunisme portée contre Radek, un des dirigeants les plus éminents, est non seulement injuste, mais au plus haut degré dommageable pour l'autorité des dirigeants de l'Internationale. (...) Les divergences entre les dirigeants les plus connus de l'Internationale communiste dans l'appréciation de la question allemande sont du type de celles qui sont inévitables dans un parti révolutionnaire vivant »⁴⁶.

Mais les responsables qui se réclament de tels principes se rallient finalement à une résolution qui les contredit formellement. Des années plus tard, Thalheimer écrira que l'attitude de Zinoviev s'expliquait par un désir de parer aux menaces proférées par Radek à propos d'une alliance Brandler-Trotsky-Radek, et plaidera pour sa part non coupable :

« La déclaration de Radek était pure invention de sa part. Personne ne l'avait autorisé à dire que nous défendrions Trotsky si on l'attaquait. (...) Dès que nous avons été informés, j'ai écrit, dans *l'Internationale*, contre le point de vue de Trotsky »⁴⁷.

En fait, pour Zinoviev et ses alliés, la grande question était alors le pouvoir, la lutte contre Trotsky et l'opposition, la nécessité de sauver un prestige bien entamé dans l'affaire. Quelques semaines plus tard, Guralski-Kleine allait l'expliquer clairement, montrant du même coup à Brandler et Thalheimer qu'il ne leur avait servi à rien de renier Trotsky :

« L'alliance entre Brandler-Thalheimer et Radek-Trotsky sur la question allemande n'est pas accidentelle. Elle touche des questions fondamentales : débolchevisation du parti communiste russe et des partis européens, ou maintien de la tutelle bolchevique du parti communiste russe et bolchevisation des partis européens »⁴⁸.

La lutte contre le « brandlérisme » et le « trotskysme ».

Dans les mois qui suivent, c'est sous le signe de la « bolchevisation » que l'exécutif étouffe tous les foyers de résistance ou de critique, tout soutien possible de Trotsky. En France, Souvarine, Rosmer, Monatte, en Pologne, Warski, Walecki, Wera Kostrzewa sont ainsi éliminés. En Allemagne, la déception a été immense dans les rangs du parti et elle s'est naturellement tournée contre Brandler, à qui la majorité des militants est violemment hostile. Mais l'offensive de Zinoviev utilise ce sentiment sans en être la traduction. Sa signification est la même que celle qu'avait revêtue, au lendemain de l'action de mars, l'action de ceux qui avaient combattu Lénine au 3^e congrès mondial : l'exécutif et derrière lui le parti russe doivent être au-dessus de toute critique. Les dirigeants des partis nationaux servent de boucs émissaires pour les erreurs commises en commun.

L'autorité morale du parti bolchevique est telle que personne ne songe sérieusement à résister aux exigences de ses

42 Texte de la résolution dans *Die Lehren ...*, pp. 95-109.

43 *Ibidem*, p. 82. Seuls Radek et Zetkin votèrent l'amendement Pieck. Parmi les invités, dix votèrent pour l'amendement Pieck et onze contre la résolution (*ibidem*).

44 *Ibidem*, p. 83.

45 *Ibidem*, pp. 84-85.

46 *Ibidem*, pp. 93-94.

47 Thalheimer, *op. cit.*, p. 11.

48 *Die Internationale*, n° 4, 31 mars 1924, p. 161.

dirigeants.

La conséquence en est, à brève échéance, l'apparition de dirigeants communistes caractérisés par une absence totale d'initiative et parfois d'intelligence politique, par une soumission inconditionnelle et aveugle aux directives, même contradictoires, de Moscou. C'est ainsi que, dès le 19 février, le comité central allemand approuve la résolution du présidium et désigne une nouvelle centrale, formée de deux membres de la gauche et de cinq du centre, Remmele prenant la place de Brandler, avec Thaelmann comme suppléant⁴⁹. La nouvelle centrale prend aussitôt position contre les tendances « mencheviques » et « anti-léninistes » de l'opposition russe⁵⁰. Les furieuses attaques de la gauche créent dans le parti une atmosphère de « chasse aux sorcières », et le centre est rapidement débordé.

Le congrès se réunit clandestinement à Francfort-sur-le-Main, en avril 1924. La préparation en a été menée dans les pires conditions : 121 400 militants — contre 267 000 en septembre 1923 — ont élu 118 délégués, parmi lesquels 11 seulement sont partisans de Brandler, et dont aucun ne votera finalement le texte qu'il présente. La gauche l'emporte et avec elle une résolution qui appelle à « extirper les vestiges du brandlérisme ». Les incidents sont nombreux entre le délégué de l'exécutif, Manuïlski, et les dirigeants de la gauche, qui prônent une politique de scission systématique des syndicats et rejettent en bloc la tactique du parti depuis le 3^e congrès comme tout entière axée sur la conquête « des éléments les plus arriérés du prolétariat ».

Dans ce cadre, une lettre de Clara Zetkin — que Manuïlski qualifiera de « provocation » — résonne comme le dernier écho de la voix des militants qui avaient, de toute leur énergie, tenté la construction d'un parti révolutionnaire en Allemagne :

« Le sentiment révolutionnaire des masses n'avait aucun contenu politique, aucun objectif politique. Il restait élémentaire et instinctif, ne se transformait pas en claire compréhension révolutionnaire, en volonté résolue de combat, en lutte hardie. »

Le devoir du parti était de lui donner cette conscience et cette volonté : c'est à quoi il a failli. Fasciné par la « lutte finale », il n'a pas réussi à mobiliser les masses. Sur ce plan, gauche et droite sont à renvoyer dos à dos, la première parce qu'elle comptait que l'offensive jouerait le rôle de l'enchanteur Merlin, la seconde parce qu'elle comptait sur les social-démocrates de gauche pour faire le travail qu'elle ne pouvait faire faire par le parti. La bourgeoisie allemande avait parfaitement compris que l'apparition d'un gouvernement ouvrier en Saxe posait le problème du pouvoir en Allemagne, tandis que le prolétariat allemand, lui, ne l'a pas compris, le parti communiste n'ayant « pratiquement rien fait pour lier dans la conscience des masses prolétariennes l'expérience saxonne avec l'idée de soulèvement armé ». Clara Zetkin ajoute que la retraite était nécessaire en octobre, et constate que la situation n'a pas cessé d'empirer depuis, car les dirigeants n'ont pas offert au parti une autre activité que la chasse aux sorcières contre Brandler et les siens. Elle croit quant à elle qu'il serait impossible de construire en Allemagne un véritable parti communiste sans que des hommes comme Brandler, Thalheimer, Walcher ou Pieck y jouent un rôle dirigeant⁵¹.

Elle va répéter ces arguments au 5^e congrès de l'Internationale, où elle souligne la responsabilité de l'exécutif, coupable au minimum, même si on se place sur son terrain, d'avoir laissé les mains libres à Brandler⁵². Brandler admet que l'occasion a peut-être été manquée en août, mais souligne que ceux qui dirigeaient alors le parti à Berlin sont parmi ses accusateurs⁵³. Radek se débat comme un diable, interrompt, riposte et touche souvent juste⁵⁴. Thalheimer rappelle que Brandler et lui ont condamné l'opposition russe et affirme que « l'hégémonie du parti russe dans l'Internationale est une nécessité historique »⁵⁵. A huis clos, la Polonaise Wera Kostrzewa protestera contre « l'atmosphère de lutte permanente, de tension et d'acharnement » créée dans l'Internationale⁵⁶. En vain. Zinoviev continue de régler ses comptes : la social-démocratie est devenue « une aile du fascisme » et l'épisode saxon, le rôle du « radekisme » et du « brandlérisme » montrent la vigueur de l'influence social-démocrate dans le parti communiste allemand et l'Internationale⁵⁷.

Quelques mois plus tard, s'aventurant pour la première fois à rédiger un rapport sur la situation internationale, Staline tente de dégager les perspectives de la révolution en Europe occidentale après la victoire de ceux qu'il appelle « l'aide révolutionnaire des partis communistes ». La principale difficulté réside, selon lui, dans le fait que ces partis sont formés d'une part d'hommes qui ont été « à l'école de la social-démocratie », et d'autre part de jeunes « insuffisamment trempés dans l'action ». Face à une bourgeoisie solide qui dispose d'un « formidable appareil d'Etat » et bénéficie de l'aide de la social-démocratie, « avec tous ses vieux roublards » qui « disposent d'une énorme influence sur la classe ouvrière », c'est une « étrange erreur que de penser que de tels partis puissent être capables du jour au lendemain de renverser le règne de la bourgeoisie ». Il faut d'abord faire d'eux « des partis véritablement bolcheviques, tâche qui est, selon lui, possible, depuis que la défaite d'octobre 1923 et l'écrasement de l'opposition russe, « ce défi aux masses du parti », ont ouvert les yeux aux militants⁵⁸.

Le parti communiste allemand, à travers la « bolchevisation », commence à se transformer en parti de type nouveau, qu'on appellera bientôt stalinien⁵⁹.

49 *Inprekorr*, 18 février 1924, pp. 244-248 ; *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, vol. 4, p. 20.

50 Cité par J. Degras, t. II, p. 85.

51 *Bericht über die ... IX*, pp. 85-96.

52 5^e congrès. *Compte rendu analytique*, pp. 101-105.

53 *Ibidem*, pp. 84-86.

54 *Ibidem*, pp. 73-78.

55 *Ibidem*, p. 87.

56 Cité par K. S. Karol, *Visa pour la Pologne*, p. 45.

57 5^e congrès ... , pp. 131-135.

58 « Sur la situation internationale », 2^e partie, *Bulletin communiste*, n° 45, 7 novembre 1924, p. 1053.

59 Voir sur cette question, extérieure à notre sujet, la somme de Hermann Weber, souvent citée dans les pages précédentes : *Die Wandlung*

IV^e partie : Une entreprise condamnée par l'Histoire ?

XLIII. Histoire et politique

Plus que tout autre sujet sans doute de l'histoire contemporaine, l'histoire du mouvement communiste allemand a été au cours du demi-siècle écoulé soumise aux exigences des idéologies et de la politique quotidiennes.

Le 11^e congrès du K.P.D., tenu en 1927, avait décidé la rédaction et la publication d'une histoire du parti¹. En février 1932, Thaelmann, alors président et tout-puissant dirigeant du K.P.D., avait annoncé que cette tâche allait être rapidement entreprise au moins pour la première partie, jusqu'à la scission des indépendants au congrès de Halle et l'adhésion des indépendants de gauche à la III^e Internationale². La victoire du nazisme en 1933 et la mise hors la loi du K.P.D. allaient, autant que les difficultés politiques, faire remettre *sine die* cette entreprise. Il fallut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale pour voir paraître la première étude, due à un historien non communiste, M. Ossip K. Flechtheim³, suivie de peu par celle de Ruth Fischer⁴. Bien des historiens allemands de l'Ouest, anglais ou américains, s'étaient, sous un angle ou sous un autre, attachés à retracer l'histoire des premières années du K.P.D., que la République démocratique allemande, qui se veut son héritière, en était restée à quelques paragraphes de l'*Abrégé d'histoire du P.C.R.(b)* datant de 1938 et à un recueil tronqué, et par endroits falsifié, de documents et de commentaires. Il a fallu attendre les années 1962-1963 pour que la R.D.A. et son parti dirigeant, le S.E.D. — théoriquement continuateur du K.P.D. — puisse offrir aux jeunes générations une version « officielle » de son histoire, le célèbre *Grundriss der Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*⁵.

En réalité, l'historiographie du mouvement communiste allemand a connu les mêmes difficultés que celle des autres partis communistes « officiels » : révision périodique des récits et analyses en fonction des nécessités politiques de l'heure, falsification ou suppression du rôle des militants considérés comme « déviationnistes », « traîtres » ou « renégats », interprétation tendancieuse, falsification ou élimination de documents, reconstruction du passé en fonction d'impératifs idéologiques ou tactiques. Il faut remonter à 1927 pour trouver sous la plume d'un vieux spartakiste, Ernst Meyer, la dernière tentative d'une histoire scientifique des premières années du K.P.D. (S)⁶ : l'auteur allait être presque aussitôt écarté comme « conciliateur », à la veille de sa mort.

La majorité des pionniers du K.P.D. passèrent en effet, à un moment ou un autre, pendant la période dite de « bolchevisation », puis la stalinisation, dans les rangs des oppositions, ce qui leur valut de se voir refuser rétrospectivement tout rôle « positif ». Ainsi disparaissaient de l'histoire officielle Paul Levi et Karl Radek, principaux dirigeants du parti entre 1918 et 1923, aussi radicalement supprimés que Trotsky l'avait été de l'histoire bolchevique, et seulement affublés, à l'occasion, quand mention de leur nom apparaissait nécessaire, des traditionnelles épithètes d'« ennemis du peuple », « traîtres » ou « renégats ». Ainsi disparaissent Brandler et Thalheimer, boucs émissaires de la défaite de 1923, et avec eux les « droitiers », Walcher, Frölich, Böttcher, et les « gauchistes » ou « ultragauchistes », Ruth Fischer et Maslow, comme Urbahns, Rosenberg et Korsch, et, enfin, les « conciliateurs » comme Ernst Meyer. En Union soviétique, puis dans l'Europe en guerre, la grande purge des années 1936 à 1939 allait voir disparaître — exécutés ou morts en prison — d'autres dirigeants, pourtant longtemps dévoués à la fraction stalinienne dans le K.P.D., Hugo Eberlein comme Heinz Neumann, Remmele, Hans Kippenberger, Flieg, Leow, Schulte, Schubert — et, plus tard, Willi Münzenberg⁷.

Pendant toutes ces années, l'histoire du K.P.D. était aux mains de ses seuls dirigeants, les Wilhelm Pieck et Walter Ulbricht, dont le rôle avait été capital dans son histoire d'après 1923 comme agents de la fraction stalinienne et qui avaient dirigé la lutte contre la vieille garde. Il s'agissait pour eux de se justifier, de s'attribuer la position juste à toutes les étapes du passé, mais aussi et surtout de présenter de ce passé une image conforme aux nécessités de leur domination dans l'appareil et de celle du parti russe dans l'Internationale. L'histoire du K.P.D. devenait une suite d'efforts conscients menés du sommet - de la direction stalinienne du parti russe — pour éliminer les « tendances » et « déviations petites-bourgeoises », le poids de la tradition social-démocrate, c'est-à-dire, selon le modèle stalinien, les « agissements de l'ennemi de classe ». Elle se devait de minimiser, supprimer ou dénaturer le rôle de tous ceux qui, à un moment ou un autre, s'étaient trouvés sur une autre position que celle de la fraction stalinienne, de magnifier et d'exalter le rôle de ses agents dans le K.P.D., en allant, comme ce fut le cas pour Thaelmann jusqu'en 1933, pour Walter Ulbricht ensuite, jusqu'aux manifestations de « culte de la personnalité ». Tâche incompatible avec la publication intégrale de documents authentiques — ce qui explique l'indigence de la production, au cours des premières années, des instituts « historiques » de la R.D.A. — au surplus dangereuse, depuis que Staline avait condamné les « bureaucrates » qui avaient besoin de « papiers » pour écrire l'histoire, et attachaient une valeur aux « documents-papier »⁸.

La simple évocation des hommes des oppositions broyées dans le passé risquait en effet de ressusciter aux yeux des jeunes générations une conception du bolchevisme et du parti, de ses buts, de ses moyens, de sa nature même, bien différente de celles que présentaient vie quotidienne et discours officiels. Il eût été imprudent de rappeler que l'Internationale communiste

1 *Bericht über die Verhandlungen des IX. Parteitages der K.P.D.* 2-7 mars 1927, p. 416.

2 Thaelmann, *Der revolutionäre Ausweg und die KP.D.* (discours du 29 février 1932), p. 95.

3 Ossip K. Flechtheim, *Die K.P.D. in der Weimar Republik*, Offenbach a. M., 1948.

4 Ruth Fischer, *Stalin and German Communism. A Study on the Origins of the State Party*, Cambridge, 1948.

5 Publié d'abord sous forme de projet introduit par Ulbricht dans deux numéros spéciaux de *Einheit* en août et septembre 1962.

6 Ernst Meyer, « Kommunismus », dans le tome II de *Volk und Reich der deutschen* (Berlin, 1929).

7 Weber, *op. cit.*, I, p. 357 ; II, différentes biographies.

8 Dans une lettre à *Proletarskaja Revoljutsija*, Staline avait pris à partie l'historien Sloutski, coupable d'avoir écrit que Lénine ne s'était pas orienté avant 1914 vers une rupture avec les opportunistes de la II^e Internationale, et qu'il tenait Kautsky pour un « marxiste orthodoxe », puis d'avoir constaté que Lénine ne s'était pas solidarisé de la gauche allemande contre le centre. L'argument de Sloutski selon lequel on n'avait pas « trouvé de document » dans le sens de la thèse défendue par Staline provoquait la colère de ce dernier : « Qui, sinon des bureaucrates incurables, peut se fier aux seuls documents-papier ? Qui donc, sinon des rats d'archives, ne comprend qu'il faut vérifier les partis et les leaders avant tout d'après leurs actes, et pas seulement d'après leurs déclarations ? » (Staline, *Les Questions du léninisme*, t. II, p. 67).

du temps de Lénine avait pour but la révolution mondiale, non la construction du socialisme dans un seul pays, ou que les bolcheviks ne croyaient pas en la prédestination messianique du peuple russe en général et de leur parti en particulier, mais avaient au contraire considéré la révolution russe comme la première étape — la plus facile — d'une révolution qui ne pouvait vaincre qu'à l'échelle mondiale. Il était dangereux de laisser savoir aux jeunes générations — tout particulièrement à partir de 1956 et de la renaissance explosive des conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie — que la révolution allemande des conseils d'ouvriers et de soldats avait revêtu les traits d'une révolution proprement soviétique, et qu'il n'existait pas en Allemagne à cette date de parti ressemblant de près ou de loin à l'image du parti bolchevique que présentaient les historiographes stalinien, la phalange invincible, « centralisée et coulée d'un seul bloc », avec ses cadres « trempés » par le « marxisme-léninisme », son appareil infaillible, projection rétrospective du tout-puissant S.E.D., parti unique de la R.D.A. Il n'était pas possible enfin de retracer les efforts des militants allemands, épaulés par les chefs de la révolution russe, pour construire en Allemagne un parti de type bolchevique adapté aux conditions allemandes, quand cette construction s'était en réalité appuyée dans les premières années de son histoire sur des traditions de démocratie prolétarienne, la reconnaissance des tendances et même des fractions organisées, la pratique des assemblées générales de militants et responsables, celle des contre-rapports confiés aux minorités, des discussions larges, l'ouverture de la presse aux courants d'opposition, la représentation des minoritaires dans les organismes dirigeants.

L'histoire du bolchevisme fourmille d'exemples qui le font apparaître, sur un certain nombre de points essentiels, comme l'antithèse du stalinisme qui prétend le continuer. Celle du communisme allemand est peut-être encore plus riche de ce point de vue. Déjà, au début des années trente, c'était à la personnalité et au rôle de Rosa Luxemburg que Staline s'en était pris pour mettre au pas les historiens russes⁹ et pour « écraser » la théorie de Radek sur les « courants » dont la confluence historique aurait donné naissance au mouvement communiste mondial¹⁰, offensive qui était nécessaire pour imposer le dogme du « bolchevisme » et du « léninisme » omniscients construits dans une lutte consciente contre la social-démocratie. L'acharnement apporté dans la critique de la « surestimation » de Rosa Luxemburg avait été l'une des constantes de l'époque stalinienne, Rosa et ses compagnons de Spartakus étant d'autant plus suspects qu'ils avaient critiqué la direction bolchevique et marqué fréquemment leur attachement profond à la démocratie ouvrière et à l'initiative des masses. De ce point de vue, même la « réhabilitation » de la social-démocratie était plus facile, comme le montrent les ménagements accordés, lors de la fondation du S.E.D., à d'anciennes personnalités social-démocrates comme Friedrich Ebert junior.

La « déstalinisation » allait quelque peu modifier cette situation. Encouragés par la relative ouverture des archives en Union soviétique, par les attaques des nouveaux dirigeants contre le « culte de la personnalité » et Staline lui-même, poussés par l'élan de curiosité et la soif de vérité manifestée depuis 1953 et surtout 1956 par les jeunes générations, des chercheurs allaient tenter d'établir une histoire d'allure plus scientifique, capable d'affronter les textes de l'historiographie occidentale tout en demeurant inspirée d'un « esprit de parti », c'est-à-dire tenant compte des nécessités politiques dictées par le pouvoir. C'est dans ces conditions que s'est déroulée la rédaction, puis la discussion sur la première version officielle de quelque envergure de l'histoire du communisme allemand, le *Grundriss...*, à travers laquelle devait être pour la première fois mise en cause, quoique partiellement et sous forme indirecte, les thèses des dirigeants.

En 1957, l'historien Robert Leibbrand, vieux militant¹¹, s'en prend, dans les colonnes de *Einheit*, à la thèse stalinienne exposée dans le célèbre *Abrégé*¹², selon laquelle la révolution de 1918 avait été « une révolution bourgeoise, et non socialiste », dans laquelle les conseils d'ouvriers et de soldats auraient été, non des organes de double pouvoir comme les soviets, mais de simples « instruments » de la bourgeoisie, puisque « dominés » par les social-démocrates, indépendants et autres mencheviks allemands¹³. Pour lui, la révolution allemande, « par ses tâches historiques, par ses forces fondamentales et par les objectifs du prolétariat », était « une révolution socialiste » vaincue. Il soutient que la caractériser comme une « révolution bourgeoise » équivaut à « une sous-estimation et une minimisation de ce grand mouvement du prolétariat allemand »¹⁴.

L'effort de Leibbrand est bientôt soutenu par un autre historien, vétéran plus prestigieux encore, puisqu'il s'agit du vieux militant spartakiste Albert Schreiner, lequel écrit, dans une revue historique, qu'après avoir étudié la question de façon

9 Dans sa lettre contre Sloutski, Staline se livre à une « critique » des social-démocrates de gauche Parvus et Rosa Luxemburg et de « leur salade semi-menchevique » (*ibidem*, pp. 63-65). Il reproche à Sloutski de les défendre parce qu'il est lui-même « trotskyste », alors que « le trotskysme est un détachement d'avant-garde de la bourgeoisie contre-révolutionnaire » et conclut : « Voilà pourquoi le libéralisme à l'égard du trotskysme, même brisé et camouflé, est de l'imbécillité confinée au crime et à la trahison » (p. 69). Dans un discours « pour une étude bolchevique de l'histoire » du parti, le 1^{er} décembre 1931, Kaganovitch dit que, « sur nombre de questions fondamentales, (...) Rosa Luxemburg n'était pas d'accord avec les bolcheviks et se rapprochait du centre » et qu'« elle était plus près de Trotsky et des trotskystes » (*Corr. int.*, n° 114, 23 décembre 1931, p. 1257).

10 Au cours du discours mentionné à la note précédente, Kaganovitch déclarait : « Radek a parlé, lui aussi, à la fraction des historiens marxistes. Il ressort de son discours que l'I.C. a accueilli dans ses rangs tout ce qu'il y avait de meilleur dans le mouvement ouvrier et qu'on n'a pas le droit d'oublier dans l'I.C. les courants et les ruisseaux qui se sont déversés dans le parti bolchevique. Radek devait comprendre ce que représente cette théorie des ruisseaux. (...) Il faut que Radek comprenne que la théorie des ruisseaux crée la base pour la liberté des groupes et des fractions. Si on tolère un ruisseau, il faut aussi lui donner la possibilité d'avoir son courant. Non, camarades, notre parti n'est pas un réservoir de ruisseaux troubles, c'est un fleuve si puissant qu'il ne peut conserver aucun ruisseau, car il a toute possibilité de faire disparaître tous les obstacles sur notre chemin » (*ibidem*, p. 1260). Rappelons ce que Radek écrivait en 1919, au nom de l'Internationale : « L'I.C. n'est pas un produit ingénieux du gouvernement soviétique, comme le supposent les Lloyd George, Clemenceau, Scheidemann et Hilferding. (...) L'I.C. est le rassemblement de toutes les tendances révolutionnaires de la vieille Internationale, telles qu'elles se sont déclarées et renforcées pendant la guerre. Ses semences, ce ne sont pas seulement les bolcheviks qui les ont semées, (...) mais également (...) Debs, De Leon, les héroïques combattants des I.W.W., (...) Jules Guesde comme Lorient et Monatte, (...) Rosa Luxemburg, Warski, Tyszkas, (...) ces tribunistes hollandais dont on se moquait à l'époque, (...) le travail que nous, radicaux de gauche allemands, avons accompli pendant dix ans » (*Die Entwicklung...*, p. 62).

11 Leibbrand était en 1923 le jeune secrétaire des Jeunesses communistes de Halle, membre du comité de grève en août, contre Cuno (*Ersil*, op. cit., pp. 80 et 322).

12 *Geschichte der Kommunistischen Partei der Sowjetunion (Bolschewiki). Kurzer Lehrgang*, Moscou, éd. all., 1939.

13 *ibidem*, p. 279.

14 R. Leibbrand, « Zur Diskussion über den Charakter der Novemberrevolution », *Einheit*, n° 1, janvier 1957, pp. 107-108.

approfondie, il est contraint de déclarer qu'il abandonne « son » ancienne interprétation de la révolution de novembre 1918 considérée comme une « révolution bourgeoise »¹⁵. C'est alors qu'un jeune historien, Roland Bauer, s'appuyant sur des documents, tant allemands que russes, contemporains de la révolution de novembre, et notamment sur les textes — inattaquables — de Karl Liebknecht et de Lénine lui-même, s'en prend avec vigueur à la thèse stalinienne de la « révolution bourgeoise », dont personne n'ignore qu'elle est également celle de Walter Ulbricht. Résumant le débat sur l'opposition de deux thèses fondamentales, celle de la « révolution démocratique-bourgeoise » et celle de la « révolution prolétarienne non victorieuse », il souligne que la seconde, à laquelle « se rallie un cercle toujours plus large » d'historiens, était également « l'ancienne interprétation des historiens marxistes »¹⁶. Sa conclusion est catégorique :

« La révolution de novembre avait le caractère d'une révolution prolétarienne inachevée et vaincue. Une telle appréciation est conforme aussi bien aux opinions de Marx, Engels et Lénine sur la révolution prolétarienne qu'aux appréciations portées sur la révolution de novembre par la Ligue Spartakus et le parti communiste allemand »¹⁷.

A peine ouverte, cette discussion fondamentale, mais lourde d'implications et de conséquences, est close par voie d'autorité. Walter Ulbricht tranche le débat qui aurait eu lieu sur ce point au sein du Politburo en affirmant, dans les colonnes de l'organe du parti, *Neues Deutschland*, que la seule interprétation « conforme au point de vue du marxisme-léninisme » de la révolution de novembre est celle d'une « révolution démocratique-bourgeoise menée par des moyens et des méthodes prolétariennes », et en condamnant formellement « l'opinion erronée défendue par une partie des historiens sur le caractère socialiste de la révolution de novembre »¹⁸. La thèse ancienne ainsi réaffirmée demeure donc à la base de l'histoire officielle et la nouvelle version de l'histoire du K.P.D. ne présente pas de modifications substantielles par rapport à l'histoire « stalinienne » de l'*Abrégé*. Brandler et ses camarades demeurent « ennemis du parti » et « opportunistes de droite », et les camarades de tendance de Ruth Fischer des « ultra-gauches sectaires, ennemis du parti ». Mais, Walter Ulbricht qui, en 1923, appartenait au groupe de Brandler, et Ernst Thaelmann, qui suivait Ruth Fischer et Maslow, sont présentés comme les forces « saines », « révolutionnaires » qui, à l'intérieur du K.P.D., luttaient pour défendre le point de vue marxiste-révolutionnaire. Alors que le compte rendu du congrès de Leipzig donne *in extenso* le texte d'une intervention de Ulbricht tout entière consacrée à une polémique contre Ruth Fischer et ses interprétations « gauchistes » du rapport de forces en Allemagne¹⁹, les rédacteurs du *Grundriss* écrivent :

« Déjà dans l'année 1923, au sommet de la crise révolutionnaire d'après guerre, Walter Ulbricht apparut comme un des dirigeants du parti qui, au congrès de Leipzig, se dressèrent contre la révision opportuniste de droite de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat par le groupe Brandler-Thalheimer »²⁰.

Soucieux du culte de sa propre personnalité, Walter Ulbricht ne perd pas de vue ses objectifs politiques, la défense d'un *statu quo* qui constitue sa justification. Dans un discours au comité central lors du débat sur le *Grundriss*, il déclare :

« J'ai l'avantage d'avoir, pendant deux époques de l'histoire du mouvement ouvrier allemand, participé à la direction de façon active et consciente. Lorsque, au cours de ce rapport, je traite un certain nombre de questions de stratégie et de tactique, cela ne repose pas seulement sur mes connaissances théoriques, ni sur une exploitation systématique de mes diverses expériences, mais aussi sur ma participation personnelle à ces grands combats de la classe ouvrière allemande »²¹.

C'est ainsi qu'il veut trancher le débat - qui reste en fait largement ouvert - concernant les liens respectifs avec le bolchevisme des radicaux de gauche de Brême et des spartakistes, question importante abordée, pendant la période de la déstalinisation, par Wilhelm Eildermann et Karl Dreschsler²², en affirmant :

« Il est (...) faux de dire que les gauches de Brême aient été, sur la question du parti, le groupe qui avait eu dans le mouvement ouvrier révolutionnaire allemand la plus grande clarté politique. (...) C'était le groupe Spartakus qui était le plus proche des bolcheviks. Son action a influencé, directement ou indirectement, tous les groupes révolutionnaires allemands et a trouvé dans le mouvement des soutiens importants, particulièrement de la part de Lénine et des bolcheviks. Mettre sur le même plan que le groupe Spartakus les radicaux de gauche de Brême ou simplement les sur-estimer ne répond donc pas aux faits historiques »²³.

Ainsi que le fait remarquer Hermann Weber dans son ouvrage critique sur le *Grundriss*²⁴, il ne s'agit pas seulement ici pour Ulbricht d'affirmer que le chef incontesté du S.E.D. ne peut avoir appartenu qu'au groupe le plus conséquent et historiquement le plus important, nécessité qui fait à ses yeux pencher la balance de l'histoire en faveur de la Ligue Spartakus ; il s'agit surtout, à travers l'histoire « révisée », de préserver un principe fondamental et intangible :

15 A. Schreinet, « Auswirkungen der Grossen Sozialistischen Oktoberrevolution auf Deutschland vor und während der Novemberrevolution », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, n° 1, 1958, p. 32.

16 Roland Bauer, « Über den Charakter der Novemberrevolution », *ibidem*, p. 142.

17 *Ibidem*, p. 168.

18 *Neues Deutschland*, 18 juin 1958.

19 *Bericht III* (8) ... , pp. 356-357.

20 *Einheit*, n° 6, juin 1963, p. 5.

21 *Einheit*, août 1962 (numéro spécial), p. 5.

22 *Die Oktoberrevolution in Deutschland* (Réunion d'historiens, 25-30 novembre 1957 à Leipzig), p. 223.

23 *Einheit*, août 1962 (numéro spécial), pp. 28-30.

24 H. Weber, *Ulbricht fälscht Geschichte* (Ein Kommentar mit Dokumenten zum « Grundriss der Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung »), 1964.

« Il ne peut jamais y avoir *qu'un* groupe qui agit correctement, *un* qui a « le rôle dirigeant », et *qu'une* ligne politique correcte, ce qui étaye le droit à la direction politique »²⁵.

En fait, dans un discours dont une bonne partie est consacrée à la dénonciation des conceptions qu'il traite de « révisionnistes », Walter Ulbricht consent pour son propre compte et pour celui de son parti à une seule révision, mais de taille, lorsqu'il s'écrie :

« La défaite de la classe ouvrière allemande au cours de la révolution de novembre et les défaites des soulèvements révolutionnaires du prolétariat dans les autres Etats impérialistes après la première guerre mondiale ont démontré que la classe ouvrière ne pouvait pas, dans les pays ayant un capitalisme monopoliste d'Etat développé, ériger d'un seul coup la dictature du prolétariat »²⁶.

Ainsi, comme le note Hermann Weber, non seulement se trouve affirmée, par le dirigeant du S.E.D., que la voie de l'Allemagne vers le socialisme n'était, ne pouvait et ne peut être que ce qu'elle est en R.D.A. sous la direction de Walter Ulbricht, mais est encore justifiée — en dépit de l'essentiel de la pensée de Marx, Lénine et Rosa Luxemburg — toute la politique passée de construction du « socialisme dans un seul pays », la politiquesuicide dictée au K.P.D. par l'Internationale de Staline entre 1931 et 1933, sans parler de la récente politique des partis communistes dans le cadre de la « coexistence pacifique », de la « lutte pour la démocratie avancée » et de la « voie parlementaire vers le socialisme » ...

A l'instar d'un Habedank, l'un des premiers à avoir tenté de réhabiliter l'usage des « documents-papier » dans son histoire de l'insurrection de Hambourg²⁷, les chercheurs risquent encore aujourd'hui de se heurter à un veto des dirigeants politiques. Comme en Union soviétique, les recherches historiques ne sauraient être abstraites des conséquences politiques qu'elles impliquent. Les travaux d'Arnold Reisberg sur le rôle de Lénine dans l'élaboration de la politique du front unique ouvrier²⁸, qui ont établi pour les lecteurs de R.D.A. la personnalité et le rôle de Karl Radek et rendu justice à Brandler, ne peuvent pas, malgré les précautions de langage dont elles s'entourent, ne pas provoquer réflexions et questions.

On doit noter d'ailleurs que, sur le point capital des perspectives de la révolution prolétarienne dans les pays avancés, la révision théorique formulée par Walter Ulbricht reçoit, sous des formes plus ou moins nuancées, l'appui des principaux travaux de l'historiographie en Occident. C'est ainsi que Werner Angress écrit au terme de son étude sur le K.P.D. entre 1921 et 1923²⁹.

« Ils concevaient cette révolution comme une révolution dont ils seraient les inspirateurs et le fer de lance, mais qui serait réalisée par les masses des ouvriers allemands. Cette vision fut dissipée pendant les semaines qui suivirent l'effondrement de l'empire, et, après janvier 1919, elle cessa d'être une entreprise réalisable. Ce fut une tragédie pour le K.P.D. et, en fait, pour la république de Weimar, que les communistes allemands aient été incapables d'accepter le caractère irrévocable de leur défaite. Leurs différentes tentatives de prendre le pouvoir, qui ne prirent fin qu'au terme de l'année 1923, étaient vouées à un échec certain et le parti n'aurait trouvé qu'un maigre réconfort en songeant que ses tentatives n'étaient pas les seules tentatives avortées de révolution dans l'histoire de l'Allemagne moderne »³⁰.

Richard Lowenthal, dont l'étude sur « la bolchevisation de la Ligue Spartakus³¹ » constitue incontestablement un travail de pionnier, va dans le même sens. Sur l'histoire proprement dite du K.P.D., il peint en noir et blanc ce que les écrivains de l'Est peignent en blanc et noir et conclut que c'est l'exécutif de l'Internationale qui a introduit dans le mouvement communiste allemand des « techniques d'organisation » qu'il énumère :

« le mélange délibéré d'éléments différents au sein de la direction afin de constituer une direction moins homogène et plus flexible ; l'encouragement à la formation d' « ailes » que le Comintern pouvait jouer l'une contre l'autre ; l'incorporation dans les documents du parti de phrases-clés générales qui pouvaient servir ultérieurement d'aune pour mesurer les réalisations des dirigeants ; la construction progressive de légendes à l'intérieur du parti contre les dirigeants récalcitrants afin de les discréditer, d'abord par des mesures, puis publiquement par la bouche des gens de l'opposition, et finalement par l'usage ouvert de l'autorité du Comintern »³².

Surtout, comme Walter Ulbricht lui-même, il explique l'échec en Allemagne du parti révolutionnaire par l'impossibilité d'une révolution dans un pays industriellement développé :

« Le transfert de l'autorité au Comintern reposait sur l'échec de tous les mouvements révolutionnaires non bolcheviks en Europe. La poussée à gauche de la base communiste résultait de l'impossibilité de maintenir longtemps un parti révolutionnaire séparé avec une conception « luxembourgist » de son rôle. Mais l'une et l'autre circonstance exprimaient en réalité *le fait* — plus évident aujourd'hui qu'à l'époque — que *la prévision fondamentale* de Rosa Luxemburg et en général des marxistes révolutionnaires non bolcheviks, avait été *réfutée par l'Histoire* : la prévision que *la classe ouvrière de l'Europe industriellement avancée serait de plus en plus « révolutionnarisée » par sa propre expérience*. (...) En dernière analyse, les héritiers de Rosa Luxemburg furent vaincus par les « bolchevisateurs » parce

25 *Ibidem*, p. 110.

26 *Einheit*, août 1962 (numéro spécial), p. 33.

27 Heinz Habedank, *Zur Geschichte des Hamburger Aufstandes 1923*, Berlin, 1958.

28 Notamment *Lenin und die Aktionseinheit in Deutschland*, ainsi que la série d'articles dans *BzG* sur le sujet.

29 Werner T. Angress, *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany 1921-1923*, Princeton, 1963.

30 *Ibidem*, p. 475.

31 R. Lowenthal, « The Bolshevisation of the Spartakus League », *St Antony's Papers*, n° 9, Londres, 1960, pp. 23-71.

32 *Ibidem*, p. 68.

que leur propre vision de la révolution prolétarienne n'avait pas d'avenir »³³.

Faisant, à la différence de bien d'autres historiens occidentaux, la nécessaire distinction entre l'Internationale du temps de Lénine et celle placée au cours des années suivantes sous la férule de Staline, il écrit :

« Si Lénine avait pu prévoir le résultat final du processus que nous avons appelé la « bolchevisation » des partis communistes, il aurait vraisemblablement et avec sincérité réprouvé cette issue. Pourtant, en le jugeant, non sur ses intentions conscientes, mais sur les conséquences historiques (de son choix), il aurait eu tort »³⁴.

Nous pensons, quant à nous, que Walter Ulbricht, Richard Lowenthal et Werner Angress se trompent lorsqu'ils pensent que Lénine et Rosa Luxemburg ont commis l'erreur fondamentale de croire en la possibilité d'une révolution prolétarienne et de sa victoire dans un pays avancé. Nous croyons que le parti communiste allemand pouvait vaincre, même s'il a été vaincu. Il n'existe aucun Livre du destin de l'humanité dans lequel auraient été inscrites d'avance et la victoire de l'Octobre russe et la défaite de l'Octobre allemand, la victoire de Staline et celle de Hitler. Ce sont les hommes qui font l'Histoire.

33 *Ibidem*, pp. 69-70.

34 *Ibidem*, p. 71.

XLIV. La greffe du bolchevisme sur le corps allemand

L'histoire du K.P.D. — Ligue Spartakus, K.P.D. (S), V.K.P.D., K.P.D. tout court — n'est pas l'épopée en noir et blanc du combat mené par les justes contre les méchants, opportunistes de droite ou sectaires de gauche. Elle n'est pas non plus la lente agonie d'un secteur socialiste et révolutionnaire du mouvement ouvrier allemand sous l'étreinte d'un organisme étranger tendant consciemment à le vider de sa substance de classe. Elle représente un moment dans la lutte du mouvement ouvrier allemand pour sa conscience et son existence et ne peut être comprise en dehors de la crise de la social-démocratie, longtemps larvée et sous-jacente, manifeste et publique à partir de 1914.

La social-démocratie avait constitué, et constituait encore dans une large mesure en 1914, l'expression du mouvement ouvrier allemand avec ses caractéristiques : le sérieux de l'organisation, la stricte discipline exigée des militants groupés en « fractions », la coexistence d'un programme minimum dictant une pratique réformiste avec le programme de la révolution prolétarienne rejeté à l'arrière-plan pour toute une période historique. Le conflit mondial mettait fin à ce compromis péniblement ajusté au cours des années d'expansion, difficilement préservé pendant les années d'avant guerre. Il impose en effet le choix entre les deux perspectives présentées jusque-là comme complémentaires, mais que la situation rend contradictoires. Si la poursuite du combat pour la réalisation — ou au moins la préservation des acquis — du programme minimum peut sembler passer par la voie de l'union sacrée avec les classes dirigeantes, il est clair que la perspective révolutionnaire, elle, passe par la lutte — au besoin illégale — contre la guerre, et par la préparation de la guerre civile.

La crise de la social-démocratie allemande libère des éléments qui s'étaient fondus en son sein depuis plusieurs décennies. Les courants anciens resurgissent : le « corporatisme » des syndicats de métier qui cherchent avec le patronat l'accord qui les privilégie, le « révisionnisme » bernsteinien qui renoue avec le mouvement démocratique et nationaliste, le « syndicalisme » qui rejette par-dessus bord les « illusions » parlementaires, prône l'organisation « à la base », l'action directe, et célèbre les vertus de la « spontanéité » opposées aux vices de l'« organisation » ; les courants dits « centristes » oscillent entre les choix inévitables, exprimant tous et la continuité de la tradition social-démocrate et la résistance à l'adaptation devant le changement objectif de la situation, le conservatisme comme réflexe de défense face à la crise, le désir d'un retour au *statu quo ante* considéré comme un âge d'or. Le gauchisme est à la fois courant ancien et réflexe nouveau, négation globale du passé et désir puéril de forcer le cours des choses, refus de tout compromis et même de toute transition, maximalisme simpliste et utopisme impatient et sommaire, rendu attrayant pourtant par le caractère aberrant de la politique des « socialistes de gouvernement ».

La révolution russe intervient, indirectement d'abord, puis directement et de façon décisive, dans cette crise. Le bolchevisme est, d'une certaine manière, une expérience et une doctrine extérieure, pour ne pas dire étrangère au mouvement ouvrier allemand : c'est sur la base de conditions spécifiquement russes que s'est construit le parti bolchevique. Mais le bolchevisme ne s'est jamais senti lui-même spécifiquement russe. Lénine l'a décrit comme né sur la base d'une expérience mondiale du mouvement social-démocrate confronté aux conditions concrètes de la lutte dans l'empire tsariste. C'est d'ailleurs le programme maximum de la social-démocratie, la perspective marxiste de la révolution prolétarienne pour l'instauration du socialisme qui a été ouverte par la victoire de la révolution d'octobre 1917. Quoi qu'il en soit, pour les révolutionnaires allemands, à quelque groupe ou groupuscule qu'ils appartiennent, le bolchevisme constitue, d'abord et avant tout, la théorie et la pratique qui ont mené les travailleurs russes à la victoire.

Il n'y a pas eu de « bolcheviks » allemands avant la révolution d'Octobre. Un Karl Radek est certes très proche de Lénine — il n'a avec lui ni plus ni moins de divergences qu'un Boukharine ou un Piatakoff — mais il est difficile de le tenir à cette époque pour un militant allemand, quoi qu'il soit capable, par ses liaisons personnelles, d'assurer le lien entre la gauche zimmerwaldienne et les internationalistes allemands¹. Fascinés et éblouis, à certains égards, par l'expérience bolchevique dont ils se réclament, les radicaux de gauche de Brême, avec leur théorie des « unions industrielles », leur gauchisme instinctif dans les questions syndicales et électorales, sont sans doute plus proches des gauchistes du mouvement russe combattus des années durant par Lénine dans sa fraction même, que de ce qu'on peut appeler le « bolchevisme ». Les spartakistes, pour leur part, peuvent coïncider avec les bolcheviks sur un certain nombre de points tactiques importants, l'utilisation des tribunes parlementaires, par exemple, et le militantisme au sein des syndicats opportunistes ; ils n'en apparaissent pas moins imperméables, pendant des années, à la conception bolchevique du parti, hostiles qu'ils sont à la centralisation qu'ils jugent inutilement bureaucratique et « bureaucratissante », attachés à la spontanéité et à l'identification entre la classe ouvrière et le mouvement « politique », réfractaires aussi aux arguments sur l'« aristocratie ouvrière » à l'aide desquels les Lénine et les Radek justifient la nécessité historique de la scission volontaire du mouvement social-démocrate par les révolutionnaires.

Spartakistes, gauchistes de toutes nuances et bolcheviks sont pourtant persuadés de la nécessité de l'organisation internationale de la lutte. Le prestige de l'exemple russe victorieux, joint à la proclamation de l'Internationale communiste, les rangent tous, aussi hétérogènes soient-ils par leurs théories et leurs pratiques, dans le camp qui arbore le drapeau de « Moscou ». De ce moment, il devient inévitable — et pour beaucoup souhaitable — que le bolchevisme en tant que théorie et pratique victorieuse de la révolution se greffe sur le corps en crise du mouvement ouvrier allemand, s'agrippe à ses courants révolutionnaires, sans les « russifier », mais au contraire en se « germanisant », en leur transmettant, non ses recettes, mais son expérience et sa ligne générale. Disparue la vieille garde spartakiste — surtout Rosa Luxemburg et Leo Jogiches — pour qui Lénine était d'abord le chef de l'infatigable fraction bolchevique avec ses intrigues et ses ultimatums, le leader de groupuscule avec qui ils s'étaient, des années durant, colletés, les hommes plus jeunes qui leur succèdent voient en lui d'abord le théoricien et le guide révolutionnaire, l'homme qui avait su prévoir la dégénérescence de la vieille maison et en préserver son parti, le seul qui ait été capable de commencer à réaliser le programme maximum, la révolution mondiale. Cette greffe du bolchevisme sur l'aile gauche du mouvement allemand paraît donc à tous une nécessité historique, le juste retour dialectique de l'expérience internationale, enrichie par la victoire dans un de ses secteurs : les révolutionnaires russes

¹ Et même si dans sa brochure déjà citée (chap. XLIII, n. 10), il se présente lui-même comme un militant allemand : Rosa Luxemburg y est bien représentée, elle, comme une militante polonaise !

restituent aux révolutionnaires allemands l'acquis qu'ils ont hérité de la social-démocratie allemande, l'héritage qu'ils ont su faire fructifier. La « bolchevisation » du parti communiste allemand dans les années qui nous intéressent n'est pas la transposition mécanique de recettes d'organisation, de mots d'ordre et d'instructions qu'elle sera plus tard ; elle est l'effort pour traduire le bolchevisme en langue allemande, en mentalité ouvrière allemande, en pratique socialiste allemande, la tentative de créer, en Allemagne comme ailleurs, une organisation « communiste », puisque tel est le vocable retenu — et non celui de « bolchevique » qui caractérise la branche russe du mouvement.

Si le congrès de fondation du K.P.D. (S) avait donné le spectacle d'une organisation qui ne ressemblait que de très loin à un parti, et absolument pas à ce qu'aurait pu ou dû être un parti communiste en Allemagne, en d'autres termes, si le K.P.D. (S), à sa naissance, était effectivement, simultanément et contradictoirement, « spartakiste » et « gauchiste », le congrès de Heidelberg, lui, marque une transformation profonde au moins dans l'esprit de l'équipe dirigeante. Les résolutions du 2^e congrès du K.P.D. (S) constituent en effet la première tentative systématique d'adopter les principes et la tactique du bolchevisme en Russie, un pas en avant considérable par rapport au congrès de fondation, si l'on veut bien admettre que le parti bolchevique n'avait pas toujours été le parti de masses qu'il était alors — et qu'il avait, dans son histoire, connu lui aussi des scissions et des effectifs aussi réduits que l'étaient ceux du K.P.D. (S) au lendemain du congrès de Heidelberg. Le fait est d'autant plus notable que les bolcheviks eux-mêmes ne se reconnaissent pas exactement dans les décisions de Heidelberg, et que les communistes allemands, Levi comme Thalheimer, paraissent, dans leur discussion avec Lénine, plus bolcheviques que les bolcheviks eux-mêmes.

Dans la période de construction du parti ouverte par le congrès de Heidelberg, la greffe prend parfaitement. Non seulement les expériences russes telles qu'elles sont concentrées sous la forme des vingt et une conditions commencent à modeler les contours et le fonctionnement du parti allemand, mais l'inverse est également vrai. L'expérience de la lutte de classes en Allemagne, telle qu'elle est plus ou moins assimilée dans la direction du KPD., va introduire dans l'organisme international un certain nombre de thèmes et de positions d'une importance capitale : Lénine, avec *La Maladie infantile*, ne fait que systématiser, avec plus de hauteur de vue et moins de hargne sans doute, les thèmes développés par Radek et par Levi contre l'opposition et les gens du K.A.P.D. ; c'est l'expérience vécue en Allemagne, ce sont les tâtonnements de la centrale du K.P.D. autour de la question du gouvernement ouvrier soulevée par les lendemains du putsch de Kapp et les propositions de Legien, qui vont introduire dans le corps de la doctrine de l'Internationale ce mot d'ordre désormais essentiel ; c'est l'initiative des métallos de Stuttgart dans leur lutte contre Dissmann qui inspire la lettre ouverte de janvier 1921, où se trouve pour la première fois nettement formulée l'idée de la politique du front unique ouvrier, pratiquée en 1917, mais pas encore partie intégrante de la doctrine ; c'est le souci d'organiser ce front unique des travailleurs, communistes et non communistes, en Allemagne, qui va faire apparaître, d'abord dans les discussions de l'Internationale, puis dans son programme, la notion de « mots d'ordre » et de « revendications de transition », appelés à prendre, dans l'arsenal de la théorie communiste, la place laissée vide par l'effondrement de la vieille dichotomie d'Erfurt entre programme maximum et programme minimum.

Pourtant, cette greffe n'est pas sans susciter quelques anti-corps. Ce sont les gauchistes allemands qui donnent au bolchevisme un grand coup de chapeau, mais se refusent à le reconnaître et le combattent en réalité de toutes leurs forces comme « opportuniste », « droitier » et « capitulaire », quand il leur est présenté, dans sa traduction allemande, par Levi. Ce sont les gauchistes de l'Internationale, et derrière Zinoviev et Boukharine, les *apparatchiki* de l'exécutif, qui se dressent avec vigueur contre toutes les innovations allemandes, y dénoncent systématiquement la pression du milieu, le poids de l'opportunisme, l'influence de la social-démocratie. Contre les uns et contre les autres, contre le conservatisme qui tend à adopter théorie et pratique de la veille, comme si le monde ne changeait pas et comme si les communistes n'avaient rien à apprendre de la vie², c'est toujours Lénine qui limite les dégâts, empêche les condamnations hâtives, obtient la remise à plus tard d'une discussion mal engagée, pour finalement proposer, non un compromis, mais une synthèse entre les principes anciens et les conditions nouvelles.

La situation de la société allemande, la brutalité cynique de ses mœurs politiques, la réaction contre le carcan bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats, la haine de la caste militaire, du junker et du bonze, continuent à sécréter en permanence des courants gauchistes. Münzenberg défend le boycottage du Parlement après l'exclusion de Laufenberg, et Béla Kun découvre au lendemain du congrès de Heidelberg les vertus du boycottage actif ... Aux « putschistes » de 1919 succèdent, dans le K.P.D. (S), des hommes qui, les ayant pourtant exclus, se font en 1921 les zélés de la nouvelle mouture de leur vieille théorie de l'« offensive ». Pour un Friesland, convaincu par Lénine au cours du 3^e congrès de l'Internationale, combien de disciples de Ruth Fischer et de Maslow, intellectuels révoltés par la guerre, travailleurs frustes et combatifs, sommaires dans leur stratégie, impatients dans la tactique, tendant constamment la main vers les fusils et l'insurrection, toujours prêts à dénoncer, eux aussi, l'« opportunisme » des Russes ou de la direction, et à mettre dans le même sac de l'« opportunisme » la Nep et le front unique, les concessions aux capitalistes en U.R.S.S. et les revendications « de transition » ? Là encore, Lénine joue le rôle de médiateur. Impuissant, en 1919, à empêcher la scission et l'exclusion des gauchistes, il ne cesse de tendre la main aux militants du K.A.P.D. sans les ménager dans les discussions de fond, et, à partir de 1921, étend sa protection aux gauchistes de l'aile Ruth Fischer, qu'il cherche à tout prix à conserver dans les rangs de l'Internationale.

C'est contre la social-démocratie, mais aussi d'une certaine manière, en elle, et, en tout cas, par rapport à elle, que se construit le parti communiste. Or la social-démocratie n'est pas immuable. Si, en 1918-1919, elle présente aux militants communistes et indépendants le répugnant visage du « parti de Noske », elle se dégage, au moins en apparence, après 1920, de ses liens les plus compromettants. Tandis que des hommes comme Lensch ou Winnig rallient ouvertement l'ennemi de classe et sont exclus, Noske est mis à l'écart. Instruit par l'expérience du putsch de Kapp, le parti social-démocrate, tout en se proclamant ouvertement réformiste, c'est-à-dire antirévolutionnaire, au congrès de Görlitz, tient à se redonner le visage d'un parti ouvrier : c'est sa raison d'être que de gagner les ouvriers à une politique réformiste, raisonnable, réaliste, qu'il oppose à l'aventure et à l'irresponsabilité des révolutionnaires « moscouitaires ». La réunification, en 1922, avec les indépendants de

² Radek écrivait déjà en 1919 que le parti communiste devait toujours avoir conscience que « ce n'est pas la révolution qui a à apprendre de lui, mais lui d'elle » (*Die Entwicklung*, pp. 21-22).

droite, contribue à lui donner un visage rajeuni. Tel qu'il est, désormais, avec son aile « gauche » qui accepte de discuter et d'agir en commun avec les communistes, le parti social-démocrate est de nouveau capable d'influencer son frère ennemi, de faire, directement ou non, pression sur lui, de l'attirer ou d'en attirer des éléments, en particulier au sein des syndicats où ils travaillent côte à côte. Cette pression de la social-démocratie, jointe au désir très vif dans les masses — et parfois quasi fétichiste — de l'unité ouvrière expliquent, d'une certaine façon, l'écho en Allemagne de la politique du front unique ou, du moins, de la façon dont elle est interprétée par certains secteurs du parti communiste. Au moins autant que les responsabilités syndicales occupées par certains des dirigeants communistes, cette pression favorisera en 1923 les tendances « droitières » du parti.

Le K.P.D. semble ainsi se construire entre deux tendances renouvelées en permanence, nourries par la réalité sociale, une « gauche » et une « droite » qui se combattent, mais aussi se complètent, et entre lesquelles ses directions successives tentent continuellement une synthèse. Car la logique de l'une comme de l'autre conduirait le parti à sa perte : perte dans l'isolement de la secte par la politique de « putsch » ou d'« offensive », perte dans la dissolution au sein d'un rassemblement unitaire qui serait la rançon de concessions excessives payées pour la recherche de l'unité de front à tout prix. Le parti constitue un perpétuel champ de bataille sans que pour autant il soit permis de conclure à sa faiblesse, ou à l'insuffisance de son emprise sur les événements et sur les luttes ouvrières. Car le parti bolchevique a connu les mêmes difficultés, vécu la même crise permanente, plus aiguë encore en période révolutionnaire, si l'on se souvient de la veille de l'insurrection, de la résistance acharnée « à droite » de Zinoviev et Kamenev venant après l'accès de « gauchisme » de juillet et précédant celui de mars 1918.

Dans l'ensemble, le parti communiste est un organisme vivant. Le « bébé » de Rosa Luxemburg se révèle viable; il ne se contente pas de crier, il grandit. La preuve, on ne la trouve pas seulement sur le terrain de l'élaboration de la théorie, de la promotion de mots d'ordre nouveaux, du progrès dans la précision des moyens et la clarté des objectifs intermédiaires, mais aussi dans la vie quotidienne de l'organisation, en particulier dans la cohabitation de ces tendances de droite et de gauche, avec toutes les nuances de centre, au sein du parti. Cette cohabitation n'est pas un but, mais un fait, non un modèle, mais une donnée. Elle est institutionnalisée dans les statuts et la pratique du parti sous la forme de la reconnaissance du droit des tendances — et même de la tolérance à l'égard des fractions qui, en 1923, se substituent en fait aux tendances —, groupes qui ont leur discipline propre et concluent entre eux des « compromis » dont l'exécutif est le garant. Elle se concrétise par la participation de tous aux discussions précédant les grandes décisions, par l'usage qui veut que les minorités aient le droit de présenter, dans tous les cadres et à tous les échelons, des contre-rapports, d'être représentées dans tous les organismes, exécutifs compris, de s'exprimer non seulement à l'intérieur du parti, mais dans sa presse, publiquement, quand elles ont des divergences sérieuses avec la politique de la direction.

La permanence des tendances aux contours approximativement fixés pourrait, certes, être interprétée comme une preuve du caractère artificiel de l'organisme : une fédération de courants ne constitue pas un parti. En fait, si les contours des tendances demeurent en gros identiques par rapport aux grands problèmes de stratégie et de tactique, les hommes qui les incarnent ne sont pas les mêmes. Paul Levi, en Suisse, était hostile à la participation aux élections, mais vraisemblablement partisan, en 1918-1919, des « unions industrielles » et adversaire du travail dans les syndicats. A Heidelberg, c'est un converti de fraîche date aux thèses du congrès. Frölich, au congrès de fondation, était le prototype du gauchiste sur toutes les questions essentielles du moment. Partiellement convaincu en 1919 au cours du travail à la centrale avec Levi, il a un nouvel accès de gauchisme en 1921, puis, après avoir été morigéné par Radek, qui avait été son maître à penser, il devient résolument « droitier ». Friesland, passablement indéterminable quand il commence en décembre 1918 son activité dans le parti, endosse, en 1920, lors du putsch de Kapp, la responsabilité principale pour la passivité de la centrale et son appel à l'abstention du 13 mars. Mais, dès l'automne suivant, il est à la pointe des attaques contre l'opportunisme de Levi, fervent soutien des initiatives de l'Internationale en direction du K.A.P.D. Partisan de la théorie de l'offensive en mars 1921, il est pris en main par Lénine au cours du 3^e congrès et revient en Allemagne en champion de l'application du compromis de Moscou. Et sans doute cette évolution ne peut-elle s'expliquer par sa docilité devant l'exécutif, puisque, poussé par lui au poste de secrétaire général, il se dresse rapidement contre son ingérence dans les affaires du parti allemand, pour devenir, quelques mois après, l'organisateur d'une opposition qui reprend presque point par point les thèmes de Levi dont il avait été l'un des plus violents accusateurs. Brandler, ancré dans le travail syndical, animateur d'un parti de masse dans son bastion de Chemnitz, est le père spirituel du front unique dès 1919, mais aussi le président de la centrale qui déclenche l'action de mars 1921, avant de devenir le chef de file de la droite en 1922. Thalheimer et lui sont avec Levi contre Frölich, puis avec Frölich contre Levi ...

Les pressions sociales ne cessent en effet de s'exercer sur ces hommes. C'est leur réfraction dans la conscience des militants qui anime les discussions politiques, nourrit les tendances, alimente les contradictions à partir desquelles s'élabore une politique qui tente de les surmonter. Mais il n'existe pas toujours de lien entre le milieu, la tradition, la formation, l'origine, l'activité des militants et leurs positions dans les batailles politiques internes. Bien sûr, dans l'ensemble, les secteurs de gauche traditionnellement les plus forts, Berlin, le Wasserkante, la Rhénanie moyenne, constituent des bastions des indépendants de gauche, tandis que les bastions de la droite, Wurtemberg, Nord-Ouest, Erzgebirge, Saxe occidentale, reposent sur des fondations spartakistes anciennes. Mais le rapport n'est pas toujours direct : les dirigeants indépendants de gauche de Rhénanie moyenne, par exemple, étaient presque tous des partisans de Levi lors de la crise de 1921, et c'est justement leur départ, avec lui, qui a livré le district à l'influence des néo-gauchistes. Certes, les indépendants de gauche ancrés dans le « travail syndical », les anciens délégués révolutionnaires de Berlin, pour la plupart chefs de file des indépendants de gauche en 1919-20, les Eckert, Wegmann, Brass, Neumann, Malzahn, Winguth quittent le V.K.P.D. en 1921. Mais leurs chefs de file s'appellent, à ce moment-là, Levi, vieux spartakiste, et Friesland, gagné au communisme directement par les bolcheviks eux-mêmes. Et les hommes qui prennent alors la tête de la centrale sont non seulement le noyau des vieux spartakistes, les Pieck, Brandler, Thalheimer, Walcher, Eberlein, mais aussi d'autres chefs de file des ex-indépendants de gauche, Stoecker, Remmele, Koenen et autres Böttcher. Seule constante peut-être : les intellectuels venus tardivement au communisme, essentiellement à travers l'expérience de la guerre, sont tous, sans exception, et jusqu'en 1923, dans la gauche : mais ils n'y sont pas seuls.

La vie du K.P.D. — son action extérieure comme sa vie intérieure, sa vie politique et ses interventions — relèvent de la

dialectique de la théorie et de la pratique, ou, si l'on préfère de l'analyse et de l'action. On constate une sorte de sécrétion permanente du conservatisme par l'organisation elle-même, une tendance à refuser de voir que la réalité a changé, un attachement aux mots d'ordre anciens, une grande répugnance à prendre des virages. Levi avait raison en 1919 quand il dénonçait les tendances putschistes comme un danger mortel pour son parti ; mais il continuait de les dénoncer alors qu'elles s'étaient depuis longtemps estompées. En dépit du fait que la situation internationale s'était profondément modifiée au lendemain du 2^e congrès de l'Internationale, celle-ci et le K.P.D. persistaient imperturbablement sur une ligne ancienne, comme si les perspectives étaient demeurées identiques après l'armistice russo-polonais, l'échec des grèves française, anglaise, italienne, tchécoslovaque et le début de stabilisation du capitalisme européen. C'est Levi qui, le premier, a perçu un changement, que Lénine et Trotsky firent reconnaître ensuite par l'Internationale.

Quel fut le rôle de l'Internationale, son poids dans la vie et les combats du K.P.D. ? La réponse n'est pas simple. Certes, Béla Kun, en mars 1921, a agi avec toute l'autorité d'un représentant de l'exécutif et du parti russe. Mais les putschistes, en 1919, n'avaient pas eu besoin pour agir d'émissaires venus de Moscou. Le V.K.P.D., aveuglément engagé dans sa théorie de l'offensive au lendemain de l'action de mars, aurait-il compris ses erreurs si Lénine n'avait pas stoppé ses dirigeants à Moscou en juin ? Et n'allait-on pas vers une liquidation rapide des P.C. européens dans des aventures gauchistes à la Kun, si l'Internationale n'avait pas elle-même arrêté les frais, grâce à l'autorité de Lénine et de Trotsky ? Autorité qui, pourtant, n'a pas suffi à conserver dans les rangs du K.P.D. un Paul Levi qui lui aurait pourtant été bien utile...

En 1919, répondant à Lénine sur le problème des indépendants et de la scission de Heidelberg, Thalheimer lui tient le langage d'un égal. Quelques mois plus tard, il porte la responsabilité d'une bourde énorme, la déclaration du 13 mars, qu'il ne cherchera jamais à justifier. Et l'année suivante, parti pour Moscou sûr de son orientation, il en revient sévèrement admonesté, convaincu de s'être, une fois de plus, lourdement trompé. Le problème des mots d'ordre de transition — et particulièrement celui du gouvernement ouvrier — n'est pas en fait posé par les communistes allemands. C'est le vieux social-démocrate révisionniste, le bonze syndical Legien, qui l'invente, sous la pression des travailleurs mobilisés, au lendemain du putsch de Kapp. Enfoncés dans la routine de leur pratique, les dirigeants communistes se divisent et perdent quelque peu la tête : la « déclaration d'opposition loyale », condamnée presque aussitôt que publiée, n'était pourtant qu'une prise de position prudente. Quelques remarques de Lénine feront revenir l'exécutif sur une condamnation hâtive. Mais, deux ans plus tard, c'est Radek, soutenu par Lénine qui, de Moscou, pousse les dirigeants allemands à renoncer à cette voie, les encourage et les harcèle pour qu'ils aillent jusqu'au bout d'une politique qu'ils tiennent pour juste, mais qu'ils n'ont discernée que peu à peu, qu'ils se sont laissés suggérer par leurs adversaires et qu'ils hésitent longuement à endosser.

C'est que le poids est immense, pendant toute cette période, de la victoire russe, face aux successives défaites allemandes. Là aussi, la situation est complexe. Lénine dit et répète que l'expérience bolchevique constitue un « modèle », mais il reproche au 3^e congrès d'avoir adopté des résolutions écrites et pensées en russe, non traduites réellement, inadaptées, incompréhensibles pour ceux qui n'ont pas vécu l'expérience russe. La méthode de Lénine pour aborder les questions allemandes peut, de ce point de vue, être tenue pour exemplaire. Mais celle de Zinoviev ne l'est jamais, et celle de Radek pas toujours. Or Lénine n'intervient que dans les grandes occasions. Quand il se lance à fond dans la bataille du 3^e congrès mondial, il n'a pour tout viatique que deux minces brochures, celle de Levi et celle de Brandler. Au lendemain de l'action de mars, il avoue son ignorance, écrit à Levi qu'il ne sait que ce que Levi lui a fait connaître personnellement, et lui confie qu'il croit bien volontiers, quoique sans preuves, aux « kuneries » de Béla. Mais Béla Kun a été envoyé à Berlin par Zinoviev, et Radek, qui vient juste de quitter Berlin, conseille par lettres les adversaires de Levi...

Se pose alors la question des appareils, celui de l'Internationale et celui du parti. Pour bien des militants communistes, la cristallisation d'un appareil solide, « bureaucratique », était à l'origine de la dégénérescence de la social-démocratie : c'est l'appareil de permanents construit par Ebert qui avait confisqué les droits des militants du parti social-démocrate, introduit en contrebande dans la pratique électorale les conceptions révisionnistes, cherché, sous couleur d'adaptation, à s'intégrer dans l'appareil d'Etat. Déjà, en 1916, Liebknecht dressait contre l'appareil centralisateur, autoritaire, faisant de l'organisation une fin en soi, un réquisitoire sévère³. Le thème était resté au cœur de la propagande spartakiste et gauchiste, au centre des préoccupations de tous les délégués du congrès de fondation du K.P.D. (S). On rendait l'appareil responsable de tout, de la passivité des prolétaires, de leur absence de réaction devant la guerre mondiale. C'est de cette expérience négative, de cette certitude instinctive et presque manichéenne que le gauchisme se nourrit après 1919, qu'un Otto Rühle, par exemple, tire argument pour ses attaques contre l'organisation en tant que telle, pour une philosophie spontanéiste, anti-autoritaire. Cette tradition, cette méfiance à l'égard de l'appareil, de la centralisation, demeurent vivaces à travers les premières années du K.P.D., comme le manifestent la vitalité de la pratique des assemblées de militants, le souci jaloux des organisations locales de conserver leurs prérogatives de contrôle sur leurs responsables élus et sur leur presse. Le K.A.P.D. l'attaque systématiquement en tant que « parti de chefs », mais *Die Rote Fahne*, dans le même temps, ne dissimule jamais l'existence, dans les rangs du K.P.D. (S), d'une certaine appréhension à l'égard d'une « bureaucratie du parti »⁴. Au 5^e congrès, en novembre 1922, si Hermann Duncker affirme que la principale leçon de la révolution russe est la nécessité d'un parti révolutionnaire « rigoureusement organisé »⁵, Hans Tittel, délégué du Wurtemberg s'écrit : « Nous ne voulons pas de centralisme bureaucratique, nous voulons un centralisme démocratique ! »⁶ et le district qu'il représente présente une résolution dans ce sens⁷.

C'est pourtant dans l'enthousiasme qu'au lendemain de l'unification avec les indépendants de gauche on en vient à rebâtir un appareil, tant légal que clandestin : pour tous, c'est le prix dont il est désormais clair qu'il faut payer l'efficacité. De ce point de

3 K. Liebknecht, *Politische Aufzeichnungen aus seinem Nachlass*. p. 17 (le passage a été supprimé dans l'édition en R.D.A. des écrits de Liebknecht, jusqu'en 1968).

4 *Die Rote Fahne*, 4 février 1920.

5 *Bericht* 5 ... , p. 38.

6 *Ibidem*, p. 40.

7 *Ibidem*, p. 107.

vue, l'exemple russe, la passion du centralisme efficace, développé, pendant la guerre civile, jusqu'à une véritable militarisation du parti, ne semblent pas contredire l'expérience allemande. Contre l'état-major de la bourgeoisie, il faut un état-major ouvrier, contre ses spécialistes, des spécialistes, contre son armée, une armée. Et Levi comme Thalheimer, Stoecker ou Däumig, de pourfendre les indépendants de droite qui parlent d'« autonomie » et de « décentralisation », dénoncent la dictature sur le parti des *apparatchiki* communistes. Le parti unifié se construit sur la base du centralisme démocratique à la mode bolchevique, adapté aux conditions et aux traditions allemandes. La discipline est exigée dans l'action, mais la discussion demeure toujours possible, le parti est centralisé, mais c'est un centralisme démocratique, et, en janvier 1922, Friesland a toute latitude pour aller, dans toutes les assemblées, défendre ses positions contre celles de la direction, devant les militants de base ou leurs délégués. Comme Levi avant lui, il sera exclu pour infraction à la discipline, mais après avoir disposé de toutes les facilités pour s'exprimer aussi bien à la base que devant le comité central qui prend la décision finale. Comme Levi également, il était décidé à rompre, et personne ne peut en définitive reprocher au K.P.D. d'avoir tenue fermée une porte qu'ils avaient tous deux volontairement claquée.

Pendant toute cette période, l'appareil des permanents n'a pas posé d'autres problèmes que ceux qu'avait posé, en Russie, le corps des révolutionnaires professionnels au temps de la lutte contre le tsarisme, et qui ne peuvent être tenus pour les ancêtres des bureaucrates de profession qu'au prix d'une grande distorsion de la réalité. Le parti communiste allemand emploie peu de permanents, guère plus de deux cents⁸. Ils reçoivent un salaire moyen d'ouvrier qualifié, n'ont aucun privilège, sinon celui d'être les premiers arrêtés, poursuivis, condamnés, et, quand les armes parlent, abattus. Le parti communiste, malgré ses effectifs, sa participation aux élections, le nombre de ses élus, n'est pas intégré à la société de l'Allemagne weimarienne. Parti révolutionnaire, il est dans ce monde un corps étranger, lié à lui seulement par une implacable volonté de le détruire. On entre jeune dans l'appareil, et la concurrence y est émulation. Alors que l'appareil social-démocrate d'avant guerre constituait un moyen d'ascension sociale individuelle, souvent l'étape intermédiaire entre l'usine et les mandats parlementaires, l'appareil communiste ne s'ouvre qu'aux meilleurs des combattants, les plus désintéressés, ceux qui engagent dans la lutte toute leur vie : on reprochera précisément à Levi de n'avoir jamais voulu se donner tout entier, d'avoir toujours tenté de préserver sa vie privée. Les hommes de l'appareil allemand, légal ou illégal, sont des révolutionnaires convaincus, et c'est pour cette raison qu'ils deviennent professionnels de la révolution. Sauf les spécialistes de l'appareil illégal, dont le rôle politique est loin d'être déterminant, ils sont étroitement contrôlés par leurs mandants, fonctionnaires révocables et non bureaucrates tout-puissants : Friesland, rallié au compromis de Moscou, est éliminé par les militants de la direction du district de Berlin-Brandebourg à son retour du 3^e congrès, et Ernst Meyer, la veille encore président du parti, puis délégué auprès de l'exécutif, est éliminé au vote secret pour la centrale à Leipzig en 1923.

En fait, les plus sévères critiques du K.P.D., qu'il s'agisse de contemporains comme Levi ou Friesland, ou d'anciens militants tentant de faire œuvre d'historiens, comme Ruth Fischer et Lowenthal, ne mettent pas en question, pour cette époque, l'appareil national du K.P.D., mais seulement l'appareil international, les émissaires de l'exécutif, d'une part, l'étroite dépendance financière du K.P.D. à l'égard de l'Internationale et de son exécutif, de l'autre. Avec les « émissaires », les conflits sont fréquents : il en va de même dans tous les autres partis, en Italie comme en France. Il y a l'incident entre Thomas et Levi au lendemain du 2^e congrès mondial, et Radek l'a vraisemblablement préparé en laissant lire à Levi les rapports de Thomas. Il y a, au lendemain de Livourne, les éclats qui se produisent devant la centrale et le comité central entre Levi et Rakosi. Après la démission de Levi, ce sont les heurts entre Béla Kun et d'autres dirigeants allemands.

Pourtant, l'exécutif ne soutient pas inconditionnellement les siens : Rakosi comme Béla Kun seront finalement désavoués, le premier par Radek, presque sur le coup, l'autre devant les délégués du congrès mondial, par Lénine en personne. Il n'apparaît pas d'ailleurs que tous les « émissaires » — même si les hommes de valeur étaient rares parmi les « émigrés rouges » de Moscou — aient eu une conception identique des rapports entre le parti et l'exécutif. Félix Wolf était lié à Levi et partageait ses critiques à l'égard de l'exécutif. Au début du 2^e congrès, en 1920, Radek lui-même, secrétaire de l'Internationale, ne s'est-il pas solidarisé du K.P.D. dans l'affaire de l'admission du K.A.P.D., prenant en la circonstance position contre son propre parti, le parti russe ? De nouveaux conflits éclatent en 1921 entre Friesland et Stassova, en 1922 entre Ernst Meyer et Kleine. Mais Stassova est là en spécialiste de l'organisation plus qu'en tête politique et Kleine, œil de Zinoviev peut-être, mais pas son bras, ne joue guère un rôle déterminant dans l'élaboration de la ligne, puisqu'il obtient par chantage une autocritique de la centrale mais se fait mettre en minorité au comité central. En 1923, Brandler, excédé par les références de ses critiques de gauche à la phrase de Zinoviev selon laquelle le « gouvernement ouvrier » serait un « paravent » de la dictature du prolétariat, répond de la tribune :

« Nous n'avons pas de seigneur et maître et ne sommes pas liés par les opinions personnelles du camarade Zinoviev »⁹.

Les conseillers envoyés par l'exécutif pendant la préparation de l'insurrection, qu'ils soient ou non russes, se confinent dans leur rôle de techniciens; c'est la centrale allemande qui prend les décisions sur place, ce sont des responsables politico-militaires allemands qui sont prévus pour diriger effectivement l'insurrection. Les décisions capitales prises à partir du début de septembre le sont certes à Moscou, mais elles ne sont apparemment pas imposées aux dirigeants allemands, qui les acceptent et en partagent la responsabilité, ont la charge de les mettre au point et de les appliquer.

C'est seulement à partir de 1924, comme conséquence de la lutte fractionnelle au sein du parti russe, et à l'occasion de la défaite de la révolution allemande, que ces mœurs vont changer, et que les dirigeants russes, par le biais de l'exécutif, vont décider de faire porter à Brandler, Thalheimer, et à ceux qu'ils appellent « les droitiers », la responsabilité du fiasco. La pratique du « bouc émissaire » annonce une ère nouvelle.

Dans la période qui nous intéresse, le K.P.D. est à plusieurs reprises jugé sévèrement à Moscou pour ses erreurs politiques, critiques qu'il accepte généralement, non sans avoir discuté. Mais cette discussion, cette bataille politique ne s'accompagne

⁸ Voir ci-dessus, chap. XXXII et la lettre de Brandler citée par H. Weber, *Die Wandlung* I, p. 308.

⁹ *Bericht III* (8) ... , p. 373.

pas d'une valse des responsables. Le noyau demeure, indépendamment des erreurs commises, tout en s'élargissant à des éléments nouveaux, ces cadres ouvriers venus de la gauche des indépendants que l'on prépare avec tant de soin. Sévère dans ses critiques, l'exécutif — sous la pression de Lénine — est très attaché en même temps à la continuité de la direction, à la notion de « progrès » de ses éléments responsables, à celle de la « formation » des dirigeants, formation qui ne s'acquiert qu'au travers des erreurs et de leur correction. Il en était déjà ainsi au sein du parti bolchevique de Lénine. Il n'en sera pas de même avec la « bolchevisation » menée à partir de 1924 sous la férule de Ruth Fischer.

Depuis Paul Levi en 1921 jusqu'à Hermann Weber aujourd'hui, on s'est plu à souligner l'état de dépendance matérielle du K.P.D. à l'égard de l'Internationale et, à travers elle, du parti russe. Friesland, un an après les polémiques de Halle, inscrit sur le drapeau de son opposition le mot d'ordre de l'« indépendance matérielle ». Nous manquons de documents pour chiffrer la contribution de l'exécutif au budget du parti allemand, pour évaluer les conséquences, la portée de cette aide, les rapports créés par cette « dépendance ». On ne saurait en tout cas nier la permanence de cette aide. Dès 1919, Eberlein y fait une claire allusion dans son rapport au congrès d'Heidelberg¹⁰. Elle est, dit-il, réduite, mais constitue une preuve de solidarité internationale. Le K.P.D. a le droit de recevoir une aide du P.C. russe, comme il a toujours reconnu le devoir des révolutionnaires — y compris au temps du parti social-démocrate — d'aider matériellement militants et partis étrangers. Il n'en est plus question aux congrès suivants, alors que, selon toute vraisemblance, la contribution de l'exécutif n'a fait qu'augmenter. Dans l'Allemagne paupérisée de cette époque, les cotisations, pourtant élevées, prélevées sur les militants aux salaires de famine ou aux maigres allocations de chômage, ne permettaient pas le développement d'une activité de parti rentable : en 1923, les caisses de la social-démocratie elle-même sont vides, *Die Neue Zeit* disparaît et le puissant syndicat des métallos renonce, faute de ressources suffisantes, à tenir son congrès annuel. Dans ces conditions, livré à ses seules ressources, le K.P.D. n'aurait pas pu intervenir comme force organisée avec les moyens de propagande et d'action nécessaires. Brandler indiquera plus tard qu'en 1923 l'aide matérielle de l'exécutif permettait au parti de faire vivre vingt-sept quotidiens et de salarier deux cents permanents : sur ses propres ressources, le K.P.D. aurait pu faire vivre seulement quatre journaux et entretenir à peine une douzaine de personnes¹¹.

Mais, si l'activité légale est coûteuse, l'activité illégale l'est plus encore. Aucun Allemand ne conteste la nécessité de l'appareil clandestin illégal dont l'existence est imposée par les vingt et une conditions. Le parti est réduit à l'illégalité pendant de longs mois en 1919, dans les semaines qui suivent la revanche de la Reichswehr, après le putsch de Kapp, au lendemain de l'action de mars, et enfin, à partir de novembre 1923. Il ne cesse pas pour autant de vivre et d'agir : il faut, pour cela, des locaux, une organisation sûre de « courriers » clandestins, des imprimeries clandestines. Un parti qui prépare la prise du pouvoir a besoin d'un appareil militaire plus clandestin encore, mieux dissimulé, et par conséquent plus coûteux : services de renseignements sur les organisations extrémistes de droite, la Reichswehr, la « Reichswehr noire », organisation d'achat d'armes, formation de spécialistes, formation militaire élémentaire pour les membres de groupes armés, mise sur pied de passages clandestins des frontières, création de filières secrètes, fabrication de faux papiers, etc., ne pouvaient, dans les conditions de l'Allemagne de cette époque, être réalisées qu'au moyen de ressources qu'un parti ouvrier, même de plusieurs centaines de milliers de membres, était sans doute incapable de se procurer seul, même avec un « homme d'affaires » de génie comme Münzenberg, lequel bâtit en réalité son « trust » dans une conjoncture économique tout autre.

En fait, la véritable question n'est pas de savoir quel était le montant de l'aide de l'exécutif, ni si elle était absolument nécessaire. Elle est de savoir si cette aide condamnait le K.P.D. à n'avoir pas en Allemagne la ligne politique qu'il estimait juste. Or, de ce point de vue, l'« indépendance » absolue n'est revendiquée par aucun communiste, même pas par Levi et Friesland avant qu'ils se soient décidés définitivement pour la rupture. Pour tous, les leçons de la faillite de la social-démocratie sont claires : la victoire de la révolution ne saurait être assurée que par un parti mondial de la révolution socialiste, et c'est ce parti qu'ils ont voulu bâtir avec l'Internationale communiste. Levi est approuvé quand il pose la question du rôle et de l'influence du parti russe au sein de l'Internationale dans des termes très mesurés : ce n'est pas contre les militants russes que les dirigeants se dressent, mais contre les « Turkestaner », les émigrés inexpérimentés et incapables. Ceux qui protestent contre les initiatives de Béla Kun ou de Rakosi ne posent pas la question de l'existence de l'Internationale, mais seulement celle de son fonctionnement.

De ce fonctionnement, le 2^e congrès de l'Internationale a essayé de tracer les grandes lignes. L'Internationale doit être un parti mondial, dont les partis nationaux ne constituent que les sections nationales et dont le fonctionnement doit être régi par les règles du centralisme démocratique. Cela signifie que l'organe souverain doit en être le congrès, formé de délégués élus dans les différentes sections, fréquemment réuni, convenablement préparé, et dont les décisions l'emportent sur toutes celles des congrès ou des comités centraux de sections nationales. Dans l'intervalle entre ses réunions, les pouvoirs des congrès sont confiés à son comité exécutif — l'équivalent des comités centraux des sections de la centrale allemande —, formé de membres élus par le congrès «s-qualités», qui cessent d'être des représentants de leur parti pour devenir ceux de l'Internationale tout entière.

Parti mondial, celle-ci a besoin d'une direction mondiale, qui ne peut se former que dans une activité de direction mondiale, à l'échelle de l'Internationale. Or ce programme ambitieux n'a pas été rempli. Certes, les congrès se sont réunis fréquemment, tous les ans de 1919 à 1922. Si le congrès de fondation n'a duré que quatre jours — il n'était guère qu'une réunion symbolique —, le second a duré vingt-cinq jours, le troisième vingt, le quatrième trente et un, et chacun, en fait, beaucoup plus longtemps, car les débats officiels ont chaque fois été précédés de contacts, de discussions préparatoires, de séances de commission. Il s'y livre des batailles politiques qui ne sont pas gagnées d'avance ; c'est là qu'ont été pris, après des discussions parfois très âpres, les grandes décisions, les plus importants tournants.

Mais il n'en est pas de même pour l'exécutif. Même si l'on ne tient pas compte de l'exécutif improvisé à la fin du 1^e congrès, il est évident qu'on n'est jamais arrivé à mettre sur pied une direction qui ressemble, même de loin, à la direction internationale souhaitée. Au 2^e congrès, on élit un exécutif : le choix du Français Rosmer, qui n'est même pas membre du parti socialiste

¹⁰ Bericht 2 ... , pp. 28-29.

¹¹ Lettre citée par Weber, *Die Wandlung*, I, p. 308.

dont l'adhésion à l'Internationale à Tours va apporter à l'Internationale le gros de ses troupes françaises, est significatif de la volonté de créer une direction internationale qui ne soit pas fédérale, qui ne soit en rien l'émanation des partis nationaux. Cet exécutif comprend un membre allemand : Ernst Meyer. Ce choix aussi est significatif : Ernst Meyer, membre du vieux noyau spartakiste, est sans aucun doute une personnalité représentative du K.P.D., mais il n'est sûrement pas l'un de ses dirigeants les plus importants. Rien ne permet de penser qu'il soit susceptible de devenir un responsable à part entière dans la direction de l'Internationale. Le seul Allemand susceptible d'assurer une telle responsabilité serait Paul Levi. Personne — et lui pas plus que les autres — ne songe un instant à en faire un membre permanent de l'exécutif international : tout le monde le juge indispensable sur place pour la construction du parti allemand ; c'est symboliquement qu'il est élu suppléant de Meyer.

Au 2^e congrès, c'est du parti allemand, et, plus exactement, de Paul Levi, que viennent les plus grandes réticences à la mise sur pied d'un véritable exécutif. Levi ne souhaite pas que des membres étrangers résident à Moscou pour travailler de façon permanente à l'exécutif, qu'il suggère de réunir une fois par trimestre, proposition combattue par Zinoviev en commission, et finalement écartée¹². Au lendemain de Livourne, ce ne sont pas seulement Paul Levi et Clara Zetkin qui posent les problèmes du fonctionnement de l'exécutif et de ses rapports avec les partis ; c'est Radek lui-même qui adjure la centrale de prendre ses responsabilités :

« Insistons pour que l'exécutif ait des représentants, des camarades expérimentés en Europe, et nous aurons alors un exécutif dix fois plus efficace. (...) Il n'y a pas le choix. Ou bien nous disons que nous apaiserons nos consciences de temps en temps, et nous les sortons de nos poches au congrès pour les étaler en public, ou bien nous abandonnons toute espèce de scepticisme et nous envoyons des camarades responsables — étant entendu qu'ils ne doivent pas rester trop longtemps et qu'il doit y avoir une rotation rapide afin d'éviter qu'ils ne se coupent trop longtemps du parti. Vous devez trouver des gens à envoyer à Moscou »¹³.

La réponse de Levi montre à quel point il envisage les relations entre parti allemand et exécutif sous un angle purement diplomatique : il propose de donner comme instructions aux représentants allemands à l'exécutif de ne pas s'engager dans des « discussions dures »¹⁴. L'exécutif, dès février, répond au vœu de la centrale allemande qui n'a pas suivi Paul Levi dans sa méfiante réserve. Il décide d'élargir son « petit bureau » — qui deviendra bientôt présidium. Les représentants du K.P.D. se succéderont à Moscou, dans l'exécutif et dans le présidium, pour des périodes tournant autour de trois mois : Curt Geyer, Wilhelm Koenen, Fritz Heckert, Paul Frölich, Pieck, en 1921, Walcher, Eberlein, Clara Zetkin, Hoernle, Böttcher participeront ainsi à part entière mais pour peu de temps aux travaux de la direction de l'Internationale ; Brandler, lui, siégera à l'exécutif et à son présidium de novembre 1921 à août 1922¹⁵.

Pourtant, ces séjours à Moscou posent des problèmes nouveaux. Lénine ne réclame-t-il pas l'envoi de Maslow dans l'intention avouée de le « rééduquer » politiquement, ce qui provoque un tollé général dans la gauche allemande ? Ce sont les mêmes intentions qui inspirent en décembre 1921 la proposition faite à la centrale d'envoyer Friesland à Moscou comme délégué. Ce type de proposition est lourd d'une déviation nouvelle : dans une telle optique, l'exécutif cesse d'être considéré comme la direction, le cadre dans lequel se forment les dirigeants de l'Internationale, pour devenir une école de rééducation à l'usage de ceux que leurs erreurs politiques rendent momentanément indésirables. Au lendemain des révélations du *Vorwärts* sur l'action de mars, Eberlein, qui pour échapper aux poursuites consécutives à ses erreurs, s'est réfugié à Moscou, est coopté à l'exécutif ! Dans la même période, la désignation de Clara Zetkin n'a de valeur que symbolique : déjà âgée, sérieusement malade, forcée de se tenir à l'écart de l'activité quotidienne, elle ne représente pas au sein de l'exécutif l'avenir du communisme allemand et international, mais seulement son passé. Brandler, au présidium, n'est plus là en 1923 que nominativement. Rentré en Allemagne après un bref séjour en Russie au lendemain de sa libération, il assure les fonctions de président du V.K.P.D., qui nécessitent ses soins de tous les instants. Il en sera de même après le 4^e congrès : Stoecker, désigné pour travailler au secrétariat de l'exécutif, ne fera que passer à Moscou avant d'aller occuper les plus hautes responsabilités dans la Ruhr occupée.

Dans ces conditions, il n'y a pas de véritable direction internationale. Les exécutifs élus dans les congrès, leurs présidiums, « petit bureau » et secrétariat, sont perpétuellement remaniés : les responsables étrangers de partis légaux ne sont à Moscou que des hôtes de passage, étrangers au travail quotidien. L'institution des « exécutifs élargis » vise à supprimer dans une certaine mesure ce genre d'inconvénients : ce sont effectivement les principaux responsables des sections nationales qui se réunissent deux à trois fois l'an autour du noyau de l'exécutif. Mais, là encore, ils en arrivent à n'y être que les représentants de leurs sections nationales, non les élus de l'Internationale tout entière. Il est normal alors que le travail quotidien de l'exécutif international échappe dans une large mesure à ses membres élus dans les P.C. étrangers — ou à ses membres cooptés — pour revenir à un petit groupe de spécialistes.

Le noyau russe y est très réduit. L'exécutif comprend certes les grands noms du parti bolchevique mais, dans les conditions de la Russie soviétique de l'époque, ils n'ont que peu de temps à consacrer aux affaires de l'Internationale et aux problèmes pourtant cruciaux de la révolution mondiale. Président de l'I.C., Zinoviev est également membre du bureau politique du parti russe et président du soviet de Petrograd. Trotsky consacre plus de temps à l'armée rouge et aux problèmes généraux qu'aux P.C. nationaux, à l'exception du parti français, qu'il supervise. Seul, sans doute, Radek — qui ne manque pourtant pas de responsabilités au sein du parti russe, ni de tâches d'enseignement ou de publiciste — consacre à l'Internationale et au parti allemand en particulier une importante partie de son activité. Encore cumule-t-il cette responsabilité avec celle d'être le représentant officiel du gouvernement russe auprès du gouvernement allemand dans les circonstances décisives : fonction de diplomate assez peu compatible, en définitive, avec celle de dirigeant révolutionnaire. Lénine qui, déjà avant sa maladie, avait beaucoup de peine à se tenir informé des événements d'Allemagne et ne dissimulait pas les lacunes de son information,

12 *Protokoll des II...*, pp. 594-596.

13 Archives Levi, P 50/a 5, reproduit dans *Comintern, op. cit.*, p. 292.

14 *Ibidem*, pp. 293-294.

15 Voir tableau des représentants du K.P.D. à Moscou en annexe.

ne joue après 1922 plus aucun rôle dans l'Internationale. Au moment décisif, à la veille de la manifestation antifasciste interdite par le gouvernement prussien, les réactions des principaux dirigeants russes sont significatives : Trotsky n'a pas d'opinion, parce qu'il manque, dit-il, d'éléments d'information, et, si Staline en a une, il montre à son corps défendant qu'il est aussi mal informé sur la situation particulière que sur la société allemande en général. Les dirigeants bolcheviques reviennent de vacances à la fin août pour la discussion historique du 23, mais, en septembre, Brandler et ses camarades doivent les attendre près de trois semaines avant de pouvoir commencer les préparatifs concrets en vue de l'insurrection.

En réalité, le travail quotidien de l'exécutif repose sur les épaules d'un nombre réduit de permanents appartenant au parti bolchevique — dont les meilleurs éléments sont, jusqu'en 1921, aspirés par la guerre civile — et sur celles des émigrés, les Hongrois Béla Kun, Pogany, Rudnianski — qui disparaîtra, dit-on, avec un « trésor de guerre » —, les Bulgares Dimitrov, Kabaktchiev, Minev, puis Kolarov, les Polonais, le Finlandais Kuusinen. Or l'expérience de ces hommes est mince, pour ne pas dire rudimentaire, et les tendances gauchistes font des ravages parmi eux. Ils connaissent mal le mouvement ouvrier en Europe occidentale et sont en revanche pénétrés de la supériorité de l'expérience russe, dont ils se sentent l'émanation.

Entre les congrès, objet de tous les soins des dirigeants de l'Internationale et concentré de leur expérience et de leur recherche, c'est donc un petit noyau d'hommes peu expérimentés, que rien ne destinait à jouer un rôle de dirigeants internationaux, qui assume les tâches courantes de l'exécutif, autour d'un Radek, homme-orchestre, journaliste de grand talent, militant sincère mais versatile. Le témoignage de Curt Geyer, membre du « petit bureau » dans la période qui précède l'action de mars, permet de conclure qu'une question aussi importante que celle du contenu de la mission de Béla Kun à Berlin ne fut pas même discutée au sein de cet organisme suprême — ce qui laisse à penser que l'Internationale, entre ses congrès, ne fonctionna jamais comme un véritable organisme international avec son existence propre, mais fut toujours à son sommet un appendice du parti bolchevique.

En 1920, déjà, à son retour de Moscou, Levi avait soulevé le problème de l'hégémonie du parti russe au sein de l'Internationale, rendu d'autant plus délicat par le fait que les dirigeants du parti et de l'Internationale sont également ceux de l'Etat soviétique, et que la Russie est, aux yeux des communistes, le bastion révolutionnaire dont la défense est le plus sacré des devoirs. Pour tous, cette hégémonie est à la fois normale et transitoire. C'est Lénine lui-même qui le dit :

« Il va de soi qu'il en est ainsi seulement pour un court temps : l'hégémonie dans l'Internationale prolétarienne révolutionnaire est passée aux Russes, comme elle avait été dans différentes périodes du XIX^e siècle chez les Anglais, puis chez les Français, ensuite chez les Allemands »¹⁶.

Pour tous les communistes, les Russes restent ceux qui ont su, chez eux, faire la révolution et vaincre. Leur autorité se renforce à mesure que passent les années et que les autres partis échouent dans la lutte pour le pouvoir dans leur pays. Après la disparition de Liebknecht et Rosa Luxemburg, puis, d'une certaine façon, celle de Paul Levi, il n'y a dans le mouvement communiste international, et en particulier en Allemagne, aucune personnalité comparable à celles des dirigeants bolcheviques.

Cela n'implique cependant aucun véritable « suivisme » chez les dirigeants allemands. Les néo-gauchistes de 1921 défendent crânement leurs thèses et Ernst Meyer ou Brandler ne se gênent pas pour rejeter les arguments d'autorité d'un Zinoviev. Lorsque, en avril 1923, quatre militants allemands, Gerhard Eisler, Heinz Neumann, Hans Pfeiffer et Ewert, réclament un alignement plus complet du parti allemand sur le parti russe, c'est très vraisemblablement en vue de la recherche d'une plus grande efficacité, dont le bolchevisme semble proposer un modèle. Mais c'est à travers ce genre de réactions que se prépare, à plus long terme, une véritable emprise d'appareil.

Il reste que les rapports entre parti allemand et parti russe entre 1919 et 1922 ont presque constamment suivi la même courbe : conflit aigu au niveau des propositions faites ou des initiatives prises par les Allemands, vigoureuse critique des dirigeants de l'exécutif, puis intervention de Lénine qui, moyennant quelques critiques formelles, juge acceptable l'initiative allemande et demande l'ouverture de la discussion. Parmi les dirigeants de l'Internationale et du parti russe, Lénine semble être le seul — toujours suivi ou d'accord avec Trotsky — à se soucier de comprendre les initiatives et les problèmes allemands, à rechercher, non le compromis, mais la synthèse, à combattre avec acharnement la scission. Placé devant le fait accompli par Levi en 1919, il travaille avec acharnement — sans succès — au rapprochement avec le K.A.P.D. Il soutient en 1920 la déclaration d'opposition loyale et la position de la centrale sur le gouvernement ouvrier, apporte sa caution sans réserves à la polémique contre les gauchistes et à l'entreprise de conquête des indépendants de gauche. Il prend victorieusement la défense de la lettre ouverte du 7 janvier 1921, toujours contre Boukharine et Zinoviev, se bat pour maintenir Levi dans les rangs du parti, impose, à force d'autorité morale, le compromis de Moscou, donne le coup d'arrêt aux gauchistes dans leur « chasse aux centristes », empêche Ernst Meyer de les exclure pour leur activité fractionniste. Il n'est plus là à partir de 1923 et les luttes de fraction allemande s'intègrent alors aux querelles internes du parti russe, dont elles sont à la fois le reflet, le prétexte et l'alibi. Personne, en Allemagne, et personne non plus dans l'Internationale, n'est capable de jouer le rôle qu'avait joué par intermittences Lénine : travailler sans répit à adapter la politique du parti à la réalité économique, sociale, politique, homogénéiser ses rangs, former ses cadres dirigeants, construire sans étouffer les divergences, bref, aider la greffe à prendre.

Dans l'histoire du parti communiste allemand entre 1918 et 1923, deux hommes seulement semblent à certains moments capables de jouer le rôle du nécessaire théoricien et guide, du rassembleur, du maître et de l'arbitre que Lénine est pour l'Internationale. Le premier est Levi, franc-tireur des spartakistes, et le second Radek, franc-tireur des bolcheviks. Le transfert de l'autorité morale du premier au second est déjà en soi significatif des difficultés rencontrées pour la construction d'une direction du parti allemand, et de l'étroite dépendance politique de ce dernier à l'égard de Moscou, où Radek réside la plupart du temps, alors que Levi n'y fit qu'un bref séjour en trois ans.

16 *Œuvres*, t. XXIX, p. 313.

XLV. Paul Levi ou l'occasion manquée ?

Levi était-il communiste ? La question s'impose à partir du moment où il refuse de saisir la main que lui tend Lénine à travers les lettres de Clara Zetkin.

Pour Radek¹, Levi n'était pas communiste, mais un bourgeois dilettante jouant à la révolution. Pour Trotsky, qui le compare à Frossard et à Serrati, il n'était qu'un des nombreux social-démocrates de gauche entraînés par la révolution russe et le mouvement de masses au-delà de leurs propres limites, mais que le reflux devait ramener au bercail². Pour l'historien Richard Lowenthal enfin³, l'adhésion de Paul Levi au communisme fut un malentendu résultant de la méconnaissance qu'il avait de la réalité russe : disciple de Rosa Luxemburg, il ne pouvait se croire camarade de combat des bolcheviks que parce qu'il n'avait pas réellement compris ce qu'était le bolchevisme. Telle est aussi, en définitive, dépouillée des injures et qualificatifs traditionnels de « traître » et de « renégat », l'opinion des historiens de la R.D.A. pour qui Levi, même lorsqu'il était dirigeant du K.P.D., ne pouvait être qu'un « ennemi de classe » et un traître en puissance⁴.

Contre cette opinion, deux témoignages. Celui de Clara Zetkin, d'accord avec Levi, partageant ses réserves et ses critiques, se faisant son avocat infatigable jusqu'à ce qu'il rejette avec hauteur le compromis auquel elle s'était employée avec son ardeur habituelle⁵. Demeurée jusqu'à sa mort membre du parti et de l'Internationale, Clara Zetkin, au moment où perçaient déjà les premiers signes du stalinisme triomphant, continuait à penser et à écrire que les opinions défendues par Levi et elle-même entre 1919 et 1921 étaient dans le cadre de divergences normales au sein du mouvement communiste. L'autre opinion est celle de Lénine lui-même, écrivant en août 1921, cinq mois après l'exclusion de Levi, au sujet de son attitude en 1916 : « A ce moment déjà, Levi était bolchevik »⁶. Les années passant, on peut même noter sous la plume de Trotsky un début de révision de son jugement de 1923, lorsqu'il rappelle l'opinion de Lénine : « Cet homme a décidément perdu la tête ... Mais il avait au moins quelque chose à perdre ; on ne peut pas en dire autant des autres »⁷.

L'idée sous-jacente à la thèse de M. Lowenthal comme à celle de la majorité des historiens occidentaux qui ont abordé le sujet, est d'abord que le communisme bolchevique était une pratique et une idéologie proprement russes — pour ne pas dire « asiatique » — du courant socialiste et qu'en conséquence un homme de l'instruction et de la culture marxiste de Levi n'avait pu se croire communiste que par suite d'un malentendu. Mais, à travers la personne de Paul Levi, c'est Rosa Luxemburg qui constitue le véritable enjeu du débat, et, avec elle, l'ensemble de l'aile révolutionnaire de la social-démocratie allemande, qu'on tente ainsi d'arracher à la famille bolchevique.

Certains autres, en revanche, envisagent le développement du socialisme dans son mouvement dialectique et considèrent que l'avance de la social-démocratie allemande dans le cadre économique et social qui était le sien avant guerre explique tant le développement de la bureaucratisation, de la confiscation par l'appareil des droits du parti, que l'accent mis par Rosa Luxemburg sur le rôle des masses et leur spontanéité. Ils estiment aussi que le développement inégal de la société russe et la situation particulière du mouvement ouvrier dans le cadre de l'autocratie expliquent que les bolcheviks, en mettant l'accent sur le rôle d'une avant-garde soudée et disciplinée dirigeant le mouvement des masses, aient trouvé la formule qui permettait au prolétariat de réaliser, dans les conditions russes, une révolution qui était *a fortiori* possible dans les pays avancés. Les divergences entre Lénine et Rosa Luxemburg apparaissent alors non comme l'expression de courants d'idées irréductibles, mais comme les deux branches du même courant socialiste et révolutionnaire. Dans cette hypothèse, l'échec de Paul Levi n'apparaît pas comme la marque de l'incapacité congénitale des bolcheviks et de leurs camarades non russes à bâtir un « parti mondial de la révolution socialiste », mais seulement comme une tentative ratée qui comporte néanmoins des leçons utiles.

On ne saurait omettre de mentionner, pour mémoire, la troisième position de principe souvent sous-jacente à ce débat, selon laquelle il n'est point de salut pour le mouvement ouvrier en dehors d'une soumission mécanique aux instructions des directions des P.C., elles-mêmes réductibles en dernière analyse à celles de la direction du P.C. russe ...

Quoi qu'il en soit, pour répondre à la question posée, au sujet de Levi, il convient de rappeler les conflits politiques qui l'ont opposé à tel ou tel organisme ou groupe de dirigeants de l'Internationale ou du parti bolchevique.

Il s'est d'abord affirmé par son hostilité déterminée au courant « gauchiste » partisan du boycottage des élections et de la sortie des révolutionnaires des syndicats, qui se manifesta d'abord au congrès de fondation du K.P.D. (S), puis au sein de l'opposition et à partir de 1920 dans les rangs du K.A.P.D. La façon dont il conduisit le combat contre les gauchistes fut vivement critiquée, notamment par Radek, que soutint Lénine : l'un et l'autre regrettèrent la façon dont il avait provoqué, par l'exclusion de l'opposition, la scission du parti. L'analyse du rythme de la révolution allemande qu'il présenta au congrès de Heidelberg l'opposa nettement au point de vue de dirigeants russes comme Boukharine.

C'est aux mêmes hommes qu'il se heurta au lendemain du putsch de Kapp lorsqu'il approuva la déclaration d'opposition loyale faite par le K.P.D. (S) en réponse aux projets de gouvernement ouvrier élaborés par les dirigeants syndicalistes. La même

1 *Soll die V.K.P.D....*

2 « Bilan d'une période » (25 mars 1923), *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*, Paris, 1967, pp. 270-272, et « Trotzki's Brief », *Unser Weg (Sowjet)*, H. ¾ ; 15 février 1922, pp. 82-84.

3 « The Bolshevisation of the Spartacus League », *International Communism*, St-Antony's Papers, n° 9, pp. 23-71.

4 Les épithètes les plus courantes sont « opportuniste de droite » et « renégat ». Le volume consacré à l'année 1919 des *Dokumente und Materialien zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung* ne mentionne pas une seule fois le nom du dirigeant du K.P.D. de l'époque ! Arnold Reisberg, dont l'ouvrage *Lenin und die Aktionseinheit in Deutschland* ne nie pas par ailleurs le rôle de Radek dans l'histoire du K.P.D., parle de « la politique opportuniste et traïtesse » de Levi, qui allait bientôt « se révéler un renégat » (p. 87).

5 *Erinnerungen an Lenin* portent la date de « fin janvier 1924 ».

6 « Lettre aux camarades allemands » (14 août 1921), *Œuvres*, t. 32, p. 549.

7 « Et maintenant ? », *Écrits*, t. III, pp. 170-171.

année, il fut, parmi les Allemands unanimes, le plus ferme dans la protestation contre l'admission dans l'Internationale du K.A.P.D. comme « parti sympathisant », décidée sous la pression des dirigeants du parti bolchevique.

Toute une série d'autres désaccords tournent autour du problème de la discipline. Discipline internationale d'abord : Levi dénonce le rôle joué auprès des directions des sections nationales par les émissaires de l'exécutif, les « éminences grises ». A Livourne, lors du congrès du P.S.I., convaincu du caractère nocif du rôle joué par Rakosi et Kabaktchiev, il se tait et respecte la discipline. Mais il porte ensuite le débat devant les militants berlinois, puis dans les colonnes de *Die Rote Fahne*. Il se rebelle contre les pressions de Rakosi et son intervention ouverte dans les affaires du parti allemand, qu'il dénonce comme une ingérence que ne justifie aucune décision d'un quelconque organisme régulier de l'Internationale. Mis en minorité à la centrale, il démissionne de ses responsabilités. Quelques jours plus tard, il pense qu'il est de son devoir de militant de formuler publiquement ses critiques contre l'action de mars dans son pamphlet *Unser Weg : wider den Putschismus*, qui lui vaudra l'exclusion, approuvée par l'exécutif de l'Internationale.

La troisième divergence porte sur les relations entre le parti et les masses ouvrières extérieures. Il conteste toute interprétation mécaniste de leurs relations ; le parti ne saurait, selon lui, donner des ordres aux masses comme le font des états-majors à leurs troupes. Le parti doit guider, éclairer, expliquer, montrer le chemin, suggérer des mots d'ordre. Il ne commande pas, et en particulier n'a ni le droit ni la possibilité d'appeler les masses à l'insurrection armée si, dans la conscience de la majorité des travailleurs, la situation ne l'exige pas.

La quatrième divergence est la plus conjoncturelle, quoique peut-être la plus décisive dans l'enchaînement des faits qui conduit à sa rupture avec l'Internationale. Dès l'été 1920, alors que les bolcheviks sont persuadés qu'ils se trouvent en présence de la montée d'une situation prérévolutionnaire, Levi pense au contraire que la vague révolutionnaire en Europe est d'ores et déjà épuisée, que le capitalisme commence sa reconstruction et que, par conséquent, la révolution prolétarienne n'est plus à l'ordre du jour immédiat. Il dit brutalement à Lénine que les travailleurs allemands ne prendraient probablement pas les armes pour la « lutte finale » si l'armée rouge approchait des frontières allemandes dans sa marche victorieuse à travers la Pologne. Il ne croit pas que les ouvriers polonais vont se soulever contre leur propre gouvernement. Et c'est à partir de cette analyse qu'il propose la stratégie de front unique, reposant sur les nécessités d'une lutte défensive et sur les aspirations élémentaires des travailleurs durement atteints par la scission, et justifie la lettre ouverte du 8 janvier 1921 qui sera vivement critiquée à l'exécutif et dans différents partis communistes.

Ce sont là divergences parfaitement normales et admissibles à cette époque à l'intérieur de partis et de l'Internationale communiste. Il est vrai que, sur presque tous ces points, Levi se heurte à l'exécutif de l'Internationale, ou au moins à son noyau permanent, le petit groupe de dirigeants russes groupés autour de Zinoviev et Boukharine, comme aux gauchistes d'Allemagne et du parti hongrois. Mais il est intéressant, et plus significatif, de comparer ses positions avec celles d'autres dirigeants comme Lénine et Trotsky, par exemple, ou encore avec celles de Zinoviev et Boukharine dans d'autres circonstances : du coup, son opposition cesse de revêtir un caractère systématique, et il n'est plus possible d'y voir une opposition de principe au « bolchevisme ».

Aucun bolchevik, par exemple, et Lénine moins que tout autre, ne partage l'orientation politique fondamentale des gauchistes allemands : *La Maladie infantile du communisme* est l'illustration et le développement polémique des arguments mis en avant à Heidelberg et dans les semaines qui suivent le 2^e congrès du K.P.D. (S) par Levi lui-même. En fait, le différend porte sur un point précis : l'opportunité d'une scission pour régler ce problème politique. Dans les circonstances données, Lénine s'oppose à la scission, et Levi la consomme. Mais personne ne reviendra directement sur cette question dans l'Internationale. Lénine, d'ailleurs, connaît moins bien que Levi les conditions concrètes en Allemagne, et, du point de vue bolchevique, le succès que constitue à Halle l'adhésion à l'I.C. de la majorité du parti indépendant, adhésion dont le mérite revient en grande partie à Levi, justifie *a posteriori* son comportement « scissionniste » de 1919. Quant à la déclaration d'opposition loyale à un gouvernement ouvrier violemment critiquée tant par Zinoviev et Boukharine que par Béla Kun, Maslow et autres, Lénine, tout en déplorant une formulation incorrecte, précise qu'elle est « parfaitement juste dans ses prémisses fondamentales et dans sa conclusion pratique »⁸, ce qui est exactement la position exprimée par Paul Levi.

En matière de discipline, le comportement de Paul Levi jusqu'en mars 1921 est tout à fait conforme à l'esprit et à la lettre des statuts de l'Internationale et des partis, comme à la pratique des bolcheviks et des communistes du monde. Zinoviev en 1917, Boukharine en 1918, n'ont-ils pas polémique, non seulement dans le parti, mais publiquement, dans la presse communiste et même à l'extérieur, contre les décisions du comité central prises en leur présence et contre eux ? Les « communistes de gauche » n'ont-ils pas en 1918 proclamé, sans encourir de sanction disciplinaire, leur intention de ne plus reconnaître l'autorité du comité central jusqu'à ce que soit réuni un congrès extraordinaire sur la question du traité de Brest-Litovsk ? On a reproché à Levi son opposition aux émissaires de l'Internationale communiste ; mais ne verra-t-on pas, dans les mêmes années, le parti communiste français demander et obtenir le rappel de délégués de l'exécutif qu'il déclare *personae non gratae* ?

Même la publication de *Notre voie* ne peut être considérée dans l'univers communiste de l'époque comme une initiative extraordinaire et criminelle. Le pamphlet — qui ne dénonce le rôle particulier d'aucune personnalité — met certes en cause la politique du parti, mais il le fait *après* l'action. En 1917, c'était à l'avance que Zinoviev et Kamenev avaient dénoncé l'insurrection d'Octobre dans le journal menchevique *Novaja Jizn* : cette « faute » ne les a jamais mis en dehors du parti et c'est seulement pour peu de temps qu'elle les a écartés des postes responsables. Levi dispose même, sur ce point, d'un argument de poids : en 1920, ce sont les dirigeants de l'I.C. eux-mêmes, particulièrement Zinoviev, qui ont désiré, contre lui, la publication intégrale de la lettre-réquisitoire qu'il avait écrite, de sa prison, contre la direction du K.P.D. (S). En fait, en matière de discipline, Lénine formule à l'égard de Levi un seul reproche sérieux : celui d'avoir en février démissionné de la présidence du parti et de la centrale, d'avoir abandonné sa responsabilité à la tête du parti, d'avoir, au nom d'une conception parlementaire des rapports internes à la direction, renoncé à se battre pour ses idées au poste confié par le congrès ...

Les débats du 3^e congrès mondial ont permis d'éclairer les relations entre le parti et les masses. Il est clair que Levi a une

⁸ « Communistes et indépendants en Allemagne ». annexe n° 2 de « La Maladie infantile du communisme », *Œuvres*, t. 31, p. 107.

conception qui n'est pas celle des gauchistes, de ceux qui se taisent au congrès, comme Zinoviev et Boukharine, déjà battus politiquement au sein du parti russe, comme de ceux qui parlent, Terracini ou Thalheimer. Lénine les fustige en termes qui ne laissent place à aucune hésitation, aussi nettement que dans ses entretiens avec Clara Zetkin : non, les communistes ne sont pas « Xerxès qui fouettait la mer avec des chaînes »⁹, non, les bolcheviks n'auraient jamais pu prendre le pouvoir s'ils avaient pensé, comme Terracini, qui parle, ou comme Rákosi, qui se tait, qu'un parti-secte était capable d'entraîner au pouvoir des masses qu'il n'avait pas su auparavant conquérir par son exemple et par ses explications. Ces divergences de Levi — non avec l'ensemble de l'Internationale, non avec la doctrine bolchevique de l'époque, non pas même avec sa direction du moment, mais avec une conception qui avait inspiré la politique de l'exécutif pendant plusieurs mois et n'était pourtant que celle d'une tendance allant de Zinoviev à Béla Kun —, il les partageait avec Lénine et Trotsky eux-mêmes.

La divergence sur l'appréciation du rapport des forces en 1920 est, sans doute, la plus importante. A l'été 1920, Paul Levi est peut-être en effet le seul dirigeant communiste au monde à juger que la vague révolutionnaire d'après guerre est terminée. Mais bientôt les dirigeants de l'Internationale en viendront les uns après les autres à la même constatation : Radek d'abord, qui refuse de partager les illusions de Lénine sur les perspectives révolutionnaires en Pologne¹⁰, Lénine lui-même dès novembre, Trotsky et Kamenev. Le dernier carré à comprendre que la situation a changé est précisément constitué par les hommes qui dirigent l'Internationale, Zinoviev et ses collaborateurs immédiats — « la tendance du Sud-Est », comme les appelle Radek —, qui ne s'inclinent finalement qu'après la bataille menée au bureau politique entre mars et août 1921.

Il faut en prendre son parti, Levi ne fut pas exclu parce qu'il était « déviationniste », comme l'écrit Annie Kriegel¹¹. Il fut exclu pour avoir brisé la discipline en publiant *Unser Weg*. Et cette mesure d'exclusion n'était pas la condamnation déguisée d'une déviation quelconque — une conception « luxembourgistes » du parti ou des relations entre parti et masses —, car Levi ne défendait pas une autre conception sur ce plan que celle que Lénine fit prévaloir au cours du 3^e congrès de l'I.C. Lénine disait la vérité en assurant à Clara Zetkin que les « lévites » repartaient de Moscou avec une grande victoire politique. Levi avait eu raison sur l'essentiel, y compris contre Lénine, qui l'admettait volontiers. Celui-ci lui reprochait seulement, d'abord de ne pas s'être battu jusqu'au bout pour ses idées et d'avoir, en démissionnant, abandonné son poste, ensuite et surtout d'avoir enfreint la discipline, c'est-à-dire brisé la solidarité de parti en publiant son pamphlet. Telle est la raison de l'exclusion de Levi : « *Disziplinbruch*. »

On avance quelquefois une autre explication : les divergences politiques exprimées par Levi ne pouvaient justifier son exclusion, certes, mais celle-ci était pourtant nécessaire précisément parce qu'il avait eu raison contre les dirigeants russes de l'Internationale. La rupture de la discipline au lendemain de l'action de mars aurait donc simplement fourni le prétexte permettant d'éliminer un homme dangereux pour son intelligence et son indépendance d'esprit.

Il est en effet un point sur lequel tous les témoignages concordent : la personnalité de Levi n'avait jamais été complètement acceptée ni par les communistes allemands, ni par les communistes russes, ni par les communistes étrangers qui l'avaient approché. Grand bourgeois par ses origines, Levi l'était resté par ses façons d'être. Son goût pour les collections d'art n'était pas moins déroutant pour des révolutionnaires professionnels que ses succès féminins dans les milieux les plus huppés. Ainsi s'explique l'accusation de dilettantisme portée par Radek à l'égard d'un homme qui ne renonça jamais à exercer son métier d'avocat et qui se ménagea jusqu'au bout une sphère de vie personnelle.

Levi est un intellectuel d'une grande culture et d'une vive intelligence, et il en a conscience. Radek lui reproche sa morgue, son comportement hautain, les distances qu'il marque avec les militants ouvriers. Un homme peu suspect de vouloir à tout prix justifier les décisions de Moscou, Alfred Rosmer, témoigne dans le même sens. A l'arrogance de l'intellectuel allemand, Levi ajoute celle du social-démocrate, conscient d'avoir été formé dans la meilleure des écoles, et il parle avec un certain dédain des rustres qu'il doit côtoyer au 2^e congrès de l'I.C., ces anarchistes espagnols ou ces anarcho-sindicalistes qui ont un demi-siècle de retard. Ce n'est pas par hasard que la hargne des Heckert et des Thaelmann s'exprime au 3^e congrès par le classique « Herr Doktor » pour désigner celui qui était hier encore pour eux « Genosse Levi ». Lénine et Trotsky vont dans le même sens, le premier quand il lui reproche « l'absence de sentiment de solidarité avec les ouvriers »¹², le second quand il parle de son « égocentrisme »¹³.

Notons enfin une remarque de Radek dans son réquisitoire contre Levi : c'est malgré lui que Levi est devenu un dirigeant communiste. Il s'est fait prier pour assurer la direction du K.P.D. (S) après l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, et, ensuite, toutes les occasions lui ont été bonnes pour tenter de se dérober. En avril 1920, au lendemain du putsch de Kapp, il n'accepte de rester en fonctions que parce qu'il ne peut nier l'intérêt de sa présence après les bourdes commises, mais fixe lui-même une limite, celle de la conquête de l'aile gauche de l'U.S.P.D. pour laquelle il veut bien admettre qu'il est mieux placé que d'autres. Après le congrès de Halle, au congrès de fusion, il annonce de nouveau son intention de s'en aller, et n'y renonce que parce que les indépendants de la veille exigent sa présence, y voyant une garantie de la loyauté de la fusion. Coquetterie d'un homme aimant à se faire prier ? Radek ne le croit pas. Pour lui, Levi est un homme qui ne s'est pas donné tout entier au prolétariat et à la révolution, et qui a conscience qu'il ne pourra pas, au bout du compte, leur être fidèle.

Cet aspect de sa personnalité, Levi le confirme en d'autres circonstances que Radek ne pouvait évoquer, notamment au cours des luttes au sein de l'Internationale elle-même. Pendant le 2^e congrès mondial, en cet été 1920 où les délégués pensent qu'ils sont pour la dernière fois à Moscou, car le centre de la révolution va se déplacer à l'ouest, Levi se tait, et ne répond que parce que Lénine l'interroge. Il ne pousse pas jusqu'au bout ses critiques contre l'amendement présenté par Lénine aux thèses du parti russe, affectant de n'y voir qu'une question de rédaction et accepte sans broncher les vingt et une conditions,

9 C. Zetkin, *Souvenirs ...*, p. 20.

10 *Ibidem*, pp. 25-26.

11 Annie Kriegel dans *L'Œil de Moscou à Paris*, note p. 103 : « Il fut alors exclu pour déviation opportuniste. »

12 C. Zetkin, *Souvenirs ...*, p. 42.

13 Lettre de Trotsky, publiée par *Die Rote Fahne*, 13 janvier 1922, citée par P. Levi, « Trotskys Brief », *Unser Weg (Sowjet)*, H. 3/4, 15 février 1922, pp. 82-84.

dont il est pourtant l'un des rares à pouvoir pressentir les dangers, à comprendre qu'elles sont destinées à « bolcheviser » par des moyens sommaires et énergiques des partis encore très social-démocratisés, dans la perspective d'une révolution à court terme à laquelle il ne croit plus. Il se contente de formuler quelques réserves en commission puis en séance plénière : il ne se bat pas, il prend acte, comme il n'empêchera pas, plus tard, Rákosi d'exécuter le P.S.I. par l'application des vingt et une conditions.

Comment ici ne pas être tenté de suivre Lénine l'accusant d'« abandon de poste », lui reprochant d'avoir en février 1921 laissé le champ libre à des dirigeants dont les conceptions sont à ses yeux dangereuses pour le parti allemand comme pour toute l'Internationale ? Comment comprendre qu'il puisse laisser les commandes du parti allemand à des hommes qui viennent de démontrer leur faiblesse politique en pliant sans même discuter devant les exigences d'un Rákosi ? L'aventure de mars aurait-elle été possible si Levi était demeuré à la tête du K.P.D. ? Si c'était lui, avec Däumig, et non Brandler avec Stoecker, qui avaient eu à recevoir quelques jours plus tard Béla Kun et ses lieutenants ? Levi connaissait la présence à Berlin de Béla Kun, il connaissait de l'homme les dangereuses impulsions et l'incapacité politique : pourquoi, dans ces conditions, ce voyage vers l'Italie, interrompu en cours de route au reçu des nouvelles de Berlin, mais qui le plaçait bien loin des centres de décision dans une période capitale ? On est tenté de penser que Levi, en février et mars 1921, avant l'action, avait déjà refusé de prendre ses responsabilités de dirigeant de l'Internationale, lui préférant le rôle de commentateur intelligent et sarcastique que l'histoire ne lui laissa finalement pas. Lénine, lui aussi, s'était à plusieurs reprises déclaré prêt à démissionner de ses responsabilités, mais c'était pour se battre à la base, non pour voyager...

Telle est sans doute la vraie raison de l'attitude de Lénine à l'égard de Levi. Lénine est avant tout préoccupé à cette époque de la construction de l'Internationale et de partis dignes de ce nom. L'indiscipline de Zinoviev en 1917, celle de Boukharine en 1918 avaient certes un instant mis en péril l'unité du parti, mais le succès de la ligne qui leur avait été opposée avait préservé cette unité. Leurs divergences, pour profondes et récentes qu'elles fussent, étaient du domaine du passé, ne posaient plus de problèmes aux militants russes. Mais Lénine juge différemment de la situation dans le parti allemand en 1921 : pour lui, Levi est coupable d'atteinte au « patriotisme du parti » : il « s'est jeté sur le parti et l'a déchiré ! »¹⁴.

L'action de mars en elle-même — autant que son échec — avait en effet constitué pour les communistes allemands une rude épreuve. Du jour au lendemain le parti leur avait demandé, au nom de la discipline communiste, de se lancer dans une action dont ils pressentaient qu'elle n'avait pas été préparée et qu'elle risquait de signifier pour tous la répression, licenciement pour la plupart, prison et années de forteresse pour les autres. Beaucoup d'entre eux — peut-être deux sur trois — avaient flanché. Ceux qui avaient tenu avaient en même temps conscience de l'étendue du désastre et besoin de penser qu'ils avaient malgré tout bien agi, qu'ils avaient fait leur devoir de communistes : d'où cette nouvelle explosion de gauchisme parmi la majorité des dirigeants et militants dans les semaines qui suivent l'action, d'où l'insistance de tous sur la discipline, seule justification possible de leur obéissance à des initiatives qui s'étaient révélées désastreuses. Levi, en dénonçant « putschisme », « aventurisme », « gauchisme », au moment même où les social-démocrates majoritaires et autres anticommunistes entamaient ce refrain et où frappait durement la répression, incarnait, aux yeux des combattants malheureux de mars, le « jaune », briseur d'action et briseur de discipline. Venant d'un dirigeant qui avait de lui-même, quelques semaines auparavant, abandonné ses fonctions, cette attitude devait apparaître plus impardonnable encore : dans la mesure où il ne s'était pas battu de toutes ses forces pour empêcher l'action de mars, la dénonciation qu'il en faisait ensuite semblait émaner d'un renégat satisfait de voir les événements confirmer ses sinistres prévisions.

Mais la sévérité de Lénine avait sans doute des raisons plus profondes encore. En cette année 1921, il ne s'agissait pas seulement de l'existence et de l'unité du V.K.P.D. récemment constitué, mais de celles du mouvement communiste tout entier. Le tournant de 1921 était le premier tournant radical de l'Internationale depuis sa proclamation. Elle avait été proclamée dans la foulée de la vague révolutionnaire d'après guerre, et avait recruté ses soldats parmi les militants convaincus que la révolution était l'œuvre de leur temps et de leur génération. C'était plus vrai encore pour les membres de l'appareil de l'Internationale : pour borné qu'il fût, Béla Kun avait l'excuse de n'avoir été aucunement préparé à la stabilisation du capitalisme, qui se laissait à peine deviner en 1920. Prisonnier de guerre en 1917, président du conseil des commissaires du peuple de la République des conseils de Hongrie deux ans après, il avait connu la défaite après la victoire, l'exil, puis la guerre civile comme commissaire politique et ses lendemains immédiats dans le Turkestan affamé. Comment aurait-il pu concevoir, en débarquant à Berlin comme envoyé de l'exécutif de l'I.C., que cette période héroïque était terminée ? En fait, depuis un an, tous les militants communistes sont à contre-courant, se débattant, les résolutions du 2^e congrès en main, contre la réalité des nouveaux rapports de force. Faire admettre aux délégués du 3^e congrès mondial qu'ils avaient eu tort — et avec eux leur parti et l'Internationale — de poursuivre en 1920-1921 la tâche révolutionnaire de conquête du pouvoir à court terme, et que Paul Levi — qui s'était désolidarisé de leur combat et de leurs souffrances — avait eu, lui, raison, tout seul, contre le parti et contre l'Internationale, fut jugé impossible et par Lénine et par Trotsky. Lénine l'expliqua clairement à Clara Zetkin : il était nécessaire de condamner l'attitude de Levi afin de ne pas plonger dans le désespoir ceux qui, contre lui, avaient tenu pour essentiel de demeurer dans les pires moments fidèles à leur parti.

Le problème se posait pour le parti russe en des termes à peine différents. La Nep soulevait bien des oppositions et, même acceptée, bien des inquiétudes. Ne parlait-on pas d'un « retour au capitalisme » ? Les concessions aux paysans, venant après la condamnation de l'opposition ouvrière, ne rassuraient pas les militants, eux aussi pénétrés de la conviction que la révolution russe serait mondiale ou ne serait plus. Sans doute est-il faux de dire que l'insurrection de mars aurait pu, comme l'a laissé entendre Heckert¹⁵, s'expliquer comme une tentative pour « compenser » Cronstadt, mais l'hypothèse suivant laquelle elle aurait résulté de tentatives désespérées de Zinoviev pour faire « percer » la révolution mondiale et réaliser l'économie de la

14 C. Zetkin, *Souvenirs ...*, p. 42.

15 Selon E. H. Carr, *The Bolshevik Revolution*, t. III, p. 335, n. 2, Heckert avait laissé entendre cette interprétation de l'action de mars dans son intervention au congrès pan-russe des syndicats en mai 1921. M. Flechtheim a développé ultérieurement la thèse d'un lien entre l'insurrection de Cronstadt et l'action de mars (*Die K.P.D. und die Weimarer Republik*, 1948, p. 73), thèse qui ne résiste pas à un examen attentif de la chronologie.

Nep est loin d'être invraisemblable. Le « compromis » sur la question internationale dans le parti russe n'a été obtenu, si l'on en croit Trotsky, qu'après bien des ruses et des batailles de couloir : cooptation au bureau politique de Kamenev, secrètement acquis au point de vue de Lénine, bloc entre Lénine, Trotsky et lui qui permet de renverser le rapport de forces favorable à Zinoviev, concessions arrachées l'une après l'autre à Radek que Zinoviev accusera de l'avoir « trahi » ... Mais, dans la mesure où les Russes avaient décidé qu'un compromis était nécessaire, il ne pouvait se faire aux dépens des principes, ni de la condamnation de la théorie de l'offensive. C'est pourtant ce qui aurait été le cas si l'on avait blanchi Levi ; personne, dans le parti russe, ne pouvait sans doute y songer, pas plus Boukharine et Zinoviev qui eussent été les vaincus, que Lénine et Trotsky qui prétendaient au rôle d'arbitre.

Il semble que Levi n'ait pas saisi les racines de l'attitude de Lénine, dont il avait initialement sollicité l'appui. Il serait certes injuste d'accepter sans réserves le portrait tracé de lui par Radek et d'autres contemporains. D'abord parce que Levi, après son exclusion, n'a pas cessé d'être un militant socialiste et de mériter la haine de l'adversaire de classe, ce qui prouve que, s'il n'a pas sacrifié ses goûts personnels à l'action militante, il n'a pas non plus sacrifié l'action militante — pourtant plus ingrate à partir de sa rupture avec le communisme — à ses goûts personnels. Ensuite, il est incontestable qu'il a su entraîner avec lui, et pour des années, des militants ouvriers de grande valeur, ces Malzahn, Neumann, Franken, que Lénine admirait et dont il disait que « ce sont des gens comme eux qui forment les larges colonnes aux rangs solides du prolétariat révolutionnaire »¹⁶ : un amateur n'obtient pas de tels résultats ! Ce qui reste, c'est qu'en refusant les propositions de Lénine transmises par Clara Zetkin, en refusant de faire taire son amour-propre pour prix de la reconnaissance d'une victoire politique, infiniment plus importante aux yeux d'un militant, Levi a paru effectivement démontrer qu'il ne croyait plus lui-même aux idées qu'il défendait contre Zinoviev et les autres depuis 1920, ni au redressement de l'Internationale. S'est-il brutalement senti comme un corps étranger dans le mouvement communiste sous la poussée des clameurs et des dénonciations ? Quoi qu'il en soit, si Levi était bien un communiste, un bolchevik, comme disait Lénine, il a cessé de l'être ou — ce qui revient sans doute au même — de se croire tel au cours de l'année 1921.

Ayant en ce sens « perdu la tête », cet homme si lucide accumulera désormais les erreurs de jugements et les pronostics erronés, annonçant successivement que les « gauchistes » allaient éliminer Lénine et Trotsky, ou que les « bakounistes » allaient prendre la tête du parti allemand, incapable de jamais appliquer une ligne de front unique prolétarien ...

Il reste que, de 1918 à 1921, il avait été le seul dirigeant communiste étranger à la Russie dont le caractère intransigeant et la pénétration politique avaient fait en puissance un interlocuteur capable de discuter d'égal à égal avec les dirigeants russes, et que personne ne comblera le vide creusé par son exclusion. Il aura été le seul à poser en termes politiques le problème qui était celui du communisme au lendemain de la révolution russe victorieuse : comment greffer sur le vieil arbre aux racines profondes et solides du mouvement ouvrier occidental le greffon vivace de l'élan de 1917 et du pouvoir des conseils. Il n'y aura plus après lui, en face des Russes, sinon que des plagiaires ou de perroquets, comme il le dit, du moins que des hommes qui hésitent et se taisent, d'avance résignés à avoir tort.

L'aventure personnelle de Paul Levi symbolise ainsi en 1921 le premier échec dont elle est partie intégrante : l'impuissance de l'Internationale communiste à devenir le « parti mondial de la révolution socialiste » qu'elle prétendait être, l'impuissance des bolcheviks à susciter dans ce bref laps de temps en Occident la création de partis communistes poursuivant de façon consciente et systématiquement organisée l'objectif de la prise du pouvoir par le prolétariat, des organismes révolutionnaires qui ne soient pas seulement des pâles transpositions du modèle russe, mais des partis plongeant dans la réalité sociale et les traditions de lutte et de pensée de leurs pays respectifs des racines aussi profondes que celles du parti bolchevique dans le sol de la Russie.

Organisme vivant, le communisme de 1918-1921 revêtait bien des nuances, et Levi en incarnait une coloration allemande. Vouloir opposer Levi au communisme pendant cette période, c'est oublier que cohabitèrent, dans l'histoire, social-démocratie de Bebel et social-démocratie d'Ebert, pensée de Lénine et « léninisme », léninisme et stalinisme, Rosa Luxemburg et « luxembourgeois ». C'est enlever à Paul Levi sa véritable dimension historique : celle d'une occasion manquée.

16 C. Zetkin, *Souvenirs ...*, p. 48.

XLVI. Karl Radek ou la confusion des genres

Radek est un personnage hors série de l'histoire du mouvement communiste, un des hommes-clés pour l'étude des premières années de l'Internationale. Auteur prolifique, aujourd'hui à peu près inconnu, Radek fut non seulement, pendant les années qui suivirent la révolution russe, un des plus importants dirigeants de l'Internationale — et son secrétaire effectif pendant quelques mois entre sa libération d'Allemagne et le 2^e congrès mondial — mais encore le mentor du P.C. allemand jusqu'en 1923, chargé de l'exécutif des « questions allemandes » comme Trotsky l'était des « questions françaises ». Deux études récentes de H. Schurer et de W. Lerner ont peut-être ouvert la voie des travaux consacrés à Radek, et il faut maintenant souhaiter, en particulier, que s'ouvrent, en Allemagne de l'Est et en Union soviétique, les nombreux dossiers « Radek » dont nous sommes vu refuser l'accès.

Le meilleur portrait de lui est sans doute celui qu'a brossé en 1920 le journaliste allemand Wilhelm Herzog :

« Karl Radek (...) a été élu secrétaire de la III^e Internationale communiste. Son esprit vif, toujours en mouvement, travaille fiévreusement. Sa tête de romantique allemand (avec un grain de judaïsme polonais) est chargée d'humour et d'énergie. Il écrit par jour deux éditoriaux, un pour la *Pravda* et un pour les *Izvestija*, et souvent encore un texte qui est transmis par radio à Christiana. Il reçoit quotidiennement la visite de plus d'une douzaine de délégués des autres pays du monde. Il conseille et renseigne. Il préside les séances de la III^e Internationale et prend part aux conférences du comité exécutif, du comité central du parti, et à une multitude d'autres organismes. Il fait des conférences à l'Université ouvrière et aux officiers de l'armée rouge. Il parle dans des réunions, dans les congrès des soviets centraux et locaux. Et tout cela sans être jamais superficiel ni inconsideré, mais après une solide préparation, en homme très compétent, avec beaucoup de sérieux (mais jamais sans esprit). Maîtrisant le problème, il l'empoigne, l'expose, l'analyse. C'est un régal de l'écouter. Il déborde d'idées, et a une connaissance peu commune des hommes et des choses. Du mouvement ouvrier de tous les pays, il connaît chaque date, chaque dirigeant, et même chaque individu d'une certaine importance. D'où une immense culture historique et une très claire connaissance des relations politiques mondiales.

C'est un styliste étincelant. Et quoique, bien sûr, il ne maîtrise pas le russe comme si c'était sa langue maternelle, on admire ses articles pour leur clarté et pour l'éclat de ses images. Son esprit vif-argent réagit à toutes les sollicitations de la vie humaine, politique, intellectuelle. Bref : un individu supérieurement doué, le propagandiste né, l'agitateur que rien ne peut retenir ni arrêter. Il ne connaît pas de compromis tant qu'il s'agit d'infecter le monde ennemi ou encore indifférent, de l'empoisonner, de l'imprégner de l'idée de la révolution mondiale. Il appartient, avec Boukharine, Ossinsky et autres, à la jeune génération des bolcheviks (c'est-à-dire des marxistes révolutionnaires). Cet extraordinaire stratège de la lutte des classes, ce terroriste redouté, aime la littérature allemande, connaît Goethe, Heine, Kleist, Friedrich von Gentz et les romantiques, Büchner, Grabbe, aime Conrad Ferdinand Meyer et cite des vers de Stephan George et Hugo von Hoffmanstahl »¹.

Portrait flatteur, mais sans doute véridique, qu'il faut peut-être seulement nuancer par une allusion à sa laideur physique et à son négligé vestimentaire : « quelque chose entre Puck et Wolf, un peu d'Arabe de la rue ... , Méphisto », écrit le comte Kessler, « un croisement de professeur et de bandit », dit le diplomate-espion Bruce Lockhart. L'homme était attachant par son esprit, la vivacité de ses réparties, son sens aigu d'un humour qu'il n'oubliait jamais d'exercer à ses dépens, l'étendue de sa culture et de sa curiosité intellectuelle, et, en définitive, malgré l'agressivité du comportement verbal, sa gentillesse, sa sensibilité et une incontestable vulnérabilité.

Radek est d'abord un franc-tireur. Dès son apparition dans le mouvement social-démocrate allemand, il possède une physionomie propre : il a en effet un passé et une expérience révolutionnaire à une époque où les dirigeants du parti allemand n'ont en ce domaine que les lectures qu'ils ont pu consacrer à la Commune de Paris ou à la révolution de 1848. Lui, à peine émigré, est retourné en Pologne dès le début de l'agitation en 1905, et n'a pas vingt ans lorsqu'il succède à Leo Jogiches, arrêté, comme rédacteur en chef du journal des social-démocrates polonais : il connaît ensuite la prison. Fixé plus tard en Allemagne, il se fait, à vingt-six ans, une réputation de polémiste et de théoricien en s'en prenant à Kautsky tant au congrès international de Copenhague que dans *Die Neue Zeit*. Spécialiste des études sur l'impérialisme, il s'attache à démontrer l'inévitabilité de la guerre mondiale, conséquence des antagonismes interimpérialistes, et fonde sur cette perspective celle de la révolution mondiale — thème cher aux bolcheviks, mais peu familier aux militants du parti allemand. Son talent lui vaut la notoriété comme journaliste, mais il demeure isolé en Allemagne et accroît encore son isolement en soutenant, contre Rosa Luxemburg et Jogiches, la dissidence du comité de Varsovie du parti polonais.

Ce sont à la fois sa célébrité et son isolement qu'il paie dans « l'affaire Radek ». Il a commis l'imprudence de s'en prendre à la fois aux révisionnistes du sud et à l'appareil du parti : dès 1912, Bebel lance contre lui une terrible attaque au congrès de Chemnitz, et le renfort apporté par les Polonais permet de l'exclure l'année d'après du parti allemand comme du parti polonais, sous le coup d'accusations infamantes. Il fait face courageusement, n'hésite pas à se fixer à Berlin pour mieux se défendre, publie à ses frais un plaidoyer *pro domo*, aidé par une poignée d'amis. La commission d'enquête internationale, appelée « commission de Paris », le blanchit et il gagne dans l'affaire le soutien de Lénine et de Liebknecht comme de Trotsky. Mais la guerre empêche une véritable révision de son procès et, comme le fait remarquer Schurer, il demeure, « pour la majorité des socialistes allemands, un homme marqué »².

Il n'y a pas place pour lui dans l'Allemagne de 1914, où le noyau internationaliste est constitué par ses pires adversaires. Il émigre en Suisse, profondément abattu, et déçoit Trotsky qui fondait sur lui de grands espoirs :

« J'espérais trouver en lui un partisan de mes idées. Je constatai avec étonnement, en causant avec lui, qu'il ne croyait pas à la possibilité d'une révolution prolétarienne à l'occasion de la guerre, ni, en général, dans un avenir prochain.

1 Wilhelm Herzog, « Russisches Norisbuch », *Das Forum*, 4^e a., n° 11, août 1920, pp. 805-807.

2 H. Schurer, « Radek and the German Revolution », *Survey*, n° 53, octobre 1964, p. 62.

Non, répondait-il, les forces productives de l'humanité prise dans son ensemble ne sont pas suffisamment développées »³.

Il se ressaisit cependant assez vite dans le milieu des émigrés internationalistes et devient l'objet des attentions de Lénine qui, voyant en lui le moyen de toucher les internationalistes allemands, le presse de travailler à la revue internationale dont il veut faire le centre et le foyer d'un regroupement international. A Zimmerwald, il se range du côté de la minorité ; mais les Allemands refusent d'apposer leur signature à côté de la sienne. A Berne, Clara Zetkin entre dans une violente colère en constatant sa présence⁴ : incontestablement, il est toujours en quarantaine.

Proche des bolcheviks, il s'éloigne cependant de Lénine, qui lui reproche en termes violents son « esprit d'intrigue » et même sa « bassesse ». Il polémique avec lui sur la question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, condamne le soulèvement irlandais de Pâques 1916. En même temps, il défend, dans les questions allemandes, la nécessité de la scission, de l'organisation indépendante des révolutionnaires. Par son intermédiaire, à travers ses articles dans *Arbeiterpolitik*, les thèmes de Lénine sur la trahison de l'aristocratie ouvrière, la nécessité de la scission, la transformation en guerre civile de la guerre impérialiste, font leur chemin dans l'extrême-gauche allemande. Un délégué spartakiste le cite au congrès de fondation du parti social-démocrate indépendant et provoque de vives réactions de la salle. Radek est toujours, d'une certaine façon, un hors-la-loi dans le mouvement allemand, mais son isolement commence à se briser.

La révolution de 1917 modifie brusquement sa stature. Parti dans le même train que Lénine, il se voit refuser l'accès en Russie. Installé à Stockholm, il y assure les liaisons internationales des bolcheviks et dirige la propagande en direction de l'Allemagne. Il arrive à Petrograd au lendemain de l'insurrection et y est aussitôt considéré comme un bolchevik à part entière. Vice-commissaire aux affaires étrangères, il est à Brest-Litovsk en face des diplomates et généraux allemands, organise la propagande parmi les prisonniers de guerre, la « fraternisation » sur le front. C'est toujours vers l'Allemagne qu'il est tourné : refoulé comme représentant officiel de l'exécutif des soviets, il franchit la frontière clandestinement et débarque à Berlin, comme représentant du parti bolchevique, dans les premiers jours de décembre 1918.

On a vu ses réactions, très marquées par l'expérience russe, noté ses prises de position dans cette première phase de la révolution allemande, au cours de laquelle il est surtout un témoin impuissant : tout le convainc de la supériorité de l'école bolchevique. Arrêté, il peut pendant quelques semaines craindre pour sa vie, mais tient tête à tous les interrogatoires. Puis sa situation change, il devient un prisonnier de marque et, dans sa cellule devenue un véritable « salon politique », reçoit hommes politiques, généraux, chefs d'entreprise, tous ceux qui voient en lui un représentant officieux du gouvernement russe, et cherchent à s'informer ou à séduire. Le hors-la-loi bohème se révèle habile diplomate, charme ou impressionne ses interlocuteurs, commence à penser en termes de grande politique extérieure, envisage des alliances, s'impose comme une « éminence grise ». Il ne perd pas pour autant de vue les problèmes du parti allemand qu'il a vu naître et disparaître en quelques jours en tant que direction. C'est surtout Paul Levi qu'il s'attache à convaincre de la nécessité de conquérir les masses, de renoncer à l'infantilisme gauchiste, de travailler dans les syndicats, de ne pas négliger les tribunes électorales et parlementaires. Ses écrits de 1919 groupent les arguments d'une polémique contre la « maladie infantile », le gauchisme, et Lénine n'y ajoutera rien d'essentiel. D'accord avec Levi sur les perspectives générales, sur la ligne des thèses de Heidelberg, auxquelles il a peut-être collaboré, il n'en est pas moins méfiant à son égard et lui reprochera vivement d'avoir organisé une scission qu'il n'approuve pas, ou encore de critiquer communistes de Hongrie et de Bavière à partir d'une position qu'il juge opportuniste.

De retour en Russie, il devient secrétaire de l'Internationale et responsable principal des questions allemandes. Il manifeste son indépendance au 2^e congrès mondial en soutenant le K.P.D. (S) contre l'exécutif et le parti russe dans l'affaire de l'invitation du K.A.P.D. Cette manifestation d'indépendance — il s'estime responsable devant l'Internationale, non devant son parti — lui vaut d'être écarté par les Russes du poste de secrétaire. A la même époque, l'été 1920, il est l'un des rares dirigeants communistes, avec Levi, à ne pas partager l'optimisme de Lénine sur les perspectives révolutionnaires en Pologne et en Allemagne. Lénine dira plus tard :

« Radek nous avait prédit ce qui allait se passer. Il nous avait prévenus. Je me suis fâché sérieusement contre lui. Je l'ai traité de « défaitiste ». Mais, pour l'essentiel, c'est lui qui a eu raison »⁵.

Pour ce qui est de l'Allemagne, il reste très réticent à l'égard des dirigeants. Il est l'un des plus sévères dans la critique de l'attitude de la centrale après le putsch de Kapp, condamne violemment la déclaration d'opposition loyale, polémique, directement ou par Frölich interposé, contre Levi pendant toute l'année. D'abord hostile au rapprochement avec les indépendants de gauche, il s'y rallie nettement et soutient Levi sur ce plan. En même temps, il semble qu'il intrigue pour trouver parmi les dirigeants des indépendants de gauche, sinon dans la centrale elle-même, des appuis ou des contrepoids à l'influence à ses yeux néfaste de Levi. Il s'oppose à lui lors du congrès d'unification, rédige pourtant avec lui la lettre ouverte qui lui vaut de dures attaques de la part de Zinoviev, Boukharine, Béla Kun, poursuit sa réflexion sur le gauchisme en élaborant la théorie du front unique prolétarien.

A partir de février 1921, il devient difficile de comprendre son jeu politique. Il est nettement hostile aux initiatives gauchistes et scissionnistes prises par les délégués de l'exécutif à Livourne, mais bouleversé par le comportement de Levi, qu'il laisse s'écarter de la direction du parti et livrer passage à ses pires adversaires gauchistes. De Moscou, à la veille de l'action de mars, il s'emploie à « activer » le parti, mais critique avec précaution, dès qu'il en est informé, la forme d'« activation » qu'est l'action de mars inspirée par Kun. Dans la confusion qui prévaut pendant quelques mois au sein de la direction du parti russe et de l'Internationale, il semble être plutôt du côté des gauchistes russes — Lénine le lui reprochera —, mais un peu à la droite de Zinoviev, qui lui reprochera de l'avoir « trahi » dans le compromis conclu à la veille du congrès de Moscou avec Lénine et

3 Trotsky, *Ma Vie*, t. II, p. 94.

4 Schurer, *op. cit.*, p. 63.

5 C. Zetkin, *Souvenirs ...*, pp. 25-26.

Trotsky — cependant que Lénine lui reproche alors d'avoir penché « trop à gauche ». Ses hésitations sont sensibles entre la conférence du parti russe et le congrès mondial lui-même où, finalement, c'est son comportement qui facilite la contre-offensive gauchiste des amendements présentés par Thalheimer et Terracini.

Après le 3^e congrès mondial, il semble être un des éléments qui, à Moscou, veulent déterrer la hache de la guerre contre les centristes, et Lénine lui reproche une attaque publique contre Clara Zetkin. Il s'acharne contre Levi, puis contre Friesland, en des termes comparables à ceux de la gauche berlinoise. En fait, depuis février 1921, son attitude semble en contradiction avec tout ce que l'on sait de son tempérament politique, de son appréciation de la situation mondiale, de son pessimisme quant au rythme de la révolution mondiale : adversaire résolu des gauchistes, il semble brusquement les rallier pour ne les soutenir ensuite qu'à moitié. Peut-on expliquer ce tournant par des inquiétudes nées d'une situation internationale explosive, le danger d'une guerre qu'il voit menacer, comme le suggèrent ses lettres à la centrale ? N'a-t-il fait que chercher à éviter un conflit avec Zinoviev, manifestement muni d'un mandat en blanc de Lénine ? A-t-il simplement jugé possible et commode de profiter de la circonstance pour éliminer Levi, qu'il tenait pour peu sûr, sans pour autant renoncer à sa ligne ? Il faut, pour le moment, renoncer à éclairer l'énigme de cette période qui permet à bon droit de l'accuser de versatilité sinon d'opportunisme. Il est en tout cas difficile de suivre Schurer quand il voit, à la fin de 1921, surgir un « nouveau Radek » : c'est seulement l'ancien Radek qui resurgit après six mois de confusion, fidèle à ses analyses antérieures sur la lenteur du rythme révolutionnaire en Occident, la nécessité de la construction patiente d'un parti par la conquête des masses, celle d'une lutte permanente pour la construction du front unique ouvrier par la bataille autour de revendications économiques et de mots d'ordre « de transition ».

L'année 1922 le voit jouer un rôle particulièrement important sur la scène diplomatique, pour le compte du gouvernement soviétique, dans les conversations avec le général von Seeckt et le diplomate von Malzan, qui mènent à la conclusion du traité de Rapallo. Véritable représentant officieux du Kremlin en Allemagne, il s'identifie à certains égards avec une politique extérieure à laquelle l'Internationale, pour sa part, ne s'identifie pas. Au sein de cette Internationale, il est l'un de ceux qui s'attachent, dans le cadre de la stratégie du front unique ouvrier, à découvrir de « nouvelles voies » révolutionnaires, des mots d'ordre de transition, comme le « gouvernement ouvrier » dont il devient, sinon le père, du moins le parrain. A la différence de Zinoviev, il attache beaucoup d'importance à la victoire du fascisme en Italie, en tire des conclusions, qui apparaîtront au grand jour en 1923, sur les modalités nécessaires de l'action du prolétariat désormais placé concrètement, pour toute une période historique, devant l'alternative « socialisme ou fascisme », traduction moderne de l'ancien « socialisme ou barbarie » de Marx. Contrairement à ce que pense Schurer, les perspectives qu'il développe en 1923 ne constituent en rien l'abandon de ses analyses du rôle de l'aristocratie ouvrière comme agent de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier : pour lui, précisément en cette année et en Allemagne, la crise économique, détruisant les bases même de l'aristocratie ouvrière et unifiant par le bas les conditions de vie des travailleurs, rend possible la réunification politique de la classe sous le drapeau du communisme.

Nous avons également indiqué combien nous paraissait erronée l'interprétation traditionnelle de la « ligne Schlageter », défendue par Radek, comme une tentative de ressusciter le « national-bolchevisme », ou même, comme l'écrit Schurer, comme la preuve d'un « intérêt nouveau pour le nationalisme en tant que facteur révolutionnaire potentiel »⁶. Le souci de Radek, qui tient la conquête de la majorité de la classe ouvrière pour virtuellement achevée, est en effet de priver le nationalisme contre-révolutionnaire, le nazisme, de sa base de masse, la petite bourgeoisie exaspérée par la crise économique et sociale et l'humiliation nationale. Schlageter, combattant de la contre-révolution, mérite l'admiration des révolutionnaires pour son courage et son esprit de sacrifice, mais il n'est, comme le dit Radek, que le « pèlerin du néant », tandis que les communistes sont ceux de l'avenir.

Une nouvelle contradiction apparaît cependant au cours de l'année 1923 dans le comportement politique de Radek. Alors que, pendant toute la première partie de 1923, très exactement jusqu'à la grève sauvage qui balaie en août le gouvernement Cuno, il combat fermement toutes les impatiences et impulsions gauchistes dans le K.P.D., prenant pratiquement seul la responsabilité de renoncer à braver l'interdiction de la manifestation de rues du 29 juillet, il se rallie apparemment sans discuter à la thèse de Trotsky selon laquelle il faut préparer l'insurrection, et en fait lui-même la proposition au bureau politique du 23 août. Là aussi, il faut renoncer à donner aujourd'hui, dans l'état de la documentation, une réponse précise. L'influence personnelle de Trotsky sur lui a-t-elle joué suffisamment pour le convaincre de la nécessité de prendre un virage en raison d'une situation nouvelle ? A-t-il accepté, eu égard à ses expériences antérieures, de réviser une opinion qu'il ne s'était pas formée sur place ? A-t-il, comme peut-être en 1921, tu ses convictions réelles, refoulé ses propres impulsions, par manque de certitude ou de confiance en son propre jugement, ou au contraire, par opportunisme, pour suivre le courant dominant dans les sommets ? A-t-il réellement, comme le suggère Schurer, agi et parlé contrairement à son propre jugement qu'il savait sûr ? Le problème est posé.

Il ne peut être abordé en tout cas sans tenir compte du fait que les dirigeants allemands — Brandler, en particulier — ont eu la même attitude, taisant leurs réticences ou leurs hésitations, alimentant même parfois avec complaisance les illusions de leurs camarades. C'est en tout cas ce que Radek suggère quand il dit à l'exécutif que le fond du problème est que, « excellent parti ouvrier », le parti allemand n'est pas encore un parti communiste, et que le tournant d'août a été pris trop tard, quand il souligne également que les communistes allemands n'ont pas mesuré à quelle profondeur de passivité l'effondrement de la social-démocratie avait entraîné la masse des travailleurs.

Radek n'était pas à Chemnitz quand a été prise la décision de renoncer à l'insurrection. Mais il l'a approuvée après coup, prenant, comme le lui demandait Brandler, toutes ses responsabilités. Et cette fois, non seulement il ne cherche pas à esquiver le heurt avec ses camarades de l'exécutif et les dirigeants du P.C. russe, mais, au contraire, le provoque délibérément. Il se défend pied à pied, avec beaucoup de fermeté, devant l'exécutif élargi où il fait figure d'accusé.

C'est seulement au tout dernier moment, et pour respecter, dit-il, la tradition, qu'il cède, se rallie à la résolution qui fait de Brandler et de lui-même les boucs émissaires de la défaite de 1923.

6 Schurer, *op. cit.*, p. 65.

Les qualités intellectuelles de Radek sont indiscutables, son courage devant l'ennemi de classe, en prison ou dans l'illégalité, ne peut être mise en cause. Mais son courage politique au sein de son parti est plus discutable. Brillant, efficace, persévérant lorsque la ligne politique est claire, lorsqu'il sent ses arrières assurés, soit par l'accord général, soit par la solidité de la position de ceux dont il est l'interprète, il manifeste en effet les plus grandes hésitations, sous la forme de virages impressionnants, dès que le terrain cesse d'être sûr, dès que les conflits font rage au sommet de l'Internationale ou du parti russe, dès qu'il s'agit de créer du neuf à travers une dure bataille politique. Interprète, vulgarisateur si l'on veut, commentateur étincelant d'une pensée politique dont il n'est pas le créateur, il manifeste de l'incertitude dès que la responsabilité de l'orientation — et surtout de la réorientation — repose sur ses propres initiatives. Capable d'assurer l'application intelligente d'une ligne politique fixée par l'Internationale, il est apte à diriger le parti allemand « par délégation » dans les périodes sans problèmes politiques aigus, mais pas en période de crise, où un dirigeant politique à part entière doit assumer toutes les responsabilités, dont celle de se battre dans son parti pour ce qu'il pense être la ligne juste.

Quinze ans plus tard, au lendemain d'un grand procès public à Moscou où l'accusé Karl Radek avait exécuté face au procureur Vychinsky un extraordinaire numéro d'accusateur et de compère, Trotsky devait porter sur lui un jugement sévère, mais qui donne sans doute le nécessaire correctif du panégyrique de Wilhelm Herzog :

« Radek (...) n'est qu'un journaliste. Il a toutes les brillantes qualités de cette sorte d'hommes, et aussi tous ses défauts, Son instruction est plutôt celle d'un grand lecteur, La connaissance du mouvement ouvrier polonais, la participation, pendant de longues années, au mouvement social-démocrate allemand, la lecture attentive de la presse, principalement anglaise et américaine, ont élargi ses horizons, conféré une grande mobilité à sa pensée, armée d'un nombre infini d'exemples, de comparaisons et, en fin de compte, d'anecdotes. Mais ce que Lassalle appelait « la force physique de l'intellect » lui fait défaut. Dans les divers groupements politiques, Radek fut plutôt un hôte qu'un véritable militant. Sa pensée est trop mobile et trop impulsive pour une action systématique. Ses articles apprennent beaucoup, ses paradoxes peuvent présenter une question sous un jour imprévu, mais il ne fut jamais une personnalité politique »⁷.

En définitive, l'homme que l'Internationale communiste put offrir de 1919 à 1923, comme mentor politique au parti allemand celui sur qui reposait la mission historique de forger en Allemagne une direction révolutionnaire formée d'hommes capable de s'orienter dans les problèmes de stratégie et de tactique révolutionnaire, manquait des qualités nécessaires. Il ne pouvait donner aux cadres du K.P.D. ce qui lui manquait : la sûreté politique profonde et reposant sur une analyse perpétuellement remise en cause en fonction des développements de la situation, la continuité dans l'action et la fermeté dans la défense de ses opinions, l'attachement aux principes et le refus du dogmatisme. Sous l'égide de cet homme, et malgré ses efforts conscients, les dirigeants allemands étaient restés mineurs.

7 Trotsky, *Les Crimes de Staline*, pp. 137-138.

XLVII. Bilan d'un échec

Le fiasco du parti communiste allemand en 1923 allait marquer dans l'histoire de l'après-guerre un tournant décisif. A cette plaque tournante de l'Europe, l'initiative repassait en effet entre les mains de la bourgeoisie, qui n'allait plus s'en dessaisir. Au sein de l'Internationale communiste, à commencer par le parti bolchevique lui-même, la défaite de 1923 représentait, sinon le point de départ, du moins l'accélération décisive dans un processus de dégénérescence dont les aspects les plus négatifs peuvent souvent être directement reliés aux plus grandes espérances de l'année inhumaine.

Sans doute n'est-ce point par hasard qu'aujourd'hui encore le mouvement communiste international n'a pas consacré à cette défaite sans précédent le minimum de l'attention qu'il a su accorder à ses victoires ou même à des défaites de moindre portée. Révolution escamotée, la tentative d'insurrection de 1923 n'a pas fait l'objet après coup d'une discussion véritable; à peine aujourd'hui se souvient-on que cette discussion fut entamée, mais qu'elle ne fut jamais menée à son terme. De tous les marxistes contemporains, seuls Trotsky, dans l'opposition communiste, et Paul Lévi, alors dans l'opposition de gauche de la social-démocratie, en ont tenté, sommairement, l'explication.

Trotsky revient sur l'affaire allemande.

En 1924, Trotsky est revenu sur la situation allemande en 1923, dans la célèbre préface « Leçons d'Octobre » au recueil de ses écrits et discours intitulé 1917. Comme à la fin de 1923, dans *Cours nouveau*, il estime que l'Allemagne a présenté en cette « année terrible » une situation exceptionnellenent favorable pour la victoire de la révolution prolétarienne et recherche dans le parti lui-même les causes de cet échec. Il écrit :

« La révolution bulgare devait être une introduction à la révolution allemande. Par malheur, cette déplorable introduction a eu un développement pire en Allemagne même. Au cours du deuxième semestre de l'année dernière, nous avons observé dans ce pays une *démonstration classique de la façon dont on peut laisser passer une situation révolutionnaire exceptionnelle d'une importance historique mondiale* »¹.

La première erreur des dirigeants allemands a été, selon lui, une fausse estimation de la force armée de l'ennemi de classe, sous-estimation dans la période prérévolutionnaire, surestimation dans la période révolutionnaire d'avant l'insurrection :

« Tant que le mot d'ordre de l'insurrection était principalement sinon exclusivement un moyen d'agitation pour les dirigeants du K.P.D., ces derniers ne songeaient pas aux forces armées de l'ennemi (Reichswehr, détachements fascistes, police). Il leur semblait que le flux révolutionnaire sans cesse montant résoudrait de lui-même la question militaire. Mais, quand ils se trouvèrent directement placés devant ce problème, ces mêmes camarades (...) tombèrent dans l'autre extrémité : ils se mirent à accepter de confiance tous les chiffres qu'on leur fournissait sur les forces armées de la bourgeoisie, les additionnèrent soigneusement aux forces de la Reichswehr et de la police, puis arrondirent la somme et eurent ainsi devant eux une masse compacte, armée jusqu'aux dents, suffisante pour paralyser leurs efforts. *Il est incontestable que les forces de la contre-révolution allemande étaient plus considérables*, en tout cas mieux organisées et mieux préparées que celles de nos korniloviens et demi-korniloviens, mais les forces actives de la révolution allemande sont également différentes des nôtres. Le prolétariat représente la majorité écrasante de la population de l'Allemagne. (...) En Allemagne, l'insurrection aurait eu du coup une dizaine de puissants foyers prolétariens »².

Comparant le cours de la révolution allemande de 1923 avec celui de la révolution russe de 1917, il souligne la croissance, dans les deux partis révolutionnaires, des appréhensions et des hésitations à l'approche du moment décisif, rappelle l'opposition de Zinoviev et Kamenev à l'insurrection d'Octobre et constate que ce qui s'est passé en Allemagne, c'est le développement d'hésitations de ce genre dans la direction du parti qui ont fini par se communiquer aux masses. Refusant le schéma de la gauche allemande qui opposait aux dirigeants timorés des masses ouvrières piaffant d'impatience, il écrit :

« La force d'un parti révolutionnaire ne s'accroît que jusqu'à un certain moment, après quoi elle peut décliner : devant la passivité du parti, les espoirs des masses font place à la désillusion, et l'ennemi, pendant ce temps, se remet de sa panique et tire parti de cette désillusion. C'est à un revirement de ce genre que nous avons assisté en Allemagne en octobre 1923 »³.

Il va reprendre la question plus en détail, quelques années plus tard, dans sa *Critique du programme de l'I.C.*, mettant l'accent sur les responsabilités de la direction du K.P.D. :

« Nous avons déjà vu qu'à notre époque de brusques revirements, ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir, au moment propice, prendre le pouls de la situation politique, percevoir son changement brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre. Une direction révolutionnaire n'acquiert pas de telles qualités simplement en prêtant serment à la dernière circulaire de l'Internationale communiste : leur conquête exige, outre des bases théoriques indispensables, l'expérience personnelle et la pratique d'une véritable autocritique »⁴.

Or, pour lui, l'année 1923, dès l'occupation de la Ruhr par les Franco-Belges, a vu se produire un tel retournement, annonciateur de « complications révolutionnaires aiguës ». Mais

1 L. Trotsky, « Leçons d'octobre », *Cahiers du bolchevisme*, n° 5, 19 décembre 1924, pp. 313-314.

2 *Ibidem*, p. 333.

3 *Ibidem*, p. 335.

4 « Critique du programme », *L'Internationale communiste après Lénine*, t. I, p. 191.

« la direction de l'Internationale communiste n'en tint pas compte en temps voulu. Le parti communiste allemand suivait encore le mot d'ordre du 3^e congrès, mot d'ordre qui l'avait certes éloigné de la voie du putschisme menaçant, mais qui fut assimilé de façon unilatérale. (...) Ce n'est pas sans peine que fut effectué le revirement brutal qui conduisait de la tactique des journées de mars 1921 à l'activité révolutionnaire systématique dans la presse, dans les réunions, dans les syndicats, au Parlement. Quand la crise due au revirement fut surmontée, grandit le danger de voir se développer une nouvelle déviation unilatérale de caractère nettement opposé. La lutte quotidienne pour la conquête des masses retient toute l'attention ; elle crée sa propre routine dans la tactique et empêche de voir les problèmes stratégiques qui découlent des changements survenus dans la situation objective »⁵.

La clef de la situation allemande. en 1923 se trouvait entre les mains des communistes :

« Il devenait parfaitement clair que la bourgeoisie allemande ne réussirait à sortir de cette situation « sans issue » que si le parti communiste allemand ne comprenait pas clairement ce fait, et n'en tirait pas pour son action toutes les conclusions révolutionnaires nécessaires. Mais le parti communiste, qui avait justement la clef entre ses mains, ouvrit les portes à la bourgeoisie »⁶.

Il est exact que les ouvriers allemands, en octobre 1923, n'ont pas marché au combat. Ce n'est ni hasard, ni phénomène indépendant contredisant l'analyse suivant laquelle la situation allemande était révolutionnaire :

« Le prolétariat allemand aurait marché au combat s'il avait pu se convaincre que, cette fois, le problème de la révolution était nettement posé, que le parti communiste était prêt à aller à la bataille, qu'il était capable d'assurer la victoire. Non seulement les droitiers, mais les gauchistes, en dépit de la lutte acharnée qu'ils se livraient, envisagèrent jusqu'en septembre-octobre, avec un grand fatalisme, le processus du développement de la révolution »⁷.

Ce sont, finalement, ces deux faiblesses de la direction allemande, son fatalisme — la croyance que la révolution va en quelque sorte se développer d'elle-même, indépendamment de leur propre politique — et son hésitation au moment décisif qui expliquent le fiasco :

« C'est la direction dans son ensemble qui hésita, et cette hésitation se transmet au parti et à travers lui à la classe »⁸.

Et Trotsky tire de l'expérience allemande de 1923 des leçons qu'il juge aussi capitales pour le mouvement révolutionnaire mondial que celles d'octobre 1917 et qui, comme elles, touchent au problème de la direction révolutionnaire :

« Il y a des périodes où Marx et Engels ne pourraient faire avancer d'un seul pouce le développement historique même en le cravachant; il en est d'autres où des hommes de faible stature, s'ils sont à la barre, peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années »⁹.

C'est ce qui s'est passé en Allemagne, à ses yeux, application concrète d'une loi générale

« Il se peut que la direction du parti, la politique du parti dans son ensemble, ne correspondent pas à la conduite de la classe et aux exigences de la situation. Quand la vie politique se déroule avec une relative lenteur, de pareilles discordances finissent par se résorber; elles provoquent des dommages, mais ne causent pas de catastrophes. En revanche, en période de crise révolutionnaire aiguë, on manque précisément de *temps* pour surmonter le déséquilibre et, en quelque sorte, rectifier le front sous le feu ; les périodes pendant lesquelles la crise révolutionnaire atteint sa plus grande acuité connaissent, par leur nature même, une évolution rapide. La discordance entre la direction révolutionnaire (hésitations, oscillations, attente, tandis que la bourgeoisie attaque furieusement) et les tâches objectives peut, en quelques semaines et même en quelques jours, provoquer une catastrophe qui ruine le bénéfice de nombreuses années de travail. (...) Quand la direction réussit à s'aligner sur la situation, celle-ci change : les masses se retirent et le rapport des forces devient brusquement défavorable »¹⁰.

Ce qu'il appelle « la crise de la direction révolutionnaire à la veille du passage à l'insurrection » est, pour Trotsky, un « danger général ». Il résulte de la pression, de la « terreur matérielle et intellectuelle exercée par la bourgeoisie au moment décisif » sur « certains éléments des couches supérieures et moyennes du parti ». En 1917, Lénine, grâce à sa « sévère énergie », était venu à bout de l'hésitation des couches supérieures du parti née de cette pression. En 1923, et malgré l'existence d'une Internationale, il n'y eut rien de tel : l'hésitation conduisit à la défaite.

L'opinion de Paul Levi.

Levi qui, à cette date, est revenu depuis plusieurs années à la social-démocratie où il anime une aile gauche, rédige la préface de la première édition allemande de *Leçons d'Octobre*. Comme Trotsky, il juge que les événements d'Allemagne en 1923 constituent la plus grande catastrophe économique et sociale jamais provoquée par le système capitaliste :

5 *Ibidem*, pp. 190-191.

6 *Ibidem*, pp. 191-192.

7 *Ibidem*, p. 192.

8 *Ibidem*, p. 199.

9 *Ibidem*, p. 196.

10 *Ibidem*, pp. 197-198.

« Peut-être n'a-t-on jamais vu se produire en un espace de quelques mois un bouleversement aussi total des rapports sociaux qu'en Allemagne à cette date. De cet océan d'afflictions que signifiait la guerre de la Ruhr s'élevait, avec une volonté accrue de puissance, une mince couche de capitalistes. Dans leurs rangs mêmes on commençait à passer une atroce revue : les fleurs précoces de l'inflation se fanaient, les « honnêtes gens » qui n'avaient pas compris à temps les possibilités ouvertes par la razzia de la Ruhr étaient profondément secoués. La classe moyenne, les artisans et intellectuels perdaient leur base économique. Les travailleurs, en outre, voyaient leur salaire-or se réduire, et, du coup, en même temps que leur base économique, était ébranlé l'ensemble des organisations, des syndicats, des coopératives »¹¹.

Comme Trotsky, il juge que jamais peut-être la nécessité de la révolution et de la prise du pouvoir par le prolétariat ne fut une nécessité aussi évidente qu'en cette année 1923. On se trouvait bien en présence d'une de ces situations historiques où, en toute logique, le pouvoir aurait dû changer de mains et passer en Allemagne de celles de la bourgeoisie à celle du prolétariat, comme en octobre 1917. Il pense cependant que Trotsky se trompe lorsqu'il suppose, même un instant, que le K.P.D. aurait été capable de jouer en Allemagne le rôle de direction révolutionnaire que les bolcheviks avaient su assumer en Russie. Féroce dans sa rancune, il affirme cette hypothèse comme invraisemblable,

« même si la situation allemande avait été en tous points semblable à la situation russe, même si l'Internationale communiste avait été l'organisation la plus exempte d'erreurs que l'histoire ait jamais connue, même si Grigori Zinoviev avait été un homme politique de grande envergure et non un âne de réputation européenne »¹².

En Russie, les bolcheviks avaient en effet conquis leur audience et leur autorité dans les masses sur la base d'une politique qu'elles avaient comprise et approuvée depuis février 1917, et qui avait constitué en octobre leur véritable légitimation. Des révolutionnaires auraient pu et dû mener une telle politique et se retrouver dans une position semblable :

« Il n'était pas difficile en Allemagne, dans ces circonstances tragiques, de mener une politique semblable. On avait déjà derrière soi les expériences de la guerre mondiale : il s'agissait seulement de montrer en quoi cette guerre de la Ruhr constituait une entreprise éhontée de brigandage des capitalistes allemands contre les non-capitalistes et que le résultat inévitable d'une telle politique devait être de retourner contre ses auteurs toutes les couches sociales qu'elle entraînait à l'abîme »¹³.

Au lieu de cette politique simple et claire, les maîtres à penser du K.P.D. ont préféré se lancer à corps perdu dans leurs théories prétendument « nouvelles » sur l'oppression nationale : Radek a prononcé son célèbre discours sur Schlageter, « pèlerin du néant », et Zinoviev a mis les communistes en garde contre le nihilisme national. Tous les fonctionnaires zélés du parti ont répété en les caricaturant ces thèmes qui jetaient en réalité la confusion dans l'esprit des travailleurs allemands et favorisaient les entreprises démagogiques de l'extrême-droite nationaliste. Le prolétariat n'a pas compris — et son incompréhension explique sa passivité :

« A la fin de la guerre de la Ruhr, au lieu d'une solide force prolétarienne, il y avait une infection national-communiste qui empestait l'Allemagne entière. Au moment où les communistes exhibaient leurs droits à la succession de l'Allemagne en faillite, les nationaux-socialistes émettaient la même prétention avec autant de raison »¹⁴.

Cependant, au cours de l'année 1923, Levi avait pris position en faveur du mot d'ordre de gouvernement ouvrier et soutenu le gouvernement ouvrier de Saxe parce qu'il lui paraissait la seule solution à opposer à la grande coalition et la voie pour aider les travailleurs à surmonter dans un combat commun les inhibitions et les craintes nées de la division ouvrière. Au cours du mois d'août 1923, alors qu'il est le rassembleur de la gauche social-démocrate, il considère comme une tâche concrète de la social-démocratie la recherche d'une nouvelle forme de la dictature du prolétariat :

« N'allons pas croire que la forme qu'elle a revêtue en Russie constitue sa forme achevée; nous ne pensons pas que sa forme russe soit un modèle qui vaille pour tous les pays. (...) C'est de là que découle la tâche de la social-démocratie. Elle doit mener à la victoire l'idée de dictature du prolétariat dans des conditions très différentes des conditions russes, beaucoup plus caractéristiques de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes que ne l'étaient les conditions en Russie. Il lui faudra lier beaucoup plus la dictature du prolétariat à des structures étatiques données : il se pourrait qu'elle revête sa première forme dans un gouvernement de minorité parlementaire qui ferait d'un « moins » sur le plan de la force au Parlement un « plus » sur celui de la puissance sociale »¹⁵.

Cela tendrait donc à prouver malgré tout qu'en dépit de ses préventions et de ses critiques concernant la politique « nationale » du K.P.D., Levi a pu considérer la situation allemande comme révolutionnaire et finalement estimer correcte la recherche par le K.P.D. de mots d'ordre de transition sur le plan gouvernemental¹⁶.

Les faiblesses congénitales du K.P.D.

En fait, malgré son désir de démontrer que le K.P.D. avait de toute façon fait faillite avant de subir l'épreuve du feu, Paul Levi

11 Préface à l'édition allemande de *Leçons d'octobre*, pp. 3-4.

12 *Ibidem*, p. 5.

13 *Ibidem*.

14 *Ibidem*, pp. 6-7.

15 « Ueber die gegenwärtige Aufgaben der Partei », *S.P.W.*, 7 septembre 1923.

16 Il reviendra à plusieurs reprises sur cette question, notamment dans « Bei der Kommunisten », *S.P.W.*, 17 avril 1924.

ne dément pas le fond de l'analyse de Trotsky. Ecrire que la politique « nationale-communiste » de l'été 1923 a jeté la confusion dans les rangs des travailleurs, affirmer, comme il le fera plus tard, que les dirigeants communistes allemands n'ont jamais été capables de se comporter autrement qu'en « stupides plagiaires » des bolcheviks¹⁷ souligne seulement les manifestations de la faiblesse d'un parti qui n'a pas su se hisser, dans des circonstances exceptionnelles, à la hauteur de ses tâches historiques. De ce point de vue, significative est l'intervention de Radek au comité central du 1^{er} février 1921 quand il s'écrie : « L'affaire de la lettre ouverte est typique. Si j'avais été à Moscou, l'idée ne m'en serait jamais venue. » Les hommes qui dirigent la politique du K.P.D. ne sont pas à Berlin, mais à Moscou ; ce sont les Allemands eux-mêmes, ceux qui sont en Allemagne, qui leur demandent, comme dans l'affaire de la journée antifasciste, de prendre à leur place des décisions qu'ils ne se sentent pas capables d'assumer seuls et à laquelle ils ne donneront pas les suites nécessaires. Le 1^{er} février 1921, Radek fait remarquer aux dirigeants allemands que leur comité central n'a pas encore trouvé le temps de discuter sérieusement de la lettre ouverte, de sa signification politique et des perspectives qu'elle ouvre. L'unique initiative importante venue d'Allemagne en 1923 est celle de Brandler rédigeant l'appel au parti du 12 juin. Non seulement cette initiative provoque de vives réactions parmi les cadres qui traitent Brandler de « fou », mais encore celui-ci est-il incapable, après ce geste, de tracer des perspectives qui s'appuient sur la situation dans le pays. Il est non moins significatif que ce soit le bureau politique du parti russe qui ait pris l'initiative du tournant de la politique du K.P.D. en août et que cette analyse ait pu être faite par Trotsky sur la base des informations rassemblées par Walcher et Enderle, lesquels attendent son verdict pour tirer les conclusions politiques des éléments qu'ils lui ont eux-mêmes fournis. Brandler admet sans trop d'hésitation, en septembre 1923, à Moscou, qu'on puisse percevoir de Moscou ce que lui-même n'a pas vu dans le pays où il dirige un parti dit révolutionnaire qui compte des centaines de milliers de membres ...

La faiblesse du K.P.D., ce sont les « démagogues » de sa gauche, échantillons de bohème intellectuelle experts dans le maniement de la phrase révolutionnaire mais incapables de peser une situation, de saisir le maillon qui permettrait d'attirer toute la chaîne, et qui entraînent derrière eux de bons militants ouvriers, mais aussi — comme l'a souligné Clara Zetkin dans sa lettre au congrès de Francfort¹⁸ — des petits bourgeois, des aventuriers et même de vulgaires antisémites, de toute façon pas mal de dilettantes, étrangers au mouvement ouvrier.

Sa faiblesse, ce sont les dirigeants de son aile droite ballottés entre leur appréciation instinctive, leurs réflexes de prudence et les principes volontaristes d'un faux bolchevisme réduit à sa caricature, l'insurrection armée, c'est un Brandler se laissant entraîner en mars 1921 par un Béla Kun, et le même se taisant à Moscou en septembre 1923 comme Radek en août, au lieu de se battre jusqu'au bout.

Sa faiblesse, d'une façon générale, ce sont ses cadres, dévoués, désintéressés, courageux face à l'ennemi de classe, mais à peu près incapables de penser par eux-mêmes et marchant toujours l'oreille tendue dans la direction de Moscou d'où viennent des avis qu'ils tiennent pour la loi et les prophètes.

Encore faut-il se souvenir que ces dirigeants n'ont disposé que de quelques années pour faire leur expérience dans des conditions difficiles. Levi, avocat en 1914, intellectuel de gauche typique n'est pas, en tant que tel, intégré au mouvement ouvrier : c'est en définitive cet homme sur les épaules de qui repose, au début de l'année 1919, l'écrasante responsabilité de diriger le parti communiste au moment crucial de la révolution mondiale. Connaissant ses limites, redoutant son dilettantisme et son individualisme, les dirigeants bolcheviques usent pourtant de tout leur poids pour le conserver aux leviers de commande : il n'existe en Allemagne personne qui puisse faire mieux que lui. Et ce n'est pas non plus par hasard si les services allemands de l'intérieur, en 1923, demandent à leur ambassade à Moscou de ne pas accorder à Radek un visa qui lui permettrait de revenir dans l'Allemagne en ébullition : cet homme dépasse de cent coudées les dirigeants du K.P.D. Le parti a des dirigeants ouvriers, des organisateurs éprouvés comme Brandler, Walcher, des théoriciens comme Thalheimer, des hommes capables de coordonner des grèves, d'encadrer des manifestations, de diriger des services d'ordre capables aussi de se battre et de mourir à leur poste. Il dispose de bons orateurs pour les meetings de masse et pour les débats parlementaires, de clandestins qui sont d'habiles conspirateurs, de journalistes de talent, d'hommes capables d'écrire des livres et de pointer des mitrailleuses. Il n'a personne qui, l'oreille collée au sol, entende l'herbe pousser, comme aimait à le dire Lénine, personne qui ne sache s'orienter dans une situation concrète. Il n'a pas de Lénine, et rien, dans son histoire, dans celle du prolétariat allemand, ne rendait plausible, à partir des personnalités de second plan de l'opposition de gauche avant guerre, la formation en quelques années d'hommes capables de diriger victorieusement une révolution contre la bourgeoisie la plus consciente et la plus résolue de l'Europe et peut-être du monde. Paul Levi disait en 1920 que la principale erreur des révolutionnaires allemands avait consisté dans leur refus, dès avant la guerre mondiale, de s'organiser sur le plan politique de façon indépendante, même si l'organisation ainsi créée avait dû des années durant vivre sous la forme d'une secte¹⁹. En 1926, dans la lettre déjà citée à Clara Zetkin, Radek exprime le même jugement :

« Pour l'anniversaire de la mort de Karl et Rosa, j'ai pris la parole à un meeting de la Ligue des jeunesses communistes de Moscou auquel vous deviez également parler. J'ai préparé mon discours, feuilleté de vieux articles de Rosa, et c'est avec la conviction profonde que nous, les radicaux de gauche en Allemagne, nous avons ouvert les yeux non pas trop tôt, mais trop tard, que nous avons combattu les périls, non pas trop vigoureusement, mais trop faiblement »²⁰.

Les faiblesses du K.P.D. étaient en définitive le reflet de celles de la social-démocratie telle qu'elle s'était développée avant la guerre de 1914-1918. Société dans la société, elle était parfaitement intégrée à travers une opposition de principe et une adaptation dans la pratique qui offrait expérience, responsabilités et tâches, non à ceux qui étaient capables de faire l'histoire avec les travailleurs, mais seulement à ceux qui voulaient faire de la politique en les utilisant. Le caractère conservateur de la

17 « Der neue Kommunistendreh », *S.P.W.*, 18 juin 1925 .

18 Voir chap. XLII.

19 Archives Levi, P 124/8.

20 *New International*, op. cit., p. 156.

bureaucratie syndicale et de l'appareil du parti social-démocrate avaient détourné de la centralisation et de l'organisation les éléments ouvriers les plus combattifs. Les dirigeants communistes issus des rangs de la social-démocratie d'avant guerre portaient tous son empreinte dans leur tendance à la passivité et leur propension au suivisme. Il faut, dans une large mesure, retourner le procès fait à la direction de l'Internationale communiste, sur ce plan, par la majorité des historiens. Car c'est en partie la médiocrité des hommes du K.P.D. qui a nourri en Allemagne le succès, le prestige, puis l'autorité et enfin le despotisme de Moscou à l'égard du parti allemand. Tant que la perspective de la révolution mondiale demeurait au centre des préoccupations des dirigeants bolcheviques, ce hiatus pouvait être tenu pour temporaire et l'espoir de le surmonter pour réaliste. Mais la dégénérescence de la révolution russe allait devenir facteur décisif dans un climat aussi propice : la domestication du K.P.D. par la fraction de Staline au pouvoir dans le parti russe n'a rencontré de la part de ce parti de centaines de milliers de membres qu'une résistance médiocre, même lorsqu'elle aboutit à lui faire mener, face au danger mortel de la montée nazie la plus aberrante des politiques.

Dans la brève période de l'histoire du K.P.D. étudiée ici, l'un des faits les plus frappants est certes l'impasse du gauchisme et de toutes les théories révolutionnaires fondées sur la conception prétendument « luxembourgist » de la spontanéité des masses. L'impatience des révolutionnaires, la tragique illusion que de petits groupes de militants décidés, des minorités agissantes, peuvent se substituer à l'action des grandes masses, la croyance en la vertu des « actions exemplaires » émergent à tout instant de l'histoire du K.P.D. Elles sont, elles aussi, la rançon des années de domination exclusive de la pratique social-démocrate dans le mouvement ouvrier et de la faiblesse même du K.P.D., insuffisamment armé pour répondre rapidement aux aspirations révolutionnaires de la minorité active du prolétariat. Mais ce sont les initiatives de ces minorités, à l'intérieur et parfois en dehors du K.P.D., qui, à plusieurs reprises, ont permis aux minorités agissantes et organisées de la bourgeoisie allemande de retourner des situations compromises et d'exploiter à son profit une division de la classe ouvrière qui constituait un de ses atouts essentiels.

L'échec du K.P.D. en 1923 n'est finalement ni celui du « bolchevisme », ni celui du « spartakisme », et encore moins celui du « communisme ». C'est celui du mouvement socialiste allemand dans son ensemble, dont le K.P.D. a voulu — trop tard par rapport au développement de la crise mondiale — être simultanément l'aile révolutionnaire et le moteur de la réunification.

Le reste de l'histoire du K.P.D. appartient à un autre chapitre, dont les lignes principales partent, cette fois, toutes de Moscou. Il n'y aura plus désormais dans l'histoire allemande de tentative conséquente en vue de construire un parti révolutionnaire, communiste, de masse, d'utiliser la force du mouvement ouvrier allemand, sa concentration, son niveau culturel, son organisation, dans la lutte pour le pouvoir et la construction de la dictature du prolétariat.

Lorsque, après quelques années de stabilisation, sous l'injection de crédits américains, l'économie allemande aura repris vigueur et brillamment développé son appareil de production, la crise mondiale de 1929 la frappera à nouveau sous la forme d'une crise économique et sociale aux contours différents de celle de 1923, mais tout aussi profonde et tout aussi révolutionnaire en puissance. Cette fois, ce seront les « bandes armées » des S.A. et des S.S. qui remporteront la victoire et enverront côte à côte sur les échafauds et dans les camps d'extermination militants communistes et social-démocrates, indépendants et réformistes, stalinien et gauchistes, brandlériens et trotskystes. A cette époque, le parti qui a hérité du nom du K.P.D. n'est plus celui de Levi, de Brandler, de Radek, de Maslow, et ne ressemble en rien à l'instrument révolutionnaire du prolétariat qu'ils avaient tous voulu construire.

« Parti de type nouveau », soumis à l'autorité de son chef charismatique, Ernst Thaelmann, apparemment réplique prolétarienne du « Führer », infailible et tout-puissant. En réalité copie, à usage allemand, du « chef génial » de l'Union soviétique, il n'est plus qu'un appareil destiné à accomplir les tâches qu'on lui assigne en fonction des besoins de la politique extérieure de la bureaucratie de l'Union soviétique, laquelle ne se soucie plus de révolution allemande, ou plutôt redoute un événement qui bouleverserait le *statu quo* précaire qui lui a permis de survivre. Dans la tradition des *apparatchiki* de la social-démocratie et conformément au modèle russe des années 1927-1928, la hiérarchie toute-puissante des secrétaires — les *Polleiter* des districts par qui passent contrôle, correspondance et directives — dépend entièrement d'un secrétariat de quelques membres qui dirigent directement les différents départements centraux et concentrent entre leurs mains les rapports avec l'ensemble de l'organisation à tous les échelons. Un appareil de huit mille permanents suffit à tenir un parti dont les membres se renouvellent, où les vétérans des années des combats révolutionnaires ne sont plus que poignée, et où passent les jeunes et les chômeurs — avant d'aller parfois rejoindre un parti nazi qui leur permet, lui, de vivre et leur promet de se battre. Assez puissant pour paralyser, tant dans ses propres rangs que dans la classe tout entière, l'aspiration à l'unité de front contre le nazisme, il sera brisé comme fétu de paille dès que les bandes de Hitler auront réussi à mettre la main sur les rouages essentiels de l'appareil d'Etat et sombrera, en quelques jours, avec toutes les organisations ouvrières et les « conquêtes » d'un demi-siècle de mouvement social-démocrate et syndical. Tandis que les Stoecker, Schneller, Neubauer, Becker et Ernst Thaelmann mouraient sur la potence ou sous la hache du bourreau, dans les prisons ou les camps de concentration hitlériens, d'autres compagnons de leur combat, les Werner Hirsch, Leo Flieg, Remmele, Eberlein, Süsskind, Kippenberger, Leow, Heinz Neumann, tombaient dans les caves ou les prisons de la Guépéou stalinienne ...

Cette défaite finale était la conclusion de deux batailles distinctes, mais étroitement reliées par leurs origines et dans leurs conséquences. La première s'était déroulée dans les usines et dans les rues des cités industrielles allemandes entre 1918 et 1923. L'autre, livrée au sein du parti bolchevique entre 1923 et 1927, s'était terminée par la victoire de Staline et de son appareil bureaucratique. Défaites du prolétariat mondial dans des arènes capitales du point de vue stratégiques, ces deux batailles perdues traduisaient sa tragique faiblesse sur le terrain de l'organisation et de la théorie, et, du même coup, indiquaient l'unique voie pour la surmonter, la construction d'une véritable Internationale.

Qu'on nous permette, au terme de ce travail, d'appliquer à la révolution mondiale la remarque formulée par Trotsky au terme de son *Histoire de la révolution russe* :

« Le capitalisme a eu besoin de siècles entiers pour parvenir, en élevant la science et la technique, à jeter l'humanité dans l'enfer de la guerre et des crises. Ses adversaires n'accordent au socialisme qu'une quinzaine d'années pour

édifier et installer le paradis sur terre. Nous n'avons pas pris sur nous de tels engagements. Nous n'avons jamais assigné de pareils délais. Les processus de grandes transformations doivent être évalués selon des mesures adéquates »²¹.

Dans cette perspective, l'histoire du parti communiste allemand au cours des premières années de l'Internationale communiste cesse d'être l'histoire des illusions perdues pour devenir la préhistoire d'un combat qui se poursuit.

21 L. Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, t. IV, pp. 473-474.